

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

Thèse pour l'obtention du grade de docteur

Discipline : sociologie politique

Présentée par

Olivier Grojean

# **La cause kurde, de la Turquie vers l'Europe**

*Contribution à une sociologie de la transnationalisation  
des mobilisations*

Directeur de recherche : M. Hamit Bozarslan, Directeur d'études à l'EHESS

Soutenance : vendredi 16 mai 2008

MEMBRES DU JURY :

M. Gilles Bataillon, Directeur d'études à l'EHESS

M. Christophe Jaffrelot, Directeur de recherche au CNRS (CERI, Paris)

Mme Elizabeth Picard, Directrice de recherche au CNRS (IREMAM, Aix en Provence)

M. Frédéric Sawicki, Professeur à l'Université de Lille 2 (Rapporteur)

Mme Johanna Siméant, Professeure à l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne (Rapporteur)







*« Notre passé est triste,  
notre présent est tragique,  
mais heureusement nous n'avons pas d'avenir »*

Hiner Saleem,  
rapportant les propos de son grand-père,  
*Kilomètre zéro* (2005)



## Remerciements

Je voudrais tout d'abord exprimer toute ma gratitude à Hamit Bozarslan, qui m'a accompagné avec générosité, disponibilité et confiance durant toute la durée de cette recherche. Sa curiosité, son érudition et son imagination scientifique ont été pour moi une formidable source d'inspiration et de réflexion dans la préparation et la rédaction de cette thèse.

Je tiens également à remercier ici toutes les institutions qui m'ont accueilli ou soutenu matériellement : le Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS), l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), le *Wissenschaftszentrum Berlins* (WZB), le Centre Marc Bloch de Berlin, le Centre interdisciplinaire d'étude et de recherche sur l'Allemagne (CIERA), le laboratoire « Etudes turques et ottomanes » de l'EHESS, et surtout l'Université Lille 2 et le Centre d'étude et de recherche administrative, politique et sociale (CERAPS), qui a été mon laboratoire d'adoption pendant près de cinq ans.

Gilles Dorronsoro suit mes études et les étapes de cette recherche depuis bientôt dix ans : il sait tout ce que je lui dois et à quel point je lui en suis gré. C'est aussi grâce à ses talents de mobilisateur et de fédérateur que mes recherches ont pu bénéficier des conseils et des critiques toujours avisés de Jeanne Hersant, Elise Massicard, Benoit Fliche, Ayşen Uysal, Emre Öngün, Marie Leray, Clémence Scalbert, Nicole Watts, Jean-François Pérouse, Jean-François Polo et Claire Visier. Atelier dynamique, informel et multiforme de recherches sur la Turquie, ce groupe a aussi constitué un véritable espace d'entraide et d'amitiés. Parmi les autres spécialistes et amoureux de la Turquie, Isabelle Rigoni et Gilles Bertrand m'ont donné de judicieux conseils et m'ont toujours témoigné leur affection, Valérie Amiraux m'a constamment encouragé et Bülent Küçük a sans doute le plus contribué à ma compréhension du mouvement kurde. Des discussions avec Annah Neubauer m'ont aussi beaucoup apporté.

De nombreux autres chercheurs ont par ailleurs accompagné de près ou de plus loin tous les moments de cette recherche. Je pense d'abord à Virginie Guiraudon et Frédéric Sawicki (sans qui cette thèse n'aurait sans doute jamais vu le jour), ainsi qu'à Jean-Gabriel Contamin, Olivier Fillieule et Johanna Siméant (dont les critiques rigoureuses mais toujours justes m'ont invité à toujours mieux combiner théorie, méthodologie et matériel empirique). Julien Fretel, Annie Laurent, Nathalie Ethuin, Antoine Goxe et Karel Yon (à Lille), Amélie

Blom, Lilian Mathieu, Daniel Cefai, Eric Lagneau, Dominique Marchetti, Olivier Baisnée, Stéphane Dufoix, Xavier Crettiez, Donatella della Porta, Guillaume Devin et Michel Wieviorka (ailleurs) ont tous contribué à faire avancer certains points de ma réflexion. Enfin, Ruud Koopmans et Dieter Rucht (à Berlin) m'ont très amicalement autorisé à utiliser leurs données, sans lesquelles je n'aurais pu mener à bien tout un pan de cette recherche.

Tout à la fois lieu de réflexion, de mobilisation, de ressourcement et de fraternité, le bureau d'une association au sigle imprononçable a également constitué un repère stimulant au cours des premières années de cette thèse. Parmi ses membres anciens et actuels, je dois beaucoup à Hélène Combes, Nicolas Hubé, Ivan Chupin, Magali Boumaza, Jérémie Nollet, Vincent Nguyen Van Hai et Pierre Mayance.

Les membres de l'Institut kurde de Paris, de la *Berliner Gesellschaft zur Förderung der Kurdologie* et de l'*Înstîtuya kurdî* de Berlin m'ont accueilli à de nombreuses reprises et ont toujours tout fait pour faciliter mes recherches : je les en remercie vivement. Ma plus sincère reconnaissance va également à tous les militants et sympathisants de la cause kurde, « objets » de cette recherche, qui ont accepté patiemment de répondre à mes multiples questions, de me faire longuement part de leurs souvenirs souvent douloureux et même de m'offrir parfois leur amitié. Je ne peux évidemment les citer tous, et certains ne le souhaiteraient d'ailleurs pas. Néanmoins, je voudrais surtout remercier ici Sultan et Esma (qui ont été d'une générosité et d'un dévouement incomparables), mais aussi Ali, Sadretin et Natalya, Hasan et Fatoş, Özer et Ünal. Naime et Sandra ont également été très attentionnées lors de mes séjours berlinois, ainsi que mon cousin Julien, qui m'a ouvert son appartement et a souvent prêté une oreille attentive au récit (pas toujours drôle) de mes journées.

Ma reconnaissance va enfin à toutes les personnes qui m'ont accompagné de leur affection durant ce travail. A mes amis (Joseph et Pauline, Anne-Laure et Benoit, Jeff et Valérie, Séverine et Jean-Luc, Mélodie et Frédéric, Coralie, Amalia et Antony, Ricardo, Peter et Fanny, Elisabeth et Philippe, Cécile et Samir, Aurélie et Didier, mes cousins Lucie et Romain...); à mes parents Brigitte et Denis, mes grands-parents François et Elisabeth, ma sœur Claire (et Jean-Lorain) et mon frère Guillaume (et Pélésa), ma jolie famille Chantal, Gilles et Justine ; et surtout à Aurélie, dont l'amour m'a porté dans les innombrables moments de joie et les plus difficiles périodes de doutes, et à Esma, notre petite daïdaï, dont les sourires ont le pouvoir magique de rendre immédiatement heureux : toutes deux ont été le plus grand et le plus merveilleux des soutiens.

*Note sur la prononciation du turc*

*e* se prononce « è » (père)

*ı* est une voyelle nasale intermédiaire entre « *i* » et « *é* »

*ö* se prononce « *eu* » (bleu)

*u* se prononce « *ou* » (chou)

*ü* se prononce « *u* » (prune)

*c* se prononce « *dj* » (djellaba)

*ç* se prononce « *tch* » (Tchaïkovski)

*g* est toujours dur (gâteau)

*ğ* ne se prononce pratiquement pas,  
accentue la voyelle précédente et se rapproche du « *h* » français

*h* est expiré

*s* est toujours dur (saucisson)

*ş* se prononce « *ch* » (chapeau)

*y* est toujours consonne (yaourt)

Les autres lettres se prononcent comme en français



## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	15
A. Un objet à la croisée de différents domaines de recherche .....	17
B. Action contestataire et transnationalisation : questions et partis pris théoriques ....	25
C. Implications méthodologiques : croiser les éclairages .....	40
D. Hypothèses et grille de lecture : l'action transnationale en contextes.....	50
<b>Chapitre I. Mobiliser par delà les frontières</b> .....	61
Introduction : de la transnationalisation des mouvements à celle des mobilisations .....	63
Section 1. Nationalisation et transnationalisation du mouvement kurde de Turquie.....	67
Introduction .....	67
A. Le mouvement kurde dans les années 1950-1960 : l'arrimage national .....	69
B. Les logiques de la radicalisation : violences et répression .....	81
C. L'implantation des différents mouvements de Turquie en Europe .....	98
Conclusion.....	115
Section 2. La « diaspora kurde » : de la dispersion à la mobilisation .....	117
Introduction : mobiliser et être mobilisé .....	117
A. L'immigration : une population potentiellement mobilisable.....	119
B. La construction des identités : dynamiques des pays d'origine et d'accueil.....	135
C. Vers un horizon d'action transnational : les mobilisations de l'exil .....	146
Conclusion.....	161
Conclusion du chapitre I .....	162
<b>Chapitre II. Vers l'internationalisation du conflit ?</b> .....	165
Introduction .....	167
Section 1. Entre interne et externe : opportunités et contraintes du mouvement kurde.	171
Introduction .....	171
A. La question kurde dans les relations turco-européennes .....	172
B. Quand l'interne et l'externe s'entremêlent : l'exemple singulier de l'Allemagne	187
Conclusion.....	214
Section 2. La médiatisation des mobilisations : l'exemple de l'« affaire Öcalan » .....	217
Introduction .....	217
A. Etudier la couverture médiatique des mobilisations kurdistes en Europe.....	217
B. Attention journalistique et cadrages médiatiques lors de l'« affaire Öcalan ».....	231
C. Des événements qui parlent... à certains : la protestation kurdiste dans la presse	241
Conclusion : l'« affaire Öcalan » au sein de la question kurde.....	259
Conclusion du chapitre II .....	264
<b>Chapitre III. La dynamique de l'action protestataire : homogénéiser les espaces</b> ....	265
Introduction .....	267
Section 1. La <i>Protest Event Analysis</i> : éléments de méthode.....	270
Introduction : l'analyse quantitative des événements protestataires .....	270
A. Analyser la protestation kurdiste à partir d'une revue de presse spécialisée .....	276
B. Evaluer les biais d'une sélection de sources sélectives .....	286
C. Degré de systématisme dans le temps des biais liés à la revue de presse .....	296
Conclusion.....	309
Section 2. Référentiels et temporalités de la protestation en Europe .....	312
Introduction .....	312

A. L'émergence d'un cycle de protestation kurdiste en Europe ? .....	312
B. Entre référentiels turc et référentiels européens : les Kurdes en mouvement .....	326
C. Une temporalité autonome, réactive et proactive : le rythme de la protestation ...	337
Conclusion.....	349
Section 3. Variations d'échelles : structurations nationale et locale de la protestation .	351
Introduction .....	351
A. La mouvance PKK à l'épreuve de la fragmentation européenne.....	352
B. Quand la mobilisation s'emballe : des campagnes à plusieurs échelles.....	375
Conclusion.....	390
Conclusion du Chapitre III.....	391
<b>Chapitre IV. Contexte, culture politique et formes des mobilisations .....</b>	<b>393</b>
Introduction : qu'est-ce qu'un « répertoire d'action » ?.....	395
Section 1. La composante culturelle des répertoires .....	410
Introduction .....	410
A. Comment se constitue le répertoire d'un mouvement ? .....	410
B. Répertoire(s) et structure du répertoire : l'invention d'une tradition protestataire	429
Conclusion.....	446
Section 2. « Le choix des armes », à moyen ou plus court terme .....	447
Introduction : éléments de méthode .....	447
A. A chaque mode d'action son objectif ? .....	450
B. Interactions manifestantes et processus violents .....	463
Conclusion.....	482
Conclusion du chapitre IV.....	483
<b>Chapitre V. Le militant et l'institution : jusqu'à mourir pour la cause ? .....</b>	<b>485</b>
Introduction .....	487
Section 1. Pouvoir et vérité au sein du PKK .....	491
Introduction .....	491
A. Doctrines et projets politiques .....	492
B. La matérialisation du verbe dans différentes branches de l'organisation.....	514
Conclusion : Autorité charismatique et rôles militants .....	545
Section 2. Négocier avec l'institution, en Turquie et en Europe.....	552
Introduction .....	552
A. Dispositions et réseaux de recrutement en zones kurdes et en zones mixtes .....	555
B. Modalités de l'engagement et trajectoires au sein de la mouvance PKK.....	565
Conclusion : l'institutionnalisation de la domination .....	578
Section 3. Héros et traîtres : pour une sociologie de l'arme corporelle .....	581
Introduction : .....	581
A. La construction sociale du désir de mourir pour la cause .....	582
B. Des raisons d'une pratique radicale : les immolations par le feu en Europe.....	608
Conclusion du Chapitre V .....	638
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>641</b>
Annexes .....	649
Bibliographie .....	683
Liste des sigles rencontrés.....	733
Table des graphiques, tableaux et encadrés .....	741
Table des matières .....	744





## **INTRODUCTION**



## A. Un objet à la croisée de différents domaines de recherche

Le 21 août 1986 à 11h30, une dizaine de Kurdes se réclamant du Comité étudiant du Kurdistan ont occupé quelques minutes une agence de la compagnie aérienne nationale turque située dans le passage piéton de la gare à Dortmund, après avoir contraint le directeur à sortir. Selon la police, ils entendaient protester contre les bombardements de villages kurdes en Irak par l'armée turque, qui auraient fait plus de cent morts au cours des dernières semaines. Puis ils sont sortis et ont distribué des tracts aux passants, en restant à proximité du bureau. Ils ont également dénoncé le rôle de l'Allemagne, qui, selon eux, soutient politiquement, militairement et financièrement la Turquie et participe ainsi au génocide des Kurdes. Les forces de police, qui ont observé la scène sans intervenir, ont ensuite vérifié l'identité des membres du groupe<sup>1</sup>. Le même jour et le lendemain, des occupations de médias et de sièges locaux de partis politiques de gauche ont été organisées et ont rassemblé quelques dizaines de Kurdes à Nürnberg, Frankfurt, Berne, Copenhague, Bruxelles, La Haye, Athènes et Paris<sup>2</sup>.

Le 24 juin 1994, un an jour pour jour après une première vague d'actions spectaculaires à l'échelle européenne ayant conduit à l'interdiction du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en France et en Allemagne, entre 50 000 et 100 000 personnes, dont une très grande majorité de Kurdes (venus d'Allemagne, de France, de Suisse, des Pays-Bas, de Belgique et du Danemark) ont défilé à Frankfurt afin de protester contre la politique turque vis-à-vis des Kurdes et pour demander la fin des ventes d'armes allemandes à la Turquie. Ils exigeaient également une solution politique au conflit opposant l'armée turque et le PKK. La manifestation avait été organisée par l'association humanitaire Medico International, et relayée par une centaine de partis politiques kurdes et allemands (dont les *Grünen* et de nombreux syndicats). Six manifestants ont été interpellés car ils ne voulaient pas remettre des symboles interdits du PKK à la police. De nombreux petits drapeaux du PKK et des portraits de son chef Abdullah Öcalan ont malgré tout été brandis durant le défilé qui s'est terminé sans incident par un rassemblement festif en fin d'après-midi. Des échauffourées ont cependant éclaté à la frontière franco-allemande quand la police a refusé le passage à environ 400 Kurdes venus de région parisienne (2000 Kurdes au total auraient été refoulés aux frontières)<sup>3</sup>.

Le 14 avril 2000, près du centre d'Athènes, un jeune Kurde d'une trentaine d'années s'immole par le feu dans la cour de l'église de Saint Aimilianos, sur la colline de Skouzé. Il tient dans ses mains une photographie d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK emprisonné en Turquie depuis 1999, ainsi qu'une feuille de papier où il a écrit : « je serai libre avec le feu ». On retrouvera par ailleurs un tract du PKK à proximité. Des témoins appellent les secours mais le jeune homme décède dans l'ambulance au cours de son transfert à l'hôpital<sup>4</sup>.

Le 7 janvier 2008 dans l'après-midi, environ 120 Kurdes se sont rassemblés devant le siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg pour soutenir Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999. Les manifestants, dont certains venus d'Allemagne, ont dit craindre un empoisonnement au plomb du chef du PKK et ont demandé au Comité de prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe de publier son rapport sur son état de santé. « Ca

---

<sup>1</sup> *Dortmunder Zeitung*, 22 août 1986 ; *Westfälische Rundschau*, 22 août 1986 ; *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*, 22 août 1986.

<sup>2</sup> Nous avons toujours conservé les noms originaux des villes allemandes, même lorsqu'elles possédaient des noms francisés. Ce n'est pas le cas pour les villes des autres pays.

<sup>3</sup> *Agence France presse (AFP)*, 24 juin 1994 ; *Frankfurter Rundschau*, 27 juin 1994 ; *Die Tageszeitung*, 27 juin 1994 ; *Turkish Daily News*, 27 juin 1994 ; *Kurdistan Report*, n°69, juillet 1994.

<sup>4</sup> *AFP*, 14 avril 2000.

suffit ! », pouvait-on lire sur une grande banderole tandis que les manifestants scandaient « Erdoğan [le Premier ministre turc] assassin ! ». L'Association culturelle franco-kurde de Strasbourg a également annoncé ce même jour un *sit-in* permanent et illimité devant le Conseil de l'Europe, où les participants se relaieront par groupe de dix tous les cinq jours pour réclamer le résultat des expertises du CPT<sup>5</sup>.

### *1. Immigration, nationalisme à distance et politique contestataire*

Plus de vingt ans se sont écoulés entre le premier et le dernier de ces événements, et pourtant l'impression de permanence et de récurrence domine : des personnes le plus souvent originaires de Turquie, s'auto-définissant comme kurdes, se jouent des frontières intra-européennes et organisent des manifestations dans l'objectif de dénoncer la politique turque vis-à-vis des Kurdes et de demander aux Etats de leurs pays de résidence et aux autorités européennes de s'impliquer davantage dans la résolution de la question kurde en Turquie. Cet ancrage dans la durée des modes d'action et des revendications se conjugue de plus à une réelle continuité et à une profusion sans guère d'équivalent : entre 1982 et 2008, il n'est vraisemblablement aucun mois qui n'ait vu au moins une manifestation pro-kurde et, au-delà, la moyenne annuelle des événements protestataires organisés en Europe pourrait être de plusieurs centaines, voire d'un demi-millier<sup>6</sup>. Cette régularité et ce foisonnement font peut-être des Kurdes de Turquie, qui constituent une population d'environ un million de personnes « issues de l'immigration »<sup>7</sup>, d'une part l'un des groupes les plus « protestataires » en Europe, et d'autre part le groupe protestataire le plus « européenisé » (si l'on entend par ce terme le fait de s'organiser à l'échelle européenne, de s'adresser aux autorités européennes, et de participer à des actions protestataires dans un autre pays européen que le sien)<sup>8</sup>. Mais

---

<sup>5</sup> AFP, 7 janvier 2008 ; « Assez, ça suffit - la santé de M. Öcalan est la nôtre », *Communiqué de l'Association culturelle franco-kurde de Strasbourg*, 7 janvier 2008 ; *Firat News Agency* (ANF), 7 janvier 2008.

<sup>6</sup> A titre de comparaison, Olivier Fillieule évalue le nombre annuel de manifestations de rue en France à « plus de dix mille », tous groupes confondus. Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Science Po, 1997, p. 14. Selon une estimation basse, qui se fonde sur la comparaison entre une base de données établie à partir d'articles de presse sur la période 1982-2005 et une base de données (proche de l'exhaustivité) établie à partir d'un quotidien pro-kurde sur la période de novembre 1998 à juin 1999, 170 manifestations pourraient être organisées annuellement en Europe (une tous les deux jours). Mais l'observation de l'association pro-PKK de Berlin durant neuf mois (à des moments de faible mobilisation) a montré que l'association appelait (en tant qu'organisatrice ou co-organisatrice) en moyenne à une manifestation publique *tous les quinze jours*. Or, 52 autres associations similaires existent en Allemagne, auxquelles s'ajoute une cinquantaine d'autres associations dans les autres pays d'Europe. Si l'on considérait que chaque association n'appelle en moyenne qu'à une seule manifestation *tous les deux mois*, alors plus de 600 manifestations kurdistes auraient lieu chaque année en Europe, c'est-à-dire près de deux par jour.

<sup>7</sup> En Turquie, les Kurdes constitueraient entre 20 et 25% de la population, soit plus de 12 millions de personnes.

<sup>8</sup> Loin devant nombre d'acteurs déjà étudiés par la sociologie de l'action collective. Voir Balme, Richard, Chabanet, Didier et Wright, Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Science Po, 2002. Voir aussi les publications du projet Europub.com (The Transformation of Political Mobilisation and Communication in European Public Spheres), dirigé par Ruud Koopmans et que nous avons présenté dans Guiraudon, Virginie, Baisnée, Olivier et Grojean, Olivier, « La place de l'Europe dans les débats nationaux :

comment retracer l'émergence de ces mobilisations en Europe ? Comment expliquer que nombre de jeunes gens d'origine kurde s'engagent dans des actions qui ne les concernent pas toujours directement et dont ils ne pourront profiter à court terme ? Comment rendre compte, surtout, des raisons qui poussent de jeunes sympathisants à s'immoler par le feu en Europe ? Plus qu'au « phénomène migratoire » ou à la « question nationale » kurde, c'est à l'analyse de ces « mobilisations transnationales » et du principal parti qui les porte, le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des Travailleurs du Kurdistan), que cette thèse est consacrée.

Si les quatre événements présentés ci-dessus sont bien majoritairement le fait de Kurdes issus de l'immigration, appréhender ces mobilisations comme des « actions collectives immigrées » ou des « mouvements sociaux d'immigrés » apparaît par trop réducteur. Une première raison tient au fait que si un certain nombre de participants sont bien arrivés en Europe alors qu'ils étaient enfants (avec leurs parents) ou à l'âge adulte (seuls), de nombreux autres n'ont jamais migré et sont nés dans leur pays de résidence, qu'ils en aient la nationalité ou non. De plus, comme l'a montré la manifestation de Frankfurt en 1994, des personnes non issues de l'immigration de Turquie peuvent également participer à ces actions, voire en être les organisateurs. Mais au-delà, qualifier ces mobilisations d'« immigrées » pourrait nous inciter à les penser dans le cadre d'une « sociologie de l'immigration » qui apparaît de fait peu pertinente ici : une telle approche conduirait en effet à envisager ces mobilisations comme intrinsèquement différentes des mobilisations des « non-immigrés », postulat que de nombreux chercheurs ont d'ores et déjà infirmé<sup>9</sup>. La migration a certes toute sa place dans l'analyse des trajectoires biographiques d'une partie de ces manifestants ; en elles-mêmes, ces mobilisations sont cependant bien moins marquées par le phénomène migratoire que par la construction et l'entretien d'une solidarité - entendue ici comme le sentiment d'être lié moralement à d'autres par des intérêts ou des responsabilités communs - entre des groupes situés sur une pluralité de territoires<sup>10</sup>.

Il pourrait dès lors être tentant d'envisager ces manifestations sous l'angle de l'identité, nationale ou ethnique. Benedict Anderson, reprenant des propos d'Acton, n'affirmait-il pas dans sa préface à l'édition française d'*Imagined Communities* que « l'exil

---

enjeux théoriques et premiers résultats empiriques à partir du cas français », *Papier présenté à la table ronde « L'institutionnalisation de l'Europe »*, 7<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSP, Lille, 19 septembre 2002.

<sup>9</sup> Voir par exemple Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 29-47.

<sup>10</sup> Grojean, Olivier, « Immigration et solidarités transnationales : l'engagement politique en exil », in Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 43-57.

est la pépinière du nationalisme » ?<sup>11</sup> Les notions de « nationalisme à distance »<sup>12</sup>, de « nationalisme de diaspora »<sup>13</sup> voire de « nationalisme transnational »<sup>14</sup> pourraient ainsi permettre de rendre compte de ces solidarités qui dépassent les frontières étatiques, d'autant plus que de nombreuses organisations kurdes actives en Turquie sont elles-mêmes engagées dans une lutte nationaliste pour l'indépendance ou l'autonomie du Kurdistan. Une telle perspective apparaît pertinente<sup>15</sup>, mais ne doit pas servir - sous des apparences d'automatisme - à masquer un certain nombre de processus préalables à la mobilisation. Il faut d'abord rappeler - ce lieu commun semble malheureusement toujours nécessiter une mise au point - que les identités sont socialement construites et que l'ethnicité n'est qu'un niveau d'appartenance parmi d'autres (locale, familiale, confessionnelle, professionnelle, politique...) qui ne présuppose aucune solidarité effective<sup>16</sup>. Il importe alors moins de constater le caractère ethnique de ces solidarités que de comprendre comment ces identités ethniques sont construites, comment elles s'articulent à (ou se superposent à, ou sont supplantées par) d'autres identités pouvant être mobilisées en d'autres situations, comment elles « font sens » pour les acteurs<sup>17</sup>, et comment elles peuvent participer de la *création* de solidarités entre des personnes géographiquement distantes.

D'autre part, la dimension ethnique tend à occulter les dimensions idéologiques et politiques de la mobilisation. Comme on l'a vu dans les exemples de manifestations présentées ci-dessus, le rôle des organisations *politiques* apparaît important. Ces organisations se fondent certes généralement sur un critère ethnique, mais il convient de rappeler que la mobilisation d'identités « communautaires » est souvent un phénomène politique : les identités ne sont jamais mobilisées *sui generis*, elles sont *politisées*, et s'inscrivent progressivement soit dans un système polarisé d'amitié et d'inimitié, soit dans un système plus fluide mais susceptible de se rigidifier en période de crise, processus dont le chercheur se

---

<sup>11</sup> Anderson, Benedict, *Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002 (1<sup>ère</sup> édition française 1996), p. 11.

<sup>12</sup> Anderson, Benedict, « Long-Distance Nationalism », in Anderson, Benedict, *The Spectre of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia, and the World*, Londres, Verso, 1998, p. 58-74.

<sup>13</sup> Gellner, Ernest, *Nation and Nationalism*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, p. 88-110.

<sup>14</sup> Kastoryano, Riva, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, Vol. 56, n°4, 2006, p. 533-554. Cette notion, qui est distinguée du « nationalisme de diaspora », apparaît cependant assez floue en ce que, selon l'auteure, les Kurdes apparaissent justement dans les deux catégories.

<sup>15</sup> Même si, on l'a vu, des personnes non kurdes peuvent également participer à ces mobilisations.

<sup>16</sup> Sur la critique des thèses essentialistes ou culturalistes de l'identité, voir Bayart, Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996. Sur l'ethnicité, voir notamment Digard, Jean-Pierre (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Editions du CNRS, 1988.

<sup>17</sup> L'utilisation du terme d'« acteur » (plutôt qu'« agent » par exemple) vise à insister sur les pratiques (l'action).

doit de rendre compte. On pourrait ainsi, à l'image de la distinction établie par Elise Massicard entre alévitité et alévisme, différencier le sentiment d'être kurde (la kurdicité) de l'idéologie et des acteurs nationalistes kurdes (le kurdisme)<sup>18</sup>. Il apparaît enfin nécessaire de souligner d'une part que sentiment national et idéologie nationaliste sont deux phénomènes bien différents et, d'autre part, que « nationalisme et mouvement nationaliste ne constituent pas le même objet de recherche »<sup>19</sup>. Affirmer que ces « communautés affectives » sont « potentiellement capables de passer du stade des représentations que l'on partage à celui des actions que l'on accomplit collectivement »<sup>20</sup> reste insuffisant et impose justement d'interroger plus précisément le *passage à la mobilisation* : pourquoi et comment des personnes s'auto-présentant d'abord comme kurdes - ou ayant au départ le vague sentiment d'être kurdes - en viennent-elles à se mobiliser pour une cause dite distante (mais qui n'est pas toujours appréhendée comme telle par les acteurs), pour un pays ou un leader qu'elles ne connaissent fréquemment que par les médias, les relations interpersonnelles et les discussions familiales ? Comme on le verra, la réponse passe sans doute par l'étude minutieuse des organisations qui constituent le mouvement kurde, et notamment du PKK, sa composante la plus importante.

Les quatre actions décrites plus haut semblent donc la concrétisation - sous la forme d'événements protestataires<sup>21</sup> - de mobilisations politiques qui s'inscrivent dans un « mouvement social » singulier<sup>22</sup>. Ce mouvement social n'a cependant pas uniquement recours à l'« action protestataire », c'est-à-dire à l'action revendicative publique visant à

---

<sup>18</sup> Massicard, Elise, *Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique. Le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*, Paris, Thèse de doctorat de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, 2002, p. 23. Si nous retiendrons le terme « kurdiste » pour qualifier des acteurs ou des mobilisations, nous parlerons toujours de « mouvement (national, ou nationaliste) kurde », expression couramment utilisée pour parler en fait du « mouvement kurdiste » ou « pro-kurde ».

<sup>19</sup> Bozarlan, Hamit, *La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Science Po, 1997, p. 21.

<sup>20</sup> Appadurai, Arjun, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001, p. 35.

<sup>21</sup> On verra plus bas en quoi certaines immolations par le feu peuvent être considérées comme des événements protestataires.

<sup>22</sup> Il n'existe pas de définition consensuelle de la notion de mouvement social. Nous retiendrons quant à nous la définition proposée par Erik Neveu, en la complétant quelque peu : nous appellerons donc mouvement social « toute forme d'action collective concertée et impliquant des interactions conflictuelles, en faveur d'une cause politique ». Alors que pour la plupart des sociologues des mobilisations, c'est le fait de s'opposer aux autorités politiques qui autorise à parler de mouvement social, Erik Neveu suggère de limiter la qualification de « politique » aux mouvements sociaux qui se tournent vers les autorités politiques (Cf. Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2002, p. 10-12). Par rapport à ces deux perspectives, nous considérerons au contraire ici que l'assassinat d'un écrivain engagé, l'interpellation d'un média ou d'une organisation humanitaire peuvent avoir une dimension politique, tout dépendant *in fine* des revendications associées à l'action (pour une conception similaire, voir Lagroye, Jacques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Science Po et Dalloz, 4<sup>ème</sup> édition, 2002, p. 313).

impliquer d'autres acteurs ou à leur demander de modifier leurs positions<sup>23</sup> : certaines de ses composantes ont en effet été engagées (et le sont parfois toujours) dans des interactions guerrières avec d'autres acteurs (Etat turc ou iranien, autres mouvements kurdes), interactions qui paraissent davantage relever de l'« action directe » (même si elle vise *in fine* la négociation<sup>24</sup>) que de la protestation à proprement parler. A la suite de Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly qui distinguent « mouvements sociaux » et « révolutions » pour mieux les réunir au sein de la « politique contestataire » (*contentious politics*), on pourrait ainsi distinguer « action de lobbying », « action protestataire » et « action guerrière », pour mieux étudier leurs relations au sein de l'« action contestataire » kurdiste<sup>25</sup>. Car si l'action contestataire du mouvement kurde emprunte en Turquie autant les voies de la guerre que de la protestation et du lobbying, elle s'est toujours limitée à la protestation et au lobbying dans les différents pays européens. Des actions violentes ont bien été menées, des combats de rue ont pu ressembler à de la « guérilla urbaine » en Allemagne ou en France, des menaces ont pu être proférées à l'encontre de gouvernements et d'hommes politiques ; les organisations kurdistes ne sont néanmoins jamais réellement entrées dans une logique de guerre en Europe. Il reste que, s'inscrivant dans les espaces politiques européens, les mobilisations que nous nous proposons d'étudier prennent effectivement leur source au Moyen-Orient : elles sont l'extension déterritorialisée de mobilisations ayant émergé en Turquie dans les années 1960-1970 et qui continuent aujourd'hui encore, en raison notamment du conflit sanglant opposant le PKK au régime turc depuis 1984.

## 2. De la transfrontaliérité à la transnationalisation des mobilisations

Si les conflits kurdes sont le plus souvent considérés comme des conflits internes aux Etats qui les ont vus naître, il n'en demeure pas moins que *la* question kurde se présente comme un cas idéal-typique du débordement des frontières nationales. Le problème kurde est en effet d'abord *transfrontalier*, obéissant à des logiques stato-nationales (en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie) et à des logiques davantage régionales (au Moyen-Orient), en fonction des périodes et des enjeux. On observe ainsi les acteurs kurdistes et les Etats sortir régulièrement de leur cadre local-national pour agir dans un cadre régional, voire international,

---

<sup>23</sup> De même que notre définition des mouvements sociaux (politiques) n'inclut aucune condition de cible (étatique), notre définition de l'action protestataire n'implique pas qu'elle soit dirigée contre ou vers l'Etat, à la différence de celle d'Olivier Fillieule par exemple (« une action concertée dirigée d'abord vers tel ou tel secteur de l'Etat ». Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 39).

<sup>24</sup> Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 206 et suivantes.

<sup>25</sup> McAdam, Doug, Tarrow, Sidney et Tilly, Charles, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, Vol. 11, n°41, 1998, p. 7-32. Voir aussi McAdam, Doug, Tarrow, Sidney et Tilly, Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 5.

essentiellement dans le but d'accroître des ressources imposables ou monnayables dans un cadre stato-national<sup>26</sup>. Les frontières sont en ce sens des démarcations artificielles ; elles n'en sont pas moins productrices de divisions et de clivages (identitaires notamment), mais aussi d'unions (politiques, commerciales...) lorsqu'elles sont dépassées. On peut donc parler de « sphère minoritaire » régionale, entendue comme le champ de manœuvre des acteurs sociaux minoritaires et incluant des territoires non spécifiquement kurdes (Liban, Israël... où vivent de nombreux Kurdes), qui s'élargit ou se rétrécit en fonction des relations entre les Etats de la région<sup>27</sup>. Mais à ce champ d'action régional correspondent le plus souvent des mobilisations dans un strict cadre stato-national, même si elles sont très souvent transfrontalières (utilisation des Etats voisins comme base arrière) : les acteurs kurdistes d'Irak ont toujours choisi de revendiquer l'autonomie du seul Kurdistan d'Irak, les organisations kurdistes iraniennes ont toujours inscrit leur lutte dans le cadre de l'Etat iranien et si certaines organisations kurdistes de Turquie affirmaient se battre pour l'indépendance d'un « grand » Kurdistan, elles n'ont cependant toujours pris pour cible que l'Etat turc<sup>28</sup>. Cela ne signifie pas pour autant que les mobilisations kurdistes de ces différents Etat soient totalement indépendantes. Comme on le verra, la montée en puissance du mouvement nationaliste kurde de Turquie ne peut être comprise sans faire référence à l'échec du mouvement de Barzani en Irak en 1975. De même, les organisations kurdistes d'un pays donné ont toujours intégré - plus ou moins selon les périodes et les organisations - un certain nombre de Kurdes originaires d'autres pays du Moyen-Orient.

Depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980, se sont ajoutées à cette transfrontalièrité de nouvelles mobilisations de par le monde, essentiellement en Europe, mais aussi en Australie, au Canada ou aux Etats-Unis. On assiste donc à une certaine *déterritorialisation* des mobilisations kurdistes : alors que le champ d'action des acteurs de la question kurde était jusqu'alors relativement délimité géographiquement (local, stato-national ou régional), il s'étend désormais à différentes parties du globe sous l'impulsion de dynamiques variées (bouleversements politiques dans les pays où vivent les Kurdes, implantations de certaines organisations en Occident, migrations de différentes populations et implications de nouveaux acteurs étrangers). Ce phénomène n'affecte cependant pas tous les

---

<sup>26</sup> Bozarlan, Hamit, *La question kurde...*, op. cit., p. 290-347.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 298-299 et 301. Hamit Bozarlan considère que la sphère minoritaire comprend également les extensions « diasporiques » kurdes en Occident. Nous distinguerons quant à nous le champ d'action des acteurs au Moyen-Orient de celui des acteurs en Europe, car les logiques d'action y semblent en partie différentes.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 324. Cette constatation est moins vraie depuis quelques années. Après le départ du PKK de Syrie en 1998, le parti d'Öcalan a commencé à combattre, militairement ou politiquement, les régimes iranien et syrien.

acteurs de la même manière, démontrant une fois encore l'efficacité des frontières et la spécificité des situations des populations kurdes dans les différents pays du Moyen-Orient : même si des mobilisations kurdistes iraniennes, irakiennes ou syriennes ont émergé au sein de ce nouvel espace, ce sont surtout les mobilisations liées à l'arène politique turque qui ont fortement augmenté en nombre et en taille en Europe. Comment alors décrire l'extension du champ d'action de ce mouvement social ? Comment désigner l'extension déterritorialisée de ces mobilisations ? Si les sciences sociales bénéficient déjà d'une palette de notions considérables pour évoquer ces processus, quelques précisions s'imposent dans le choix des termes.

Il semble d'abord possible d'écarter tout de suite la notion d'internationalisation, qui reste un terme assez flou plutôt réservé à la description de processus impliquant aussi des Etats ou des institutions supranationales. Assiste-t-on alors à une « transnationalisation » des mobilisations kurdistes de Turquie ? Souvent associé à la « globalisation » et systématisé au début des années 1970 pour qualifier les connexions internationales d'acteurs non-gouvernementaux<sup>29</sup>, ce terme peut néanmoins recouvrir deux significations qu'il convient de distinguer. Dans son acception stricte, la transnationalisation des mobilisations pourrait d'abord désigner la diversification progressive des *nationalités* des acteurs qui en sont à l'origine. Si l'on considère qu'un nombre très important de Kurdes ayant la nationalité de leur pays d'accueil s'engagent progressivement en Europe dans des mobilisations d'abord initiées par des Kurdes de nationalité turque, on pourra considérer qu'il y a bien une certaine transnationalisation des mobilisations kurdistes. Pour autant, la définition pourrait laisser sous-entendre que de nombreux Européens d'origine non kurde s'engagent également, individuellement ou en groupe, dans ces mobilisations... ce qui est loin d'être le cas, même si, comme on l'a vu, des soutiens collectifs ou des ralliements individuels ont bien eu lieu. Elle ne rend pas non plus compte des processus d'engagement de nombreux Kurdes situés en Allemagne, mais ayant toujours la nationalité turque. Enfin et surtout, elle pourrait par contre désigner un phénomène plus ancien : l'engagement de Kurdes de Turquie dans des mobilisations pour l'autonomie du Kurdistan d'Irak, l'engagement de Kurdes syriens, irakiens et iraniens dans la lutte contre l'Etat turc, etc. Mettre en avant la nationalité des acteurs peut donc apparaître pertinent lorsqu'on analyse l'action collective d'entreprises multinationales,

---

<sup>29</sup> Keohane, Robert O., et Nye, Joseph S., (dir.), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1971, p. XI. Voir aussi Rosenau, James, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

des mobilisations religieuses ou politico-religieuses, et certaines mobilisations politiques finalement peu nombreuses (comme celles de l'Internationale socialiste, voire les mobilisations altermondialistes), mais s'avère peu heuristique pour étudier un mouvement social déjà transfrontalier et étendu ensuite à des acteurs ayant migré, qui nécessite de s'intéresser bien davantage aux appartenances et allégeances sociales, politiques ou ethniques.

On considérera alors la transnationalisation des mobilisations comme *le processus de diversification progressive des territoires stato-nationaux sur lesquels elles se déploient*, comme le font - souvent tacitement - la plupart des études sur les mobilisations transnationales<sup>30</sup>. La notion signifie alors plus précisément « par delà les frontières étatiques », et il serait sans doute plus juste d'utiliser les mots « transfrontiérisation » (de « transfrontière » et non « transfrontalier », qui peut sous-entendre en français une proximité géographique avec la frontière) ou « transétatisation »<sup>31</sup>. Mais le risque serait alors grand d'exclure cette étude de tout un champ de recherche dont elle s'est pourtant nourrie et de développer des « bulles conceptuelles » sans doute néfastes à l'unification des études dans ce domaine. L'utilisation du terme « international » en lieu et place d'« interétatique » n'a pas empêché les chercheurs de savoir de quoi ils parlaient, un minimum de rigueur dans les définitions permettant d'éviter toute confusion. Ajoutons enfin que nous appréhenderons la transnationalisation non pas seulement comme un moment spécifique de l'histoire de ces mobilisations, mais également comme le travail constant d'actualisation et d'entretien des liens transnationaux au cours des mobilisations : la transnationalisation n'est en effet jamais donnée une fois pour toutes et des logiques contradictoires de centralisation et d'autonomisation ont continué à affecter les mobilisations kurdistes entre le début des années 1980 et aujourd'hui.

### ***B. Action contestataire et transnationalisation : questions et partis pris théoriques***

Comment alors étudier l'extension transnationale de l'action contestataire kurdiste ? N'ayant pas l'ambition de proposer ici une nouvelle grille de lecture de la « question

---

<sup>30</sup> Cf. le titre le plus cité dans la littérature sur le sujet : Keck, Margaret et Sikkink, Kathryn, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

<sup>31</sup> Thomas Faist préfère ainsi à la notion d'« espace transnational » celle d'« espace transétatique », en ce que la première se réfère à des relations entre et par delà les nations (*zwischen und durch*) alors que la seconde prend pour objet les relations entre les Etats, c'est-à-dire entre et par delà les frontières étatiques. Voir Faist, Thomas, « Grenzen überschreiten. Das Konzept Transstaatliche Räume und seine Anwendungen », in Faist, Thomas (dir.), *Transstaatliche Räume. Politik, Wirtschaft und Kultur in und zwischen Deutschland und der Türkei*, Bielefeld, Transcript, 2000, p. 9-56.

kurde »<sup>32</sup>, nous avons fait le choix le choix de travailler d'abord à partir des outils de la sociologie des mobilisations, champ de recherche qui se donne pour objet l'étude des logiques qui conduisent des individus à se regrouper pour la défense d'une cause commune. Ce choix n'allait pas forcément de soi. Il y a une dizaine d'année, D. McAdam, S. Tarrow et C. Tilly remarquaient par exemple que la spécialisation académique avait incité les recherches sur les mouvements sociaux à se tenir à l'écart des questions « ethniques »<sup>33</sup>, tandis qu'en 2003, M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule faisaient toujours le constat que « la sociologie des mouvements sociaux [n'avait] pas encore complètement pénétré le domaine des *area studies* » : « pour s'en tenir au Maghreb et au Moyen-Orient, on ne peut qu'être frappé par la rareté des recherches faisant appel [à ses] instruments d'analyse »<sup>34</sup>. Inversement, c'est moins le cloisonnement que la fragmentation disciplinaire qui caractérise les études sur la transnationalisation des mobilisations. Si, depuis dix ans, les spécialistes des mouvements sociaux se sont progressivement penchés sur cet objet, internationalistes, comparatistes, chercheurs venus de la sociologie institutionnaliste et spécialistes des diasporas ou des « communautés transnationales » se sont également penchés sur le phénomène du transnationalisme, sans doute pour le meilleur, mais parfois au risque d'un éclectisme théorique mal maîtrisé<sup>35</sup>. Enfin, et bien que des exceptions existent, les migrants, les groupes radicaux, les groupes religieux et nationalistes restent des objets très délaissés par la sociologie des mobilisations, tant dans un cadre national que transnational.

L'un des objectifs de ce travail sera donc d'une part de tenter d'observer en quoi certains outils de la sociologie des mouvements sociaux s'avèrent particulièrement utiles pour analyser les mobilisations kurdistes en Europe, d'autre part de questionner, compléter, ou redéfinir ces outils lorsqu'ils semblent inadaptés ou imparfaits, et enfin d'en proposer d'autres lorsqu'ils apparaissent insuffisants ou erronés. Plutôt que de présenter ici trop succinctement

---

<sup>32</sup> Outre l'ouvrage d'Hamit Bozarslan déjà cité, on pourra se référer à Van Bruinessen, Martin, *Agha, Shaikh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres, Zed Books, 1992 (1<sup>ère</sup> édition 1978) et, sur la Turquie, à White, Paul, *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers ? The Kurdish National Movement in Turkey*, Londres, Zed Books, 2000. Sur les « études kurdes », voir aussi Scalbert-Yücel, Clémence et Leray, Marie (dir.), « Power, Ideology, Knowledge - Deconstructing Kurdish Studies », *European Journal of Turkish Studies*, n°5, 2006, URL : <http://www.ejts.org/sommaire749.html>.

<sup>33</sup> McAdam, Doug, Tarrow, Sidney et Tilly, Charles, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *art. cit.*, p. 12.

<sup>34</sup> Bennani-Chraïbi, Mounia et Fillieule, Olivier, « Appel d'air(e) », in Bennani-Chraïbi, Mounia et Fillieule, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po, 2003, p. 21 et 22.

<sup>35</sup> Siméant, Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », *Communication au 8<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de science politique*, Lyon, 14-15 septembre 2005.

les différents courants théoriques qui composent ce champ de recherche<sup>36</sup>, il apparaît plus pertinent de les aborder à partir d'un certain nombre de variables qui, d'une part, sont récurrentes dans l'histoire de la sociologie des mobilisations, et, d'autre part, apparaissent fondamentales pour analyser les mobilisations transnationales d'une organisation radicale très structurée, valorisant fortement l'investissement de ses militants. A des fins d'analyse, nous en avons distingué trois : l'environnement externe, la structuration interne des groupes, et la culture des groupes.

### *1. Environnement externe et opportunités*

Après l'école du comportement collectif<sup>37</sup>, les auteurs du paradigme de la « mobilisation des ressources » ont tenté de mieux penser la question des facteurs environnementaux<sup>38</sup>. A partir d'une étude sur le mouvement des Droits civiques aux Etats-Unis, Doug McAdam va réussir à imposer durablement la notion de « structure des opportunités politiques » (SOP)<sup>39</sup>, comprise comme une série de facteurs politiques structurels constituant autant de contraintes et d'opportunités aux acteurs protestataires<sup>40</sup>. La fortune de la notion, qui a donné naissance au courant du « processus politique » (alors même que l'analyse est le plus souvent statique car insistant essentiellement sur les *conditions d'émergence* des mouvements<sup>41</sup>), doit sans doute beaucoup au fait qu'elle pouvait être combinée à la perspective des « nouveaux mouvements sociaux », théorie qui affirme que des changements structurels majeurs, comme le passage à une société post-industrielle, sont à

---

<sup>36</sup> On pourra notamment se référer, en français, à Fillieule, Olivier, et Péchu, Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993 ; Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.* ; Mathieu, Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004 ; Cefaï, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007. En anglais, on pourra se reporter également à McAdam, Doug, Tarrow, Sidney et Tilly, Charles, *Dynamics of contention*, *op. cit.*, et Klandermans, Bert et Roggeband, Conny, *The Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, 2007.

<sup>37</sup> Sur la prise en compte de l'environnement externe par l'école du comportement collectif, voir notamment les travaux de Ted Gurr, de William Kornhauser et de Neil J. Smelser, cités en bibliographie.

<sup>38</sup> Les premiers sont Antony Oberschall (*Social Conflict and Social Movements*, Prentice-Hall, N. J., Englewood Cliffs, 1973, p. 120) et Charles Tilly (*From Mobilization to Revolution*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1978, p. 52).

<sup>39</sup> McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982. La notion avait déjà été utilisée par Michael Lipsky, Peter K. Eisinger, Frances F. Piven et Richard Cloward, et par Charles Tilly dans *From Mobilization to Revolution* (références en bibliographie).

<sup>40</sup> Pour une définition synthétique, voir Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989. Cinq facteurs sont recensés : le degré d'ouverture ou de fermeture du système politique, la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques, la présence ou d'absence d'alliés et de soutiens, la division des élites et leur tolérance à la protestation, la capacité du gouvernement à initier des politiques publiques.

<sup>41</sup> Même si D. McAdam affirme que l'émergence des mouvements est à relier « à un processus itératif d'interactions entre les groupes et l'environnement sociopolitique qu'ils cherchent à modifier ». Cf. McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency...*, *op. cit.*, p. 37.

l'origine de nouvelles revendications, de nouvelles formes d'action et de nouveaux mouvements<sup>42</sup>.

A partir du début des années 1990, de très nombreuses critiques portant sur le caractère structuraliste et objectiviste de la SOP imposent des reformulations de la notion : les opportunités sont désormais considérées comme devant être perçues par les protagonistes<sup>43</sup>, des facteurs politiques davantage conjoncturels sont intégrés<sup>44</sup>, auxquels s'ajoutent enfin des facteurs culturels et cognitifs<sup>45</sup>. Mais ces « précisions » restent pour certains auteurs insuffisantes car elles ne parviennent pas à éviter une vision réifiée des opportunités, pensées comme douées d'une existence objective et se donnant à voir de manière similaire par chaque groupe de protagonistes<sup>46</sup> : Olivier Fillieule, qui a choisi de déplacer le regard des conditions d'émergence des mobilisations vers la dynamique des conflits sociaux, a ainsi proposé d'abandonner purement et simplement le concept au profit d'une conception relationnelle des opportunités politiques : « loin de constituer des stocks préexistants et structurellement insensibles, les opportunités s'actualisent de manière continue dans les rapports des mouvements aux contextes dans lesquels ils sont pris »<sup>47</sup>. Outre qu'elle se montre moins idéaliste en ne cherchant plus à élaborer un modèle adaptable à toutes les situations, cette perspective constitue une heureuse rupture à plus d'un titre. Elle permet d'abord de prendre en compte le fait que les « structures » sont autant productrices de pratiques sociales singulières que le produit de ces pratiques<sup>48</sup> et qu'elles peuvent donc être - au moins en partie - transformées par les acteurs : comme l'ont d'ailleurs souvent remarqué certains théoriciens de

---

<sup>42</sup> Voir Melucci, Alberto, « Sociétés en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et société*, Vol. 10, n°2, 1978, p. 36-53 et Touraine, Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

<sup>43</sup> Koopmans, Ruud, « Bridging the Gap : The Missing Link Between Political Opportunity Structure and Movement Action », *Communication présentée au Congrès Mondial de l'ISA*, Madrid, 1990.

<sup>44</sup> Kriesi, Hanspeter, « The Political Opportunity Structure of New Social Movements : its Impact on Their Mobilization », in Jenkins, J. Craig et Klandermans, Bert (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspective on States and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 167-198.

<sup>45</sup> Poletta, Francesca, « Culture Is Not Just in Your Head », in Goodwin, James et Jasper, James M. (dir.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning and Emotions*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2003, p. 97-110 ; Trom, Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in Cefai, Daniel et Trom, Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p. 121-124.

<sup>46</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 54-57.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 53. Voir aussi Fillieule, Olivier, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in Dorransoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 201-218 et Goodwin, Jeff et Jasper, James M., « Caught in a Winding, Snarling Wine : The Structural Bias of Political Process Theory », in Goodwin, James et Jasper, James M. (dir.), *Rethinking Social Movements...*, *op. cit.*, p. 3-30.

<sup>48</sup> Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000, p. 256 et suivantes. Pour A. Giddens également, « les propriétés structurelles des systèmes sociaux sont à la fois des conditions et des résultats des activités accomplies par les agents qui font partie de ces systèmes » (Giddens, Antony, *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 1987, p. 15).

la SOP, de nombreux mouvements se caractérisent par une véritable capacité à engendrer leurs propres opportunités<sup>49</sup>. Elle invite également à rompre avec une tradition bien ancrée dans la sociologie des mobilisations, à savoir l'idée que les structures étatiques, considérées comme une entité indivise (comme le suggère l'opposition classique mais simpliste entre Etat et « société civile »<sup>50</sup>), seraient une composante de l'environnement externe intrinsèquement étanche aux acteurs protestataires. Elle suggère enfin - et par voie de conséquence - que l'environnement ne se réduit en rien aux structures étatiques : de même que la redécouverte des travaux de Russel L. Curtis et Louis A. Zürcher sur les « champs multi-organisationnels »<sup>51</sup> - dont nous verrons plus loin l'importance - a permis de resituer les mouvements parmi d'autres acteurs au sein d'un champ d'alliances et de conflits, la sociologie des problèmes publics a réintroduit les médias, les contre-mouvements et les administrations dans l'environnement externe des mouvements.

Il reste qu'une telle perspective laisse aussi une impression d'échec. En diluant finalement presque totalement le contexte dans les interactions entre protagonistes, elle renonce d'abord à caractériser l'environnement externe des mouvements sociaux, alors que des différences *objectives et structurelles* de position, d'accès aux ressources, de rapports de force et de traitement politiques, *non nécessairement perçues par les acteurs*, pourraient peut-être permettre d'expliquer - au moins en partie - les formes différenciées que prennent les mobilisations de différents groupes d'une part, et dans différents pays d'autre part. Si les analyses en termes de SOP pêchaient souvent par des catégorisations fortement réductrices, faut-il pour autant renoncer au comparatisme international, qui nécessite de fait une recontextualisation, même sommaire ? Dans le cas kurde en Europe, ne peut-on pas par exemple émettre l'hypothèse que les politiques étrangères singulières des différents Etats européens vis-à-vis de la Turquie pourraient avoir des conséquences sur les formes que prennent les mobilisations kurdistes dans chaque pays<sup>52</sup> ? Inversement, et sans retomber dans

---

<sup>49</sup> McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency...*, *op. cit.* ; Tilly, Charles, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986 ; Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder...*, *op. cit.* Cette remarque est tirée de Fillieule, Olivier, « L'analyse des mouvements sociaux : pour une problématique unifiée », in Fillieule, Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 29-64.

<sup>50</sup> Dorronsoro, Gilles, « Mobilisations et régime sécuritaire », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie contestée...*, *op. cit.*, p. 13-30.

<sup>51</sup> Curtis, Russel L. et Zürcher, Louis A., « Stable resources of Protest Movements : the Multi-Organizational Field », *Social Forces*, Vol. 52, n°1, 1973, p. 53-61.

<sup>52</sup> Cfr. Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland. Chance oder Risiko für die deutsch-türkischen Beziehungen*, Hamburg, Schriften des Deutschen Orient-Instituts, 2002.

l'idée douteuse d'une « SOP transnationale » ou d'une « sphère publique transnationale »<sup>53</sup>, ne pourrait-on pas établir un parallèle entre les vagues de manifestations kurdistes à l'échelle européenne ou l'interpellation du Conseil de l'Europe par les manifestants kurdistes à Strasbourg (première et quatrième manifestations présentées ci-dessus) et une certaine « transnationalisation » du contexte d'action liée à des processus d'intégration supranationaux ? Enfin et surtout, qu'est-ce finalement que l'« environnement externe » dans le cas des mobilisations kurdistes en Europe ? Le ou les « environnement(s) pertinent(s) »<sup>54</sup> sont-ils les nombreuses villes européennes où les acteurs kurdistes sont implantés, les différents Etats nationaux européens, l'Europe dans son ensemble, l'espace politique turc, la sphère moyen-orientale, ou même une combinaison de ces différents espaces ?

Plus important peut-être, l'approche « relationnelle » des opportunités - dont nous partageons l'essentiel des perspectives - semble renoncer à évaluer le poids variable des facteurs environnementaux parmi l'ensemble des processus pouvant expliquer la survenance et les formes des mobilisations. Si les théoriciens de la SOP postulaient *a priori* l'existence d'un lien de causalité nécessaire et déterminant entre environnement politique (national) et action contestataire, rien n'indique en effet que ce lien soit systématique. Pour prolonger les questions précédentes, et si l'on se souvient que le PKK est une organisation radicale très structurée, ne serait-il pas plausible que les mobilisations kurdistes en Europe soient relativement insensibles aux environnements européens alors même qu'elles s'y déploient, soient souvent déterminées par le contexte politique turc avec lequel elles interagissent (et pas uniquement à distance, comme on le verra), mais soient également parfois presque uniquement fonction de la culture politique instituée au sein de l'organisation PKK (cf. l'immolation par le feu du jeune Kurde d'Athènes) et dont il faudrait analyser la construction ? On l'aura compris : si l'attention nouvelle portée aux interactions entre protagonistes d'un conflit et aux dynamiques des mobilisations nous semble salutaire et sera également défendue dans cette étude, elle ne nous semble pas devoir faire l'économie d'une analyse et d'une caractérisation des contextes d'action dans lesquels les mobilisations

---

<sup>53</sup> Giugni, Marco, « Explaining Cross-national Similarities among Social Movements », in Smith, Jackie et Johnston, Hank (dir.), *Globalization and Resistance*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 2002, p. 13-29. Dans le cas des migrants de Turquie, voir Ögelman, Nedim, « Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks », *International Migration Review*, Vol. 37, n°1, 2003, p. 182-189 et Argun, Betigül E., *Turkey in Germany, The Transnational Sphere of Deutscherkeit*, London, Routledge, 2003.

<sup>54</sup> Crozier, Michel et Friedberg, Erhard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris Seuil, coll. « Points », 1981, p. 164.

s'inscrivent d'une part, et d'une évaluation de l'influence de ces environnements externes sur les mobilisations d'autre part.

## 2. Structuration interne des groupes et analyse des organisations

Cette dernière interrogation nous conduit directement à la question de la structuration interne des groupes contestataires, qui apparaît cruciale tant dans l'analyse du mouvement kurde dans son ensemble (relations entre organisations) que dans celle du PKK en particulier (*leadership*, fonction des militants, etc.)<sup>55</sup>. C'est incontestablement au courant de la mobilisation des ressources que l'on doit les premières théories sur les organisations de mouvement social<sup>56</sup> et surtout à Doug McCarthy et Mayer Zald, qui vont parvenir à imposer une approche et un vocabulaire toujours dominants aujourd'hui<sup>57</sup>. Pour ces deux auteurs, une organisation de mouvement social (*social movement organization*, SMO) est l'équivalent d'une firme sur un marché : ces organisations sont dirigées par des entrepreneurs de mouvements sociaux, elles sont des offres qui répondent à des demandes sociales ou politiques, elles peuvent constituer des industries de mouvement social (SMI) lorsqu'elles sont plusieurs au sein d'une même branche, et toutes les industries constituent un secteur de mouvement social (SMS). Dès lors, les organisations cherchent toujours - notamment par des stratégies de communication - à gagner des adhérents et des soutiens, elles tentent de mobiliser des ressources (et notamment du temps et de l'argent), et surtout visent à rentabiliser les investissements effectués par des stratégies fondées sur un calcul rationnel des coûts et des avantages, systématisant en cela l'approche de M. Olson.

L'analogie économique rompt avec les approches alors dominantes de l'école du comportement collectif : elle permet d'insister sur le travail effectif de mobilisation que requiert l'action protestataire (les individus ne se mobilisent pas : ils sont mobilisés), sur la professionnalisation des acteurs (acquisition de compétences notamment) et sur la compétition entre organisations d'une même branche de mouvement social (les différentes associations anti-racistes d'un pays par exemple). Elle a d'ailleurs été adoptée - au moins en

---

<sup>55</sup> L'analyse des organisations (niveau méso) permet d'abord de mieux faire le lien entre les niveaux micro- et macrosociologiques. Cf. Fillieule, Olivier, « L'analyse des mouvements sociaux... », *art. cit.*, p. 36.

<sup>56</sup> Là encore Antony Oberschall et Charles Tilly sont les précurseurs et montrent, à la suite de M. Olson (Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978 - 1<sup>ère</sup> édition en anglais 1966), que les organisations, qu'elles soient communautaires ou associatives, tendent à favoriser la mobilisation. À l'inverse, Frances Piven et Richard Cloward ont montré que les organisations, parce qu'elles ont tendance à s'institutionnaliser, peuvent défavoriser la protestation (Piven, Frances F. et Cloward, Richard, *Poor's People Movements...*, *op. cit.*).

<sup>57</sup> McCarthy, John D. et Zald, Mayer N., « Resources Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, n°6, 1977, p. 1212-1241.

partie - par de nombreux spécialistes français des mouvements sociaux, qui, à la suite de certaines études sur les partis politiques en France<sup>58</sup>, se sont réappropriés le terme d'« entreprise politique »<sup>59</sup>. Il reste que ce vocabulaire « ne permet pas toujours de maîtriser les effets "automatiques" voire inconscients qu'induit l'utilisation de l'analogie économique »<sup>60</sup> (les ressources sont par exemple trop souvent comprises comme des données objectives alors qu'elles sont *relationnelles* et *relatives*<sup>61</sup>) et fait courir le risque de « ne considérer l'ensemble des relations qui lient les acteurs politiques qu'à l'aune d'un principe de concurrence »<sup>62</sup>, là où des relations d'amitiés, de fidélité, de coopération voire de parenté sont également souvent fondamentales<sup>63</sup>. La notion d'« industrie de mouvement social » tend également à passer sous silence le fait que les relations entre plusieurs mouvements défendant une même cause « peuvent aussi être faites d'antagonismes et viser des publics comme des objectifs différents »<sup>64</sup>. Par ailleurs, les sociologues des mouvements sociaux en France ne filent que rarement la métaphore et n'associent jamais les termes « entreprise » ou « entrepreneurs » à une analyse en termes de « marché ». Et pour cause : alors que les analystes des partis peuvent, par un réductionnisme certain, affirmer que les partis sont en concurrence sur le marché des postes politiques (c'est-à-dire dans une « structure d'échanges, *réglés, périodiques* et *relativement prévisibles* »<sup>65</sup>), on serait bien en peine de déceler des objectifs, une logique et une structuration similaires dans le domaine des mouvements sociaux. Enfin, lorsque l'on tente d'évaluer ce que la sociologie française des mouvements sociaux retient surtout des travaux initiaux de J. McCarthy et M. Zald, force est de constater que les éléments les plus cités - qui apportent une vraie réponse au fameux paradoxe

---

<sup>58</sup> Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2006 (édition refondue) ; Gaxie, Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1994. Il faut se rappeler que la notion d'« entreprise » politique est d'abord présente chez Weber. Cf. Weber, Max, *Economie et Société*, Tome 1, Paris, Pocket, 1995.

<sup>59</sup> Voir, entre autres, Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.* ; Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, *op. cit.* ; Mathieu, Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.

<sup>60</sup> Sawicki, Frédéric, « Question de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13.

<sup>61</sup> Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, p. 34-38. La critique vaut ici beaucoup moins pour la sociologie française que pour la sociologie anglo-saxonne.

<sup>62</sup> Sawicki, Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 27.

<sup>63</sup> Mais le terme d'entreprise reste malgré tout souvent conservé, au moins pour concilier approche entrepreneuriale et approche sociétale des partis. Cf. Sawicki, Frédéric, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in Cefaï, Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191- 211.

<sup>64</sup> Mathieu, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°1, février 2002, p. 96.

<sup>65</sup> Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 19 (italiques dans le texte original). Il faut ici souligner l'approche originale de M. Offerlé, qui, s'il plaide pour un recours à l'analogie économique, la concilie avec l'approche bourdieusienne, réinscrit les « entrepreneurs » dans leur substrat social et évite de les considérer comme de simples stratèges.

d'Olson<sup>66</sup> - sont justement ceux qui défient le raisonnement utilitariste ou économique : ainsi en est-il de la « découverte » des militants moraux (*conscience constituents*), qui sont considérés comme des *entrepreneurs de protestation* par les deux auteurs, mais qui ne trouvent aucun intérêt matériel immédiat à leur engagement ni à leur travail de mobilisation (on pourrait penser aux personnalités et aux organisations allemandes ayant organisé la manifestation kurdiste du 24 juin 1994 à Frankfurt), par opposition aux simples membres actifs (*constituents*), qui sont eux des bénéficiaires potentiels de la mobilisation<sup>67</sup>.

Au total, l'utilisation des termes « entreprise » ou « entrepreneur » n'apparaît pas si heuristique et nous semble masquer l'apport le plus original de J. McCarthy et M. Zald à l'analyse des organisations de mouvement social. Alors que dominait en effet jusqu'alors l'approche de Michels sur les tendances oligarchiques dans les organisations<sup>68</sup>, les auteurs ont d'abord tenté de mieux comprendre l'implication différenciée des militants et sympathisants en distinguant d'une part les mouvements exclusifs (qui exigent un fort investissement militant) des mouvements inclusifs (où l'investissement militant n'est que peu valorisé) et d'autre part les organisations orientées surtout vers le changement des individus engagés des organisations visant plus globalement le changement social<sup>69</sup>, catégories qui pourraient permettre de mieux penser l'organisation PKK. En France, des recherches particulièrement stimulantes se sont fondées sur ce même type de questions et ont mis en évidence les processus qui conduisent certains militants à s'en remettre totalement à leur organisation<sup>70</sup>. Bref, au-delà des ressources matérielles (argent) ou techniques (téléphones, ordinateurs, armement par exemple), il s'agira ici d'accorder une place plus importante aux ressources militantes (en termes quantitatifs mais surtout qualitatifs) et aux ressources symboliques (le sigle PKK, la figure d'Öcalan), et de mieux rendre compte des processus par lesquels

---

<sup>66</sup> Selon lequel il existe une stratégie moins coûteuse que de se mobiliser, celle de regarder les autres faire et de profiter ensuite des résultats obtenus. Cf. Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, op. cit.

<sup>67</sup> L'intérêt accordé aux « militants moraux » est important dans les travaux sur les groupes à faibles ressources (par exemple ceux de J. Siméant sur les sans-papiers et de L. Mathieu sur les prostituées). J. McCarthy et M. Zald ont d'ailleurs ensuite ajouté à leur modèle centré sur les intérêts un modèle qui permet de prendre en compte les motivations idéologiques des militants. Cf. McCarthy, John D. et Zald, Mayer N. (dir.), *Social Movement in an Organizational Society. Collected Essays*, New Brunswick, Transaction Book, 1987, p. 7.

<sup>68</sup> Michels, Robert, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 (1<sup>ère</sup> édition 1911).

<sup>69</sup> Garner, Roberta A. et Zald, Mayer N., « The Political Economy of Social Movement Sectors », in McCarthy, John D. et Zald, Mayer N. (dir.), *Social Movement in an Organizational Society...*, op. cit., p. 293-318. Voir aussi Kriesi, Hanspeter, « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Rivista italiana di scienza politica*, Vol. 23, n°1, 1993, p. 67-117 cité in Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 27-29.

<sup>70</sup> Verdès-Leroux, Jeannine, *Au service du parti : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983 ; Pudal, Bernard, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.

certaines ressources et certains capitaux (au sens de Bourdieu) peuvent être fortement valorisés ou dévalorisés au sein des organisations. Ce faisant, alors que les premiers travaux de la théorie de la mobilisation des ressources considèrent que l'engagement individuel des militants « de base » ne peut être motivé que par une perspective de gain, il sera possible de mieux comprendre à la fois les dimensions dispositionnelles, interactionnelles et processuelles de l'engagement, mais aussi l'investissement de soi et le rapport entretenu aux partis et à leur direction.

Une autre piste abordée mais assez peu systématisée par le paradigme de la mobilisation des ressources concerne la division du travail militant. En France, cette question a surtout été traitée sous l'angle du recrutement et de la sélection des militants et dirigeants, en fonction notamment de leurs caractéristiques sociales (origine et position sociales, genre, âge, etc.)<sup>71</sup>. Mais au-delà des dynamiques de hiérarchisation des individus au sein d'un parti, le cas kurde pose la question de la spécialisation différenciée de certaines organisations d'un même mouvement, ainsi que de la spécialisation de branches entières de ces organisations, d'autant plus qu'elles peuvent être situées sur une pluralité de territoires. Dans quelle mesure peut-on d'abord relier transnationalisation de l'action contestataire et transnationalisation des mouvements et des organisations ? Si l'on croit que les organisations sont essentielles à la mobilisation, alors il faudrait sans doute analyser les raisons de la transnationalisation du mouvement kurde. Et si l'on émet l'hypothèse que transnationaliser, c'est aussi « multi-centraliser » à l'échelle internationale, alors il faudrait à la fois tenter d'observer en quoi ce processus a pu induire une division du travail militant au sein des différentes branches des partis et au sein des différentes organisations du mouvement (place, statut, rôle...) <sup>72</sup>, essayer de déceler les asymétries de relations (qu'elles soient conflictuelles ou de coopération) qui ont pu se nouer entre ces composantes <sup>73</sup>, et - à l'échelle d'une seule organisation - analyser comment les militants se déplacent et se rencontrent, comment l'information, les idées et les pratiques circulent, et comment les décisions prises sont mises en pratiques par delà les frontières <sup>74</sup>. Bref, il s'agira moins de constater que des « structures de mobilisation » sont

---

<sup>71</sup> Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, op. cit., p. 64-82.

<sup>72</sup> On a vu par exemple que trois des quatre exemples d'événements protestataires cités au début de l'introduction mentionnaient le PKK.

<sup>73</sup> On pense ici à la célèbre étude de M. Crozier sur les ateliers de production du « Monopole industriel » (la Seita) et les relations de pouvoir entre les différentes catégories de personnels. Cf. Crozier, Michel, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1971, p. 79-148.

<sup>74</sup> Della Porta, Donatella et Tarrow, Sidney, « Transnational Processes and Social Activism : An Introduction », in Della Porta, Donatella et Tarrow, Sidney (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005, p. 3-7.

nécessaires que de mieux rendre compte « des formes de liens entre les différents protagonistes de l'action collective transnationale »<sup>75</sup>, en tâchant de questionner également - à la suite de ce que nous avons avancé sur l'environnement externe aux groupes - les effets qu'engendrent les différents contextes sur les différentes branches des organisations<sup>76</sup>.

### 3. Cultures et pratiques militantes

Mais l'idée d'organisation nous incite aussi à tenter de mieux cerner ce que la dimension culturelle peut apporter à l'étude des mobilisations kurdistes en Europe. Par « dimension culturelle », nous n'entendons pas ici la culture politique « objectivée » d'un pays donné<sup>77</sup>, et encore moins « la » culture des Kurdes au Moyen-Orient ou dans l'espace migratoire<sup>78</sup>, mais bien les cultures politiques qui se sont instituées *au sein du mouvement kurde en général, et du PKK en particulier*. Car comme nous avons commencé à le voir, « organisation » ne signifie pas seulement organigrammes, modalités de fonctionnement ou répartition des tâches, mais également pratiques et rites, identités, croyances, et représentations. Et l'immolation par le feu du jeune sympathisant du PKK en avril 2000 (décrite plus haut) incite à tenter de mieux comprendre comment se définissent les rôles et les responsabilités de chacun, comment se construisent les représentations et les subjectivités militantes au sein du parti d'Öcalan.

Après l'oubli des apports de l'école du comportement collectif<sup>79</sup> par le paradigme de la mobilisation des ressources<sup>80</sup>, deux courants opposés vont réintroduire la question des identités dans l'analyse au début des années 1980. Le premier, initié en Europe (A. Touraine, A. Melluci, C. Offe, H. Kriesi...), suggère que les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) ont laissé de côté les revendications matérialistes pour se fonder sur des valeurs et des identités collectives jusque-là dénigrées et mettre en avant l'autonomie de la société civile

---

<sup>75</sup> Siméant, Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ?... », *art. cit.*, p. 23.

<sup>76</sup> Il faudrait ainsi vérifier si les conclusions de M. Giugni - selon lesquelles les structures d'une même organisation s'adaptent fortement à leur environnement politique - sont aussi valables pour le cas kurde. Cf. Giugni, Marco, « Federalismo e movimenti sociali », *Rivista italiana di scienza politica*, Vol. 26, n°1, 1996, p. 147-170, cité in Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 113.

<sup>77</sup> Cf. Poletta, Francesca, « Culture Is Not Just in Your Head », *art. cit.*

<sup>78</sup> Cf. Pour des exemples de raisonnement liant culture kurde et formes des mobilisations, voir Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds. A Theoretical Analysis of the PKK and Abdullah Öcalan*, New York, Routledge, 2006.

<sup>79</sup> Voir notamment ce que disent H. Blumer, N. J. Smelser, T. Gurr et surtout R. H. Turner et L. M. Killian sur les « rôles », les « valeurs », l'« esprit de corps », la légitimité ou non du recours à la violence, etc.

<sup>80</sup> D. McAdam introduit cependant la notion de « libération cognitive » pour signifier la prise de conscience - facilitée par les organisations - que le passage à l'action est possible (cf. McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency...*, *op. cit.*, p. 49). F. Piven et R. Cloward accordent aussi une plus grande place aux perceptions et à la conscience collective... mais sans les relier aux organisations (cf. Piven, Frances F. et Cloward, Richard, *Poor's People Movements...*, *op. cit.*, p. 12-17).

face à l'Etat. Si l'on peut saluer cette « nouvelle » attention portée aux significations, aux dimensions culturelles et idéologiques des mobilisations, on peut s'interroger sur la tendance à réunir sous la bannière « NMS » des mouvements qui n'ont rien en commun sinon leurs revendications identitaires (le mouvement kurde doit-il être considéré comme un NMS de même que les mouvements gay et lesbien ?). Mais surtout, il apparaît nécessaire de relativiser la « nouveauté » de ces phénomènes et de nuancer voire d'infirmier la thèse de l'autonomisation de la société civile (notamment dans le cas de la Turquie<sup>81</sup>). Le deuxième courant naît outre-Atlantique à partir d'une relecture des travaux de Goffman sur les « cadres de perception » ou « d'expérience »<sup>82</sup> : W. Gamson d'abord puis D. Snow et R. Benford<sup>83</sup> vont réintroduire la culture, la communication et le travail de « propagande » dans l'analyse des mobilisations<sup>84</sup>. La définition des *frames* s'est cependant fortement écartée de celle de Goffman, au profit d'une lecture utilitariste de la notion : les cadres sont ainsi le plus souvent perçus comme des ressources symboliques utilisées stratégiquement pour atteindre des objectifs fixés à l'avance<sup>85</sup>. Or, les acteurs *vivent aussi leur identité*, sont tributaires de leurs propriétés sociales et de leurs dispositions, qui constituent autant de contraintes et d'opportunités dans l'action<sup>86</sup>. Si l'identité peut être pensée comme un sentiment de solidarité et d'appartenance collective (qui favorise la mobilisation), si l'identitaire peut être appréhendé soit comme une stratégie de présentation de soi vers l'extérieur du groupe, soit comme un type de revendication (mobilisations de « statut »<sup>87</sup>), il apparaît également nécessaire - sans

---

<sup>81</sup> Pour une critique des théories de Nilüfer Göle, Kevin Robins ou Hakan Yavuz sur l'autonomisation de la société civile en Turquie, voir notamment Navaro-Yashin, Yael, « Uses and Abuses of "State and Civil Society" in Contemporary Turkey », *New Perspectives on Turkey*, n°18, 1998, p. 1-22 et Massicard, Elise, « Les mobilisations "identitaires" en Turquie après 1980 : une libéralisation ambiguë », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste...*, *op. cit.*, p. 89-107.

<sup>82</sup> Goffman, Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 (1<sup>ère</sup> édition en anglais 1974).

<sup>83</sup> Gamson, William A., Fireman, Bruce, et Rytina Steven, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, Dorsey Press, 1982 ; Gamson, William A., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; Snow, David A., Rochford, E. Burke, Worden, Steven K. et Benford, Robert D., « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, Vol. 51, n°4, 1986, p. 464-481 ; Benford, Robert D. et Snow, David A., « Framing Processes and Social Movements : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n°26, 2000, p. 611-639.

<sup>84</sup> Assimilables à des « grilles de lecture » que l'on cherche à diffuser, à transformer lorsqu'elles sont stigmatisantes, à étendre ou à connecter à d'autres, les cadres servent à légitimer ou délégitimer les causes et sont tout autant construits par les acteurs d'un mouvement social que par leurs opposants ou les médias. La notion a également été utilisée pour rendre compte des phénomènes de conversion des individus.

<sup>85</sup> Cefaï, Daniel, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in Cefaï, Daniel et Trom, Danny (dir.), *Les formes de l'action collective...*, *op. cit.*, p. 51-97.

<sup>86</sup> Goodwin, Jeff et Jasper, James M., « Caught in a Winding, Snarling Wine... », *art. cit.*, p. 24. La critique française de la *frame analysis* (qui estime à juste titre qu'elle propose souvent une lecture psychologue des *frames*) semble peu en tenir compte en ne percevant la culture que comme un « répertoire de justification » ou un « vocabulaire de motifs » uniquement à destination de l'extérieur. Cf. Cefaï, Daniel, « Les cadres de l'action collective... », *art. cit.* et Trom, Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », *art. cit.*

<sup>87</sup> Cf. Gusfield, Joseph R., *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press, 1986.

bien sûr retomber dans une conception organiciste de la culture qui entretient l'illusion d'une unité communautaire et de traditions immuables - de s'interroger davantage sur les *perceptions du monde* et les *horizons d'action et de pratiques* socialement construits dans toute organisation.

La sociologie des mouvements sociaux a d'ores et déjà contribué à approfondir cette dimension<sup>88</sup>. En distinguant des mouvements davantage « instrumentaux » et des mouvements davantage « expressifs » (subculturels ou contre-culturels), Ruud Koopmans proposait par exemple l'idée que les seconds étaient moins dépendants des opportunités politiques « objectives » et que leurs revendications étaient souvent moins négociables que celles des premiers<sup>89</sup>, ce qui lui permettait de formuler des hypothèses sur les liens entre types de revendication et formes des mobilisations (modes d'action, recours ou non à la violence, etc.). Dans sa critique de la notion de structure des opportunités politiques (SOP), Olivier Fillieule affirmait lui aussi que la « culture constitue un filtre au travers duquel [les] opportunités objectives sont perçues, de manière variable selon les agents », ce qui lui permettait d'avancer que « les répertoires [d'action] de certains groupes peuvent fort bien rester longtemps insensibles à l'évolution des conditions structurelles, suggérant ainsi que pour chaque groupe existent des temporalités propres et des degrés variables de plasticité/perméabilité au changement »<sup>90</sup>. Ces considérations apportent un éclairage substantiel sur les relations entre un groupe et son environnement ; elles ne nous semblent néanmoins parcourir que la moitié du chemin. Ce que les sociologues des mobilisations ont en effet souvent occulté, c'est que « se mobiliser » n'est pas synonyme de « contester », « protester » ou « se justifier vis-à-vis de l'extérieur » et implique également des manières de faire, de penser et d'être - en bref, des manières de *militer* - au sein même d'une organisation (et non pas seulement vis-à-vis d'un public externe), qui peuvent avoir - dans une certaine mesure et à certains moments - *des conséquences sur les modalités, les formes et les rythmes de la protestation*.

La sociologie des partis politiques et la sociologie des institutions semblent quant à elles s'être données davantage les moyens de penser les rapports entre cultures d'organisation et pratiques militantes. Pour Michel Hastings par exemple, « les partis

---

<sup>88</sup> Le retour des « émotions » dans l'analyse participe de cet approfondissement, même si nous n'aborderons pas explicitement cette dimension singulière ici. Cf. Goodwin, Jeff, Jasper, James M. et Polletta, Francesca (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

<sup>89</sup> Koopmans, Ruud, « Bridging the Gap... », *art. cit.*

<sup>90</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 210 et 211.

politiques constituent des ateliers d'identités et d'imaginaires collectifs, et participent à la structuration de grammaires culturelles mobilisées par les militants, les sympathisants et les électeurs à travers les interprétations qu'ils se font du monde et de leurs propres rapports à celui-ci »<sup>91</sup>. Une organisation politique est en cela une *institution*, c'est-à-dire un « ensemble de pratiques, de tâches particulières, de rites et de règles de conduites entre des personnes », mais aussi « l'ensemble des croyances, ou des représentations, qui concernent ces pratiques, qui définissent leur signification et qui tendent à justifier leur existence »<sup>92</sup>. C'est alors la socialisation partisane en général - et la formation en particulier<sup>93</sup> - qui permet aux militants d'acquérir les savoirs et les compétences nécessaires à la tenue de leur rôle. Les dispositifs disciplinaires<sup>94</sup> partisans s'inscrivent quant à eux dans une tentative de normalisation des *ethos militants*, voire de normalisation des *habitus individuels*<sup>95</sup> lorsque l'on se situe dans le cadre d'« institutions totales »<sup>96</sup>. Fruit d'une objectivation longue, l'ordre institutionnel produit donc des *régimes de vérité*<sup>97</sup>, des *modèles d'action* et des *lignes de conduite*, qui constituent un ensemble de contraintes et de ressources rarement analysé par la sociologie des mobilisations<sup>98</sup>. Une telle approche, qui affirme que la culture est « assimilable à une rationalité particulière »<sup>99</sup>, permet enfin de dépasser l'opposition stérile entre rationalité et irrationalité, qui parcourt l'histoire de la sociologie des mobilisations.

---

<sup>91</sup> Hastings, Michel, « Partis politiques et administration du sens », in Andolfatto, Dominique, Greffet Fabienne, et Olivier, Laurent (dir.), *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 22-23.

<sup>92</sup> Lagroye, Jacques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 227 et 140. Voir aussi Lagroye, Jacques, *La vérité dans l'Eglise catholique. Contestation et restauration d'un régime d'autorité*, Paris, Belin, 2006, p. 12-24.

<sup>93</sup> Voir notamment Ethuin, Nathalie, *A l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003)*, Thèse de science politique, Université Lille 2, 2003.

<sup>94</sup> Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

<sup>95</sup> L'*habitus*, « système socialement constitué de dispositions structurées et structurantes qui est acquis par la pratique et constamment orienté vers des fonctions pratiques », englobe l'*ethos*, « ensemble objectivement systématique de dispositions à dimension éthique, de principes pratiques ». C'est ainsi que l'on peut parler d'*habitus* de classe et d'*ethos* professionnel. Sur ces deux notions, voir Bourdieu, Pierre, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, p. 96 et suivantes et Bourdieu, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1992, p. 133-136.

<sup>96</sup> Le PKK a parfois été décrit ainsi. Cf. Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK. Les mutations de la question kurde*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 152-155. Sur la notion d'institution totale voir Goffman, Erving, *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968. La notion d'institution totale « ouverte » (Verdès-Leroux, Jeannine, *Au service du parti...*, *op. cit.*, p. 109-156) vise par ailleurs à montrer que des phénomènes de prise en charge totale des individus peuvent aussi être repérés lorsque ceux-ci ne sont pas « reclus » et sont insérés dans diverses sphères d'activités sociales.

<sup>97</sup> C'est-à-dire « les types de discours qu'elle accueille et fait fonctionner comme vrais ; les mécanismes et les instances qui permettent de distinguer les énoncés vrais ou faux, la manière dont on sanctionne les uns et les autres ; les techniques et les procédures qui sont valorisées pour l'obtention de la vérité ; le statut de ceux qui ont la charge de dire ce qui fonctionne comme vrai ». Cf. Foucault, Michel, *Dits et écrits*, Vol. 2, Paris, Gallimard, 1994, p. 112. Voir aussi Veyne, Paul, *Les Grecs ont-ils cru à leur mythe ? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Seuil, 1983.

<sup>98</sup> Voir cependant Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux, op. cit.*, p. 87-89, qui semble appeler de ses vœux une réorientation de la recherche en ce sens.

<sup>99</sup> Lagroye, Jacques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 164.

En ce qui concerne plus précisément la transnationalisation des mobilisations kurdistes, ces perspectives permettent d'ouvrir de nombreuses pistes de recherche. Comme on l'a vu plus haut, la transnationalisation engendre d'abord un réaménagement des relations entre les diverses organisations d'un même mouvement et entre les différentes branches (nationales) d'une même organisation. Ce processus favorise donc une certaine fragmentation, alors que les acteurs ont plutôt tendance à rechercher l'unité. Quels dispositifs sont donc mis en place pour maintenir la cohésion identitaire du mouvement kurde et des organisations kurdistes ? Est-il possible aux dirigeants du PKK d'imposer à leurs militants européens de s'investir de la même manière que leurs militants basés en Turquie et que leurs guérilleros basés en Irak ? Comment les politiques d'homogénéisation composent-elles avec les environnements externes différenciés dans lesquels baignent les militants ? Par ailleurs, si l'on prolonge l'hypothèse faite plus haut sur la relative indépendance des mobilisations kurdistes aux contextes dans lesquels elles s'inscrivent, il apparaît nécessaire de s'interroger davantage sur les formes de l'action protestataire, et plus précisément sur les modes d'action du PKK. Dans quelle mesure une organisation clandestine armée construite sur le modèle du militant révolutionnaire professionnel cherche-t-elle et parvient-elle à adapter ses modes d'action et ses stratégies de communication à différents contextes nationaux et locaux ? Si Charles Tilly montre que les *répertoires d'action* évoluent surtout en fonction de l'environnement externe<sup>100</sup>, ne doit-on pas aussi envisager les modes d'action comme des pratiques militantes, forgées au sein des organisations ? Enfin et surtout, toute institution, même totale, doit composer avec les trajectoires différenciées de ses membres et sympathisants. Or, la migration et l'exil constituent des expériences singulières aux Kurdes d'Europe, même si de nombreux Kurdes habitant en Turquie ont connu la migration interne et si de nombreuses autres expériences peuvent réunir Kurdes d'Europe et de Turquie au sein d'une même « communauté de destin » (circulation des individus et des représentations, sentiment d'être des citoyens de seconde zone, délit de faciès, répression policière, etc.). Comment alors entretenir un groupe de référence<sup>101</sup> quand celui-ci est objectivement fragmenté, lorsque des populations ont des vécus et des attentes immédiates très différentes ? Peu de points communs caractérisent par ailleurs les expériences quotidiennes d'un

---

<sup>100</sup> Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984, p. 89-108.

<sup>101</sup> Les « groupes de référence » sont « de vastes groupes d'individus ayant des attitudes communes sur un ensemble de questions fondamentales concernant la société tout entière » et « dont les partis politiques contribuent à l'entretien [...] par la réactivation des clivages et des oppositions qui permettent de les mobiliser ». Cf. Lagroye, Jaques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 264 et 265.

combattant dans les montagnes et celles d'un militant associatif parisien. Comment se gèrent alors ces discontinuités au sein de l'organisation ? Comment comprendre que des formes auto-sacrificielles d'action (immolations par le feu, attaques-suicides) aient pu émerger tout à la fois dans les prisons turques, dans la guérilla, dans les régions kurdes et en Europe ?

Toutes ces propositions concernant l'environnement externe, la structuration interne des groupes et la culture organisationnelle pourraient donner l'impression d'un vaste patchwork de théories, quelque peu décousu. La diversité et l'hétérogénéité de ce champ scientifique nous semblent cependant moins le signe d'une absence de processus cumulatif du savoir (les trois variables évoquées traversent l'histoire de cette sociologie) que le révélateur des difficultés à appréhender les mouvements sociaux dans leur globalité et dans leur complexité. La concurrence entre paradigmes, l'occultation voire le refoulement parfois prolongés de telle perspective et la « redécouverte » de telle dimension ne doivent d'ailleurs pas cacher les tentatives d'unification et de réconciliation théoriques qui se sont multipliées dans les années 1990 et 2000. Mais ce que l'analyse de ces différentes variables montre aussi, c'est qu'elles ne peuvent en aucun cas être considérées comme strictement indépendantes et séparées : seules leur hiérarchisation et leur combinaison nous semblent en effet pouvoir permettre de rendre compte de ce qui se joue dans les phénomènes de transnationalisation des mobilisations kurdistes depuis maintenant presque trente ans.

### ***C. Implications méthodologiques : croiser les éclairages***

Ces partis pris théoriques s'accompagnent d'une démarche méthodologique singulière. Nous avons d'abord fait le choix d'étudier la transnationalisation des mobilisations kurdistes à partir du « terrain » européen. Travailler sur le mouvement kurde, et en particulier le PKK, apparaissait en effet bien plus aisé en Europe qu'en Turquie ou au Moyen-Orient. Pour des raisons strictement pratiques d'abord : les sources y sont bien plus facilement accessibles, même si l'organisation est qualifiée de « terroriste » tant par la Turquie que par l'Union européenne et les Etats-Unis et qu'il reste très difficile d'entrer directement en contact avec les sphères décisionnelles du parti. Mais à ces raisons pratiques s'ajoutent des raisons administratives, politiques et de sécurité : les autorités turques sont toujours réticentes à considérer cet objet de recherche comme légitime et enquêter dans des zones de guerre reste

incomparablement plus dangereux<sup>102</sup>. Toutes les études sur le PKK se fondent d'ailleurs sur des interviews ou des textes d'anciens dirigeants politiques, pour la plupart exilés en Europe<sup>103</sup>. Si notre intérêt pour la composante transnationale du mouvement kurde nous permettait donc de privilégier des *sites* d'observation « européens », des séjours de quelques semaines ou de quelques mois en Turquie (et dans les régions kurdes) nous ont aussi permis de nous familiariser (laborieusement) avec la langue turque, de collecter des documents nécessaires à notre recherche et de croiser des personnes plus ou moins impliquées dans le mouvement kurde (parents de sympathisants ou de militants rencontrés en Europe notamment). Afin de ne pas isoler composante européenne et composante moyen-orientale de l'action contestataire kurdiste, nous avons également cherché à les mettre autant que faire se peut en parallèle, à l'aide de sources secondaires notamment<sup>104</sup>.

Notre volonté de penser d'abord l'action contestataire en termes de processus interactionnels, de dépasser ensuite les oppositions entre facteurs « objectifs » et « subjectifs », entre niveaux macro- et micro-sociologiques, et entre action collective et mobilisations individuelles, de mieux spécifier enfin le poids respectif des variables environnementales, organisationnelles et culturelles dans la dynamique des mobilisations ont par ailleurs imposé la mise en place de *dispositifs* d'observation diversifiés : constitution d'une base de données d'événements protestataires exploitable à des fins statistiques, observations de manifestations, entretiens avec des militants et sympathisants du mouvement kurde et notamment du PKK, et recueil de sources militantes kurdistes (dans différentes langues). Mais si les contraintes de présentation tendent ici à rendre logiques et nécessaires les implications méthodologiques de notre approche, il nous faut également insister sur le caractère processuel, tâtonnant, et parfois erratique de notre démarche de recherche : la mise

---

<sup>102</sup> Sur les terrains « difficiles », « minés », « dangereux » ou « risqués », voir notamment Nordstrom, Carolyn et Robben, Antonius C. G. M. (dir.) *Fieldwork Under Fire. Contemporary Studies of Violence and Culture*, Los Angeles, University of California Press, 1996 ; Dionigi, Albera (dir.), « Terrains minés », *Ethnologie française*, n°31, 2001 ; Amiraux, Valérie et Cefai, Daniel (dir.), « Les risques du métier », *Cultures et conflits*, n°47, 2002 ; Boumaza, Magali et Campana, Aurélie (dir.), « Enquêter en milieu difficile », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007.

<sup>103</sup> Marcus, Aliza, *Blood and Belief. The PKK and the Kurdish Fight for Independance*, New York et Londres, New York University Press, 2007 ; Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.* La journaliste Aliza Marcus a néanmoins une très riche expérience de terrain en Turquie.

<sup>104</sup> Nous avons donc adopté le point de vue inverse de celui d'E. Massicard sur les alévistes ou de J. Hersant sur la minorité turque de Thrace occidentale. Ces deux chercheuses se sont en effet focalisées d'abord sur la Turquie (ou la Turquie et la Grèce), tout en intégrant plus marginalement l'espace migratoire (l'Allemagne) à leur analyse. Cf. Massicard, Elise, *L'autre Turquie...*, *op. cit.*, et Hersant, Jeanne, *Mobilisations politiques, co-gouvernementalité et construction ethnique. Sociologie du nationalisme turc à travers le cas des Turcs de Thrace occidentale (Grèce, Allemagne, Turquie)*, Paris, Thèse de sociologie de l'EHESS, 2007.

en cohérence ne s'est bien sûr effectuée qu'*a posteriori*, après de nombreux va-et-vient entre questionnements théoriques et observations empiriques.

### *1. Variations temporelles et spatiales : le recours à la Protest Event Analysis*

Etudier la transnationalisation de l'action contestataire dans sa dimension processuelle nécessite d'abord de se pencher sur les dimensions spatiales et temporelles de la mobilisation, à une échelle essentiellement macro-sociologique. Deux stratégies de recherches s'ouvriraient alors à nous. Il nous était d'abord possible de multiplier les sites d'observation, afin de dégager des tendances nationales ou locales de la protestation kurdiste en Europe<sup>105</sup>. Une telle option, rendue difficile par le nombre de pays différents concernés (Allemagne, Suisse, Danemark, Belgique, Pays-Bas, Grèce et France si l'on s'en tient uniquement à la première manifestation mentionnée en exemple au début de cette introduction), ne permettait pas en outre d'envisager d'étudier les variations diachroniques de la mobilisation. Comme on le verra plus bas, il reste relativement ardu de retrouver suffisamment d'informateurs connaissant bien la période des années 1980 (en raison d'un fort *turn over* des militants) et surtout, les témoignages de ces anciens militants - extrêmement intéressants quant à l'« esprit » qui animait les débuts de la mobilisation - auraient été difficilement vérifiables à l'aide d'autres sources. Cette option faisait donc courir le risque de s'en remettre uniquement au discours des acteurs et, en raison de la singularité des trajectoires et des perceptions individuelles, d'échouer à dégager des tendances macrologiques<sup>106</sup>.

Une deuxième option consistait à travailler sur l'action protestataire elle-même, et plus précisément sur les *événements protestataires*, en cherchant à observer les variations - dans l'espace et dans le temps - de leur fréquence, de leur forme, de leur intensité ou de leur cible par exemple. Cette alternative macroscopique, que la sociologie des mouvements sociaux nomme *protest event analysis* (PEA) et que nous avons finalement retenue, vise donc la constitution de « séries d'événements protestataires, plus ou moins longues et continues, à partir de comptes rendus médiatiques ou administratifs sur la base desquels l'on se livre à des interprétations [statistiques] sur le cours d'une ou de plusieurs mobilisations dans une ou

---

<sup>105</sup> Cf. Marcus, George E., « Ethnography in/of the World System : the Emergence of Multi-sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, 1995, p. 95-117.

<sup>106</sup> Afin de mieux spécifier ce que l'on entend par macro- et micro-sociologique, F. Sawicki différencie les modes d'analyse - « macrologique » ou « micrologique », qui concernent le niveau de la construction théorique des problèmes) - des modes d'investigation - « macroscopique » ou « microscopique », qui caractérisent le niveau de la recherche empirique. Cf. Sawicki, Frédéric, « Les politistes et le microscope », in CURAPP (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, p. 143-164.

plusieurs unités territoriales »<sup>107</sup>. En ce qui nous concerne, elle signifiait plus précisément la constitution d'une base de données d'événements protestataires kurdistes à l'échelle européenne, et permettait de *comparer* les mobilisations initiées dans les différents pays européens d'une part, et de *mettre en parallèle* les mobilisations se déroulant en Europe et au Moyen-Orient d'autre part.

Pour ce faire, et en raison de l'absence de données administratives ou policières facilement accessibles et assez homogènes à l'échelle européenne, nous avons eu recours à des sources de presse, c'est-à-dire à des sources qui - selon le principal importateur de la méthode en France, Olivier Fillieule - ont participé à plonger la PEA dans un « cycle mortifère », en raison notamment des biais non systématiques qu'elles induisent<sup>108</sup>. S'il faudrait également tenter de dégager les biais sans doute importants qui sont inhérents aux sources administratives ou policières (et pas seulement dans les pays « non démocratiques »), nous nous reconnaissons globalement dans les conclusions critiques de cet auteur sur les différents travaux ayant utilisé la PEA à partir de sources journalistiques. Pour autant, nous ne partageons pas le pessimisme d'O. Fillieule quand il affirme que « la PEA nous en apprend toujours plus, sinon exclusivement, sur la production des nouvelles que sur le déroulement même des luttes sociales et politiques »<sup>109</sup>. L'intégration des acquis de la sociologie du journalisme à l'analyse - d'ailleurs préconisée par O. Fillieule, et rendue possible dans notre travail par une précédente recherche sur la couverture médiatique de l'arrestation d'Öcalan<sup>110</sup> - de même que la comparaison la plus systématique possible avec d'autres bases de données - certaines visant dans notre cas la représentativité à moyen terme à l'échelle de l'Allemagne et de l'Europe, une autre tendant vers l'exhaustivité sur une courte période à l'échelle européenne - nous ont en effet convaincu qu'il restait possible de maîtriser *suffisamment* les biais d'un corpus établi à partir de sources de presse, tout dépendant en définitive des questions posées à ses données et du degré de généralité des conclusions tirées<sup>111</sup>.

---

<sup>107</sup> Fillieule, Olivier, « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in Favre, Pierre, Fillieule, Olivier et Jobart, Fabien (dir.), *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 215.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 238. Olivier Fillieule, qui a lui-même eu recours à la PEA, a constitué sa base de données à partir de sources policières.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>110</sup> Grojean, Olivier, *L'Affaire Öcalan dans la presse. Analyse comparée France/Allemagne*, Rennes, Mémoire de fin d'études de l'Institut d'études politiques de Rennes, 2000.

<sup>111</sup> Nous reviendrons plus en détail sur cette méthodologie dans la section 2 du chapitre II et dans la section 1 du chapitre III. Les règles de codage sont par ailleurs explicitées en annexe 2. Le choix de retenir la PEA n'a été fait qu'après de longs tâtonnements, débutés dans le cadre d'un précédent travail (cf. Grojean, Olivier, *Mobilisation diasporique et violence politique : l'exemple kurde en Europe*, Paris, Mémoire de DEA de l'EHESS, 2001).

Nous avons ainsi recensé 1052 événements protestataires kurdistes entre 1982 et 2003 dans 15 pays européens (la plupart s'étant déroulés en Allemagne et en France). Mais raisonner sur des *événements* ne nous permettait pas de rendre compte des interactions protestataires au cours d'un même événement. A ces 1052 événements, nous avons donc associé 1258 modes d'action singuliers (un événement pouvant comprendre de un à trois modes d'action), ce qui autorisait une réflexion sur l'agencement des séquences protestataires au cours d'une même manifestation, qu'elles soient prévues à l'avance par les acteurs protestataires (occupation suivie d'une grève de la faim par exemple) ou qu'elles soient la conséquence des interactions avec les forces de l'ordre (défilé suivi d'affrontements par exemple). Enfin, et parce que l'analyse statistique a aussi ses limites (elle ne peut réellement rendre compte des *situations* d'interaction), nous avons également choisi de nous focaliser parfois sur certaines campagnes de protestation et sur certains événements précis de cette base de données, afin d'en mener l'étude de manière plus qualitative. En multipliant les sources et les points de vue, il nous a alors été possible de mieux rendre compte des dynamiques protestataires à court terme (gestion policière des manifestations kurdistes notamment).

Pour importante qu'elle soit, cette base de données centrée uniquement sur l'espace européen nous semblait insuffisante pour rendre compte des engagements auto-sacrificiels, comme celui du jeune Kurde d'Athènes en avril 2000. Les immolations par le feu sont en effet d'abord beaucoup moins courantes que les manifestations en Europe : elles n'apparaissent donc que marginalement dans notre corpus. Mais il nous semblait également nécessaire, afin de comprendre comment un jeune Kurde en arrive à se brûler en public en Europe, de reconstituer la généalogie de ce mode d'action. Nous avons donc constitué une deuxième base de données, composée de toutes les immolations par le feu et attaques-suicides de militants ou sympathisants de la cause kurde entre 1980 et 2007 en Europe, mais aussi en Turquie, en Irak et dans le reste du monde. Ce fichier, établi à partir d'une multitude de sources (journalistiques, associatives, militantes ou gouvernementales), kurdistes ou non, vise plus l'exhaustivité que la simple représentativité : 183 immolations (fatales ou non) ont ainsi été recensées, ainsi que 33 attaques ou tentatives d'attaque, revendiquées par le PKK ou attribuées au parti d'Öcalan par les autorités turques (parfois sans doute à des fins de discrédit, comme on le verra), soit plus de 210 actions-suicides ou tentatives. Cette volonté d'exhaustivité (possible en raison du « faible » nombre de cas) ne relevait aucunement d'une « illusion fétichiste » : l'analyse longitudinale d'une série de données continues et échappant

au critère de la représentativité (on ne raisonnait plus sur un corpus ou un échantillon mais sur une quasi-population) nous a permis de retracer la *genèse* des actions auto-sacrificielles au sein du PKK, de la prison de Diyarbakır à l'Europe - en passant par les métropoles turques et les régions kurdes de Turquie et d'Irak - et de mettre en évidence la diversité et la complexité du recours à ces modes d'action (niveau micrologique)<sup>112</sup>.

L'analyse statistique permet donc - à la différence des études de cas et des monographies - de faire varier les échelles d'analyse et de valider ou d'invalider les hypothèses émises à chaque échelle. Comme le note en effet Jacques Revel, « faire varier la focale de l'objectif, ce n'est pas seulement faire grandir (ou diminuer) la taille de l'objet dans le viseur, c'est en modifier la forme et la trame. Ou, pour recourir à un autre système de référence, jouer sur les échelles de représentation en cartographie ne revient pas à représenter une réalité constante en plus grand ou en plus petit, mais à transformer le contenu de la représentation (c'est-à-dire le choix de ce qui est représentable) »<sup>113</sup>. Pour autant, le recours à l'analyse quantitative des événements protestataires ne permet à lui seul de cerner ni le sens que les acteurs protestataires donnent à leur action, ni les modalités d'investissement militant au sein de la lutte et encore moins de rendre compte des cultures politiques produites au sein du mouvement kurde et du PKK, et qui pourraient sans doute éclairer le passage à certaines formes radicales de « violences contre soi »<sup>114</sup>. Seule l'enquête de terrain pouvait permettre de mieux appréhender ces dimensions.

## 2. *Institution et vécu des acteurs : entretiens, observations et autres sources militantes*

Nous avons dès le départ choisi de privilégier des observations longues et répétées dans un nombre de sites très restreint, qui seules pouvaient nous permettre de gagner la confiance de nos interlocuteurs. Une méthode inductive fondée sur la « description dense »<sup>115</sup> de quelques sites visait ainsi à la fois à révéler les structurations organisationnelles et

---

<sup>112</sup> La méthodologie utilisée pour constituer cette base de données sera explicitée dans la section 3 du chapitre V.

<sup>113</sup> Revel, Jacques, « Micro-analyse et construction du social », in Revel, Jacques, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 19.

<sup>114</sup> Les violences contre soi peuvent être comprises comme des « actions volontaires de dégradation physique, voire de destruction de son propre corps afin de protester ou de défendre une revendication », cette définition permettant tout à la fois de mettre en évidence le caractère violent d'actions souvent décrites comme non-violentes, d'éviter d'établir une distinction stricte entre modes d'action « suicides » et modes d'action très risqués et enfin d'inclure les actions qui combinent violences contre autrui et violences contre soi (cf. les attaques-suicides). Cf. Grojean, Olivier, « Violences contre soi », in Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian et Péchu, Cécile (dir.), *Dictionnaire de la sociologie des mobilisations*, Paris, Presses de Science Po, à paraître en 2008.

<sup>115</sup> Geertz, Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », in Cefaï, Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, p. 208-233.

culturelles du mouvement kurde dans son ensemble<sup>116</sup>, et à mieux rendre compte des processus d'engagement individuels. En d'autres termes, pour reprendre la distinction de F. Sawicki, à un mode d'investigation microscopique était associé un mode d'analyse à la fois macrologique et micrologique. Nous nous sommes également autorisés quelques séjours beaucoup plus courts dans d'autres villes, afin d'y suivre des manifestations du mouvement, d'y rencontrer des militants que l'on nous avait recommandés, ou d'y observer dans quelle mesure les observations réalisées dans les principaux sites pouvaient être généralisées.

L'Allemagne et la France, où vivent la majorité des personnes d'origine kurde en Europe, et plus précisément leurs capitales Berlin et Paris, qui ont des quartiers turcs-kurdes importants, ont constitué les lieux privilégiés de nos observations. Si notre terrain parisien a été relativement peu intensif, il peut aussi être décrit comme continu car marqué par une multitude d'événements routiniers ou extraordinaires (manifestations, rencontres, visites, etc.). A l'inverse, notre terrain berlinois a été marqué par des séjours plus longs (un mois en 2001, deux mois en 2003, six mois en 2004), par une immersion presque totale dans les milieux kurdistes, mais aussi parfois par des journées entières d'attente ou d'observations répétitives. Dans les deux cas, l'approche s'est d'abord faite par les organisations, en l'occurrence les associations locales pro-PKK et (de façon plus marginale) pro-PSK (Parti socialiste du Kurdistan, principal concurrent du PKK)<sup>117</sup>. Nous n'avons jamais caché les objectifs de notre présence, qui a été acceptée (parfois seulement *tolérée*) sans véritable problème, le chercheur suscitant généralement plus la curiosité que l'intérêt (instrumental) ou la suspicion<sup>118</sup>.

Après maintes observations de manifestations publiques et une série d'entretiens semi-directifs - biographiques, mais plus spécifiquement axés sur les mobilisations - nous avons rapidement perçu les limites de ce type d'enquêtes (mêmes manifestations en faveur

---

<sup>116</sup> Comme le notent J.-L. Briquet et F. Sawicki, les lieux de l'étude ne peuvent être assimilés à l'objet d'étude. Cf. Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherches ou recherche des lieux ? », *Politix*, n°7-8, 1989, p. 6-16.

<sup>117</sup> A Rennes, où l'association pro-PKK n'a pas de local, nous avons approché le mouvement kurde par l'intermédiaire de l'association « Amitiés kurdes de Bretagne ». A Neuchâtel (Suisse), où nous n'étions que pour quelques jours, Annah Neubauer nous a fait profiter de ses connaissances pour visiter un centre d'hébergement de demandeurs d'asile. Nous avons également rencontré des militants et sympathisants à Strasbourg, Köln et Dortmund lors de manifestations européennes du PKK, ainsi qu'à Hamburg et Greifswald.

<sup>118</sup> A la différence d'Elise Massicard sur le terrain aléviste, nos interlocuteurs ne nous ont jamais fait sentir que notre présence pouvait servir à légitimer leur lutte, même si toute discussion commençait par des questions sur notre perception du mouvement kurde et du conflit avec l'Etat turc. Cf. Massicard, Elise, « Etre pris dans le mouvement. Savoir et engagement sur le terrain », *Cultures et conflits*, n°47, 2002, p. 117-143.

d'Öcalan, discours souvent stéréotypés). A la recherche de contacts plus spontanés, et ne sachant pas où se situaient les « limites », nous nous sommes donc engagés à Berlin dans des observations davantage « participantes » : correction de tracts en allemand, bricolage de matériel militant (pancartes, drapeaux, etc.) et participation à la logistique d'une manifestation<sup>119</sup>. Mais ce changement de conduite n'a pas eu que les effets escomptés : si nos interlocuteurs se sont bien davantage confiés (notre volonté de briser les frontières de l'extériorité avait été perçue comme une volonté d'*engagement*), d'autres personnes proches du PKK à Paris ont cherché à en savoir plus sur notre compte et, de leur côté, les services de sécurité français et allemands pourraient avoir souhaité s'assurer de nos perspectives (*debriefing* poussé après un colloque scientifique parisien). Un différend avec un sympathisant allemand du mouvement - qui, pour d'autres raisons, désapprouvait notre présence<sup>120</sup> - nous a alors fourni l'occasion d'une mise au point nécessaire avec un cadre du parti à Berlin : elle nous permis de faire « marche arrière » sans renier notre conduite, de clarifier notre posture d'« observateur-extérieur-non-hostile-à-qui-l'on-peut-parler », et d'obliger les responsables à quelque peu « officialiser » notre présence régulière à l'association<sup>121</sup>. A l'observation de manifestations publiques s'ajouta alors l'observation de manifestations « en salle » et de réunions internes, et aux entretiens semi-directifs succédèrent des entretiens biographiques libres et informels, qui se sont avérés riches et divers, surtout lorsqu'ils étaient menés dans des lieux plus « neutres » que les locaux de l'association (cafés, parcs, etc.)<sup>122</sup>. Mais cette mise au point eut aussi une conséquence implicite et inévitable : nous nous fermions désormais l'accès aux activités *clandestines* du parti (formation politique des militants et sympathisants, relations entre le PKK et les associations kurdistes), si ce n'est à la marge (collectes d'argent, rencontres fortuites avec des membres de la guérilla et avec un membre du Comité central du parti en Irak, de passage en Allemagne).

---

<sup>119</sup> Le terme d'observation « participante » est ici quelque peu abusif. On ne devrait en effet parler d'« observation participante » ou d'« ethnographie » que lorsque l'observation induit l'apprentissage de codes pouvant s'apparenter à une seconde socialisation. Cf. Fliche, Benoit, *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS Editions, 2007, p. 26.

<sup>120</sup> En 2003, le Premier ministre britannique Tony Blair s'était servi du mémoire d'un étudiant pour légitimer l'intervention militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en Irak : le sympathisant allemand considérait donc que malgré notre possible bonne foi, il nous était impossible d'être sûr que notre travail ne serait pas utilisé un jour contre le mouvement kurde, et, qu'en conséquence, il nous fallait arrêter de fréquenter l'association.

<sup>121</sup> « Officialiser », « normaliser », mais pas « encourager » : il existait en effet des limites tacites (de circulation, mais aussi de sujets de conversation) au sein des locaux de l'association. Je n'ai ainsi jamais « osé » demander aux responsables de l'association la liste de leurs adhérents, afin par exemple de faire circuler un questionnaire.

<sup>122</sup> Aucun de nos entretiens n'a évidemment été enregistré et nous avons même parfois évité de prendre des notes : à la fin de l'entretien, nous nous précipitions alors aussitôt dans un (autre) café pour retranscrire de mémoire plusieurs heures de discussion.

Parallèlement à ces recherches, nous nous sommes très tôt liés d'amitié avec des sympathisants du mouvement kurde en marge du PKK, souvent plus instruits, qui ont en quelque sorte accepté de devenir nos « informateurs privilégiés ». Ils nous ont ainsi fait profiter de leurs réseaux et nous ont permis, en nous recommandant, en nous accompagnant dans d'autres villes allemandes, voire en jouant souvent les traducteurs, de rencontrer de nombreux anciens militants du PKK et du mouvement kurde, ayant participé à la guérilla ou ayant été actifs en Turquie et en Europe. C'est ainsi que nous avons également pu nous entretenir par exemple avec l'ancien commandant du PKK Mehmet Can Yüce et avec l'ancien dirigeant de Rizgarî (un petit parti kurdiste qui compte de nombreux intellectuels) Recep Maraşlı. Ces « informateurs privilégiés » ayant également de la famille et des amis en France et en Turquie, nous avons aussi eu la chance de revenir avec un carnet d'adresses bien rempli, que nous n'avons d'ailleurs pas fini d'« exploiter ». Les personnes que nous avons alors rencontrées n'avaient en général pas été engagées dans le mouvement kurde (même si elles le soutenaient), et nous ont fourni un point de vue différent sur les activités du PKK et des différents partis kurdistes, en Europe comme en Turquie.

Tous ces entretiens biographiques ont constitué une source précieuse pour analyser la structuration transnationale du PKK et le poids de l'institution partisane dans différents contextes géographiques et politiques. Si l'on fait exception des militants et sympathisants nés en Europe, la plupart de nos interlocuteurs avaient en effet fait l'expérience de plusieurs branches du parti et du mouvement kurde : milice et partis kurdistes légaux en Turquie, guérilla en Turquie et en Irak, camps de formation en Irak, en Syrie ou au Liban, organisation en prison et branche politique du PKK en Turquie et en Allemagne... Croiser les sens que donnaient à ces expériences militants actuels et ex-militants nous a ainsi permis de mieux saisir comment fonctionnait l'institution, comment elle s'insérait dans ses environnements et comment elle influait sur les trajectoires de ses membres. Ne rencontrer que des militants ayant d'abord été engagés au Moyen-Orient puis en Europe a néanmoins constitué un biais certain, que la lecture d'ouvrages de (ou sur des) militantes internationalistes allemandes ayant rejoint la guérilla a néanmoins tenté de combler<sup>123</sup>. A un niveau plus micrologique, ces entretiens nous ont également servi à analyser la dimension processuelle de l'engagement et de l'investissement de soi dans différents espaces et à différentes périodes : l'entrée en

---

<sup>123</sup> Solina, Carla, *Der Weg in die Berge. Eine Frau bei der kurdischen Befreiungsbewegung*, Hamburg, Nautilus, 1997 ; Flach, Anja, *Jiyanekê din - ein anderes Leben. Zwei Jahre bei der kurdischen Frauenarmee*, Köln, Mezopotamien Verlag, 2003 ; *Im Dschungel der Städte, in den Bergen Kurdistans. Leben und Kampf von Andrea Wolf*, Lieu de publication inconnue (Allemagne), Editeur inconnu, 1999 (2<sup>ème</sup> édition).

militance peut souvent être associée à des expériences similaires en Turquie et en Europe, mais on verra que le degré de remise de soi à l'organisation dépend également de la socialisation primaire et des modalités de la rencontre entre l'individu et l'institution.

Au total, si nous avons sans doute rencontré plus d'une centaine de personnes dont nous avons recueilli divers témoignages, nous n'avons réalisé qu'une quarantaine d'entretiens biographiques *stricto sensu*, et tous ne seront pas exploités de manière similaire dans cette thèse. A ceci, plusieurs raisons. Linguistiques d'abord : si nous pouvions réaliser des entretiens en français, allemand et anglais, si nous pouvions converser plusieurs dizaines de minutes en turc sur des sujets relativement simples avec des sympathisants, nous n'avions pas les compétences pour envisager un entretien complexe de plusieurs heures en turc, sans parler du kurde (kurmanji, sorani...), de l'arabe ou du persan (plusieurs de nos interlocuteurs étaient originaires d'Irak, d'Iran ou de Syrie)<sup>124</sup>. Pour un ancien militant, revenir sur l'expérience de la guerre, de la prison, de la torture, ou de la mort d'un proche n'est par ailleurs jamais facile : migraines et larmes ont régulièrement ponctué les entretiens et nous avons alors toujours décidé d'y mettre fin prématurément, au grand dam parfois des interviewés eux-mêmes qui trouvaient là l'occasion de mettre en mots des expériences jamais racontées. A côté de conversations très nombreuses, souvent très riches mais parfois convenues, nous avons ensuite choisi de privilégier des entretiens biographiques informels très longs (de trois heures à une vingtaine d'heures), en reprenant parfois la discussion à cinq ou six reprises, voire en réalisant le « même » entretien à plusieurs mois d'intervalle. Au-delà de la nécessaire mise en confiance de nos interviewés, cette méthode a permis de mettre au jour des doutes, des attentes, des contradictions ou tout simplement des détails « parlants », qui ne s'expriment que rarement dans un entretien d'une à deux heures. Il faudrait enfin insister sur la conception un peu artificielle, formaliste et fétichiste de l'« entretien », qui, en sociologie et en science politique, n'acquiert souvent valeur de source fiable que daté, localisé, enregistré et retranscrit, sans même mentionner leur nombre et leur « représentativité ». Non pas que nous niions ces nécessités, qui seules permettent de juger de la validité d'une démonstration et de la scientificité d'un travail ; mais, au-delà, il nous semblait important de souligner ici le fait que ces dizaines de discussion informelles - qui n'ont donné lieu qu'à de simples remarques dans notre carnet de notes (« il m'a parlé de ça, mais, bizarrement, il ne m'a rien dit là-dessus ») -

---

<sup>124</sup> La question linguistique est un véritable problème au sein du PKK : certains cadres ne parlent que le turc mais doivent coordonner l'action de militants ne parlant que le kurde, l'arabe, le persan, l'allemand ou l'anglais.

ont sans doute contribué *autant* que nos entretiens biographiques à notre compréhension du mouvement kurde et de ses mobilisations.

Il reste que l'observation de la vie associative et les entretiens avec de « simples » militants et sympathisants, dont on verra qu'ils sont souvent tenus à l'écart des décisions et des enjeux du parti, nous laissaient avec de nombreuses questions sans réponse concernant les stratégies du PKK, ses rapports avec les Etats européens et l'Union européenne, les évolutions de la guerre en Turquie et surtout sur la figure d'Abdullah Öcalan, mythifiée par les militants et sympathisants et exécrée par les ex-militants et dissidents. Un entretien très instructif avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France (organe diplomatique du PKK) et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, a d'abord permis de nous orienter. Mais la mise en lumière des modes de domination au sein du PKK nécessitait également de s'intéresser à des communiqués, des positions écrites, des articles et des textes de formation. Une telle analyse pouvait nous servir à déceler des grammaires discursives contraignantes instituées au sein de l'organisation et à mieux discerner ce qui, dans les discours des militants, relevait spécifiquement du vocabulaire et des régimes de vérité de l'institution. A cette fin, nous avons entièrement dépouillé le mensuel germanophone *Kurdistan Report* (1982-2008), édité par la maison d'édition du PKK *Serxwebûn* à partir de 1982, et qui a porté le sous-titre « *Organ der Europavertretung der Nationalen Befreiungsfront Kurdistans* » de 1985 à 1991. Pour des informations sur des périodes réduites ou sur des points précis, nous avons par ailleurs consulté diverses publications turcophones du PKK : le mensuel *Serxwebûn* (Indépendance), tous les *Albums des Martyrs* (*Şehitler Albümü*), ainsi que de nombreuses publications et périodiques plus spécialisés (à destination des femmes, des jeunes, des artistes, etc.). Nous avons enfin complété ces recherches par la consultation des différents quotidiens kurdistes, et plus particulièrement *Özgür Politika* (Libre politique). Enfin, nous avons entièrement dépouillé le *Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris* (1983-2008), revue de presse internationale mensuelle, qui comptait dans les années 1980 de nombreux articles en turc.

#### ***D. Hypothèses et grille de lecture : l'action transnationale en contextes***

Travailler sur la transnationalisation de l'action contestataire kurdiste et du mouvement kurde a pour objectif premier de rendre compte de ce phénomène inévitablement singulier, d'autant plus que très peu d'études se sont jusqu'à présent attachées à en décrire et

en expliquer précisément les caractéristiques<sup>125</sup>. Mais une telle recherche, parce qu'elle se donne pour objet un « cas extrême » (inscription dans une multitude d'environnements externes, interactions complexes entre de nombreuses organisations très structurées, cultures d'organisation fortes) autorise aussi une réflexion plus globale sur les *niveaux d'interaction pertinents* dans l'*analyse des différentes dimensions de toute mobilisation* (« stratégies », temporalités, formes, idéologies, modalités d'engagement et d'investissement de soi, etc.).

### *1. Appréhender la complexité des niveaux d'interaction*

On peut en effet considérer que la transnationalisation du mouvement kurde de Turquie - et notamment de sa composante la plus importante, le PKK - le place de fait dans un *système d'interdépendance élargi*, qui dépasse le strict cadre territorial turc : à côté des interactions avec l'Etat turc et les autres mouvements de Turquie, des relations se nouent par exemple avec les différents Etats européens, les institutions européennes ou internationales, et une multitude d'acteurs non gouvernementaux situés en Europe (médias, associations, partis politiques, etc.)<sup>126</sup>. Dans ce cadre, chaque *site d'interaction* (qu'il soit un pays, une région, ou une ville) génère ressources, contraintes et opportunités singulières qui ont des conséquences tout aussi singulières sur certaines dimensions de la mobilisation. Comme on l'a vu, le PKK a par exemple « choisi » de limiter ses actions guerrières aux régions kurdes de Turquie ; et l'on verra également que l'action protestataire en Allemagne se distingue parfois de celles des autres pays européens, ou que le contrôle que le parti d'Öcalan exerce effectivement sur la population varie en fonction des espaces considérés.

Pour autant, un système d'interdépendance élargi ne peut être assimilé à l'agrégation ou la juxtaposition des différents sites d'interactions et chaque site local doit être compris comme produisant à la fois du particulier et du général<sup>127</sup>. D'une part parce que, dans chaque site d'interaction, les acteurs ont recours à des ressources militantes qui ne sont pas spécifiques à ce site, en raison notamment de la volonté d'uniformisation partisane des dirigeants (discipline, formation, etc.) mais aussi de processus d'homogénéisation indépendants d'eux, ou tout simplement produits par la mobilisation elle-même

---

<sup>125</sup> Voir cependant les travaux d'Eva Østergaard-Nielsen sur les organisations turques et kurdes en Allemagne. Cf. Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, Routledge, Londres, 2003.

<sup>126</sup> A l'instar de la « sphère minoritaire » régionale mise en évidence par Hamit Bozarslan, ce système d'interdépendance « s'élargit, se rétrécit, inclut ou exclut des éléments géographiquement discontinus, modifie leurs fonctions dans des processus d'interactions entre de multiples acteurs ». Cf. Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 298.

<sup>127</sup> Sawicki, Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste...*, *op. cit.*, p. 30.

(institutionnalisation de certaines pratiques au-delà du local). D'autre part et surtout parce que la « localité » ne signifie pas la même chose dans tous les espaces. Par exemple, s'il ne s'agit en Europe que de recruter des militants, de récolter de l'argent et d'appeler les gens à se mobiliser (le plus souvent en direction de leur pays d'origine), il existe un véritable « horizon local des pratiques »<sup>128</sup> dans les villes turques et dans les régions kurdes (interactions avec les branches locales des partis kurdistes légaux notamment), et peut-être encore davantage dans la guérilla, où chaque mètre de terrain gagné ou chaque village rallié a pu être considéré comme une petite victoire à l'échelle du système d'interdépendance élargi. Nos observations de terrain nous ont par exemple convaincus de la très faible pertinence du local (à l'échelle d'une ville, d'une région ou d'un *Land*) chez les militants et sympathisants kurdistes en France et en Allemagne. Il faut d'abord mentionner le fait que leur lutte ne s'inscrit presque jamais dans des enjeux politiques locaux. Mais plus généralement, il existe une très faible mémoire locale, phénomène en partie lié à la migration mais qui est surtout à mettre en relation avec l'entretien de liens familiaux et « locaux » antérieurs à la migration. Le « local » fait donc plus référence au village ou à la « région » d'origine et les aléas de la guerre (opérations du PKK ou de l'armée, décès ou emprisonnement d'un proche) se chargent de lui donner une résonance politique forte. Mais une telle différence ne concerne pas uniquement les deux espaces que sont l'Europe et la Turquie : réussir une mobilisation n'a pas la même signification et n'a pas non plus le même « impact » à Dortmund et à Londres, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Autrement dit, tous les sites d'interaction « ne se valent pas » (dans l'esprit des dirigeants, des militants et sympathisants, mais aussi des acteurs extérieurs), et l'une de nos hypothèses est précisément que certains sites sont - au moins partiellement et temporairement - subordonnés à d'autres. Cette hypothèse a des implications importantes. Elle signifie d'abord que l'on ne peut comprendre ce qui se joue en un lieu donné sans faire référence à ce qui se joue dans les autres sites considérés comme « majeurs » ou « prioritaires » par les acteurs. Par des opérations d'analogie (qui peuvent d'ailleurs se fonder sur des faits très concrets), des opportunités ou des contraintes générées en un site donné peuvent aussi être réinterprétées localement par les acteurs d'un autre site, voire être « intégrées » et influencer sur leurs propres mobilisations. Inversement, certains sites habituellement plutôt « subordonnés » peuvent parfois s'autonomiser, en raison par exemple de contraintes locales extraordinaires ou

---

<sup>128</sup> Selon l'expression de J. Lagroye dans Lagroye, Jacques, « De l'"objet local" à l'horizon local des pratiques », in Mabileau, Albert (dir.), *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 166-182.

de dissensions internes aux organisations, et provoquer une restructuration momentanée ou plus durable des interactions dans les autres sites. En ce sens, l'analyse de l'environnement externe « objectif » n'a plus de réel intérêt et l'étude de la transnationalisation de l'action protestataire kurdiste devra nécessairement passer par la mise en évidence des processus de construction et d'entretien des sites d'interaction « moteurs », ou, si l'on préfère, des « pôles de structuration » des mobilisations kurdistes.

Mais réfléchir en termes d'« interdépendance » ou d'« interaction » implique également de s'intéresser aux différents acteurs impliqués. On peut analytiquement différencier quatre catégories de protagonistes : les autorités politiques (locales, nationales et européennes, institutions internationales) et leurs représentants (administrations, forces de sécurité) ; les médias (qui, bien qu'ils s'en défendent souvent, participent aux interactions, notamment par les représentations des autres protagonistes qu'ils diffusent) ; les acteurs engagés dans des activités sociales proches, qu'ils soient concurrents ou soutiens (associations et partis politiques du pays de résidence et - en Europe - du pays d'origine) ; et enfin les acteurs « internes » à un parti (dirigeants, militants, sympathisants) ainsi que son milieu partisan, c'est-à-dire les groupes « dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti [...] [mais] qui y contribuent en fait par leurs activités » (syndicales, économiques, familiales, religieuses, etc.)<sup>129</sup>. Cette distinction est certes très schématique. Elle agrège d'une part des acteurs qui n'ont parfois que peu en commun, si ce n'est d'être des « mouvements » (droite radicale turque et associations humanitaires par exemple). Elle différencie par ailleurs des acteurs qui peuvent avoir des intérêts convergents, voire des méthodes similaires : des membres de la droite radicale turque ont par exemple parfois « secondé » les forces de sécurité turques au Moyen-Orient et agi pour le compte des services secrets turcs en Europe ; des médias européens ont parfois pris fait et cause pour le mouvement kurde et pourraient alors être comptés parmi les soutiens ; des députés allemands ont pu s'engager dans des associations allemandes kurdistes (multipositionnalité) et relayer cet engagement dans les arènes parlementaires. Elle n'intègre pas enfin un certain nombre d'acteurs dont l'implication est avérée mais reste plus difficilement mesurable à l'échelle d'un site d'interaction : on pense notamment ici aux « gangs en uniformes » (*Uniformalı Çeteler*) qui ont regroupé dans les années 1990 des membres des institutions de sécurité turques et de la contre-guérilla, des hommes politiques et

---

<sup>129</sup> Sawicki, Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste...*, op. cit., p. 24.

hommes d'affaires kurdes et turcs, mais aussi des trafiquants et criminels qui ont trouvé un intérêt économique et politique à la perpétuation du conflit<sup>130</sup>. Bref, notre intention n'est pas ici de proposer une typologie, mais une mise en ordre qui permette de mieux appréhender la spécificité des relations qui peuvent se nouer avec ces différents types d'acteurs.

Tous ces acteurs ne sont pas toujours présents simultanément en une même ville, mais ils le sont souvent à une échelle nationale. Si l'on prend par ailleurs au sérieux l'hypothèse que certains sites (nationaux ou locaux) peuvent être subordonnés à d'autres et que l'action locale (ou nationale) d'un acteur donné peut avoir des effets translocaux (ou transnationaux), alors tous ces acteurs (qu'ils soient kurdes, turcs, allemands, français, etc.) peuvent être au moins « virtuellement » présents et interagir en un même site<sup>131</sup>. Mais les acteurs kurdistes n'entretiennent pas les mêmes types de relations avec les autorités (qu'elles soient turques, allemandes ou européennes), les médias, les mouvements politiques et sociaux (de la gauche et de la droite radicales turques, de leur pays de résidence) et leur milieu partisan ou leur groupe de référence. Avec les autorités et les médias, ils auront d'abord pour *perspectives* d'être entendus, d'être considérés comme légitimes, alors qu'ils pourront nouer des relations de concurrence, de coopération, de différenciation ou de mimétisme avec les autres mouvements et privilégier enfin un travail de formation politique et d'encadrement avec leurs sympathisants et leur groupe de référence. Il semble dès lors possible d'associer ces types de relations à autant de *systèmes d'interaction*, dotés de leurs règles de fonctionnement et de leurs valeurs propres, de leur régime de vérité singulier, de leurs ressources légitimes<sup>132</sup>.

---

<sup>130</sup> Voir Bozarlsan, Hamit, « Kurdistan : Economie de guerre, économie dans la guerre », in Jean, François et Rufin, Jean-Christophe (dir.), *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996, p. 105-146 et Bozarlsan, Hamit, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, The Emirates Occasional Papers, n°33, 1999.

<sup>131</sup> Même si évidemment on n'interagit pas de la même manière avec un acteur « réellement » là et un acteur dont la présence n'est que « virtuelle ». Cette « virtualité » est cependant d'abord théorique car on verra que de nombreux acteurs turcs sont présents et interagissent concrètement avec le mouvement kurde en Europe, et notamment en Allemagne (Etat turc, mouvements concurrents, contre-mouvements, médias, etc.). Dans le cas des autorités turques, on pourrait même parler à certains égards de tentatives d'instituer une co-gouvernementalité sur ses ressortissants en Allemagne (sur la notion de gouvernementalité, qui s'oppose à la souveraineté en ce qu'elle vise le contrôle d'une population et non d'un territoire, voir Foucault, Michel, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Gallimard/Seuil, 2004, p. 119 et suivantes). Pour une étude de la co-gouvernementalité turque et grecque de la minorité turque de Thrace occidentale, voir Hersant, Jeanne, *Mobilisations politiques, co-gouvernementalité...*, *op. cit.*

<sup>132</sup> Notre définition de la notion de « système d'interaction » ne se fonde pas sur celle de « système d'action » de Jacques Lagroye (« l'ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon ses logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence », cf. Lagroye, Jacques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 271) mais s'appuie sur celle de « système d'action concret », élaborée par Michel Crozier et Erhard Friedberg (« un ensemble humain structuré qui coordonne les actions de ses participants par des mécanismes de jeu relativement stables et qui maintient sa

Mais, là encore, nous faisons l'hypothèse que tous les acteurs d'un système d'interaction « ne sont pas égaux » : les autorités de plusieurs Etats peuvent avoir des discussions sur la question kurde sans y associer le PKK (relations diplomatiques) et le gouvernement turc reste *in fine* le seul habilité à prendre les décisions ; le mouvement kurde ne peut obliger les médias à se faire les porte-parole de ses revendications ; certains mouvements disposent de compétences que n'a pas le mouvement kurde (contacts avec les autorités, relais au parlement, maîtrise de certaines techniques) ; et l'on verra que les simples sympathisants tout autant que les commandants du PKK ne peuvent discuter les ordres d'Öcalan. Il existe donc des structurations relativement stables, qui « orientent » l'action des différents protagonistes au sein des différents systèmes d'interaction, à l'échelle du système d'interdépendance élargi (les relations diplomatiques excluent toujours le PKK) mais aussi de chaque site d'interaction (les autorités françaises continueront à avoir des contacts avec le PKK après son interdiction, certaines autorités locales peuvent servir d'intermédiaire entre le PKK et les autorités nationales). De plus - dernière hypothèse - ces systèmes d'interaction sont eux-même en relations et certains peuvent être prioritaires dans l'esprit des acteurs (et surtout des dirigeants des organisations), qui préféreront par exemple assumer les risques d'une confrontation avec un Etat si les gains estimés en termes de mobilisation et d'investissement des militants s'avèrent importants.

**L'hypothèse centrale de notre travail - ou si l'on veut, la problématique que l'on s'efforcera de traiter dans les développements qui suivent - est donc que les différentes dimensions de la mobilisation dans chaque site (émergence, stratégies, formes, temporalités, rythmes, engagements individuels, etc.) dépendent à la fois des structurations propres à ces systèmes d'interaction, de chaque *configuration* locale de ces systèmes, de leurs relations et de leur hiérarchisation dans les différents sites d'interactions<sup>133</sup>, et de la place qu'occupent ces sites dans le système d'interdépendance élargi du mouvement kurde.**

---

structure, c'est-à-dire la stabilité de ses jeux et les rapports entre ceux-ci, par des mécanismes de régulation qui constituent d'autres jeux », cf. Crozier, Michel et Friedberg, Erhard, *L'acteur et le système...*, *op. cit.*, p. 286).

<sup>133</sup> Par « configuration », nous entendons l'agencement singulier d'un système d'interaction. Sur la notion de « configuration », voir Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Editions de l'Aube, Coll. Pocket, 1991 (1<sup>ère</sup> édition en allemand 1970), p. 154 et suivantes.

Autrement dit, on ne peut comprendre telle ou telle dimension de la mobilisation en un site donné sans prendre en compte trois niveaux d'interaction, eux-mêmes en relations, et dont la structuration peut d'ailleurs varier dans le temps. Le premier est l'importance accordée à ce site dans le système d'interdépendance élargi du mouvement kurde : le rôle attribué à ce pays dans la résolution de la question kurde, et l'importance numérique de la population kurde qu'il héberge sont ici déterminants. Le second niveau d'interaction concerne la structuration des systèmes d'interaction avec les différents acteurs (autorités - qu'elles soient présentes ou distantes - médias, autres mouvements, parti et milieu partisan), leurs relations et leur hiérarchisation au sein de ce site. Enfin, le dernier niveau concerne surtout ce qu'on a coutume d'appeler le « système international », les relations qu'entretiennent « normalement » les acteurs kurdistes avec les autres protagonistes, ainsi que les relations normées et règlementées au sein du PKK : comme on l'a déjà mentionné, même si ce niveau est en partie déterminé par les systèmes d'interaction locaux, il n'est pas réductible à leur agrégation. Ainsi présenté, ce « système d'hypothèses » complexe pourrait apparaître quelque peu artificiel, théorique, voire purement rhétorique ; sans anticiper sur nos conclusions, il nous semble néanmoins possible de mieux l'appréhender à l'aide de deux ou trois exemples, nécessairement « durcis » et simplifiés pour l'occasion.

Il arrive tout d'abord que seuls certains niveaux d'interaction soient pertinents. On peut par exemple montrer que le rythme de la protestation en Europe n'apparaît pas fonction des rythmes manifestants propres aux pays de résidence (interactions avec les autres mouvements, avec les Etats européens) mais qu'il existe des corrélations significatives entre ces rythmes et les interactions entre le PKK et l'Etat turc au Moyen-Orient d'une part, et entre ces rythmes et l'agenda interne au parti d'Öcalan d'autre part. Il en va de même de l'engagement individuel en Europe, qui n'apparaît en rien déterminé par les régimes de citoyenneté des différents pays européens, mais semble surtout fonction de l'évolution du conflit au Moyen-Orient et du travail de mobilisation opéré par les organisations kurdistes en Europe.

D'autres dimensions de la mobilisation sont néanmoins plus complexes et dépendent de combinaisons qui varient davantage dans l'espace et dans le temps. Ainsi en est-il des formes que prend la mobilisation. On peut ainsi montrer que la formation des répertoires d'action du PKK en Europe semble obéir à des logiques d'importation de techniques utilisées par la composante « turque » du mouvement, de mimétisme et de réappropriation de modes

d'action utilisés par différents groupes en Europe (palestiniens, arméniens, autres groupes turcs, syndicats ou mouvements d'immigrés), de « choix » enfin des techniques les plus à même d'incarner la lutte du mouvement kurde, de toucher les médias et de ne pas heurter trop durement les Etats européens. L'influence des Etats n'apparaît ici qu'en creux puisque c'est d'abord l'expérience d'autres groupes avec ces structures politiques, leurs succès ou leurs échecs, qui va conditionner cette réappropriation. Mais au quotidien le « choix » de ces modes d'action tirés d'un répertoire désormais stable va dépendre à la fois des interactions avec les pays de résidence, des évolutions de la guerre au Moyen-Orient et de considérations strictement internes : en particulier, on peut montrer que les modes d'action violents interviennent majoritairement au moment où le conflit entre dans une phase critique en Turquie (1992-1996 puis 1998-1999), sont davantage utilisés en Allemagne que dans les autres pays européens (présence d'une immigration plus nombreuse dans ce pays qui va favoriser une logique de confrontation avec les autorités après l'interdiction du PKK et même avoir pour effet une certaine autonomisation de l'espace allemand), et s'apparentent parfois à des rites initiatiques partisans (c'est par exemple le cas des attaques incendiaires). Le fait que les *modes d'action protestataire* sont aussi des *pratiques militantes* (c'est-à-dire des pratiques qui dépendent davantage du système d'interaction interne à l'organisation) n'apparaît jamais aussi bien que dans les actions auto-sacrificielles (immolations par le feu en Europe et en Turquie, attaques-suicide dans la guérilla), actions qui sont quant à elles le plus souvent initiées lorsque le PKK et Öcalan sont sérieusement menacés, tant en Europe qu'au Moyen-Orient.

## 2. Organisation des développements

Au total, notre travail a donc un double objectif : rendre compte de la façon dont se structure l'action contestataire d'un groupe par delà les frontières et apporter des éléments de réflexion sur les dynamiques d'homogénéisation et de fragmentation qui traversent les groupes à l'origine de ces mobilisations. Cet objectif ne manquera pas de laisser certains lecteurs insatisfaits : l'analyse se fonde par exemple bien plus sur l'espace européen que sur l'espace turc, et la perspective comparatiste que nous avons adoptée pour l'Europe nous a parfois conduits à être moins exhaustif sur chaque pays pris séparément. Nous espérons néanmoins que notre travail pourra être lu comme une invitation à mieux appréhender la complexité des phénomènes de transnationalisation et à mieux différencier les dimensions singulières de toute mobilisation. Notre raisonnement s'articulera en cinq moments, qui constituent autant de chapitres de cette thèse.

Le premier chapitre vise à saisir comment des mobilisations en faveur de la cause kurde ont émergé en Europe. Dans un premier temps, nous nous efforcerons de mieux penser les caractéristiques des mobilisations kurdes en Turquie et de rendre compte des raisons qui ont poussé un certain nombre d'organisations politiques turques et kurdes, et notamment le PKK, à s'implanter en Europe sur un modèle souvent déjà expérimenté en Turquie, au point de prolonger - tout en le recomposant quelque peu - le système d'interaction entre mouvements en Turquie. Dans un deuxième temps, on verra que les régimes de citoyenneté et les conditions de vie auxquels sont soumis les immigrés kurdes en Europe ne sont pas susceptibles d'expliquer la construction d'identités ethniques très politisées en exil, et encore moins l'engagement d'une partie d'entre eux pour une cause située dans leur pays d'origine. Au contraire, ce sont à la fois l'arrivée de réfugiés fortement politisés, le travail de mobilisation des organisations implantées en Europe et la dégradation de la situation politique de leur pays d'origine qui incitent certains immigrés de Turquie à redécouvrir leur « origine », jusqu'à parfois rejoindre les rangs d'une organisation radicale dont l'attrait est d'autant plus fort qu'elle combat les armes à la main pour transformer le destin collectif des Kurdes.

Le deuxième chapitre vise à mieux comprendre les opportunités et contraintes du mouvement kurde et du PKK en Europe en s'interrogeant sur ce que signifie l'*internationalisation* d'un conflit. La première section s'inscrit dans la continuité du chapitre précédent et vise à analyser les interactions entre différentes autorités politiques européennes et le PKK. Cette étude historique, qui montre d'abord qu'une conceptualisation statique ne saurait rendre compte du contexte de l'action protestataire kurde en Europe, permet également de dégager les perceptions croisées des différents protagonistes, perceptions qui vont motiver leurs actions et réactions. On voit alors combien l'action politique du PKK en Europe vise d'abord à transformer le contexte dans lequel il s'est inséré et à s'ouvrir des opportunités, notamment à partir du début des années 1990. La deuxième section constitue quant à elle à la fois une étude des opportunités médiatiques du mouvement kurde en Europe (relations avec les médias) et une analyse (quantitative et qualitative) de la couverture médiatique (française et allemande) des mobilisations du PKK au moment de l'« Affaire Öcalan », qui nous servira à évaluer les conditions de possibilité d'une analyse statistique des événements protestataires kurdes à partir de sources journalistiques.

Le troisième chapitre s'intéresse aux dynamiques de la mobilisation, c'est-à-dire à la *structuration temporelle et spatiale* de l'action protestataire kurdiste en Europe. Après avoir, dans la continuité du chapitre précédent, mis en évidence certains biais de notre corpus d'événements protestataires et étudié dans quelle mesure une analyse statistique était envisageable, nous verrons comment la temporalité et le rythme des mobilisations sont à la fois fonction des évolutions du conflit au Moyen-Orient, des interactions (violentes) du PKK et des Etats européens et de l'agenda interne au mouvement kurde. Si un des principaux objectifs du PKK a été d'*homogénéiser* l'espace européen de la cause kurde, nous verrons que des variables démographiques et politiques ont placé l'Allemagne dans une position singulière, qui a eu des répercussions sur l'ensemble des mobilisations européennes du mouvement. Nous chercherons enfin dans la troisième section à mieux analyser comment s'articulent les *niveaux d'interaction* au cours de quelques vagues de mobilisation ayant eu lieu dans les années 1980 et 1990.

Le quatrième chapitre revient sur les formes que prennent les actions protestataires du PKK en Europe et réinterroge la notion de *répertoire d'action* proposée et développée par Charles Tilly. Dans un premier temps, on cherchera à mettre en évidence la manière dont se constitue le répertoire d'action d'une organisation implantée sur divers territoires : importations, réappropriations, mimétismes, différenciations sont des opérations qui permettent de rendre compte de la *genèse* des répertoires. Mais si un répertoire apparaît relativement stable, sa *structure* (c'est-à-dire l'agencement des modes d'action en son sein) peut varier dans l'espace et évoluer dans le temps : on verra ainsi que si tel ou tel mode d'action est très utilisé à certains moments, d'autres apparaissent plus pertinents dans d'autres types de situation. La deuxième section visera ensuite à analyser la *dynamique* du répertoire, c'est-à-dire les processus qui conduisent « à choisir telle ou telle arme » en fonction notamment des cibles et des revendications de la protestation mais aussi des configurations locales et temporelles qui caractérisent un même événement manifestant. En particulier, nous montrerons que l'utilisation de la violence ne peut être uniquement comprise comme un phénomène accidentel intervenant au cours de processus de négociation à l'origine non-violents, même si les interactions entre forces de l'ordre et manifestants peuvent produire des *effets émergents*, non déterminés et non contrôlés par les acteurs.

Enfin le cinquième chapitre visera essentiellement à rendre compte des modalités d'investissement de soi au sein du mouvement. Après avoir exposé comment, dans différents

espaces, l'institution PKK tente de former et contrôler ses membres (mais aussi la population) dans l'idée que seule la soumission au leader et la transformation de sa personnalité permettra la libération, nous observerons (à partir de trajectoires biographiques) dans quelle mesure militants et sympathisants s'approprient (ou non) règles, normes et idéaux prônés par le PKK et comment ces réappropriations participent de l'institutionnalisation de ces pratiques de vie et de cet imaginaire politique. Il sera alors possible de mieux cerner comment une technique protestataire d'abord utilisée au sein de l'univers carcéral (l'immolation par le feu) a pu se diffuser, d'abord en tant qu'idée, dans tous les réseaux kurdes en Turquie et en Europe puis comment le sacrifice de soi a pu constituer, dans certaines circonstances et certains espaces, une option pertinente pour certains militants et sympathisants.

## **CHAPITRE I. MOBILISER PAR DELA LES FRONTIERES**



## Introduction : de la transnationalisation des mouvements à celle des mobilisations

Comme nous avons commencé à le voir dans l'introduction, transnationalisation des mobilisations et transnationalisation des mouvements sont deux processus qu'il convient de distinguer. Plus précisément, une de nos hypothèses est que la transnationalisation du mouvement kurde est une condition préalable et nécessaire à la transnationalisation des mobilisations kurdistes. Or, si l'on définit un mouvement comme *un groupe d'acteurs défendant une même cause politique*, et si l'on considère la transnationalisation des mouvements comme *le processus de diversification progressive des territoires transnationaux sur lesquels ils opèrent*, alors la présence d'acteurs kurdistes en Europe fait que le mouvement kurde de Turquie est assurément transnational<sup>134</sup>. Mais cette définition *a minima* recouvre de fait une multitude de situations. Si l'on prend en compte le fait qu'un mouvement peut être composé de plusieurs organisations, un mouvement transnational peut alors correspondre à différentes organisations nationales, ou au contraire à plusieurs organisations véritablement transnationales. Il peut être « transcommunautaire » ou au contraire chercher à mobiliser des personnes se réclamant d'une même identité, laquelle n'est précisément pas délimitée par la nationalité<sup>135</sup>. Il peut également agir dans différents pays sans réellement chercher à mobiliser des appuis ou des soutiens locaux (cas par exemple de nombreuses associations humanitaires « internationales »<sup>136</sup>), ou au contraire chercher volontairement à faire naître des initiatives locales afin de les connecter à des groupes situés dans d'autres pays (cas par exemple de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme, FIDH).

---

<sup>134</sup> S. Tarrow définit les « mouvements sociaux transnationaux » comme « des groupes socialement mobilisés ayant des membres dans au moins deux pays, engagés dans une interaction soutenue de contestation avec les détenteurs du pouvoir d'au moins un pays autre que le leur, ou contre une institution internationale ou un acteur économique multinational » (Tarrow, Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures et Conflits*, n°38-39, 2000, p. 206). Il nous semble cependant qu'une définition concise - impliquant uniquement des critères liés à la structuration du mouvement et non à ses cibles - s'impose si l'on veut éviter que le terme transnational n'englobe certains mouvements aux dépens d'autres pourtant très proches, quitte à distinguer différents processus de transnationalisation (des mouvements, des causes, des revendications, des cibles, etc.).

<sup>135</sup> Childs, John B., *Transcommunality. From the politics of Conversion to the Ethics of Respect*, Philadelphia, Temple University Press, 2003. Un mouvement transcommunautaire peut être défini comme engageant des personnes non liées par des liens ethniques, religieux ou même familiaux. A l'inverse de ces mouvements, les composantes du mouvement kurde dispersées sur différents territoires se fondent sur une identité ethnique commune. Il serait alors possible - selon cette définition - de qualifier le mouvement kurde de « communautaire ». Nous ne retiendrons cependant pas ce terme qui tend à essentialiser les identités et à masquer le passage à la mobilisation.

<sup>136</sup> Pour certains acteurs des organisations humanitaires : « quand il n'y a plus d'expatriés, il n'y a plus rien ». Cf. Devin, Guillaume, « Les solidarités internationales, phénomène social à l'échelle mondiale », in Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales, op. cit.*, p. 23.

Bref, si le mouvement kurde de Turquie s'est bien transnationalisé, il s'agira surtout d'observer dans ce chapitre les raisons, les acteurs et les formes de cette transnationalisation.

Qu'est ce qui pousse alors le mouvement kurde et les différentes organisations qui le composent à étendre leur champ d'action ou à s'exiler en l'Europe ? Intuitivement, la métaphore de l'« effet boomerang » (*boomerang pattern*), suggérée par M. Keck et K. Sikkink pour décrire des stratégies de contournement international employées par des acteurs confrontés à un blocage de leurs activités voire à la négation de leur droit d'exister dans leur propre pays, pourrait sembler pertinente pour décrire le cas kurde<sup>137</sup>. Cette vision apparaît cependant très utilitariste, et nous verrons que la transnationalisation du mouvement kurde s'apparente plus à un processus largement indépendant des acteurs eux-mêmes qu'à la mise en application de décisions prises par les instances dirigeantes des organisations. Mais surtout une telle vision incite à focaliser l'analyse essentiellement sur le système d'interaction avec les autorités. Or, nous avons émis l'hypothèse en introduction que les mobilisations d'un mouvement en un site donné dépendaient de différents systèmes d'interaction : relations avec les autorités, relations avec les médias, relations avec les autres mouvements et relations internes. Sans bien sûr vouloir minimiser les relations avec l'Etat, ne peut-on pas alors émettre l'hypothèse que les relations avec les autres mouvements (concurrence, mimétisme, etc.) jouent également un rôle non négligeable dans les processus d'extension du champ d'action d'une organisation donnée ? Au-delà, considérer que seule la relation à l'Etat est déterminante dans les processus de transnationalisation peut conduire à croire qu'une fois exilées, les organisations sont dégagées de toute contrainte et influence liées à leur pays d'origine. Or, il s'avère que le mouvement kurde n'est pas le seul mouvement de Turquie à s'être implanté en Europe et que toutes les organisations qui composent ces mouvements ne voient pas *uniquement* dans l'espace européen un moyen de contourner l'Etat turc. Alors que la métaphore de l'« effet boomerang » sous-entend finalement que la transnationalisation permet de surmonter la plupart des contraintes liées à un site d'interaction d'origine, le cas kurde montre donc que certaines de ces contraintes (et notamment la présence *concrète* des concurrents, des opposants et des adversaires) peuvent également exister au-delà des frontières nationales. L'analyse des formes que prend la transnationalisation du mouvement kurde ne peut dès lors être envisagée indépendamment des trajectoires des autres mouvements

---

<sup>137</sup> Keck, Margaret et Sikkink, Kathryn, *Activists beyond Borders...*, *op. cit.*, p. 12-13.

et doit nécessairement passer par l'étude de *la formation et de la transnationalisation de ce système d'interaction spécifique*.

La vision stratégiste dominante dans la littérature sur la transnationalisation des mouvements sociaux trouve sans doute son origine dans le fait que la plupart du temps, ce sont d'abord les organisations qui se transnationalisent. Or, les mouvements qui s'implantent en Europe à la fin des années 1970 peuvent s'appuyer sur une population de plus d'un million de personnes originaires de Turquie déjà présente dans les différents pays européens, et qui a parfois créé ses propres associations d'immigrés. Comment ces nouvelles organisations transnationales sont-elles alors reçues et acceptées par ces populations à leur arrivée ? Comment ces organisations vont-elles composer avec des associations d'immigrés déjà anciennes et qui ne se différencient pas toujours selon les mêmes clivages ? Dans quelle mesure l'arrivée de ces organisations à *l'horizon d'action transnational*<sup>138</sup> va-t-elle bouleverser les perceptions qu'ont les immigrés d'eux-mêmes, de leurs conditions, de leur environnement ? Autrement dit, quelles nouvelles subjectivités peuvent être associées à l'implantation de ces organisations ? Dans le cas qui nous concerne le plus, qu'est-ce qui va par exemple pousser des migrants originaires de l'Anatolie de l'Est installés depuis plusieurs décennies en Allemagne à « (re-)découvrir » leur kurdicité et à s'engager ou à envoyer leurs enfants se battre dans les rangs du PKK ? Des recherches récentes ont soutenu que la position différenciée de ces immigrés dans leur société dite « d'accueil » permettait de comprendre en quoi certains régimes de citoyenneté encouragent ou dissuadent l'engagement en direction du pays d'origine<sup>139</sup> ; une telle approche, qui se refuse à étudier les *processus* qui conduisent à s'intéresser à la situation de son pays d'origine et postule un lien mécanique très discutable entre « non-intégration » et mobilisation en direction du pays d'origine, manque selon nous l'essentiel, à savoir le rôle que jouent les organisations dans la dynamique de l'engagement. Nous développerons cette idée dans la deuxième section de ce chapitre.

Ce n'est donc qu'après avoir étudié la formation et la transnationalisation des organisations kurdistes de Turquie *en contextes* que nous pourrions comprendre comment l'inscription de nombreux Kurdes immigrés en Europe dans un horizon d'action dépassant les

---

<sup>138</sup> L'« horizon d'action » des acteurs peut être défini comme « les objectifs qu'ils assignent généralement à leurs actions volontaires, et en fonction desquelles ils évaluent chances et risques ». Voir Lagroye, Jacques, « De l'"objet local" à l'horizon local des pratiques », *art. cit.*, p. 169.

<sup>139</sup> Voir par exemple Duynené de Wit, Thom et Koopmans, Ruud, « The Integration of Ethnic Minorities into Political Culture : The Netherlands, Germany and Great Britain Compared », *Acta Politica*, n°40, 2005, p. 50-73.

frontières étatiques permettra l'émergence de mobilisations transnationales durables et non seulement des « coups » médiatiques ponctuels, à l'instar des organisations palestiniennes dans les années 1970.

## Section 1. Nationalisation et transnationalisation du mouvement kurde de Turquie

### *Introduction*

Tenter de cerner dans quelle mesure les formes que prend la transnationalisation des organisations kurdistes de Turquie sont redevables de logiques et de dynamiques spécifiques à leur site d'interaction d'origine (l'espace turc) aurait pu nous conduire à une analyse comparative et systématique des modalités de fonctionnement des diverses organisations et des relations qu'elles entretiennent entre elles au sein de chaque site (espaces turc et européen). C'eût été cependant plonger le lecteur peu averti de l'histoire récente de la Turquie dans un argumentaire complexe, qui aurait de plus peu mis en valeur la *genèse* des processus repérés : nous avons donc choisi un mode d'exposition plus chronologique, qui pourra sans doute mieux rendre compte des *raisons* qui ont conduit les différents partis kurdes et turcs à s'implanter en Europe et à y recréer des schémas organisationnels déjà connus, à continuer à se référer majoritairement à l'espace politique turc, et à interagir selon des règles et des logiques bien souvent « importées » de Turquie.

Dans un premier temps, l'analyse de la résurgence des revendications kurdes entre les années 1950 et 1970 permettra de comprendre en quoi le mouvement *kurde de Turquie*, bien que faisant partie d'un mouvement *kurde régional* (au Moyen-Orient) et continuellement en interaction avec lui, ne peut être étudié indépendamment des différents mouvements *turcs*, et notamment du mouvement ouvrier des années 1960 et des mouvements de jeunesse des années 1970. Durant ces années en effet, la participation des acteurs kurdistes aux débats intellectuels et politiques en Turquie les conduit à s'intégrer progressivement à l'espace politique turc : les positionnements idéologiques, les stratégies de mobilisation, les objectifs et les revendications politiques des acteurs kurdistes ne peuvent alors être compris que par rapport à ceux des autres acteurs turcs, autorités et autres mouvements notamment. Mais la coercition et le dynamisme de la droite radicale turque participent également de la « nationalisation » du mouvement kurde, car si les effets de la répression sur la mobilisation demeurent ambigus et dépendent d'une multitude de facteurs<sup>140</sup>, ils contribuent ici à

---

<sup>140</sup> Fillieule, Olivier et Bennani-Chraïbi, Mounia, « *Exit, voice, loyalty* et bien d'autres choses encore... », in Bennani-Chraïbi, Mounia et Fillieule, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, *op. cit.*, p. 75-90.

construire l'Etat (turc) et les groupes de la droite radicale en adversaires auxquels on s'oppose et vers qui l'on oriente son action.

Les différentes logiques qui dominent les relations entre groupes kurdistes, qui dominent les relations des groupes kurdistes à l'Etat et aux autres groupes de la droite et de la gauche turque seront l'objet de la seconde partie. Dans les années 1970, des tendances à la territorialisation locale de la violence peuvent ainsi être repérées, qui auront des conséquences importantes à la fois sur les stratégies de mobilisations des organisations kurdes et turques en Europe et sur l'implantation géographique du PKK en Turquie dans les années 1980-1990. Non pas que nous croyions que les partis sont strictement déterminés par les conditions de leur fondation<sup>141</sup>. On verra néanmoins que des dynamiques de fragmentations partisans, de concurrences souvent violentes, de scissions et de radicalisations parcourent le système d'interaction entre le PKK et les différents mouvements kurdes et turcs en Turquie et auront des conséquences souvent durables sur les partis eux-mêmes et sur leur système d'interaction interne (que nous aborderons plus en détails dans le chapitre V). Le coup d'Etat et la répression qui le suit mettent un terme à cette politisation rapide de la société turque : en décapitant toutes les organisations de la gauche radicale turque et kurde, en cherchant à returquifier la nation, il crée également les conditions pour la guerre du PKK qui débutera en 1984.

Enfin, une troisième partie sera plus spécifiquement consacrée à la transnationalisation des organisations turques et kurdes, et plus précisément aux modalités de leur implantation en Europe. Si les coups d'Etat de 1971 et 1980 ont sans nul doute favorisé cette extension géographique, on verra que ces processus de transnationalisation ne peuvent être réduits à une stratégie de contournement, en raison notamment de la présence de nombreux immigrés de Turquie en Europe : c'est par exemple au moment où elle entre au parlement en Turquie que la droite radicale devient l'acteur politique le plus puissant en Europe. Il sera ensuite possible d'observer quels objectifs, quelles logiques et quelles règles structurent ce système d'interaction transnationalisé qui se forme à la fin des années 1970.

---

<sup>141</sup> Panebianco, Angelo, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

### ***A. Le mouvement kurde dans les années 1950-1960 : l'arrimage national***

Comment comprendre la montée en puissance des revendications kurdistes à la fin des années 1950 ? Si les approches généalogiques, qui tentent d'analyser les filiations entre le mouvement qui naît à cette époque et les révoltes kurdes de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle (voire les soulèvements du XIX<sup>ème</sup> siècle), mettent toutes en avant la relative continuité de la répression à l'égard des Kurdes, elles insistent davantage sur les logiques de rupture qui caractérisent l'activisme kurde des années 1950-1960. Au risque d'être quelque peu lapidaire, on peut ainsi recenser deux différences majeures, qui concernent les objectifs du mouvement et la qualité des acteurs. Alors que les années 1920 et 1930 voient l'alliance entre d'une part une intelligentsia nationaliste qui rejetait l'Etat *turc*, et d'autre part et les chefs traditionnels et les confréries réunis contre l'Etat en tant que tel, le mouvement kurde des années 1950 et 1960 revendique en effet d'abord une plus grande intégration politique et économique à la Turquie, pour ensuite se radicaliser au contact des idées de gauche. Les acteurs sont également très différents : aux intellectuels « bourgeois » exilés et aux Cheikhs et Mollahs ruraux des années 1930 ont succédé des intellectuels, étudiants et ouvriers fraîchement urbanisés qui deviennent rapidement des *militants*, figure jusque-là presque totalement inconnue du nationalisme kurde<sup>142</sup>.

Mais au-delà de ces différences immédiatement visibles, trois types de facteurs peuvent être avancés pour rendre compte des raisons et des modalités de la « renaissance » de l'activisme kurde : des facteurs politiques internes et externes, des facteurs socio-économiques, et enfin des facteurs générationnels. Au niveau des facteurs politiques, le passage au pluralisme politique permet d'abord l'expression de revendications nouvelles et ouvre ainsi une « fenêtre d'opportunité »<sup>143</sup> aux élites kurdes, influencées par le dynamisme du mouvement de Mustafa Barzani en Irak et par les luttes de libération nationales et socialistes au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. Dans les années 1950, les régions kurdes sont également plus intégrées à la Turquie qu'en 1930, du fait de l'immigration interne vers les régions de l'Ouest et de l'industrialisation qui engendre un exode rural important. L'émergence du mouvement ouvrier puis la forte politisation des étudiants seront ainsi un vecteur important du mouvement kurde, d'abord dans les grandes métropoles de l'Ouest puis en Anatolie de l'Est. Enfin, on ne peut faire abstraction de la

---

<sup>142</sup> Bozarslan, Hamit, « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », *Critique internationale*, n°21, 2003, p. 99-102.

<sup>143</sup> Comprise ici comme un « champ des possibles ». Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 57.

mémoire des révoltes et de leur répression, qui va permettre aux nouvelles générations de connecter leur lutte aux schémas de rebellions de leurs grands-parents.

### *1. Les intellectuels kurdes et la politisation de la kurdicité*

Dès la fin des années 1940, certains intellectuels et étudiants kurdes commencent à s'organiser et à créer des revues kurdistes régulièrement interdites. Leur activisme est souvent très intense<sup>144</sup>. Des cercles d'intellectuels et d'étudiants se forment à Diyarbakır mais surtout İstanbul et Ankara : liés d'abord par une solidarité d'origine géographique (*hemşehrilik*), ils vont progressivement se construire autour d'une identité kurde qu'ils vont participer à définir, notamment au contact d'étudiants kurdes d'autres pays du Moyen-Orient. Ils s'activent ainsi au sein des clubs d'idées (*Fikir Kulüpleri*) fondés à partir de 1956 d'abord au sein de la Faculté de science politique de l'Université d'Ankara puis à İstanbul, et fondent parfois des groupes spécifiquement kurdes, à l'image du « Foyer des étudiants du Tigre » (*Dicle Talebe Yurdu*, fondé par Mustafa Remzi Bucak dès les années 1940) à İstanbul, qui donnera naissance à une proto-organisation clandestine, la Société pour la libération des Kurdes (*Kürtleri Kurtarma Cemiyeti*)<sup>145</sup>. Cette organisation, qui compte de nombreux enfants des familles déportées à l'Ouest de la Turquie après les révoltes de Cheikh Said - ce qui tendrait à relativiser l'idée souvent avancée d'une récupération de presque tous ceux-ci par le régime dans les années 1950<sup>146</sup> - sera à l'origine de la revue *Dicle Kaynağı*. Les débats se cristallisent alors sur la question de l'« Est » (*Doğu*) et il n'est pas question de « Kurdistan », même si la discrimination à l'égard des Kurdes est bien abordée, tant dans ses dimensions économiques que culturelles et politiques.

Ces développements sont incontestablement liés à un assouplissement de la répression envers les Kurdes (après les révoltes des années 1930) et aux évolutions du régime turc. Au plan international, la Turquie se rapproche en effet de l'Occident dès la fin des années 1940<sup>147</sup> et cette ouverture paraît avoir son pendant au plan interne, avec l'instauration du multipartisme en 1946. Le parti démocrate (*Demokrat Partisi*, DP) d'Adnan Menderes, qui

---

<sup>144</sup> Parmi eux figure par exemple Musa Anter qui crée la revue *Dicle Kaynağı* (La source du Tigre) en 1948 à İstanbul (avec Hüseyin Dikici, Talat Saygın et Veli Dolu), *Şark Mecmuası* (La revue d'Orient) en 1951 à İstanbul (avec Kemal Sülkens), *Şark Postası* (Le courrier d'Orient) en 1954 à Diyarbakır, ou qui reprend la revue *İleri Yurt* (Pays progressiste) toujours à Diyarbakır en 1958 (avec Canip Yıldırım). Cf. Anter, Musa, *Haturalarım* [Mes mémoires], İstanbul, Doz, 1990.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>146</sup> Voir l'entretien avec Tarık Ziya Ekinci dans Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization in the 60's : The Case of the « Eastern Meetings »*, Mémoire de Master sous la direction de Mesut Yeğen, Ankara, Middle East Technical University, 2005, p. 100.

<sup>147</sup> Voir Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë*, Paris, Syllepse, 1998, p. 27-72.

arrive au pouvoir en 1950 et qui est reconduit en 1954 et 1957, suscite de nombreux espoirs dans les campagnes, et notamment chez les Kurdes<sup>148</sup> ; il va pourtant, en rétablissant *de facto* un régime autoritaire et en remettant en cause certaines politiques religieuses d'Atatürk, provoquer la colère de l'opposition de gauche et kémaliste et favoriser l'émergence d'un mouvement étudiant contestataire. Les intellectuels kurdes, dont une partie soutient le DP, se sentent néanmoins relativement libres d'écrire et profitent justement de ces tensions pour s'engager davantage<sup>149</sup>. A la fin des années 1950, ce sont les événements transfrontaliers se déroulant en Irak qui vont provoquer un durcissement à l'égard des Kurdes de Turquie.

En juillet 1958, le nouveau régime irakien légalise le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani, qui est invité à rentrer de son exil soviétique. Une nouvelle constitution est rédigée, qui stipule dans son article 3 que « la société irakienne est fondée sur la coopération totale entre tous les citoyens, sur le respect de leurs droits et de leurs libertés. Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation. La constitution irakienne garantit leurs droits nationaux au sein de l'identité irakienne »<sup>150</sup>. Ces développements inédits effraient fortement les élites nationalistes turques qui réagissent rapidement en publiant des articles stigmatisant le danger « kurdiste » et appelant à l'unité nationale<sup>151</sup>. Moins de deux mois plus tard, une controverse autour d'un article de Musa Anter publié dans la revue *Îleri Yurt* (une chanson en kurde est reproduite dans l'article) conduit à l'arrestation de celui-ci, du rédacteur en chef Canip Yıldırım et du propriétaire du journal. Ils sont jugés à Diyarbakır<sup>152</sup>. Un peu plus de six mois plus tard, en avril 1959, un soulèvement des Turcomans de Kirkuk est réprimé dans le sang par le gouvernement irakien. La participation supposée des milices de Barzani au massacre<sup>153</sup> est une nouvelle fois l'occasion de surenchères nationalistes : un député dépose ainsi une proposition de loi qui affirme que « les Kurdes ont tué nos frères Turcomans en Irak, il nous faut aussi tuer autant de Kurdes que de Turcomans tués ». Des télégrammes de protestation sont envoyés par quelques étudiants kurdes, une manifestation est même organisée ; ces actions n'empêchent pas une radicalisation du régime à l'égard des

---

<sup>148</sup> Aux élections de 1954, les démocrates remportent 34 des 40 sièges liés aux départements à majorité kurde. Voir McDowall, David, *A Modern History of the Kurds*, London, I. B. Tauris, 2004 (1<sup>ère</sup> édition 1996), p. 400.

<sup>149</sup> Le DP, qui avait promis au moment de sa campagne électorale, d'abroger « certaines restrictions imposées à l'est », engagea une procédure contre le Général Mustafa Muğlalı, qui avait fait exécuter 33 Kurdes en 1943. Voir Barkey, Henri J. et Fuller, Graham E., « Turkey's Kurdish Question : Critical Turning Points and Missed Opportunities », *Middle East Journal*, Vol. 51, n°1, 1997, p. 65.

<sup>150</sup> Kutschera, Chris, *Le mouvement national kurde*, Paris, Flammarion, 1979, p. 200.

<sup>151</sup> Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 83-85.

<sup>152</sup> Anter, Musa, *Hatıralarım*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>153</sup> Qui implique sans doute également des membres du Parti communiste irakien (*Hizb shuyû'i `irâqî*). Cf. Luizard, Pierre-Jean, *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002, p. 64-65.

intellectuels kurdistes. En décembre 1959, 52 intellectuels kurdes sont arrêtés et 49 d'entre eux (qui prendront le nom *49'lar* - « Les 49 ») sont jugés et condamnés. En accusant ces Kurdes d'être des communistes à la solde de l'Union soviétique, l'idée est bien de les réduire au silence<sup>154</sup>, tout en persuadant les Etats-Unis de verser leur aide financière à la Turquie<sup>155</sup>. Ces événements ne permettent néanmoins pas au DP de regagner la confiance de l'armée et de l'élite kémaliste. La répression des manifestations d'avril et mai 1960 - qui conduit à la proclamation de l'état de siège - est bien une des causes principales de l'intervention de l'armée le 27 mai 1960 ; il n'en reste pas moins que la « normalisation » de la question kurde apparaît bien comme l'une des priorités du régime des colonels : exclusion des 49 de l'amnistie générale décrétée par le nouveau régime (ils resteront en prison jusqu'en 1961), arrestation de 485 Kurdes à Sivas le 1<sup>er</sup> juin 1960, et déportation de 55 d'entre eux (des aghas - grands propriétaires terriens - considérés comme influents) dans d'autres régions de l'Ouest, politique de turquification des nom de lieux kurdes<sup>156</sup>, répression de manifestations dans les régions kurdes en 1961<sup>157</sup> démontrent que la « résolution » de la question de « l'Est » motive certains acteurs du coup d'Etat.

L'intervention du 27 mai aurait pu déboucher sur un régime autoritaire, voire totalitaire ; néanmoins, cette perspective fit peur autant aux membres de gauche de la junte qu'aux généraux, et les partisans du colonel Törkeş - de tendance pantouraniste - furent finalement écartés<sup>158</sup>. Une nouvelle constitution - plus libérale - est votée le 9 juin 1961 et de nouvelles élections législatives sont organisées le 15 octobre. La décennie qui suit n'apparaît cependant pas plus favorable aux Kurdes d'un point de vue strictement parlementaire : si les élections de 1965 voient l'élection de quatre députés « kurdistes » sous l'égide du Parti ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*, TİP), le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple et ancien parti d'Atatürk), au pouvoir de 1961 à 1965, et l'*Adalet Partisi* (Parti de la justice, héritier du Parti démocrate) au pouvoir de 1965 à 1973, ne se décideront pas à reconnaître l'existence d'une réalité kurde en Turquie. L'entrée du MHP (*Milliyetçi Harekât Partisi*, Parti du mouvement nationaliste de Törkeş) au parlement en 1970

---

<sup>154</sup> Anter, Musa, *Hatıralarım*, *op. cit.*, p. 151. Musa Anter consacre un chapitre de ses mémoires à cette affaire (p. 151-182).

<sup>155</sup> Cf. Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 86-88, qui s'appuie sur le témoignage d'un des 49 (Kutlay, Naci, *49'lar Dosyası* [Le dossier des 49], İstanbul, Fırat Yayınları, 1994) et sur des entretiens avec Tarık Ziya Ekinci.

<sup>156</sup> Kendal, « Kurdistan in Turkey », in Chaliand, Gérard (dir.), *A people Without a Country. The Kurds and Kurdistan*, New York, Olive Branch Press, 1993, p. 65 (1<sup>ère</sup> édition en langue française 1978).

<sup>157</sup> McDowall, David, *A modern History of the Kurds*, *op. cit.*, p. 406-407.

<sup>158</sup> Bozarşlan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004, p. 54-55.

participe même de la radicalisation kurde de la décennie qui suit. En dehors de l'arène parlementaire en revanche, les années 1960 sont une véritable brèche dans lequel vont s'engager de nombreux supporters de la cause kurde, à commencer par les intellectuels déjà mobilisés. Ceux-ci se remettent rapidement à publier, dans des revues kurdes ou turques<sup>159</sup>. 23 intellectuels sont à nouveau arrêtés en 1963, ce qui n'empêche pas la diffusion d'articles sur la question kurde au-delà des cercles d'initiés habituels<sup>160</sup>. Enfin, des ouvrages plus importants sont publiés à la fin des années 1960 par Musa Anter, Mehmet Emin Bozarslan ou le sociologue turc Ismail Beşikçi : ils sont rapidement interdits et leurs auteurs arrêtés.

Si les années 1950-1960 sont donc marquées par un activisme littéraire et scientifique important, on assiste également au début des années 1960 à une politisation sans précédent des idées kurdistes au-delà des cercles intellectuels à proprement parler, même si ceux-ci en sont bien souvent à l'origine. La répression, qui touche essentiellement des groupes informels, peu nombreux et faiblement structurés, a plutôt tendance à inciter les acteurs kurdistes à se regrouper autour de partis politiques, turcs ou d'ores et déjà kurdistes.

## 2. Les Kurdes et la gauche turque : le mouvement ouvrier

La décennie 1960 voit en effet l'apparition du premier parti s'auto-désignant comme spécifiquement kurde, le Parti démocratique du Kurdistan de Turquie (*Partiya Demokrata Kurdistanî Tirkîye*, PDKT). Fondé en 1965, clandestin dès l'origine et se voulant l'aile du PDK de Barzani en Turquie, le PDKT est politiquement conservateur et ne prône pas la lutte armée. Ses fondateurs, réunis autour de l'ancien secrétaire de Cheikh Said, Fehmi Bilal - qui n'a cependant pas participé à la fondation du parti<sup>161</sup> - sont souvent peu éduqués (Şakir Epözdemir, Derviş Akgül plus connu sous le nom de Sado, Ömer Tuhran n'ont fait que des études primaires ou secondaires), même si Sait Elçi, Faik Bucak et Şerafettin Elçi, plus connu sous le nom de Durnas, ont des fait des études supérieures. Le PDKT recrute essentiellement chez les notables urbains, les artisans et les ulémas kurdes<sup>162</sup>, mais, ayant sans doute peu à

---

<sup>159</sup> Parmi les revues les plus importantes, on peut mentionner la revue *Dicle-Fırat* (Tigre-Euphrate), créée en 1962 à İstanbul, puis la revue *Deng* (La voix, en kurde) fondée par Yaşar Kaya et Medet Serhat en 1963, qui sont suspendues après quelques numéros. D'autres revues sont davantage liées aux élites bourgeoises turques, comme *Barış Dünyası* (Monde de paix) qui accueille les articles de Musa Anter.

<sup>160</sup> Kemal Burkay mentionne ainsi l'existence du « peuple kurde » dans la revue socialiste turco-kurde *Yeni Akış* (Nouveau courant, fondée en 1966 par Mehmet Ali Aslan) et Tarık Ziya Ekinci participe à la mise en place de l'Association culturelle socialiste (*Sosyalist Kültür Derneği*) en 1962, qui trouve sa source dans la revue *Yön* (La direction), dans laquelle de nombreux intellectuels kurdes interviennent.

<sup>161</sup> Kutschera, Chris, *Le défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance*, Bayard, Paris, 1997, p. 230-232.

<sup>162</sup> Bozarslan, Hamit, « Political Aspects of the Kurdish Problem in Contemporary Turkey », in Kreyenbroek, Philip G. et Sperl, Stefan (dir.), *The Kurds. A Contemporary Overview*, London, Routledge, 1992, p. 98.

offrir à la population kurde dans son ensemble, il ne parviendra à devenir attrayant que dans des zones réduites et sombrera dans des querelles internes suite à l'assassinat de Bucak - sans doute par les forces de sécurité - en 1966 et la scission du Docteur Şivan (Sait Kırmızıtoprak), qui fonde en 1970 un nouveau PDKT concurrent du premier, sur une ligne clairement révolutionnaire<sup>163</sup>.

Mais c'est au sein du mouvement ouvrier que les idées kurdistes se développent essentiellement. Les années 1950 et 1960 sont en effet marquées par un exode rural massif (la population urbaine passe de 25% en 1950 à 38,4% en 1970<sup>164</sup>) et une forte industrialisation. Or, la constitution de 1961, bien que n'abordant jamais la question kurde, autorise de nouvelles libertés sans précédent : légalisation des organisations étudiantes et syndicales, constitutionnalisation du droit de grève et de la liberté de manifester... Le taux de syndicalisation passe de 10,8% en 1963 à 29,6% en 1971<sup>165</sup> et le nombre d'associations double entre 1960 et 1971<sup>166</sup>. C'est dans ce contexte que le Parti ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*, TİP) est fondé en 1961 par 12 syndicalistes dissidents de Türk-İş (Confédération des syndicats ouvriers de Turquie). En l'absence du Parti communiste de Turquie interdit, (*Türkiye Komünist Partisi*, TKP), le TİP réussit à fédérer les revendications sociales dans les années 1960 et à rallier un certain nombre de Kurdes. Des branches locales du parti sont en effet rapidement établies dans les régions de l'Est et du Sud-Est : six branches sont créées en 1961 lors d'un « tour » de l'« Anatolie de l'Est » par le chef du parti Mehmet Ali Aybar<sup>167</sup>, et douze branches départementales existent d'ores et déjà avant les élections de 1965 (Diyarbakır, Şanlıurfa-Siverek, Mardin-Derik, Van, Muş, Bingöl, Ağrı, Kars-Ardahan, Siirt, Elazığ, Tunceli et Malatya<sup>168</sup>) qui verront le TİP engranger 3,3% des voix et envoyer 15 députés (dont quatre Kurdes) au Parlement. En 1968, 12,5% des membres du TİP seraient

---

<sup>163</sup> Anter, Musa, *Hatıralarım*, *op. cit.*

<sup>164</sup> *İstatistik Göstergeler 1923-2004* [indicateurs statistiques 1923-2004], Ankara, T.C. Başbakanlık Türkiye İstatistik Kurumu, 2004, p. 7, URL : [http://www.tuik.gov.tr/yillik/Ist\\_gostergeler.pdf](http://www.tuik.gov.tr/yillik/Ist_gostergeler.pdf).

<sup>165</sup> Ünsaldı, Levent, *Le Militaire et la politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 107.

<sup>166</sup> Passant de 18 958 à 40 170 (elles sont 2011 en 1950). Cf. Bozarslan Hamit, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années 1970 », *Turcica*, n°31, 1999, p. 188-189.

<sup>167</sup> Landau, Jacob M., *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, Brill, 1974, p. 125.

<sup>168</sup> Ekinci, Tarık Z., *Sol Siyaset Sorunları, Türkiye İşçi Partisi ve Kürt Aydınlanması* [Les problèmes politiques de la gauche. Le Parti Ouvrier de Turquie et les intellectuels kurdes], İstanbul, Cem Yayınevi, 2004, p. 301, cité in Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 58.

localisés dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est<sup>169</sup>, ce qui représente un chiffre particulièrement important compte tenu de la faible industrialisation de ces régions.

Progressivement, les militants kurdistes se rassemblent au sein du parti au point d'être appelés « ceux de l'Est » (*Doğulular*) et constituent un des plus forts soutiens d'Aybar, en lutte avec un courant prosoviétique pour la conquête de la direction du parti après l'intervention de Prague en 1968. Leurs revendications sont essentiellement « intégrationnistes », c'est-à-dire qu'ils se réfèrent constamment à la constitution et aux droits civiques, militent pour un accroissement des investissements dans les régions kurdes, pour la création de dispensaires et d'écoles, etc. Mais il est remarquable que la plupart des personnalités kurdes investies dans le TİP (Ziya Acar, Tarık Ziya Ekinci, Kemal Burkay, Naci Kutlay, Mehmet Ali Aslan...) appartient à une génération de jeunes intellectuels formés dans les universités des métropoles ou dans les instituts de village (*Köy Enstitüleri*). Influencés par les idées socialistes, ils « se servent » du parti pour acquérir ressources et compétences militantes. Ziya Acar confesse ainsi que « dès le début, nous avons l'intention de militer pour les droits des Kurdes. [...] Les lois ne nous permettaient pas de créer notre propre parti kurde ; grâce à l'expérience que nous avons acquise dans le [TİP], nous pensions pouvoir créer un parti illégal kurde »<sup>170</sup>. Mehdi Zana affirme également qu'il décide d'adhérer au mouvement « parce que c'est le seul à ne pas se montrer hostile, par principe, aux Kurdes »<sup>171</sup>. De leur côté, Kemal Burkay et Tarık Ziya Ekinci expliquent qu'ils se sentaient quelque peu en décalage par rapport à certains socialistes turcs, qui ne connaissaient que peu le problème des Kurdes ou qui imaginaient que la question kurde serait résolue avec l'avènement du socialisme<sup>172</sup>. Il n'empêche : leur origine sociale, leur choix de la gauche et de l'action politique légale les différencient fortement des fondateurs du PDKT en 1965. Ce qui n'interdit pas à tous ces militants de collaborer dès que la répression du mouvement s'amplifie.

A partir de 1966 en effet, le gouvernement et les groupes ultranationalistes tendent à se montrer plus virulents envers tout ce qui peut ressembler à une revendication kurdiste. La création d'une véritable organisation de la contre-guérilla, évoquée en 1977 puis réfutée en

---

<sup>169</sup> Perinçek, Doğu, « Türkiye işçi partisi üyelerinin sınıf yapısı » [La structure de classe des membres du Parti ouvrier de Turquie], *Aydınlık Sosyalist Dergi*, n°3, janvier 1969, p. 206-208, cité in Landau, Jacob M., *Radical Politics...*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>170</sup> Kutschera, Chris, *Le défi kurde...*, *op. cit.*, p. 242.

<sup>171</sup> Zana, Mehdi, *La prison n°5. Onze ans dans les geôles turques*, Paris, Arléa, 1995, p. 5.

<sup>172</sup> Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 114-116.

1978 par Bülent Ecevit, est avérée dans une série de rapports partisans publiés à la fin des années 1970<sup>173</sup>. Cette organisation, officiellement dénommée Département de la guerre spécial (*Özel Harp Dairesi*) à partir de 1965, est ainsi créée sous le nom de Comité d'étude de mobilisation (*Seferberlik Tetkik Kurulu*) le 27 mai 1952, dans le bâtiment qui abritait la *Joint American Military Mission for Aid to Turkey* (JAMMAT). Tout en disposant d'une grande autonomie, elle faisait partie du réseau dit *Gladio*, structure clandestine de l'OTAN, et, sous contrôle de la CIA, était chargée de créer des réseaux armés secrets activables en cas d'invasion soviétique ou de « subversion interne »<sup>174</sup>. En 1959, un accord bilatéral entre la Turquie et les Etats-Unis la reconnaît implicitement comme une institution chargée de lutter contre les insurrections internes<sup>175</sup>. Elle prend son essor à partir de 1966 et intensifie son action en 1970-1971, notamment dans les régions kurdes. Les régions frontalières avec l'Irak, soupçonnées de contrebande ou d'aide au mouvement de Barzani, sont ainsi ratissées et de nombreuses personnes sont humiliées, torturées ou tuées<sup>176</sup>.

Si le discours étatique considère depuis les années 1960 la question kurde comme un problème de sous-développement à « l'Est »<sup>177</sup>, la reprise de ce discours par les militants du TİP ou du PDKT inquiète également fortement les cercles kémalistes et nationalistes. En janvier 1967, le gouvernement de Demirel interdit toute distribution et publication en langue kurde tandis qu'en avril la revue ultranationaliste *Ötüken* publie un manifeste appelant les Kurdes à rentrer dans le rang ou à se chercher un pays « en Afrique ou ailleurs »<sup>178</sup>. Les associations d'étudiants kurdes de 19 villes réagissent rapidement en publiant des contre-manifestes particulièrement virulents<sup>179</sup>. Mais la véritable réponse collective arrive quelques mois plus tard. A partir d'août 1967, des membres locaux du TİP (Mehdi Zana à Silvan, Kemal Burkay à Tunceli...), aidés parfois de membres du PDKT, organisent une série de

---

<sup>173</sup> Voir notamment *Resmi Belgelerle Kontr-gerilla ve MHP* [La contre-guérilla et le MHP dans les documents officiels], İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1978 ; *Kontr-gerilla Belgeleri* [Les dossiers de la contre-guérilla], İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1978 et *CIA, MİT ve Kontr-gerilla* [La CIA, le MİT et la contre-guérilla], İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1979.

<sup>174</sup> Ünsaldı, Levent, *Le Militaire et la politique en Turquie*, *op. cit.*, p. 250-251 ; Çelik, Selahattin, *Die Todesmaschinerie. Türkischer Konterguerilla*, Köln, Mesopotamien Verlag, 1998, p. 44 (1<sup>ère</sup> édition en turc, *Ölüm Makinası Türk Kontrgerillası*, Köln, Ülküm Press, 1995).

<sup>175</sup> Birand, Mehmet Ali, *12 Eylül - 04.00* [12 septembre - 4 heure du matin], İstanbul, Karacan Yayınları, 1984, p. 88.

<sup>176</sup> Bozarslan, Hamit, « Political Aspects... », *art. cit.*, p. 104 ; Kendal, « Kurdistan in Turkey », *art. cit.*, p. 78 ; Kutschera, Chris, *Le mouvement national kurde*, *op. cit.*, p. 341-342.

<sup>177</sup> « L'Est » étant également arriéré, traditionnel, réactionnaire, non civilisé et soumis aux tribus et aux bandits. Voir Yeğen, Mesut, « The Kurdish Question in Turkish State Discourse », *Journal of Contemporary History*, Vol. 34, n°4, 1999, p. 555-568.

<sup>178</sup> *Ötüken*, n°40, avril 1967.

<sup>179</sup> Kutschera, Chris, *Le défi kurde...*, *op. cit.*, p. 234.

meeting kurdistes à Silvan, Diyarbakır, Siverek, Batman, Tunceli, Ağrı et finalement Ankara (ce sont les « Meetings de l'Est », *Doğu mitingleri*, qui réuniront jusqu'à 25 000 personnes). Ces succès, qui s'expliquent également par l'indifférence du pouvoir aux conséquences du tremblement de terre de Varto en août 1966, incitent ensuite le TİP à voter une résolution ouvertement kurdiste à son 4<sup>ème</sup> Congrès en 1970, résolution paradoxalement non soutenue par un certain nombre de *Doğulular* (et notamment Tarık Ziya Ekinci, Naci Kutlay, Mehdi Zana, Mehmet Ali Aslan et Kemal Burkay<sup>180</sup>) qui craignaient une forte réaction du pouvoir<sup>181</sup>. Cette résolution est effectivement utilisée comme prétexte à la fermeture du parti après le coup d'Etat de 1971, fermeture qui marquera la rupture entre le mouvement kurde et le mouvement ouvrier turc.

Les années 1960 voient donc l'intégration des acteurs kurdistes au système partisan national. S'ils mettent en avant leur spécificité et leur utilisation « tactique » du TİP, il n'en reste pas moins que ces hommes politiques cherchent à tempérer leurs revendications pro-kurdes en 1970 et continuent ensuite à se situer par rapport à, et à proximité de la gauche turque (références idéologiques, amitiés, mais aussi - comme le disait Ziya Acar - compétences militantes et organisationnelles). De même, la répression politique, qu'il faut ici distinguer de la répression militaire dans les zones frontalières avec l'Irak (qui provoque sans doute un rejet massif et durable du pouvoir central), a plutôt pour effet d'affermir la mobilisation et de la connecter au centre, comme le montrent les Meetings de l'Est organisés par les *Doğulular* du TİP, dont le dernier a lieu à Ankara. A partir de la fin des années 1960, c'est le dynamisme de la droite radicale qui va devenir le principal catalyseur de la gauche radicale turque et kurde.

### *3. Les Kurdes et le mouvement étudiantin : dynamiques d'autonomisation et de radicalisation*

Il ne faudrait pas croire que la rupture entre le mouvement kurde et la gauche turque est uniquement due aux conflits internes au TİP (qui n'envoie que deux députés au Parlement

---

<sup>180</sup> Ces militants soutenaient une version moins polémique de la résolution, contre l'avis d'autres militants influencés par le PDK-T du Docteur Şivan et qui l'on finalement emporté. Cf. Burkay, Kemal, *Anılar-Belgeler* [Mémoires-Documents], Vol. 1, İstanbul, Deng, 2002 (2<sup>ème</sup> édition), p. 279 cité in Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 94-95.

<sup>181</sup> La résolution reconnaît l'existence de la nation kurde en Turquie, considère que le capitalisme et les politiques répressives de l'Etat sont responsables de « l'arriération » des régions de l'Est, mais que la « question de l'Est » ne se réduit pas à un problème de développement régional, soutient le combat des Kurdes au sein du mouvement socialiste pour la révolution et dans le cadre de la constitution turque. Cf. Lipovsky, Igor P., *The Socialist Movement in Turkey 1960-1980*, Leiden, Brill, 1992, p. 78.

en 1969), ou à l'interdiction du parti en 1971. Elle doit également être observée à la lumière de la montée en puissance, dès le milieu des années 1960, d'un mouvement étudiant qui s'autonomise progressivement du mouvement ouvrier. Entre 1960 et 1970, le nombre d'étudiants passe de 44 461 à 73 228, alors même qu'en 1969 plus de 50 000 diplômés du lycée voient leur entrée à l'Université refusée<sup>182</sup>, et cette augmentation coïncide avec une forte politisation des universités. Suite à une proposition des sénateurs du TİP, les articles 141 et 142 du code pénal sont en effet aménagés en 1963 afin de laisser libre la publication d'études et de recherches sur l'anarchisme et le communisme<sup>183</sup> : un grand nombre d'auteurs marxistes sont alors traduits et commentés, et le nombre de publications (ouvrages et périodiques) en sciences sociales s'accroît considérablement à partir de cette année<sup>184</sup>. Plus concrètement, une étude de Özer Ozankaya sur la politisation des étudiants montre que la moitié des interviewés de l'Université d'Ankara lisent en priorité les articles politiques et les commentaires, aux dépens des informations nationales, internationales et culturelles des quotidiens<sup>185</sup>. De plus, cette politisation s'accompagne d'une polarisation politique sans précédent, très liée aux développements politiques dans le reste du monde (conflit israélo-palestinien, crise de Cuba, guerre d'Algérie puis guerre du Viêt-Nam...). Les organisations étudiantes de droite, de gauche et kurdes se multiplient dès le milieu des années 1960<sup>186</sup>.

Des associations d'étudiants nationalistes turcs existent certes dès la fin des années 1950<sup>187</sup>. Mais c'est à partir de 1967-1968, en réaction aux Meetings de l'Est et aux protestations étudiantes de 1968, que l'organisation de jeunesse du CKMP (*Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi*, Parti national paysan républicain) de Türkeş commence à s'activer de manière plus intense et en vient à collaborer avec l'Union des foyers idéalistes (*Ülkü Ocakları Birliği*), fondée en 1966 au sein de l'Université d'Ankara<sup>188</sup>. Les deux associations ultranationalistes et anti-communistes - réunies en une seule lorsque le CKMP devient MHP

<sup>182</sup> Landau, Jacob M., *Radical Politics...*, *op. cit.*, p. 31-32.

<sup>183</sup> *Ibid.*, p. 23-26 ; Kendal, « Kurdistan in Turkey », *art. cit.*, p. 68-69.

<sup>184</sup> Landau, Jacob M., *Radical Politics...*, *op. cit.*, p. 22.

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 33 (317 étudiants ont été interrogés).

<sup>186</sup> Un mouvement islamiste important prend également son essor dans les années 1960. Il apparaît cependant moins intégré au système d'interaction du mouvement kurde et se cantonne souvent à des activités de publication et d'enseignement clandestines avant la fondation du Parti de l'ordre national (*Millî Nizam Partisi*, MNP) de Necmettin Erbakan en 1971. Voir Dumont, Paul, « Turquie », in Badie, Bertrand, Coulon, Christian, Bubertafond, Bernard, Dumont, Paul et Santucci, Robert, *Contestations en pays islamiques*, Paris, Publications du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne, 1984, p. 89-116 et Landau, Jacob M., *Radical Politics...*, *op. cit.*, p. 171-193.

<sup>187</sup> Landau, Jacob M., *Radical Politics...*, *op. cit.*, p. 200-204 et 214-215.

<sup>188</sup> Can, Kemal, « Youth, Turkism, and the Extreme Right. The "Idealist Hearths" », in Yerasimos, Stefanos, Seufert, Günter et Vorhoff, Karin (dir.), *Civil Society in the Grip of Nationalism. Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, İstanbul, Orient-Institut et Institut français d'études anatoliennes, 2000, p. 338-339.

en 1969 - recrutent majoritairement parmi la jeunesse sunnite d'Anatolie et dans les grandes villes (Ankara, İstanbul) et organisent leurs membres sur un mode militaire extrêmement strict (uniforme, discipline). En 1969-1970, après avoir reçu des formations paramilitaires dans des camps d'été, tolérés voire soutenus par le pouvoir, les Loups Gris (*Bozkurtlar*, commandos armés des Idéalistes) passent à l'action violente contre les groupes de gauche et les étudiants<sup>189</sup> : de 1969 à mars 1971, 35 personnes sont ainsi assassinées<sup>190</sup>.

Ce dynamisme de la droite radicale explique sans aucun doute la montée en puissance des groupes radicaux de gauche. Etablie en 1965 et composée de nombreux Kurdes, la Fédération des clubs d'idées (*Fikir Kulüpleri Federasyonu*) revendique essentiellement des réformes universitaires tout en soutenant en majorité le TİP. A partir des années 1967-1968, elle tend à élargir ses revendications et à se rapprocher d'un mouvement étudiant en pleine effervescence, notamment en juin 1968 (nombreuses occupations d'universités sur le modèle de « Mai 68 » en France) puis en juillet 1968 et janvier 1969 (actions protestataires anti-impérialistes et anti-américaines, sévèrement réprimées). En 1969, la fondation de Dev-Genç (*Türkiye Devrimci Gençlik Federasyonu*, Fédération de la jeunesse révolutionnaire de Turquie) par d'anciens membres des *Fikir Kulüpleri* est très clairement une réponse aux attaques de la droite radicale. Parmi les groupes marxistes qui composent la fédération, les plus importants sont *Sosyalist Aydınlik* (Lumière socialiste) fondée en 1968, *Proleter Devrimci Aydınlik* (Clarté révolutionnaire prolétarienne) fondée en 1970, le THKO (*Türk Halk Kurtuluş Ordusu*, Armée de Libération du peuple de Turquie dirigée par Deniz Gezmiş) fondé en 1970, le THKP-C (*Türk Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi*, le Parti-Front de libération du peuple de Turquie) fondé en 1970 et dont le leader est Mahir Çayan. Le THKO et le THKP-C sont ceux qui soutiennent le plus une alliance entre Kurdes et Turcs, même si la question kurde, qui ne peut être résolue que par le passage au socialisme, ne constitue pas un élément fondamental de leur programme. Quelques uns de leurs membres reçoivent une formation dans les camps du FPLP (Front populaire de Libération de la Palestine) ou du Fath au Liban et leurs militants passent à la lutte armée dès 1970 avec pour objectif de créer une « Vietnamisation » du pays<sup>191</sup>. Affrontements avec la police et groupes d'extrême droite, attaques de banques, attentats contre des bâtiments publics et même enlèvement de cinq

---

<sup>189</sup> Landau, Jacob M., « The Nationalist Action Party in Turkey », *Journal of Contemporary History*, Vol. 17, n°4, 1982, p. 594.

<sup>190</sup> Kendal, « Kurdistan in Turkey », *art. cit.*, p. 70.

<sup>191</sup> Landau, Jacob M., *Radical Politics...*, *op. cit.*, p. 39-44 ; Imset, Ismet G., *The PKK. A Report on Separatist Violence in Turkey, (1973-1992)*, Ankara, Turkish Daily News Publications, 1992, p. 408-412 et 445-447.

militaires américains se succèdent durant toute l'année. Mais Dev-Genç tente aussi d'infiltrer l'armée, ce que ne manquent pas d'invoquer les généraux au moment en mars 1971.

Ces mobilisations ont des influences sur le mouvement kurde naissant. En 1969, plusieurs *Doğulular* du TİP<sup>192</sup> aidés de jeunes militants fondent les DDKO, les Foyers culturels révolutionnaires de l'Est (*Devrimci Doğu Kultur Derneği*). D'abord implantés à İstanbul et Ankara, ils ouvrent rapidement des branches dans les régions kurdes (autour par exemple de Mehdi Zana à Diyarbakır). L'objectif des Foyers est à la fois de favoriser la diffusion de la culture kurde dans les universités et les lycées et de prendre leur place au sein du mouvement révolutionnaire de Turquie. Mais plus important sans doute, et bien qu'en raison de contraintes juridiques le nom de l'organisation n'y fasse pas référence, les DDKO ont une nouvelle appréhension de la question kurde : il ne s'agit plus d'un problème de sous-développement de l'« Est », mais bien d'une question de libération nationale, qui ne passe cependant pas forcément par un Etat indépendant<sup>193</sup>.

Au tournant des années 1970, les affrontements entre groupes politiques rivaux et les manifestations sont devenus quotidiens et fragilisent le pouvoir politique. Au sein de l'armée, plusieurs courants projettent de prendre le pouvoir afin de mettre fin aux désordres. Le 11 mars, c'est à dire le jour de l'accord historique qui reconnaît l'autonomie du Kurdistan d'Irak, le gouvernement de Demirel est sommé de démissionner par l'armée, qui impose son candidat au poste dès le lendemain afin de « restaurer le kémalisme ». Selon le ministère de l'Intérieur, trois raisons justifient alors le coup d'Etat : la montée de l'extrême gauche et des guérillas urbaines, la réponse de l'extrême-droite et des partisans de la dictature, et enfin le séparatisme à l'Est, soutenu par Barzani<sup>194</sup>. Les groupes d'extrême-droite et islamistes, mais surtout les partis de gauche (dont le TİP) et kurdes (DDKO, PDKT) sont interdits et leurs membres arrêtés. Mahir Çayan et ses compagnons sont tués après avoir pris en otage trois militaires britanniques destinés à être échangés avec Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan et Hüseyin İnan, qui sont quant à eux condamnés à mort et exécutés en mai 1972. İbrahim Kaypakkaya - qui fonde le Parti communiste de Turquie - Marxiste léniniste) (TKP-ML, *Türkiye Komünist Partisi - Marksist Leninist*) en avril 1972<sup>195</sup> - est capturé et torturé à mort en 1973. Les militaires se

---

<sup>192</sup> İhsan Aksoy, Ümit Fırat, Mümtaz Kotan, Necmettin Büyükkaya, etc.

<sup>193</sup> Bozarşlan, Hamit, « Political Aspects of the Kurdish Problem... », *art. cit.*, p. 100-101.

<sup>194</sup> McDowall, David, *A modern History of the Kurds*, *op. cit.*, p. 412.

<sup>195</sup> Kaypakkaya était auparavant membre du TİİKP (*Türkiye İhtilalcı İşçi-Köylü Partisi*, Parti des paysans-ouvriers révolutionnaires de Turquie) de Doğu Perinçek.

retirent en octobre 1973, mais aucune majorité ne se dégage des élections qui suivent, rendant le pays progressivement ingouvernable.

Les années 1960 voient donc les acteurs kurdistes s'arrimer au mouvement de la gauche turque et profiter de sa vitalité pour se former et se développer. Si la lutte de Barzani en Irak continue sans nul doute d'influencer fortement le mouvement kurde de Turquie, celui-ci semble évoluer bien davantage en fonction des transformations qui affectent la gauche turque. Mais c'est surtout la contre-mobilisation de la droite radicale qui permet d'expliquer les phénomènes de radicalisation qui apparaissent à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

### ***B. Les logiques de la radicalisation : violences et répression***

Dans les années 1970, l'arène parlementaire est profondément transformée. L'ancien parti d'Atatürk, le Parti républicain du peuple (CHP), se convertit à la social-démocratie kémaliste sous l'impulsion de Bülent Ecevit, tandis qu'à droite le Parti de la justice (AP) de Demirel est désormais concurrencé par Erbakan et son nouveau Parti du salut national (*Milli Selamêt Partisi*, MSP, ex-MNP interdit en 1971). Le dernier parti important de l'échiquier politique est le Parti du mouvement nationaliste (MHP) de Türkeş à l'extrême droite, qui participe même à trois coalitions gouvernementales en 1975-1977, 1977-1978 et 1979-1980. Car l'absence de majorité parlementaire engendre de fait la formation de coalitions fragiles et, de 1973 à 1980, pas moins de six gouvernements se succèdent en Turquie. Incapable de faire face à la crise économique de 1973, critiqué au plan externe en raison de son intervention militaire à Chypre en 1974, le pouvoir politique s'avère également impuissant face aux grèves et mouvements sociaux et surtout face aux affrontements qui opposent à nouveau gauche et droite radicale d'une part, gauche radicale et forces de l'ordre d'autre part. La crainte d'une véritable guerre civile pousse finalement l'armée à un coup d'Etat en 1980, intervention qui est accueillie avec un soulagement certain - au moins dans un premier temps - par une majorité de la population. Selon un bilan officiel en effet, les troubles auraient fait 5713 morts et 18 480 blessés entre 1975 et 1980<sup>196</sup>. Entre l'instauration de la loi martiale le 26 décembre 1978 et le coup d'Etat du 12 septembre 1980 ont été recensés plus de 8900 incidents, affrontements et attaques armées, plus de 6300 attaques incendiaires ou attentats à la bombe,

---

<sup>196</sup> General Secretariat of the National Security Council, *12 September : Before and After*, Ankara, Öngün Kardeşler Yayınevi, 1982, cité in Bozarıslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 192.

plus de 2900 vols avec ou sans violence<sup>197</sup>. Une comparaison avec l'Italie des « Années de plomb » (380 morts et 2000 blessés entre 1969 et 1980) permet d'ailleurs de mieux saisir l'ampleur du phénomène.

La violence politique de cette époque est bien imputable à la crise gouvernementale : rupture entre les partis de gouvernement et les organisations de mouvement social<sup>198</sup>, coalitions fragiles et coups politiques douteux, très bon score du MHP aux élections législatives de 1977 peuvent bien sûr expliquer en partie les désillusions d'une partie de la population et l'impuissance du pouvoir à faire face. Elle est pourtant loin de s'y réduire. Les années 1970 en Turquie sont en effet marquées par la naissance ou la renaissance d'une multitude d'organisations radicales (plus de quarante rien que pour la gauche<sup>199</sup>, la droite demeurant plus unifiée), qui s'affrontent d'abord aux alentours des universités (447 étudiants sont tués entre l'automne 1973 et l'été 1977<sup>200</sup>) puis en tous lieux après 1975. On peut dès lors observer une certaine continuité entre les violences du tournant des années 1970 et celles de la fin de cette décennie : elles sont d'abord « verticales », impliquant forces de l'ordre, organisation de la contre-guérilla et éléments paramilitaires formés par l'Etat contre certaines organisations politiques, certaines personnalités et la population suspecte en général, mais aussi « horizontales », c'est-à-dire utilisées par certains mouvements de la gauche ou de la droite radicale à l'encontre des mouvements concurrents<sup>201</sup>.

Mais un certain nombre de phénomènes et de développements inédits montrent *a contrario* la spécificité de la deuxième vague de mobilisation. L'action collective des années 1974-1980 concerne bien davantage les « jeunes » que les étudiants *stricto sensu*, et peut être analysée comme l'émergence d'une nouvelle génération, aux faibles débouchés et décidée à se voir accorder une véritable légitimité politique. La violence prend également des formes différentes suivant les régions concernées : certaines provinces voient l'émergence de milices qui se substituent ou collaborent avec l'Etat obligé de leur reconnaître une certaine autonomie.

---

<sup>197</sup> Cf. Gunter, Michael M., « Political Instability in Turkey During the 1970s », *Conflict Quarterly*, n°9, 1989, p. 69.

<sup>198</sup> Vaner, Semih, « Violence politique et terrorismes en Turquie », *Esprit*, n°94-95, 1984, p. 82-84.

<sup>199</sup> Artunkal, Tugrul, « Eléments d'histoire politique du pluralisme turc », *Les Temps modernes*, n°456-457, 1984, p. 152.

<sup>200</sup> McDowall, David, *A modern History of the Kurds*, *op. cit.*, p. 414.

<sup>201</sup> Vaner, Semih, « Violence politique et terrorismes en Turquie », *art. cit.*, p. 90.

### 1. De nouveaux phénomènes : politisation de la jeunesse et territorialisation de la violence

Toutes les études sur les troubles de la fin des années 1970 soulignent d'abord l'évolution des profils des acteurs mobilisés. Même si certains militants ayant joué un rôle secondaire dans la première vague de mobilisations se réengagent dès leur amnistie en 1974 et participent - avec des compagnons plus jeunes ayant échappé à la prison en raison de leur âge - à la restructuration des mouvements, les années 1970 voient l'émergence d'une nouvelle génération de militants, dont les caractéristiques sociales sont souvent différentes de celles de la décennie précédente. Ainsi, alors qu'à la fin des années 1960 de nombreux groupes de la gauche radicale étaient dirigés par des étudiants issus d'universités prestigieuses, les nouveaux leaders viennent le plus souvent de petites universités, voire sont étrangers au monde étudiant (on trouve par exemple des instituteurs ou des professeurs du secondaire, des petits fonctionnaires et des chômeurs)<sup>202</sup>. Mais les principales différences concernent les simples militants, dont le nombre augmente de quelques centaines à plusieurs milliers. Alors que les militants des années 1968-1971 sont d'origines sociales variées, ceux qui s'engagent à la fin de la décennie proviennent presque exclusivement des couches les plus défavorisées de la société et sont issus de familles le plus souvent illettrées<sup>203</sup>. Les statistiques sur les caractéristiques sociales des militants établies par le Commandement général des forces armées et fondées sur les dossiers de 43 140 personnes arrêtées l'année qui suit le coup d'Etat, bien que sujettes à caution, sont également extrêmement parlantes. Les « terroristes » arrêtés après le coup d'Etat ont ainsi majoritairement entre 16 et 25 ans et, si 23% sont étudiants et 14% sont ouvriers, 20% sont lycéens ou sans emplois. De même, seulement 14% des militants arrêtés sont diplômés de l'université, alors que 36% ne sont pas allés au-delà des études secondaires, 28% n'ont pas dépassé l'école primaire, et 22% sont illettrés. Enfin, 79% sont célibataires<sup>204</sup>. D'autres chiffres portant sur 5873 accusés arrêtés dans les six mois qui suivent le coup d'Etat tendent même à montrer que les étudiants ne seraient que 8%, contre 11% de collégiens et de lycéens<sup>205</sup>. Enfin, une étude de Doğu Ergil conduite à Ankara auprès de 287 militants arrêtés après le coup d'Etat permet de montrer que les caractéristiques

---

<sup>202</sup> Sayari, Sabri, *Generational Changes in Terrorist Movements : the Turkish Case*, The Rand Paper Series, Rand Corporation, 1985, p. 3-9.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p. 10-11.

<sup>204</sup> Gunter, Michael M., « Political Instability in Turkey... », *art. cit.*, p. 70 ; Dodd, Clement H., « The Containment of Terrorism : Violence in Turkish Politics 1965-1980 », in O'Sullivan, Noel (dir.), *Terrorism, Ideology and Revolution*, Sussex, Wheatsheaf Books, 1986, p. 141 et 148. Le rapport cité est intitulé *State of Anarchy and Terror in Turkey* en anglais et *Terör ve Terörle Mucadelede Durum Değerlendirmesi* [Evaluation de la situation de Terreur et de lutte contre le terrorisme] en turc et a été publié en 1982 ou 1983.

<sup>205</sup> Cité in Bozarlsan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 214.

sociales des militants de gauche et de droite sont globalement similaires. Ainsi, les diplômés de l'université de son échantillon ne seraient que 3,2% pour la gauche et 4,3% pour la droite. Les militants des deux tendances seraient issus le plus souvent de familles nombreuses, ouvrières (36% pour les militants de gauche, 28% pour les militants de droite) ou paysannes (respectivement 12% et 18%) ayant subi l'exode rural (60% des militants de gauche et 63% des militants de droite auraient passé la plus grande partie de leur vie à Ankara, İstanbul ou İzmir, alors que respectivement 39,2% et 34% d'entre eux seraient nés dans un village).<sup>206</sup>

Tout porte donc à croire que les militants des années 1970 sont bien plus jeunes que leurs prédécesseurs et que les lycées sont devenus les centres névralgiques de la mobilisation<sup>207</sup>. Même si l'on sait que les perspectives d'emploi sont très faibles<sup>208</sup> et qu'1/6<sup>ème</sup> seulement des lycéens auront la chance de rentrer à l'université, la jeunesse et le peu de ressources de cette population ne manque pas d'étonner<sup>209</sup>. Une enquête conduite en 1976 a pourtant montré que les enfants de l'époque ont, dès l'âge de 12 ans, des connaissances très précises sur le positionnement des partis, le vote et lisent régulièrement les journaux<sup>210</sup>. La socialisation au sein d'associations locales (activités sportives, festivités, rituels, enterrements...), la lecture des publications des partis ou des manuels de guérilla urbaines, l'enseignement des « grands frères » (*abiler*) biologiques ou non permettent ensuite d'acquérir les savoirs cognitifs (idéologie, définition élémentaire des « amis » et des « ennemis ») et pratiques (sports de combat, voire maniement des armes) nécessaires à la maîtrise des règles du jeu<sup>211</sup>. Enfin, l'engagement est également une manière d'accéder à des ressources matérielles ou de côtoyer l'autre sexe, malgré les rigidités du phénomène de *bacı* (les femmes sont considérées comme des « sœurs » qui doivent être protégées)<sup>212</sup>. La socialisation au sein des associations et partis induit donc une certaine rupture avec le monde

---

<sup>206</sup> Ergil, Doğu, *Türkiye'de Terör ve Şiddet* [Terreur et violence en Turquie], Ankara, Thuran Kitabevi, 1980, cité in Bozarslan, Hamit « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 214 et Dodd, Clement H., « The Containment of Terrorism... », *art. cit.*, p. 145-146.

<sup>207</sup> Mardin, Şerif, « Youth and Violence in Turkey », *Archives européennes de sociologie*, n°XIX, 1978, p. 229-254.

<sup>208</sup> Selon des chiffres officiels, le nombre de chômeurs passe de 600 000 en 1967 à 1,5 millions en 1977. Mais tout porte à croire qu'ils sont bien en deçà de la réalité. Cf. McDowall, David, *A modern History of the Kurds*, *op. cit.*, p. 413.

<sup>209</sup> Mardin, Şerif, « Youth and Violence in Turkey », *art. cit.*, p. 250.

<sup>210</sup> Cf. Alkan, Türker, *Siyasal Bilinç ve Toplumsal Gelişmeler - Siyasal Bilicinin Gelişmesinde Ailenin, Okulun ve Toplumsal Sınıfların Etkisi* [Conscience politique et développements sociaux – L'influence de la famille, de l'école et des classes sociales dans le développement de la conscience politique], Ankara, Gündoğan, 1989, cité in Bozarslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 188.

<sup>211</sup> Bozarslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 190, 192, 214-217.

<sup>212</sup> *Ibid.* p. 212 et 225. Sur ces deux enjeux de la mobilisation, voir aussi le roman d'Ohran Pamuk, *La maison du silence*, Paris, Gallimard, 1988 (1<sup>ère</sup> édition en turc sous le titre *Sessiz ev*, 1983).

extérieur, une radicalité qui peut être accentuée par une situation de clandestinité<sup>213</sup>. A la question de Doğu Ergil, « quelles sont les personnes dont l'avis vous importe le plus », 41,5% des militants de gauche citent les dirigeants et les amis de leur l'organisation et 34,6% des militants de droite mentionnent les dirigeants, les amis et le chef de leur l'organisation. Mais au-delà, un véritable clivage générationnel semble se dessiner : l'avis des adultes est prioritaire chez seulement 25% des militants de gauche et 44,5% des militants de droite<sup>214</sup>. Perte d'influence de la famille et des anciens, dilution des hiérarchies traditionnelles, développement d'un véritable culte des jeunes martyrs de l'après coup d'Etat, culture de l'élite dispensée au lycée alors que les perspectives d'emploi restent faibles sont autant de facteurs qui permettraient d'expliquer la volonté de la jeunesse de gagner une légitimité et de s'imposer en tant que nouvel acteur politique<sup>215</sup>.

Le deuxième phénomène, peu évoqué dans les recherches sur cette époque mais crucial en ce qui concerne les développements ultérieurs du mouvement kurde, est la territorialisation de la mobilisation dans certaines régions de Turquie, qui conduit à une véritable fragmentation de l'espace politique turc. Plus précisément, il apparaît que, dans certaines provinces, les mouvements qui s'implantent localement s'organisent sous forme de milices qui se substituent à l'autorité de l'Etat ou composent avec elle<sup>216</sup>. A partir de 1977, sept provinces anatoliennes (Kars, Ağrı, Elazığ, Malatya, Kayseri, Diyarbakır et Antalya) sont ainsi déclarées « sensibles » car l'Etat y observe, impuissant, la perte de son autorité. Mais le nombre de provinces où se développent les milices et où l'Etat n'est plus réduit qu'à sa composante coercitive (ce qui n'implique pas qu'il lutte réellement contre les milices) est bien plus important : il y a les zones « mixtes » où domine un fort clivage entre communautés confessionnelles (clivage alévi-sunnite, qui recoupe la division gauche-droite), les zones de l'Anatolie du Nord-Est où le clivage turc-kurde est prédominant et les régions presque exclusivement kurdes de Diyarbakır, Urfa et Mardin. Dans ces dernières régions, le phénomène milicien apparaît cependant quelque peu différent car non lié à une polarisation ethno-politique : les clivages sont donc davantage liés aux solidarités tribales et confrériques, voire d'ores et déjà partisans.

---

<sup>213</sup> Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2004, URL : <http://www.ejts.org/document198.html>.

<sup>214</sup> Ergil, Doğu, *Türkiye'de Terör...*, *op. cit.*, cité in Bozarşlan, Hamit, « Le chaos après le déluge. Note sur la crise turque des années 1970 », *Cultures et Conflits*, n°24-25, 1997, p. 79-98.

<sup>215</sup> Mardin, Şerif, « Youth and Violence in Turkey », *art. cit.* ; Bozarşlan, Hamit, « Le chaos après le déluge... », *art. cit.*

<sup>216</sup> Bozarşlan, Hamit, « Le chaos après le déluge... », *art. cit.* et « Le phénomène milicien... », *art. cit.*

Cela ne signifie pas néanmoins que les mouvements de gauche et surtout de droite cessent de vouloir conquérir le pouvoir à l'échelle nationale, mais logiques nationales et logiques locales sont désormais parallèles, et obéissent à des temporalités et des enjeux qui peuvent être différents. Et surtout, la mobilisation dépasse rapidement le cadre de la province<sup>217</sup>. L'exode rural massif participe effectivement, comme le note Şerif Mardin, d'une véritable ruralisation des grandes villes<sup>218</sup>; mais les liens entretenus avec certains *gecekondu*<sup>219</sup> désormais « zones libérées » (*kurtarılmış bölgeler*), de même que les connexions qui s'opèrent avec l'espace immigré en Europe conduisent sans doute également en retour à une « rurbanisation » de certaines provinces, voire déjà à un début de *transnationalisation de la mobilisation dans certaines villes*.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la création et le développement de très nombreux partis politiques kurdistes dans les années 1970 : naissant dans les grandes villes au contact des organisations de la gauche radicale et s'implantant progressivement dans les régions kurdes à la fin de la décennie, certaines de ses composantes les plus radicales - plus jeunes et en rupture avec les organisations kurdistes des années 1960 - participent aux violences des années 1970, et prennent essentiellement pour cibles d'autres organisations concurrentes ainsi que certaines tribus des régions kurdes.

## 2. La radicalisation du mouvement kurde

Il faut attendre l'amnistie de 1974 pour que voient le jour de nouvelles mobilisations kurdistes, indépendantes désormais de la gauche turque. C'est en effet en prison, à Diyarbakır ou Ankara, que s'élaborent les programmes des partis qui prendront la suite de ceux créés dans les années 1960. Afin d'assurer leur défense, les anciens membres du TİP, des DDKO ou du PDKT se réunissent en trois groupes<sup>220</sup>. Le premier, qui rassemble surtout d'anciens membres du TİP et des DDKO, est à l'origine de la fondation TKSP (*Türkiye Kürdistan Sosyalist Partisi*, Parti socialiste du Kurdistan de Turquie, illégal<sup>221</sup>) et ses associations légales, les DHKD (*Devrimci Halk Kültür Dernekleri*, Associations révolutionnaires culturelles du peuple) dès 1975. Il restera longtemps plus connu à travers les noms de ses

---

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 217-221.

<sup>218</sup> Mardin, Şerif, « Youth and Violence in Turkey », *art. cit.*

<sup>219</sup> Littéralement, « construit en une nuit ». Ce sont des habitats précaires des grandes métropoles où vivent de nombreuses familles issues de l'exode rural.

<sup>220</sup> Kutschera, Chris, *Le défi kurde...*, *op. cit.*, p. 242-243.

<sup>221</sup> Il prendra plus tard le nom de PSK (*Partiya Sosyalista Kurdistan*, Parti socialiste du Kurdistan).

revues *Roja Welat* (Soleil de la patrie) et surtout *Riya Azadi* (La voie de la liberté, *Özgürlük Yolu* en turc). Parmi les membres fondateurs du parti, pour la plupart nés à la fin des années 1930, figurent İhsan Aksoy, Ziya Acar, Mehdi Zana ou Kemal Burkay, qui devient le secrétaire général du parti. Le second groupe, qui compte des anciens du DDKO mais aussi du PDKT, crée en 1975 la maison d'édition Komal et, en mars 1976, la revue *Rizgarî* (Libération), organe des associations légales ASK-DER (*Anti Sömürgeci Demokratik Kültür Dernekleri*, Associations culturelles démocratiques anticolonialistes). Les principales figures du mouvement, souvent plus jeunes que les fondateurs de *Riya Azadi*, sont Mümtaz Kotan, Ruşan Aslan, İbrahim Güçlü, Mahmut Kılınç, Hatice Yaşar ou le jeune Recep Maraşlı. Enfin, un troisième groupe, moins structuré, rassemble essentiellement des anciens partisans du Docteur Şivan (qui trouve la mort en Irak en 1971<sup>222</sup>) et d'anciens militants des DDKO qui décident d'assurer leur défense individuellement : ils fondent en 1974 les revues *Jîna Nu* (Vie nouvelle) et *Tirej* (L'aube), organes des associations légales DDKD (*Devrimci Demokratik Kültür Dernekleri*, Associations culturelles démocratiques révolutionnaires<sup>223</sup>) puis du PDK-T d'Ömer Çetin, reformé en 1975 sur la base du parti du Docteur Şivan.

Nationalistes kurdes, ces trois tendances sont également marxistes en ce que le recours à cette doctrine universaliste - qui incarne à l'époque toutes les aspirations au changement - leur permet de désenclaver leurs revendications particularistes<sup>224</sup>. Pourtant, comme chez les partis de la gauche radicale turque, c'est l'interprétation de cette même doctrine ainsi que les conditions de sa mise en œuvre qui est la source principale de leurs divisions. Par exemple, le PSK - prosoviétique et résolument antichinois - considère que la société kurde est « pré-capitaliste et semi-féodale », alors que Rizgarî, davantage critique à l'égard de l'URSS, affirme que la société kurde est « colonisée ». Les divergences d'interprétations et de positions vis-à-vis des modèles idéologiques, si futiles soient-elles, ont des conséquences importantes au sein de chaque organisation, surtout lorsqu'elles sont couplées à des conflits de générations : les critiques de Rizgarî à l'égard de l'URSS causent ainsi le départ d'un certain nombre de militants prosoviétiques qui créent Ala Rizgarî (Le drapeau de la liberté) en

---

<sup>222</sup> Il aurait fait assassiner Sait Elçi, dirigeant du PDKT, venu le convaincre de ne pas créer un nouveau parti du même nom, puis aurait été jugé et fusillé pour ce crime par les combattants de Barzani. *Ibid.*, p. 238.

<sup>223</sup> Parallèlement aux DDKD existe une organisation féminine, les DDKAD (*Devrimci Demokratik Kadınlar Derneği*, Association des femmes démocratique révolutionnaire).

<sup>224</sup> Bozarşlan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 116-119.

1978. De même, les DDKD prosoviétiques<sup>225</sup> entrent en crise à partir de 1976, une première tendance rejoignant le PSK tandis qu'une autre, prochinoise, fonde avec certains anciens militants du TKP-ML et des *Kurdistan Devrimciler* (Révolutionnaires du Kurdistan, mouvement d'Öcalan) la maison d'édition Kawa<sup>226</sup> qui donne son nom au groupe, avant de se scinder en 1977 en une tendance maoïste et tiers-mondiste (Denge Kawa, La voix de Kawa<sup>227</sup>) et une tendance pro-albanaise (Kawa Redciler, les Dissidents de Kawa). Mais d'autres scissions sont également liées aux relations avec le mouvement kurde d'Irak, lui-même en crise après la défaite de Barzani en 1975 : suite à la création en Irak du PDK-Qiyada Muwaqat (PDK-Comité provisoire, dirigé par Sami Abdurrahman) et de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan de Talabani<sup>228</sup>), tous deux issus du PDK de Barzani, une tendance pro-PDK-Comité provisoire se forme au sein du PDK-T qui donne naissance aux KUK (*Kurdistan Ulusal Kurtuluşçuları*, Libérateurs nationaux du Kurdistan) établis formellement en 1978<sup>229</sup>, tandis qu'une autre tendance choisit de soutenir davantage Talabani et, en ralliant un certain nombre de militants des DDKD, prend bientôt le nom de KİP (*Kurdistan İşçi Partisi*, Parti des travailleurs du Kurdistan<sup>230</sup>) en 1977. Un certain nombre de plus petites organisations rejoignent également l'UPK de Talabani en 1975<sup>231</sup>.

Ces trois tendances sont aussi en concurrence avec les mouvements de la gauche turque, qui comprennent de nombreux Kurdes alévis<sup>232</sup>. L'implantation des groupes kurdistes est donc le plus souvent limitée aux régions majoritairement kurdes et aux métropoles

<sup>225</sup> Des partisans du Docteur Şivan auraient déjà trouvé refuge en Allemagne de l'Est en 1971 et seraient rentrés en Turquie ensuite. Ils auraient encouragé les DDKD à prendre une position pro-soviétique à la fin des années 1970. Cf. İsmet, İsmet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 382.

<sup>226</sup> Du nom d'un héros mythique kurde, forgeron de son état, s'étant rebellé contre un roi sanguinaire.

<sup>227</sup> Ce groupe éclatera ensuite en trois tendances : le Denge Kawa central, les PSSK (*Partizane Sore Şoreşe Kurdistan*, Partisans rouges de la révolution du Kurdistan) et les KPSK (*Komela Partizane Sore Kurdistan*, Union des partisans rouges du Kurdistan). Cf. İsmet, İsmet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 393.

<sup>228</sup> Le sigle kurde de l'UPK est YNK (*Yekîtiya Nîştîmaniya Kurdistan*). Nous emploierons ici son sigle français qui est beaucoup plus couramment usité en France.

<sup>229</sup> D'après l'ancien commandant du PKK Selahattin Çelik. Cf. Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen. Die politischen, militärischen, ökonomischen und gesellschaftlichen Dimensionen des aktuellen kurdischen Aufstand*, Frankfurt am Main, Zambon Verlag, 2002, p. 35 (1<sup>ère</sup> édition en turc sous le titre *Ağrı Dağını Taşımak (Çağdaş kürd halk direnişi, siyasi, askeri, ekonomik ve toplumsal sonuçları)*, Frankfurt am Main, Zambon Verlag, 2000).

<sup>230</sup> Nous employons son sigle turc pour éviter toute confusion avec le PKK d'Abdullah Öcalan, comme le font la majorité des militants kurdistes. Il semble néanmoins que ce parti ait retenu dès le départ un sigle kurde (PKK, *Partiya Karkerên Kurdistan*), dont il se séparera en 1983 pour ne pas être confondu avec le parti d'Öcalan. Il prendra alors le nom de PPKK (*Partiya Pêşenga Karkerên Kurdistan*, Parti Avant-garde des Travailleurs du Kurdistan).

<sup>231</sup> Le KMLO (*Kurdistan Marksist Leninistleri Örgütü*, Organisation des marxistes léninistes du Kurdistan), le KKO (*Kurdistan Köylü Örgütü*, Organisation des paysans du Kurdistan), le KSH (*Kurdistan Sosyalist Hareketi*, Mouvement socialiste du Kurdistan). Cf. İsmet, İsmet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 404-405.

<sup>232</sup> Sur la convergence entre les alévis et la gauche turque, voir Massicard, Elise, *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005, p. 46-48.

turques, les régions mixtes (alévis-sunnites ou kurdes-turques) leur étant en général bien moins favorables. Les organisations kurdistes recrutent pourtant quelque peu parmi les jeunes sympathisants des organisations de la gauche turque issues du THKP-C<sup>233</sup>, du THKO<sup>234</sup> et du TKP-ML<sup>235</sup> et de petits partis kurdistes naissent également de ces différents groupes, comme les Beş Parçaçılar (Ceux des cinq parties), actifs dans la région de Tunceli et de Palu à partir de 1976<sup>236</sup>. Concurrence ne signifie pas néanmoins que des alliances conjoncturelles ou des contacts soient impossibles : le langage est commun à tous les groupes et la plupart des partis kurdistes dont les cadres sont passés par le TİP entretiennent ainsi des liens avec la gauche turque légale. Mais un nouveau groupe, dont les fondateurs sont sensiblement plus jeunes et sont au départ fortement influencés par Dev-Genç et ses leaders assassinés Deniz Gezmiş et Mahir Çayan, décide de rejeter le « chauvinisme » de la gauche turque et le « nationalisme » de la gauche kurde, tout en construisant un mouvement sur le modèle de ces organisations radicales : ces partisans d'une synthèse originale fondent le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des Travailleurs du Kurdistan) en 1978.

Les origines du PKK remontent, selon Öcalan lui-même, à un pique-nique d'étudiants dans la région d'Ankara en 1973<sup>237</sup>. Des Turcs y participent, tels Haki Karer, Kemal Pir et Duran Kalkan, mais l'idée principale développée lors de ce pique-nique est bien que le Kurdistan est une colonie qu'il faut libérer du joug turc. Pourtant, seul Öcalan semble avoir préalablement milité au sein du DDKO, la plupart de ses proches étant alors sympathisants du THKP-C et du THKO<sup>238</sup>. Au sein de l'ADYÖD (*Ankara Demokratik Yüksek Öğrenim Derneği*, Association démocratique de l'enseignement supérieur d'Ankara), fondée en 1974 et

---

<sup>233</sup> Halkın Yolu (la voie du peuple, 1975), Halkın Kurtuluşu (Libération du peuple, 1976), Devrimci Yol (Dev-Yol, Voie révolutionnaire, 1976) puis Devrimci Sol (Dev-Sol, Gauche révolutionnaire, qui se sépare de Dev-Yol en 1978) si l'on s'en tient aux organisations de masse. De plus petits groupes existent, tel le MLSPB (*Marksist Leninist Silahlı Propaganda Birliđi*, Union de la propagande armée marxiste-léniniste), actif à İstanbul à partir de 1977.

<sup>234</sup> TDKP-HK (*Türkiye Devrimci Komünist Partisi-Halkın Kurtuluşu*, Parti communiste révolutionnaire de Turquie-Libération du peuple, 1978), TKEP (*Türkiye Komünist Emek Partisi*, Parti communiste du travail de Turquie, 1980), TİKB (*Türkiye İhtilacı Komünistler Birliđi*, Union des communistes révolutionnaires de Turquie, 1980). D'autres petits groupes se revendiquant du THKO existent également dans les années 1970.

<sup>235</sup> Le TKP-ML a donné naissance à au moins 10 groupes (notamment le groupe Partizan), mais apparaît plus uni en raison de l'existence de son bras armé commun, TIKKO (*Türkiye İşçi Köylü Kurtuluş Ordusu*, Armée de Libération des paysans ouvriers de Turquie).

<sup>236</sup> İmset, İsmet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 380.

<sup>237</sup> Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben. Von Sumer zur demokratischen Zivilisation*, Band 2, Bremen, Atlantik Verlag, 2003, p. 294-295 (1ère édition en turc sous le titre *Sümer Rahip Devletinden Halk Cumhuriyetine Doğru* [De l'Etat sümer ecclésiastique à l'Etat populaire républicain]). Les paginations des éditions allemande et turque diffèrent peu).

<sup>238</sup> Organisations dont Öcalan est également proche. En 1972, il fait sept mois de prisons pour avoir participé à une manifestation en faveur du THKP-C.

dont Öcalan prend la présidence, le groupe participe alors aux réflexions qui amèneront à la création de Dev-Yol. Mais au bout d'un certain temps, les camarades d'Öcalan, qui sont une douzaine, entrent en conflit avec les autres membres d'AYÖD<sup>239</sup>, notamment sur la question de l'autonomie de la révolution potentielle au Kurdistan. En 1976, après avoir commencé à organiser des soirées culturelles et à accueillir des étudiants des régions kurdes de passage dans la capitale, ils se donnent le nom de « révolutionnaires du Kurdistan » (*Kurdistan Devrimcileri*), et entrent dans la clandestinité<sup>240</sup>. Dès lors, les réunions de travail au domicile de chacun des membres succèdent aux soirées de sensibilisation<sup>241</sup> : il s'agit d'établir un programme, diffusable au-delà d'Ankara, avant de relancer la lutte armée, qui n'a plus de leader depuis la défaite de Barzani en 1975. Öcalan prend la tête du mouvement, qui n'est pas encore, comme le soulignent d'anciens acteurs de l'époque, un véritable parti. Pour Mehmet Can Yüce, « avant 1978, on n'était pas très organisé, il n'y avait pas de hiérarchie. Il y avait une idéologie centrale, et chaque personne devait la diffuser et recruter dans son milieu, dans ses relations. On n'était donc pas autonomes, mais il n'y avait pas de véritable hiérarchie »<sup>242</sup>. Selim Çürükkaya ne dit pas autre chose, même s'il considère que la transformation a lieu quelques mois plus tôt : « Jusqu'au début de l'année 1977, les groupes n'étaient fédérés que de manière lâche. Le ciment qui nous reliait était notre conviction commune. Nous nous appelions les "Révolutionnaires du Kurdistan". Il n'y avait pas de hiérarchie »<sup>243</sup>.

Sous l'impulsion d'une politique volontaire de dispersion, les Révolutionnaires du Kurdistan sillonnent en effet les régions kurdes<sup>244</sup>, forment peu à peu des groupes à Bingöl, Diyarbakır, Elazığ, Batman, Kars, Urfa, Gaziantep... et ne tardent pas à concurrencer d'autres partis kurdistes. Ils commencent également à s'opposer violemment aux forces du Département de la guerre spéciale (ÖHD), mais surtout aux « Loups gris »<sup>245</sup> et à d'autres

<sup>239</sup> Interdite en décembre 1974, l'association renaît rapidement sous le signe AYÖD, seul le « D » de *Demokratik* ayant disparu. Cf. Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>240</sup> Selon Selahattin Çelik, le nom kurde de « Révolutionnaires du Kurdistan » (*Şoreşgeren Kurdistan*) serait utilisé dès 1975 et d'ores et déjà reproduit sur des tracts et des brochures du mouvement. Cf. Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>241</sup> Saout, Didier et Cigerli, Sabri, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 41.

<sup>242</sup> Entretien avec l'ancien commandant du PKK Mehmet Can Yüce, Allemagne, juillet 2004.

<sup>243</sup> Çürükkaya, Selim, *PKK. Die Diktatur des Abdullah Öcalan*, Frankfurt am Main, Fischer Verlag, 1997, p. 34 (1<sup>ère</sup> édition en turc sous le titre *Apo'nun Ayetleri* [Les versets d'Apo], Lieu de publication inconnu (Suisse), 14 Temmuz Yayınları, non daté).

<sup>244</sup> Dont Öcalan lui-même, qui, selon Selim Çürükkaya, n'avait jamais mis les pieds au Kurdistan auparavant (hormis dans sa province natale d'Urfa). *Ibid.*, p. 35.

<sup>245</sup> Notamment dans les villes de Gaziantep, Urfa, Kahramanmaraş, Elazığ et Bingöl. Cf. Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 39.

groupes de la gauche radicale turque (notamment Halkın Kurtuluşu et Halkın Yolu<sup>246</sup>), ce qui contribue à leur forger une réputation ambiguë. Les Révolutionnaires du Kurdistan sont bientôt dénommés péjorativement *Apocular* (les Partisans d'Apo, surnom d'Öcalan) par leurs détracteurs. C'est le cas des journalistes et du pouvoir, qui voient en eux une « clique de bandits »<sup>247</sup> mais aussi des autres organisations révolutionnaires qui les considèrent comme des « aventuriers », des « gauchistes » ou des « agents du MİT » (*Milli İstihbarat Teşkilatı*, service national de renseignement turc)<sup>248</sup>. Le terme est néanmoins rapidement adopté au sein du mouvement, tant en raison de son usage déjà important parmi la population kurde que de l'influence qu'exerce Öcalan sur ses membres<sup>249</sup>. Peu unifié, le mouvement apparaît également fragile : l'assassinat de Haki Karer le 18 mai 1977, qu'Öcalan impute à l'organisation kurdiste Beş Parçacılar<sup>250</sup>, provoque la scission d'une partie des membres (les « *Hakiciler* », ou groupe de Gaziantep) qui croit à un règlement de compte interne fomenté par les partisans d'Öcalan et qui fondent bientôt l'organisation armée concurrente Tekoşin (La Lutte). L'assassinat de Haki Karer incite les Révolutionnaires du Kurdistan à s'organiser de manière plus structurée : disposant désormais d'un premier martyr, d'un programme intitulé *Kurdistan Devrimin Yolu* (La voie de la révolution au Kurdistan) qui sera publié en 1978, le mouvement s'autoproclame Organisation de Libération du Kurdistan (*Ulusal Kurtuluş Örgütü*) avant de fonder le *Partiya Karkerên Kurdistan* (PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan) les 26 et 27 novembre 1978 lors d'une réunion dans le village de Fis (dans le district de Lice de la province de Diyarbakır)<sup>251</sup>. Ce congrès fondateur va prendre un sens

<sup>246</sup> *Ibid.*

<sup>247</sup> Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>248</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 38. De nombreux observateurs ont suspecté le PKK d'avoir été infiltré par les services secrets et de n'être qu'un instrument à la solde du pouvoir. C'est le cas de Kemal Burkay du TKSP (cf. Burkay, Kemal, *Anılar-Belgeler*, *op. cit.*, p. 116-117, cité in Saout, Didier et Cigerli, Sabri, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 41.), qui rappelle que le beau-père d'Öcalan avait trahi la rébellion de Cheikh Sait en 1925, mais aussi du journaliste Uğur Mumcu, qui estime que les liens entre le MİT et Öcalan pourraient remonter à l'emprisonnement de celui-ci en 1972 (Mumcu, Uğur, *Kurt Dosyası* [Le dossier kurde], İstanbul, ag Yayınları, 1998 (1<sup>ère</sup> édition 1993). Öcalan affirme qu'il était au courant que la famille de sa femme Kesire Yıldırım - elle-même membre fondatrice du parti - avait collaboré avec le régime turc et qu'un militant du nom de Necati Kaya (Pilot) travaillait pour les services secrets. Il les aurait cependant tenus tous deux sous son contrôle. Cf. Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben...*, Band 2, *op. cit.*, p. 177-178 et 207.

<sup>249</sup> Même si, lors de leur procès, certains militants du parti critiquent fortement cette appellation en rappelant qu'ils sont bien membres d'un parti politique structuré comme tel. Voir les actes des procès de Mazlum Doğan (19 juin 1981), Mehmet Ayı Durmuş (20 juin 1981) et Kemal Pir (26 mai 1982) reproduits in « Aus dem Original-Gerichtsprotokoll », *Kurdistan Report*, n°3, mai 1983, p. 8 ; n°4, juillet 1983, p. 20 ; n°2, février 1983, p. 24.

<sup>250</sup> Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben...*, Band 2, *op. cit.*, p. 206. Öcalan évoque la possibilité d'une manipulation des services secrets turcs et du PDK irakien, mais, à l'époque, le parti mettait davantage en cause la contre-guérilla.

<sup>251</sup> Ce premier congrès fondateur du PKK a réuni une vingtaine de personnes. Les militants invités sont des délégués de chaque région où des groupes sont implantés. Quand ils ne peuvent pas être présents, aucun remplacement n'est possible. Un comité central de six personnes est créé, qui sera ensuite élargi à treize

quasi mystique au sein de l'historiographie du parti car il coïncide également avec la mise en place, un peu auparavant et quelques mois après, d'un modèle du militant professionnel qui devient progressivement la « marque de fabrique » du PKK<sup>252</sup>.

La radicalisation du mouvement kurde obéit donc aux mêmes logiques que celle des organisations de la gauche turque, l'impact de la défaite de Barzani créant peut-être aussi un sentiment d'urgence plus prononcé. Logiques externes d'abord, car la concurrence entre organisations, souvent violente, conduit tout autant à faire davantage pression sur la population mobilisable qu'à orienter les efforts vers le groupe lui-même (investissement plus grand des militants, volontés de renforcer l'homogénéité et la cohérence du groupe). Mais logiques internes également : factionnalisme, exacerbation des oppositions, fragmentations et affrontements entre tendances différentes d'une même organisation semblent être devenus une règle au sein de presque tous les partis, chaque scission conduisant en retour à une radicalisation du discours, à une volonté de « purification » des idées et des membres et à une plus forte emprise de l'organisation sur le militant resté loyal, d'autant plus que les partis, la plupart du temps illégaux, ne sont que peu contraints par les urnes<sup>253</sup>. Ces logiques, qui se développent simultanément en Europe, survivront au coup d'Etat militaire et continueront à dominer les relations entre organisations dans les années 1980 et 1990.

### 3. De la « terreur » au coup d'Etat militaire

Alors que les affrontements armés augmentent dans toute la Turquie, et notamment dans les régions kurdes, certains partis kurdistes continuent pourtant de croire à la compétition électorale. Ainsi d'*Özgürlük Yolu*, qui soutient, la mort dans l'âme, le CHP d'Ecevit aux élections législatives de 1977<sup>254</sup>. Des candidats indépendants soutenus par le parti kurdiste remportent également les élections municipales de Diyarbakır en 1977 (Mehdi Zana) et celles

---

personnes. Cf. Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 36 ; Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 40-41 ; Entretien avec Mehmet Can Yüce, Allemagne, juillet 2004. Certains observateurs (Kutschera, Chris, *Le défi kurde...*, *op. cit.*, p. 250 ; Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p.49-50) affirment que le parti ne prend le nom de PKK qu'au moment de la distribution d'un texte de proclamation du parti en mars ou avril 1979.

<sup>252</sup> Entre 1976 et 1979, de nombreux militants-fondateurs cessent leur activité professionnelle ou leurs études pour devenir des « révolutionnaires professionnels ». On reviendra sur ce « modèle » dans le chapitre V (entretien avec Mehmet Can Yüce, juillet 2004).

<sup>253</sup> Si l'on suit Michel Offerlé, le « départ protestataire (scission ou contestation externe) ne permet un maintien dans la compétition politique qu'autant qu'il s'appuie sur un potentiel de ressources (personnelles et électorales) puisque, abandonnant leur droit à disposer du capital collectif de l'organisation, les sortants doivent reconstruire pour eux-mêmes une nouvelle organisation ». Cf. Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1997 (1<sup>ère</sup> édition 1987), p. 79.

<sup>254</sup> Van Bruinessen, Martin, « The Kurds in Turkey », *MERIP Reports*, n°121, 1984, p. 10.

d'Ağrı (Urfan Alpaslan) en 1979<sup>255</sup>. Et des candidats d'autres partis nationalistes modérés parviennent à remporter des municipalités dans d'autres centres urbains, notamment à Lice<sup>256</sup>. De même, le PKK tente de créer un syndicat kurde indépendant à Batman et Ceylanpınar<sup>257</sup>, avant d'être pris dans la compétition électorale et de remporter les élections municipales de Batman (aux dépens des KUK), et de Hilvan et Suruç (dans la province d'Urfa) en 1979<sup>258</sup>. Il collabore également à la direction de certaines municipalités de la province de Mardin<sup>259</sup>. Pour autant, les stratégies légalistes du PKK apparaissent fortement corrélées à ses stratégies violentes : comme pour de nombreux groupes de gauche et de droite engagés dans une logique de type milicien (dans les régions mixtes<sup>260</sup>), la monopolisation du pouvoir politique local vient appuyer une volonté de contrôle de certains quartiers, voire de villes ou de régions entières.

Les logiques violentes semblent en effet dominer toute autre stratégie au tournant de l'année 1977 : de 3 tués par semaine sur la période 1975-1977, le nombre de victimes passe à une moyenne hebdomadaire de 32 entre le début de l'année 1978 et le 12 septembre 1980. Dans les régions kurdes, le PKK multiplie les affrontements avec le MHP et la police (notamment à Bingöl, Ağrı et Elazığ) et avec la gauche turque et kurde (essentiellement à Gaziantep, Varto, Diyarbakır, Mardin et Ağrı)<sup>261</sup>. Mais l'augmentation des assassinats politiques concerne essentiellement la province d'Urfa : quasi-inexistants en 1976-1977, ils passent à 21 en 1978, 46 en 1979 et 158 durant les huit premiers mois de 1980<sup>262</sup>. A partir de 1979, le parti d'Öcalan décide en effet de porter la lutte dans les campagnes et choisit la province d'Urfa pour expérimenter une stratégie de « guerre interne » contre les tribus kurdes considérées comme fidèles au régime<sup>263</sup>. Le 30 juillet 1979, la tentative d'attentat contre l'agha et député du parti de la justice Mehmet Celal Bucak marque le début d'une période d'affrontements sanglants entre le PKK et une partie de la famille Bucak dans la région de

---

<sup>255</sup> Ces stratégies locales auraient néanmoins conduit à des tensions au sein du mouvement. Cf. Imset, Ismet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 391.

<sup>256</sup> Bozarşlan, Hamit, *Le phénomène milicien...*, *art. cit.*, p. 197 et 242.

<sup>257</sup> Après le succès des mobilisations du 1<sup>er</sup> mai 1979. Le PKK parvient même à faire quadrupler les salaires des ouvriers, qui paient, en contrepartie, un impôt au parti. *Ibid.*, p. 242.

<sup>258</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 44 et Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>259</sup> Bozarşlan, Hamit, *Le phénomène milicien...*, *art. cit.*, p. 242.

<sup>260</sup> Notamment à Fatsa, Çorum, Yozgat, Elazığ, Erzincan, Malatya, Erzurum, ou Kars.

<sup>261</sup> Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>262</sup> Bozarşlan, Hamit, *Le phénomène milicien...*, *art. cit.*, p. 192 et 195.

<sup>263</sup> Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben...*, Band 2, *op. cit.*, p. 303.

Siverek<sup>264</sup>. Grands propriétaires terriens et « collaborateurs » de l'Etat sont également attaqués à Hilvan (Süleymanlar) puis Batman (Ramanlar) et Mardin (Kahramanlar), et des dizaines de décès sont recensés dans les rangs du parti kurdiste<sup>265</sup>. Les affrontements avec les KUK deviennent quotidiens, et de nombreux militants d'autres partis kurdistes (Tekoşin, et même *Özgürlük Yolu*) sont assassinés. Vengeances et représailles participent dès lors d'une véritable autonomisation de la violence : les acteurs ne contrôlent plus les processus qu'ils ont déclenchés, se sentent contraints de surenchérir à chaque coup de l'adversaire alors même qu'ils peuvent être tout à fait conscients de l'absurdité ou de la contre-productivité de ces actions<sup>266</sup>. Les dynamiques violentes n'en restent pas moins liées aux agissements des différents acteurs, et notamment de la droite radicale.

Dans les régions mixtes, les alévis sont la cible d'une véritable stratégie de la tension, souvent mise en œuvre par le MHP. Ainsi en est-il à Malatya en avril 1978, quand l'assassinat, par un militaire vraisemblablement membre du MHP, du maire soutenu par la droite provoque des actions extrêmement violentes contre la gauche et les alévis. Les affrontements font une dizaine de morts, plusieurs centaines de blessés et des dégâts matériels importants<sup>267</sup>. Puis à Sivas en septembre 1978, où des provocations de la « Jeunesse musulmane » engendrent une réaction violente des alévis, et les heurts qui s'ensuivent font 9 morts et une centaine de blessés<sup>268</sup>. Mais les événements les plus dramatiques ont lieu à Maraş en décembre 1978. Le 19, des militants de la droite radicale posent une bombe dans un cinéma « nationaliste ». La gauche est aussitôt soupçonnée et deux enseignants « progressistes » sont assassinés deux jours plus tard. Le 21, les haut-parleurs de la mairie, proche de l'extrême droite, appellent au *Jihad* contre les « communistes » et les alévis, et le maire fait distribuer des armes à la population sunnite. Durant deux jours, les quartiers alévis, les sièges des organisations de gauche, ainsi que certains bâtiments officiels sont attaqués. Un millier de militants de droite tentent même de rentrer dans l'hôpital de la ville afin d'y « achever plusieurs centaines de blessés ». Le bilan officiel fait état de 111 morts, tandis que

---

<sup>264</sup> Cette tentative d'assassinat est considérée par certains observateurs comme la première *opération militaire* du parti. La première *action armée* du PKK pourrait quant à elle remonter à l'attaque d'une banque dans la province de Tunceli en 1975. Cf. Imset, Ismet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>265</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 43 ; Bozarslan, Hamit, *Le phénomène milicien...*, *art. cit.*, p. 241-242.

<sup>266</sup> Lors de son premier congrès tenu en 1981, le PKK reconnaîtra que sa manière d'envisager les autres groupes kurdistes entre 1978 et 1980 était une erreur qui a contribué à affaiblir l'organisation.

<sup>267</sup> Massicard, Elise, *Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique*, *op. cit.*, p. 177.

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 177-178.

l'on parle officieusement de plusieurs centaines de victimes<sup>269</sup>. Sous la pression du CHP, l'état d'urgence est alors décrété par Ecevit dans 13 provinces (dont İstanbul et Ankara) ; il n'empêche pas des scénarios similaires d'avoir lieu à Çorum entre mai et août 1980 (plus de 70 morts)<sup>270</sup>, et dans d'autres villes comme Tokat, Bingöl, Adıyaman, Muş ou Gaziantep<sup>271</sup>.

Face à ces violences, divers organes de l'Etat (qui est alors très désorganisé), ne restent pourtant pas passif. L'organisation de la contre-guérilla, renforcée par le coup d'Etat militaire de 1971, devient encore plus active après l'invasion de Chypre (1974). Son implication dans un certain nombre d'événements sanglants, comme ceux du 1<sup>er</sup> mai 1977 à İstanbul qui font plus de 30 morts, ne fait plus guère de doute. Mais elle se déploie également dans les régions kurdes : entre octobre et décembre 1975, 10 000 « commandos » auraient ainsi été actifs dans la province de Hakkari (frontalière avec l'Irak)<sup>272</sup>. Les actions militaires ou policières contre le PKK commencent à être effectives à partir de 1979. Alors que de nombreux membres du groupe d'Öcalan sont emprisonnés temporairement entre 1976 et 1978<sup>273</sup>, l'arrestation de Şahin Dönmez (membre du Comité central) en mai 1979 à Elazığ porte un coup considérable à l'organisation. Soumis à la torture, devenu repent, il livre d'importantes informations qui permettent l'arrestation de nombreux cadres du parti en 1979 et au cours de l'année 1980<sup>274</sup>. L'armée est également omniprésente à Hakkari afin d'éviter la régionalisation de la mobilisation, et la contre-guérilla assassine un certain nombre de responsables importants, tel le maire de Batman soutenu par le PKK (Edip Solmaz), tué le 12 novembre 1979, soit quelques mois après son arrivée aux commandes de la ville<sup>275</sup>. Il ne faudrait pas croire cependant que la répression ne touche que les régions kurdes. Quelques exemples permettent de saisir l'ampleur du phénomène à l'échelle de la Turquie. A Fatsa, ville située sur le littoral de la mer noire, les forces de l'ordre, appuyées par des commandos parachutistes et par des unités d'infanterie, mais aussi par les idéalistes, investissent la ville le

---

<sup>269</sup> Vaner, Semih, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *art. cit.*, p. 99 et Bozarlan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 238.

<sup>270</sup> Bozarlan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 235.

<sup>271</sup> Vaner, Semih, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *art. cit.*, p. 100.

<sup>272</sup> Kendal, « Kurdistan in Turkey », *art. cit.*, p. 79.

<sup>273</sup> Mehmet Ayri Durmuş et Kemal Pir sont arrêtés en mai 1976 à Suruç lors de l'enterrement du militant Fevzi Aslansoy. Ils restent un mois dans la prison de Diyarbakır puis sont relâchés. Pir est à nouveau interpellé en 1977 mais parvient à s'échapper, puis encore arrêté le 8 novembre 1978 à Pazarcık. Il s'évade le 15 juillet 1979 et gagne la Syrie. Cf. *Kurdistan Report*, n°2, février 1983, p. 25 ; n°3, mai 1983, p. 13 ; n°4, juillet 1983, p. 25. Il rentre en Turquie lors de l'été 1980 mais est arrêté en compagnie de Mehmet Can Yüce en septembre 1980.

<sup>274</sup> Sont par exemple capturés avant même le coup d'Etat : Ayten et Hamili Yıldırım ainsi que Ali Gündüz (qui deviendra repent) en 1979, Sakine Cansız en 1979 à Elazığ, Mazlum Doğan, Aysel Çürükkaya et Yıldırım Merkit (qui deviendra repent) en novembre 1979 sur la route entre Urfa et Mardin, Mehmet Ayri Durmuş le 30 novembre 1979, Şükrü Gülmüş en février 1980, Selim Çürükkaya le 1<sup>er</sup> mai 1980 à Diyarbakır.

<sup>275</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 43.

11 juillet 1980 afin de la « libérer » des communistes<sup>276</sup>. La gestion de l'ordre par les Loups gris conduit à de nouveaux exodes massifs de la population alévie et à une vague de migrations vers l'Europe<sup>277</sup>. A İzmir, les forces de l'ordre interviennent le 10 février 1980 dans les usines de la Tariş afin de casser une grève qui dure depuis février. Des affrontements suivent qui coûtent la vie à plusieurs ouvriers et quelques 1000 personnes sont mises en garde-à-vue<sup>278</sup>. Le 12 septembre 1980, après plusieurs ultimatums, l'armée prend le pouvoir pour la troisième fois dans la vie politique turque, dans le but de restaurer l'ordre, la stabilité économique et politique, et le kéralisme.

Motivée par des considérations internationales (révolution iranienne en 1979, craintes d'une régionalisation de la question kurde), par des considérations économiques (contrecoup du choc pétrolier de 1973, embargo après l'occupation de Chypre), par des craintes de divisions internes à l'armée et par le souci d'enrayer la décomposition et la fragmentation interne (il faut alors restaurer l'Etat), l'intervention militaire, qui est soutenue implicitement par le FMI, les Etats-Unis et l'OTAN, vise explicitement à « dépolitiser la société » et à « retourquifier » la nation<sup>279</sup>. L'état de siège est décrété dans l'ensemble du pays par le Général Evren, chef autoproclamé d'un Conseil national de sécurité qui fait arrêter la plupart des hommes politiques, dissoudre l'Assemblée nationale, interdire toutes les organisations politiques, presque tous les syndicats, et de nombreuses associations. Après avoir établi une nouvelle constitution en 1982<sup>280</sup> et fondé un parti leur étant acquis (le parti de la démocratie nationaliste, *Milliyetçi Demokratisi Partisi*, dirigé par l'ancien général Turgut Sunalp), les militaires se retirent en novembre 1983. La paix est ramenée, mais le bilan officiel de trois ans de répression est impressionnant : plus de 650 000 personnes placées en garde-à-vue, 230 000 personnes condamnées à différentes peines, 210 000 procès intentés, 85 000 personnes emprisonnées, 517 condamnations à mort dont 50 exécutions effectives (majoritairement des militants de gauche), 300 personnes assassinés dans des circonstances non élucidées et 800 disparus<sup>281</sup>, auxquels il faudrait sans doute ajouter des dizaines de milliers de personnes

---

<sup>276</sup> Vaner, Semih, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *art. cit.*, p. 100-101.

<sup>277</sup> Bozarslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 235-236.

<sup>278</sup> Vaner, Semih, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *art. cit.*, p. 102.

<sup>279</sup> Tufan, Hülya et Vaner, Semih, « L'armée, la société et le nouvel ordre (a)politique (1980-1983) », *Les temps modernes*, n°456-457, juillet-août 1984, p. 175-194.

<sup>280</sup> La constitution, bien que très restrictive, est approuvée par référendum à 91,37% des voix. Ce soutien massif peut s'expliquer par une volonté de restaurer la paix et la stabilité. Mais les militaires avaient également déclaré le « non » acte de trahison à la patrie.

<sup>281</sup> *Radikal*, 12 septembre 1997 cité in Ünsaldı, Levent, *Le militaire et la politique en Turquie*, *op. cit.*, p. 110-111 et Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, *op. cit.*, p. 66.

torturées et des milliers d'exécutions extra-légales. Les universités et l'administration sont purgées, 1 683 000 personnes sont fichées et 14 000 personnes sont déchues de leur nationalité<sup>282</sup>. Dans les régions du Sud-Est du pays, majoritairement kurdes ou mixtes, toutes les organisations kurdistes sont démantelées : l'organisation Kawa est décapitée à Quamişlo par les forces de sécurité turques avec l'aide des Syriens<sup>283</sup> dès décembre 1980, et pour la plupart des organisations qui ne s'exilent pas, le coup d'Etat est synonyme de mort. Mais, comme dans le reste de la Turquie, c'est le rythme et la banalité des arrestations qui dominant : 81 634 Kurdes auraient ainsi été arrêtés entre septembre 1980 et septembre 1982<sup>284</sup> et 1399 militants kurdistes (dont 640 militants du PKK) sont condamnés à des peines de prison ferme<sup>285</sup>.

Un certain nombre de différences caractérisent néanmoins la répression dans les régions kurdes. La première concerne le nombre de condamnés à mort : 144 militants kurdistes (dont 129 militants du PKK) sont en effet condamnés à la peine capitale entre 1980 et 1983 contre « seulement » 73 condamnés à mort pour Dev-Yol, dont les militants sont pourtant les plus nombreux à être condamnés à des peines de prison (1552)<sup>286</sup>. Cette sévérité peut s'expliquer par le nombre d'homicides attribués aux militants du PKK ; mais il apparaît surtout que le crime de « séparatisme » exige que la mort soit requise. La deuxième différence a trait aux conditions de détention. Très dures dans toute la Turquie, elles apparaissent destinées, dans la prison n°5 de Diyarbakır, à briser totalement les détenus : tortures systématiques, rééducation politique, humiliations visent à annihiler toute revendication culturelle kurde<sup>287</sup>. Enfin, la mise en pratique de la synthèse turco-islamique (*Türk-İslam sentezi*), élaborée par les intellectuels de droite du Foyer des intellectuels (*Aydınlar Ocağı*) vise indirectement les Kurdes et les alévis. Cette idéologie, qui prend ses distances avec le kémalisme pour mieux développer l'atatürkisme, est à l'origine d'une politique

---

<sup>282</sup> *Radikal*, 12 septembre 1997.

<sup>283</sup> Hüseyin Aslan, Necla Baksi, Mehmet Emin Mutlu et Ramazan Şen sont tués le 12 décembre 1980. Un autre dirigeant de Kawa (Ferit Uzun) avait été tué dans des circonstances restées obscures le 22 novembre 1978 à Siverek. Cf. Kutschera, Chris, *Le défi kurde...*, *op. cit.*, p. 248.

<sup>284</sup> Selon un décompte de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) cité in Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, Bruxelles, Info-Türk, 1986, p. 237.

<sup>285</sup> *Ibid.* Ce décompte est établi par partir d'articles parus dans la presse turque.

<sup>286</sup> *Ibid.* Selon une recension nominative effectuée par le PKK, 31 militants du parti seraient décédés dans la prison de Diyarbakır entre 1981 et 1984 et 165 militants auraient été condamnés à mort entre 1980 et 1988. Voir Kurdistan Komitees in Europa, *Widerstand in den Kerkern von Diyarbakır*, Lieu de publication inconnu (Allemagne), non daté (1988 ?), non paginé (16 p.). Mais, étonnamment, aucun militant du PKK n'a été légalement exécuté.

<sup>287</sup> Pour des exemples en français, voir les témoignages de l'ancien maire de Diyarbakır Mehdi Zana (*La prison n°5...*, *op. cit.*) et du militant de Kawa Ali Ekber Gürgöz (*La nuit de Diyarbakır. Etre kurde en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1997). On y reviendra dans le chapitre V.

d'homogénéisation des régions aléviées mais surtout kurdes qui s'institutionnalise à partir de 1983<sup>288</sup>. Toute opinion qui ne s'inscrirait pas dans le cadre de cette idéologie relève dès lors d'une pathologie ou d'une perversion nécessitant un traitement psychiatrique<sup>289</sup>. Des mosquées sont ainsi construites dans de nombreux quartiers et villages alévis, l'enseignement d'un islam conforme au rite hanéfite devient obligatoire dans l'enseignement primaire et secondaire, les montagnes du Kurdistan sont affublées de devise telles que « Heureux celui qui se dit turc ! » (*Ne mutlu Türk'üm diyene !*), les noms typiquement kurdes sont interdits en 1982, l'usage public du kurde est strictement prohibé (loi n°2392 du 22 octobre 1983), la création de partis politiques se réclamant d'une race, d'une région, d'une religion ou d'une classe sociale est interdite (loi n°2820 du 24 avril 1983)...

Dans ces conditions, les acteurs kurdistes ont eu le sentiment que le mouvement kurde ne pouvait survivre en restant en Turquie. Passant les frontières du Moyen-Orient, se réfugiant en Europe, de nombreuses organisations s'exilent, souvent dans l'objectif de revenir le plus rapidement possible ou de continuer la lutte politique à distance. C'est le cas d'Abdullah Öcalan, qui, sans doute alerté par l'arrestation de Şahin Dönmez, se réfugie en Syrie dès le 2 juillet 1979 puis y fait venir ses militants, ou du chef du TKSP Kemal Burkay, qui s'exile en Suède en 1980, quelques temps avant le coup d'Etat<sup>290</sup>. Mais les Kurdes sont loin d'être les seuls acteurs à investir progressivement l'espace européen : la droite radicale y est implantée depuis la fin des années 1960, la gauche radicale depuis le début des années 1970 et l'Etat - via une multitude d'organisations - tente de conserver prise sur ces différents mouvements depuis les années 1980.

### ***C. L'implantation des différents mouvements de Turquie en Europe***

De nombreuses organisations politiques et institutions de Turquie se sont en effet développées en Europe, avant, pendant ou après l'extension géographique du mouvement

---

<sup>288</sup> Le CHP d'Ecevit s'étant converti à la social-démocratie, le kémalisme avait pris une connotation de gauche dans les années 1970. L'atâtürkisme revendique toujours l'héritage de Mustafa Kemal (Atatürk), mais insiste sur l'homogénéité ethnique (turque) et religieuse (sunnite) de la nation turque. Sur l'institutionnalisation de la synthèse turco-islamique, voir Copeaux, Etienne, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, 1997, p. 77-81.

<sup>289</sup> Bozarslan Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, op. cit., p. 67.

<sup>290</sup> Kemal Burkay s'était déjà réfugié en Allemagne après sa libération en 1972. Il était revenu en Turquie après l'amnistie générale de 1974.

kurde<sup>291</sup>. On peut mentionner pêle-mêle les organisations de la gauche et de la droite radicale, les organisations islamistes, certains partis politiques légaux, les syndicats et les organisations patronales, les médias (quotidiens et télévisions), auxquelles peuvent s'ajouter les organisations créées ou financées par l'Etat turc lui-même, et qui agissent de manière plus ou moins autonome et plus ou moins légale. Parallèlement, de très nombreuses associations - au point qu'il serait tout bonnement illusoire de vouloir les recenser - ont été créées en Europe (organisations alévistes, organisations de pays, organisations dérivées de mouvements politiques expatriés, etc.) avec la vocation de développer des liens amicaux ou hostiles avec le pays ou le gouvernement d'origine. Firmes et entreprises ont également parfois soutenu ou contrecarré ces réseaux, jouant un rôle *de facto* politique, là où on serait tenté de ne voir que des relations économiques et commerciales<sup>292</sup>. Toutes ces organisations sont évidemment le plus souvent le fait d'immigrés, de réfugiés ou d'expatriés ; mais elles rassemblent également un petit nombre de personnes non originaires de Turquie qui s'insèrent dans des organisations préexistantes ou créent leurs propres associations. Au-delà de la diffusion d'un seul mouvement, il apparaît donc que de nombreux acteurs et mouvements se sont installés en Europe et ont noué des relations de concurrence, de coopération, de mimétisme et de différenciation, ou encore d'ignorance mutuelle. On est donc loin d'une transnationalisation isolée, uniquement explicable par les contraintes internes et externes du mouvement kurde.

L'extension du champ de manœuvre du mouvement kurde doit dès lors être observée au miroir de la transnationalisation de ces différents acteurs. Tous ces mouvements sont en effet liés par des rapports de forces, des alliances et des rivalités et sont intéressés à un même type d'activités (mobiliser des soutiens, des militants, des ressources) relativement autonome de la compétition électorale turque<sup>293</sup>, et qui nécessite certaines compétences pratiques et cognitives. Les difficultés d'un mouvement en Turquie pourront permettre à un autre de se développer en Europe, l'émergence d'une nouvelle organisation en Europe rendra les marges de manœuvre d'une autre plus étroites ou l'obligera à se positionner différemment en Turquie, l'alliance entre deux organisations de mouvements différents transformera les relations qu'ont ces deux mouvements avec un troisième... Ces mouvements font donc en quelque sorte

---

<sup>291</sup> Ces organisations se sont également implantées dans d'autres pays du Moyen-Orient. Nous ne nous intéresserons cependant ici qu'à leur extension en Europe.

<sup>292</sup> Des associations visant à défendre la situation des immigrés turcs et kurdes au sein de leur pays d'accueil ont également été créés et sont parfois entrées en concurrence avec les organisations transnationales directement issues de Turquie.

<sup>293</sup> Même si l'on verra que la transnationalisation des organisations turques répond également parfois à des considérations électorales.

« système » et l'étude de l'un ne pourra être envisagée en laissant de côté les relations qu'il entretient avec les autres. C'est en ce sens que nous avons avancé l'idée d'un système d'interaction singulier, correspondant à un type de relations spécifiques entre mouvements.

Retracer précisément les trajectoires de tous les acteurs en relation avec le mouvement kurde, analyser en détails les raisons de leur implantation à l'étranger et décrire les formes que prend chacune de ces extensions géographiques dépasseraient évidemment le cadre de cette étude. Il n'en reste pas moins que les stratégies des différentes organisations kurdistes ne prendront sens qu'au regard des interactions entre le mouvement kurde et le mouvement qui s'oppose le plus à lui, celui de la droite radicale (qui compose souvent avec certains éléments de l'Etat turc tout en gardant son agenda propre), des rapports conflictuels ou amicaux qu'entretiennent les différentes composantes du mouvement kurde de Turquie et le mouvement qui en est historiquement le plus proche (la gauche radicale turque), et enfin des relations entre les organisations internes aux mouvements kurdes (de Turquie et du Moyen-Orient).

### *1. Création et politisation des associations d'étudiants et de travailleurs turcs et kurdes*

Les premières organisations turques et kurdes créées en Europe, et souvent d'abord en Allemagne, sont des associations d'étudiants et de travailleurs. Parmi leurs principaux objectifs figurent la volonté de faire connaître la situation culturelle et politique de leur pays ou de leur région d'origine en Occident, mais aussi de réunir des personnes - souvent célibataires - confrontées à des situations d'isolement. Ces différentes organisations se veulent donc à l'origine non partisans : elles n'ont pas pour but de soutenir un parti situé au Moyen-Orient et ne sont pas des extensions transnationales d'organisations turques ou kurdes. Pour autant, on ne peut les réduire à des associations d'immigrés ou d'expatriés en ce qu'elles affichent presque toujours leur détermination de s'impliquer dans la vie politique et sociale de leur pays d'origine. Sous l'influence de divers facteurs, elles vont également progressivement se politiser, se rapprocher de diverses tendances politiques et parfois subir un certain nombre de scissions liées à cette polarisation. Elles vont ainsi constituer un terreau extrêmement fertile à l'implantation des partis turcs et kurdes durant les années 1970.

Dans les années 1960, les principales organisations créées en Europe sont les associations d'étudiants turcs. Parmi elles, on peut mentionner la *Münih Türk Talebe Cemiyeti*

(Association des étudiants turcs de München) fondée en 1954, puis la *Berlin Türk Öğrenci Birliği* (BTÖB, Union des étudiants turcs à Berlin) en 1957. En 1962, ces deux associations s'allient à six autres (Aachen, Braunschweig, Clausthal, Hannover, Karlsruhe, Köln et Stuttgart) pour créer la Fédération des étudiants turcs en Allemagne (*Almanya Türk Öğrenci Federasyonu*, ATÖF), qui jouera un rôle important dans la fondation des organisations de travailleurs turcs. Financée par le gouvernement turc jusqu'en 1968, l'ATÖF n'est pourtant pas un relais du pouvoir turc en Europe et va même progressivement devenir l'un des opposants les plus virulents au régime, au grand dam du gouvernement, qui fait tout pour tenter de freiner ces développements<sup>294</sup>. La montée en puissance du TİP en Turquie, l'influence de la contestation estudiantine à l'échelle internationale, mais aussi les évolutions qui affectent la structure sociale des adhérents de la Fédération (le nombre d'étudiants des couches populaires augmente fortement)<sup>295</sup> permettent sans doute d'expliquer cette politisation à gauche. Ainsi, l'ATÖF se rapproche du TİP à partir de 1967, critique le gouvernement conservateur de Demirel en 1968, s'allie à certaines associations de travailleurs socialistes. En 1970, elle organise une première manifestation pour protester contre la répression, le 15 juin 1970, d'une grande marche contre une nouvelle loi sur les syndicats, organisée par le TİP et le DİSK (*Devrimci İşçiler Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats révolutionnaires des travailleurs).

Les premières associations d'étudiants kurdes sont fondées au même moment<sup>296</sup>, mais regroupent essentiellement des Kurdes d'Irak, même si des Kurdes de Turquie ou de Syrie y participent et peuvent même en être les instigateurs. Une première association est créée en Suisse en 1949 à l'initiative de Nouredine Zaza (l'Association des étudiants kurdes en Europe), qui s'auto-dissout l'année suivante en raison de dissensions internes<sup>297</sup>. Elle est néanmoins refondée par 17 étudiants en 1956 à Wiesbaden en Allemagne sous le sigle KSSE (*Kurdish Student's Society in Europe*). Elle compte environ 230 membres en 1962, 450 en 1965<sup>298</sup> et jusqu'à 3000 en 1975<sup>299</sup>. Comme l'ATÖF, ces associations sont indépendantes des

---

<sup>294</sup> Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Hitit Verlag, 1989, p. 69-70.

<sup>295</sup> Les *Gastarbeiter* déjà installés en Europe peuvent désormais accueillir et aider de nombreux jeunes qui n'auraient sans cela jamais pu venir étudier à l'étranger.

<sup>296</sup> Des embryons d'associations sont cependant fondés avant la seconde guerre mondiale (comme à Lausanne en 1913).

<sup>297</sup> Zaza, Nouredine, *Ma vie de Kurde*, Labor et Fides, Genève, 1993 (1<sup>ère</sup> édition 1982), p. 130-132.

<sup>298</sup> Ammann, Birgit, *Kurden in Europa. Ethnizität und Diaspora*, Münster, Litt Verlag, 2000, p. 120.

<sup>299</sup> Sheikmous, Omar, « Kurdische Kultur und Politik im westeuropäischen Exil », in Berliner Institut für Vergleichende Sozialforschung (dir.), *Ein Handbuch kurdischer Kultur, Politik und Wissenschaft*, Berlin, Parabolis, p. 2.12.1-2.12.11.

partis politiques, mais les contacts entre Europe et Moyen-Orient sont d'ores et déjà importants. Musa Anter entretient par exemple des relations régulières avec un certain nombre de Kurdes installés à Paris dès la fin des années 1940 (avec l'émir Kamuran Bedir-Khan, originaire de Syrie et professeur de kurde à l'INALCO, qui fondera un Centre d'études kurdes, puis avec le jeune Kurde iranien Abdulrahman Ghassemlou, futur secrétaire général du PDK Iranien, qu'il envoie étudier auprès de Bedir-Khan)<sup>300</sup>. Autres exemples qui témoignent de ces contacts, la police turque trouve les actes du Congrès de la KSSE chez l'un des « 49'lar » (Naci Kutlay) lors d'une fouille de son appartement en 1959<sup>301</sup> et il semble qu'une cellule clandestine de la KSSE, animée par des Kurdes de Turquie et d'Irak, ait été active à İstanbul en 1962<sup>302</sup>. Il est donc remarquable que ces associations soient créées en Europe au moment précis où l'activité estudiantine et intellectuelle kurde et turque prend son essor à İstanbul ou Ankara.

Comme pour les associations d'étudiants turcs, on assiste dès le milieu des années 1960 à la politisation des associations existantes et à l'émergence d'organisations davantage politisées. Une scission au sein de la KSSE, qui conduit à la formation en 1965 d'une nouvelle organisation, l'Union nationale des étudiants kurdes en Europe (*National Union of Kurdish Students in Europe*, NUKSE)<sup>303</sup> met en évidence l'émergence de clivages politiques chez les étudiants kurdes : deux de ses fondateurs, Jemal Nebez et Bruska İbrahim, affirment ainsi que NUKSE est la seule association critique à l'égard de l'URSS à cette époque<sup>304</sup>. Deux petites associations, qui regroupent plus spécifiquement des Kurdes de Turquie, sont également créées : *Hevra* (Ensemble), dont le vrai nom est *Komela Şoreşvanên Kurdên Tirkîye li Ewropa* (Association révolutionnaire des Kurdes de Turquie en Europe), est fondée en 1965 en Allemagne et se donne explicitement pour but de rallier les migrants kurdes arrivant de Turquie<sup>305</sup> tandis que *Bahoz* (La tempête), dont le vrai nom est *Komela Tekoşeren*

<sup>300</sup> Anter, Musa, *Hatıralarım*, *op. cit.*

<sup>301</sup> Kutlay, Naci, *Anılarım* [Mes mémoires], İstanbul, Avesta, 1998, p. 79-80, cité in Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 109-110. L'association mentionnée, active en Allemagne, est appelée *Kürt Talebe Kongresi* (Congrès des étudiants kurdes). Mais il s'agit sans doute de la KSSE, dont la traduction kurde est *Komeleya Xwendavanên Kurd (li Ewrûpa)*, soit, en turc, (*Avrupa*) *Kürt Talebeleri Cemiyeti*.

<sup>302</sup> Soran, Zinar, *Komeleya Xwendavanên Kurd li Ewropa* [L'association des étudiants kurdes en Europe], *Çira*, n°9, p. 19-27, cité in Amman Birgit, *Kurden in Europa...*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>303</sup> Edmonds, Cecil. J., « Kurdish Nationalism », *Journal of Contemporary History*, Vol. 6, n°1, 1971, p. 106.

<sup>304</sup> Entretiens avec Jemal Nebez et Bruska İbrahim cités in Tschavisch, Mahmood H., *Die Kurdische Exilliteratur in Deutschland von den 70er Jahren bis heute*, Marburg, Tectum Verlag, 1996, p. 160 et 170.

<sup>305</sup> Franz, Erhard, *Kurden und Kurdentum. Zeitgeschichte eines Volkes und seiner Nationalbewegungen*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut, 1986, p. 91 ; Van Bruinessen, Martin, *Transnational Aspects of the Kurdish Question*, Working Paper of the Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, Florence, 2000, p. 9.

*Kurdistan* (Association du combat pour le Kurdistan), est fondée en 1970 en Suède et s'étend dans d'autres villes d'Europe, notamment Berlin-Ouest<sup>306</sup>. Le nom de ces associations - qui ne contiennent même pas le mot « étudiants » - indique clairement une forte politisation. Un certain nombre de membres de *Hevra* et *Bahoz* rentrent effectivement en Turquie après l'amnistie de 1974<sup>307</sup>, ce qui tendrait à montrer qu'elles rassemblent déjà de jeunes militants exilés<sup>308</sup>. Il ne faudrait pas cependant opposer trop vite « associations estudiantines » et « associations politisées » : le cas de l'intellectuel Hemreş Reşo, à la fois membre de la KSSE et membre fondateur de *Hevra* et *Bahoz*, montre que les contacts entre organisations existaient. De même, de nombreux militants de la KSSE ou de NUKSE se sont exilés en Europe en raison de la répression et ont repris des études à leur arrivée. Ces considérations tendent à montrer que les développements qui affectent les associations kurdes en Europe restent, dans les années 1960, surdéterminés par l'agenda politique kurde d'Irak : si les Kurdes de Turquie fondent de petites associations sans doute éphémères<sup>309</sup>, ils préfèrent le plus souvent s'unir aux Kurdes d'Irak ou, comme en Turquie, se rapprocher des associations de travailleurs turcs, en plein essor à cette époque.

De nombreuses associations de travailleurs turcs (*Türk İşçi Dernekleri*) sont en effet fondées dès le début des années 1960 en Europe et surtout en Allemagne (ce sont les *Türkischer Arbeiter Vereine*). Ces associations, qui prennent souvent la forme de salons de thé où les hommes seuls - leur famille est généralement restée en Turquie - viennent lire le journal et discuter, sont majoritairement des lieux de sociabilité. On en compte d'ores et déjà 19 en 1963 en Allemagne<sup>310</sup> et leur nombre va fortement progresser au cours des années 1960-1980. Comme les associations d'étudiants, elles sont souvent non politiques à l'origine puis se politisent à partir du milieu des années 1960. De nombreux Kurdes (qui ne se présentent pas forcément comme tels) participent alors à leurs activités. La première association politique de travailleurs immigrés est fondée à Berlin en 1967 (*Berlin Türk Toplumcular Ocağı* ou *Türkische Sozialistengemeinschaft e.V.*). Elle mentionne d'ores et déjà dans ses statuts sa volonté de peser sur la vie politique en Turquie<sup>311</sup>. D'autres associations sont rapidement fondées en Europe et se fédèrent au sein de l'ATTF (*Avrupa Türk*

<sup>306</sup> Edmonds, Cecil. J., « Kurdish Nationalism », *art. cit.*, p. 106.

<sup>307</sup> Kutschera, Chris, *Le mouvement national kurde*, *op. cit.*, p. 343.

<sup>308</sup> Le fils de Musa Anter (Anter Anter) est un des membres fondateurs de l'association. Cf. Imset, İsmet G., *The PKK...*, *op. cit.*, p. 399.

<sup>309</sup> *Bahoz* et *Hevra* ne semblent plus avoir d'activités après 1975. Aucune recherche ne fait en effet état de ces deux associations à la fin des années 1970 et dans les années 1980.

<sup>310</sup> Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>311</sup> *Ibid.*, p. 223.

*Toplumcular Federasyonu*, Fédération des socialistes turcs en Europe) en 1968<sup>312</sup>. Proche du TİP - elle participe à la campagne du parti pour les élections de 1969 - la fédération critique la politique des consulats turcs en Europe, noue des contacts substantiels avec l'ATÖF et réussit à se rallier un certain nombre d'associations de travailleurs immigrés à l'origine non politiques.

Ces associations sont le fait d'initiatives locales et restent dans les années 1960 relativement indépendantes des partis politiques. Mais on assiste également à la fin des années 1960 et surtout au début des années 1970 à l'implantation en Europe d'un certain nombre d'organisations turques, qui sont directement les « filiales » de partis originaires de Turquie. Ces organisations vont progressivement tenter de rallier les diverses organisations déjà existantes tout en créant leur propres associations sur le modèle des associations de travailleurs turcs.

## *2. Stratégies d'inclusion et de contournement : la transnationalisation des mouvements turcs après 1971*

Contrairement à l'idée couramment avancée que les organisations se transnationaliseraient presque toujours dans l'objectif de trouver au niveau international des ressources leur permettant de faire face à un blocage de leurs activités au niveau interne, il apparaît que les premiers mouvements turcs s'étant implantés en Europe l'ont fait à un moment où ils étaient en pleine expansion électorale en Turquie, même s'ils restaient des acteurs menacés et/ou marginaux. C'est notamment le cas du MHP de Türkeş (Parti du mouvement nationaliste, droite radicale) ou du MSP d'Erbakan (Parti du salut national, islamiste) qui sont les premiers à saisir l'importance de l'espace migratoire turc : en incluant la diaspora à leur stratégie électorale en Turquie, ils comprennent rapidement qu'elle peut participer de leur consolidation au niveau interne<sup>313</sup>. Ce phénomène ne signifie pourtant pas que l'espace migratoire soit entièrement au service des partis jouant le jeu de la compétition politique légale. Au début des années 1970, de nombreux militants kurdistes ou de la gauche radicale s'exilent en effet en Europe et développent des activités visant à contester le pouvoir en place : ils entrent alors dans une stratégie de contournement par l'international, qui leur permet de conserver un rôle politique hors de la souveraineté étatique turque. Mais la

---

<sup>312</sup> La fédération est fondée par 8 organisations : cinq basées en Allemagne, et trois basées à Londres, Paris, et Stockholm (*Ibid.*, p. 229)

<sup>313</sup> On a vu que l'ATTF avait dès 1969 participé à la campagne électorale du TİP, notamment en récoltant des fonds. Mais l'initiative est ici « européenne » et ne semble pas répondre à une directive venue de Turquie.

transnationalisation des organisations de gauche ne peut se comprendre qu'au regard de la forte implantation de la droite radicale et des islamistes en Europe : interactions conflictuelles voire règlements de compte sanglants entre militants en Europe, concurrence électorale entre organisations de la gauche et de la droite radicale en Turquie (surtout dans les régions où se développe les milices) expliquent la forte progression de la gauche turque en Europe, et notamment à partir de 1977.

Si la représentation du Parti du mouvement nationaliste (MHP) n'est officiellement fondée qu'en 1973 en Allemagne, les activités du parti remontent à la fin des années 1960, soit au moment même de sa fondation en Turquie. Des associations culturelles (*Kültür Dernekleri*), des centres turcs (*Türk Merkezleri*), des foyers turcs (*Türk Ocakları*) ou encore des centres culturels islamiques (*İslam Kültür Merkezleri*) voient ainsi le jour de manière plus ou moins autonomes, unis par une même proximité avec le MHP. En 1973, la présence de ces associations dans plus de trente villes allemandes et dans cinq autres pays européens (France, Belgique, Pays-Bas, Autriche et Suisse) font du parti de Türkeş l'organisation turque la mieux implantée en Europe. La centralisation est forte et les liens avec l'organisation-mère sont directs, comme le montre la présence du *Başbuğ* (Commandant en chef) au IV<sup>ème</sup> Congrès du parti qui réunit 2000 personnes à Ludwigshaffen en 1975<sup>314</sup>. Si la Cour constitutionnelle turque interdit toute représentation du MHP à l'étranger en 1976 et oblige Türkeş à fermer ses bureaux officiels, le parti peut s'appuyer sur le réseau associatif existant pour continuer à se développer. Comme en Turquie, des foyers ou associations idéalistes (*Ülkücü Dernekleri ou Ocakları*) sont désormais créés avec le soutien direct du MHP, des mosquées sont ralliées et une organisation de la jeunesse idéaliste (*Ülkücü Gençlik*) est fondée en 1976 : 111 organisations réunissant quelque 26 000 membres existent alors en Allemagne fédérale. C'est au moment où le MHP est au gouvernement en Turquie (de 1975 à 1978 puis de 1979 au 12 septembre 1980) que la mobilisation s'étend le plus vite en Europe : des professeurs proches du mouvement et même des militants confirmés obtiennent des postes importants dans les ambassades et consulats turcs en Europe, brouillant parfois les frontières entre domaine étatique et domaine partisan<sup>315</sup>. Un *Nationalistische Front in Deutschland*, qui réunit les organisations de la droite radicale et les associations proches du MSP d'Erbakan, est alors organisé afin de soutenir le « Front national de gouvernement » en Turquie<sup>316</sup>. Les

---

<sup>314</sup> *Ibid.*, p. 180-182.

<sup>315</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>316</sup> *Ibid.*, p. 179.

associations idéalistes participent également très activement à la campagne de Türkeş pour les élections de 1978 et incitent leurs membres à se rendre en Turquie pour aller voter<sup>317</sup>. L'exil d'un certain nombre de militants du MHP - qui obtiennent l'asile politique en Europe après la victoire d'Ecevit en 1978 - permet au parti de se renforcer encore. Les Loups gris (*Bozkurtlar*) commencent alors à se faire connaître pour leurs intimidations et leurs actions violentes à l'encontre des militants de gauche. Des contacts avec des groupes néo-nazis allemands, français et suisses permettent aux cadres clandestins du MHP de s'armer<sup>318</sup> et des dizaines de passages à tabacs sont recensés à Aachen, Bremen, Duisburg, Felbach, Frankfurt am Main, Hagen, Hamburg, Köln et Stuttgart. Selon certains membres du MHP, des camps d'entraînements de commandos formés par des militants de l'Armée de libération des Turcs asservis (*Esir Türkleri Kurtarma Ordusu*, ETKO, clandestine et active en Turquie) auraient également été fondés en Allemagne<sup>319</sup>. Des liens se nouent également avec l'aile droite de la CDU (*Christlich Demokratische Union*) et la CSU (*Christlich Soziale Union*) et, lors d'une rencontre en mai 1978, Franz Joseph Strauss assure à Türkeş qu'« un climat psychologique doit se développer en Allemagne fédérale afin que le MHP apparaisse sous son meilleur jour » et que « le Land de Bayern doit être le début [de ce processus] »<sup>320</sup>. Un mois et demi plus tard, le 18 juin 1978, est fondée l'ADÜTDF (*Avrupa Demokratik Ülkücü Türk Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations démocratiques idéalistes turques en Europe), qui marque l'apogée du mouvement en Europe (220 associations en Europe, dont 170 en Allemagne, plus de 33 000 membres<sup>321</sup>).

Si elle peut également être favorisée par les revers - tout relatif - que subit le mouvement en Turquie (notamment après le retour d'Ecevit au gouvernement en 1978), l'implantation en Europe de la droite radicale est donc notamment liée, dans les années 1970, à une véritable stratégie électorale « au pays » : l'espace migratoire est inclus dans l'espace

<sup>317</sup> A Yozgat, 10% de la population a émigré en RFA et les *Almanclar* (littéralement : les germanistes), en se rendant en masse voter dans leur ville d'origine, jouent un rôle capital dans la victoire de l'extrême droite aux élections locales. Cf. Bozarlan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 220-221.

<sup>318</sup> *Metall*, n°12, juin 1981, cité in Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 186. Certains observateurs ont affirmé que le MHP avait noué des liens avec le NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*), mais ces relations n'ont pu être véritablement prouvées. Türkeş a néanmoins lui-même appelé ses militants à copier les méthodes du NPD. *Ibid.* p. 190.

<sup>319</sup> *Stuttgarter Zeitung*, 11 décembre 1980 cité in Aslan, Fikret et Bozay, Kemal, *Graue Wölfe heulen wieder. Türkische Faschisten und ihre Vernetzung in der BRD*, Münster, Unrast Verlag, 2000 (1<sup>ère</sup> édition 1997), p. 190. L'entraînement des militants se fait cependant sans doute beaucoup plus dans les salles de sport contrôlées par le parti.

<sup>320</sup> *Metall*, n°18, 1978, cité in *ibid.*, p. 188. Les services secrets allemands (*Bundesnachrichtendienst*) auraient également aidé le MHP à s'implanter en Allemagne fédérale. Cf. le témoignage d'un ancien président de l'ADÜTDF paru dans *2000'e Doğru*, 6 décembre 1992 cité in *ibid.*, p. 186.

<sup>321</sup> *Hürriyet*, 18 janvier 1980 cité in Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 179.

politique turc et constitue en quelque sorte une nouvelle province, ou plus précisément une nouvelle circonscription turque, qui bénéficie néanmoins de qualités particulières (richesse relative, extra-territorialité, liens avec de nombreuses provinces turques, etc.). Mais la droite radicale n'est pas le seul mouvement à agir selon ce modèle : la stratégie d'implantation des islamistes en Europe ressemble quelque peu à celle du MHP<sup>322</sup> et des partis politiques légaux du centre droit créent également des organisations destinées à les soutenir tout au long des années 1970<sup>323</sup>. Au-delà, la transnationalisation de certains partis de la gauche légale peut apparaître comme étant tout autant motivée par des considérations électorales, même si elles peuvent également assurer leurs arrières après le coup d'Etat de 1971<sup>324</sup>. Néanmoins, suite à la formation des organisations radicales issues de Dev-Genç puis à leur décapitation en 1972 et 1973, on assiste également à une véritable stratégie de contournement par l'extérieur. La transnationalisation prend alors deux formes, parfois difficile à distinguer tant ces phénomènes apparaissent liés<sup>325</sup>. La première correspond à un ralliement massif de

---

<sup>322</sup> Dès la fin des années 1960, on peut trouver en Europe les *Nurcular* (relativement marginaux et peu centralisés), les *Süleymanlar* (qui fondent en 1973 l'*İslam Kültür Merkezleri Birliği*, Union des centres culturels islamiques, au rôle très important en Turquie même) et surtout les associations proches du MSP d'Erbakan, qui se réunissent en 1975 pour former l'*Almanya Milli Görüş Teskilatları* (Association de la vision nationale en Allemagne) puis en 1976 l'*Avrupa Türk Birliği* (Union turque en Europe) qui deviendra en 1985 l'*Avrupa Milli Görüş Teskilatları* (Association de la nouvelle vision nationale en Europe, AMGT). Les *Süleymanlar* et *Milli Görüş* sont les organisations qui collaborent le plus avec la droite radicale, notamment au moment du Front national de gouvernement en Turquie. Sur les organisations islamiques en Allemagne, voir Amiraux, Valérie, *Acteurs de l'islam entre Allemagne et Turquie. Parcours militants et expériences religieuses*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 27-62.

<sup>323</sup> Ainsi, en 1979, un certain nombre de militants de l'AP arrivent en Allemagne et, après avoir pris contact avec la CDU, ils créent Hür-Türk (*Hürriyetçi Türk-Alman Dostluk Cemiyeti, Freiheitliche Turkish-deutsche Freundschaftsgesellschaft e.V.*) le 18 février 1982. L'association, parrainée par Helmut Kohl, regroupe surtout des hommes d'affaires et des personnes déjà engagées dans des associations religieuses, ou ayant été en contact avec la droite radicale. Elle compte quelques centaines de membres dans les années 1980. Cf. Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*

<sup>324</sup> On peut citer par exemple la *Türkiye Ortanın Solu Derneği - Batı Berlin* (Association du centre-gauche de la Turquie à Berlin Ouest) qui soutient le CHP d'Ecevit à partir de 1972. Une fédération nationale soutenant le CHP est créée en 1975, puis une fédération européenne en 1977 (la *Türkiye Halkçı Devrimci Federasyonu - Avrupa, Föderation Progressiver Volksvereine in Europa e.V.*). La fédération européenne compte 19 associations en 1977 et 32 en 1980, qui regroupent quelques centaines de membres et quelques milliers de sympathisants. Par ailleurs, la TDF (*Avrupa Türkiyeli Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations des travailleurs démocratiques de Turquie en Europe) est fondée en 1974 et soutient le TSİP (*Türkiye Sosyalist İşçi Partisi*, Parti des ouvriers socialistes de Turquie) d'Ahmet Çakmaz. Issue de l'ATTF, la TDF rassemble 16 associations et prend le contrôle de la FİDEF (*Federal Almanya İşçi Dernekleri Federasyonu, Föderation der Türkischen Arbeitervereine in der BRD e.V.*) en 1978. On trouve également le PEF (*Patriotische Einheits-Front für eine Demokratische Türkei in Europa*, 1972) puis l'ATSB (*Avrupa Türkiye Sosyalistler Birliği*, Union des Socialistes de Turquie en Europe) qui soutient le TEP (*Türkiye Emekçi Partisi*, Parti des Travailleurs de Turquie de Mihri Belli à partir de 1975). L'association compte une cinquantaine de membres et ne semble plus avoir d'activités après 1979. Enfin, la *Türkiye Amele Birliği* (Union des travailleurs de Turquie), puis la *Yurtseverler Birliği* (Union des patriotes, 1979) deviennent également de facto la branche européenne du TBP (*Türkiye Birlik Partisi*, Parti de l'Union de Turquie) soutenu majoritairement par les alévis. Cf. Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.* et, sur le TBP, Massicard, Elise, *L'autre Turquie...*, *op. cit.*, p. 281-282.

<sup>325</sup> Nedim Ögelman a tenté de distinguer les organisations « transplantées » des organisations liées à une initiative locale. Sur 44 fédérations et organisations créées entre 1962 et 1997, 27 seraient ainsi les branches

nombreuses associations d'étudiants et de travailleurs aux différents partis de la gauche radicale turque, à un moment où la droite radicale et les organisations islamiques tentent de monopoliser l'espace migratoire et où la Turquie sombre dans la violence : les associations deviennent alors *de facto* les ailes légales des partis interdits en Turquie et en Europe. Dans un deuxième temps, lorsque la répression devient plus sévère en Turquie, les différents partis s'implantent eux-mêmes en Europe en s'appuyant sur les associations existantes et créent parfois de nouvelles associations en vue d'organiser une résistance effective à l'étranger.

Déjà politisées dans les années 1960, les associations turques se multiplient au lendemain du coup d'Etat et un grand nombre d'entre elles se radicalisent et s'engagent dans un soutien plus clair aux partis issus de Dev-Genç. Ce phénomène s'explique évidemment par l'arrivée de nombreux réfugiés, qui activent en Europe les clivages en vigueur en Turquie, ainsi que par les événements dramatiques de la décennie 1970, qui imposent aux migrants de se tourner davantage vers leur pays d'origine. Mais on peut sans conteste affirmer que le développement précoce de la droite radicale en Europe a également fortement incité les associations à afficher plus ouvertement leurs positions, d'abord dans l'objectif de réagir aux intimidations et attaques de la droite mais aussi afin de ne pas laisser le champ libre à leurs ennemis, qui tentent de reproduire en Europe une territorialisation des conflits. Au tournant des années 1970, l'ATTF subit déjà les dissensions qui agitent le Parti ouvrier de Turquie et est obligée de se scinder en deux groupes : l'ATTF continue de soutenir le TİP (puis le TKP après l'interdiction du TİP en 1971) et les TPD (*Türkiye Proleter Devrimcileri*, Révolutionnaires prolétaires de Turquie) se rapprochent de la revue *Aydınlık* et du TİİKP de Perinçek. Malgré cette scission importante (les TDP disposent de 14 comités en Europe en 1971, dont 9 en Allemagne), l'ATTF reste la première association politique de travailleurs immigrés jusqu'en 1974 (avec environ 1000 membres)<sup>326</sup>, date à laquelle des militants soutenant le TSİP (*Türkiye Sosyalist İşçi Partisi*, Parti des ouvriers socialistes de Turquie, légal en Turquie) font sécession et fondent la TDF (*Avrupa Türkiyeli Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations des travailleurs démocratiques de Turquie en Europe) davantage axée sur les problèmes de l'« intégration » des migrants. L'association étudiante ATÖF se radicalise elle aussi après le coup d'Etat sur une ligne politique plutôt prochinoise (elle soutient le TİİKP à partir de 1972) et perd ainsi un certain

---

d'organisations actives en Turquie. Cf. Ögelman, Nedim, « Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks », *art. cit.*

<sup>326</sup> Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 227-232.

nombre d'adhérents<sup>327</sup>. Elle est cependant dissoute en 1977 du fait de dissensions politiques internes<sup>328</sup>. Dans une volonté d'union qui suit plusieurs fronts unis « antifascistes, l'ATTF et l'ATÖF créent la FİDEF (*Federal Almanya İşçi Dernekleri Federasyonu, Föderation der Türkischen Arbeitervereine in der BRD e.V.*) en 1977. Cette grande fédération regroupe une centaine d'associations lors de sa fondation, mais, suite au désistement d'un certain nombre d'organisations qui fondent les HDF (*Sosyaldemokrat Halk Dernekleri Federasyonu, Fédération des associations populaires social-démocrates*), passe sous le contrôle de la TDF en 1978. Elle compte cependant jusqu'à 18 000 membres en 1980<sup>329</sup>.

Parallèlement à l'évolution de ces associations déjà relativement anciennes, on observe l'émergence de nouvelles organisations directement créées par les partis de la gauche radicale interdits en Turquie à partir de 1972. Les trois principales tendances issues de Dev-Genç (THKP-C, THKO et TKP-ML) et le TİİKP sont bientôt représentées en Europe. Les sympathisants du THKP-C fondent ainsi les *Türkiye İşçi Gençlik Birliği* (Association de la jeunesse et des travailleurs de Turquie) dans plusieurs villes allemandes en 1972, puis ces associations se rassemblent sous la bannière Dev-Yol ou *Devrimci İşçi* (Travailleurs révolutionnaires) à partir de 1977<sup>330</sup>. De la même manière, le THKO fonde les *Avrupa Devrimci Mücadele Komitesi* (ADMK, Comités de la lutte révolutionnaire en Europe) en 1972, qui s'associent au TKP-ML au sein de l'ATİF (*Almanya Türkiyeli İşçiler Federasyonu, Föderation der Arbeiter aus der Türkei in der BRD e.V.*) en 1976. Mais le parti de Kaypakkaya prend le contrôle exclusif de la fédération en 1977<sup>331</sup>. Une fraction du THKO, le TDKP-İÖ (*Türkiye Devrimci Komünist Partisi-İnşa Örgütü*, plus connu sous le nom de *TDKP-Halkın Kurtuluşu*, Libération du peuple) décide alors de créer sa propre branche allemande en 1979. Les militants se rassemblent à partir de 1980 au sein de la DİDF (*Almanya Türkiyeli Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu, Fédération des associations des travailleurs démocratiques de Turquie en Allemagne*), qui compte environ 2600 membres en 1983<sup>332</sup>. Enfin, les partisans de Perinçek (TİİKP, puis TİKP, *Türkiye İşçi Köylü Partisi* - légal - en 1978), d'ores et déjà rassemblés au sein d'une organisation dès 1973, fondent une

---

<sup>327</sup> *Ibid.*, p. 71-74, 227 et 257.

<sup>328</sup> Cette dissolution aura des conséquences un long terme : il faudra attendre 1995 pour voir renaître une fédération des associations étudiantes turques en Allemagne.

<sup>329</sup> Selon le *Verfassungsschutzbericht* de 1980 cité in Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 250.

<sup>330</sup> Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 227 et 254.

<sup>331</sup> Deux groupes feront ensuite sécession en 1981 en raison d'une scission en Turquie : Partizan et Partizan-Bolşevik. L'ATIF comprend néanmoins encore 4500 membres en 1980 selon la *Verfassungsschutz*. Cf. *Ibid.*, p. 259.

<sup>332</sup> *Ibid.*, p. 254 et 262.

Fédération des unions du peuple de Turquie en Europe (*Avrupa Türkiye Halk Birlikleri Federasyonu*, HBF) en 1978, soit quelques mois après la dissolution de l'ATÖF<sup>333</sup>.

Ainsi, alors que la droite parvient à s'unir contre le communisme, les organisations de gauche restent profondément divisées, en Turquie comme en Europe : les logiques de fragmentation et de radication à l'œuvre dans le pays d'origine semblent dominer également l'espace migratoire. Un certain nombre de fronts communs contre le « fascisme » sont certes créés au cours des années 1970, ils ne survivent néanmoins pas plus de quelques mois à chaque fois<sup>334</sup> : en 1979, on considère que la droite radicale est au moins quatre fois plus puissante que la gauche radicale<sup>335</sup>. Au-delà, tout porte à croire qu'un véritable modèle de transnationalisation des organisations radicales se met en place dans les années 1970, qui allie des éléments organisationnels issus de l'histoire des mouvements en Turquie même et d'autres éléments issus des modes d'organisation des associations étudiantes turques en Europe. Souvent très centralisés, les partis s'installent dans les pays et les villes qui comptent déjà un certain nombre de sympathisants et une population mobilisable. Les militants (souvent clandestins) sont en nombre très réduit mais encadrent des associations de travailleurs, le plus souvent fédérées à l'échelle du pays d'accueil et à l'échelle européenne. Ces associations, qui ont généralement un local permettant de réunir les hommes seuls autour d'un thé et d'un journal et qui proposent un certain nombre d'activités destinées aux plus jeunes, servent également à marquer le territoire de l'espace migratoire, sur le modèle de la territorialisation des mobilisations en Turquie. Comme « au pays », les collaborations entre organisations sont possibles en Europe, mais les relations demeurent bien souvent conflictuelles : dans les années 1970, il apparaît donc que les clivages et les frontières politiques restent *in fine* déterminées par l'espace politique turc, même si des autonomisations partielles sont possibles, notamment pour les associations qui s'intéressent prioritairement à la conditions des migrants au sein de leur pays d'accueil.

En 1975, aucune organisation kurdiste de Turquie ne s'est véritablement implantée en Europe. A la fin de la décennie, le TKSP de Kemal Burkay est l'un des premiers à s'organiser

---

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 250 et 254.

<sup>334</sup> Les associations de gauche réussissent à fonder un *Demokratik Türkiye İçin Yurtsever Birleşik Cephe* (Front uni patriotique pour une Turquie démocratique) qui réunit dix organisations en juin 1971, puis un *Avrupa Barış ve Özgürlük Komitesi* (Comité pour la paix et la liberté d'Europe, ABÖK) auquel succède un *Türkiye Barış ve Özgürlük Komitesi* (Comité pour la paix et la liberté en Turquie, TBÖK). En 1975 est enfin créé un *Faşizme ve Antidemokratik Uygulamalara Karşı Demokratik Güçbirliği* (Front unitaire démocratique contre le fascisme et les mesures anti-démocratiques). Cf. *Ibid.*

<sup>335</sup> *Ibid.*, p. 187.

sur le modèle présenté ci-dessus. Mais ce n'est qu'après le coup d'Etat de 1980 que la plupart des organisations kurdistes se transnationalisent. Seules quelques-unes parviendront cependant à survivre au-delà de quatre ou cinq ans.

### *3. La transnationalisation des organisations kurdistes en Europe : implantation, concurrence et monopolisation*

Alors que dans les années 1960, les associations d'étudiants kurdes (et notamment celles qui regroupent plus spécifiquement des Kurdes de Turquie) se politisent, elles deviennent rapidement partisans dès le début des années 1970. Plus précisément, ce processus touche exclusivement les associations regroupant des Kurdes originaires de tous les pays du Moyen-Orient, qui, en raison de l'aura dont bénéficie l'insurrection des Barzani, se structurent essentiellement selon des clivages kurdes irakiens. En 1970 est ainsi créée à Vienne la *Sozialistische Organisation Kurdischer Studenten in Europa* (SOKSE), qui regroupe - toujours aujourd'hui - des membres proches du PASOK (Parti socialiste kurde - Irak)<sup>336</sup>. De même, après la défaite de Barzani, un certain nombre de membres de la KSSE font une nouvelle fois sécession et créent une nouvelle association, l'*Association of Kurdish Students Abroad* (AKSA), proche de l'UPK de Jalal Talabani alors que la KSSE continue à soutenir le PDK des Barzani. Tous les étudiants et intellectuels en désaccord avec la KSSE n'adhèrent cependant pas à AKSA et certains Kurdes vivant en France tentent une conciliation visant à créer une organisation européenne indépendante des partis politiques. Cette conciliation ayant abouti à un échec, l'Union des étudiants kurdes de France (UEKF) est créée en 1976 autour de l'ingénieur kurde de Turquie Kendal Nezan et d'Abdulrahman Ghassemlou et reste la seule association kurde en France jusqu'en 1978<sup>337</sup>. A la fin des années 1970 et juste après le coup d'Etat de 1980 en Turquie, l'arrivée de nombreux réfugiés kurdes et la politisation des migrants provoquent la disparition des organisations estudiantines et l'émergence des représentations de parti et des associations de travailleurs. C'est cependant souvent aidées des dirigeants des anciennes organisations que ces nouvelles associations apparaissent.

---

<sup>336</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui. Mouvement national et partis politiques*, L'Harmattan, 1984, p. 227-228.

<sup>337</sup> *Ibid.*, p. 222-224. Une « Association France-Kurdistan » avait cependant été créée en 1975 et regroupait essentiellement des intellectuels français (avec notamment Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Maxime Rodinson, Pierre Vidal-Naquet, Edgar Morin, Bernard Dorin, Gérard Chaliand, Laurent Schwartz...). Elle sera active sous cette forme jusqu'en 1983.

La plupart des partis kurdistes, mais essentiellement de Turquie cette fois, vont ainsi s'étendre vers l'Europe, sous forme de réseaux informels pour les plus petits et d'organisations structurées pour les plus importants<sup>338</sup>. *Tekoşin*, en voie de disparition, compte ainsi quelques militants en Suède et en Autriche au début des années 1980. On trouve aussi quelques militants de Kawa et Denge Kawa en Suisse, en Autriche et en Suède, quelques militants des mouvements Rizgarî et Ala Rizgarî en Suède, en Allemagne, en Hollande et en France (où ils sont deux ou trois)<sup>339</sup>. En 1987, le mouvement Rizgarî se transforme en véritable parti, le Parti de la libération du Kurdistan (*Partiya Rizgarîya Kurdistan*, PRK-Rizgarî, connu également sous son nom turc, *Kürdistan Kurtuluş Partisi*)<sup>340</sup>. Les KUK (*Kurdistan Ulusal Kurtuluşçular*, Libérateurs nationaux du Kurdistan) sont davantage présents en Europe (Suède, puis plus tard Pays-Bas), et surtout en Allemagne où ils ont pu fonder quelques associations nommées Koç-Kak (*Komela Çanda Karkerên Kurdistan*, Association culturelle des travailleurs du Kurdistan), essentiellement à Duisburg et Berlin. Ils ne seraient cependant que deux ou trois sympathisants en France au début des années 1980<sup>341</sup>. De même, le KÎP, scission du PDK-T et qui devient PPKK (*Partiya Pêşenga Karkerên Kurdistan*, Parti Avant-garde des Travailleurs du Kurdistan) en 1983, possède quelques associations de travailleurs en Europe. Suite au congrès de 1983, deux tendances se dessinent cependant : *Pêşeng*, Avant-garde, devient l'association de travailleurs du PPKK tandis que subsistent d'anciens DDKD, sur le modèle des associations du PDK-T fondées en Turquie. Les deux tendances du PPKK comptaient 25 sympathisants à Paris en 1984 (la tendance DDKD étant membre de l'UEKF jusqu'en 1983) mais étaient plus nombreux en Suède et en Allemagne où ils avaient pu fonder des KKDK (*Komelên Karkerên Demokratên Kurdistan*, Association des Travailleurs démocrates du Kurdistan) dès 1978. Il y en avait une en Suède en 1984, et 6 puis 8 en Allemagne (notamment à Giessen et Stuttgart) regroupées au sein de l'Union des Associations des Travailleurs du Kurdistan (*Yekîfî Komela Karkerên Kurdistan*)<sup>342</sup>, qui deviendra la *Kurdische Gemeinde in Deutschland* (*Civata Kurd li Almanya*) en novembre 1991<sup>343</sup>. Quant au PDK-T originel, il possède bien une représentation en Suède, mais ses militants se regroupent le plus souvent dans les associations du PDK d'Irak<sup>344</sup>. Seuls

<sup>338</sup> Nous ne parlerons pas ici des Kurdes d'Iran et d'Irak, qui privilégient surtout les représentations de partis.

<sup>339</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 199-200. Imset, Ismet G., *The PKK...*, op. cit., p. 393.

<sup>340</sup> Kutschera, Chris, *Le défi kurde...*, op. cit., p. 246.

<sup>341</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 198 et 236.

<sup>342</sup> *Ibid.*, p. 197-198 et 235-236.

<sup>343</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics...*, op. cit., p. 153. Il s'agit bien de la *Civata Kurd li Almanya* et non de la *Civata li Kurd* comme le mentionne E. Østergaard-Nielsen.

<sup>344</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 193-194.

deux partis vont finalement, dès le début des années 1980, s'implanter durablement en Europe : Le TKSP et le PKK.

Au début des années 1980, c'est bien le TKSP qui est le mieux implanté. Dès janvier 1979, 8 associations kurdes de Turquie déjà présentes en Allemagne se fédèrent au sein de Komkar (*Federasyona Komelên Karkerên Kurdistan li Elmanya Federal*, Fédération des associations des Travailleurs du Kurdistan en Allemagne Fédérale, qui deviendra en 1996 la *Yekîtîya Komelên Kurdistan*, Fédération des associations du Kurdistan). Au début des années 1980, Komkar aurait déjà plus de 3000 adhérents, très majoritairement kurdes de Turquie, répartis dans toute l'Allemagne, ce qui en fait l'organisation kurdiste la plus importante en Allemagne et en Europe. En France, les sympathisants du TKSP sont bien moins nombreux mais ils parviennent, en février 1983, à prendre le contrôle de l'UEKF, devenue en 1981 suite à l'arrivée de nombreux réfugiés non étudiants l'UETKF (Union des étudiants et des travailleurs kurdes en France)<sup>345</sup>, et qui devient, en février 1984 la *Komela Karkerên Kurdistan li Fransa* (KKKLF ou ATKF, Association des Travailleurs du Kurdistan en France) achevant de la lier à Komkar. En 1984, l'association comptait environ 70 militants dispersés dans toute la France, dont 30 à Paris. Le TKSP est enfin très actif en Suède, où une association de travailleur a également été fondée, la *Komela Karkerên Kurdistan li Swed* (KKKS, Association des Travailleurs du Kurdistan en Suède), qui compte environ 300 membres en 1984<sup>346</sup>. La KKKS est également membre d'une fédération des associations kurdes en Suède, qui regroupe des partis et associations de toutes les parties du Kurdistan.

Mais le PKK va très rapidement devancer le TKSP. Dès 1983, 8 associations existent en Allemagne (à Berlin, Nürnberg, Hannover, Köln, Frankfurt, Osnabrück, Mannheim et Karlsruhe) et une aux Pays-Bas (La Haye), en Suède (Stockholm), en Suisse (Basel), et en France (Paris)<sup>347</sup>. En Allemagne, 4000 personnes (dont beaucoup d'invités non membres) assistent au cinquième anniversaire de la fondation du PKK à Hamburg en novembre de la même année<sup>348</sup>, et, le 21 mars 1984, le Feyka-Kurdistan (*Federasyona Yekîtîya Karkerên Welatparêzen Çandîya Kurdistan Li Almanya Rojava*, Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes et des associations culturelles du Kurdistan en Allemagne fédérale)

---

<sup>345</sup> L'ancienne direction a participé, avec l'Association France-Kurdistan et l'aide des autorités françaises, à la fondation de l'Institut kurde de Paris en 1983. Celui-ci est bien accueilli par le Komkar et le TKSP ainsi que le PDKI, beaucoup moins par le PKK et les partis kurdistes d'Irak qui craignaient sans doute une forte concurrence.

<sup>346</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 230, 186, 222-225 et 236-238.

<sup>347</sup> *Kurdistan Report*, n°2, février 1983.

<sup>348</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 193.

est fondé pour unir les désormais 15 associations présentes en Allemagne (7 parmi les 8 déjà citées - celle de Karlsruhe semble apparemment s'être dissoute ou avoir voulu conserver son autonomie - plus celles de Hamburg, Celle, Duisburg, Bochum, Giessen, Ingolstadt, Saarbrücken et Stuttgart)<sup>349</sup>. En France, l'Association des Travailleurs patriotes du Kurdistan (*Komala Karkerên Welat Parêzen Kurdistan*, KKWK) est fondée par des sympathisants du PKK à Paris en juillet 1982. Elle regroupe environ 100 personnes, majoritairement des Kurdes de Turquie (mais quelques Kurdes de Syrie et Turcs également) ; une cinquantaine de personnes (souvent des ouvriers turcs et kurdes) passe chaque soir au local pour discuter et se tenir informée. Au-delà, la fête de *Newroz* organisée par l'association rassemble déjà près de 2000 personnes en 1983. Des associations se créent à Strasbourg, Metz et Dreux la même année<sup>350</sup>.

Comme en Turquie, les relations entre partis kurdistes - et entre partis kurdistes et partis de la gauche turque - sont complexes, faites de tentatives de coopération mais surtout de concurrence, qui débouche parfois sur des interactions violentes. En 1982 est créé un Front uni de résistance anti-fasciste (*Faşizme Karşı Birleşik Direniş Cephesi*), connu également sous le nom de Bir-Kom, qui regroupe notamment le PKK et Dev-Yol, mais qui est rapidement miné par des conflits internes, chaque parti cherchant à utiliser cette union non pas pour mettre en place de véritables coopérations, mais pour gagner en légitimité et « débaucher » des membres d'autres groupes. De leur côté, les groupes kurdistes plus éloignés de Dev-Genç multiplient les tentatives d'union, parfois même avec la gauche turque, sans réel succès<sup>351</sup>. Comme pour les groupes turcs, qui cherchent à toujours mobiliser et contrôler de nouveaux segments de l'espace migratoire, les partis kurdistes - et surtout le PKK - tentent d'inscrire leur puissance dans la territorialité, les quartiers kurdes-turcs des grandes villes devenant rapidement des lieux d'une lutte pour le monopole de la cause kurde (ces luttes se

<sup>349</sup> Feyka-Kurdistan, *Dokumentation Nr.1*, Bonn, Mai 1986, p. 6.

<sup>350</sup> More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 232-234.

<sup>351</sup> En 1980 est créée une éphémère Union des forces nationales démocratiques (UDG, *Ulusal Demokratik Güçbirliđi*), qui regroupe le TKSP, le DDKD et les KUK. Puis, à l'été 1983, un front commun qui regroupe le TKSP, les KUK, le PPKK, Ala Rizgarî et Tekoşin prend le nom de Hevkari (Coopération). En 1984 est également créée *Sol Birlik (Türkiye ve Türkiye Kürdistanı Sol Birliđi*, Union de la gauche de Turquie et du Kurdistan de Turquie) qui regroupe les partis kurdistes TKSP et PPKK ainsi que les partis de la gauche turque TSİP, TKP, TİP et TKEP. Enfin, en 1988 est fondée TEVGER (*Tevgera Rizgarîya Kurdistan*, Organisation de libération du Kurdistan) qui regroupe huit organisations kurdistes autour du TKSP (Ala Rizgarî, KUK-SE, Parhêz (*Kurdistan Yurtsever Güç-partisi*, Parti-force des patriotes du Kurdistan), PDK-RN (*Kurdistan Demokrat Partisi-Ulusal Örgütü*, Parti démocrate du Kurdistan - Organisation nationale), PPKK, ŞK (*Şoreşgeren Kurdistan*, Révolutionnaires du Kurdistan), YSK (*Yekitîya Sosyalîsta Kurdistan*, Union des socialistes du Kurdistan). De nombreuses nouvelles plateformes unitaires seront créées dans les années 1990, incluant parfois le PKK. Elles ne réussiront jamais à s'imposer.

concrétisent physiquement dans l'espace urbain, notamment par les collages d'affiches). C'est sans nul doute pour cette raison que, durant la première moitié des années 1980, les relations entre le TKSP et le PKK s'enveniment, au point de déboucher sur des rixes qui font plusieurs morts dans les rangs des deux organisations, notamment à Paris, Hamburg, Hannover et Köln. Mais ce sont surtout les règlements de compte internes au PKK qui sont les plus meurtriers. Une multitude d'assassinats de dissidents ou de personnes ayant rejoint d'autres organisations kurdistes sont ainsi imputés au parti d'Öcalan dans les années 1980, notamment en Suède, aux Pays-Bas, en Allemagne et en France : comme on le verra plus en détails dans le chapitre V, la lutte pour la « centralité partisane »<sup>352</sup> passe d'abord par le contrôle de ses propres membres, et par la remise au pas des « personnalités déviantes ».

### ***Conclusion***

Cette section a donc montré les formes que prenait la transnationalisation des organisations kurdes et turques de Turquie. Contrairement à de nombreux autres mouvements souvent étudiés, ce processus de transnationalisation n'apparaît pas uniquement lié à une volonté de contournement de l'Etat turc, mais vise également à encadrer une population déjà installée dans l'espace européen et considérée comme potentiellement mobilisable, en raison notamment de son degré d'organisation préalable. Nous avons également vu que l'extension du champ d'action du mouvement kurde ne pouvait être comprise indépendamment de la transnationalisation des autres organisations de la droite et de la gauche radicales turques. Le premier acteur à s'implanter en Europe est le Parti du mouvement nationaliste (MHP), suivi bientôt des organisations de la gauche radicale : le mouvement kurde, qui ne pouvait rester à l'écart, est le dernier à créer des « filiales » européennes à la toute fin des années 1970. La présence de tous ces mouvements a des implications importantes pour le mouvement kurde. En étendant leur champ d'action à un autre site d'interaction (l'Europe), les organisations kurdistes ne font en quelque sorte que suivre « le mouvement » et vont continuer d'interagir avec la droite radicale turque, la gauche turque et, dans une moindre mesure les organisations kurdistes des autres Etats du Moyen-Orient. Force est alors de reconnaître que la transnationalisation ne « libère » pas toujours des contraintes du site d'interaction d'origine, tout comme elle n'isole pas forcément un mouvement donné : ce qu'on nomme *contexte* des

---

<sup>352</sup> Mischi, Julian, « La centralité partisane dans les communautés d'implantation communiste », *Communication au Colloque de l'Association française de science politique « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »*, Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002.

mobilisations ou de l'action collective est désormais devenu extrêmement flou, comme s'il s'était lui-même en partie transnationalisé. Car si la création des nombreuses associations turques et kurdes est effectivement fonction des libertés accordées aux étrangers/immigrés en Europe, les processus de politisation accélérée qui apparaissent dans les années 1970, les positionnements idéologiques et les formes organisationnelles des organisations turques et kurdes, les dynamiques de fragmentation, de radicalisation et parfois de violences qui touchent toutes ces organisations ne peuvent être expliqués par le contexte des pays d'accueil mais sont fonction des rapports de force et de la culture politique en vigueur dans ce système d'interaction.

Il faudrait également insister sur une autre conséquence de la répression et de l'« exil » des différents mouvements de Turquie avant et juste après 1980. A la fin des années 1970, l'action du PKK est essentiellement contre les grands propriétaires terriens, les autres organisations kurdes et les autres mouvements, même si l'Etat est parfois pris pour cible : on peut donc considérer que les relations avec les autres acteurs contestataires priment sur celles qui se nouent avec l'Etat. Le coup d'Etat militaire de 1980 bouleverse cette hiérarchisation des systèmes d'interaction : Ayant pu se réfugier assez tôt en Syrie, le PKK se retrouve seul face à l'Etat<sup>353</sup>. Ne pouvant se maintenir dans les villes, en grandes difficultés dans les campagnes pendant quelques années, il va néanmoins profiter de l'ampleur et de la longévité de la répression ainsi que du retrait de plus en plus prononcé de l'Etat dans les zones rurales : alors que le parti d'Öcalan est un petit parti clandestin et souvent détesté avant et juste après le coup d'Etat, son discours sur l'auto-défense lui permet de gagner la confiance de nombreux segments de la population et de réorienter sa stratégie, essentiellement en direction de l'Etat cette fois. Après de nombreux reports, il lance sa guerre de guérilla contre l'Etat turc en août 1984, ce qui aura des conséquences inestimables sur son image parmi les migrants kurdes d'Europe<sup>354</sup>.

---

<sup>353</sup> Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, § 14.

<sup>354</sup> Comme le note Hamit Bozarslan « Le PKK a en effet réalisé le passage du discours sur la "lutte armée", largement répandu dans les rangs de la gauche, à la pratique de la lutte armée ». Cf. Bozarslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 241.

## Section 2. La « diaspora kurde » : de la dispersion à la mobilisation

### *Introduction : mobiliser et être mobilisé*

Tout mouvement opérant sur une pluralité de territoires se doit, s'il souhaite être autre chose qu'une représentation « diplomatique » à l'étranger ou un groupuscule chargé d'actions spectaculaires ponctuelles, de tenter de recueillir des soutiens en termes politiques et symboliques, financiers et humains. Les soutiens potentiellement mobilisables par les organisations turques et kurdes sont d'abord les populations immigrées<sup>355</sup> de Turquie en Europe, qui peuvent participer activement à la lutte en donnant de leur temps ou de l'argent. En 1974, au moment où s'arrête les flux de travailleurs migrants, un million de ressortissants turcs vivent déjà en Allemagne et près de 60 000 en France. Vingt ans plus tard, au milieu des années 1990, ils sont deux millions en Allemagne et plus de 250 000 en France. Si l'analyse de l'engagement des émigrés en direction de leur pays d'origine est un thème déjà ancien outre-Atlantique (*homeland politics*), la recherche européenne s'est longtemps focalisée sur la participation politique des immigrés au sein de leur pays dit d'accueil (*immigrants politics*), ne s'intéressant que depuis peu aux questions relatives aux « politiques d'exil »<sup>356</sup>. C'est la notion de « diaspora » - qui vise à décrire la situation d'un groupe confronté à la dispersion - qui semble avoir permis de fédérer ces recherches<sup>357</sup>.

A partir de l'idéal-type de la diaspora juive et afin de rendre le concept opératoire, un premier courant de recherche<sup>358</sup> a tenté de proposer des définitions plus ou moins précises de la notion. Le mot a alors servi à nommer une population poussée à l'exil, conservant une cohésion forte et entretenant des liens puissants avec son pays d'origine. L'inflation des critères de définition (jusqu'à neuf critères retenus) ne semble cependant pas avoir rendu l'utilisation de la notion plus heuristique : d'une réflexion sur les spécificités de l'exil, on s'est de plus en plus interrogé sur la légitimité de l'emploi du terme pour décrire des groupes dispersés, certains « méritant » davantage le qualificatif que d'autres. L'utilisation

---

<sup>355</sup> Nous parlerons dans cette partie d'« immigrés » et non d'« étrangers » car de nombreuses personnes originaire de Turquie ont acquis la nationalité de leur pays d'accueil. Il reste que, par convention, nous emploierons parfois certains termes (« immigrés », « migrants », « espace migratoire » ou « populations immigrées ») de manière abusive : ce qu'on appelle par exemple la « deuxième génération d'immigrés » n'a en fait jamais migré.

<sup>356</sup> Dufoix, Stéphane, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002.

<sup>357</sup> Dufoix, Stéphane, *Les diasporas*, Paris, PUF, 2003.

<sup>358</sup> Voir par exemple Cohen, Robin, *Global Diasporas : An Introduction*, Londres, UCL Press, 1997.

exponentielle du mot, a également souvent induit une réification des identités qui se révèlent pourtant toujours plurielles, mouvantes et ambivalentes au contact du terrain. La notion de « communauté transnationale », qui insiste plus directement sur les liens entre deux entités distantes, semble dotée des mêmes faiblesses : traçant une frontière exclusive entre ceux qui appartiennent à la communauté et ceux qui lui sont extérieurs, incluant dans le même temps à partir de critères dits « objectifs » un certain nombre d'individus qui ne se reconnaissent pas dans cette « communauté », elle tend à masquer la manière dont se construit le groupe et dont s'opère le passage à la mobilisation, comme si l'existence de liens préalables rendait l'engagement naturel ou mécanique. Un deuxième courant, qui s'inspire des théories post-modernes, a radicalement inversé cette problématique, percevant dans la diaspora les prémisses de la condition humaine post-industrielle, faite de nomadisme, d'hétérogénéité, d'hybridation et de dé-territorialisation<sup>359</sup>. Cette interprétation, qui s'est construite contre le paradigme réaliste en théorie des relations internationales et décrit un processus susceptible d'aboutir à la disparition de l'Etat-nation, a initié des pistes de recherche fécondes sur les « sphères publiques diasporiques » en s'intéressant à la construction de « communautés affectives » transnationales voire post-nationales. Si l'attention portée à la construction des imaginaires sociaux constitue une heureuse rupture avec le courant précédent, enterrer un peu vite le nationalisme et l'Etat-nation court le risque d'oublier la réelle capacité des Etats à devenir eux-mêmes des acteurs transnationaux (comme on le verra dans la première section du chapitre II).

Comment alors analyser la (re-)découverte de ses « racines » et l'engagement d'une partie des immigrés de Turquie en direction de son pays d'origine ? La première section de ce chapitre nous a permis d'observer de quelles manières s'étaient transnationalisés les différents mouvements de Turquie, comment ils avaient composé en Europe avec des associations d'immigrés déjà parfois anciennes et comment ils avaient parfois réussi à réorienter - si nécessaire - *l'horizon d'action* de ces associations vers l'espace politique turc. L'hypothèse que nous chercherons à démontrer dans cette partie est que l'individu qui passe par un processus de (re-)construction de son identité à travers des clivages issus de Turquie (référénts ethniques, politiques ou confessionnels), l'individu qui s'engage, donne de son temps ou de son argent pour une cause portant sur son pays d'origine se place *de facto* dans

---

<sup>359</sup> Voir notamment Hall, Stuart, « Cultural Identity and Diaspora », in Rutherford, Jonathan (dir.), *Identity, Community, Culture, Difference*, Londres, Laurence & Wishart, 1990, p. 222-237 ; Clifford, James, « Diaspora », *Current Anthropology*, Vol. 9, n°3, 1994, p. 302-338.

cet horizon d'action. Cette inscription n'est jamais définitive et peut d'ailleurs se combiner à un engagement dans des questions liées strictement au pays d'accueil : des va-et-vient sont possibles, en fonction des expériences, des préoccupations du moment, des doutes, des déceptions ou des espoirs. Mais cette hypothèse signifie également que les organisations qui dominent cet espace ont une place importante dans l'activation, la conservation, ou la « crise » de cet horizon d'action : ce ne sont pas les individus qui se mobilisent, ils sont mobilisés par des organisations, constituées elle-même d'individus mobilisés.

Pour vérifier cette hypothèse, notre raisonnement s'articulera autour de trois points, distingués et agencés *artificiellement* à des fins d'analyse. Afin de donner quelques éléments démographiques au lecteur, nous reviendrons dans un premier temps sur la constitution de cet espace migratoire et sur les caractéristiques sociales des Turcs et Kurdes vivant en Europe. Puis, alors que cette question aurait sans doute pu être abordée en premier, nous tenterons de mieux comprendre comment se construisent les identités ethniques et politiques en exil, au contact des organisations politiques ou religieuses : nous verrons que seule une analyse relationnelle et compréhensive peut rendre compte des processus qui conduisent à se déclarer kurde, turc, sunnite ou alévi. Différents types d'inscriptions dans un horizon d'action transnational seront étudiées dans un troisième temps, sans que là encore il faille voir dans notre raisonnement des étapes successives : si une conscience de la kurdicité, même faible, s'avère bien nécessaire à l'engagement, l'identité est également construite et retravaillée au cours de la mobilisation. Nous montrerons la faiblesse des perspectives structuralistes à rendre compte de ce phénomène : seule une approche insistant sur le travail de mobilisation des organisations pourra saisir comment l'on en vient à se mobiliser pour la cause kurde.

## ***A. L'immigration : une population potentiellement mobilisable***

### *1. Les trois vagues de migration de Turquie ou la question des générations*

C'est au tout début des années 1960 que débute l'émigration de travailleurs vers l'Europe<sup>360</sup>. Des accords de recrutement de main d'œuvre sont en effet signés en 1961 entre la Turquie et la République fédérale d'Allemagne et des accords similaires recouvrant les conditions générales de recrutement des travailleurs migrants sont ensuite signés avec l'Autriche, les Pays-Bas et la Belgique (1964), la France (1965), la Suède (1967), la Suisse

---

<sup>360</sup> En 1956, un premier accord avait permis l'envoi de diplômés de grandes écoles turques en stage en Allemagne, où ils finiront par s'installer. Cf. Rigoni, Isabelle, Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 83.

(1969) et le Danemark (1970)<sup>361</sup>. Mais c'est avec l'Allemagne que ces accords bilatéraux porteront davantage leurs fruits : entre 1963 et 1981, 232 accords sont signés entre entreprises allemandes et turques, sur un total de 813 accords réalisés avec des compagnies étrangères en Turquie<sup>362</sup>. Les résultats ne se font pas attendre : en moins de 15 ans (1961-1975), 950 000 citoyens turcs émigrent officiellement en Europe de l'Ouest (dont un peu plus de 800 000 envoyés par le service de l'emploi turc). Ils sont 80% à émigrer vers l'Allemagne fédérale. En 1974, après le choc pétrolier de 1973, la plupart des pays européens ayant recours à l'immigration de travail suspendent les accords. Cette suspension ne signifie pas pourtant la stabilisation du nombre de ressortissants turcs en Europe : un taux de natalité relativement élevé, associé à des politiques de naturalisation très diversifiées d'un pays de résidence à l'autre, ainsi qu'une politique assez généralisée de regroupement familial font que le nombre de migrants turcs continue d'augmenter considérablement. Les premiers immigrés sont essentiellement des hommes, ouvriers et artisans urbanisés, non confrontés au chômage en Turquie, qui cherchent rehausser leur statut social et à assurer l'avenir de leur famille dans un contexte de crise économique. Jusqu'en 1974, les sept provinces les plus riches de Turquie contribuent ainsi à près de la moitié du total des travailleurs migrants envoyés par le service de l'emploi et 68% des Turcs d'Allemagne proviennent des régions les plus favorisées. Les migrants originaires des régions kurdes (notamment Hakkari, Siirt, Bitlis, Ağrı, Muş, Bilecik, Adıyaman, Mardin, Van Bingöl) ne représentent qu'1,5% d'entre eux<sup>363</sup>.

Après 1967 et au fur et mesure que les pays d'accueil se multiplient, les origines des migrants se diversifient : le nombre de personnes originaires des zones rurales, paysans souvent propriétaires d'une petite parcelle cultivable, le nombre de personnes urbanisées mais issues de l'exode rural<sup>364</sup>, ainsi que le nombre de femmes augmentent considérablement. Certains départs sont autant motivés par des considérations économiques que politiques : à la fin des années 1960 et après le coup d'Etat de 1971, la répression des syndicats provoque la

---

<sup>361</sup> Akgündüz, Ahmet, « Labor Migration from Turkey to Western Europe. An Analytical Review from its Commencement (early 60's) to the Recruitment Halt (1973/1974) », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 11, n°1, 1995, p. 154.

<sup>362</sup> Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 83.

<sup>363</sup> Akgündüz, Ahmet, « Labor Migration from Turkey to Western Europe... », *art. cit.*, p. 168.

<sup>364</sup> Paine, Suzanne, *Exporting Workers : The Turkish Case*, Cambridge University Press, 1974, p. 71-89, cité in Sayari, Sabri, « Migration Policies of Sending Countries : Perspectives on the Turkish Experience », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 485, mai 1986, p. 89. Ils seraient cependant plus nombreux en Allemagne à la même époque : autour de 6,7% du total des migrants de Turquie entre 1963 et 1967 et environ 8% entre 1968 et 1973. Cf. Bundesanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung, *Beschäftigung, Anwerbung, Vermittlung ausländischer Arbeitnehmer. Erfahrungsbericht*, Nürnberg, 1965, 1967 et 1968 et Bundesanstalt für Arbeit, *Ausländische Arbeitnehmer*, Nürnberg, 1971 et 1974, cité in Amman, Birgit, *Kurden in Europa...*, *op. cit.*, p. 122.

migration de nombreux jeunes ouvriers et intellectuels. Rien d'étonnant alors que 48,2% des travailleurs turcs en Allemagne soient syndiqués à la DGB (*Deutscher Gewerkschaftsbund*)<sup>365</sup>. Mais les migrations vers les différents pays d'Europe n'obéissent pas à des logiques uniformes. Il apparaît en effet que « le modèle de relais caractérisé par une émigration de la campagne vers la ville puis vers l'étranger caractérise [...] mieux les migrants d'Allemagne que ceux de France. Plus généralement, les migrations vers les autres pays européens coïncident avec une période où les villes turques sont déjà saturées à cause de l'exode rural et où, par conséquent, l'émigration directe des campagnes vers l'étranger s'accroît »<sup>366</sup>.

**Tableau I-1. Nombre de demandeurs d'asile de nationalité turque dans les pays européens ayant reçu le plus de demandes (1985-2005)<sup>367</sup>**

	<i>RFA</i>	<i>France</i>	<i>Roy-Uni</i>	<i>Autr.</i>	<i>P-B</i>	<i>Bel.</i>	<i>Suède</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total</i>
<b>1985</b>	7530	2115	25	55	1030	-	405	3844	<b>15 004</b>
<b>1986</b>	8695	3175	85	165	1380	-	315	4066	<b>17 881</b>
<b>1987</b>	11425	5490	120	410	1360	-	385	5817	<b>25 007</b>
<b>1988</b>	14875	6735	335	645	380	345	870	9673	<b>33 858</b>
<b>1989</b>	20020	17355	2415	3265	485	1050	1260	9395	<b>55 245</b>
<b>1990</b>	22080	11725	1185	1860	795	1680	1040	7262	<b>47 627</b>
<b>1991</b>	23875	9915	2110	2250	915	1085	360	4324	<b>44 834</b>
<b>1992</b>	28325	1770	1865	1250	720	850	385	1827	<b>36 992</b>
<b>1993</b>	19105	1285	1480	340	635	870	255	1080	<b>25 050</b>
<b>1994</b>	19120	1300	2045	360	620	600	305	1100	<b>25 450</b>
<b>1995</b>	25500 <sup>a</sup>	1675	1820	510	700	581 <sup>c</sup>	300 <sup>a</sup>	1300 <sup>a</sup>	<b>32 386</b>
<b>1996</b>	23815	1200 <sup>a</sup>	1495	475	690	715	200 <sup>a</sup>	1300 <sup>a</sup>	<b>29 890</b>
<b>1997</b>	16840	1365	1445	340	1135	445	210	1395	<b>23 175</b>
<b>1998</b>	11755	1620	2015	210	1220	403 <sup>c</sup>	280	1565	<b>19 068</b>
<b>1999</b>	9065	2220	2850	335	1490	520	220	1453	<b>18 153</b>
<b>2000</b>	8970	3597 <sup>b</sup>	3990	590	2245	838 <sup>c</sup>	230	1449 <sup>d</sup>	<b>21 909</b>
<b>2001</b>	10870	5347 <sup>b</sup>	3700	1870	1400	900 <sup>c</sup>	460	2010 <sup>d</sup>	<b>26 557</b>
<b>2002</b>	9575	6580 <sup>b</sup>	3495	3560	-	970	696 <sup>c</sup>	1925 <sup>d</sup>	<b>26 801</b>
<b>2003</b>	6300	6760	2990	2855	415	530	735	1643 <sup>d</sup>	<b>22 259</b>
<b>2004</b>	4150 (p)	4410 (p)	1590 (p)	1115 (p)	340 (p)	450 (p)	450 (p)	1138 <sup>d</sup>	<b>13 659</b>
<b>2005</b>	2960 (p)	3610 (p)	950 (p)	1065 (p)	290 (p)	365 (p)	430 (p)	714 <sup>d</sup>	<b>10 393</b>
<b>TOTAL</b>	<b>304 850</b>	<b>99 249</b>	<b>38 005</b>	<b>23 525</b>	<b>18 245</b>	<b>13 197</b>	<b>9 791</b>	<b>64 336</b>	<b>571 198</b>

<sup>365</sup> IG metall, *Berichterstattung für die 2. Ausländerkonferenz der IG Metall*, Frankfurt am Main, 1989, p. 94 cité in Akgündüz, Ahmet, « Labor Migration from Turkey to Western Europe... », *art. cit.*, p. 170. Ils ne sont cependant que 18% à être syndiqués aux Pays-Bas ce qui tendrait à montrer que l'Allemagne a en fait attiré les couches les plus éduquées des travailleurs turcs.

<sup>366</sup> Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 87.

<sup>367</sup> (p) : chiffres provisoires. Source : Eurostat 2006 (URL : <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/>) sauf (a) : chiffres arrondis aux milliers tirés de Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 89, d'après les rapports de l'OCDE, *Tendances des migrations internationales*, SOPEMI ; (b) chiffres tirés des rapports d'activité annuels de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ; (c) : OCDE, *Tendances des migrations internationales*, SOPEMI, 2004 ; (d) : Office fédéral des migrations de la Confédération suisse (URL : <http://www.bfm.admin.ch>).

**Tableau I-2. Nombre total de décisions positives concernant les demandeurs d'asile de nationalité turque dans les pays européens ayant reçu le plus de demandes (1999-2005)<sup>368</sup>**

	<i>RFA</i>	<i>France</i>	<i>Roy-Uni</i>	<i>Autriche</i>	<i>P-B</i>	<i>Belgique</i>	<i>Suède</i>	<i>Suisse</i> <sup>a</sup>
<b>1999</b>	-	260	-	5	260	110	25	607
<b>2000</b>	-	525	-	15	345	75	15	515
<b>2001</b>	2240	365	-	50	-	25	45	498
<b>2002</b>	1755	415	455	70	-	-	45	460
<b>2003</b>	1230	490	275	75	65	25	75	571
<b>2004</b>	665	425	220	95	60	30	40	496
<b>2005</b>	715 (p)	200 (p)	110 (p)	70 (p)	115 (p)	30 (p)	65 (p)	433

A la fin des années 1970 et après le coup d'Etat de 1980, les demandes d'asile et l'immigration dite « clandestine » succèdent aux migrations de travailleurs. Une centaine de milliers de personnes arrive juste après le coup d'Etat de 1980<sup>369</sup>. En France, 8 337 personnes de nationalité turque obtiennent le statut de réfugié entre 1981 et 1985. En Allemagne, 138 000 ressortissants turcs demandent l'asile entre 1978 et 1988, et parmi elles 57 993 (soit plus de 40%) le font en 1980<sup>370</sup>. Et le flux de réfugiés s'intensifie dans la deuxième partie des années 1980 et dans les années 1990. Entre 1985 et 2005, plus d'un demi-million de Turcs et Kurdes de Turquie demandent l'asile en Europe (tableau I-1), ce qui les place en première ou deuxième position du nombre global des demandeurs d'asile dans les différents pays européens sur la période considérée. Tous les demandeurs d'asile ne sont cependant pas reconnus réfugiés, et on observe même une baisse très importante du nombre d'attribution de ce statut dans les années 1980 et 1990, qui a des répercussions sur le nombre de demandeurs<sup>371</sup>.

<sup>368</sup> (p) : chiffres provisoires. Source : Eurostat, 2006 (URL : [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/)) sauf (a) : rapports annuels de l'Office fédéral des migrations (URL : <http://www.bfm.admin.ch>).

<sup>369</sup> Elmas, Hasan B., « Exode rural et migration des Turcs et des Kurdes vers l'Europe », *Hommes et migrations*, n°1212, mars-avril 1998, p. 7.

<sup>370</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe...*, op. cit., p. 215-217. Ils n'étaient que 8 000 en 1979 (Poller-Hans-Ingo, « Die Entwicklung der Asylbewerberzahlen seit 1979 », *Zeitschrift für Ausländerrecht*, n°1, 1981, p. 33 cité in Amman, Birgit, *Kurden in Europa...*, op. cit., p. 131.

<sup>371</sup> Ainsi, la réforme de l'asile en France en 1991 a des répercussions sur les demandes d'asile en provenance de Turquie. Si le nombre global de demandeurs d'asile apparaît donc lié au contexte turc, les variations du nombre de ces demandeurs au cours du temps - tout du moins sur la période 1985-1999 - semblent davantage liées aux politiques d'asile des différents pays européens.

**Tableau I-3. Nombre de ressortissants turcs en Europe en milliers (1975-2005)<sup>372</sup>**

	<i>RFA</i>	<i>France</i>	<i>P-B</i>	<i>Bel.</i>	<i>Autr.</i>	<i>Suisse</i>	<i>Suède</i>	<i>DK</i>	<i>Norv.</i>	<i>G-B</i>
<b>1975</b>	1000 <sup>a</sup>	50,9	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>1980<sup>d</sup></b>	1550	135	150	64	65	36	18	17	2,7	-
<b>1985</b>	1401,9	146,1	156,4	74,2		50,9	21,5	20,4	-	-
<b>1990</b>	1694,6	197,7	203,5	84,9	90 <sup>c</sup>	64,2	25,5	29,7	4,9 <sup>c</sup>	12
<b>1995</b>	2014,3	250 <sup>d</sup>	154,3	81,7		78,6	20,3	35,7	-	29
<b>2000<sup>e</sup></b>	2053,6	311,4	299,9	70,7	134,2	-	38,8	36,6	-	79
<b>2005<sup>f</sup></b>	1764,3	-	100,6	-	122,9 <sup>g</sup>	77,1	12,3	30,0	3,5	-

**Tableau I-4. Nombre de migrants de Turquie ayant acquis la nationalité de leur pays d'accueil (1988-2002)<sup>373</sup>**

	<i>RFA</i>	<i>France</i>	<i>P-B</i>	<i>Bel.</i>	<i>Autr.</i>	<i>Suisse</i>	<i>Suède</i>	<i>DK</i>	<i>Total</i>
<b>1988</b>	1243	690	820	117	509	189	1173	437	<b>5 178</b>
<b>1989</b>	1713	921	3280	157	723	238	832	195	<b>8 059</b>
<b>1990</b>	2034	914	1950	-	1106	211	832	107	<b>7 154</b>
<b>1991</b>	3529	1124	6610	879	1809	333	1358	376	<b>16 018</b>
<b>1992</b>	7377	1296	11520	3886	1994	614	1569	502	<b>28 758</b>
<b>1993</b>	12915	1515	18000	3305	2688	820	4201	560	<b>44 004</b>
<b>1994</b>	19590	3197	23870	6273	3379	966	2742	915	<b>60 932</b>
<b>1995</b>	31578	2143	33060	6572	3209	1205	2836	797	<b>81 400</b>
<b>1996</b>	46294	3447	30700	6609	7499	1432	2030	917	<b>98 928</b>
<b>1997</b>	40396	3977	21190	6884	5068	1814	1402	1036	<b>81 767</b>
<b>1998</b>	56994	4530	13480	6177	5683	2093	1694	1243	<b>91 894</b>
<b>1999</b>	31694	6018	5210	4402	10350	2260	1833	3154	<b>64 921</b>
<b>2000</b>	82861	7209	4708	17282	6732	3127	1398	2787	<b>126 104</b>
<b>2001</b>	76573	6586	5513	14401	10068	3116	2796	3130	<b>122 183</b>
<b>2002</b>	64631	6149	5391	7805	12649	4128	2127	2418	<b>105 298</b>
<b>Total</b>	<b>479 422</b>	<b>49 716</b>	<b>185 302</b>	<b>84 749</b>	<b>73 466</b>	<b>22 546</b>	<b>28 823</b>	<b>18 574</b>	<b>942 598</b>

En France, le taux de reconnaissance général du statut de réfugié passe de 94% en 1978 à 28% en 1989 et 23% en 2005. En ce qui concerne plus précisément le taux des demandeurs de nationalité turque, il est de 43% entre 1987 et 1993 (43% également en 1989), contre 8,2 entre 1999 et 2005 (5,5% en 2005)<sup>374</sup>. En Allemagne, si 40% des demandeurs

<sup>372</sup> Chiffres réunis dans Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, op. cit., p. 82, à partir des rapports annuels du SOPEMI (Système d'observation permanente des migrations de l'OCDE), sauf pour : (a) Estimation pour 1974. Cf. Elmas, Hasan B., « Exode rural et migration... », art. cit., p. 5 ; (b) Estimations pour le début des années 1980. Cf. Sayari, Sabri, « Migration Policies of Sending Countries... », art. cit., p. 88. (c) Estimations pour 1989. Cf. De Tapia, Stéphane, « Le Champ migratoire turc et l'Europe », in Jund, Alain, Dumont Paul et De Tapia, Stéphane (dir.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 17-18 ; (d) Estimation faite par Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe...*, op. cit., p. 215 ; (e) Pour la fin de l'année 1999. Cf. Ministère du travail et de la sécurité sociale, Ankara, 2002, cité in Agence pour le développement des relations interculturelles, *Migrations Etudes*, n°115, juillet 2003, p. 4. (f) Eurostat (URL : [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/)) ; (g) Chiffres Eurostat pour l'année 2004.

<sup>373</sup> OCDE, *Tendances des migrations internationales*, SOPEMI.

<sup>374</sup> *Ibid.*, p. 216 et Eurostat, 2006 (URL : [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/)). Mais les chiffres d'Eurostat pour l'année 2005 sont des chiffres provisoires. Le rapport annuel 2005 de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides indique un taux de reconnaissance du statut de réfugiés aux demandeurs turcs de 4,0%.

d'asile de nationalité turque obtiennent l'asile entre 1979 et 1999<sup>375</sup>, 21,5% des dossiers sont acceptés en 1995 et 19,5% entre 1998 et 2005 (22,8% pour l'année 2005) (tableau I-2). Pourtant, et bien que les expulsions de sans-papiers se soient multipliées dans les années 1990, de nombreux migrants de Turquie déboutés du droit d'asile sont restés en Europe, en raison des risques qu'ils couraient à retourner en Turquie, mais aussi dans l'espoir de conditions de vie meilleures en Occident. Le nombre de ressortissants turcs et de migrants de Turquie naturalisés a ainsi considérablement augmenté en Europe, dépassant sans doute les quatre millions aujourd'hui (tableaux I-3 et I-4).

Il ne faudrait pourtant pas croire que la migration est unidirectionnelle ou toujours définitive : plus d'un million et demi de personnes ayant migré vers l'Allemagne sont en effet rentrés en Turquie entre 1974 et 1995<sup>376</sup>. Les retours sont favorisés par des politiques incitatives et ont surtout lieu entre 1974 et 1977 (récession économique mondiale et amnistie générale en Turquie) et 1982-1984 (retour à un régime civil en Turquie), mais on peut estimer qu'entre 1986 et 1996, plus de 50 000 migrants de Turquie installés en Europe sont rentrés chaque année « au pays »<sup>377</sup>. Certains anciens migrants reviennent ensuite en Europe (pour des raisons politiques et économiques), alors que d'autres se réinstallent définitivement en Turquie tout en continuant de conserver des liens avec des membres de leur famille restée en Europe... et envoient parfois leurs enfants rejoindre leurs oncles et tantes afin de poursuivre leurs études à l'étranger. De même, un certain nombre de migrants installés en Europe retournent temporairement en Turquie, pour affaires ou en vacances : l'installation ou la réinstallation durable dans tel ou tel pays ne signifie donc nullement la fin des allers-retours entre pays. Il serait ainsi sans doute plus juste de parler d'*espace circulatoire* entre la Turquie et l'Europe que d'*espace migratoire* de Turquie en Europe<sup>378</sup>, tout du moins pour la première vague de migrants installés en Europe, qui bénéficient d'une double reconnaissance, du pays où ils sont installés et de la Turquie. Le terme apparaît moins pertinent pour les réfugiés de la deuxième vague d'immigration, qui peuvent avoir été débouté du droit d'asile ou vivre

---

<sup>375</sup> Sur 330 000 demandeurs d'asile de nationalité turque en Allemagne entre 1979 et 1999, 130 000 auraient obtenu le statut de réfugié. Cf. Amman, Birgit, *Kurden in Europa...*, *op. cit.*, p. 132.

<sup>376</sup> Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 94 (source : Türkiye Araştırmalar Merkezi, *Federal İstatistik Dairesi*, Ankara). Entre 1974 et 1977, plus de 500 000 turcs installés en Allemagne retournent en Turquie, et ils sont encore plus de 300 000 entre 1982 et 1984.

<sup>377</sup> *Ibid.*, p. 93-94.

<sup>378</sup> Alain Tarrus parle de « territoires circulatoires ». Cf. Tarrus, Alain, *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, Paris, Edition de l'Aube, 2000 et *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 2002. Nous nous distinguons néanmoins des perspectives parfois quelque peu enchantées d'Alain Tarrus (qui met en avant l'initiative individuelle, la liberté de circulation, les compétences à la négociation, l'hybridation culturelle sans véritable contrainte, etc.).

illégalement en Europe (sans pouvoir traverser les frontières), ou avoir reçu l'asile et ne pas pouvoir se rendre en Turquie (à moins d'avoir obtenu la nationalité de leur pays d'accueil, d'être déchargé des obligations militaires et, pour les militants ayant fui la Turquie à la suite de poursuites, d'avoir bénéficié d'une amnistie) : nous ne le retiendrons donc pas dans cette étude. Pourtant, il arrive également que des personnes retournent clandestinement en Turquie ou au Moyen-Orient, avec des objectifs véritablement politiques et pour une durée indéterminée. Comme on le verra plus bas, c'est le cas de beaucoup de jeunes militants du PKK, dont le nombre reste cependant marginal au regard du nombre total de migrants de Turquie en Europe<sup>379</sup>.

## 2. Les Kurdes en Europe : une estimation démographique

Parmi tous ces migrants originaires de Turquie, un certain nombre sont évidemment kurdes, d'origine kurde ou se déclarent tout simplement kurdes. La « nationalité » kurde n'étant reconnue ni en Turquie ni en Europe, et l'identité kurde ne pouvant être décrétée à partir de caractéristiques objectives ou de critères juridiques (même si avoir le kurde peut constituer un critère parfois suffisant - et encore, on peut avoir le kurmanji pour langue maternelle et s'auto-décrire comme « Turc d'origine kurde » - mais non nécessaire au vu de la politique d'assimilation des Kurdes en Turquie), il reste très difficile d'évaluer leur nombre en Europe. Il semble pourtant possible d'émettre quelques hypothèses liées aux caractéristiques des différentes vagues de migrations de Turquie : les Kurdes sont sans doute très minoritaires au début des années 1960, quand les migrants de travail sont surtout des ouvriers qualifiés originaires des grandes villes turques<sup>380</sup> ; ils sont certainement plus nombreux à partir de la fin des années 1960 dans les années 1970, et pourraient constituer entre le cinquième et le quart des migrants de Turquie durant ces années (soit une proportion comparable à celle estimée en Turquie même)<sup>381</sup> ; ils sont assurément plus de la moitié des migrants de Turquie dans les

---

<sup>379</sup> Aucune autre organisation turque ou kurde n'a à notre connaissance envoyé régulièrement de jeunes militants se battre en Turquie.

<sup>380</sup> Même si l'on sait que de nombreux Kurdes issus des déportations des années 1930 (100 000 d'entre eux étant originaires de la région de Dersim/Tunceli) vivent déjà dans les métropoles turques et que l'exode rural avait déjà quelque peu commencé au début des années 1960.

<sup>381</sup> Selon le *Bundesanstalt für Arbeit* allemand, les travailleurs d'origine kurde seraient 1 470 en 1961, 9 100 en 1968, 21 000 en 1970 et 19 650 en 1971. Cf. Bundesanstalt für Arbeit, *Ausländische Arbeitnehmer*, Nürnberg, 1971, p. 27 et 1974, p. 49, cité in Ammann, Birgit, *Kurden in Europa...*, op. cit., p. 123. De nombreux tremblements de terre dans les régions kurdes (Varto, Hınıs, Bingöl et Bitlis en 1966, Bingöl en 1971) poussent également de nombreuses personnes sur les routes. Certains indices pourraient laisser penser que les autorités turques ont fortement encouragé les départs des habitants de ces régions vers l'Allemagne. Cf. Ammann, Birgit, *Kurden in Europa...*, op. cit., p. 122.

années 1980 et 1990 du fait de l'afflux de nombreux réfugiés<sup>382</sup> : les Kurdes représenteraient ainsi 60% des demandeurs d'asile de nationalité turque en 1989 en Allemagne, une proportion similaire en France en 2001 et 2002, voire jusqu'à 70 ou 80% des réfugiés de Turquie en Suisse dans les années 1990<sup>383</sup>.

**Tableau I-5. Estimation du nombre de Kurdes vivant en Europe de l'Ouest (fin des années 1990 - début des années 2000)<sup>384</sup>**

	<i>Ammann</i> <sup>a</sup>	<i>Rigoni</i> <sup>b</sup>	<i>IKP</i> (est. basse) <sup>c</sup>	<i>IKP</i> (est. haute) <sup>c</sup>	% moyen
<b>Allemagne</b>	600 000	600 000	500 000	600 000	60%
<b>France</b>	70 000	80 000	100 000	120 000	10%
<b>Pays-Bas</b>	60 000	60 000	70 000	80 000	7%
<b>Suisse</b>	30 000	30 000	60 000	70 000	5%
<b>Autriche</b>	40 000	35 000	50 000	60 000	5%
<b>Belgique</b>	40 000	20 000	50 000	60 000	4%
<b>Suède</b>	30 000	30 000	25 000	30 000	3%
<b>G-B</b>	40 000	30 000	20 000	25 000	3%
<b>Grèce</b>	25 000 <sup>d</sup>	1 000	20 000	25 000	2%
<b>Danemark</b>	15 000	15 000	8 000	10 000	1%
<b>Norvège</b>	5 000	3 000	4 000	5 000	0%
<b>Italie</b>	8 000	Qq milliers	3 000	4 000	0%
<b>Finlande</b>	3 000	-	2 000	3 000	0%
<b>TOTAL</b>	<b>966 000</b>	<b>Plus de 905 000</b>	<b>912 000</b>	<b>1 092 000</b>	<b>100%</b>
<b>Europe de l'Est</b>	10 000	-	-	-	
<b>Etats-Unis</b>	-	-	15 000	20 000	
<b>Canada</b>	-	-	6 000	-	

<sup>382</sup> En Allemagne, 40 000 Kurdes seraient réfugiés reconnus, réfugiés « de fait » ou demandeurs d'asiles en 1991 soit sans doute près de 15% du total de la population kurde établie en Allemagne à cette date. Cf. Blaschke, Jochen, « Die Diaspora der Kurden in der Bundesrepublik Deutschland », *Österreichische Zeitschrift für Soziologie*, Vol. 16, n°3, 1991, p. 86.

<sup>383</sup> Ammann, *Kurden in Europa...*, op. cit., p. 133 ; *Rapport de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides* (OFPRA), Paris, La Documentation française, 2001 et 2002. Le fait de se déclarer kurde peut évidemment parfois correspondre à une stratégie visant à mettre en avant une persécution dans le pays d'origine. Ihlhan Kizilhan, en postulant que 80% des demandeurs d'asile de nationalité turque en Allemagne entre 1991 et 2001 sont d'origine kurde, en surestime sans aucun doute grandement le nombre. Cf. Kizilhan, Ihlhan, « Fluchtursachen aus den kurdischen Gebieten », in Navend e. V. (dir.), *Rechtliche Situation und Integrationsperspektiven von kurdischen MigrantInnen*, Bonn, Navend, 2002, p. 9-52.

<sup>384</sup> (a) Ammann, Birgit, *Kurden in Europa*, op. cit., p. 138 qui se fonde sur des recherches personnelles et sur Bozarlan, Hamit, « Le groupe kurde », *Hommes et migrations*, n°1212, 1998, p. 25 ; Franz, Erhard, *Kurden und Kurdentum*, op. cit., p. 17 ; Meyer-Ingwersen, Johannes, « Die kurdische Minderheit », in Schmalz-Jacobsen, Cornelia et Hamsen, Georg, *Ethnische Minderheiten in der Bundesrepublik Deutschland*, München, Beck, 1995, p. 318 ; Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of Kurdish Issue on European-Turkish Relations », in Olson, Robert (dir.), *The Kurdish Nationalist Movement in the 90's*, Lexington, 1996, p. 117 ; Sheikmous, Omar, « Kurdische Kultur und Politik im westeuropäischen Exil », art. cit., p. 7 ; Vanly, Ismet Cherif, « Die Kurdische Diaspora in Europa in ders. (dir.), *Kurdistan und die Kurden*, Bd. 3, Göttingen und Wien, 1988, p. 65 ; Wahlbeck, Östen, « Diasporic Relations and Social Exclusion : The Case of Kurdish Refugees in Finland », *Siirtolaisuus = Migration*, Vol. 23, n°4, 1996, p. 9. (b) Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, op. cit., p. 224, qui se fonde sur les chiffres de l'Institut kurde de Paris et de France Libertés et sur Blaschke, Jochen, « Kurdische Communities in Deutschland und Westeuropa. Ein Überblick über ihre soziale und kulturelle Situation », in Berliner Institut für vergleichende Sozialforschung (dir.), *Kurden im Exil...*, op. cit., p. 2.1-3. (c) L'Institut kurde de Paris (IKP) stipule qu'il « n'existe aucun recensement rigoureux et fiable sur la diaspora kurde en Europe ». Les chiffres fournis se fondent ainsi sur « les estimations les plus courantes ». (d) Les chiffres concernent Grèce et Chypre.

**Tableau I-6. Estimation du nombre de Kurdes vivant dans les différents Länder allemands (fin des années 1990 - début des années 2000)<sup>385</sup>**

	<b>Länder</b>	<b>Population d'origine kurde</b>	<b>%</b>
<b>Ex-Allemagne de l'Ouest</b>	Nordrhein-Westfalen	200 000	36%
	Bayern	90 000	16%
	Baden-Württemberg	70 000 (a)	13%
	Berlin	50 000	9%
	Hessen	40 000 (a)	7%
	Niedersachsen	35 000 (b)	6%
	Hamburg	30 000	5%
	Rheinland-Pfalz	15 000 (a)	3%
	Schleswig-Holstein	8 000 (a)	1%
	Bremen	8 000 (c)	1%
	Saarland	3000 (a)	Moins de 1%
<b>Ex-Allemagne de l'Est</b>	Mecklenburg-Vorpommern	1 000	Moins de 1%
	Sachsen-Anhalt	Quelques centaines (a)	Moins de 1%
	Brandenburg	Quelques centaines (a)	Moins de 1%
	Thüringen	Quelques centaines (a)	Moins de 1%
	Sachsen	Environ 1000 (a)	Moins de 1%
	<b>TOTAL</b>	<b>Environ 550 000</b>	

Un certain nombre de migrants de Turquie « redécouvrent » également leur ethnicité au contact des réfugiés politiques arrivant en Europe après le coup d'Etat de 1980 - nous y reviendrons - et d'autres, sans doute moins nombreux, cherchent à se distancier du « terrorisme » du PKK et renoncent progressivement à se déclarer kurdes. Au total, les chiffres disponibles sur le nombre de migrants kurdes en Europe ne peuvent constituer que des estimations presque totalement invérifiables, ce qui ne signifie pas qu'elle soient pour autant farfelues. On évalue ainsi la population kurde vivant en Europe à environ un million de personnes (qu'elles soient ressortissantes de leurs pays d'origine ou qu'elles bénéficient de la nationalité de leur pays d'accueil), 85% d'entre elles étant originaires de Turquie et 15% provenant d'Irak, d'Iran ou de Syrie. Cette population est surtout installée en Allemagne, puis viennent la France, les Pays-Bas, la Suisse et l'Autriche, la Belgique, la Suède et la Grande-Bretagne (tableau I-5). La répartition des Kurdes par pays européens suit donc à peu près la répartition des Turcs en Europe (tableaux I-3 et I-4), même si la Grande-Bretagne, la Suède, la Finlande et les Pays-Bas comptent davantage de Kurdes d'Irak que les autres pays européens. On peut dès lors considérer qu'entre 20 et 25% des migrants de Turquie en Europe sont kurdes (sauf peut-être en Suisse et en Suède, qui signent plus tardivement des accords de

<sup>385</sup> Ces estimations sont surtout à considérer comme des ordres de grandeur à des fins de comparaison. Source : *Verfassungsschutzbericht* fédéral et des différents Länder, 1997-2005 sauf (a) estimations basses, faites à partir du nombre de ressortissants turcs recensés chaque Land, avec un rapport de 20% ; (b) *Bericht zur Inneren Sicherheit in Niedersachsen*, 2001 (c) Ammann, Birgit, *Kurden in Europa*, op. cit., p. 142.

main d'œuvre avec la Turquie et qui semblent avoir reçu bien plus de demandeurs d'asile kurdes que turcs, où la part des Kurdes pourrait être de l'ordre de 30%)<sup>386</sup>.

En Allemagne, les Kurdes se concentrent dans les régions très industrialisées de l'ex-Allemagne de l'Ouest et sont à peine quelques milliers dans les *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est. La première ville kurde d'Allemagne est Berlin, qui compte plus de 50 000 Kurdes à la fin des années 1990. Mais à l'échelle des *Länder*, c'est en Nordrhein-Westfalen qu'ils sont les plus nombreux (plus de 200 000), et notamment à Köln où ils seraient près de 45 000. On compte également environ 30 000 Kurdes à Hamburg, sans doute plus de 15 000 à München, 10 000 à Nürnberg et à Dortmund, 8 000 à Bremen et 6 000 à Bielefeld<sup>387</sup>. En France, les Kurdes habitent pour moitié en région parisienne et pour moitié en province, où ils sont surtout concentrés en Alsace (sans doute plus de 10 000<sup>388</sup>), en Lorraine, en Normandie, en Bretagne, dans le Massif-central et à Lyon, Marseille et Bordeaux. Aux Pays-Bas, on les retrouve dans toutes les grandes villes du pays, et surtout à La Haye, Rotterdam, Utrecht et Amsterdam. En Suisse, ils se regroupent également dans toutes les grandes villes, mais surtout à Basel (qui compte à elle-seule 12 000 Kurdes), Zürich, Genève, Lausanne, et Saint-Gall. Dans les autres pays européens, où l'immigration kurde est plus récente et/ou moins nombreuse, les Kurdes restent dans leur grande majorité implantés aux alentours des capitales : c'est par exemple le cas en Grande-Bretagne, en Suède et même en Autriche<sup>389</sup>.

### 3. Les conditions sociales des Kurdes en France et en Europe : contraintes et mobilités

On considère souvent - et à juste titre - que les conditions sociales de la population kurde de Turquie en Europe sont relativement analogues à celles des migrants turcs. Leurs

---

<sup>386</sup> A partir d'une étude portant notamment sur la langue maternelle des migrants (« Les immigrés et leurs enfants », *Population & sociétés*, n°300, avril 1995, p. 3), Michèle Tribalat affirme que seuls 7% des migrants de Turquie établis en France seraient kurdes, « ce qui est conforme à la proportion en Turquie, selon les recensements officiels ». Mais on a d'abord vu plus haut que la langue maternelle kurde était un critère parfois suffisant *mais jamais nécessaire* à la kurdicité. D'autre part, le dernier recensement turc faisant apparaître le nombre de personnes parlant une autre langue maternelle que le turc est celui de... 1965. Enfin, on peut émettre des réserves sur la construction des statistiques turques concernant les minorités (Cf. Dündar, Fuat, « Compter, classer, contrôler. Les minorités dans les recensements turcs », *Turcica*, Vol. XXXVII, 2005, p. 187-220).

<sup>387</sup> Ammann, Birgit, *Kurden in Europa*, op. cit., p. 142-143.

<sup>388</sup> L'AFP parle déjà de 7 000 Kurdes au début des années 1990 Cf. AFP, 6 décembre 1993.

<sup>389</sup> *Ibid.* Les deux seules exceptions semblent être la Grèce, en raison notamment de l'existence d'un camp de réfugié (à Lavrion) où vivent de nombreux Kurdes, et la Belgique - même si Bruxelles est sans doute la première ville kurde de Belgique - en raison de la petite taille du pays et de la centralité de la capitale. Cf. Papadopoulos, Aspasia, « Kurdish Asylum Seekers in Greece : The Role of Networks in the Migration Process », Helsinki, *Papier présenté à la UNU/ WIDER Conference on Poverty, International Migration and Asylum*, 27-28 September 2002 et Jamil, Pervine, « L'immigration kurde en Belgique », in Manço, Altay et Manço, Ural (dir.), *Turcs de Belgique. Identités et trajectoires d'une minorité*, Bruxelles, Info-Türk, 1992, p. 46.

quartiers de résidence, leurs secteurs d'activité professionnelle ou leurs lieux de cultes par exemple sont en effet fréquemment similaires. Pour autant, un certain nombre de caractéristiques propres aux Kurdes fait qu'il paraît nécessaire de les distinguer, au moins en partie. L'immigration kurde est en effet plus tardive que l'immigration turque : elle s'intensifie dans les années 1970-1980, alors que la vague d'immigration turque s'affaiblit. De même, le rapport que les Kurdes entretiennent à leur Etat d'origine ainsi qu'à leur Etat d'accueil est souvent plus ambigu que pour les Turcs et a des conséquences sur toutes leurs démarches administratives. Inversement, des liens se sont créés en Europe entre Kurdes de Turquie et Kurdes d'autres pays du Moyen-Orient, ce qui rend aussi plus flous les liens avec l'Etat d'origine<sup>390</sup>. Enfin, les conditions de la migration peuvent être très différentes. Il n'y a, pour s'en persuader, qu'à comparer les migrations de travail - légales et encadrées - des années 1960 avec celles des réfugiés politiques et économiques - souvent illégales et nécessitant de nombreuses démarches à l'issue incertaine - des années 1990<sup>391</sup>. S'il serait évidemment très réducteur de considérer que le premier modèle ne s'applique qu'aux Turcs et que le deuxième modèle caractérise *toutes* les migrations kurdes, on ne peut nier le fait que les Kurdes sont fortement sous-représentés au début des années 1960 et sont très surreprésentés parmi les réfugiés des années 1980-1990. Il convient dès lors d'éviter de calquer les conditions sociales des migrants kurdes sur des modèles préétablis (les conditions du travailleur migrant des années 1960 ou celles du réfugié politique des années 1990), tout en reconnaissant que l'immigration kurde emprunte souvent à ces deux modèles en fonction des époques. On cherchera donc ici à mettre en évidence les caractéristiques sociales spécifiques de l'immigration kurde en Europe, même si, comme on le verra, les études empiriques sur ce sujet font cruellement défaut.

Un premier problème a trait à l'espace de la migration kurde. Cette population a-t-elle des origines socioculturelles différenciées selon le pays européen de résidence ? Cette question, complexe, n'a pour le moment jamais reçu de réponse précise. Comme on l'a vu plus haut, la deuxième vague de migrants de Turquie (à la fin des années 1960 et dans les années 1970) - qui compte bien davantage de Kurdes que la première - est le plus souvent

---

<sup>390</sup> Bozarlsan, Hamit, « L'immigration kurde. Un espace conflictuel », *Migrants-formations*, n°101, juin 1995, p. 116.

<sup>391</sup> D'autant plus que la migration vers l'Europe est souvent précédée d'une migration interne à partir des années 1970. Ce phénomène s'est accentué dans les années 1990 : suite à la destruction de plus de 4 000 villages par l'armée turque et en raison des combats entre le PKK et l'armée, près de quatre millions de réfugiés se sont déplacés vers les grandes villes déjà saturées de Turquie. Dans l'espoir de conditions de vie meilleures, un certain nombre a ensuite tenté de gagner l'Europe.

rurale et apparaît relativement peu éduquée. Ces caractéristiques apparaissent communes à l'ensemble des migrants kurdes, indépendamment de leur pays d'accueil. On sait également que les migrants installés en Allemagne étaient davantage issus de l'exode rural que ceux installés de France<sup>392</sup>, mais il apparaît difficile de tirer des conclusions fiables à partir d'une telle remarque. La troisième vague de migrants, qui compte davantage de réfugiés, a des origines sociales plus hétérogènes - à l'image des différentes positions sociales qu'occupent les Kurdes en Turquie - même si une forte proportion de réfugiés et de migrants illégaux viennent des régions les plus déshéritées de Turquie et sont donc très souvent d'origine paysanne. Leurs conditions de vie en Europe sont largement tributaires de l'existence ou non d'une famille capable de les aider moralement et financièrement, et ce quel que soit le pays d'accueil concerné. Il est enfin très difficile de savoir si les Kurdes alévis<sup>393</sup> sont davantage présents dans tel ou tel pays européen plutôt que tel autre, sauf à tenter de collecter des informations (très) parcellaires sur la provenance géographique des migrants et au risque d'établir une relation mécanique très critiquable entre identité religieuse et origine géographique ou entre nombre de Kurdes alévis et nombre d'associations alévis (turques et kurdes) recensées dans un pays donné<sup>394</sup>.

Un certain nombre de différences peuvent néanmoins être avancées. La Suède, qui, sur l'initiative d'Olof Palme, a mis en place dès le début des années 1980 une politique d'incitation à la création littéraire et artistique en direction des migrants a su attirer une part importante de l'élite intellectuelle kurde, alors que les autres pays accueillent une population moins éduquée, souvent ouvrière ou paysanne. De même, les Kurdes yezidis<sup>395</sup> sont majoritairement installés en Allemagne : originaires le plus souvent des régions de Batman,

---

<sup>392</sup> Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 87.

<sup>393</sup> Les Alévis sont souvent considérés comme une minorité hétérodoxe de l'islam, même si la définition de cette identité est toujours débattue (art de vivre, philosophie politique, religion, voire ethnie ?) au sein du groupe. Kurdes et Turcs peuvent être alévis (au sens religieux) mais on peut aussi se considérer Alévi (au sens quasi-ethnique) en opposition aux Kurdes ou Turcs (sunnites) dans certaines configurations locales et à certaines périodes. Sur le caractère très mouvant de ces identités, voir Van Bruinessen, Martin, « Aslımı inkar eden haramzadedir ! Le débat sur l'identité ethnique des Alévis kurdes », *Etudes kurdes*, n°3, 2001, p. 7-40. Les alévis (turcs et kurdes) seraient entre 500 000 et 700 000 en Europe (Massicard, Elise, *L'autre Turquie...*, *op. cit.*, p. 286). Si l'on considère (comme il est fait généralement) que la proportion de Kurdes alévis et de Turcs alévis est à peu près similaire, on peut donc estimer - avec toutes les précautions nécessaires - que 250 000 à 350 000 Kurdes alévis vivent en Europe, soit entre le quart et le tiers de la population kurde immigrée dans les différents pays européens.

<sup>394</sup> On sait seulement que les Kurdes alévis sont surreprésentés dans l'immigration (en raison notamment des pogroms anti-alévis de la fin des années 1970) et qu'ils se sont sans doute davantage installés en France, en Allemagne, en Scandinavie et en Grande-Bretagne. Cf. Bozarslan, Hamit, « L'immigration kurde... », *art. cit.*, p. 118.

<sup>395</sup> Les yezidis sont une petite communauté confessionnelle syncrétique. Mais le statut de religion du yezidisme est encore discuté, certains acteurs identifiant le yezidisme à une ethnie, distincte de la kurdicité.

Siirt et Midyat, ils sont en effet environ 10 000 dans ce pays, soit sans doute plus qu'en Turquie même<sup>396</sup>. Car la migration individuelle s'inscrit le plus souvent dans une chaîne de migration : on émigre vers un pays ou une région où l'on peut compter des connaissances, une parentèle, voire un frère ou une sœur. Ce regroupement sur la base d'une commune appartenance familiale (*akrabalık*) ou d'une commune référence à une origine revendiquée (*hemşehrilik*) fait qu'il est parfois possible de distinguer des trajectoires collectives s'inscrivant dans la durée. Ainsi, à Berlin, plus de 7 000 Kurdes (soit 14% des Kurdes de Berlin) viendraient des environs de Muş (Varto) et Erzurum (Hınıs), régions touchées par des tremblements de terre en 1966<sup>397</sup> et un grand nombre d'entre eux habiteraient dans quelques rues du quartier de Spandau. On trouve également à Berlin 250 familles yezidis (qui représenteraient presque 2 000 personnes) originaires de Siirt, 140 familles (1 000 personnes) de six villages voisins proches d'Urfa, 100 familles (plus de 550 personnes) d'un unique village proche d'Erzincan, etc.<sup>398</sup> De même, plus de 250 familles originaires de Malatya ont émigré à Stuttgart, qui abrite par ailleurs la quasi-totalité des habitants de certains villages de la région de Tunceli<sup>399</sup>. Si l'on ajoute que la quasi-totalité du personnel des sandwicheries-restaurants de l'ouest parisien à Rouen sont des Kurdes alévis de Kahramanmaraş (Pazarcık et Elbistan)<sup>400</sup> et qu'au moins 150 des quelques 400 Kurdes de Rennes viennent d'un unique petit village situé près de Varto (Karapınar), brûlé par l'armée en 1994<sup>401</sup>, on saisit mieux l'influence des *hemşehri* dans les processus migratoires<sup>402</sup>. Mais quand on sait que les migrations vers l'Europe sont très souvent précédées de migrations internes, que les lieux d'arrivée en Europe ne sont parfois que des étapes vers d'autres lieux, on perçoit également bien mieux l'impossibilité totale de dresser un tableau synthétique fiable des différentes trajectoires migratoires kurdes de la Turquie vers l'Europe : l'ampleur du phénomène

<sup>396</sup> Ammann, *Kurden in Europa...*, *op. cit.*, p. 140.

<sup>397</sup> Kurdische Gemeinde in Berlin e.V., *Kurden in Berlin*, Berlin, GNN Verlag, 1998, p. 11-12 ; Berliner Gesellschaft zur Förderung der Kurdologie e.V., *Das kurdische Berlin*, Berlin, Ausländerbeauftragte des Senats, 2003, p. 10.

<sup>398</sup> Gitmez, Ali et Wilpert, Czarina, « A Micro-Society in Berlin or an Ethnic Community ? Social Organizations and Ethnicity Amongst Turkish Migrants in Berlin », in Rex, John, Joly, Danièle et Wilpert, Czarina (dir.), *Immigrant Associations in Europe*, Aldershot, Gower Press, 1987, p. 86-125 cité in Ammann, Birgit, *Kurden in Europa...*, *op. cit.*, p. 141.

<sup>399</sup> Gitmez, Ali et Wilpert, Czarina, « A Micro-Society in Berlin... », *art. cit.*, p. 95 et Ferber, Oda et Gräßlin, Doris, *Die Herrenlosen. Leben in einem kurdischen Dorf*, Bremen, CON, 1988, p. 53, cité in Ammann, Birgit, *Kurden in Europa*, *op. cit.*, p. 143.

<sup>400</sup> Entretiens avec un propriétaire de restaurants, France, 2004.

<sup>401</sup> Entretien avec André Métayer, président de la « Délégation rennaise Kurdistan » (aujourd'hui « Amitiés kurdes de Bretagne »), France, novembre 2003.

<sup>402</sup> Pour d'autres exemples de regroupements dans l'espace migratoire, voir Skubsch, Sabine, *Kurdische Migrantinnen und Migranten im Einwanderungsland Deutschland. Wie werden sie von der Pädagogik und Bildungspolitik wahrgenommen ?*, Dissertation zum Erwerb eines Dr. Phil in FB2, Essen, Essen Universität - Gesamthochschule, 2000, p. 107.

migratoire, la pluralité des pays et des villes de destination, le caractère dynamique des migrations et l'évolution des projets migratoires, ainsi que l'absence de statistiques fiables concernant les Kurdes interdisent de déterminer si l'origine géographique des migrants varie selon le pays d'accueil.

Au total, et excepté le cas suédois, il nous faut donc partir de l'hypothèse (invérifiable mais probable) que l'origine sociale des Kurdes ne varie pas significativement selon les pays européens concernés : l'hétérogénéité et la multiplicité des trajectoires migratoires, de même que la complexification croissante de la société kurde ne permettent en aucun cas de dégager des constantes au sein des pays d'accueil. Ce qui ne signifie pas évidemment que la condition sociale des Kurdes ne puisse pas varier d'un pays à l'autre, ni évoluer au cours du temps : l'espace migratoire n'est pas figé et, bien que les modèles d'ascension sociales soient plutôt défavorables aux immigrés dans tous les pays, la deuxième et la troisième génération de migrants bénéficient sans conteste de conditions de vie très différentes de celles des primo-arrivants des années 1970. Au sein de chaque pays, la répartition géographique des Kurdes (dans les capitales, dans les zones rurales ou industrielles par exemple), de même que les politiques qui touchent au quotidien des migrants (asile, immigration et « intégration », lutte contre les discriminations, éducation, logement, etc.) peuvent avoir favorisé ou défavorisé la mobilité sociale<sup>403</sup>. Mais là encore, l'absence d'études comparatives et le caractère très limité des enquêtes régionales ou nationales (moins de 50 interviewés dans la plupart des cas) incitent à la prudence<sup>404</sup>. Plutôt que de tenter de tirer des conclusions non vérifiables à partir de données structurelles dont on ne sait dans quelles mesures elles influent réellement sur les trajectoires sociales des migrants (et encore moins des migrants *de Turquie* et des migrants *kurdes de Turquie*), nous avons préféré présenter ici le cas français, qui bénéficie d'une étude plus large et plus récente.

---

<sup>403</sup> Du point de vue de la connaissance de la langue, la situation des primo-arrivants kurdes semble comparable dans chaque pays européen : au contraire des migrations postcoloniales (les Algériens en France ou les Indiens en Grande-Bretagne par exemple), les Kurdes de Turquie ne connaissent que rarement la langue de leur nouveau pays de résidence.

<sup>404</sup> Certaines études peuvent être très complètes mais ne distinguent pas la première et la « deuxième génération » de migrants. Cf. l'enquête de Meinolf Berendes qui porte sur un échantillon aléatoire de 100 personnes tiré d'une population de 654 personnes d'origine kurdes âgées de plus de 16 ans (Berendes, Meinolf, *Kurden in Bottrop. Eine Sozialgeographische Untersuchung der Situation kurdischer Familien*, Bottrop, Gesellschaft für deutsch-kurdische Freundschaft e.V. Hevalti, 1997). La deuxième génération est ici entendue comme « un groupe de personnes nées en France ou ayant immigré avec les parents à un âge précoce (ayant connu l'école primaire en France) ». Cette définition se fonde sur les travaux de Gérard Noiriel (« La "deuxième génération" ne se définit ni par la nationalité ni par le lieu de naissance, mais par le lieu de la première socialisation et de la socialisation élémentaire », cf. Noiriel, Gérard, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1988, p. 370-371).

En France en effet, les recherches de Chirine Mohseni auprès de 107 jeunes Kurdes âgés de 15 à 30 ans (dont 76 originaires de Turquie), habitant pour 48% en région parisienne et pour 52% en province, ont permis de mieux appréhender la question de la mobilité sociale des migrants kurdes<sup>405</sup>. Il ressort d'abord de cette étude que les primo-arrivants (les parents des jeunes interviewés) possèdent bien un faible niveau d'éducation : seulement 22,2% des femmes ont un niveau baccalauréat ou supérieur (66,7% n'ont jamais été scolarisées ou n'ont pas dépassé l'école primaire) et 35% des hommes ont un niveau d'étude similaire (52,6% n'ayant jamais été scolarisés ou n'ayant pas dépassé l'école primaire). En Turquie, les mères étaient à 44% femmes au foyer et à 37% paysannes tandis que les hommes étaient à 36% étudiants, fonctionnaires ou profession libérale et à 34% paysans. Or, contrairement à une idée reçue, la situation professionnelle<sup>406</sup> des primo-arrivants a tendance à se dégrader dans le pays d'accueil (déclassement), notamment pour les femmes et pour les plus diplômés<sup>407</sup>. En France, les femmes sont en effet à 55% mères au foyer ou au chômage, et 21,6% des hommes sont également sans activité ou au chômage (59% des parents parlent très peu ou mal le français<sup>408</sup>). Celles et ceux qui travaillent sont majoritairement ouvriers dans le bâtiment ou la confection, mais aussi - suite à la crise de ces secteurs d'activités - employés dans la restauration. Un peu plus du tiers des hommes qui travaillent sont cependant à leur propre compte et ont participé, moyennant un rythme et des conditions de travail souvent très durs, de l'apparition d'une classe moyenne qui a parfois pu acheter son logement (39,7% des familles). Enfin, 70% des familles ont demandé leur naturalisation et 47% des demandes ont été acceptées. Ce milieu d'origine a évidemment des conséquences importantes sur la mobilité sociale des Kurdes de la deuxième génération : si l'âge de l'arrivée en France semble fortement conditionner la réussite scolaire des jeunes (plus ils arrivent jeunes et plus ils réussissent à l'école), il apparaît également que cette réussite dépend fortement du niveau d'instruction des parents. Néanmoins, sur les 36 interviewés qui avaient arrêté leurs études au moment de l'enquête, 15 avaient un niveau égal ou supérieur au baccalauréat (42%) ; de

---

<sup>405</sup> Mohseni, Chirine, « La deuxième génération kurde au carrefour de repères fluctuants », *Migrations Etudes*, n°119, janvier 2004. Dans cette étude, 26 personnes interrogées sont nées en France, 42 sont arrivées en France avant l'âge de 7 ans et 39 avaient entre 8 et 12 ans à leur arrivée (et ont été scolarisées à l'école élémentaire).

<sup>406</sup> Nous parlons bien ici de « situation professionnelle » et non de revenus ou de pouvoir d'achat, pour lesquels nous ne bénéficions d'aucune étude.

<sup>407</sup> Cette observation vaut sans doute plus pour les migrants des années 1980-1990 que pour ceux du début des années 1960.

<sup>408</sup> Pour des observations similaires dans le cas d'une enquête menée auprès de 27 familles kurdes de la région parisienne et de Normandie, voir Akin, Salih, « Une recherche européenne sur la communauté kurde de France », *Etudes kurdes*, n°2, 2000, p. 57-65.

même, sur les 71 personnes qui poursuivaient des études, 5% faisaient un CAP, 55% étaient au collège ou au lycée, et 40% (dont une forte majorité de filles) avaient continué dans le supérieur : on constate ainsi une hausse conséquente du niveau d'éducation chez la seconde génération de migrants kurdes. Pour ce qui est des personnes qui exercent une activité professionnelle, il apparaît que la moitié d'entre elles travaillent dans les mêmes secteurs que leurs parents (bâtiment, textile, restauration) mais plus souvent à leur propre compte, et que la seconde moitié a pu trouver un emploi relatif à sa formation (cadre, fonctionnaire ou employé). Si leur nombre de personnes concernées dans l'enquête ne permet pas de généraliser ces résultats (elles sont 32, quatre femmes étant mère au foyer), tout porte à croire que l'ascension sociale est bien possible, tout du moins quand le milieu d'origine la favorise. Enfin, seulement 63 jeunes interviewés ont été naturalisés ou sont nés français (59%), 18 (qui ont - à deux exceptions près - tous des parents étrangers) ne l'ayant jamais demandé.

Ce tableau est-il *a priori* spécifique au cas français ? La recherche de Chirine Mohseni met en évidence les différences importantes entre la situation des primo-arrivants et celle des migrants de la seconde génération. Et on peut émettre l'hypothèse que la troisième génération peut bénéficier de conditions sociales sensiblement meilleures, tout du moins quand leurs parents ont déjà fait l'expérience de l'ascension sociale. Si l'on raisonne toute chose égale par ailleurs (indépendamment des contextes spécifiques à chaque pays européen), il apparaît donc déjà que dans les pays où l'immigration kurde est plus récente (la Grande-Bretagne par exemple), les conditions de vie des Kurdes doivent être plus précaires. De même, les disparités entre les générations de migrants doivent être plus importantes dans les pays qui ont accueilli le plus de réfugiés dans les années 1990 (la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Suisse) que dans les pays ayant reçu et/ou accepté moins de réfugiés (la Belgique, l'Autriche, la Suède par exemple)<sup>409</sup> ; même si les phénomènes d'entraide au sein des familles peuvent parfois permettre de les atténuer. A ce stade, et si l'on refuse de céder aux tentations structuralistes, ces conclusions ne peuvent cependant être considérées que comme des hypothèses de travail, qu'il faudrait vérifier. Elles devront également être relues au regard des régimes de citoyenneté en Europe, que l'on abordera plus bas.

---

<sup>409</sup> Dans ce schéma, les Pays-Bas occupent une position intermédiaire.

## ***B. La construction des identités : dynamiques des pays d'origine et d'accueil***

Comme nous l'avons vu plus haut, l'identité kurde ne se décrète pas. Elle est liée au sentiment subjectif d'appartenir à un groupe, distinct d'autres groupes. En ce sens, il est possible pour un kurdophone de se considérer d'abord turc plutôt que kurde, d'autant plus que la *nationalité* turque est censée englober la kurdicité<sup>410</sup>. De même, Il est fort possible d'avoir des parents et des grands-parents assimilés à l'ethnie dominante (turque) et de « redécouvrir » ses origines kurdes au contact d'autres parents ou amis. Mais la kurdicité est elle-même très hétérogène : même si l'on ne considère que les Kurdes de Turquie de l'époque contemporaine, la diversité linguistique (zaza, kurmanji), religieuse (alévisme, sunnisme, yezidisme), la force des appartenances régionales (notamment dans la région de Dersim) ou familiales (quand on est descendant d'une grande famille) font que les individus disposent de nombreuses identités différentes et imbriquées, et qu'ils peuvent « choisir » - en fonction des périodes, des enjeux, des pressions, voire des situations - de privilégier telle ou telle aux dépens de telle autre<sup>411</sup>. Il n'est ainsi pas rare de rencontrer des alévis se déclarant habituellement kurdes mettre en avant leur alévitité dès qu'une discussion s'engage sur le PKK (considéré comme une organisation majoritairement sunnite, tout du moins en Turquie même), signifiant par là même leurs réserves vis-à-vis de ce parti.

Ces phénomènes sont encore accentués par l'immigration interne et l'immigration vers l'Europe : la déterritorialisation provoque en effet la découverte d'une altérité jusque-là inconnue qui vient questionner sa propre identité et peut provoquer une recomposition des sentiments d'appartenances. Après les mobilisations politiques violentes des années 1970 en Turquie, un certain nombre d'alévis immigrés en Europe se sont ainsi reconvertis dans l'activisme identitaire ou religieux, et ont cherché à se distinguer des Turcs et des Kurdes (sunnites) afin de faire reconnaître leur spécificité<sup>412</sup>. C'est aussi le cas quand la langue maternelle n'est plus ni le kurde ni le turc mais devient l'allemand, le français ou le néerlandais, ou quand on obtient la nationalité de son pays de résidence : on peut alors devenir Suisse allemand d'origine kurde de Turquie... ou au contraire Kurde de Suisse

---

<sup>410</sup> Mais la turcité est également pensée comme une *supra-ethnie* englobant une kurdicité traditionaliste et réactionnaire par la droite nationaliste turque, rendant plus difficile - pour une personne ayant conscience de ses origines kurdes - la présentation de soi comme Turc.

<sup>411</sup> Sur les frontières mouvantes de l'identité kurde, voir Van Bruinessen, Martin, « Nationalisme kurde et ethnicités intra-kurdes », *Peuples méditerranéens*, n°68-69, juillet-décembre 1994, p. 11-37.

<sup>412</sup> Massicard, Elise, *L'autre Turquie...*, *op. cit.*, p. 279-313.

parlant l'allemand<sup>413</sup>, la rencontre avec des Kurdes d'autres pays du Moyen-Orient rendant la référence à la Turquie presque impertinente, si ce n'est dans l'image rarement appréciée que renvoie la société d'accueil<sup>414</sup>. Si l'on suit B. Anderson et E. Gellner, la confrontation avec l'autre, avec la différence culturelle pourrait permettre l'émergence d'un « nationalisme à distance », voire, quand le groupe est dispersé sur une multitude de territoire, d'un « nationalisme de diaspora »<sup>415</sup>. Ce phénomène n'apparaît cependant en Europe qu'à partir de 1974, c'est-à-dire au moment où l'immigration de travail laisse la place au regroupement familial (l'immigration de Turquie se féminise, et les travailleurs ne constituent plus que le tiers des migrants) et où la migration n'est plus pensée comme temporaire mais comme pratiquement définitive<sup>416</sup>.

Quels référents identitaires sont alors mobilisés par les migrants de Turquie ? Leur nationalité, leur ethnicité, ou au contraire leur religion, leur langue ? On pourrait penser qu'une telle question ne saurait trouver une réponse claire, s'appliquant à tous les migrants originaires d'un même pays. Il apparaît pourtant par exemple que les réfugiés d'Afghanistan en Suisse et en Europe ont pour la plupart développé un sentiment d'appartenance *nationale* en exil : au contact des sociétés hôtes, ils ne se présentent plus comme Pashtouns, Tadjiks, Ouzbeks ou Hazaras, mais bien comme Afghans<sup>417</sup>. Qu'en est-il alors des migrants de Turquie ? Nous analyserons ici d'abord le cas allemand, avant de tenter d'observer s'il peut être généralisé à l'ensemble des pays européens<sup>418</sup>.

---

<sup>413</sup> Si les Kurdes sont toujours « de quelque part », des jeux d'identité sont également possibles autour de la kurdicité : le chercheur français ayant acquis la confiance de ses interlocuteurs kurdes en Allemagne, mais ne parlant pas un mot de kurde, peut lui-même être qualifié - dans une sorte de boutade qui n'en est pas moins révélatrice - de « Kurde de France ». Inversement, il faut voir le déchirement auquel peuvent être confrontés certains Kurdes de Turquie lorsqu'ils demandent la nationalité de leur pays d'accueil (qui peut signifier leur propre renoncement à une *nationalité* kurde). Parmi les 107 migrants de la deuxième génération interviewés par Chirine Mohseni, plus de 90% « se sentent davantage kurdes que français », mais ce taux peut être fortement surévalué en raison des objectifs de l'enquête (analyser la mobilité sociale des *Kurdes*). Cf. Mohseni, Chirine, « La deuxième génération kurde... », *art. cit.*, p. 6.

<sup>414</sup> Les Kurdes de Turquie étant le plus souvent assimilés aux Turcs dans leurs sociétés de résidence, et notamment en Allemagne.

<sup>415</sup> Anderson, Benedict, « Long-Distance Nationalism », *art. cit.*, p. 58-74 ; Gellner, Ernest, *Nation and Nationalism, op. cit.*, p. 88-110.

<sup>416</sup> Leggewie, Claus, « Turcs, Kurdes et Allemands. Histoire d'une migration : de la stratification sociale à la différenciation culturelle, 1961-1990 », *Le Mouvement social*, n°188, juillet-septembre 1999, p. 112.

<sup>417</sup> Centlivres, Pierre et Centlivres-Dumont, Micheline, « Exil et diaspora afghane en Suisse et en Europe », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien (CEMOTI)*, n°30, juin-décembre 2000, p. 169.

<sup>418</sup> Nous avons renoncé ici à fonder notre analyse sur des extraits d'entretiens. Réalisés uniquement avec des militants et sympathisants de la cause kurde, ils auraient biaisé nos résultats. Nous y ferons néanmoins référence ponctuellement.

### *1. Comment être kurde en Allemagne : politisation et réfugiés*

Dans un article d'abord paru en anglais, puis publié dans une version plus étoffée en français, Claus Leggewie a tenté d'expliquer « comment les Turcs sont devenus Kurdes et non Allemands »<sup>419</sup>. Selon lui, « les migrants turcs et kurdes se [situaient] en Allemagne au même niveau de l'échelle sociale, soit au-dessous des classes moyennes allemandes aisées » : logiquement, tous les migrants de Turquie auraient ainsi dû s'unir afin de faire valoir leurs droits. Mais c'est ce « manque de distance sociale » entre Kurdes et Turcs qui a provoqué un processus d'ethnisation au sein des « travailleurs immigrés » en Allemagne à partir des années 1970 : plus qu'une « reviviscence des antagonismes traditionnels » en vigueur en Turquie, cette ethnisation est à mettre en relation avec les « échecs et [les] embûches de l'intégration à l'étranger », et ce en Allemagne comme dans les autres pays européens d'immigration<sup>420</sup>. A partir des années 1970 et du fait de « l'impossibilité d'une intégration politique », les « auto-organisations ethniques autonomes » n'ont plus eu « pour but prioritaire l'intégration sociale dans le pays d'accueil, mais plutôt l'obtention d'une reconnaissance d'un point de vue ethnique et religieux »<sup>421</sup>. La plupart des Kurdes n'aurait ainsi découvert leur kurdicité qu'après leur arrivée en Europe : « les Turcs [d'Europe] sont devenus Kurdes parce que l'Etat turc leur refuse une reconnaissance culturelle et l'Etat allemand une reconnaissance politique » et cette recomposition des identités a été favorisée par la liberté de parole dont pouvaient bénéficier les migrants en Allemagne<sup>422</sup>.

Bien que sa thèse soit séduisante (c'est l'absence d'intégration politique qui est la cause majeure de l'ethnisation), C. Leggewie ne réussit pourtant pas la défendre jusqu'au bout. Il semble d'abord considérer que les processus d'ethnisation ne concernent que les migrants déjà installés en Allemagne et ont pour cause leur « exclusion » au sein de leur pays d'accueil. S'il apparaît juste de penser que de nombreux migrants ont « redécouvert » leurs origines kurdes en Allemagne (et encore, une conscience d'être kurde pouvait exister au sein de l'espace de la famille et ne jamais s'exprimer publiquement), s'il est pertinent de considérer que ce phénomène ne peut être assimilé à une « retraditionalisation » des rapports sociaux au sein de l'espace migratoire, on ne peut faire abstraction du fait que cette ethnisation est directement liée aux dynamiques du pays d'origine. Dans les années 1970 et

---

<sup>419</sup> Leggewie, Claus, « How Turks became Kurds, not Germans », *Dissent*, Vol. 43, n°3, 1996, p. 79-83 et Leggewie, Claus, « Turcs, Kurdes et Allemands... », *art. cit.*, p. 103-118. Les analyses qui suivent se fondent sur ce deuxième article.

<sup>420</sup> Leggewie, Claus, « Turcs, Kurdes et Allemands... », *art. cit.*, p. 107.

<sup>421</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>422</sup> *Ibid.*, p. 114-115.

au début des années 1980, les événements en Turquie ont en effet des répercussions importantes jusqu'au sein de l'espace migratoire : transplantation d'organisations-sœurs en exil et création de nouvelles organisations participent de la production de « nouvelles » lignes de fractures identitaires (Kurdes/Turcs), politiques (droite/gauche) et ethnoconfessionnelles (sunnites/alévis) entre immigrés de Turquie installés depuis déjà longtemps sur le territoire allemand. Sans remplacer les réseaux interpersonnels locaux, ces nouvelles solidarités se superposent aux anciennes, processus qui complexifie l'ensemble des relations sociales et des appartenances politiques et contribue à réorganiser l'espace migratoire autour des dynamiques conflictuelles du pays d'origine. Confrontés aux problèmes de l'acculturation (c'est-à-dire à l'appropriation de nouveaux référents culturels) et de la discrimination, à la répression que subissent leurs proches restés en Turquie après le coup d'Etat puis au conflit naissant dans les régions kurdes, un nombre important de migrants de Turquie vont ainsi redécouvrir leur kurdicité et d'emblée la politiser, c'est-à-dire l'inscrire dans un système polarisé d'amitié et d'inimitié. Mais ce phénomène n'apparaît possible qu'en raison de l'arrivée de personnes qui se déclaraient kurdes *avant même leur migration*. C'est la venue de nombreux réfugiés kurdistes avant et juste après le coup d'Etat de 1980 qui provoque la rencontre entre des travailleurs migrants encore faiblement politisés mais déjà fortement syndiqués et des mobilisateurs politiques kurdistes déterminés à poursuivre la lutte à l'étranger. L'ethnicisation est dès lors à mettre en relation avec une *politisation* accélérée des travailleurs migrants arrivés à la fin des années 1960 et au cours des années 1970. La même chose est vraie au cours des années 1980 et 1990, et est renforcée par de nouveaux modes d'information, de communication et de circulation. Les nombreux migrants fuyant les zones de conflit entre le PKK et l'armée ne pouvaient qu'avoir conscience de l'enjeu politique que constituait la kurdicité, et avaient d'ores et déjà eu à se situer par rapport elle. Tous les entretiens conduits avec des primo-arrivants proches du PKK ou du PSK le confirment. C'est la rencontre entre, d'une part, la deuxième et la troisième génération de migrants et, d'autre part, les nombreux primo-arrivants kurdes des années 1990, qui permet d'expliquer comment de jeunes gens souvent parfaitement « intégrés » à leur société d'accueil ont pu s'accaparer des référents identitaires kurdes, au point, comme on le verra, de rejoindre parfois le PKK.

De même, le système d'explications de C. Leggewie ne permet pas de comprendre pourquoi les Turcs deviennent Kurdes et non pas sunnites, Alévis, *Zaza*, ou *Dersimli* (originaire de Dersim), ces identités n'étant d'ailleurs pas exclusives. Il affirme certes avec justesse que pour les Turcs, « l'épanouissement d'une identité sociale distincte de celle de la

majorité allemande s'appuie plutôt sur une accentuation des pratiques religieuses, tandis que, pour un nombre croissant de Kurdes, il consiste en une adhésion à la "communauté de destin" kurde »<sup>423</sup>. Mais, outre le fait qu'il est également possible pour un Kurde de se rapprocher de mouvements islamistes, ces processus ne peuvent être expliqués par l'absence d'intégration politique dans les pays d'accueil. Comme on l'a vu plus haut, ce phénomène est par contre à relier d'une part à l'idéologie du nouveau pouvoir en Turquie après 1980 (la « synthèse turco-islamique ») et d'autre part au développement en Europe de la mouvance nationaliste turque dans les années 1970 et de l'activisme de l'Union turco-islamique de la direction des affaires religieuses (DİTİB, *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*) au début des années 1980. La turcité étant élevée au rang de supra-ethnie, l'islam sunnite devenant une composante nécessaire de la turcité, une des manières de montrer son opposition au régime était bien de se déclarer kurde, et ce, comme le mentionne C. Leggewie, d'autant plus que la kurdicité ne pouvait être réprimée en Allemagne comme en Turquie. Mais il était et reste également possible, pour de nombreux migrants de Turquie s'auto-décrivant comme kurdes ou turc, de « redécouvrir » ou d'affirmer davantage leur alévitité par exemple. Ce sont alors les trajectoires biographiques de chacun - l'environnement familial, la réception de certains événements se déroulant en Europe ou en Turquie<sup>424</sup>, l'arrivée en Europe d'un oncle défendant la cause kurde, la participation aux activités d'un centre culturel islamique (sunnite), le sentiment d'être victime de discrimination dès lors qu'on se voile publiquement, et tout autre événement pouvant être interprété au sein d'une grille de lecture identitaire - qui permettent de comprendre les recompositions de la *présentation* de soi en exil. Ce qui ne signifie pas qu'une situation donnée ou le contexte sociopolitique ne puissent favoriser ou défavoriser telle ou telle identité. Ainsi, certains migrants zazaphones ont choisi - ou au contraire refusé - d'appuyer la revendication d'un enseignement en kurmanji à la place du turc dans les écoles allemandes, ce qui a pu les inciter à se rapprocher - ou à s'éloigner - de l'identité kurde<sup>425</sup>. De même, l'association alévie berlinoise AAKM (*Alevi Anadolu Kültür Merkezi*, Centre Culturel des Alévis Anatoliens), qui défendait depuis sa création une vision politique et culturelle de l'alévitité, a saisi l'opportunité d'une reconnaissance religieuse à l'échelle du *Land* en 2000 et a remodelé sa définition de la cause alévie en ce sens. Elle a rapidement obtenu le statut de communauté religieuse à Berlin, et la fédération a ensuite relayé cette stratégie - avec succès - dans différents *Länder*

---

<sup>423</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>424</sup> Par exemple, Le massacre de 37 intellectuels et artistes alévis en 1993 à Sivas a pu constituer un « choc moral » pour nombre de migrants d'origine alévie. Sur la notion de « choc moral », voir Jasper, James, « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements », *Sociological Forum*, 1998, Vol. 13, n°3, 1998, p. 397-424.

<sup>425</sup> Van Bruinessen, Martin, « Nationalisme kurde et ethnicités intra-kurdes », *art. cit.*, p. 33.

allemands. Cette institutionnalisation de l'alévité comme religion en Allemagne a pu et pourrait encore avoir des conséquences importantes sur la présentation de soi des Kurdes alévis en Allemagne et, au-delà, en Europe<sup>426</sup>. Dernier exemple parmi tant d'autres, l'interdiction du PKK en 1993 en Allemagne et en France et l'assimilation progressive des Kurdes à ce parti déclaré « terroriste » ont pu inciter certains migrants kurdes à se déclarer turcs afin d'éviter toute stigmatisation... ou au contraire radicaliser les sentiments d'appartenance de ceux qui voyaient d'abord dans la kurdicité les marques de la domination et de l'oppression.

Au total, si C. Leggewie explique bien que les clivages politiques en Turquie ont des conséquences importantes au sein de l'espace migratoire de Turquie en Allemagne<sup>427</sup>, sa volonté de se distancier des thèses sur la « retraditionnalisation » l'empêche de questionner son hypothèse de départ, à savoir que l'ethnisation aurait pour cause majeure l'absence d'intégration politique des migrants de Turquie dans leur pays d'accueil. La confrontation avec l'altérité, la xénophobie de la société d'accueil, la non-intégration politique peuvent certes expliquer en partie la mobilisation de référents identitaires du pays d'origine : elles ne sont cependant pas suffisantes (la « redécouverte » d'une identité donnée touche autant les mieux « intégrés » que les moins bien « intégrés ») et n'expliquent pas *quels* référents sont favorisés par les migrants. **Par contre, ce sont le développement simultané des organisations kurdistes en Allemagne et en Turquie, l'arrivée de nombreux migrants extrêmement politisés au début des années 1980, le début de la guérilla du PKK en 1984, de même que l'implantation en Europe de nombreux acteurs nationalistes et islamistes turcs et l'établissement en retour des organisations nationalistes kurdes qui permettent d'expliquer pourquoi un certain nombre de « Turcs sont devenus Kurdes ».** Des « fenêtres d'opportunité » et des contraintes locales ou nationales, des perceptions de l'altérité et des images lointaines comme celle de la campagne Anfal en Irak ont pu effectivement placer les individus devant des choix identitaires divergents. On a vu néanmoins que ces éléments ne produisaient pas des effets unidirectionnels, semblant vouer à l'échec toute analyse structuraliste : seules les analyses interactionnistes en termes de processus individuels

---

<sup>426</sup> Grojean, Olivier et Massicard, Elise, « Mobilisations transnationales et environnement politique. La dynamique des organisations kurdes et alévistes, entre Turquie et Europe », in Blanc-Chaléard, Marie-Claude, Dufoix, Stéphane et Weil, Patrick (dir.), *L'étranger en question*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 401-430.

<sup>427</sup> Leggewie, Claus, « Turcs, Kurdes et Allemands... », *art. cit.*, p. 114-116.

peuvent alors rendre compte de ces « choix » personnels d'identité<sup>428</sup>. On pourrait pourtant imaginer que le contexte sociopolitique du pays d'accueil joue un rôle déterminant dans la construction de certaines identités. Les Turcs sont-ils plus souvent devenus kurdes en Allemagne que dans les autres pays européens ? Dans son article, C. Leggewie penchait lui-même pour une réponse négative<sup>429</sup> et ceci bien que cette hypothèse achève de mettre à mal son système d'explication : dans les années 1970-1990, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suisse ou la Grande-Bretagne ont des politiques d'immigration et d'intégration très différentes (du point de vue des droits des étrangers et de l'acquisition de la nationalité notamment)<sup>430</sup>, qui auraient alors dû engendrer des dynamiques *a priori* distinctes - si l'ethnisation avait bien été causée par la non-intégration politique des migrants de Turquie. Nous avons donc montré que la mise en avant du contexte allemand ne pouvait réellement expliquer pourquoi les Turcs sont devenus kurdes ; seules des études comparées entre pays européens peuvent maintenant permettre de rejeter l'hypothèse du rôle central du contexte sociopolitique dans la construction de l'identité kurde.

## 2. Comment être kurde dans les différents pays d'Europe : le rôle des organisations

Les recherches du projet MERCI (*Mobilization on Ethnic Relations, Citizenship and Immigration*), dont les résultats finaux ont été récemment publiés<sup>431</sup>, auraient pu nous aider à mieux évaluer cette hypothèse. On va voir néanmoins que leur méthodologie apparaît trop peu convaincante et que d'autres sources seront nécessaires afin de mieux cerner le rôle de l'environnement sociopolitique dans la construction des identités. A partir d'une étude des prises de positions (*claims*) relatives à l'immigration et aux relations interethniques publiées dans cinq quotidiens nationaux de cinq pays européens (Allemagne, France, Pays-Bas, Suisse et Grande-Bretagne) entre 1992 et 1998, Ruud Koopmans et son équipe affirment en effet que leurs « résultats [...] soulignent clairement l'importance des régimes de citoyenneté nationale

---

<sup>428</sup> Pour une analyse en ce sens - mais non théorisée comme telle - auprès de 21 jeunes d'origine kurde de 15 à 21 ans, voir Schmidt, Susanne, *Kurdisch-sein und nicht-sein. Einblicke in Selbstbilder Jugendlichen Kurdischer Herkunft*, Bonn, Navend, 1998.

<sup>429</sup> Les processus repérés en Allemagne pouvant selon lui être généralisés aux autres pays européens. Cf. Leggewie, Claus, « Turcs, Kurdes et Allemands... », *art. cit.*, p. 107.

<sup>430</sup> Guiraudon, Virginie, *Les politiques d'immigration en Europe*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, « Configurations of Citizenship in Five European Countries », in Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, *Contested Citizenship. Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 31-73. Ces différences entre pays doivent cependant être relativisées en ce qui concerne l'accès à la citoyenneté. Cf. Weil, Patrick, « Access to Citizenship : A Comparison of Twenty Five Nationality Laws », in Aleinikoff, Alexander T. et Klusmeyer, Douglas (dir.), *Citizenship Today : Global Perspectives and Practices*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2001, p. 17-35.

<sup>431</sup> Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, *Contested Citizenship...*, *op. cit.*

et d'intégration dans la fabrique des identités collectives des communautés migrantes. Les identités statutaires fondées sur les catégories des politiques des pays d'accueil sont [en effet] généralement plus nombreuses en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas qu'en Allemagne »<sup>432</sup>. Ainsi, les identités religieuses s'exprimeraient moins en Allemagne qu'en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas : « l'Etat allemand n'[offrirait] en effet que peu d'opportunités pour de telles prises de position [et] par ailleurs, dès lors que les migrants en Allemagne reproduisent en miroir la vision de l'Etat en ne se considérant pas comme partie de la communauté allemande, les droits religieux et l'égalité religieuse ne constituent pas un enjeu politique majeur pour eux »<sup>433</sup>. De même, pour les deux auteurs, « comme il pouvait être supposé à partir de notre discussion sur les approches de l'intégration et de la citoyenneté nationale, [les] identifications collectives [fondées sur les identités nationales ou ethniques] sont plus nombreuses en Allemagne [...], moins nombreuses dans le cas britannique [...], les Pays-Bas [se situant] encore une fois entre les deux »<sup>434</sup>. Inversement, alors que l'identité « étranger » serait absente en Grande-Bretagne, l'identité « raciale » n'apparaîtrait quasiment que dans ce pays<sup>435</sup>.

R. Koopmans et P. Statham se demandent alors si ces différences ne peuvent être expliquées par les caractéristiques des groupes migrants des différents pays (il y a davantage de personnes originaires d'Inde en Grande-Bretagne par exemple) ou à l'influence du pays d'origine (le fait, par exemple, que le pays de provenance des migrants soit en guerre ou soit soumis à un régime dictatorial). Ils concèdent d'abord que leurs données « reflètent dans une large mesure la composition de la population de migrants dans les différents pays ». Ils remarquent ensuite que l'identité caribéenne est peu représentée aux Pays-Bas (alors que les migrants de cette région constitueraient le sixième de la population d'origine étrangère) et l'expliquent par le fait que contrairement à d'autres groupes (et notamment les Turcs), les Surinamais et les Antillais semblent avoir développé de plus faibles réseaux communautaires. Enfin, ils notent que l'identité kurde est la plus surreprésentée dans leurs données (12% de toutes les prises de positions aux Pays-Bas, 30% en Allemagne) et attribuent cette surreprésentation au conflit kurde en Turquie. Néanmoins, à partir de l'absence de certaines

---

<sup>432</sup> Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « How National Citizenship Shapes Transnationalism : A Comparative Analysis of Migrant Claims-Making in Germany, Great Britain and the Netherlands », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 17, n°2, 2001, p. 84.

<sup>433</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>434</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>435</sup> *Ibid.*, p. 86.

catégories de migrants au sein de leurs données (les migrants originaires des pays de l'Union européenne ont davantage de droits et sont moins victimes de discrimination, les migrants issus de pays colonisés ont sans doute mieux « réussi » dans leur pays d'accueil), ils affirment qu'« au total, ces résultats fondent l'évidence forte et suggestive de l'importance des régimes d'intégration et de citoyenneté nationale dans la structuration des mobilisations de migrants »<sup>436</sup>. Les conclusions de R. Koopmans et P. Statham apparaissent donc relativement claires. Il nous semble pourtant qu'un certain nombre d'imprécisions ou de raccourcis parcourent leur argumentation, qui peuvent avoir des conséquences sur l'analyse de la construction de l'identité des migrants, et en particulier des migrants de Turquie en Europe.

Le projet MERCI n'a en effet pas pour but l'analyse de la construction des identités collectives des migrants, mais l'observation d'un corpus de prises de position publiques dans le domaine de l'immigration et de l'intégration. Or, on ne peut assimiler « construction des identités » et « mobilisations » (comme le dernier passage cité ci-dessus le fait, mais nous y reviendrons) et, surtout, on ne peut assimiler l'*image* ou la *représentation* des identités des migrants dans la sphère publique à la *réalité* de ces identités, sauf à considérer que le contenu des cinq journaux étudiés reflète parfaitement la réalité sociale de tous les groupes de migrants sur la période étudiée. Comment les auteurs parviennent-ils alors à étudier les identités collectives en contexte migratoire ? Dans un texte plus ancien, qui ne traitait cependant que de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, R. Koopmans et P. Statham avaient tenté de répondre à ce problème en créant deux mesures, la première fondée sur tous les descriptifs associés aux prises de position trouvées dans les journaux, la deuxième - considérée comme un indicateur fiable de la réalité de l'auto-perception des migrants - fondée sur les noms des organisations des personnes ayant pris position<sup>437</sup>. Or, en montrant que les deux mesures engendraient des résultats similaires<sup>438</sup>, ils concluaient que les identités qu'ils

---

<sup>436</sup> *Ibid.*, p. 87-88.

<sup>437</sup> Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Challenging the Liberal Nation-State ? Postnationalism, Multiculturalism, and the Collective Claims Making of Migrants and Ethnic Minorities in Britain and Germany », *American Journal of Sociology*, Vol. 105, n°3, 1999, p. 677.

<sup>438</sup> Hormis - selon les auteurs - pour l'identité « Asian » en Grande-Bretagne, qui est une catégorie qu'on ne retrouve jamais dans les noms des organisations et pour les identités religieuses dans ce même pays, qui sont plus souvent mentionnées dans les noms des organisations que dans la description des personnes prenant position dans les journaux. Pourtant, en Allemagne, les pourcentages de claims attribués aux Juifs ou aux Kurdes peuvent pourtant varier de 12 et 19% selon la mesure retenue. Ce n'est que dans un ouvrage publié en 2005 que l'on apprend qu'environ 50% des *claims* mentionnent le nom des organisations (mais ce chiffre, qui est associé à tous les pays étudiés - Allemagne, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Suisse et France - ne permet pas de savoir si ce taux varie selon les pays). Cf. Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, « Migrants between Transnationalism and National Citizenship », in Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, *Contested Citizenship...*, *op. cit.*, p. 107-145.

analysaient n'étaient donc pas assignées (par les journalistes ou par la société tout entière) mais bien fondées sur la perception subjective que les migrants avaient d'eux-mêmes. Si ce postulat est discutable en ce que les noms des associations ne reflètent pas nécessairement l'identité des adhérents ni leurs activités (le choix d'un nom peut s'inscrire dans une stratégie de légitimation, par exemple lorsque les associations à connotation « ethnique » sont mal perçues dans la société d'un pays donné), là n'est pas le plus important. A aucun moment en effet les chiffres présentés ne sont soumis à une comparaison (même partielle ou approximative) avec des données « objectives » (le nombre d'associations dont le nom fait référence à un pays d'origine donné par exemple) : ces chiffres ne peuvent donc représenter autre chose que ce qu'ils sont censés représenter, à savoir *un nombre d'associations mentionnées par des journalistes, si et seulement si ces associations sont associées à une prise de position*. Toute volonté de savoir si le contexte sociopolitique d'un pays donné influe sur la construction des identités collectives des migrants appelle donc d'autres méthodes de recherche.

Or, des enquêtes par entretien et des études quantitatives auprès de différentes populations de migrants parviennent le plus souvent à des conclusions opposées à celles du projet MERCI, au moins dans les cas kurde et turc. Ainsi Eva Østergaard-Nielsen affirme-t-elle que « le paysage des identifications politiques, ethniques, religieuses transnationales turques et kurdes est remarquablement similaire aux Pays-Bas et en Allemagne », et même au Danemark<sup>439</sup>. Le nombre d'associations turques recensées aux Pays-Bas serait d'environ 1125 contre 1500 en Allemagne<sup>440</sup> où la population originaire de Turquie était pourtant, en 2000, au moins sept fois supérieure. De même, il y avait près de quatre associations turques pour mille migrants de Turquie en 2000 à Amsterdam, contre seulement un peu plus d'une pour mille à Berlin<sup>441</sup>. De nombreuses associations peuvent certes être « de papier » ou « dormantes » aux

---

<sup>439</sup> Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State : Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, Vol. 1, n°3, 2001, p. 269-270 et Østergaard-Nielsen, Eva, « The Politics of Migrants' Transnational Political Practices », *Working Paper of the Transnational Communities Programm*, n°22, 2001, p. 13.

<sup>440</sup> Van der Wal, Geke et Tax, Mathijs (dir.), *De vele gezichten van Turks Nederland*, Amsterdam, Hilversum, 1999, p. 23 et Şen, Faruk et Goldberg, A., *Türken in Deutschland : Leben zwischen zwei Kulturen*, München, C. H. Beck, 1994, p. cités in Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State... », *art. cit.*, p. 270.

<sup>441</sup> Vermeulen, Floris F., *The Immigrant Organising Process. The Emergence and Persistence of Turkish Immigrant Organisations in Amsterdam and Berlin and Surinamese Organisations in Amsterdam, 1960-2000*, Amsterdam, Academisch Proefschrift ter verkrijging van de graad van doctor aan de Universiteit van Amsterdam, 2005, p. 90. Vermeulen travailla à partir des données de la Chambre de commerce (*Kamer van Koophandel*) d'Amsterdam et de la Chambre des associations (*Vereinsregister*) de Berlin. Il a recensé les associations à l'aide de mots-clés évoquant la Turquie en allemand, hollandais et turc (58 mots-clés pour Amsterdam et 26 mots-clés

Pays-Bas et à Amsterdam, et il est certain qu'un tel recensement ne peut qu'être approximatif. Mais si l'on émet l'hypothèse que le nombre d'associations peut être un indicateur de l'identité ethnique ou nationale des migrants (si l'on croit effectivement que les associations jouent un rôle moteur dans la construction des identités collectives), les résultats seraient alors très différents de ceux du projet MERCI. Eva Østergaard-Nielsen et Floris Vermeulen expliquent certes que cette sur-représentation des associations turques aux Pays-Bas peut effectivement s'expliquer par les aides et le concours de l'Etat néerlandais à la création d'associations, et, inversement, par une certaine politique allemande qui a eu tendance à empêcher le développement de certaines associations (religieuses, de gauche ou kurdes). Mais on est très loin des explications en termes de régimes d'intégration et de citoyenneté : l'Etat est ici considéré non comme un cadre institutionnel relativement stable s'appliquant à l'ensemble des migrants, mais comme un acteur structurant pouvant choisir de favoriser ou de contraindre la création de certaines associations de migrants, comme on le verra à la fin de ce chapitre.

Pourtant, et même si la politique des Pays-Bas visait clairement à faire travailler ensemble les différentes tendances politiques et « ethniques » des migrants d'un même pays afin de réduire les conflits entre groupes, force est de constater que les clivages du pays d'origine ont continué à dominer l'espace migratoire durant les années 1990. Eva Østergaard-Nielsen montre ainsi que l'IOT (*Inspraakorgan Turken*, Conseil consultatif turc établi en 1986), censé représenter l'ensemble des migrants de Turquie aux Pays-Bas, n'a jamais pu rester à l'écart des enjeux politiques turcs : aucune organisation kurde ne s'y est ralliée car le percevant comme strictement turc, la droite radicale n'y a jamais été invitée en raison de l'opposition des groupes de la gauche radicale, et les organisations alévistes se sont rapidement désistées en raison de la domination des associations sunnites<sup>442</sup>... Floris Vermeulen démontre également que les activités et les centres d'intérêt des différentes associations de Turquie sont très similaires à Berlin et Amsterdam (représentation d'intérêt, activités religieuses ou sport, activité en lien avec le pays d'origine, association de femmes, amicale kurde, etc.)<sup>443</sup>. De même, si les contacts entre associations sont plus importants à Amsterdam qu'à Berlin sur la période 1980-2000, les liens qui les unissent semblent plus

---

pour Berlin) et a montré que les populations originaires de Turquie dans les deux villes étaient socialement très comparables. Si ces nous adhérons généralement à son analyse, nous ne partageons pas toujours ses conclusions théoriques.

<sup>442</sup> Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices... », *art. cit.*, p. 271.

<sup>443</sup> Vermeulen, Floris F., *The Immigrant Organising Process...*, *op. cit.*, p. 98.

souvent idéologiques à Amsterdam qu'à Berlin, où les associations sont dans un environnement plus incertain<sup>444</sup>. Enfin nos observations de terrain ont montré que les organisations kurdistes pouvaient également parfois travailler avec les organisations alévistes ou de la gauche radicale en Allemagne, et qu'il ne semblait pas que les Turcs de France aient moins tendance à se déclarer kurdes, alors même que ce pays est souvent considéré comme un modèle d'intégration.

Les études sur l'Allemagne et les Pays-Bas semblent donc indiquer que les identifications et les affiliations ethniques et politiques se jouent des contextes nationaux, de la même manière que les associations se jouent des frontières en Europe<sup>445</sup>. Tout porte dès lors à croire que les régimes d'intégration et de citoyenneté ne jouent pas un rôle fondamental dans la construction des identités collectives. Ce sont les organisations des migrants de Turquie qui participent le plus à la fabrique des identités, comme le montrait le cas allemand : l'arrivée de nombreux réfugiés, l'implantation en Europe des différentes tendances politiques turques et kurdes, le conflit kurde en Turquie apparaissent au contraire déterminants dans le fait de se déclarer kurde, turc, sunnite ou alévi. Ce qui ne signifie pas pour autant l'abolition des frontières et la fin du rôle des Etats comme le soutiennent les approches post-nationales : on verra dans le deuxième chapitre que les acteurs étatiques continuent de structurer activement ou passivement les sentiments d'appartenances en s'impliquant, parfois à leur corps défendant, dans l'espace migratoire de Turquie.

### ***C. Vers un horizon d'action transnational : les mobilisations de l'exil***

Si la construction des identités collectives ne semble pas pouvoir être expliquée par les contextes institutionnels en Europe, il n'en va pas forcément de même de l'engagement des migrants kurdes, qui pourrait varier en fonction des dispositifs de participation et des politiques mis en place dans chaque pays. Longtemps absente des domaines de recherches

---

<sup>444</sup> *Ibid.*, p. 121-123.

<sup>445</sup> Car au-delà, des recherches en Grande-Bretagne, en Finlande, en France, en Belgique ou en Autriche tendent vers les mêmes conclusions. Sur la Grande-Bretagne et la Finlande, voir Wahlbeck, Östen, *Kurdish Diasporas : a Comparative Study of Kurdish Refugee Communities*, London MacMillan, 1999. Sur l'Allemagne, la France et la Belgique, voir - entre autres - Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.* Sur l'Autriche, voir Sohler, Karin, « Turkish and Kurdish Migrants' Associations in the Austrian and Viennese Context : Development, Structure and Relevance for Civic and Political Participation », *Paper for the Conference on the Integration of Immigrants from Turkey in Austria, Germany and the Netherlands*, Istanbul, Boğaziçi University, 27 et 28 février 2004. Sur la France, voir également toutes les recherches - dont nous ne partageons pourtant ni les perspectives, ni les conclusions - qui ont mis en lumière les dynamiques du pays d'origine dans la construction des identités collectives des Kurdes et Turcs, au point parfois de considérer cette population comme « inassimilable ».

légitimes, l'étude des mobilisations des migrants établis en Europe est aujourd'hui en pleine expansion, tant en socio-histoire des migrations qu'en sociologie des mouvements sociaux, dont la rencontre remonte au tournant des années 1980-1990 en France<sup>446</sup>. Deux évolutions complémentaires ont en effet parcouru la recherche française et européenne depuis une vingtaine d'années, contribuant à remettre en cause d'anciens paradigmes aujourd'hui désuets, à déplacer les échelles d'analyse et à introduire de nouvelles problématiques sur l'action collective en contexte migratoire. La première évolution a d'abord permis le passage d'un questionnement sur l'action collective « immigrée » à une réflexion sur la constitution *et* la mobilisation de groupes d'immigrés. Les chercheurs privilégient désormais une approche en termes « situationnels », en cherchant à recontextualiser plus précisément l'action collective au sein du pays d'accueil, ou en montrant comment la constitution d'un groupe issu d'un même pays d'origine n'est jamais « naturelle » mais liée - comme toute action collective - à l'activité d'organisations et de mobilisateurs politiques. La deuxième évolution concerne plus directement les objectifs et les cibles de la mobilisation : si l'on s'est depuis longtemps intéressé en Europe à l'action collective des migrants visant à améliorer leur situation au sein du pays d'accueil (*immigrants politics*), le rappel des liens qu'entretiennent les migrants avec leur pays d'origine<sup>447</sup> a permis la « découverte » des mobilisations d'exilés (*homeland politics*)<sup>448</sup>. Là encore - et, comme nous l'avons vu, malgré leurs limites - les notions de « diaspora » ou de « communautés transnationales » ont permis l'intégration d'une réflexion sur le pays d'origine dans toutes les études récentes sur les migrants de Turquie en Europe.

Comment alors rendre compte de l'inscription d'un grand nombre de Kurdes dans un horizon d'action transnational ? Doit-on d'abord croire, comme l'agencement des développements de notre raisonnement tend à le faire penser, que le sentiment d'être kurde précède forcément la mobilisation en direction du pays d'origine ? Peut-on par ailleurs mettre en évidence des variations importantes entre les différents sites d'interaction ? Si les régimes de citoyenneté en Europe ne semblent pas pouvoir rendre compte de ces processus, nous verrons que les politiques des Etats vis-à-vis du mouvement kurde peuvent dans une certaine

---

<sup>446</sup> En France, les deux premiers articles sont, à notre connaissance, ceux de Didier Lapeyronnie (« Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, Vol. XXVIII, n°2, 1987, p. 287-318) et de Johanna Siméant (« Immigration et action collective. L'exemple des mobilisations d'étrangers en situation irrégulière », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994, p. 39-62).

<sup>447</sup> Cf. Voir tous les travaux d'Abdelmalek Sayad et notamment *La double absence. Des illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

<sup>448</sup> En France, le premier ouvrage explicitement sur ce sujet semble être celui de Stéphane Dufoix en 2002 (*Politiques d'exil...*, *op. cit.*).

mesure expliquer comment l'on en vient à se mobiliser pour une cause située au-delà des frontières de son pays de résidence, les organisations conservant néanmoins un rôle déterminant dans ce processus. Nous tenterons enfin de mettre en évidence la pluralité des modalités d'inscription des individus dans la défense de la cause kurde.

*1. Analyser les déterminants de la mobilisation en direction du pays d'origine : l'échec des perspectives structuralistes*

Nous avons vu que les chercheurs du projet MERCI n'avaient pas réussi à donner de réponse satisfaisante à la question de la fabrique des identités collectives des migrants en Europe. Le projet, qui se focalisait essentiellement sur les *prises de position publiques* des migrants, apparaît cependant mieux à même d'apporter des éléments pertinents sur la question de l'engagement. Mais là encore, des questions méthodologiques et théoriques posent problème. De fait, l'hypothèse principale de R. Koopmans, P. Statham, M. Guigni et F. Passy est que c'est la culture des migrants mais surtout le contexte politique dans lequel ils sont insérés qui déterminent si l'engagement a lieu pour revendiquer l'intégration des migrants eux-mêmes, ou pour revendiquer des changements au sein du pays d'origine<sup>449</sup>. Rejetant l'hypothèse selon laquelle les pays ayant davantage mis en œuvre des politiques multiculturelles verraient plus de mobilisation orientées vers le pays d'origine (cas de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas), ils montrent que les *homeland mobilisations* sont plus nombreuses en Allemagne et en Suisse, en raison des faibles opportunités institutionnelles et des faibles droits accordés aux migrants dans ces deux pays, ce qui les exclue de la communauté nationale. La Grande-Bretagne, « pluraliste civique », et surtout la France, « assimilationniste civique », sont quant-à-eux les pays qui verraient le moins de mobilisations de ce type. Par ailleurs, en reliant les identités mobilisées (qui ont ici un sens en ce qu'elles soutiennent une revendication) aux deux types d'engagements, ils constatent que des différences existent entre groupes mobilisés : certains groupes de migrants favorisent en effet bien davantage l'*homeland politics* aux dépens de l'*immigrant politics*. Les auteurs expliquent alors que ce phénomène peut sans doute s'expliquer en partie par la prise en compte des influences du pays d'origine : ces migrants proviennent le plus souvent de pays en proie à des conflits violents ou dominés par des régimes oppressifs. Serait-il alors possible que ces différences soient essentiellement dues à la composition de l'immigration dans les différents pays étudiés ? Sans comparer ces chiffres à la population de ces différents groupes

---

<sup>449</sup> Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Guigni, Marco et Passy, Florence, « Migrants between Transnationalism and National Citizenship », *art. cit.*

ou au pourcentage de réfugiés reconnus pour chaque groupe dans les pays concernés<sup>450</sup>, ils affirment que cet argument, déjà qualifié ailleurs d'« athéorique et primordialiste »<sup>451</sup>, est périphérique pour trois raisons, déjà mentionnées dans un article plus ancien<sup>452</sup>. D'abord, à de rares exceptions près, les plus fortes proportions d'engagement en direction du pays d'origine sont - *pour chaque groupe de migrants pris séparément* - recensées en Allemagne et en Suisse, ce qui ne peut être expliqué par l'origine des immigrés. Par ailleurs, l'explication par l'origine des migrants revient « à jouer sur la variable dépendante » : alors que l'on explique les fortes orientations en direction du pays d'origine chez les Kurdes ou les Iraniens par la situation politique en Turquie et en Iran, pourquoi les Pakistanais ou les Indiens, majoritaires en en Grande-Bretagne, ne sont pas eux-mêmes poussés à se mobiliser davantage pour leur pays d'origine ? R. Koopmans et P. Statham suivent ici un raisonnement qu'ils avaient déjà évoqué de manière plus abrupte : « La question qui demeure, selon nous, est pourquoi les musulmans turcs seraient à ce point différents des musulmans pakistanais ? Inversement, il ne peut être soutenu que le sous-continent indien n'a pas d'équivalent avec le conflit turc-kurde qui pourrait limiter les prises de position en relation avec cette région d'origine en Grande-Bretagne »<sup>453</sup>. Enfin la troisième et plus importante raison est, toujours selon les auteurs, analytique : comme les régimes de citoyenneté inclusifs structurent les identités des migrants, les Turcs ou les Pakistanais n'apparaissent plus sous une catégorie ethno-nationale mais sous les catégories construites par les pays d'accueil (musulmans, immigrés ou « Asian »), si bien qu'une comparaison « honnête » entre les Turcs d'Allemagne et Turcs des Pays-Bas, par exemple, devrait inclure également les organisations musulmanes et les associations de minorités de ces deux pays ; or, ce faisant, la propension à se mobiliser vers le pays d'origine devient encore plus faible aux Pays-Bas et aussi forte en Allemagne.

Cette argumentation nous semble à nouveau poser problème. La première raison invoquée apparaît certes convaincante. Mais si l'on regarde plus attentivement leur tableau, il apparaît qu'un seul groupe de migrants (sur 10 groupes aux identités ethniques et nationales

---

<sup>450</sup> Même si l'on a vu que le statut de réfugié n'était pas forcément synonyme de politisation. On aurait pourtant pu émettre l'hypothèse (à vérifier) de l'existence d'un lien entre nombre de réfugiés statutaires dans un groupe donné et engagement de ce groupe vers son pays d'origine.

<sup>451</sup> Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Challenging the Liberal Nation-State ? », *art. cit.*, p. 693.

<sup>452</sup> Cf. Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « How National Citizenship Shapes Transnationalism... », *art. cit.*, p. 92-93. Cette première version du paragraphe, qui ne concernait que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas a été reproduite presque tel quel dans l'ouvrage *Contested Citizenship*.

<sup>453</sup> « Conversely, it can not be maintained that the indian subcontinent has no equivalent of the turkish-kurdish conflict that could fuel homeland related claims-making from this region in Britain ». Cf. Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Challenging the Liberal Nation-State ? », *art. cit.*, p. 693.

distinctes) est véritablement utilisable afin de valider leur hypothèse : le groupe « Turks and Kurds »<sup>454</sup>. Et effectivement le pourcentage de *claims* orientées vers le pays d'origine est pour ce groupe plus élevé en Suisse et en Allemagne (83,6% et 69%) et moins élevé France (44,4%), les Pays-Bas se situant - comme leurs hypothèses le prévoyaient - entre les deux (51,5%)<sup>455</sup>. En dehors du fait que, selon ces données, près de la moitié des *claims* de Turcs et Kurdes en France sont malgré tout dirigées vers leur pays d'origine, il serait ici nécessaire de savoir sur combien de prises de positions sont établis ces pourcentages. Le nombre de *claims* par pays n'est pas indiqué, mais si l'on se fie à un article antérieur de Giugni et Passy, il apparaît que Turcs et Kurdes sont à l'origine de seulement 14 *claims* en France entre 1990 et 1998. Ce très faible nombre avait incité les deux auteurs à renoncer aux pourcentages pour ne se fier qu'aux valeurs : comparée à la Suisse (86 *claims*) les institutions française ne pouvaient sans aucun doute que très peu inciter Turcs et Kurdes à se mobiliser en direction de leur pays d'origine<sup>456</sup>. On le voit : affirmer, à partir de ces données, que les structures institutionnelles de la Suisse et de l'Allemagne encouragent les migrants à se mobiliser vers leur pays d'origine et, inversement que les systèmes français et anglais favorisent au contraire l'investissement dans la vie politique nationale apparaît peu convainquant. Surtout que les deux autres raisons avancées par R. Koopmans et son équipe peuvent être invalidées en quelques mots. La deuxième raison est d'abord anti-historique et asociologique : comment en effet peut-on faire l'hypothèse que tous les conflits produisent toujours les mêmes effets, que toutes les « dictatures » ont des régimes semblables et engendrent des dynamiques similaires, ou qu'un musulman turc ne saurait se distinguer d'un musulman pakistanais ? En ce qui concerne plus précisément les cas turc et kurde, comment refuser d'imaginer que

---

<sup>454</sup> Etant donné que chaque pays compte entre 203 et 921 *claims* (toutes catégories de migrants confondues, la moyenne étant de 400 *claims* par pays) et que, dans chaque pays, certains groupes sont très nombreux alors que d'autres sont très réduits voire n'apparaissent pas dans leurs données (les pourcentages sont donc parfois établis à partir d'un nombre de *claims* inférieur ou égal à 5), seulement 24 cases sont remplies et *valides* sur les 50 cases du tableau correspondant aux identités ethniques et nationales (10 identités x 5 pays étudiés). Si on ne retient alors que les groupes qui peuvent être comparés *dans les deux ensembles de pays qu'ils considèrent comme des pôles* (Allemagne et/ou Suisse d'un côté, Grande-Bretagne et/ou France d'un autre côté), il ne reste que les catégories « Other Europeans », « Turks and Kurds », « Other Asian » et « Other Africans ». Mais les trois catégories « Other » ont des contours extrêmement flous : ils ne correspondent pas forcément au même pays d'origine dans les cinq pays étudiés et peuvent donc avoir des réalités différentes. Le seul groupe utilisable n'est alors que le groupe « Turks and Kurds ». C'est donc sur ce groupe que R. Koopmans et son équipe s'appuient le plus souvent dans leurs travaux.

<sup>455</sup> Le pourcentage pour la Grande-Bretagne (« 0,0 ») est déclaré non valide par les auteurs car établi à partir de cinq *claims* ou moins. Il est néanmoins utilisé dans la démonstration pour démontrer que Turcs et Kurdes ne se mobilisent pas en direction de leur pays d'origine en Grande-Bretagne.

<sup>456</sup> Giugni, Marco et Passy, Florence, « Migrant Mobilization Between Political Institutions and Citizenship Regimes : A Comparison of France and Switzerland », *European Journal of Political Research*, Vol. 43, n°1, 2004, p. 51-82. Nous n'avons pu consulter que la version électronique de ce texte, disponible à l'URL : <http://www.unil.ch/webdav/site/iepi/users/epibiri1/public/passy2.pdf>.

l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe, que les ventes d'armes allemandes à la Turquie ou que le processus d'intégration européenne peuvent avoir des conséquences sur les mobilisations des migrants de Turquie dans les différents pays européens ? Enfin, la troisième raison part de l'hypothèse que les régimes de citoyenneté et d'intégration structurent les identités des migrants, hypothèse que nous avons d'ores et déjà rejetée plus haut. Au total, rien, d'après les données du projet MERCI, n'autorise à penser que certains éléments structurels nationaux favoriseraient ou défavoriseraient l'engagement en direction du pays d'origine. Il reste que nous ne pouvons à ce stade conclure définitivement sur l'existence de déterminants : d'autres stratégies de recherches s'avèrent donc nécessaires.

A l'aide le plus souvent d'enquêtes de terrain, les études sur diasporas ont elles aussi tenté de comprendre ce qui pouvait pousser des immigrés à s'orienter durablement vers leur pays d'origine. Ainsi, la cause de l'émigration (forcée et collective), la durée de l'immigration (courte), ainsi que, comme on l'a déjà entre-aperçu, la fermeture des institutions du pays d'accueil aux immigrés et les mauvaises conditions sociales des Kurdes dans leur pays de résidence, permettraient de comprendre l'engagement en faveur du pays d'origine. Comme on va le voir, si ces hypothèses semblent toutes receler une part de vérité, elles apparaissent trop schématiques pour expliquer l'ensemble des processus qui conduisent à l'*homeland politics*. Dans le cas des Kurdes (et des Turcs) en effet, on a vu que la destruction de milliers de villages avait conduit des millions de Kurdes à l'exil. Pourtant, il apparaît qu'être « forcé » à émigrer n'est pas un facteur nécessaire à l'engagement vers la Turquie : il est fort possible qu'un individu qui « tente sa chance » en Europe ne se politise que dans son pays de destination et choisisse de s'engager dans un parti kurdiste après quelques années passées en Europe au contact d'organisations kurdistes. Concernant la durée de l'immigration, il est vrai que nos recherches de terrain en France et en Allemagne ont plutôt mis en évidence que les migrants les plus engagés au sein du PKK à la fin des années 1990 étaient surtout des primo-arrivants. De même, Nedim Ögelman a montré que 29 des 31 présidents d'associations qu'elle a interviewé en 1996-1997 étaient des personnes nées en Turquie et F. Vermeulen affirme que 86,4% des membres des conseils d'associations turques et kurdes à Amsterdam sont des primo-arrivants<sup>457</sup>. Néanmoins, comme on l'a vu à propos de l'identité des seconde et troisième générations de migrants, il est également possible d'avoir des parents naturalisés

---

<sup>457</sup> Ögelman, Nedim, « Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics... », *art. cit.*, p. 178 et Vermeulen, Floris F., *The Immigrant Organising Process...*, *op. cit.*, p. 101.

depuis longtemps et de redécouvrir ses « racines » kurdes dans son pays de résidence, voire de s'engager pour la cause kurde : si les cadres associatifs du PKK en Europe sont bien souvent des primo-arrivants, la guérilla du PKK dans les montagnes irakiennes compte par exemple un grand nombre de jeunes Kurdes nés en Europe. Enfin, si le contexte institutionnel exclusif pourrait apparaître nécessaire à l'orientation vers la Turquie, rien n'indique que les systèmes inclusifs sont un « rempart » contre les mobilisations en direction du pays d'origine<sup>458</sup>. On a vu aussi que la seconde et la troisième génération de Kurdes en France pouvait bénéficier de meilleures conditions sociales que leurs parents, et malgré tout continuer à se mobiliser pour la cause kurde en Turquie<sup>459</sup>. Bref, toutes les explications structuralistes courent le risque de ne pas saisir les *processus* qui conduisent à orienter son action vers son pays d'origine.

## 2. Penser relationnellement les mobilisations transnationales

C'est à partir de ces différentes constatations qu'Eva Østergaard-Nielsen propose de repenser la distinction entre *homeland politics* et *immigrant politics* et de complexifier la relation entre les deux phénomènes<sup>460</sup> : des structures politiques plus inclusives, qui vont favoriser la représentation des migrants et par là même la coopération entre eux, peuvent, pour cette raison précise, servir à exclure tout dialogue sur les enjeux du pays d'origine et renforcer ainsi les clivages du pays d'origine dans une partie de l'espace migratoire<sup>461</sup>. Il convient dès lors de se demander si le contexte local joue un rôle aussi important pour l'*homeland politics* que pour l'*immigrant politics* : les contextes politiques inclusifs, comme les contextes politiques exclusifs, peuvent tous deux restreindre l'espace dédié à la politique liée au pays d'origine lorsque le sujet est considéré comme illégitime (peur par exemple qu'une décision de politique étrangère ait des conséquences au niveau interne) comme c'est le cas en Allemagne et aux Pays-Bas<sup>462</sup>. Au delà, les agendas de l'immigration et de l'exil, loin de toujours s'opposer, se recoupent bien souvent. Une organisation ayant pour objectif l'amélioration de la situation des migrants peut d'abord avoir un agenda moins visible pour

---

<sup>458</sup> Eccarius-Kelly, Vera, « Radical Consequences of Benign Neglect : The Rise of the PKK in Germany », *The FletcherForum of World Affairs*, Vol. 24, n°1, 2000. L'auteure se montre très sceptique sur l'idée que la réforme du code de la nationalité en Allemagne pourrait permettre de réduire l'influence du PKK dans ce pays.

<sup>459</sup> Rigoni, Isabelle, « Les mobilisations des Kurdes en Europe », *Revue Européenne des migrations internationales*, Vol. 14, n°3, 1998, p. 203-223.

<sup>460</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, « The Politics of Migrants' Transnational Political Practices », *Working Paper of the Transnational Communities Programm*, n°22, 2001, p. 12 et Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State... », *art. cit.*, p. 266-267.

<sup>461</sup> Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State... », *art. cit.*, p. 261.

<sup>462</sup> *Ibid.*, p. 271.

soutenir des réformes en Turquie et, inversement, une organisation exilée en Europe dont l'objectif principal est la transformation du régime turc peut tout à fait revendiquer la liberté d'association des immigrés dans leur pays de résidence. Les deux agendas peuvent même se superposer quand une organisation kurdiste revendique le droit à des enseignements en kurde pour les migrants établis en Allemagne, quand une organisation illégale en Turquie milite pour la non-expulsion d'un de ses sympathisants sans-papiers vers la Turquie, ou lorsque des migrants turcs lient leur statut en Allemagne à l'intégration de la Turquie à l'Union européenne<sup>463</sup>. De même que l'opposition classique entre « participation conventionnelle » et participation « non-conventionnelle » s'avère le plus souvent beaucoup trop schématique, les deux types d'engagement ne sont ainsi pas exclusifs l'un de l'autre, comme tendaient à le penser les chercheurs du projet MERCI en construisant des variables binaires.

Est-ce à dire que la distinction entre *homeland politics* et *immigrants politics* relève finalement d'une fausse bonne idée ? Nous le ne croyons pas en ce qu'elle continue de faire sens pour les acteurs eux-mêmes. Un exemple suffira à montrer en quoi cette opposition structure toujours les mobilisations de migrants, tout du moins des migrants turcs et kurdes. De manière générale, les militants des partis ayant une réelle activité en Turquie, kurdes ou turcs, pour ou contre le régime turc, considèrent que leur engagement est « pour là-bas » alors que les autres, qui se battent pour les droits des migrants, s'engagent « pour ici », c'est-à-dire pour une cause superficielle, non-politique, et surtout déplacée lorsque l'on connaît la violence des dynamiques conflictuelles en Turquie. Cette opposition est au principe de la distinction entre le PKK et le PSK : tous les sympathisants du PKK rencontrés critiquent ainsi ouvertement le PSK pour sa politique de défense des migrants alors qu'il n'est que très peu actif en Turquie. Inversement, les militants du PSK considèrent que c'est en s'engageant dans les organisations du pays de résidence (partis, syndicats) que les migrants kurdes pourront se former davantage, influencer les gouvernements européens et être prêts à rentrer au pays dès qu'une solution politique négociée sera possible en Turquie. Or, ces stratégies ne sont pas que discursives : elles correspondent à plusieurs pôles concurrents coexistant dans une certaine tension qui contraignent les migrants kurdes à prendre parti pour l'un ou pour l'autre, d'autant plus qu'une simple discussion sur l'histoire d'un individu permet de situer cet individu au sein de cet espace. Les migrants en sont donc pleinement conscients, comme le montre le cas de certains sans-papiers kurdes qui ressentaient un fort sentiment de culpabilité à faire la grève

---

<sup>463</sup> *Ibid.*, p. 269.

de la faim pour une cause aussi futile que des « papiers » alors que des grèves « politiques » pouvaient être menées dans les prisons turques<sup>464</sup>. *Homeland* et *immigrant politics* continuent donc de faire sens, même si cette opposition discursive et symbolique - qui produit des effets très concrets - doit également être déconstruite dès lors que l'on s'intéresse aux pratiques réelles des acteurs.

Par ailleurs, la transnationalisation des mouvements se doit d'être davantage prise au sérieux que ne le font les auteurs du projet MERCI. Les organisations turques et kurdes étant, comme nous l'avons vu, presque toutes fédérées à un niveau européen, il leur est souvent plus facile (et plus pertinent) de collaborer avec une association sœur active dans un autre pays européen que de coopérer avec une association concurrente située dans la même ville ou dans le même pays. Il convient dès lors de penser les opportunités et les ressources dans un cadre transnational et non seulement national<sup>465</sup>. De même que l'espace migratoire allemand joue un rôle moteur en Europe et permet la diffusion de ressources (financières, organisationnelles, symboliques, etc.) vers d'autres pays européens, l'espace migratoire suédois est un fort pourvoyeur de ressources intellectuelles et culturelles à destination de tous les immigrés et de toutes les organisations kurdistes établis en Europe. Des contraintes nationales peuvent certes exister : alors que le gouvernement néerlandais a choisi de tolérer les activités de la plupart des organisations radicales turques et kurdes, les autorités allemandes ont en effet réagi plus énergiquement en interdisant Dev-Sol dès 1983 et le PKK en 1993. La politique des Pays-Bas a-t-elle pour autant favoriser davantage la mobilisation que celle de l'Allemagne ? Rien n'est moins sûr. Il est d'abord nécessaire de dépasser à la fois la perspective des théories de la frustration qui soutiennent que la répression a pour effet la radicalisation des contestataires et celle de la théorie de la mobilisation des ressources qui affirme au contraire qu'elle serait plutôt dissuasive : la répression peut avoir divers effets qui sont fonction des conditions dans lesquelles elle est utilisée<sup>466</sup>. Mais surtout, sur notre terrain, la répression dans un pays donné peut inciter certains mouvements à délocaliser leurs activités dans un pays voisin s'ils considèrent que la confrontation serait contre-productive (la mobilisation serait alors moins intense en Allemagne alors qu'elle augmenterait aux Pays-Bas) ou au contraire tenter de

---

<sup>464</sup> Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, *op. cit.*, p. 316-317.

<sup>465</sup> Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State... », *art. cit.*, p. 264 et Adamson, Fiona B., « Contested Constituencies : Political Entrepreneurs and the Mobilization of Immigrant Populations in France (1954-1962) and in Germany (1984-2000) », *Paper Prepared for Presentation at the 14th Biennial Conference of Europeanists*, Chicago, Palmer House Hilton, 11-13 March 2004.

<sup>466</sup> Opp, Karl-Dieter et Roehl, Wolfgang, « Repression, Micromobilization, and Political Protest », *Social Forces*, Vol. 69, n°2, 1990, p. 523.

mobiliser les militants des pays voisins afin de tenter de faire plier l'Allemagne (le potentiel de mobilisation aux Pays-Bas pourrait alors être transféré vers Allemagne). Dans le cas du PKK, il semble bien que l'activité manifestante de la branche néerlandaise se soit dès le début des années 1980 reportée vers l'Allemagne, considérée (à juste titre) comme un acteur ayant plus de poids que les Pays-Bas dans la question kurde ; au moment de l'interdiction du PKK, il est fort possible que l'intensification de la protestation kurdiste en Allemagne ait eu pour corolaire (voire ait été facilitée) par l'augmentation des déplacements de militants des Pays-Bas vers l'Allemagne à l'occasion des grandes manifestations de 1993-1996<sup>467</sup>. Ce fût aussi le cas lorsque la télévision satellitaire proche du PKK *Med-TV* fût interdite en Grande-Bretagne puis recrée sous le nom de *Medya-TV* aux Pays-Bas<sup>468</sup>. Les contraintes locales ou nationales peuvent donc conduire à une à une véritable division sociale du travail militant entre pays<sup>469</sup>.

On le voit : la « structure des opportunités politiques », notion déjà dépassée en France<sup>470</sup> mais restée facteur explicatif majeur au sein du projet MERCI<sup>471</sup>, ne peut donc saisir toutes ces dynamiques complexes : c'est l'attention portée aux échanges de coups, aux anticipations et aux réactions des différents acteurs qui permet de comprendre comment s'opère la mobilisation en direction du pays d'origine.

### *3. La pluralité des trajectoires d'engagement dans un horizon d'action transnational*

Il convient dès lors de mieux rendre compte de la manière dont les *individus* en viennent à inscrire leur action dans un horizon transnational, c'est-à-dire de comprendre à la fois la construction sociale du désir de se vouer à la cause kurde<sup>472</sup> et les mécanismes qui vont permettre un engagement effectif dans une association ou un parti kurdiste. Une véritable sociologie de l'engagement dans la cause kurde en Europe apparaît néanmoins à ce stade difficile, pour au moins quatre raisons<sup>473</sup>. La première a trait au nombre d'entretiens que nous avons réalisés : parmi la quarantaine de personnes (encore engagées ou plus ou moins

---

<sup>467</sup> Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State... », *art. cit.*, p. 275.

<sup>468</sup> Rigoni, Isabelle, « Med TV dans le conflit kurde », *Confluences Méditerranée*, n°34, 2000, p. 45-52.

<sup>469</sup> Comme le note aussi Adamson, Fiona B., « Contested Constituencies : Political Entrepreneurs... », *art. cit.*

<sup>470</sup> Cf. Fillieule, Olivier, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », *art. cit.*

<sup>471</sup> Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Migration and Ethnic Relations as a Field of Political Contention : An Opportunity Structure Approach », in Koopmans, Ruud et Statham, Paul (dir.), *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics : Comparative European Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 13-56.

<sup>472</sup> Sawicki, Frédéric, « Les temps de d'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 126.

<sup>473</sup> Pour des pistes récentes sur la sociologie de l'engagement, on pourra se référer à Fillieule, Olivier et Mayer, Nonna (dir.), « Devenir militant », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001.

désengagées) avec qui nous avons eu des discussions approfondies, seule une trentaine s'est d'abord effectivement engagée en Europe<sup>474</sup>. La deuxième concerne la représentativité de notre corpus. Il se pourrait en effet que les militants et sympathisants avec lesquels nous nous sommes entretenus soient plus instruits que la moyenne, et que les dispositions mises en évidence soient singulières à nos interviewés<sup>475</sup>. De même, si toutes les cohortes d'engagement sont bien représentées dans ce corpus, plus d'une vingtaine de nos entretiens ne concernent que des personnes s'étant engagées entre 1991 et 1998, soit à une période bien précise de l'histoire du mouvement et du conflit kurde en Turquie<sup>476</sup>. La troisième raison tient davantage au mode d'exposition retenu pour notre démonstration : travailler sur l'engagement en Europe nécessite de s'intéresser aux réseaux de recrutement, et à la manière dont les partis entretiennent et tentent de contrôler leur groupe de référence, c'est-à-dire à autant d'éléments que nous avons choisi d'approfondir plus loin, dans le chapitre V<sup>477</sup>. Enfin et surtout, une quatrième raison, plus empirique, est que l'engagement en Europe concerne en fait deux types de trajectoires difficilement analysables conjointement : les personnes dont c'est le premier engagement en faveur de la cause kurde d'une part, les personnes pour qui l'engagement en Europe est en fait un *réengagement* après une première période de militantisme au Moyen-Orient. Aussi avons-nous préféré nous pencher davantage sur les caractéristiques générales de ces deux types de trajectoires (nous disposons d'une quinzaine d'entretiens pour chacun, cf. l'annexe 3)<sup>478</sup>.

---

<sup>474</sup> Nos autres entretiens concernent des personnes qui ont été envoyées par le PKK en Europe (et dont les trajectoires sont en quelque sorte assimilables à des « mutations professionnelles ») et des personnes qui ont été engagées au Moyen-Orient mais ont cessé tout militantisme en Europe.

<sup>475</sup> Nos informateurs privilégiés ont en effet pour la plupart fréquenté l'université et nous ont fait rencontrer des amis qui avaient souvent un capital culturel important. Au sein des associations, la plupart des sympathisants qui maîtrisaient l'allemand ou le français avaient également des profils différents de ceux qui ne parlaient que le turc ou le kurde (arrivée en Europe plus ancienne et surtout dispositions à apprendre la langue du pays de résidence).

<sup>476</sup> En ce qui concerne le PKK, on peut *grosso modo* mettre en évidence quatre cohortes d'adhésions après celle des fondateurs (1974-1978), qui correspondent à l'histoire du parti en Europe et en Turquie (des différences existent pour les Kurdes de Syrie ou d'Irak). La première est celle des débuts du mouvement, avant le lancement de la lutte armée (1979-1984). La seconde est celle de la première phase de la guerre (1985-1990). La troisième cohorte est celle de l'élargissement du mouvement (1991-1998) et la quatrième correspond à ceux qui se sont engagés après l'arrêt de la lutte armée et l'arrestation d'Öcalan. Cf. Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation... », *art. cit.*

<sup>477</sup> Le lecteur pourra trouver des éléments sur l'engagement en Turquie, sur le *maintien* de l'engagement, sur le degré d'*investissement* des militants et sympathisants et sur le désengagement en Europe dans la section 2 du chapitre V. Des éléments plus précis sur l'encadrement de la population européenne par le PKK pourront par ailleurs être trouvés dans la section 1 du chapitre V. Des chiffres concernant l'évolution du nombre d'*adhérents* aux associations pro-PKK en Allemagne sont enfin présentés dans la section 3 du chapitre III.

<sup>478</sup> L'engagement ne signifie pas la même chose et n'a pas les mêmes implications (en termes d'intensité notamment) pour un *militant* ou un *sympathisant*. Par « engagement », nous entendons simplement ici le fait d'avoir (ou d'avoir eu) des activités régulières au sein d'une association ou d'un parti kurdiste, comme ce fût le cas pour tous nos interviewés (d'après ce qu'ils nous en ont dit, et parfois d'après ce que nous avons pu observer).

Un premier type de trajectoires concerne donc les personnes qui s'engagent dans la cause kurde *pour la première fois* en Europe. Mais ces trajectoires concernent également deux catégories de personnes : les individus nés en Europe ou étant arrivés avec leurs parents et ceux qui sont arrivés à l'âge adulte, souvent pour des raisons politico-économiques. Les premiers sont sans doute les plus nombreux, et sont d'ailleurs majoritaires dans nos entretiens (2 personnes nées en Europe, 9 personnes arrivées alors qu'elles étaient mineures). Pour la plupart, le sentiment d'être kurde a été « acquis » très jeune (en Europe ou en Turquie), un certain nombre d'expériences ayant ensuite permis de l'entretenir durablement (emprisonnement d'un père, discrimination, etc.)<sup>479</sup>. C'est d'abord le cas des individus dont les parents étaient déjà engagés en Turquie puis en Europe (gauche turque, Kawa, PSK, PKK, ou encore parti kurde légal), et qui ont d'ailleurs bien souvent migré pour des raisons politiques. Pour eux, l'engagement est souvent présenté comme s'inscrivant dans une continuité « naturelle » ; il faut en fait voir dans ce processus la transmission familiale d'un goût pour la culture et la politique kurde, une socialisation prolongée dans les associations kurdistes, des rencontres extérieures (à l'école, ou dans d'autres sphères d'activité) qui n'ont pas remis en question ces dispositions et surtout des rencontres fréquentes avec des personnes engagées qui ont pu être considérées comme « des modèles » à suivre. Il reste que d'autres parents, plutôt kurdistes mais pas ou plus engagés, ne cherchent pas vraiment à transmettre ce goût du militantisme à leurs enfants, et notamment à leurs filles. C'est alors par l'intermédiaire d'une personne référente, d'un « autre significatif »<sup>480</sup> (oncle ou ami de la famille hébergé temporairement, ami de collègue ou de lycée) que peut être prise la « décision » d'engagement<sup>481</sup>. Mais il faut aussi parfois y voir le travail de mobilisation des militants du PKK, qui, notamment par leurs « visites aux familles » ont pu encourager certains parents à leur confier un de leurs enfants. Une règle tacite, appliquée en Europe avec un certain succès semble-t-il, voulait en effet qu'un des jeunes d'une fratrie parte dans les

---

<sup>479</sup> Une seule personne nous a dit avoir « découvert » qu'elle était kurde à l'école, au contact d'autres camarades se déclarant kurdes. Mais le sentiment d'être kurde peut bien sûr varier en intensité au cours de la vie.

<sup>480</sup> Berger, Peter et Luckmann, Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Masson/Armand Colin, 1986, p. 177-189. Dans les familles kurdistes, il est aussi relativement courant d'accueillir chez soi, pour quelques jours, des militants clandestins de passage. On verra en effet que les cadres du PKK n'ont en général pas d'appartements et vivent uniquement dans des familles.

<sup>481</sup> Le terme de « décision » convient en fait peu à la description du processus d'engagement : on est le plus souvent « pris » dans le mouvement, en participant d'abord à quelques manifestations, en rencontrant des personnes qui vont nous inviter à venir à l'association et avec qui l'on va sympathiser.

montagnes se battent dans les rangs du PKK<sup>482</sup>. Pour d'autres enfin, qui ne sont pas représentés dans notre corpus mais dont les trajectoires nous ont été racontées, c'est le modèle de la rupture qui peut prévaloir : conflit familial, entrée dans la délinquance, tentative d'échapper à un mariage arrangé... La rencontre avec un parti ou une association kurdiste, fortement facilitée par la montée en puissance du mouvement au début des années 1990 et la modification de son image publique, ouvre alors le champ des possibles à des jeunes pouvant avoir l'impression d'être à un croisement de leur existence, si ce n'est dans une impasse. Une phase d'isolement et de réflexion consécutive à un deuil, à une séparation ou à une maladie peut également précéder l'engagement, qui est alors vécu comme une véritable *conversion*<sup>483</sup>. En lieu et place d'une vie considérée comme trop banale ou au contraire trop difficile, ils s'inscrivent alors dans un univers social au sein duquel le don de soi, l'appartenance à une organisation politique interdite et l'imaginaire de la lutte armée sont valorisés. L'engagement dans le parti, la prise de responsabilité peuvent alors être perçus comme une forme d'ascension sociale.

Ceux qui s'engagent pour la première fois en Europe peuvent aussi être arrivés seuls, à l'âge adulte, pour des raisons économiques souvent, mais également politiques. Ils ne sont que trois dans notre corpus d'entretiens, ce qui ne signifie pas cependant que leurs trajectoires soient aussi marginales dans la réalité. Deux personnes sur les trois ayant eu ce type de trajectoire avaient déjà le sentiment d'être kurde en Turquie (la dernière est turque et mariée à un Kurde), ce qui ne signifie pas là encore que l'on ne puisse pas (re-)découvrir sa kurdicité en Europe. La présence ou l'absence de membres de la famille élargie en Europe (parents, cousins, frères et sœurs, voire habitants d'un même village) joue ici un rôle déterminant, mais ambivalent. Lorsque l'individu est pris en charge par cette famille, le rapport que celle-ci entretient à la cause kurde pourra d'abord faciliter ou au contraire défavoriser la naissance d'un intérêt pour la question kurde et la rencontre avec les associations kurdistes. Aucun de nos interviewés n'était dans ce type de situation, mais nous avons observé d'une part comment pouvaient être accueillies par leur famille des personnes venant juste d'arriver de Turquie et d'autre part comment des personnes non engagées avaient pu bénéficier de l'aide

---

<sup>482</sup> Aucun de nos interviewés ne correspond à ce type de trajectoire, mais des discussions avec des personnes non engagées nous ont convaincu de la fréquence relative de ce phénomène.

<sup>483</sup> Pour ce type de phénomène, voir notamment Lofland, John et Stark, Rodney, « Becoming a World Saver : A Theory of Conversion to a Deviant Perspective », *American Sociological Review*, Vol. 30, n°6 ; 1965, p. 862-875 et Snow, David A. et Machalek, Richard, « The Sociology of Conversion », *Annual Review of Sociology*, Vol. 10, 1984, p. 167-190.

(matérielle, affective, etc.) de leur famille afin de trouver un emploi - souvent dur - qui les rendait moins disponibles à l'engagement. Lorsqu'au contraire les individus n'ont pas de famille en Europe, tout dépend alors des activités qu'ils entreprennent et du temps libre qu'ils ont. Pour un de nos interviewés, célibataire et dont la famille qui se déclare kurde n'est pas du tout mobilisée en Turquie, l'engagement semble avoir été la conséquence d'une période de chômage après plusieurs années d'activités : plus disponible et à la recherche de liens avec des personnes de sa région, il fréquente une association kurdiste et participe progressivement aux activités qu'elle propose. Il retrouve finalement un travail qui va lui laisser beaucoup moins de temps libre mais continue à se rendre régulièrement à des manifestations et des rencontres organisées par l'association. Pour un autre, sensibilisé à la cause en Turquie et confronté à des problèmes de papier en Europe, l'engagement - qui suit de quelques mois son arrivée - a permis de passer de l'illégalité excluante à une sorte de clandestinité gratifiante, du chômage à l'hyper-activité militante.

Pour ces deux catégories de personnes qui s'engagent pour la première fois en Europe, les modèles de justification de l'engagement empruntent presque toujours les mêmes voies : on parle d'abord de sa famille (parents, grands-parents, frères et sœurs) ou de ses amis restés au pays, et on se projette dans cet univers en guerre ; par des opérations d'analogie (l'Allemagne aide la Turquie, les Kurdes sont aussi discriminés en Allemagne, etc.), on translate ensuite cet univers du conflit dans son propre univers domestique tout en remarquant que l'on est dans une situation beaucoup plus favorable à la mobilisation ; la réponse à ce dilemme passe alors par l'engagement, considéré comme un devoir minimal (« on peut au moins faire ça »). Ce modèle de justification est sans doute construit dans la mobilisation elle-même, mais il nous semble qu'on aurait pourtant tort de le considérer comme un pur produit de la propagande kurdiste : des personnes non engagées ont pu nous tenir ce même discours, tout en imaginant d'autres réponses à ce dilemme (envoi de fonds au pays par exemple) ou en hiérarchisant les priorités liées à sa propre condition (« de toute façon, pour le moment je n'ai pas le temps »).

Le deuxième type de trajectoire concerne des individus qui se *réengagent* en Europe. Pour ceux-ci, qui ont déjà milité en Turquie et connaissent déjà bien les associations et partis kurdistes, le rôle de la famille est beaucoup moins important car le parti est déjà une

« seconde famille », vers qui l'on se tourne très rapidement : tous les militants et sympathisants réengagés que nous avons interviewés se sont réengagés au maximum quelques mois après leur arrivée. A ceci plusieurs raisons. Comme pour les personnes arrivées seules à l'âge adulte dont il a été question plus haut, des problèmes de papier et de chômage ainsi que des problèmes plus matériels peuvent certes inciter certains à se tourner vers des membres de la famille déjà installés en Europe. Mais les contacts sont souvent difficiles : plusieurs interviewés nous ont ainsi affirmé que leur famille (même kurdiste) était plus « féodale » (traditionnelle) qu'en Turquie, qu'ils n'avaient jamais osé raconter leurs premières expériences politiques (militantisme, prison, torture...) à des proches, et qu'ils sentaient qu'on voulait leur donner une place dont ils ne voulaient pas. Il faut ajouter que contrairement aux personnes arrivées seules et qui ont pu préparer leur migration longtemps à l'avance, ces militants et sympathisants ont en général fui très rapidement la Turquie, sans avoir eu le temps de réfléchir à un nouveau projet de vie en Europe (pour certains cette migration n'était d'ailleurs pensée que comme une escale avant un départ dans la guérilla). Enfin, tous nous ont fait part du sentiment de culpabilité insupportable qu'ils éprouvaient à l'idée de se savoir en sécurité alors que leurs camarades étaient encore menacés ou incarcérés en Turquie. Dès lors, et si aucun conflit n'existe avec l'organisation<sup>484</sup>, le réengagement est souvent immédiat et ne passe pas par les phases d'approche caractéristiques des personnes s'engageant pour la première fois en Europe (participations à des manifestations, contacts progressifs avec des sympathisants, etc.). Quelques-uns - qui semblent avoir été moins engagés au Moyen-Orient, ou avoir été moins touchés par la répression, ou encore avoir mieux préparé leur exil - parviennent à reprendre rapidement des études et s'engagent simultanément dans des associations kurdistes. Les autres, plus traumatisés par la répression et l'exil, n'ont pas encore de perspectives en Europe : certains contactent alors directement les dirigeants d'une association kurdiste voire les instances clandestines du parti et se voient proposer une solution leur permettant tout à la fois de rester en contact avec la cause qu'ils défendaient et d'assurer leur subsistance (militantisme professionnel).

Ces courts développements ont donc permis d'observer la pluralité des modes d'inscription individuel dans un horizon d'action transnational, même si nous ne disposons que de très peu d'éléments pour évaluer leur représentativité. On peut néanmoins repérer des

---

<sup>484</sup> Les conflits avec l'organisation expliquent deux cas sur les quatre personnes engagées au Moyen-Orient et qui ne se sont pas réengagées en Europe.

constantes dans l'ensemble des trajectoires : importance des dispositions à l'engagement (socialisation familiale ou engagement antérieur) et surtout rôle de la disponibilité biographique dans les processus d'engagement. Mais nous verrons aussi dans le chapitre V que les modalités d'engagement en Turquie diffèrent peu de celles que l'on a pu repérer en Europe (importance de la socialisation primaire, rôle des réseaux de recrutement, disponibilité biographique, même si les « événements générateurs »<sup>485</sup> comme la mort d'un proche ou l'interprétation politique d'un événement traumatique privé semblent plus importants au Moyen-Orient du fait même du conflit), relativisant encore une fois en cela l'idée qu'il existe une spécificité sociologique des processus d'engagement dans un horizon d'action transnational, même s'il est incontestable que ce phénomène est empiriquement singulier et fait sens pour les acteurs eux-mêmes.

### *Conclusion*

Au total, il apparaît clairement dans cette section que la transnationalisation des mobilisations kurdistes est tout autant liée à l'extension du champ d'action du mouvement kurde qu'à la présence d'une population immigrée de Turquie numériquement importante et potentiellement mobilisable. L'arrivée de nombreux réfugiés très politisés juste avant et juste après le coup d'Etat de 1980, leur réengagement dans des associations de toutes tendances reproduisant les clivages de leur pays d'origine et leur travail de mobilisation politique en Europe vont inciter les migrants à s'interroger sur leur identité et à se (re-)positionner, voire à « prendre parti ». L'engagement et la mobilisation en direction du pays d'origine n'apparaissent donc que très peu corrélés aux différents régimes de citoyenneté en vigueur en Europe : comme on l'a vu, le paysage des identifications politiques, ethniques et religieuses des migrants de Turquie est remarquablement similaire dans tous les pays européens. L'attention prêtée à la dimension processuelle des identifications et de l'engagement a par contre permis de mettre en évidence le caractère dominant des références à l'espace politique turc. Il se pourrait donc que les mobilisations kurdistes en Europe soient elles-mêmes fortement corrélées aux interactions entre le mouvement kurde et l'Etat turc au Moyen-Orient, hypothèse que l'on cherchera à vérifier dans le chapitre III.

---

<sup>485</sup> Péchu, Cécile, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 73-103.

## Conclusion du chapitre I

Nous avons donc vu dans ce chapitre comment le mouvement kurde s'était développé puis transnationalisé en interaction avec les autres mouvements de Turquie, et comment il avait tenté d'inciter les migrants kurdes à s'investir dans une cause liée à leur pays d'origine. Ce système d'interaction - dont les configurations sont très similaires dans tous les sites d'interaction considérés - pourrait donc se rapprocher de ce qu'avec Bourdieu on pourrait appeler un « champ des mobilisations », qui aurait émergé en Turquie au cours des années 1960 et dont une partie se serait progressivement transnationalisée<sup>486</sup>. Et en effet, l'implantation de presque tous les mouvements de Turquie en Europe provoque une certaine transnationalisation du *contexte* des mobilisations, comme si l'espace politique s'était lui-même étendu. Mais la notion que nous utilisons ici vise moins à décrire un *espace* réel, objectif et cartographiable, qu'à rendre compte des *relations* qu'entretiennent les organisations qui composent le mouvement kurde entre elles et des *relations* qui se nouent entre le mouvement kurde et les autres mouvements. Les limites de ce système d'interaction ne sont par ailleurs fixées que par les perceptions subjectives qu'en ont les acteurs kurdistes, ce qui nous éloigne du concept de « champ » mais pourrait nous rapprocher des notions d'« espace transnational des mobilisations de Turquie » (que nous avons proposée ailleurs<sup>487</sup>) ou d'« espace social transnational » (proposée par Valérie Amiraux<sup>488</sup>). Mais ces deux notions, parce qu'elles visent à caractériser un contexte d'action qui dépasse le strict cadre des interactions effectives entre acteurs courent le risque de ne pouvoir rendre compte que du cas des migrants de Turquie et de ne pouvoir être réellement opérationnalisables sur d'autres terrains.

Il n'en reste pas moins que ce système d'interaction « se distingue des autres univers constitutifs du monde social en ce qu'il propose aux acteurs singuliers ou collectifs qui le composent des enjeux spécifiques (tels qu'accéder au statut d'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, porter des coups à ses antagonistes, etc.) tout en étant organisé par des

---

<sup>486</sup> Sur la notion de champ, voir Bourdieu, Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, 1981, p. 3-24 et Bourdieu, Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en science sociale*, n°89, 1991, p. 3-46.

<sup>487</sup> Grojean, Olivier et Massicard, Elise, « Mobilisations transnationales et environnement politique... », *art. cit.*

<sup>488</sup> Valérie Amiraux parle d'« espace social transnational », « quasi-informel [et] dont les contours à géométrie variable sont indexés sur la perception qu'en ont les acteurs ». Cf. Amiraux, Valérie, « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, n°33-34, 1999, p. 29.

temporalités, des règles et des principes d'évaluation propres, qui contraignent lourdement leurs pratiques, prises de positions, anticipations et stratégies »<sup>489</sup>. Nous avons vu en effet dans la première section de ce chapitre que la plupart des organisations kurdes et turques ayant réussi à s'implanter durablement en Europe - ce qui n'est pas le cas de toutes - a reproduit des schémas organisationnels déjà expérimentés en Turquie et a continué d'interagir (coopération, mais surtout compétition) selon des règles et des principes établis en d'autres lieux, ce qui ne les a pas bien sûr empêchées de chercher à nouer des liens originaux avec les partis et associations des pays hôtes, que l'on analysera plus en détails dans le deuxième chapitre. Le rôle qu'ont joué et que jouent encore les différentes organisations dans la construction des identités collectives et des processus d'engagement individuel a également été mis en évidence dans la deuxième section de ce chapitre, relativisant ainsi le rôle des régimes de citoyenneté dans la construction sociale du désir de se vouer à une cause « distante ». Si certaines politiques (sociales, d'aide à la création artistique, de représentation des migrants) peuvent par ailleurs jouer un rôle dans l'entretien ou l'affaiblissement des clivages identitaires et politiques au sein de l'espace migratoire, leurs effets sont très ambivalents et peuvent parfois être contraires aux buts initialement recherchés. Si ce système d'interaction n'est donc que *partiellement* autonome des autres sphères d'activité, il n'en reste pas moins fortement autoréférentiel.

---

<sup>489</sup> Mathieu, Lilian, « Rapport au politique... », *art. cit.*, p. 95. La notion d'« espace des mouvements sociaux » de Lilian Mathieu (dont nous avons repris ici une partie de la définition) a pour objectif précis de décrire les relations historiquement fluctuantes entre les mouvements sociaux et le « champ politique » en France (autonomisation partielle à certains moments, dépendance forte pendant d'autres périodes) et vise donc à rendre compte d'un espace concret et potentiellement cartographiable. Les deux notions ont néanmoins pour point commun une volonté de souligner l'importance des rapports entre organisations d'un même mouvement d'une part et entre mouvements d'autre part. Voir aussi Mathieu, Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Communication au 8<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de science politique*, Lyon, 14-15 septembre 2005.



## **CHAPITRE II. VERS L'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT ?**



## Introduction

Si la *transnationalisation* des organisations kurdes de Turquie est bien manifeste à partir du début des années 1980, il n'en va pas forcément de même de l'*internationalisation* du conflit, si l'on entend par ce terme les processus qui conduisent d'une part les médias « internationaux » à s'y intéresser davantage et d'autre part la « communauté internationale » (Etats, institutions supranationales) et d'autres mouvements non kurdes et non turcs à tenter de faire pression afin de lui trouver une solution. Contrairement au conflit palestinien par exemple, le conflit kurde en Turquie n'a qu'exceptionnellement fait la « une » des journaux occidentaux, aucune conférence inter-étatique n'a tenté de faire dialoguer les protagonistes, aucune résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n'a exigé la fin des violences et les comités de soutien à l'un ou l'autre des protagonistes sont restés plus marginaux. Pourtant, un certain nombre d'acteurs étatiques ou supranationaux sont intervenus de manière moins spectaculaire et ont contribué à durcir ou - moins souvent - à atténuer les positions du PKK et de l'armée turque. Ainsi, la collaboration militaire entre Ankara et certains pays occidentaux a pu être considérée comme un encouragement à la répression turque, même si des intérêts « géopolitiques » et économiques indépendants de la question kurde étaient également aux fondements de cette coopération. Inversement, les différents Etats européens, la Communauté européenne et les instances du Conseil de l'Europe ont fortement critiqué la politique d'Ankara vis-à-vis du problème kurde tout au long des années 1990, jusqu'à parfois provoquer de véritables crises diplomatiques avec la Turquie. Après les campagnes Anfal en Irak et la guerre du Golfe, les médias occidentaux ont également redécouvert la question kurde en Turquie et davantage « couvert » le conflit.

L'internationalisation d'un conflit ne peut dès lors être réduite aux interventions directes et spectaculaires d'un ou plusieurs tiers : tout acteur extérieur à la Turquie (et indépendant des protagonistes) qui s'empare publiquement d'au moins un aspect de la question kurde ou dont l'action (publique ou voilée) a des conséquences directes et assumées sur la question kurde contribue à son internationalisation. Or, si le mouvement kurde poursuit divers objectifs en Europe (mobiliser des ressources financières et militantes, entretenir son groupe de référence...), un de ses principaux buts est également, à partir du début des années 1980 mais surtout du début des années 1990, d'orienter l'internationalisation du conflit en sa

faveur. En plus de ses relations avec les autres mouvements de Turquie analysées dans le chapitre I, cette perspective le conduit donc à interagir avec une multitude d'acteurs, qu'ils soient des Etats, des institutions supranationales, des organisations politiques ou humanitaires ou des médias. Le statut spécifique des autorités étatiques dans les relations internationales leur accordent certes une place centrale dans le système d'interdépendance élargi du mouvement kurde ; il n'en reste pas moins que la politique étrangère de ces institutions dépend également d'acteurs non-étatiques qui - volontairement ou non - pèsent sur les décisions et les actions des dirigeants politiques. Les décisions de politique étrangère ou d'engagement militaire obéissent en effet autant à des considérations externes qu'à des considérations internes<sup>490</sup>, et c'est précisément à la frontière entre l'interne et l'externe que s'inscrivent les mobilisations kurdistes<sup>491</sup>.

Ce chapitre vise donc à rendre compte des interactions entre le mouvement kurde d'une part, et les autorités étatiques et supranationales, les mouvements des pays de résidence et les médias « occidentaux » d'autre part. Ces interactions comprennent bien sûr l'action protestataire des acteurs kurdistes (que nous analyserons surtout dans les chapitres III et IV), mais elles ne s'y réduisent pas. S'il est possible de bloquer l'entrée du parti des Verts allemands (*Die Grünen*) afin d'exiger qu'il prenne position sur tel ou tel aspect de la question kurde, il est aussi possible aux acteurs kurdistes de rencontrer des membres des *Grünen*, de discuter et d'organiser des conférences avec eux, et d'obtenir ainsi leur soutien, tacite ou explicite. De même, les relations avec les autorités ne sont pas faites que de confrontations dans la rue, mais comprennent également des arrestations ou des perquisitions sans liens avec

---

<sup>490</sup> Depuis les mobilisations contre la guerre américaine au Viêt-Nam dans les années 1960 et 1970, les théories des relations internationales ont commencé à rejeter l'hypothèse que « la politique extérieure commence là où s'arrête la politique interne » (Kissinger, Henry A., « Domestic Structure and Foreign Policy », *Daedalus*, n°95, 1966, p. 503). Si un certain nombre de difficultés empiriques et théoriques - qui concernent l'impact effectif de ces facteurs internes, mais aussi l'ambiguïté de la notion d'« opinion publique » - empêchent encore aujourd'hui l'émergence de conclusions fiables et (en partie) généralisables à ce sujet, la plupart des recherches contemporaines s'accordent pour souligner les interactions complexes entre politique interne et politique externe.

<sup>491</sup> Alors que les recherches sur le rôle des « diasporas » dans les relations internationales se sont multipliées au cours des années 1990 (voir entre autres les travaux de Gabriel Sheffer, Yossi Chain, Robin Cohen...), les théories des relations internationales persistent souvent soit à les ignorer, soit à les associer au paradigme « transnationaliste », sans souligner la (potentielle) influence des migrants dans la fabrique de la politique étrangère des pays hôtes. Dans le cas français, le rôle des « diasporas » dans les décisions de politique étrangère n'est même pas mentionné dans les synthèses récentes, alors même qu'est reconnue l'influence possible de l'« opinion publique ». Cf. Cohen, Samy, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », in Smouts, Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Science Po, 1998, p. 75-101 ; Devin, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2002 ; Charillon, Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002 ; Battistella, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Science Po, 2003. Voir cependant la note critique de deux ouvrages anglophones sur ce sujet par Daniel Sabbagh et Justin Vaisse, « Ethnicité et politique étrangère aux Etats-Unis », *Critique internationale*, n°11, 2001, p. 69-76.

la protestation, des expulsions de ressortissants turcs, des actions judiciaires, des médiations et des discussions plus ou moins secrètes, etc. On verra par exemple que la dégradation des relations entre le PKK et les autorités allemandes a plus à voir avec le système d'interaction interne au parti d'Öcalan et avec les relations conflictuelles qu'il entretient avec les autres partis de la gauche turque et kurde qu'avec les formes que prend la protestation kurdiste en Allemagne. Et toutes ces relations (ou absences de relations), parce qu'elles permettent aux différents acteurs de se jauger, de tenter de déceler les intentions des autres, ou encore de tenter d'appréhender des seuils à partir desquels des situations sont susceptibles de basculer, ont incontestablement des effets sur l'action protestataire elle-même. Mais la protestation pourra aussi à certains moments, volontairement ou indépendamment des intentions des acteurs kurdistes, provoquer une reconfiguration des systèmes d'interactions dans lesquels leur mouvement est inséré. Nous chercherons ainsi à montrer en quoi les formes que prend l'internationalisation du conflit kurde en Europe et dans les différents pays européens ont des effets différenciés sur les opportunités et les contraintes du mouvement kurde.

Si l'on croit d'abord que tous les acteurs d'un système d'interaction ne sont pas égaux, l'analyse de chaque système d'interaction ne pourra se limiter aux relations entre le mouvement kurde et les autres acteurs : comme dans un jeu à plusieurs, les relations de coopération ou de défiance qu'entretiennent deux joueurs ont des conséquences sur les possibilités de jeu du troisième. Or, conformément aux règles du système international, nous montrerons que si les instances gouvernementales et supranationales ont fortement participé de l'internationalisation de la question kurde, celle-ci s'est faite en excluant généralement la composante principale du mouvement kurde, le PKK, qui a cependant pu bénéficier de la tolérance des Etats et des institutions moins sensibles aux pressions turques.

Mais il convient également d'observer que les différents systèmes d'interaction dans lesquels le mouvement kurde est inséré peuvent eux-mêmes être en relations : c'est parce que le PKK n'est pas considéré comme un interlocuteur légitime par les autorités étatiques que les médias auront tendance à rapporter davantage une source étatique turque qu'une source kurdiste ; c'est aussi en raison de l'engagement de certains parlementaires allemands dans des associations kurdistes que la question kurde a été si débattue au *Bundestag* allemand. Certains systèmes d'interaction peuvent donc servir de levier au mouvement kurde afin de transformer les relations qu'il entretient avec d'autres acteurs, et notamment les autorités étatiques. Mais le degré de relations entre ces systèmes diffère dans chaque site d'interaction. Nous

montrons que c'est en Allemagne - en raison de l'importance de la population originaire de Turquie dans ce pays, des relations suivies qu'entretiennent autorités allemandes et turques, de l'histoire singulière de la gauche radicale allemande, etc. - que la connexion entre ces systèmes a été la plus forte, participant de la construction de la question kurde en enjeu de politique intérieure. En d'autres termes, *l'internationalisation du conflit kurde s'est accompagnée en Allemagne d'une internalisation de la question kurde*, qui ne pouvait de fait exclure le PKK des débats (cette inclusion pouvant d'ailleurs lui être favorable à certains égards et défavorable à d'autres). Et cette internalisation a été d'autant plus forte que l'Etat turc a lui-même tenté de contrôler les activités politiques de ses ressortissants en Allemagne, provoquant de nombreuses critiques de la gauche allemande.

Afin de mieux rendre compte de ces phénomènes, nous avons choisi d'analyser séparément ces différents systèmes d'interaction. Après avoir observé de quelle manière et selon quelles modalités les autorités gouvernementales et parlementaires européennes se sont progressivement saisies de la question kurde dans les années 1980 et 1990, nous analyserons comment l'entremêlement des affaires internes et des affaires extérieures a placé le PKK dans une position singulière en Allemagne. Dans un deuxième temps, nous tenterons de rendre compte plus spécifiquement des opportunités et contraintes médiatiques du mouvement kurde en Europe, et notamment en Allemagne et en France. Cette deuxième section servira également à tenter d'évaluer dans quelle mesure les articles de presse peuvent constituer des sources fiables afin d'étudier les variations de l'action protestataire kurdiste en Europe.

## **Section 1. Entre interne et externe : opportunités et contraintes du mouvement kurde**

### ***Introduction***

Dans cette première section, nous tenterons d'analyser en quoi les diverses modalités de l'internationalisation de la question kurde ont eu des effets différenciés sur les acteurs kurdistes. On observera dans un premier temps la place qu'a occupée la question kurde dans les relations entre l'Europe et la Turquie dans les années 1980 et 1990. L'intensité de ces relations, mais aussi leur dégradation ou leur réchauffement et les enjeux qui les dominent, constituent en effet un cadre contraignant qui s'impose au mouvement kurde et même parfois aux Etats de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe. Si la question kurde a pu devenir dans les années 1990 un facteur de *policy-making* entre l'Union européenne et la Turquie, nous verrons que cette porosité concerne davantage les instances parlementaires que les instances exécutives, les « petits » Etats que les « grands » Etats. Il n'en reste pas moins que cette attention a constitué une véritable source d'encouragements aux activités des acteurs kurdistes. Mais nous verrons aussi que les règles du système international ont conduit les Etats à *de facto* exclure le PKK - dont l'un des objectifs était précisément de gagner une reconnaissance internationale - alors même que les partis kurdistes légaux (qui ne sont pas présents en Europe) étaient fortement encouragés. Pour les militants et sympathisants du parti d'Öcalan, l'internationalisation du conflit kurde a donc eu des effets ambigus : alors que l'Europe avait les moyens de contraindre la Turquie et de contribuer à régler la question kurde et a donc constitué une réelle source d'espairs, la non-reconnaissance du PKK et le peu d'effets des politiques européennes sur la situation des Kurdes en Turquie ont aussi contribué à forger l'image d'une Europe hypocrite et intéressée.

Mais c'est surtout quand la question kurde devient un enjeu interne que les Etats sont susceptibles de faire évoluer leur politique extérieure. On cherchera donc plus précisément à analyser ensuite, à l'échelle restreinte de l'Allemagne, l'ensemble des relations qu'a nouées le mouvement kurde avec les acteurs étatiques, partisans et associatifs. C'est d'abord le soutien de nombreux groupes (partis, associations) qui pourrait avoir convaincu les acteurs kurdistes qu'il était possible de tenter d'influencer les autorités étatiques. Loin d'être hermétique aux

revendications kurdistes, la politique étrangère allemande a d'ailleurs été très affectée par les mobilisations du PKK au point que les questions du « terrorisme » et de la « lutte contre le terrorisme » ont empoisonné les relations bilatérales entre l'Allemagne et la Turquie durant toute la décennie 1990. Mais nous montrerons également que l'Etat turc, qui n'est pas un acteur si extérieur et si distant, s'est également invité en Allemagne et a tenté de contrôler les activités politiques de ses ressortissants, contribuant à entretenir le sentiment des acteurs pro-PKK que les autorités allemandes avait bien pris fait et cause contre les Kurdes.

### ***A. La question kurde dans les relations turco-européennes***

#### *1. Les relations entre la Turquie et l'Europe avant 1980 : un partenariat stratégique et économique*

Les relations entre la Turquie et l'Europe sont essentiellement marquées à partir de la fin des années 1940 par des considérations stratégiques et économiques. Après la seconde guerre mondiale, la Turquie est en effet perçue comme l'avant-poste et le premier rempart contre l'Union soviétique. Il s'agit dès lors d'arrimer solidement le pays à l'Occident. Au cœur de la politique de *containment* de la doctrine Truman, la Turquie bénéficie ainsi du plan Marshall en 1948, adhère au Conseil de l'Europe en 1949 et entre dans l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) en 1952. C'est donc au plan militaire que l'aide des Occidentaux - et surtout des Etats-Unis - est la plus importante : alors que la Turquie était censée être une pièce maîtresse de la politique de défense de Washington, « il n'y avait pratiquement pas de différences en matière d'équipement et d'organisation entre l'armée qui mena la guerre d'indépendance de 1920 et celle de 1949 et ceci, malgré la dotation militaire de certaines puissances occidentales et de la Russie soviétique lors de la Deuxième guerre mondiale »<sup>492</sup>. Entre 1946 et 2000, la Turquie reçoit donc pour plus de 13 milliards de dollars d'aide militaire américaine (dont la moitié sous forme de dons), ce qui la place au cinquième rang des pays les plus aidés militairement par les USA (derrière Israël, l'Egypte, le Viêt-Nam du Sud et la Corée de Sud). De même, la Turquie se situe au sixième rang des pays ayant bénéficié de formations militaires américaines<sup>493</sup>. En Europe occidentale, l'Allemagne et la Turquie ont toutes les deux un rôle clé dans la lutte contre l'Union soviétique. Des officiers

---

<sup>492</sup> Ünsaldı, Levent, *Le Militaire et la politique en Turquie*, op. cit., p. 253.

<sup>493</sup> *Ibid.*, p. 254 et 256.

turcs sont formés en Allemagne<sup>494</sup> et la Turquie, en tant que membre de l'OTAN, reçoit pour environ 6 milliards de DM d'aide militaire de la RFA entre 1964 et 1995<sup>495</sup>.

Comme on l'a vu dans le chapitre I, cette coopération militaire a amené les Etats-Unis à s'intéresser davantage à la politique intérieure de la Turquie, voire à s'investir plus directement dans ses affaires internes (création de l'organisation de la contre-guérilla, soutien aux coups d'Etats militaires). Il serait pourtant erroné de croire qu'aide militaire rime nécessairement avec ingérence directe dans les affaires intérieures de la Turquie, tout du moins avant les années 1980. On peut même observer une quasi-indifférence de la Communauté européenne à la situation intérieure turque avant 1973<sup>496</sup> et ce malgré les coups d'Etat de 1960 et 1971<sup>497</sup>. Au delà, et même si le conflit gréco-turc est suivi avec attention par les Occidentaux qui craignent une déstabilisation de la défense de l'OTAN, la position d'Ankara dans le conflit avec la Grèce est elle-même relativement peu critiquée, si ce n'est en 1974 avec l'invasion turque de Chypre. Mais même à ce moment là, la conciliation est de rigueur en raison des intérêts stratégiques en jeu. Washington met certes en place un embargo sur les armes à destination de la Turquie en septembre 1974, en rappelant que l'armement fourni ne devait servir qu'en cas de conflit avec les Soviétiques et avec l'aval du Président des Etats-Unis ; il est néanmoins vidé de sa substance un an plus tard puis définitivement enterré en 1978. De même, le Conseil de Sécurité et l'Assemblée parlementaire de l'ONU, ainsi que la Communauté économique européenne (CEE, qui est associée tant à la Grèce et à Chypre qu'à la Turquie) et le Conseil de l'Europe réagissent avec une certaine clémence à la deuxième intervention à Chypre : aucune sanction n'est adoptée même si les communiqués de réprobation abondent<sup>498</sup>, et l'Europe demande même la levée de l'embargo américain. La seule voie discordante est à l'époque celle de la France, qui critique très durement la politique d'Ankara vis-à-vis de Chypre et du génocide arménien, position qui restera inchangée jusqu'au milieu des années 1980<sup>499</sup>. Si la politique intérieure turque n'est donc pas scrutée avec beaucoup d'attention par la communauté internationale, c'est aussi que l'alliance avec la

---

<sup>494</sup> *Ibid.*, p. 257.

<sup>495</sup> Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>496</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>497</sup> On observe certes une tension dans les relations turco-européennes pendant toute la durée du régime militaire entre 1971 et 1973, mais ces relations ne furent jamais gelées en raison sans doute de la non-suppression du Parlement. Cf. Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, *op. cit.*, p. 342.

<sup>498</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë*, *op. cit.*, p. 131-134.

<sup>499</sup> Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 209.

Turquie passe également par une coopération économique avec l'Europe, qui s'amplifie durant les années 1960 et 1970.

Dès 1947, la Turquie est membre de la Banque mondiale et du FMI (Fond monétaire international) et elle rejoint l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) en 1948. En 1959, elle dépose - quinze jours après la Grèce - une demande d'association à la CEE, demande qui débouche en 1963 sur l'Accord d'Ankara, qui prévoit la possibilité d'une adhésion pleine et entière à la Communauté. Avec ce traité, fortement soutenu par les Etats-Unis et l'Allemagne, l'objectif poursuivi est bien l'arrimage politique de la Turquie à l'Occident par son intégration économique et commerciale<sup>500</sup>. Mais pour la Turquie, il s'agit également de ne pas laisser la Grèce tirer avantage d'une relation privilégiée avec la CEE<sup>501</sup> et de poursuivre l'exportation de travailleurs turcs vers l'Europe à un moment où le surplus de main d'œuvre en Turquie est important. Les premières années de l'association - dite de « phase préparatoire » - sont marquées par un bon fonctionnement, même si les Turcs n'assument que peu leurs obligations vis-à-vis de la CEE. A partir des années 1973-1974 cependant (« phase transitoire » dont les modalités ont été définies dans un protocole additionnel signé en 1970), l'accentuation du déséquilibre commercial entre les deux parties (aux dépens de la Turquie, qui subissait elle-même le contrecoup du choc pétrolier), une certaine réorientation des politiques étrangères de la Turquie et de la Communauté, ainsi que l'instabilité gouvernementale en Turquie et la crise chypriote provoquent des tensions qui incitent les dirigeants turcs à demander une révision de l'accord d'association en 1978. Après un certain temps, les Neuf transmettent leurs contre-propositions, qui sont autant de bâtons dans les roues de la diplomatie turque : l'Allemagne obtient ainsi que la libre circulation des travailleurs soit reportée de 1982 à 1986, et la France et l'Italie imposent que les concessions aux exportations turques de produits agricoles soient moins importantes que prévues<sup>502</sup>. Le troisième protocole financier de l'Accord d'Ankara est néanmoins appliqué en 1979. C'est le coup d'Etat de 1980 qui marque ensuite une nouvelle approche dans les relations entre la Turquie et l'Europe.

---

<sup>500</sup> Akagül, Deniz et Vaner, Semih, « Les incertitudes européennes », in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie, op. cit.*, p. 534.

<sup>501</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë, op. cit.*, p. 61-67.

<sup>502</sup> Akagül, Deniz et Vaner, Semih, « Les incertitudes européennes », *art. cit.*, p. 538.

## *2. Les arènes parlementaires et gouvernementales européennes : vers une plus grande attention portée à la politique intérieure turque dans les années 1980*

Si les Etats-Unis, le FMI et l'OTAN accueillent avec une satisfaction plus ou moins ouverte le coup d'Etat du 12 septembre, l'Europe apparaît en effet plus réservée. Dès le 15 septembre, les ministres des Affaires étrangères des Neuf réunis à Bruxelles décident de ne pas condamner le coup d'Etat et déclarent se réjouir des garanties données par la Turquie tout en appelant à respecter les droits de l'Homme : soulagés par l'annonce de l'intervention militaire, ils dénoncent formellement le nouveau régime mais semblent considérer que seuls le kémalisme et l'armée peuvent permettre de garder la Turquie dans le giron européen<sup>503</sup>. Exceptions faites des confédérations syndicales internationales et des organisations humanitaires, c'est en fait le ton du Conseil de l'Europe et du Parlement européen qui contraste le plus avec les communiqués laconiques des années 1970. Les résolutions et recommandations très critiques à l'égard des violations des droits de l'Homme se succèdent en effet jusqu'au milieu des années 1980 - et dans une moindre mesure jusqu'à aujourd'hui - et des débats passionnés enflamment les deux arènes.

Dès le 1<sup>er</sup> octobre, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe rappelle les principes qui fondent son existence, appelle au retrait des militaires et menace de suspendre la Turquie en cas de non conformation aux critères démocratiques. Des députés socialistes et communistes exigent la suspension immédiate de la Turquie, sans succès<sup>504</sup>. De nouvelles résolutions sont votées le 29 janvier et le 11 avril 1981, et la Turquie est suspendue de l'Assemblée parlementaire le 14 mai ; elle peut néanmoins continuer à siéger au Comité des ministres des Affaires étrangères<sup>505</sup>. Après une nouvelle résolution le 5 octobre 1981, l'Assemblée demande le 28 janvier 1982 à ce que la Turquie soit traduite devant la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg, provoquant une réaction virulente du chef de la junte d'Ankara. Suite à cette recommandation, la France, la Suède, la Norvège, la Hollande et le Danemark portent plainte contre la Turquie devant la Commission européenne des droits de l'Homme le 1<sup>er</sup> juillet 1982 pour violation de six articles de la Convention européenne des droits de l'Homme, démontrant l'intérêt croissant des Etats à la situation

---

<sup>503</sup> Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie, op. cit.*, p. 279-284.

<sup>504</sup> Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey, op. cit.*, p. 84.

<sup>505</sup> *Ibid.*, p. 343-349.

intérieure turque<sup>506</sup>. Malgré le référendum sur la nouvelle constitution turque de novembre 1982 (critiqué avant même sa tenue par l'Assemblée parlementaire), le Comité des affaires politiques du Conseil de l'Europe souligne une nouvelle fois les atteintes systématiques aux droits de l'Homme le 12 janvier 1983. L'Assemblée parlementaire décide également de maintenir la suspension du groupe parlementaire turc et demande que les membres turcs s'abstiennent de voter au Comité des ministres des Affaires étrangères, provoquant une vive réaction de la Turquie. Le 28 janvier, l'Assemblée affirme encore « prendre sérieusement en considération » l'éventualité d'une exclusion de la Turquie du Comité des ministres. Quelques jours avant le vote, une campagne de presse lancée dans différents journaux européens par des « amis » de la Turquie avait dramatisé l'enjeu sur le thème de la « rupture irrémédiable » si la Turquie était exclue. Les élections législatives turques de novembre 1983 n'apaisent pas les relations entre le Conseil et la Turquie : le 30 septembre, l'Assemblée parlementaire vote ainsi une résolution qui affirme que le président de la République turque qui sera élu par le Parlement n'aura pas assez de légitimité pour constituer une délégation pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le général Evren réagit d'abord crânement<sup>507</sup>, autorise la venue de deux commissions d'enquêtes en Turquie en janvier 1984, menace de quitter le Conseil de l'Europe si ses parlementaires sont toujours suspendus à la session de janvier et enfin envoie de force une délégation qui est finalement acceptée « provisoirement » jusqu'à ce qu'une « grève des traducteurs » (prétexte qui cache une situation aussi tendue qu'inédite) oblige à l'interruption des séances.

De son côté, le Parlement européen s'est également penché de nombreuses fois sur la situation intérieure turque après le coup d'Etat<sup>508</sup>. Le 17 septembre 1980, il vote une résolution critique, sans condamner cependant la junte au pouvoir. Mais c'est à partir d'avril 1981, juste après l'adhésion de la Grèce, que commence un véritable bras de fer entre le Parlement et la Turquie. Les députés européens appellent d'abord au gel des relations de la CEE avec la Turquie si les droits démocratiques ne sont pas rétablis dans un délai de deux mois en Turquie. La commission européenne n'ayant pas suivi ces recommandations, le

---

<sup>506</sup> Article 3 sur l'interdiction de la torture, article 5 sur le droit individuel à la liberté et à la sécurité, article 6 sur le droit à un procès équitable, article 9 sur la liberté d'opinion, de conscience et de religion, article 10 sur la liberté d'expression, article 11 sur la liberté de réunion et d'association.

<sup>507</sup> « Si nous sommes exclus du Conseil de l'Europe, ils n'auront plus la possibilité de faire pression sur nous. C'est parce qu'ils veulent continuer à exercer cette pression qu'ils n'ont pas eu le courage de nous exclure ». *Cumhuriyet*, 4 octobre 1983.

<sup>508</sup> Pas moins de douze résolutions critiques à l'égard de la Turquie sont votées par le Parlement européen entre le 10 septembre 1980 et le 20 mai 1988. Cf. Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë...*, op. cit., p. 273).

Parlement recommande de geler temporairement le 4<sup>ème</sup> protocole financier le 5 novembre<sup>509</sup>, puis suspend l'accord d'association le 22 janvier 1982 en ne renouvelant pas le mandat de ses membres au Comité parlementaire conjoint de l'Association Turquie-CEE. Cette situation perdurera jusqu'à la fin des années 1980, bloquant tout développement entre les deux parties. Enfin, le 13 octobre 1983, le Parlement rejette - avant même leur tenue - les élections législatives turques et rappelle une fois encore que la Turquie doit respecter les droits de l'Homme.

Est-ce à dire que le respect de la démocratie et des droits de l'Homme conditionnent désormais toutes les relations entre l'Europe et la Turquie ? Rien n'est moins sûr, même s'il est évident que ces critères sont primordiaux durant toute la durée du régime militaire (1980-1983). Il serait en fait plus juste d'affirmer que les droits de l'Homme deviennent au cours de cette période un enjeu qui divise les « anti-Turcs » des « pro-Turcs », ce clivage recoupant bien souvent un clivage gauche-droite. Le 8 juillet 1982 en effet, le Parlement européen avait déjà voté une résolution proposée par des députés de droite, modérant ses premières positions et appelant le Conseil à finalement adopter le 4<sup>ème</sup> protocole financier de l'accord d'association « dès que les différents stades de retour à la démocratie seront totalement achevés ». De même, le 8 mars 1983, lors d'un débat sur la nouvelle constitution turque qui a donné lieu à une grande campagne dans la presse, aucune résolution n'est adoptée en raison des divergences entre tendances politiques<sup>510</sup>. Après le départ des militaires, les rapports de force au sein du Parlement sont encore plus équilibrés et l'année 1984 marque le début d'un tournant dans les relations entre l'Europe et la Turquie. Le 24 mai une résolution modérée qui ouvre la voie à une reprise des travaux de l'association est votée, contrebalancée le 11 octobre 1984 par une résolution plus sévère. Un lobby pro-turc regroupant 50 parlementaires est créé au Parlement européen le 13 février 1985 par un eurodéputé de la CDU allemande, auquel répondra, dans la presse, un appel de solidarité avec les membres emprisonnés du Comité de la paix de Turquie, appel lancé non par les parlementaires européens mais par le vice-président de l'Assemblée nationale française Jean-Pierre Fourre et signé par 200 parlementaires de 21 pays européens. Une majorité se dégage cependant le 23 octobre 1985 pour refuser de rouvrir les relations entre le Parlement et la Grande Assemblée de Turquie au sein du Comité parlementaire conjoint de l'Association Turquie-CEE tant que cinq conditions fondamentales ne seront pas remplies : abolition de la peine capitale pour les crimes

---

<sup>509</sup> Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie*, op. cit., p. 331.

<sup>510</sup> Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 353 et 379.

politiques sans violence et amnistie pour les prisonniers d'opinion, arrêt de la torture et poursuite des auteurs de torture, reconnaissance par la Turquie de la possibilité pour chaque citoyen turc de faire appel devant la Cour européenne des droits de l'Homme et abolition de toutes les lois restreignant les libertés politiques, sociales et d'opinion<sup>511</sup>. Cette résolution, qui se fonde notamment - comme on le verra plus loin - sur la répression à l'égard des Kurdes, sera considérée comme une « trahison » par la presse turque.

Au Conseil de l'Europe, droite et gauche se disputent également sur la Turquie. Après l'épisode de la « grève des traducteurs » en janvier 1984, la mission parlementaire envoyée à la prison de Diyarbakır le 27 avril - visite qui se révélera ensuite être une grande supercherie<sup>512</sup> - aboutit le 8 mai à la réintégration de la Turquie au sein de l'Assemblée parlementaire et à l'élection d'un parlementaire turc à la vice-présidence de l'Assemblée. Mais au sein du Conseil ministériel, c'est surtout la position des différents Etats qui importe. Devant les réserves de la plupart des Etats sur la question d'une possible présidence turque du Comité ministériel des Vingt et un (seules la Grande-Bretagne et l'Allemagne n'émettent aucune opposition), Ankara décide de se retirer volontairement et de ne plus siéger qu'à l'Assemblée parlementaire en novembre 1984. En avril 1985, des concessions sont donc accordées à la Turquie et, le 7 décembre, les cinq pays qui avaient assigné la Turquie devant la Commission européenne des droits de l'Homme retirent leur plainte<sup>513</sup>. En 1986, les relations avec la Turquie sont « normalisées » : une réunion du Conseil de l'Europe (à laquelle les parlementaires socialistes décident de participer) a lieu à İstanbul le 30 juin 1986 puis à la présidence du Comité ministériel par la Turquie à partir du 19 novembre 1986<sup>514</sup>. Il faudra pourtant attendre 1987 pour que la Turquie reconnaisse le droit de recours individuel devant la Cour européenne des droits de l'Homme et 1990 pour qu'elle accepte la juridiction obligatoire de la Cour... Il semble en fait que, comme le préconisaient certains intellectuels turcs et européens (progressistes ou conservateurs), comme le réclamaient les différents partis conservateurs dès 1980, et comme l'avait prédit le général Evren en 1983, le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire se soient ralliés à l'idée qu'il valait mieux intégrer la Turquie pour mieux la contrôler. Si, avant 1984, l'Europe entretient donc des

---

<sup>511</sup> *Ibid.*, p. 381.

<sup>512</sup> Le 9 mai 1984, *The Guardian* affirme que la liste, soi-disant établie par Amnesty International, des prisonniers politiques que les parlementaires devaient rencontrer était en fait une fausse liste et qu'ils n'ont pas visité la prison mais le bâtiment réservé au personnel administratif et aux gardiens. Les membres de la mission admettront eux-mêmes qu'ils ne sont que des « hommes politiques » et non des « spécialistes ».

<sup>513</sup> En contrepartie, le gouvernement turc doit fournir en 1986 trois rapports sur l'utilisation de la torture en Turquie.

<sup>514</sup> Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie*, op. cit., p. 325.

relations très tendues avec la Turquie et porte l'espoir de nombreux militants et sympathisants de la cause kurde, les années suivantes laissent très rapidement place à l'amertume, et ce d'autant plus que la répression dans les prisons se poursuit et que l'image de l'Europe comme d'une force impérialiste compromise avec la Turquie correspond assez fidèlement à leur représentation du monde<sup>515</sup>.

Il faudrait enfin, pour comprendre cette évolution, mentionner le rôle des instances gouvernementales et de leur politique vis-à-vis de la Turquie. Les positions de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, mais également de la Commission européenne ou du Conseil des Ministres, ont en effet eu des conséquences importantes sur l'évolution des relations entre l'Europe et la Turquie après 1984, et ce, indépendamment de leur couleur politique. Pour la France, qui entretient depuis l'invasion de Chypre des relations tendues avec la Turquie et soutient plus ou moins ouvertement les groupes radicaux arméniens, le coup d'Etat du 12 septembre ne change pas la donne : l'arrivée des socialistes en 1981, ainsi que les campagnes d'actions menées par le parti communiste français, tendent même à radicaliser les positions. Rien d'étonnant alors à ce que la France prenne la tête des cinq pays européens qui portent plainte contre la Turquie le 1<sup>er</sup> juillet 1982, ou qu'elle encourage fortement la fondation de l'Institut kurde de Paris (qui ouvre en 1983). Mais l'attentat de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) le 15 juillet 1983 à Orly (8 morts et 56 blessés) puis le départ des militaires en novembre 1983 marquent le début d'un rapprochement avec la Turquie<sup>516</sup>, qui débouche sur le retrait de la plainte devant la Commission européenne des droits de l'Homme. Le Premier ministre turc Turgut Özal est accueilli par Jacques Chirac (alors maire de Paris) en 1985, puis par François Mitterrand et Michel Rocard au retour de la gauche en 1988. Les autres pays de la CEE, qui - exception faite de la Grèce - n'ont jamais été aussi critiques envers la Turquie après le coup d'Etat<sup>517</sup>, normalisent encore plus facilement leurs relations avec la Turquie : c'est le cas de la Grande-Bretagne (déclaration du ministre des Affaires étrangères souhaitant le déblocage des fonds de la CEE en 1984), ou encore de la Belgique (le ministre des Affaires étrangères Tindemans se rend en Turquie en juillet 1985 et accorde un prêt de 250 millions de francs belges à Ankara).

---

<sup>515</sup> Cf. « Das Europa-Parlament und die Generäle », *Kurdistan Report*, n° 7, mars 1984, p. 40-41.

<sup>516</sup> Minassian, Gaïdz, *Guerre et terrorisme arméniens*, Paris, PUF, 2002, p. 94-95. Trois jours après le référendum sur la constitution turque en 1983, le Ministre français des Affaires européennes Chandernagor déclare lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des 21 à Strasbourg que « quelles que soient et seront les institutions en Turquie, il ne nous appartient pas de juger le système constitutionnel adopté par ce pays ». Cf. Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 136.

<sup>517</sup> Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie*, op. cit., p. 329.

Mais c'est surtout l'Allemagne qui est le moteur de cette normalisation. En raison de la suspension de l'accord d'association en 1978 et de l'importance numérique de l'immigration de Turquie en Allemagne, la question de la circulation des travailleurs et du regroupement familial domine les relations entre germano-turques de 1982 à 1986. Durant ces discussions, l'Allemagne souhaite que la Turquie renonce à la libre circulation et est prête à y mettre le prix : politique de regroupement familial moins restrictive qu'envisagée un temps<sup>518</sup>, refus de renvoyer les travailleurs immigrés contre leur volonté et proposition d'aides au retour attractives<sup>519</sup>, « paquet » d'aides financières et militaires attribué à la Turquie, augmenté de la promesse du soutien allemand à la candidature turque à la CEE<sup>520</sup> concluent les 10 visites officielles<sup>521</sup> consacrées essentiellement à ce problème. En octobre 1985, le problème de l'immigration et de la libre circulation est *de facto* clos et les visites officielles suivantes ne concernent plus que la question des relations entre la Turquie et la CEE.

De leurs côtés, les instances européennes prônent une nouvelle approche avec la Turquie dès 1984. La Commission européenne passe ainsi outre le refus du Parlement de créditer le 3<sup>ème</sup> protocole financier de l'association et alloue 22,5 millions d'écus aux relations avec la Turquie dans le budget de 1984. De même, le Conseil des ministres réinscrit dans le budget les crédits du 3<sup>ème</sup> protocole financier et l'aide spéciale à la Turquie que le Parlement avait gelés. Le 17 avril 1985, le président du Conseil des Ministres Andreotti juge enfin satisfaisant « la levée de l'état de siège et son remplacement par l'état d'urgence »<sup>522</sup>. Alors même que l'arrivée de la Grèce au Conseil des ministres a sans nul doute participé du gel des relations entre la CEE et la Turquie (veto à la réactivation de l'Accord d'association), il apparaît donc que tous les acteurs gouvernementaux s'accordent pour normaliser leurs relations avec la Turquie dès 1985. Toutes les conditions sont dès lors réunies pour rouvrir le dossier de l'association. Le 17 février 1986, le Conseil des Ministres des Affaires étrangères accepte un meeting CEE-Turquie à l'automne, après un gel de cinq ans. Les propositions de la

---

<sup>518</sup> Après avoir proposé que le regroupement familial ne soit applicable qu'aux enfants de moins de 6 ans, l'Allemagne accepte finalement que la limite soit de 16 ans. En toile de fond, c'est la question de l'âge limite nécessaire à une bonne intégration des enfants originaires de Turquie en Allemagne qui est ici posée.

<sup>519</sup> Une aide au retour de 10 500 DM augmentée de 1 500 DM par enfant est promise à chaque travailleur immigré au chômage partiel ou total depuis plus de six ans souhaitant rentrer en Turquie, à la condition qu'il s'engage à ne plus revenir en Allemagne (Weil, Patrick, *La France et ses immigrés. L'aventure d'une politique de l'immigration. 1938-1991*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 212). Comme on l'a vu, 300 000 *Gastarbeiter* turcs auraient bénéficié de cette aide en 1983-1984.

<sup>520</sup> Une aide financière de 400 millions de DM est débloquée à la Turquie. Cf. Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, *op. cit.*, p. 137.

<sup>521</sup> Dont celles d'Helmut Kohl, premier dirigeant occidental à se rendre en Turquie, le 19 novembre 1983.

<sup>522</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë...*, *op. cit.*, p. 273.

CEE ne portent plus alors sur la réalisation des dispositions de la libre circulation - qui sont définitivement enterrées - mais sur l'amélioration des traitements en faveur des travailleurs déjà présents sur le sol européen<sup>523</sup>. Un an plus tard, le 14 avril 1987, la Turquie demande officiellement son adhésion à la CEE, mais les réactions européennes sont le plus souvent mitigées<sup>524</sup>. Le Parlement européen vote le 18 juin 1987 une résolution qui mentionne que la Turquie ne reconnaît pas le génocide arménien, occupe Chypre et nie l'existence des Kurdes, ce qui constitue un obstacle important à l'adhésion. Le 18 décembre 1989, la Commission européenne refuse de reconnaître la Turquie candidate. Les travaux de la commission parlementaire mixte reprennent néanmoins en 1989, même s'ils restent sans suite jusqu'en novembre 1995.

Au total, les années 1980 sont donc marquées par une attention croissante portée à la situation politique intérieure turque. Après 1986, les droits de l'Homme et la politique intérieure turque restent un enjeu des relations entre l'Europe et la Turquie même s'ils ne font plus l'objet de sanctions. Ils peuvent néanmoins être la cause de tension importante entre les deux parties quand les Européens décident que la situation l'exige, et vont bientôt recouper la question kurde, qui devient un véritable enjeu de politique étrangère dans les années 1990.

### *3. La guerre du PKK et les droits de l'Homme dans les années 1990 : vers une internationalisation de la question kurde ?*

Si la question de la répression des Kurdes est déjà débattue dans les différentes arènes européennes dès le début des années 1980<sup>525</sup>, si la condition des Kurdes fait l'objet d'une attention particulière à partir du milieu des années 1980<sup>526</sup>, il faut en effet attendre le début des années 1990 pour que *la question kurde* en tant que telle devienne - progressivement et partiellement - un facteur de *policy-making* entre l'Europe et la Turquie. La campagne Anfal en Irak et le drame d'Halabja en 1988, la deuxième guerre du Golfe et ses 750 000 réfugiés kurde d'Irak en Turquie en 1991, la montée en puissance du PKK et la répression de l'« Intifada kurde » (*serîhildan*) en Turquie à partir de mars 1990 placent en effet les Kurdes

---

<sup>523</sup> *Ibid.*, p. 111. L'Allemagne a bénéficié sur ce point du soutien de la France et du Benelux, qui accueillent une importante immigration de Turquie et connaissent également un fort taux de chômage

<sup>524</sup> Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie*, *op. cit.*, p. 338.

<sup>525</sup> Le 29 janvier 1981, une résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe condamne la répression contre les Kurdes. Cf. Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, *op. cit.*, p. 343-344.

<sup>526</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë...*, *op. cit.*, p. 123. Voir aussi la résolution du Parlement européen du 18 avril 1985 (reproduite in Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, *op. cit.*, p. 372) et celle, mentionnée plus haut, du 18 juin 1987.

au centre de l'agenda international et obligent les occidentaux à s'impliquer plus directement dans le conflit, d'autant plus que l'immigration kurde en Europe fait davantage entendre sa voix. Il devient donc de plus en plus difficile de séparer la question kurde de la question des droits de l'Homme : alors que dans les années 1980 les deux questions sont relativement distinctes, elles tendent à fusionner dans les années 1990, et ce en Europe comme en Turquie<sup>527</sup>. Cette évolution, que l'on peut relier à « l'émergence d'un espace international des droits de l'Homme »<sup>528</sup>, est notamment due à la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) par la Turquie en 1990 : entre 1990 et le 17 août 1999, 2992 requêtes ont été enregistrées par la Commission européenne des droits de l'Homme contre la Turquie, 212 ont été déclarées recevables et 73 saisines de la Cour ont été faites<sup>529</sup>. Si, comme on l'a vu, les requérants sont parfois des Etats, si le nombre de requêtes émanant d'organisations politiques interdites en Turquie se multiplie dans les années 1990, ce sont surtout les plaintes des citoyens turcs qui enregistrent la plus importante augmentation, d'autant plus que la CEDH n'attend pas toujours l'épuisement de toutes les procédures par la justice d'un pays membre lorsqu'elle considère que ces voies de recours sont inefficaces : aidés par le *Kurdish Human Rights Project* fondé en 1992 à Londres<sup>530</sup>, de nombreux requérants kurdes et turcs profitent de ces nouvelles opportunités pour attaquer la Turquie et la faire condamner le plus souvent « pour le non respect de la libre expression, du droit à la vie et à la propriété ainsi que pour la pratique de la torture et de la discrimination », mais aussi parfois pour attaquer les pays de résidences lorsque ceux-ci condamnent des migrants pour appartenance à une organisation illégale<sup>531</sup>. Pour autant, si l'hypothèse d'une juridicisation de la question kurde par son recoupement avec les atteintes aux droits de

---

<sup>527</sup> Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of the Kurdish Issue in the Euro-Turkish Relations », in Olson, Robert (dir.), *The Kurdish Nationalist Movement in the 90's. Its Impact on Turkey and the Middle East*, Lexington, University Press of Kentucky, 1996, p. 116 ; Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie*, op. cit., p. 349. En 1991, l'Association turque des droits de l'Homme (*İnsan Hakları Derneği*, IHD) annonce qu'elle considère le problème kurde comme l'obstacle le plus important à la démocratisation de la Turquie. Cf. Watts, Nicole, « Institutionalizing Virtual Kurdistan West. Transnational Networks and Ethnic Contention in International Affairs », in Migdal, Joel S. (dir.), *Boundaries and Belonging : States and Societies in the Struggle to Shape Identities and Local Practices*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 130.

<sup>528</sup> Badie, Bertrand, *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruses et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999, p. 260.

<sup>529</sup> Les citoyens turcs enregistrent le plus fort taux de requêtes par nationalité. Cf. Statistiques de la Cour européenne des droits de l'Homme citées in Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie*, op. cit., p. 380.

<sup>530</sup> Malgré son nom, le *Kurdish Human Rights Project*, qui travaille avec l'IHD, la Fondation des droits de l'Homme en Turquie (*Türkiye İnsan Hakları Vakfı*, TİHV), Mazlum-Der (Association islamique des droits de l'Homme) et le Barreau de Turquie, aide aussi bien les requérants turcs que kurdes. Cf. *Ibid.*, p. 355 et Watts, Nicole, « Institutionalizing Virtual Kurdistan West... », art. cit., p. 131.

<sup>531</sup> Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie*, op. cit., p. 369 et 371.

l'Homme semble en partie vérifiée, elle n'épuise pas les manières d'envisager l'internationalisation de la question kurde : d'une part car la Turquie ne s'est pas toujours sentie liée par les arrêts de la Cour, et d'autre part car - en plus des organisations kurdistes - d'autres acteurs européens (et notamment le Parlement) ont également perçu la nécessité d'inscrire la question kurde à leur agenda politique.

Comme dans les années 1980, le Parlement européen est en effet particulièrement attentif à la situation intérieure turque et s'avère être l'un des principaux moteurs de l'internationalisation de la question kurde. Lors de la seconde législature du Parlement (1984-1989), douze résolutions concernaient explicitement les droits de l'Homme et la situation politique turque et, si les Kurdes d'Irak avaient fait l'objet de trois résolutions, les Kurdes de Turquie n'étaient le sujet principal d'aucune. La seconde législature (1989-1994) va placer la question kurde au centre de l'agenda politique européen : seize résolutions sur les Kurdes (dont au moins cinq sur les seuls Kurdes de Turquie) sont votées, auxquelles s'ajoutent six résolutions concernant expressément les droits de l'Homme en Turquie<sup>532</sup>. A cette évolution quantitative s'ajoute de plus une volonté d'implication plus prononcée. En mars 1992, au lendemain de la répression des insurrections kurdes, le Parlement ne se limite pas à condamner la Turquie pour usage excessif de la force mais propose également un certain nombre de mesures de rétorsions : demande d'une enquête internationale sur la répression des manifestations, demande au Conseil et à la Commission de prendre l'initiative pour une solution négociée de la question kurde via l'ONU, demande à la Commission parlementaire mixte de l'association de faire le point sur la situation des droits de l'Homme en Turquie, tout en condamnant la violence du PKK<sup>533</sup>. Mais ce qui irrite le plus Ankara est que les Eurodéputés parlent des Kurdes comme d'une « minorité », ce qui est inacceptable aux yeux des Turcs<sup>534</sup>, qui critiquent régulièrement le « séparatisme » du Parlement<sup>535</sup>. Quelques mois

---

<sup>532</sup> Ces chiffres ont été obtenus à partir des titres des résolutions du Parlement lors des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> législatures. Cf. Parlement européen, *Tables méthodologiques des débats (1984-1999)*, 2<sup>ème</sup> législature, tome 1 et 3<sup>ème</sup> législature, tome 1, URL : <http://europarl.europa.eu/cre/tables.htm>.

<sup>533</sup> Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of the Kurdish Issue... », *art. cit.*, p. 127.

<sup>534</sup> Ironiquement, le fait d'être considéré comme une « minorité » déplaît également souvent aux Kurdes exilés, car il sous-tend selon eux une discrimination, une volonté de minorer le nombre réel de Kurdes (les termes « peuple » et « nation » sont donc préférés) et l'acceptation des frontières actuelles au Moyen-Orient. Cf. les entretiens d'Östen Wahlbeck dans « Transnationalism and Diasporas : The Kurdish Example », *Paper presented at the XIV World Congress of Sociology*, International Sociological Association, Montréal, 26 July-1<sup>st</sup> August 1998.

<sup>535</sup> Cf. par exemple les propos du Ministre des Affaires étrangères Erdal İnönü reproduits in *Cumhuriyet*, 10 mai 1995, cité in Amnesty International, *Turquie. Quelle sécurité ?*, Paris, Les Editions francophones d'Amnesty International, 1996, p. 99. Les titres des résolutions du Parlement concernant la question kurde en Turquie ne mentionnent pourtant jamais le mot « Kurdistan » pour décrire les régions kurdes, alors que trois résolutions

plus tard, début juin 1992, il vote une « Résolution sur les droits du peuple kurde », qui reste, pour l'Institut kurde de Paris, un texte de référence encore aujourd'hui<sup>536</sup>. Ces réactions ne signifient pas cependant que la question kurde se substitue entièrement à la question des droits de l'Homme en Turquie. Une nouvelle période de tension s'ouvre en 1994 lorsque les parlementaires s'aperçoivent que dans les charges retenues contre les députés du DEP (*Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie, kurdiste) figurent leurs discours tenus à l'occasion d'une visite au Parlement européen. Le Comité des affaires étrangères du Parlement décide alors de suspendre une réunion de la Commission parlementaire mixte de l'association et, sitôt le verdict connu (peine d'emprisonnement pour six députés), les parlementaires votent une résolution recommandant de suspendre les négociations sur l'union douanière et de reporter une réunion de Conseil d'association qui devait se tenir en 1994<sup>537</sup>. La Commission et le Conseil des Ministres décident de passer outre, mais le Parlement prendra sa revanche en attribuant le Prix Sakharov de la liberté de l'esprit à l'une des députés du DEP emprisonnée, Leyla Zana<sup>538</sup>, en 1996. En 1995, le Parlement et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe critiquent à nouveau la Turquie en raison de l'intervention de l'armée turque dans les régions kurdes d'Irak afin d'y déloger les guérilleros du PKK. Enfin, la même année, les instances gouvernementales européennes et turques mettent le Parlement sous pression afin qu'il ratifie l'accord d'union douanière finalisé en mars 1995 : campagne de la Commission dans les médias européens affirmant que l'accord est essentiellement économique et non politique et qu'il est la seule solution pour continuer à faire pression sur la Turquie sur la question des droits de l'Homme, menace implicite de diminuer le *standing* des députés européens via la Conférence intergouvernementale de 1996, et même... proposition d'un « voyage d'étude » tous frais payés par Ankara aux Eurodéputés<sup>539</sup>. Finalement, après quelques concessions accordées par la Turquie (libération de deux députés, vote de mesures de démocratisation et amendement de l'article 8 de la loi anti-terroriste), et malgré un rapport critique sur l'Union douanière présenté par le député Carlos Carnero Gonzales le 16

---

concernent expressément le « Kurdistan » « d'Irak » ou « irakien ». Cf. Parlement européen, *Tables méthodologiques des débats (1984-1999)*, *op. cit.*

<sup>536</sup> Cf. la page du site internet de l'Institut kurde de Paris consacrée aux droits de l'Homme, URL : <http://www.institutkurde.org/institut/ddhomme.php>, §17. Un an plus tard, en juillet 1993, est également votée une résolution sur « les droits de l'Homme du peuple kurde ».

<sup>537</sup> Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of the Kurdish Issue... », *art. cit.*, p. 127-128.

<sup>538</sup> Leyla Zana, élue députée en 1991, est la femme de l'ancien maire kurdiste de Diyarbakır Mehdi Zana.

<sup>539</sup> 70 parlementaires européens (sur 626) accepteront cette proposition dans les six mois qui suivront la ratification du traité. Cf. *Ibid.*, p. 128 et 132.

octobre<sup>540</sup>, le Parlement vote l'accord en décembre 1995, pour une entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996<sup>541</sup>.

Comme on le voit, les instances gouvernementales semblent moins prendre en considération la question kurde que les institutions parlementaires<sup>542</sup>. C'est d'abord vrai de la Commission et du Conseil des Ministres, qui appréhendent toujours leurs relations avec la Turquie d'abord d'un point de vue stratégique et économique. La présidence tournante de l'Union européenne (UE), qui pourrait apparaître comme un facteur potentiel de déstabilisation lorsque vient le tour d'un pays traditionnellement moins compréhensif vis-à-vis de la Turquie, est en fait encadrée par le mécanisme de la Troïka. Ainsi, c'est au moment où le Portugal prend la présidence du Conseil en 1992 que la Grande-Bretagne - alors membre de la Troïka - lance l'idée d'une « relation spéciale » avec la Turquie. De même, juste avant le début de la présidence grecque en 1994, la Grande-Bretagne et l'Allemagne prennent les devants en proposant l'organisation de réunions trilatérales régulières avec la Turquie (ces réunions seront également ouvertes à la France), interdisant dès lors toute initiative grecque. Les marges de manœuvre de la présidence sont en fait fonction du poids de ce pays au sein de l'Union. Lorsque la France prend la présidence en 1995, elle n'a aucun problème à imposer sa position, qui est de se montrer ferme sur la question des droits de l'Homme tout en ménageant la Turquie : le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé s'exprimant sur l'intervention turque en Irak en mars 1995 affirme ainsi que l'Union européenne considère le PKK comme une organisation terroriste mais que la Turquie - en tant que membre associé à l'UE - se doit de respecter les droits de l'Homme et le droit international<sup>543</sup>. Il semble dès lors nécessaire de distinguer les politiques des différents pays européens vis-à-vis de la question kurde dans les années 1990.

Comme le soutient Philip Robins, la politique des « petits pays », ayant peu de relations commerciales avec la Turquie, apparaît plus ferme et plus constante que celle des « grands pays », souvent liés à la Turquie par des relations commerciales et militaires<sup>544</sup>. Ces petits pays critiquent en effet souvent la politique intérieure turque vis-à-vis des Kurdes -

---

<sup>540</sup> Le rapport rappelle que « la Turquie n'est toujours pas un Etat de droit ». Sur ce rapport, voir Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë...*, *op. cit.*, p. 243-246.

<sup>541</sup> Ce qui ne l'empêche pas, le 19 septembre 1996, de voter le gel de l'aide financière communautaire pour l'année 1997. Cf. *Ibid.*, p. 246.

<sup>542</sup> Il faut néanmoins mentionner le premier pas du Conseil des ministres des affaires étrangères des 12, qui, le 31 mars 1994, appelle à une solution politique des problèmes qui se posent « dans le sud-est de la Turquie ».

<sup>543</sup> Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of the Kurdish Issue... », *art. cit.*, p. 125-126.

<sup>544</sup> *Ibid.*, p. 118.

notamment dans les arènes européennes - mais n'ont souvent qu'un faible pouvoir d'influence auprès d'Ankara. Si leur politique étrangère est donc davantage « éthique », c'est aussi qu'elle leur est peu coûteuse. On se souvient d'abord que parmi les cinq pays ayant porté plainte contre la Turquie en 1982 figuraient - en plus de la France alors en froid avec Ankara - la Suède, la Norvège, la Hollande et le Danemark. C'est encore les petits pays qui proposent - sans succès - d'imposer des sanctions à Ankara au moment de l'intervention turque en Irak en mars 1995. Le Danemark est d'ailleurs le seul pays européen à imposer un embargo sur les armes à destination de la Turquie. En 1994, c'est sans surprise la Grèce - soutenue par le Luxembourg - qui demande le report d'une réunion du Conseil d'association en raison de l'occupation de Chypre, des contentieux opposant les deux pays et de la situation des droits de l'Homme en Turquie. Inversement, les grands pays - qui sont aussi les plus influents - ont souvent joué un rôle modérateur dans les relations entre l'Europe et la Turquie. C'est le cas de l'Italie, partenaire commercial important d'Ankara, qui soutient explicitement « la lutte contre le terrorisme » lors de l'intervention turque en Irak en 1995, de la Grande-Bretagne, partenaire privilégié de la Turquie au sein de l'OTAN et important investisseur en Turquie, qui est le principal initiateur de la nouvelle approche européenne vis-à-vis de la Turquie à partir de 1992 (dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen)<sup>545</sup> ou encore de la France, avec la visite de François Mitterrand en 1992 (première visite d'un chef d'Etat français depuis celle de Gaulle en 1968) puis les bonnes relations entre le Premier ministre Alain Juppé et Ankara entre 1993 et 1995. La même chose pourrait *a priori* être dite de l'Allemagne, avec la volonté d'Helmut Kohl d'instaurer une « nouvelle ère » des relations germano-turques lors de sa visite en Turquie en 1992, ou sa coopération militaire avec la Turquie.

Pourtant, comme le remarque également Philip Robins, les relations entre la Turquie et l'Allemagne apparaissent également très poreuses à la question kurde : communiqués virulents, embargos sur les armes, position officielle qui recommande l'autonomie pour les Kurdes de Turquie<sup>546</sup>... De même, si la France normalise ses relations avec la Turquie à partir de 1986, le Ministère des Affaires étrangères soutient, en octobre 1989, l'organisation de la Conférence internationale de Paris sur les Kurdes (qui provoque, en Turquie, de fortes tensions politiques). Inversement, des pays comme la Belgique ou la Hollande pouvaient, une fois leurs critiques faites, tenter de renormaliser rapidement leurs relations bilatérales avec la

---

<sup>545</sup> Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë...*, *op. cit.*, p. 238.

<sup>546</sup> Discours de Helmut Scheffer, Ministre des Affaires étrangères à la 21<sup>ème</sup> session du Bundestag le 16 février 1995, in Deutscher Bundestag, *Stenographischer Bericht*, 21. Sitzung, 16 Februar 1995, cité in Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, *op. cit.*, p. 55.

Turquie<sup>547</sup>. Ces remarques incitent à complexifier la distinction entre « petits » et « grands » pays et à se pencher davantage sur la politique interne des différents Etats : si les relations extérieures restent toujours un « domaine réservé » des gouvernements, elles subissent en effet bien souvent l'influence de conflits internes, et ce d'autant plus que le pays compte une forte immigration kurde. Petits et grands pays ont ainsi vu leurs relations s'envenimer ou au contraire s'améliorer en fonction de leur politique vis-à-vis des migrants ou des organisations kurdistes mais aussi en fonction d'initiatives non-gouvernementales qu'ils ne maîtrisaient pas : la Turquie a ainsi toujours perçu les positions kurdistes de Danièle Mitterrand ou les actions de l'Institut kurde comme une ingérence dans ses affaires internes et un encouragement au « séparatisme » ; les Pays-Bas ont du subir les foudres d'Ankara lors de la création du Parlement kurde en exil en 1995 et sont régulièrement accusés, de même que la Belgique ou la Grèce, de tolérer les activités du PKK sur leur sol ; la Grande-Bretagne a vu ses relations avec la Turquie se détériorer quand la télévision kurde Med-TV a commencé à émettre depuis Londres en 1995 ; et l'Italie s'est retrouvée, bien malgré elle, au centre des attaques de la Turquie quand Öcalan est arrivé sur son territoire en novembre 1998. Inversement, la France et l'Allemagne ont vu leurs relations avec la Turquie s'améliorer après leur interdiction du PKK en 1993...

Si l'analyse de la politique étrangère des différents Etats européens vis-à-vis de la question kurde et des droits de l'Homme permet donc de mieux cerner les contraintes et les opportunités des organisations kurdistes dans les années 1980 et 1990, il apparaît donc nécessaire de s'intéresser davantage aux liens entre politique étrangère et politique intérieure des Etats. L'exemple de l'Allemagne, où l'immigration kurde est la plus nombreuse, est sans doute le plus singulier au regard de cet entremêlement et nous servira à mettre en évidence les interactions entre les acteurs politiques internes, le mouvement kurde et la Turquie.

### ***B. Quand l'interne et l'externe s'entremêlent : l'exemple singulier de l'Allemagne***

Comme on l'a vu plus haut, l'Allemagne et la Turquie entretiennent depuis le début de la guerre froide des relations privilégiées, tant dans le domaine économique (l'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Turquie tandis que la Turquie est le 20<sup>ème</sup> partenaire commercial de l'Allemagne) que politico-militaire (au sein de l'OTAN notamment). C'est dans les années 1960 que naît le concept d'« amitié traditionnelle germano-turque », qui tire

---

<sup>547</sup> Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of the Kurdish Issue... », *art. cit.*, p. 120.

sa source, pour les Turcs, de la coopération militaire entre les deux pays pendant la première guerre mondiale et semble, pour les Allemands, surtout liée à leur intérêt national<sup>548</sup>. Ces relations sont évidemment le fait des élites politiques et économiques, mais l'arrivée de nombreux travailleurs turcs en Allemagne dans les années 1960 provoque également un intérêt pour la Turquie et pour la question kurde en dehors des cercles restreints du gouvernement.

### 1. Un enjeu politique interne : soutiens partisans et associatifs au mouvement kurde

Certaines associations turques ont dès la fin des années 1970 des contacts importants avec les partis politiques allemands : si les associations du MHP (droite radicale) ont des relations avec la CSU, la HDF (gauche kémaliste) est proche du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) et Hür-Türk (droite kémaliste) de la CDU. On ne peut néanmoins pas parler de collaborations suivies entre ces différentes organisations. De même, au début des années 1980, le PKK et le PSK n'ont que peu de contacts avec les partis gouvernementaux, même si l'association du PSK, Komkar, reçoit le soutien - au moins formel - de nombreuses organisations<sup>549</sup>. La mise sur agenda de la question kurde, qui suit celle de la situation des droits de l'Homme en Turquie, apparaît donc de manière relativement exogène, d'autant plus qu'aucun migrant d'origine n'a de poids dans les partis politiques allemands avant le début des années 1990 et que la taille de l'électorat originaire de Turquie, en constante augmentation, reste néanmoins relativement modeste avant la réforme du code la nationalité en 2000<sup>550</sup>.

La politique intérieure turque, et notamment la question de la démocratie et des droits de l'Homme, est en effet l'objet de nombreux débats au *Bundestag* à partir de 1980<sup>551</sup>. Après

---

<sup>548</sup> Steinbach, Udo, « Alte Freundschaft am Scheideweg ? Über die Zukunft der deutsch-türkischen Beziehungen », in Leggewie, Claus et Şenocak, Zafer (dir.), *Deutsche Türken*, Deutsches Orient-Institut, Hamburg, 1993, p. 123-130 cité in Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland..*, op. cit., p. 48. Pour les Allemands, la bonne image de la Turquie est également liée à l'accueil de nombreux réfugiés allemands en Turquie au moment du régime nazi.

<sup>549</sup> Au début des années 1980, le PSK a également peu de contacts avec les partis politiques français, tandis que le PKK a des relations « correctes » avec le Parti communiste français (PCF) et le Parti socialiste (PS), qui le jugent cependant envahissant (l'association du PKK s'invite à la fête de l'Humanité sans l'accord du PCF et tente plusieurs fois de faire pression sur le PS en occupant son siège parisien). Cf. More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, op. cit., p. 188-189, 192 et 233. L'Institut kurde de Paris a pu pourtant permettre de faire le lien (critique) entre les différents partis kurdistes et français tout au long des années 1980 et 1990.

<sup>550</sup> En 1998, on estimait le nombre d'électeurs originaires de Turquie à 160 000 personnes (Cf. Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 90).

<sup>551</sup> Les débats sur la situation intérieure turque sont évidemment beaucoup moins importants au sein des *Landtag* (assemblées parlementaires des *Länder*), même si le « terrorisme » du PKK y est l'objet de nombreuses controverses dans les années 1990 (notamment sur la question de l'expulsion des auteurs de violence en Allemagne). La question kurde y sera également abordée à travers le prisme de l'immigration et de l'intégration.

le coup d'Etat, tous les partis (CDU/CSU, SPD, *Die Grünen* et FDP - *Freie Demokratische Partei*) s'accordent en effet pour demander un rétablissement rapide de la démocratie en Turquie<sup>552</sup> et c'est le SPD qui prend la tête de cette fronde contre le nouveau régime turc jusqu'en 1983. La coalition gouvernementale ainsi que le SPD s'interrogent également en 1981-1982 sur les menaces que font peser les organisations radicales kurdes et turques sur la sécurité intérieure : dans un climat international de guerre froide, la droite tend sans surprise à montrer du doigt les organisations de gauche tandis que le SPD critique régulièrement la *Türk Federasyon*<sup>553</sup>. Après 1983, si la CDU, le FDP et le SPD refusent tous trois la suspension des aides économiques et militaires à la Turquie, la CDU et le FDP proposent de nouvelles mesures afin de stabiliser l'économie turque (et atteindre ainsi la stabilité sociale) alors que le SPD rejette toute aide de la sorte (afin de mettre sous pression la junte au pouvoir) tout en se déclarant favorable à des aides plus modestes en faveur du développement. Mais les positions des députés fraîchement élus des *Grünen* sont beaucoup plus fermes et concernent d'emblée la question kurde : en juin 1983, ils sont les seuls à demander l'arrêt total et immédiat de l'aide financière et militaire allemande à la Turquie en raison de la violation des droits de l'Homme, de la situation des Kurdes dans ce pays et des procès massifs contre les membres du PKK. Sans surprise, les élections législatives de 1983 et les municipales de 1984 sont également perçues par la CDU, le FDP et le SPD comme un pas vers la démocratie, tandis que pour les *Grünen* elles ne garantissent aucunement la fin du régime d'exception, et ce même après le déclenchement de la guérilla du PKK en août 1984 : Jürgen Reents affirme ainsi, le 5 octobre 1984, qu'une guerre est menée en Turquie contre la population kurde et qu'il faut donc suspendre immédiatement l'aide militaire à la Turquie, position que le SPD ne peut soutenir même s'il affirme que seule une solution politique peut permettre de résoudre la question<sup>554</sup>.

Entre 1985 et 1987, la question kurde n'apparaît plus que marginalement à l'ordre du jour du *Bundestag* : aux questions du SPD sur la situation des Kurdes, le gouvernement répond en 1985 que la question kurde est un problème de sous-développement du sud-est de la Turquie, conformément au discours officiel turc. Mais à partir de 1987 - et bien que la démocratisation du régime turc ne soit plus remise en cause après les élections législatives en

---

<sup>552</sup> Cf. notamment la résolution du *Bundestag* du 5 juin 1981.

<sup>553</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 73-74 et 77.

<sup>554</sup> Refflinghaus, Alexander, *Deutsche Türkeipolitik in der Regierungszeit Helmut Kohls, 1982 bis 1998 : Regierung, Bundestag, Presse*, Berlin, Verlag Dr. Köster, 2002, p. 124-125, 168 et 170-171. Sources (pour les notes suivantes également) : Deutscher Bundestag, *Drucksache* et *Plenarprotokolle*.

Turquie, les députés dénonçant alors les « carences » de la démocratie - la campagne Anfal en Irak, les activités du mouvement kurde en Allemagne et la répression des insurrections kurdes provoquent une nouvelle vague de débats sur la question. Les *Grünen* demandent la suspension de toutes les aides à la Turquie et interpellent le gouvernement sur la « campagne de désinformation » menée contre les organisations kurdistes présentes en Allemagne en 1987 ; les *Grünen* et le SPD proposent une autonomie pour les Kurdes du Moyen-Orient puis droite et gauche s'accordent pour dénoncer la situation des Kurdes tout en s'opposant sur la question du terrorisme en septembre et novembre 1988 ; les *Grünen* - et notamment Angelika Beer - critiquent la situation des réfugiés kurdes d'Irak en Turquie et parviennent à rallier un certain nombre de députés de la coalition gouvernementale et du SPD à leurs positions en 1989 ; et la question de la « nature » PKK est enfin au centre des débats en 1990<sup>555</sup>. Dans les années 1980, la question kurde est donc un véritable enjeu politique allemand qui divise les partis politiques au sein même du *Bundestag*. Les *Grünen* sont le fer de lance de ce soutien à la cause kurde, soutien qui s'exprime également dans une critique de plus en plus forte de la politique gouvernementale à l'égard du PKK, notamment au moment des procès de Düsseldorf contre un certain nombre de cadres et militants du parti (1989-1990)<sup>556</sup>. Mais après la réunification allemande, et en raison du recul des *Grünen* et de l'émergence de *Bündnis 90* (parti écologiste issu de l'ex-Allemagne de l'Est), c'est le PDS (*Partei des demokratischen Sozialismus*) qui devient le principal soutien partisan au mouvement<sup>557</sup>.

On observe en effet une certaine restructuration des positionnements des partis après les élections législatives allemandes de 1991. Seule la CDU, qui fait preuve d'une certaine compréhension vis-à-vis de la Turquie dans sa lutte contre le PKK tout en critiquant la politique kurde d'Ankara, conserve à peu près la même ligne que dans les années 1980. Après 1993, ses députés sont les plus convaincus de la nécessité d'expulser ceux qui abusent du *Gastrecht* (droits des « invités ») vers la Turquie. Le SPD, quant-à-lui, est globalement assez proche de la position de la CDU sur la question du terrorisme du PKK, mais ses députés sont

---

<sup>555</sup> *Ibid.*, p. 176-184.

<sup>556</sup> Voir par exemple le communiqué d'Angelika Beer du 24 octobre 1989, cité in *Kurdistan Report*, n°28, novembre 1989, p. 12.

<sup>557</sup> D'autres raisons peuvent expliquer la volonté des *Grünen* de modérer leur discours vis-à-vis de la Turquie. En 1992 est fondée l'organisation *Yeşiller* (« Les Verts » en turc) regroupant des militants des *Grünen* d'origine turque. L'organisation fait cependant long feu en raison des oppositions entre Kurdes et Turcs : elle est donc remplacée en 1994 par l'organisation *Immigrin*, davantage orientée vers les problèmes de tous les migrants, indépendamment de leur origine. De même, l'augmentation du nombre de militants d'origine turque dans les années 1990 conduit le parti à tenter de se distancier des affaires intérieures turques et à s'investir davantage dans la question immigration/intégration. Cf. Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 93-94.

les premiers à mettre en avant le fait que des armes allemandes sont utilisées contre les Kurdes, et ce dès le 27 mars 1992. Comme on le verra, ces accusations provoqueront une certaine confusion dans les relations intergouvernementales entre l'Allemagne et la Turquie, notamment quand il sera question de l'utilisation d'armes chimiques contre les guérilleros kurdes. Le nouveau parti écologiste *Bündnis 90*, très critique vis-à-vis de la politique intérieure turque comme les anciens *Grünen*, considère cependant le gouvernement turc comme un interlocuteur légitime et défend donc l'idée d'un dialogue critique mais constructif entre la Turquie et l'Allemagne. *Bündnis 90*, de même que le SPD, continuent néanmoins de demander régulièrement la suspension de l'aide militaire à la Turquie entre 1992 et 1996. Enfin, le PDS reprend la ligne politique suivie par les *Grünen* dans les années 1980 : multiples demandes de suspension des expulsions de Kurdes vers la Turquie et d'arrêt de la coopération militaire et policière avec la Turquie, mise en accusation publique du gouvernement allemand pour complicité de génocide (*Völkermord*) contre les Kurdes, demande d'éclaircissements concernant la présence d'agents secrets turcs en Allemagne, demande d'implication de l'ONU dans le conflit kurde comme le demandait également le Parlement belge, etc. Au delà, le PDS - par l'intermédiaire notamment de la députée Ulla Jelpke - est le seul parti à refuser d'affubler l'étiquette de « terroriste » au PKK. S'il semble s'en distancier quelque peu après les deux vagues d'actions du parti sur le sol allemand en juin et novembre en 1993, il reste le seul - soutenu parfois par les *Bündnis-Grünen*<sup>558</sup> - à demander la levée de son interdiction après 1993<sup>559</sup>.

On le voit, l'arène parlementaire allemande est donc extrêmement perméable à la question kurde : la Turquie est le pays étranger le plus débattu au *Bundestag* durant les années 1980 et 1990<sup>560</sup> et la situation des Kurdes occupe la plus grande place dans ces débats<sup>561</sup>. Les positions des différents partis allemands vis-à-vis de la Turquie, de la question kurde et du PKK restent certes assez stables durant les deux décennies ; cette porosité montre néanmoins qu'il est possible de tenter de mobiliser des députés (d'autant plus que des députés originaires

<sup>558</sup> En 1994, les *Grünen* de l'ex-RFA se rallient à *Bündnis 90* au *Bundestag*.

<sup>559</sup> *Ibid.*, p. 185-241.

<sup>560</sup> Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, *op. cit.*, p. 58.

<sup>561</sup> Refflinghaus, Alexander, *Deutsche Türkeipolitik in der Regierungszeit Helmut Kohls*, *op. cit.*, p. 240. Helmut Schäfer, Ministre des Affaires étrangères, dira même au *Bundestag* en 1996 : « En raison de la longévité de ma présence en ce Parlement et en tant que Ministre, je crois que je peux dire que, statistiquement, il n'y a aucun peuple [*Volksgruppe*] qui n'ait fait l'objet de si intensives et considérables discussions au *Bundestag* allemand que les Kurdes – Aucun !... Malheureusement, ça ne signifie pas que les Kurdes en Allemagne, même à un faible degré, aient commencé à reconnaître qu'aucun autre Parlement dans le monde ne s'est autant occupé de leur cause que le Parlement allemand ». Cf. Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, *op. cit.*, p. 98-99.

de Turquie siègent au *Bundestag* dans les années 1990), voire d'essayer d'influencer le gouvernement au sein même des instances du pouvoir<sup>562</sup>. Inversement, bénéficier au *Bundestag* de soutiens fidèles peut permettre au PKK de tenter de faire pression sur le gouvernement par d'autres moyens : certaines de ses actions protestataires sont ainsi relayées et expliquées au Parlement et il peut bénéficier d'« avocats » politiques dès lors que ses relations se détériorent avec les autorités allemandes<sup>563</sup>. Car si le PKK peut trouver dans *Die Grünen* et le PDS des alliés de poids au sein même des institutions, il a également créé des liens avec de nombreux groupes politiques et associations engagés de près ou de plus loin dans la défense de la cause kurde.

Si l'on peut trouver les racines intellectuelles du *Kurdistan Solidaritätsbewegung* dans les mouvements estudiantins et les luttes anti-impérialistes, anticolonialistes et tiers-mondistes des années 1960<sup>564</sup>, il faut en effet attendre le début des années 1980 pour voir un certain nombre d'organisations s'engager plus spécifiquement dans la défense des Kurdes. L'arrivée de nombreux réfugiés kurdes en Allemagne, l'oppression des Kurdes par un Etat membre de l'OTAN, les ventes d'armes allemandes à la Turquie, la répression du PKK en Allemagne à partir de la fin des années 1980 constituent autant de points d'appui sur lesquels vont pouvoir se développer de multiples initiatives et organisations. L'espace des soutiens à la cause kurde est même si hétérogène qu'il s'avère très difficile à cartographier : mouvement d'aide aux réfugiés, mouvement en faveur des droits de l'Homme, mouvements autonome, antiraciste et antifasciste, mouvement communiste internationaliste soutiennent voire collaborent ainsi plus ou moins ouvertement et plus ou moins fréquemment avec certaines organisations kurdistes et leur permettent de s'insérer dans la politique protestataire allemande. Etonnamment peut-être, les syndicats n'apparaissent pas comme des acteurs majeurs de cet espace. Dans les années 1970, des discussions souvent passionnées sur la politique intérieure turque s'engagent certes dans les syndicats allemands. Il faut y voir un effet de la *pénétration* syndicale des migrants originaires de Turquie en Allemagne - certains syndicats étant investis par des groupes

---

<sup>562</sup> Les débats au parlement sont évidemment suivis avec attention par les cercles proches du PKK. Voir par exemple « Das Kurdenproblem im deutschen Bundestag - Eine Analyse von drei Exemplarischen Parlamentsdebatten », in Yek-kom (dir.), *Bis zum letzten Kurden... Kurden Verfolgung in Deutschland*, Bochum, Yek-kom, 1996, p. 70-81.

<sup>563</sup> Angelika Beer (*Grünen*) et Ulla Jelpke (PDS) sont les deux députées les plus investies dans la défense des Kurdes et du PKK. En 1993, elles soutiennent même une « information préliminaire contre les autorités fédérales allemandes pour aide au génocide du peuple kurde par le gouvernement turc ». Cf. Kurdistan Komitee in der BRD e.V., *Völkermordanzeige gegen Bundesdeutsche staatliche Stelle wegen Unterstützung des Völkermordes am kurdischen Volk*, Köln, Kurdistan Komitee in der BRD e.V., 1993.

<sup>564</sup> Skubsch, Sabine, « Das Kurdenbild der Solidaritätsbewegung », *Kurdische Studien*, Vol. 2, n°2, 2002, p. 93.

politiques et/ou religieux turcs avec la volonté de s'en servir de plate-forme politique - alors qu'on peut parler de *participation* syndicale davantage individuelle en France par exemple<sup>565</sup>. La question kurde y demeure cependant peu débattue, le clivage entre gauche radicale et droite radicale étant alors dominant. Après 1980, la DGB et *IG Metall* critiquent fermement les atteintes aux droits syndicaux en Turquie et demandent au gouvernement allemand d'accueillir les réfugiés poursuivis pour leur engagement syndical. Ils sont également très sensibles au développement des associations du MHP en Allemagne, alors que les activités de Dev-Sol sont largement tolérées. La multiplication des tensions entre syndiqués turcs les incite néanmoins à se distancier rapidement des affaires politiques intérieures turques<sup>566</sup> : seulement deux rapports concernent ainsi la question kurde dans les années 1980-1990, alors que leurs activités concernant les migrants au sein de leur pays d'accueil se multiplient durant cette même période<sup>567</sup>. C'est peut-être aussi pour cette raison que de nombreux autres groupes moins institutionnalisés s'emparent de la cause kurde ou sont créés à cet effet après 1983.

Avec les nombreuses associations d'aides aux réfugiés qui interpellent régulièrement les autorités sur les risques qu'encourent les Kurdes expulsés (*Pro-Asyl, Kein Mensch ist illegal!* mais aussi des associations confessionnelles ou des associations explicitement dirigées vers les réfugiés kurdes comme *Azadî*), les associations humanitaires sont les organisations qui ont le plus contribué à désenclaver la cause kurde et à mettre en relation le mouvement kurde et l'arène politique. *Medico International*, organisation humanitaire fondée en 1968, est de ce point de vue exemplaire. Faisant le lien entre les partis politiques (Angelika Beer des *Grünen* collabore à *Medico International*), les organisations kurdistes (des contacts sont pris dès le début des années 1980<sup>568</sup>), et d'autres organisations humanitaires, *Medico International* est parvenue à connecter cause politique et cause humanitaire sans perdre de sa légitimité, tout en conservant un rôle d'information par l'intermédiaire de sa revue *Kurdistan*

---

<sup>565</sup> Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie...*, op. cit., p. 277.

<sup>566</sup> En 1985, la DGB envoie même une lettre au Ministère du travail protestant contre la volonté de certains députés de publier une brochure d'information en kurde. Cf. *Tercüman*, 25 septembre 1985.

<sup>567</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 88-90. En 1996, la *Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft* (GEW) publie néanmoins un important recueil de textes sous la direction de Reinhard Hocker et Klaus Liebe-Harkort intitulé *Zur Kurdenfrage in der Türkei (1980-1995)*.

<sup>568</sup> Le président Hans Branscheidt demande à ce que son association soit abonnée au *Kurdistan Report* dès 1983 (*Kurdistan Report*, n°3, mai 1983, p. 2) et de nombreuses publications sont co-éditées avec les associations proches du PKK, par exemple avec Yek-kom, qui succède à Feyka en 1994 (Kizilhan, Ilhan, *Der Sturz nach oben. Kurden in Deutschland. Eine psychologische Studie*, Frankfurt am Main, Verlag Medico International, 1995) ou avec le Kurdistan Informations-Zentrum, qui succède au Comité du Kurdistan en 1994 (Koordinationsbüro Newroz, Kurdistan Informations-Zentrum, Medico International, *Spurensuche. Ergebnisse der Fact-Finding-Mission nach Kurdistan. Newroz 1995*, Frankfurt am Main, Verlag Medico International, 1995).

*Aktuell*, publiée depuis 1994. Mais d'autres organisations humanitaires se sont également emparées de la question kurde - par exemple la *Gesellschaft für Bedrohte Völker* - ou ont même été créées explicitement pour s'occuper des Kurdes - par exemple l'*Internationales Zentrum für Menschenrechte der Kurden* (IMK), fondée en 1991 par des hommes politiques kurdes et allemands sous le patronage de Gerhard Schröder (SPD) et Jürgen Trittin (*Bündnis 90-Die Grünen*), et qui publie la revue *Kurdistan News* depuis 1993. Enfin, certaines associations à but davantage informatif et scientifique sont également créées et parviennent à devenir des partenaires privilégiés des autorités, comme *Navend*, qui publie *Kurdistan heute* depuis 1992<sup>569</sup>. Toutes ces associations mènent cependant un travail de fond qui ne s'exprime pas dans un soutien direct aux organisations kurdistes. A l'opposé de ce pôle, de plus petites associations davantage tournées vers l'action politique (les *Soligruppen*, groupes de solidarité) sont également créées au début des années 1980.

En 1983 est ainsi fondé un *Diyarbakir-Komitee* à Hamburg, qui collabore avec l'*Arbeiter Verein aus Kurdistan e.V.* (Association des travailleurs du Kurdistan, proche du PKK), notamment sur la question de la résistance kurde dans les prisons turques. Ces militants de gauche, qui se décrivent comme anti-impérialistes, aident d'abord les associations proches du PKK à faire connaître le combat en Allemagne, et surtout en allemand : ils coopèrent ainsi avec l'association kurde lors de l'occupation du siège du SPD de Hamburg et organisent quelques mois plus tard une réunion sur l'histoire du mouvement national kurde, sur les grèves de la faim dans les prisons et sur les premiers martyrs du PKK, qui donne lieu à la publication par *Serxwebûn* (Indépendance, maison d'édition et organe mensuel du PKK), en janvier 1984, d'une brochure en allemand de 64 pages<sup>570</sup>. Sur ce modèle - qui n'est peut-être pas le premier - des collaborations avec des groupes de solidarité se multiplient après la fondation du *Feyka-Kurdistan* (Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes et des associations culturelles du Kurdistan en Allemagne fédérale). En 1987, une douzaine d'associations socialistes et anarchistes (majoritairement allemandes) cosignent la publication d'une brochure contre la politique du gouvernement allemand à l'égard du PKK<sup>571</sup> ; puis les groupes de solidarité sont une quinzaine en 1988<sup>572</sup>, une vingtaine en

---

<sup>569</sup> *Kurdischen Informations- und Dokumentationszentrum in Bonn*. Site internet : <http://www.navend.de>.

<sup>570</sup> Arbeiter Verein aus Kurdistan e.V. et Diyarbakir-Komitee, HH, *Drei Jahre Widerstand in Diyarbakir-Kurdistan*, Köln, Serxwebun Verlag, 1984.

<sup>571</sup> *Schluß mit der Verfolgung von Feyka-Kurdistan ! Unterstützt den kurdischen Befreiungskampf !*, Köln, GNN Verlag, 1987.

1991<sup>573</sup>, 23 en 1992<sup>574</sup> et 30 en novembre 1993<sup>575</sup>. Ces *Soligruppen* commencent à envoyer des délégations d'observation des droits de l'Homme dans les régions kurdes de Turquie, notamment au moment des fêtes de *Newroz*, qui sont depuis 1990 l'occasion d'affrontements violents entre jeunes Kurdes et forces de sécurité. En 1994, six mois après l'interdiction du PKK et de 35 de ses associations, est fondée l'*Informationsstelle Kurdistan e.V.* (ISKU), qui rassemble deux ans plus tard plus de 40 équipes de quelques personnes dans toute l'Allemagne<sup>576</sup> et relaie toute l'actualité des Kurdes et du PKK. C'est ISKU qui semble reprendre la rédaction du *Kurdistan Report* à partir de juin 1994, alors même que la revue était éditée par *Serxwebûn* depuis 1982 et avait porté le sous-titre « *Organ der Europavertretung der Nationalen Befreiungsfront Kurdistans* » de 1985 à 1991. De la même manière, la *Kurdistan Rundbrief*, publiée depuis 1988 par GNN Verlag et éditée d'abord par des organisations proches du PKK jusqu'à leur interdiction, est ensuite reprise par un certain nombre de personnalités (par exemple Hans-Eberhard Schultz, avocat lors des procès du PKK) et des membres des *Grünen* et du PDS (par exemple Ulla Jelpke)<sup>577</sup>. Et d'autres groupes de solidarité décident de publier leur propres revues, comme *Kurdistan-Solidarität Nürnberg/Erlangen* et *Kurdistan-Solidarität Hannover* qui rédigent une lettre d'information hebdomadaire intitulée *Biji - Informationen aus Kurdistan und der BRD* entre 1995 et 1998.

Ces *Soligruppen* sont souvent proches de mouvances politiques allemandes radicales (autonomes, antifascistes ou internationalistes) non spécialisées sur la cause kurde. Le quotidien marxiste *Junge Welt* (où a travaillé Ulla Jelpke de 2002 à 2005), la revue de l'*Informationszentrum 3. Welt (iz3w)*, et surtout la revue autonome *Radikal* (à ne pas confondre avec son homonyme turc) ont en effet publié un nombre impressionnant d'articles souvent très théoriques sur le nationalisme du PKK, le peuple kurde dans la lutte armée, ou encore la place des femmes dans le parti. Les *Revolutionäre Zellen (RZ)* avaient également

---

<sup>572</sup> *Schluß mit der Zusammenarbeit westdeutscher und türkischer Polizei- und Geheimdienste ! Stoppt die Aktivitäten der MIT in der BRD ! Schluß mit der Verfolgung türkischer und kurdischer Organisationen !*, Köln, GNN Verlag, 1988, p. 2.

<sup>573</sup> D'après une publication qui fait suite au voyage d'une délégation allemande à l'*Akademîya Mahsum Korkmaz* (centre de formation politique et militaire du PKK) au Liban. Cf. Arbeitskreis Internationalismus Bonn, Initiative Internationale Solidarität Bremen, Freunde und Freundinnen des kurdischen Volkes Gießen et Kurdistan Solidarität Nürnberg, *Serfirazkin. Wir werden siegen ! Berichte und Interviews zum kurdischen Befreiungskampf*, Osnabrück, Montageverlag, 1991, p. 69.

<sup>574</sup> *Kurdistan Report*, n°53, décembre 1992, p. 2.

<sup>575</sup> *Kurdistan Report*, n°64, novembre-décembre 1993, p. 2.

<sup>576</sup> Leukefeld, Karin, *So lange noch ein Weg ist... Die Kurden, zwischen Verfolgung und Widerstand*, Göttingen, Verlag der Werkstatt, 1996, p. 312. Site internet d'ISKU : <http://www.nadir.org/nadir/initiativ/isku>.

<sup>577</sup> GNN Verlag était proche de la *Bund Westdeutscher Kommunisten (BWK, Union des communistes ouest-allemands)*.

déjà pris pour cible le Consulat turc de Cologne (accusé de surveiller les opposants au régime) en 1984, puis la police des étrangers et les institutions allemandes liées aux demandeurs d'asile en 1986-1987. En 1995, la dernière action des RZ est une nouvelle fois dirigée contre la Turquie : la branche féministe *Rote Zora* revendique alors l'attentat (manqué) contre un chantier naval de Bremen où étaient construits des bateaux militaires devant être livrés à l'armée turque. Des militants de la mouvance de la *Rote Armee Fraktion* (RAF) et des RZ se rapprochent également du mouvement kurde au début des années 1990, au point que des dizaines d'entre eux rejoindront la guérilla du PKK ou s'engageront dans l'action politico-humanitaire (par exemple dans le camp de réfugiés kurde de Turquie de Mahmur dans les régions kurdes d'Irak) au cours de la décennie. Pour certains chercheurs, le mouvement kurde semble être alors devenu le point de convergence de l'« extrémisme de gauche », qu'il soit légal ou illégal, « démocratique » ou « terroriste », car permettant des campagnes de recrutement importantes et une forte « agitation » mobilisationnelle<sup>578</sup>. Il serait sans doute plus juste de dire que l'abandon progressif des guérillas urbaines en Allemagne et la dissolution des organisations révolutionnaires, qui correspond chronologiquement à la montée en puissance du PKK en Allemagne, tend à provoquer un certain nombre de reconversions. Orphelins des mouvances radicales de gauche, les militants sont attirés par un combat qu'ils perçoivent à la fois comme une alternative et comme un prolongement de leur engagement anti-impérialiste et internationaliste antérieur. Mais de nombreuses controverses (sur l'antisémitisme du PKK, sur la position d'Öcalan dans le parti, sur la place des femmes et la question nationale...) agiteront également les *Soligruppen*<sup>579</sup> et provoqueront parfois même un désengagement pur et simple de l'espace de la cause kurde : c'est le cas par exemple de la revue *Biji*, qui décide de cesser de paraître en 1998 en raison de ses désaccords avec la politique du PKK<sup>580</sup>. Il reste qu'on peut encore aujourd'hui recenser 37 associations

---

<sup>578</sup> Moreau, Patrick, « Agitationskampagnen des linksextremen Spektrums - das Fallbeispiel PKK und Kurdenfrage », in Backes, Uwe et Jesse, Eckhard (dir.), *Jahrbuch Extremismus und Demokratie*, 7. Jahrgang, Baden-Baden, Nomos Verlag, 1995.

<sup>579</sup> Pour un résumé de ces débats, « Der kurdische Befreiungskampf und die Linke in der BRD », *Kurdistan Report*, n°69, Juillet 1994, p. 29-34 ; ekan (einige kommunistInnen aus nürnberg), *Dokumentation zu Problemen der Kurdistan Solidaritätsarbeit*, Nürnberg, ekan c/o Buchladen-Antiquariat, 1997 ; grupe demontage, *Postfordische Guerilla. Vom Mythos nationaler Befreiung*, Münster, Unrast Verlag, 1998, p. 213-243 ; Skubsch, Sabine, « Das Kurdenbild der Solidaritätsbewegung », *art. cit* ; Wolter, Udo, « Das gute Volk im wilden Kurdistan. Kulturalistische Projektionen der Linken und die (un)heimliche Verwandlung von Dialektik in Dualismus - Ein Fallbeispiel », *Vortrag an der Rote Ruhr Universität*, 1997, URL : [http://www.rote-ruhr-uni.org/texte/wolter\\_das\\_gute\\_volk\\_im\\_wilden\\_kurdistan.shtml](http://www.rote-ruhr-uni.org/texte/wolter_das_gute_volk_im_wilden_kurdistan.shtml) ; ainsi que les nombreux articles de *Radikal* consacrés aux femmes du PKK.

<sup>580</sup> *Gegen Druck. Linke Monatszeitung aus Bielefeld*, n°20, Janvier-Février 1998, p. 3.

allemandes de solidarité différentes, actives à l'échelle locale ou fédérale<sup>581</sup>, pour 53 associations kurdes membres du Yek-Kom (*Föderation Kurdischer Vereine in Deutschland*, qui succède à Feyka)<sup>582</sup>.

Il apparaît donc que le mouvement kurde bénéficie d'appuis nombreux en Allemagne, et ce tant au sein de l'arène parlementaire que de l'arène des mouvements contestataires. Ceci explique sans doute les résultats étonnants d'un sondage de la *Stiftung für Wissenschaft und Politik* en 1995 : selon ce sondage, 80% des Allemands pensent que les Kurdes sont opprimés en Turquie et 60% se déclarent même favorables à la création d'un Etat kurde en Turquie<sup>583</sup>. Au delà, tous ces soutiens tendent à montrer que le mouvement kurde ne se limite plus à sa composante kurde en Allemagne dans les années 1990, même si les Kurdes restent évidemment les plus mobilisés : les différentes organisations kurdistes ont toutes - en fonction de leur domaine de prédilection - effectivement réussi à élargir la mobilisation (contestataire, lobbyiste et juridique, voire politico-scientifique) à certains segments de la population allemande, au point que parler de « contraintes externes » au mouvement kurde apparaîtrait presque inapproprié<sup>584</sup>. Le cas allemand est cependant très spécifique (relations bilatérales entre l'Allemagne et la Turquie, importance de l'immigration kurde, apparition des *Grünen* dans les années 1980, histoire des mouvements radicaux et persistance d'une gauche internationaliste très mobilisée), même si des processus similaires sont observables à un degré moindre dans tous les autres pays européens. Le gouvernement allemand est donc placé sous une intense pression, ce qui ne signifie pas qu'il en tienne forcément compte dans sa politique étrangère, qui reste un domaine très hermétique aux revendications internes. Pourtant, il apparaît bien que l'identité kurde et le « terrorisme » du PKK sur le sol allemand sont devenus un facteur de *policy-making* dans les relations entre l'Allemagne et la Turquie.

## 2. Du droit des « minorités » à la lutte contre le terrorisme : les Kurdes au centre des relations bilatérales

Dès le milieu des années 1960, l'Allemagne est le pays qui accueille la plus nombreuse immigration de Turquie. Mais cette immigration ne devient un problème public en Allemagne qu'à la fin des années 1970, au moment où la politique de regroupement familial

---

<sup>581</sup> *Kurdistan Rundbrief für Selbstbestimmung und Menschenrechte*. Site internet : <http://www.kurdistan-rundbrief.de>.

<sup>582</sup> Source : <http://www.yekkom.com/vereine.php>.

<sup>583</sup> *Tukish Daily News*, 10 juillet 1995.

<sup>584</sup> Les *Soligruppen* ont d'ailleurs souvent fait l'objet d'enquêtes policières voire d'interdiction en Allemagne.

se substitue à la politique d'accueil de travailleurs étrangers et où le taux de chômage devient important. Pour la Turquie, l'arrêt de l'immigration signifie également une restructuration de son marché du travail et de son économie, et ce surtout après l'arrêt de l'aide financière communautaire à la Turquie suite au coup d'Etat de 1980. Rien d'étonnant alors à ce que les problèmes du regroupement familial et de la libre circulation des travailleurs participent, comme on l'a vu, de la normalisation des relations germano-turques dès 1985. Mais après cette date, et bien que ce domaine reste en Allemagne - comme dans les autres pays européens - prioritairement une question de politique intérieure, la question des droits politiques et sociaux des étrangers s'invite dans les relations germano-turques. Elle débouche rapidement sur les problèmes du terrorisme » et de la lutte contre le terrorisme, qui empoisonnent les relations entre l'Allemagne et la Turquie durant toute la décennie 1990.

Comme on l'a vu, l'acquisition de la nationalité allemande reste très difficile à obtenir avant l'année 2000, même si les procédures sont facilitées à partir de 1991. Par ailleurs, la RFA ne n'autorise pas la double nationalité, qui reste une compétence des *Länder*. Ainsi, alors que le *Land* de Berlin est relativement souple sur cette question, le *Land* de Bayern ne l'autorise qu'exceptionnellement<sup>585</sup>. Cette situation a sans doute découragé un certain nombre de ressortissants turcs, gênés à l'idée de perdre leur nationalité d'origine, d'autant plus que la Turquie autorise elle-même la double nationalité depuis 1995<sup>586</sup>. Ces développements ne semblent pourtant pas avoir trop dominé les relations germano-turques : de fait, en raison de ces contraintes, c'est la question des droits des étrangers qui a surtout dominé les débats. Si la liberté d'association est accordée aux étrangers en 1964, si tous les partis allemands - à l'exception de la CSU et de l'extrême droite - autorisent les étrangers à devenir membres dès 1982, si des comités consultatifs sont également créés afin de favoriser la participation des étrangers, les ressortissants turcs établis en Allemagne n'ont en effet le droit de vote ni aux élections nationales, ni aux élections locales<sup>587</sup>. Or, comme on l'a déjà vu plus haut, il est interdit aux partis politiques turcs d'ouvrir une représentation à l'étranger depuis 1978 et l'abolition de cette législation en 1995 n'a pas conduit à l'implantation de nombreux partis politiques légaux sur le sol allemands. Lors des élections turques, les migrants de Turquie ne

---

<sup>585</sup> Halfmann, Jost, « Immigration and Citizenship in Germany : Contemporary Dilemmas », *Political Studies*, Vol. 45, n°2, 1997, p. 272.

<sup>586</sup> En 1998, la Turquie décide également que ceux qui perdent leur nationalité turque du fait de leur naturalisation garderont les mêmes droits que les nationaux.

<sup>587</sup> La liberté d'association peut cependant être réduite si les étrangers participent à des activités politiques, la Cour constitutionnelle ayant estimé que « liberté d'expression » et « activités politiques » pouvaient être distinguées. Cf. Guiraudon, Virginie, *Les politiques d'immigration en Europe...*, op. cit., p. 44 et 61-62.

peuvent pas non plus voter dans les consulats turcs présents en Allemagne, situation généralement justifiée en Turquie par des raisons techniques. Ils doivent donc pour cela se rendre en Turquie, ce qui rend le taux de participation des immigrés très faible<sup>588</sup>. De son côté, l'Allemagne se montre peu disposée à faciliter l'ouverture d'autres bureaux de vote sur son sol : d'une part parce qu'un tel dispositif reviendrait selon elle à décourager l'intégration des immigrés turcs et d'autre part en raison des problèmes de sécurité que poseraient de tels scrutins. Cette situation problématique, bien que rarement abordée frontalement par les deux pays, a participé de la construction d'une image négative de l'Allemagne en Turquie : les gouvernements allemands toléreraient ainsi les partis interdits en Turquie tout en décourageant toute participation politique légale, dans un cadre allemand ou turc.

Cette impression négative est renforcée par le fait que les ressortissants turcs sont souvent au bas de l'échelle sociale en Allemagne, et même loin derrière d'autres nationalités, alors même que les droits sociaux accordés aux étrangers (éducation et prestations sociales) sont en Allemagne relativement comparables à ceux octroyés par des pays comme la France ou les Pays-Bas<sup>589</sup>. Après la vague d'attaques racistes au début des années 1990, l'image d'une Allemagne xénophobe s'ajoute même à celle d'une Allemagne discriminatoire, et ce tant chez les migrants qu'en Turquie : même si la Turquie réagit de manière prudente et mesurée aux attentats de Mölln et Solingen en 1992 et 1993 (où huit Turcs trouvent la mort), les nombreuses visites et délégations turques en Allemagne, de même que les réactions de la Grande Assemblée nationale turque démontrent l'importance que prennent ces actions dans les relations entre les deux pays<sup>590</sup>. En septembre 1993, le Premier ministre Tansu Çiller affirme même lors d'une visite en Allemagne qu'elle souhaiterait que les « citoyens turcs vivant en Allemagne aient 10% des droits humains que les citoyens kurdes ont en Turquie »<sup>591</sup>. Cette comparaison provocatrice met en fait en évidence une autre question très disputée dans les années 1990 : celle du droit des « minorités ». La Turquie tend en effet à « réclamer une certaine tolérance allemande vis-à-vis de la turcité, mais uniquement dans sa version [officielle et] nationale »<sup>592</sup>, tandis que l'Allemagne défend une conception humaniste des minorités qui s'associe aussi à une volonté de les exclure et de les contrôler lorsqu'elles

---

<sup>588</sup> Les migrants qui se déplacent pour voter sont 50 000 en 1987 et 1991, environ 85 000 en 1995 et environ 65 000 en 1999 selon des sources statistiques officielles turques. Cf. Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 111.

<sup>589</sup> Guiraudon, Virginie, *Les politiques d'immigration en Europe...*, op. cit., 45-51.

<sup>590</sup> Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, op. cit., p. 111-115.

<sup>591</sup> *Turkish Daily News*, 23 septembre 1993.

<sup>592</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 39.

sont sur son sol<sup>593</sup>. Or, si la pratique religieuse des migrants n'apparaît pas vraiment compromettre les relations entre les deux pays<sup>594</sup>, il n'en va pas de même de l'identité et de l'activisme kurdes en Allemagne et au Moyen-Orient.

Sans doute influencée par le discours officiel turc, l'Allemagne met du temps à reconnaître l'existence de Kurdes sur son territoire : absents des statistiques, ils sont en effet d'abord des citoyens turcs. Il faut attendre 1991 - soit deux mois après que le gouvernement turc ait commencé à reconnaître le fait kurde en Turquie - pour qu'une décision du Bundestag reconnaisse « l'existence d'un groupe important de Kurdes » en RFA, « à qui il est aussi nécessaire de donner les moyens de préserver et de développer leur identité culturelle »<sup>595</sup>. Mais ce sont en fait les *Länder*, qui disposent de compétences en matière de culture et d'éducation, qui vont progressivement faire reconnaître certaines spécificités kurdes. Depuis 1985, il était par exemple interdit de donner un prénom kurde à son enfant<sup>596</sup>, les autorités allemandes s'en tenant à une liste de prénoms établie par la Turquie et diffusée par ses consulats ; au début des années 1990, seuls quatre *Länder* (Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Hessen et Bayern) décident de reconnaître les prénoms kurdes<sup>597</sup>. De même, alors que des enseignements en turc sont proposés dès le début des années 1980 aux enfants d'immigrés turcs, il faut attendre le début des années 1990 pour que des enseignements en kurde voient le jour dans quelques *Länder* (Bremen en 1993, Hamburg en 1994, Niedersachsen et Nordrhein-Westfalen en 1995)<sup>598</sup>. Ces mesures sont vivement critiquées par la Turquie, qui craint une division de l'espace migratoire selon des critères ethniques. Mais pour les migrants kurdes qui parlent kurde ou tentent de défendre leur langue, elles interviennent bien tard et ne peuvent tout à fait leur ôter l'impression que la politique allemande vis-à-vis des Kurdes n'est que le prolongement de la politique turque. Enfin, le financement fédéral des associations kurdes demeure problématique durant les années 1980 et 1990, alors même que de nombreuses associations turques (qui défendent parfois des idées nationalistes) reçoivent d'importantes

---

<sup>593</sup> Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>594</sup> L'Allemagne délègue en fait l'organisation de l'islam à l'Union turco-islamique des affaires religieuses (DİTİB, *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*), qui est la branche étrangère de la Direction des affaires religieuses turque (*Diyanet İşleri Başkanlığı*, DİB). Cela ne signifie pas que l'islam ne joue pas un rôle important dans les représentations allemandes de la Turquie.

<sup>595</sup> « Lage der Kurden nach der Golfkrieg », *Drucksache des Deutschen Bundestages*, n°12/982, 20 mars 1991.

<sup>596</sup> « Kurdische Namen verboten », *Die Grünen*, 27 juillet 1985 ; *Pro Lokal Zeitung. Informationen für und über Ausländer*, n°15/85, 26 juillet 1985.

<sup>597</sup> Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, *op. cit.*, p. 105.

<sup>598</sup> Skubsch, Sabine, *Kurdische Migrantinnen und Migranten...*, *op. cit.*, p. 186 et Timar, Fettah, « Die Wahrnehmung der kurdischen MigrantInnen in Deutschland - durch die Brille der türkischen Politik ? », in NAVEND (dir.), *Kurdische Migranten in Deutschland : Problemfelder, Hintergründe, Perspektiven und die Rolle der Nichtregierungsorganisationen*, Bonn, NAVEND, 1998, p. 33-46.

aides financières. En 1995, le ministre des Affaires étrangères allemand justifiait cet état de fait en affirmant qu'aider ces associations reviendrait à s'insérer dans les affaires internes turques<sup>599</sup>. Il semble pourtant que le gouvernement allemand ait eu tendance à favoriser surtout les associations proches du PSK aux dépens de celles proches du PKK, créant ainsi de nombreuses frictions entre les deux tendances.

Le PKK est en effet sous observation intense depuis 1984<sup>600</sup>. Les rapports des Services de protection de la constitution (*Verfassungsschutz*) considèrent même que le parti kurdiste devient, à partir de 1987, la principale menace de l'Allemagne<sup>601</sup>. Au moins trois raisons expliquent ces mesures de surveillance. Aux affrontements entre gauche et droite radicale en Europe s'ajoutent d'abord à partir de 1984 des règlements de compte entre différentes tendances du mouvement kurde, voire - dans le cas du PKK - de la même organisation : une dizaine de militants kurdistes sont ainsi tués en Suède, en France, en Suisse et en Allemagne entre juin 1984 et décembre 1987 et le PKK en est souvent tenu pour responsable<sup>602</sup>. Des assassinats de personnalités politiques (le Premier ministre Olof Palme en Suède le 28 février 1986) ou diplomatiques (un diplomate de l'Ambassade d'Allemagne à Paris est retrouvé mort en janvier 1988 avec un tract de la branche politique du PKK dans la poche) ainsi qu'une (présumée) tentative d'attentat contre le consulat turc de Hamburg en août 1986 sont également imputés au parti kurdiste, sans qu'aucune preuve ne puisse ici étayer ces hypothèses<sup>603</sup>. Enfin, et c'est peut-être ce qui permet le plus de mesures à l'encontre des associations pro-PKK, on reproche au parti d'Öcalan d'extorquer des fonds aux migrants kurdes établis en Europe. Pour toutes ces raisons, le ministre des Affaires étrangères allemand parle de mesures judiciaires possibles contre le PKK le 3 avril 1987<sup>604</sup> et une information judiciaire pour violation de l'article 129a du code pénal (constitution d'une association

---

<sup>599</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 100-101.

<sup>600</sup> Le PKK apparaît pour la première fois dans le *Verfassungsschutzbericht* de 1984, publié en mai 1985.

<sup>601</sup> Voir par exemple Niedersächsischer Innenminister, « PKK. Europas neue Terroristen », n° spécial de *Unsere Sicherheit*, n°36, juin 1987.

<sup>602</sup> Même s'il s'avère qu'il n'est pas toujours le seul acteur incriminé, les services secrets turcs étant également parfois soupçonnés.

<sup>603</sup> La piste kurde est rapidement abandonnée dans l'enquête sur le meurtre du diplomate allemand et - un peu plus tard - dans celle de l'assassinat d'Olof Palme. Dans l'affaire du consulat de Hamburg, le suspect principal Faruk Bozkurt est relâché trois mois après son arrestation sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Michael Gunter, qui ne peut être soupçonné de sympathie pro-PKK, envisage sérieusement la possibilité d'une campagne de désinformation lancée par les autorités turques afin de discréditer le parti d'Öcalan. Cf. Gunter, Michael M., « Transnational Sources of Support for the Kurdish Insurgency in Turkey », *Conflict Quarterly*, Vol. 11, n°2, 1991, p. 12-15.

<sup>604</sup> *Milliyet*, 9 avril 1987.

terroriste au sein du PKK) est lancée le 1<sup>er</sup> juillet 1987<sup>605</sup>. Rien d'étonnant alors à ce que les premières véritables opérations policières contre le PKK commencent en juillet-août 1987, et ce à une échelle européenne<sup>606</sup>. Les arrestations se multiplient en 1988 et 1989 et aboutissent au procès de Düsseldorf qui s'ouvre le 24 octobre 1989 : 19 personnes doivent alors répondre de meurtres et tentatives de meurtre, enlèvements, coups et blessures graves, et constitution d'une organisation terroriste<sup>607</sup>. Le « plus grand procès pour terrorisme de l'histoire de la RFA » s'achève le 7 mars 1994, après 353 jours d'audiences : deux accusés sont condamnés à la prison à perpétuité et deux autres sont condamnés à des peines de six et sept ans de prison - ils sont donc aussitôt libérés<sup>608</sup>.

Ces développements ont fortement affecté les militants du PKK, qui considèrent désormais qu'il n'y a que peu à attendre des autorités allemandes et que Bonn prend ses ordres à Ankara. A travers la thématique du « complot » - thématique qui constitue encore aujourd'hui un cadre d'analyse pertinent et très souvent mobilisé au sein du parti - les cercles proches du PKK vont d'ailleurs régulièrement dénoncer la collaboration (économique, politique et militaire) des autorités turques et allemandes contre le parti kurdiste<sup>609</sup>. Si toute étude sociologique nécessite évidemment une distanciation vis-à-vis de ces justifications, s'il est certain que l'Allemagne est effectivement confrontée au milieu des années 1980 à des règlements de compte meurtriers qui menacent sa sécurité intérieure, force est aussi de constater qu'une collaboration réelle existe entre les gouvernements allemands et turcs sur la question du « terrorisme » du PKK. On peut mentionner pêle-mêle l'exclusion d'un groupe folklorique kurde du *Welt Volkstanz Festival* de München suite à une protestation de la

---

<sup>605</sup> Le document est reproduit dans la brochure *Schluß mit der Verfolgung von Feyka-Kurdistan !...*, *op. cit.*, p. 8. Des perquisitions dans des associations kurdes ont cependant lieu dès 1985.

<sup>606</sup> Selon *Milliyet* (13 août 1987) et *Tercüman* (14 août 1987), les opérations auraient été menées conjointement par les polices turque, française, allemande et hollandaise. 700 000 DM sont retrouvés dans un appartement à Köln le 27 juillet 1987. De sources proches du PKK, cet argent proviendrait de dons récoltés par le Comité du Kurdistan de Paris. Trois mois plus tard, tout l'argent est rendu « à son propriétaire ». Cf. *Kurdistan Report*, n° 21, août-septembre 1987 et *Kurdistan Komitee in der BRD e.V., Schauprozess gegen die Arbeiterpartei Kurdistans in der BRD, Köln, Kurdistan-Komitee in der BRD e.V., non daté (1989 ?)*, p. 13-14.

<sup>607</sup> Parmi ceux-ci se trouvent de hauts responsables du PKK : Duran Kalkan, Ali Haydar Kaytan, Selahattin Çelik, Meral Kızır et Ali Çetiner (qui a bénéficié d'une loi sur les repentis et a notamment témoigné contre Duran Kalkan).

<sup>608</sup> Schultz, Eberhard, *Zehn Jahre grenzüberschreitende Kurdenverfolgung. Beiträge für eine Menschenrechts-Chronik*, Köln, GNN Verlag, 1998, Chapitre 1.

<sup>609</sup> Voir par exemple « Das erneute Komplott gegen den Nationalen Befreiungskampf brach wie ein Kartenhaus zusammen », *Kurdistan Report*, n°18, décembre 1986, p. 8-11 ; « Die Intensivierung der türkisch-deutschen Beziehungen. Die Haltung gegen den nationalen Befreiungskampf Kurdistans », *Kurdistan Report*, n°23, juillet 1988, p. 27-20 ; *Schluß mit der Zusammenarbeit westdeutscher und türkischer Polizei- und Geheimdienste !...*, *op. cit.*

Turquie en août 1985<sup>610</sup>, la réunion de travail de diplomates turcs et de l'avocat général fédéral allemand sur le PKK en octobre 1986<sup>611</sup> (quelques semaines avant une modification de la loi anti-terroriste<sup>612</sup>), l'avertissement du Ministre de l'intérieur allemand au PKK qui fait suite à plusieurs réunions d'experts policiers allemands et turcs<sup>613</sup>, la formation en Allemagne d'une unité anti-terroriste qui opérera dans les régions kurdes de Turquie<sup>614</sup>, sans compter la coopération militaire et la lutte contre le « terrorisme international » au sein de l'OTAN et l'échange d'informations au sein d'Interpol... Cette collaboration n'empêche pourtant pas la Turquie de continuer à accuser l'Allemagne de « protéger » les « séparatistes »<sup>615</sup> et d'accueillir sur son sol - via le droit d'asile - toujours plus de « terroristes »<sup>616</sup>.

Les relations entre les deux pays se détériorent cependant au début des années 1990. La fin de la guerre froide oblige en effet d'abord la Turquie à réorienter ses objectifs stratégiques vers l'Asie centrale, le Caucase et le Moyen-Orient. De même, la promesse de soutien allemand à la candidature turque à la Communauté européenne s'avère difficile à tenir dès lors que la réunification rend l'Allemagne soudain beaucoup plus proche des pays d'Europe centrale et orientale. En Turquie, cette nouvelle donne est vite perçue par certains scientifiques comme une tentative de l'Allemagne de se rapprocher des Balkans et d'affaiblir la Turquie en jouant la carte du PKK<sup>617</sup>. Car la question kurde en Turquie - et au-delà au Moyen-Orient - commence aussi à avoir des conséquences majeures en Allemagne : les politiques étrangères des deux pays en sont affectées et deviennent plus conjoncturelles et réactives<sup>618</sup>. Les premières tensions apparaissent en 1991 après l'enlèvement de dix touristes allemands par le PKK en août (le gouverneur de Diyarbakır accuse alors les touristes d'avoir simulé l'enlèvement) puis les opérations militaires turques dans les régions kurdes d'Irak en octobre (les militaires turcs auraient utilisé des bombes au napalm et l'intervention fait de nombreuses victimes civiles) : le gouvernement allemand menace alors pour la première fois

---

<sup>610</sup> *Die Süddeutsche Zeitung*, 10-11 août 1985 ; *Hürriyet*, 10 août 1985 ; *Milliyet*, 12 août 1985. En 1982, le Consulat général de Köln avait déjà demandé le changement du programme de la semaine culturelle « Türkei in Köln » car organisées par des « séparatistes kurdes et de gauche ». Cf. Deutscher Bundestag, « Einflußnahme des türkischen Generalkonsuls auf das Veranstaltungsprogramm der Kulturwoche "Türkei in Köln" und auf andere türkische Aktivitäten », *Plenarprotokoll*, n°09/128, 12 novembre 1982.

<sup>611</sup> *Hürriyet*, 12 octobre 1986.

<sup>612</sup> « Entwurf eines Gesetzes zur Bekämpfung des Terrorismus », *Drucksache des Deutschen Bundestages*, n°10/6286, 31 octobre 1986. La loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

<sup>613</sup> *Die Tageszeitung*, 12 juillet 1985 ; *Tercüman*, 12 mai, 16 mai et 21 mai 1987.

<sup>614</sup> *Hürriyet*, 12 août 1986 et 2 juillet 1987 ; *Tercüman*, 31 janvier 1987.

<sup>615</sup> Cf. les propos de Kenan Evren dans *Milliyet*, 25 avril 1988.

<sup>616</sup> Cette accusation est récurrente - sans être toujours explicite - depuis la visite du Premier ministre Özal en RFA en septembre 1984.

<sup>617</sup> Atılğan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland...*, op. cit., p. 56.

<sup>618</sup> *Ibid.*, p. 53.

de suspendre son aide militaire et le parlement va plus loin en interdisant toute livraison de chars Léopards à la Turquie<sup>619</sup>. Les critiques allemandes sont d'autant plus mal perçues en Turquie que le président Özal avait tenté de donner une image plus libérale de la gestion du problème kurde par son pays. En mars 1992, après des révélations comme quoi des armes allemandes ont bien été utilisées pour lutter contre les insurrections populaires kurdes, le gouvernement décide de suspendre toutes ses livraisons d'armes à la Turquie<sup>620</sup>. La réaction des autorités turques est immédiate et d'une rare violence : Özal compare la politique allemande actuelle à l'« expansionnisme hitlérien »<sup>621</sup>, le ministre de l'éducation annule un voyage en RFA et appelle au boycottage des produits allemands<sup>622</sup>, ce qui provoque en retour l'annulation d'un voyage du Ministre du travail allemand en Turquie. Deux mois plus tard, le gouvernement lève cependant l'embargo sur les armes, levée cette fois-ci fortement critiquée par les cercles proches du PKK<sup>623</sup>, qui vont désormais publier de nombreuses photographies d'armes allemandes utilisées *in situ*. De nouvelles tensions émergent néanmoins en octobre de la même année suite à des informations faisant état de guérilleros tués par des armes allemandes. Le SPD demande alors la suspension de toute la coopération sécuritaire entre les deux pays, l'aide militaire à la Turquie est divisée par deux pour les trois ans à venir et Helmut Kohl reporte une visite officielle en Turquie<sup>624</sup>.

Face à ces mesures, la Turquie décide de changer de tactique et de porter le débat sur le sol allemand : à partir de décembre 1992, Ankara demande avec de plus en plus d'insistance l'interdiction du PKK en Allemagne<sup>625</sup>. Sous pression interne et externe, le gouvernement allemand décide de tenter de donner des gages à la Turquie sans désavouer ses prises de position antérieures sur la question kurde. Entre 1993 et 1995, la gestion turque du problème kurde continue ainsi d'être l'objet des critiques allemandes : c'est le cas en avril et mai 1994 avec un nouvel embargo sur les armes (levé rapidement par Klaus Kinkel qui affirme que les preuves de l'utilisation d'armes allemandes contre les Kurdes sont

---

<sup>619</sup> On apprendra plus tard que quinze chars ont cependant été livrés « par erreur » et le ministre de la défense Gerhard Stoltenberg devra démissionner le 31 mars 1992.

<sup>620</sup> Parmi différentes preuves, la Chaîne Sat 1 est la première à diffuser un reportage consacré à la répression des manifestations du 21 mars 1992, au cours de laquelle des chars allemands sont utilisés contre des manifestants. Cf. Bürgel, Rudolf (dir.), *Die Deutsche Türkeipolitik und ihre Auswirkungen auf Kurdistan*, Stuttgart, GNN Verlag, 1997, p. 429 et 545. Le PKK et ses associations proches n'avaient semble-t-il jamais publié de telles images auparavant.

<sup>621</sup> *Cumhuriyet*, 29 mars 1992.

<sup>622</sup> *Turkish Daily News*, 28 mars 1982.

<sup>623</sup> « Warum hat Deutschland das Embargo aufgeschoben ? », *Kurdistan Report*, n°48, juillet 1992, p. 13-15.

<sup>624</sup> *Turkish Daily News*, 23 octobre 1992 et 9 décembre 1992.

<sup>625</sup> Cf. l'entretien avec le ministre de l'intérieur turc Sezgin dans *Die Süddeutsche Zeitung*, 12 décembre 1992 puis les propos du Premier ministre Demirel dans *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 février 1993.

insuffisantes), et en mars 1995 avec le blocage de fonds destinés à financer la construction de deux frégates turques et la menace de Kinkel de bloquer à nouveau toutes les aides militaires à la Turquie (suite à une nouvelle intervention turque dans les régions kurdes d'Irak). Mais parallèlement, les relations entre les deux pays se réchauffent également à partir de la visite d'Helmut Kohl à Ankara en mai 1993 : l'Allemagne promet alors de ne plus tolérer les activités du PKK sur son sol<sup>626</sup>, alors même que le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral. Les autorités allemandes et turques appellent donc plus fermement à une interdiction du PKK<sup>627</sup>, qui intervient le 25 novembre 1993 - sur proposition du *Bundestag* - après deux vagues de mobilisations kurdistes spectaculaires à l'échelle européenne en juin et novembre de la même année<sup>628</sup>. Cette interdiction, qui touche 35 associations proches du PKK en Allemagne, ne signifie cependant pas la fin des activités kurdistes en Allemagne. Les manifestations pro-PKK se multiplient et, après quelques mois, de nouvelles associations sont créées avec des noms différents, démontrant que la mesure n'a pas l'effet escompté sur les mobilisations kurdistes, malgré les nombreuses opérations policières qui suivent l'interdiction<sup>629</sup>. L'Allemagne, qui souhaitait sans doute favoriser l'émergence d'interlocuteurs kurdes plus légitimes à ses yeux, a donc continué à être la cible des critiques turques, jusqu'à l'arrivée de Gerhard Schröder et le refus de celui-ci de demander l'extradition d'Öcalan au moment de son séjour italien en 1998.

### *3. Un espace hors gouvernementalité turque ? Le régime turc et l'immigration de Turquie en Allemagne*

Si l'Europe constitue en effet un espace de liberté importante pour les organisations kurdistes, elle ne peut être assimilée à un sanctuaire inviolable : l'Iran, l'Irak et la Turquie sont en effet parfois intervenus directement sur le sol européen afin d'éliminer leur opposition, qu'elle soit kurdiste ou non. N'ayant que peu à perdre sur la scène internationale,

---

<sup>626</sup> *Die Frankfurter Rundschau*, 22 mai 1993.

<sup>627</sup> L'inspecteur général de la *Bundeswehr* Klaus Naumann affirme ainsi, lors d'une rencontre avec le Chef d'état-major Güreş, que le combat de l'armée turque contre le PKK est légitime (*Die Frankfurter Rundschau*, 8 juillet 1993). Quelques mois plus tard, en réponse à une nouvelle demande de la Turquie (par l'intermédiaire de Tansu Çiller, nouveau Premier ministre) d'interdire le PKK, le nouveau ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel affirme qu'il souhaite l'interdiction du parti kurdiste depuis déjà longtemps (*Die Frankfurter Rundschau*, 22 septembre 1993). Enfin, Kohl affirme également à Tansu Çiller qu'il est pour le principe d'une interdiction en septembre de la même année (*Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 novembre 1993).

<sup>628</sup> Les ministres de l'intérieur des *Länder* décident à peu près au même moment d'interdire à l'échelle fédérale les expulsions de Kurdes vers la Turquie, interdiction qui durera dix mois. La France interdit également le PKK le 30 novembre 1993.

<sup>629</sup> Voir la chronologie qu'en dresse Karin Leukefeld entre novembre 1993 et mars 1996 dans *So lange noch ein Weg ist...*, *op. cit.*, p. 265-277. Les associations proches du PKK ont également publié de nombreuses chronologies de cette répression.

l'Iran est sans nul doute l'Etat qui a conduit le plus d'opérations contre les Kurdes en Europe. Selon le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, il serait responsable de l'assassinat de dix personnalités kurdes entre 1989 et 1994, dont deux de ses secrétaires généraux Abdulrahman Ghassemlou à Vienne en 1989 et Sadegh Sharafkandi à Berlin en 1992<sup>630</sup>. L'Irak a également tenté plus tôt, avec moins d'ardeur et moins de succès, de contrecarrer la mobilisation kurdiste en exil. En août 1980, la police ouest-allemande arrête deux diplomates irakiens basés à Berlin-Est qui projetaient de faire exploser une bombe lors d'une conférence d'AKSA (*Association of Kurdish Students Abroad*)<sup>631</sup>. Enfin, la Turquie a aussi été soupçonnée par les cercles proches du PKK d'avoir tenté de faire taire certains opposants exilés<sup>632</sup> : galvanisation d'une foule de militants du MHP à Bruxelles afin de « brûler vifs » les participants à une conférence sur les Kurdes fin décembre 1993, tentative d'assassinat du coordinateur du Comité du Kurdistan de Copenhague en février 1994, assassinat du Comité de solidarité avec le Kurdistan puis d'un jeune Grec à Chypre en mars et juin 1994, tentative de meurtre du président du *Halkevi Kurdish and Turkish Community Centre* à Londres en décembre 1994, assassinat de trois militants du TKP-ML près d'Heidelberg en Allemagne... soit quelques mois après une décision du MGK (*Milli Güvenlik Kurulu*, Conseil national de sécurité<sup>633</sup>) de liquider les militants du PKK à l'étranger, et notamment en France et en Allemagne, sur le modèle des « attentats ciblés israéliens »<sup>634</sup>.

Dans toutes ces affaires, la culpabilité de l'Etat turc n'a cependant à notre connaissance jamais été prouvée, même si l'on peut raisonnablement penser que ces assassinats ne relèvent pas tous de règlements de compte internes au mouvement kurde. Analyser l'action de la Turquie à l'étranger nécessite en fait de reconsidérer la notion d'*Etat* appliquée au cas turc. La sociologie de l'action publique a certes démontré depuis longtemps - dans d'autres contextes politiques et culturels - que l'Etat n'était pas un acteur homogène et

<sup>630</sup> Cinq autres Kurdes sont également tués avec eux et la culpabilité de l'Iran est ici avérée. Les trois autres assassinats ont lieu en Suède et au Danemark. Source : Site internet du PDKI, URL : <http://www.pdk-iran.org/french/doc/terorismus.htm>. Des tentatives d'assassinats contre des membres du PDKI ont également lieu comme le 24 janvier 1994 en Suède.

<sup>631</sup> *Kölner Stadtanzeiger*, 2-3 août 1980 ; *Der Spiegel*, 25 août 1980.

<sup>632</sup> Aslan, Fikret et Bozay, Kemal, *Graue Wölfe heulen wieder*, op. cit., p. 204-205 ; Çelik, Selahattin, *Die Todesmaschinerie. Türkischer Konterguerilla*, op. cit., p. 157-160 ; *The Guardian*, 31 décembre 1994 ; *Özgür Ülke*, 2 janvier 1995.

<sup>633</sup> Instauré par l'article 118 de la Constitution de 1982, le MGK était une institution dominée par les militaires jusqu'en 2003 et composée des chefs d'état major de l'armée, du président de la République, du Premier ministre et des ministres de la défense et des Affaires étrangères. Ses décisions s'imposaient au gouvernement dans tout ce qui pouvait relever de la sécurité nationale. Sur le MGK, voir Dorronsoro, Gilles, « La Turquie : une démocratie sous contrôle ? », in Roy, Olivier (dir.), *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2004, p. 29-39.

<sup>634</sup> *Hürriyet*, 28 octobre 1993 ; *Turkish Daily News*, 30 octobre 1993.

cohérent<sup>635</sup> ; mais comme l'a mis en évidence l'accident de Susurluk<sup>636</sup>, l'Etat turc des années 1980 et 1990 est bien moins un acteur qu'un champ de bataille extrêmement poreux, où s'affrontent différents intérêts publics et privés, légaux et illégaux<sup>637</sup> : « gangs en uniformes » (*Uniformalı Çeteler*)<sup>638</sup>, institutions de sécurité et de la contre-guérilla<sup>639</sup>, hommes politiques et hommes d'affaires kurdes et turcs, mais aussi trafiquants et criminels. En ce qui nous concerne, la principale conséquence de cette évolution est que l'Etat n'a plus le monopole de la violence légitime : dans les années 1990, la suppression de certains hommes d'affaires kurdes est décidée par les plus hautes instances de l'Etat (le MGK) mais d'autres politiques, qui concernent également la question kurde, ne sont plus décidées à Ankara et par Ankara, mais se constituent dans les interactions entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, aux niveaux local, national et international<sup>640</sup>. L'action de la Turquie en Europe ne peut donc être réduite à la politique de ses institutions officielles, les services secrets pouvant utiliser à des fins politiques (contre les « ennemis de la Turquie ») les services d'individus poursuivant eux-mêmes d'autres objectifs politiques (engagement à l'extrême droite) et/ou économiques (trafic de drogue par exemple). Ainsi, Abdullah Çatlı - le militant de la droite radicale retrouvé mort dans l'accident de Susurluk - est exfiltré en Europe juste après le coup d'Etat de 1980. Bénéficiant d'un passeport diplomatique, il s'engage dans le trafic de drogue et organise avec un groupe qu'il constitue sa première action internationale : la tentative d'attentat contre le pape en 1981, sans doute commanditée par le réseau Gladio et

---

<sup>635</sup> Padiou, Jean-Gustave, *L'Etat au concret*, Paris, PUF, 1982 ; Dupuy, François et Thoenig, Jean-Claude, *L'administration en miettes*, Paris, Fayard, 1985.

<sup>636</sup> Le 3 novembre 1996 sont retrouvés dans la même voiture un militant de la droite radicale recherché depuis 18 ans pour de nombreux homicides, un des chefs de la police d'Istanbul, ainsi qu'un chef de tribu kurde et député du DYP (*Doğru Yol Partisi*, Parti de la juste voie) qui s'était constitué une armée privée de 10 000 hommes. Le coffre était rempli d'armes non recensées.

<sup>637</sup> Bozarlan, Hamit, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, op. cit., p. 2-3 et 29-30.

<sup>638</sup> Après l'accident de Susurluk, l'enquête montre que neuf gangs opéraient en Turquie. Les gangs étaient souvent manipulés par certaines officines de sécurité, et, inversement, l'Etat servait aux gangs de support logistique et d'immunité. Voir le rapport de Kutlu Savaş (chargé par le Président Mesut Yılmaz d'enquêter sur cette affaire) traduit en allemand sous le titre *Bandenrepublik Türkei? Der Susurlukbericht des Ministerialinspektors Kutlu Savaş*, Bonn et Berlin, Internationaler Verein für Menschenrechte der Kurden - Papier Tiger, 1998.

<sup>639</sup> Sous le label contre-guérilla circulent en fait un nombre très important d'organisations sous la tutelle de l'autorité militaire (par l'intermédiaire du Département de la guerre spéciale, ÖHD) et du ministère de l'Intérieur (par l'intermédiaire de la Direction générale de la sûreté, *Emniyet Genel Müdürlüğü*). L'organigramme de toutes ces organisations est quasiment impossible à dresser mais les plus importantes sont le JITEM (*Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*, Service de renseignement et de lutte contre le terrorisme de la gendarmerie), le MİT (service national de renseignement), les équipes spéciales (*Özel tim*, qui dépendent du ministère de l'Intérieur), les forces paramilitaires Hizbullah et MHP, ainsi que des milices de « repentis » et de *Korucu* (gardiens de village). Seuls le MİT et le MHP sont actifs en Europe.

<sup>640</sup> Bozarlan, Hamit, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, op. cit., p. 29.

la mafia italienne<sup>641</sup>. Après avoir reçu une formation à la contre-insurrection au Costa Rica, il se voit proposer des missions par les autorités turques et serait responsable de cinq attentats contre des intérêts arméniens en France en 1983 et 1984, sur un total de quinze attentats commandités par le MİT en France et aux Pays-Bas entre 1982 et 1985<sup>642</sup>.

L'action des gangs ne se limite donc pas au territoire turc et il existe en Europe des connexions avérées entre certaines institutions de sécurité, la droite radicale et les milieux criminels. Les crimes attribués à la Turquie par les cercles proches du PKK - s'il se vérifiait qu'ils ne relèvent pas de règlements de compte internes - ont sans doute été décidés au croisement des stratégies de ces différents acteurs : Abdullah Çatlı aurait ainsi effectué de nombreuses missions pour l'Etat turc en Allemagne et aurait mené des activités d'espionnage contre le PKK dans ce pays<sup>643</sup>, peut-être même en collaboration avec les services secrets allemands<sup>644</sup>. De plus, Çatlı aurait également été utilisé par l'Etat turc pour diviser le mouvement de la droite radicale - particulièrement bien implanté en Europe, comme on l'a vu plus haut - et créer une tendance pro-étatique parmi les idéalistes<sup>645</sup>. Or, en plus des attentats attribués au MİT déjà mentionnés, au moins quatre meurtres et plusieurs attaques incendiaires contre des locaux appartenant à des Kurdes sont reprochées à des militants du MHP en Allemagne dans les années 1990<sup>646</sup>. On le voit, les sources fiables manquent ici pour tenter d'imputer la responsabilité de telle ou telle action à tel ou tel acteur. Mais il s'avère plus important de reconnaître que tous ces soupçons ont participé de la légitimation de la théorie du complot et de la construction d'une certaine représentation du monde bipolaire chez les

---

<sup>641</sup> Mumcu, Uğur, *Papa-Mafya-Agca* [Pape-mafia-Agca], Ankara, UM:GA, 1996 cité in *Ibid.*, p. 7. Le Gladio est une milice paramilitaire de l'OTAN active en Italie.

<sup>642</sup> Internationaler Verein für Menschenrechte der Kurden, *Bandenrepublik Türkei ? Der Susurlukbericht des Ministerialinspektors Kutlu Savaş*, op. cit., p. 40-41. Après l'assassinat du militant de Dev-Yol Mustafa Şabaz le 27 décembre 1985 à Paris - deux jours après une bataille rangée à Strasbourg-Saint-Denis au cours de laquelle un militant du PKK trouve la mort - des militants de ce parti accusent également les services secrets turcs (qui se seraient trompés de personne) et non le PKK. Cf. *La Croix*, 26 mars 1986.

<sup>643</sup> Selon l'ancien avocat de Çatlı s'exprimant à la télévision en avril 1997, cité in Savaş, Yeter, « Die Susurlukaffäre, eine Einführung », in Verein für Menschenrechte der Kurde, *Bandenrepublik Türkei ? Der Susurlukbericht des Ministerialinspektors Kutlu Savaş*, op. cit., p. XIII.

<sup>644</sup> L'ancien chef des services de renseignement de la police turque, s'exprimant devant la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire de Susurluk, a affirmé que le groupe de Çatlı aurait collaboré avec les services secrets allemands. Cf. *Hürriyet*, 27 mars 1997, cité in *Ibid.*, p. XIII.

<sup>645</sup> Sezgin, Ferruh, *Sistemin İntikamı. Bir 12 Eylül İncelemesi* [La vengeance du système. Une analyse du 12 septembre], Ankara, Yeni Düşünce Yayınları, 1992, p. 113-115, cité in Bozarslan, Hamit, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, op. cit., p. 7-8. Il se peut que cette stratégie ait eu des conséquences importantes sur le mouvement. En 1987, les idéalistes se divisent en deux tendances, l'une restant autour de Türkeş et la deuxième - défendant une vision davantage islam-nationaliste - se regroupant autour de Serdar Çelebi, plus proche du BBP (*Büyük Birlik Partisi*, Parti de la grande union) et de l'ANAP (*Anavatan Partisi*, Parti de la mère patrie créé en 1983 par Turgut Özal).

<sup>646</sup> Cf. Aslan, Fikret et Bozay, Kemal, *Graue Wölfe heulen wieder*, op. cit., p. 193-195.

militants kurdistes : si l'Etat allemand est incapable d'assurer la protection des réfugiés établis sur son sol, c'est qu'il a pris partie contre le PKK ; si l'Etat turc et l'extrême droite sont indissociables et ont tous deux décidés d'éradiquer le PKK, c'est que le parti kurdiste est le seul à être dans le vrai et à pouvoir mener un combat légitime contre le « fascisme turc ». Et ce d'autant plus que l'action de la Turquie peut se ressentir également au quotidien, de manière à la fois plus discrète et plus banale. En Allemagne, elle prend la forme d'activités d'encadrement, de renseignement, et de campagne d'informations-désinformations.

Les premiers instruments à disposition de l'Etat turc en Allemagne sont l'ambassade et les consulats. Au nombre de quatorze, ils constituent une représentation diplomatique - d'un pays dans un autre pays - parmi les plus importantes au monde. Mais ils ont également servi à tenter de mobiliser et de rassembler les citoyens turcs autour d'une conception officielle de la turcité. Cette mobilisation passe évidemment d'abord par l'organisation de manifestations le jour de la fête nationale turque, par des rencontres avec des associations de migrants afin de les encourager à combattre les activités anti-turques<sup>647</sup>, mais aussi par un soutien plus direct à certaines associations via les « Conseils de coordination », initiés et financés par les consulats, et qui ne rassemblent que les associations favorables au régime<sup>648</sup>. Ambassadeur et consuls peuvent ensuite apporter, par leur présence, un soutien politique visible à certaines organisations. Ce fût par exemple le cas lors du 18<sup>ème</sup> Congrès de la Fédération des idéalistes à Frankfurt le 4 novembre 1995<sup>649</sup>. Le contrôle des personnes soupçonnées d'activités dissidentes peut enfin se faire par la confiscation du passeport, qui rend dès lors le migrant sans papier. Par ailleurs, au milieu des années 1980, les autorités turques prennent conscience de l'importance de l'espace migratoire turc et kurde en Europe, et s'emparent du domaine religieux et de celui de l'éducation à des fins d'encadrement. Si l'Union turco-islamique des affaires religieuses (DİTİB) - branche officielle de la Direction des affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*, DİB) en Turquie - est présente en Allemagne depuis 1978, elle ne prend en effet son essor au niveau fédéral qu'en 1985. Elle a pour mission de nommer et de contrôler les imams, de promouvoir la « synthèse turco-islamique » chère au nouveau régime et devient rapidement l'interlocuteur privilégié des autorités allemandes qui participent à son

---

<sup>647</sup> En mai 1987, le consul général de Turquie à Francfort a ainsi appelé l'ensemble des associations turques et islamiques à lutter contre les séparatistes et à aider les immigrés à élever leurs enfants dans l'amour de la patrie, de la nation et du drapeau. Cf. *Tercüman*, 9 mai 1987.

<sup>648</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 118.

<sup>649</sup> *Türkiye*, 6 novembre 1995.

financement<sup>650</sup>. Des professeurs de turc, chargés d'enseigner la langue et l'histoire officielles turques dans les écoles allemandes sont également envoyés par le Ministère de l'éducation au début des années 1980<sup>651</sup>. En 1998, les imams de la *Diyanet* officient donc dans 775 mosquées en Allemagne, tandis que plus de 470 professeurs turcs enseignent dans les écoles allemandes en 2001<sup>652</sup>.

Toutes ces institutions sont très souvent utilisées pour la collecte d'informations sur les opposants exilés, sur les associations et sur les mosquées non contrôlées par la *Diyanet*, et ce même dans d'autres pays européens<sup>653</sup>. Or, si cette activité de renseignement est - selon la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 - parfaitement légale, elle a pu conduire à certaines tensions avec les autorités allemandes. En 1990, une crise diplomatique éclate en effet entre Bonn et Ankara après que le magazine Panorama, diffusé le 3 avril sur la chaîne ARD, a révélé que 30 agents du MİT travaillaient clandestinement au sein des consulats turcs. Des agents des services secrets turcs auraient ainsi fait pression sur des ressortissants turcs - et notamment sur des membres de groupes nationalistes ou religieux - afin qu'ils deviennent informateurs. Quinze diplomates turcs sont alors expulsés vers la Turquie car ayant conduit des activités qui n'étaient pas en rapport avec leur mission<sup>654</sup> et les relations entre les services secrets des deux pays auraient été, selon des sources kurdistes, gelées pendant plus de deux ans<sup>655</sup>. Si cette crise montre que les moyens dont dispose la Turquie à l'étranger sont limités<sup>656</sup>, elle tend aussi à mettre en évidence l'implication de la contre-guérilla à l'étranger, ne serait-ce que dans le domaine de la guerre psychologique<sup>657</sup>. C'est ainsi qu'il est possible de mieux comprendre les rumeurs de l'implications du PKK dans les meurtres d'Olof Palme en 1986 ou du diplomate allemand à Paris en 1988, les lettres de menaces reçues par de nombreux militants kurdistes, les nombreuses publications dénonçant

---

<sup>650</sup> Amiraux, Valérie, *Acteurs de l'islam entre Allemagne et Turquie...*, op. cit., p. 41-42.

<sup>651</sup> Sur l'histoire telle qu'elle est présentée dans les manuels scolaires turcs, voir Copeaux, Etienne, « Manuels scolaires : détournements et contournements », *Outre-Terre*, n°10, 2005, p. 157-171.

<sup>652</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 118.

<sup>653</sup> Ainsi, deux demandeurs d'asile turc et un responsable religieux de l'association islamique de Fribourg ont été inculpés en octobre 1988 en Suisse pour avoir fourni des informations concernant des demandeurs d'asile et des réfugiés membres du PKK à l'ambassade de Turquie à Berne. Cf. *Le Journal de Genève*, 23 avril 1989.

<sup>654</sup> *Die Tageszeitung*, 4 avril et 21 avril 1990.

<sup>655</sup> Aslan, Fikret et Bozay, Kemal, *Graue Wölfe heulen wieder*, op. cit., p. 201.

<sup>656</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, op. cit., p. 119.

<sup>657</sup> En 1983 est fondée en Turquie la Direction pour les relations publiques (*Toplumla İlişkiler Başkanlığı*, TİB, qui dépend du *Psikolojik savaş dairesi*, Département de la guerre psychologique de l'ÖHD), dont le but est de faire de la contre-propagande contre les « ennemis de la Turquie ». Certaines sources proches mais aussi plus éloignées du PKK considèrent que cette institution était aussi active en Europe, en plus du MİT. 100 officiers auraient ainsi pu être envoyés en Allemagne en octobre 1993 afin d'éliminer des dirigeants du PKK. Voir notamment *Turkish Daily News*, 17 novembre 1993, qui cite un article de la revue *Aydınlık*.

les crimes des « terroristes séparatistes » et les « faux » tracts du PKK ou du PSK distribués en Europe<sup>658</sup>.

Enfin, les médias de Turquie diffusés en Europe participent également du contrôle des schèmes de perceptions de la question kurde à l'étranger. Sources d'information privilégiées sur le pays d'origine, ils sont en effet très lus ou regardés par les migrants turcs et kurdes<sup>659</sup> et se perçoivent de ce fait parfois comme les garants de la culture et de l'ordre politique turcs. Mais, comme en Turquie, ils sont également soumis à un certain vocabulaire : la censure est légalement exercée par la *Radio Television Üst Kurulu* (RTÜK, Conseil supérieur de la radio et de la télévision, où siégeait un militaire jusqu'en 2003) depuis la libéralisation des médias au début des années 1990. L'article 312 du code pénal et l'article 8 de la loi anti-terroriste de 1991 prévoient également des peines de prison ferme pour les journalistes reconnus coupables de « propagande séparatiste », ainsi que la suspension voire l'interdiction des médias incriminés. Et au-delà de la censure directe, le gouvernement a toujours conseillé d'éviter certains termes ou de privilégier tels autres, et notamment à propos de la question kurde : « terroriste », « traître » ou « séparatiste » étaient respectivement préférés à « guérillero », « rebelle », ou « kurde ». En 1990, le supergouverneur de l'état d'urgence a ainsi exigé que la presse utilise le terme de « martyr » pour désigner les victimes du PKK, a appelé les journalistes à ne pas rapporter d'informations fournies par « l'organisation terroriste » et à vérifier que leur style n'incitait pas au « séparatisme »<sup>660</sup>. Plus récemment, en 1999, une circulaire a indiqué que 37 mots et expressions ne devaient plus être utilisés : il ne fallait donc plus parler des « leaders kurdes d'Irak » mais des « chefs de tribu du nord de l'Irak », et éviter le terme « kurde », facilement remplaçable par « nos citoyens définis comme kurdes par les cercles séparatistes »<sup>661</sup>. Enfin, en avril 2001, le ministère de l'Intérieur a rappelé à la chaîne

---

<sup>658</sup> Voir, suite à la parution dans le magazine *Unsere Sicherheit* d'informations provenant de faux tracts du PKK, la question de *Die Grünen* à ce sujet in *Deutscher Bundestag*, « Beteiligung deutscher Sicherheitsbehörden an Desinformationkampagnen unter kurdischen Organisationen und Maßnahmen gegen die PKK », *Drucksache des Deutschen Bundestages*, n°11/1025, 30 octobre 1987, ainsi que la réponse du gouvernement (*Drucksache des Deutschen Bundestages*, n°11/1299, 23 novembre 1987). Des tracts sont reproduits dans *Schluß mit der Zusammenarbeit westdeutscher und türkischer Polizei- und Geheimdienste !...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>659</sup> Zentrum für Türkeistudien, *Kurzfassung der Studie zum Medienkonsum der türkischen Bevölkerung in Deutschland und Deutschlandbild im türkischen Fernsehen*, Essen, Zentrum für Türkeistudien, Juin 1997, cité in Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeu des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 317-319. Les pratiques de lecture des migrants de Turquie sont cependant loin d'être homogènes. Cf. Hafez, Kai, « Die Mediennutzung der Türken und Kurden in Deutschland », in Navend (dir.), *Kurden und Medien. Ein Beitrag zur gleichberechtigten Akzeptanz und Wahrnehmung von Kurden in den Medien*, Bonn, Navend, 2004, p. 229-238.

<sup>660</sup> Cemal, Hasan, *Kürtler* [Les Kurdes], İstanbul, Doğan Kitapçılık, 2003, p. 103-104 cité in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 83.

<sup>661</sup> *Milliyet*, 20 mai 1999 ; *Die Süddeutsche Zeitung*, 21 mai 1999.

nationale TRT et à l'Agence de presse Anatolie (*Anadolu Ajansı*) qu'il valait mieux bannir certaines expressions relatives à la question kurde, en justifiant cette mesure ainsi :

« Nos diffusions à l'étranger sont considérées comme la voix de la République turque. Aussi est-il important que ces émissions soient alignées sur nos objectifs et politiques nationaux. Par conséquent, il est nécessaire de prendre en considération [cette note] lors de la préparation des programmes dans le cadre des opérations psychologiques. [...] Il est nécessaire de s'assurer que les médias ne fourniront pas d'informations susceptibles d'affecter négativement les opérations contre-terroristes... Le fait que les activités terroristes soient terminées ne veut pas dire que le danger du terrorisme ait disparu. Aussi, les organes de média se doivent de continuer à soutenir et à montrer de l'intérêt au combat contre le terrorisme et à diffuser des programmes donnant du moral et de la motivation au peuple »<sup>662</sup>.

Rien d'étonnant alors à ce que les journaux et la télévision turcs développent une vision très officielle de la question kurde. L'exemple du journal *Hürriyet* (libéral et nationaliste), premier quotidien turc en Europe avec 160 000 exemplaires diffusés en 1997<sup>663</sup>, est particulièrement révélateur : si l'usage du terme « kurde » apparaît en relative augmentation dans les années 1990 par rapport aux années 1980<sup>664</sup>, il reste que les Kurdes sont toujours associés majoritairement au « terrorisme » et au « séparatisme », et ce même après 1999<sup>665</sup>. Or, tout porte à croire que ce qui vaut ici pour l'édition turque du journal vaut également pour son édition européenne, alors même que le contenu des deux éditions varie fortement (prise en compte des « intérêts » spécifiques des migrants). Campagnes contre des journalistes ou des hommes politiques allemands (notamment d'origine turque, comme Cem Özdemir) ayant critiqué la gestion du problème kurde par l'Etat turc<sup>666</sup>, dénonciation des « traîtres à la patrie » et des Etat soutenant le « terrorisme », refus de tout contenu pouvant

---

<sup>662</sup> CILDEKT, *Point sur la situation en Turquie*, n°198, 13 avril 2001. Quelques exemples parmi d'autres, qui pouvaient déjà apparaître dans les recommandations précédentes : en lieu et place des noms des organisations kurdistes (PKK, Kawa, KNK, etc.), il est recommandé de dire « l'organisation terroriste du PKK », « l'organisation terroriste sanguinaire » ou « le réseau d'assassinats » ; pour « villages évacués » ou « villages incendiés » utiliser « villages désertés », « villages désertés par le peuple », etc. Voir aussi *Hürriyet*, 31 mars 2001 et *Turkish Daily News*, 5 avril 2001.

<sup>663</sup> Zentrum für Türkeistudien, *Kurzfassung der Studie zum Medienkonsum der türkischen Bevölkerung...*, op. cit., p. 36, cité in Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeu des migrations de Turquie...*, op. cit., p. 317.

<sup>664</sup> Somer, Murat, « Resurgence and Remaking of Identity. Civils Beliefs, Domestic and External Dynamics, and the Turkish Mainstream Discourse on Kurds », *Comparative Political Studies*, Vol. 38, n°6, 2005, p. 591-622. L'auteur apparaît cependant surestimer grandement l'autonomie du discours journalistique - qu'il assimile à un « discours civil », sans doute en référence à la « société civile » - et tend à considérer qu'un « cadrage » journalistique se résume à l'utilisation d'un mot définissant une catégorie.

<sup>665</sup> Sezgin, Dilara et Wall, Melissa A., « Constructing the Kurds in the Turkish Press : A Case Study of *Hürriyet* Newspaper », *Media, Culture and Society*, Vol. 27, n°5, 2005, p. 787-798. L'étude porte sur la période 1997-2002. Travaillant sur les archives électroniques du journal, les auteurs ont construit leur corpus à partir d'un mot clé (*kürt*), ce qui ne leur permettait même pas de recenser les articles traitant de la question kurde mais ayant banni le mot « kurde ».

<sup>666</sup> Le journal peut même divulguer le numéro de téléphone (ou de fax) et l'adresse des personnes incriminées afin que les lecteurs puissent exprimer leur mécontentement.

être assimilé à du séparatisme<sup>667</sup>... Ces campagnes agressives ne touchent pas que les Kurdes, mais tous les groupes défendant une vision différente de l'idéologie officielle et notamment les Alévis<sup>668</sup>. Tous les journaux ne sont certes pas aussi virulents que *Hürriyet*, mais la plupart des quotidiens turcs distribués à l'étranger (l'ultranationaliste *Türkiye*, le très libéral et nationaliste *Sabah*) restent très empreints d'une conception étatique et sécuritaire de la question kurde<sup>669</sup>. De même, si des recherches ont montré que l'espace audio-visuel turc à l'étranger était de plus en plus marqué par la pluralité et l'hybridation<sup>670</sup> ou que la télévision turque pouvait parfois apparaître comme un modèle permettant la « dé-ethnisation »<sup>671</sup>, il n'en reste pas moins que certaines chaînes de télévision turques ont bien souvent joué et continuent de jouer le rôle de garant de l'ordre politique turc. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à rappeler la teneur de certaines émissions de *TRT-INT* diffusées dans les années 1990. Des programmes sur Atatürk sont ainsi proposés le matin, les parents sont incités à participer à tous les débats en appelant les studios d'Istanbul ou Ankara, et la chaîne encourage les enfants à chanter quand est joué l'hymne national<sup>672</sup>. En 1995, une émission de 56 heures, intitulée « main dans la main avec les soldats turcs », est même proposée afin d'encourager les migrants à soutenir moralement et financièrement les forces armées dans leurs combats...

Bref, comme le remarque Elise Massicard à propos du traitement médiatique des Alévis par les médias turcs en Europe, « les termes du débat rappellent étrangement les modes d'argumentation de là-bas. L'unité apparaît comme la valeur cardinale des deux discours, le

---

<sup>667</sup> En 2004, l'Institut kurde de Paris s'est ainsi vu refuser un encart publicitaire visant à informer de la tenue d'une rétrospectives de dix films de Yilmaz Güney, au motif que le texte contenait la mention « organisé par l'Institut kurde ».

<sup>668</sup> Cf. la campagne contre l'AABF en 2000-2001, analysée in Massicard, Elise, *L'autre Turquie...*, *op. cit.*, p. 302-309.

<sup>669</sup> Selon Vera Eccarius-Kelly, « les éditions allemandes des quotidiens turcs tels que *Hürriyet*, *Milliyet*, *Yeni Günaydın* et *Türkiye* propagent la rhétorique hostile du gouvernement turc à l'encontre des Kurdes parmi les immigrés turcs d'Allemagne ». Cf. Eccarius-Kelly, Vera, « Radical Consequences of Benign Neglect : The Rise of the PKK... », *art. cit.*, p. 165.

<sup>670</sup> Aksoy, Asu et Robins, Kevin, « Thinking Across Spaces : Transnational Television from Turkey », *Cultural Studies*, Vol. 3, n°3, 2000, p. 343-365. Les auteurs montrent que, depuis le développement des chaînes par satellite, la chaîne *TRT-International* - qui est au départ un instrument de l'Etat turc à l'étranger - a perdu sa situation de monopole. Il en résulte une plus grande variété des programmes et d'autres modes de consommation télévisuelle qui participent de l'hybridation des identités des migrants. Ils s'intéressent cependant moins aux informations télévisées qu'aux émissions culturelles.

<sup>671</sup> Milikowski, Marisca, « Exploring a Model of De-Ethnicization. The Case of Turkish Television in the Netherlands », *European Journal of Communication*, Vol. 15, n°4, 2000, p. 443-468. Cette étude, qui vise en fait à montrer que la consommation de médias turcophones par les migrants de Turquie aux Pays-Bas ne peut être réduite à une forme de « communautarisme », a volontairement mis de côté toute référence « idéologique », et s'intéresse non à la production mais à la réception.

<sup>672</sup> Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, *op. cit.*, p. 115.

séparatisme comme le danger suprême, et toute opposition est stigmatisée en ces termes »<sup>673</sup>. En dehors de toute crise ou campagne, ces discours sont également « banalement nationalistes » et promeuvent la vision d'un monde où l'allégeance à la nation est la condition de sa survie<sup>674</sup>. Au-delà, ils sont une reproduction assez fidèle de celui des institutions étatiques, bien au-delà de toute pression ou censure : il semble en fait que les logiques commerciales consécutives à la libéralisation des médias aient également favorisé la reproduction des cadres interprétatifs étatiques<sup>675</sup>. De manière significative, la presse kurde produite en Europe ou en Turquie s'inscrit en faux contre ces cadres interprétatifs<sup>676</sup> mais reprend sans doute davantage les termes du débat de la presse turque que ne le suggère Isabelle Rigoni : par effet de miroir, la thématique de l'unité est également essentielle dans les répertoires discursifs des médias kurdes, qui cherchent à présenter les Kurdes comme une nation homogène, définie sur des bases biologiques et essentialistes<sup>677</sup>. La principale différence réside cependant peut-être dans le fait que ces schémas ne conduisent pas les médias kurdes à être hostiles à la population turque (seul l'Etat turc et les groupes pro-étatiques et « fascistes » sont critiqués), tandis que les médias turcs regorgent de stéréotypes discriminants envers les Kurdes. Si l'Etat turc impose donc bien un certain vocabulaire journalistique à l'étranger, la prégnance des schèmes interprétatifs étatiques de la question kurde en Europe ne peut être réduite à la seule action de l'Etat : de nombreux acteurs activent en Europe les frontières symboliques en vigueur en Turquie et, par ce dépassement des frontières, participent de l'extension d'une certaine « souveraineté » turque à l'étranger.

## **Conclusion**

Nous avons donc vu dans cette section en quoi les formes prises par l'internationalisation du conflit kurde en Europe et en Allemagne ont eu des effets

<sup>673</sup> Massicard, Elise, *L'autre Turquie...*, op. cit., p. 308.

<sup>674</sup> Yumul, Arus et Özkırmılı, Umut, « Reproducing the Nation : "Banal nationalism" in the Turkish Press », *Media, Culture and Society*, Vol. 22, n°6, p. 787-804. Le corpus contient 38 quotidiens d'un jour donné.

<sup>675</sup> Massicard, Elise, « "L'Europe est séparatiste !" ou les avatars du discours de l'unité en Turquie », Site internet du CERI-Science Po, novembre 2001, URL : [www.ceri-sciencespo.com/archive/octnovdec01/artem.pdf](http://www.ceri-sciencespo.com/archive/octnovdec01/artem.pdf). Voir aussi Massicard, Elise, « Les Alévis et le discours politique de l'unité en Turquie depuis les années 1980 », in Lukas-Kieser, Hans (dir.), *Aspects of the Political Language in Turkey*, İstanbul, The ISIS Press, 2002, p. 136. Cette thèse prend le contre-pied de certaines recherches ayant tenté de montrer que la libéralisation des médias avait permis l'émergence de nouvelles identités publiques. Cf. Yavuz, Hakan M., « Media Identities for Alevis and Kurds in Turkey », in Eickelman, Dale et Anderson, Jon W., *New Media in the Muslim World : The Emerging Public Sphere*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, p. 180-199.

<sup>676</sup> Rigoni, Isabelle, « Med-TV dans le conflit kurde », *Confluences Méditerranée*, n°34, été 2000, p. 45-52. Rigoni, Isabelle, « The Kurdish Media : Another Version of the Conflict in Turkey », *Conference on Media Representation of Islamic Societies and War*, Brighton, University of Sussex, 1<sup>er</sup>-2 Juillet 2002.

<sup>677</sup> Hirschler, Konrad, « Defining the Nation : Kurdish Historiography in Turkey in the 1990s », *Middle Eastern Studies*, Vol. 37, n°3, 2001, p. 145-166. Cette étude se fonde sur des articles publiés dans *Özgür Gündem*, *Özgür Ülke*, *Yeni Ülke* et *Özgür Politika* entre 1994 et 1997.

différenciés sur les opportunités et les contraintes du mouvement kurde. Contrairement à ce que croient de nombreux acteurs kurdistes, les autorités européennes ont fortement participé de l'internationalisation de la question des droits de l'Homme et de la question kurde en Turquie. Surtout portées par les arènes parlementaires, cette internationalisation est cependant restée souvent dans le domaine des déclarations d'intention, et n'a pas vraiment été suivie d'effets concrets en Turquie.

Des mesures très concrètes ont par contre été prises par l'Allemagne : suspension des ventes d'armes, annulations de visites officielles, critique de la politique turque vis-à-vis des Kurdes... mais aussi coopération militaire avec la Turquie ou interdiction du PKK. Pour certains auteurs, les divisions politiques et les forts clivages au sein de l'espace migratoire de Turquie en Allemagne ont constitué un handicap majeur dans les tentatives de peser sur sa politique étrangère : des revendications cohérentes et homogènes auraient sans doute eu plus de chances d'être prises en compte par les institutions du pays d'accueil, comme le montre le cas des exilés cubains aux Etats-Unis<sup>678</sup>. Dans le cas des immigrés de Turquie en Allemagne, ils affirment qu'« en raison d'un accès limité [à la sphère politique] et de la fragmentation de la communauté turque, [l']influence [des immigrés de Turquie] sur la politique étrangère allemande a été quasi-nulle »<sup>679</sup>. Mais il se pourrait que ces auteurs confondent « influence effective » sur la politique étrangère et « cohérence » de cette politique étrangère. Nous avons en effet montré que l'implication progressive de multiples acteurs et la construction progressive de la question kurde comme enjeu de politique intérieure ont rendu la politique étrangère allemande extrêmement poreuse aux différentes revendications des migrants originaires de Turquie, rendant les relations entre les deux pays très réactives et fondées sur des intérêts à court terme : craignant une guerre civile entre Kurdes et Turcs sur son sol, les autorités allemandes ont cherché à ménager tous les protagonistes et sont devenues la cible de toutes les critiques.

Ces ouvertures souvent à l'origine de parlementaires très à l'écoute de leur cause ont poussé les acteurs kurdistes à croire qu'il était possible de guider la politique turque de l'Allemagne ; les mesures de répression contre le PKK, la tolérance des activités de l'Etat turc

---

<sup>678</sup> Ögelman, Nedim, Money, Jeannette et Martin Philip, « Immigrant Cohesion and Political Access in Influencing Foreign Policy », *SAIS Review*, Vol. XXII, n°2, 2002, p. 145-165. Ces trois auteurs estiment que les régimes de citoyenneté et le degré de cohésion des groupes immigrés permettent de comprendre la réussite ou l'échec des tentatives d'influencer la politique extérieure d'un Etat.

<sup>679</sup> *Ibid.*, p. 156.

en Allemagne, la coopération militaire avec la Turquie - souvent suspendue mais toujours renouvelée - leur ont cependant parfois donné l'impression que l'Allemagne était partie prenante du conflit et que seule une démonstration de force pouvait permettre une réorientation durable de la politique étrangère allemande.

## **Section 2. La médiatisation des mobilisations : l'exemple de l'« affaire Öcalan »**

### ***Introduction***

A la suite de la redécouverte de l'importance de l'« opinion publique » dans la fabrique de la politique étrangère, l'analyse de la couverture des mobilisations kurdistes dans la presse peut permettre d'observer les opportunités et contraintes médiatiques du mouvement kurde en Europe. Les médias sont en effet un endroit où s'élaborent et se diffusent les représentations mutuelles des différents acteurs concernés de près ou de plus loin par la question kurde, et méritent sans doute à ce titre que l'on s'y intéresse plus spécifiquement. Quelles grilles de lecture sont ainsi favorisées pour parler des Kurdes et du mouvement kurde ? Quelles chances a une manifestation kurdiste d'être rapportée dans la presse ? A partir d'une étude sur la couverture médiatique de l'« Affaire Öcalan » en France et en Allemagne, on s'intéressera donc aux cadrages de la question kurde et du mouvement kurde (pour voir dans quelle mesure les acteurs kurdistes sont considérés comme légitimes), aux cycles d'attention journalistiques aux Kurdes et aux mobilisations kurdistes (pour voir dans quelle mesure cette couverture est continue ou discontinue), aux redondances inter-médiatiques d'un événement (pour voir dans quelle mesure un événement a plus de chances d'être rapporté dans plusieurs journaux). Cette section nous servira également à tenter d'évaluer dans quelle mesure la presse pourrait constituer une source adéquate pour entreprendre une analyse quantitative des événements protestataires kurdistes en Europe. Elle constitue également en cela une introduction au chapitre III<sup>680</sup>.

### ***A. Etudier la couverture médiatique des mobilisations kurdistes en Europe***

#### *1. Déterminer la place des médias dans les « politiques d'exil » : les effets de cadrage*

Comme on l'a vu plus haut, les médias *turcs* sont sans conteste un élément important du contexte sociopolitique au sein duquel se développent les mobilisations kurdistes en Europe : diffusant bien souvent les cadres d'analyse de la question kurde élaborés par l'Etat turc, s'en prenant aux soutiens réels ou supposés du PKK en Allemagne, et faisant même parfois ouvertement campagne pour une solution répressive au problème kurde, ils participent de la délégitimation des acteurs kurdistes au sein de l'espace migratoire. Bien qu'ils puissent

---

<sup>680</sup> Sur une telle méthodologie, cf. Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Paris 1, 2001.

être considérés comme relativement secondaires au vu des habitudes de consommation médiatique des Turcs et Kurdes en Europe, les médias *européens* sont également un acteur avec lequel les militants kurdistes en Europe doivent composer. L'importance de cet acteur ne doit évidemment pas être surestimée. D'une part parce que les organisations kurdistes elles-mêmes ne pensent pas toujours leurs actions protestataires en terme d'accès aux médias (lorsque les manifestants kurdistes interpellent directement la Turquie par l'intermédiaire de ses ambassades<sup>681</sup> ou quand l'Institut kurde de Paris demande à être reçu par le Ministère des Affaires étrangères français). D'autre part, parce que journalistes et caméras sont généralement tenus à distance d'un certain nombre de pratiques militantes du PKK (réunions internes, collectes de fonds, négociations discrètes avec les autorités, etc.). Enfin, parce que nos propres recherches de terrain nous ont montré qu'une journée de manifestations se terminait bien plus souvent devant les informations télévisées kurdes ou turques que devant les programmes d'informations français ou allemands. Pour autant, en raison de leurs activités de « cadrage »<sup>682</sup>, les médias sont un lieu où s'élaborent et se diffusent les représentations mutuelles des différents acteurs concernés de près ou de plus loin par la question kurde, et méritent sans doute à ce titre que l'on s'y intéresse plus spécifiquement<sup>683</sup>. Par ailleurs, le rôle des médias est souvent très important dans la construction de l'agenda politique, c'est-à-dire « l'ensemble des problèmes perçus comme appelant un débat public, voire l'intervention des autorités politiques légitimes »<sup>684</sup>. Toutes les décisions politiques ne sont certes pas précédées de débats publics (on peut penser à la question du nucléaire à vocation militaire en France sous la 4<sup>ème</sup> République<sup>685</sup>) ; mais, de fait, la plupart des mobilisations de type « diasporique » - les causes palestinienne, tamoule, iranienne, arménienne ou kurde par exemple - semblent recouper un certain nombre de questions fortement débattues et médiatisées : les questions de l'immigration, du « terrorisme » et de la politique internationale.

---

<sup>681</sup> Sur « l'interpellation directe du politique », Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 86-91.

<sup>682</sup> Nous avons déjà utilisé plusieurs fois le terme de « cadre » ou « cadrage » et une précision s'impose sans doute ici. Chez Erving Goffman (*Les cadres de l'expérience*, *op. cit.*), les « cadres » sont des schèmes d'interprétation impliquant l'usage de systèmes symboliques. Cadrer, ou produire des cadres, signifie ainsi localiser, percevoir, identifier et étiqueter des événements et des situations en vue d'organiser l'expérience et d'orienter l'action. Dans le vocabulaire journalistique, ce terme se rapproche de celui d'« angle ». Mais l'activité de cadrage peut supposer une forme d'illusion alors que « trouver l'angle d'un article » renvoie le plus souvent à une activité volontaire, consciente et « rationnelle ». Les travaux de William Gamson (*Talking Politics*, *op. cit.*) ont par ailleurs montré que les cadres disponibles pour rendre compte de la protestation dans les médias étaient souvent relativement limités et peu favorables à l'action collective.

<sup>683</sup> Pour preuve les nombreux articles sur les Kurdes régulièrement affichés et mis à jour à l'entrée des associations proches du PKK à Paris ou Berlin.

<sup>684</sup> Padioleau, Jean-Gustave, *L'Etat au concret*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>685</sup> Philippe Garraud a ainsi montré que plusieurs modèles de mise sur agenda (modèle de l'anticipation, modèle de l'action « corporatiste » silencieuse) ne nécessitaient pas forcément l'intervention des médias. Cf. Garraud, Philippe, « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, n°40, 1990, p. 17-41.

Depuis le milieu des années 1980, la question de l'immigration constitue en effet un enjeu public de premier plan dans la plupart des pays européens. Or, de nombreuses recherches ont montré que les médias véhiculaient une image structurellement négative des immigrés et que les sondages d'opinion indiquaient une hostilité croissante des populations européennes envers les étrangers<sup>686</sup>. Si la dynamique de ces débats publics sur l'immigration « permet de comprendre [...] l'échec de [certaines] réformes donnant des droits aux étrangers [...] voire [...] l'adoption de lois restrictives sur l'entrée et le séjour ou l'asile »<sup>687</sup>, là n'est peut-être pas le plus important en ce qui concerne notre objet : les stéréotypes péjoratifs et les discours dépréciatifs usités pour décrire les étrangers dans les médias participent en effet surtout de leur dénigrement et de leur délégitimation au sein de la sphère publique. Toute prise de parole par des étrangers kurdes ou turcs court alors le risque d'être immédiatement disqualifiée par les autorités politiques, pour des raisons d'abord électoralistes<sup>688</sup>. Parallèlement, la dénonciation de ces stéréotypes dans la presse du pays d'origine diffusée en Europe (qui peut être très attentive à tout ce qui se dit des étrangers dans les presses européennes) peut provoquer le sentiment chez les immigrés qu'ils n'ont rien à attendre de leur société d'accueil et des gouvernements européens. Mais cette couverture médiatique globalement négative des étrangers peut sans doute parfois laisser la place à une réelle bienveillance (après l'intervention policière et l'arrestation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard en août 1996 par exemple<sup>689</sup>, ou au moment de certaines expulsions de mineurs étrangers sans-papiers en 2006). Dès lors, toute tentative de cerner le contexte médiatique de la protestation kurdiste en Europe appelle une analyse davantage historique, seule capable de mettre en évidence les « moments » plus favorables aux immigrés kurdes.

D'autre part, les mouvements d'immigrés s'opposant au régime de leur pays d'origine peuvent également être traités par les médias sous l'angle de la sécurité intérieure. Dans ce cas, les médias ne sont pas à proprement parler initiateurs de la mise sur agenda - même s'ils peuvent relayer un « sentiment d'insécurité » mesuré par les sondages d'opinion, qui « crée une demande sociale dans un secteur qui faisait traditionnellement l'objet d'une offre

---

<sup>686</sup> Guiraudon, Virginie, *Les politiques d'immigration en Europe...*, *op. cit.*, p. 155-187.

<sup>687</sup> *Ibid.*, p. 184.

<sup>688</sup> D'autant plus que « les hommes politiques ont tendance à surestimer la xénophobie du public ». *Ibid.*, p. 186.

<sup>689</sup> Patrick Champagne montre que cette couverture médiatique ne peut être entièrement comprise sans prendre en compte la faible actualité du mois d'août et la présence massive de stagiaires remplaçant les titulaires en congé et cherchant à affirmer leurs compétences. Cf. Champagne, Patrick, « Les médias et les risques. Point de vue de Patrick Champagne », *Actes de la 13<sup>ème</sup> séance du séminaire du programme « Risques collectifs et situation de crise »*, Paris, CNRS Editions, 1999, p. 13-61.

politique »<sup>690</sup> - mais participent souvent de la légitimation des mesures prises contre les groupes déclarés « terroristes »<sup>691</sup>. C'est le cas depuis le 11 septembre 2001<sup>692</sup>, mais ce phénomène existe en Europe dès les années 1970, notamment dans les pays en proie à des conflits violents où les médias relaient bien souvent le discours officiel des autorités<sup>693</sup>. Les presses européennes sont certes sans doute beaucoup moins impliquées dans les conflits étrangers que ne l'est la presse du pays d'origine (ou que les presses irlandaise et britannique dans le conflit nord-irlandais) ; pour autant, certains pays n'étant pas en proie à des conflits violents ont également connu des vagues d'attentats internes et les journalistes peuvent avoir tendance, par des opérations d'analogies, à appréhender les partis déclarés « terroristes » et interdits dans leur pays d'origine - voire dans leur pays d'accueil - à l'aune de groupes radicaux européens qu'ils connaissent davantage (Action directe ou ETA en France, *Rote Armee Fraktion* en Allemagne, etc.). Les informations diffusées par le mouvement d'opposition étant dès lors considérées comme peu fiables, les sources étatiques (ministères, armée, agence de presse nationale) et les médias du pays d'origine ont pu de ce fait constituer des sources privilégiées, d'autant plus qu'il reste difficile pour les correspondants de la presse européenne de faire leur travail dans des zones de conflit souvent placées sous état d'urgence. La thèse d'une « relation symbiotique » entre médias et « terrorisme » étant aujourd'hui définitivement enterrée<sup>694</sup>, il importe donc désormais de cerner quels effets a pu engendrer l'étiquette « terroriste » au sein du mouvement kurde en Europe, et notamment dans sa relation aux médias eux-mêmes. Mais, le rapport que les différents médias européens entretiennent aux mouvements d'opposition étrangers dépend sans doute fortement de facteurs internes à chaque pays (perception évolutive de ces mouvements par les autorités, importance des mouvements et de leurs activités dans le pays considéré, etc.). Là encore, une réhistorisation et une recontextualisation géographique, même sommaires, s'imposent.

---

<sup>690</sup> Gleizal, Jean-Jacques, « L'élaboration des politiques de sécurité en France. 1982-2002 », in Froment, Jean-Charles, Gleizal, Jean-Jacques et Kaluszinski, Martine (dir.), *Les Etats à l'épreuve de la sécurité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2003, p. 31.

<sup>691</sup> « La qualification du terroriste est [...] l'enjeu d'une lutte symbolique pour convaincre les tiers. Elle repose sur une argumentation à propos de la légitimité de la cause, mais aussi sur une instrumentation visant à l'assignation du sens par la monopolisation de la parole dite légitime, avec la tentation corrélatrice de la monopolisation des discours répercutés par les médias, ce qui explique les pressions sur ces derniers ». Cf. Bigo, Didier et Hermant, Daniel, « La relation terroriste : cadre sociologique pour une analyse comparatiste », *Etudes polémologiques*, n°47, 1988, p. 54.

<sup>692</sup> Voir Tsoukala, Anastassia, « La légitimation des mesures d'exception dans la lutte anti-terroriste en Europe », *Cultures et Conflits*, n°61, 2006, p. 25-50. L'auteure n'analyse pas les discours journalistiques sur la lutte anti-terroriste mais les discours d'acteurs publics rapportés par la presse française, britannique et italienne.

<sup>693</sup> Féron, Elise, « La représentation médiatique du phénomène terroriste : quelques enseignements du cas nord-irlandais », *Topique*, n°83, 2003, p. 135-147.

<sup>694</sup> Selon cette thèse, les « terroristes » et les médias seraient unis par des intérêts communs (Cf. Hackeur, Friedrich, *Terreur et terrorisme*, Paris, Flammarion, 1976). Pour une critique, voir Wiewiorka, Michel et Wolton, Dominique, *Terrorisme à la une. Média, terrorisme et démocratie*, Paris, Gallimard, 1987.

Enfin, si l'influence de l'« opinion publique »<sup>695</sup> sur la politique étrangère reste excessivement difficile à mesurer<sup>696</sup>, des recherches ont par contre montré que les médias étaient l'objet de toutes les attentions des décideurs politiques<sup>697</sup>, qui les perçoivent souvent comme représentant(s) légitime(s) (de) l'« opinion publique »<sup>698</sup>. Or, les journalistes, dont l'éthique professionnelle tend à valoriser la liberté d'expression et la démocratie<sup>699</sup>, peuvent également avoir tendance à dénoncer les violations des droits de l'Homme au sein d'un conflit, surtout lorsque les associations humanitaires apparaissent *in fine* comme les seules sources dignes de foi. Dès lors, les médias peuvent participer de l'activation d'un sentiment de pitié ou de sympathie vis-à-vis des victimes d'un conflit dans la population<sup>700</sup>, qui pourrait potentiellement déboucher - dans certaines conditions - sur une évolution de la politique étrangère. Pour autant, comme l'a bien montré Samy Cohen, intérêt, mouvement de sympathie et mobilisations sont des choses bien différentes : entre 1992 et 1994, le fort intérêt de l'« opinion » pour les interventions militaires françaises à l'étranger ne s'est traduit que par une faible mobilisation et n'a eu aucune conséquence en termes électoraux<sup>701</sup>. On pourrait par ailleurs ajouter qu'un groupe de pression actif a d'autant moins de chance d'émerger que le mouvement d'opposition pouvant être soutenu et actif en exil est perçu comme freinant l'« intégration » des immigrants et recourant à des méthodes « terroristes ». L'influence des médias sur les décisions de politique étrangère dépend donc fortement de la légitimité dont bénéficient les parties en conflit et des priorités diplomatiques d'un gouvernement donné. Mais inversement, une couverture médiatique insistant sur les droits de l'Homme combinée à

<sup>695</sup> Sur les ambiguïtés et les apories de la notion d'« opinion publique » (qui justifie les guillemets), voir Bourdieu, Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n°318, 1973, p. 1292-1309 ; Lagroye, Jaques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique*, *op. cit.*, p. 425-428 ; Blondiaux, Loïc, « L'opinion publique », in Gingras, Anne-Marie (dir.), *La communication politique. Etat des savoirs, enjeux et perspectives*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 137-158.

<sup>696</sup> Devin, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, *op. cit.*, p. 60-61. Pour un état des lieux des recherches sur les liens entre « opinion publique » et politique étrangère, voir Holsti, Ole R., « Public Opinion and Foreign Policy. Challenges to the Almond-Lippmann Consensus Mershon Series : Research Programs and Debates », *International Studies Quarterly*, Vol. 36, n°4, 1992, p. 439-466 et Powlick, Philip J. et Katz, Andrew Z., « Defining the American Public Opinion/Foreign Policy Nexus », *Mershon International Studies Review*, Vol. 42, n°1, 1998, p. 29-61.

<sup>697</sup> Bennet, Lance, « The Media and the Foreign Policy Process », in Deese, David (dir.), *The New Politics of American Foreign Policy*, New York, St Martin's Press, 1994, p. 168-188, cité in Cohen, Samy, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », *art. cit.*, p. 97.

<sup>698</sup> Powlick, Philip J., « The Sources of Public Opinion for American Foreign Policy Officials », *International Studies Quarterly*, Vol. 39, n°4, 1995, p. 427-451 ; La Balme, Natalie, *Partir en guerre. Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Autrement, 2002.

<sup>699</sup> Neveu, Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2001, p. 19. L'auteur, qui souligne avant tout l'hétérogénéité de la profession relativise cependant ensuite cette culture partagée.

<sup>700</sup> Boltanski, Luc, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.

<sup>701</sup> Cf. Cohen, Samy (dir.), *L'opinion, l'humanitaire et la guerre : une perspective comparative*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1996.

une implication uniquement discursive des Etats européens peut également avoir des conséquences sur la perception que les militants exilés ont des opportunités qui s'offrent à leur mouvement en Europe : si les Européens versent effectivement des larmes sur le malheur de leur peuple, leur inaction lors d'événements particulièrement dramatiques ne peut être que le signe évident de leur hypocrisie.

Les discours médiatiques sur les Kurdes et la question kurde pourraient donc s'articuler autour de plusieurs enjeux et obéir à certaines constantes. Si leur influence sur les décisions politiques reste très difficile à mesurer, ils ont sans doute une grande importance dans la structuration des « politiques d'exil » en Europe, en ce qu'ils sont pour les militants exilés (et pour leurs soutiens) une sorte de miroir dans lequel les jugements de valeur de la société d'accueil peuvent être discernés. Ceci explique sans doute que dès le milieu des années 1980 les publications proches du PKK aient régulièrement dénoncé la manière dont les médias allemands rendaient compte du mouvement kurde, avec, à partir du milieu des années 1990, des articles pouvant même être entièrement consacrés à ce sujet<sup>702</sup>. Néanmoins, et même si tous les militants kurdistes que nous avons rencontrés ont effectivement abordé en ces termes - et de leur propre initiative dans la quasi-totalité des cas - la question du traitement médiatique du PKK, rien n'autorise pour le moment à penser que ces enjeux ont réellement dominé la couverture du conflit kurde. Au delà, les quelques lignes directrices et hypothèses que nous avons dégagées ici restent très schématiques et concernent essentiellement le traitement médiatique d'un *mouvement* et non celui des *mobilisations* d'un mouvement donné. Or, c'est précisément la relation entre la perception médiatique d'un *acteur* politique et celle de ces *actions* publiques qu'il convient de clarifier. Qu'en est-il lorsque « les médias ont imposé une présentation, un cadrage du mouvement qui ne correspond pas à l'image que celui-ci entend promouvoir, mais dont il ne peut se débarrasser » ?<sup>703</sup> Les journalistes vont-ils davantage rapporter les actions qui « collent » plus à l'image qu'ils se font du mouvement ? Ou au contraire, mettre en avant les actions « dissonantes » qui, par le caractère inattendu, peuvent éveiller leur intérêt - ou l'intérêt qu'ils s'imaginent être celui de leur lectorat - et ainsi participer de l'évolution des cadrages du mouvement ? Ces questions sont d'autant plus importantes que les mobilisations kurdistes

---

<sup>702</sup> Wiebus, Hans-Otto, « Das Bild der Kurdinnen und Kurden in den deutschen Medien », in Yek-kom, *Bis zum letzten Kurden...*, *op. cit.*, p. 82-87.

<sup>703</sup> Neveu, Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, n°98, 1999, p. 25. C'est ce que Ted Gitlin nomme une « symbiose conflictuelle » (Gitlin, Ted, *The Whole World is Watching. Mass Media and the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 1980).

s'étalent dans la durée (plus de deux décennies) et ont globalement moins de chances de voir leurs revendications entendues que la plupart des mouvements sociaux « suivis » par les journalistes, qui ne durent que quelques semaines ou quelques mois et ont plus de chances de faire rapidement plier le pouvoir. Quelle chance a donc une manifestation du PKK d'apparaître dans la presse ? Le suivi journalistique de l'agenda politique kurde est-il peu sélectif et relativement constant ou varie-t-il en fonction de facteurs externes, comme l'agenda politique national par exemple ? Les chercheurs ayant travaillé sur le cadrage de la protestation ont pu apporter quelques éléments de réponses à ces interrogations ; néanmoins, en raison de l'essor de la *Protest Event Analysis* (PEA, analyse des événements protestataires), ce sont les études critiques de ce modèle méthodologique qui apparaissent les mieux armées pour apprécier le traitement médiatique des mobilisations kurdistes dans sa dimension quantitative.

2. *La sélectivité médiatique : peut-on déterminer les chances qu'a une action protestataire d'être rapportée dans la presse ?*

Si les médias sont une source d'information pour les hommes politiques, ils sont également bien souvent une source d'information pour les chercheurs. La *Protest Event Analysis* - sur laquelle nous reviendrons plus en détails au début du chapitre III - a même fait de la presse sa principale source afin de constituer des corpus d'événements analysables de manière statistique<sup>704</sup>. Mais la critique de l'analyse événementielle à partir de sources journalistiques n'est pas récente et le choix de sources de presse là où les sources policières ou étatiques manquent ne constitue en aucun cas une justification *a priori* de leur validité dans l'analyse quantitative des événements protestataires kurdistes : considérer que les manifestations sont indissociables de leur représentation médiatique<sup>705</sup> et ne les étudier que par ce biais relève en effet d'un « cercle méthodologique », caractéristique d'une posture médiacentrique<sup>706</sup>. Plus précisément, deux types d'approches critiques peuvent être distinguées, qui peuvent nous aider à mieux cerner les chances qu'ont une action protestataire d'être rapportée dans les médias : la première considère qu'il est possible de déceler des biais

---

<sup>704</sup> Le principe de l'analyse statistique des événements contestataires est simple : dépouiller des sources journalistiques, répertorier les événements mentionnés dans la presse, puis étudier l'évolution de ces événements dans l'espace et dans le temps.

<sup>705</sup> Champagne, Patrick, « La manifestation, la production de l'évènement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984, p. 18-41 et Champagne, Patrick, « Manifestations de la base » in Champagne, Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, Editions de Minuit, 1990, p. 193-267.

<sup>706</sup> Favre, Pierre, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics », in François, Bastien et Neveu, Erik, (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 142.

médiatiques non pas véritablement systématiques mais tout du moins réguliers, alors que la seconde affirme qu'il est impossible de modéliser des critères de sélectivité<sup>707</sup>.

Pour plusieurs chercheurs, il est donc possible de déterminer des biais qui permettent d'expliquer - au moins en partie - pour quelles raisons certains événements sont favorisés par la presse au détriment d'autres. Un premier biais à trait aux caractéristiques de l'événement lui-même. Certains chercheurs ont d'abord émis l'hypothèse que les ressources des différents protestataires joueraient un rôle dans l'accès aux médias, rendant cet accès routinisé à certains et quasi-impossible à d'autres<sup>708</sup>. Les faibles ressources symboliques (et notamment linguistiques) des militants du PKK pourraient alors fortement limiter les chances, pour une manifestation kurdiste, d'être médiatisée. On peut ensuite considérer que la presse s'intéresse davantage aux actions protestataires violentes ou « originales » (plus spectaculaires que les autres), aux manifestations de grande taille (qui apparaissent plus « réussies »), et aux mobilisations qui s'étalent dans la durée (qui semblent montrer le début d'un cycle de manifestation pouvant déboucher sur une situation « inédite »)<sup>709</sup>. Les journalistes de la presse nationale privilégient pareillement les manifestations nationales ou ayant lieu dans la capitale (proximité géographique avec l'événement) aux dépens des manifestations locales, les manifestations de « crise » aux dépens des manifestations routinisées<sup>710</sup>. Les manifestations kurdistes auraient ainsi d'autant plus de chances d'être rapportées dans les médias qu'elles sont violentes ou spectaculaires, les micro-manifestations pacifiques étant au contraire rarement médiatisées. Un deuxième biais renvoie à des logiques plus spécifiquement médiatiques. Ainsi, J. McCarthy et son équipe ont montré que les manifestations étaient plus souvent rapportées lorsque les médias étaient déjà convaincus de l'importance du problème

---

<sup>707</sup> Pour une synthèse des différents modèles de sélectivité médiatique, on se référera utilement à Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 368 et suivantes (encadré n°III-9) et Ortiz, David, G. Myers, Daniel J., Walls, N. Eugene, et Diaz, Maria-Elena D., « Where Do We Stand with Newspaper Data ? », *Mobilization*, Vol. 10, n°3, 2005, p. 397-419.

<sup>708</sup> Wisler, Dominique, « Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse », *Revue française de sociologie*, Vol. XL, n°1, 1999, p. 121-138.

<sup>709</sup> Ces trois éléments sont déjà signalés dans Danzger, Herbert M., « Validating Conflict Data », *American Sociological Review*, n°40, 1975, p. 570-584 ; Snyder, David et Kelly, William R., « Conflict Intensity, Media Sensitivity and the Validity of Newspaper Data », *American Sociological Review*, n°42, 1977, p. 105-123 ; Franzosi, Roberto, « The Press as a Source of Socio-Historical Data : Issues in the Methodology of Data Collection from Newspapers », *Historical Methods*, Vol. 20, n°1, 1987, p. 5-16 ; Mueller, Carol, « International Press Coverage of East German Protest Events, 1989 », *Annual Review of Sociology*, Vol. 62, n°5, 1997, p. 820-832.

<sup>710</sup> Selon la typologie proposée par Pierre Favre (« Manifester en France aujourd'hui », dans Favre, Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 32-49).

public soulevé (« cycle d'attention médiatique » préalablement débuté)<sup>711</sup>. Et d'autres auteurs ont avancé que la compétition entre les journaux, les contraintes économiques et les valeurs politiques différenciées des divers médias, et, à une échelle micro-sociologique, les trajectoires individuelles des journalistes, influent sur la sélectivité journalistique<sup>712</sup>. Quant au degré de systématisme de ces biais, il est souvent considéré comme stable dans le temps et dans l'espace, sans qu'aucun développement ne viennent véritablement tester ce postulat. Dans les meilleurs cas, soit les journaux sont choisis en fonction de la stabilité de leur politique éditoriale<sup>713</sup>, soit l'analyse se focalise sur le degré de changement/variabilité dans la structure des journaux (nombre de journalistes travaillant sur le sujet par exemple). Dans le cas de comparaisons internationales, il faudrait alors chercher à sélectionner des journaux « comparables », en partant de l'hypothèse que les logiques journalistiques sont relativement similaires d'une démocratie occidentale à l'autre.

Pour d'autres chercheurs en revanche, il y a absence totale de systématisme des biais liés aux sources journalistiques (dans le temps ou dans l'espace, mais aussi selon le type d'événement, le pays, etc.), car aucun modèle général ne pourrait permettre de cerner ce qui pousse un média donné à rapporter ou au contraire exclure tel ou tel événement. Jean-Gabriel Contamin appelle ainsi à faire « éclater la notion de "biais médiatique" pour faire apparaître la diversité des biais de sélection médiatiques propres à chaque source de presse et à chaque type d'événement » : « alors que la plupart des études de sélectivité médiatique semblent raisonner comme si on pouvait mesurer une sélectivité médiatique, comme si l'ensemble des sources médiatiques d'un même pays - voire au-delà - répondaient, à quelques différences près, à un

---

<sup>711</sup> McCarthy, John D., McPhail, Clark, Smith, Jackie, « Images of Protest: Dimensions of Selection Bias in Media Coverage of Washington Demonstrations, 1982 and 1991 », *American Sociological Review*, Vol. 61, n°3, 1996, p. 478-499. Sur les cycles d'attention, voir aussi Downs, Antony, « Up and Down with Ecology - The Issue Attention Cycle », *The Public Interest*, n°28, 1972, p. 38-50.

<sup>712</sup> Cf. Kielbowicz, Richard B., et Scherer, Clifford, « The Role of the Press in the Dynamics of Social Movements », in Kriesberg, Louis (dir.), *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol. 9, Greenwich, JAI, 1986, p. 79-80 ; Goldman, Robert et Rajagopal, Arvind, *Mapping Hegemony. Television News Coverage of Industrial Conflict*, New Jersey, Ablex Publishing Corporation, 1991 ; White, David M., « The "gate-keeper", le sélectionneur : étude sur la sélection des nouvelles », in Balle, Francis et Padioleau, Jean-Gustave (dir.), *Sociologie de l'information. Textes fondamentaux*, Paris, Larousse Université, 1973 (1950), p. 203-214 ; cités in Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 370.

<sup>713</sup> Dans sa recherche quantitative sur les grèves de la faim, Johanna Siméant opte ainsi pour le journal *Le Monde* aux dépens du quotidien *L'Humanité*, qui, s'il accorde une place plus importante que *Le Monde* à ce mode d'action dans les années 1990, était hostile au début des années 1970 « à tout un ensemble de modes de protestation considérés comme petit-bourgeois ». Siméant, Johanna, « L'efficacité des corps souffrants : le recours aux grèves de la faim en France », *Sociétés contemporaines*, n°31, 1998, p. 80. Voir aussi Koopmans, Ruud, « Appendix : The Newspaper Data », in Kriesi, Hanspeter, Koopmans, Ruud, Duyvendak, Jean W. et Guigni, Marco (dir.), *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 253-274.

même modèle de sélectivité, ces divergences de conclusion laissent supposer que l'ampleur et l'explication des biais de sélection et de description médiatiques, tels qu'ils sont empiriquement mesurés, dépendent très étroitement des sources médiatiques dont on choisit d'évaluer la sélectivité »<sup>714</sup>. La protestation kurdiste pourrait alors être très souvent médiatisée dans certains journaux et au contraire totalement ignorée dans d'autres : toute analyse de la couverture médiatique des manifestations kurdistes en Europe nécessiterait alors de multiplier les types de sources. D'autres auteurs insistent par ailleurs sur les critères externes contingents souvent à l'origine de la médiatisation ou de l'absence de médiatisation d'un événement. Ainsi, Olivier Fillieule et Manuel Jimenez considèrent que la sélectivité médiatique varie en fonction de l'agenda politique (place accordée à tel type d'événements en fonction de l'actualité politique ou de l'actualité du secteur de politique publique analysé)<sup>715</sup>, biais par nature non systématique. O. Fillieule en conclue que « les TREND de moyenne ou de longue durée que l'on établit généralement à partir de sources de presse ne sont pas fiables puisque leur allure dépend de caractéristiques qui ne sont propres ni aux événements eux-mêmes, ni aux logiques médiatiques (*media sensitivity*) »<sup>716</sup>. En ce cas, il serait impossible de déterminer *a priori* ce qui pousse les journalistes à mentionner une manifestation kurdiste, la médiatisation dépendant d'abord de l'actualité du moment. Enfin, ces conclusions ont des conséquences à une échelle transnationale : alors que la première approche postule souvent implicitement une similarité de la sélectivité journalistique par delà les frontières nationales, une culture nationale donnée pourrait favoriser certains événements aux dépens d'autres<sup>717</sup>. J.-G. Contamin considère également qu'« à l'absence d'une homogénéité nationale des biais de sélectivité médiatique correspond *a fortiori* l'absence d'une telle homogénéité sur un plan transnational »<sup>718</sup> et O. Fillieule ajoute que les limites liées à l'agenda politique se font « encore plus sentir dans le cadre de comparaisons transnationales, dans la mesure où l'agenda politique de chaque pays est dans la majeure partie des cas différents (par exemple les cycles électoraux) »<sup>719</sup>.

---

<sup>714</sup> Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 326 et 325. Souligné par l'auteur.

<sup>715</sup> Fillieule, Olivier et Jimenez, Manuel, « The Methodology of Protest Event Analysis and the Media Politics of Reporting Environmental Protest Events », in Rootes, Christopher, *Environmental Protest in Western Europe*, *op. cit.*, p. 258-280.

<sup>716</sup> Fillieule, Olivier, « Police Records and the National Press in France. Issues in the Methodology of Data Collections from Newspapers », *Working Paper Robert Schuman Centre*, European University Institute, n°96/25, p. 169-170. D. Snyder et W. Kelly avaient émis l'hypothèse que les événements en lien avec l'agenda politique seraient particulièrement favorisés. Cf. Snyder, David, et Kelly, William R., « Conflict Intensity, Media Sensitivity », *art. cit.*

<sup>717</sup> Wisler, Dominique, « Médias et action collective... », *art. cit.*

<sup>718</sup> *Ibid.*, p. 329.

<sup>719</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 237.

Au total, ces deux approches ne soulèvent pas les mêmes questions et ne nous semblent pas forcément irréconciliables, même si les tenants de la première approche ignorent le plus souvent les critiques - qui portent davantage à conséquence pour la PEA - de la deuxième : elles invitent surtout à ce stade à refuser toute généralisation excessive pour mettre en évidence la pluralité des facteurs et la complexité des configurations qui favorisent ou au contraire empêchent la médiatisation des mobilisations kurdistes.

### *3. L'analyse qualitative et quantitative de la couverture médiatique des mobilisations kurdistes : protocole méthodologique*

Etude des cadrages médiatiques de la protestation et analyse de la sélectivité médiatique des mobilisations sont rarement menées de front. Le couplage de ces deux types de réflexion - qui, loin d'être antagonistes, s'éclairent mutuellement - peut pourtant permettre de mieux spécifier les liens éventuels entre perception d'un acteur et médiatisation de ses actions, afin, peut-être, de dégager les spécificités de notre objet d'étude. Pour ce faire, nous avons effectué une analyse exhaustive du traitement médiatique des Kurdes et des mobilisations kurdistes dans les presses françaises et allemandes sur une période de neuf mois correspondant à ce que les journalistes ont appelé l'« affaire Öcalan »<sup>720</sup>. Bien que l'« affaire Öcalan » soit évidemment spécifique<sup>721</sup> et ne puisse pas être réellement « représentative » de ce que furent les 15 années du conflit kurde, trois raisons nous ont incité à effectuer ce test sur cette période. La première est que l'« affaire Öcalan » se déroule en Europe pendant quatre mois, mais également au Moyen-Orient pendant environ cinq mois : il nous était alors possible de mieux observer comment les journalistes naviguaient entre les différents espaces de la question kurde. Nous avons d'autre part eu l'opportunité d'effectuer une observation participante (non assortie d'entretiens spécifiques) de cinq mois entre mars et juillet 1999 dans trois journaux français (service « monde » de *Libération*, *Témoignage Chrétien* et service « France » de *La Croix*), qui nous a permis de mieux comprendre comment était hiérarchisée et « cadrée » l'information au cours du premier semestre 1999 (qui voit d'autres grandes crises internationales : l'« affaire Pinochet » et l'attaque de l'OTAN contre la Serbie

---

<sup>720</sup> Cette étude a bénéficié d'une première recherche conduite en 1999-2000 (cf. Grojean, Olivier, *L'Affaire Öcalan dans la presse...*, *op. cit.*). La presse écrite a été favorisée aux dépens de la télévision car ce dernier média accorde bien moins de place aux événements contestataires : les sources télévisuelles sont donc plus rarement à même de permettre la constitution de corpus suffisamment importants.

<sup>721</sup> L'« affaire Öcalan » est une suite d'événements affectant le chef du PKK, Abdullah Öcalan, de sa fuite de Syrie suite à des pressions diplomatiques et militaires turques en octobre 1998 jusqu'à son procès et sa condamnation à mort en Turquie en juin 1999.

notamment). Enfin, la dernière raison tient à l'existence d'une base de donnée quasi-exhaustive sur les manifestations kurdistes en Europe durant cette période, réalisée à partir du quotidien européen turcophone pro-PKK *Özgür Politika*, du quotidien supra-régional allemand *Die Tageszeitung* et de la *BBC*<sup>722</sup> : il était dès lors possible de confronter le nombre et le type d'événements protestataires recensés dans les presses allemande et française à la « réalité » des manifestations kurdistes en Europe durant cette période. Plus précisément, une telle étude nous permettait d'allier non pas « multiplication des sources journalistiques » et « contre-point extra-médiatique » - pour reprendre les termes de Jean-Gabriel Contamin<sup>723</sup> - mais « multiplication des sources journalistiques traditionnelles » et « contre-point médiatique non soumis à la sélectivité traditionnelle », ce deuxième type de source étant très rarement mobilisé dans les études sur la sélectivité des médias à une échelle internationale<sup>724</sup>.

Le choix des journaux a obéi à plusieurs exigences. Il s'agissait d'abord d'envisager une étude transnationale : les journaux basés en Allemagne et en France - où vivent le plus de Kurdes en Europe, où le PKK est interdit depuis 1993 et où les manifestations étaient *a priori* les plus nombreuses - sont donc apparus comme les sources les plus pertinentes pour une analyse de la protestation kurdiste *en Europe*. En effet, contrairement à d'autres études comparatives qui associent un journal donné uniquement à la protestation ayant vu le jour dans le pays de ce journal, tous les événements en rapport avec l'« affaire Öcalan » - indépendamment du pays dans lequel ils se sont déroulés - ont été recensés pour chaque journal : il nous était ainsi possible d'observer combien la presse française s'intéressait aux événements s'étant déroulés en Allemagne, dans quelle mesure la presse allemande rapportait ce qui se passait en France, et enfin s'il existait des différences de traitement des événements s'étant déroulés en dehors de ces deux pays. Ce type de méthode nous permettait ainsi une réelle comparaison du traitement médiatique de l'« affaire Öcalan » et non une juxtaposition des traitements médiatiques d'une réalité différente selon les pays<sup>725</sup>.

Contrairement à d'autres études, nous n'avons pas cherché à étudier spécifiquement le « quotidien de référence » français *Le Monde*, car la « circulation circulaire de l'information » pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, apparaissait, dans le cas des manifestations

---

<sup>722</sup> Voir Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit. Eine Fallstudie über die kurdische Protest in der BRD und in den EU-Ländern*, Berlin, Diplomarbeit der Humboldt Universität, 2002.

<sup>723</sup> Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 330.

<sup>724</sup> Cf. par exemple Mueller, Carol, « International Press Coverage... », *art. cit.*

<sup>725</sup> Cette comparaison sera évidemment partielle en ce que le degré d'intérêt des médias allemands et français varie bien souvent en fonction de la localisation de l'événement.

kurdistes, davantage liée aux agences de presse qu'aux journaux « de référence »<sup>726</sup>. De même, les journaux locaux ou régionaux, qui accordent souvent moins de place à l'actualité internationale que les journaux nationaux ou supra-régionaux, n'ont pas été retenus<sup>727</sup>. Par contre, une attention particulière a été accordée au positionnement politique (l'idéologie a-t-elle une influence sur la quantité et le type de manifestations mentionnées ?), à la périodicité (les hebdomadaires mentionnent-ils des manifestations différentes des quotidiens ?) et à la structure (les petits journaux « d'opinions » couvrent-ils différemment les manifestations kurdistes que les grands journaux « de référence »<sup>728</sup> ?) des différents journaux. Enfin, afin de limiter les biais liés à l'échantillonnage, l'ensemble des rubriques du *cahier principal* de l'ensemble des numéros de l'ensemble des journaux ont été lues dans le texte - indépendamment des titres - et exploités. Conformément à nos hypothèses, nous avons choisi de retenir tous les articles mentionnant des manifestations kurdistes, mais également de répertorier tous les articles mentionnant « Öcalan », le « PKK » ou la population kurde (originaire de Turquie) indépendamment de sa situation géographique. Ainsi, huit journaux français (les quatre quotidiens *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité* et *La Croix* et les quatre hebdomadaires *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Témoignage Chrétien*, *National Hebdo*) et quatre journaux allemands (les deux quotidiens *Die Süddeutsche Zeitung* et *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* et les deux hebdomadaires *Die Zeit* et *Der Spiegel*) ont été entièrement dépouillés entre le 1<sup>er</sup> octobre 1998 et le 30 juin 1999<sup>729</sup>. A des fins de comparaison, nous avons également récupéré les articles de la version électronique de *Die Tageszeitung* sur une période plus courte (de janvier à juin 1999), qui seront exploités dans certains tableaux quantitatifs qui suivent.

---

<sup>726</sup> Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Raison d'Agir, 1996.

<sup>727</sup> Nous pourrions cependant émettre quelques hypothèses sur les relations particulières qu'entretient la presse locale aux mobilisations kurdistes à partir du *Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde*, qui a reproduit de nombreux articles de la presse quotidienne régionale au moment de l'« affaire Öcalan ».

<sup>728</sup> Par rapport à la presse « de référence », la presse d'opinion peut être considérée comme plus engagée, défendant des points de vue souvent minoritaires dans la population. Elle se distingue aussi par son faible tirage (qui va sans doute de paire avec des liens plus étroits avec son lectorat), ses rédactions plus resserrées (ce qui a des conséquences sur la structuration des services, sur la spécialisation des journalistes, et sur le nombre de pigistes employés) et ses moyens financiers souvent plus réduits (absence de correspondants permanents et peu ou pas d'abonnements aux agences de presse, ce qui peut conduire à développer un rapport à l'actualité décalé).

<sup>729</sup> En raison de la date de la condamnation à mort d'Öcalan (le 29 juin), la période de dépouillement s'étend en fait au 1<sup>er</sup> juillet 1999 inclus pour les quotidiens et au 8 juillet 1999 inclus pour les hebdomadaires. Les articles récoltés début juillet sont néanmoins classés dans la période « 15 juin - 30 juin 1999 ».

Nous avons donc constitué une première base de données composée de 693 articles (279 français et 414 allemands)<sup>730</sup>, indépendamment de leur taille<sup>731</sup>. Puis, nous avons extrait de ces articles 164 actions protestataires kurdistes s'étant déroulées dans l'« espace européen de la cause kurde » (les contre-manifestations turques n'ont pas été répertoriées). Toutes les formes d'action protestataire non exclusivement verbales ont ici été recensées, sauf les grèves de la faim dans les prisons allemandes (qui ne bénéficient que d'une publicité très relative). Lorsqu'une occupation de locaux se poursuivait par une prise d'otage et qu'un des participants tentait ensuite de s'immoler par le feu, une seule action a été comptabilisée (unité de lieux et de participants) ; une occupation de plusieurs jours a également constitué un seul événement (unité de temps). Ce choix se justifie tant par la continuité existante entre ces différentes formes d'action que par notre volonté de rendre nos données comparables à celles de Bülent Küçük<sup>732</sup>. Lorsque le nombre d'informations disponibles sur des événements n'était pas suffisant - cas relativement courant - ceux-ci n'ont pas été codés : nous n'avons en fait codé les événements que lorsqu'ils étaient mentionnés « au singulier » par les journalistes<sup>733</sup>. Dans presque la totalité des cas, les événements recensés ont eu lieu quelques jours avant leur mention dans les journaux ; dans un cas seulement cependant nous avons codé une manifestation mentionnée dans un journal deux semaines après qu'elle ait eu effectivement lieu. L'espace européen de la cause kurde comprend ici, d'après nos données, 14 pays<sup>734</sup>.

---

<sup>730</sup> Corpus auquel s'ajoutent 72 articles de *Die Tageszeitung* entre janvier et juin 1999. Les articles de *Die Tageszeitung* n'ont cependant pas été utilisés pour constituer le corpus d'événements contestataires.

<sup>731</sup> Nous y avons inclus les articles des rubriques « courrier des lecteurs », « revue de presse » et « tribunes libres », ainsi que toutes les « brèves » des différentes pages. Néanmoins, deux lettres concernant l'« affaire Öcalan » au sein d'un même « courrier des lecteurs » ont constitué un seul article, deux reproductions d'éditoriaux étranger ou plus dans une même revue de presse ont constitué un seul article. Inversement, deux analyses publiées dans la même page « tribune libre » ont constitué deux articles différents. Toutes les brèves et encadrés courts ont été comptabilisés, sauf lorsqu'ils étaient attenants à un article lui-même comptabilisé et ne comportaient pas de titre significatif. Les « chapeaux » n'ont donc pas non plus été comptés comme des articles différents, sauf s'ils bénéficiaient d'un titre spécifique. Enfin, pour un article de « Une » qui renvoyait ou continuait à une autre page du journal, deux articles ont été comptabilisés.

<sup>732</sup> Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, *op. cit.*, p. 89-90.

<sup>733</sup> Ainsi, n'ont pas été retenus les événements mentionnés le 25 février par *Die Zeit* (« 26 attaques incendiaires », « 14 occupations de représentation diplomatiques », et « 14 actions contre des objectifs allemands » ont eu lieu en Allemagne « en une semaine de protestation militante ») car aucune date n'était précisée. N'ont pas été retenues non plus des mentions comme « des dizaines d'incidents en Allemagne », « des manifestations dans une dizaine de villes allemandes », ou lorsqu'une manifestation était mentionnée de manière relativement précise mais que la date était incertaine.

<sup>734</sup> La France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Grèce, la Suède, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, la Roumanie, et la Russie.

**Tableau II-1. Journaux choisis pour l'analyse du traitement médiatique de l'« affaire Öcalan »**

	<b>Tirage*</b>	<b>Tendance</b>	<b>Format</b>
<i>Libération</i>	175 000 ex	Centre gauche	Grand, 44 p.
<i>Le Figaro</i>	400 000 ex	Conservateur	Grand, 40 p.
<i>L'Humanité</i>	65 000 ex	Proche Parti Communiste, opinions	Petit, 24 p.
<i>La Croix</i>	95 000 ex	Centre droit, opinions	Petit, 24 p.
<i>L'Express</i>	550 000 ex	Centre droit	Magazine, 130 p.
<i>Le Nouvel Observateur</i>	420 000 ex	Centre gauche	Magazine, 130 p.
<i>National Hebdo</i>	X	Organe du Front national, opinions	Petit, journal, 20 p.
<i>Témoignage Chrétien</i>	10 000 ex	Chrétien de gauche, opinions	Petit, journal, 20 p.
<i>Die Süddeutsche Zeitung</i>	400 000 ex	Centre gauche	Très grand, 100 p.**
<i>Die Frankfurter All. Zeitung</i>	400 000 ex	Conservateur	Très grand, 100 p.**
<i>Die Tageszeitung</i>	60 000 ex	Proche Grünen et PDS, opinions	Grand, 50 p.
<i>Die Zeit</i>	490 000 ex	Centre, intellectuel, opinions	Très gd, journal, 100 p.**
<i>Der Spiegel</i>	1 000 000 ex	Centre gauche	Magazine, 280 p.**

\* En 1999.

\*\* En comptant les différents cahiers.

Ainsi construite, cette enquête pourra donc d'abord permettre de mieux caractériser le contexte politique des mobilisations kurdistes en Europe. La mise en évidence des opportunités qui s'offrent au mouvement kurde, de même que l'analyse des contraintes médiatiques qui pèsent sur ses actions protestataires participeront d'une meilleure appréhension des rapports entretenus entre le PKK et les médias.

## ***B. Attention journalistique et cadrages médiatiques lors de l'« affaire Öcalan »***

### *1. L'attention journalistique vis-à-vis de la question kurde*

A un premier niveau, celui des articles, on est d'abord frappé par l'importance de leur nombre durant cette période, tant en France qu'en Allemagne. La période étudiée est de fait une période « de crise », avec ses événements dramatiques et spectaculaires, ainsi que son lot d'acteurs exotiques (« terroristes » kurdes, services secrets israéliens et américains, etc.). De plus, le fait que les journalistes aient dès le début parlé d'« affaire » signifie bien qu'ils se montraient disponibles pour la « suivre » et la couvrir. Mais des différences significatives apparaissent bien entre journaux d'un même pays, ainsi qu'entre journaux français et allemands (tableau II-2). Les principales variations semblent d'abord liées à la structure des différents journaux. En France, les « grand » quotidiens (*Libération*, *Le Figaro*) ont en effet publié plus voire beaucoup plus d'articles que les « petits » quotidiens (*L'Humanité*, *La Croix*). En Allemagne, les deux quotidiens, tous deux à fort tirage, ont publié un nombre d'article très important et d'un même ordre de grandeur alors que l'hebdomadaire à plus fort tirage a publié bien d'avantage d'articles que l'autre. Espaces rédactionnels disponibles

(formats des différents journaux, nombre de pages), modes d'organisation des rédactions, représentations que se font les journalistes de leur lectorat ont ainsi pu contribuer à inciter certains journaux à davantage écrire sur l'« affaire Öcalan ».

**Tableau II-2. Nombre d'articles concernant l'« Affaire Öcalan » parus dans les presses française et allemande**

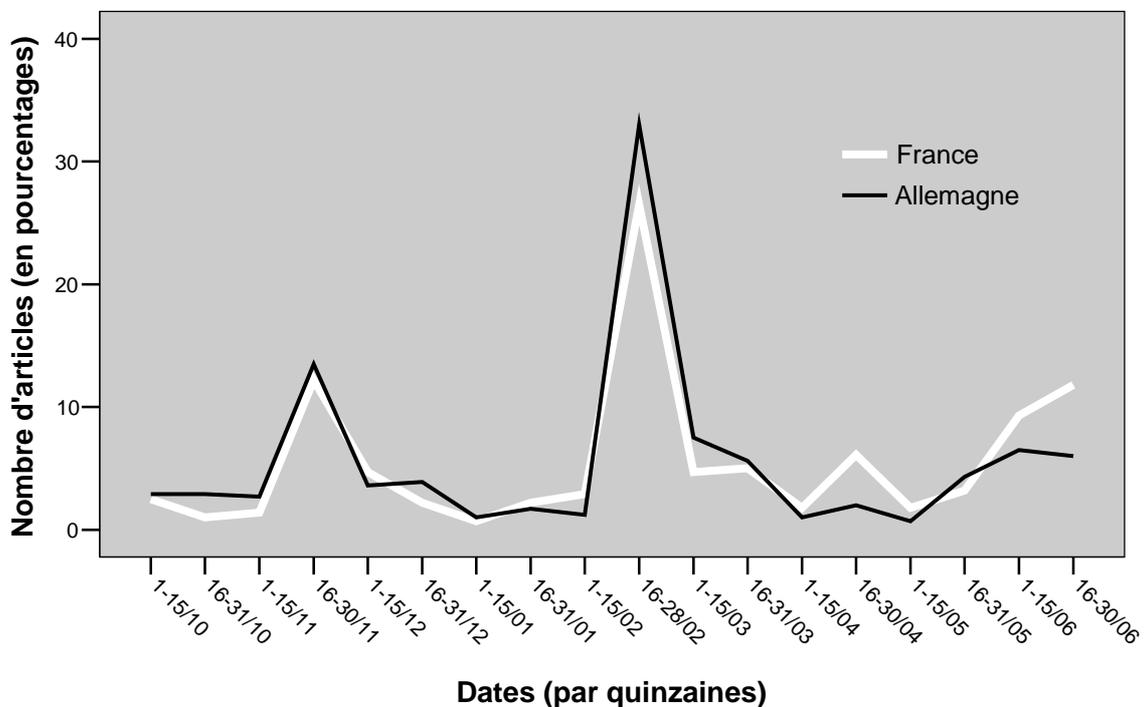
Périodes	Total	oct-98		nov-98		déc-98		janv-99		févr-99		mars-99		avr-99		mai-99		juin-99				
		Journaux																				
		1-15	16-31	1-15	16-30	1-15	16-31	1-15	16-31	1-15	16-28	1-15	16-31	1-15	16-30	1-15	16-31	1-15	16-30			
<b>France</b>	Quotidiens	<i>Libération</i>	116	3	2	1	14	4	1	2	5	4	23	8	7	3	7	3	5	12	10	
		<i>Le Figaro</i>	52	1	0	3	5	2	2	0	1	0	20	1	3	0	3	1	1	3	6	
		<i>L'Humanité</i>	47	2	0	0	6	0	0	0	0	3	16	0	3	0	4	0	2	3	8	
		<i>La Croix</i>	29	0	0	0	5	3	0	0	0	0	10	1	0	1	0	0	1	3	5	
		<i>L'Express</i>	7	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	1	0	0	1	1	
		Hebdomadaires	<i>Le Nouvel Obs.</i>	8	1	0	0	2	0	0	0	0	1	2	0	0	0	1	0	0	1	0
			<i>National Hebdo</i>	6	0	1	0	1	1	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0
			<i>Témoignage Chr.</i>	14	0	0	0	0	3	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	3	3
	<b>Total France</b>	279	7	3	4	34	13	6	2	6	8	74	13	14	5	17	5	9	26	33		
<b>%</b>	<b>100</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>12,2</b>	<b>4,7</b>	<b>2,2</b>	<b>0,7</b>	<b>2,2</b>	<b>2,9</b>	<b>26,5</b>	<b>4,7</b>	<b>5,0</b>	<b>1,8</b>	<b>6,1</b>	<b>1,8</b>	<b>3,2</b>	<b>9,3</b>	<b>11,8</b>			
<b>Allemagne</b>	Quotidiens	<i>Süddeutsche Zeit.</i>	201	6	8	8	30	7	10	3	4	2	63	14	9	1	4	1	8	14	9	
		<i>Frankfurt. All. Zeit.</i>	164	4	4	2	21	4	6	0	2	2	60	12	11	2	3	2	7	11	11	
	Hebdomadaires	<i>Die Zeit</i>	13	0	0	0	1	1	0	0	0	0	7	1	1	0	0	0	0	1	1	
		<i>Der Spiegel</i>	36	1	0	1	4	3	0	1	1	1	7	4	3	1	1	0	3	1	4	
	<b>Total Allemagne</b>	414	12	12	11	56	15	16	4	7	5	137	31	23	4	8	3	18	27	25		
<b>%</b>	<b>100</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>13,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>33,0</b>	<b>7,5</b>	<b>5,6</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>0,7</b>	<b>4,3</b>	<b>6,5</b>	<b>6,0</b>			

Ce tableau ne comprend pas les articles de *Die Tageszeitung*, qui n'a été dépouillé que de janvier à juin 1999.

Cette distinction se doit pourtant d'être complexifiée : en plus de cet axe « structural », il semble bien qu'un axe idéologique apparaisse également, les journaux plutôt orientés à gauche (*Libération*, *L'Humanité*, *Témoignage Chrétien*, *Die Süddeutsche Zeitung*, *Der Spiegel*) ayant davantage couvert l'affaire que les autres. Enfin, les journaux allemands ont également publié une fois et demi plus d'articles que les journaux français alors qu'ils sont deux fois moins nombreux - et ce décalage ne peut être exclusivement imputable au format

des journaux - ce qui pourrait laisser penser que des spécificités nationales non directement liées aux événements de l'affaire (importance de l'immigration kurde, relations conflictuelles ou non entre le mouvement kurde et les autorités, etc.) jouent un rôle dans la mise sur agenda médiatique... ou ne signifier simplement que l'Allemagne, qui a lancé un mandat d'arrêt international contre le chef du PKK, est - malgré elle - bien plus impliquée que la France dans la l'« affaire Öcalan ».

**Graphique II-1. Nombre d'articles concernant l'« affaire Öcalan » parus dans les presses française et allemande (en pourcentages)**



Mais au-delà du nombre global d'articles, la répartition de ces articles sur l'ensemble de la période peut nous informer sur la réactivité des journalistes et les cycles d'attention médiatiques, bref, sur la systématisme temporelle de la couverture médiatique dans chaque journal et dans chaque pays. Si des différences internes apparaissent au sein de chaque pays (surtout en France, beaucoup moins en Allemagne), l'agrégation des articles des différents quotidiens et hebdomadaires à l'échelle internationale permet de montrer que la réactivité des journalistes français et allemands est quasi similaire sur les neuf mois étudiés (graphique II-1), bien que la presse allemande ait - comme on l'a vu - bien davantage couvert l'affaire que

la presse française et qu'apparaisse une légère différence quantitative de traitement lors de la deuxième quinzaine d'avril (lié à la fin d'un cycle d'attention soutenue chez les journalistes allemands ? ou à une diminution du nombre d'événements affectant l'Allemagne ?)<sup>735</sup>. Si l'agenda politique international peut avoir affecté la couverture médiatique de l'« affaire Öcalan » (les frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie débutent le 24 mars), il semble avoir joué de manière assez similaire sur les presses française et allemande. Au-delà, il apparaît que les différents agendas politiques nationaux n'ont pas eu de conséquences fortes sur l'évolution de la couverture quantitative de l'« affaire Öcalan » (on verra que c'est moins vrai en ce qui concerne les cadrages de l'affaire), comme si celle-ci s'avérait relativement autonome des événements de politique intérieure des deux pays (alors même que se déroule un vif débat sur la réforme du code de la nationalité en Allemagne). Enfin, cette première analyse pourrait nous inciter à émettre l'hypothèse que les ethos et les routines journalistiques ne varient pas significativement par delà les frontières, tout du moins dans le cas de l'Allemagne et de la France (même conception de ce qu'est un événement important, même conception de ce qu'est l'actualité importante).

## 2. *Les grilles de lecture du conflit kurde, entre victimes et bourreaux*

Si la réactivité journalistique aux événements impliquant ou affectant les Kurdes semble relativement peu dépendants des contextes nationaux, il n'en va pas de même des cadrages médiatiques de la question kurde. Certes, comme en Turquie, le vocabulaire du terrorisme et des victimes reste central dans la couverture du conflit par les médias français et allemands, au point de limiter toute interprétation alternative<sup>736</sup>. Les médias des deux pays parlent ainsi des Kurdes comme du « plus grand peuple sans Etat au monde », victime de la répression des armées turques et irakiennes, et cherchant avec de maigres moyens à changer son destin tragique... mais aussi comme d'un peuple sauvage, dur, soutenant un parti terroriste dirigé par un « leader sanguinaire ». Pour autant, l'analyse de la couverture médiatique de l'« affaire Öcalan » peut permettre de faire apparaître des différences entre pays et entre types de presse. Après une lecture attentive des différents articles recensés (les 693 articles des 12 journaux dépouillés sur l'ensemble de la période ainsi que les 72 articles

---

<sup>735</sup> La réactivité journalistique semble globalement similaire en Suisse sur la période 1<sup>er</sup> janvier 1999 - 30 avril 1999 (période étudiée dans Aschwanden, Reto et alii., « Berichterstattung über den Kurdenkonflikt in ausgewählten Schweizer Tageszeitungen », in Navend (dir.), *Kurden und Medien...*, op. cit., p. 167-190).

<sup>736</sup> Même si le mot « kurde » n'est pas tabou dans les presses européennes. Sur les répertoires de justification du conflit et leur diffusion vers l'Europe, voir Grojean, Olivier, « Les répertoires du conflit kurde », in Dorransoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 167-182.

de *Die Tageszeitung*, soit 765 articles) et afin d'obtenir un premier panorama général du traitement médiatique de l'« affaire », nous avons cherché à les classer en fonction de leur grille de lecture dominante<sup>737</sup>. Trois grilles de lecture nous ont semblé prépondérantes : une grille de lecture « technique », qui insiste sur la complexité « géopolitique » du conflit (questions des frontières et de l'eau au Moyen-Orient, aspects internes et externes du problème) et sur les problèmes pratiques liés au droit international (intégration européenne, procédures d'extradition, cour pénale internationale, possibilité ou non de juger Öcalan en Allemagne, etc.) ; une grille de lecture « sécuritaire », qui insiste sur la violence et le terrorisme du mouvement (méthodes, exportation du conflit vers l'Europe) ainsi que sur l'organisation PKK (idéologie, leadership d'Öcalan) ; et une grille de lecture « humanitaire », qui cherche à monter en généralité à l'aide de considérations historiques, de statistiques et de témoignages sur les victimes. Plutôt que de classer certains articles dans plusieurs grilles de lecture, nous avons préféré ne classer dans ces trois catégories que les articles dont la grille était relativement claire et réellement dominante (508 articles), les autres articles - ayant plusieurs grilles de lecture, d'autres grilles ou pas de grille claire - étant regroupés dans la dernière catégorie « autre » (257 articles)<sup>738</sup>. Le tableau II-3 résume ce classement et indique le nombre d'articles de chaque journal n'ayant pu être classés dans les trois grilles de lecture principales.

S'il semble difficile de tirer des conclusions sur la proportion d'articles à grille complexe ou peu claire dans chaque journal (variable en général et étonnamment forte pour *Libération*), il apparaît d'abord que la grille de lecture « technique » est utilisée dans des proportions très similaires en France et en Allemagne. Elle est en fait presque toujours liée à trois phénomènes, qui s'imposent aux différents journaux indépendamment de leur

---

<sup>737</sup> Les grilles de lecture évoluent au cours du temps et intégrer uniquement les articles de *Die Tageszeitung* publiés durant les six derniers mois de l'affaire a pu distordre quelque peu nos résultats. Cette distorsion semble néanmoins très faible et on verra que bénéficier de *Die Tageszeitung* permet également de mettre en évidence d'autres axes de différenciation entre journaux.

<sup>738</sup> Cette méthode pose évidemment problème en ce qu'elle écarte un grand nombre d'articles et qu'elle repose en partie sur la subjectivité du chercheur : elle n'apportera donc que des lignes directrices relativement grossières. Nous avons au départ décidé de classer les articles dans plusieurs catégories si nécessaire, mais il s'est avéré que la plupart étaient parcourus simultanément par des grilles de lecture « technique », « sécuritaire » et « humanitaire » : en rester à une telle conclusion - effectivement essentielle - aurait eu pour conséquence d'aplanir et de relativiser les différences, là où des grilles « dominantes » semblaient malgré tout apparaître dans une majorité des articles. Une solution aurait alors consisté à pondérer les grilles de lecture en fonction de leur importance au sein de chaque article... Mais cette méthode nous aurait conduit à définir des critères discriminants encore plus subjectifs (le titre - bien souvent donné par un secrétaire de rédaction et non par le rédacteur - ou le nombre de paragraphes associés à une grille sont-ils plus importants que la dernière phrase de l'article, une photographie attenante à l'article doit-elle être considérée comme ayant plus de poids que le texte lui-même ?) qui auraient davantage desservi l'analyse.

nationalité : la question des frontières au Moyen-Orient (qui rappelle le conflit israélo-palestinien), la question de l'extradition des auteurs de crimes politiques (qui fait écho aux débats sur l'extradition du Général Pinochet) et surtout la question de l'intégration européenne (des élections européennes ont lieu en juin 1999 et l'Union européenne doit décider en décembre 1999 si elle accepte officiellement la candidature turque). Si le premier phénomène s'inscrit dans la durée, les deux autres sont conjoncturels et dépendent de l'agenda politique du moment. Dans tous les cas néanmoins, il apparaît que la grille de lecture « technique » est essentiellement externe (non liée à la question kurde elle-même) et s'impose aux différents journaux, ce qui semble moins être le cas des grilles de lecture « humanitaire » et « sécuritaire ».

**Tableau II-3. Grilles de lecture dominantes des articles des presses française et allemande au moment de l'« affaire Öcalan »**

	<i>Grilles de lecture</i>				Total des articles classés dans les trois grilles et total des articles
	Technique	Sécuritaire	Humanitaire	Autre grille ou grille peu claire	
<i>Libération</i>	11	14	15	76	40 / 116
<i>Le Figaro</i>	13	15	10	14	38 / 52
<i>L'Humanité</i>	13	2	27	5	42 / 47
<i>La Croix</i>	8	5	11	5	24 / 29
<i>L'Express</i>	2	2	3	0	7 / 7
<i>Le Nouvel Obs.</i>	3	2	2	1	7 / 8
<i>National Hebdo</i>	1	2	2	3	3 / 6
<i>Témoignage. Chr.</i>	1	1	7	5	9 / 14
Total France	<b>52</b>	<b>43</b>	<b>77</b>	<b>107</b>	172 / 279
%	<b>19%</b>	<b>15%</b>	<b>28%</b>	<b>38%</b>	62% / 100%
<i>Süddeutsche Zeit.</i>	32	67	32	70	131 / 201
<i>Frankfurt. All. Zeit.</i>	38	60	26	40	124 / 164
<i>Tageszeitung*</i>	7	11	23	31	41 / 72
<i>Die Zeit</i>	2	4	7	0	13 / 13
<i>Der Spiegel</i>	7	14	6	9	27 / 36
Total Allemagne	<b>86</b>	<b>156</b>	<b>94</b>	<b>150</b>	336 / 486
%	<b>18%</b>	<b>32%</b>	<b>19%</b>	<b>31%</b>	69% / 100%
<b>TOTAL</b>	138	199	171	257	508 / 765
%	18%	26%	22%	34%	100%

Le tableau II-3 montre en effet que les journaux français ont favorisé un cadrage humanitaire de l'affaire Öcalan alors que la presse allemande a eu tendance à privilégier une grille sécuritaire. Le PKK est certes perçu dans les deux pays comme une organisation « menaçante », « stalinienne », « terroriste et sanguinaire », utilisant des méthodes « pol-potiennes », et la presse reproduit très souvent (entre guillemets) les qualificatifs utilisés par

la presse et le gouvernement turc pour décrire Öcalan : « ennemi public n°1 », « tueur de bébés », etc.<sup>739</sup> Le PKK est également accusé par les presses allemande et française de se livrer au trafic de drogue, de racketter la population kurde, voire - en Allemagne - d'enlever des enfants kurdes pour les envoyer dans la guérilla. Enfin, si le mouvement kurde au Moyen-Orient est souvent décrit avec une certaine bienveillance (jusqu'à ce qu'un communiqué du PKK menace les touristes), les mobilisations kurdistes en Europe sont perçues dans les deux pays comme l'exportation et l'imposition d'un conflit et d'une violence dont les Européens sont les premières victimes. Pour autant, sans être forcément plus virulente que la presse française, la presse allemande a bien davantage cadré l'« affaire Öcalan » comme une question de sécurité. Plusieurs raisons, conjoncturelles et structurelles, peuvent expliquer ce phénomène.

Tout d'abord, si les manifestations se déroulent surtout en Italie durant les trois premiers mois de l'« affaire », l'Allemagne, qui compte le plus d'immigrés kurdes, redevient le centre névralgique de la protestation européenne à partir de février 1999 : les occupations d'ambassades et de consulats, de même que les attaques incendiaires ou les immolations par le feu sont plus nombreuses en Allemagne que dans les autres pays européens, ce qui a « naturellement » pu pousser les journalistes à mettre en avant le thème de la sécurité. Mais il faut aussi mentionner la mort le 22 octobre 1998 de la militante de la gauche radicale allemande Andrea Wolf, qui s'était engagée aux côtés du PKK dans les montagnes kurdes : certains journaux ont alors établi des correspondances entre les méthodes du mouvement kurde et celles de la *Rote Armee Fraktion*. On observe également une véritable politisation de l'« affaire » en Allemagne, en raison notamment de la menace du gouvernement d'expulser les auteurs de trouble, dénoncée par les *Grünen* et le PDS. Étonnamment, le débat sur la réforme du code de la nationalité est cependant peu relié à cette question, si ce n'est dans *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui se sert souvent des violences attribuées aux Kurdes pour dénoncer le manque d'intégration des étrangers en Allemagne. Enfin, immigrants de Turquie en France et en Allemagne ne semblent pas avoir le même statut dans la presse. Si les journaux allemands associent en effet de manière quasi systématique Turcs et Kurdes à la délinquance, au trafic de drogue, à l'islamisme et au terrorisme, la presse française semble développer une image des migrants de Turquie sensiblement moins négative, les Maghrébins étant sans doute plus « naturellement » associés à ces stéréotypes. Mais, plus globalement, c'est bien l'histoire

---

<sup>739</sup> Les titres, qui peuvent être choisis par les secrétaires de rédaction et non par les rédacteurs, sont souvent plus « accrocheurs » et dénonciateurs que les articles eux-mêmes.

de la protestation kurdiste en Allemagne qui conduit à l'adoption plus fréquente d'une grille de lecture sécuritaire. La presse allemande, comme le fait d'ailleurs la presse française dans une moindre mesure, rappelle ainsi régulièrement les nombreuses vagues de manifestations kurdistes en Allemagne, les multiples affrontements entre Kurdes et Turcs, ainsi que les innombrables attaques incendiaires ayant été organisées dans les années 1990. Alors que la protestation est moins violente depuis 1996, la plupart des observateurs allemands craint ainsi le retour de la violence, voire une véritable guerre intérieure entre immigrés kurdes et turcs si Öcalan était exécuté. Cette grille de lecture sécuritaire constitue évidemment un handicap majeur pour le mouvement kurde en Allemagne, d'autant plus que certaines images stigmatisantes reviennent dans le débat public même quand le PKK cherche une relation plus dialogique avec les autorités.

**Tableau II-4. Axes permettant d'expliquer les grilles de lectures dominantes des presses française et allemande au moment de l'« affaire Öcalan »**<sup>740</sup>

Pays	Axes	Grilles de lecture			Nombre d'articles retenus
		Technique	Sécuritaire	Humanitaire	
France	« Dominant »	31%	36%	33%	92
	« Opinions »	29%	12%	59%	80
Allemagne	« Dominant »	27%	50%	23%	283
	« Opinions »	17%	28%	55%	54
France	Droite	32%	32%	35%	74
	Gauche	29%	19%	52%	98
Allemagne	Droite	29%	47%	24%	137
	Gauche	23%	46%	31%	199
France	Quotidien	31%	25%	44%	144
	Hebdomadaire	25%	25%	50%	28
Allemagne	Quotidien	26%	47%	27%	296
	Hebdomadaire	22%	45%	32%	40
<b>Total</b>		26%	46%	28%	508

Pourtant, au delà des différences nationales, d'autres axes de rupture semblent se dessiner (tableaux II-3 et II-4), qui montrent que la couverture médiatique de l'affaire Öcalan est loin d'être homogène au sein de chaque pays. En France, *Le Figaro* tend à adopter une

<sup>740</sup> Pour le tableau II-4, une analyse *log-linéaire* aurait pu nous permettre de mieux évaluer le poids des différentes variables (nationalité, périodicité, positionnement politique, type de journal) dans la propension des différents journaux à favoriser telle ou telle grille de lecture. Le logiciel de statistiques à notre disposition ne nous permettait malheureusement pas ce type d'analyse. L'analyse *log-linéaire* sert à évaluer si derrière une relation entre une variable indépendante (a) et une variable dépendante (b) se cache l'effet d'une relation entre (a) et une troisième variable (c) ; l'objectif est alors de neutraliser (c), pour raisonner « toute chose égale par ailleurs ».

lecture majoritairement sécuritaire, tandis que *L'Humanité* et *Témoignage Chrétien* sont les journaux français qui proposent la lecture la plus centrée sur l'humanitaire. Est-ce à dire que le clivage droite/gauche pourrait également expliquer les cadrages de l'« affaire Öcalan » ? Sans doute, comme le montre la 3<sup>ème</sup> ligne du tableau II-4. Mais des contre-exemples viennent fortement relativiser cette hypothèse : le quotidien de centre-droit *La Croix* de même que *L'Express* ont en effet davantage insisté sur la dimension humanitaire de la question kurde, tandis que *Le Nouvel Observateur* et *National Hebdo* apparaissent plus nuancés. La distinction entre quotidiens et hebdomadaires n'apparaissant pas fondamentale (par rapport aux quotidiens, les hebdomadaires privilégient très légèrement la grille humanitaire aux dépens d'une lecture technique, cf. ligne 5 du tableau II-4<sup>741</sup>), c'est vers les types de journaux (presse « de référence » ou presse « d'opinions ») qu'il convient de se pencher. Or, il apparaît que les journaux d'opinions ont fortement participé du cadrage humanitaire dominant en France : c'est le cas pour *L'Humanité*, *La Croix* et *Témoignage Chrétien*, la seule exception étant *National Hebdo*. Inversement, tous les « grands » journaux de référence tendent à se rapprocher de l'équilibre (*Libération*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, voire à davantage insister sur la question de la sécurité (*Le Figaro*). On peut donc penser que c'est bien le type de journal qui permet d'expliquer le mieux la propension à favoriser telle ou telle grille de lecture en France, le clivage droite/gauche intervenant ensuite pour accentuer ces résultats. Qu'en est-il alors Outre-Rhin ?

En Allemagne, la distinction quotidien/hebdomadaire apparaît aussi peu importante qu'en France (la grille humanitaire est très légèrement plus employée par les hebdomadaires que par les quotidiens, aux dépens d'une lecture technique, cf. ligne 6 du tableau II-4) et rien n'autorise à penser qu'elle pourrait permettre d'expliquer les différences rencontrées. Par contre, comme en France, les deux journaux d'opinion *Die Tageszeitung* et *Die Zeit* semblent avoir privilégié une grille de lecture humanitaire, à l'inverse de tous les « grands » journaux dont les articles sont majoritairement cadrés à travers le thème de la sécurité. Mais à la différence de la France, le clivage droite/gauche apparaît moins significatif : *Der Spiegel* et *Die Süddeutsche Zeitung*, pourtant positionnés au centre-gauche, proposent même une vision plus sécuritaire de l'affaire que *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* (cf. également ligne 4 du tableau II-4). Cette constatation pourrait apparaître contradictoire avec le processus de

---

<sup>741</sup> La grille de lecture technique, très liée à l'actualité immédiate, est sans doute davantage favorisée par les quotidiens tandis que les hebdomadaires privilégient plus souvent les analyses « à froid » susceptibles d'être davantage dominées par une grille de lecture humanitaire.

politisation de l'« affaire Öcalan » observé plus haut ; en fait, si les *Grünen* et le PDS (dont *Die Tageszeitung* est proche) se démarquent fortement des perceptions sécuritaires de l'affaire, on observe une convergence de vue implicite entre SPD (au gouvernement) et l'alliance CDU/FDP sur la nécessité de faire cesser les troubles, convergence qui se retrouve dans les journaux de centre-droit et de centre-gauche.

Comment expliquer cette couverture si spécifique de la presse d'opinions ? Il ressort en fait que les journaux d'opinions, aussi bien allemands que français, ont moins traité la cavale européenne d'Öcalan comme une « affaire », proposant des articles moins arrimés à l'actualité immédiate et plus éloignés des visions dramatiques développées par les journaux « de référence ». Reportages « tranche de vie »<sup>742</sup>, entretiens avec des acteurs du mouvement kurde, focalisation moins importante sur la « personnalité » d'Öcalan et articles historiques plus pédagogiques ont permis une montée en généralité différente qui vise souvent moins à comprendre l'« affaire » en elle-même que le processus qui a conduit à cette « affaire »<sup>743</sup>. Ce qui ne signifie pas pour autant que la grille sécuritaire soit totalement absente des articles de ces journaux, ou que les journalistes de la presse d'opinions aient manifesté quelque sympathie pour le PKK ; mais il semble que la relation entre un acteur étatique « dominant » et une population « dominée » ait pu permettre de dépasser quelque peu le débat sur le « terrorisme ». Inversement, les « grands » médias de référence ne se sont pas uniquement focalisés sur le thème de la sécurité, et ont pu cadrer le conflit kurde en termes d'injustice subie. Mais, sans doute en raison d'une volonté d'impartialité, la thématique de l'injustice a pu aussi bien être associée aux Kurdes (le plus grand peuple sans Etat au monde, l'injuste criminalisation du PKK) qu'à la Turquie (le mauvais procès fait à l'Etat turc, « seule démocratie laïque » musulmane du Moyen-Orient), qui a conduit le plus souvent à légitimer *in fine* la lutte contre le terrorisme.

L'hypothèse d'une couverture structurellement négative du conflit kurde se doit donc d'être relativisée. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les presses française et allemande ne se sont pas, en 1998-1999, fortement focalisées sur la question des étrangers et des immigrés (seuls *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *National Hebdo* ont réellement développé des analyses sur ce thème) même si des stéréotypes négatifs apparaissent bien en

---

<sup>742</sup> Que l'on peut rapprocher du *New Journalism* développé aux Etats-Unis dans les années 1960. Cf. Neveu, Erik, *Sociologie du journalisme, op. cit.*, p. 76-78.

<sup>743</sup> En Allemagne, la grille de lecture « technique » est beaucoup moins privilégiée par les « grands » journaux que par les journaux d'opinions.

filigrane dans de nombreux articles. Il reste que les discours sécuritaires dominent (en Allemagne et dans le quotidien français de référence positionné à droite) en raison de la catégorisation du PKK comme organisation terroriste, et que l'importance accordée aux victimes (en France et dans les journaux d'opinions allemands) n'a pas débouché sur des décisions politiques favorables au mouvement : le contexte médiatique allemand est de ce fait certainement plus contraignant pour le mouvement kurde que ne l'est le contexte médiatique français. Des différences sensibles apparaissent néanmoins au sein de chaque pays, démontrant que des opportunités médiatiques segmentaires existent tant en France qu'en Allemagne. Ce qui ne signifie pas cependant pour l'instant un moindre intérêt des médias allemands ou des « grands » médias français à la protestation kurdiste.

### ***C. Des événements qui parlent... à certains : la protestation kurdiste dans la presse***

#### *1. Le nombre et la forme des mobilisations : les médias comme miroir déformant ?*

Les observations qui précèdent concernent la couverture globale de l'« affaire Öcalan » et non la protestation kurdiste en Europe liée à cette affaire. Rien n'indique en effet pour le moment que les journaux ayant favorisé une grille de lecture sécuritaire de l'« affaire Öcalan » soient ceux qui relaient le moins la protestation kurdiste en Europe, ou que les journaux ayant privilégié une grille de lecture humanitaire se révèlent ceux qui mentionnent le plus d'actions protestataires kurdistes. Par contre, si l'on croit que les journaux tendent à rapporter davantage les événements violents, il se pourrait que les grilles de lectures sécuritaires aillent de paire avec un fort relais des actions protestataires violentes, tandis qu'une grille de lecture humanitaire pourrait avoir favorisé les événements non-violents. Afin de mieux évaluer la sélectivité journalistique vis-à-vis des actions protestataires kurdistes, il convient dès lors de se pencher plus précisément sur les événements mentionnés dans les journaux étudiés. Au sein de notre corpus total d'articles, nous avons d'abord recensé les articles « à teneur protestataire » en Europe et en Turquie, c'est-à-dire ceux qui *évoquaient* la protestation kurdiste en Europe, *sans toujours mentionner un événement précis*<sup>744</sup>. Puis nous avons extrait de ce nouveau corpus les événements protestataires singuliers mentionnés par les journalistes : 324 *mentions* ont été recensées, qui correspondent à 164 *événements singuliers*.

---

<sup>744</sup> Nous n'avons pas comptabilisé ici les articles, très nombreux en Allemagne, qui mentionnaient la crainte de manifestations kurdistes violentes sur le sol allemand si Öcalan était extradé d'Italie vers l'Allemagne. Les articles recensés ici évoquent tous la protestation *ayant déjà eu lieu*.

A la lecture du tableau II-5, il apparaît d'abord que le pourcentage d'articles évoquant la protestation kurdiste en Europe s'accroît lorsque le nombre d'articles publiés sur l'« affaire Öcalan » diminue, et ce pour toutes les catégories de journaux. En d'autres termes, moins un journal s'intéressera à l'« affaire Öcalan », plus les articles qu'il publiera évoqueront la protestation kurdiste en Europe, ce qui tend à montrer qu'il existe un seuil minimal « obligé » d'articles évoquant la protestation kurdiste en Europe au sein de chaque journal, et, au delà, qu'il existe bien, pour les journalistes, des « sujets » dont il est impossible de ne pas parler<sup>745</sup>. Cette constatation est également renforcée par le fait que le nombre d'articles mentionnant la protestation kurdiste en Europe est relativement stable dans chaque catégorie de journal (différence de plus ou moins 8 articles pour les quotidiens, de plus ou moins 5 articles pour les hebdomadaires).

**Tableau II-5. Nombre d'articles et d'événements protestataires kurdistes en Europe répertoriés dans les différents journaux**

	Nombre total d'articles parus	Nbre d'articles évoquant la protestation kurdiste	% d'articles évoquant la protestation kurdiste	Nombre d'événements mentionnés	Nbre d'événements recensés par article
<i>Libération</i>	116	20	17,2	49	0,42
<i>Le Figaro</i>	52	13	25,0	22	0,42
<i>L'Humanité</i>	47	17	36,2	38	0,81
<i>La Croix</i>	29	14	48,3	11	0,38
<i>L'Express</i>	7	3	42,9	4	0,57
<i>Le Nouvel Obs.</i>	8	3	37,5	1	0,12
<i>National Hebdo</i>	6	4	66,7	2	0,33
<i>Témoignage Chr.</i>	14	5	35,7	1	0,07
<i>Die Süd. Zeitung</i>	201	57	28,4	105	0,52
<i>Die Fr. All. Zeitung</i>	164	65	39,6	74	0,45
<i>Die Zeit</i>	13	5	38,5	3	0,23
<i>Der Spiegel</i>	36	10	27,8	14	0,38
<b>TOTAL</b>	<b>693</b>	<b>216</b>	<b>31,2</b>	<b>324</b>	<b>0,37</b>

\* La colonne « nombre d'événements protestataires recensés » de ce tableau comprend les redondances inter-médiatiques (le même événement peut-être mentionné par plusieurs journaux, c'est pour cette raison que le total est supérieur à 164) mais pas les redondances intra-médiatiques (un même journal peut mentionner le même événement protestataire dans plusieurs articles différents, voire dans plusieurs numéros différents).

Pourtant, il n'en est pas de même de la mention d'événements protestataires singuliers. Ce n'est pas parce qu'on s'intéresse plus (ou moins) à l'« affaire Öcalan », et ce n'est pas non plus parce qu'on évoque plus (ou moins) la protestation kurdiste en Europe, qu'on mentionne

<sup>745</sup> Nous adaptons ici une remarque de Patrick Champagne sur les « "événements" dont les journalistes ne peuvent pas ne pas parler ». Cf. Champagne, Patrick, *Faire l'opinion...*, op. cit., p. 238.

plus (ou moins) d'événements protestataires précis. Le nombre d'événements protestataires recensés par les hebdomadaires étant très faibles (sauf pour *Der Spiegel*), nous raisonnerons ici uniquement sur les quotidiens. C'est en fait d'abord le positionnement idéologique des quotidiens qui permet d'expliquer la forte présence d'événements singuliers. Ainsi, les quotidiens classés à gauche (*Libération*, *L'Humanité* et *Die Süddeutsche Zeitung*) ont mentionné davantage d'événements singuliers que les quotidiens conservateurs (*Le Figaro*, *La Croix*, *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*). Mais lorsqu'on rapporte le nombre d'événements recensés au nombre d'articles parus, un deuxième axe apparaît qui réintroduit la variable « structurale », liée à la distinction entre presse « de référence » et presse « d'opinions ». On observe ainsi que le nombre d'événement par article mentionné par les « grands » quotidiens est assez similaire indépendamment de leur tendance politique (0,45 en moyenne), alors qu'il diverge fortement pour les deux « petits » quotidiens français (0,81 et 0,38). *L'Humanité*, parfois décrit comme le révélateur d'un « monde indigné »<sup>746</sup>, a ainsi favorisé les événements protestataires kurdistes, tandis que *La Croix*, qui a abordé l'« affaire Öcalan » à travers des angles moins factuels, a eu tendance à négliger l'événement. Au total, il apparaît donc que le nombre d'événements protestataires kurdistes mentionnés varie en fonction d'un certain *rapport à l'événement*, lui-même fonction du positionnement idéologique et de la structure des quotidiens<sup>747</sup>.

**Tableau II-6. Taux de redondance inter-médiatique des événements protestataires kurdistes en Europe : l'exemple de la presse française**

Nbre d'occurrences	Une	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six	Sept	Zéro	Total
Effectifs	57	13	7	3	1	0	1	82	164
%	34,8	8,0	4,3	1,8	0,6	0	0,6	50	100

Mais ce rapport à l'événement dépend-il uniquement des journalistes ou également de propriétés intrinsèques à l'événement lui-même ? Pour répondre à cette question, la notion de *taux de redondance médiatique* apparaît très utile<sup>748</sup>. Nous ne nous attarderons pas ici sur le

<sup>746</sup> Collovald, Annie, et Gaïti, Brigitte, « Des causes qui parlent », *Politix*, n°16, 1991, p. 16.

<sup>747</sup> Coïncidence ou hasard, les recherches de Pierre Lascoumes ont également montré que *Libération* mentionnait davantage d'événements contestataires liés à l'environnement que le quotidien *L'Humanité*, qui recensait lui-même un nombre d'événements plus important que *Le Figaro*. Voir Lascoumes, Pierre, *L'éco-pouvoir. Environnement et politique*, Paris, La Découverte, 1994.

<sup>748</sup> Sur les notions de redondance intra et intermédiatique, cf. Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, 364 et suivantes.

*taux de redondance intra-médiatique* (certains événements sont mentionnés plusieurs fois par un même journal) qui a surtout des conséquences sur les modalités de constitution de l'échantillon de journaux à dépouiller. Retenons juste pour le moment, que ce taux est très faible mais qu'il est beaucoup plus élevé pour les événements les plus violents<sup>749</sup>. Le *taux de redondance inter-médiatique* (certains événements sont mentionnés par plusieurs journaux) peut par contre nous apprendre beaucoup sur les types d'événements favorisés par les différents journaux. Au sein de notre corpus, les événements sont en moyenne mentionnés deux fois (324 mentions pour 164 événements singuliers). Mais cette forte redondance, très liée au nombre de journaux dépouillés, cache en fait des disparités importantes. De même que nous avons vu qu'il existait des « sujets » dont les journalistes sont « obligés » de parler, il existe bien des événements protestataires dont les médias ne peuvent pas ne pas parler<sup>750</sup>... et d'autres événements dont ils peuvent très bien ne pas parler. Le taux de redondance inter-médiatique est d'abord très faible pour la presse française, qui nous servira ici d'exemple parlant : seuls 15,3% des événements sont mentionnés dans plus d'une source. Au sein de notre corpus (tableau II-6), les événements les plus mentionnés sont d'abord (7 occurrences) une manifestation s'étant déroulée à Rome le surlendemain du début de l'occupation de la place du Célio (qui dure plusieurs jours) puis (5 occurrences) la tentative d'occupation du consulat israélien de Berlin qui fait 4 morts parmi les manifestants kurdistes. La durée de la protestation ainsi que la présence de victimes sont donc des facteurs qui vont inciter les différents journaux à mentionner un événement singulier, et ce, même si cet événement a lieu à l'étranger. Puis viennent (4 occurrences) deux occupations de consulats avec immolation par le feu ou « prise d'otage »<sup>751</sup> et une manifestation parisienne : les événements « dramatiques » ou les grandes manifestations ayant eu lieu dans la capitale sont ainsi particulièrement favorisés. Enfin, les événements hors du commun, et notamment les occupations de locaux (ou de places publiques), ont également plus de chances d'être mentionnés par plusieurs journaux : les occupations sont en effet au nombre de 6 sur les 7 événements recensés trois fois et au nombre de 6 sur les 13 événements recensés quatre fois. Ce sont donc finalement les modes d'action plus « banals » - les défilés et rassemblements - qui ont le plus de chance de ne jamais être mentionnés ou de n'apparaître que dans un seul journal - et ce d'autant plus que les événements ont lieu à l'étranger. Toutes ces

<sup>749</sup> Ainsi la tentative d'occupation du consulat israélien de Berlin, au cours de laquelle quatre manifestants furent tués, est par exemple mentionnée 17 fois dans *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*, et 16 fois dans *Die Süddeutsche Zeitung* alors que, dans la majorité des cas, les événements ne sont mentionnés qu'une seule fois par un même journal.

<sup>750</sup> Champagne, Patrick, *Faire l'opinion...*, op. cit., p. 238.

<sup>751</sup> Les prises d'otage seraient un phénomène récent lié à l'apparition de la télévision. Cf. *Ibid.*, p. 241.

remarques semblent aller dans le sens de certains biais médiatiques mis en évidence plus haut (même si elles ne peuvent constituer des conclusions réelles en ce qu'elles ne portent que sur un très faible nombre d'événements) et il apparaîtrait donc que les actions du PKK les plus médiatisées sont aussi celles qui tendent à présenter le mouvement comme menaçant et violent. Certes, les grandes manifestations sont également un moyen d'accès à l'espace médiatique, mais un rapide coup d'œil sur les redondances inter-médiatiques en Allemagne - qui suivent globalement les régularités observées pour la presse française - peut venir préciser et nuancer quelque peu cette observation. La plus grande manifestation de l'« affaire Öcalan », qui a réuni plus de 80 000 personnes à Bonn le 17 avril, n'est mentionnée que dans *Die Süddeutsche Zeitung*, alors que la deuxième plus grande manifestation, organisée également à Bonn le 21 décembre et qui a réuni 40 000 personnes, n'est mentionnée par aucun des deux hebdomadaires. Il apparaît ainsi que la « politique du nombre » ne permette pas toujours d'être davantage mentionnée dans la presse dans le cas kurde. Qu'en est-il alors si l'on étudie la sélectivité journalistique *de différentes sources* en fonction de la forme d'action utilisée par les protestataires ?

En raisonnant sur les quatre journaux ayant recensé le plus d'événements au cours de la période (*Libération*, *L'Humanité*, *Die Süddeutsche Zeitung* et *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* ont à eux seuls mentionnés 156 des 164 événements protestataires de notre corpus), il est en effet possible de tenter d'évaluer si les différents quotidiens favorisent ou au contraire évitent de mentionner certaines formes d'action protestataire. Le tableau II-7 analyse ainsi la répartition, dans les différents journaux, des événements selon la forme qu'ils prennent. Nous partons ici de l'hypothèse - établie à partir de l'analyse qualitative - que les journaux ont d'emblée considéré la protestation kurdiste comme un phénomène européen et qu'ils ont donc été spectateurs de la même réalité empirique, ce qui est cependant loin d'être certain.

**Tableau II-7. Formes d'actions recensées par les quatre quotidiens ayant mentionné le plus d'événements protestataires<sup>752</sup>**

	Manifestations (%)	Occupations (%)	Attaques incendiaires (%)	Violences contre soi (%)	Manquantes (%)
<i>L'Humanité</i>	52,6	42,1	0	5,3	0
<i>Libération</i>	44,9	34,7	18,4	2,0	0
<i>FZ</i>	47,3	32,4	18,9	1,4	0
<i>SZ</i>	45,7	24,8	25,7	2,9	0,9
<b>Total</b>	54,3	21,3	20,7	2,4	1,2

Le total a été calculé sur les 164 événements : il ne comprend donc pas les redondances inter-médiatiques.

Si l'on met provisoirement de côté *L'Humanité*, il apparaît d'abord que la sélectivité des différents quotidiens ne semble pas fortement varier en fonction des formes que prend l'action. De légères différences existent bel et bien, mais il nous est impossible ici de les expliquer précisément<sup>753</sup>. C'est donc sur *L'Humanité*, qui apparaît comme le journal le plus atypique des quatre quotidiens, que l'analyse doit prioritairement porter. « *L'Huma* », n'a en effet recensé aucune attaque incendiaire : par rapport aux autres journaux, les manifestations y apparaissent par voie de conséquence légèrement surreprésentées et les occupations de locaux fortement surreprésentées. Comment expliquer ce phénomène ? *L'Humanité* éviterait-il volontairement de mentionner les actions pouvant délégitimer la mobilisation kurdiste ? L'hypothèse d'une proximité idéologique avec le PKK ne résiste néanmoins pas à une analyse qualitative : le quotidien communiste s'est en effet montré très critique vis-à-vis de l'organisation d'Öcalan, même s'il témoigne également souvent de sa sympathie envers le peuple kurde. Il apparaît en fait qu'en plus d'une différence de structure (*L'Humanité* a mentionné moins d'événement que les autres quotidiens), c'est bien une sélectivité « ethnocentrique » ainsi qu'un souci de diversité (qu'on pourrait peut-être qualifier d'« internationaliste ») qui semble avoir conduit *L'Humanité* à passer ces actions sous silence. Les attaques incendiaires ont lieu, d'après nos données, entre le 17 et le 21 février, ainsi que

<sup>752</sup> La catégorie « manifestations » comprend les rassemblements, les défilés, les sit-in et les événements désignés par le terme « manifestation » dans les différents journaux. La catégorie « autres » comprend les grèves de la faim qui ne sont pas décrites comme des occupations, de même que les immolations par le feu lorsqu'elles sont mentionnées comme apparaissant indépendamment de toute autre action protestataire (dans le cas contraire, elles n'ont pas été codées). Enfin, la catégorie « violences contre soi » comprend ici les grèves de la faim et les immolations par le feu. N'ont pas été ici recensées les redondances intra-médiatiques.

<sup>753</sup> Il se pourrait pourtant que *Die Süddeutsche Zeitung* recense habituellement une proportion plus importante d'événements violents que *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Entre août 1993 et décembre 1996, 67% des actions protestataires kurdistes mentionnées par le premier quotidien sont des actions violentes, contre seulement 50% des actions recensées par le deuxième. Cf. Scheufele, Betram et Brosius, Hans-Bernd, *Fremdenfeindlichkeit über Gewalt von "Fremden" am Beispiel der Kurden*, in Navend (dir.), *Kurden und Medien...*, op. cit., p. 55.

le 29 juin, c'est-à-dire à des moments où le quotidien rapporte de nombreuses autres actions protestataires : on ne peut donc imputer cette absence à un cycle d'attention à la protestation kurdiste non débuté ou terminé (voir également plus bas le graphique II-2). Par contre, il apparaît que 32% des événements recensés dans *L'Humanité* ont eu lieu sur le territoire français, contre seulement 10% dans *Libération*, qui apparaît ainsi beaucoup moins focalisée sur la France... Or, il se trouve que les 34 attaques que nous avons recensées ont eu lieu en Allemagne. Mais au-delà, seulement 21% des actions mentionnées par *L'Humanité* ont lieu en Allemagne (contre 47% des événements mentionnés par *Libération*), alors même que les événements s'étant déroulés dans d'autres pays sont fortement représentés : 13% des actions ont lieu en Italie (10% dans *Libération*), 11% des actions ont lieu en Suisse (6% dans *Libération*), 8% des actions ont lieu en Grande-Bretagne (4% dans *Libération*), etc. Ayant mentionné moins d'événements que les autres quotidiens, *L'Humanité* semble ainsi avoir voulu mettre en avant le côté « transnational » de la protestation kurdiste, aux dépens d'une focalisation plus intense sur l'Allemagne, qui a pourtant vu, selon nos données, le plus d'événements protestataires kurdistes sur son sol. Au total, il semble donc que la sélectivité des différents journaux ne diverge pas fortement en fonction des formes que prend l'action : c'est d'abord la focalisation sur tel ou tel pays qui explique la surreprésentation ou la sous-représentation de telle ou telle forme d'action dans les différents quotidiens.

Le rapport à l'événement des journalistes semble donc varier en fonction du type d'événement protestataire, mais aussi en fonction du type de journal dans lequel ils travaillent. Des constantes peuvent être repérées, qui apparaissent globalement peu favorables au mouvement kurde si l'on croit que la focalisation sur les événements violents tend à délégitimer la protestation. On ne peut pourtant sans généralisation abusive affirmer que tous les journaux ont le même modèle de sélectivité médiatique : alors que certains choisissent de mentionner peu d'événements, d'autres semblent considérer que l'événement s'impose, en fonction de ses propriétés ou du contexte politique, et d'autres encore tendent à les « choisir » en fonction de l'idée qu'ils se font de cette vague de mobilisations. Des opportunités médiatiques existent donc bel et bien, même si elles apparaissent impossibles à contrôler par les militants kurdistes.

## *2. Mobilisations kurdistes et cycles d'attention journalistique*

Il reste que le rapport à l'événement des journalistes peut varier *au cours du temps* : si l'on prend au sérieux le fait que les journaux ne rapportent pas les événements uniquement en

fonction de leurs propriétés, on est en droit de penser que les cycles d'attention médiatique peuvent également dépendre de facteurs externes, comme la structure des différents journaux ou l'évolution des agendas politiques nationaux et internationaux. Certains journaux pourraient ainsi avoir rapporté presque uniquement des événements ayant eu lieu mi-février (au moment des occupations spectaculaires de consulats israéliens, grecs ou kenyans) alors que d'autres pourraient avoir suivi régulièrement les neuf mois de l'« affaire », choisissant de rapporter quelques événements chaque mois. Au delà, les cycles d'attention médiatique de la presse française et de la presse allemande pourraient strictement dépendre des agendas politiques nationaux et ne répertorier les événements que quand ils font écho à un débat politique en cours dans l'un des pays (réforme du code de la nationalité par exemple) ou, au contraire, quand l'actualité politique nationale est relativement pauvre : les variations du niveau de mobilisation kurdiste en Europe recensées par les médias pourraient ainsi fortement diverger dans la presse française et dans la presse allemande. Le problème est que nous ne sommes pas sûrs à ce stade que les événements recensés par les presses allemande et française sont les mêmes (ou tout du moins se recoupent fortement), c'est-à-dire que la couverture médiatique des différentes presses correspond à la même réalité empirique. Il est généralement admis en effet que la sélectivité des médias est d'abord « ethnocentrique » : ils favoriseraient ainsi les événements ayant eu lieu dans le pays où ils sont basés<sup>754</sup>. Et effectivement, les journaux français mentionnent 85% des événements « français » de notre corpus, contre seulement 32% des événements « allemands » ; inversement, les journaux allemands mentionnent 99% des événements « allemands » contre seulement 55% des événements « français ». Un test sur l'Autriche, la Suisse et la Belgique a ensuite permis de montrer que c'était bien la *proximité géographique* ou « *ethno-nationale* » et non la *proximité linguistique* qui apparaissait décisive dans cette sélectivité des événements. Cette faible présence des événements « allemands » en France (et inversement) tend *a contrario* à mettre en évidence que nos données surreprésentent sans doute les événements s'étant déroulés en France et en Allemagne, aux dépens des événements s'étant déroulés dans d'autres pays de l'« espace européen de la cause kurde ». Pour autant, ces différentes observations n'invalident pas la possibilité qu'un certain nombre d'événements soient mentionnés à la fois dans la presse française et dans la presse allemande. Le tableau II-8 recense donc les redondances intermédiatiques entre les deux presses.

---

<sup>754</sup> L'ethnocentrisme est une des six « valeurs durables » de l'information détectées par Gans. Voir Gans, Herbert, *Deciding What's News*, New York, Vintage, 1980, cité in Neveu, Erik, *Sociologie du journalisme*, op. cit., p. 67.

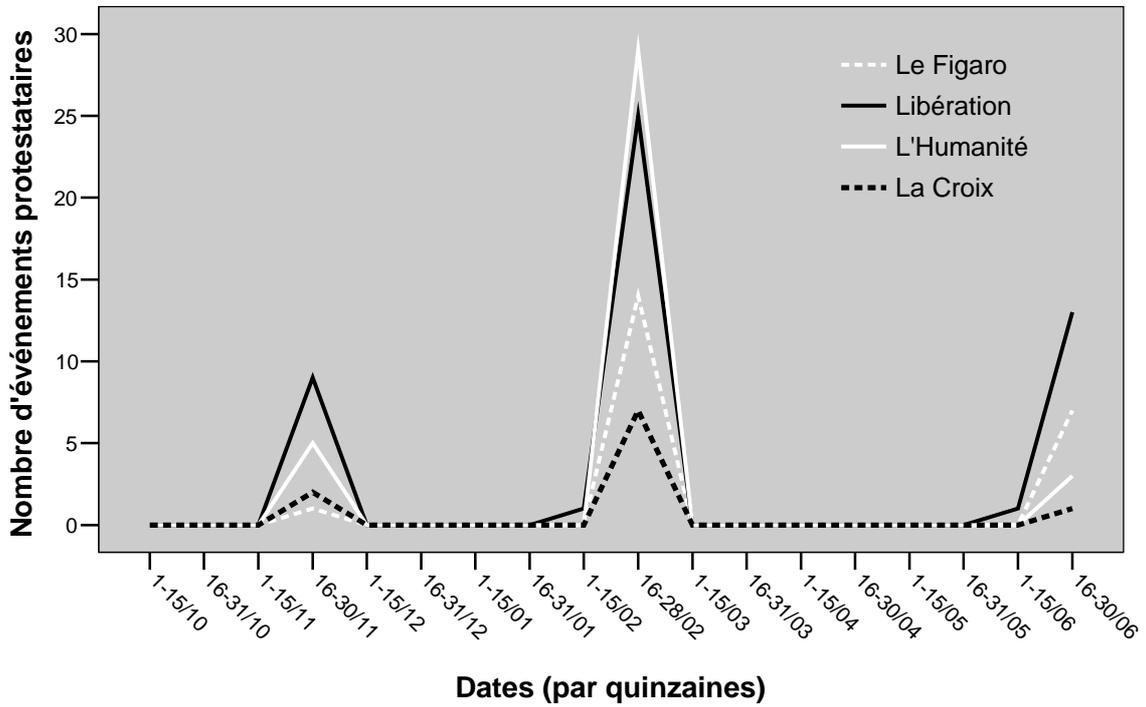
**Tableau II-8. Taux de redondance des événements protestataires kurdistes en Europe entre la presse française et la presse allemande**

	<i>Tous les événements</i>	<i>Événements en France ou en Allemagne</i>	<i>Événements hors France et Allemagne</i>
<b>Effectifs</b>	59/164	37/117	22/47
<b>%</b>	36,0	31,6	46,8

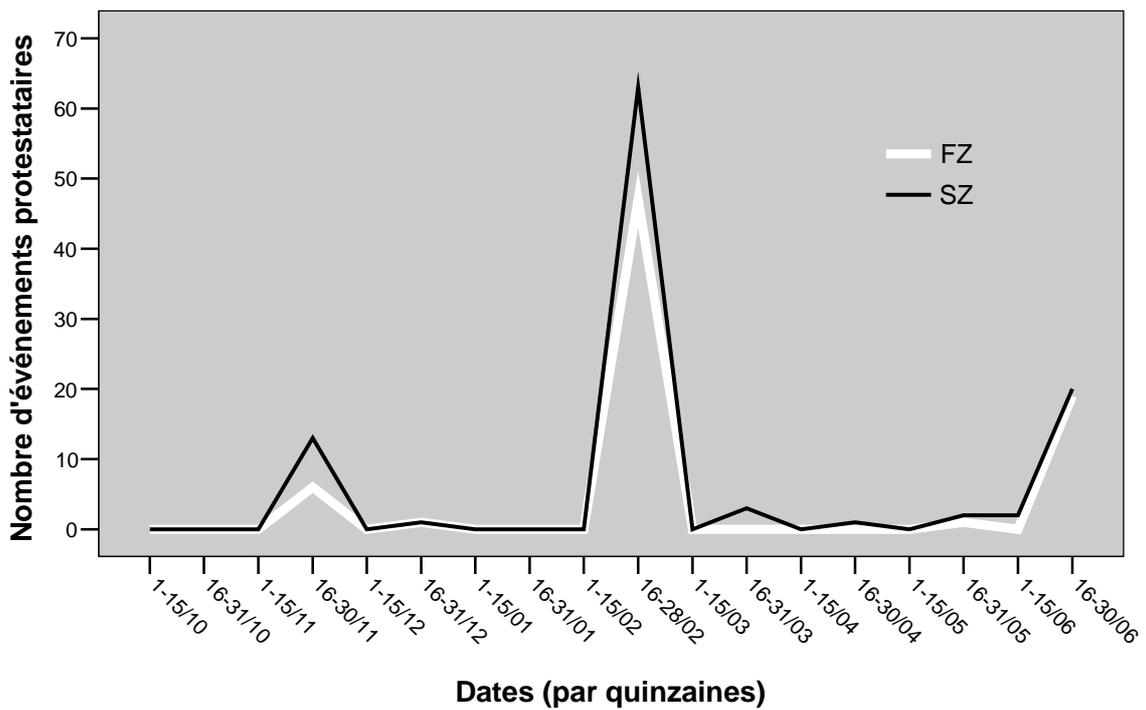
Comme on le voit, 36% des événements de notre corpus sont recensés à la fois dans la presse française et dans la presse allemande, avec un plus fort taux de redondance pour les événements s'étant déroulés hors des deux pays. Cette proportion est à la fois importante et faible. Importante, car elle montre que plus du tiers des actions recensées le sont par les deux presses, ce qui pourrait laisser penser que si les presses allemande et française privilégient effectivement les événements s'étant déroulé dans leur pays, elles ont toutes deux tendance à « suivre » également la protestation à l'échelle européenne (forte redondance des événements ayant eu lieu hors des deux pays). Faible, car 64% des événements sont de fait recensés par une seule presse : la mention de telle ou telle action pourrait ainsi dépendre essentiellement du niveau de mobilisation kurdiste dans chacun des deux pays. Pour autant, les modalités de la structuration transnationale du PKK (analysée dans le premier chapitre) incitent à croire que les vagues de mobilisation du parti kurdiste sont bel et bien organisées à l'échelle européenne et sont donc relativement similaires en France, en Allemagne, voire dans les autres pays européens où vivent des Kurdes. De même, la lecture du quotidien *Özgür Politika* entre novembre 1998 et juin 1999 nous a montré que si le nombre d'événements protestataires apparaissait bien plus important en Allemagne qu'en France, les mobilisations semblaient obéir à une même temporalité : on pourrait donc raisonnablement penser que les vagues de mobilisations kurdistes interviennent à peu près au même moment en France et en Allemagne, tout du moins en 1998-1999<sup>755</sup>.

<sup>755</sup> Les données de Bülent Küçük tirées du quotidien *Özgür Politika* auraient pu permettre de vérifier empiriquement cette hypothèse. Dans son étude, B. Küçük n'aborde cependant pas cette question de front et ses données sont aujourd'hui malheureusement perdues. Cf. Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, *op. cit.*

**Graphique II-2. Nombre d'événements protestataires kurdes recensés dans les quotidiens français**



**Graphique II-3. Nombre d'événements protestataires kurdes recensés dans les quotidiens allemands**



Or, comme le montrent les graphiques II-2 et II-3, il est remarquable que les événements protestataires kurdistes ayant eu lieu entre novembre 1998 et juin 1999 aient été recensés durant les mêmes périodes par tous les journaux indépendamment de leur nationalité, ce qui tendrait à signifier, comme pour la couverture médiatique de l'« affaire Öcalan » (au niveau des articles, cf. graphique II-1), que les cycles d'attention journalistiques aux événements protestataires kurdistes sont similaires pour les différents quotidiens, qu'ils soient allemands ou français, et qu'ils sont relativement autonomes des agendas politiques français et allemands, même si *Die Süddeutsche Zeitung* semble a été quelque peu plus attentif entre mars et juin 1999 (cycle d'attention à la protestation élargi)<sup>756</sup>.

Si l'on acceptait donc l'idée que les cycles d'attention journalistiques aux événements protestataires kurdistes sont relativement similaires pour les différents quotidiens<sup>757</sup>, celle-ci pourrait être expliquée au plan national par l'uniformisation croissante du champ journalistique<sup>758</sup>, par le développement d'une « culture journalistique »<sup>759</sup> et d'un *ethos* journalistique liées tout autant à la formation des journalistes qu'aux modes de recrutement et de socialisation dans les différents médias<sup>760</sup>. Il paraît difficile, néanmoins, de faire le même constat au plan transnational. Jean-Gabriel Contamin a en effet exprimé ses doutes quant à l'idée que « ce serait le même modèle de sélectivité médiatique qui prédominerait pour chaque quotidien national d'informations générales quel que [soit] le pays [...] pris en compte »<sup>761</sup>. De leur côté, Eric Lagneau et Pierre Lefébure ont noté que même la couverture médiatique d'un événement à « dimension » européenne obéissait essentiellement à des logiques nationales, « tant pour l'inscription à l'agenda que pour le traitement qualitatif »<sup>762</sup>. Enfin, et surtout, les sociologues du journalisme travaillant sur l'Union européenne ont à

---

<sup>756</sup> Patrick Champagne remarque d'ailleurs qu'« on ne peut pas, sans simplification abusive, parler d'une vision journalistique des événements », mais qu'« il serait tout aussi absurde de recenser une à une les diverses visions journalistiques et de les considérer comme autant de points de vue indépendants. En effet, le journalisme d'information constitue un champ d'activité qui fait système ». Cf. Champagne, Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, 1991, p. 65.

<sup>757</sup> En suivant l'idée selon laquelle la multiplication des évolutions convergentes quelle que soit la source permet au moins une forme de confirmation empirique ponctuelle.

<sup>758</sup> Sur la notion de champ journalistique, voir Bourdieu, Pierre, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, 1994, p. 3-9.

<sup>759</sup> Accardo, Alain, « Pour une socio-analyse des pratiques journalistiques », in Accardo, Alain (dir.), *Journalistes au quotidien. Outils pour une socio-analyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, le Mascaret, 1995, p. 9-60.

<sup>760</sup> Sigelman, Lee, « Reporting The News : an Organizational Analysis », *American Journal of Sociology*, n°79, 1973, p. 132-151.

<sup>761</sup> Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, op. cit., p. 379.

<sup>762</sup> Lagneau, Eric et Lefébure, Pierre, « La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°22, 1999, p. 22.

maintes reprises mis en évidence les spécificités nationales des *ethos* et des logiques journalistiques<sup>763</sup>... S'il faut donc trouver une explication à cette similitude des cycles d'attention journalistiques elle est peut-être à rechercher davantage en amont : singularité de la protestation kurdiste d'une part - faite de vagues de mobilisation souvent inattendues mais récurrentes, spectaculaires et transnationales - et spécificité du modèle de mise sur agenda médiatique d'autre part - les sources des journalistes restent essentiellement les agences de presse qui s'en tiennent bien souvent à répertoire des « événements ».

En réponse aux événements dramatiques se déroulant au Moyen-Orient et afin d'éveiller l'attention des Européens, le PKK a régulièrement eu tendance, dans les années 1990, à organiser des actions spectaculaires qui marquent souvent le début d'un cycle de mobilisation, d'autant plus que ses revendications ont peu de chances d'être rapidement entendues<sup>764</sup>. D'où leur caractère « imprévu » et « surprenant », qui plonge les journalistes dans un cycle d'attention soutenue (volonté de comprendre ce qui se joue « derrière » une telle mobilisation, tentatives de relier ces protestations à celles qui ont eu lieu auparavant). Mais comme ces actions sont très ponctuelles et souvent organisées à une échelle transnationale, les journalistes n'ont que peu de chances de les couvrir directement, d'autant plus qu'aucun journaliste n'est réellement affecté à ce type de sujet<sup>765</sup> : les agences de presse sont donc les principales pourvoyeuses d'informations « chaudes » sur les événements<sup>766</sup>.

---

<sup>763</sup> Voir notamment Baisnée, Olivier et Marchetti, Dominique, « Euronews, un laboratoire de la production de l'information européenne », *Cultures et Conflits*, n°38-39, 2000, p. 121-152 ; Marchetti, Dominique (dir.), *En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PUR, 2004 ; Baisnée Olivier, *La production de l'actualité communautaire. Eléments d'une sociologie comparée du corps de presse accrédité auprès de l'Union européenne*, thèse de science politique de l'IEP de Rennes, 2003 ; Hubé, Nicolas, « L'Union européenne à la "une" : un cadrage difficile d'une actualité peu visible. Regard comparé sur la presse française et allemande », in Garcia, Guillaume et Le Torrec, Virginie (dir.), *L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 67-88.

<sup>764</sup> Entretien avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, France, juin 2001.

<sup>765</sup> Ce ne sont pas forcément les journalistes spécialisés sur l'immigration (service « politique intérieure ») ni les journalistes spécialistes de la Turquie qui ont couvert la protestation kurdiste, mais l'implication de différents journalistes a pu varier, en fonction du caractère transnational ou non de la protestation et en fonction de contraintes internes. En mars et avril 1995, les 766 articles de la presse allemande relatifs à la Turquie, aux Turcs et aux Kurdes ont également été signés par plus de 231 journalistes différents. Cf. Quandt, Siegfried, « Die Darstellung der Türkei, der Türken und Kurden... », *art. cit.*, p. 112.

<sup>766</sup> Contrairement à d'autres mobilisations. Olivier Fillieule et Fabrice Ferrier ont montré que, dans le cas des événements contestataires liés à l'environnement, la dépendance du *Monde* vis-à-vis de l'AFP était très faible : sur 28 événements mentionnés dans les dépêches AFP en juin et juillet 1988, mars et septembre 1994 et mai et décembre 1997 (soit un total de six mois), seuls deux apparaissent dans les colonnes du *Monde*. Inversement, sur les 14 événements mentionnés dans *Le Monde*, 12 n'apparaissent pas dans les dépêches AFP. Cf. Fillieule, Olivier et Ferrier, Fabrice, *TEA Internal Report on Selection Bias in the French Database on "Environmental Events"*, papier non publié, mars 1999, p. 20.

A l'AFP, la couverture de la protestation kurdiste est organisée en fonction d'un critère géographique : celles qui ont lieu à Paris sont couvertes par le service des informations générales (basé à Paris), celles de Strasbourg par le bureau de Strasbourg, celles qui ont lieu en Allemagne par le bureau de Berlin<sup>767</sup>. Pour autant, les journalistes de l'AFP qui couvrent une ville européenne donnée vont également souvent récapituler les manifestations s'étant déroulées dans d'autres villes européennes, ce qui renforce la focalisation sur les « événements » et explique par exemple que certains articles mentionnent jusqu'à quinze événements singuliers<sup>768</sup>. Les rares cas où des journalistes (correspondants ou envoyés spéciaux) vont interviewer des manifestants apparaissent finalement quand la mobilisation s'étend dans la durée (cas de l'occupation de la place du Célio à Rome en novembre, ou, en février, quand le souvenir de vague de mobilisation précédente est encore frais). Mais l'attention que les médias accordent à l'événement protestataire *stricto sensu* diminue rapidement dès lors que la vague d'actions spectaculaires s'arrête. Il y a tout lieu de penser que ces observations effectuées à partir du cas français pourraient être généralisables, au moins en partie et sous réserve d'investigations plus poussées, au fonctionnement des quotidiens allemands, ce qui pourrait venir expliquer les similitudes mises en évidence entre les cycles d'attention des différents journaux, indépendamment de leur nationalité<sup>769</sup>.

Jusqu'à présent, nous avons parlé un peu abusivement de début ou de fin d'un cycle d'attention journalistique en partant de l'hypothèse que les augmentations ou les diminutions du nombre d'événements recensés reflétaient les variations du niveau *réel* des mobilisations kurdistes. Or, une augmentation du nombre d'événements répertoriés ne signifie pas nécessairement qu'on soit entré dans un cycle d'attention médiatique soutenue :

---

<sup>767</sup> Les éléments organisationnels concernant l'AFP nous ont été amicalement communiqués par Eric Lagneau.

<sup>768</sup> Cf. l'exemple d'une dépêche du correspondant de l'AFP à Rome, reproduite en annexe (« Manifestations kurdes en Europe pour soutenir le leader du PKK », AFP, 15 novembre 1998). Voir aussi, pour l'agence Reuters, « City-by-city tally of Kurdish protest », Reuters, 16 février 1999, dépêche (écrite de Londres) qui recense 24 villes européennes où se sont déroulées des manifestations kurdistes.

<sup>769</sup> Cycles d'attention et degré d'attention sont néanmoins deux choses bien différentes : au sein d'un cycle d'attention soutenue commun à tous les médias, certains journaux peuvent avoir tendance à rapporter davantage d'événements que d'autres. Le degré d'attention de chaque journal aux événements contestataires semble en effet varier en fonction des périodes. Par rapport aux autres journaux, *Le Figaro* mentionne en effet un nombre peu important d'événements en novembre, un nombre plus important en février, et un nombre encore plus important en juin. Le quotidien *L'Humanité*, quant-à-lui, se focalise essentiellement sur les événements de février, alors qu'il mentionne peu de manifestations par rapport à *Libération* en novembre et juin. Par contre, en Allemagne, la similitude des courbes d'attention est remarquable, même si *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* a mentionné un peu moins d'événements en novembre (degré d'attention moindre). Si, comme on l'a vu plus haut, le nombre global d'événements recensés dépend essentiellement du rapport à l'événement des différents journaux, les différences de degré d'attention dans le temps ne peuvent être ici véritablement expliquées : seuls des entretiens avec des journalistes pourraient nous aider à comprendre pourquoi un journal a rapporté plus ou moins d'événements au cours de telle ou telle phase de l'« affaire ».

l'augmentation pourrait très bien être liée à une augmentation du nombre d'événements *réels*, à degré d'attention médiatique équivalent. Inversement, ce que nous avons défini comme la fin d'un cycle d'attention médiatique pourrait en fait correspondre à une diminution du nombre d'événements *réels*. Au-delà, une augmentation des événements recensés dans la presse pourrait également aller de paire avec une diminution du niveau *réel* des mobilisations kurdistes et inversement. Ce pourrait être le cas si les journalistes, ne rapportant que peu les multiples micro-manifestations d'une période donnée, se décidaient ensuite à médiatiser fortement une série d'événements plus violents et plus spectaculaires pourtant moins nombreux. Il convient donc de comparer les courbes d'événements recensés à la courbe des événements réels et, plus généralement, de tenter d'évaluer le statut de notre corpus d'événements protestataires établi à partir des différentes sources journalistiques.

### 3. Passer de la couverture médiatique à la « réalité » des mobilisations

L'analyse de la couverture médiatique de l'« affaire Öcalan » et de la protestation kurdiste en Europe nous a permis tout à la fois de mettre en évidence certains biais de sélectivité propres à chaque source journalistique et de montrer la similarité de l'influence de l'agenda politique sur les différentes sources de presse (influence analogue de l'agenda politique international, absence d'influence des agendas politiques nationaux). Mais c'est la comparaison avec les données quasi-exhaustives de Bülent Küçük<sup>770</sup> qui peut maintenant permettre d'évaluer si le nombre de manifestations recensées chaque mois à un quelconque rapport avec la réalité des mobilisations kurdistes. Le dépouillement de six quotidiens et de six hebdomadaires français et allemand nous a d'abord permis de recenser 164 événements protestataires, soit presque 38% des événements recensés par B. Küçük (425). Il apparaît dès lors que la multiplication des sources de presse permette de recenser bien davantage d'événements que lorsqu'on se fonde uniquement sur une seule source journalistique<sup>771</sup>, même si le dépouillement des journaux de seulement deux pays semble avoir conduit à surreprésenter les événements s'étant déroulés dans ces deux pays (tableau II-9).

---

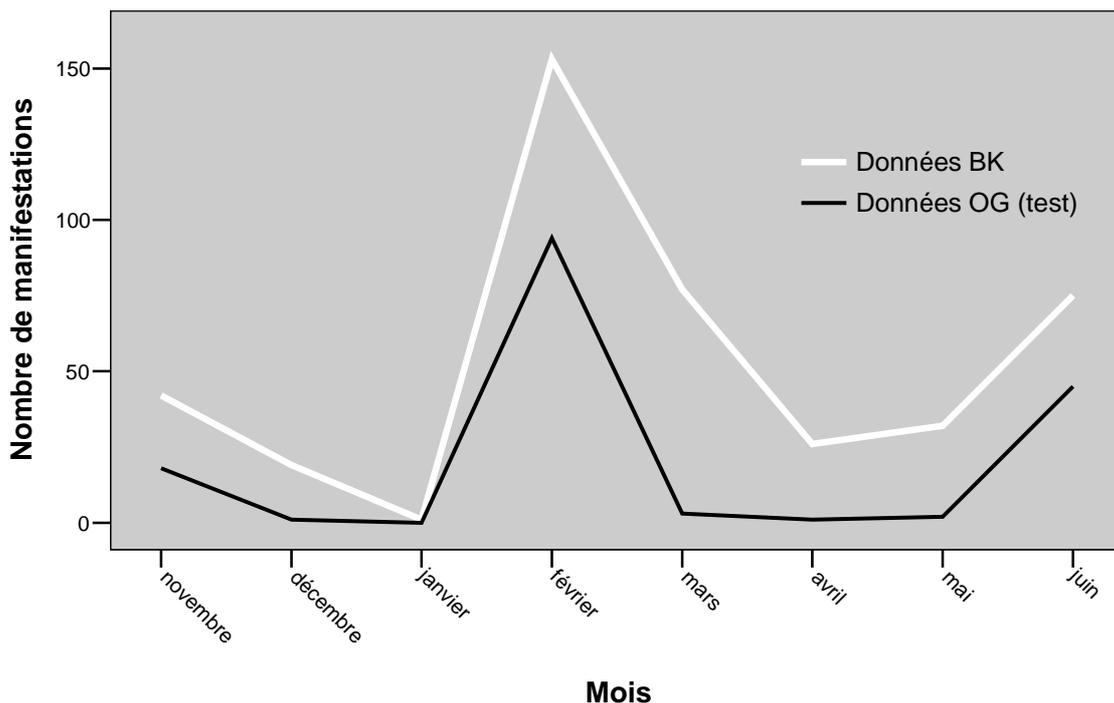
<sup>770</sup> Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, *op. cit.*, p. 87-112.

<sup>771</sup> Seulement 5% des manifestations écologistes recensées à partir de sources policières apparaissent en effet dans *Le Monde*. De même, seulement 9,6% des manifestations marseillaises, nantaises et parisiennes répertoriées à partir des sources policières sont couvertes par *Libération* ou *Le Monde*. Voir Fillieule, Olivier et Jimenez, Manuel, « The Methodology of Protest Event Analysis... », *art. cit. et* Fillieule, Olivier, « Police Records and the National Press in France... », *art. cit.* Mais il s'agit peut-être là d'une spécificité française : Ayşen Uysal a ainsi montré que le quotidien turc *Cumhuriyet* avait mentionné 27% des actions protestataires recensées dans les archives policières entre le 1<sup>er</sup> février et le 31 mars 1997. Cf. Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue : les actions protestataires et leur gestion étatique en Turquie dans les années 1990*, Paris, Thèse de doctorat de l'Université Paris 1, 2005, p. 460.

**Tableau II-9. Répartition des actions protestataires kurdistes par pays durant l'« affaire Öcalan »**

	<i>Donnés Küçük</i>			<i>Données Grojean (test)</i>		
	Effectifs	%	% valide	Effectifs	%	% valide
Allemagne	192	45,2	48,0	97	59,1	59,1
France	46	10,8	11,5	20	12,2	12,19
Grande-Bretagne	21	4,9	5,3	3	1,8	1,8
Grèce	19	4,5	4,8	6	3,7	3,7
Italie	14	3,3	3,5	8	4,9	4,9
Autres	108	25,4	27,0	30	18,3	18,3
Total 1	400	94,1	100	164	100	100
Manquant	25	5,9		0	0	
Total 2	425	100		164	100	

**Graphique II-4. Nombre d'événements protestataires kurdistes en Europe durant l'« affaire Öcalan » (test)**



Mais au-delà, la comparaison entre les deux bases de données sur l'ensemble de l'« affaire Öcalan » tend à montrer que les tendances observées à partir de nos données sont analogues à celles observées par B. Küçük (graphique II-4), ce qui pourrait signifier que les

cycles d'attention médiatique suivent *grosso modo* les variations du niveau réel des mobilisations kurdistes. Pour autant, la comparaison des deux bases de données fait également apparaître des variations de proportions, parfois importantes. Ainsi, on observe la fin d'un cycle d'attention médiatique soutenu à la protestation kurdiste en Europe après février : le dépouillement des douze journaux de notre test ne nous a en effet permis de recenser que 5 événements entre mars et mai, contre 135 recensés par B. Küçük, alors même que la couverture médiatique de l'affaire Öcalan continue - certes à un degré moindre - au cours de la même période (graphique II-1). Trois hypothèses viennent à l'esprit pour expliquer ces différences.

La première a trait à l'influence de l'agenda politique international. Peut-on considérer que les aléas de l'actualité internationale - et notamment les frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie, qui débutent le 24 mars - ont conduit les journalistes à se désintéresser de la protestation kurdiste en Europe ou à réduire l'espace rédactionnel qui aurait pu lui être allouée ? Seuls des entretiens approfondis ou une étude quantitative de l'ensemble des articles de l'ensemble des numéros de chaque journal de mars et avril 1999 pourrait venir confirmer ou infirmer cette supposition. Le graphique II-1 nous a cependant montré que les références à la question kurde ne semblaient pas cesser en mars et avril 1999, ce qui nous conduit à une deuxième hypothèse. Pour la plupart des journaux en effet, si l'« affaire Öcalan » possède bien une dimension européenne entre novembre 1998 et février 1999, elle n'a plus qu'une dimension strictement « turque » quelques semaines après l'emprisonnement du chef du PKK en Turquie. En effet, les références à la mobilisation kurdiste sont loin de cesser à partir de mars, mais ne concernent plus que les actions du PKK *en Turquie ou dans les montagnes irakiennes* (attentats, attaques de la guérilla et répression des manifestations kurdistes)<sup>772</sup>. Si l'on ajoute que la protestation kurdiste en Europe est désormais très pacifique<sup>773</sup>, alors que la violence est omniprésente dans les régions kurdes et que les attaques-suicides se multiplient en Turquie, on comprend mieux comment les journalistes vont finir par favoriser la

---

<sup>772</sup> Alors que nous étions chargés des « brèves » du service « Monde » de *Libération* au mois de mars 1999, nous avons rédigé un « dense » (brève plus longue) sur la suspension de la télévision kurde MED-TV, et avons fait référence en fin d'article à des manifestations kurdistes en Europe. Le journaliste qui suivait notre travail nous a demandé de supprimer cette mention, car « on [avait] déjà parlé la veille des manifestations en Turquie » et parce qu'« elles [étaient] tout de même plus importantes que ce qui se [passait] en Allemagne ». Cf. *Libération*, 23 mars, 1999. De même, aucune manifestation kurdiste n'est recensée en Turquie par les télévisions françaises en 1998, alors qu'elles sont au nombre de 5 en 1999. Cf. Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans rue...*, *op. cit.*, p. 237.

<sup>773</sup> C'est en tous cas ce que semble avancer Bülent Küçük (cf. Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, *op. cit.*, p. 100).

couverture des événements se déroulant en Turquie. De même, les références à l'« affaire Öcalan » sont majoritairement associées aux élections législatives turques à partir d'avril et ce n'est finalement qu'en juin que l'affaire reprend une dimension communautaire, avec l'approche des élections européennes et l'apparition de questions sur l'intégration de la Turquie à l'Union. Au total, c'est bien le cadrage de la *question kurde* (et non le cadrage de la *protestation kurdiste*) qui pourrait permettre d'expliquer l'évolution des cycles d'attention médiatique à la protestation kurdiste en Europe. Si nous avons effectivement montré plus haut que les agendas politiques *nationaux* (et notamment les débats sur la réforme du code de la nationalité en Allemagne) ne semblaient guère avoir influencé les cycles d'attention médiatique dans les deux pays, il se pourrait donc que l'agenda politique *européen* ait joué un rôle non négligeable dans la sélectivité médiatique des différents journaux allemands et français. Mais une dernière hypothèse, davantage liée aux propriétés des événements eux-mêmes, apparaît tout aussi probable.

Comme nous l'avons déjà observé à propos des redondances intermédiaires, nos sources tendent à surreprésenter les événements violents et spectaculaires au détriment des événements pacifiques ou des campagnes de pétition (tableau II-10). On peut bien sûr remettre en cause l'« objectivité » du quotidien kurdiste *Özgür Politika* : le journal a sans doute tendance à présenter les manifestations kurdistes comme des manifestations de victimes, au sein desquelles la violence est absente, euphémisée, ou due aux forces de l'ordre. Mais on peut surtout émettre l'hypothèse - hautement probable à la lecture du journal *Özgür Politika* - que les manifestations les plus pacifiques ont surtout lieu entre mars et mai 1999, à un moment où l'attention des journalistiques français et allemands est davantage tournée vers la Turquie que vers la protestation des Kurdes d'Europe<sup>774</sup> : la vérification d'une telle hypothèse - rendue difficile par la perte des données de B. Küçük - permettrait de montrer que les données médiatiques représentent finalement assez bien la proportion d'événements violents ou spectaculaires durant les grandes vagues de protestation et que c'est l'absence de références aux manifestations routinisées *des phases qui suivent ces vagues de mobilisation* qui viendrait distordre nos résultats<sup>775</sup>.

---

<sup>774</sup> Si nos sources avaient permis de recenser 38% (moyenne sur l'ensemble de l'« affaire Öcalan ») du total des événements s'étant déroulés entre mars et mai 1999 (soit 51 événements) et si tous ces événements s'étaient avérés pacifiques, 66% de nos événements seraient rentrés dans la catégorie « démonstration » (71% dans les données de B. Küçük).

<sup>775</sup> A ce stade, il semble en tous cas que l'affirmation de Fillieule comme quoi l'occurrence de violences n'a aucune influence sur la sélectivité médiatique doit être nuancée. Cf. Fillieule, Olivier, « Police Records and the National Press in France... », *art. cit.*

**Tableau II-10. Répartition des actions protestataires kurdistes par registre d'action durant l'« Affaire Öcalan »**

	<i>Donnés Küçük</i>			<i>Données Grojean (test)*</i>		
	Effectifs	%	% valide	Effectifs	%	% valide
<b>Démonstration</b>	294	69,2	71	89	54,3	55
<b>Confront. violente ou non</b>	91	21,4	22	73	44,5	45
<b>Autres actions</b>	29	6,8	7	0	0	0
<b>Total 1</b>	414	97,4	100	162	98,8	100
<b>Manquant</b>	11	2,6		2	1,2	
<b>Total 2</b>	425	100		164	100	

\* La catégorie « démonstration » comprend ici les marches, défilés, et rassemblements ; la catégorie « confrontation violente ou non » comprend les occupations de locaux, les blocages, les grèves de la faim, les immolations par le feu, les attaques incendiaires, etc. ; la catégorie « autres actions » comprend les pétitions, les envois de fax, etc.

Qu'en est-il dès lors de l'influence de l'agenda politique sur la sélectivité médiatique des actions protestataires kurdistes ? Nous avons vu que les cycles d'attention journalistiques apparaissaient insensibles aux variations des agendas politiques nationaux français et allemands, ce qui semblait contredire les conclusions de O. Fillieule sur les limites des sources médiatiques dans l'analyse quantitative des événements protestataires, notamment dans le cadre de comparaisons internationales<sup>776</sup>. Il reste qu'aucune élection nationale n'a eu lieu en France et en Allemagne durant la période considérée, et que la présence d'une ou plusieurs campagnes électorales aurait effectivement pu nous conduire à des conclusions différentes... Quant aux agendas politiques international, européen et turc, ils jouent sans conteste un rôle bien plus important dans les cycles d'attention médiatique à la protestation kurdiste durant l'« affaire Öcalan », même si le degré de leur influence est difficile à mesurer en ce qu'ils apparaissent s'imposer de la même manière aux différents journaux, français et allemands. De fait, si nos données montrent que - durant la période étudiée - l'attention journalistique semble fortement dépendre des caractéristiques des événements et des logiques médiatiques propres à chaque source considérée, elles ne peuvent exclure l'existence d'une influence - positive ou négative, forte ou faible - de certains agendas politiques sur la sélectivité médiatique.

<sup>776</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 237.

### *Conclusion : l'« affaire Öcalan » au sein de la question kurde*

Cette étude a d'abord mis en évidence le fort intérêt des presses française et allemande pour la question kurde et le PKK durant les neuf mois de l'« affaire Öcalan » : les événements affectant les Kurdes ont bénéficié d'une couverture médiatique importante et relativement suivie, et les journalistes ont rapporté un nombre particulièrement important d'actions protestataires kurdistes et se sont fait l'écho de leurs revendications. Nous avons vu néanmoins que cet intérêt était sans aucun doute lié au côté spectaculaire des mobilisations kurdistes, et qu'il tendait à fortement diminuer dès lors que la protestation se poursuivait de manière plus routinière et pacifique : au risque d'être un peu caricatural, on pourrait dire que les mobilisations kurdistes en Europe sont presque médiatiquement inexistantes dès lors qu'elles ne font plus la « une ». L'accès du mouvement kurde aux médias dépend donc étroitement des « événements », et du rapport qu'ont les journalistes des différents journaux à ces « événements » : aisé quand les journalistes sont entrés dans un cycle d'attention soutenue à la cause kurde, il devient bien plus ardu dès que la situation n'est plus perçue comme inédite, urgente ou dramatique. Ce suivi irrégulier explique sans doute en grande partie l'ambiguïté des cadrages de la mobilisation kurdiste en Europe. Souvent perçu comme une menace du fait même de ses actions spectaculaires ou violentes qui permettent sa médiatisation, le mouvement bénéficie néanmoins d'un certain capital de sympathie (très rarement explicite en ce qui concerne plus précisément le PKK) en raison de la répression sévère dont ses militants font l'objet *en Turquie* (ils sont alors perçus non comme des acteurs mais comme des victimes). Il reste que des différences nationales et des différences entre journaux peuvent être repérées, qui montrent que des opportunités médiatiques existent (en France surtout, mais aussi auprès des journaux d'opinion des deux pays) tant pour le mouvement kurde que pour ses soutiens. Au delà, si cette capacité des journalistes à problématiser les événements et les enjeux et à imposer les termes du débat est importante, rien n'indique qu'elle conduise automatiquement l'« opinion » à adhérer à la vision dominante développée par les médias : comme on l'a vu, selon un sondage paru en 1995 dans le *Turkish Daily News* (10 juillet), 80% des Allemands considéraient que les Kurdes étaient opprimés en Turquie et 60% se prononçaient pour la création d'un Etat kurde. Mais il aurait été évidemment intéressant de savoir si les sondés considéraient également que les Kurdes étaient « opprimés » en Allemagne - ou indépendamment de leur lieu de résidence - et s'ils trouvaient légitime que les Kurdes manifestent en Allemagne. Si l'on fait l'hypothèse - assez probable - que la presse autrichienne a également favorisé un cadrage sécuritaire de l'affaire

Öcalan, il ressort en effet que 59% des Autrichiens considéraient en février 1999 que toutes les protestations turques et kurdes dans leur pays étaient illégitimes<sup>777</sup>.

Il apparaît néanmoins difficile de généraliser aux vingt dernières années ces résultats qualitatifs et quantitatifs obtenus sur quelques mois et à partir d'un nombre de journaux limité. Rien n'autorise d'abord à penser que ce que nous avons mis en évidence pour la presse nationale vaut également pour la télévision ou la presse locale. Par ailleurs, l'« affaire Öcalan » intervient après quinze années de mobilisations kurdistes en Europe, qui ont participé de la construction des représentations médiatiques du PKK et de la question kurde : on ne saurait ainsi affirmer *a priori* que la grille de lecture sécuritaire est stable et domine dans les médias allemands dès le début des années 1980. Enfin, et cette remarque se situe dans le prolongement de la précédente, on a déjà signalé combien l'« affaire Öcalan » était une période riche en événements dramatiques propice à déclencher l'intérêt des journalistes : nul ne peut dire à ce stade si les actions protestataires du PKK suscitent autant d'intérêt en 1985-1986 qu'en 1998-1999 et si le suivi de la question kurde est aussi régulier durant d'autres périodes. Une brève mise en perspective comparative et historique s'impose donc ici.

Une première question a donc trait aux différents types de médias. La lecture du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris - revue de presse multilingue mensuelle d'une centaine de pages consacrée aux Kurdes et à la question kurde<sup>778</sup> - tend d'abord à montrer que la presse locale et régionale française a eu tendance à se montrer beaucoup plus compréhensive que la presse nationale vis-à-vis des immigrés kurdes et de leurs manifestations<sup>779</sup>. Insistant sur la culture menacée et la richesse folklorique des Kurdes, se faisant l'écho des réunions d'informations sur la question kurde organisées par les associations locales ou saluant la présence des Kurdes aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai (« des immigrés particulièrement bien intégrés »), la presse locale rapporte bien souvent les

---

<sup>777</sup> Mais 20% des sondés pensaient que les protestations kurdes étaient légitimes, contre 8% pour les protestations turques. 53% se déclaraient par ailleurs hostiles à l'expulsion des protestataires ayant occupé des ambassades. Cf. le sondage Gallup mentionné dans *Austria Press Agentur*, 24 février 1999, cité in Ammann, Birgit, *Kurden in Europa...*, *op. cit.*, p. 205-206.

<sup>778</sup> Nous reviendrons plus longuement sur la composition du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde dans le chapitre III.

<sup>779</sup> En Allemagne, les auteurs d'une étude sur la perception des actions kurdes par *Der Mannheimer Morgen*, *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Neue Zürcher Zeitung* affirment également que plus les journalistes sont proches (géographiquement) du lieu de vie des Kurdes dont ils rapportent les actions, plus ils ont tendance à parler de ces actions et moins ils assimilent les Kurdes à une culture et un comportement violents. Cf. Weimer, Daniel, et Galliker, Mark, « Die Darstellung der Kurden in deutschen und schweizerischen Tageszeitungen », in Navend (dir.), *Kurden und medien...*, *op. cit.*, p. 155-165.

revendications des militants kurdistes tout en évitant de délégitimer leur mouvement, surtout quand les cibles des protestataires sont situées hors de la région<sup>780</sup>. Mais cette couverture favorable a son pendant dans les pages nationales des journaux régionaux : les Kurdes situés en Turquie et le PKK sont ici toujours analysés à partir de dépêches d'agence (*AFP, DPA...*) qui prennent soin de mentionner le point de vue des autorités étatiques (turques, françaises, allemandes) et sont donc globalement peu favorables au mouvement kurde<sup>781</sup>. Quant aux télévisions, si elles s'intéressent sans doute beaucoup moins à tout ce qui touche la Turquie et les Kurdes que la presse nationale, cela semble être moins vrai en temps de crise : en mars et avril 1995, Siegfried Quandt a par exemple recensé plus de 400 extraits télévisés concernant la Turquie et les Kurdes dans seulement quatre télévisions et 75% de ces extraits concernent la question kurde<sup>782</sup>. Mais intérêt ne rime pas forcément avec sympathie ou compréhension. Durant cette période en effet, « les Kurdes apparaissent selon le contexte comme des criminels ou comme les victimes d'une politique répressive » dans les émissions de la télévision allemande<sup>783</sup>. Sur 407 extraits télévisés traitant de la Turquie, des Turcs et des Kurdes, le quart (102) concernait les attentats du PKK en Allemagne, la question de l'interdiction du parti et des poursuites des responsables tandis qu'un autre quart (102) insistait sur les victimes de l'intervention turque dans le nord de l'Irak. Si la couverture médiatique des Kurdes et du mouvement kurde varie donc en fonction des différents types de médias, on ne peut affirmer que la presse locale et la télévision constituent des alternatives médiatiques à la presse nationale pour le mouvement kurde.

Une analyse rapide du traitement médiatique du mouvement kurde par la presse écrite dans les années 1980 et 1990 montre cependant que les cadrages du mouvement kurde peuvent quelque peu évoluer dans le temps<sup>784</sup>. La presse allemande semble dès 1987 commencer à percevoir le PKK comme une menace pour la sécurité intérieure, au moment où

<sup>780</sup> Erik Neveu explique la bienveillance de la presse locale à l'égard des mouvements sociaux par le fait que les journalistes locaux doivent plus souvent ménager leurs sources que les journalistes de la presse nationale. Cf. Neveu, Erik, « The Local Press and Farmers' Protests in Brittany: Proximity and Distance in the Local Newspaper Coverage of a Social Movement », *Journalism Studies*, Vol. 3, n°1, 2002, p. 53-67.

<sup>781</sup> Dans les journaux supra-régionaux allemands, la question kurde apparaît bien davantage dans les pages « *Politik* » (qui regroupent les pages « International » et « Politique ») que dans les pages « *Lokal* », rendant ces quotidiens plus proches des quotidiens nationaux français que de la presse quotidienne régionale en ce qui concerne la couverture médiatique des Kurdes et du mouvement kurde.

<sup>782</sup> Contre 23% des dépêches de l'agence *DPA* (*Deutsche Press Agentur*). Cf. Quandt, Siegfried, « Die Darstellung der Türken und Kurden in deutschen Massenmedien. Die Berichterstattung der Printmedien und Fernseherder im März/April 1995 », in Navend (dir.), *Kurden und Medien...*, *op. cit.*, p. 109-122 (1<sup>ère</sup> édition Giessen, Offset Köhler KG, 1995). L'étude porte sur l'agence *DPA*, 4 télévisions et 14 quotidiens et magazines allemands, 1579 dépêches, 423 extraits télévisés et 766 articles ont été recensés.

<sup>783</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>784</sup> Cf. *Le Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, 1983-1999.

le PKK est accusé de racketter les immigrés kurdes et d'être responsable d'une série d'assassinats d'opposants. Mais de nombreux journaux prendront également position contre les ventes d'armes allemandes à la Turquie après les révélations (dans les médias) que des armes allemandes sont bien utilisées contre les Kurdes. La distinction entre Kurdes de Turquie et Kurdes d'Europe est donc sans doute plus marquée en Allemagne qu'en France dans les années 1990 : en mars et avril 1995, Quandt remarque ainsi que 87% des articles traitant des Kurdes d'Allemagne sont connotés négativement contre « seulement » 57% des articles portant sur les Kurdes de Turquie<sup>785</sup>. Mais il est important de noter que le PKK a organisé des événements visant à créer l'impression que les Kurdes pouvaient être une menace pour le public allemand à un moment où, menacé d'interdiction en Allemagne et en prise à de grosses difficultés au Moyen-Orient, il cherchait à davantage impliquer les gouvernements européens et notamment le gouvernement allemand. L'attention négative des médias lui a ainsi « servi à construire l'image d'une organisation radicale très efficace, pouvant se développer rapidement pour [soutenir] les intérêts kurdes »<sup>786</sup> : ainsi, plus le PKK entrait en confrontation avec les autorités allemande et plus la couverture médiatique du PKK en Allemagne était négative. L'inverse n'est cependant pas vrai : dès lors que le PKK a été déclaré « terroriste » et interdit (1993), la pacification de ses activités (milieu de l'année 1996) n'a pas entraîné un état de grâce du parti dans la presse allemande, qui a souvent repris à son compte le discours turc sur les « tactiques cosmétiques » d'Öcalan.

L'évolution semble différente pour la presse française, qui observe les actions protestataires du PKK avec une sympathie certaine jusqu'au début des années 1990 et qui restera même assez compréhensive vis-à-vis de la branche européenne du parti tout au long des années 1990. Il faut dire que si le PKK est interdit en France en 1993, la menace « terroriste » reste essentiellement liée au conflit algérien, qui focalise toutes les craintes des journalistes. Certains journaux français dépassent également parfois les discours convenus et stigmatisant sur l'immigration pour adopter une surprenante bienveillance : ce fût par exemple le cas lorsqu'en janvier 2001, plus de 900 réfugiés kurdes s'échouèrent sur les côtes varoises à bord de l'East Sea, certains journalistes choisissant même de taire dans un premier temps le pays d'origine des migrants (la Syrie et non l'Irak, comme ils le prétendaient) afin de ne pas les décrédibiliser<sup>787</sup>. Quant aux médias des pays européens où le PKK n'est pas interdit

---

<sup>785</sup> Quandt, Siegfried, « Die Darstellung der Türkei... », *art. cit.*, p. 113-114.

<sup>786</sup> Eccarius-Kelly, Vera, « Radical Consequences of Benign Neglect : The Rise of the PKK... », *art. cit.*, p. 166.

<sup>787</sup> Entretien avec une journaliste du quotidien *La Croix*, Paris, mars 2001.

ou est peu implanté, ils semblent avoir eu un rapport très différent au mouvement kurde, ne faisant pas une réelle distinction entre la branche « européenne » et la branche « turque » du parti.

On peut enfin s'interroger sur l'évolution de l'intérêt journalistique vis-à-vis de la question kurde. La lecture du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde est ici très révélatrice. Alors que, dans les années 1980, la revue de presse comprend une part très importante d'articles turcophones et de la presse régionale française, elle reproduit au début des années 1990 d'avantage d'articles de grands journaux anglophones - parfois turcs, comme *Turkish Probe* ou *Turkish Daily News* - et francophones. Les insurrections dans les régions kurdes de Turquie puis la guerre du Golfe contre l'Irak semblent de fait avoir provoqué un intérêt grandissant pour la question kurde chez les journalistes, intérêt qui ne se démentira pas au cours des années 1990. Qu'en est-il alors de l'intérêt pour la protestation kurdiste en Europe ? Nous avons vu que lors de l'« affaire Öcalan », les journalistes avaient sans doute eu tendance à hiérarchiser les espaces de la question kurde en fonction de leur « importance » : il n'était plus question de la protestation kurdiste en Europe dès lors que la question kurde semblait avoir repris une dimension strictement turque<sup>788</sup>. Au contraire, la lecture des années 1980 et 1990 du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris montre que si les manifestations sont fréquemment mentionnées dans une brève sans autre précision, il arrive également très souvent qu'elles apparaissent dans un article traitant de la question kurde en Turquie ou dans une brève attenante à cet article. Les manifestations kurdistes des années 1984-1996 ont en fait presque toujours lieu en période « de crise » du fait de la poursuite du conflit armé en Turquie : une manifestation est bien souvent la conséquence d'un événement dramatique au Moyen-Orient, événement qui a pu faire rentrer les journalistes dans un cycle d'attention soutenue, la veille ou le jour même<sup>789</sup>. Au-delà, se situant à la frontière de la politique internationale, de la politique européenne et des affaires intérieures, la couverture de la cause kurde paraît davantage autonome de l'agenda politique national que d'autres causes pour au moins deux raisons : d'une part, les angles « d'attaque » possible sont plus nombreux qu'un événement strictement lié à la politique intérieure par exemple, et

---

<sup>788</sup> Ce phénomène est d'ailleurs également observable durant la période 1999-2007. La question kurde n'entrant pas directement dans les négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et le PKK ne cherchant plus réellement à attirer l'attention des journalistes européens, il n'est plus qu'exceptionnellement question des manifestations kurdistes dans les médias français et allemands.

<sup>789</sup> Cela semble cependant moins vrai pour la presse locale - pas toujours très au fait de l'actualité internationale - qui peut s'emparer de la question kurde après avoir rapporté une manifestation locale quelques jours auparavant. C'est alors la manifestation qui fait rentrer les journalistes dans un cycle d'attention soutenue.

d'autre part la question de l'espace rédactionnel disponible se pose moins que pour des événements strictement nationaux (l'analyse qualitative de nos article a montré que la recension d'une manifestation kurdiste pouvait avoir lieu dans les pages nationales ou « internationales » d'un journal français).

## **Conclusion du chapitre II**

Nous avons donc vu dans ce chapitre que l'internationalisation du conflit kurde de Turquie avait été progressive mais relativement massive à partir du début des années 1990 : institutions européennes, gouvernement allemand, médias, partis politiques et mouvements de la gauche radicale allemande s'impliquent davantage dans la question kurde après la guerre du Golfe, même si cette implication a finalement peu d'effets concrets en Turquie. Cette internationalisation a eu des effets ambigus pour les acteurs kurdistes, et notamment pour le PKK. D'un certain côté, elle l'a incité à croire qu'il pouvait en tirer profit, notamment quand il s'est avéré que sa guérilla aurait de vraies difficultés à vaincre la deuxième armée de l'OTAN. D'un autre côté, elle a eu tendance à l'exclure des cercles fréquentables au profit des partis kurdistes légaux en Turquie et à le placer dans une position défensive. En Allemagne, où l'internationalisation a impliqué bien davantage d'acteurs que dans les autres pays et où la question kurde est devenue un enjeu de politique intérieure, les acteurs kurdistes ont pu bénéficier de leviers considérables afin de faire pression sur les autorités. Si là encore les résultats n'ont pas toujours été probants, il n'en reste pas moins que le PKK est resté au centre des relations entre la Turquie et l'Allemagne durant la décennie 1990. Or, c'est précisément cette situation qui a conduit le parti d'Öcalan à accorder une valeur plus importante à ce pays et à y hiérarchiser de manière singulière les systèmes d'interaction dans lesquels il était engagé. Nous verrons dans les chapitres suivants en quoi ces perspectives ont eu des conséquences importantes sur les différentes dimensions de l'action protestataire kurdiste en Europe.

**CHAPITRE III. LA DYNAMIQUE DE L'ACTION  
PROTESTATAIRE : HOMOGENEISER LES ESPACES**



## Introduction

Dans ce chapitre, nous nous attacherons à mettre en évidence ce qu'on pourrait appeler les *référentiels* des mobilisations kurdistes en Europe, c'est-à-dire les niveaux d'interaction et les sites d'interaction qui font sens pour les acteurs et structurent leurs actions<sup>790</sup>. Plus précisément, si l'on se souvient de la distinction établie en introduction entre « action de lobbying », « action guerrière » et « action protestataire » (les trois types de registre étant compris dans la « politique contestataire »), nous nous intéresserons ici aux dynamiques de *l'action protestataire de la composante européenne du mouvement kurde* : comment elle a émergé, comme elle s'est développée, comment et en fonction de quoi elle évolue au cours du temps, comment elle varie selon les espaces nationaux et régionaux dans lesquels elle s'inscrit. L'analyse événementielle, parce qu'elle permet d'observer les variations diachroniques de l'action protestataire et qu'elle autorise une comparaison systématique entre différents sites d'interaction, apparaît ici la mieux à même de nous renseigner sur les différentes dimensions de ces mobilisations. C'est sur cette méthode qu'est fondée la plupart des développements qui suivent. Pour autant, l'analyse statistique peine à rendre compte des dynamiques plus ponctuelles qui parcourent une campagne de protestation donnée : nous aurons donc aussi recours à l'analyse qualitative afin d'étudier plus précisément comment différents niveaux s'articulent (global, européen, national, ou local) pour faire émerger ou au contraire freiner les campagnes de mobilisation. Nous chercherons ici à vérifier trois hypothèses avancées en introduction et qui ont parfois déjà été abordées dans les chapitre I et II.

La première concerne le rôle moteur de certains sites d'interaction au sein du système d'interdépendance élargi du mouvement kurde. Nous montrerons notamment que l'action protestataire kurde en Europe tend globalement à évoluer en fonction de la situation des Kurdes en Turquie et des interactions entre le PKK et l'armée turque au Moyen-Orient. La Turquie constitue en cela le pôle majeur de structuration de la protestation en Europe. Néanmoins, nous verrons également que les mobilisations en Allemagne, bien que généralement dépendantes du pôle de structuration turc, peuvent s'autonomiser autour d'enjeux locaux et entraîner avec elles les mobilisations des autres pays européens. Pour des

---

<sup>790</sup> Nous adaptons ici librement une notion de Bruno Jobert et Pierre Muller. Cf. Jobert, Bruno et Muller, Pierre, *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF 1987 et Muller, Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, 2003.

raisons que nous avons commencé à observer dans le chapitre II, mais aussi en raison du potentiel militant du PKK dans ce pays, l'Allemagne a donc également eu un rôle moteur en Europe, selon des modalités que nous analyserons en détail à la fin de ce chapitre. La vérification empirique de cette hypothèse permettra également de vérifier l'idée selon laquelle tous les acteurs d'un système d'interaction « ne se valent pas ». Les relations avec les autorités turques priment en effet généralement sur les relations avec les autorités des pays européens. On verra cependant que certaines campagnes de protestation à l'échelle européenne peuvent prendre pour cible un Etat européen (la Suède, la France, la Suisse, mais surtout l'Allemagne) lorsque les relations du PKK avec ce pays s'enveniment.

Une deuxième hypothèse, que nous avons déjà abordée dans les chapitres précédents, concerne le rôle des relations entre organisations et entre mouvements dans la structuration de l'action protestataire. Nous verrons tout d'abord que l'émergence des mobilisations kurdistes ne peut être comprise sans être rapportée à d'autres cycles de mobilisations en Europe. Comme nous l'avons vu dans le chapitre I, le mouvement kurde est le dernier mouvement de Turquie à s'implanter dans l'espace européen : confrontés aux premières mobilisations de la gauche et de la droite radicale turques, les acteurs kurdistes ne pouvaient rester passifs et se devaient de faire progresser leur propre cause. Mais il faut également resituer l'ensemble des mobilisations des mouvements de Turquie dans l'espace plus général des luttes de libération nationale en Europe. Nous montrerons ainsi que les luttes arméniennes ou palestiniennes ont sans doute créé non pas un climat favorable aux mobilisations kurdistes (la concurrence pour obtenir l'attention des gouvernants est forte), mais le sentiment chez les dirigeants des partis kurdistes qu'ils avaient eux aussi les moyens de tenter de peser sur les gouvernements occidentaux. Au-delà de la question de l'émergence des mobilisations, les rapports entre organisations structurent également les registres que prennent ces mobilisations. On verra par exemple qu'une division du travail de mobilisation s'est opérée sans doute tacitement entre le PKK et le PSK : alors que le premier s'est tourné très vite vers l'action protestataire, le second a davantage cherché à influencer les gouvernements par des actions de lobbying. C'est aussi pour cette raison qu'il sera bien davantage question du parti d'Öcalan dans les chapitres qui suivent.

Enfin, une troisième hypothèse concerne le rôle du système d'interaction interne au PKK dans la structuration des mobilisations kurdistes en Europe. On montrera par exemple que le rythme de la protestation semble suivre partiellement un agenda interne au parti, ou

que, de manière bien plus spectaculaire, les grandes campagnes de protestation ont souvent lieu à des moments où des figures importantes du parti (Hüseyin Yıldırım, Kanı Yılmaz et surtout Abdullah Öcalan) sont menacées. Mais c'est surtout en creux qu'apparaît l'importance de ce système d'interaction. Si l'on croit en effet qu'il ne peut y avoir de relation mécanique entre potentiel démographique et fréquence de l'action protestataire, si l'on croit qu'un événement dramatique en Turquie ne peut suffire à lui seul à faire se mobiliser des centaines voire des milliers de sympathisants de la cause kurde, alors seul le travail politique de mobilisation de la population kurde par les militants peut être à l'origine d'une forte corrélation entre démographie et nombre d'événements protestataires d'une part, entre l'évolution du conflit au Moyen-Orient et l'évolution de la mobilisation en Europe d'autre part. Les tentatives d'homogénéisation de l'espace européen par le PKK seront plus spécifiquement traitées dans une petite partie de ce chapitre ; il n'en reste pas moins que l'analyse du travail de mobilisation du PKK imprégnera l'ensemble des développements du chapitre III.

Afin de vérifier ces trois hypothèses, notre raisonnement s'organisera autour de trois points. Dans une première section, plus technique, nous chercherons tout d'abord à montrer qu'il est possible de mener à bien une analyse statistique des événements protestataires kurdes à partir d'une revue de presse spécialisée, c'est-à-dire d'une source journalistique de troisième main. En comparant nos données à trois autres bases de données (l'une visant la représentativité à moyen terme à l'échelle de l'Allemagne, la seconde visant la représentativité à plus court terme à l'échelle européenne et la dernière visant l'exhaustivité à court terme), nous pourrions dégager les forces et les faiblesses de notre corpus et montrer quelles questions pourront être posées à ces données. Dans une deuxième section, on s'intéressera surtout aux variations diachroniques de la protestation (émergence, rythme, temporalité) en cherchant à reconstituer les différents agendas du PKK et à observer comment ils s'articulent. Enfin, nous tenterons dans une troisième section de mettre en évidence des variations nationales et locales de la protestation. Nous verrons alors dans quelle mesure et selon quelles logiques certains sites d'interaction sont devenus des pôles de structuration des mobilisations à l'échelle européenne. En abandonnant l'analyse statistique au profit d'une analyse qualitative, il nous sera également possible de mieux rendre compte de l'articulation des différents niveaux (global, européen, national, local) d'interaction au sein de quelques campagnes de protestation.

## Section 1. La *Protest Event Analysis* : éléments de méthode

### *Introduction : l'analyse quantitative des événements protestataires*

Cette section, qui vise à montrer tout à la fois la portée et les limites de nos résultats, explicite la méthodologie retenue pour l'analyse statistique des événements protestataires kurdistes en Europe. Comme nous l'avons annoncé en introduction, il s'agit ici d'observer les variations dans l'espace et dans le temps de la fréquence de ces événements, de leur forme, de leur intensité ou de leur cible par exemple. Après avoir exposé les objectifs et contraintes d'une telle méthode, qui tiennent notamment aux sources disponibles et utilisées, nous tenterons de mesurer les biais liés à la source retenue avant d'évaluer le degré de systématisme de ces biais dans le temps. Mais au-delà des aspects méthodologiques, on verra que cette réflexion nous permettra de commencer à analyser les actions protestataires kurdistes en elles-mêmes. On se reportera par ailleurs à l'annexe 2 afin d'observer plus en détails les codes et les règles de codage adoptés.

Comme nous avons commencé à le voir dans le chapitre II, l'analyse statistique des événements protestataires (*Protest Event Analysis*, PEA) n'est pas nouvelle en sociologie et en science politique. Depuis plus de trente ans, la sociologie des mouvements sociaux a souvent eu recours à ce type d'analyse, à partir de corpus, de sources et de problématiques très différentes<sup>791</sup>, au point que s'est progressivement constitué un véritable sous-champ disciplinaire, avec ses propres débats théoriques et méthodologiques. Un principe finalement assez simple (convertir des épisodes singuliers en événements comparables, analyser leur variation dans le temps et dans l'espace, etc.), a ainsi permis le développement de plusieurs « écoles » qui se sont différenciées par les problématiques qu'elles ont soulevées : la protestation, la violence, l'action collective, puis enfin la controverse (*contention*)<sup>792</sup>. Ces débats théoriques internes à la discipline n'ont cependant qu'une empreinte très limitée sur notre recherche et nous n'avons pas choisi de réfléchir à partir d'une « école » donnée. Afin de mener une analyse quantitative des événements protestataires kurdistes en Europe, une méthodologie spécifique a été ici adoptée. En effet, fort peu de recherches quantitatives

---

<sup>791</sup> Voir Olzak, Susan, « Analysis of Events in the Study of Collective Action », *Annual Review of Sociology*, Vol. 15, 1989, p. 119-141 et Koopmans, Ruud, et Rucht, Dieter, « Protest Event Analysis », in Klandermans, Bert et Staggenborg, Suzanne, *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press, 2002, p. 231-259.

<sup>792</sup> Tilly, Charles, « Event Catalog as Theories », *Sociological Theory*, Vol. 20, n°2, 2002, p. 248-254.

n'avaient jusqu'à présent cherché à analyser 1) *sur une période relativement longue* 2) les actions protestataires *d'un seul mouvement contestataire (social, politique, national...)* 3) se déroulant *dans plusieurs pays*.

En 1997, Olivier Fillieule recensait deux grandes approches au sein de l'analyse événementielle des mobilisations. La première était constituée des études qui se focalisent sur la longue durée à partir de sources plurielles et visent à mettre en évidence les conditions de succès des mobilisations ou les transformations des formes prises par l'action. Ainsi, William Gamson a analysé le degré de réceptivité de l'arène politique américaine et les chances de succès ou d'échec de 153 groupes entre 1800 et 1945<sup>793</sup>. Charles Tilly a également analysé les changements de *répertoire d'action* en France sur une période de presque quatre siècles<sup>794</sup>. Quant à Danièle Tartakowsky, elle a retracé l'histoire de la manifestation en France sur une période d'un demi-siècle<sup>795</sup>. La seconde approche comprenait les recherches plus systématiques visant à recenser le plus grand nombre de manifestations sur une période plus courte. Depuis les travaux pionniers d'Etzioni - qui se focalisent sur une période d'un mois seulement<sup>796</sup>, les chercheurs se sont en effet progressivement tournés vers l'étude de périodes de durée moyenne comprises entre une et quelques décennies, « afin de déterminer les évolutions temporelles de l'action protestataire en un lieu donné, de mettre au jour des vagues de mobilisation, ou de retracer l'évolution différenciée de tel ou tel mouvement contestataire »<sup>797</sup>. A partir de sources journalistiques, l'équipe de Hanspeter Kriesi a ainsi travaillé sur une période de 33 ans<sup>798</sup>, l'équipe de Dieter Rucht a constitué un corpus de manifestations en Allemagne (fichier PRODAT) sur une période de 50 ans<sup>799</sup>, tandis que Sidney Tarrow a étudié les évolutions des manifestations en Italie sur une période de 10 ans<sup>800</sup>. Mais plus que la durée de la période analysée, et comme nous le verrons plus loin, c'est bien la question du degré d'hétérogénéité et de représentativité des sources qui semblait motiver cette distinction, d'autant plus que l'analyse diachronique restait dans les deux cas la préoccupation principale des auteurs mobilisés.

---

<sup>793</sup> Gamson, William, *The Strategy of Social Protest*, Homewood, The Dorsey Press, 1975.

<sup>794</sup> Tilly, Charles, *La France conteste...*, *op. cit.*

<sup>795</sup> Tartakowsky, Danièle, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

<sup>796</sup> Etzioni, Amitai, *Demonstration Democracy*, New York, Gordon and Breach, 1970.

<sup>797</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>798</sup> Kriesi, Hanspeter, *Politische Aktivierung in der Schweiz 1945-1978*, Diessenhofen, Rügger Verlag, 1981.

<sup>799</sup> Rucht, Dieter, et Ohlemacher, Thomas, « Protest Event Data : Collection, Uses and Perspectives » dans Diani, Mario et Eyerman, Ron (dir.), *Studying Collective Action*, Londres, Sage, 1992, p. 76-105.

<sup>800</sup> Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder...*, *op. cit.*

Depuis, de nombreux travaux ont été publiés qui autorisent un découpage plus complexe au regard de notre propre objet de recherche. Au-delà du critère *temporel* mis en avant par O. Fillieule (nombre de périodes ou d'années analysées), on peut en effet situer les différentes études événementielles selon deux critères fondamentaux, à partir desquels s'articulent les méthodologies retenues : un critère *spatial* (nombre de pays ou d'unités territoriales analysés) et un critère que l'on qualifiera de *discriminant*, qui est intimement lié à la perspective assignée à la recherche (modes d'action manifestants choisis ou nombre de mouvements sociaux ou politiques analysés par exemple)<sup>801</sup>. Selon ces deux axes de modalités, quatre types de recherches peuvent être distingués : 1) les études visant une recension complète des différents types de manifestations et de manifestants au sein d'un seul pays 2) peuvent effectivement être conduites d'une manière comparative sur plusieurs pays ; de la même manière, 3) les études sur une industrie de mouvement social singulière ou un mode d'action spécifique dans un seul pays 4) peuvent également être élargies à plusieurs pays.

- *L'analyse globale des actions protestataires au sein d'une seule unité territoriale.* Ce premier type de recherche regroupe d'abord les études présentées ci-dessus, qu'elles se focalisent sur la longue ou la moyenne durée. La préoccupation principale de ces chercheurs est en effet d'analyser différents groupes ou mouvements sociaux au sein d'un contexte géographique, socioculturel et politique relativement homogène et d'isoler des variables permettant d'expliquer les différentes dynamiques de l'activité protestataire. Ayant un caractère monographique, parfois couplées à une analyse en termes de « structure des opportunités politiques » (recension des différents éléments « structurels » permettant d'expliquer les variations rencontrées), ces études permettent donc de dresser un tableau global de l'activité protestataire dans un pays, une région ou une ville donnés. Mais à partir de quelles sources est-il préférable de constituer un corpus adéquat ? C'est cette question qui cristallise les débats méthodologiques depuis plusieurs années. En effet, alors que ceux qui se focalisaient sur la longue durée avaient recours à des sources parfois très hétérogènes

---

<sup>801</sup> Ces deux critères s'inscrivent bien sûr, comme le premier, dans des questions de recherches spécifiques - l'étude de l'évolution des formes de mobilisations implique un corpus inscrit dans la moyenne ou la longue durée, tout comme l'étude de l'influence d'un régime politique sur la mobilisation est souvent facilitée par une démarche comparative sur plusieurs pays, et de même que l'analyse des manifestations de sans-papiers implique de s'intéresser essentiellement au mode d'action particulier qu'est la grève de la faim - mais ils dépendent également des sources disponibles pour la constitution du corpus (presse, archives policières ou d'organisations militantes notamment) et des conditions de production de la recherche (individuelle ou collective, sur contrat ou autofinancée, etc.).

(archives d'État ou militantes, presse, etc.), les chercheurs travaillant sur des périodes de moyenne durée ont cherché à homogénéiser leurs sources en ne recourant qu'à la presse. Dépouillement systématique d'un quotidien national, analyse des index de la presse nationale, analyse de la presse nationale *et* locale, dépouillement de l'édition du lundi d'un grand quotidien national parfois assorti d'un dépouillement systématique d'une semaine par mois, ou plus récemment utilisation d'archives de presse sur CD-Rom ont ainsi permis de constituer des corpus censés être davantage homogènes. Comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre II, de nombreux travaux ont néanmoins mis en lumière les biais induits par les sources journalistiques<sup>802</sup>, ce qui a conduit un certain nombre de chercheurs à opter, lorsque cela s'avérait possible, pour les sources policières ou administratives<sup>803</sup> qui, si elles apparaissent souvent plus représentatives, n'en présentent pas moins parfois d'autres biais tout aussi fâcheux<sup>804</sup>.

- *L'analyse globale des actions protestataires au sein de plusieurs unités territoriales.*  
Ce deuxième type de recherche se situe directement dans la lignée du précédent mais permet, par la comparaison, de tester un certain nombre d'hypothèses plus abouties à propos des effets de l'environnement sociopolitique sur les manifestations<sup>805</sup>. La mise en œuvre d'une telle recherche demeure néanmoins lourde (le travail collectif de différentes équipes nationales s'impose souvent) et suscite également des réserves quant aux simplifications opérées pour réaliser de véritables comparaisons entre les pays. De manière générale, il est enfin hors de question d'utiliser ici des sources policières, qui, lorsqu'elles sont accessibles au chercheur, ne contiennent pas forcément les mêmes périodes, les mêmes catégories, ni les mêmes types

---

<sup>802</sup> Voir par exemple – en plus des travaux déjà cités dans le chapitre II – Rucht, Dieter, Koopmans, Ruud et Neidhart, Friedhelm (dir.), *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Sygma, 1998 ; Eilders, Christiane, « Die Darstellung von Protestereignissen in FR, SZ und TAZ », dans Rucht, Dieter (dir.), *Protest in der Bundesrepublik Deutschland*, Frankfurt am Main et New York, Campus Verlag, 2000 et les nombreux travaux de Peter Hocke.

<sup>803</sup> Voir par exemple les travaux d'Olivier Fillieule sur la France (« Police Records and the National Press in France... », *art. cit.*), les recherches de Dominique Wisler sur la Suisse (Hug, Simon et Wisler, Dominique, « Correcting Selection Bias in Social Movement Research », *Mobilization*, Vol. 3, n°2, 1998, p. 141-161 ; Wisler, Dominique et Giugni, Marco, « The Impact of Media Attention on Protest Policing », *Mobilization*, Vol. 4, n°2, 1999, p. 171-188), l'étude comparée de Donatella della Porta (Della Porta, Donatella et Reiter, Herbert, *Policing Protest. The Control of Mass Demonstration in Western Democracies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998), les travaux réunissant plusieurs chercheurs autour de J. McCarthy (Earl, Jennifer, Martin, Andrew, McCarthy, John D., Soule, Sarah A, « The Use of Newspaper Data in the Study of Collective Action », *Annual Review of Sociology*, Vol. 30, 2004 p. 65-80) ainsi que les travaux plus récents de Aysen Uysal (*Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, *op. cit.*).

<sup>804</sup> Maney, Gregory M. et Oliver, Pamela E., « Finding Event Records : Timing, Searching, Sources », *Sociological Methods and Research*, Vol. 30, n°2, 2001, p. 131-169.

<sup>805</sup> Voir Kriesi, Hanspeter, Koopmans, Ruud, Duyvendak, Jean W., et Giugni, Marco (dir.), *New Social Movements...*, *op. cit.*

d'archives<sup>806</sup>. Afin d'élargir les corpus étudiés et d'être moins dépendants du traitement médiatique de l'« événement », Ruud Koopmans et Paul Statham ont eu recours non plus au codage des manifestations, mais au codage des « *claims* » (prises de position) dans sept secteurs de politique publique afin d'évaluer le degré d'européanisation des espaces publics nationaux<sup>807</sup>. Cette solution, qui s'éloigne fortement de l'analyse des événements manifestants, comporte néanmoins toujours le risque de considérer les journaux comme le reflet intrinsèque de la « réalité », à moins d'intégrer fortement la sociologie du journalisme à l'analyse.

- *L'analyse d'un seul mouvement social ou d'un seul mode d'action au sein d'une seule unité territoriale.* Ce type d'étude, assez fréquent, est pourtant relativement peu connu et peu cité au sein de la discipline<sup>808</sup>. Une telle recherche est en fait souvent combinée à une analyse ethnographique ou à des entretiens approfondis visant à établir plus globalement la sociologie d'un mouvement social dans son ensemble - et non pas uniquement de sa composante protestataire - ou d'un mode d'action particulier<sup>809</sup> (les deux pouvant être combinés : « les sans-papiers *en grèves de la faim* » par exemple<sup>810</sup>). La constitution du corpus pose bien souvent problème en ce qu'il est plus difficile de rassembler des séries de données continues et suffisamment nombreuses correspondant à un seul mouvement ou mode d'action à partir de la presse ou d'archives policières. Pour l'analyse d'une période de longue durée, l'utilisation de l'index des quotidiens nationaux est une solution qui peut permettre de contourner les obstacles *si et seulement si* l'entrée est un mot-clé opérant<sup>811</sup>. Une autre solution consiste, comme dans le type de recherche précédent, à abandonner la *Protest Event Analysis stricto sensu* au profit de la *Claim Analysis*<sup>812</sup> (qui combine analyse des actions et

---

<sup>806</sup> Joe Foweraker et Todd Landman, dans leur analyse comparée des mouvements sociaux en Espagne, au Chili, au Mexique et au Brésil sur une période de 30 ans, utilisent des sources très hétérogènes (presse militante, travaux universitaires, etc.). Voir Foweraker, Joe et Landman, Todd, *Citizenship Rights and Social Movements. A Comparative and Statistical Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

<sup>807</sup> Voir le projet Europub.com (Analyse de la transformation des mouvements sociaux et de la communication politique au sein des sphères publiques nationales en Europe) dirigé par Ruud Koopmans entre 2001 et 2004 et auquel nous avons participé, dont les conclusions devraient être bientôt publiées chez Oxford University Press. Voir également Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Political Claim Analysis : Integrating Protest Event and Political Discourses Approaches », *Mobilization*, Vol. 4, n°2, 1999, p. 203-221.

<sup>808</sup> En raison notamment de leur portée limitée du fait de l'objet même de la recherche.

<sup>809</sup> Voir Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*

<sup>810</sup> Voir Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, *op. cit.*

<sup>811</sup> Johanna Siméant a ainsi recensé 547 grèves de la faim entre 1971 et 1992 en France, à partir de l'index du quotidien *Le Monde*. Voir Siméant, Johanna, « L'efficacité des corps souffrants... », *art. cit.*

<sup>812</sup> Cf. le projet MERCI (*Mobilization over Ethnic Relations, Citizenship and Immigration*) dirigé par Ruud Koopmans et déjà évoqué au chapitre I.

des discours) ou à utiliser les données déjà recueillies par une autre équipe de chercheurs<sup>813</sup>. En ce dernier cas, le risque est parfois grand de rester prisonnier d'une méthodologie construite pour un autre objet de recherche. Enfin, pour une période plus courte, il est possible de dépouiller systématiquement un journal proche d'une organisation syndicale ou politique, à condition là encore que sa publication soit quotidienne et que le groupe analysé ait un recours extrêmement fréquent à la protestation, sans quoi le corpus risque d'être trop limité.

- *L'analyse d'un seul mouvement social ou d'un seul mode d'action au sein de plusieurs unités territoriales.* Ce dernier type de recherche est plus rare, en raison notamment de la faible homogénéité des groupes situés sur plusieurs pays et de la difficulté de constituer un corpus comparable en différents lieux. Comme dans le deuxième type de recherche, il est souvent indispensable d'effectuer ce travail comparatif collectivement lorsque l'on s'intéresse à une période d'assez longue durée. Ainsi, le projet TEA (*Transformation of Environmental Activism*), sous la direction de Christopher Rootes, avait notamment pour objectif de recenser à partir d'un quotidien national par pays les manifestations environnementales au sein de sept pays européens ainsi qu'au niveau communautaire entre 1988 et 1997<sup>814</sup>. Pourtant, quelques recherches individuelles ont également tenté d'analyser la diffusion des modes d'actions au niveau mondial : c'est par exemple le cas de celle de Michael Biggs, qui a recensé 533 actes d'immolations par le feu entre 1963 et 2002. Néanmoins les sources mobilisées restent très hétérogènes : utilisation des index du *New-York Times* et du *Times* entre 1963 et 1976 puis, à partir de 1977, de la base de données Lexis-Nexis qui comprend des milliers d'articles de quotidiens dans de nombreuses langues, mais qui est peu stable dans le temps (incorporations des dépêches d'*Associated Press* et de *United Press International* à partir de 1981, de l'Agence France Presse à partir de 1991...) <sup>815</sup>. A partir de différentes sources, d'autres études moins axées sur la protestation à proprement parler ont également repris la méthode de la *Protest Event Analysis* pour analyser des modes d'action spécifiques comme les attentats-

---

<sup>813</sup> Ainsi, à partir du fichier PRODAT constitué sur l'Allemagne par Dieter Rucht (cf. Rucht, Dieter, et Ohlemacher, Thomas, « Protest Event Data... », *art. cit.*), Bülent Küçük a constitué un corpus de 318 manifestations kurdistes en Allemagne entre 1979 et 2000. La banque de données PRODAT s'arrêtant en 1996, il a repris la même méthodologie pour élargir son corpus aux années 1997-2000. Voir Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, *op. cit.*

<sup>814</sup> Rootes, Christopher (dir.), *Environmental Protest in Western Europe*, Londres, Oxford University Press, 2003.

<sup>815</sup> Biggs, Michael, « Dying Without Killing : Self-Immolations, 1963-2002 », in Gambetta, Diego (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 173-208.

suicides<sup>816</sup>. Enfin, pour des périodes plus courtes, et comme dans le cas du type de recherche précédent, il reste également possible d'utiliser la presse militante, lorsque celle-ci existe<sup>817</sup>.

Afin de constituer notre corpus, il a fallu tenir compte des trois critères préalablement définis (critère *temporel*, critère *discriminant*, critère *spatial*) et, au final, notre étude quantitative s'inscrit très clairement dans le quatrième type d'analyse événementielle décrit plus haut.

## ***A. Analyser la protestation kurdiste à partir d'une revue de presse spécialisée***

### *1. Appliquer la PEA à la protestation kurdiste en Europe*

Le critère discriminant a d'abord été facilement identifié : notre recherche visait à analyser les événements protestataires non en tant qu'objet de recherche indépendant, mais en tant que composante essentielle des pratiques d'un certain mouvement social et politique : elle a donc été combinée à une analyse qualitative approfondie auprès de militants kurdistes en France et en Allemagne (entretiens semi-directifs, conversations informelles et observation ethnographique). Le critère temporel était également fortement dépendant de l'objet étudié : la protestation kurdiste en exil est en effet extrêmement liée au conflit kurde en Turquie, qui, s'il possède une histoire pouvant remonter à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, a connu une phase nouvelle après le lancement de la guérilla du PKK en 1984. Il s'avérait donc important de comprendre les liens qui relient la question kurde en Turquie avec les pratiques contestataires kurdistes en Europe et pour ce faire, il était nécessaire que le corpus couvre *au moins* toutes les années du conflit armé (1984-1999), c'est-à-dire s'inscrive dans une période de moyenne durée. Enfin, le critère spatial et la délimitation géographique de notre étude ont été plus difficiles à définir *a priori*. C'est finalement le terrain lui-même qui a imposé la constitution d'un corpus incluant *au départ* un nombre indéterminé de pays européens. Plusieurs raisons expliquent ce choix.

---

<sup>816</sup> A partir de la base de données Lexis-Nexis (Pape, Robert A, « The Strategic Logic of Suicide Terrorism », *American Political Science Review*, Vol. 97, n°3, 2003, p. 343-361) ou à partir de bases de données préexistantes auxquelles s'ajoute d'autres sources hétérogènes (articles de presse, travaux universitaires, etc.) permettant de constituer une base de donnée « intégrée » visant l'exhaustivité (Ricolfi, Luca, « Palestinians, 1981-2003 », in Gambetta, Diego (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, *op. cit.*, p. 77-129).

<sup>817</sup> Bülent Küçük a ainsi recensé 371 manifestations kurdistes en Europe de l'Ouest entre le 13 novembre 1998 et le 30 juin 1999 à partir du dépouillement systématique du quotidien pro-PKK *Özgür Politika*, alors que le dépouillement systématique des archives de la *BBC* et du quotidien supra-régional allemand *Die Tageszeitung* n'a permis de coder que 54 autres manifestations (respectivement 33 et 22). Voir Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit*, *op. cit.*

La première est liée à la structuration des organisations kurdistes en Europe. Comme on l'a vu, les deux principaux partis initiant (à défaut d'organiser officiellement) les actions protestataires kurdistes en Europe - le PKK et le PSK - sont en effet implantés dans la plupart des pays européens où résident des Kurdes. Or, l'observation des réseaux kurdes en France et en Allemagne nous a montré qu'un événement qui affecte les Kurdes d'Allemagne aura des conséquences sur l'activité protestataire en France et inversement. Mieux, on ne peut comprendre les vagues de manifestations en Europe sans saisir les processus auto-référentiels de la protestation : tout comme l'annonce de la prochaine extradition vers l'Allemagne d'un chef du PKK situé en Grande-Bretagne engendre une vague de manifestations contre la politique britannique envers la question kurde en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Suisse, la répression sévère de ces manifestations en Suisse a également pour conséquence un certain nombre de manifestations contre la politique suisse en Allemagne et en Grande-Bretagne... Bref, analyser les manifestations kurdistes dans un seul pays n'aurait pas permis de saisir le fonctionnement des « politiques d'exil »<sup>818</sup>, qui s'inscrivent par définition dans l'« espace européen de la cause kurde ».

La deuxième raison - intimement liée à la première - concerne la qualité intrinsèquement transfrontière des actions protestataires kurdistes. Toute manifestation kurdiste dans tel ou tel pays européen comprend d'abord presque toujours un certain nombre de participants venus d'autres pays européens. Si cette affirmation est évidente pour toutes les grandes manifestations organisées à l'appel des confédérations kurdes établies en Europe et à l'occasion desquelles les sympathisants kurdes font le trajet dans ce but précis, elle demeure vraie pour les petites manifestations locales, qui voient très souvent la présence de quelques Kurdes venus rendre visite à leur famille ou à des proches établis dans un pays voisin. Les expériences et les compétences militantes de chaque militant et sympathisant sont ainsi fortement « européanisées », ce qui implique de ne jamais se focaliser *uniquement* sur un pays précis. De la même manière, la plupart des grandes journées de mobilisation ont également lieu à l'échelle européenne : ainsi en est-il de la journée d'action du 24 juin 1993 au cours de laquelle plus de trente actions protestataires ont eu lieu en Allemagne, France, Belgique, Suisse, Danemark, Grande-Bretagne et Suède ; de celle du 4 novembre 1993 au cours de laquelle plus de cinquante actions ont été organisées en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Belgique, Suisse et Danemark ; ou de la journée du 16 février 1999 au cours de laquelle plus

---

<sup>818</sup> Dufoix, Stéphane, *Politiques d'Exil, op. cit.*

de cinquante événements protestataires kurdistes ont été répertoriées par la presse en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Suisse, Italie, Autriche, Pays-Bas, Danemark, Russie, Belgique, Suède ou Grèce... Enfin, un certain nombre de manifestations sont transfrontalières au sens propre du terme (marches, parcours cyclistes, rassemblement sur le pont de l'Europe...) voire se déroulent lors du passage de la frontière, rendant les limites étatiques traditionnelles fortement arbitraires du point de vue de l'analyse scientifique. Il a ainsi été décidé de ne pas choisir un certain nombre de pays *a priori*, mais de tenter de retenir toutes les actions protestataires se déroulant dans l'« espace européen » de la cause kurde.

Analyser les actions protestataires kurdistes dans un tel espace géographique (au moins 12 pays européens si l'on se fie aux actions du 16 février 1999) et sur une telle période (au moins 15 ans) pose naturellement la question des sources disponibles. On a vu que la plupart des études statistiques fondées sur la *Protest Event Analysis* se basait sur des sources journalistiques ou des archives policières. Mais l'utilisation de sources policières s'est avéré ici impossible : le recensement des manifestations kurdistes à partir des mains-courantes de commissariats n'aurait pas permis de constituer un corpus suffisamment important - puisqu'il serait resté concentré sur quelques communes - et il aurait représenté un travail de dépouillement impossible à réaliser par un seul chercheur (au moins 15 années de mains-courantes, multipliées par autant de communes retenues, multipliées par autant de pays retenus)<sup>819</sup>. De même, se fier aux autorisations de manifester délivrées par les préfetures n'aurait pas permis de recenser toutes les « opérations commando » et autres occupations de locaux qui jalonnent l'histoire de la protestation kurdiste en France et en Europe. Au delà, une telle entreprise revenait à postuler une relative homogénéité des archives policières et administratives et un égal accès à ces sources dans les différents pays européens, hypothèses hasardeuses dont la vérification aurait constitué en elle-même l'objet d'une recherche de longue halène. Ce sont donc les premières qui ont été ici retenues, non pas tant en raison de leur qualité, que de l'impossibilité pratique de se baser sur d'autres sources. Mais, à l'instar de Jean-Gabriel Contamin - et même si l'on n'a pas forcément posé les mêmes questions que lui

---

<sup>819</sup> A partir de sources policières, Olivier Fillieule montre que seulement 5% des manifestations marseillaises (1980-1989) et parisiennes (1991) sont le fait d'« étrangers ou de travailleurs immigrés » (respectivement 120 manifestations à Marseille en dix ans et 51 manifestations à Paris en un an). Au-delà, si l'on se fie plus précisément aux groupes organisateurs présents dans les manifestations, seules 2% des manifestations marseillaises entre 1980 et 1989 et 7% des manifestations parisiennes en 1991 avaient pour organisateur une association « étrangère/immigrée ». Les Kurdes ne représentant sans doute qu'une petite partie de cette catégorie, le nombre de manifestations kurdistes aurait été encore bien plus faible. Voir Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 168 et 170, et p. 182 et 184.

à nos données<sup>820</sup> - « on a [aussi - dans le chapitre II -] utilisé les articles de journaux comme des unités d'analyse pour tenter de comprendre, ensuite, en quoi ils pourraient constituer des sources d'information pour une étude qui porterait sur les événements eux-mêmes »<sup>821</sup>. Or, il ressort de notre étude du traitement médiatique de l'« affaire Öcalan » que la cause kurde bénéficie probablement d'une couverture plus régulière que d'autres causes, et surtout que certaines techniques permettent sans doute non pas d'atténuer mais de neutraliser - au moins partiellement - les biais inhérents aux sources de presse.

- Nous avons en effet d'abord vu que les agendas politiques nationaux ne semblaient pas jouer un rôle déterminant dans la sélectivité journalistique aux événements protestataires kurdistes en France et en Allemagne, et que les agendas politiques européen, international et turc paraissaient s'imposer à tous les journaux, indépendamment de leur type et de leur nationalité. Nous avons vu également que la presse permettait de recenser une proportion bien supérieure d'événements protestataires dans le cas kurde que dans le cas d'autres causes. Cette spécificité, liée sans doute au fait que la question kurde se situait - au moment de l'affaire Öcalan - à la frontière de la politique internationale, de la politique européenne et des affaires intérieures, incite à penser que les biais induits par l'utilisation de sources de presse sont *relativement* stables à court terme en ce qui concerne la protestation kurdiste et que la presse permettrait donc d'établir un corpus d'événements protestataires quantitativement plus représentatif qu'habituellement à propos de notre objet.

- Le fort taux de redondance intramédiatique des événements protestataires les plus violents, alors que ce taux est très faible pour tous les autres types d'événements, signifie ensuite que tout corpus d'événements protestataires constitué à partir du dépouillement *non exhaustif* d'un *seul* journal pourrait tendre à surreprésenter fortement les événements les plus violents. Une stratégie d'échantillonnage fondée sur le dépouillement *exhaustif* d'un seul journal ou sur le dépouillement partiel de *plusieurs* journaux permettrait ainsi de réduire ce biais.

- Le faible taux de redondance intermédiatique mis en évidence au sein d'un pays donné prouve par ailleurs, comme le notait J.-G. Contamin, que la sélectivité de chaque

---

<sup>820</sup> J.-G. Contamin s'intéresse à un mode d'action particulier (le pétitionnement) et non à un mouvement singulier.

<sup>821</sup> Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 337.

source journalistique est singulière et spécifique : les événements recensés par les différents journaux ne sont pas toujours les mêmes et choisir une source plutôt qu'une autre revient à choisir de privilégier tel ou tel type d'événement plutôt qu'un autre<sup>822</sup>. Tout recensement des actions protestataires kurdistes à partir d'une seule source journalistique pourrait donc conduire à surreprésenter ou au contraire à sous-représenter certains types d'événements. Inversement, puisque les journaux ne recensent pas toujours les mêmes événements, en dépouiller davantage permettrait sans aucun doute de recenser plus d'événements, mais aussi et surtout de recenser des événements de type différent.

- Le faible taux de redondance intermédiatique entre presse française et presse allemande, qui montre que la sélectivité médiatique est d'abord ethnocentrique, a également mis en évidence que nos données surreprésentaient sans doute les événements s'étant déroulés en France et en Allemagne, aux dépens des événements s'étant déroulés dans d'autres pays de l'« espace européen de la cause kurde ». D'où la nécessité de multiplier la nationalité des sources - en sélectionnant au moins une source journalistique par pays analysé - lorsqu'on travaille sur des mobilisations à l'échelle transnationale. Une autre solution, sans doute moins rigoureuse mais plus facile à mettre en œuvre dès lors qu'on connaît *a priori* les pays les plus concernés par cette protestation, pourrait également consister à utiliser les journaux des pays les plus concernés, et à y ajouter les sources d'autres pays dont on sait qu'ils sont également relativement concernés (médias internationaux anglophones, médias turcs ou kurdes dans notre cas).

- Enfin, nous avons vu que rien ne servait de multiplier les journaux et les sources sans savoir s'ils allaient apporter des événements différents des autres journaux. Au sein de notre corpus en effet, seulement 8 événements n'étaient pas mentionnés par *Libération* ou *L'Humanité* ou *Die Süddeutsche Zeitung* ou *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* (2 étaient mentionnés par *Der Spiegel*, 2 par *La Croix* et 4 par *Le Figaro*). S'en tenir au dépouillement de ces quatre quotidiens aurait donc permis de recenser 156 des 164 événements que nous avons répertoriés, ce qui signifie que ce n'est pas tant la multiplication à outrance des journaux que la combinaison raisonnée de plusieurs journaux qui importe.

---

<sup>822</sup> *Ibid.*, p. 385.

## 2. Présentation de la source retenue

Les objectifs et la méthodologie générale de notre recherche étant fixés, il nous fallait tenter de répondre à des impératifs apparemment intenable : Etudier les événements protestataires kurdistes 1) sur au moins quinze ans et au moins douze pays 2) à l'aide de sources de presses suffisamment diversifiées au plan national et international, 3) et à partir du dépouillement le plus systématique possible des sources envisagées. Une première solution aurait pu consister à tenter de faire sur 15 ans ce que Bülent Küçük a fait sur 9 mois : dépouillement exhaustif d'un quotidien kurdiste, d'une source allemande peu sélective (*Die Tageszeitung* par exemple), d'une source internationale anglophone (*The International Herald Tribune* par exemple) auxquels on aurait pu ajouter une source française peu sélective (*L'Humanité* ou *Libération*). Mais cette solution, qui signifiait le dépouillement exhaustif de plus de 20 000 numéros de journaux, soit plus de 5 000 heures de travail à compter de 15 minutes de dépouillement par numéro, ne pouvait évidemment être retenue. Une deuxième solution était de ne travailler que sur un quotidien kurdiste, avec les biais qu'implique la focalisation sur une seule source. Mais c'eût été sans compter avec la faible stabilité d'*Özgür Politika* : le quotidien n'est en effet distribué que depuis 1995 et a été interdit par le gouvernement allemand début septembre 2005 (*Özgür Politika* avait son siège en Allemagne près de Francfort) pour finalement être à nouveau autorisé quelques mois plus tard (il réapparaîtra sous le nom *Yeni Özgür Politika*) ; il aurait dès lors été totalement impossible de retracer les évolutions des actions protestataires kurdistes entre les années 1984 et 1999. C'est pourquoi nous avons opté pour une source très critiquable et pourtant extrêmement riche eu égard aux questions soulevées par notre objet : le *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris.

Créé en février 1983, l'Institut kurde de Paris est une institution culturelle indépendante et non politique, qui a pour but la promotion et la sauvegarde des cultures kurdes. Association loi 1901, il est devenu Fondation reconnue d'utilité publique le 4 mars 1993. Il publie une revue de presse mensuelle - le *Bulletin de liaison et d'information* - depuis sa fondation (245 numéros parus en août 2005), envoyé dans plus de 80 pays à de nombreux abonnés (tous les journalistes travaillant de près ou de loin sur la question kurde, étudiants, chercheurs et institutions universitaires, associations, députés, couples mixtes, etc.) Ce bulletin, en version papier, contient d'abord parfois quelques informations sur la vie de l'Institut et ses actions, puis présente un résumé des différents événements concernant les Kurdes et la question kurde dans le monde ; suit enfin la revue de presse détaillée, réalisée par

l'Institut kurde à partir d'articles de journaux récoltés selon des modalités variées. Même si certains journaux sont privilégiés et apparaissent de manière très régulière, l'Institut kurde a reproduit - ne serait-ce qu'au moins une fois - les articles de plus de 200 titres de journaux et d'agences de presse (voir l'annexe 1). La constitution du *Bulletin*, sur laquelle on s'arrêtera plus longuement lorsqu'on analysera les biais induits par la revue de presse, a été soumise à des contraintes diverses. En premier lieu, l'Institut est ou a été abonné à plusieurs sources journalistiques : argus de la presse jusqu'en 1997 (avec le mot-clé « kurde »), *AFP* (les mots clé ayant varié depuis l'origine), titres de la presse turque, française (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*) et anglophone (*International Herald Tribune*), et revue de presse électronique de l'Institut kurde de Washington depuis 1997. D'autre part, un certain nombre de « correspondants » en Europe, aux Etats-Unis ou au Moyen-Orient envoient eux-mêmes des articles en vue de les faire reproduire : lecteurs du *Bulletin* et amis de l'Institut, mais aussi journalistes, qui passent bien souvent à l'Institut avant d'effectuer un reportage sur le terrain. Enfin, la montée en puissance d'internet a fait évoluer profondément le *Bulletin* depuis la fin des années 1990 : dépêches d'agence en lignes, sites internet de journaux, sites spécialisés, etc. ont nécessité une veille documentaire plus importante tout en permettant d'ouvrir le *Bulletin* à de nouvelles sources.

Nos compétences linguistiques ne nous ont permis que de dépouiller les articles en langues française, anglaise, allemande et turque (lus), ainsi que les articles en italien, espagnol, hollandais et suédois (sélectionnés à l'aide du sommaire en français puis déchiffrés). Néanmoins, le panel représenté autorise à considérer le *Bulletin* de l'Institut kurde comme relativement exhaustif en ce qui concerne la question kurde depuis le début des années 1980 : l'ensemble d'un seul bulletin mensuel compte en effet une centaine de pages (entre 70 et 130), soit un total de près de 25 000 pages depuis février 1983, que nous avons entièrement dépouillées. Cette relative exhaustivité ne peut cependant pas être revendiquée en ce qui concerne plus spécifiquement les événements protestataires kurdistes en Europe, du fait d'une part des biais induits par les sources de presse dans la couverture des manifestations en général (que l'on a observés plus haut), et en raison d'autre part de la faible homogénéité de cette source de « troisième main » (variation des journaux inclus dans la revue de presse et processus de sélection *a priori* sur lequel le chercheur n'a aucun pouvoir).

### 3. Définition des « événements protestataires » et méthodologie du codage

Compte tenu des objectifs de notre recherche, on se propose de définir ici « l'action protestataire kurdiste » comme toute action revendicative en un lieu ouvert public ou privé, initiée par une ou plusieurs personnes se définissant comme turques ou kurdes, en faveur de la cause kurde. Cette définition large, très différente de celles retenues par les autres recherches sur les mobilisations, a pour unique ambition de circonscrire notre objet de recherche, afin d'en mener l'étude précise.

Nous n'avons tout d'abord pas choisi de limiter l'action protestataire à l'action *collective*. Alors que la plupart des recherches mettent en avant un seuil de participants (entre 3 et 20 le plus souvent), notre volonté d'analyser l'engagement *individuel* dans la protestation nous a conduit à retenir également les actions individuelles, qu'elles soient conduites sur un mode collectif (grèves de la faim par exemple) ou strictement individuel (certaines immolations par le feu, certaines attaques incendiaires...). Par rapport à la définition d'Olivier Fillieule qui voit en l'action protestataire « une action concertée dirigée d'abord vers tel ou tel secteur de l'État »<sup>823</sup>, aucun critère de cible n'a ensuite été retenu : l'action protestataire kurdiste étant dirigée tout autant vers les États que les partis politiques ou les organisations non gouvernementales (ONG) et trouvant son sens dans un conflit externe au pays où l'action se déroule, il aurait été peu pertinent de restreindre l'analyse aux seules actions s'adressant aux États, d'autant plus que nous souhaitons également mettre en lumière les adresses et cibles des « politiques d'exil ». Ce faisant, alors que O. Fillieule écarte les « actes terroristes » de son analyse de l'« action manifestante » en France en soutenant qu'ils relèvent plus « d'une logique de la terreur que d'une logique de la revendication, même violente »<sup>824</sup>, aucune restriction concernant la forme des actions protestataires n'a ici été adoptée. L'absence de véritable définition reconnue des « actes terroristes » (un acte est le plus souvent défini comme « terroriste » car initié par une organisation qualifiée préalablement de « terroriste »), l'absence de véritables critères permettant de distinguer « logique terroriste » et « logique revendicative », de même que notre volonté de saisir les différents processus pouvant conduire à l'utilisation de la violence par le mouvement kurde en Europe sont les raisons principales de ce choix méthodologique et théorique. Néanmoins, ne seront considérées comme actions protestataires que les actions *expressives* (c'est-à-dire dirigées vers l'extérieur, ce qui exclut les règlements de compte entre groupes rivaux mais aussi les fêtes internes) se

---

<sup>823</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 39.

<sup>824</sup> *Ibid.*, p. 44.

déroulant dans un lieu « ouvert » (les meetings internes, conférences, colloques sont ainsi exclus, mais les occupations de locaux privés peuvent être incluses) et nécessitant un engagement *physique* (les conférences de presse ou pétitions sont alors exclues sauf lorsqu'elles ont lieu au moment d'une action protestataire davantage « physique »)<sup>825</sup>.

Ainsi définie, l'action protestataire kurdiste en Europe a été étudiée à partir de la recension d'« événements protestataires », selon la méthode de l'analyse événementielle présentée en introduction. Il convient donc maintenant de clarifier notre conception de l'« événement ». Nous intéressant aux *pratiques contestataires* individuelles et collectives, on ne considérera pas l'événement en fonction de son impact politique, attendu ou avéré, contrairement à une conception encore largement répandue selon laquelle les événements constitueraient « des ruptures imprévisibles de la causalité normale, des moments de fluidité dans lesquels des causes sur le moment sans importance peuvent avoir des conséquences gigantesques et durables »<sup>826</sup>. Tous les événements répondant à notre définition de l'action protestataire ont ainsi été retenus, indépendamment de leur poids symbolique. Il sera dès lors possible d'analyser le développement des vagues de mobilisation de même que les évolutions éventuelles des répertoires d'actions du mouvement kurde.

En fonction des définitions de l'*action protestataire kurdiste* et de l'*événement* adoptées en introduction, mais aussi des contraintes liées aux sources journalistiques (certaines actions sont moins publicisées que d'autres), il nous fallait avant toute chose préciser quels événements seraient retenus. Ont ainsi été codés les événements protestataires en faveur de la cause kurde dont au moins un des organisateurs est décrit comme kurde – originaire de Turquie, d'Irak, d'Iran ou de Syrie - ou turc, et se déroulant dans l'« espace européen » de la cause kurde.

---

<sup>825</sup> Les attaques incendiaires ont ici un statut particulier. Elles peuvent en effet parfois être utilisées dans une logique strictement interne (incendie d'une maison particulière kurde en raison de la « trahison » de son propriétaire par exemple) ou au contraire servir à interpellier plus vigoureusement les acteurs politiques. Ces actions étant le plus souvent non revendiquées, il est néanmoins impossible de distinguer systématiquement les attaques incendiaires utilisées dans une logique interne de celles visant l'extérieur. Une première analyse tendant à montrer que cette forme d'action était majoritairement employée de manière *expressive*, nous avons finalement décidé de les inclure toutes, sauf lorsque des informations claires laissaient penser qu'il s'agissait bien d'un règlement de compte.

<sup>826</sup> Sewel, William H., « A Theory of Structure : Duality, Agency, and Transformation », *American Journal of Sociology*, Vol. 98, n°1, 1994, p. 4. Voir aussi, pour une définition des événements comme « activité disruptive », Rucht, Dieter, et Ohlemacher, Thomas, « Protest Event Data... », *art. cit.*

Ne sont donc pas retenues :

- les actions initiées *uniquement* par des associations ou partis du pays de résidence
- les actions dont les revendications ne concernent pas directement la cause kurde (régularisation de sans-papiers, manifestations antiracistes, affrontements entre réfugiés kurdes ou entre réfugiés kurdes et afghans, etc.). Les grèves de la faim de sans-papiers revendiquant leur régularisation et se réclamant d'un parti kurde ou turc interdit en Turquie n'ont pas non plus été retenues.
- les actions dont le caractère « public » et « protestataire » est ambigu ou indéterminable (manifestations en salles, fêtes, conférences, colloques, réunion du Parlement kurde en exil, etc.). Les grèves de la faim de militants du PKK au sein de l'univers carcéral allemand n'ont pas non plus été retenues.
- les actions qui ne nécessitent pas un engagement « physique » important (pétitions, conférences de presse ; etc.), sauf quand celles-ci sont organisées lors d'une « véritable » action<sup>827</sup>.
- les actions non protestataires comme les règlements de compte entre groupes rivaux de la cause kurde (meurtres et bagarres en particulier), les soirées de sensibilisation où seulement quelques Kurdes prennent la parole.
- les contre-manifestations et les manifestations contre la cause kurde ou arménienne (initiées le plus souvent par des groupes turcs) n'ont pas non plus été retenues.
- les actions ayant notamment lieu en Turquie, en Irak, en Iran, en Syrie, en Arménie, au Liban, en Israël, en Australie, au Canada ou aux États-Unis.

Inversement :

- Les actions entreprises par des groupes de la gauche radicale turque et exprimant des revendications en faveur de la cause kurde ont été retenues.
- Les action ayant eu lieu en Suisse, en Norvège, en Bulgarie ou en Russie (soviétique et post-soviétique) ont été retenues, de même que celles ayant eu lieu dans les différents pays de l'Union européenne (en 2005).

De même, un événement protestataire possède une *unité temporelle* (date), une *unité spatiale* (pays, ville, lieu précis) et une *unité qualitative des participants*. Tout changement de lieu, de ville, de pays, toute évolution dans le temps et tout élément indiquant une évolution qualitative des participants à l'action impliquent donc en principe un nouvel événement. Néanmoins, lorsqu'une action s'inscrivait *intrinsèquement* dans la durée ou dans la mobilité, elle a été considérée comme un seul événement. De même, lorsque plusieurs actions situées en des lieux différents ou étalées dans le temps s'avéraient s'inscrire dans une *continuité temporelle et spatiale* certaine, elles n'ont été retenues qu'une seule fois. Enfin, si aucune modification de l'unité qualitative (et non quantitative) des participants n'était mentionnée lors de deux événements manifestants possédant une continuité temporelle et spatiale, alors une seule action a été retenue.

---

<sup>827</sup> Comme l'a montré Ayşen Uysal (*Le répertoire d'action de la politique dans la rue, op. cit.*), les conférences de presse « en plein air » constituent bien souvent en Turquie un engagement physique réel. Il n'en va cependant pas de même des conférences de presse kurdes en Europe.

Ainsi :

- Une grève de la faim de plusieurs semaines ou une occupation de locaux de plusieurs jours n'ont constitué qu'un seul événement. Lorsqu'une occupation de locaux était suivie au bout de cinq jours d'affrontements avec les forces de l'ordre venus déloger les occupants, une seule action protestataire a également été retenue.
- Lorsque les manifestants se rendaient d'abord devant le Consulat de Turquie puis défilaient dans le centre-ville avant de se rassembler devant le Consulat des États-Unis, un seul événement a été retenu.
- Lorsque la répression d'une manifestation devant le Consulat de Turquie était suivie dans la même journée de heurts entre Kurdes et forces de l'ordre dans le centre d'une ville, et si l'on ne pouvait être certain que les participants aux deux actions étaient *qualitativement* différents (Exemple : « une partie des manifestants s'est heurtée ensuite aux forces de l'ordre »), une seule action a été retenue.
- Une marche transfrontalière vers une ville d'Allemagne a constitué une seule manifestation. Par contre, le défilé ayant eu lieu ensuite dans la ville allemande et regroupant des Kurdes venus de Suisse, de France et d'Allemagne, a constitué une autre manifestation.

Inversement :

- Lorsqu'un rassemblement préalable à une marche transfrontalière s'avérait constituer un événement protestataire à part entière, deux manifestations ont été retenues.
- Lorsque deux actions simultanées avaient lieu dans la même ville en des lieux différents, deux événements ont été retenus. Lorsqu'un rassemblement de soutien avait lieu devant un Consulat occupé depuis plusieurs jours par d'autres Kurdes, ou qu'un défilé était organisé alors que l'occupation d'une place se poursuivait dans la même ville, deux actions ont été retenues.

On trouvera en annexe les règles de codages plus précisément adoptées.

## ***B. Evaluer les biais d'une sélection de sources sélectives***

Comme nous l'avons vu dans le chapitre II, de fortes critiques ont été adressées à la *Protest Event Analysis* lorsqu'elle se fonde sur des sources journalistiques. Or, la source que nous avons retenue est à bien des égards encore plus critiquables en ce qu'elle est une sélection (sur lequel le chercheur n'a aucune prise) de sources elles-mêmes sélectives. Les deux parties qui suivent nous permettront de justifier ce choix et surtout de dégager la portée et les limites de notre corpus.

### *1. Considérations générales*

Comme on l'a vu, il est tout d'abord généralement admis qu'une infime partie des actions protestataires sont couvertes par la presse écrite, qu'elle soit nationale ou locale (entre 2 et 10%). Ainsi, 5% des manifestations écologistes recensées à partir de sources policières apparaissent dans *Le Monde*<sup>828</sup>. De même, 9,6% des manifestations marseillaises, nantaises et parisiennes répertoriées à partir des sources policières sont couvertes par *Le Monde* ou

---

<sup>828</sup> Fillieule, Olivier et Jimenez, Manuel, « The Methodology of Protest Event Analysis... », *art. cit.*

*Libération*<sup>829</sup>. Nous avons également vu que dans le cas kurde, Bülent Küçük avait recensé 425 manifestations en Europe durant l'« affaire Öcalan », le dépouillement du quotidien pro-PKK *Özgür Politika*, ainsi que d'un média anglophone et d'un quotidien germanophone permettant de viser une certaine exhaustivité<sup>830</sup>. Or, à partir du *Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris*, nous avons nous-mêmes recensé 131 manifestations sur la même période, soit plus de 30% des événements répertoriés par B. Küçük, alors même qu'il recense également des événements que nous écartons (pétitions, envois de fax...). Bref, si le corpus établi à partir du *Bulletin de liaison* apparaît comme moins exhaustif que celui de notre test établi à partir du dépouillement de 12 journaux (164 événements recensés), il compte toujours bien plus d'événements que les 2 à 10% couverts habituellement. Cette forte présence des manifestations kurdistes dans le *Bulletin de liaison* n'est cependant pas attribuable à la *revue de presse* en tant que telle : la méthode de Dieter Rucht appliquée par Bülent Küçük aux années 1997-2000 (dépouillement de l'édition du lundi de deux quotidiens allemands et dépouillement systématique de la 4<sup>ème</sup> semaine de chaque mois de ces deux quotidiens) a en effet permis de recenser 65 manifestations en Allemagne en 1998 et 1999<sup>831</sup> contre 61 à partir du *Bulletin de liaison* (et 97 dans notre test). Il faudrait ainsi voir dans cette forte représentation l'indice d'une couverture médiatique spécifique des actions protestataires kurdistes par rapport à d'autres manifestations (écologistes, paysannes, étudiantes, enseignantes, etc.), tout du moins dans un contexte comme celui de l'« affaire Öcalan »<sup>832</sup>.

**Tableau III-1. Répartition des actions protestataires kurdistes par pays lors de l'« affaire Öcalan »**

	Données Küçük			Données Grojean		
	Effectifs	%	% valide	Effectifs	%	% valide
Allemagne	192	45,2	48,0	57	43,5	43,5
France	46	10,8	11,5	20	15,3	15,3
Grande-Bretagne	21	4,9	5,3	8	6,1	6,1
Grèce	19	4,5	4,8	8	6,1	6,1
Italie	14	3,3	3,5	8	6,1	6,1
Autres	108	25,4	27,0	30	23,0	23,0
<b>Total 1</b>	400	94,1	100	131	100	100
Manquant	25	5,9		0	0	
<b>Total 2</b>	425	100		131	100	

<sup>829</sup> Fillieule, Olivier, « Police Records and the National Press in France... », *art. cit.*

<sup>830</sup> Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, *op. cit.*, p. 94.

<sup>831</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>832</sup> Dont nous avons déjà montré qu'il était dans une certaine mesure généralisable aux années 1980-1990.

Le deuxième problème auquel est confrontée l'analyse des événements protestataires kurdistes à partir d'une revue de presse réside dans la difficulté à évaluer la représentativité de l'échantillon constitué à l'échelle de plusieurs pays. Les sources ont-elles induit une surreprésentation de certains pays au détriment d'autres ? Là encore, la comparaison avec les données de B. Küçük sur l'« affaire Öcalan » s'impose<sup>833</sup>. Or, il semble bien que le *Bulletin de liaison* couvre les différents pays européens de manière relativement proportionnelle : si la France est légèrement surreprésentée et l'Allemagne sous-représentée dans nos données, les proportions sont globalement fortement respectées (tableau III-1) et surtout, apparaissent plus proches de la « réalité » que celles de notre test (tableau II-9), où les événements protestataires étaient fortement surreprésentés en Allemagne (59,1%).

**Tableau III-2. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse (1990-1999)**

	<i>Données MERCI</i>		<i>Données Grojean</i>	
	Effectifs	%	Effectifs	%
<b>Allemagne</b>	322	77,6	287	55,8
<b>France</b>	8	1,9	135	26,3
<b>Grande-Bretagne</b>	3	0,7	22	4,3
<b>Pays-Bas</b>	20	4,8	14	2,7
<b>Suisse</b>	62	14,9	56	10,9
<b>Total</b>	415	100	514	100

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Il est également possible de comparer nos données à celles du projet MERCI<sup>834</sup>, qui couvrent l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suisse sur la période

<sup>833</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>834</sup> Dirigé par Ruud Koopmans et Paul Statham, le projet MERCI (*Mobilization on Ethnic Relations, Citizenship and Immigration*) déjà évoqué longuement dans le premier chapitre visait à analyser les mobilisations concernant l'immigration ou initiées par les migrants en Europe entre 1990 et 1999. Toutes les statistiques qui suivent sont tirées du fichier que nous a aimablement ouvert Ruud Koopmans. Sur un fichier qui comptait 22479 prise de position (*claims*) - codées pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse, les Pays-Bas, et la France à partir des éditions du lundi, mercredi et vendredi d'un quotidien national par pays (*Die Frankfurter Rundschau* pour l'Allemagne) - nous n'en avons conservé que 415. Pour ne garder que les prises de position attribuées aux Kurdes, nous avons sélectionné d'abord celles dont la variable « natmin » était égale à 302 (« Kurdish »). Afin de ne conserver que les actions protestataires nous avons ensuite sélectionné les données dont la variable « ssform1 » était égale à 40, 60, 80, 90, 100 (« meetings », « direct democratic actions », « demonstrative protest », « confrontational protest », « violent protest »). Nous n'avons pas ici choisi de différencier les revendications selon qu'elles concernaient les migrants au sein de leur pays d'accueil (*immigrants politics*) ou les migrants vis-à-vis de leur pays d'origine (*homeland politics*) étant donné le flou qui entoure parfois ces deux notions.

1990-1999. Or, l'analyse de la répartition des actions protestataires kurdistes par pays à partir de ces données tend à montrer non pas les limites de la revue de presse, mais bien les limites d'une comparaison internationale à l'aide d'un seul quotidien national ou supra-régional par pays. Nous avons certes montré que la réactivité des journalistes était quasi similaire en France et en Allemagne lors de l'« affaire Öcalan » ; cette analyse avait néanmoins été conduite à partir de 8 journaux français et 4 journaux allemands, ce qui permettait d'aplanir les différences entre journaux. Or, alors que nos données sont très similaires aux données de B. Küçük sur la période de novembre 1998 à juin 1999 (tableau III-1), les différences présentes ici sont tellement importantes qu'elles mettent surtout en lumière les biais de la méthodologie du projet MERCI : les actions protestataires kurdistes sont en effet très fortement sous-représentées en France et en Grande-Bretagne, et comparables pour la Suisse et les Pays-Bas (tableau III-2)<sup>835</sup>.

Si la revue de presse tend sans doute à surreprésenter quelque peu les événements protestataires en France, elle apparaît ainsi globalement très probante et il convient donc d'analyser plus en détail les biais potentiels induits par ce type de source. Comme on l'a vu, de nombreuses études ont déjà montré que les journalistes couvrent davantage les grandes manifestations, les manifestations violentes ou spectaculaires, les manifestations nationales ou se déroulant dans les capitales, les manifestations s'étalant dans la moyenne durée (quelques jours) et tendent à ne plus rapporter les actions protestataires lorsqu'elles s'étalent dans la trop longue durée (quelques semaines). La revue de presse, qui comporte de nombreux journaux locaux, permet-elle d'amoindrir ces biais ou, au contraire, les rend-elle encore plus saillants ?

## 2. *La taille des actions protestataires*

Alors que la plupart des recherches ont mis en évidence la sous-représentation des petites manifestations dans la presse écrite, notre échantillon tend au contraire à surreprésenter les « petites » manifestations<sup>836</sup>. C'est d'abord le cas quand on le compare avec un corpus

---

<sup>835</sup> C'est ce qui conduit d'ailleurs les auteurs du Projet MERCI à des conclusions parfois très peu convaincantes, comme nous l'avons déjà montré dans le chapitre II. Ainsi F. Passy et M. Giugni se fondent-ils sur le faible nombre d'événements contestataires kurdistes recensés en France et inversement sur le nombre élevé de manifestations kurdistes recensées en Suisse durant l'« affaire Öcalan » pour émettre l'hypothèse que les régimes de citoyenneté influent sur l'engagement en faveur du pays d'origine. Cf. Giugni, Marco et Passy, Florence, « Models of Citizenship, Political Opportunities, and the Claim-Making of Immigrants and Ethnic Minorities, *Working Paper Series of the American Sociological Association's Section on Collective Behavior and Social Movements*, Vol. 2, n°9, 1999.

<sup>836</sup> Toutes les catégories et variables présentées dans les tableaux qui suivent ont été construites par les chercheurs qui ont constitué les bases de données auxquelles nous confrontons notre propre fichier. Elles ne sont

visant l'exhaustivité : 77,2% des événements protestataires que nous avons répertoriés durant l'« affaire Öcalan » n'ont pas plus de 500 participants, contre 49,7% des manifestations recensées par B. Küçük (tableau III-3). Cette observation est également vérifiée dans la comparaison avec un échantillon visant la représentativité dans la durée : 76,6% de nos actions protestataires en Allemagne ont au plus 1000 participants, contre 66,2% des actions recensées par D. Rucht et B. Küçük (tableau III-4)<sup>837</sup>.

**Tableau III-3. Répartition des actions protestataires kurdistes par nombre de participants lors de l'« affaire Öcalan »**

	<i>Données Küçük</i>			<i>Données Grojean</i>		
	Effectifs	%	% valide	Effectifs	%	% valide
<b>1-100</b>	61	14,4	19,7	30	23,1	40,0
<b>101-500</b>	95	22,4	30,7	28	21,5	37,2
<b>501-2000</b>	69	16,2	22,3	2	1,6	2,6
<b>2001-10000</b>	59	13,9	19,1	13	10,0	17,1
<b>+ de 10000</b>	25	5,9	8,1	2	1,6	2,6
<b>Total 1</b>	309	72,7	100	75	57,3	100
<b>Manquant</b>	116	27,3		56	42,7	
<b>Total 2</b>	425	100		131	100	

**Tableau III-4. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne par nombre de participants (1979-2003)**

	<i>Données PRODAT-Küçük (1978-2000)</i>			<i>Données Grojean (1982-2003)</i>		
	Effectifs	%	% valide	Effectifs	%	% valide
<b>1-1000</b>	131	41,2	66,2	121	35,1	76,6
<b>1001-5000</b>	39	12,3	19,7	18	5,2	11,4
<b>5001-20000</b>	15	4,7	7,6	10	3,0	6,2
<b>+ de 20000</b>	13	4,1	6,6	9	2,7	5,7
<b>Total 1</b>	198	63,3	100	159	45,1	100
<b>Manquant</b>	120	37,7		192	54,9	
<b>Total 2</b>	318	100		350	100	

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

donc utilisées ici qu'à des fins comparatives et nous avons parfois dû pour cela transformer nos propres variables.

<sup>837</sup> *Ibid.*, p. 106 et p. 77. Les données du fichier PRODAT ont été scindées par Dieter Rucht lui-même, qui nous a aimablement ouvert ces données concernant les années 1979-1996. N'ont été conservées que les données pour lesquelles les revendications (NCL\_1 et NCL\_2) étaient égales à 0141 ou 1306 (« Kurdistan, Solidarität, Anerkennung » et « Kurden, Lage in BRD »). Des manifestations antiracistes ou organisées en vue de la régularisation de sans-papiers apparaissent ainsi au sein du fichier de D. Rucht et de D. Rucht et B. Küçük, alors que nous les avons exclues de notre corpus.

Comment interpréter ces résultats ? Les données recensées par Bülent Küçük lors de l'« Affaire Öcalan » ont sans doute un biais lié aux sources militantes utilisées : il est certain que le quotidien pro-PKK a plutôt tendance à « gonfler » le nombre de participants afin de montrer le succès des manifestations kurdistes. Il est également possible que les manifestations regroupant entre 501 et 2000 participants aient plus souvent eu lieu au mois de mars, avril et mai 1999, période durant laquelle nous n'avons recensé qu'une seule action protestataire du fait de la fin du cycle d'attention médiatique<sup>838</sup>. De manière générale, la comparaison tend plutôt à montrer néanmoins que les « petites » manifestations kurdistes ne sont pas sous-représentées dans le *Bulletin* de l'Institut kurde. La comparaison avec les données de D. Rucht et B. Küçük sur l'Allemagne confirme cette hypothèse. Mieux, on peut considérer que les données PRODAT tendent à surreprésenter quelque peu les manifestations de plus de 1000 participants du fait du codage de l'édition du lundi des quotidiens : les grandes manifestations européennes du PKK ont en effet plus souvent lieu en Allemagne et *se déroulent le week-end et non en semaine*. Or, selon les données recueillies dans le *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde, seulement 1/3 des manifestations kurdistes en Allemagne ont lieu le week-end (tableau III-5).

**Tableau III-5. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne par jour de la semaine (1982-2003) d'après le *Bulletin de Liaison* de l'Institut kurde**

	Effectifs	%
Lundi	45	12,9
Mardi	70	20,0
Mercredi	44	12,6
Jeudi	65	18,6
Vendredi	18	5,1
Samedi	70	20,0
Dimanche	38	13,6
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>100</b>

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Les proportions étant néanmoins globalement similaires, on peut considérer une nouvelle fois que la couverture médiatique des manifestations kurdistes est sans doute plus représentative que celle des manifestations rassemblant d'autres participants et soutenant d'autres causes.

<sup>838</sup> L'analyse développée par B. Küçük ne permet néanmoins ni de tester ni de vérifier cette hypothèse.

### 3. Les actions protestataires violentes et spectaculaires

De nombreuses études ont également montré que la presse écrite - et plus globalement les médias - avaient tendance à rapporter davantage les manifestations violentes et/ou spectaculaires, comme l'a également souligné notre analyse de la couverture médiatique de l'« affaire Öcalan ». Notre échantillon ne semble pas échapper à cette règle : alors que les données de B. Küçük montrent que seulement 2 manifestations sur 10 visent la « confrontation »<sup>839</sup>, nous en avons recensé plus de 4 sur 10 à partir du *Bulletin de Liaison* (Tableau III-6)<sup>840</sup>. On peut évidemment soutenir qu'*Özgür Politika* tend à surreprésenter les manifestations pacifiques afin de ne pas délégitimer la protestation tout en adoptant une position victimaire. La méthodologie de Bülent Küçük est également différente de la nôtre et certaines actions - telles les pétitions ou les conférences de presse - ont été retenues alors que nous les avons écartées de notre corpus. Comme nous en avons fait l'hypothèse dans notre test sur l'« affaire Öcalan », qui enregistre d'ailleurs des proportions similaires (tableau II-10), il est également possible que les manifestations visant la « démonstration » aient plus souvent eu lieu au mois de mars, avril et mai 1999, période durant laquelle nous n'avons recensé qu'une seule action protestataire du fait de la fin du cycle d'attention médiatique<sup>841</sup>. Néanmoins, les différences de proportion sont ici telles qu'il est fort probable que nos données surreprésentent les manifestations violentes ou visant la confrontation directe.

De manière plus surprenante, notre échantillon semble également avoir tendance à surreprésenter les actions violentes ou spectaculaire par rapport aux données PRODAT-Küçük (38% contre 21,1%) (tableau III-7)<sup>842</sup>. Plus précisément, alors que pour un nombre

---

<sup>839</sup> Les catégories retenues ici sont celles de Bülent Küçük (*Ibid.*, p. 89-90). La catégorie « démonstration » comprend les marches et les rassemblements, la catégorie « confrontation » comprend les blocages, les occupations, les prises d'otage, les attaques incendiaires, les violences contre les biens et les personnes et les immolations par le feu. La catégorie « autres actions » comprend les pétitions et les conférences de presse dans les données de Bülent Küçük, mais ne comprend que les actions « à forte dimension symbolique » dans nos données.

<sup>840</sup> Lorsque les articles mentionnaient qu'une « manifestation » avait eu lieu, la variable « mode d'action » a été codée « manquante ». Néanmoins, la variable qui visait à résumer les différents modes d'action a inclus ces données manquantes dans la catégorie « démonstration ».

<sup>841</sup> Si nos sources avaient permis de recenser 30% (moyenne sur l'ensemble de l'« affaire Öcalan ») des 135 événements recensés par Bülent Küçük entre mars et mai 1999 (soit 40 événements) et si tous ces événements s'étaient avérés pacifiques, 87% de nos événements seraient rentrés dans la catégorie « démonstration » (71% dans les données de B. Küçük).

<sup>842</sup> Les catégories retenues ici sont celles de Bülent Küçük (*Ibid.*, p. 68). La catégorie « démonstration » comprend les marches et les rassemblements, la catégorie « confrontation » comprend les blocages, les occupations, les prises d'otage, la catégorie « actions violentes » comprend les attaques incendiaires et les violences contre les biens et les personnes, la catégorie « violence contre soi » comprend enfin les grèves de la faim et les immolations par le feu.

total de manifestation très comparable (350 contre 318) les effectifs recensés sont généralement très similaires concernant les actions protestataires « démonstratives » (rassemblements, défilés), la confrontation non-violente (blocages, occupations, etc.) et dans une certaine mesure la violence contre soi (grèves de la faim, immolations par le feu), notre échantillon fait apparaître deux fois plus d'actions violentes (affrontements, dégradations, attaques incendiaires) que les données recueillies selon la méthode PRODAT. Comment alors expliquer cette importante différence ? Il convient d'abord de noter que les attaques incendiaires ou les affrontements surviennent le plus souvent par vagues. Or, comme on l'a vu, les données de D. Rucht et B. Küçük ont été obtenues par le dépouillement de l'édition du lundi et de la dernière semaine de chaque mois de deux quotidiens supra-régionaux allemands. Plusieurs grandes vagues d'attaques ont ainsi été recensées (7 actions le *samedi* 18 mars 1995, 5 actions *la dernière semaine* de mars 1992, 24 actions *la dernière semaine* de juillet 1995...) et se retrouvent dans notre échantillon ; par contre celle du *jeudi* 4 novembre 1993 (19 attaques) est absente de leur corpus. Mais si cette méthode spécifique d'échantillonnage permet d'expliquer l'absence de quelques vagues d'actions violentes, elle ne permet pas de comprendre l'absence de la vague d'actions du *samedi* 2 juillet 1994 (8 actions violentes), de celles de la *dernière semaine* de mars 1992 (7 actions), juin 1993 (14 attaques incendiaires), et novembre 1994 (11 attaques)... Et même si, au sein du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde, ces actions ont été le plus souvent recensées à partir de l'*AFP*, de sources anglophones et de quotidiens turcs, il est peu probable qu'elles n'aient pas été mentionnées dans les journaux dépouillés afin de constituer le fichier PRODAT (*Die Süddeutsche Zeitung* et *Die Frankfurter Rundschau*).

**Tableau III-6. Répartition des événements protestataires kurdistes par registre d'action durant l'« affaire Öcalan »**

	<i>Donnés Küçük</i>			<i>Données Grojean</i>		
	Effectifs	%	% valide	Effectifs	%	% valide
Démonstration	294	69,2	71	74	56,5	56,5
Confront. violente ou non	91	21,4	22	56	42,8	42,8
Autres actions	29	6,8	7	1	0,8	0,8
<b>Total 1</b>	414	97,4	100	131	100	100
Manquant	11	2,6		0	0	
<b>Total 2</b>	425	100		131	100	

Pour chaque action protestataire, nous avons codé de un à trois modes d'action successifs. Les données rassemblées ici ne concernent que le premier mode d'action (Mode d'action 1).

**Tableau III-7. Répartition des événements protestataire kurdes en Allemagne par registre d'action (1979-2003)**

	<i>Données PRODAT-Küçük (1979-2000)</i>		<i>Données Grojean (1982-2003)</i>	
	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
<b>Démonstration</b>	142	44,7	132	37,7
<b>Confrontation</b>	70	23	69	19,7
<b>Actions violentes</b>	67	21,1	133	38,0
<b>Violence contre soi</b>	25	26,8	9	2,6
<b>Autres actions</b>	14	4,4	7	2,0
<b>Total 1</b>	318	100	350	100
<b>Manquant</b>	0		0	
<b>Total 2</b>	318		350	

Pour chaque action protestataire, nous avons codé de un à trois modes d'action successifs. Les données rassemblées ici ne concernent que le premier mode d'action (Mode d'action 1), dont les données manquantes ont été recodées dans la catégorie « démonstration ». Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

**Tableau III-8. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse par registre d'action (1990-1999)**

	<i>Donnés MERCI</i>			<i>Données Grojean</i>		
	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>% valide</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>% valide</b>
<b>Démonstration</b>	157	37,8	37,8	189	36,8	40,9
<b>Confrontation</b>	106	25,5	25,5	82	16,0	17,7
<b>Actions violentes</b>	152	36,6	36,6	160	31,1	34,6
<b>Autres</b>	0	0,0	0,0	31	6,1	6,7
<b>Total 1</b>	415	100	100	462	89,9	100
<b>Manquant</b>	0	0,0		52	10,1	
<b>Total 2</b>	415	100		514	100	

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. Pour chaque action protestataire, nous avons codé de un à trois modes d'action successifs. Les données rassemblées ici ne concernent que le premier mode d'action (Mode d'action 1).

Tout porte finalement à croire que les raisons de cette différence sont à rechercher dans le processus de sélection des événements protestataires lui-même. Les manifestations retenues dans le fichier PRODAT doivent en effet porter une « revendication politique ». Or, les attaques incendiaires sont rarement explicitement revendiquées, et n'ont donc un caractère politique qu'au regard du contexte, qui peut lui seul permettre de différencier les attaques incendiaires « politiques » des attaques à caractère simplement « criminel ». On peut ainsi supposer que certaines actions n'ont pas été intégrées du fait de l'absence de véritables revendications politiques. La comparaison avec les données internationales du projet MERCI, dont la méthodologie n'inclut aucune condition de taille ou de revendication, tend de plus à venir appuyer cette hypothèse (tableau III-8). Dans l'ensemble, il reste néanmoins certain que

notre corpus tend à surreprésenter les événements violents comme le ferait toute source de presse et que ce biais implique une certaine distance critique vis-à-vis de nos sources.

#### 4. La représentativité géographique

Seulement 43,1% des actions protestataires de notre corpus ont lieu dans une capitale européenne contre 56,9% dans d'autres villes. Ces chiffres cachent néanmoins d'importantes disparités entre pays. Ainsi les manifestations sont largement *minoritaires* dans les capitales en Allemagne<sup>843</sup> (19,9%), Suisse (23,7%) et Pays-Bas (38,5%), elles sont faiblement *majoritaires* dans la capitale française (53,6%) et largement *majoritaires* dans les capitales de tous les autres pays étudiés (de 75 à 100%), qui comptent également beaucoup moins de manifestations kurdistes sur la période étudiée<sup>844</sup>. Une comparaison avec le fichier de Dieter Rucht permet en fait de montrer que nos sources tendent à légèrement sous-représenter les manifestations ayant lieu en dehors de Bonn et Berlin en Allemagne (tableau III-9) : la presse francophone et anglophone étant fortement représentée dans le *Bulletin* de l'Institut kurde, elle tend évidemment à se focaliser sur Bonn et Berlin aux dépens des autres villes allemandes.

On pourrait alors imaginer que la forte présence des manifestations kurdistes dans les autres capitales européennes (hormis Berne, Amsterdam et Paris) n'est que l'accentuation de ce biais géographique mis en lumière pour l'Allemagne. Pourtant, il nous semble que l'implantation géographique des Kurdes en Europe permet d'expliquer aisément pourquoi, dans les autres pays européens, les manifestations kurdistes ont été recensées dans leur très grande majorité dans les capitales. Comme on l'a vu dans le chapitre I, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suisse sont d'abord les pays où résident la plus ancienne et la plus nombreuse immigration kurde d'Europe (82%, tableau I-5) : migrants et réfugiés, qui ont conservé une forte présence dans les capitales, se sont bien souvent installés dans les zones industrielles des villes de province afin d'y trouver un emploi, d'autant plus que les capitales allemande, suisse et néerlandaise étaient démographiquement moins importantes que d'autres grandes villes. Dans le cas de la France, les nombreux journaux locaux et régionaux présents dans le *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde - notamment dans les années 1980 - ont également permis de mieux couvrir le territoire français que ne l'aurait fait un grand quotidien national mais parisien, comme l'a montré le tableau III-2 à propos des données du projet

---

<sup>843</sup> Pour l'Allemagne, Bonn et Berlin ont été considérées comme capitale.

<sup>844</sup> 82,2% des actions protestataires recensées ont lieu en Allemagne, France, Suisse et Pays-Bas.

MERCI. Dans les autres pays, la relative nouveauté du phénomène migratoire en provenance de Turquie a impliqué une plus grande concentration de Kurdes dans les capitales, ce qui tend à expliquer l'absence dans notre corpus de manifestations ayant eu lieu dans d'autres villes. Au total, il reste difficile, en l'absence de données exhaustives sur la répartition des manifestations entre capitale et autres villes<sup>845</sup>, d'évaluer la représentativité géographique de notre corpus. On peut néanmoins soutenir que la revue de presse ne tend pas à surreprésenter fortement les capitales par rapport aux sources de presse classique (cas de l'Allemagne), voire permet parfois de mieux représenter les disparités régionales (cas de la France).

**Tableau III-9. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne par lieu (capitale/autres villes)**

	<i>Données PRODAT (1979-1996)</i>		<i>Données Grojean (1982-2003)</i>	
	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>% valide</b>
<b>Capitales</b>	33	13,8	69	19,9
<b>Autres villes</b>	206	86,2	277	80,1
<b>Total 1</b>	239	100	346	100
<b>Manquant</b>	0		4	
<b>Total 2</b>	239		350	

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. Bonn *et* Berlin ont été ici considérées comme capitale.

### *C. Degré de systématicité dans le temps des biais liés à la revue de presse*

#### *1. Les cycles d'attention journalistique à court terme*

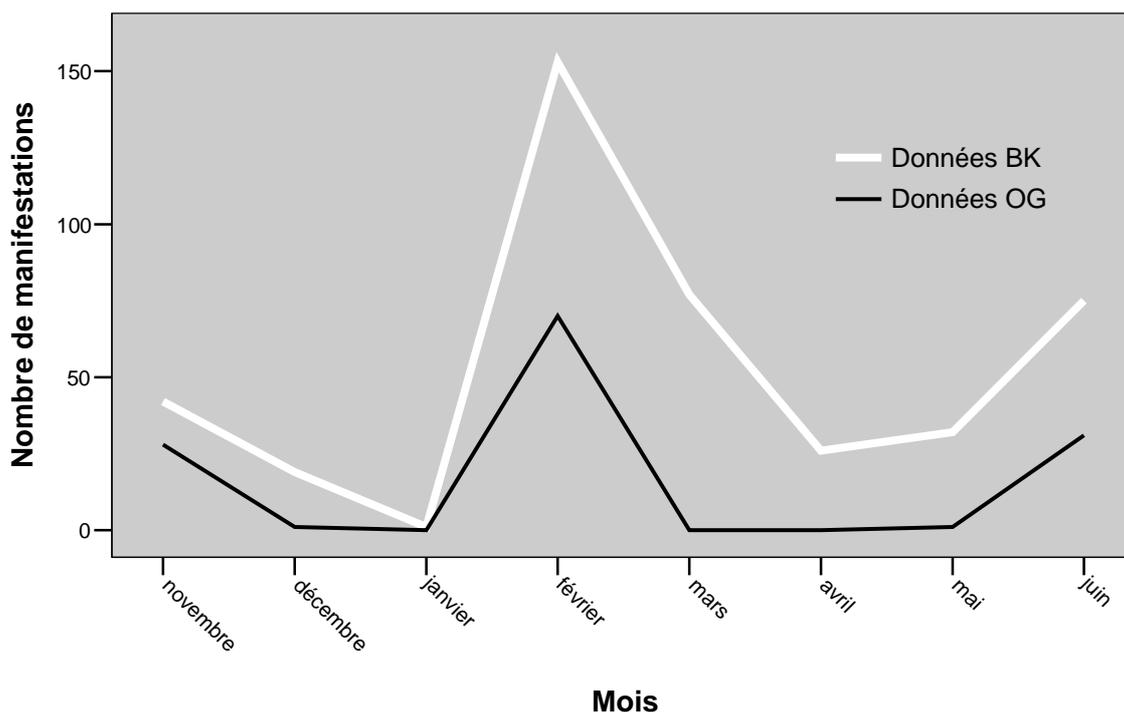
Le dernier biais généralement mentionné à propos des sources journalistique a trait aux cycles d'attention médiatique. Dans le cas de l'« affaire Öcalan », l'analyse diachronique fait tout d'abord apparaître une forte représentativité de nos corpus dans la durée : comparées aux données relativement exhaustives de Küçük, notre échantillon représente de manière assez proportionnelle les trois grandes vagues de manifestations kurdistes (graphique III-1), et enregistre exactement les même tendances que le test que nous avons effectué à partir de 12 journaux français et allemands (graphique II-4).

C'est alors sur les différences qu'il convient de s'attarder plus longuement. La première concerne les « pics » de mobilisation. Alors que le *Bulletin* de l'Institut kurde

<sup>845</sup> L'étude de Bülent Küçük ne mentionne pas les villes européennes où ont eu lieu les manifestations kurdistes durant l'« affaire Öcalan », rendant impossible toute évaluation des biais induits par les sources de presse classiques (dépouillement régulier d'un seul ou de plusieurs journaux).

mentionne les deux tiers des actions répertoriées par Bülent Küçük en novembre 1998, il n'en mentionne plus qu'un peu moins de la moitié en février et en juin 1999 (45,7% puis 41,3%), ce qui tendrait à montrer que notre revue de presse tend à sous-estimer le nombre d'actions protestataires apparaissant dans les phases ultérieures d'une vague de protestation. La deuxième différence est au contraire liée aux « creux » de mobilisation qui font suite aux « pics » de mobilisation. Si nos données tendent à se rapprocher de la « réalité » en décembre et janvier 1999, elles s'en écartent fortement à partir de mars 1999 : alors que la protestation kurdiste continue en Europe, plus aucune manifestation n'est recensée en mars et avril 1999 et une seule est recensée en mai 1999 dans le *Bulletin de liaison*, conformément à l'effet de saturation décrit plus haut, qui provoque la fin d'un cycle d'attention médiatique soutenue.

**Graphique III-1. Nombre d'événements protestataires kurdistes en Europe durant l'« affaire Öcalan »**



Le nombre de manifestations recensées lors du « creux » de mobilisations qui fait suite aux deuxième « pic » de mobilisation est ainsi bien davantage sous-estimé que celui qui fait suite au premier « pic » de mobilisation, biais qui interdit toute analyse *de la fin des vagues de*

*mobilisation* à partir de nos sources<sup>846</sup>. Au-delà, alors que nos données paraissent montrer que la mobilisation du mois de juin naît presque *ex-nihilo* (une seule action protestataire recensée en mai 1999), il convient de garder à l'esprit que, dans certaines configurations, le nombre de manifestations qui précède une vague de mobilisation est également fortement sous-estimé dans le *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde.

## 2. Les cycles d'attention journalistique à long terme

Enfin, la question du degré de systématisme dans le temps des bais mis en lumière auparavant est le principal problème auquel fait face une analyse à partir d'une revue de presse. Comme toute source de presse non militante, le *Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde* n'a pas en effet pour objet principal de recenser les événements protestataires : il ne vise donc pas la représentativité quantitative des manifestations, ni *a fortiori* leur exhaustivité. Nous avons certes déjà montré que la presse allemande et la presse française avaient eu une réactivité très proche en ce qui concerne l'« affaire Öcalan » (graphique II-1), qu'elles avaient recensé une proportion d'événements très comparables lors des différentes phases de l'affaire (graphiques II-2 et II-3), et que cette remarque pouvait être généralisée dans une certaine mesure aux années 1980 et 1990. Le *Bulletin* comprend néanmoins un nombre très important de journaux anglophones, turcophones et autres, qui sont mobilisés à divers degrés et à des moments différents. Un certain nombre d'éléments viennent ainsi rendre difficile l'analyse du degré d'homogénéité/hétérogénéité de cette source dans la durée.

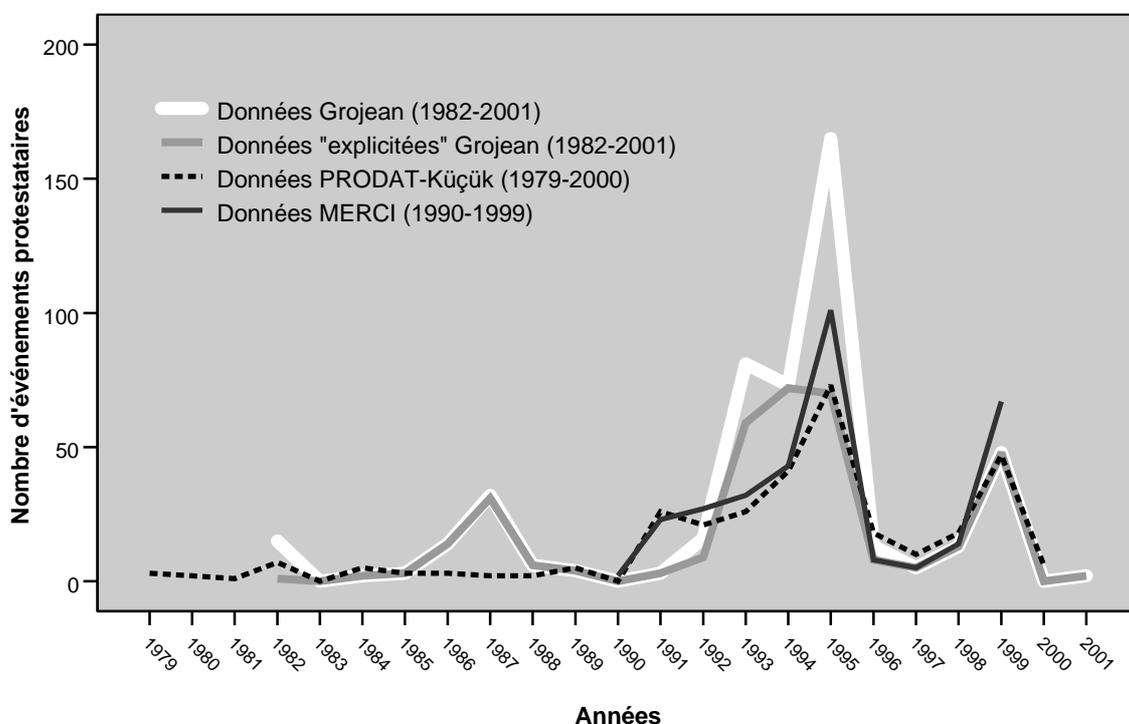
Un premier problème a trait à la sélection des articles par l'Institut. Si cette revue de presse se veut non politique (le point de vue importe peu), reflet quantitatif de la presse (les articles sont surtout choisis en fonction de leur taille et de leur nombre), elle vise également à traiter de sujets parfois peu débattus dans la presse. Certains événements considérés comme importants peuvent ainsi apparaître largement dans le *Bulletin* à un certain moment, alors que d'autres pourront être considérés comme mineurs et non mentionnés dans un autre contexte. D'autre part, les personnes responsables du *Bulletin* ont changé durant les deux décennies de son existence. Si le caractère collectif de la constitution du *Bulletin* tend à relativiser cet élément (en général trois à quatre personnes centralisent et choisissent les articles), il n'en reste pas moins que les responsables ont sans doute joué un rôle moteur ayant eu des

---

<sup>846</sup> Ce biais est sans doute également lié au fait que les manifestations violentes ou spectaculaires apparaissent, lors de l'« affaire Öcalan » mais également dans les années 1980-1990, au début des vagues de mobilisation et non à la fin.

conséquences éditoriales. Mais au-delà de ces évolutions organisationnelles, il est également impossible de considérer cette source comme relativement stable dans le temps. Le *Bulletin de liaison* s'est en effet profondément transformé depuis vingt ans, en raison d'évolutions techniques (utilisation progressive d'internet et généralisation des dépêches d'agences de presse), de contraintes financières (certains bulletins étaient ainsi moins fournis que d'autres, notamment en octobre, novembre et décembre 1987, l'abonnement à l'argus de la presse a cessé en 1997 et le nombre de mots-clé utilisés pour l'AFP a diminué), de restructuration du champ informationnel sur les Kurdes (création de la revue de presse électronique de l'Institut kurde de Washington en 1997 dont certains articles sont reproduits) et surtout - comme on l'a vu dans le chapitre II - du fait de la sensibilité croissante des médias européens à la question kurde (abandon progressif de la presse turcophone au début des années 1990 au profit des grands médias anglophones - parfois turcs, comme *Turkish Probe* ou *Turkish Daily News* - et francophones, diminution progressive des articles de la presse locale et régionale)<sup>847</sup>.

**Graphique III-2. Nombre d'événements protestataires kurdes en Allemagne recensés dans les différentes bases de données (1979-2001)**



<sup>847</sup> Observations personnelles et entretien avec Rüşen Werdi, actuelle responsable du *Bulletin* de l'Institut kurde.

Un des moyens de tester la systématique des biais induits par notre revue de presse est de comparer notre corpus à celui du fichier PRODAT-Küçük et à celui du projet MERCI sur l'Allemagne (Graphiques III-2)<sup>848</sup>, même si ce test n'aura qu'une valeur relative en raison des probables évolutions ayant également affecté les médias dépouillés pour ces études. Les données du fichier MERCI apparaissant trop peu fiables à une échelle internationale, nous ne pourrions malheureusement pas tester la systématique de ces biais à l'échelle de plusieurs pays, sinon à la marge.

Les trois bases de données tendent d'abord à mettre en évidence les mêmes grandes vagues de mobilisation durant les années 1980 et 1990 : celle de 1993-1995 et celle de 1998-1999. Mais là encore, des différences significatives apparaissent : les données PRODAT ne font apparaître aucune vague de mobilisation en 1986-1987, et, comme celles du projet MERCI, semblent sous-estimer la vague d'actions de 1993-1995 par rapport à nos propres données. Inversement, nos données ne font apparaître aucune vague spécifique de manifestation en 1991 et pourraient surestimer la vague de 1993-1995.

*Vague de 1986-1987.* L'absence de la vague de manifestations de 1986-1987 dans les données de Dieter Rucht semble pouvoir être expliquée par deux types de facteurs. Le premier a de nouveau trait à la méthodologie employée. Si trois manifestations sur cinq recensées dans le fichier PRODAT en 1986-1987 ont bien lieu en semaine (jeudi et vendredi), la méthodologie adoptée ne permet pas - de manière générale - à l'équipe de Dieter Rucht de recenser les manifestations se déroulant en semaine, tout du moins lors des trois premières semaines du mois (les éditions de la dernière semaine étant dépouillées entièrement). Or, plus des 2/3 des événements que nous avons recensés en 1986-1987 (31 sur 46) se sont déroulés en semaine *et* durant les trois premières semaines du mois. Il semble alors que cette différence

---

<sup>848</sup> **Pour ce graphique, nous avons retenu les données « explicitées » et les données « mentionnées » de notre corpus.** Ces deux catégories correspondent au degré d'informations sur les actions protestataires fournis dans les articles. Elles ont été construites - essentiellement pour analyser le cas allemand - afin de conjuguer exhaustivité et représentativité, sans privilégier l'une aux dépens de l'autre. Sans que cette condition soit systématique, c'est le plus souvent lorsque les variables « ville » et « date » étaient précisément remplies que les données ont été considérées comme « explicitées ». Ainsi, lorsque le journaliste écrivait que « trente attaques incendiaires ont eu lieu en Allemagne depuis une semaine » ou que « dix autres grèves de la faim ont également eu lieu dans d'autres villes allemandes ce week-end », nous avons considéré que les actions protestataires n'étaient que « mentionnées ». Au contraire, lorsque la ville de l'action était mentionnée et lorsque la date était précisément identifiable (« 5000 kurdes ont manifesté hier à Stuttgart »), l'événement a été codé comme « explicité ». Au sein de notre fichier, les événements « mentionnés » le sont plus souvent en Allemagne et concernent surtout les attaques incendiaires.

significative soit davantage imputable à la méthodologie du fichier PRODAT qu'à notre revue de presse, qui permet au contraire de recenser l'essentiel des manifestations, indépendamment des jours de la semaine. Pour autant, ce biais ne permet pas de comprendre l'absence *totale* de vague de mobilisation dans les données de D. Rucht. Le deuxième élément explicatif pourrait ainsi être lié à la protestation kurdiste elle-même. 53,3% des événements que nous avons recensés sont des occupations de locaux. Or, en 1986 et 1987, les occupations en Allemagne concernent à 75% des partis politiques locaux ou des médias locaux, peu souvent rapportés dans des quotidiens supra-régionaux comme *Die Süddeutsche Zeitung* ou *Die Frankfurter Rundschau*. Et en effet, toutes les manifestations recensées par D. Rucht en 1986-1987 ont lieu en *Nordrhein-Westfalen*, alors que nos données indiquent que seulement 35,6% des manifestations (37,5% des occupations de locaux) ont eu lieu dans ce *Land*. On peut ainsi considérer que le *Bulletin* de l'Institut kurde permet de mieux saisir la répartition géographique des manifestations kurdistes *durant cette période spécifique* (le tableau III-9 avait montré que notre corpus sous-représentait légèrement les manifestations se déroulant en dehors de Bonn et Berlin par rapport au fichier PRODAT *sur l'ensemble de la période* des années 1980 et 1990).

*Vague de 1991.* L'absence de la vague de mobilisation de 1991 dans nos données pose davantage question. Sur les 26 manifestations recensées par D. Rucht, seulement deux n'auraient pas été incorporées dans notre corpus (une conférence et une manifestation contre le racisme), ce qui ne permet pas d'expliquer cette différence. Les données du fichier MERCI montrent également que les manifestations kurdistes sont nombreuses en Allemagne en 1991 (tableau III-10). Il est en fait probable que la constitution du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde est ici en cause. La première guerre contre l'Irak est engagée en janvier 1991, ravive les craintes et les espoirs du peuple kurde au Moyen-Orient et en Europe et provoque le déplacement de plus d'un million de réfugiés kurdés. Or, l'association France-Libertés de Danièle Mitterrand et le gouvernement français représenté par Bernard Kouchner jouent un rôle très important dans la mise sur agenda politique et médiatique de la question kurde, en France et à l'échelle internationale. L'Institut kurde semble avoir ainsi favorisé la presse anglophone et francophone aux dépens de la presse germanophone et turcophone - qui s'ajoute à la tendance repérée plus haut sur les transformations du *Bulletin* au début des années 1990 - ce que tendent à confirmer nos données : si aucune vague de mobilisation n'apparaît en Allemagne en 1991, cette vague est bien présente dans les autres pays européens francophones (France, Suisse et Belgique) et anglophones (Grande-Bretagne).

**Tableau III-10. Répartitions des actions protestataires kurdistes en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse en 1991**

	<i>Données MERCI</i>		<i>Données Grojean</i>	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Allemagne	23	74,2	3	9,7
France	1	3,2	17	54,8
Grande-Bretagne	0	0,0	2	6,5
Pays-Bas	0	0,0	1	3,2
Suisse	7	22,6	8	25,8
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>100</b>	<b>31</b>	<b>100</b>

Il est ainsi très clair que nos données sous-représentent fortement la vague de manifestations de 1991 en Allemagne. Ce biais ne paraît cependant pas être généralisable à l'ensemble des pays européens, comme le montre une comparaison avec les données du projet MERCI (tableau III-10)<sup>849</sup>.

*Vague de 1993-1995.* Les années 1993, 1994 et 1995 sont enfin celles qui posent le plus de problèmes. Si toutes les bases de données (fichier PRODAT, fichier MERCI et nos propres données) s'accordent pour montrer que cette période est celle où l'activité protestataire kurde est la plus intense, il reste à déterminer dans quelle mesure cette vague débute bien en 1993 et non en 1994, s'il est possible de parler de léger « creux » de mobilisation en 1994 (comparaison entre, d'une part, les données générales de notre corpus et, d'autre part, les fichiers PRODAT et MERCI ainsi que nos données « explicitées », qui auraient au contraire tendance à montrer une progression, certes moindre, de la protestation), et dans quelles proportions l'année 1995 voit-elle davantage d'actions protestataires que les autres.

Une première hypothèse, qui a trait aux journaux dépouillés, paraît permettre d'expliquer en partie les différences visibles en 1993 et 1994. Les données des projets PRODAT et MERCI se basent en effet sur *Die Frankfurter Rundschau* (situé dans le *Land* de *Hessen*), additionné de *Die Süddeutsche Zeitung* (situé dans le *Land* de *Bayern*) pour le fichier PRODAT. Or, la comparaison avec nos propres données montre que le fichier MERCI

<sup>849</sup> Si nous avons vu dans le tableau III-2 que les données du projet MERCI sur la France et la Grande-Bretagne étaient peu comparables à nos données, celles sur la Suisse et les Pays-Bas, sans doute plus fiables, permettent ici de vérifier quelque peu cette hypothèse.

a tendance à surreprésenter les actions ayant lieu dans les *Länder* de *Hessen* et de *Nordrhein-Westfalen* (où est située Bonn) au détriment des autres *Länder* (sauf ceux de *Saarland* et de Berlin). De la même manière, si le fichier PRODAT indique des proportions similaires aux nôtres dans le cas du *Land* de *Nordrhein-Westfalen*, les manifestations apparaissent très fortement surreprésentées dans le *Land* de *Hessen* et très légèrement surreprésentées dans le *Land* de *Bayern*, là encore au détriment des autres *Länder* (sauf encore celui de *Saarland*) (tableau III-11). La revue de presse, qui multiplie les sources journalistiques, tend alors sans doute à mieux représenter géographiquement les manifestations kurdistes en Allemagne que les fichiers PRODAT et MERCI, tout du moins lors des vagues de manifestations importantes. *A contrario*, si l'on se fie au tableau III-9, qui montrait que nos données et celles de D. Rucht et B. Küçük représentaient de manière assez similaire la répartition géographique des manifestations sur la longue durée (comparaison capitale/autre ville), c'est que nos données tendent sans doute à surreprésenter les manifestations ayant lieu à Bonn et à Berlin durant les périodes de faible mobilisation.

**Tableau III-11. Nombre de manifestations kurdistes dans les différents *Länder* allemands en 1993 et 1994**

	<i>Données MERCI</i>		<i>Données PRODAT</i>		<i>Données Grojean</i>	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
<b>B-Württemberg</b>	11	14,7	10	14,9	23	17,8
<b>Bayern</b>	5	6,7	6	<b>9,0</b>	11	<b>8,4</b>
<b>Berlin</b>	5	6,7	2	3,0	7	5,3
<b>Brandenburg</b>	0	0,0	0	0,0	1	0,8
<b>Bremen</b>	1	1,3	0	0,0	8	6,1
<b>Hamburg</b>	4	5,3	3	4,5	14	10,7
<b>Hessen</b>	19	<b>25,3</b>	21	<b>31,3</b>	22	<b>16,8</b>
<b>Niedersachsen</b>	5	6,7	7	10,4	9	6,9
<b>N-Westfalen</b>	20	<b>26,6</b>	14	<b>20,9</b>	28	<b>21,4</b>
<b>R-Pfalz</b>	1	1,3	1	1,5	3	2,3
<b>Saarland</b>	3	4,0	3	4,5	1	0,8
<b>S-Holstein</b>	1	1,3	0	0,0	3	2,3
<b>Total 1</b>	75	100	67	100	130	99,2
<b>Manquante</b>	0		0		1	0,8
<b>Total 2</b>	75		67		131	100

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Une deuxième hypothèse est liée aux modes d'actions répertoriés. On a vu en effet que nos données surreprésentaient les actions violentes en Allemagne par rapport aux données de D. Rucht et B. Küçük sur l'ensemble de la période étudiée (le tableau III-7 indique une

surreprésentation de l'ordre du double). Or, si pour les années 1993-1994 nos données « explicitées » comptent 46,7% d'actions violentes (57 sur 122 actions mentionnant le mode d'action), le fichier MERCI en recense 24% (18 sur 75) contre 4,5% seulement pour le fichier PRODAT (3 actions violentes sur 67). Nous avons déjà vu que la méthodologie retenue pour le fichier PRODAT excluait les actions protestataires de moins de trois personnes, ce qui avait permis d'expliquer en partie le faible nombre d'attaques incendiaires recensées. Mais il est maintenant plus clair que les actions violentes sont sans doute moins surreprésentées au sein de notre corpus qu'il n'y paraissait à première vue. Au-delà, cette forte présence des actions violentes dans nos données semble essentiellement liée aux années 1993 et 1994 : les données PRODAT, MERCI ainsi que nos données « explicitées » sont en effet fortement concordantes pour l'année 1995 (respectivement 69,8%, 69,3% et 70% d'actions violentes).

Une dernière hypothèse concerne la méthode de dépouillement des journaux. Comme on l'a vu, les fichiers PRODAT et MERCI ont été constitués non par dépouillement total, mais par dépouillement d'échantillons discontinus (sauf pour la dernière semaine du mois, dépouillée totalement dans le cas du fichier PRODAT). Quand des manifestations ont lieu sur plusieurs jours successifs, il est possible qu'elles ne soient ainsi que très partiellement répertoriées. Il apparaît de plus en plus que la revue de presse se focalise quant-à-elle davantage sur les *vagues de mobilisation*, sans doute au détriment des actions plus ponctuelles. Or, les années 1993 et 1994 sont très particulières en Allemagne : le PKK est interdit suite à deux grandes vagues d'actions protestataires en juin et novembre 1993, interdiction qui va conduire à de nouvelles vagues de mobilisations en mars et novembre 1994. Il semble alors que notre corpus tend davantage vers l'exhaustivité dans les années 1993 et 1994, surreprésentant ces actions par rapport aux autres années.

La vérification de ces trois hypothèses permet finalement de mieux comprendre la logique intuitive qui nous avait conduit à différencier les manifestations « mentionnées » - qui, quand elles sont comprises dans l'analyse, permettent de mieux cerner le déroulement d'une vague de mobilisation spécifique - des manifestations uniquement « explicitées » - qui, prises seules, permettent de mieux évaluer l'évolution de la protestation sur la longue durée. L'année 1995 est symptomatique de cette tension. Le graphique III-2 montre en effet que nos données « explicitées » permettent de recenser un nombre d'événements très proche de celui du fichier PRODAT, alors que nos données « générales » - comprenant les événements uniquement « mentionnés » - indiquent un nombre de manifestations bien plus important, plus

proche du nombre de manifestations recensées par le fichier MERCI. Néanmoins, alors que le fichier MERCI et nos données « explicitées » ne comptabilisent qu'environ 70% d'actions violentes en 1995, nos données « générales » en recensent 86,1%, les actions « mentionnées » de notre corpus étant - cette année-là - quasi-exclusivement des attaques incendiaires. On peut en déduire que si nos données « générales » permettent de mieux évaluer le nombre d'actions protestataires lors des grandes vagues d'actions protestataires, c'est aussi en surestimant la proportion d'événements violents lors d'un « pic » de mobilisation.

Au total, et pour répondre aux trois questions qui avaient guidé notre analyse de la vague de mobilisation de 1993-1995, trois points méritent d'être soulignés. La revue de presse permettant de mieux recenser les manifestations locales durant cette période, nos données semblent d'abord mieux à même que les fichiers PRODAT et MERCI de mettre en évidence la vague de mobilisation de 1993-1994. Cette meilleure représentation géographique s'effectue au prix d'une certaine surreprésentation des actions violentes durant cette même période, les actions pacifiques dans les petites villes allemandes étant sans doute bien moins couvertes par le *Bulletin* de l'Institut kurde. Néanmoins, cette meilleure recension des actions violentes en 1993-1994 permet de mieux comprendre comment survient le « pic » de mobilisation de 1995 : alors que les données de Dieter Rucht font apparaître une incroyable augmentation de la proportion d'événements violents entre 1993-1994 et 1995, (de 4,5% des événements protestataires à 69,8%), le *Bulletin de liaison* autorise une meilleure appréhension de l'évolution de la protestation (de 46,7% à 70% d'actions violentes). Le deuxième point important concerne l'année 1995 et nos données « générales ». Si celles-ci tendent à mieux représenter le nombre de manifestations en 1995 (effectifs plus proches de ceux du projet MERCI), c'est encore une fois au prix d'une surreprésentation des événements violents. Pour l'année 1995, nos données générales semblent ainsi avoir davantage de sens en termes d'effectifs généraux et ne pourront être ajoutées aux données « explicitées » que pour traiter certaines questions spécifiques, qui ne concernent pas directement la question des répertoires d'action. Enfin, il est probable que le léger creux de mobilisation qu'enregistrent nos données « générales » en 1994 ne soit que la conséquence d'une diminution des événements violents. Les données « mentionnées » de 1993 (22 événements) ont en effet pour la plupart un mode d'action « manquant » qui, d'après le contexte, pourraient être majoritairement des attaques incendiaires. Or, si le nombre d'actions démonstratives ou visant la confrontation reste stable voire augmente en 1994, seul le nombre d'événements violents diminue (passage de 33 à 24 actions violentes recensées). Nos données « générales » ne peuvent donc mettre ici en

évidence un « creux » de mobilisation qui correspond en fait à une baisse de la violence dans les actions protestataires.

### 3. Sources journalistiques et analyse de l'évolution du niveau de la mobilisation

Toutes ces comparaisons nous autorisent-elles finalement à établir, à partir de la revue de presse de l'Institut kurde, des tendances de moyenne durée (20 ans) ? Il semble tout d'abord difficile de rendre compte du niveau des mobilisations kurdistes à l'échelle de la France, voire à l'échelle internationale. Même si la comparaison avec les données de Küçük sur l'« affaire Öcalan » montre une certaine similitude des courbes à l'échelle européenne sur la courte durée, rien ne nous permet d'affirmer que les résultats seraient similaires sur la moyenne durée. Si l'on se fie au *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, il apparaît par exemple que les événements protestataires kurdistes sont presque aussi nombreux en 1984 qu'en 1993, dans les années 1980 que dans les années 1990 : n'importe quel observateur averti des mobilisations kurdistes en France émettrait de sérieux doutes quant à une telle distribution. Au-delà, le nombre d'événements recensés en France est, dans les années 1980, deux fois supérieur au nombre d'événements recensés en Allemagne, alors qu'il est plus de trois fois inférieur dans les années 1990, ce qui apparaît très improbable (voire totalement aberrant) dans la « réalité » (tableau III-12).

**Tableau III-12. Répartition des actions protestataires kurdistes par pays et par périodes d'après les données du *Bulletin de liaison et d'information***

	1982-1991	1992-2001	Total
Allemagne	79	415	494
France	152	123	275
<b>Total</b>	231	538	769

Sont comptabilisées ici toutes nos données (données « générales ») mais les résultats sont à peu près identiques avec nos données « explicitées ».

La constitution du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde est ici sans doute en cause : nous avons vu en effet d'une part que la revue de presse semblait surreprésenter quelque peu les événements s'étant déroulés en France et, d'autre part, que si les articles de la presse locale et régionale française étaient très nombreux au sein de la revue de presse dans les années 1980, leur nombre avait tendance à fortement diminuer dans les années 1990. Mais de telles distorsions rappellent également les mises en garde d'Olivier Fillieule à propos des

comparaisons internationales du niveau des mobilisations à partir de sources journalistiques : selon lui en effet, le fait que l'évolution des courbes d'événements protestataires « dépend de caractéristiques qui ne sont propres ni aux événements eux-mêmes, ni aux logiques médiatiques [...] se fait encore plus sentir dans le cadre des comparaisons internationales, dans la mesure où l'agenda politique de chaque pays est dans la majeure partie des cas différents »<sup>850</sup>. Or, si nous avons vu dans le chapitre II que les agendas politiques nationaux ne semblaient pas fortement influencer les cycles d'attention médiatique lors de l'« affaire Öcalan », il nous était impossible de déterminer si cette spécificité était généralisable à l'ensemble des années 1980 et 1990. Au-delà, nous avons vu que les agendas politiques international, européen et turc semblaient jouer un rôle autrement plus important dans la sélectivité journalistique, et ce d'autant plus qu'ils avaient tendance à s'imposer à tous les journaux : la diversité des journaux présents dans la revue de presse ne semble ainsi pas pouvoir pallier aux biais liés à ces agendas (sous-représentation des événements protestataires européens quand la question kurde est d'abord considérée comme un problème interne à la Turquie, surreprésentation de ces événements quand ils font écho à des événements considérés comme importants par les journalistes). Si ces décalages peuvent ainsi être liés à notre source de troisième main, rien ne permet d'indiquer que nos résultats auraient été plus fiables à partir de sources journalistiques classiques (Cf. la base de données du projet MERCI, qui apparaît trop peu fiable à l'échelle internationale).

Qu'en est-il alors de nos données concernant l'Allemagne ? Les similitudes observées entre notre corpus et d'autres bases de données constituées à partir de sources et de méthodologie différentes sur la moyenne durée, ainsi que les hypothèses émises pour expliquer les différences rencontrées pourraient effectivement nous inciter à penser qu'il nous est désormais possible d'évaluer l'évolution du niveau des mobilisations kurdistes en Allemagne dans les années 1980 et 1990. D'aucun pourraient pourtant considérer que parallélisme des courbes ne signifie pas forcément validation des évolutions rencontrées : le taux de redondance inter-bases de données s'avérant faible (environ 20% des événements recensés par D. Rucht entre 1982 et 1996 sont recensés dans notre corpus<sup>851</sup>), il signifie que, quand bien même les évolutions sont similaires, elles ne correspondent pas aux mêmes événements, c'est-à-dire à la même « réalité empirique ». Mais si les événements sont

---

<sup>850</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 237.

<sup>851</sup> Nous n'avons pas pu tenter de cerner le taux de redondance inter-bases de données entre notre corpus et celui du projet MERCI car si les données en notre possession indiquaient bien la région de l'action, elles n'indiquaient pas la ville.

différents, ils surviennent très souvent aux mêmes dates : quand la base de données PRODAT mentionne une attaque incendiaire dans telle ou telle ville allemande à une date donnée, notre corpus recense très souvent les mêmes types d'événements, le même jour, mais dans d'autres villes allemandes, ce qui viendrait renforcer l'idée d'une certaine concordance temporelle entre les bases de données. On pourrait donc considérer que *dans le cas kurde* - J.-G. Contamin aboutit à des conclusions inverses à propos du pétitionnement<sup>852</sup>, de même qu'Olivier Fillieule qui compare ses données tirées d'archives policières à des données tirées du quotidien *Le Monde*<sup>853</sup> - les formes d'échantillonnage utilisées dans le cadre d'analyses événementielles ne modifient pas excessivement les calculs de *niveau général de la mobilisation en termes d'événements*, au sein évidemment des limites mises en évidence plus haut<sup>854</sup>.

Un autre problème réside cependant dans le fait que toutes les bases de données utilisées ici sur la moyenne durée ont été constituées à partir de sources journalistiques, dont la sélectivité est grande (sous-estimation du niveau de mobilisation hors période de crise) et peut de surcroît varier dans le temps (la presse s'intéresse davantage aux Kurdes au début des années 1990). L'évolution des agendas politiques, qui ne semblent pas influencer fortement les courbes de niveau de mobilisation à court terme (au moment de l'« affaire Öcalan »), pourraient également biaiser considérablement nos résultats sur la moyenne durée (absence de comparaison de notre corpus avec des données n'obéissant pas à la sélectivité médiatique « traditionnelle »). Comme le remarquait O. Fillieule, on ne pourrait donc qu'émettre des réserves sur les analyses du niveau de mobilisation à l'aide de tris à plat dans le cas de données issues de sources journalistiques. Il reste qu'Olivier Fillieule cherche à évaluer la validité de courbes représentant un niveau « global » de manifestations, indépendamment de la qualité ou de l'identité des acteurs mobilisés : il s'intéresse ainsi à *toutes* les manifestations de rue s'étant déroulées à Paris (1991), Marseille (1980-1989) et Nantes (1979-1989), et la confrontation de ses données avec d'autres issues de sources journalistiques l'amène à

---

<sup>852</sup> Dans sa démonstration, J.-G. Contamin ne s'intéresse d'ailleurs pas tant au nombre d'événements qu'à la taille des événements, c'est-à-dire à un type d'événement qui dépend ici du nombre de pétitionnaires). Or, nous avons vu que notre propre base de données avait plutôt tendance à surreprésenter les micro-mobilisations. Cf. Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 366 et suivantes.

<sup>853</sup> Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 71-75 et 83-84, . Les données tirées du *Monde* proviennent de Duyvendak., Jan W., *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994.

<sup>854</sup> O. Fillieule lui-même ne semble pas forcément hostile à cette idée puisqu'il suggère qu'une stratégie d'échantillonnage donnée peut autoriser « un travail sur un certain type de mouvement et d'événements » en fonction des biais liés à la source utilisée. Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 85.

constater « une diminution de la proportion de manifestations couvertes par la presse » « lorsque l’agenda politique est saturé par un événement politique de première importance (élections, événement international) ». Mais diminution du nombre global de manifestations ne signifie pas nécessairement diminution du nombre de manifestations de *chaque* mouvement social ou politique considéré, d’autant plus que « l’existence d’un événement à fort impact social - qu’il soit national ou international - et suscitant des mobilisations spécifiques fait également chuter le niveau d’activité [*réel*] de toutes les autres entreprises de mobilisation »<sup>855</sup>. La couverture des événements protestataires initiés par le mouvement kurde pourrait de ce fait être moins sensible à l’actualité politique du moment que ceux d’autres mouvements, au moins en période de forte mobilisation, comme au moment de l’« affaire Öcalan » (cf. chapitre II). Il nous semble dès lors possible de dégager - après « correction » de nos données à l’aide des fichiers PRODAT et MERCI - des moments de forte mobilisation kurdiste, qui ne respecteront sans doute pas une proportionnalité stable (les événements hors période de crise resteront sous-évalués) mais qui pourront nous informer sur les périodes « critiques », tant pour les Kurdes eux-mêmes que pour les Etats dans lesquels la protestation a lieu.

### ***Conclusion***

L’analyse des biais induits par notre source « tertiaire » a donc été rendue possible par la comparaison la plus systématique possible avec trois bases de données différentes : la première tendant vers l’exhaustivité à l’échelle européenne sur une période courte (données Küçük), la seconde visant la représentativité sur la longue durée dans le pays qui a vu le plus de manifestations kurdistes en Europe (l’Allemagne, cf. données PRODAT-Küçük), la dernière ambitionnant la représentativité sur la moyenne durée dans les cinq pays qui ont vu le plus grand nombre d’actions protestataires kurdistes en Europe (l’Allemagne, la France, la Suisse, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, cf. données MERCI). Si le *Bulletin de liaison et d’information* de l’Institut kurde pouvait apparaître *a priori* comme une source trop peu stable pour mener une analyse quantitative des événements protestataires kurdistes en Europe, nous avons montré que les biais induits par cette source de troisième main étaient le plus souvent comparables à ceux d’une source journalistique classique, voire minorés en raison du nombre important de journaux présents dans la revue de presse. Plus précisément, la comparaison a permis de mettre en lumière les éléments suivants :

---

<sup>855</sup> *Ibid.*, p. 237 et 235.

1) Le *Bulletin de liaison* semble d'abord résister relativement bien aux biais mis en lumière à propos des sources journalistiques et paraît dresser un tableau relativement fiable de la structuration des mobilisations kurdistes dans les différents pays étudiés.

- Il permet d'abord de ne pas sous-représenter fortement les manifestations de petite taille, voire tend à surreprésenter ces micro-manifestations par rapport aux recherches basées sur des sources journalistiques classiques d'une part et aux études plus exhaustives d'autre part.

- Il ne tend pas ensuite à davantage surreprésenter les événements violents que ne le ferait un quotidien national, hormis lors des grandes vagues de mobilisation (comme celle de 1993-1995). Il surestime néanmoins dans une certaine mesure les actions violentes par rapport à un corpus visant l'exhaustivité.

- Il apparaît enfin que s'il privilégie légèrement les actions protestataires ayant lieu dans les capitales en période de faible mobilisation, il tend à mieux représenter les manifestations locales en période de forte mobilisation (1993-1995 par exemple).

2) Par rapport à des données visant l'exhaustivité, notre échantillon tend à sous-estimer le nombre d'actions protestataires apparaissant après la première phase d'un cycle de mobilisation ce qui rend difficile toute analyse de la fin des vagues de mobilisation. Inversement, si les débuts d'une vague de mobilisation sont souvent bien représentés, notre corpus a tendance à sous-estimer le nombre d'actions protestataires préalables à cette vague.

3) Enfin, notre corpus tend à se rapprocher davantage de l'exhaustivité que les différentes études sur les événements protestataires établies à partir de sources journalistiques publiées jusqu'à présent. Les grandes vagues de mobilisation y sont fortement représentées, mais c'est sans doute aux dépens des manifestations plus ponctuelles, ce qui ne nous permet pas d'établir de véritables courbes de niveau de mobilisation sur la moyenne durée. Ainsi, notre corpus surestime par exemple fortement le nombre d'événements en France dans les années 1980 et sous-estime fortement les actions kurdes en Allemagne durant l'année 1991, ce qui a sans doute pour conséquence une surreprésentation des événements protestataires kurdistes en France dans les années 1990 également. Tout au plus nous semble-il possible de dégager des moments de forte mobilisation, par année (et non par mois) et uniquement sur l'Allemagne (les comparaisons internationales seront impossibles sur ce point).

Au total, on ne peut considérer notre corpus comme étant représentatif de l'ensemble des événements protestataires kurdistes ayant eu lieu en Europe dans les années 1980 et 1990. Mais comme le note Susan Olzak, on a trop souvent tendance à confondre « représentativité de l'échantillon » et « biais de sélection d'échantillonnage » : la « non-représentativité d'un échantillon rend impossible la mesure des moyennes et variances de la population étudiée, mais elle n'affecte pas nécessairement l'estimation de ses paramètres structuraux »<sup>856</sup>. Autrement dit, « le fait qu'un échantillon - un corpus, dira-t-on plutôt - ne soit pas représentatif de la population dont il est issu » ne signifie pas « qu'en son sein les relations entre variables ne soient pas représentatives des relations internes entre variables qui existeraient dans l'ensemble de la population étudiée »<sup>857</sup>. Alors que les tris à plat ne signifieront pas toujours grand-chose, les tableaux croisés et les analyses multidimensionnelles pourront donc avoir une réelle pertinence sociologique. Pour prendre un exemple concret, si l'on ne pourra savoir dans quelle mesure les acteurs kurdistes ont recours à la violence, on pourra par contre observer dans quelles circonstances ils y ont recours. Dans de nombreux cas cependant, et uniquement parce que l'on a pu dans cette première section dégager des garde-fous qui nous permettront d'éviter des conclusions trop hâtives, nous nous autoriserons néanmoins des analyses à partir de tris à plat. Notons que ces tris à plat n'auront en général aucune valeur intrinsèque et ne prendront sens que dans la comparaison entre pays. Enfin, ces remarques signifient aussi qu'il nous sera impossible de rendre compte de toutes les dimensions de l'action protestataire kurdiste à partir de ce corpus. C'est pourquoi nous aurons également parfois recours à l'analyse qualitative, tant dans ce chapitre que dans le chapitre suivant.

---

<sup>856</sup> Olzak, Susan, « Analysis of Events in the Study of Collective Action », *art. cit.*, p. 121-122.

<sup>857</sup> Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie...*, *op. cit.*, p. 495.

## Section 2. Référentiels et temporalités de la protestation en Europe

### *Introduction*

Dans le chapitre I, nous avons vu de quelle manière le mouvement kurde et le PKK avait étendu leur champ d'action à l'Europe. Mais si cette transnationalisation apparaît nécessaire à la transnationalisation des mobilisations kurdistes, elle ne suffit pas à les expliquer. Nous montrerons donc d'abord en quoi l'émergence de la protestation en Europe est redevable de différents cycles de mobilisation, initiés par des mouvements avec qui le PKK est en contact. Puis nous tenterons de mettre en évidence différentes *phases* de la protestation, en observant dans quelle mesure elles peuvent être corrélées à l'évolution du conflit au Moyen-Orient et aux interactions avec les autorités des pays de résidence. Les rythmes de la protestation seront enfin étudiés dans un troisième temps. Si nous ne pouvons être sûrs que la protestation kurdiste ne se calque pas au moins partiellement sur les rythmes manifestants des pays d'accueil, nous montrerons en quoi les saisons guerrières au Moyen-Orient et certaines dates symboliques participent de la construction de l'agenda protestataire du PKK.

### *A. L'émergence d'un cycle de protestation kurdiste en Europe ?*

#### *1. Des cycles de mobilisations, un cycle de protestation*

Nous n'allons pas revenir en détails ici sur les conditions d'émergence des mobilisations kurdistes en Europe (transnationalisation des organisations, vagues d'immigration, dispositions légales, soutiens associatifs et partisans, politique étrangères des pays de résidence, couverture médiatique, etc.), qui ont été analysées dans les chapitres I et II. Il est néanmoins remarquable qu'aucune action protestataire kurdiste n'ait été recensée en Allemagne par l'équipe de Dieter Rucht avant 1979, alors même que le fichier PRODAT débute en 1949. Nous sommes donc en face d'un phénomène *a priori* marqué par une réelle nouveauté<sup>858</sup>, c'est-à-dire historiquement inédit *en Allemagne*, et sans doute *en Europe*. Peut-on dès lors parler de l'émergence d'un « cycle de protestation » kurde en Europe ? A l'origine de cette notion et partant du cas italien, S. Tarrow considère un cycle de protestation « comme une vague croissante puis décroissante d'actions collectives entremêlées et de réactions à ces

---

<sup>858</sup> Contrairement à d'autres mouvements dont on peut trouver la trace dans des phases précédentes. Cf. Taylor, Verta, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 229-250.

actions, dont l'agrégation, en terme de fréquence, d'intensité et de forme prise, marque une ascendance et une décline en un temps relativement court »<sup>859</sup>. Une telle définition - assez éloignée de la notion de cycle en science dure (qui suggère une répétitivité à l'identique, une régularité des fluctuations et un déroulement logique des séquences) bien que certains aient tenté d'en faire un modèle quasiment adaptable à tous les contextes<sup>860</sup> - ne nous semble pas déboucher sur une posture étiologiste ou déterministe<sup>861</sup> : elle indique uniquement qu'une période donnée voit peut-être davantage de mobilisations qu'une autre, et que les différentes phases de cette mobilisation relèvent de dynamiques et de processus susceptibles d'être observés et analysés. Ainsi en est-il d'ailleurs de certains phénomènes décrits par S. Tarrow. L'auteur de *Democracy and Disorder* considère en effet qu'un cycle d'action collective - repérable à son « moment d'effervescence », où tout devient possible - se caractérise par cinq phénomènes : un accroissement des conflits qui traversent le système social, une diffusion géographique et sectorielle de la mobilisation du centre vers la périphérie, l'apparition de nouvelles organisations ou de nouvelles formes d'encadrement, la formation de nouveaux cadres cognitifs permettant de justifier l'action collective, et enfin le développement de nouvelles formes d'action qui participent à l'élargissement du répertoire d'action originel<sup>862</sup>. Sans chercher à « calquer » de manière mécanique le modèle de S. Tarrow au cas kurde - qui est et doit rester singulier - il nous semble que des dynamiques très similaires accompagnent l'émergence des mobilisations kurdistes en Europe, qui pourraient amener à penser que nous sommes bien face à un cycle de protestation. Mais cette application soulève aussi un certain nombre de questions préalables.

Une première difficulté réside dans le caractère transnational de la protestation<sup>863</sup>. Comme on l'a vu dans les chapitres I et II, on ne peut étudier les mobilisations kurdistes en France ou en Allemagne au sein d'un contexte strictement national : s'il y a « apparition » de nouveaux acteurs sur le sol européen au tournant des années 1980, ces acteurs ont bel et bien d'abord émergé en Turquie où ils avaient d'ores et déjà commencé à mobiliser. Cette

---

<sup>859</sup> Tarrow, Sidney, « Cycles of Collective Action : Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, Vol. 17, n°2, 1993, p. 287.

<sup>860</sup> D'autres auteurs se sont en effet interrogés sur la possibilité de généraliser ce modèle - compris dans sa version séquentielle - à l'échelle européenne. Voir par exemple Koopmans, Ruud, « The Dynamics of Protest Waves : West Germany, 1965 to 1989 », *American Sociological Review*, Vol. 58, n°5, 1993, p. 637-658.

<sup>861</sup> Qui pourrait amener l'observateur à considérer que les caractéristiques d'une phase donnée sont déjà inscrites dans la phase précédente par exemple. Cf. Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques*, op. cit.

<sup>862</sup> Tarrow, Sidney, « Cycles of Collective Action... », art. cit., p. 284-286.

<sup>863</sup> Qui est beaucoup plus un « donné » que pour les mouvements alterglobalisations, alors même que les revendications du mouvement kurde sont essentiellement nationalistes. Cf. Mathieu, Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, n°27, 2005, p. 147-161.

remarque a des conséquences importantes sur la manière d'appréhender l'émergence de la protestation kurdiste en Europe. Si l'on suit la définition de S. Tarrow, on pourrait ainsi affirmer - comme on a tenté de le montrer dans le chapitre I en analysant la transnationalisation des organisations kurdistes de Turquie - que cette émergence est bien la composante d'un cycle de mobilisations kurdistes *en Turquie*, qui se serait diffusé du centre (turc) vers la périphérie (européenne). Il reste que le contexte européen est très différent du contexte turc, et que la mobilisation aurait pu ne pas « prendre » en Europe. Il nous semble dès lors nécessaire de distinguer un *cycle de mobilisations kurdistes*, débuté en Turquie dans les années 1960 et un *cycle de protestation kurdiste en Europe* - composante essentielle de ce cycle de mobilisation<sup>864</sup> mais qui obéit aussi à des règles autonomes qui lui sont irréductibles - qui n'émergerait qu'au début des années 1980. Ce sont donc les relations entre ces deux cycles qu'il conviendrait d'éclaircir, en observant comment l'un et l'autre s'entremêlent et s'influencent.

La deuxième difficulté a trait à l'étendue de ce type de protestation. Alors que Sidney Tarrow s'intéresse à l'ensemble des actions protestataires au sein d'un même pays, il n'est d'abord ici question que d'un seul mouvement, mais basé dans plusieurs pays. On ne peut alors parler ici d'un « accroissement des conflits qui traversent le système social », mais plutôt de l'augmentation des conflits en Turquie puis au sein de l'espace des immigrés et exilés de Turquie en Europe. Mais s'il s'avérait que la protestation kurdiste est entrée au début des années 1980 dans un cycle spécifique, il faudrait la resituer également dans un cycle de mobilisations géographiquement et socialement plus large qui commence en Europe non pas au début des années 1980, mais au cours des années 1960 : l'espace des luttes de libération nationale. Comme on l'a vu en effet, les partis kurdistes de Turquie ne sont pas les seules organisations originaires du Moyen-Orient à s'implanter en Europe : des associations et partis kurdistes d'Irak ou d'Iran sont déjà présents sur le sol européen dès le début des années 1970 et la plupart des organisations de la gauche radicale et de la droite radicale turque décident de s'exiler ou de créer une branche européenne au cours des années 1970. Mais au-delà, presque tous les mouvements d'opposition ou indépendantistes du Moyen-Orient sont également présents et/ou actifs en Europe au tournant des années 1980 : le mouvement arménien (ASALA, FRA - Fédération révolutionnaire arménienne), le mouvement palestinien (avec notamment le FPLP - Front populaire de libération de la Palestine - et la FARL -

---

<sup>864</sup> Van Bruinessen, Martin, *Transnational Aspects of the Kurdish Question*, *op. cit.*

Fraction armée révolutionnaire libanaise), le mouvement d'opposition au shah d'Iran puis au nouveau régime issu de la révolution de 1979 (Organisation des Moudjahidin du Peuple Iranien, Fedayin du Peuple, Toudeh)... Or, certaines de ces organisations sont déjà extrêmement mobilisées au moment où s'implantent les partis kurdistes. Détournements d'avion, attentats ou jets de cocktails Molotov contre des ambassades, assassinats de diplomates étrangers se succèdent en Europe et notamment à Paris durant les années 1970, qui créent non pas un climat favorable aux mobilisations kurdistes (la concurrence pour obtenir l'attention des gouvernants est forte), mais le sentiment chez les dirigeants des partis kurdistes qu'ils ont eux aussi les moyens de tenter de peser sur les gouvernements occidentaux<sup>865</sup>. Ce sentiment est d'autant plus fort au sein du PKK que l'organisation, installée au Liban, a des contacts soutenus avec le mouvement palestinien et participe en 1982 à sa première guerre, contre l'occupation du Liban par Israël<sup>866</sup>. La protestation kurde est donc inédite en Europe ; il n'en est cependant pas de même des mobilisations liées aux luttes de libération nationales, qui, si elles n'imposent pas nécessairement certains cadres normatifs et certains modes d'action aux mobilisations qui suivent, constituent bien un réservoir de ressources cognitives et pratiques dans lequel les organisations kurdistes vont pouvoir puiser. Si l'on peut envisager l'émergence d'un cycle de protestation kurde au début des années 1980 en Europe, celui-ci s'inscrirait donc également dans le cycle plus long des mobilisations liées aux luttes de libération nationale et il faudra tenter de définir dans quelle mesure ces deux cycles interagissent.

Ces considérations étant posées, on peut tenter de cerner si les actions protestataires kurdistes qui apparaissent en Europe au début des années 1980 peuvent bien correspondre à l'émergence d'une véritable période de protestation, comparable à ce que S. Tarrow observe dans l'Italie des années 1960. Pour ce faire, on va d'abord observer non pas comment émergent les nouveaux acteurs de la protestation kurde (émergence déjà analysée dans le premier chapitre) mais comment ils entrent en concurrence pour tenter de monopoliser la

---

<sup>865</sup> Ce phénomène possède des similitudes avec les mouvements « initiateurs » et les mouvements « suiveurs » mis en évidence par D. McAdam. Cf. McAdam, Doug, « "Initiator" and "Spin-off" Movements : Diffusion Processes in Protest Cycles », in Traugott, Mark (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 217-239.

<sup>866</sup> Une douzaine de combattants du PKK sont tués au Liban en 1981 et 1982 (*Serxwebûn*, n°6, juin 1984). Un certain nombre seront également faits prisonniers par Israël, puis seront libérés en 1984. Cf. Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 60-61. Voir aussi les nombreux articles consacrés à la lutte palestinienne dans les premiers numéros de *Kurdistan Report*, 1982-1983.

cause kurde voire capter toute l'opposition politique au régime turc<sup>867</sup> : c'est ce « *moment of madness* » dont parle Sidney Tarrow, au cours duquel de nouvelles identités politiques se forment et des modes d'action peu usités jusque-là se mettent en place<sup>868</sup>. Puis nous observerons comment la mobilisation tend à se diffuser du centre vers la périphérie à partir d'un encadrement structuré de la protestation à l'échelle européenne.

## 2. *L'émergence des mobilisations kurdistes : innovations, concurrence et monopolisation*

De manière non surprenante du fait de leur implantation déjà ancienne, les premières organisations kurdistes à organiser des manifestations sont originaires d'Iran et d'Irak<sup>869</sup>. Mais l'arrivée de nombreux réfugiés suite au coup d'Etat de 1980 incite les partis kurdistes de Turquie à tenter de mobiliser davantage. Komkar (l'association du TKSP), qui dispose déjà d'un vivier de militants important, aurait pu prendre la tête de la mobilisation kurdiste contre le régime turc : l'association est sans doute à l'origine de la manifestation de 1100 Kurdes de Turquie à Bonn le 19 avril 1981 (cf. fichier PRODAT) et organise une première grève de la faim de 23 Kurdes en Allemagne en novembre 1981<sup>870</sup>. Mais la gauche radicale turque ayant davantage d'expérience et étant très réactive (Dev-Yol occupe le consulat turc des Hamburg dès le 13 septembre 1980<sup>871</sup>), l'idée d'une coordination des actions protestataires par l'ensemble des organisations de gauche s'opposant au régime fait son chemin : après la création, le 3 mars 1982, de Bir-Kom (*Birlik Komitesi*, Comité unitaire, organisation européenne du FKBDC, *Faşizme Karşı Birleşik Direniş Cephesi*, Front uni de résistance antifasciste) - auquel le TKSP choisit de ne pas s'associer<sup>872</sup> - des grèves de la faim sont

---

<sup>867</sup> Chez S. Tarrow, la compétition entre acteurs est un phénomène qui apparaît cependant plus tardivement. Cf. Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder...*, *op. cit.*, p. 14-16.

<sup>868</sup> Nous n'aborderons que succinctement ici le répertoire d'action du mouvement kurde, sur lequel nous reviendrons plus en détails dans le chapitre IV.

<sup>869</sup> Une manifestation de Kurdes d'Iran a ainsi lieu à Bonn le 8 septembre 1979 et une manifestation de Kurdes d'Irak est organisée dans la capitale allemande le 23 avril 1980. Les actions protestataires de Kurdes d'Iran et d'Irak seront ensuite très peu nombreuses, ou tout du moins seront très peu mentionnées dans la presse dans les années 1980 et 1990 : nous n'en avons recensé qu'une dizaine dans notre corpus.

<sup>870</sup> Cf. More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, *op. cit.*, p. 231. Cette grève aurait duré 5 semaines selon des informations du *Monde* rapportées dans Duhamel, Olivier et Mathieu, Monique, « Les Grèves de la faim dans *Le Monde* », in Collectif, *La grève de la faim ou le dérèglement du sacré*, Paris, Economica, 1984, p. 31. Des Kurdes de Turquie avaient auparavant déjà perturbé le discours public d'un homme politique turc à Hamburg le 24 février 1980 (Cf. fichier PRODAT).

<sup>871</sup> Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 266. Dev-Yol pourrait également être à l'origine d'une grève de la faim de « 10 ouvriers turcs » exigeant une « commission d'enquête internationale en Turquie » à Paris en janvier 1981. Cf. Duhamel, Olivier et Mathieu, Monique, « Les Grèves de la faim dans *Le Monde* », *art. cit.*, p. 37.

<sup>872</sup> Contrairement à ce qu'affirment de nombreux chercheurs et notamment Christiane More (*Les Kurdes aujourd'hui...*, *op. cit.*, notamment p. 186-187 et 191-192), Bir-Kom est fondée en mars 1982 (et non en juin) et le TKSP n'en est pas membre (cf. Imset, Ismet G., *PKK. A Report on Separatist Violence...*, *op. cit.*, p. 400). En

menées dans 24 villes européennes (dont 15 allemandes) en mai 1982<sup>873</sup>. Bir-Kom est cependant rapidement miné par des conflits internes, les deux acteurs importants que sont Dev-Yol et le Parti d'Öcalan se servant de cette plateforme pour gagner une légitimité au-delà de leur cercle d'influence originel<sup>874</sup> : au bout de quelque temps, la plupart des organisations quitte le Comité, le PKK choisissant d'y rester presque seul<sup>875</sup>. En juin 1983, une conférence de presse devait précéder une série de grèves de la faim à l'échelle de l'Europe, mais Dev-Yol s'étant désisté, ces grèves « organisées durant l'été 1983 [...] pour protester contre les tortures dans les prisons turques ne furent pas coordonnées et furent un fiasco »<sup>876</sup>.

Le PKK est en fait déjà l'acteur de référence du mouvement kurde, en Allemagne comme en France. Influencé sans doute par le dynamisme du mouvement arménien en Europe (115 attentats sont organisés en Europe entre 1977 et 1981<sup>877</sup>), le parti d'Öcalan pourrait s'être allié en avril 1980 à l'ASALA et aurait revendiqué avec l'organisation arménienne plusieurs attentats à l'explosif en France et en Italie en novembre de la même année, c'est-à-dire avant même sa véritable implantation en Europe<sup>878</sup>. Ces opérations furent néanmoins les seules à être revendiquées par les deux organisations, et il faut attendre 1982 pour que le PKK planifie de nouvelles actions en France (grèves de la faim, participation à la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> mai et occupations silencieuses de *Libération*, *Le Monde*, *Le Matin* et du

---

1982, le TKSP est en revanche membre de Hevkari (Cf. Chapitre I). L'association du PKK au sein de Bir-Kom conduira en août 1982 le 2<sup>ème</sup> Congrès du parti à déclarer regretter sa stratégie d'affrontements avec les autres organisations kurdes et turques avant le coup d'Etat.

<sup>873</sup> 338 personnes (turques, kurdes et européennes) auraient participé à ces grèves. La grève parisienne, soutenue par le parti socialiste, s'interrompt rapidement. En Allemagne, les grèves sont moins soutenues, même si des syndicalistes et quelques députés SPD ou FDP apportent leur appui ; elles s'arrêtent au bout de 25 jours. Cf. *Der Spiegel*, n°28, juillet 1982.

<sup>874</sup> En 1983, le PKK prend d'ailleurs l'initiative de faire défiler ensemble tous les partis kurdistes. Cf. *ibid.*, p. 234.

<sup>875</sup> A la manière des Moudjahidin du Peuple iranien et du Conseil national de la résistance iranienne, où seuls les Moudjahidin sont *de facto* représentés au bout de quelques années. Le FKBDC n'aura néanmoins plus d'activités après 1985.

<sup>876</sup> Une manifestation sera néanmoins organisée à Paris en septembre de la même année, mais, mal préparée, elle n'aura aucune répercussion dans la presse (Cf. *ibid.*, p. 187 et 225). La seule grève que nous ayons recensée en juin 1983 - 11 Kurdes en grève de la faim dans l'Eglise Saint Merri - semble d'ailleurs avoir été dominée par des militants du PKK. Cf. la photographie publiée dans *L'Humanité*, 6 août 1983. Il semble cependant que ces manifestations aient été plus réussies en Allemagne, notamment le 11 juin. Cf. Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 268.

<sup>877</sup> Par l'ASALA et le Commando des justiciers du génocide arménien (CJGA). Cf. Minassian, Gäidz, *Guerre et terrorisme arménien*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>878</sup> Le 8 avril 1980, les deux organisations auraient organisé une conférence de presse à Sidon (Liban) et publié une déclaration commune affirmant leur collaboration contre l'Etat turc. On ne sait cependant que très peu de choses sur cette « alliance ». Trois à quatre attentats auraient été conjointement revendiqués (le 9 novembre 1980 contre le Consulat turc de Strasbourg, le 10 novembre 1980 contre les locaux de Swiss Airlines et contre un bureau suisse du tourisme à Rome, le 19 novembre 1980 contre un bureau de la compagnie aérienne turque Turkish Airlines à Rome). Revendication conjointe ne signifie néanmoins pas planification et organisation conjointes, et il se pourrait que le PKK n'ait que très peu participé à ces actions.

siège du Parti socialiste en 1982-1983), en Allemagne (participation aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai et occupation du siège du SPD de Hamburg en 1983) et plus généralement en Europe (rassemblements en salle à l'occasion des fêtes de Newroz dans 12 villes européennes en mars 1983). Ce dynamisme est évidemment à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de réfugiés, qui, une fois arrivés, restent très concernés par la situation de leurs proches restés au pays. Mais ces propensions à la mobilisation n'auraient pu se concrétiser sans une organisation capable de les prendre en charge. C'est l'envoi de cadres en Europe après le 1<sup>er</sup> Congrès du PKK en juillet 1981, dont certains membres de la direction originelle du parti (Baki Karer, Resul Altınok, Ali Haydar Kaytan, Çetin Güngör, et Kesire Yıldırım)<sup>879</sup> qui va permettre de fédérer et de canaliser les volontés : contrairement à celle du PSK, l'architecture organisationnelle du PKK est intacte et l'aura du PKK grandit d'autant plus que la résistance dans les prisons turques s'intensifie<sup>880</sup> et que les accrochages avec l'armée turque se multiplient<sup>881</sup>.

La cohésion du groupe, tant au niveau interne que vis-à-vis de l'extérieur est facilitée dès 1982 par la publication en Europe des organes du PKK *Serxwebûn* (Indépendance, qui vise un public turcophone) et *Kurdistan Report* (qui vise à faire le lien avec les populations non turcophones des pays européens). La création d'événements fondateurs et valorisants a également permis de bonifier l'image du mouvement kurde à l'extérieur du groupe tout en unissant les participants autour d'une expérience extra-ordinaire et en cherchant à se démarquer des autres organisations turques et kurdes. Ainsi en est-il de la « marche de l'étoile » (*Sternmarsch*), qui a rassemblé environ 120 participants de Hannover et Hanau à Bonn durant trois semaines en avril-mai 1984 : l'organisation PKK n'y a jamais été mise en avant (au contraire de son association Feyka, fondée quelques jours plus tôt le 21 mars), les marcheurs se sont présentés tout à la fois comme déterminés (ils étaient parfois en grève de la faim et de la soif et sont arrivés assez éprouvés à destination) et sympathiques (ils ont organisé des meetings à chaque ville-étape et ont suscité la curiosité et l'étonnement de la

---

<sup>879</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 54.

<sup>880</sup> Le responsable de la propagande du PKK, Mazlum Doğan, se pend dans sa cellule le 21 mars 1982 et 2 autres commandants du PKK (Kemal Pir et Mehmet Ayrı Durmuş) décèdent d'une grève de la faim en septembre. Ils deviennent les premiers « martyrs » du mouvement.

<sup>881</sup> Le deuxième Congrès du PKK, en août 1982, proclame l'*ülkeye dönüş* (« retour au pays », cf. *ibid.*, p. 64) qui marque le début des accrochages avec l'armée turque. Le 10 mai 1983, celle-ci franchit pour la première fois la frontière irakienne - avec l'accord de Bagdad - pour poursuivre les combattants du PKK réfugiés dans les régions kurdes d'Irak. Cette incursion sera la première d'une longue série qui continue encore aujourd'hui.

population allemande)<sup>882</sup>. Au-delà, cette marche semble également avoir été organisée dans le but de contrer une autre marche, à l'échelle européenne cette fois, organisée par un éphémère « Comité de solidarité avec les détenus politiques en Turquie » et à laquelle participaient Yilmaz Güney (le cinéaste palme d'or à Cannes en 1982 et co-fondateur de l'Institut kurde de Paris) et des organisations politiques et syndicales turques et kurdes. Alors que cette marche, qui a relié Paris, Duisburg, Vienne, et Zürich à Strasbourg, a débuté le 21 avril pour s'achever le 7 mai devant le Conseil de l'Europe (le Conseil devait statuer sur la réintégration de la Turquie au sein des « 21 »), celle du PKK a débuté le 24 avril pour s'achever le 11 mai à Bonn<sup>883</sup>... Le divorce est d'ailleurs consommé entre le PKK et les autres organisations à partir de septembre 1984 : fort de son offensive contre l'armée turque en date du 15 août - qui marque le début de la lutte armée - le PKK refuse de rejoindre l'« opposition du 12 septembre » et organise seul les manifestations à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat de 1980 (à Duisburg notamment)<sup>884</sup>. A partir de fin 1984, les actions protestataires ne seront donc plus qu'exceptionnellement organisées en commun, d'autant plus qu'une période de rivalités violentes s'ouvre entre le PKK et le TKSP (règlements de compte, assassinats). La progressive - mais rapide - monopolisation de l'espace protestataire par le PKK oblige alors le TKSP à s'orienter davantage vers un rôle de lobbying et d'information, stratégie qui s'avère également plus en phase avec les ressources et les profils sociaux de ses sympathisants et avec sa conception de la lutte politique. Rien d'étonnant alors à ce que près des quatre cinquièmes des actions protestataires recensées dans notre corpus (78,6%) soient le fait de militants et sympathisants du *seul* PKK, chiffre qui pourrait d'ailleurs être fortement sous-évalué en raison de l'absence fréquente des noms des associations organisatrices dans la presse<sup>885</sup>.

Les années 1981-1984 voient donc l'émergence de « nouveaux » acteurs kurdistes en Europe, qui vont tenter de mobiliser appuis et soutiens contre le régime turc issu du 12 septembre 1980. Parmi ces groupes, seuls deux (PKK et TKSP) parviennent à organiser des

---

<sup>882</sup> Soit 280 km entre Hanau et Bonn et 480 km entre Hannover et Bonn. Les participants, hommes et femmes, souvent habillés de vêtements traditionnels, entendaient protester contre la répression dans les prisons turques et les massacres au Kurdistan et soutenir le mouvement de libération nationale kurde. Cette marche semble avoir été très relayée dans la presse. Cf. Feyka-Kurdistan, *Dokumentation n°1*, *op. cit.*, p. 10-13.

<sup>883</sup> Une marche d'une vingtaine de personnes avait également été organisée par la Fédération des associations des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (pro-PKK) entre Metz et Strasbourg en janvier 1984, pour se terminer en un rassemblement devant le Conseil de l'Europe. Les 21 devaient alors déjà statuer sur le sort de la Turquie.

<sup>884</sup> *Ibid.*, p. 13-14. Sur l'« élan » lié aux offensives du 15 août du point de vue du PKK, voir Çelik, Selahattin, *Die Geschichte des 15. August. Zehn Jahre bewaffneter Befreiungskampf in Nordkurdistan*, Kurdistan Solidarität Nürnberg, Erlangen, 1995.

<sup>885</sup> Au sein de notre corpus, 3% des actions sont par ailleurs le fait de Kurdes d'Iran, d'Irak ou de Syrie.

actions de protestation relativement importantes, la plupart des autres (Tekoşin, PPKK, Rizgarî, DDKD, etc.) étant obligées de se rallier à ces deux organisations ou aux organisations kurdistes d'Irak. On assiste donc à un processus de monopolisation de l'espace de la cause kurde, qui va également mettre en concurrence le PKK et le TKSP, au profit du premier. Au-delà, les modes d'action utilisés durant ces années témoignent de la « nouveauté » du phénomène : marches, grèves de la faim et occupations de locaux constituent en effet des innovations, non pas vraiment dans les pays européens - on y reviendra dans le chapitre suivant - mais pour la population mobilisée concernée.

### *3. Encadrer et diffuser une cause commune, à l'échelle européenne*

Comme on a commencé à la voir, une des clés de la réussite de l'émergence des mobilisations de Turquie en Europe, et notamment du PKK, réside dans l'investissement des partis dans toutes les arènes protestataires à leur disposition. C'est d'abord le cas du 1<sup>er</sup> mai, auquel participent toutes les organisations de la gauche radicale turque et kurde, dans la plupart des pays européens. C'est aussi le cas de la Fête de l'Humanité en France, que les militants kurdistes investissent dès 1983<sup>886</sup>. Mais les partis kurdistes parviennent également à se faire représenter dans toutes les manifestations touchant de près ou de loin leurs préoccupations et revendications : en 1985 par exemple, ils étaient présents à la 35<sup>ème</sup> semaine étudiante en Allemagne, à de nombreuses manifestations pour le Salvador ou le Nicaragua, au *Welt Volkstanz Festival* de München, etc. Enfin, les partis kurdistes profitent de l'intense activité diplomatique entre les pays européens et la Turquie au début des années 1980 pour organiser de spectaculaires actions de protestation (défilés funèbres avec cercueils factices, die-in, enchaînement aux grilles du Conseil de l'Europe, etc.) visant à faire condamner le régime du 12 septembre. Entre 1982 et 1986, 16,6% des actions protestataires de notre corpus ont pour cause directe un événement diplomatique, proportion qui ne sera plus jamais atteinte par la suite.

Cette stratégie tous azimuts court néanmoins le risque d'hétérogénéiser la protestation : des différences nationales existent en effet, qui tiennent à la démographie (la population kurde est bien plus importante en Allemagne que dans les autres pays européens), à des facteurs internes au mouvement kurde (si le TKSP est presque totalement marginalisé en

---

<sup>886</sup> Komkar était représenté *via* l'Union des étudiants et travailleurs du Kurdistan en France qui tenait un stand, et le PKK était présent *via* l'Association des travailleurs patriotes du Kurdistan (KKWK) qui s'était elle-même invitée sans louer de stands. Cf. More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui...*, *op. cit.*, p. 233. Les deux partis continuent de participer à la Fête de l'Humanité de nos jours.

France, il reste un acteur politique relativement influent en Allemagne) mais aussi à des contraintes externes (la politique étrangère des Etats européens est différente). Or, la fragmentation nuit de fait à l'action commune, comme l'ont bien montré les études sur l'action collective en Europe<sup>887</sup>. Tout un travail politique va donc constituer à centraliser, coordonner et homogénéiser la mobilisation kurdiste à l'échelle européenne. La fondation de l'ERNK (*Eniya Rizgarîya Netewayi Kurdistan*, Front national de Libération du Kurdistan), décidée en décembre 1984 et officialisée le 21 mars 1985, va être l'un des principaux instruments de cette volonté centralisatrice<sup>888</sup>. Doté d'une Centrale européenne (*Avrupa Cephe Merkezi*) sous l'autorité directe du Comité central du parti, l'ERNK n'est pas clandestin en Europe et peut facilement encadrer l'action des différentes associations pro-PKK. En Allemagne, un certain nombre de régions qui ne recoupent pas les frontières des *Länder* (Nord, Ouest, Centre, Sud-Ouest, Sud-Est à un certain moment par exemple) sont « administrées » par des responsables du parti. Les régions les plus importantes sont gérées par des membres de la Centrale européenne de l'ERNK, les autres par des cadres, qui organisent les activités du parti, les actions et les formations<sup>889</sup>. Ce découpage se retrouve peu ou prou dans tous les pays européens où le PKK est implanté (France, Benelux, Suisse, Autriche, Grande-Bretagne, Danemark, Norvège, Suède, Finlande) et la Centrale coordonne l'action des différentes fédérations nationales de travailleurs et des « organisations de masse » (qui sont plus ou moins indépendantes du PKK - certaines, comme l'Union des juristes du Kurdistan, n'a *a priori* jamais compté un seul membre du parti dans ses rangs - mais s'inscrivent le plus souvent clairement dans sa ligne politique)<sup>890</sup>.

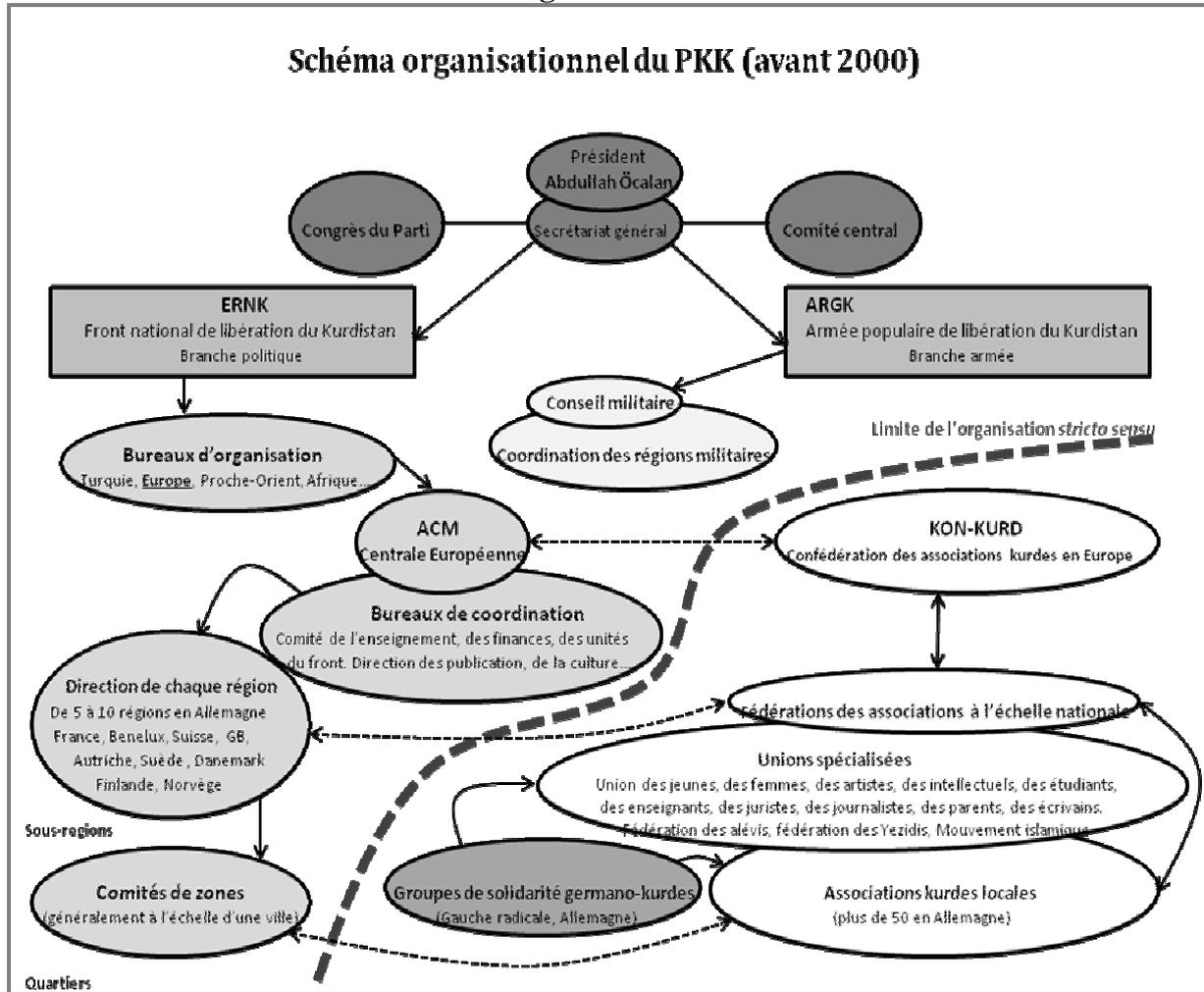
<sup>887</sup> Voir par exemple Balme, Richard, Chabanet, Didier et Wright, Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, *op. cit.*

<sup>888</sup> Active en Turquie et en Europe, l'ERNK est la branche politique du PKK, la branche militaire (HRK, *Hezan Rizgariya Kurdistan*, Union de libération du Kurdistan, fondée en 1984 qui devient en octobre 1986 l'ARGK, *Arteşa Rizgariya Gele Kurdistan*, Armée populaire de libération du Kurdistan) cantonnant son action au Moyen-Orient.

<sup>889</sup> Stein, Gottfried, *Endkampf um Kurdistan ? Die PKK, die Türkei und Deutschland*, Aktuell, München, 1994, p. 90-92. Le nombre et la délimitation des régions semblent avoir évolué au cours des années 1980 et 1990.

<sup>890</sup> Parmi ces organisations - connues en Allemagne sous le nom de *Y-Gruppen* - figurent : Hunerkom (*Yekîtiya Hunermendên Welatparêzen Kurdistan*, Union des artistes patriotes du Kurdistan) fondée en 1983 ; YCK (*Yekîtiya Ciwanên Kurdistan*, Union des jeunes du Kurdistan), YJWK (*Yekîtiya Jinên Welatparêzen Kurdistan*, Union des femmes patriotes du Kurdistan) et YKWK (*Yekîtiya Karkerên Welatparêzen Kurdistan*, Union des travailleurs patriotes du Kurdistan) fondées en 1987 ; YRWK (*Yekîtiya Rewsenbîrên Welatparêzen Kurdistan*, Union des intellectuels patriotes du Kurdistan) fondée en 1988 ; YXK (*Yekîtiya Xwendekarên Kurdistan*, Union des étudiants du Kurdistan) fondée en 1991 ; YMK (*Yekîtiya Mamosteyên Kurdistan*, Union des enseignants du Kurdistan) et YEKMAL (*Yekîtiya Malbatên Kurdistan*, Union des parents du Kurdistan) fondées en 1993 ; YRK (*Yekîtiya Rojnamevanên Kurdistan*, Union des journalistes du Kurdistan) et YHK (*Yekîtiya Hukuknasên Kurdistan*, Union des juristes du Kurdistan) fondées en 1996 ; l'YNK (*Yekîtiya Nivîskarên Kurdistan*, Union des écrivains du Kurdistan). Toutes ces associations (dont certains noms ont changé) sont souvent actives dans les associations de travailleurs locales, qui servent de toits à toutes les initiatives. Par ailleurs trois unions à vocation religieuse ont été créées : KIH (*Hereketa Islamiya Kurdistanê*, Mouvement islamique du Kurdistan) fondé en

### Encadré III-1. Schéma organisationnel de la mouvance PKK



\*Sources : Franz, Erhard, « Exilopposition als politischer Akteur (I) : Oppositionsgruppen aus der Türkei », *DOI Focus*, Hamburg, Deutsches Orient Institut, 2002, p. 32 ; Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, op. cit., p. 152-160. Stein, Gottfried, *Endkampf um Kurdistan ?...*, op. cit., p. 84-92.

Il est dès lors possible d'organiser de vastes journées de mobilisation à l'échelle européenne, sur le modèle des actions de Bir-Kom : le 8 mars (journée de la femme), le 21 mars (*Newroz*), le 15 août (date de la première offensive du PKK) ou le 12 septembre (date du coup d'Etat de 1980) deviennent rapidement des journées permettant de fédérer les différents collectifs proches du parti. Des journées de protestation en dehors de ces dates sont également organisées à l'échelle nationale - c'est par exemple le cas dès le 24 janvier 1984, quand au moins quatre occupations ou tentatives d'occupations simultanées de sièges de partis ont lieu

1990 ; FEK (*Federasyona Eleviyên Kurdistan*, Fédération des Alévis du Kurdistan) fondée en 1994 ; YEK (*Yekîtiya Ezidiyên Kurdistan*, Union des Yezidis du Kurdistan).

dans différentes villes allemandes (Hamburg, Frankfurt, Hannover et Berlin, cf. fichier PRODAT) - ou européenne - l'arrestation de l'avocat Hüseyin Yıldırım<sup>891</sup> en Suède provoque par exemple une série d'occupations de consulats et de médias dans au moins sept villes en France, Suisse, Belgique et Allemagne entre les 23 et le 27 mai 1985.

Cette stratégie d'unification des espaces nationaux et transnationaux - les marches entre différentes villes en étant la manifestation la plus concrète - semble rapidement porter ses fruits. Si nos données ne nous permettent pas d'établir de véritables comparaisons à l'échelle internationale, il est néanmoins remarquable que notre corpus indique une augmentation constante des territoires touchés par la protestation entre 1983-1984 et 1987. C'est d'abord vrai à l'échelle nationale : le nombre de régions qui voient des actions protestataires kurdistes passe ainsi de 0 à 9 entre 1983 et 1987 en Allemagne par exemple (0 en 1983, 1 en 1984, 3 en 1985, 8 en 1986 et 9 en 1987). Mais cela semble se vérifier également à l'échelle européenne : si notre fichier recense des actions dans seulement quatre pays en 1984, le nombre de pays concernés passe à 6 en 1985, 8 en 1986 et 12 en 1987. Au-delà, si les actions protestataires kurdistes ont majoritairement lieu à proximité des capitales sur l'ensemble de la période étudiée (Paris, Bonn et Berlin), il apparaît que la proportion d'événements ayant lieu dans les capitales diminue fortement dans les années 1990, alors que la proportion d'actions se déroulant dans les autres régions ou *Länder* augmente presque partout ailleurs : on observe ainsi une augmentation du poids relatif des régions sur les capitales, qui pourrait correspondre à une diffusion géographique de la protestation des grands centres urbains et lieux du pouvoir politique - où vivent de nombreux Kurdes - vers la périphérie, sur le modèle de la diffusion mis en évidence par S. Tarrow (tableaux III-13)<sup>892</sup>.

Cet élargissement géographique de la mobilisation, à l'échelle européenne et à l'échelle nationale, pourrait cependant être expliqué par d'autres causes que la stratégie d'unification des espaces par le PKK et l'adhésion progressive de segments de population implantés durablement à la périphérie des grands centres de mobilisations originels. On peut d'abord émettre l'hypothèse que le poids relatif des centres de pouvoir évolue au cours du

---

<sup>891</sup> L'avocat Hüseyin Yıldırım a défendu un certain nombre de militants kurdistes après le coup d'Etat avant d'être lui-même arrêté et torturé. Il s'enfuit en Suède en 1982 et devient l'un des représentants européens du PKK. En mai 1985, il est soupçonné à ce titre d'avoir ordonné l'assassinat d'un ancien militant du parti (Enver Ata) le 20 juin 1984 à Uppsala. Arrêté, il est néanmoins rapidement relâché.

<sup>892</sup> Nous avons montré au début de ce chapitre que la revue de presse de l'Institut kurde tendait à légèrement surreprésenter les actions dans les capitales en Allemagne sur l'ensemble de la période étudiée et semblait mieux représenter la répartition géographique des actions protestataires kurdistes en France, notamment dans les années 1980.

temps : le processus d'intégration européenne, ainsi que le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, ont ainsi rendu l'Alsace, et surtout Strasbourg, plus importante aux yeux du PKK, qui pourrait avoir choisi de privilégier la protestation dans cette ville en organisant des déplacements en bus à partir de nombreuses villes françaises, allemandes, belges, néerlandaises, suisses, etc. Si ce phénomène ne fait aucun doute - notamment depuis 1999 - il ne peut constituer un élément majeur d'explication de l'élargissement de la mobilisation : dix autres régions allemandes et françaises - dont l'importance politique pour la question kurde ne semble pas avoir vraiment changé - sont d'une part concernées par cette augmentation relative de la protestation et, d'autre part, Strasbourg est déjà un lieu européen de la protestation kurde au début des années 1980.

**Tableau III-13. Evolution de la répartition géographique des actions protestataires kurdistes en France et en Allemagne<sup>893</sup>**

<b>Pays</b>	<b>Régions</b>	<b>1982-1991</b>	<b>1992-2001</b>	<b>Total</b>
<b>France</b>	<b>Ile de France (dont Paris)</b>	<b>64%</b>	<b>41%</b>	54%
	<b>Alsace</b>	25%	34%	29%
	<b>Provence Alpes Côte d'Azur</b>	0%	13,5%	6%
	<b>Rhône-Alpes</b>	4%	5%	4%
	<b>Lorraine</b>	2%	3%	2%
	<b>Bourgogne</b>	2%	2%	2%
	<b>Bretagne</b>	1%	2%	1%
	<b>Centre</b>	2%	0%	1%
	Total (N)	126	104	230
<b>Allemagne</b>	<b>Nordrhein-Westfalen (dont Bonn)</b>	<b>40%</b>	<b>27%</b>	29,5%
	<b>Bayern</b>	3%	5%	5%
	<b>Baden-Württemberg</b>	6%	18%	15%
	<b>Berlin</b>	<b>13%</b>	<b>7,5%</b>	8,5%
	<b>Hessen</b>	11%	12%	12%
	<b>Niedersachsen</b>	9,5%	8%	8%
	<b>Hamburg</b>	11%	12%	12%
	<b>Rheinland-Pfalz</b>	0%	2%	1%
	<b>Schleswig-Holstein</b>	0%	1%	1%
	<b>Bremen</b>	3%	6,5%	6%
	<b>Saarland</b>	3%	1%	1%
	Total (N)	63	279	342

\* Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. Ne sont pas prises en compte les régions pour lesquelles N < 3.

Une deuxième hypothèse concerne plus directement les mouvements de population, à l'échelle nationale et à l'échelle européenne. Les immigrants kurdes circulent en effet au sein de leur pays de résidence et en Europe - ce phénomène s'apparentant souvent à une migration de

<sup>893</sup> En raison de la difficulté de définir *a priori* des phases de protestation pertinentes, nous avons choisi de diviser nos données en deux phases d'une durée égale de 10 ans. Nous verrons plus bas que l'on peut fractionner plus précisément les 20 ans de la mobilisation kurdiste.

travail interne - et la diffusion de la protestation pourrait alors correspondre également à l'implantation à la périphérie d'une population kurde déjà acquise à la cause du PKK après son passage dans les grands centres urbains. De même, dans les années 1990, les primo-arrivants déjà mobilisés en Turquie ne passent plus forcément par les capitales ou les « grands » pays d'immigration turque et kurde - en raison notamment des difficultés locales d'accès au statut de réfugié ou de l'implantation de leur famille dans des régions plus périphériques - et pourraient avoir décidé de s'installer sur des territoires où l'immigration kurde est moins nombreuse. La mobilisation aurait ainsi besoin d'une « masse critique » déjà sensibilisée - par l'action du PKK, mais aussi par l'arrivée de nouveaux migrants - pour se développer, un seuil minimum étant nécessaire à l'organisation d'actions protestataires conséquentes. En France, le cas des régions Bretagne ou Aquitaine - régions où le nombre de demandeurs d'asile d'origine kurde semble augmenter<sup>894</sup> et où la protestation kurde est importante dans les années 2000, mais qui n'apparaissent pas dans le tableau III-13 - tend à conforter cette hypothèse. De la même manière, l'implantation progressive du PKK dans certains *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est en dehors de Berlin à partir des années 2000 - *Länder* qui n'apparaissent pas non plus dans le tableau III-13 - pourrait s'expliquer par certaines facilités offertes aux demandeurs d'asile dans ces *Länder* : de manière pragmatique, des personnes déjà mobilisées en Turquie choisissent de s'installer dans des régions où l'immigration kurde est numériquement moins importante mais plus accueillantes en matière d'asile et participent ainsi de cet élargissement géographique de la mobilisation<sup>895</sup>. Nous avons cependant vu au début de ce chapitre que ce phénomène était sans doute davantage caractéristique des « anciens » pays d'immigration (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Suisse qui - hormis la France - sont aussi des Etats très décentralisés et où les immigrés turcs et kurdes s'installent dès l'origine dans une multitude de régions) que des « nouveaux » pays (Grande-Bretagne, Italie, etc.) où les migrants kurdes sont souvent restés proches des capitales.

---

<sup>894</sup> En témoignent les nombreuses grèves de la faim de sans-papiers kurdes dans les années 2000, notamment à Bordeaux.

<sup>895</sup> Pour l'augmentation des actions protestataires dans certains *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est, voir les *Verfassungsschutzberichten* de ces *Länder* pour les années 1999-2005. Les données sur les choix et motivations de s'installer dans ces *Länder* sont tirées d'observations et d'entretiens effectués en Allemagne en 2004 avec des primo-arrivants déjà mobilisés en Turquie ou en Irak.

Au total, et même s'il est difficile de mesurer précisément le poids des différents facteurs<sup>896</sup>, on peut sans nul doute affirmer que la stratégie du PKK, qui s'implante toujours d'abord dans les régions à forte population kurde, est à l'origine de cet élargissement de la mobilisation. Mais c'est la mobilité géographique des immigrants kurdes qui favorise par contre l'extension de l'implantation du parti kurdiste, et qui peut conduire à un nouvel élargissement de la mobilisation, comme on l'a vu dans les années 2000 dans certaines régions françaises, dans certains *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est et dans les anciens pays du bloc soviétique (Bulgarie, Roumanie, Hongrie notamment).

Tout porte donc à croire qu'on assiste bien au début des années 1980 à l'émergence d'un cycle singulier de mobilisations kurdistes, qui se caractérise par l'apparition de nouvelles organisations, l'utilisation de modes d'action jusque-là peu usités par les immigrants kurdes et une diffusion de la protestation du centre vers la périphérie. Il reste que parler de cycle évoque l'idée d'une phase temporelle d'une durée plus longue. Il nous faut donc tenter de mieux saisir l'évolution diachronique des mobilisations kurdistes.

### ***B. Entre référentiels turc et référentiels européens : les Kurdes en mouvement***

#### *1. L'évolution de la protestation à moyen terme : les différentes phases de la protestation*

« Un cycle de protestation est typiquement considéré comme une longue vague de diffusion, mais ce n'est jamais le cas. Il y a toujours des vagues au sein des vagues »<sup>897</sup>. Cette remarque de P. Oliver et D. Myers n'est évidemment pas une découverte inédite, mais elle nous semble avoir davantage d'importance quand on se penche sur un seul mouvement que lorsqu'on s'intéresse à l'ensemble des mobilisations au sein d'un pays donné, où les vagues sont souvent aplanies et « lissées » par le nombre de mouvements sociaux considérés : le temps de la protestation est ordinairement discontinu - même si l'agenda professionnel d'un militant du PKK s'apparente véritablement à celui d'un ministre - et l'expérience des luttes précédentes - analysée et relue au moment où l'activité protestataire est moins intense - nourrit considérablement les luttes à venir. Comme on l'a vu dans la première partie de ce chapitre, nos données ne nous permettent en aucun cas de décrire l'évolution du nombre

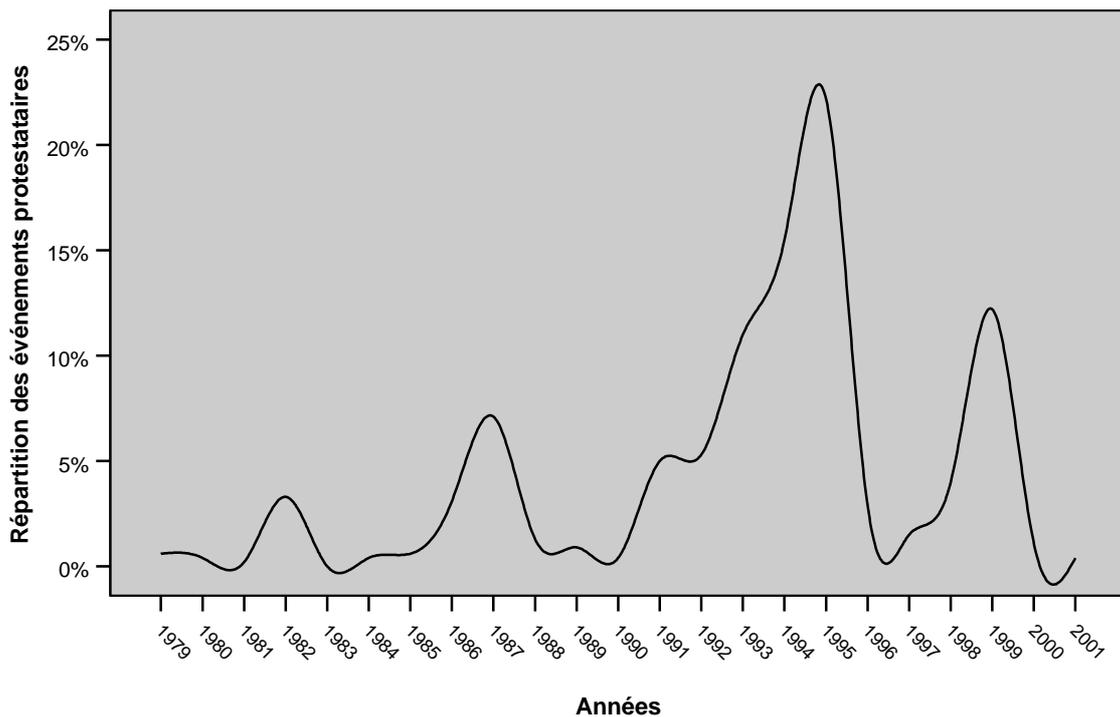
---

<sup>896</sup> Nous ne disposons malheureusement pas de données longitudinales sur l'évolution numérique des immigrants kurdes dans les différentes régions françaises et allemandes.

<sup>897</sup> Oliver, Pamela E. et Myer, Daniel J., « Diffusion Models of Cycles of Protest as a Theory of Social Movements », *Paper presented at the Tri-Annual Meetings of the International Sociological Association, RC 48-Social Movements, Collective Action, and Social Change*, 1998, p. 10-11.

d'actions protestataires kurdes à l'échelle européenne entre 1982 et 2001. Nous avons cependant montré qu'il semblait possible, par la confrontation de plusieurs bases de données et avec toutes les précautions de rigueur, de tenter une telle entreprise à l'échelle de l'Allemagne. Le graphique III-3, dans lequel nous avons délibérément choisi de faire apparaître des pourcentages et non des valeurs brutes (et que nous aurions pu tout aussi bien tracer à la main), résume les tendances « corrigées » de l'évolution de la protestation kurde en Allemagne entre 1979 et 2001. Il est à considérer comme une hypothèse de recherche et non comme un résultat : il conviendra donc de déterminer - à l'aide de tris croisés - si la protestation kurde de ces années est affectée par des évolutions de structure réelles, qui seraient susceptibles de vérifier les évolutions du niveau de la mobilisation<sup>898</sup>.

**Graphique III-3. Evaluation « corrigée » de la répartition annuelle des événements protestataires kurdes en Allemagne (1979-2001)**



<sup>898</sup> Ces données ont été « corrigées » en confrontant les différentes bases de données à notre disposition. Nous n'avons cependant pas corrigé ces données en fonction de toutes nos conclusions de la partie précédente. En réalité, les « creux » qui suivent les pics de mobilisation sont sans doute bien moins prononcés (la forte baisse du nombre d'événements recensés est également due à la fin d'un cycle d'attention journalistique), la mobilisation se poursuivant - certes à un niveau plus faible - entre deux vagues. Par voie de conséquence, les pics sont aussi probablement trop prononcés. Ainsi construit, ce graphique permet néanmoins de mieux distinguer les différentes phases de la protestation kurde en Europe.

Le cycle de protestation kurdiste semble ainsi débuter en 1982, au moment où la résistance dans les prisons turques s'organise et où une union entre la gauche turque et kurde tente de se mettre en place en Europe (Bir-Kom). Il pourrait par ailleurs se terminer en juin 1999, juste après la condamnation à mort d'Öcalan : seulement quatre actions protestataires kurdistes apparaissent en effet dans nos données allemandes entre juin 1999 et décembre 2003, et la lecture du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde pour les années 2004-2007 nous amène à penser que cette démobilisation dure jusqu'à mars 2006, les émeutes de Diyarbakır à la fin de ce mois ayant suscité de nouvelles mobilisations qui pourraient aussi marquer - mais il est évidemment trop tôt pour en être certain - le début d'une nouvelle vague ou d'un nouveau cycle d'intense activité protestataire. Le cycle de protestation kurdiste pourrait donc avoir duré 18 ans, soit deux-trois ans de plus que la (première ?) lutte armée du PKK en Turquie, qui débute en 1984 et se termine avec l'arrestation d'Öcalan et la fin des hostilités déclarées du parti en 1999.

Quatre *vagues de mobilisations* - c'est-à-dire des moments où les événements protestataires sont plus fréquents - semblent cependant se dessiner au sein de ce cycle, qui montrent bien que la protestation n'est pas continue : une première vague en 1982, une deuxième vague en 1986 et 1987, une troisième vague entre 1991 et 1995-1996 (avec une plus forte mobilisation entre 1993 et 1995-1996) et enfin une quatrième vague en 1998 et 1999, qui correspond à l'« affaire Öcalan ». D'intensité et de durée variables mais croissantes (sauf pour la dernière), ces vagues semblent indiquer une hausse de la mobilisation tout au long des années 1980 et jusqu'aux années 1995-1996 et pourraient correspondre à deux *périodes* voire quatre *phases* distinctes de la protestation.

**Tableau III-14. Evolution de la taille des actions protestataires kurdistes en Allemagne (1982-1999)**

	1 <sup>ère</sup> période		2 <sup>ème</sup> période		Total
	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	
<b>Moins de 100 personnes</b>	X	75%	17,5%	22%	29,5%
<b>De 100 à 999 personnes</b>	X	18%	48%	44%	41,5%
<b>De 1 000 à 9 999 personnes</b>	X	7%	22,5%	22%	19,5%
<b>10 000 personnes et plus</b>	X	0%	12%	12%	9,5%
Total (N)	1	28	85	41	154

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

C'est en tout cas ce que montre le tableau III-14, qui vise à cerner si ces vagues de mobilisations correspondent à différentes *phases*, que l'on pourrait repérer par la taille des événements protestataires : alors que les micro-actions dominent et que les grandes manifestations de plus de 10 000 personnes sont inexistantes durant la première période, la tendance est plus équilibrée durant la deuxième, les micro-mobilisations cédant leur place à des manifestation de taille moyenne et les grandes manifestations de plus de 10 000 personnes devenant même relativement courantes<sup>899</sup>. Il est ainsi remarquable que la diffusion géographique analysée plus haut (tableau III-13) s'accompagne à la fois d'un accroissement du nombre d'événements recensés (graphique III-3) et d'une augmentation de la taille de ces événements<sup>900</sup>. Mais alors qu'on aurait pu croire que la mobilisation se stabilisait à partir de 1986-1987 - au moment où le PKK est désormais bien implanté dans les différents *Länder* allemands - il semble au contraire qu'une rupture apparaisse au tournant des années 1990-1991 : c'est à ce moment que l'activité protestataire s'emballe et que le PKK semble gagner davantage de soutiens dans la population kurde immigrée.

Comme on l'a vu, il nous est impossible de déterminer si des vagues similaires parcourent la protestation kurdiste à l'échelle européenne. Mais il est important de noter qu'on observe une même augmentation de la taille des événements protestataire, qui plus est aux mêmes moments, lorsqu'on raisonne sur tous les autres pays européens, comme si les périodes et phases mises en évidence pour l'Allemagne se retrouvaient également à l'échelle européenne (tableau III-15). Des différences apparaissent certes. Dans les années 1990, les événements sont en moyenne de plus grande taille en Allemagne qu'ailleurs, et les raisons pourraient pour l'instant en être multiples (importance numérique de l'immigration kurde dans ce pays, meilleure implantation du PKK outre-Rhin, étendue des soutiens dont bénéficie le mouvement en Allemagne ou encore relations particulières entre le PKK et l'Etat allemand). Surtout, la proportion de très grandes manifestations y est singulièrement beaucoup plus importante : les grandes manifestations européennes sont en effet le plus souvent organisées en Allemagne, avec la mise en place de bus conduisant les manifestants de toute l'Europe vers Bonn, Frankfurt, Düsseldorf, Dortmund, Bochum ou Hamburg,

---

<sup>899</sup> Les pourcentages pour les années 1982-1986 étaient impossibles à obtenir en raison du trop faible nombre de cas recensés (N = 1).

<sup>900</sup> Il est par ailleurs probable qu'à cette évolution corresponde également une restructuration des modes d'action du PKK, hypothèse que nous analyserons plus en détails dans le chapitre suivant.

Strasbourg n'étant véritablement devenue un lieu « européen » du PKK qu'après l'arrestation d'Öcalan<sup>901</sup>.

**Tableau III-15. Evolution de la taille des actions protestataires kurdes dans les différents pays européens hors Allemagne (1982-1999)**

	1 <sup>ère</sup> période		2 <sup>ème</sup> période		Total
	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	
Moins de 100 personnes	72%	78,5%	37,5%	38,5%	56%
De 100 à 999 personnes	20%	20%	45%	44%	33,5%
De 1 000 à 9 999 personnes	8%	1,5%	16,5%	15,5%	10%
10 000 personnes et plus	0%	0%	1%	2%	0,5%
Total (N)	25	120	122	52	319

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Ces conclusions nécessitent un éclaircissement sémantique. Les vagues de mobilisations pourraient être relativement spécifiques à chaque pays européen considéré et lorsque nous parlerons de *vagues*, nous ferons uniquement référence au cas allemand. En revanche, il semble qu'il y ait une certaine concordance entre les *phases* de la protestation en Allemagne et les différentes *phases* de la protestation à l'échelle européenne : nous raisonnerons donc désormais en partant de l'hypothèse qu'il existe **une véritable dynamique protestataire à l'échelle européenne, qui pourrait être relativement indépendante des contextes politiques dans lesquels elle s'inscrit**. Irréductible à la stratégie du PKK en Europe même si celui-ci en est à l'origine, cette dynamique pourrait en fait être fortement liée aux évolutions de l'intensité du conflit kurde en Turquie et au Moyen-Orient.

## 2. Une évolution fonction de l'intensité du conflit au Moyen-Orient

Les périodes de protestation que nous avons mises en évidence pour l'Allemagne et l'Europe peuvent effectivement être comparées à des données évaluant l'intensité de la guerre opposant le PKK et l'armée turque au Moyen-Orient. Une telle mise en parallèle pose néanmoins problème : quels critères observer pour tenter de faire émerger des périodes de plus ou moins grande dureté de la guerre ? Nous avons choisi d'en retenir trois : le nombre de morts, le nombre d'assassinats politiques dont les auteurs sont restés « inconnus », ainsi que

<sup>901</sup> Notamment au mois de février. Ils étaient par exemple 15 000 en 2000 et 7000 en 2001, 6000 en 2002, 20 000 en 2003, 15 000 en 2004, 9000 en 2005, 12 000 en 2006, 10 000 en 2007 et 2008 à défiler mi-février contre « le complot ayant conduit à l'arrestation d'Öcalan » en 1999 (selon des sources policières).

**Tableau III-16. Estimation de l'évolution de l'intensité de la guerre en Turquie (1984-1999)<sup>902</sup>**

	<b>Nombre de victimes du conflit kurde<sup>a</sup></b>		<b>Autres éléments d'estimation</b>	
	Nombre de morts	Nombre cumulé de morts	Nombre d'assassinats politiques dont les auteurs sont « inconnus » <sup>b</sup>	Nombre de villages et hameaux évacués <sup>c</sup>
<b>1984</b>	50	50	-	-
<b>1985</b>	250	300	-	-
<b>1986</b>	250	550	-	-
<b>1987</b>	450	1000	-	-
<b>1988</b>	500	1500	-	-
<b>1989</b>	500	2000	)	-
<b>1990</b>	600	2600	) 42	)
<b>1991</b>	900	3500	)	) 350
<b>1992</b>	2900	6400	210	)
<b>1993</b>	4300	10 700	510	874
<b>1994</b>	6300	17 000	292	1500
<b>1995</b>	4500	21 500	321	243
<b>1996</b>	4000	25 500	78	68
<b>1997</b>	3500	29 000	109	23
<b>1998</b>	2500	31 500	192	30
<b>1999</b>	2000	33 500	210	30
<b>Total</b>		<i>36 500</i>	1964	3828

<sup>902</sup> Les totaux en italique ne correspondent pas aux sommes des différentes années mais sont des chiffres officiels fournis par les autorités. (a) : Le nombre officiel de victimes du conflit a été établi par les autorités turques à 36 500 morts en 1999, mais aucun bilan récent ne détaille la répartition annuelle des victimes. Les chiffres avancés pour chaque année sont donc des estimations que nous avons établies à partir d'articles de presse citant des chiffres officiels, couplés parfois à des chiffres de l'Association turque des droits de l'Homme (İHD), et corrigés en fonction de chiffres publiés ultérieurement (sauf pour l'année 1999 : alors que l'AFP parle de 31 000 morts début 1999, le président Süleyman Demirel annonce en décembre de la même année que le bilan des victimes est de 36 500 morts pour la période 1984-1999, ce qui signifierait que 5500 personnes ont été tuées en moins d'un an. Il est plus probable que les chiffres des années précédentes ont été réévalués, sans qu'une ventilation précise ne permette d'estimer quelles années sont les plus concernées). Le bilan officiel ne semble d'ailleurs pas avoir été réévalué depuis fin 1999, alors même que le conflit a fait des centaines de nouvelles victimes entre 2000 et 2007. Les journaux consultés sont : *L'Humanité*, 21 janvier 1985 ; *AFP*, 14 janvier 1986 ; *Le Monde*, 4 janvier 1988 ; *AFP*, 9 avril 1990 ; *International Herald Tribune*, 25 janvier 1991 ; *Turkish Daily News*, 7 janvier 1992 ; *International Herald Tribune*, 24 janvier 1994 ; *Turkish Daily News*, 16 janvier 1995 ; *Turkish Daily News*, 23 janvier 1996 ; *Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> janvier 1997 ; *AFP*, 21 janvier 1998 et 17 février 1998 ; *AFP*, 2 janvier 1999 ; *AFP*, 26 décembre 1999. Les chiffres avancés par le PKK diffèrent fortement de ces chiffres officiels : le parti kurdiste considère ainsi que le nombre de soldats tués est presque six fois supérieur (31 500) à ce qu'affirme la Turquie (5500) et, inversement, sous-estime fortement le nombre de guérilleros tués par rapport aux chiffres officiels. (b) : Communiqué du Président de l'Association turque des droits de l'Homme (İHD) Hüsnü Öndöl, 24 janvier 2000. Un certain nombre d'assassinats politiques isolés ont cependant déjà lieu au cours des années 1980. (c) : L'évacuation des villages est une compétence officielle du super-préfet de la zone d'état d'urgence (*olağanüstü hal*) à partir d'avril 1990 mais des cas plus isolés d'évacuations ont été recensés dans les années 1980. Les chiffres sont tirés de : *Yeni Ülke*, 20 décembre 1992 et *Forced Evictions and Destruction of Villages in Dersim (Tunceli) and the western Part of Bingöl, Turkish Kurdistan, September November 1994*, Amsterdam, Stichting Nederland-Koerdistan, 1995, p. 7 cités in Van Bruinessen, Martin, « Developments since Newroz 1993 », in *Violation of Human Rights in Turkish Kurdistan*, Amsterdam, Stichting Nederland-Koerdistan, 1996, p. 30 pour les années 1990-1993 ; Rapports annuels de l'Association turque des droits de l'Homme (İHD) pour les années 1994-1999. Une enquête de la Préfecture de l'état d'urgence (*Olağanüstü hal bölge valiliği*) a reconnu officiellement en 1998 l'évacuation de 3828 villages et hameaux kurdes. Cf. CILDEKT, *Point sur la situation en Turquie*, n°102, 24 juin 1998. Voir aussi Pérouse, Jean-François, « Terre brûlée au Kurdistan », *Le Monde diplomatique*, mars 1995, p. 18-19 et Jongerden, M. Joost, « Evacuation forcée, déportation et réhabilitation : les Kurdes et l'Etat en Turquie », *Etudes kurdes*, n°4 juin 2002, p. 35-53 (où les chiffres de 6143 « communautés » – et ou dont ? - 1779 villages et hameaux sont avancés, tirés de *Turkish Daily News*, 31 mai 2000).

le nombre de villages ou de hameaux évacués par l'armée<sup>903</sup>, qui sont exposés dans le tableau III-16. Une analyse rapide de ce tableau fait apparaître une concordance entre les trois variables : les années 1980 sont relativement peu meurtrières, alors que les années 1992-1999 et en particulier les années 1993-1995 sont extrêmement dures. Or, si l'on se fie aux tableaux III-14 et III-15, la mobilisation kurdiste en Allemagne et en Europe suit à peu près les mêmes développements : de relativement faible ampleur dans les années 1980, les actions rassemblent en effet bien plus de monde dans les années 1991-1996. De plus, et même si ces données n'apparaissent pas dans les tableaux déjà présentés, les mobilisations kurdistes organisées depuis 1999 sont de très faible ampleur, période qui correspond en Turquie à la fin de la guerre telle qu'elle avait été menée dans les années 1990. Est-ce à dire que l'évolution de la protestation kurdiste est essentiellement déterminée par les transformations de la guerre au Moyen-Orient ? En grande partie sans doute et ce constat corrobore les conclusions que nous avons dégagées dans les chapitres I et II. Mais il faut aussi prendre en compte les transformations du PKK, qui commence à déradicaliser ses revendications (c'est-à-dire à s'ouvrir à la négociation) à la fin des années 1980 et au début des années 1990. C'est aussi à ce moment que le parti d'Öcalan gagne de nombreux soutiens dans la population rurale et urbaine des régions kurdes, avec notamment l'émergence d'insurrections populaires (*Serîhildan*) à partir de 1990, qui conduisent en retour l'armée à renforcer sa stratégie de contre-insurrection.

Pourtant, s'il y a bien concordance entre intensité de la guerre et ampleur des mobilisations kurdistes en Allemagne et en Europe dans les années 1980 et 1990, les *différentes vagues* de protestation en Allemagne (Graphique III-3) ne semblent pas pouvoir être expliquées par les variables du tableau III-16. Certes, la mobilisation atteint son paroxysme en Allemagne en 1993-1995, soit au moment où la guerre est en Turquie dans sa phase la plus dure. Mais que dire des vagues de 1982, 1986-1987 et 1998-1999 ? Il se pourrait d'abord que les trois variables choisies pour estimer l'intensité du conflit soient trop réductrices : elles ne prennent pas en compte le poids symbolique de certains événements dramatiques qui peuvent avoir bien plus de portée en Allemagne et en Europe qu'un bilan chiffré. Au-delà du nombre de victimes, ce sont surtout *certain*s événements affectant les

---

<sup>903</sup> Nous aurions également souhaité estimer l'évolution du nombre de manifestations kurdistes en Turquie ou tout du moins l'évolution du nombre de manifestations dans les régions à majorité kurde. Si la thèse d'Ayşen Uysal contient des informations à ce sujet pour les années 1994-2000, l'utilisation de seules sources policières - alors que le maintien de l'ordre peut être assuré par d'autres forces de sécurité dans une zone placée sous état d'urgence - ne nous semble malheureusement pas permettre d'utiliser ces données de manière diachronique. Cf. Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, op. cit., p. 158.

Kurdes et le PKK au Moyen-Orient qui participent plus précisément de la construction de l'agenda protestataire kurde en Europe. Ainsi, en 1982, *toutes* les actions organisées par Bir-Kom en Allemagne sont directement en lien avec la résistance qui s'organise simultanément dans les prisons turques. De même, entre 1986 et 1990, 96% des actions dont l'origine est liée à la situation des Kurdes au Moyen-Orient sont initiées en Allemagne en raison des conditions de détention des prisonniers politiques en Turquie ou en raison d'interventions turques contre le PKK dans les régions kurdes d'Irak (notamment à la mi-août 1986 et en mars 1987), dont nous ne sommes pas sûrs qu'ils aient fait un grand nombre de morts. Enfin, si la vague de protestation de 1992-1995 en Allemagne est évidemment liées à des événements guerriers (nombreux accrochages entre la guérilla et l'armée, bombardements, opérations turques très meurtrières dans les villes de Lice et Şırnak au début des années 1990 par exemple), elle est aussi à mettre en relation avec la répression des insurrections populaires dans les régions kurdes, les événements de Gazi à İstanbul en mars 1995<sup>904</sup>, la vague de grèves de la faim de 10 000 détenus du PKK dans les prisons turques en juillet-août 1995 et les interventions turques au nord de l'Irak (notamment en août 1991 et mars 1995). L'évolution du niveau de protestation pourrait donc être corrélée aux évolutions globales du *conflict* kurde en Turquie, et non uniquement aux évolutions de sa composante *guerrière*, et ce, en Allemagne comme en Europe, comme le montre le tableau III-17.

**Tableau III-17. Evolution des types d'événements au Moyen-Orient étant la cause directe d'actions protestataires kurdistes en Europe (1982-1996)**

	<b>1982-1985</b>	<b>1986-1990</b>	<b>1991-1996</b>	<b>Total</b>
<b>Répression en Turquie</b>	<b>73,5%</b>	11%	<b>79%</b>	58%
<b>Situation dans les prisons turques</b>	<b>18%</b>	<b>28%</b>	9,5%	15,5%
<b>Intervention turque en Irak</b>	2,5%	<b>48,5%</b>	7%	19%
<b>Répression d'un autre Etat du M-O</b>	8%	<b>12,5%</b>	4,5%	7,5%
Total (N)	38	103	211	352

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Pour autant, si tous ces événements permettent d'expliquer en partie les vagues de protestation de 1982, 1986-1987 et 1991-1996 en Allemagne, ils n'expliquent pas en revanche la vague de mobilisation de 1998-1999, dont on sait déjà qu'elle est fortement corrélée à

<sup>904</sup> En mars 1995, des émeutes qui font suite au mitraillage d'un quartier alévi d'İstanbul par des militants de la droite radicale sont durement réprimées et font 22 morts et plus de 200 blessés en quelques jours.

l'arrestation d'Abdullah Öcalan. De même, tout porte à croire - comme nous l'avons vu dans le chapitre II - que les vagues de 1986-1987 et de 1991-1993 en Allemagne pourraient également être expliquées par d'autres facteurs, non directement liés à l'évolution du conflit, mais qui ont trait aux relations qu'entretient le mouvement kurde aux autorités allemandes. Le fait que la mobilisation tende à chuter brutalement en 1996-1997, et ce alors que le conflit se poursuit jusqu'en 1999 en Turquie (certes à un degré moindre, mais il reste bien plus meurtrier qu'en 1986-1987 par exemple) pourrait d'ailleurs nous inciter à croire que certains processus sont extérieurs à la relation entre le PKK et les autorités turques. Il convient donc d'analyser en quoi le contexte des pays d'accueil participe également de la construction des vagues de mobilisations mises en évidence plus haut.

### *3. Les mesures répressives en Europe comme catalyseur de la mobilisation*

Affirmer que des dynamiques transnationales permettent d'expliquer l'évolution globale de la mobilisation à moyen terme ne signifie pas en effet que les contextes politiques nationaux n'influent pas sur l'intensité de la mobilisation. Mais s'il semble bien exister un lien entre activité protestataire et participation électorale (protester s'inscrit dans le continuum de la participation politique<sup>905</sup>), les mobilisations kurdistes font sans aucun doute ici exception. Certes, nos données ne nous permettent pas de réellement tester une telle hypothèse : la courbe de niveau que nous avons établie pour l'Allemagne est en effet trop schématique pour être comparée aux cycles électoraux allemands. Or, tenter de cerner si une campagne électorale fait augmenter ou diminuer la protestation nécessiterait d'une part l'établissement d'une courbe de niveau mensuelle des événements protestataires et d'autre part le recours à des données extra-médiatiques susceptibles de ne pas être influencées par les cycles électoraux. Il semble néanmoins que l'action protestataire kurdiste est dans une telle situation d'extériorité par rapport aux agendas politiques nationaux (la politique étrangère évolue lentement et peut résister aux changements de majorité, les militants les plus actifs sont fréquemment des primo-arrivants qui n'ont pas le droit de vote, les sympathisants font très souvent une distinction stricte entre la politique *dans* leur pays d'accueil et la politique *de* leur pays d'accueil vis-à-vis des Kurdes et de la question kurde<sup>906</sup>), que les élections

---

<sup>905</sup> Au moins dans la France des années 1980, cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 228-237.

<sup>906</sup> De nombreux militants interviewés font ainsi une différence implicite entre les *gouvernements* allemands (considérés comme des gestionnaires de la vie sociale et politique) et l'*Etat* allemand (considéré comme structurellement hostile aux Kurdes), distinction qui provient sans doute de l'analyse du système politique turc par le PKK (Entretiens avec des militants du PKK, Allemagne, 2004).

nationales n'apparaissent pas comme des moments importants susceptibles d'influencer la temporalité de la protestation.

**Tableau III-18. Evolution de la cause directe des actions protestataires kurdistes en Europe (1982-1999)**

	<b>1982-1985</b>	<b>1986-1990</b>	<b>1991-1996</b>	<b>1997-1999</b>	<b>Total</b>
<b>Situation des Kurdes au Moyen Orient</b>	<b>55%</b>	<b>53%</b>	<b>56%</b>	5%	45%
<b>Situation des Kurdes en Europe</b>	10%	<b>32%</b>	<b>23,5%</b>	1,5%	20%
<b>Evénement diplomatique</b>	<b>22%</b>	11,5%	3%	6,5%	7,5%
<b>Situation d'un haut dirigeant</b>	10%	0,5%	2%	<b>84,5%</b>	18,5%
<b>Journée d'action</b>	1,5%	2,5%	<b>15%</b>	0,5%	8%
<b>Autres</b>	1,5%	1%	0,5%	2%	1%
<b>Total (N)</b>	69	195	378	154	796

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Il pourrait en aller de même du lien entre activité protestataire et couleur politique des institutions nationales et européennes<sup>907</sup>. Là encore, nos données sur l'Allemagne semblent peu à même de tester une telle hypothèse : Helmut Kohl est resté au pouvoir en Allemagne de 1982... à 1998, soit durant toute la durée du cycle de protestation kurdiste en Allemagne. De même, des affinités politiques - somme toute très ténues - peuvent exister entre la gauche kurde et les gauches parlementaires européennes, qui montrent que le mouvement kurde n'est pas si indifférent aux tendances politiques majoritaires dans leur pays d'accueil. Mais un certain nombre d'éléments convergents incitent à croire qu'il n'existe pas de lien réel entre institutions dominées - à un certain moment - par les conservateurs et hausse de la mobilisation. Il semble par exemple n'y avoir aucun lien direct entre la politique allemande vis-à-vis de la Turquie après le coup d'Etat de 1980 et la vague de mobilisation de 1982 en Allemagne, ou entre la couleur politique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et les nombreuses actions protestataires qui ont lieu à Strasbourg en janvier 1984. Au-delà, l'analyse qualitative du cas français montre que les gouvernements de droite et de gauche peuvent chacun encourager la protestation. Ainsi, le PKK profite de la victoire de la gauche en 1981 puis 1988 pour tenter de faire pression sur le parti socialiste en occupant plusieurs fois ses locaux. De même, c'est la présence de Bernard Kouchner au gouvernement qui incite les jeunes Kurdes du PKK à occuper et retenir une douzaine d'employés du ministère le 27 août 1992. Inversement, les mesures de répression à l'égard du PKK qui sont

<sup>907</sup> *Ibid.*, p. 237-243.

prises en décembre 1987, novembre 1993 et février 2007, c'est-à-dire à des moments où la droite française est au gouvernement, provoquent également de fortes réactions du PKK, qui organise à chaque fois grèves de la faim et manifestations.

Si les cycles électoraux et la couleur politique d'un gouvernement ne semblent donc pas permettre d'expliquer les vagues de mobilisation kurdistes en Europe, ce dernier exemple tiré du cas français nous montre que la protestation tend à s'intensifier dès lors que des *mesures répressives* sont prises contre le parti d'Öcalan en Europe. L'analyse de l'évolution des « causes directes »<sup>908</sup> des actions protestataires kurdistes entre 1982 et 1999 peut nous permettre de vérifier cette hypothèse. Il ressort ainsi du tableau III-18 que la répression en Turquie est une cause extrêmement stable de la protestation en Europe (en proportion et non en valeur, car le nombre d'actions augmente), sauf pour les années 1997-1999, dont la cause est presque uniquement liée à l'arrestation d'Öcalan (ce qui vient justifier la distinction que nous avons faite entre les années 1991-1996 et 1997-1999). Par contre, la propension à protester est également fortement tributaire d'autres événements, qui varient dans le temps : alors que les événements diplomatiques (réunions du Conseil de l'Europe, visites de chefs d'Etat, etc.) sont souvent une occasion de protester entre 1982 et 1985, c'est la répression du mouvement kurde en Europe qui est à l'origine de nombreuses actions entre 1986 et 1990 (arrestation de Hüseyin Yıldırım en Suède suite à l'assassinat d'Olof Palme, arrestation de Faruk Bozkurt - soupçonné d'avoir planifié un attentat - en Allemagne en 1986 ; arrestations dans les milieux kurdes en Suisse suite à des rixes, puis premières actions allemandes contre le PKK en 1987 ; toutes ces mesures étant aussi à l'origine de la vague de protestation kurdiste en Allemagne en 1986-1987), puis entre 1991 et 1996 (en 1992-1993, la virulence du PKK suite à la répression en Turquie conduit à des arrestations et des échauffourées, qui engendrent de nouvelles mobilisations spectaculaires à l'origine de l'interdiction du PKK en France et en Allemagne en 1993 et de l'arrestation de Kanı Yılmaz en Grande-Bretagne en octobre 1994, les mobilisations de l'année 1994 étant en Allemagne presque exclusivement orientées vers la dénonciation de l'interdiction du parti, cf. les « journées d'action », dans le tableau III-18<sup>909</sup>). Il faut finalement des négociations directes à Damas entre Öcalan et le

---

<sup>908</sup> Par cause directe, nous entendons la cause la plus « directe », l'événement déclencheur de la manifestation. Cf. notre codebook en annexe 1.

<sup>909</sup> En 1994, 90% des actions protestataires kurdistes en Allemagne ont pour cause la répression en Europe (44%) et l'organisation de journées d'action visant à commémorer des victimes de la répression en Europe ou l'interdiction du PKK (45,5%). Seulement 3% des actions ont ainsi pour cause la répression en Turquie, alors même que l'année 1994 est celle qui est la plus meurtrière en Turquie. Loin d'être surprenant, ce constat montre surtout que c'est lorsque plusieurs agendas politiques s'entrecroisent – même de manière non explicite – que la mobilisation est plus forte.

responsable de la *Verfassungsschutz* Klaus Grünevald (1995) puis le député de la CDU Heinrich Lummer (1995 et 1996) pour que le chef du parti kurdiste affirme finalement le 19 mai puis le 13 septembre 1996 qu'il n'y aura plus de violences en Allemagne<sup>910</sup>, ce qui met fin à la vague de mobilisation débutée en 1991-1992.

Ces développements essentiellement qualitatifs montrent que les deux *vagues* de mobilisations de 1986-1987 et 1991-1996 en Allemagne pourraient d'abord s'expliquer par la combinaison entre un agenda politique très conflictuel au Moyen-Orient *et* la mise en place d'une politique de répression contre le PKK en Europe, même si une telle hypothèse reste difficile à vérifier en termes statistiques<sup>911</sup>, nous y reviendrons à la fin de ce chapitre. Mais les menaces pesant sur de hauts dirigeants du PKK (arrestation de Hüseyin Yıldırım en Suède en 1986, arrestation de Kanı Yılmaz en Grande-Bretagne en 1994, arrestation d'Abdullah Öcalan en Italie en novembre 1998) sont aussi des éléments favorisant la protestation : le fait que les actions protestataires de 1997-1999 soient à 85% causées par l'arrestation d'Öcalan montre à quel point la sauvegarde des leaders devient progressivement la priorité du parti au cours des années 1980 et 1990<sup>912</sup>. La mobilisation peut également brusquement diminuer dès lors que des accords sont passés entre les parties : alors que la répression tend à favoriser la mobilisation durant les années 1994 et 1995, les négociations entre le PKK et le gouvernement allemand provoquent la fin de la plus grande vague de mobilisation kurdiste en Allemagne, alors même que le conflit se poursuit en Turquie, démontrant ainsi que la protestation peut s'autonomiser - ou être moins dépendante - des aléas de la guerre au Moyen-Orient. Enfin, il ressort de cette analyse que les différentes phases de la mobilisation kurdiste en Europe sont également fonction du rythme de la protestation, c'est-à-dire de l'accélération ou du ralentissement de la temporalité des événements liés à la question kurde et au PKK.

### ***C. Une temporalité autonome, réactive et proactive : le rythme de la protestation***

Si la temporalité de l'action protestataire peut être appréhendée du point de vue de son évolution diachronique à moyen ou long terme, il n'en reste pas moins que la mobilisation

---

<sup>910</sup> *Die Welt*, 20 mai 1996 ; *ZDF*, 13 septembre 1996. En échange, l'Allemagne promet de ne plus classer le PKK dans les organisations « terroristes », mais dans les organisations « criminelles ».

<sup>911</sup> Il faudrait par exemple montrer que la proportion des causes liées à la situation des Kurdes au Moyen-Orient et de celles liées à la situation des Kurdes en Allemagne est plus équilibrée au moment des vagues de mobilisation qu'en période de faible mobilisation. Mais le trop petit nombre de cas recensés durant les périodes de faible mobilisation interdit toute statistique fiable.

<sup>912</sup> Des mobilisations de plus faible ampleur – mais qui se sont étalées dans la durée – ont également eu lieu après l'arrestation de Nuriye Kesbir au Pays-Bas au début des années 2000.

varie également à plus court terme : des journées de mobilisations peuvent être organisées à la même date chaque année, certains mois de l'année ou certaines saisons peuvent également être favorisés par les protestataires, le week-end pourrait être une période plus propice à la protestation, etc. et cette temporalité a des conséquences sur les modalités d'investissement de soi au sein du mouvement kurde, sur lequel on aura l'occasion de revenir en détails plus bas. Est-il alors possible de déterminer comment se construit le rythme de la protestation kurdiste en Europe ? Trois hypothèses - qui ne s'excluent pas - pourraient permettre d'expliquer la temporalité de l'activité protestataire du PKK. Influencée par le contexte des pays européens, il se pourrait d'abord que la temporalité de la mobilisation suive les temps sociaux globaux de l'activité protestataire au sein de ces espaces. Si elle se vérifiait, cette hypothèse signifierait que la protestation kurdiste est beaucoup moins autonome des espaces dans lesquels elle s'inscrit qu'il n'y paraissait à première vue et que, en définitive, les rythmes de la protestation - qui, en France, « s'imposent généralement à toutes les catégories sociales »<sup>913</sup> - s'imposent également aux immigrés kurdes dans leurs pays de résidence. Il serait dans ce cas possible que le rythme de la mobilisation kurdiste diverge fortement d'un pays européen à l'autre. Dans le prolongement de nos précédentes conclusions, on pourrait par ailleurs supposer que la temporalité de l'activité protestataire kurde est d'abord fonction des campagnes de répression contre les Kurdes et le PKK en Turquie, mais aussi en Europe. Si, en Turquie, ces campagnes peuvent suivre un rythme saisonnier relativement précis qui est fonction de la guerre entre l'armée turque et le parti kurdiste, il n'en va cependant pas de même en Europe, où les décisions politiques ou les mesures répressives peuvent être prises selon un agenda très différent, qu'il conviendrait également d'éclaircir. Si cette hypothèse se vérifiait, elle signifierait également que l'agenda protestataire est fortement réactif et marqué par l'urgence. Enfin, il est également possible que la temporalité de la mobilisation du mouvement kurde et du PKK soit fonction d'un agenda propre, lié aux dates érigées en symboles par les organisations kurdistes. Cet agenda serait donc « commémoratif »<sup>914</sup> mais également « créatif », visant à créer l'événement à une date donnée.

---

<sup>913</sup> Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 79. O. Fillieule mentionne néanmoins des exceptions : le monde éducatif, dont l'activité manifestante est strictement calquée sur les cycles scolaires et le monde paysan, dont l'activité manifestante dépend fortement des activités agricoles de la région considérée.

<sup>914</sup> Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, *op. cit.*, p. 134.

*1. Une influence des rythmes manifestants des pays d'accueil ? Une hypothèse peu probable*

Une première hypothèse concerne donc l'influence des temps sociaux de la protestation en Europe sur la temporalité des mobilisations kurdistes. Le graphique III-3 tente de mettre en parallèle l'intensité mensuelle de l'activité manifestante en France et l'intensité de l'activité protestataire kurde dans ce même pays ; il vise par ailleurs à comparer le rythme de la protestation kurdiste en France et en Allemagne<sup>915</sup>. Or, il apparaît que le rythme de la protestation kurdiste en France suit effectivement en partie les rythmes manifestants français. Des tendances convergentes se dessinent : la mobilisation progresse d'abord continuellement en janvier et février et atteint un pic au mois de mars, le mois d'avril étant dans tous les cas peu conflictuel ; elle remonte ensuite progressivement jusqu'en juin ; on observe enfin une augmentation de la mobilisation à partir de septembre-octobre, qui culmine en octobre ou novembre dans les deux bases de données et diminue fortement en décembre.

Pour autant, ces corrélations n'indiquent pas un rapport de cause à effet : ce n'est pas parce que la répartition des actions suit des tendances à peu près similaires dans les deux bases de données que l'on peut en conclure à la détermination du rythme de la protestation kurdiste par les rythmes de l'activité manifestante en France. Le mois d'août voit d'ailleurs des divergences importantes : alors que l'activité manifestante diminue fortement en France en raison des vacances scolaires, l'activité protestataire kurde semble augmenter et presque atteindre en intensité le pic de novembre. C'est d'ailleurs peut-être pour cette raison qu'un décalage d'un mois s'opère durant la dernière partie de l'année (alors même que les tendances sont convergentes), la « rentrée » kurde ne débutant qu'en octobre pour culminer en novembre.

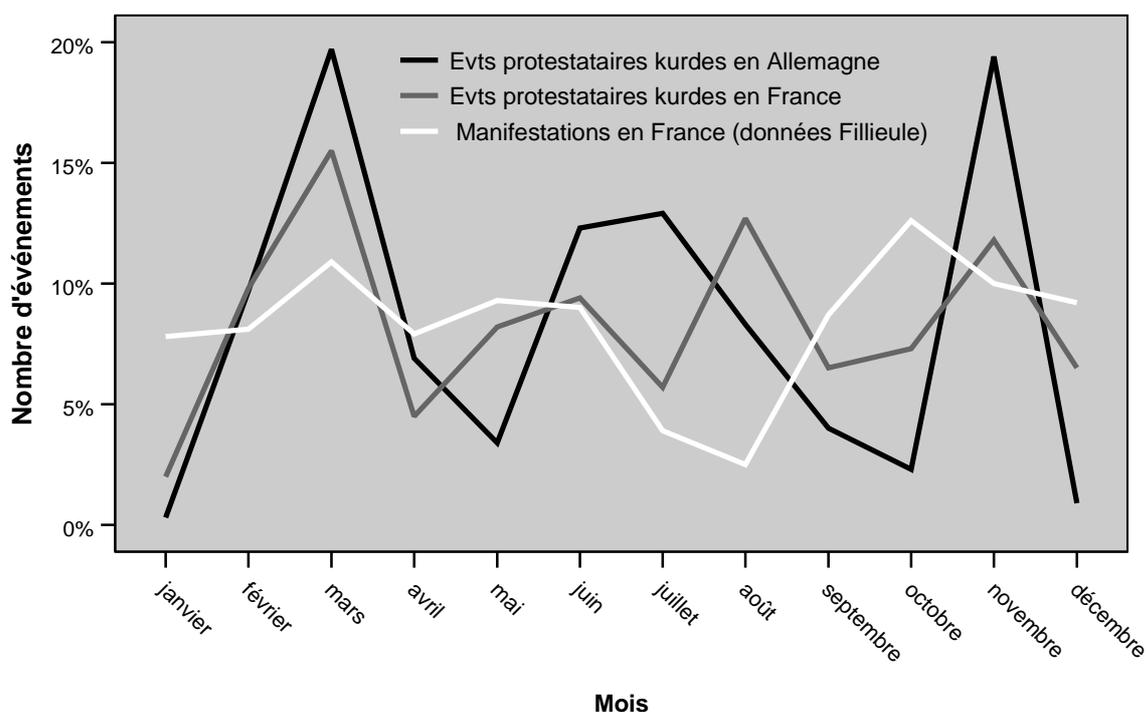
Le graphique III-3 nous indique donc uniquement que le rythme des mobilisations kurdistes en France ne suit pas une temporalité très différente des manifestations françaises ; il ne permet en aucun cas d'affirmer que les saisons protestataires s'imposent *pour des raisons identiques* aux résidents français et aux Kurdes de France. Ce constat est d'ailleurs conforté par les similitudes observées entre les rythmes de la protestation kurdiste en France

---

<sup>915</sup> Les données d'Olivier Fillieule - qui concernent la ville de Nantes (1979-1989) et la ville de Marseille (1980-1991) - représentent l'activité « manifestante », alors que nos données comprennent également d'autres formes de protestation (cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 76). Nous n'avons retenu ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées et tendent davantage vers la représentativité que vers l'exhaustivité (France et Allemagne, 1982-2003).

et en Allemagne : augmentation de la mobilisation en février et mars, plus faible mobilisation en avril-mai, nouvelle augmentation en juin ; faible mobilisation enfin en septembre-octobre et décembre, alors que le mois de novembre est fortement protestataire. Par contre, on observe également des différences significatives en juillet et août, qui pourraient être liées à des différences de traitement du PKK en France et en Allemagne, à la constitution du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde, ou encore aux saisons protestataires allemandes<sup>916</sup>. Il nous faut donc rechercher ce qui pourrait provoquer une telle distribution, et notamment poser la question des campagnes de répression en Turquie et en Europe.

**Graphique III-4. Répartition mensuelle des actions protestataires kurdes en France et en Allemagne, comparée à la répartition mensuelle des manifestations en France**



## 2. Un agenda réactif qui s'inscrit dans l'urgence

Une deuxième hypothèse concerne en effet la temporalité de la guerre et de la répression, en Turquie comme en Europe. On peut d'abord considérer que la guérilla et les

<sup>916</sup> Nous n'avons trouvé aucune source concernant la répartition mensuelle des actions protestataires ou manifestations en Allemagne, il nous est donc impossible de vérifier une telle hypothèse.

campagnes sécuritaires de l'armée turque sont plus nombreuses entre mars et septembre, période durant laquelle le climat plus clément favorise les déplacements et les opérations militaires en montagne. Le nombre d'accrochages augmentant durant ce semestre, les manifestations sont aussi plus nombreuses dans les régions kurdes où le PKK tente de faire éclater des insurrections (notamment au moment des fêtes de *Newroz*) et où les funérailles de combattants deviennent progressivement l'occasion de révoltes contre les autorités<sup>917</sup>. Or, le tableau III-19 - dans lequel nous avons choisi de faire apparaître deux saisons de durée égale pour les besoins de la comparaison - montre effectivement que la proportion d'actions protestataires kurdistes augmente durant les saisons printanières et estivales au fur et à mesure que le conflit s'intensifie en Turquie, ce semestre regroupant jusqu'à près des trois quarts des actions protestataires entre 1991 et 1996. La tendance s'inverse par ailleurs radicalement pour la période 1997-2001, durant laquelle les activités de la guérilla diminuent avant de cesser presque complètement<sup>918</sup>.

**Tableau III-19. Evolution de la répartition saisonnière des actions protestataires kurdistes en Europe (1982-1999)**

	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	Total
Septembre – février	42,3%	37%	28,9%	70,2%	39,1%
Mars – août	57,7%	63%	71,1%	29,8%	60,9%
Total (N)	52	208	423	151	834

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Au-delà, alors que le nombre d'actions protestataires portant des revendications en faveur des Kurdes et du PKK *en Europe* reste stable (*en valeur*) sur les deux semestres entre 1982 et 1996, il apparaît que la *proportion* de ces événements diminue constamment entre mars et août (au profit d'action portant des revendications en faveur des Kurdes et du PKK *au Moyen-Orient*) au fur et à mesure que le conflit s'intensifie. Inversement, cette proportion

<sup>917</sup> Cf. Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, *op. cit.*, p. 159. Comme on l'a vu, les données chiffrées d'Uysal pour les régions du sud-est de la Turquie ne nous permettent cependant pas de comparer le rythme de la protestation en Europe au rythme des manifestations dans les régions à majorité kurde, d'autant plus que l'auteure ne ventile pas la répartition mensuelle des actions protestataires par régions ou départements (*il*).

<sup>918</sup> L'inversion de 1997-1999 est cependant loin de correspondre uniquement à l'arrêt de la lutte armée en Turquie : durant cette période en effet 42% des actions ont lieu en février, 23% en juin et 22% en novembre, mois qui correspondent aux différentes phases de l'arrestation d'Öcalan en 1998-1999 (arrivée en Italie en novembre, capture en février, procès en juin). Il est cependant raisonnable de penser que cette phase de protestation obéit à des dynamiques très différentes des précédentes.

augmente constamment entre septembre et février, au détriment des actions portant une revendication en direction du Moyen-Orient (tableau III-20). Il semble donc bien que la « saison » guerrière en Turquie et au Moyen-Orient influe sur le rythme saisonnier de l'activité protestataire en Europe, ce qui pourrait expliquer - au moins dans le cas de la France - la forte activité protestataire kurde au mois d'août et le décalage qui s'opère entre la temporalité de la protestation kurdiste et celle des manifestations en France à partir de septembre (graphique III-3)<sup>919</sup>.

**Tableau III-20. Evolution de la répartition saisonnière des types de revendications kurdes en Europe (1982-1996)**

	1982-1985		1986-1990		1991-1996		Total	
	M-O	Europe	M-O	Europe	M-O	Europe	M-O	Europe
<b>Septembre – février</b>	12 64%	7 36%	42 61%	27 39%	53 46%	61 54%	107 53%	95 47%
<b>Mars – août</b>	7 50%	7 50%	63 63%	37 37%	144 71%	59 29%	214 68%	103 32%
<b>Total (N)</b>	19	14	105	64	197	120	321	198

M-O : Revendications concernant la situation des Kurdes et du PKK au Moyen-Orient. Europe : Revendications concernant la situation des Kurdes et du PKK en Europe et revendications concernant la situation de hauts dirigeants du PKK (liées uniquement à des arrestations en Europe entre 1982 et 1996). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été prises en compte ici les revendications qui ne pouvaient être rattachées de manière certaine aux deux catégories principales (« position d'un acteur extérieur au conflit »).

Mais s'il ne fait donc plus guère de doute que l'intensité saisonnière du conflit en Turquie influe sur le rythme des actions protestataires en Europe, force est également de constater que la mobilisation ne s'interrompt pas entre septembre et février, saison pourtant moins propice à la lutte armée. Des opérations militaires turques de grande envergure peuvent effectivement avoir lieu durant la saison « froide », comme le montre la destruction de la ville de Lice fin octobre 1993, qui provoque début novembre l'une des plus grandes campagnes de mobilisation du PKK et aboutira d'ailleurs à son interdiction en France et en Allemagne. De

<sup>919</sup> Nos données mentionnent une forte activité protestataire en France en août 1989 et en août 1992 (causées par la situation dans les prisons turques et la destruction de la ville de Şırnak par l'armée). Cette forte activité protestataire n'apparaît cependant pas en Allemagne, ni dans nos données, ni dans le fichier PRODAT de Dieter Rucht. S'il se peut effectivement que les agendas protestataires kurdes en France et en Allemagne divergent fortement durant ces deux mois précis, il se pourrait tout aussi bien que la presse allemande soit ici en cause : août 1989 marque le début d'une période qui va s'achever par la chute du mur de Berlin en novembre de la même année (les actions protestataires kurdistes en France ont lieu du 10 au 22 alors que 500 Allemands de l'Est franchissent les frontières autrichiennes et hongroises pour gagner la RFA le 19) et août 1992 est marqué en Allemagne par l'attaque spectaculaire d'un centre de réfugiés en ex-Allemagne de l'Est (les actions protestataires kurdistes en France ont lieu du 22 au 31 alors que l'attaque de Rostock se déroule du 22 au 26, une manifestation contre le racisme étant par ailleurs organisée le 29).

plus, il convient une nouvelle fois de remarquer que le conflit ne se réduit pas aux actions guerrières : les grèves de la faim dans les prisons turques - et notamment à Diyarbakır - sont ainsi l'occasion de nombreuses actions de soutien en Europe en novembre 1988 par exemple. De même, les événements de Gazi, en mars 1995, ont été suivis de nombreuses actions kurdes en Europe, alors même qu'ils ne sont pas directement liés au conflit kurde. Enfin, la répression en Europe, qui n'obéit à aucun cycle saisonnier, semble venir modérer la distinction entre les deux semestres : les actions concernant les Kurdes et le PKK *en Europe* semblent en effet plus continues (tableau III-20), même si le mois de novembre devient à partir de 1994 un moment privilégié pour condamner l'interdiction du PKK l'année précédente en Allemagne et en France. Mais si l'on se rappelle que l'arrestation d'Öcalan en novembre 1998 est également la cause d'une forte campagne de mobilisation dans tous les pays d'Europe, on comprend finalement mieux les raisons pour lesquelles la protestation s'intensifie en novembre (graphique III-3) et il s'avère désormais difficile de croire que le rythme de la protestation en France est fonction des rythmes manifestants dans ce même pays<sup>920</sup>. Au contraire, l'agenda protestataire kurde apparaît désormais excessivement *réactif* à des événements affectant les Kurdes et le PKK, au Moyen-Orient et en Europe.

**Tableau III-21. Répartition journalière des actions protestataires kurdistes en Europe**

	<i>Allemagne</i>	<i>France</i>	<i>Autres pays</i>	<i>Total Europe</i>
<b>Lundi</b>	12,9%	10,7%	10%	11,4%
<b>Mardi</b>	20%	20,9%	23,1%	21,2%
<b>Mercredi</b>	12,6%	17,6%	12,7%	14,1%
<b>Jeudi</b>	18,6%	14,8%	18,8%	17,6%
<b>Vendredi</b>	5,1%	5,7%	13,1%	7,7%
<b>Samedi</b>	20%	21,3%	14,2%	18,6%
<b>Dimanche</b>	10,9%	9%	8%	9,5%
Total (N)	350	244	260	854

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse

Il apparaît en effet que la grande majorité des actions protestataires kurdistes sont organisées en semaine, ce qui pourrait montrer « que s'exprime une explicite volonté de faire de la politique autrement ou que s'affirme une urgence »<sup>921</sup> (tableau III-21). Si ce constat est

<sup>920</sup> Ou des rythmes manifestants en Turquie, même si les mois de mars et novembre apparaissent également très protestataires dans ce pays. Cf. *Ibid.*, p. 132.

<sup>921</sup> Tartakowsky, Danièle, *Les manifestations de rue en France. 1918-1968*, thèse de doctorat d'Etat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1994, p. 643, cité in Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., 83.

vrai pour l'Allemagne et la France, il l'est également lorsqu'on raisonne à l'échelle de tous les autres pays européens : défilés, occupations et autres actions peuvent avoir lieu tous les jours de la semaine, comme s'ils constituaient des réponses extrêmement rapides à des événements affectant les Kurdes ou le PKK. Le week-end est sans doute un moment privilégié, surtout en France et en Allemagne. Mais il apparaît que les actions du week-end sont d'une toute autre nature que celles organisées en semaine : près des deux tiers des événements regroupant plus de 1000 participants sont organisés le samedi - ce taux avoisinant même les trois quarts le dimanche - alors que les événements rassemblant moins de 1000 personnes sont fortement majoritaires en semaine (tableau III-22). Organisées par un faible nombre de militants plus disponibles, destinées à exposer l'urgence d'une situation et pouvant parfois s'apparenter à des opérations « coup de poing » en semaine, les actions pourraient davantage servir à montrer la force et la légitimité du parti au sein de la population kurde durant les journées du week-end. Or, il semble là encore que le rythme hebdomadaire de la protestation en France ne recoupe pas clairement le rythme manifestant français, démontrant que « le choix de tel ou tel jour de la semaine pour organiser une [action] n'est donc pas indépendant du type de groupe social qui y a recours ou du type de revendication »<sup>922</sup>.

**Tableau III-22. Répartition journalière des actions protestataires kurdistes en Europe selon leur nombre de participants**

	<b>1-99</b>	<b>100-999</b>	<b>1000-9999</b>	<b>10000 et +</b>
<b>Lundi</b>	10,5%	9,0%	7,9%	0,0%
<b>Mardi</b>	23,1%	20,2%	9,5%	15,8%
<b>Mercredi</b>	17,0%	19,1%	4,8%	0,0%
<b>Jeudi</b>	24,5%	12,9%	4,8%	0,0%
<b>Vendredi</b>	9,2%	6,2%	9,5%	10,5%
<b>Samedi</b>	7,4%	23,6%	<b>58,7%</b>	<b>57,9%</b>
<b>Dimanche</b>	8,3%	9,0%	4,8%	<b>15,8%</b>
Total (N)	229	178	63	19

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Insister sur les rythmes de la protestation kurdiste permet donc de mieux comprendre les dynamiques qui les sous-tendent : la protestation est plus importante dès qu'un événement dramatique a lieu au Moyen-Orient et se veut souvent une réaction rapide à cet événement ; elle est par ailleurs relativement continue, comme si chaque événement affectant de près ou de loin les Kurdes et le PKK étaient, dans les années 1980 et 1990, l'occasion de manifester et de

<sup>922</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 82-83.

protester. Mais une telle approche a également permis de montrer que la temporalité du mouvement kurde est relativement autonome des espaces dans lesquels s'inscrit la mobilisation. Il convient donc de revenir sur notre troisième hypothèse, selon laquelle les rythmes de la protestation pourraient également être influencés - à l'échelle de chaque pays, à l'échelle européenne, voire à l'échelle du système d'interdépendance élargi - par l'agenda propre du mouvement kurde et du PKK.

### 3. *L'agenda interne au mouvement kurde*

Très marquées par les révoltes et leur répression, les guerres et les coups d'Etats, les organisations kurdistes attachent en effet souvent beaucoup d'importance à certaines dates emblématiques, qui peuvent être l'occasion de journées de commémoration ou de vastes actions protestataires. Le PKK ne déroge pas à cette règle, et nous avons assisté entre 2001 et 2005 à de nombreuses manifestations du souvenir : anniversaire de l'arrestation d'Öcalan au Kenya, anniversaire des événements de Sivas<sup>923</sup> et de Gazi en 1993 et 1995, anniversaire d'Halabja, anniversaire de la condamnation à mort d'Öcalan, anniversaire des grèves de la faim de 1982, anniversaire des actions de Eruh et Şemdinli en 1984, anniversaire de l'interdiction du PKK en Allemagne en 1993, etc. Mais nous avons également assisté à de nombreuses manifestations liées aux fêtes de *Newroz* (en France et en Allemagne), à plusieurs manifestations organisées à l'occasion de la journée des femmes et du 1<sup>er</sup> mai... Si l'agenda interne du PKK semble donc fortement rythmé par les *journées de commémoration*, il est également composé de nombreuses *journées d'action*, dont le parti s'empare ou participe à créer lui-même<sup>924</sup>. Ce fait n'a d'ailleurs pas échappé aux autorités de sécurité turque, qui se sont efforcées de lister - entre autres dates à forte incitation protestataire - celles qui étaient susceptibles d'être davantage marquées par une agitation kurdiste (Encadré III-2).

---

<sup>923</sup> Le 2 juillet 1993 à Sivas, 36 intellectuels et artistes alévis sont brûlés vifs par une foule de sympathisants de la droite radicale et religieuse.

<sup>924</sup> En Turquie, *Newroz*, dont le symbole est le feu, n'est pas une véritable fête *kurde* avant les années 1970. Sa connotation anticolonialiste (le 21 mars est aussi la journée pour l'élimination des discriminations raciales), socialiste (la révolution contre l'impérialisme) et nationaliste (le faible résiste au fort grâce à son identité) est le produit de diverses entreprises politiques qui débute au milieu des années 1970. Le PKK, qui fête *Newroz* en Europe dès le début des années 1980 et place à la résistance dans la prison de Diyarbakir au centre de son discours politique, relie rapidement le 21 mars à la lutte contre l'opresseur (Mazlum Doğan, qui se pend dans sa cellule le 21 mars 1982, est déclaré mort par le feu) puis à la résistance armée (des actions de la guérilla sont menées spécifiquement à l'occasion de cette date à partir de 1986). Mais ce n'est qu'à partir de 1990 que *Newroz* devient le symbole des insurrections populaires contre les autorités. Sur la construction symbolique de *Newroz*, voir notamment Aydın, Delal, *Mobilizing the Kurds in Turkey : Newroz as a Myth*, Mémoire de Master sous la direction de Mesut Yeğen, Ankara, Middle East Technical University, 2005, p. 68-110.

## Encadré III-2. Les « jours sensibles » concernant les Kurdes et le PKK

La police turque a élaboré un calendrier de 560 événements qui correspondent à des « jours sensibles » (*önemli* ou *hassas günler*), susceptibles d'être davantage manifestants. Plusieurs événements peuvent correspondre à une même date : le mois de janvier compte ainsi 34 événements correspondant à 15 jours sensibles <sup>(a)</sup>. Le 30 mai 2004, *Milliyet* a publié une liste de 139 de ces événements. Nous reproduisons ci-dessous ceux qui sont susceptibles de faire sens au sein du PKK et du mouvement kurde, auxquels nous avons rajouté, pour le mois de janvier, les événements non publiés par *Milliyet* mais mentionnés dans la thèse d'Ayşen Uysal.

### Janvier

2 janvier 1938 : 2<sup>ème</sup> révolte de Dersim  
2-23 janvier 2000 : 7<sup>ème</sup> Congrès du PKK

#### *Autres événements (fichier Uysal) :*

5 janvier 1984 : Grèves de la faim à Diyarbakır et mort de deux prisonniers du PKK (C. Aral et H. Çatak)  
8 janvier 1995 : 5<sup>ème</sup> Congrès du PKK  
(Le 7<sup>ème</sup> Congrès du PKK n'est pas mentionné)

### Février

8 février 1925 : Révolte de Cheikh Said  
15-16 février 1999 : Arrestation d'Öcalan au Kenya

### Mars

8 mars 1910 : journée mondiale des femmes  
12-15 mars 1995 : Événements de Gazi à İstanbul  
12 mars 2003 : La Cour européenne des droits de l'Homme juge le procès d'Öcalan inéquitable  
13 mars 1999 : Attaque incendiaire du marché Mavi à İstanbul (PKK)  
13 mars 2003 : La Cour constitutionnelle interdit le Hadeş  
16 mars 1987 : Massacre d'Halabja en Irak  
21 mars : *Newroz*  
21 mars 1937 : Révolte de Dersim  
21 mars 1982 : Décès de M. Doğan, Y. Öner, C. Kılınç, T. Şahin, F. Kurtay, E. Aynak, N. Öner, A. Kılıç, B. Can, M. Zengin, E. Milli et A. Eraslan (8 Mai 1982) dans la prison de Diyarbakır <sup>(b)</sup>  
21 mars 1985 : Fondation de l'ERNK  
28 mars 1986 : Mort du commandant du PKK M. Korkmaz  
29 mars 2001 : Inscription du PKK sur la liste des organisations terroristes en Grande-Bretagne

### Avril

4 avril 2002 : 5<sup>ème</sup> Congrès du PKK <sup>(c)</sup>  
10-22 avril 1996 : Grandes opérations de l'armée à Lice, qui font plus de 200 morts dans les rangs du PKK  
12 avril 1995 : Fondation du Parlement kurde en exil

### Mai

1<sup>er</sup> mai : Jour du travail  
2 mai 2002 : Inscription du PKK sur la liste des organisations terroristes aux États-Unis  
18 mai 1977 : Mort du camarade d'Öcalan H. Karer  
24 mai 1993 : Assassinats de 33 soldats par le PKK

24-26 mai 1999 : Fondation du KNK (Congrès national du Kurdistan) à La Have

### Juin

23 juin 1999 : Fondation du PŞK (Parti de la révolution du Kurdistan)  
29 juin 1999 : Condamnation à mort d'Öcalan

### Juillet

2 juillet 1993 : Événements de Sivas  
5 juillet 1993 : Massacre de 35 civils par le PKK à Erzincan <sup>(d)</sup>  
7 juillet 1991 : meurtre de V. Haydın, dirigeant du HEP  
14 juillet 1982 : Grève de la faim des membres du Comité central du PKK K. Pir et M. Ayrı Durmuş à Diyarbakır  
29 juillet 2000 : 3<sup>ème</sup> Congrès du PJKK (femmes du PKK)

### Août

3-15 août 2003 : Transformation de l'YCK en TECAK  
7 août 1938 : 2<sup>ème</sup> révolte de Dersim  
10 août 1938 : 3<sup>ème</sup> révolte de Dersim  
15 août 1984 : 1<sup>ères</sup> actions du PKK à Erüh et Şemdinli

### Septembre

1<sup>er</sup> septembre : Journée mondiale de la paix  
4 septembre 1993 : meurtre de M. Sincar, député du DEP  
7-16 septembre 2003 : 2<sup>ème</sup> Conférence des HPG  
16 septembre 1938 : Événements de Dersim  
20 septembre 1992 : Assassinat de M. Anter à Diyarbakır  
24 septembre 1996 : Massacre de 10 prisonniers du PKK à Diyarbakır

### Octobre

18 octobre 1995 : Interdiction du PKK en Autriche  
25 octobre 1987 : Fondation du Parti de la libération du Kurdistan (PRK-Rizgarî)

### Novembre

15 novembre 2003 : 2<sup>ème</sup> Congrès du Kadek  
26 novembre 1993 : Interdiction du PKK en Allemagne  
27 novembre 1978 : 1<sup>er</sup> Congrès du PKK <sup>(e)</sup>

### Décembre

9 décembre 2002 : Inscription du Kadek sur la liste des organisations terroristes aux États-Unis  
31 décembre 1974 : Fondation du TKSP

<sup>(a)</sup> Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, op. cit., p. 134-137. <sup>(b)</sup> Tahir Şahin est en fait décédé le 21 mars 1981, Cemal Kılıç (et non Kılınç) a été torturé à mort le 28 février 1982, Ferhat Kurtay, Eşref Anyık (et non Aynak), Necmi Öner et Mahmut Zengin sont décédés le 18 mai 1982, Bedii Tan (et non Bedri Can) est décédé le 17 ou le 18 mai 1982, Ali Kılıç serait décédé en juillet 1982 et Mehmet Ali Eraslan le 9 juin 1982 (et non le 8 mai) ; Mazlum Doğan et Yaşar Öner sont cependant bien décédés le 21 mars 1982 et peu d'informations sont disponibles sur Eşref Milli. <sup>(c)</sup> Il s'agit du 8<sup>ème</sup> et non du 5<sup>ème</sup> Congrès. <sup>(d)</sup> Le PKK a toujours démenti en être à l'origine. <sup>(e)</sup> Il s'agit en fait de la réunion de fondation du PKK et non de son premier Congrès.

On ne peut assurément considérer que ce qui vaut pour les mobilisations kurdistes en Turquie vaut pareillement pour les mobilisations kurdistes en Europe. Nos recherches s'étant limitées au cadre européen, il nous est également impossible de juger de la pertinence de toutes ces dates à l'échelle de la Turquie. Enfin, ces dates publiées en 2004 ne sont pas destinées à expliquer la protestation durant les années 1980 et 1990, mais bien à orienter le maintien de l'ordre policier dans la deuxième partie des années 2000. Une analyse rapide tend néanmoins à montrer que les dates fournies par la police turque ressemblent davantage à un catalogue partial, partiel, comprenant de nombreuses erreurs, et pourtant foisonnant de dates dont le caractère « sensible » ne semble pas toujours avéré, et qui pourraient davantage être destinées à rehausser l'image de la police qu'à guider quotidiennement le travail policier. On se demande d'abord en quoi les dates anniversaires des Congrès du PKK pourraient avoir une influence sur la mobilisation ou l'agressivité des protestataires. De la même manière, on voit mal les liens qui pourraient exister entre l'attaque incendiaire du Mavi Çarşı à İstanbul en mars 1999 (qui est une réponse à l'arrestation d'Öcalan), l'attaque de 33 soldats turcs en mai 1993 (qui marque la fin du cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK) ou le massacre de 35 civils par le PKK en juillet 1993 et une hausse potentielle de la mobilisation.... sauf bien sûr à considérer que le mimétisme et la reproduction sont les seules dynamiques qui sous-tendent la stratégie du PKK, ou sauf à croire - mais même si la police nous y incite, ce serait hors de propos - que *toutes* ces actions sont le fait de provocateurs à la solde de certains segments de l'Etat et non du PKK. Certes, on retrouve dans ce calendrier toutes les dates anniversaires des manifestations auxquelles nous avons assisté, et qui apparaissent également dans le tableau III-23 : *Newroz* et anniversaire des premières actions du PKK en août qui coïncident avec des incursions turques en Irak durant la période 1986-1990 ; *Newroz* et événements de Gazi, événements de Sivas qui coïncident avec de grandes grèves de la faim dans les prisons turques en juillet, et interdiction du PKK en Allemagne et en France en novembre durant la période 1991-1996 ; arrestation et condamnation à mort d'Öcalan (février et juin) durant la période 1997-1999.

Mais un certain nombre de dates manquent également à l'appel. Qu'en est-il en effet du 12 septembre, date anniversaire du coup d'Etat de 1980, qui est toujours aujourd'hui une date symbolique au sein du mouvement kurde, et dont on a vu l'importance pour les organisations de la gauche radicale turque et kurde au tout début des années 1980 ? Qu'en est-il du 12 novembre, qui marque le début de la fin tragique d'Öcalan en 1998, et qui pourrait

être l'occasion toujours aujourd'hui de dénoncer le « complot international » contre les Kurdes, même si les 15 février et 29 juin sont effectivement les dates favorisées par les militants ? Qu'en est-il du 29 octobre (anniversaire de la fondation de la République turque), du 10 août (date de la signature du Traité de Sèvres qui prévoyait un Kurdistan indépendant), du 24 juillet (date de la signature du Traité de Lausanne qui reconnaît les frontières actuelles de la Turquie), ou des 14-15 octobre (dates de la Conférence internationale de Paris sur les Kurdes en 1989, qui marque le début du processus d'exclusion des députés kurdes du SHP - *Sosyaldemokrat Halk Partisi*, Parti social-démocrate du peuple - et conduira à la fondation du premier parti kurdiste légal en Turquie) ? Qu'en est-il enfin de tous les anniversaires d'assassinats de militants du PKK, de massacres commis par la contre-guérilla, ou de répression de manifestations ? Il ressort en fait, comme le note Ayşen Uysal<sup>925</sup>, que la version publique du calendrier a été épurée de la plupart des événements concernant l'assassinat de militants par les forces de l'ordre : alors que les deux tiers des 560 « jours sensibles » de la liste générale officieuse de la police sont liés à des morts violentes de militants, seulement 12 des 48 événements concernant de près ou de plus loin le PKK (soit le quart) le sont<sup>926</sup>.

**Tableau III-23. Répartition mensuelle des actions protestataires kurdistes en Europe**

	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	Total
Janvier	3,8%	3,4	0,5%	1,3%	1,6%
Février	3,8%	9,6%	1,2%	<b>41,7%</b>	10,8%
Mars	11,5%	<b>23,6%</b>	<b>22,2%</b>	0%	<b>17,9%</b>
Avril	11,5%	2,9%	8,5%	0%	5,8%
Mai	<b>28,8%</b>	3,8%	2,6%	5,3%	5%
Juin	5,8%	5,3%	11,1%	<b>23,2%</b>	11,5%
Juillet	0%	2,4%	<b>18,4%</b>	0,7%	10,1%
Août	0%	<b>25%</b>	8,3%	0,7%	10,6%
Septembre	<b>13,5%</b>	7,7%	3,1%	2%	4,7%
Octobre	<b>15,4%</b>	5,8%	1,9%	2,6%	3,8%
Novembre	1,9%	8,2%	<b>18,2%</b>	<b>21,9%</b>	<b>15,3%</b>
Décembre	3,8%	2,4%	4%	0,7%	3%
<b>Total</b>	52	208	423	151	834

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. A une distribution annuelle, nous avons préféré des périodes de quelques années, qui permettent d'établir des pourcentages sur un plus grand nombre de cas.

<sup>925</sup> , Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, op. cit., p. 135 et 137.

<sup>926</sup> Et encore, ces douze événements comprennent des actions ayant eu lieu en Irak (Halabja), des assassinats de personnalités très éloignées du PKK (Musa Anter, Vedat Aydın, Mehmet Sincar), et des actions non orientées contre le PKK (événements de Sivas et Gazi).

Si l'on ne peut donc que rester sceptique face à cette liste globale, il n'en reste pas moins qu'elle nous permet de mieux comprendre quels types d'événements sont susceptibles de participer du rythme de la protestation kurdiste en Europe. On aurait pu effectivement penser que les anniversaires des révoltes des années 1930 pouvaient être moments privilégiés de mobilisation, que les anniversaires d'assassinats politiques de personnalités kurdes auraient pu constituer des occasions de manifester en Europe, ou que la destruction de Lice ou de Şırnak et les opérations turques à Lice en 1996 auraient pu conduire à des actions commémoratives régulières. C'eût été sans compter les processus de sélection internes au PKK, qui cherche d'abord à unir ses propres militants autour des actions héroïques des martyrs du parti (et non sur les déboires de la guérilla), lors de manifestations à vocation *interne* et souvent organisées en salle ou à l'écart du public (martyrs du 14 juillet, *Zilan Frauen Festival* en Allemagne, etc.) ; à rassembler tous les Kurdes autour de lui lors de manifestations à vocation *interne et externe* (Kurdes irakiens pour Halabja, Kurdes alévis pour Gazi et Sivas, Kurdes en général lors du festival international culturel kurde, qui a lieu chaque année en été en Allemagne) ; et qui tente enfin de s'insérer dans l'espace global des luttes progressistes et d'obtenir une reconnaissance *externe* (1<sup>er</sup> mai, Journée internationale des femmes et journée mondiale de la paix, cette dernière étant bien davantage l'occasion de manifestations en Turquie qu'en Europe).

Au total, il apparaît donc que le rythme de la protestation kurdiste dépend fortement des aléas du conflit au Moyen-Orient, des campagnes de répression en Europe ainsi que de certaines dates symboliques internes et externes au mouvement kurde. Relativement autonome des espaces dans lesquels il s'inscrit, l'agenda protestataire kurde est donc essentiellement réactif (la mobilisation se veut une réponse parfois extrêmement rapide à un événement), commémoratif (certains événements acquièrent une portée symbolique puissante et durable) mais également proactif (création d'événements à des fins de mobilisation et d'encadrement).

### ***Conclusion***

Les développements qui précèdent ont permis de mieux comprendre l'apparition des mobilisations kurdistes en Europe, leur temporalité et leur rythme. Nous avons vu que ces différentes dimensions ne relevaient pas toujours des mêmes systèmes d'interaction, même si l'opposition aux autorités turques semblaient les imprégner toutes. Ainsi, les relations que le

PKK entretient avec les organisations de la gauche turque et kurde, les contacts qu'il noue avec les organisations palestiniennes et arméniennes ont sans aucun doute contribué grandement à l'émergence de l'action protestataire kurdiste en Europe. L'évolution de la mobilisation à moyen terme semble par contre essentiellement liée aux interactions entre le PKK et l'Etat turc au Moyen-Orient, même si la répression en Europe peut aussi parfois favoriser la mobilisation. Pour le PKK, l'espace européen apparaît donc bien subordonné au site d'interaction turc. Enfin, et même si nous n'avons pas réellement pu démontrer que les rythmes manifestants et les cycles électoraux n'influaient aucunement sur la mobilisation, nous avons vu que le rythme de la protestation était lui aussi fortement corrélé aux saisons guerrières en Turquie et à l'agenda interne du parti, lui-même très marqué par les interactions violentes entre le PKK et l'armée turque. Il reste que ces tendances dégagées à une échelle européenne peuvent être contrebalancées, pondérées, voire neutralisées par des dynamiques nationales voire locales. Il convient dès lors de cerner les processus qui conduisent à la mobilisation et qui structurent la protestation à l'échelle d'un pays ou d'une région, et qui pourraient fortement diverger selon le site d'interaction considéré.

## **Section 3. Variations d'échelles : structurations nationale et locale de la protestation**

### *Introduction*

Nous avons jusqu'à présent réfléchi sur la protestation kurde à l'échelle européenne et montré que ses évolutions dépendaient fortement des interactions avec l'Etat turc. Comme nous l'avons montré dans les chapitres I et II, le contexte européen ne peut être considéré comme uniforme : les Kurdes sont numériquement plus importants en Allemagne et en France, les relations entre les différents Etats et la Turquie sont singulières, les soutiens dont bénéficie le PKK en Allemagne sont sans commune mesure avec ceux dont il peut bénéficier en France, en Grande-Bretagne, au Pays-Bas ou en Belgique. Au-delà, il existe également des configurations régionales de ces systèmes d'interaction, notamment en Allemagne où les *Länder* bénéficient de compétences que n'ont pas les régions françaises.

Cette section vise ainsi à faire varier les échelles d'analyse et à observer d'abord si les dynamiques mises en évidence à l'échelle européenne peuvent être retrouvées à l'échelle nationale et à l'échelle régionale. Inversement, nous chercherons à voir si d'autres processus peuvent être repérés localement, qui participeraient de la structuration de la mobilisation à l'échelle européenne. Des spécificités allemandes peuvent ainsi être dégagées qui tiennent sans doute autant à la démographie et au potentiel militant du PKK dans ce pays qu'à l'importance de l'Allemagne dans la stratégie du PKK en Europe et aux relations que le PKK entretient avec les autorités. On verra que notre base de données s'avère cependant très insuffisante pour décrire des dynamiques locales de la protestation : si certaines hypothèses pourront être proposées, seules d'autres recherches pourront permettre de les confirmer.

Dans un deuxième temps, nous chercherons à observer, de manière plus concrète, comment fonctionnent les campagnes de protestation en Europe : comment démarre une campagne, quels pays touche-t-elle en premier, dans quelle mesure certains événements se déroulant dans un pays ont-ils des répercussions sur la mobilisation dans d'autres pays ? Autrement dit, comment se diffuse la protestation dans les différents sites d'interaction du système d'interdépendance élargi du PKK ? Nous verrons ainsi que les sites d'interaction du PKK sont de plus en plus interconnectés au fil des années et que les dynamiques de la

protestation en Europe peuvent parfois s'autonomiser de l'espace politique turc. C'est ainsi que des *Länder* ou même des villes ont également pu devenir, lors d'une campagne de protestation, des pôles de structuration singuliers au même titre que la Turquie.

### ***A. La mouvance PKK à l'épreuve de la fragmentation européenne***

#### *1. Des mobilisations fonction du réservoir démographique et militant ?*

Un premier élément pouvant affecter le caractère uniforme de la dynamique des mobilisations du PKK en Europe est le poids différencié de l'immigration kurde dans les divers pays européens. Il se pourrait en effet que le niveau de mobilisation soit directement corrélé à l'importance numérique des migrants kurdes ou, tout du moins, à l'importance numérique des militants et sympathisants du mouvement, ces deux variables n'étant pas forcément corrélées directement. Mais si nous disposons d'estimations démographiques à l'échelle européenne pour le nombre de migrants, de telles estimations n'existent pas pour le nombre de sympathisants ou de militants. Certaines sources kurdes ou même policières n'hésitent pas à avancer qu'environ 10% de la population kurde immigrée est sympathisante du PKK, indépendamment du pays dans lequel elle réside. Si cette proportion peut sembler pertinente, elle n'en demeure pas moins trop mécaniste et exige d'autant plus d'être testée que les termes prêtent à confusion.

Dans le langage courant, et même dans le discours scientifique, un *militant* est « membre » d'un parti ou d'une organisation, c'est-à-dire qu'il possède un statut spécifique qui lui donne éventuellement des droits et des devoirs au sein de cette organisation (cotisations, carte d'adhérent, droit de vote, etc.), même si ce modèle est en évolution<sup>927</sup>. Un *sympathisant* peut quant-à-lui participer plus épisodiquement aux activités de l'organisation (réunions, manifestations...), il n'a pas de statut clairement défini et peut tout à fait ne montrer sa « sympathie » envers son parti que lors des élections (législatives, locales...). Il en va évidemment tout autrement pour une organisation clandestine, menant une lutte armée et ne participant pas aux élections comme le PKK. Dans ce cadre, les *militants* sont également des membres de l'organisation, mais travaillent à temps plein pour le parti : ils ne seraient donc qu'environ 150 en Allemagne et tout au plus une vingtaine en France<sup>928</sup>. Le *militant* est

---

<sup>927</sup> Cf. Ion, Jacques, « L'évolution des formes de l'engagement public », in Perrineau, Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 23-39.

<sup>928</sup> Cf. Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 153. A noter qu'un guérillero peut être membre de l'armée du PKK (ARGK) sans être membre du parti PKK, ce qui n'est pas vrai pour les membres de la branche politique du parti (ERNK).

donc de fait un *dirigeant*, un *cadre*, qui coordonne l'action des *sympathisants* - non membres du PKK - et qui peut également être membre d'une association pro-PKK. Les *sympathisants* peuvent se regrouper quant-à-eux dans les associations proches du PKK, généralistes (association de travailleurs par exemple) ou spécialisées (associations de femmes, de jeunes, d'artistes, d'étudiants, etc.) : on parlera alors d'*adhérents* aux associations pro-PKK, certains pouvant également travailler à temps plein pour une association et pouvant de ce fait quasiment être considérés comme des *militants* ; les sympathisants peuvent enfin ne se mobiliser que pour les manifestations publiques organisées par l'association ou ne soutenir l'association ou le parti que financièrement.

Ce découpage rend évidemment complexe toute estimation du nombre de sympathisants effectivement engagés dans la lutte du PKK. Ainsi, lorsque les services de la *Verfassungsschutz* allemande parlent de « membres » ou d'« adhérents » (*Mitglieder, Anhänger*) du PKK, il faut en fait lire « adhérents aux associations proches du PKK », précision que presque tous les *Verfassungsschutzberichten* du *Bund* ou des *Länder* oublient de mentionner<sup>929</sup>. Mais quand la *Staatschutz* autrichienne parle de 400 « activistes » (*Aktivisten*) et 4000 « sympathisants » (*Sympathisanten*)<sup>930</sup>, faut-il lire de la même manière « 400 adhérents aux associations pro-PKK » et « 4000 personnes pouvant être mobilisées de près ou de plus loin » ? Quand un *Rapport sur l'extrémisme* suisse affirme qu'« en 1990, le nombre d'activistes du PKK en Suisse était estimé à environ 2000, dont une cinquantaine étaient des cadres supérieurs », précise que les « dirigeants opèrent dans la clandestinité et sous des noms d'emprunt » et conclut qu'« actuellement, le Kongra-Gel [héritier du PKK][...] compte environ 4000 membres, dont une centaine de cadres supérieurs », faut-il effectivement lire qu'« en 1990 la Suisse comptait environ 2000 adhérents aux associations pro-PKK, dont une cinquantaine - qui pouvaient parfois être membres du PKK - travaillaient à temps plein sur le

---

<sup>929</sup> Certains rapports semblent même entretenir volontairement la confusion. On peut ainsi lire dans une brochure des services de la *Verfassungsschutz* que « Von den ca. 500.000 in Deutschland lebenden kurdischen Volkszugehörigen sind etwa 11.500 Mitglieder/Anhänger des KONGRA GEL » (Bundesamt für Verfassungsschutz, *Arbeiterpartei Kurdistans (PKK), Volkskongress Kurdistans (Kongra-Gel). Strukturen, Ziele, Aktivitäten*, Köln, 2007, p. 15). Quelques exceptions sont à noter : le *Land* de Baden-Württemberg précise ainsi dans l'édition 2002 de son *Verfassungsschutzbericht* (p. 189) : « Derzeit können in Baden-Württemberg ca. 850 Personen zu dem Kreis gerechnet werden, der sich regelmäßig aktiv für den KADEK beziehungsweise für die ihm nahe stehenden Organisationen engagiert » (c'est nous qui soulignons). De même, une brochure du *Land* de Bayern explique que le parti est composé de « cadres (adhérents réels), d'aspirants-cadres (candidats) [ce sont les adhérents travaillant à temps plein pour les associations] et de sympathisants » (Bayerisches Ministerium des Innern, *Kurdischer Extremismus*, München, 1996, p. 10). Quand les autorités parlent de « sympathisants », il s'agit du potentiel de mobilisation du PKK : ce chiffre oscille entre 50 000 et 70 000 personnes au milieu des années 1990 en Allemagne.

<sup>930</sup> Bundesminister für Inneres, *Staatschutzbericht*, Wien, 1997, p. 41.

modèle du militant clandestin » et que « ces adhérents sont 4000 en 2004 pour environ 100 adhérents travaillant à temps plein pour leurs associations »<sup>931</sup> ? Enfin, que penser des chiffres officiels cités par la presse (selon le *Turkish Daily News*, il y aurait 700 « sympathisants actifs » du PKK pour 15 000 Kurdes vivant en Grande-Bretagne<sup>932</sup>) ou des chiffres pour lesquels aucune source n'est indiquée (certains observateurs avancent ainsi le nombre d'« un millier d'activistes du PKK » pour « plus ou moins 5000 sympathisants actifs » en France<sup>933</sup>) ? On voit combien il est difficile d'être sûr de ce que signifient les chiffres fournis par les autorités des différents Etats européens, pour ne rien dire de ceux issus de sources secondaires.

Toute comparaison à l'échelle européenne apparaît donc pour le moins risquée, la construction des différents chiffres ne répondant pas à des critères harmonisés. Tout juste peut-on dire que le nombre de militants, d'adhérents aux associations proches du PKK et de sympathisants doit être bien plus élevé en Allemagne qu'ailleurs, pays qui concentre également près de 60% de la population kurde établie en Europe. Mais si l'on fait l'hypothèse que ces chiffres correspondent à peu près à la même réalité *au sein d'un même pays*, il semble possible de tenter d'évaluer - avec toutes les précautions de rigueur - le rapport entre le nombre d'immigrés kurdes et le nombre de sympathisants actifs du PKK au sein de différentes régions. Le tableau III-24 tente ainsi de mettre en relation les estimations concernant le nombre de Kurdes vivant dans les différents *Länder* allemands (tirées du tableau I-6) et les estimations des services de la *Verfassungsschutz* concernant le nombre d'adhérents aux associations pro-PKK (ce qu'ils appellent donc les « membres du PKK ») pour chaque *Land* où vivent le plus de Kurdes<sup>934</sup>.

---

<sup>931</sup> *Rapport sur l'extrémisme*, 2004, URL : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/2004/4693.pdf>, p. 4742. Les rapports du Département fédéral de justice et police peuvent néanmoins être plus précis : « Le nombre actuel des membres et sympathisants du PKK est estimé à 4000. Une centaine de personnes constituent le cercle des cadres "professionnels". La capacité totale de mobilisation du PKK en Suisse est estimée à environ 20 000 personnes ». (C'est nous qui soulignons) (*Rapport sur la protection de l'Etat 1999*, Berne, Mai 2000, p. 42-43).

<sup>932</sup> *Turkish Daily News*, 5 janvier 1995.

<sup>933</sup> Selon François Haut et Xavier Raufer, spécialistes auto-déclarés des groupes « mafieux » et « terroristes », dans « Violence "politique" et narcotraffic : les "Yardies" jamaïquains et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) », *Notes et études*, n°33, octobre 1996, p. 23. On sait par contre que l'association parisienne proche du PKK comptait 850 adhérents en 2005 (Communiqué du Centre culturel kurde Ahmet Kaya à propos des « émeutes de banlieues » en 2005) et sans doute un peu plus en 2007 (« quelque mille membres », cf. *Métro*, 6 février 2007).

<sup>934</sup> Les *Länder* qui accueillent le plus de Kurdes sont - comme on l'a vu dans le chapitre I - les *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Ouest.

**Tableau III-24. Nombre de Kurdes adhérant aux associations proches du PKK dans certains *Länder* allemands, selon les rapports des services de la *Verfassungsschutz* (2000)<sup>935</sup>**

<i>Länder</i>	Population d'origine kurde	Nombre d'adhérents aux associations proches du PKK (2000)	% de la population d'origine kurde adhérant aux associations proches du PKK
Nordrhein-Westfalen	200 000	2000	1%
Bayern	90 000	1800	2%
Baden-Württemberg	70 000 <sup>a</sup>	900	1%
Berlin	50 000	1000	2%
Hessen	40 000 <sup>a</sup>	1300	3%
Niedersachsen	35 000 <sup>b</sup>	1500	4%
Hamburg	30 000	700	2%
Rheinland-Pfalz	15 000 <sup>a</sup>	450 <sup>d</sup>	3%
Schleswig-Holstein	8000 <sup>a</sup>	800	10%
Bremen	8000 <sup>c</sup>	300 <sup>d</sup>	4%
Saarland	3000 <sup>a</sup>	250	8%
<b>TOTAL</b>	<b>549 000</b>	<b>11 000</b>	<b>2%</b>

Or, une relative proportionnalité apparaît, comme si le nombre d'adhérents était directement fonction du nombre de Kurdes vivant dans chaque *Land*. Il semble certes que le pourcentage de militants soit plus important dès lors que le nombre d'immigrés kurdes est faible, et cette constatation est encore plus vraie dans le cas des *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est<sup>936</sup>. Si elle s'avérait juste, une telle observation pourrait s'expliquer par au moins deux hypothèses : le contrôle social de la population kurde pourrait d'abord être plus fort en raison justement du faible nombre d'immigrés kurdes, qui se concentreraient dans le quartier précis où l'association pro-PKK a pu naître ou s'implanter ; d'autre part, les *Länder* considérés - au moins ceux de l'ex-Allemagne de l'Est - sont des régions d'immigration plus récentes, où les Kurdes primo-arrivants pourraient être davantage politisés et engagés que dans les *Länder* où l'immigration kurde est plus ancienne. Il semble néanmoins d'autant plus difficile de vérifier une telle observation qu'une *proportion* a toujours tendance à être moins fiable dès lors que

<sup>935</sup> Le nombre total d'adhérents en Allemagne est de 12 000 en 2000 ; en ajoutant à notre total le nombre d'adhérents des *Länder* de l'ex-Allemagne de l'est (chiffres de 2003 pour le *Land* de Sachsen), on obtient un total fédéral de 11 836 adhérents, soit un chiffre comparable à celui du *Bundesministerium des Innern*. La troisième colonne du tableau se fonde sur l'hypothèse que tous les adhérents des associations proches du PKK sont d'origine kurde, même s'il est vrai que l'on rencontre toujours quelques personnes d'origine non kurde - mais leur nombre est marginal - dans les associations pro-PKK. Les sources sont les mêmes que celles du tableau I-6 : *Verfassungsschutzbericht* fédéral et des différents *Länder*, 1997-2005 sauf (a) estimations basses, faites à partir du nombre de ressortissants turcs recensés chaque *Land*, avec un rapport de 20% ; (b) *Bericht zur Inneren Sicherheit in Niedersachsen*, 2001 (c) Ammann, Birgit, *Kurden in Europa*, op. cit., p. 142 ; (d) Les chiffres sont tirés des *Verfassungsschutzberichten* de l'année 2003.

<sup>936</sup> Il y aurait ainsi 216 adhérents aux associations pro-PKK pour environ 1000 résidents kurdes au Mecklenburg-Vorpommern (22%), 350 adhérents pour environ 1000 résidents kurdes en Sachsen (30%). Dans les *Länder* de Brandenburg, Thüringen et Sachsen-Anhalt, la proportion de militants serait enfin de 6 à 14%.

les nombres sur lesquels elle porte sont petits et que ces proportions se fondent sur des *estimations* rudimentaires.

**Tableau III-25. Evolution du nombre d'adhérents aux associations proches du PKK en Allemagne (1990-2005)<sup>937</sup>**

<b>Années</b>	<b>Nombre d'adhérents aux associations proches du PKK<sup>a</sup></b>	<b>Augmentation annuelle du nombre d'adhérents</b>
<b>1987</b>	(1000 ? <sup>b</sup> )	
<b>1988</b>		
<b>1989</b>	(2950 ? <sup>c</sup> )	
<b>1990</b>	3000	
<b>1991</b>	4350	+ 1350
<b>1992</b>	4450	+ 100
<b>1993</b>	6100	+ 1650
<b>1994</b>	7500	+ 1400
<b>1995</b>	8900	+ 1400
<b>1996</b>	10000	+ 1100
<b>1997</b>	11000	+ 1000
<b>1998</b>	11500	+ 500
<b>1999</b>	12000	+ 500
<b>2000</b>	12000	± 0
<b>2001</b>	12000	± 0
<b>2002</b>	11500	- 500
<b>2003-2006</b>	11500	± 0

On se bornera donc ici à conclure qu'il existe, au moins en Allemagne au tournant des années 2000, une relative proportionnalité entre le nombre de résidents kurdes et le nombre d'adhérents aux associations pro-PKK. Cela ne signifie pas cependant que cette proportionnalité soit une constante dans le temps, et ce tant à l'échelle fédérale qu'à l'échelle des *Länder* : d'un part, le nombre d'adhérents évolue fortement en Allemagne au cours des années 1980 et 1990 (tableau II-25) et il ne nous a pas été possible de consulter systématiquement les *Verfassungsschutzberichten* des différents *Länder* pour les années 1984-2000 ; d'autre part, l'importance de la population kurde évolue également à l'échelle du *Bund* et des *Länder* et il s'avère tout aussi difficile de trouver des estimations annuelles de ces variations que de vérifier leur fiabilité.

<sup>937</sup> (a) Bundesamt für Verfassungsschutz, *Arbeiterpartei Kurdistan (PKK)...*, *op. cit.*, p. 15 et Bundesministerium des Innern, *Verfassungsschutzbericht 2006 (Vorabfassung)*, 2007. (b) chiffres du Bundesministerium des Innern cités in Haut, François et Rauffer, Xavier, « Violence "politique" et narcotrafic... », *art. cit.*, p. 17, (c) Bundesministerium des Innern, *Verfassungsschutzbericht 1989* cité in Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland*, *op. cit.*, p. 181. Les références exactes n'étant pas citées pour ces deux dernières sources, il nous est impossible de savoir à quelles années précises correspondent ces chiffres (les *Verfassungsschutzberichten* sont publiés au cours de l'année (n) pour l'année (n - 1)).

**Tableau III-26. Rapport entre l'importance de la population d'origine kurde et le nombre d'actions protestataires kurdistes en Allemagne**

Länder	Population d'origine kurde (2000)	Répartitions des actions protestataires kurdistes en Allemagne (1979-2003)		
		Données Grojean (1982-2003)*	Données MERCI (1990-1999)*	Données PRODAT (1979-1996)*
Nordrhein-Westfalen	36%	30%	31%	32%
Bayern	16%	5%	5%	6%
Baden-Württemberg	13%	16%	16%	18%
Berlin	9%	9%	9%	5%
Hessen	7%	12%	15%	16%
Niedersachsen	6%	8%	8%	8%
Hamburg	5%	12%	5%	7%
Rheinland-Pfalz	3%	1%	2%	2%
Schleswig-Holstein	1%	1%	2%	0%
Bremen	1%	6%	4%	3%
Saarland	1%	1%	3%	2%

Données Grojean : N = 343. Données Merci : N = 310. Données PRODAT : N = 238. N'ont pas été comptabilisées ici les événements protestataires recensés dans les *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est (très peu nombreux) Ne sont par ailleurs comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Les mobilisations kurdistes sont-elles dès lors généralement fonction du poids démographique de la population kurde ? Une première analyse incite à penser qu'une même corrélation existe à l'échelle européenne. Bien que nos données ne permettent en aucun cas de réaliser de telles comparaisons, le fait que nous ayons recensé le plus d'actions en Allemagne (47%) puis en France (26%), que viennent ensuite la Suisse et les Pays-Bas - soit les quatre pays où vivent le plus de Kurdes - est une première indication de l'influence du facteur démographique sur la mobilisation<sup>938</sup>. Au-delà, les données de Bülent Küçük sur l'« affaire Öcalan » montrent également que l'Allemagne et la France sont les pays où la protestation est la plus forte durant cette période : concentrant 60% de la population kurde à l'échelle européenne, l'Allemagne a vu organisées sur son sol 48% des actions protestataires kurdistes, tandis que la France, qui accueille 10% de la population kurde en Europe, a été le théâtre de 11,5% des actions<sup>939</sup>. Mais c'est encore une fois à l'échelle de l'Allemagne que nos données

<sup>938</sup> Au vu de l'importance de sa population kurde, les Pays-Bas pourraient peut-être légèrement freiner la mobilisation (2,8% des actions protestataires pour 7% de la population), au contraire de la Suisse (7,3% des événements contestataires pour 5% de la population) qui pourrait la favoriser ; mais de telles affirmations, sur lesquelles nous reviendrons plus loin dans le cas des Pays-Bas, n'ont qu'un statut d'hypothèse, et pourront être contestées ou vérifiées par d'autres chercheurs mieux armés. Enfin, le cas de l'Autriche, censée accueillir environ 5% de la population kurde mais qui ne concentre que 2,1% des événements contestataires de notre corpus pourrait se rapprocher de la situation prévalant aux Pays-Bas, tandis que celui de la Belgique (3,6% des actions protestataires de notre corpus pour 4% de la population) tend à suivre cette règle de proportionnalité.

<sup>939</sup> Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit...*, op. cit., p. 101.

permettent le mieux de vérifier cette hypothèse. Or, là encore, on observe une remarquable corrélation entre la répartition de la population et la répartition des actions protestataires dans les différents *Länder*, et ce dans nos données, celles du Projet MERCI et celles du Projet PRODAT (cf. tableau III-26)<sup>940</sup>.

Quelques divergences apparaissent pourtant. Si celles qui concernent les *Länder* de Nordrhein-Westfalen et Bremen sont mineures et pourraient être liées aux approximations inhérentes à toute estimation, celles de Bayern et Hessen semblent plus conséquentes et pourraient laisser penser que le contexte de ces deux *Länder* pourraient freiner (Bayern) ou favoriser (Hessen) les mobilisations kurdistes. Le *Land* de Bayern est effectivement gouverné par la CSU entre 1978 et 1999, Franz Josef Strauss - connu pour son conservatisme et pour ses liens avec la droite radicale turque - étant *Minister-Präsident* de 1978 à 1988 : le climat politique y est donc plus tendu pour les immigrés kurdes, d'autant plus que les autorités réagissent énergiquement à l'occupation et prise d'otage du Consulat de München en juin 1993, action la plus spectaculaire de la première grande campagne européenne du PKK (9 Kurdes sont condamnés à des peines allant de deux à quatre ans de prison<sup>941</sup>). Plusieurs sympathisants du PKK ayant vécu à München puis dans d'autres *Länder* allemands nous ont d'ailleurs parlé de l'atmosphère particulièrement tendue qui y régnait lors des manifestations kurdistes en 1994-1995. Inversement, le *Land* de Hessen, qui est dans la première moitié des années 1990 le deuxième *Land* (après Hamburg) pour la proportion d'étranger dans la population, a développé très tôt une politique volontariste d'« intégration » des étrangers. Dès 1993, les *Ausländerbeiräten* (Conseil des étrangers) sont par exemple obligatoires dans toutes communes accueillant plus de 1000 étrangers et, à Frankfurt, un département administratif multiculturel pionnier (l'Amka, *Amt für multikulturelle Angelegenheiten*) est créé en 1989 sous la direction de Daniel Cohn-Bendit<sup>942</sup>, dont on connaît l'intérêt pour les questions turque et kurde. Ces considérations pourraient sembler relativement éloignées de la question des

---

<sup>940</sup> Si nous avons vu dans la première partie de ce chapitre (tableau III-11) que notre base de données semblait mieux rendre compte de la répartition géographique des événements contestataires kurdes durant les périodes de forte mobilisation, nous avons également remarqué que nos données apparaissaient moins fiables que les autres en période de faible mobilisation. Par ailleurs, dans la deuxième partie de ce chapitre, nous avons montré à l'aide de nos données que la répartition géographique des actions protestataires évoluait en Allemagne (et en France) entre les années 1980 et 1990 (tableau III-13). Néanmoins le faible nombre de cas recensés dans les années 1980 rendaient nos proportions *sur l'ensemble de la période étudiée* beaucoup plus proche de celles des années 1990 que de celles des années 1980 et ceci est aussi vrai pour les données du Projet PRODAT. Il est donc clair que ce tableau vaut surtout pour les années 1990 et non pour les années 1980.

<sup>941</sup> Par comparaison, les Kurdes ayant participé à l'occupation et prise d'otage de Marseille à la même date - et qui s'est terminée également sans aucune violence - seront condamnés à 18 mois de prison dont 15 avec sursis.

<sup>942</sup> Dumasy, Anne, « Quelle intégration pour les populations immigrées en Allemagne ? », *Hommes et migrations*, n°1223, janvier-février 2000, p. 53-54.

mobilisations kurdistes : elles prennent néanmoins tout leur sens quand on ajoute que les Kurdes eux-mêmes ont désigné Cohn-Bendit comme médiateur pour débloquer une situation délicate au moment de l'« affaire Öcalan »<sup>943</sup>. Enfin, Hessen compte cinq *Soligruppen* en 1993 (à Wiesbaden, Marburg, Darmstadt, Giessen et Frankfurt), c'est-à-dire plus que les *Länder* de Berlin (1) et Baden-Württemberg (4) qui accueillent pourtant une population kurde numériquement plus importante, tandis que Bayern, deuxième *Land* à accueillir le plus de Kurdes en Allemagne après Nordrhein-Westfalen, ne compte qu'un seul groupe de solidarité germano-kurde (contre 10 en Nordrhein-Westfalen)<sup>944</sup>. On l'aura compris, l'objectif n'est pas ici de tenter vainement de décrire des « structures des opportunités politiques » régionales - une telle entreprise nécessiterait de s'intéresser à une multitude de variables aussi précises que complexes pour un résultat qui ne correspondrait pas forcément aux perceptions des acteurs kurdistes eux-mêmes<sup>945</sup> - mais on voit bien que les « climats » politiques sont différents et peuvent avoir contribué à favoriser ou freiner la mobilisation.

Globalement, il apparaît néanmoins que le nombre d'actions protestataires kurdistes sur l'ensemble de la période étudiée est très clairement fonction de l'importance de la population, et, au-delà, du nombre d'adhérents qui lui est directement proportionnel, au moins dans les *Länder* où vivent de nombreux Kurdes. Trois points méritent pourtant d'être soulignés. Un premier a trait à la diffusion de la protestation au tournant des années 1990 : si nous avons vu que le poids relatif des capitales diminuait au profit des *Länder* plus périphériques entre les années 1980 et 1990 (tableau III-13), il nous est impossible de savoir - en l'absence d'estimations annuelles du nombre de résidents kurdes par *Land* - si cette diffusion de la protestation correspond à des migrations internes à l'Allemagne ou si elle est davantage liée à une adhésion progressive de segments de population résidant déjà à la

<sup>943</sup> « En 1993, déjà, alors que j'étais adjoint au maire de Francfort, responsable de l'immigration, je suis intervenu dans une situation très risquée, puisqu'il y avait 400 ou 500 Kurdes, avec femmes et enfants, qui occupaient des locaux dans la ville et qui menaçaient de mettre le feu à des bidons d'essence si la police intervenait. Après négociation, ils ont pu rester où ils étaient. L'année dernière, après l'arrestation et la mise en jugement d'Öcalan en Turquie, quand ont éclaté les manifestations, la police allemande était un peu désorientée. Elle a demandé si les Kurdes voulaient un médiateur et la première chose qu'ils ont dite, c'était : demandez à Cohn-Bendit. J'étais alors en campagne pour les élections européennes à Paris, mais j'ai pris le premier avion pour Francfort » (Ploquin, Jean-Christophe, « Ankara au seuil de l'Europe. Entretien avec Daniel Cohn-Bendit », *Confluences Méditerranée*, n°34, été 2000, p. 120).

<sup>944</sup> *Kurdistan Report*, n°64, novembre-décembre 1993, p. 2.

<sup>945</sup> Il faudrait d'abord observer les majorités parlementaires des différents *Länder* sur la période 1980-2000 et repérer les *Länder* où les députés du PDS et des *Grünen* sont les plus nombreux ; typifier les styles de maintien de l'ordre dans chaque *Land* et analyser la sévérité des peines retenues contre les « fauteurs de troubles » ; les *Länder* ayant la compétence pour expulser les étrangers, il faudrait s'intéresser ensuite au nombre de Kurdes expulsés dans chaque *Land* ; on pourrait enfin essayer d'évaluer les conditions socio-économiques des Kurdes dans chaque *Land* concerné (taux de chômage, niveau d'étude des « immigrés » de la seconde et troisième génération, nombre d'entreprises personnelles, etc.)...

périphérie des capitales. Si la deuxième hypothèse s'avérait plus juste que la première, elle signifierait que le tableau III-26 ne vaut que pour les années 1990, le principe de proportionnalité entre démographie et mobilisation ne pouvant être accepté pour les années 1980.

Par contre, et c'est notre deuxième point, la mise en parallèle du graphique III-3 (sur l'évaluation « corrigée » de la répartition annuelle des événements protestataires kurdistes en Allemagne) et du tableau III-25 (sur l'évolution du nombre d'adhérents aux associations pro-PKK en Allemagne) semble également montrer que les vagues d'adhésion sont bien concomitantes aux vagues de mobilisations, au moins entre 1990 et 1996 : on observe en effet une forte vague d'adhésions en 1991 (à un moment où la mobilisation s'accélère en Allemagne), une croissance beaucoup moins importante des adhérents en 1992 (alors que la mobilisation tend à se stabiliser), puis une hausse continue en 1993, 1994 et 1995 (qui correspond aux années où la mobilisation est la plus forte). En revanche, le nombre d'adhérents continue à augmenter à un rythme moindre en 1996 et 1997, période caractérisée par une forte démobilisation, et augmente très peu en 1998-1999 au moment de la vague de mobilisation liée à l'arrestation d'Öcalan. Enfin, le nombre d'adhérents se maintient après 1999 (avec une petite baisse en 2002) alors que la période se caractérise par une démobilisation sans précédent. Il semble donc que les corrélations entre niveau de mobilisation et adhésions soient fortes entre 1991 et 1995, *sans que l'on puisse dire si les adhésions précèdent la mobilisation ou lui succèdent*. Mais ces corrélations cessent à partir de 1996 : aux mobilisations de l'« affaire Öcalan » ne correspond aucune vague d'adhésion et surtout, *la démobilisation n'entraîne pas un désengagement significatif des sympathisants*. On est donc en droit de penser qu'il n'existe aucune relation « mécanique » entre nombre d'adhérents et mobilisations mais que le rôle des organisations est central dans cette relation, comme nous l'avions avancé dans le premier chapitre.

Enfin, un dernier point a trait à la validité scientifique de nos résultats. La mise en évidence de corrélations significatives entre démographie (population et nombre d'adhérents) et mobilisation ne doit pas nous conduire trop vite à évacuer d'autres facteurs potentiels, d'autant plus que des exceptions existent (*Bayern* et *Hessen* notamment en ce qui concerne le nombre de résidents kurdes, les *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est en ce qui concerne le pourcentage d'adhérents aux associations pro-PKK) : corrélation ne signifie pas forcément causalité, en ce que divers processus divergents peuvent se combiner pour aboutir à des

résultats *apparemment* convergents. S'il existe donc de fortes présomptions pour postuler un rapport de cause à effet entre importance de la population et mobilisations (le rapport de cause à effet n'est pas avéré dans le cas des variables « nombre d'adhérents » et « niveau de mobilisation »), il convient d'observer comment cette règle est elle-même fonction de facteurs environnementaux (politiques et organisationnels) et de stratégies politiques qui peuvent la renforcer ou au contraire l'atténuer.

## 2. *Un combat pour la légitimité politique : l'importance de l'espace allemand*

S'inscrivant dans des contextes démographiques très différents, les mobilisations kurdistes se déploient en effet également dans des pays culturellement et politiquement variés. Nous avons par exemple vu dans le deuxième chapitre combien la position de la France vis-à-vis de la Turquie avait pu évoluer entre principes et pragmatisme tout au long des années 1980 et 1990, et combien la position instable de l'Allemagne la rendait vulnérable aux critiques turques et kurdes, au point de souvent se mettre les deux parties à dos. D'autres Etats ont pu gérer plus facilement leurs relations avec les deux protagonistes du conflit kurde, en raison soit de leurs faibles intérêts en jeu, soit de leur plus grande tolérance aux activités du PKK sur leur sol. Il semble donc raisonnable de penser que l'activité protestataire des militants et sympathisants de la cause kurde - en interaction constante avec ces autorités - peut également être influencée par ces différents contextes, et ce malgré les nombreuses dynamiques qui favorisent une homogénéité certaine des mobilisations kurdistes à l'échelle européenne. Dans ce cadre, le poids de l'immigration kurde comme facteur déterminant l'importance de la mobilisation pourrait être relativisée ou accentuée selon les pays.

Si nous avons déjà remarqué que les événements protestataires de grande taille étaient en proportion plus nombreux en Allemagne qu'ailleurs en Europe (tableaux III-14 et III-15), il convient d'abord de mentionner que cette affirmation est également valable lorsqu'on raisonne sur chaque pays pris séparément (tableau III-27). Les grands événements protestataires (entre 1000 et 9999 participants) sont en proportion bien plus nombreux en Allemagne qu'ailleurs, tandis que les très grands événements (plus de 10 000 participants) représentent 10% des événements en Allemagne et sont inexistant ailleurs, excepté aux Pays-Bas... où a lieu, en septembre 1994, le 3<sup>ème</sup> *Internationales Kurdistanfestival* qui devait se

tenir à Hannover mais avait été interdit peu de temps avant sa tenue<sup>946</sup>. Ces différences confirment le rôle que joue l'espace allemand dans la dynamique des mobilisations à l'échelle européenne : c'est en Allemagne que les actions protestataires sont les plus nombreuses, mais c'est aussi dans ce pays que les manifestations regroupent le plus de participants et qu'ont lieu la plupart des grandes manifestations *européennes* du PKK. Au-delà, il apparaît que les différences de tailles sont mineures entre la France, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique et la Grande-Bretagne, alors même que le poids démographique des Kurdes varie dans ces cinq pays. Il se pourrait donc que la taille des manifestations ne soit pas *mécaniquement* corrélée à l'importance de la population kurde dans les différents pays européens : c'est peut-être d'abord parce que l'Allemagne accueille la plus grande immigration kurde d'Europe que le parti kurdiste a « choisi » ce pays pour y développer une *politique du nombre*, censée lui apporter ressources financières (par les dons ou la taxation de ses sympathisants) et futurs combattants (par le recrutement et la formation de jeunes sympathisants), mais également reconnaissance et légitimité politique, notamment à partir de la fin des années 1980.

**Tableau III-27. Tailles des actions protestataires kurdistes dans différents pays européens**

	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total</i>
<b>1-99</b>	29%	<b>53%</b>	<b>52%</b>	<b>44%</b>	<b>50%</b>	<b>48%</b>	43%
<b>100-999</b>	42%	35%	37%	44%	35%	36%	39%
<b>1000-9999</b>	<b>19%</b>	12%	11%	12,5%	10%	17%	14%
<b>10 000 et +</b>	<b>10%</b>	0%	1%	0%	<b>5%</b>	0%	4%
Total (N)	157	17	180	16	20	42	432

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été retenus les pays pour lesquels N < 15.

Mais si l'espace allemand est privilégié par le PKK, c'est aussi que l'Allemagne est considérée comme plus à même de peser sur le conflit au Moyen-Orient que les autres Etats européens. C'est en tout cas ce que montre le tableau III-28, qui rend compte de la répartition des « cibles intermédiaires » - c'est-à-dire des acteurs à qui les Kurdes s'adressent pour tenter de faire évoluer la politique d'un acteur-cible<sup>947</sup> - par type et « nationalité » (ou plus précisément selon l'entité politico-géographique à laquelle elles se réfèrent) en Allemagne, en

<sup>946</sup> Le festival était cette année dédié à Halim Dener, jeune Kurde tué par un policier quelques mois plus tôt à Hannover. C'est cette unique manifestation qui fait passer la proportion d'événements de plus de 10 000 participants à 5% pour les Pays-Bas.

<sup>947</sup> Soit par exemple s'adresser à l'ONU (cible-intermédiaire) afin qu'elle condamne la Turquie (cible).

France et en Suisse. En premier lieu, il convient de remarquer que l'action protestataire kurdiste est loin d'être toujours orientée vers des acteurs intermédiaires : l'action « directe », entendue comme une action visant directement la cible ultime de la protestation, est privilégiée en Allemagne et en Suisse, alors que les tentatives de peser sur une cible par l'intermédiaire d'un tiers sont plus fréquentes en France. Si cette constatation peut signaler une spécificité française, il convient de se souvenir que nos données surestiment la proportion d'événements protestataires s'étant déroulés en France dans les années 1980 : il se pourrait alors que le faible nombre d'actions directes recensées en France sur toute la période étudiée soit dû à la surreprésentation d'un type d'événements plus fréquents avant les années 1990. Et en effet, il ressort que l'action directe est dans les trois pays fortement majoritaire durant la période 1991-1996. Mais même durant cette phase, les Kurdes de Suisse et d'Allemagne interpellent beaucoup plus de tiers (81% et 72%) qu'en France (54%), ce qui vient renforcer l'idée d'une singularité française qu'il conviendra d'explorer.

**Tableau III-28. Répartition des « cibles intermédiaires » des actions protestataires kurdistes par type et par « nationalité » en Allemagne, France et Suisse**

		<i>Allemagne</i>	<i>France</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total</i>
<b>Par type</b>	<b>Autorités étatiques</b>	<b>32%</b>	16%	18%	20%
	<b>Institutions internat.</b>	4,5%	26%	<b>59%</b>	23,5%
	<b>Association ou parti</b>	<b>27%</b>	5%	18%	13%
	<b>Médias</b>	34%	<b>50%</b>	6%	41%
	<b>Autres</b>	2%	3%	0%	2,5%
<b>Par zone géographique-politique de référence</b>	<b>Pays du Moyen-Orient</b>	7%	0%	0%	2%
	<b>Pays étranger</b>	0%	0%	0%	0%
	<b>Pays de résidence</b>	<b>84%</b>	<b>62,5%</b>	35%	66%
	<b>Autre pays européen</b>	2%	7%	0%	5%
	<b>Organisation internat.</b>	4,5%	27%	<b>65%</b>	25%
	<b>Autres</b>	2%	3%	0%	2,5%
	Total (N)	44	96	17	157
	<b>Aucun intermédiaire</b>	57%	<b>37%</b>	65%	52%
	Total (N')	102	153	48	303
	<b>Manquantes</b>	61%	28%	27%	55%
	Total (N'')	350	245	76	671

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été retenus les pays pour lesquels  $N < 15$ . La catégorie « Manquantes » comprend à la fois les événements pour lesquels l'intermédiaire existait mais n'était pas identifiable et ceux pour lesquels il était impossible de discerner s'il y avait ou non une cible intermédiaire.

Si l'on se penche plus précisément sur les chiffres du tableau, l'influence du contexte politique apparaît clairement. En Suisse, les cibles intermédiaires sont en premier lieu les institutions internationales, et plus spécifiquement l'ONU, dont un des sièges européens est à

Genève<sup>948</sup>. En France, les médias (dans la quasi-totalité des cas du pays de résidence) sont fortement sollicités pour parler de la répression que subissent les Kurdes en Turquie et le Conseil de l'Europe, situé à Strasbourg, est également souvent l'objet de demandes concernant les Kurdes et la Turquie. En Allemagne par contre, les cibles intermédiaires sont plus variées : si les médias sont majoritaires, les autorités étatiques (dans quasiment tous les cas les autorités *allemandes*) et les partis politiques et associations (dont on a vu l'importance dans le chapitre II) sont fortement sollicités alors qu'ils le sont beaucoup moins en Suisse et en France. Le fort taux de demandes adressées aux autorités étatiques montre à quel point le parti d'Öcalan considère l'Allemagne comme une force capable de faire plier les autorités turques, mais l'attention accordées aux partis politiques montre également que de nombreux autres acteurs considérés comme des soutiens sont susceptibles d'intercéder auprès des autorités. Il s'avère en effet que les Kurdes s'adressent dans la quasi-totalité des cas aux partis afin de peser sur les institutions judiciaires ou le gouvernement allemand (9 cas sur 12) : il convient dès lors de s'intéresser davantage aux cibles « finales » des actions protestataires kurdistes.

**Tableau III-29. Répartition des cibles des actions protestataires kurdistes par type et par « nationalité » dans différents pays européens**

		<i>All.</i>	<i>Belg.</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>P-Bas</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total</i>
<b>Par type</b>	<b>Autorités étatiques</b>	<b>97%</b>	<b>82%</b>	<b>91%</b>	<b>93%</b>	<b>96%</b>	<b>84,5%</b>	<b>93%</b>
	<b>Institutions internat.</b>	2%	11%	4%	7%	4%	8,5%	4%
	<b>Association ou parti</b>	0%	4%	1%	0%	0%	0%	0%
	<b>Médias</b>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<b>Autres &amp; aucune</b>	1%	4%	3%	0%	0%	7%	3%
<b>Par zone géographique-politique de référence</b>	<b>Moyen-Orient</b>	<b>53%</b>	<b>57%</b>	<b>66%</b>	<b>64%</b>	<b>50%</b>	<b>58%</b>	<b>59%</b>
	<b>Pays tiers</b>	2,5%	0%	1%	4%	0%	1%	2%
	<b>Pays résidence</b>	<b>32%</b>	0%	9%	11%	8%	10%	18,5%
	<b>Autre pays eur.</b>	9%	<b>25%</b>	<b>15%</b>	<b>14%</b>	<b>37,5%</b>	<b>15,5%</b>	14%
	<b>Orga. internat</b>	2%	14%	5%	7%	4%	8,5%	5%
	<b>Autres &amp; aucune</b>	1%	4%	3%	0%	0%	7%	3%
	<b>Total (N)</b>	281	28	229	28	24	71	661

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été retenus les pays pour lesquels  $N \leq 20$ .

Il est d'abord remarquable qu'alors que les cibles intermédiaires étaient très majoritairement des acteurs non-gouvernementaux, les cibles « finales » de la protestation

<sup>948</sup> Les Kurdes sont d'ailleurs le groupe qui a le plus souvent réussi à investir et occuper le Palais des nations à des fins de protestation. Ils y sont parvenus au moins sept fois : en avril 1991, août 1991, mars 1995, mai 1997, mai 1998, février 1999 et mars 2007. Après 1999, des travaux ont été menés pour sécuriser le site.

sont presque exclusivement étatiques, et ce dans tous les pays étudiés (tableau III-29)<sup>949</sup>. Si cette constatation n'est que peu surprenante - tant en raison de la trajectoire historique des Kurdes que des « acquis » de la sociologie des mouvements sociaux<sup>950</sup> - elle confirme nos intuitions initiales sur la définition de l'action transnationale : se mobiliser sur une pluralité de territoires n'implique pas forcément de s'adresser à des institutions supranationales ou transnationales, les organisations internationales du type Union européenne ou ONU n'étant sollicitées dans le cas kurde qu'à hauteur de 4% des événements.

Des différences nationales apparaissent cependant en ce qui concerne les entités géographico-politiques auxquelles ces cibles se réfèrent. En effet, si les cibles faisant référence au Moyen-Orient (Turquie et Irak notamment) sont relativement constantes selon les pays (entre 50 et 66%), une distinction nette apparaît en ce qui concerne les cibles faisant référence à un Etat européen : alors que les Kurdes d'Allemagne prennent fréquemment pour cible les autorités de leur pays de résidence, ce n'est pas le cas des Kurdes des autres pays européens, qui se mobilisent en revanche fréquemment contre les autorités *d'autres pays européens*. Or, une rapide analyse qualitative montre que parmi les nombreux pays européens ayant été la cible des mobilisations kurdistes (Allemagne, France, Suède, Suisse, Grande-Bretagne et Italie notamment), les autorités allemandes sont sans conteste celles qui ont le plus subi les foudres des protestataires kurdes hors d'Allemagne, ce qui permet par ailleurs d'expliquer la faible proportion de mobilisations dirigées contre les autorités d'autre pays européens en Allemagne. Comment expliquer alors une telle distribution en Allemagne d'une part, où le PKK est censé orienter l'action de ses sympathisants essentiellement vers leur pays d'origine, et aux Pays-Bas d'autre part, où le très fort taux de cibles « autorités d'un autre pays européen » observé (37,5%, contre entre 14 et 25% dans les autres pays) apparaît également surprenant ? L'étude plus précise de la répartition des types de revendications des actions protestataires kurdistes peut nous permettre d'aller plus loin (tableau III-30).

S'il est vrai que les revendications sont très similaires à l'échelle européenne, leur fréquence semble en effet varier de manière similaire selon les pays : alors que les sympathisants du PKK revendiquent majoritairement en faveur des Kurdes et de leurs

---

<sup>949</sup> Ce qui ne signifie pas que les *acteurs étatiques* soient les seuls « visés » : les Kurdes ont très souvent pris pour « cibles » des agences de voyage, des associations ou des banques turques, qui ne sont pas par nature étatiques. Mais les cibles « cachées » de ces actions étaient *in fine* les autorités turques. Voir en annexe les règles de codages que nous avons adoptées.

<sup>950</sup> Qui place l'Etat au centre des revendications des protestataires. Cf. Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*

organisations situées au Moyen-Orient en Belgique, France, Grande-Bretagne et Suisse, ils se mobilisent plus souvent en faveur des Kurdes d'Europe et de leurs organisations en Allemagne et aux Pays-Bas (tableau III-30)<sup>951</sup>, conformément à ce que nous avons observé à propos des cibles de la protestation. Mais si l'on peut imaginer que l'Allemagne, en interdisant le PKK, a sans doute favorisé des mobilisations à son encontre, comment expliquer qu'on ne retrouve pas une distribution semblable en France (qui a également interdit le parti d'Öcalan) mais qu'une tendance similaire à l'Allemagne se dégage aux Pays-Bas, dont on a vu à la fin du chapitre I la tolérance relativement constante vis-à-vis des activités kurdistes ?

**Tableau III-30. Types de revendications des actions protestataires kurdistes dans différents pays européens**

	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total</i>
<b>Kurdes M-O</b>	34%	<b>53%</b>	<b>60%</b>	<b>59%</b>	20%	<b>45%</b>	46%
<b>Posit. acteur ext.</b>	7%	17%	13%	3%	0%	16%	10%
<b>Kurdes Europe</b>	<b>36%</b>	17%	19%	10%	<b>40%</b>	23%	26%
<b>Haut dirigeant</b>	23%	13%	8%	28%	40%	16%	17%
Total (N)	258	30	235	29	20	75	647

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été retenus les pays pour lesquels N < 20.

Dans le cas néerlandais, il faut d'abord noter que la majorité des événements portant une revendication concernant les Kurdes en Europe se réfère à une cible allemande (5 sur 9) : on peut donc affirmer que le fort taux de revendication concernant les Kurdes et leurs organisations en Europe n'est pas fonction de la situation interne aux Pays-Bas (les autorités néerlandaises ne constituent une cible que dans 8% des cas) mais bien de la situation des Kurdes et du PKK en Allemagne. Comme nous l'avions soupçonné à la fin du chapitre I à

<sup>951</sup> Nous ne raisonnerons pas ici sur les revendications concernant la « situation d'un haut dirigeant ». Elles sont en effet temporellement très marquées (arrestation d'Öcalan) et leur proportion dépend donc d'abord du nombre d'événements recensés au cours des années 1980 et 1990. C'est par exemple le grand nombre d'événements recensés en France dans les années 1980 qui peut sans doute expliquer la faible proportion de revendications concernant la « situation d'un haut dirigeant ». Inversement, c'est le très faible nombre d'événements recensés aux Pays-Bas qui provoque une surreprésentation de ces mêmes revendications. Par ailleurs, les différences observées entre le tableau III-29 et III-30 pourraient à première vue apparaître surprenantes : en Allemagne par exemple, la cible est à 53% liée au Moyen-Orient alors que seulement 34% des revendications concernent la situation des Kurdes au Moyen-Orient. Il faut en fait garder à l'esprit que quand la cible est « autorités turques », la revendication peut être « position d'un acteur extérieur » (9 cas en Allemagne), haut dirigeant (20 cas), ou manquante (34 cas). Par contre, dans presque la totalité des cas, quand la revendication concerne les Kurdes en Europe, la cible est soit « pays de résidence », soit « pays tiers ».

partir d'autres recherches<sup>952</sup> et conformément à l'hypothèse avancée plus haut sur la relative faiblesse des événements protestataires kurdistes par rapport au poids démographique des Kurdes dans ce pays, la forte tolérance des Pays-Bas à l'égard des activités kurdistes semble favoriser divers processus singuliers. Elle a d'abord freiné quelque peu les mobilisations kurdistes dans ce pays et incité les sympathisants du PKK situés aux Pays-Bas à se déplacer en Allemagne pour participer aux événements protestataires qui y étaient organisés<sup>953</sup>. Elle a ensuite permis l'accueil d'institution kurdistes non directement tournées vers la protestation à proprement parler (cf. l'accueil du Parlement kurde en exil en 1995 puis l'accueil de la télévision pro-PKK *Medya-TV*) et l'accueil exceptionnel de grandes manifestations kurdistes quand celles-ci étaient interdites en Allemagne (tableau III-27). Elle a enfin encouragé les militants et sympathisants du parti kurdiste à reporter leurs revendications vers les autorités allemandes quand ils décidaient d'organiser des événements protestataires sur le sol néerlandais.

L'Allemagne, par sa politique à l'égard du mouvement kurde, semble donc bien jouer un rôle moteur en Europe ; il reste pourtant que le cas français vient questionner les raisons de cette spécificité. Si l'on se rappelle que la France a également normalisé ses relations diplomatiques avec la Turquie au milieu des années 1980, pris des mesures de répression à l'égard du PKK avant de l'interdire et vendu des hélicoptères Cougar à l'armée turque, on est en droit de se demander pourquoi les Kurdes de France se mobilisent si peu contre les autorités de leur pays de résidence et pourquoi la France n'est pas devenue elle aussi une cible majeure des sympathisants du PKK dans les autres pays d'Europe. Plusieurs éléments pourraient permettre de comprendre cette singularité. Le premier concerne le rôle spécifique de l'Allemagne dans les relations entre l'Europe et la Turquie : accueillant l'immigration de Turquie la plus nombreuse, ayant des relations diplomatiques anciennes (dès le début du siècle) et suivies (notamment au sein de l'OTAN) avec la Turquie, envoyant le plus grand nombre de touristes européens en Turquie, l'Allemagne est d'abord pour les militants et sympathisant du PKK le pays européen le plus à même de peser sur la question kurde. Toutes ses décisions sont donc particulièrement attendues et scrutées par les acteurs kurdistes, et ont valeur de test pour l'ensemble des pays européens. Ceci explique d'abord pourquoi les

---

<sup>952</sup> Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State... », *art. cit.*, p. 275.

<sup>953</sup> Les entretiens informels que nous avons eus avec de nombreux sympathisants kurdes venus des Pays-Bas à l'occasion d'événements contestataires organisés en Allemagne tendent à confirmer cette hypothèse. Il arrive par ailleurs que les autorités allemandes soient prises pour cible à la frontière germano-néerlandaise, quand elles refusent de laisser passer des bus de manifestants kurdistes.

autorités allemandes sont très souvent une « cible intermédiaire » des Kurdes vivant Outre-Rhin.

**Tableau III-31. Types de cadrages des actions protestataires kurdes dans différents pays européens**

	<i>Allemagne</i>	<i>France</i>	<i>Suisse</i>
<b>Indépendance, autonomie</b>	3%	4%	0%
<b>Liberté du Kurdistan</b>	1%	2%	5%
<b>Humanitaire, DH, paix</b>	22%	<b>36%</b>	<b>55%</b>
<b>Contre dictature</b>	17%	26%	27%
<b>Contre collaboration avec dictature</b>	7%	10%	5%
<b>Solidarité avec Kurdes autres pays</b>	4%	10%	23%
<b>Contre Etiquette « terroriste »</b>	<b>45%</b>	11%	14%
Total (N)	69	159	22

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. Nous avons répertoriés de un à trois cadrages par événement : l'unité de mesure n'est donc pas ici l'événement mais le cadrage. N'ont pas été retenus les pays pour lesquels N < 20.

Mais l'importance de l'immigration kurde outre-Rhin a également sans doute contribué à forger, dans chaque partie, des représentations plus conflictuelles de l'adversaire. Alors qu'en France la forte immigration d'origine maghrébine participe de la construction d'un « danger islamiste », c'est le « péril kurde » qui menace la quiétude allemande. Inversement, l'interdiction de dizaines d'associations quotidiennement visitées par des milliers de migrants kurdes, et qui étaient parfois les seuls endroits où ils pouvaient se réunir dans un cadre « communautaire » commun, a été considérée par les Kurdes d'Allemagne comme une véritable interdiction du « peuple kurde », cet *effet de nombre* étant beaucoup moins perceptible en France. Si l'on ajoute que l'interdiction du PKK est intervenue également à un moment où de nombreux attentats racistes avaient lieu en Allemagne, on comprend que l'analogie entre les politiques turques et allemands à l'égard des Kurdes ait pu être rapidement établie dans l'esprit des militants et sympathisants. De « cible intermédiaire », les autorités allemandes sont ainsi devenues une cible « finale » des protestataires. L'analyse de la répartition des types de cadrages en France, en Suisse et en Allemagne montre d'ailleurs que les Kurdes d'Allemagne insistent bien davantage que les autres sur la nécessité de ne pas les considérer comme des « terroristes », alors que les Kurdes de France et de Suisse

mobilisent davantage des cadres liés à la situation humanitaire et au régime politique turc (tableau III-31)<sup>954</sup>.

Enfin, il faut sans doute souligner - au-delà des similitudes qui pourraient caractériser les politiques françaises et allemandes - la spécificité nationale des modes de gestion du PKK dans ces deux pays. Si la France a pu effectivement être accusée de mener une politique guidée par des intérêts économiques, ses positions à l'égard du génocide arménien, l'activisme de certaines de ses personnalités politiques (Edmond Hervé vis-à-vis de la municipalité de Diyarbakır à la fin des années 1970, Bernard Kouchner et Danièle Mitterrand au tournant des années 1980 et 1990, Ségolène Royal lors de la levée de l'immunité des parlementaires kurdistes au début des années 1990) et les contacts constants que ses autorités ont entretenus avec les Kurdes en général (par l'intermédiaire notamment de l'Institut kurde de Paris) et le PKK en particulier - même après son interdiction - l'ont lavée de tout soupçon de « complicité » avec les politiques d'Ankara. En revanche, le lien entre les autorités allemandes et le PKK semble avoir été plus distendu et avoir été totalement rompu entre 1993 et fin 1995, comme le souligne un haut diplomate du PKK aujourd'hui désengagé :

« En France, c'était beaucoup moins difficile qu'en Allemagne. Le Feyka avait des contacts avec les autorités et la création du Comité du Kurdistan en 1989 facilite un dialogue avec le ministère de l'Intérieur... pour les convaincre ou négocier... En plus, il y a eu des contacts directs avec Apo, même la presse turque en a parlé. C'était donc plus facile, mais le fait que les contacts aient lieu à un niveau trop bas n'a pas permis un véritable dialogue : fin 1994, les contacts continuent mais uniquement pour le problème de la sécurité... En Allemagne, c'est plus difficile à partir de 1993. Les services secrets ne rencontrent Apo que fin 1995 et Lummer en 1996... La France était plus ouverte que l'Allemagne... même si les deux pays poursuivaient à peu près la même politique. »<sup>955</sup>

Il peut être dès lors intéressant de se demander si les registres d'action du mouvement kurde (démonstration, confrontation et action violente<sup>956</sup>) varient suivant les mêmes clivages. Il est certes quelque peu artificiel de résumer en de telles catégories des processus complexes,

---

<sup>954</sup> En Suisse, la forte proportion d'événements observée dans la catégorie « Solidarité avec les Kurdes d'un autre pays » est en partie liée au faible nombre de cas recensés pour ce pays. Sur ces cinq cas, trois concernent une solidarité avec les Kurdes... de Suède, en 1985.

<sup>955</sup> Entretien avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, France, juin 2001.

<sup>956</sup> La catégorie « Démonstration » comprend les marches, les défilés et les rassemblements ; la catégorie « Confrontation » comprend les occupations et les blocages ; la catégorie « Violences » comprend les affrontements, les saccages et les attaques incendiaires. La catégorie « Autre » comprend enfin d'autres actions plus symboliques ainsi que les violences contre soi (grèves de la faim, immolations par le feu).

produits par les interactions entre une multitude d'acteurs, et surtout très marqués temporellement, nous y reviendrons (une lecture attentive du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde montre pour l'instant que les années 1980 semblent beaucoup moins parcourues par des dynamiques violentes que les années 1990). Nos données ayant par ailleurs globalement tendance à surestimer les événements violents au détriment des actions pacifiques, ces statistiques ne peuvent prétendre représenter la « réalité » et ont surtout une portée heuristique dans la *comparaison* entre pays. Et une telle comparaison peut encore poser problème, en raison même de ces deux premières limites : si l'on se souvient que le *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris nous a permis de recenser de très nombreux événements protestataires kurdistes en France dans les années 1980 - période durant laquelle les dynamiques violentes sont *a priori* plus marginales - alors la proportion des modes d'actions « violents » en France pourraient être fortement sous-estimés par rapport à ceux d'autres pays.

**Tableau III-32. Registres d'action des mobilisations kurdistes dans différents pays européens**

	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total</i>
<b>Démonstration</b>	27%	25%	<b>44%</b>	34%	28%	37,5%	34%
<b>Confrontation</b>	22%	33%	29%	19%	41%	27%	26%
<b>Action violente</b>	<b>43%</b>	22%	<b>7%</b>	28%	<b>17%</b>	20,5%	26%
<b>Autre</b>	9%	19,5%	20,5%	19%	14%	15%	14%
Total (N)	401	36	287	32	29	88	873

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse (nos données « mentionnées » comportent essentiellement des attaques incendiaires ayant eu lieu en Allemagne). N'ont pas été retenus les pays pour lesquels  $N \leq 25$ .

Ces considérations étant posées, il nous semble néanmoins possible, en gardant ces limites à l'esprit, de tenter d'observer si les registres d'actions du mouvement kurde subissent des variations nationales fortes (tableau III-32). Or, il ressort effectivement que c'est en Allemagne que les dynamiques violentes sont en proportion les plus nombreuses, ce qui pourrait venir encore une fois confirmer la singularité de la protestation kurdiste dans ce pays. Comme prévu, les proportions françaises pourraient être biaisées par le grand nombre d'événements recensés dans les années 1980 ; les différences avec l'Allemagne sont cependant telles qu'il ne fait aucun doute que les dynamiques protestataires suivent des

processus divergents dans ces deux pays<sup>957</sup>. Enfin, si l'on fait exception du cas français, les Pays-Bas sont le pays où les dynamiques violentes semblent les plus marginales, comme pouvait le laisser présager la tolérance des autorités à l'égard des activités kurdistes. N'en concluons cependant pas trop vite que la violence serait une conséquence directe de la répression en Allemagne : on verra plus bas que si cette relation existe, elle est aussi complexe et souvent indirecte. Pour le reste, et compte tenu des limites que nous avons mises en évidence plus haut, il semble difficile de tirer d'autres conclusions, au moins à ce stade de l'analyse. Tout au plus nous semble-t-il important de remarquer que la protestation kurdiste oscille constamment entre les trois registres (sans jamais se limiter à un seul), qu'aucun pays n'échappe à certaines dynamiques violentes et surtout que les manifestations restent globalement très peu conflictuelles dans *tous* les pays européens (tableau III-33<sup>958</sup>) : la centralisation et le poids de l'institution PKK pourraient apparaître ici en creux, incitant à penser que la formation des pratiques contestataires dépend tout autant du contexte sociopolitique que de la culture militante d'un groupe donné, nous y reviendrons.

**Tableau III-33. Éléments d'évaluation de la conflictualité liée aux manifestations kurdistes dans différents pays européens**

	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Suisse</i>
<b>Pas d'interdiction</b>	96%	100%	97%	100%	100%	92%
<b>Pas d'interv. policière</b>	83%	84%	83%	81%	76%	78%
<b>Aucune arrestation</b>	87%	90%	90,5%	81%	95%	85%
<b>Aucun manif. blessé</b>	95%	97%	97%	96%	95%	98%
<b>Aucun policier blessé</b>	97,5%	100%	98%	100%	100%	97%
<b>Aucun manifestant tué</b>	99%	100%	100%	100%	100%	98%
<b>Aucun dégât matériel</b>	<b>59%</b>	74%	<b>92%</b>	77%	76%	77%

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont par ailleurs pas été retenues ici les attaques incendiaires et les immolations par le feu : nous entendons donc ici par « manifestation » toute action collective visant à soutenir une cause et se déroulant dans un espace public ou privé.

Mais ces premiers éléments concernant la structuration territoriale différenciée de la protestation kurdiste incitent également à tenter d'observer si les modalités de la protestation varient également à une échelle régionale, au moins dans le cas allemand, où l'immigration

<sup>957</sup> Si l'on raisonne d'ailleurs uniquement sur les années 1990, on observe que 48% des modes d'action usités sont « violents » en Allemagne contre 11% en France.

<sup>958</sup> Seules la France et l'Allemagne semblent une nouvelle fois se distinguer des autres pays en ce qui concerne les dégâts matériels liés aux manifestations : presque aucune manifestation kurdiste ne conduit à des dégâts en France alors qu'elles sont un peu moins de la moitié en Allemagne *au sein de notre corpus*.

kurde est plus dispersée et où les *Länder* bénéficient de compétences étendues, en matière de police et d'immigration notamment.

### 3. Des difficultés de mettre en évidence des dynamiques régionales de la protestation

Il est en effet probable que les caractéristiques de la protestation kurdiste soient très différentes d'une région à l'autre, notamment dans des pays très décentralisés comme l'Allemagne, et ce malgré les dynamiques nationales mises en évidence plus haut. Il apparaît dès lors nécessaire de faire varier les échelles afin de mieux cerner comment l'insertion du mouvement kurde dans ces différents environnements lui offre des opportunités et lui impose des contraintes. Comme on l'a vu, il y a déjà davantage de mobilisations dans les capitales en Belgique et en Grande-Bretagne (dans une moindre mesure en France) qu'en Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas, qui sont des pays plus décentralisés, qui comptent des grandes villes capables de rivaliser économiquement avec les capitales et ayant su attirer une main d'œuvre immigrée souvent très bon marché. Peut-on alors mettre en évidence des variations concernant les cibles, les revendications ou les registres d'action dans différentes régions d'un même pays<sup>959</sup> ? Le cas allemand, pour lequel nous disposons de données plus fournies, peut sembler le plus à même de nous renseigner sur ce point, d'autant plus que nous avons vu que les contextes de certains *Länder* pouvaient avoir tendance à favoriser (Hessen) ou à freiner la mobilisation (Bayern).

**Tableau III-34. Répartition des cibles des actions protestataires kurdistes par « nationalité » dans différents *Länder* allemands**

	<i>Baden-Würt.</i>	<i>Bayern</i>	<i>Berlin</i>	<i>Bremen</i>	<i>Hamburg</i>	<i>Hessen</i>	<i>N-Sachsen</i>	<i>Nordr.-West.</i>
<b>Moyen-Orient</b>	50%	<b>76,5%</b>	<b>71%</b>	<b>75%</b>	42%	<b>37%</b>	47%	50%
<b>Pays étranger</b>	0%	0%	7%	0%	3%	0%	0%	5%
<b>Pays résidence</b>	42%	<b>23,5%</b>	<b>14%</b>	<b>25%</b>	39%	<b>46%</b>	42%	27%
<b>Autre pays eur.</b>	3%	0%	7%	0%	16%	11%	5%	13%
<b>Orga. internat</b>	3%	0%	0%	0%	0%	3%	5%	4%
<b>Autres &amp; aucune</b>	3%	0%	0%	0%	0%	3%	0%	1%
Total (N)	36	17	28	16	31	35	19	82

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été retenus les *Länder* pour lesquels  $N \leq 15$ .

<sup>959</sup> Il ne sera pas ici possible de raisonner sur les « cibles intermédiaires » en raison du trop petit nombre de cas recensés à une échelle régionale.

Il reste que nos données pourraient également biaiser quelque peu les résultats. Nous avons vu en effet que la revue de presse de l'Institut kurde tendait vers une meilleure représentativité géographique au moment des grandes vagues de mobilisation, alors qu'elle favorisait les événements s'étant déroulés dans les capitales (Bonn et Berlin) en période de faible mobilisation. Mais nous avons également montré que cette meilleure représentativité géographique en période de forte mobilisation s'établissait au prix d'une surreprésentation des événements violents : c'est donc essentiellement au moment des campagnes de mobilisation spectaculaires à l'échelle fédérale que les articles de journaux de la revue de presse mentionnent davantage les événements se déroulant hors des capitales. Il se pourrait dès lors que les événements recensés dans les *Länder* autres que *Nordrhein-Westfalen* ou *Berlin* aient des caractéristiques peu représentatives de l'ensemble des événements réels de ces *Länder*, d'autant plus que les statistiques porteront sur un petit nombre de cas. Il convient donc de rester extrêmement vigilant quant aux résultats bruts obtenus.

Si les cibles sont essentiellement étatiques dans tous les *Länder* considérés (à 94% et plus), l'analyse de leur répartition par entité géographico-politique de référence semble tout d'abord confirmer la spécificité de Bayern et Hessen : les mobilisations kurdistes sont fortement orientées vers les Etats du Moyen-Orient dans le *Land* de Bayern, alors qu'elles sont bien davantage dirigées vers les autorités du pays de résidence dans le *Land* de Hessen (tableau III-34). Il se pourrait alors que le contexte politique en Bayern, peu favorable aux mobilisations kurdistes, incite les sympathisants du mouvement à se replier sur l'essentiel, à savoir l'opposition aux autorités turques. Inversement, le climat favorable en Hessen pourrait encourager les Kurdes à davantage prendre pour cible les autorités fédérales de leur pays de résidence (et non les autorités locales, qui ne représentent que 8,6% des autorités du pays de résidence interpellées, proportion comparable en moyenne à celles des autres *Länder*), en raison notamment du décalage observé entre les réalités locale et nationale. Il reste que si ces hypothèses peuvent *a priori* passer pour pertinentes, elles contredisent la tendance européenne qui veut que - exception faite du cas français - les cibles de la protestation soient davantage les autorités du pays de résidence lorsque la répression s'abat sur le mouvement kurde. De même, les mobilisations initiées dans le *Land* de Berlin - connu pour sa politique compréhensive à l'égard de la question kurde - obéissent à des logiques proches de celles prévalant en Bayern, sans qu'aucun élément ne permette de comprendre pourquoi deux contextes quasiment opposés semblent produire des dynamiques similaires. Et que dire

également des proportions observées pour le *Land* de Bremen, qui s'écartent fortement de la moyenne nationale pour des raisons qu'il nous est impossible de cerner...

S'il peut sembler significatif que la répartition des types de revendication suive des logiques similaires en Bayern et Bremen, il est important de noter que ces deux *Länder* sont aussi ceux pour lesquels le plus faible nombre de cas a été recensé (16 et 13, cf. tableau III-35) : les statistiques y sont donc moins fiables que pour les autres. Enfin, Hessen suit ici les mêmes tendances que le *Land* de Nordrhein-Westfalen, à la seule différence que les revendications visant à peser sur la position d'un acteur extérieur y sont plus faibles - différence qui peut facilement s'expliquer par le fait que Bonn accueille de nombreuses ambassades et de fréquentes réunions diplomatiques.

**Tableau III-35. Types de revendications des actions protestataires kurdistes dans différents *Länder* allemands**

	<i>Baden-Würt.</i>	<i>Bayern</i>	<i>Berlin</i>	<i>Bremen</i>	<i>Hamburg</i>	<i>Hessen</i>	<i>N-Sachsen</i>	<i>Nordr.-West.</i>
<b>Kurdes M-O</b>	31%	<b>56%</b>	48%	<b>69%</b>	13%	34%	24%	33%
<b>Posit. acteur ext</b>	3%	6%	5%	0%	7%	3%	5%	14%
<b>Kurdes Europe</b>	47%	25%	14%	23%	43%	46%	48%	29,5%
<b>Haut dirigeant</b>	19%	12,5%	33%	8%	37%	17%	24%	23%
Total (N)	32	16	21	13	30	35	21	78

Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont pas été retenus les pays pour lesquels N < 10.

**Tableau III-36. Registres d'action des mobilisations kurdistes dans différents *Länder* allemands**

	<i>Baden-Würt.</i>	<i>Bayern</i>	<i>Berlin</i>	<i>Bremen</i>	<i>Hamburg</i>	<i>Hessen</i>	<i>N-Sachsen</i>	<i>Nordr.-West.</i>
<b>Démonstration</b>	22%	<b>9,5%</b>	27%	<b>4%</b>	31%	26,5%	16%	<b>41%</b>
<b>Confrontation</b>	13%	<b>38%</b>	21%	17%	21%	18%	20%	25%
<b>Action violente</b>	56%	52%	42%	<b>74%</b>	40%	43%	52%	<b>24%</b>
<b>Autre</b>	8,5%	0%	9%	4%	8%	12%	12%	11%
Total (N)	59	21	33	23	48	49	25	113

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse (nos données mentionnées comportent essentiellement des attaques incendiaires). La catégorie « autre » comprend également les violences contre soi. N'ont pas été retenus les *Länder* pour lesquels N ≤ 20.

Enfin, l'analyse des registres d'action de la mobilisation dans les différents *Länder* montre que les événements violents et/ou spectaculaires sont bien plus importants en dehors de la région de Bonn : le *Land* de Nordrhein-Westfalen cumule en effet plus fort taux d'événements pacifiques et plus faible taux d'événements violents, tandis que l'on observe dans tous les autres *Länder* des proportions d'action violentes et visant la confrontation proche des trois quarts. S'il est évidemment possible que nos statistiques représentent des tendances réelles, il nous faut encore remarquer que Nordrhein-Westfalen est aussi le *Land* où le nombre d'événements est le plus important alors que les *Länder* de Bremen et Bayern, qui ont respectivement les plus forts taux d'action violente et visant la confrontation, sont aussi ceux pour lesquels nous avons recensé le plus faible nombre de cas. De là à penser que nos résultats sont bien plus ici le reflet des biais de notre base de donnée que de la réalité, il n'y a qu'un pas qu'il ne faut pas hésiter à franchir : c'est parce que le *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde sous-représente les événements en dehors de capitales en période de faible mobilisation que le taux d'action violente y est plus important. Au-delà, il se pourrait également que notre analyse de la répartition des cibles et des revendications soit également affectée par ce biais, comme le suggèrent les cas de Bayern et Bremen.

Au total, il nous semble donc impossible, à partir de notre base de donnée, de tirer des conclusions fiables sur les variations régionales de la structuration de la protestation en Allemagne. S'il existe de fortes chances pour que les mobilisations dans les *Länder* de Bayern et Hessen obéissent à des logiques spécifiques, ces présomptions n'ont qu'un statut d'hypothèse que d'autres recherches pourront ou non confirmer. L'analyse statistique trouve aussi ici ses limites, et seul un retour à l'analyse qualitative pourra nous permettre de mieux cerner comment les différents niveaux (local, national et transnational) peuvent s'imbriquer pour favoriser (ou non) les mobilisations kurdistes.

### ***B. Quand la mobilisation s'emballe : des campagnes à plusieurs échelles***

Si les sociologues des mouvements sociaux se sont intéressés aux campagnes et aux vagues de protestation, leurs cas d'étude sont souvent restés nationaux ou locaux : aucune recherche n'a - à notre connaissance - cherché à analyser comment des déterminants transnationaux pouvaient influencer sur des mobilisations locales, et inversement. L'objectif de cette partie sera donc - à partir d'une étude qualitative - de tenter de comprendre comment fonctionnent les campagnes de protestation kurdiste, comment les différents niveaux

s'articulent pour faire émerger ou au contraire freiner les campagnes de mobilisation. Pour ce faire, il nous fallait bénéficier de sources suffisamment précises et exhaustives pour retracer le cours des événements d'une campagne, sans craindre l'« oubli » de certains événements ou facteurs en raison du caractère trop partiel des informations disponibles. Le *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, dont nous avons montré qu'il tendait davantage vers la représentativité géographique et l'exhaustivité au moment des grandes vagues de mobilisation, a constitué notre source principale. Nous y avons ajouté quand cela s'avérait nécessaire ou pertinent des articles tirés de la revue pro-PKK *Kurdistan Report*, des rapports de la *Verfassungsschutz* de différents *Länder*, et d'autres sources pro-PKK. Nous avons enfin utilisé les fichiers PRODAT et MERCI pour recenser des événements non mentionnés dans les autres sources ou pour nous assurer qu'aucun autre événement n'avait lieu une fois que nous avons considéré qu'une campagne de protestation était « terminée ». Nous avons donc retenu six campagnes singulières, s'étant déroulées en 1987, 1993, 1994 et 1995, c'est-à-dire à des moments correspondant à des vagues de mobilisation en Allemagne (cf. graphique III-3). Ces années sont aussi celles qui ont le plus fort taux de jours « protestataires » en Europe : selon nos données *explicitées*, en 1987 et entre 1993 et 1995, environ une journée sur 10 voit *au moins* une action protestataire kurdiste au sein de l'espace européen.

L'analyse du déroulement de ces campagnes va d'abord nous permettre de cerner à la fois le rôle que joue l'agenda politique turc dans la mobilisation en Europe et l'influence de l'Allemagne sur la protestation à l'échelle européenne. Dans un deuxième temps, nous verrons que c'est lorsque les deux agendas se combinent que les campagnes se font plus dures et plus longues, la répression appelant alors de nouvelles actions protestataires qui sont à la source des vagues de mobilisation.

### *1. Des mobilisations ponctuelles liée à un agenda géographiquement situé : 1987*

Comme nous l'avons vu, la mobilisation est souvent une réponse immédiate et urgente à des événements affectant les Kurdes et le PKK au Moyen-Orient. Lorsque les opérations militaires en Turquie se prolongent, il arrive même que les militants et sympathisants du Parti kurdiste vivent durant plusieurs semaines au rythme du conflit, comme c'est le cas en mars 1987 :

### Campagne européenne contre les bombardements turcs en Irak - mars 1987

Au cours de l'année 1987, le PKK décide de s'en prendre de manière plus systématique aux gardiens de village (*korucu*), qui se sont multipliés depuis 1985. Suite à des actions de la guérilla qui font 14 morts parmi deux familles de gardiens de village à proximité de la frontière irakienne, l'armée lance une vaste campagne de ratissage dans les régions kurdes de Turquie fin février. Le 4 mars 1987, avec quelques jours de retard en raison d'abondantes chutes de neige et pour la quatrième fois depuis mai 1983, une trentaine d'avions militaires turcs franchissent la frontière irakienne et bombardent « durant une demi-heure » des « positions des séparatistes » dans le nord de l'Irak. A l'exception de l'Iran (qui soutient l'UPK et qui a lancé une opération le même jour contre les forces irakiennes), de la Syrie et de la Libye, aucun gouvernement ne condamne officiellement cette attaque. Selon l'ERNK et les partis kurdistes d'Irak, aucun peshmerga ou guérillero n'aurait été tué, les 170 victimes des bombardements au napalm étant pour la plupart des villageois kurdes. Si aucun journaliste et aucune organisation humanitaire n'a l'autorisation de se rendre sur place, l'opération fait néanmoins grand bruit dans la presse et les militants du PKK en profitent pour dénoncer ces bombardements à partir du 7 mars : quelques occupations et grèves de la faim sont ainsi organisées, notamment en France et au Danemark. Mais l'opération de l'armée en Irak est également suivie d'une campagne de ratissage dans les zones kurdes de Turquie frontalières avec l'Irak. En Turquie, le PKK réagit alors en incendiant 42 tracteurs dans la région d'Urfa et en attaquant, à partir du territoire syrien, une famille de protecteurs de villages dans la province de Mardin dans la nuit du 7 au 8 mars (8 morts), qui provoque de nouvelles opérations de l'armée dans les régions kurdes proche de la Syrie et la convocation de l'ambassadeur de Syrie en Turquie dès le dimanche 8 mars. Dans la matinée du 9 mars, des occupations de locaux de *Turkish Airlines* et de petits rassemblements sont alors organisés dans toute l'Europe (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Norvège, Grèce). Le 10, une douzaine de Kurdes s'enchaînent dans le Hall du Conseil économique et social à Paris et sont emmenés par la police pour « vérification d'identité », puis, entre le 11 et le 17, au moins 27 actions protestataires (rassemblements, occupations...) sont organisées en Allemagne, France, Belgique, Grèce, Danemark, Espagne et Grande-Bretagne... alors même que le Parlement européen a condamné les bombardements en Irak dès le 9 ou que le Parlement danois s'est déclaré, le 13, solidaire des grévistes de la faim kurdes installés devant son siège. Très pacifiques quand leur cible est un média, un parti politique (le PS est investi alors même qu'il a été l'un des premiers à condamner les bombardements en Irak) ou un Ministère des affaires étrangères, les rassemblements et occupations sont plus agressifs à proximité des consulats turcs et dans les locaux liés à la Turquie (office du tourisme, agences de voyage) : les militants brûlent des drapeaux turcs, saccagent les locaux ou retiennent des employés parfois, et incendient même les locaux de *Turkish Airlines* à Stuttgart le 15. Lors d'une conférence de presse à Athènes, le TKSP réagit également en dénonçant la politique de « terrorisme hitlérien » menée par la Turquie envers les Kurdes. Finalement, le PKK clôt l'épisode protestataire en organisant une série de conférences de presse dénonçant la politique d'Ankara dans les régions kurdes de Turquie et d'Irak à Bruxelles, Londres et Athènes le 24 mars. Des manifestations beaucoup plus discrètes, en salle ou à l'extérieur, seront organisées ensuite à l'occasion des fêtes de *Newroz*<sup>960</sup>

Cette campagne du PKK à l'échelle européenne, une des premières de cette ampleur, a d'abord pour but l'imposition de l'agenda politique turco-kurde en Europe. Les grèves de la faim initiées dès le 7 mars sont organisées en un temps extrêmement bref et visent à briser la temporalité réglée de la vie *ordinaire* des sympathisants du parti afin de les mobiliser, tout en imposant « ici et maintenant » aux Européens, à travers la métaphore de la « mort à petit feu », l'ordinaire de la violence et de la guerre. Mais si les premières actions sont bien

---

<sup>960</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°24, mars 1987 ; ANF (*Agensa Nûçeyan a Firatê - Firat News Agency*), 4 juin 2007 ; Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 113-118.

organisées *en raison* des bombardements turcs en Irak, il semble que les actions qui suivent sont surtout organisées pour défendre le PKK, sérieusement menacé par les mises en gardes turques à la Syrie : alors même que de nombreuses institutions et partis politiques européens condamnent - parfois tardivement - l'intervention turque en Irak, la mobilisation ne prend en effet réellement son essor que le lendemain de la convocation de l'Ambassadeur syrien à Ankara. Il n'y a certes pas de véritable reformulation des revendications après le 8 mars, mais il ne fait aucun doute que les militants du PKK ont profité de l'émotion suscitée par les bombardements pour prolonger le cycle d'attention journalistique à la question kurde à un moment où la Syrie, sous intense pression turque, s'engageait le 12 mars à prendre des mesures contre les camps du PKK sur son sol<sup>961</sup>. Ce n'est finalement qu'après avoir reçu l'assurance que leur parti n'était pas réellement menacé que les militants et sympathisants cessent leurs actions le 17 mars, des conférences de presse organisées par l'ERNK venant clôturer cette campagne une semaine plus tard.

Si, dans le cas présenté ici, la protestation est relativement homogène à l'échelle européenne, il peut en aller différemment lorsque la cible n'est pas le gouvernement turc mais un gouvernement européen. Ainsi, en mai 1985, l'arrestation de Hüseyin Yıldırım en Suède provoque de nombreuses occupations de consulats suédois dans d'autres pays européens, alors que des grèves de la faim sont organisées à Stockholm, Malmö et Helsinburg. Mais c'est le gouvernement allemand qui devient rapidement la cible privilégiée du PKK en Europe, notamment après l'arrestation de Faruk Bozkurt (soupçonné d'avoir voulu commettre un attentat contre un consulat turc en Allemagne) en août 1986. C'est un même schéma qui se reproduit un an plus tard, en août 1987, la mobilisation étant plus courte mais se développant davantage au-delà des frontières allemandes.

#### **Campagne européenne contre les mesures allemandes à l'encontre du PKK - août 1987**

Après qu'une information judiciaire pour violation de l'article 129a du code pénal (constitution d'une association terroriste) a été lancée contre le PKK en Allemagne le 1<sup>er</sup> juillet 1987, une opération policière est organisée contre le parti d'Öcalan à Köln fin juillet : quatre appartements de militants et sympathisants sont pris d'assaut et perquisitionnés et des arrestations ont lieu. 700 000 DM, fruit de collectes d'argent auprès des sympathisants et appartenant selon toute vraisemblance au Comité du Kurdistan de Paris, sont confisqués. Une

---

<sup>961</sup> Une telle constatation montre également les limites de l'analyse quantitative. La « cause directe » des actions protestataires n'est par exemple pas toujours aussi claire qu'indiqué dans les articles de presse et si les revendications publiques apparaissent plus fiables pour déterminer les motivations des protestataires, on voit ici que d'autres enjeux peu mis en avant publiquement (la survie du PKK en Syrie) peuvent également se superposer aux premiers (les bombardements turcs en Irak).

semaine plus tard, le 4 août, 39 associations et appartements sont fouillés, et des mises en examen sont prononcées. Si le PKK semble avoir réagi avant même la deuxième opération, (le Consulat d'Allemagne à Amsterdam est occupé le lundi 3 août par une quarantaine de Kurdes venus remettre une pétition, qui sont arrêtés ensuite par la police), la mobilisation s'amplifie fortement dès le mercredi 5 août : au moins 19 occupations de locaux plus ou moins directement en lien avec l'Etat allemand (Consulats et Ambassades d'Allemagne, bureaux de la Lufthansa, sièges d'organisations humanitaires et, en Allemagne, bureaux de médias et de syndicats) ont lieu à l'échelle européenne entre le 5 et le 14 août (notamment à Bonn, Hamburg, Köln, Hannover, Frankfurt, Paris, Strasbourg, Liège, Amsterdam, La Haye, Copenhague, Zürich, Stockholm, Vienne et Athènes) et des défilés rassemblant environ 1000 personnes sont organisés à Bonn et Hannover. Si, le 11, le représentant de l'ERNK Hüseyin Yıldırım est également mis en examen en Allemagne, une décision de justice rendue le 13 août exige la restitution des sommes confisquées à leurs propriétaires. Mais une grève de la faim a également commencé dans les prisons turques le 13 juillet à Malatya et Sağmalcılar. Le mouvement progresse rapidement et gagne les prisons de Bursa, Antep, Eskişehir, Erzincan, Mersin, Metris, Mamak, Bartin et Diyarbakır fin juillet et début août. Des militants du PKK participent à ces grèves, mais celles-ci restent dominées par la gauche radicale turque, qui compte plus de 1000 détenus en grève au début du mois d'août. A la mi-août, alors que le parti d'Öcalan aurait pu profiter de l'anniversaire des actions de Şemdinli et Eruh pour relancer la mobilisation, seule la gauche radicale turque réunie au sein d'un « comité de soutien aux grèves de la faim et aux jeûnes jusqu'à la mort dans les prisons de Turquie et du Kurdistan de Turquie », se lance en Europe dans des grèves de la faim de soutien (en France, Suisse, Pays-Bas, Grèce, Suède, Autriche, Allemagne), la composante européenne du PKK choisissant de rester strictement à l'écart du mouvement tout en le soutenant verbalement, afin sans doute de décrire la situation en Allemagne<sup>962</sup>.

Contrairement à mars 1987, la cause de la mobilisation est strictement liée à l'espace européen et le restera même après le développement d'un mouvement de grèves de la faim en Turquie. Les cibles des mobilisations sont par ailleurs très différentes d'un pays à l'autre : alors que le PKK choisit de faire pression sur les médias et les syndicats pour atteindre le gouvernement en Allemagne, ce sont des représentations diplomatiques ainsi que des entreprises allemandes qui sont directement visées dans le reste de l'Europe. Néanmoins, comme en mars 1987, les menaces contre le PKK semblent ici le moteur de la mobilisation, les manifestations et occupations de locaux cessant dès lors qu'est connue la décision de justice exigeant la restitution des sommes confisquées au parti. De même, alors que la mobilisation aurait pu se poursuivre à un rythme soutenu fin mars et fin août (les affrontements se poursuivent en Turquie en mars 1987 et le représentant du PKK est toujours mis en examen en Allemagne après le 14 août ; les fêtes de *Newroz*, les grèves de la faim dans les prisons turques et l'anniversaire des actions de 1984 auraient par ailleurs pu constituer des dates et événements mobilisateurs), le parti choisit dans les deux cas de cesser le mouvement une fois les menaces les plus pesantes dissipées. Comme l'indique un ancien diplomate du

---

<sup>962</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°29, août 1987 ; *Kurdistan Report*, n°21, Août 1987, p. 4-5 et 26-27 ; *Schluß mit der Verfolgung von Feyka-Kurdistan !...*, op. cit., p. 8-11.

PKK, il semble bien que les objectifs du parti soient relativement limités en Europe tout au long des années 1980 et que le mouvement ne prenne conscience de la possibilité de faire évoluer le conflit à partir de l'espace européen qu'au début des années 1990.

« Les manifestations dont la violence était programmée ont pour la plupart eu lieu avant 1989-90. Les militants étaient extrêmement idéologiques, puis ils ont gagné en maturité. Ouais, après c'était quand même moins contrôlé... En fait, le PKK avait une stratégie globale, pas trop calculée. En 1989 a lieu la conférence internationale de Paris, organisée par l'Institut kurde. [...] A partir de cette année, le PKK considère qu'il est important de sensibiliser l'opinion publique, les partis... Mais il ne met cependant pas fin aux occupations et aux manifestations de force... Oui, je crois que c'est seulement vers ces années là que le PKK a ressenti l'importance de sensibiliser l'opinion publique européenne... »<sup>963</sup>

Alors que, dans les années 1980, la protestation s'apparente davantage à des actions de « riposte » - directe ou indirecte - qui ne visent pas fondamentalement une solution *via* l'Europe, les années 1990 pourraient ainsi être davantage marquées par une volonté d'impliquer davantage les pays européens. Mais c'est aussi à ce moment que certains Etats, excédés par les actions d'intimidation du PKK et souhaitant normaliser leurs relations avec la Turquie, décident de durcir leurs méthodes vis-à-vis du mouvement d'Öcalan, provoquant souvent des campagnes de mobilisation plus longues.

## 2. *Entre stratégie globale et dynamiques locales : les « appels à l'opinion » de 1993*

A partir de 1991-1992, les dirigeants du PKK se rendent progressivement compte qu'ils ne pourront vaincre militairement la deuxième armée de l'OTAN : échec des zones libérées, échec des soulèvements dans les villes de l'Ouest de la Turquie, et passage à une stratégie de contre-insurrection « classique » incitent Öcalan à initier une nouvelle stratégie en Europe, d'autant plus que le nombre de ses sympathisants y a considérablement augmenté (le 1<sup>er</sup> août 1992, un premier festival culturel international rassemble plus de 60 000 Kurdes à Bochum en Allemagne). En novembre 1992, Des élections ont lieu dans toute l'Europe afin de mettre sur pied un Parlement national kurde en Europe : 153 délégués sont élus par plus de 80 000 votants (selon des chiffres fournis par le PKK). Puis, une des premières actions visant explicitement l'opinion publique est organisée à Bruxelles en janvier 1993 : plus de 700 personnes, dont une quinzaine de parlementaires belges et allemands, débutent une grève de la

---

<sup>963</sup> Entretien avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, France, juin 2001.

faim afin de demander aux Etats européens de faire pression sur la Turquie pour une solution politique au problème kurde. Cette stratégie légaliste et pacifique s'accompagne en Turquie de fêtes de *Newroz* relativement calmes et de l'annonce par le PKK, le 17 mars, d'un cessez le feu unilatéral salué par la plupart des gouvernements européens<sup>964</sup> mais auquel les autorités turques choisissent de ne pas répondre. Le 16 avril, le cessez le feu est prolongé par Öcalan, qui réunit à l'occasion de cette conférence de presse Jalal Talabani (de l'UPK), Kemal Burkay (du TKSP), Ahmet Türk (du HEP, *Halkın Emek Partisi*, Parti populaire du Travail, légal mais menacé d'interdiction en Turquie) et Hemreş Reşo (ancien membre de la KSSE et président du PDK-Hevgirtin, PDK-Union). Enfin, le 7 mai 1993 est fondé le DEP (*Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie), qui succède au HEP et va devenir la seule opposition kurdiste légale. Le bilan de cette ouverture est cependant mitigé et est de plus contesté dans les rangs même du PKK (le 24 mai, 33 soldats turcs désarmés sont assassinés dans une opération conduite par Şemdin Sakık<sup>965</sup>) : le parti décide alors de faire davantage pression sur les gouvernements européens.

#### **Campagne européenne d'appel à l'opinion publique - juin-juillet 1993**

Le 8 juin 1993, le PKK met fin au cessé le feu et Öcalan met en garde les autorités turques en menaçant de frapper leurs intérêts économiques et touristiques dans toute la Turquie. Des commandants du parti kurdiste rajoutent plus tard que des actions pourraient également avoir lieu à l'étranger. Les hostilités reprennent de plus belle et 382 personnes sont tuées dans des affrontements en trois semaines. Le 24 juin, des opérations-commando (occupations avec prises d'otage, blocages, saccages, attaques incendiaires) et des rassemblements sont menés dans 29 villes européennes (en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Suisse, Danemark, Suède). Les cibles sont uniquement turques (banques, agences de voyages, offices du tourisme, bureaux de Turkish Airlines, ambassades et consulats). Les comités du Kurdistan en Europe affirment qu'il s'agit d'une « réaction contre le silence de la communauté internationale » et l'ERNK souligne d'Athènes que le PKK est entré dans une « guerre globale contre la Turquie ». A Berne, la tentative d'occupation de l'ambassade de Turquie tourne au drame : un manifestant, Semsettin Kurt, est abattu par un garde et deux autres personnes sont grièvement blessées par balle. 85 Kurdes sont arrêtés et le reste des manifestants passe la nuit devant le poste de police afin de demander leur libération. Les jours suivants, des rassemblements et défilés pacifiques ont lieu pour réclamer la libération des Kurdes arrêtés après ces actions et à la mémoire du manifestant tué, notamment en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et surtout en Suisse, où les manifestations étaient pourtant interdites. Des négociations débutent entre la Suisse et la Turquie afin que des poursuites soient engagées contre les gardes auteurs des coups de feu, sans succès : les gardes incriminés sont rapatriés en Turquie sans avoir été entendus. Le 3 juillet, une dernière journée d'action est donc organisée à l'échelle européenne afin de dénoncer tout à la fois la passivité du gouvernement suisse et l'attitude de la Turquie dans cette affaire, la manifestation de Berne réunissant des Kurdes également venus d'Allemagne, France, Autriche, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Belgique et se poursuivant par un sit-in jusqu'au lendemain. Quelques manifestations (avec menaces de suicides collectifs) de femmes proches du PKK ont lieu à Vienne, Bonn et Genève le 8 juillet afin de demander une plus grande implication de l'ONU dans le conflit, puis le 10 et le 11 juillet, des manifestations sont

<sup>964</sup> Kurdistan Komitee in der BRD, *Waffenstillstand der PKK und Reaktionen*, Köln, 1993.

<sup>965</sup> Il sera écarté du commandement en 1996.

organisées en Europe afin de protester contre le massacre de 36 intellectuels et artiste alévis à Sivas le 2 juillet : des sympathisants du PKK y participeront sans doute, mais seulement à titre individuel<sup>966</sup>.

Cette campagne est d'abord révélatrice des articulations improvisée entre stratégie globale et dynamiques locales. Les actions d'appel aux gouvernements européens du 24 juin ont en effet leur pendant plus meurtrier et plus spectaculaire en Turquie : attentats dans des zones touristiques turques les 27 juin (26 blessés dont 9 allemands) et 17 juillet (2 morts de nationalité turque), enlèvements de touristes occidentaux les 5 et 24 juillet puis le 18 août (ils seront tous libérés sains et saufs), tandis que le congrès du DEP décide le 27 juin l'organisation d'une grande « campagne pour la paix » devant se dérouler du 2 août au 1<sup>er</sup> septembre. Si la mort d'un sympathisant du PKK à Berne provoque une certaine autonomisation de l'agenda protestataire européen, elle tend simultanément à renforcer les demandes initiales des protestataires, à savoir une plus grande implication des Etats européens (et ici surtout de la Suisse) dans la question kurde en Turquie. Mais cette campagne de mobilisation est également inédite à plus d'un titre. Par son degré d'organisation d'abord : plus de 30 cibles sont touchées le même jour et à la même heure en Europe, donnant son caractère extrêmement spectaculaire à la protestation. Par ses modalités d'action ensuite : les techniques utilisées ne s'apparentent aucunement à une violence « aveugle », mais à une démonstration de force tout à la fois très musclée et mesurée (aucune violence n'est faite aux personnes mais les dégâts sont très importants) qui vise à imposer la présence des militants et sympathisants dans la sphère publique. Par ses victimes enfin : pour la première fois en Europe, des armes turques tuent des sympathisants du PKK, enclenchant une dynamique « mobilisation-répression-nouvelle mobilisation » qui deviendra relativement courante dans les années 1990.

Si l'objectif était l'imposition des Kurdes dans les sphères publiques européennes, le bilan de ces actions est très positif. Mais les relations du PKK avec les Etats européens, et notamment l'Allemagne, se dégradent fortement, le gouvernement allemand se montrant de plus en plus réceptif à l'idée d'interdire le parti kurdiste. En septembre, le ministre des affaires étrangères allemand Klaus Kinkel affirme qu'il est depuis longtemps pour l'interdiction du PKK, puis c'est au tour d'Helmut Kohl, qui souhaite rassurer le Premier

---

<sup>966</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°99, juin 1993 ; n°100, juillet 1993 ; *Kurdistan Report*, n°59-60, juin-juillet 1993.

ministre turc Tansu Çiller. Conscients que leurs jours en Allemagne sont comptés, les dirigeants du PKK font alors le choix politiquement risqué de réitérer les opérations du 24 juin, mais en prenant soin cette fois-ci de lier leurs actions à un événement susceptible d'émouvoir davantage l'opinion publique et les gouvernements européens. Au cours du mois d'octobre 1993 en effet, les attaques de la guérilla contre des gardiens de village et les opérations de l'armée turque se multiplient, en Turquie, mais aussi dans les régions kurdes d'Irak. C'est la destruction de Lice, après celle de Şırnak en 1992, qui va marquer le début de la mobilisation.

### **Campagne européenne d'appel à l'opinion publique suivie d'une campagne contre l'interdiction du PKK en France et en Allemagne : octobre-novembre-décembre 1993**

Le 22 octobre, selon l'armée, la guérilla aurait attaqué un minibus de soldats près de la ville de Lice (10 000 habitants, dans la province de Diyarbakır) puis aurait tiré en direction de bâtiments officiels. Les forces de sécurité auraient alors lancé une opération contre les « terroristes », au cours de laquelle le Général Bahtiyar Aydın, commandant en chef de la gendarmerie régionale, aurait été tué par un *sniper* du PKK. Selon la presse turque, la riposte aurait été menée à l'aide de chars d'assauts et plus de 60 immeubles auraient été détruits. Mais le bilan officiel fait état de 9 morts, dont 5 guérilleros. Selon le PKK au contraire, la guérilla n'aurait eu aucune activité près de la ville de Lice le 22 octobre, ce que confirment de nombreux réfugiés arrivés ensuite à Diyarbakır. Le parti d'Öcalan nie par ailleurs toute implication dans la mort du Général, accuse l'armée de l'avoir mis en scène « pour réaliser un massacre et un génocide » - selon un scénario déjà utilisé à Şırnak - et affirme que 380 habitants sont décédés dans les bombardements (des sources kurdistes indépendantes parlent quant-à-elles d'au moins 30 morts). De leur côté, certains observateurs turcs évoquent l'hypothèse d'un règlement de compte au sein de l'armée, soupçons renforcés par les rumeurs de coup d'Etat militaire qui se diffusent quelques jours après et qui ne cessent qu'après le limogeage des ministres de l'intérieur et de la défense. En Europe, des manifestations et quelques attaques incendiaires sont organisées par le PKK dès le 26 octobre, sans grande publicité. L'action de Danièle Mitterrand, qui parle de « début de génocide » et assiste à une manifestation de la « communauté kurde de Paris » le 26 octobre est par contre bien plus commentée dans les médias francophones et anglophones. Les affrontements se poursuivent en Turquie (130 personnes tuées en 10 jours) et, le 4 novembre, le PKK organise une vague d'actions sans précédent en Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Belgique, Suisse, Danemark et Autriche) pour dénoncer le « génocide des Kurdes en Turquie » : plus de 60 actions sont organisées au même moment (10h30 du matin), de l'attaque incendiaire à l'occupation de locaux avec prise d'otages, en passant par les saccages. Le bilan des actions, qui ont visé ambassades, consulats, centre culturels, magasins d'alimentation, agences de voyage, banques, journaux et compagnie aérienne turcs, fait un mort (victime d'une attaque incendiaire) et 16 blessés. Le lendemain, 30 associations proches du PKK ainsi que les locaux de l'agence de presse kurdiste *Kurd-Ha* sont perquisitionnés en Allemagne, et 46 personnes sont mises en garde-à-vue tandis que Bonn déclare réfléchir sérieusement à l'interdiction du PKK. Le 6 novembre, la Confédération des associations kurdes en Europe Kon-Kurd, justifie les actions « spontanées » du 4 par le silence des occidentaux face à la destruction de Lice, affirme que ses associations ne peuvent être tenues pour responsables et dénonce les mesures de répression lancées par le gouvernement allemand. Aucune nouvelle manifestation ne semble cependant être organisée en Allemagne les jours suivants. Le 18, c'est au tour du gouvernement français de lancer des perquisitions contre les milieux pro-PKK en région parisienne et dans 25 départements, afin d'empêcher une possible campagne d'attaque « à l'occasion de l'anniversaire du PKK » fin novembre. 111 personnes sont arrêtées et 24 mises en examen. Des manifestations de protestation - souvent interdites - sont organisées dès le lendemain dans plusieurs villes françaises. Elles obtiennent le « soutien » des Comités du

Kurdistan des différents pays d'Europe, qui appellent la France et l'Allemagne à s'impliquer davantage pour une solution politique au Kurdistan. Les manifestations reprennent également en Allemagne - notamment à Bonn, où plus de 20 000 Kurdes manifestent le 22 novembre - et sont suivies, après l'interdiction officielle du PKK et des associations qui le soutiennent, d'une multitude d'occupations d'associations kurdes afin d'empêcher leur fermeture. Le 29, la Fédération des associations kurdes de France, Yek-Kom, organise une manifestation à Strasbourg pour protester contre l'interdiction du PKK en Allemagne... avant d'être interdite à son tour le 30 novembre. Des grèves de la faim - souvent soutenues par des partis et associations des pays de résidence - sont alors organisées dans toute l'Europe (et notamment en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne) et une journée finale de manifestations a lieu à l'échelle européenne le 18 décembre (avec des échauffourées et des blocages d'autoroutes à Kassel, où la municipalité avait interdit la manifestation). Quelques occupations d'associations kurdes ont encore lieu fin décembre en Allemagne, qui cessent néanmoins rapidement<sup>967</sup>.

Si les actions du PKK sont très souvent des *réactions immédiates* à des opérations militaires turques au Moyen-Orient (comme en mars 1987 par exemple), force est ici de constater que la campagne de mobilisation ne commence réellement que 13 jours après la destruction de Lice : contrairement à ce qu'affirme le PKK qui parle de « manifestations spontanées » de la diaspora et qui rejette la responsabilité de ces actions (l'ERNK avait revendiqué celles de juin 1993), il est clair que la mobilisation est ici strictement encadrée (même si les premières attaques incendiaires du 26 octobre peuvent être le fait de jeunes sympathisants non directement contrôlés par l'organisation, nous y reviendrons) et vise clairement à obliger les Etats européens à choisir leur camp, dans une logique qui prévaut également en Turquie. Les exagérations concernant le nombre de victimes à Lice en constituent d'ailleurs sans doute la preuve la plus significative. La stratégie est ici similaire à celle de juin 1993, même si l'ampleur de la protestation est encore plus grande, ce qui favorise inévitablement les incidents dramatiques. La réponse immédiate des autorités allemandes est également sans précédent et l'absence de réaction des militants et sympathisants du PKK, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe (seule Kon-Kurd dénonce verbalement les mesures prises contre ses associations), montre bien qu'il est alors urgent d'attendre... afin de montrer que le parti sait également se montrer raisonnable. Les perquisitions et arrestations en France, peut-être moins attendues, provoquent en revanche de nombreuses manifestations en France, et sont probablement à l'origine d'une nouvelle série de manifestations des Kurdes d'Allemagne, qui comprennent sans doute que le sort du PKK est désormais déterminé. Enfin, les manifestations liées aux interdictions servent davantage à

---

<sup>967</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°103, octobre 1993 ; n°104, novembre 1993 ; n°105, décembre 1993 ; *Kurdistan Report*, n°64, novembre-décembre 1993 ; Landesamt für Verfassungsschutz Berlin, *Ausländerextremismus in Berlin*, n°4, 1994, p. 34 ; fichier PRODAT, fichier MERCI.

présenter les Kurdes comme les victimes d'une injustice flagrante (grèves de la faim, occupation des associations dont la fermeture est déclarée) et sont soutenues - pour la première fois à une telle échelle - par de nombreuses associations et partis politiques en France et en Allemagne.

En mars et novembre 1993, un certain nombre de processus convergents apparaissent néanmoins. Dans les deux cas, et contrairement aux campagnes de 1987, des dynamiques moyen-orientales d'une part et locales en Europe d'autre part entretiennent la mobilisation dans la durée. Si l'on peut dire que la campagne est *prolongée* par la mort de Semsettin Kurt en mars, on assiste bien à deux campagnes quasi-distinctes - même si l'une est la conséquence de l'autre - en novembre. L'année 1993 apparaît dès lors comme un tournant : un processus d'unification des espaces turc et européens, réellement débuté en mars 1993 avec le décès de Berne, finit d'associer la question kurde à l'Europe. Les grandes campagnes de protestation seront ensuite presque toujours simultanément dépendantes de ces deux espaces.

### *3. Des campagnes interconnectées après 1993*

L'interdiction du PKK en France et en Allemagne est vécue par de nombreux militants et sympathisants comme une véritable déclaration de guerre aux Kurdes. Certes, tous les sympathisants du PKK n'assimilent pas les politiques allemandes et françaises à la politique turque. De même, la conservation des contacts entre le parti et les autorités françaises après l'interdiction rend la France moins coupable de parti-pris pro-turc aux yeux des Kurdes. Il n'en reste pas moins que, pour beaucoup, l'ennemi n'est plus seulement la Turquie mais également tous les pays occidentaux qui accèdent à ces requêtes, qui la soutiennent, ou qui collaborent économiquement et militairement avec elle. Les cibles des mobilisations s'entrecroisent dès lors davantage : au lieu d'accuser directement l'Etat turc, les protestataires montreront par exemple plus souvent du doigt la politique allemande vis-à-vis de la Turquie, ou pourront mettre sur le même plan Etat turc et Etat allemand, coupables à leurs yeux de vouloir anéantir le PKK. La différence est donc grande avec les années 1980, durant lesquelles une distinction nette est faite entre Europe et Turquie. Par exemple, si en août 1986, de nombreuses actions protestataires dénoncent à la fois les bombardements turcs en Irak et la répression en Allemagne (arrestation de Faruk Bozkurt), il s'agit bien de deux campagnes séparées (l'arrestation n'a rien à voir avec les manifestations qui l'ont précédée) qui n'ont en commun que la coïncidence chronologique. Il ne faudrait pourtant pas croire que l'association étroite entre les espaces turcs et européens a pour conséquence une uniformisation des

stratégies du PKK quels que soient les espaces dans lesquels il s'inscrit après 1993 : la campagne de *Newroz* initiée en Allemagne en mars 1994 montre au contraire que le parti kurdiste peut désormais choisir tout à la fois de favoriser la mobilisation en Allemagne et d'inciter ses sympathisants à rester chez eux en Turquie.

#### **Campagne allemande contre l'interdiction du PKK - mars 1994**

Les 12 et 13 mars, lors d'une « Conférence internationale sur le Kurdistan du Nord » organisée par des organisations humanitaires (*Kurdistan Human Rights Project* et *Medico International*) à Bruxelles, le chef du PKK, dans un message aux participants, se déclare prêt à discuter avec les autorités turques dans le respect des frontières actuelles. Malgré la fin de non recevoir de la Turquie quelques jours plus tard, il appelle les Kurdes à ne pas fêter *Newroz* dans la rue, mais chez eux, en raison des risques qu'il y aurait à manifester. Alors que le début du mois de mars aurait pu annoncer une période très tendue en Turquie (levée de l'immunité parlementaire des députés du DEP, qui donnent lieu à quelques manifestations et échauffourées en Allemagne), les fêtes de *Newroz* se sont donc déroulées dans un calme relatif, tout du moins au Moyen-Orient. En Europe, la plus importante manifestation devait se dérouler à Augsburg (Bayern) en Allemagne (plusieurs milliers de personnes étaient attendues en provenance des *Länder* de Bayern, Hessen et Baden-Württemberg notamment). Mais elle est interdite au dernier moment par la municipalité, ce qui conduit à des heurts très violents avec la police et à des blocages d'autoroute. De même, des affrontements ont lieu à la *Technische Universität* de Berlin au moment où des Kurdes déploient un drapeau du PKK, désormais interdit : trois personnes tentent alors de s'immoler par le feu. Les dimanche 20 et lundi 21, des défilés sont organisés dans toute l'Europe - notamment en France et en Allemagne où le PKK est interdit - et se déroulent généralement sans incidents sauf à Wiesbaden où des affrontements opposent forces de l'ordre et sympathisants du PKK. Par ailleurs, deux jeunes femmes du PKK s'immolent par le feu le 21 mars au matin. Le lendemain, affirmant que l'attitude du gouvernement allemand à l'égard des Kurdes est intolérable et dénonçant tout à la fois la politique du gouvernement allemand vis-à-vis d'Ankara et la politique de la Turquie vis-à-vis des Kurdes, des centaines de manifestants bloquent des autoroutes, incendient des pneus et affrontent la police dans une vingtaine de lieux en Allemagne. Sept nouvelles personnes tentent également de s'immoler par le feu. Plus de 1000 personnes sont mises en examen suite à ces violences. Le 27 mars, un défilé funèbre en l'honneur des deux jeunes femmes décédées, interdit, réunit plus de 10 000 personnes à Mannheim, bien que des milliers de personnes venues d'Allemagne et d'Europe aient dû rebrousser chemin en raison des blocages policiers<sup>968</sup>.

Cette campagne est doublement singulière. Elle ne concerne tout d'abord que l'Allemagne : si des défilés ont bien lieu dans toute l'Europe les 20 et 21 mars, si de nombreux Kurdes d'Europe tentent de rallier Mannheim pour assister aux funérailles de Bedriye Taş et Nilgün Yıldırım, on assiste bien ici à un bras de fer entre le PKK et les autorités allemandes, qui ne provoquent que peu de réactions dans les autres pays européens, comme si le PKK avait décidé - dans ce cas précis - de circonscrire la mobilisation au

---

<sup>968</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°108, mars 1994 ; Stein, Gottfried, *Endkampf um Kurdistan ?...*, *op. cit.*, p. 110-114 ; Leukefeld, Karin, *So lange noch ein Weg ist...*, *op. cit.*, p. 266-267 ; Landesamt für Verfassungsschutz Berlin, *Ausländerextremismus in Berlin*, n°4, 1994, p. 35-36 ; Bayerisches Staatsministerium des Innern, *Kurdischer Extremismus*, München, 1996, p. 18-19 ; fichier PRODAT.

territoire allemand. Par ailleurs, cette campagne musclée intervient à un moment où le parti d'Öcalan modère son propre discours vis-à-vis de la Turquie et incite même ses sympathisants à rester chez eux. Peut-on alors parler d'autonomisation de la mobilisation en Allemagne, qui se développerait en fonction d'un agenda propre et non d'un agenda global ? S'il se peut qu'une telle autonomisation soit sensible au cours des événements de mars 1996 (sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre IV), il paraît plus juste de parler ici de volonté délibérée de différenciation des espaces, les débordements en Allemagne s'inscrivant dans une stratégie globale du PKK.

Selon les services de la *Verfassungsschutz*, Öcalan aurait en effet, dans une vidéo projetée lors d'une réunion à Berlin, mis en garde l'Allemagne, accusée d'être devenue l'ennemie des Kurdes et « de s'être placée du mauvais côté », position qu'elle devrait un jour payer<sup>969</sup>. Même s'il est sans doute vrai, comme nous l'ont affirmé de nombreux sympathisants du PKK, que la première cause des blocages d'autoroutes dans la région de Augsburg était l'interdiction tardive de la manifestation, il est tout aussi nécessaire de noter que le PKK n'était d'ores et déjà pas disposé à accepter les interdictions de défilé : selon certains témoignages, les cadres du PKK auraient ainsi demandé aux chauffeurs de bus contactés par radio par la police de continuer leur chemin malgré l'interdiction<sup>970</sup>. Les nombreux blocages d'autoroute du 22 mars, pour lesquels les protestataires avaient préalablement préparé des bidons d'essence et qui ont tout d'un retournement tactique de la contrainte exercée par les autorités (« puisque vous bloquez notre circulation, sachez que ça va aussi bloquer la circulation de toute l'Allemagne »), prouvent tout autant la détermination du PKK à ne pas se laisser dicter sa conduite par les autorités.

Il reste que la majorité des campagnes de mobilisation de 1994-1996 suit davantage les schémas de juin et novembre 1993, des dynamiques locales contribuant également à la prolongation des mobilisations. C'est par exemple le cas en juillet 1995, quand le PKK lance une grande campagne de solidarité avec les grèves de la faim dans les prisons turques, un an tout juste après l'enterrement de Halim Dener, jeune colleur d'affiche proche du PKK tué par des policiers à Hannover.

---

<sup>969</sup> Landesamt für Verfassungsschutz Berlin, *Ausländerextremismus in Berlin*, n°4, 1994, p. 35.

<sup>970</sup> Stein, Gottfried, *Endkampf um Kurdistan ?...*, *op. cit.*, p. 114.

### **Campagne européenne de solidarité avec les grèves de la faim dans les prisons turques et campagne contre la répression en Allemagne - juillet-août 1995**

Le 14 juillet 1995, 13 ans jour pour jour après le début de la grève de la faim de 1982, plus de 8000 détenus du PKK se mettent en grève de la faim dans une trentaine de prisons turques. Ils réclament une solution pacifique au problème kurde, une amélioration de leurs conditions de détention ainsi que l'obtention du statut de prisonnier de guerre. A l'appel du Parlement kurde en exil, fondé en avril, des dizaines de grèves de la faim de soutien sont organisées en Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Suisse, Belgique, Pays-Bas, Suède, Grèce, Russie) et même aux Etats-Unis dès le jeudi 20 juillet. Plus de 1000 personnes participent à ces grèves, qui ne sont pas limitées dans la durée. Le lundi 24, de nombreuses manifestations et occupations de médias allemands sont par ailleurs organisées en Allemagne, et, dans la nuit de lundi à mardi, une série d'attaques incendiaires en Allemagne - mais surtout dans le Baden-Württemberg - fait d'importants dégâts. Les experts de la police allemande considèrent alors que la série d'attaque est en lien direct avec la probable décision d'extradition du représentant européen du PKK (Kani Yılmaz, à qui l'on reproche justement l'organisation d'une série d'attaques incendiaires en Allemagne), de la Grande-Bretagne vers l'Allemagne - décision qui interviendra effectivement quelques heures plus tard. L'ERNK affirme d'ailleurs le lendemain que cette extradition est un complot orchestré par les Etats britannique, allemand et turc et dénonce l'Allemagne, « complice des massacres au Kurdistan ». Des manifestations de femmes proches du PKK ont également lieu le 25, notamment à Berlin, et la police intervient mercredi dans cette même ville pour déloger les grévistes de la faim, qui se réfugient dans le centre culturel kurde de Kreuzberg : une gréviste de 41 ans, Gülnaz Baghistani, décède le lendemain des suites du jeûne, de la chaleur et du stress provoqué par l'intervention musclée des forces de l'ordre. Parallèlement, les attaques incendiaires se multiplient et gagnent l'ensemble de l'Allemagne dans la nuit de mercredi à jeudi. Une dizaine d'opérations sont ainsi recensées le 26 juillet, tandis que, jeudi après-midi, un certain nombre de manifestants qui protestaient contre l'arrestation de cinq sympathisants du PKK suite aux premières attaques incendiaires dans le Baden-Württemberg, se heurtent violemment aux forces de l'ordre à Francfort, où les grévistes de la faim sont également délogés par la police : 238 interpellations sont recensées. Pour la quatrième nuit consécutive, des attaques incendiaires ont également lieu en Allemagne dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 et des manifestations sont empêchées à Francfort, où la police a établi des barrages de contrôle à toutes les entrées. Les attaques se poursuivent chaque nuit, à raison d'une dizaine par nuit, jusqu'au 30. Le 1<sup>er</sup> août, des manifestations sont organisées dans toute l'Europe (France, Belgique, Suisse, Grèce...) devant des représentations diplomatiques allemandes, tandis qu'un défilé réunissant plus de 10 000 personnes (40 000 selon les organisateurs) venues de toute l'Allemagne est organisé à Berlin en mémoire de Gülnaz Baghistani. Trois banques turques sont également incendiées dans la nuit à Hamburg. Le 2 août, un défilé funèbre réunissant 500 personnes a lieu à Osnabrück où la victime est enterrée. Un certain nombre d'attaques incendiaires ont encore lieu en Allemagne quelques jours plus tard, ainsi que des manifestations, notamment à Francfort, où les participants dénoncent les atteintes aux droits de l'Homme en Turquie, mais la semaine paraît bien moins tendue. Le 11 août, des affrontements opposent cependant des sympathisants du PKK aux forces de l'ordre au sein même de l'association où s'étaient regroupés les grévistes de la faim de Berlin, qui font plus de vingt blessés (les policiers auraient été appelés par d'autres habitants de l'immeuble). Les grèves de la faim débutées en Europe le 20 juillet cessent le 15 août, les organisateurs affirmant qu'ils ont réussi leur objectif d'alerter l'opinion publique. La grève des détenus en Turquie se termine par ailleurs le 20 août<sup>971</sup>.

Cette campagne de protestation, très tendue, est aussi l'une des plus violentes des années 1990 en Allemagne (avec celle de mars-avril 1995 : 118 attaques incendiaires recensées dans nos données « générales » en un mois tout juste), même si les événements de

---

<sup>971</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°124-125, juillet-août 1995 ; Leukefeld, Karin, *So lange noch ein Weg ist...*, op. cit., p. 273-277 ; *Kurdistan Report*, n°76, septembre-octobre 1995 ; Fichier PRODAT ; Base de données Lexis-Nexis.

Dortmund en mars 1996 sont souvent les plus cités par les observateurs. Mais cette spécificité cache un certain nombre de caractéristiques communes à la plupart des campagnes de protestations postérieures à 1993 en Allemagne. Comme on l'avait pressenti, les espaces turcs et européens sont beaucoup moins distincts ici que dans les années 1980. Les cibles sont doubles (Allemagne et Turquie simultanément) voire triples (si l'on ajoute la Grande-Bretagne qui n'a cependant pas vu d'action protestataire à son encontre) et il est extrêmement difficile de les distinguer si le parti ne prenait pas soin de les nommer : si des lieux turcs sont bien les cibles principales des actions incendiaires, le fait que ces actions n'ont lieu qu'en Allemagne montre à quel point elles font aussi partie d'un bras de fer avec les autorités allemandes. Car cette campagne montre encore une fois la spécificité de la mobilisation en Allemagne et le rôle moteur qu'elle joue à l'échelle européenne. Alors que des grèves de la faim sont organisées dans toute l'Europe le 20 juillet, la plupart des actions ont lieu en Allemagne entre le 24 et le 30 juillet, les Kurdes des autres pays européens n'organisant des manifestations (contre l'Allemagne) que le 1<sup>er</sup> août, après le décès de la gréviste de la faim de Berlin. Enfin, et même s'il semble difficile de les expliquer précisément ici, on observe comme en 1994 des dynamiques locales qui se diffusent ensuite au reste de l'Allemagne. Mais si, en mars 1994, ce sont les événements de Augsburg, Berlin puis Wiesbaden qui provoquent *une* réaction du PKK à l'échelle fédérale, il n'y a pas une, mais *de multiples* réactions souvent individuelles (les attaques incendiaires peuvent être le fait d'un seul militant ou sympathisant) et beaucoup moins coordonnées en juillet 1995. Les attaques incendiaires ont d'abord lieu essentiellement dans le Baden-Württemberg puis se diffusent rapidement dans le reste de l'Allemagne ; l'intervention policière visant à déloger les grévistes de la faim de Berlin est suivie d'une intervention très similaire à Frankfurt, où des manifestants protestaient contre les interpellations dans le Baden-Württemberg (alors que Frankfurt est situé dans le *Land* de Hessen)... Le rôle mobilisateur de certains *Länder* n'est ici sans doute pas dû au hasard ; seule une étude micro-sociologique multipliant les terrains d'enquêtes serait néanmoins à même de nous aider à mieux comprendre ces dynamiques.

Au total, ces développements ont permis de mieux saisir quels niveaux d'interaction étaient pertinents et comment ils s'articulaient concrètement à court terme. Alors que les tableaux croisés de la section 2 de ce chapitre ont mis en évidence des caractéristiques structurelles de la mobilisation, l'analyse de ces six campagnes a en effet montré comment ces évolutions structurelles étaient tout à la fois la matrice et le produit d'interactions concrètes en situation. Nous avons ainsi pu observer dans quelle mesure certains sites d'interaction

pouvaient temporairement devenir des sites « moteur », ou, si l'on veut, comment la mobilisation et sa répression dans un pays ou dans une région donnés conduisaient à d'autres mobilisations dans d'autres pays ou d'autres régions. La diffusion de la mobilisation n'est jamais un processus linéaire et mécanique, mais doit être reliée à l'évolution des connexions entre sites d'interaction, à l'importance que chaque site possède au sein du système d'interdépendance élargi du mouvement kurde, et à la hiérarchisation des systèmes d'interactions du PKK au sein de chaque site.

### ***Conclusion***

Cette section a mis en évidence un certain nombre de singularités nationales des mobilisations kurdistes, qui participent de la structuration européenne de l'action protestataire du PKK tout en en étant le produit. Ces singularités tiennent à différents systèmes d'interaction : importance numérique du groupe de référence du PKK, degré d'intérêt et de soutien des partis politiques et association, degré de polarisation de l'espace migratoire et de conflictualité avec les autres organisations originaires de Turquie, représentations des Kurdes et du PKK dans la presse, relations avec les autorités et relations que ces autorités entretiennent avec la Turquie... Et dépendent également de l'importance que les militants et sympathisants du PKK accordent à tel ou tel pays. Tenter de démêler le poids respectif de ces variables apparaît néanmoins compliqué. Il faudrait en effet raisonner « toutes choses égales par ailleurs », ce que l'analyse statistique pourrait permettre, mais qui n'aurait guère de sens d'un point de vue sociologique. Chaque variable est en effet corrélée aux autres : c'est parce que les migrants kurdes sont si nombreux en Allemagne que la question kurde a pu devenir un enjeu politique interne, incitant de nombreuses associations à soutenir la lutte du PKK ; c'est en raison de cette même importance numérique que les autorités allemandes se sont senties obligées de critiquer régulièrement la Turquie à propos de la question kurde tout en interdisant le PKK (peur d'une guerre civile entre Kurdes et Turcs en Allemagne) ; et ce sont toutes ces raisons qui ont conduit les militants et sympathisants du PKK à appréhender l'Allemagne comme un site d'interaction singulier, qui a pu constituer parfois un pôle de structuration de la mobilisation à l'échelle de l'Europe.

## Conclusion du Chapitre III

Ce chapitre avait pour objectif d'analyser les logiques qui structurent les mobilisations kurdistes en Europe et plus précisément les *référentiels* de l'action protestataire du PKK en Europe. De même que nous avons montré que les régimes de citoyenneté en Europe ne permettaient pas de saisir la construction des identités collectives et l'inscription des individus dans un horizon d'action transnational (chapitre II), nous avons montré ici que les structures politiques des pays d'accueil, leurs rythmes manifestants et leurs cycles électoraux ne semblaient pas susceptibles d'éclairer la temporalité des mobilisations kurdistes. Cela ne signifie pas pour autant que l'environnement externe n'influe pas sur la protestation. Mais comme nous en avons fait l'hypothèse en introduction, il s'avère plus juste de penser cet environnement en termes de systèmes d'*interactions effectives* et non en termes de structures politiques nationales s'imposant nécessairement aux acteurs.

Les différentes organisations kurdistes et notamment le PKK ont en effet constamment entretenu un groupe de référence « kurde » qui n'était précisément pas délimité par des frontières étatiques : en se posant comme le défenseur des Kurdes au Moyen-Orient et en envoyant de jeunes Kurdes d'Europe se battre dans la guérilla, le PKK a participé à créer et à entretenir un sentiment de solidarité profond et durable entre une partie des migrants kurdes d'Europe *et le peuple kurde* au Moyen-Orient d'une part, entre une partie des migrants kurdes d'Europe *et la guérilla* d'autre part. C'est la construction de cette convergence d'intérêts, ainsi que le travail d'homogénéisation de la protestation kurde en Europe par le PKK - dont nous avons entraperçues les modalités et que nous analyserons davantage dans le chapitre V - qui permet de comprendre la subordination structurelle des mobilisations kurdistes en Europe au site d'interaction moyen-oriental. Rien d'étonnant alors à ce que les relations entre la guérilla et l'armée turque dominant le système d'interaction du PKK avec les différentes autorités gouvernementales.

Nous avons cependant vu que l'Europe ne constituait pas un espace homogène et que l'action protestataire kurdiste s'adaptait en partie aux différents pays européens dans lesquels elle s'inscrivait. A ceci plusieurs raisons, qui tiennent à la démographie kurde, aux soutiens avérés et potentiels du mouvement kurdes, aux relations du PKK avec les autorités et aux relations que ces autorités entretiennent avec l'Etat turc. Si tous les pays ont pu ponctuellement devenir le centre névralgique de la protestation, l'Allemagne a été considérée

par le Parti d'Öcalan comme un site d'interaction essentiel au sein de son espace d'interdépendance élargi et a donc constitué à la fois un pôle structurant de la mobilisation européenne et un pays dans lequel *il ne pouvait pas perdre* : les autorités nationales y ont en effet davantage été prises pour cibles, la pression sur les associations et partis y a été plus forte, et les manifestations s'y sont avérées plus nombreuses et plus violentes. Cette dernière singularité nous incite à tenter de mieux cerner la manière dont se construisent les formes de la protestation, qui est précisément l'objet du chapitre IV.

## **CHAPITRE IV. CONTEXTE, CULTURE POLITIQUE ET FORMES DES MOBILISATIONS**



## Introduction : qu'est-ce qu'un « répertoire d'action » ?

La question des formes de l'action protestataire est depuis longtemps centrale en sociologie des mouvements sociaux. S'inscrivant dans des canaux « non-institutionnalisés » de la participation politique, l'action protestataire peut en effet prendre une multitude de formes, même si des dominantes peuvent se retrouver en fonction des périodes historiques, des pays, ou des groupes sociaux considérés. En la matière, la notion de *répertoire d'action*, élaborée par Charles Tilly à la fin des années 1970, a gagné une postérité certaine dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux, mais également bien au-delà : par la métaphore des *répertoires* musicaux (et notamment du jazz, qui permet l'improvisation autour d'un thème), elle permettait d'avancer, à l'encontre notamment des théories du choix rationnel<sup>972</sup>, que les choix des acteurs sont contraints et que les modes d'actions qui leur sont disponibles en un temps et un lieu donnés sont en général très limités. Mais la généralisation de cette notion centrale s'est accompagnée d'un certain affaiblissement de sa définition (elle en vient parfois à être devenue synonyme de « mode d'action », comme s'il n'y en avait qu'un seul<sup>973</sup>), d'autant plus que Charles Tilly a lui-même plusieurs fois précisé sa pensée. Il convient donc de revenir à la fois sur ce qui fait sa valeur heuristique ainsi que sur ses ambiguïtés.

« Dans quelle mesure un groupe préfère-t-il les moyens qu'il a déjà utilisés à d'autres qui sont théoriquement utilisables pour le même objectif ? »<sup>974</sup> La notion de « répertoire » naît chez Charles Tilly d'une constatation simple : les acteurs contestataires préfèrent en général utiliser des moyens d'action qu'ils ont déjà expérimentés. A partir d'une étude historique sur la Grande-Bretagne et la France, C. Tilly montre en effet que les formes de l'action collective évoluent lentement (sur plusieurs siècles) et sont fonction des transformations des structures économiques (concentration du capital) et politiques (démocratisation et centralisation) : d'un répertoire localisé et patronné au 18<sup>ème</sup> siècle, on serait ainsi passé à un répertoire national et autonome. Il en tire une définition de la notion de *répertoire d'action collective*, comprise « dans son acception moyenne [comme] un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités, en rendant un moyen d'actions limitées plus

---

<sup>972</sup> Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, op. cit.

<sup>973</sup> Siméant, Johanna, « Pratiques protestataires », *Genèses*, n°59, 2005, p. 2.

<sup>974</sup> Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, op. cit., p. 153. Voir aussi Tilly, Charles, « Repertoires of contention in America and Britain, 1750-1830 », in Zald, Mayer N. et McCarthy, John D., (dir.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, 1979, p. 126-155.

pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts »<sup>975</sup>. Ce répertoire, qui n'est pas directement le produit des structures politiques et économiques mais a été forgé dans les luttes qui ont accompagné les évolutions de ces structures, est censé s'appliquer « à l'intérieur d'un Etat national » même si « chaque couple (les groupes auteurs d'exigences et les objets de leurs exigences) élabore par la lutte et le marchandage sa propre version de ce répertoire »<sup>976</sup>. En 1986, C. Tilly précise que « toute population a un *répertoire* limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés », tout en notant que « chaque représentation se joue entre deux parties au moins - l'incitateur et l'objet de l'action »<sup>977</sup>. Enfin en 1995, il prend à contre-pied ses premiers écrits : « Contrairement au processus interactif que j'observais dans mes études comparatives de l'action collective, mes premières formulations supposaient qu'un seul acteur (individuel ou collectif) possédait un répertoire de moyens et le déployait stratégiquement. C'était une erreur. Chaque routine à l'intérieur d'un répertoire établi consiste en fait en une interaction entre deux parties ou plus. Les répertoires appartiennent aux configurations d'acteurs en conflit (*set of contending actors*), et non à des acteurs isolés »<sup>978</sup>.

Ainsi définie, l'application de la notion de *répertoire d'action* aux formes que prend la protestation du mouvement kurde en Europe pose un certain nombre de problèmes, qui ne sont d'ailleurs pas spécifiques au cas kurde. Cinq questions principales peuvent être distinguées, qui concernent le statut de l'action individuelle dans la pensée de C. Tilly, la variation des répertoires dans l'espace et dans le temps, la manière dont se constituent les répertoires, le choix des modes d'action au sein d'un répertoire déjà constitué, et enfin la place accordée à la violence au sein des répertoires.

---

<sup>975</sup> Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984, p. 99. C. Tilly avait proposé une définition plus concise dès 1977 (en fait 1976 sous la forme d'un *working paper* du Center for Research on Social Organization) : les répertoires étaient considérés comme des « stocks de moyens » « à disposition des gens ordinaires », fonction « des intérêts, des organisations et des opportunités pour l'action ». Cf. Tilly, Charles, « Getting it Together in Burgundy, 1675-1975 », *Theory and Society*, Vol. 4, n°4, 1977, p. 493. A noter que C. Tilly semble utiliser de manière indifférenciée les termes « répertoire d'action collective » (*repertoire of collective action*), « répertoire de la contestation » (*repertoire of contention*) et « répertoire contestataire » (*contentious repertoire*).

<sup>976</sup> Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective... », *art. cit.*, p. 96. C. Tilly avoue d'ailleurs que son modèle laisse trop de côté les différences entre groupes sociaux d'un même Etat-nation.

<sup>977</sup> Tilly, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 541 (italiques dans le texte original).

<sup>978</sup> Tilly, Charles, « Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934 », in Traugott, Michael (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, 1995, p. 30.

1. Charles Tilly a d'abord élaboré son modèle pour rendre compte de l'action protestataire *collective*, même si le terme disparaît parfois au profit de l'action protestataire. S'intéressant à l'action en faveur d'une cause politique, il souhaitait sans doute éviter de réfléchir sur un certain nombre d'actions individuelles dont la dimension *politique* aurait pu être contestée, comme la plupart des chercheurs travaillant sur les mouvements sociaux qui considèrent qu'en dessous d'un certain seuil de participants (3, 5, 10 ou 20 personnes...), un événement doit être écarté de leur analyse<sup>979</sup>. Outre qu'elle exclut arbitrairement un certain nombre d'actions pouvant relever de l'action protestataire (les grèves de la faim, les assassinats, les attaques et attentats, les actions sacrificielles, qui sont souvent le fait de personnes seules), une telle posture, qui établit une différence de nature entre action individuelle et action collective, reproduit également une dichotomie contestable instituée depuis longtemps dans la sociologie politique<sup>980</sup>. Dans le cas des mobilisations kurdes, des actions ont par exemple été lancées par des individus seuls et sans l'aval de leur hiérarchie, même s'ils portaient des revendications collectives et se réclamaient d'un collectif déjà préalablement construit. Et même dans le cas des grèves de la faim de sans papier, Johanna Siméant a montré combien la dimension individualisante de l'action conduisait les acteurs « à énoncer ce que représentent les grèves de la faim, à leur donner un sens et un aspect collectifs »<sup>981</sup>. Bref, au lieu d'exclure les actions « individuelles » de notre analyse, nous chercherons ici à saisir ce qui fait leur différence en termes d'investissement de soi, à comprendre comment elles s'articulent avec l'action « collective » et comment elles peuvent prendre place au sein d'un répertoire d'actions protestataires, pour finalement, dans le chapitre suivant, tenter plus précisément de rendre compte des raisons des pratiques auto-sacrificielles au sein du mouvement kurde.

2. Une deuxième question concerne la dimension spatiale et la dimension temporelle des répertoires. Dans les années 1970 et 1980, C. Tilly associe un répertoire à une population géographiquement et socialement située. Il parle ainsi du répertoire d'un groupe social

---

<sup>979</sup> Des actions individuelles peuvent bien sûr être organisées collectivement (assassinats, attentats...), mais au-delà, c'est la question de l'action protestataire individuelle qui est ici posée. En retravaillant la notion de « résistance », Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule ont bien montré la pertinence qu'il y avait à réintroduire l'action individuelle dans les pratiques protestataires. Cf. Fillieule, Olivier et Bennani-Chraïbi, Mounia, « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », *art. cit.*, p. 45 et suivantes. Voir aussi Péchu, Cécile, « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », *Travaux de science politique*, n° 24, Lausanne, Université de Lausanne, 2006.

<sup>980</sup> Boltanski, Luc, Darré, Luc et Schiltz, Marie-Ange, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, 1984, p. 3-40. Voir aussi Voir Maryvonne David-Jougneau, « La dissidence institutionnelle : une approche sociologique », *Revue française de sociologie*, Vol. 29, n°3, 1988, p. 471-501.

<sup>981</sup> Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, *op. cit.*, p. 237.

singulier, du « répertoire des Américains », et même du répertoire « de la classe ouvrière dans les pays occidentaux »<sup>982</sup>. Mais si les répertoires semblent à première vue essentiellement dépendre des caractéristiques d'une population<sup>983</sup>, c'est aussi que ces caractéristiques sont fortement liées dans la pensée de C. Tilly aux structures économiques et politiques en vigueur au sein d'un espace donné : dès qu'il s'engage dans une comparaison internationale, le système politique, les modes de gouvernements et les conditions économiques deviennent les variables-clés dans l'explication des différences rencontrées<sup>984</sup>, et c'est ce même type de variables qui sera mobilisé plus tard dans *La France conteste*. Les répertoires varieraient donc essentiellement en fonction des pays, ce qui n'empêcherait pas les différents groupes sociaux d'un pays d'élaborer leur propre version de ce répertoire. Les théoriciens de la « structure des opportunités politiques » n'ont pas manqué de le rappeler, et ont tenté de montrer, par des études quantitatives comparatives déjà évoquées dans le chapitre précédent, que les répertoires d'action collective en France, en Allemagne, en Suisse, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, bien que se ressemblant sur de nombreux points, étaient singuliers<sup>985</sup>. Plus récemment, certains chercheurs, tentés par le paradigme « globaliste » ont cru déceler les prémisses d'un répertoire de troisième génération (« transnational » et « solidariste »), qui serait également à relier aux transformations politiques et économiques affectant l'ensemble de la planète<sup>986</sup>. La plupart des sociologues des mobilisations s'entendent ainsi pour affirmer que les répertoires au sein d'un pays donné sont - directement ou indirectement - le produit des structures politiques ou du type de régime politique de ce même pays<sup>987</sup>.

Mais qu'en est-il alors des mouvements transnationaux, opérant sur une pluralité de territoires ? L'action protestataire kurdiste en Europe pose en effet la question du ou des

---

<sup>982</sup> Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p. 153-159.

<sup>983</sup> Parmi les éléments censés expliquer la naissance d'un répertoire, quatre sur cinq concernent les caractéristiques de la population concernée (conception du droit et de la justice en vigueur au sein d'une population, routines quotidiennes d'une population, organisation interne de la population et expérience accumulée des actions collectives précédentes), le dernier élément étant la répression au sein du monde où vit cette population. *Ibid.*, p. 156.

<sup>984</sup> *Ibid.*, p. 163-171.

<sup>985</sup> Voir par exemple Kitschelt, Herbert P., « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, n°16, 1986, p. 57-85.

<sup>986</sup> Cohen, Robin et Rai, Shirin (dir.), *Global Social Movements*, Londres, The Athlone Press, 2000, p. 15. Il reste, comme le souligne Johanna Siméant, que ces auteures ne semblent pas vraiment faire de différence entre contexte politique démocratique et autoritaire, et que leur propre définition de la notion de répertoire, qui inclut une dimension organisationnelle et une dimension idéologique, tend à leur faire pointer des nouveautés qui concernent non pas exclusivement des modes d'action mais également des revendications. Cf. Siméant, Johanna, « Solidarisme et solidarité dans les mobilisations transnationales », in Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, *op. cit.*, p. 79-80.

<sup>987</sup> Un des derniers ouvrages de C. Tilly revient sur les liens entre types de régime politique et répertoires d'action. Voir Tilly, Charles, *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

répertoires d'un mouvement implanté dans plusieurs pays : le stock de techniques protestataires du mouvement kurde, et plus particulièrement du PKK, est-il spécifique à chaque pays ou au contraire est-il relativement uniforme par delà les frontières nationales ? On sait certes que le PKK n'a jamais mené de lutte de guérilla en Europe, ce qui viendrait confirmer l'importance du contexte politique dans la production des répertoires d'action. Mais nous avons également vu dans le chapitre III qu'il existait une véritable dynamique protestataire à l'échelle européenne, relativement indépendante des contextes politiques dans lesquels elle s'inscrit : en est-il alors de même du répertoire d'action du mouvement ?

En 1995, cherchant sans doute tout autant à rectifier sa première définition - trop substantialiste car essentiellement axée sur les caractéristiques sociales d'une population ? - qu'à échapper à un raisonnement trop structuraliste, C. Tilly revient sur sa définition des répertoires et affirme qu'ils « appartiennent aux configurations d'acteurs en conflit, et non à des acteurs isolés »<sup>988</sup>. Cette définition, davantage relationnelle, a le mérite de chercher à penser ensemble les actions et réactions des contestataires et de leurs adversaires, et vise à intégrer à la fois les perceptions différenciées des acteurs et le contexte dans lequel ils se meuvent. En cela, elle permet déjà de mieux comprendre en quoi certains groupes sociaux peuvent avoir des répertoires différents au sein d'un pays donné, tout en évitant un raisonnement mono-causal par les caractéristiques sociales de ces groupes. Elle ouvre également la voie à une vision moins figée et plus mouvante des répertoires (une configuration peut changer rapidement), et pourrait permettre de mieux rendre compte des innovations techniques. Mais elle pose aussi un certain nombre de questions. Tout changement de configuration engendre-t-il une redéfinition du répertoire des acteurs en conflit ? En ce qui nous concerne, l'interdiction du PKK en Allemagne en 1993 a-t-elle conduit à l'adoption d'un nouveau répertoire ? Si une telle hypothèse se confirmait, elle viendrait relativiser les premières observations de C. Tilly sur la stabilité des répertoires à long terme. S'il s'avérait par ailleurs que le répertoire du mouvement kurde est à peu près similaire dans tous les pays européens, comment expliquer alors que des configurations très différentes (l'importance des soutiens au PKK varie fortement selon le pays considéré, certains gouvernements sont plus tolérants vis-à-vis du parti d'Öcalan, etc.) produisent des répertoires identiques, sinon en revenant aux caractéristiques sociales de la population kurde

---

<sup>988</sup> Tilly, Charles, « Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934 », *art. cit.*, p. 30.

et à la structuration du PKK en Europe, variable que C. Tilly semble avoir abandonné, ou tout du moins fortement dilué dans les interactions entre protagonistes ?

3. Cette question nous mène directement à notre point suivant : C. Tilly ne nous dit que peu de choses sur la manière dont se forment concrètement les répertoires d'action. Chez C. Tilly en effet, la notion de répertoire est intimement liée à l'idée que les acteurs *réutilisent* les modes d'action qu'ils ont déjà expérimentés : c'est l'« expérience accumulée des acteurs » qui crée la familiarité avec certains modes d'action<sup>989</sup> et c'est la familiarité avec ces modes d'action qui crée le répertoire<sup>990</sup>. Si des migrations importantes ont lieu dès le 19<sup>ème</sup> siècle, l'argument de Charles Tilly se fonde en effet plutôt sur la sédentarité et l'autochtonie, qui seuls peuvent permettre, par l'observation prolongée et l'apprentissage de techniques de lutte déjà usitées antérieurement, la transmission d'un répertoire et sa re-production. Qu'en est-il alors des populations sans « réelle » mémoire des mobilisations précédentes du pays où elles habitent ? Qu'en est-il des groupes dont les membres ou les responsables se renouvellent souvent ? Dans le cas qui nous concerne, comment des populations turques/kurdes immigrées depuis peu, encadrées par des responsables qui se succèdent rapidement, vont-elles agir lorsqu'elles vont se mobiliser ? En re-produisant - au moins en partie - un répertoire déjà institutionnalisé en Turquie, en s'accaparant le répertoire en vigueur dans leur pays de résidence, en inventant de nouveaux modes d'action, ou en se « bricolant » un répertoire propre, composé à la fois de modes d'action importés de l'espace politique turc et réinventés et de modes d'action couramment utilisés en Europe et adaptés aux fins poursuivies par le mouvement<sup>991</sup> ?

On le voit, la question cruciale est ici celle de la « diffusion » (spatiale mais aussi d'une population à une autre en un même lieu) des techniques de protestation, idée déjà avancée par C. Tilly en 1978, mais dont l'étude en sociologie des mouvements sociaux ne

---

<sup>989</sup> Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective... », *art. cit.*, p. 99.

<sup>990</sup> Dans *From Mobilization to Revolution*, C. Tilly distingue quatre modèles de (constitution du) répertoire, classés en fonction de la variable « préférence pour la familiarité » : le modèle de « pure efficacité » dans lequel les acteurs choisissent les moyens les mieux adaptés aux fins poursuivies, le modèle d'« avantage à la familiarité » dans lequel la familiarité n'est qu'un facteur parmi d'autres dans le choix des modes d'action, le modèle du « répertoire flexible » dans lequel les acteurs ont tendance à réutiliser des moyens déjà expérimentés mais restent ouvert à l'innovation, et le modèle du « répertoire rigide » dans lequel les acteurs réutilisent toujours des modes d'action déjà expérimentés. Pour C. Tilly, la notion de répertoire ne vaut que pour les troisième et quatrième modèles, le troisième modèle étant par ailleurs celui qui serait le plus répandu. Cf. Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p. 153-155.

<sup>991</sup> Sur le bricolage et le syncrétisme, voir notamment Bastide, Roger, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, 3<sup>ème</sup> série, vol. 21, 1970, p. 65-108 ; Lévi-Strauss, Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 27 ; Mary, André, *Le bricolage africain des héros chrétiens*, Paris, Cerf, 2000.

s'est répandue qu'à partir du tournant « transnational » de la discipline au cours des années 1990, notamment à partir de l'exemple du répertoire gandhien<sup>992</sup>. Au-delà, si l'on émet l'hypothèse (à vérifier) que les processus de transnationalisation interdisent tout « placage » d'un répertoire donné dans un contexte différent de celui qui l'a vu naître, et si l'on croit - comme l'affirme C. Tilly sans vraiment en tirer toutes les conséquences - qu'il existe bien plusieurs versions d'un même répertoire (qui correspondent à différentes populations mobilisées) au sein d'un pays donné, dans quelles versions du répertoire vont puiser les militants du mouvement kurde ? Bref, si l'hypothèse de la familiarité peut expliquer pourquoi certains modes d'actions sont *réutilisés* et participent de la constitution d'un répertoire (hypothèse qui ne va pas de soi pour tous les groupes)<sup>993</sup>, elle ne peut rendre compte de la manière dont certains modes d'action en viennent à être *utilisés* (le choix des divers modes d'action qui pourront ensuite former un répertoire initialement vierge), sauf à démontrer par exemple que c'est bien la proximité de position ou de situation ressentie avec un groupe A qui va pousser un groupe B à s'engager dans des actions déjà expérimentées par le groupe A<sup>994</sup>.

---

<sup>992</sup> La problématique de la diffusion a d'abord été essentiellement associée à l'élargissement spatial de la mobilisation. Sur la diffusion des idéologies et des *techniques* protestataires (mais aussi des techniques de maintien de l'ordre), voir notamment McAdam, Doug et Rucht, Dieter, « The Cross-National Diffusion of Movements Ideas », *The Annals of the American Academy for Political and Social Science*, n°528, juillet 1993 ; Tarrow, Sidney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 193-194 ; Chabot, Sean et Duyvendak, Jan W., « Globalization and Transnational Diffusion between Social Movements : Reconceptualizing the Dissemination of the Gandhian Repertoire and the "Coming Out" Routine », *Theory and Society*, Vol. 31, n°6, 2002, p.697-740 ; Chabot, Sean, « Transnational diffusion and the African American Reinvention of the Gandhian Repertoire », in Smith, Jackie et Johnston, Hank (dir.), *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements*, New York, Rowman & Littlefield, 2002, p. 97-114 ; Scalmer, Sean, « The Labor of Diffusion : The Peace Pledge Union and The Adaptation of The Gandhian Repertoire », *Mobilization*, Vol. 7, n°3, p. 269-286 ; McCarthy, John D., McPhail, Clark, Crist, John, « The Diffusion and Adoption of Public Order Management Systems », in Della Porta, Donatella, Kriesi, Hanspeter, Rucht, Dieter (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, New York, St Martin's Press, Basingstoke, Macmillan, 1999, p. 71-94.

<sup>993</sup> A l'échelle de plusieurs campagnes de protestation, Jean-Gabriel Contamin a par exemple montré, à partir certes du cas d'un groupe doté de fortes compétences intellectuelles et prédisposé à la réflexion et à l'argumentation, que le choix de l'action semblait « très loin d'un "cela-va-de-soi pré-réflexif" et [que ] les appels à l'expérience accumulée, aussi fréquents qu'ils [fussent], n'[intervenait] que dans un second temps [après proposition d'une multitude d'alternatives], une fois que la communauté s'[était] déjà accordée pour privilégier des modes d'action déjà utilisés ». J.-G. Contamin en déduit un modèle des « avantages comparatifs » tiré de la théorie ricardienne : « si un groupe donné tend à répondre de manière identique aux dilemmes pratiques que pose l'action collective dans des configurations variées, ce serait d'abord du fait de la relative pérennité des avantages et des désavantages comparatifs dont bénéficierait ce groupe quelles que soient les situations ». Contamin, Jean-Gabriel, « Le choix des armes : les dilemmes pratiques d'un mouvement de doctorants et le modèle des avantages comparatifs », *Genèses*, n°59, 2005, p. 17 et 19.

<sup>994</sup> Hypothèse que C. Tilly n'envisage pas vraiment. A propos des évolutions graduelles pouvant affecter un répertoire *déjà constitué*, il émet certes l'hypothèse que ces changements peuvent intervenir par l'imitation d'autres groupes ou par l'innovation mais semble considérer que ce mimétisme est d'ordre stratégique (calcul coûts/avantages) et non lié au sentiment d'une proximité de position ou de situation. Cf. Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p. 155.

4. Par ailleurs, l'hypothèse de la familiarité ne permet pas d'expliquer le « choix », dans une situation donnée, de tel ou tel mode d'action au sein d'un répertoire d'ores et déjà constitué de modes d'action quelque peu familiers<sup>995</sup>. *Constitution* d'un répertoire et *utilisation concrète des modes d'action* de ce répertoire sont en effet deux choses bien différentes, que C. Tilly ne semble pas vraiment distinguer. Dans *From Mobilization to Revolution*, et si l'on retient le modèle du « répertoire flexible », tout se passe comme si les acteurs choisissaient généralement - et indépendamment de la situation - le mode d'action qui leur est *le plus familier*. Les écrits ultérieurs de C. Tilly avancent néanmoins d'autres pistes. Si l'on retient l'« acception moyenne » du répertoire définie en 1984, alors le choix d'un mode d'action pourra dépendre de son caractère pratique, de son attractivité, de l'expérience que l'on en a et des stratégies des autorités<sup>996</sup>. Enfin, en 1995, le répertoire devient « un stock limité de routines, qui sont apprises, partagées et mises en œuvre à travers un processus de choix relativement délibéré » et qui sont adaptées « aux circonstances immédiates et aux réactions des adversaires, autorités, alliés, observateurs, objets de l'action et autres gens investis de quelque manière dans la lutte »<sup>997</sup>.

Bien que ces définitions ne s'appliquent pas directement à notre objet (elles portent toutes sur la *constitution* du répertoire), elle peuvent nous inciter à penser que le choix d'un mode d'action au sein d'un répertoire dépend, en premier lieu, des expériences précédentes du groupe mobilisé, de la perception que ses membres ont de la situation présente et des interactions avec le ou les adversaires de ce groupe. La complexification de la notion de répertoire s'est cependant accompagnée d'un assouplissement des contraintes pesant sur le choix des modes d'action (de la « préférence pour la familiarité » à « un processus de choix relativement délibéré »), ou, si l'on veut, d'un élargissement des marges de manœuvre des acteurs. Or, il se pourrait aussi que le répertoire soit *structuré*, c'est-à-dire qu'il ne soit pas réductible à une somme de modes d'actions mais que des interrelations relativement stables existent entre les modes d'action qui le composent<sup>998</sup>. De même, si l'on prend au sérieux l'idée les répertoires dépendent fortement des - voire « appartiennent aux » - « configurations d'acteurs en conflit », il se pourrait qu'à des situations perçues comme similaires

---

<sup>995</sup> Nous employons le terme « choix » sans bien sûr oublier d'une part que c'est un choix au sein d'un répertoire donné et que ce choix est également contraint par les ressources et les compétences des acteurs, le jeu des adversaires et des concurrents, bref, l'univers des possibles lié à une situation donnée.

<sup>996</sup> Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective... », *art. cit.*, p. 99.

<sup>997</sup> Tilly, Charles, « Contentious Repertoires in Great-Britain... », *art. cit.*, p. 26 et 27.

<sup>998</sup> Ennis, James G., « Fields of Action : Structures in Movements' Tactical Repertoires », *Sociological Forum*, Vol. 2, n°3, 1987, p. 522 et Contamin, Jean-Gabriel, « Le choix des armes... », *art. cit.*, p. 13-14.

correspondent systématiquement certains modes d'action, ou que les modes d'action varient régulièrement en fonction des cibles des acteurs protestataires<sup>999</sup>. Enfin, il faudrait sans doute insister sur la temporalité des échanges de coups, qui pourrait finalement déterminer la manière dont les modes d'actions seront mobilisés en situation : soit le temps laissera de la place aux calculs, soit l'immédiateté nécessitera de se rabattre sur le ou les modes d'action qu'*impose* la situation. Il apparaît donc également nécessaire de faire varier les échelles temporelles d'analyse.

A l'échelle d'un cycle de mobilisation, de nombreux spécialistes ont d'ores et déjà cherché à comprendre comment certains modes d'action étaient privilégiés aux dépens d'autres. Ainsi, S. Tarrow a par exemple montré que « la plupart des groupes protestataires essaient d'épuiser les formes traditionnelles de protestation avant de se tourner vers des actions plus perturbatrices », tendance confirmée sur d'autres terrains par Dieter Rucht et Donatella della Porta, qui ajoute cependant que des modes d'action violents peuvent également être utilisés au début d'un cycle à des fins d'accès au champ politique<sup>1000</sup>. Mais toutes ces études, dont les conclusions mériteraient d'être confrontées au cas kurde, s'inscrivent dans la moyenne durée et ne rendent pas compte des « dilemmes pratiques » que rencontrent les acteurs au cours d'une vague de mobilisation précise, au cours d'une campagne de protestation donnée, ou au cours d'une interaction de face-à-face avec la cible de la revendication. C'est précisément sur cette question qu'un certain nombre de chercheurs ont, en France, commencé à travailler. En plus de l'étude de Jean-Gabriel Contamin déjà citée (à l'échelle de plusieurs campagnes de mobilisation), Michel Dobry a par exemple montré (à l'échelle d'une seule campagne) comment la manifestation a pu devenir le mode d'action par excellence du mouvement étudiant de novembre-décembre 1986 : alors que diverses formes d'action sont utilisées au début de la campagne de protestation, l'entrée en scène des lycéens provoque le recentrage de l'action autour des manifestations qui deviennent rapidement, aux yeux des acteurs mobilisés, « le seul moyen d'agir ayant de sérieux effets externes », sans que

---

<sup>999</sup> Dans un cadre national, les cibles repérées correspondent le plus souvent à l'Etat ou aux acteurs économiques dominants, que la sociologie des mouvements sociaux n'a d'ailleurs que très rarement distingués : on ne s'adresse pourtant sans doute pas de la même manière au gouvernement et aux dirigeants de sa propre entreprise. Il pourrait donc exister, au sein d'un répertoire, un mode d'action spécifique pour chaque cible, voire des modes d'actions utilisés uniquement pour telle ou telle cible. Il n'y aurait pas alors *un* mais *des* répertoires propres à chaque configuration d'acteurs en conflit, ce que tendent à négliger l'ensemble des utilisateurs de la notion.

<sup>1000</sup> Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder...*, *op. cit.*, p. 70 ; Rucht, Dieter, « The Strategies and Action Repertoires of New Movements », in Dalton, Russel J. et Kuechler, Manfred (dir.), *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 156-175. Della Porta, Donatella, *Social Movements, Political Violence and the State*, *op. cit.*, p. 50 et suivantes.

des « calculs » ne soient à l'origine de ce recentrage<sup>1001</sup>. De même, Olivier Fillieule s'est penché sur les interactions de face-à-face au cours d'un même événement manifestant et a bien montré en quoi les stratégies d'action dépendaient fortement de la perception différenciée des opportunités d'une part (qu'il associe à la culture des groupes mobilisés), et, d'autre part, en quoi les événements protestataires constituaient, assez souvent, des séquences combinant plusieurs modes d'action successifs (20 à 30% des événements de son corpus), soit du propre fait des manifestants (qui organisent par exemple un sit-in au moment d'un rassemblement) soit en raison des interactions avec les forces de l'ordre (barricades, affrontements, etc.)<sup>1002</sup>. Ces derniers types d'études invitent alors à mieux distinguer les modes d'action qui relèvent d'une temporalité immédiate et réactive de ceux qui relèvent davantage de choix tactiques à moyen terme ou de choix stratégiques à plus long terme. C'est également en ce sens qu'il conviendra alors d'étudier les modalités de choix des modes d'action du mouvement kurde en Europe.

5. Enfin, un dernier point - que nous avons déjà commencé à dévoiler - a trait à la place accordée à la violence dans les répertoires d'action protestataire et à la définition de la « violence » dans la protestation. Passons d'abord sur le caractère nécessairement collectif de l'action dans la pensée de C. Tilly, ce qui l'amène à exclure toute forme d'action violente individuelle, même au nom d'un collectif : cette exclusion pose les mêmes problèmes que ceux que nous avons mentionnés dans notre premier point. Plus important, la violence apparaît chez C. Tilly presque comme un élément extérieur, accidentel, qui n'émerge qu'inopinément dans les interactions entre protagonistes d'un conflit : « rien, pourtant, n'oblige qu'une action collective qui obéit à des règles soit toujours calmes et non sanglantes : les règles du football ne protègent pas toujours des *accrocs* sur le terrain »<sup>1003</sup>. La violence ne semble donc pas faire réellement partie du répertoire<sup>1004</sup> et il apparaît impossible de regrouper sous le terme de « violence » un certain nombre de *modes d'action* pouvant être considérés comme « violents » (caillassages, attaques, passages à tabac, affrontements, incendies volontaires, etc.). Le célèbre tableau expliquant l'évolution du répertoire d'action collective en France dans *La France conteste* ne fait d'ailleurs référence à aucun mode

---

<sup>1001</sup> Dobry, Michel, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in Favre, Pierre, *La manifestation, op. cit.*, p. 362 et 358.

<sup>1002</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 205-228.

<sup>1003</sup> Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective... », *art. cit.*, p. 99 (italiques ajoutés).

<sup>1004</sup> Même s'il arrive que C. Tilly cite des modes d'action violents pouvant être constitutifs d'un répertoire. Il cite par exemple les détournements d'avion, les mutineries, les rébellions, les combats entre villages, les auto-immolations collectives, les lynchages, les vendettas... pour néanmoins les oublier ensuite. Cf. Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution, op. cit.*, p. 153.

d'action violent<sup>1005</sup>. Pour se convaincre du caractère « accidentel » de la violence dans la pensée du C. Tilly des années 1970-1980, il n'y a qu'à lire la première page d'un de ses ouvrages récents, où il regrette d'avoir autrefois considéré la violence uniquement comme le « co-produit de négociations qui n'étaient pas en elles-mêmes intrinsèquement violentes »<sup>1006</sup>.

Or, la même perspective imprègne les travaux d'Olivier Fillieule en France : alors même que celui-ci reconnaît la nécessité de concevoir la manifestation comme une séquence qui implique parfois la combinaison de plusieurs modes d'action, le répertoire contemporain qu'il met en évidence écarte étrangement tout mode d'action violent, excepté les « opérations commandos » et les « séquestrations », dont le caractère violent - on le reconnaîtra volontiers - n'est pas systématique<sup>1007</sup>. Dans son analyse de l'émergence de la violence dans les interactions manifestantes, il emploie par contre le terme « type d'action [violente] », qui semble utilisé pour décrire une « famille » de modes d'action violents, « action violente » pour décrire en fait un « mode d'action violent »<sup>1008</sup>, et « manifestations violentes » pour décrire en général une séquence débutée par un mode d'action pacifique (rassemblement, défilé, occupation, etc.) qui « a mal tourné ». Étonnamment par contre, le maintien de l'ordre se fonde sur « toute une panoplie de moyens techniques [...] qui constituent en quelque sorte le *répertoire d'action* des interventions », ce « *répertoire* [reposant] essentiellement sur l'usage des gaz lacrymogènes, et, de manière moins systématique, sur les canons à eau »<sup>1009</sup>, moyens dont on conviendra qu'ils ne sont pas spécialement pacifiques mais qui ne sont jamais décrits comme « violents »<sup>1010</sup>. Bref, comme chez Charles Tilly, les répertoires d'action - qu'ils soient manifestant ou policier - ne semblent pas comprendre de *modes d'action* « violents », alors même que les définitions de la violence manifestante et de la violence policière retenues par O. Fillieule font bien référence à des *actions* singulières<sup>1011</sup>.

---

<sup>1005</sup> Tilly, Charles, *La France conteste...*, *op. cit.*, p. 548.

<sup>1006</sup> Tilly, Charles, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. vi. Il fait ici référence à un passage de *From Mobilization to Revolution* (*op. cit.*, p. 177).

<sup>1007</sup> Ce n'est pas le cas d'Ayşen Uysal, qui considère les « actions très violentes » comme faisant partie du répertoire contemporain en Turquie. Mais la « violence » est également appréhendée par l'auteure comme une « forme d'action » sans que justement soit posée la question des formes qu'elle prend. Cf. Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, *op. cit.*, p. 350 et 407.

<sup>1008</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 119, p. 155 et p. 309 par exemple.

<sup>1009</sup> *Ibid.*, p. 300 et 301 (italiques ajoutés). La notion de « répertoire d'action policier » est également utilisée p. 97.

<sup>1010</sup> Même si, comme le note Olivier Fillieule, le caractère « violent » de ces modes d'action dépend de perceptions différenciées : les forces de l'ordre ont tendance à percevoir les canons à eau comme le mode d'action le plus pacifique de leur répertoire, puis viennent les gaz lacrymogènes et la charge, alors que les manifestants tendent à évaluer ces modes d'action selon une gradation exactement inverse. *Ibid.*, p. 97.

<sup>1011</sup> « Toute action protestataire et/ou policière dans laquelle la réunion de plusieurs personnes à des fins politiques (ou si l'on préfère, revendicatives) a pour effet de provoquer des blessures corporelles et/ou des dégâts

Or, une telle approche court selon nous plusieurs risques. Elle tend d'abord, et bien que les deux auteurs s'en défendent, à établir une différence de nature entre action pacifique et action violente, comme si la première correspondait à des techniques protestataires routinisées employées de manière plus ou moins stratégique, et que la deuxième n'était que le fruit de l'autonomisation - au moins partielle - de processus interactifs. Or, si la violence peut effectivement parfois s'autonomiser, c'est-à-dire relever de processus qui ne sont plus contrôlés par les acteurs qui les ont déclenchés (voire en dépit de leur volonté), elle peut également être utilisée volontairement et de manière préméditée, et même être d'un recours presque banal en raison d'une socialisation particulière. D'autre part, et même si Olivier Fillieule note justement que « les identités collectives propres à certains groupes contestataires peuvent être quelques fois fondées sur le recours à la violence »<sup>1012</sup>, s'il note que dans certaines situations, la vengeance, la haine, la volonté de régler des comptes « expliqu[ent] largement le recours à la violence »<sup>1013</sup>, une telle approche n'en tend pas moins à concevoir la violence uniquement dans le cadre d'un processus de négociations<sup>1014</sup> ou de négociations rompues<sup>1015</sup>. Là encore, il nous semble que la violence peut également s'inscrire dans un processus de *non-négociation*, même dans le cas de violences apparaissant au cours d'une manifestation préalable (volonté de ne pas perdre la face, de ne pas plier devant des injonctions manifestement injustes, etc.). Ces deux mises en garde ne signifient aucunement que nous postulons le caractère toujours prémédité de la violence ainsi que son inscription nécessaire dans des processus de non-négociation : nous verrons d'ailleurs que le cas kurde permet également souvent - comme d'autres groupes sociaux mobilisés - de confirmer les hypothèses de C. Tilly et O. Fillieule. Mais conserver en mémoire ces questions pourra nous aider à mieux comprendre un certain nombre d'actions ne semblant pas relever de ce modèle.

---

matériels dans le domaine public ou privé et tend à modifier la situation des protagonistes dans une situation d'échanges de coups » (*ibid.*, p. 98).

<sup>1012</sup> Pour une lecture « culturelle » des actions « musclées » de la CGT en France, voir aussi Sommier, Isabelle, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures et Conflits*, n°9-10, 1993, p. 341-366.

<sup>1013</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 155-158.

<sup>1014</sup> Cf. la définition que donne O. Fillieule de la violence. Comme nous l'avons signalé plus haut, Olivier Fillieule ne parvient à cette définition que par l'exclusion des « actes terroristes », qui - selon lui - « relèvent plus d'une logique de la terreur que d'une logique de la revendication, même violente » (*ibid.*, p. 44). Nous avons montré au début du chapitre III en quoi ce postulat nous paraissait discutable.

<sup>1015</sup> Dans l'ouvrage de Charles Tilly *The Politics of Collective Violence* (2003), cette dimension ne fait plus l'objet que d'un seul chapitre (p. 194-220).

Au total, et bien que l'exemple sur lequel nous nous fondons ne nous permette pas de répondre à toutes les questions soulevées ici (difficultés à savoir si le choix d'un mode d'action a fait l'objet de débats, impossibilité de connaître les modes d'action finalement écartés par les protagonistes par exemple), nous chercherons dans ce chapitre à vérifier trois hypothèses principales.

La première est que la constitution du répertoire du PKK, c'est-à-dire les processus qui conduisent ses militants et sympathisants à *utiliser* certains modes d'action en Europe (avant peut-être de les *réutiliser* ensuite) doit d'abord être rapportée au système d'interaction interne au parti (expérience des luttes antérieures ou simultanées en Turquie) ainsi qu'aux relations qui se nouent avec d'autres organisations de la gauche turque et kurde et avec certaines organisations des pays de résidence : c'est le sentiment de proximité sociale ou politique avec certains groupes et mouvements qui semble conditionner l'expérimentation de tel ou tel mode d'action. Nous verrons néanmoins que le choix des modes d'action à expérimenter dépend également de l'idée que les acteurs se font des relations avec les médias et avec les autorités, même si l'influence de ces systèmes d'interaction apparaît davantage « en creux » (les relations ne sont pas encore stabilisées) car médiatisés par l'expérience qu'en ont les autres organisations et mouvements. Si nous ne pouvons par contre expliquer ce qui pousse les militants et sympathisants à *réutiliser* certains modes d'action (nous ne pourrions vraiment tester l'hypothèse de la familiarité ou celle des « avantages comparatifs »), nous verrons que le stock de modes d'action utilisés s'avère très stable dans la durée et finalement très peu dépendant des interactions avec les autres acteurs : si l'on exclut les menaces de suicide et les actions sacrificielles (qui apparaissent en 1993), aucun nouveau mode d'action ne sera utilisé par les militants et sympathisants européens du PKK après 1987, ceux-ci préférant donc réutiliser des modes d'action déjà expérimentés.

Notre deuxième hypothèse est que si l'on peut considérer un répertoire comme un stock limité de modes d'action, il ne s'y réduit pas. Il convient en effet également de s'intéresser à ce que nous appellerons la *structure* du répertoire, c'est-à-dire à la place accordée à tel ou tel mode d'action au sein du répertoire. En poussant cette idée à son terme, on pourrait même dire que si deux groupes A et B utilisent exactement les mêmes modes d'action, mais que le groupe A a une nette préférence pour tel mode d'action et que le groupe B utilise plus souvent tel autre, alors le répertoire de chaque groupe sera différent. Sans aller jusque-là (à partir de quel degré de différence dans la fréquence des modes d'action utilisés

doit-on considérer les répertoires comme distincts ? Est-ce que des variations périodiques de préférences entre les deux groupes induisent également des répertoires distincts ?), n'est-ce pas en ces termes qu'il faudrait comprendre l'idée de C. Tilly selon laquelle il existe différentes versions d'un même répertoire ? Dans le cas du PKK en Europe, nous montrerons d'abord que le stock de modes d'action du répertoire est remarquablement similaire dans tous les pays européens et que la structure de ce répertoire varie peu selon les différents sites d'interaction considérés, ce qui vient contredire l'idée que les répertoires sont fonction des structures politiques d'un pays donné : seule l'Allemagne, pour des raisons qu'il conviendra une nouvelle fois d'éclaircir, se démarque légèrement des autres pays européens, notamment en ce qui concerne le recours aux attaques incendiaires. Mais nous verrons également que la structure du répertoire européen du PKK évolue dans le temps et que cette évolution semble d'abord devoir être reliée aux interactions entre le mouvement kurde et l'Etat turc au Moyen-Orient. Plus précisément, nous montrerons qu'à certains modes d'action semblent correspondre des objectifs précis, et que c'est la variation des cibles de la protestation qui permet en partie d'expliquer l'évolution de la structure du répertoire.

Enfin, notre troisième hypothèse est que la violence peut faire partie d'un répertoire : les affrontements, les saccages, les attaques incendiaires et même les immolations par le feu, bien que plus violents que les défilés, les blocages ou les occupations, n'en constituent pas moins des modes d'action qui relèvent d'une même analyse. Il est donc possible d'observer des périodes durant lesquelles des modes d'actions violents sont davantage usités, des sites d'interaction où émergent plus souvent des affrontements et des saccages, etc. Par « modes d'action violents », nous entendons donc ici « tout mode d'action protestataire qui a pour effet de produire des blessures corporelles ou des dégâts matériels »<sup>1016</sup>. Cette définition écarte délibérément la question des logiques qui sous-tendent ces modes d'action : il ne semble en effet pas pertinent de distinguer des familles de modes d'action en fonction de leur logique d'utilisation, c'est-à-dire selon qu'ils visent ou non la négociation. Nous verrons que des affrontements peuvent intervenir « parce qu'il faut tenir la position à tout prix » et que les attaques incendiaires peuvent viser *in fine* la négociation, et inversement. Pour autant, nous verrons également que l'utilisation de modes d'action violents doit aussi parfois être rapportée à des « effets émergents », non contrôlés par les acteurs. Et que les attaques incendiaires pourraient, malgré tout, relever de logiques singulières, déterminées surtout par les relations

---

<sup>1016</sup> De manière analogue, seront considérés comme « modes d'action violents » des forces de l'ordre « tout mode d'action policière qui a pour effet de produire des blessures corporelles ou des dégâts matériels ».

que le PKK entretient avec d'autres mouvements de la droite radicale et par le système d'interaction interne au parti d'Öcalan.

## **Section 1. La composante culturelle des répertoires**

### ***Introduction***

Dans cette section, nous chercherons d'abord à rendre compte de la constitution du répertoire d'action du PKK en Europe. Nous verrons que ce processus semble obéir à des logiques d'importation de techniques utilisées par la composante « turque » du mouvement, de mimétisme et de réappropriation de modes d'action utilisés par différents groupes en Europe (palestiniens, arméniens, autres groupes turcs, syndicats ou mouvements d'immigrés), de choix enfin des techniques les plus à même d'incarner la lutte du mouvement kurde, de toucher les médias et de ne pas heurter trop durement les Etats européens. Dans un second temps, on s'intéressera à la structure du répertoire du mouvement kurde, c'est-à-dire à la place qu'y occupent les différents modes d'action. On verra que le choix des modes d'action dépend en premier lieu des évolutions de la guerre au Moyen-Orient et que la structure du répertoire est donc relativement uniforme en Europe. Néanmoins, comme nous l'avons déjà entraperçu dans les chapitres II et III, les logiques apparaissent plus complexes en Allemagne, où l'usage de certains modes d'action ne peut être compris qu'en référence à différents systèmes d'interaction, et notamment au système d'interaction interne au PKK.

### ***A. Comment se constitue le répertoire d'un mouvement ?***

#### *1. Le répertoire contestataire de la Turquie des années 1960-1970 : un état des lieux*

L'analyse du répertoire contestataire de la Turquie contemporaine bute sur un certain nombre de problèmes. Le premier est lié aux trois coups d'Etat qui bouleversent l'arène politique mais également l'espace des mobilisations en 1960, 1971 et 1980. Si le coup d'Etat de 1960 marque le début d'une « normalisation » de l'action protestataire, ceux de 1971 et 1980 conduisent au contraire à un coup d'arrêt brutal des mobilisations, qui ne reprennent réellement (et faiblement après le coup d'Etat de 1980) que deux ou trois ans après la prise de pouvoir des militaires. Un autre problème tient au caractère assez peu unifié de l'espace politique turc : bien que l'Etat turc soit souvent considéré comme un Etat « fort » doté d'une grande tradition centralisatrice, il est aussi peu à même de développer des politiques publiques « homogènes » et efficaces sur l'ensemble de son territoire, le poids des institutions de

sécurité étant d'ailleurs révélateur du peu de légitimité des pouvoirs publics<sup>1017</sup>. Enfin, si l'on peut trouver chez les différents mouvements de Turquie de véritables *stratégies de protestation* (du fait surtout des syndicats), les *stratégies de contestation directe* existent également chez les militants de la gauche radicale - qu'elle soit turque ou kurde - et les *stratégies de réseaux informels*<sup>1018</sup>, qui ne passent pas forcément par l'espace public, sont particulièrement fréquentes. Il semble dès lors très difficile de parler d'un répertoire contemporain en Turquie, unifié et stable dans le temps. On peut cependant distinguer au moins deux périodes, séparées par le coup d'Etat de 1980. Ces deux périodes sont extrêmement difficiles à comparer en ce que le contexte institutionnel, les lois régissant les partis, les syndicats et les libertés publiques sont très différentes avant et après 1980. A notre connaissance, il n'existe par ailleurs aucune étude sur la longue durée, permettant d'établir la genèse des différents modes d'actions usités ou l'évolution de recours à tel ou tel mode de contestation. L'analyse que nous allons conduire ici vise donc d'abord à dégager quelques tendances susceptibles d'éclairer la genèse du répertoire du mouvement kurde en Europe et ne prétend aucunement rendre compte de la diversité du recours aux différentes formes de la contestation en Turquie aujourd'hui.

Si aucune étude ne s'est vraiment penchée sur l'ensemble des modes d'action protestataires en Turquie dans les années 1960 et 1970, il reste possible de recenser les pratiques contestataires les plus fréquemment usitées. Après la constitution de 1961, qui légalise les organisations étudiantes et syndicales et reconnaît le droit de grève et la liberté de manifester, un certain nombre de modes d'action deviennent en effet plus courants. La grève, parfois combinée à un piquet de grève, l'occupation d'usine ou d'université, la manifestation de rue et le rassemblement sont des pratiques qui se généralisent, même si elles s'inscrivent le plus souvent dans le cadre d'un conflit local (au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, d'une université, etc.)<sup>1019</sup>. Des risques importants sont cependant toujours

---

<sup>1017</sup> Bozarslan, Hamit, « La crise comme instrument politique en Turquie », *Esprit*, n°271, janvier 2001, p. 140-151 ; Dorronsoro, Gilles, « Mobilisations et régime sécuritaire », *art. cit.*

<sup>1018</sup> C'est ce que Benoit Fliche appelle l'« action réticulaire », qui se différencie du clientélisme en ce qu'il n'y a pas d'échanges de service véritablement identifiables. Cf. Fliche, Benoit, « De l'action réticulaire à la recherche du semblable ou comment faire lien avec l'administration », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste...*, *op. cit.*, p. 147-165. Sur le clientélisme, voir Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998.

<sup>1019</sup> Il y aurait 75 grèves par an entre 1964 et 1971 (avec une moyenne de 180 grévistes par grève) et 127 grèves par an entre 1973 et 1980 (avec une moyenne de 260 grévistes par grève, et surtout les grèves s'allongent). Pour ces deux périodes, le nombre de jours de grève s'élève à 1,3 millions par an en moyenne. Par comparaison, la France des années 1990 et 2000 voit 0,5 millions de jours de grèves par an (11,5 millions - ce chiffre étant dû à l'année 1968 - dans les années 1960 et 1970). Cf. Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op.*

associés à ces techniques, dont l'usage ne peut donc être considéré comme routinisé. Les organisations de la gauche radicale, quant à elles, ne fondent que très peu leur action sur la protestation proprement dite, ou alors par l'intermédiaire de syndicats qu'elles soutiennent, qu'elles tentent d'infiltrer ou, moins souvent, de créer. Elles développent par contre dès le début des années 1970 une stratégie de « propagande par le fait » : guérilla urbaine pour certains groupes (fusillades, attaques...), guérilla rurale pour d'autres (embuscades, sabotages...), mais aussi attentats à l'explosif, et prises d'otage spectaculaires, notamment en 1971 et 1972. Leur action est aussi tournée vers la diffusion de leurs idées et vers la concurrence (souvent violente, avec d'innombrables assassinats) avec d'autres groupes radicaux, même si elles peuvent également jouer le jeu électoral et remporter parfois des élections locales, tout en restant dans une logique milicienne de contrôle d'un territoire.

Les régions kurdes ne sont pas exclues de cette dynamique : dans les années 1960 et 1970, des occupations d'usines, de facultés et de terres agricoles, des boycottages sont organisés, sans oublier les *Doğu Mitingleri*, ces meetings kurdistes organisés par le TİP (Parti ouvrier de Turquie) à la fin de la décennie et qui rassemblent jusqu'à 25 000 personnes<sup>1020</sup>. Des manifestations de rue ont également lieu régulièrement, comme à Diyarbakır en 1975 pour protester contre la visite du leader de la droite radicale Türkeş, qui est obligé de se réfugier dans l'aéroport sous la protection de l'armée<sup>1021</sup>. De la même manière que les autres organisations radicales, le PKK s'engage à la fin des années 1970 dans une confrontation directe avec les forces de sécurité (attaques, affrontements), même si ses cibles semblent surtout avoir été les autres groupes kurdistes (notamment les KUK, Libérateurs du Kurdistan) et turcs, la droite radicale ainsi que certaines tribus kurdes considérées comme « collaboratrices ». Les assassinats sont alors le mode d'action le plus couramment utilisé. Mais il tente également de créer des syndicats et participe à la lutte électorale dans plusieurs villes, stratégie qui s'inscrit dans une lutte pour le contrôle total d'un territoire : barrages et contrôles d'identités permettent par exemple de filtrer les entrées dans les villes contrôlées par le parti<sup>1022</sup>.

---

*cit.*, p. 65 et Güzel, Şehmuz, « Faire la grève en Turquie », in Gökalp, Altan (dir.), *La Turquie en transition*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 220.

<sup>1020</sup> Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>1021</sup> Bozarşlan, Hamit, *Le phénomène milicien...*, *art. cit.*, p. 240-241.

<sup>1022</sup> *Ibid.*, p. 242.

Le répertoire contestataire en vigueur en Turquie dans les années 1960 et 1970 est donc extrêmement riche, des modes d'action les plus pacifiques aux plus violents. Il varie également fortement entre les groupes, certains n'envisageant l'action politique que dans un cadre légal, d'autres considérant que seule l'action clandestine est possible, et surtout efficace. Les cadres, militants et sympathisants du PKK qui s'exilent en Europe à partir du début des années 1980 ont d'ores et déjà un fort capital militant<sup>1023</sup> et de nombreuses expériences de la lutte qu'ils auraient pu tenter de plaquer sur le contexte européen. Ils ne vont pourtant conserver de ce répertoire que les modes d'action susceptibles d'être utilisés « à distance » pour faire pression contre l'Etat turc (la grève n'aurait par exemple pas beaucoup de sens en exil), ainsi que les modes d'action les plus couramment usités en Europe (rassemblements, meetings en plein air et occupations) - agrémentés bien souvent d'un style singulier aux manifestations kurdistes et turques en Turquie. Mais ce qui frappe le plus, c'est l'incroyable facilité avec laquelle les militants kurdistes vont se réapproprier un certain nombre de modes d'actions spécifiques à certains groupes politiques et sociaux en Europe et dans le monde, tout en continuant à puiser dans le répertoire contemporain du mouvement kurde en Turquie au gré des circonstances.

## *2. Au croisement de différents espaces : la genèse du répertoire du PKK en Europe*

Les cadres du PKK qui sont envoyés en Europe pour y organiser la lutte après le 1<sup>er</sup> Congrès de 1981 ne trouvent pas à leur arrivée un terrain vierge de toute pratique contestataire : le mouvement kurde est le dernier de Turquie à s'implanter sur le sol européen et de nombreux immigrants originaires de ce pays ont d'ores et déjà des compétences militantes importantes - acquises en Turquie ou en Europe - et sont pour certains déjà extrêmement actifs, soit dans l'opposition au régime turc (et notamment dans la gauche radicale turque), soit dans des luttes inscrites au sein de leur pays de résidence (syndicats<sup>1024</sup>, mouvements de sans-papiers et d'immigrés), les deux n'étant évidemment pas exclusifs. Par ailleurs, nous l'avons vu dans le chapitre III, le mouvement kurde s'inscrit dès le début des années 1980 dans l'espace des luttes de libération nationale en Europe et ses cadres et militants vont retenir du répertoire de ces mouvements les modes d'action qui leur semblent les plus appropriés à leur combat<sup>1025</sup>. Le répertoire européen du mouvement kurde de Turquie se constitue donc

---

<sup>1023</sup> Matonti, Frédérique et Poupeau, Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 4-11.

<sup>1024</sup> Nous avons vu dans le chapitre I que le taux de syndicalisation des migrants originaires de Turquie en Allemagne était le plus élevé de toutes les nationalités de *Gastarbeiter*.

<sup>1025</sup> Cf. McAdam, Doug, « "Initiator" and "Spin-off" Movements... », *art. cit.*

très rapidement et se « solidifie » dès le milieu des années 1980 : en 1987, tous les modes d'action qui seront utilisés ensuite (hormis les menaces de suicide et les tentatives d'immolation) ont déjà été expérimentés. Comme le montre le tableau IV-1, le répertoire apparaît riche et très hétéroclite pour un seul mouvement : pas moins de 13 modes d'action sont utilisés plus ou moins fréquemment durant les années 1980 et 1990<sup>1026</sup>.

**Tableau IV-1. Année d'apparition en Europe des différents modes d'action protestataire du mouvement kurde de Turquie (première mention connue)**

<i>Modes d'action</i>	<i>Année d'apparition (1<sup>ère</sup> mention connue)</i>
Grèves de la faim	1981
Défilés	1981
Occupations	1982
Actions symboliques	1983
Rassemblements	1984
Marches inter-villes	1984
Affrontements	1985
Séquestrations	1986
Attaques incendiaires	1986
Dégradations, saccages	1987
Blocages	1987
Actions sacrificielles et tentatives	1992
Menaces de suicide	1993

Les rassemblements et défilés, très usités en Europe, sont les modes d'action qui se généralisent le plus rapidement, d'autant plus qu'ils correspondent à des techniques très courantes en Turquie. Les militants kurdistes investissent très vite les défilés du 1<sup>er</sup> mai de leurs pays de résidence et organisent leurs propres défilés, à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat de 1980 notamment. Ces défilés sont l'occasion de se montrer publiquement, avec dignité (les services d'ordre sont déjà importants) et détermination. Les rassemblements ont lieu, quant à eux, la plupart du temps devant une institution sur laquelle on veut faire pression, qu'elle soit une organisation internationale (Conseil de l'Europe par exemple), ou un parti politique ou une ambassade, dont on peut bloquer l'entrée quelques temps. Défilé et rassemblement peuvent également être organisés au cours d'un même événement, le défilé

<sup>1026</sup> N'apparaissent pas ici un certain nombre de modes d'action qui ne rentrent pas dans notre définition de l'action protestataire kurde mais qui ont été utilisés par le mouvement kurde en Europe. Parmi ces modes d'action, on peut mentionner l'élection d'un parlement kurde en exil, le pétitionnement et la fermeture des rideaux de fer des boutiques. N'apparaissent pas non plus un certain nombre de pratiques militantes, comme les assassinats ou les passages à tabac de dissidents ou de militants d'autres organisations kurdistes que le PKK. Enfin, certains modes d'action ont d'abord été expérimentés par des Kurdes d'Irak, puis par des Kurdes de Turquie. C'est le cas par exemple des menaces de suicide, apparues au sein de la composante européenne du mouvement kurde en 1988 mais utilisées seulement à partir de 1993 par des Kurdes de Turquie.

précédant un *miting*, précisément sur le modèle des *miting* en Turquie<sup>1027</sup>, avec alternance de danses collectives folkloriques (*halay*) et de discours de cadres du mouvement ou de personnalités invitées. Les rassemblements peuvent aussi être l'occasion d'actions que nous avons qualifiées de symboliques : remise de pétition ou de communiqué, dépôt d'une couronne de fleurs, enchaînement aux grilles d'un bâtiment, voire imitation de cérémonies funéraires ou de tribunal populaire. Les interactions avec les forces de l'ordre conduisent parfois à des *sit-in* ou à des *die-in* de résistance passive<sup>1028</sup>, et exceptionnellement à des empoignades et des affrontements (et dans ce cas les violences sont d'abord à l'origine des forces de l'ordre lors de manifestations interdites ou de blocages de rues).

Les grèves de la faim, moins courantes en Europe, apparaissent au sein du mouvement kurde en 1981 en Allemagne et sont organisées par le TKSP. Mais c'est le PKK qui en fait un mode d'action banalisé à partir de 1982. Le succès de cette pratique tient à plusieurs facteurs. La grève de la faim devient tout d'abord à ce moment précis le principal mode d'action de résistance à l'Etat turc en Turquie. Menée de manière strictement individuelle par le poète et militant communiste incarcéré Nâzım Hikmet en 1950, la grève de la faim devient un mode d'action collective en 1971 dans la prison d'Ankara, lorsque 23 militants du THKO (Armée de Libération du peuple de Turquie, dirigée par Deniz Gezmiş) se mettent en grève afin de protester contre les conditions de leur procès. Rien d'étonnant alors à ce que ce mode d'action soit repris par les militants incarcérés de la gauche radicale turque et kurde dès la fin de l'année 1980, d'autant plus que la grève de la faim est au cœur de la stratégie de résistance très médiatisée d'une autre lutte de libération, celle de l'Armée républicaine irlandaise (IRA)<sup>1029</sup>. Le 4 mars 1981, soit trois jours après le début de la grève de la fin de Bobby Sands, un premier « jeûne à mort » (*ölum orucu*) est lancé dans la prison de Diyarbakır, qui conduira

---

<sup>1027</sup> Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, *op. cit.*, p. 351-361.

<sup>1028</sup> Des *die-in* peuvent également avoir lieu au beau milieu d'une manifestation, sans intervention des forces de l'ordre... et ce plusieurs années avant l'« innovation-importation » de ce mode d'action par Act-Up. Cf. la photo de couverture du *Kurdistan Report*, n°4, juillet 1983.

<sup>1029</sup> Une première grève de la faim de militants de l'IRA a lieu d'octobre à décembre 1980, une deuxième débute le 1<sup>er</sup> mars 1981 et se termine en mai. 10 détenus décèdent lors de la seconde grève, dont Bobby Sands le 5 mai. Sur les grèves de la faim de l'IRA dans les années 1970 et 1980, on pourra notamment consulter Feldman, Allen, *Formation of Violence : the Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland*, Chicago, University of Chicago Press, 1991 ; Sweeney, George, « Self-Immolation in Ireland : Hungerstrikes and Political Confrontation », *Anthropology Today*, Vol. 9, n° 5, 1993, p. 10-14 ; Sluka, Jeffrey A., « From Graves to Nations : Political martyrdom and Irish Nationalism », *Comparative Asian Studies*, n°18 (Pettigrew, Joyce (dir.), *Martyrdom and political resistance. Essays from Asia and Europe*), Amsterdam, VU University Press, 1997, p. 35-60 ; Granger, Tiphaine, « Une stratégie de l'IRA : la lutte en prison. 1971-1981 », *Vingtième siècle*, n°70, 2001, p. 19-30 ; Le Carpentier, Damien, « Cesser de s'alimenter pour contraindre une autorité : la grève de la faim comme pratique protestataire », *Cahier d'économie et sociologie rurales*, n°80, 2006, p. 75-92.

à la mort d'un militant du PKK<sup>1030</sup>. Puis, le 14 juillet 1982, un second jeûne est organisé : quatre militants appartenant au Comité central du PKK décèdent entre le 7 et le 17 septembre<sup>1031</sup>. Et de nombreuses autres actions de ce type se succèdent en 1983 et 1984. Les grèves de la faim organisées en Europe prennent ainsi la forme de grèves de soutien aux grèves plus dures et plus « héroïques » menées dans les prisons turques : elles se veulent un témoignage de la souffrance endurée par ces détenus afin de briser le silence qui les entoure. Mais elles apparaissent d'autant plus efficaces qu'elles peuvent mobiliser voire être organisées par des personnes déjà sensibilisées à ce mode d'action. En Allemagne par exemple, la grève de la faim fait fortement référence aux résistances en prison des membres de la *Rote Armee Fraktion*, bien connues des premiers soutiens associatifs du PKK souvent très proches de la gauche radicale allemande (cf. chapitre II)<sup>1032</sup>. De même, en France, de nombreux militants kurdistes proches de Dev-Yol ont déjà soutenu des grèves de la faim de sans-papiers - comme celle du Sentier à Paris en 1980 - qui sont aussi l'occasion pour eux de diffuser leurs idées<sup>1033</sup> : le succès de cette grève a sans doute contribué à rendre ce mode d'action très pertinent chez les sympathisants du PKK.

Mais ce que ce dernier exemple montre aussi, c'est qu'au contact de militants de leurs pays de résidence, les organisations kurdistes peuvent s'approprier un certain nombre de modes d'action qui ne leur sont pas *a priori* familiers. C'est d'abord le cas des marches inter-villes, dont Ayşen Uysal nous dit qu'elle est une pratique relativement rare en Turquie (tout du moins dans les années 1990), principalement usitée par les ouvriers<sup>1034</sup>. Une des premières actions importantes de la DİDF (Fédération des associations des travailleurs démocratiques de Turquie en Allemagne, fondée en 1980 et proche du TDKP-Halkın Kurtuluşu, Parti communiste révolutionnaire de Turquie-Libération du peuple) est ainsi une marche européenne, qui a lieu du 25 avril au 15 mai 1981. C'est sans doute le rapprochement que la Fédération opère avec le KPD/ML allemand (Parti communiste d'Allemagne/marxiste

---

<sup>1030</sup> Nous n'avons cependant trouvé aucune source kurdiste faisant le lien entre ce premier jeûne de la mort et les grèves de l'IRA.

<sup>1031</sup> Entre 1981 et 1984, plus de 40 détenus meurent dans la prison de Diyarbakır des suites de la torture, d'une grève de la faim ou d'un suicide.

<sup>1032</sup> Sur les grèves de la faim de la RAF, voir Linhardt, Dominique, « Réclusion révolutionnaire. La confrontation en prison entre des organisations clandestines révolutionnaires et un Etat - le cas de l'Allemagne dans les années 1970 », *Cultures et Conflits*, n°55, 2004, p. 113-148.

<sup>1033</sup> « Nous, on avait l'idée : nous sommes des prolétaires communistes révolutionnaires. Qu'est-ce qu'on va foutre avec des papiers ? Il faut faire la révolution en Turquie, on se bat pour les travailleurs turcs, pour leur apprendre aux travailleurs turcs ». Entretien avec un leader de la grève de la faim du Sentier, ancien membre de Dev-Yol in Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, op. cit., p. 84.

<sup>1034</sup> Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue...*, op. cit., p. 362-364.

léniniste) au sein d'un Comité *Freiheit für die Türkei* qui permet l'organisation de cette marche, empreinte d'une symbolique toute maoïste<sup>1035</sup>. Mais les marches ne sont pas utilisées que par les groupes de la gauche radicale. En France, des marches sont organisées par des syndicats de mineurs et de sidérurgistes dans les années 1970 et, au début des années 1980, des jeunes issus de l'immigration maghrébine se réapproprient ce mode d'action (marche pour l'égalité et contre le racisme en septembre 1983, qui est renouvelée en novembre 1984)<sup>1036</sup>. C'est sans doute la proximité de condition avec ces groupes sociaux (groupe menacé et sans grandes ressources dans le premier cas, nouvellement créé et issu de l'immigration de l'autre) ainsi que les répercussions médiatiques de telles actions qui incitent certains sympathisants du mouvement kurde à s'investir dans ce type de pratiques : une première marche est organisée de Metz à Strasbourg (Conseil de l'Europe) par la fédération des associations proches du PKK en France en janvier 1984, puis deux marches concurrentes - l'une organisée par un éphémère « Comité de solidarité avec les détenus politiques en Turquie » (regroupant des syndicats et des organisations politiques turques) de Paris, Duisburg, Vienne et Zürich à Strasbourg, l'autre organisée par la fédération des associations proches du PKK en Allemagne de Hannover et Hanau à Bonn - ont lieu en avril et mai 1984. Si les marches resteront marginales dans le répertoire du mouvement kurde, elles ne disparaîtront pas et seront à nouveau utilisées dès lors que la nécessité d'apparaître publiquement uni et pacifique se fera sentir.

Un deuxième mode d'action *a priori* très peu utilisé en Turquie est l'occupation de locaux symboliques. Comme en France, il n'est pas si rare en Turquie que les ouvriers ou les étudiants occupent leur usine ou leur université alors qu'ils sont en grève ; les occupations d'un lieu public non familial, voire d'un lieu qui se veut le symbole de l'adversaire apparaissent néanmoins nettement moins fréquentes. En France, si l'occupation de locaux symboliques existe déjà dans les années 1960 et 1970<sup>1037</sup>, elle est plus particulièrement utilisée au moment de la grève des ouvriers sidérurgiques de Longwy en 1979. La CFDT - en proie à une lutte d'influence avec la CGT - considère que les occupations peuvent être autre chose que le symbole d'une « forteresse ouvrière » et qu'elles peuvent aussi permettre de faire parler de soi et de sa cause : la multiplication des occupations de bâtiments officiels permet alors de cadrer le mouvement autour de l'idée de mobilisation permanente, de guérilla, de

---

<sup>1035</sup> Ertekin, Özcan, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 262.

<sup>1036</sup> Pigenet, Michel et Tartakowsky, Danièle, « Les marches en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective », *Le Mouvement Social*, n°202, janvier - mars 2003, p. 69-94.

<sup>1037</sup> Cf. par exemple les occupations des tours de Notre-Dame ou de la terrasse de la Tour Saint-Denis par les ouvriers du livre CGT en 1975.

situation insurrectionnelle<sup>1038</sup>. Ce cadrage s'avère d'autant plus parlant qu'un certain nombre d'organisations radicales inscrites dans l'espace des luttes de libération nationale en Europe, dont nous avons esquissé les contours au début du chapitre III, utilisent également la technique de l'occupation de locaux - souvent assortie de séquestration ou de prise d'otage - afin d'internationaliser leur cause. Dans les années 1970 et au début des années 1980, de nombreux groupes révolutionnaires mènent en effet des actions spectaculaires contre des représentations diplomatiques de l'Etat avec lequel ils sont en lutte, avec plus ou moins de violence. Les groupes palestiniens, et notamment le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) sont les premiers à lancer ce mode d'action<sup>1039</sup>, qui est repris de manière plus pacifique par les groupes de la gauche radicale turque<sup>1040</sup> dès le 13 septembre 1980, avec l'occupation/séquestration du Consulat turc de Hamburg et l'occupation d'un bureau du SPD<sup>1041</sup>. Puis c'est au tour de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie : le 24 septembre 1981, un commando de quatre militants armés et cagoulés de l'ASALA occupe l'Ambassade de Turquie à Paris, occupation qui fait un mort et cinq blessés mais a des répercussions médiatiques et politiques très positives pour l'organisation arménienne<sup>1042</sup>. Sans surprise, le PKK se réapproprie ce mode d'action en 1982, en occupant le siège de partis de gauche, de syndicats et de quotidiens (nationaux ou régionaux), mais aussi des lieux de culte (comme le font un certain nombre de sans-papiers en grève de la faim)<sup>1043</sup>. Puis ce sera le tour des organisations iraniennes, comme les Fedayin du peuple iranien (minoritaires) ou les

<sup>1038</sup> Pénissat, Etienne, « Les occupations de locaux dans les années 1970 : processus sociohistoriques de "réinvention" d'un mode d'action », *Genèses*, n°59, 2005, p. 80-83.

<sup>1039</sup> On pense évidemment à la prise d'otage d'athlètes israéliens aux Jeux olympiques de München par l'organisation palestinienne Septembre noir en septembre 1972, mais un certain nombre d'actions se rapprochent davantage de l'occupation à proprement parler, et notamment l'occupation/prise d'otage à l'Ambassade d'Arabie Saoudite à Paris le 5 septembre 1973 ou celle de l'Ambassade d'Irak à Paris le 31 juillet 1978.

<sup>1040</sup> La gauche radicale turque et les mouvements palestiniens ont des contacts directs en Europe. En décembre 1974, dix militants du THKP-C, dont la veuve de Mahir Çayan, sont arrêtés dans une maison de Villiers-sur-Marne, en compagnie d'un Algérien et de deux Palestiniens membres du Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger (COSE) du FPLP. Cf. Centre de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, *Notes et études*, n°20, octobre 1991, p. 26.

<sup>1041</sup> Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen...*, *op. cit.*, p. 266. L'occupation du consulat de Hamburg est le fait de Dev Yol. Suivent ensuite l'occupation du Consulat de Turquie de Köln le 3 novembre 1982 (occupation de 48 heures assortie de la séquestration de 70 personnes), l'occupation de Turkish Airlines à Amsterdam le 5 novembre 1982 (quelques heures), puis l'occupation du siège de Turkish Airlines à Paris le 10 novembre 1982 (une heure), l'occupation de l'office du tourisme turc des Champs-Élysées ainsi sur le Consulat de Grande-Bretagne à Paris en novembre 1983, ces cinq occupations étant le fait de Dev Sol. Peu après d'autres militants révolutionnaires turcs occupent les bureaux de la Pan Am à Amsterdam et à Paris.

<sup>1042</sup> L'occupation dure toute la journée et François Mitterrand, nouvellement élu, est obligé de modifier le contenu d'une conférence de presse qu'il tient au même moment et de se prononcer sur ces événements. Cf. Minassian, Gaïdz, *Guerre et terrorisme arméniens*, *op. cit.*, p. 65.

<sup>1043</sup> En Allemagne, ces occupations pourraient avoir été organisées avec l'aide de Comités allemands de soutien au peuple kurde, souvent dans la mouvance de la RAF. Cf. Arbeiter Verein aus Kurdistan e.V. et Diyarbakir-Komitee, HH, *Drei Jahre Widerstand in Diyarbakir-Kurdistan*, *op. cit.*, p. 7. La RAF a d'ailleurs eu recours à l'occupation avec prise d'otage, notamment à l'Ambassade de RFA à Stockholm le 24 avril 1975, dans le but d'obtenir la libération de militants emprisonnés en Allemagne.

Moudjahidin du peuple iranien<sup>1044</sup>. Opérations « coup de poing », ces occupations sont aussi marquées par une faible confrontation et un amateurisme très bon enfant, comme le montre un article paru dans *Libération* en 1987 :

« C'est le tarif habituel. Une visite aux médias dès que la tension monte au Kurdistan, un cocktail Molotov contre le consulat de Turquie lors des condamnations à mort ou des exécutions ». Les observateurs strasbourgeois n'ont été qu'à moitié surpris par l'occupation, samedi dernier, des locaux de la rédaction strasbourgeoise du quotidien régional *L'Alsace*. C'était en fait le dernier média important à n'avoir pas eu droit à une telle visite au cours des derniers mois. « *Le bureau de la BBC, c'est où ?* » - « *Il n'y a pas de bureau de la BBC à Strasbourg.* » Le militant kurde n'y croit qu'à moitié. Avec une poignée de compatriotes flanqués de leurs femmes et d'une volée d'enfants, souvent très jeunes, il vient de faire irruption dans les locaux de l'Alsace. « *On n'est pas méchants, on est des Kurdes* » annonce d'emblée celui qui apparaît comme le responsable du groupe. Son premier souci ne vise d'ailleurs pas le journal qu'il occupe mais tous les autres médias de la place. Sur un petit papier, au creux de sa main, il a noté les numéros de téléphone des rédactions à prévenir. « *Frons Presse* », FR3, pour lequel il a un numéro erroné, et *Les dernières nouvelles d'Alsace*, le principal journal de la ville. « *Vous connaissez ce que fait l'Etat fasciste turc au Kurdistan ? Il vient de bombarder des dizaines de villages avec des avions. Il y a des centaines de morts, des femmes, des enfants. Pourquoi la presse française n'en parle pas ?* » Le journaliste qui assure l'« accueil » des occupants n'a pas grand-chose à répondre à cela, ignorant tout des derniers événements au Kurdistan. « *Et vous, comment le savez-vous ?* » se borne-t-il à demander. « *Par les informations de la BBC, tous les jours, le matin et le soir* » [...] [Au bout d'un moment] « *Le monsieur a faim* » a décrété, parlant du journaliste présent, le responsable du groupe, pour donner le signal du départ. Avec mille précautions, ils ont remballé leurs banderoles, accrochées au mur, en ôtant leurs chaussures avant de grimper sur une chaise les décrocher, afin de ne pas salir. Tous les hommes se sont confondus en mille remerciements et poignées de main envers ce journaliste « *qui est un homme humain et qui les comprend* ». Et le groupe a disparu au coin de la rue en attendant qu'un prochain coup de fièvre aux confins de l'Iran, de l'Irak, de l'URSS et de la Turquie ne déclenche à Strasbourg une nouvelle occupation symbolique<sup>1045</sup>.

Ces occupations visent donc essentiellement à imposer la présence des Kurdes dans l'espace public et à faire parler d'eux, mais elles deviennent également un moyen de pression sur le modèle des actions des groupes inscrits au sein de l'espace des luttes de libération nationale à partir de 1985, avec des actions menées contre les ambassades de Suède en Europe après l'arrestation du responsable européen du PKK Hüseyin Yıldırım. Ce genre d'occupations, plus agressives et bénéficiant sans nul doute de beaucoup moins de sympathie de la part des occupés, sont souvent accompagnées de séquestrations (comme le 21 août 1986

---

<sup>1044</sup> Les Fedayin occupent le Bureau d'Iran Air à Paris et le Consulat d'Iran à Bruxelles en novembre 1983, et, le 26 avril 1984, une série d'occupations a lieu en Europe (occupations de l'Ambassade d'Iran à La Haye, du consulat d'Iran à Londres, du bureau de l'Iran à l'Unesco et du bureau d'Iran Air à Hamburg) tandis que des manifestations sont organisées le même jour aux Etats-Unis et au Canada. Les Moudjahidin du Peuple ont également eu recours à la prise d'otage (mais dans un lieu non symboliquement marqué) pour demander à parler à leur chef, le 7 juillet 1983 à Orly ; cette prise d'otage ne fait aucune victime.

<sup>1045</sup> Sousse, Michel, « Strasbourg, village kurde à l'écoute de la Turquie », *Libération*, 12 mars 1987.

dans une agence de voyage turque à Dortmund) et conduisent parfois à des saccages (comme le 11 mars 1987 dans un bureau de Turkish Airlines à Düsseldorf - plus de 30 000 DM de dégâts) voire à des heurts, notamment lorsque l'ambassadeur ou le responsable du lieu fait appel aux forces de l'ordre (c'est le cas par exemple au Consulat de Suède de Bâle le 23 mai 1985). Car ces occupations - qui visent d'abord la confrontation de face-à-face - sont aussi une manière de toucher *directement* l'adversaire ou l'ennemi. Et lorsque le face-à-face n'est plus recherché ou devient impossible, elles laissent la place à d'autres formes d'action tout aussi directes, comme les attaques et attentats, modes d'action assez couramment utilisés au sein de l'espace des luttes de libération nationale en Europe.

Dès la fin des années 1960, des groupes palestiniens tentent en effet d'internationaliser leur cause par des actions violentes et spectaculaires<sup>1046</sup>. Puis, à partir de 1977, c'est l'Armée secrète de libération de l'Arménie qui se montre l'organisation la plus active, avec des attentats à l'explosif contre des compagnies aériennes, des ambassades, des consulats et des offices du tourisme turcs, voire des assassinats d'ambassadeurs et de diplomates : plus de 115 attentats sont organisés par les groupes arméniens et 17 diplomates turcs sont tués entre 1975 et 1981, auxquels répondent plusieurs attaques de l'« Armée révolutionnaire islamique turque » - sans doute liée au MHP (Parti du mouvement nationaliste) et aux services secrets turcs - contre des lieux arméniens en 1981. Les cibles des groupes insérés dans l'espace des luttes de libération nationale sont majoritairement des locaux diplomatiques : rien qu'en France, plus de soixante attaques contre des Ambassades ou consulats étrangers (mitraillages, jets de cocktails Molotov ou attentats à l'explosif) ont par exemple été recensées entre 1966 et 1983<sup>1047</sup>. Dans le cas du mouvement kurde de Turquie, des attaques incendiaires de locaux symbolisant la Turquie (Consulats, agences de voyage, banques turques notamment) sont lancées en 1986 en France puis en Allemagne par des militants ou sympathisants du PKK et, si elles demeurent exceptionnelles dans les années 1980, elles resteront dans le répertoire européen du mouvement jusqu'à aujourd'hui. Expression de la vengeance par excellence<sup>1048</sup>,

---

<sup>1046</sup> Cf. le jet d'une grenade contre l'Ambassade d'Israël à La Haye en 1969, les attentats à la voiture piégée contre des médias (*Minute*, *L'Aurore*, *L'Arche*, Maison de la radio) et contre un bâtiment du Fonds social juif unifié à Paris le 2 août 1974, etc.

<sup>1047</sup> Les auteurs de ces attaques sont notamment des groupes radicaux croates, vietnamiens, grecs, irlandais, palestiniens, basques, boliviens, allemands, argentins, bosniaques, italiens, cubains, algériens, libanais, arméniens et irakiens. Des organisations de la droite radicale française ont également eu recours à ce type d'attaques. Cf. Fondation pour la recherche stratégique, *Base de données sur les actes terroristes*, URL : <https://bdt.frstrategie.org/index2.php>.

<sup>1048</sup> Caron, Jean-Claude, *Les feux de la discorde. Conflits et incendies dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette Littératures, 2006, p. 162 et 201.

réaction immédiate et radicale à un honneur bafoué<sup>1049</sup>, l'attaque incendiaire devient en effet aussi dans les années 1990 une manière de répondre *directement* à l'évacuation et à l'incendie de nombreux villages kurdes par les forces de la contre-insurrection.

Tout porte donc à croire que le répertoire du mouvement kurde de Turquie en Europe se constitue au croisement de différents espaces de mobilisations : espaces des luttes syndicales et des luttes révolutionnaires en Turquie, espaces des mobilisations syndicales, politiques et immigrés des différents pays européens, espace des luttes de libération nationale en Europe... sans que cette liste soit d'ailleurs limitée<sup>1050</sup>. Ces remarques ne peuvent certes constituer de réelles conclusions : la durée limitée des fonctions de direction au sein du PKK, le *turn-over* des militants, le caractère secret des prises de décision au sein d'une organisation aujourd'hui toujours qualifiée de « terroriste » ne nous ont pas permis d'étayer ces hypothèses à l'aide d'entretiens avec des militants ou dirigeants de l'époque. Au-delà, il nous a été impossible de savoir si les choix des différents modes d'action qui ont progressivement constitué le répertoire du mouvement kurde ont été précédés de débats internes à l'échelle locale, nationale ou transnationale, si la décision d'utiliser telle ou telle technique protestataire a été prise par des sympathisants, des militants ou des dirigeants du mouvement, si ces décisions ont dû être validées par le Comité central du PKK basé au Moyen-Orient, etc. **L'analyse qui précède tend cependant à mettre en évidence que c'est d'abord le sentiment de proximité sociale ou politique avec certains groupes et mouvements qui conditionne le recours à tel ou tel mode d'action.** On peut en effet raisonnablement penser que si les stratégies globales du PKK sont bien décidées dans la plaine de la Bekaa libanaise, c'est en général au contact de militants des différents espaces de lutte en Europe que les acteurs du mouvement kurde en viennent à considérer différentes techniques comme pertinentes pour leur lutte<sup>1051</sup>. Ainsi, alors que certains chercheurs ont avancé que les mobilisations « émergentes » tendaient à se démarquer - sans réussir totalement - des pratiques contestataires établies (problématique de la « nouveauté »)<sup>1052</sup>, l'exemple kurde en Europe semble montrer que les logiques de différenciation et d'innovation peuvent également

---

<sup>1049</sup> Schulte, Régina, « Les incendiaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, 1984, p. 61-62.

<sup>1050</sup> Nous reviendrons plus en détail sur les actions sacrificielles et les menaces de suicide dans le chapitre V. Retenons pour le moment que l'origine de ces actions est à rechercher davantage au sein de l'espace turc et au sein de l'espace des luttes de libération nationale moyen-oriental qu'au sein de l'espace européen.

<sup>1051</sup> Même si, là encore, les sources nous manquent pour cerner la manière dont s'effectue concrètement la transmission des techniques (impact médiatique de certains modes d'action, contacts interpersonnels suivis, etc.)

<sup>1052</sup> Cadiou, Stéphane et Dezechelle, Stéphanie, « La problématique de l'émergence pour l'étude des mobilisations collectives : pistes et repères » in Cadiou, Stéphane, Dezechelle, Stéphanie et Roger, Antoine (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 17-18.

être marginales au début d'un cycle de mobilisation : un mouvement établi en un lieu donné, ne bénéficiant pas d'une histoire protestataire en ce lieu mais constitué d'acteurs possédant déjà un fort capital militant peut avoir plus de facilités à se réapproprier des modes d'action existants, déjà expérimentés par d'autres ou par eux-mêmes en d'autres lieux ou circonstances<sup>1053</sup>.

### *3. Importation, bricolage, réappropriation et non-réappropriation*

Il ne faudrait pas croire cependant que le mimétisme est la seule logique qui prévaut à la constitution du répertoire d'action protestataire du mouvement kurde. D'une part parce que les modes d'action, comme n'importe quelle technique, ne sont jamais importés sans être réinterprétés, adaptés, modifiés - bref, réinventés<sup>1054</sup> - en fonction des compétences et des sensibilités des acteurs, mais également en fonction des conditions et des enjeux de la lutte. Les marches inter-villes du PKK sont ainsi parfois associées à des grèves de la faim et de la soif qui dramatisent les revendications portées par les marcheurs. De même, un certain nombre d'occupations de locaux se démarquent fortement de celles menées par les syndicats français ou les organisations radicales de l'espace des luttes de libération nationale : organisées sur le mode d'opération coup de poing avec « prise d'otage », elles mettent en scène une violence très euphémisée par l'utilisation de révolvers en plastique ou de bougies censées figurer des bâtons de dynamite.

D'autre part parce que le mouvement kurde semble choisir certains modes d'action en fonction des contraintes qui pèsent sur lui, des opportunités qu'il entend se créer, mais aussi sans doute de l'*ethos* de ses militants. Grèves de la faim et occupations de locaux ne nécessitent par exemple que peu de militants ou sympathisants pour un résultat médiatique plus rentable qu'un défilé (cf. chapitre II), ce qui convient parfaitement à la situation du PKK au début des années 1980 (potentiel militant peu important, nécessité d'être facilement identifié par les pouvoirs publics et les soutiens). Il apparaît ainsi que le mouvement kurde se réapproprie les modes d'action susceptibles de « créer l'événement » et de faire le plus parler

---

<sup>1053</sup> L'exemple du PKK vient ainsi nuancer l'hypothèse séduisante de Jérémy Sinigaglia selon laquelle « moins on a de capital militant [...] et plus l'espace des possibles en terme de modes d'organisation et d'action serait large » : il est aussi parfois possible pour des acteurs bénéficiant d'un fort capital militant de se réapproprier une multitude de modes d'action provenant d'espaces de lutte très différents. Cf. Sinigaglia, Jérémy, « Un répertoire d'action composite : la mobilisation des intermittents du spectacle, entre tradition syndicale, nébuleuse contestataire et spécificité artistique », in Cadiou Stéphane, Dezechelle, Stéphanie et Roger, Antoine (dir.), *Passer à l'action...*, *op. cit.*, p. 237.

<sup>1054</sup> Chabot, Sean, « Transnational Diffusion and the African American Reinvention of the Gandhian Repertoire », *art. cit.*

de lui : à travers les occupations de locaux, les séquestrations non-violentes, les rassemblements « ethnicisés » (costumes traditionnels, musique et danses kurdes), les grèves de la faim sur la place publique, les jets de cocktails Molotov destinés à faire plus de dégâts que de victimes, les mises en scène spectaculaires deviennent rapidement la « marque de fabrique » de la protestation kurdiste en Europe. Mais les grèves de la faim sont également l'occasion de faire ressembler la lutte en Europe à la lutte en Turquie, et de réduire ainsi la « distance » politique qui sépare ces deux espaces. Et en choisissant des modes d'action connotant la guérilla ou l'action commando, le PKK peut aussi - comme d'autres organisations utilisant l'action spectaculaire - offrir à ses militants les plus disposés à la lutte armée « un espace de satisfaction sous contrôle »<sup>1055</sup>, permettant paradoxalement de limiter les débordements.

Enfin, et dans la suite logique de l'argument précédent, la logique mimétique ne permet pas de rendre compte du fait que les militants et sympathisants du PKK ne se réapproprient pas *tous* les modes d'action de ces différents espaces. La grève par exemple - pour des raisons aisément identifiables - n'a jamais constitué un mode d'action pertinent (même si, en novembre 1998 à Hannover, des enfants kurde se sont mis - ou plutôt ont été déclarés par leurs parents ? - en grève et ne sont pas allés à l'école après avoir rédigé des lettres à destination de leurs enseignants)<sup>1056</sup>. Mais surtout les « vraies » prises d'otage (qui ont pu se terminer par un suicide collectif<sup>1057</sup>), les attaques ou attentats meurtriers à l'explosif ou à la roquette<sup>1058</sup>, et même les détournements d'avion n'ont jamais constitué un élément du répertoire européen du PKK et du mouvement kurde<sup>1059</sup>. Au-delà des aspects techniques (faible nombre de militants professionnels compétents, difficulté à acquérir le matériel adéquat, renforcement des mesures de sécurité dans les aéroports à partir du début des années

---

<sup>1055</sup> Sommier, Isabelle, « Virilité et culture ouvrière... », *art. cit.*

<sup>1056</sup> Si, en Europe, la grève est le plus souvent utilisée pour porter des revendications concernant les conditions de travail, elle a cependant parfois pu porter des revendications davantage identitaires : en France, le Mouvement des Travailleurs arabes (MTA) organise ainsi en 1973 des « grèves générales contre le racisme », après l'assassinat de nombreux immigrés maghrébins. Elle n'a cependant à notre connaissance jamais été utilisée par des migrants pour porter des revendications en faveur de leurs pays d'origine.

<sup>1057</sup> C'est le cas de la prise d'otage de l'Armée révolutionnaire arménienne (ARA) le 27 juillet 1983 à l'ambassade de Turquie à Lisbonne : les quatre derniers membres du commando se font exploser avec leurs otages.

<sup>1058</sup> Le 15 juillet 1983, l'attentat de l'ASALA contre le comptoir de Turkish Airlines à l'aéroport d'Orly fait 8 morts et 56 blessés. En février 1980, le consulat de Turquie à Marseille est attaqué à la roquette par des membres d'une organisation arménienne.

<sup>1059</sup> On a certes vu dans le chapitre III que le parti d'Öcalan pourrait avoir revendiqué avec l'ASALA trois à quatre attentats à l'explosif en France et en Italie en novembre 1980. Encore une fois, revendication conjointe ne signifie pas planification et organisation conjointes, et il se pourrait que le PKK n'ait que très peu participé à ces actions, dont il n'a jamais fait usage ensuite.

1980, etc.), ce sont les expériences politiques et les contraintes différenciées des acteurs de l'espace des luttes de libération nationale qui semblent bien davantage permettre d'expliquer le non investissement des militants kurdistes dans ce type d'action. Même si les sources nous manquent pour conclure de manière définitive, quatre hypothèses complémentaires, sans doute nécessaires mais jamais suffisantes, peuvent selon nous permettre d'expliquer ce phénomène.

Une première hypothèse a trait à la nature des conflits opposant les mouvements et les Etats au début des années 1980 au Moyen-Orient, et aux conséquences que ces conflits ont sur les organisations concernées. A cette époque en effet, les mouvements palestinien et arménien sont constitués d'organisations militaires « en guerre » contre un Etat, israélien ou turc<sup>1060</sup>. On pourrait alors penser que leur volonté d'internationaliser les conflits dans lesquels ils sont insérés les conduit à réutiliser des modes d'action préalablement expérimentés au sein d'une « zone de guerre » : dans une logique de pression politique, l'utilisation d'explosifs et de matériel militaire viserait à imposer une véritable situation de guerre aux Occidentaux. Tout autre est la situation du PKK au tout début des années 1980 : le parti kurdiste est alors d'abord une organisation politique, certes armée et clandestine, mais qui n'est pas encore militaire au sens strict. Il se pourrait dès lors que la question de l'utilisation de méthodes guerrières en Europe ne se soit même pas posée pour des militants kurdistes plus disposés, comme en Turquie, à d'abord créer, dans une logique toute léniniste, les conditions nécessaires au passage ultérieur à la lutte armée au Moyen-Orient. Il reste que le parti d'Öcalan entre véritablement en guerre contre l'Etat turc à partir de 1984 et qu'il utilisera en Turquie la technique de l'attentat à l'explosif, puis la technique de l'attaque-suicide - certes marginalement dans les deux cas - au cours des années 1990<sup>1061</sup> : sauf à considérer que le répertoire du PKK est plus stable et plus rigide en Europe qu'en Turquie (alors que les contraintes du mouvement évoluent fortement dans ces deux espaces), cette hypothèse ne peut donc, à elle seule, rendre compte du non-passage à des formes d'action plus guerrières en Europe.

---

<sup>1060</sup> Le 7 août 1982, l'ASALA revendique par exemple l'attaque meurtrière de l'aéroport d'Ankara-Esenboğa, qui fait 11 morts et 63 blessés.

<sup>1061</sup> Au début des années 1990, le PKK commence à organiser des attentats à l'explosif dans les zones touristiques du sud de la Turquie et à Istanbul. L'objectif de ces actions est à la fois de porter atteinte à l'image paradisiaque des côtes turques et de la Turquie à l'étranger, de tarir une importante source de revenu de l'Etat et de signifier aux touristes étrangers qu'en venant en Turquie, ils financent la guerre contre les Kurdes. La technique de l'attaque-suicide est utilisée à partir de 1996 ; nous y reviendrons plus en détail dans le chapitre V.

Une deuxième hypothèse concerne les liens qui unissent une organisation donnée à son groupe de référence<sup>1062</sup>, ainsi que les relations entre organisations d'un même mouvement. Alors que les organisations palestiniennes et arméniennes sont en Europe composées d'un très faible nombre de militants plutôt bien professionnalisés qui ne visent pas particulièrement à mobiliser une population exilée pourtant parfois numériquement importante<sup>1063</sup>, les organisations kurdistes - de même que les organisations turques ou iraniennes - s'arriment à des associations de sympathisants déjà existantes ou en créent de nouvelles afin précisément d'organiser la population. Dans le second cas, l'objectif principal est donc l'éducation et l'encadrement de la « diaspora », presque davantage que l'internationalisation du conflit auquel on participe<sup>1064</sup>. En ce sens, la population immigrée en Europe constitue une ressource essentielle qui peut permettre d'envisager une lutte en exil sur le mode du mouvement social et non du réseau resserré de militants professionnels. Mais elle est aussi une contrainte, car il s'avèrerait très dangereux pour les groupes kurdes ou turcs de s'aliéner une population aussi nombreuse dans un espace aussi libre que l'Europe : les modes d'action utilisés doivent ainsi être « mesurés », c'est-à-dire être considérés comme légitimes par la « diaspora », et ne pas lui porter trop atteinte<sup>1065</sup>. Mais les actions violentes des groupes palestiniens et arméniens sont sans doute également liées à la concurrence que se livrent les différentes organisations au sein d'un même mouvement : en organisant une prise d'otage spectaculaire, le FPLP vise aussi directement le Fatah et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) d'Arafat, de même que les actions de l'ASALA sont aussi une manière de marginaliser le Commando des justiciers du génocide arménien (CJCA) et la Fédération

---

<sup>1062</sup> Lagroye, Jacques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 262 et suivantes.

<sup>1063</sup> Si un demi-million d'immigrés d'origine arménienne vivent aujourd'hui en Europe (dont plus des deux tiers en France), la « diaspora » palestinienne ne compte qu'une centaine de milliers de personnes au tournant des années 2000, et cette population est encore sans doute numériquement beaucoup moins importante dans les années 1970 : au début des années 1970 en France, les Comités Palestine (qui se sont transformés en Mouvement des Travailleurs arabes en 1972) recrutent bien davantage parmi les immigrés maghrébins que parmi les personnes originaires de Palestine ou du Liban. Le MTA s'orientera ensuite davantage vers le soutien à la condition des immigrés (Cf. Hajjat, Abdellali, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien à la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n°98, hiver 2006, p. 74-91 et Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers, op. cit.*, p. 77-80).

<sup>1064</sup> L'exemple le plus abouti de ce modèle serait sans doute celui des Tigres tamouls (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, LTTE) qui cherchent essentiellement à encadrer la « diaspora » tout en organisant très peu d'actions protestataires visibles, au moins jusqu'en 1995. Cf. Rigoni, Isabelle, « Nationalisme et violence politique dans l'Etat unitaire. Les Kurdes du PKK et les Tamouls des LTTE », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°28, 1999, p. 276-281. Voir aussi Angoustures, Aline et Pascal, Valérie, « Diaspora et financement des conflits », in Jean, François et Rufin, Jean-Christophe (dir.), *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996, p. 495-542.

<sup>1065</sup> Le 23 juillet 1991, l'attaque au cocktail Molotov de l'Ambassade de Jordanie à Neuilly par des militants des Comités Palestine (et plus précisément de certains militants du groupe « Karameh » de la Milice ouvrière multinationale, aile militaire de la Gauche prolétarienne, dont certains sont membres des Comités) conduit de nombreux militants ouvriers maghrébins - souvent peu politisés avant leur migration - à se distancier des Comités en raison de la violence utilisée. Cf. Hajjat, Abdellali, « Les comités Palestine (1970-1972)... », *art. cit.*

révolutionnaire arménienne (FRA)<sup>1066</sup>. Au sein du mouvement kurde en revanche, la marginalisation rapide de tous les petits partis kurdistes au profit du TKSP et surtout du PKK et la division du travail militant qui s'opère très vite entre ces deux partis (activité protestataire publique pour le second, activités plus discrètes de lobbying et d'information pour le premier) font que la concurrence entre organisations - réelle en Turquie dans les années 1970 et facteur essentiel des processus violents de cette époque, comme on l'a vu dans le chapitre I - ne débouche pas sur une radicalisation des modes d'action en Europe dans les années 1980.

Par ailleurs, la question de l'exemplarité des luttes des groupes palestiniens et arméniens se pose clairement au moment où émergent les mobilisations kurdes en Europe. Alors que ces mouvements bénéficient dans les années 1970 d'une aura et d'un pouvoir d'attraction formidables au sein de l'espace des luttes de libération, il ne semble pas en aller de même au début des années 1980. Si les groupes palestiniens ont réussi à internationaliser le débat sur leur cause, ils ne sont pas réellement parvenus à réorienter la politique israélo-palestinienne des gouvernements européens et sont toujours considérés comme des organisations « terroristes » ; si les groupes arméniens ont un temps bénéficié de soutiens en Europe (et notamment de la France), leurs actions violentes les ont finalement fortement délégitimés après 1983. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les groupes de la gauche radicale (les *Brigade Rosse* en Italie, la *Rote Armee Fraktion* en Allemagne, Action directe en France) sont également en déclin et les attentats commencent à être associés à l'« islamisme », comme en 1985-1986 en France<sup>1067</sup>. On peut donc émettre une troisième hypothèse, qui postulerait que les groupes kurdistes, au début des années 1980, cherchent également à se distancier des méthodes qualifiées généralement de « terroristes » en Europe, et ce d'autant plus que les groupes qui les utilisent apparaissent en situation d'échec relatif.

Enfin, et peut-être surtout, une dernière hypothèse concerne les implications des soutiens étatiques du PKK. Sans considérer l'organisation d'Öcalan comme une « organisation-écran », sans retenir ici la notion de « parrainage »<sup>1068</sup>, force est de constater que le PKK n'aurait jamais pu se développer sans l'aval et la protection de la Syrie, qui lui a

---

<sup>1066</sup> Minassian, Gaïdz, *Guerre et terrorisme arméniens, op. cit.*

<sup>1067</sup> Sur la vague d'attentats de 1985-1986 en France, voir Bigo, Didier, « Les attentats de 1986 en France : un cas de violence transnationale et ses implications », *Cultures et Conflits*, n°4, 1992, p. 123-173.

<sup>1068</sup> Chez Didier Bigo, ces deux termes sont utilisés pour décrire l'idée qu'un Etat et une organisation ont des « valeurs partagées » et se retrouvent au sein d'une même « communauté de pensée ». Cf. *Ibid.*

fourni sanctuaire, camps d'entraînement et relative liberté d'action sur son territoire, surtout à partir de 1986. Or, comme on a commencé à le voir à la fin du chapitre III, ce soutien a régulièrement conduit à des tensions entre la Turquie et son voisin, notamment en 1987, 1992, 1996 et 1998. Il est ainsi généralement admis que la limitation du conflit aux zones kurdes du sud-est de la Turquie (et sa non-propagation aux métropoles turques de l'ouest du pays) est essentiellement due à un accord tacite entre les Etats turc et syrien : des attaques meurtrières à İstanbul ou Ankara auraient été perçues par les autorités turques comme une véritable déclaration de guerre qui aurait appelé une réaction militaire immédiate et musclée (bombardements des camps du PKK au Liban, bombardement du Quartier Général d'Öcalan à Damas, voire alliance avec Israël contre la Syrie dans le cas d'un conflit ouvert<sup>1069</sup>). Et tout porte à croire que la modération du répertoire du PKK en Europe est également liée aux relations qu'entretient la Syrie avec les différents pays européens : les Etats occidentaux n'auraient jamais pu tolérer une vague d'attaques à l'explosif en Europe et auraient tout fait pour que le régime syrien expulse le PKK et lui livre son chef. Ce serait donc paradoxalement le soutien syrien au PKK qui permettrait d'expliquer, en raison des contraintes du système international, le non-recours à certains modes d'action violents en Europe.

Ces développements permettent déjà de répondre à la troisième question soulevée dans l'introduction de ce chapitre : comment se forment le répertoire d'action d'un groupe n'ayant pas d'expérience protestataire significative en un lieu donné ? Il ressort ici que la constitution du répertoire du PKK obéit à des logiques multiples et complexes : l'importation de modes d'action courants en Turquie et la réappropriation de modes d'action usités par d'autres en Europe dépend ainsi tout autant de contraintes internes (population kurde et turque numériquement importante en Europe, nécessité de rendre compatibles les techniques de lutte utilisées en Europe et au Moyen-Orient), de contraintes externes (contrainte de légitimation, règles de l'espace protestataire en Europe, règles et rapports de force du système international), des opportunités politiques et médiatiques que le mouvement kurde entend se créer (nécessité de trouver des soutiens et de les ménager), que des identités sociales (mémoire de la lutte armée, sentiment d'appartenir à un peuple « opprimé », à une

---

<sup>1069</sup> On serait alors sorti du cadre de la « diplomatie parallèle » dont parle Hamit Bozarslan pour entrer dans une véritable guerre inter-étatique. Cf. Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 311-331. L'hypothèse d'une limitation du conflit aux régions du sud-est du pays en raison du soutien syrien est d'ailleurs renforcée par la réaction du PKK après 1998 : l'expulsion d'Öcalan de Syrie puis son arrestation par la Turquie incitent certaines tendances du parti à lancer des attaques-suicide au cœur même d'İstanbul.

« minorité »<sup>1070</sup>) et politiques (marxisme, nationalisme) de ses membres, qui peuvent ressentir une homologie de position ou de situation avec d'autres groupes sociaux ayant déjà une expérience plus ou moins longue de la protestation.

Mais au-delà de l'exemple du mouvement kurde, notre analyse permet de commencer à mieux comprendre la manière dont sont produits les modes d'action, de lieux en lieux et de groupes sociaux en groupes sociaux, jusqu'à - peut-être - constituer le répertoire d'un pays donné. Alors que C. Tilly parle de « différentes versions d'un même répertoire » au sein d'un pays donné (il y aurait *un seul et même* répertoire national s'imposant à tous mais dont une partie seulement serait utilisée par chaque groupe mobilisé), il se pourrait en effet que le répertoire d'action d'un pays donné soit d'abord le résultat de *l'agrégation de différents répertoires* de groupes singuliers, comme l'a d'ailleurs suggéré plus récemment C. Tilly en affirmant que « les répertoires d'action appartiennent aux configurations d'acteurs en conflit ». C'est ainsi qu'il faudrait comprendre l'apparition et la lente institutionnalisation de « nouveaux » modes d'action au sein d'un espace national. Certaines manières de protester du mouvement kurde se sont par exemple également diffusées à d'autres populations mobilisées : la grève de la faim au thé sucré - d'abord utilisée dans les prisons turques - est ainsi devenue une pratique répandue des sans papier en France (au-delà des immigrés d'origine turque ou kurde)<sup>1071</sup> et l'immolation par le feu est également entrée en 2003 dans le répertoire d'action européen des Moudjahidin du Peuple iranien<sup>1072</sup>.

Faudrait-il alors abandonner l'idée même d'un répertoire national au profit d'une multitude de répertoires singuliers à chaque groupe social, à l'image de certains chercheurs qui ont remis en cause l'idée d'« espace public » (Habermas) pour mettre en avant *des* espaces publics « mosaïques »<sup>1073</sup> ? La diffusion transnationale des modes d'action et des techniques de lutte incite à le penser, mais ce serait aussi oublier que divers processus d'institutionnalisation - opérant le plus souvent à une échelle nationale - peuvent permettre ensuite la production d'un répertoire national dont l'usage est légitime (lois encadrant la protestation, mais également production médiatique de ce qui est juste ou non). Faudrait-il, de même, considérer qu'un répertoire est beaucoup plus souple et évolutif que ne le laisse penser

---

<sup>1070</sup> Même si le terme est rejeté par la totalité des militants et sympathisants du PKK que nous avons rencontrés.

<sup>1071</sup> Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, op. cit., p. 302.

<sup>1072</sup> Selon des témoignages d'anciens militants des Moudjahidin du Peuple, Maryam Radjavi aurait explicitement fait référence aux immolations par le feu en faveur d'Öcalan avant la quinzaine d'immolation qui ont suivi sa propre arrestation en France. Cf. *Survivors's Report*, n°5, p. 5-9.

<sup>1073</sup> François, Bastien et Neveu, Erik, (dir.), *Espaces publics mosaïques*, op. cit.

C. Tilly, comme l'ont avancé d'autres chercheurs en qualifiant les premières formulations du chercheur américain d'« historicistes »<sup>1074</sup> ? Si une réponse claire nous semble ici prématurée, il convient de souligner la grande stabilité du stock de modes d'action utilisés par le mouvement kurde de 1988 à nos jours : rien n'indique en effet que les échanges de coups entre adversaires jouent un rôle important dans la constitution du répertoire des organisations kurdistes en Europe au début des années 1980, et ils semblent tout aussi peu à même d'infléchir le répertoire du mouvement kurde au cours des années 1980 et 1990. Mais il se pourrait pourtant que ces interactions conflictuelles aient des incidences fortes à la fois sur la construction de *répertoires nationaux* du mouvement kurde en Europe, et sur le choix d'un mode d'action au sein du ou des répertoires (c'est-à-dire sur la *structure* du ou des répertoires) : de fait, la réponse à ces deux questions nécessite une analyse plus approfondie des variations du répertoire du mouvement kurde dans l'espace (à l'échelle des différents pays européens) et des évolutions affectant sa structure dans le temps (à l'échelle des différentes vagues de mobilisations).

## ***B. Répertoire(s) et structure du répertoire : l'invention d'une tradition protestataire***

### *1. Des répertoires relativement indépendants des contextes ? Pour une perspective compréhensive*

Pour étudier la constitution du répertoire d'action du mouvement kurde en Europe, nous avons raisonné jusqu'à présent à la fois à une échelle globale (espaces européen et turc, mouvements interagissant avec le mouvement kurde), et à une échelle microsociologique (contacts et relations entre différentes organisations kurdistes et d'autres mouvements et organisations) : il convient désormais de resituer ces pratiques contestataires au sein de leurs contextes nationaux, d'autant plus que nous avons commencé à observer à la fin du chapitre III que les registres d'action du mouvement kurde pouvaient différer selon les pays. De même que nous avons vu que le répertoire européen du mouvement kurde était différent du répertoire qu'il utilisait en Turquie et au Moyen-Orient, il se pourrait en effet que le répertoire des organisations kurdistes varie en fonction des contextes des différents pays européens,

---

<sup>1074</sup> Cf. Mathieu, Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire. Les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue française de sociologie*, Vol. 45, n°3, 2004, p. 570. L'article est une présentation critique de trois ouvrages récents de sociologie des mobilisations, dont celui de McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, et Tilly, Charles, *Dynamics of Contention*, *op. cit.* Pour Lilian Mathieu, « Le concept de répertoire [...] n'est plus [dans cet ouvrage] envisagé comme une liste stable et fermée de formes d'action collectives répétées à l'identique, mais comme des performances constamment réinventées et redéfinies sous le double effet de l'improvisation et de l'échange des coups entre les adversaires. De la sorte, le concept échappe à l'historicisme qui imprégnait les premières formulations de Tilly pour mieux intégrer l'inventivité et l'innovation tactique dont font preuve les acteurs dans le cours même de la dynamique contestataire ».

comme le suggère Charles Tilly en plaçant les structures politiques et économiques au centre de son raisonnement. Inversement, il est tout aussi possible que la structuration interne du PKK permette une certaine homogénéisation des répertoires à l'échelle européenne, comme nous l'avons montré à propos du recours à la protestation dans le chapitre III. Mais si l'on suit également l'idée du chercheur américain selon laquelle le choix des modes d'action au sein d'un répertoire est à la fois déterminé par la familiarité avec certaines pratiques et les interactions avec les adversaires, alors se pose la question de la stabilité de la structure du ou des répertoires du mouvement kurde dans le temps.

Nous l'avons vu à la fin du chapitre II et au début du chapitre III, l'analyse statistique des événements protestataires à partir de sources de presse induit des biais importants, notamment en ce qui concerne l'étude des modes d'action d'un mouvement (tableaux II-10 et III-6) : la presse a en effet tendance à rapporter davantage les actions violentes et spectaculaires que les actions plus routinisées, ce qui nous interdit par exemple de repérer les modes d'action les plus usités par le mouvement kurde en un pays donné ou à l'échelle de l'espace européen de la cause kurde<sup>1075</sup>. Mais nous avons également montré dans le chapitre II que ce biais apparaissait relativement stable<sup>1076</sup>, ce qui pourrait nous permettre de mener une analyse comparée de la structure du répertoire dans l'espace (entre pays) et dans le temps (entre périodes). Pour autant, notre source tertiaire introduit d'autres biais dont il faut tenir compte. Nous avons en effet vu dans le chapitre III que le *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde sur-représentait les actions protestataires kurdistes en France dans les années 1980 (notamment par rapport aux actions en Allemagne lors de la même période et par rapport aux actions en France dans les années 1990) ; Or, ce biais est sans doute à l'origine d'une sous-représentation des actions violentes en France sur l'ensemble de la période étudiée (tableau III-32). Ce n'est donc qu'en gardant à l'esprit cette limite que nous pourrions tenter de

---

<sup>1075</sup> Il nous est juste possible d'avancer que le nombre d'actions spectaculaires (occupations de locaux, blocages d'autoroute par exemple) ou d'actions violentes (attaques incendiaires, affrontements) recensées dans notre corpus tend davantage à se rapprocher de l'exhaustivité que le nombre de rassemblements et de défilés recensés. Nous avons par contre montré que, dans le cas kurde, le nombre de participants à une action protestataire ne semblait pas déterminant dans la couverture médiatique.

<sup>1076</sup> Nous avons vu dans le chapitre II que la sur-représentation des événements violents ou spectaculaires était commune à la presse française et à la presse allemande durant toute la durée de l'« Affaire Öcalan ». Nous n'avons certes pas pu montrer que ce biais était stable sur la moyenne durée (à l'échelle d'une à deux décennies par exemple), mais on peut raisonnablement penser que si la propension à rapporter davantage ce type d'événement varie dans le temps, c'est surtout sur la longue durée (à l'échelle de plusieurs décennies) que ses effets se feront sentir (transformation de la structure du champ journalistique).

comparer la structure du répertoire du mouvement kurde dans différents pays et à différents moments<sup>1077</sup>.

**Tableau IV-2. Structure du répertoire d'action du mouvement kurde dans différents pays européens**

	<i>All.</i>	<i>Belgique</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total Europe</i>
<b>Rassemblements</b>	22%	21%	29%	25%	<b>15%</b>	26%	24%
<b>Défilés</b>	16%	<b>6%</b>	16%	14%	15%	17%	14%
<b>Marches</b>	2%	0%	1%	0%	0%	3%	1%
<b>Occupations</b>	22%	23,5%	25%	18%	<b>33%</b>	27%	26%
<b>Séquestrations</b>	4%	3%	3%	4%	4%	4%	3,5%
<b>Blocages</b>	5%	9%	2%	0%	7%	0%	3%
<b>Dégradations</b>	9%	12%	<b>1%</b>	<b>14%</b>	4%	3%	5%
<b>Affrontements</b>	10%	6%	<b>2%</b>	4%	7%	8%	5,5%
<b>Grèves de la faim</b>	3%	12%	13%	14%	4%	5%	9%
<b>Menaces de suicide</b>	1%	3%	0,5%	4%	0%	1%	1%
<b>Act. sacrificielles</b>	3%	0%	0%	4%	0%	0%	2%
<b>Act. symboliques</b>	3%	6%	7%	0%	11%	8%	5%
Total (N)	283	34	276	28	27	78	830

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse, à l'exception des attaques incendiaires.

Lorsqu'on compare ainsi les modes d'action utilisés<sup>1078</sup> en Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse (excepté les attaques incendiaires qui interviennent essentiellement en Allemagne et dont on verra plus loin les logiques singulières<sup>1079</sup>), tout semble indiquer que la structure du répertoire européen du mouvement kurde est quasi-insensible aux contextes nationaux (tableau IV-2). Comme pressenti, les actions violentes (affrontements, dégradations) sont proportionnellement moins importantes en France que dans les autres pays, différence qui pourrait s'expliquer par la surreprésentation dans notre corpus des événements ayant eu lieu dans les années 1980 dans ce pays. D'autres légères variations existent certes (moins de défilés en Belgique, plus de dégradations et moins d'occupations en Grande-Bretagne, moins de rassemblements aux Pays-Bas), mais elles semblent davantage relever de l'exception qui vient confirmer la règle que de l'« anomalie »

<sup>1077</sup> Insistons également sur le fait que nos statistiques ne pourront en aucun cas être lues à l'échelle d'un seul pays et ne prendront tout leur sens que dans la comparaison entre pays.

<sup>1078</sup> L'unité d'analyse est ici le mode d'action et non l'événement (Rappelons que nous avons codé de un à trois modes d'action par événements).

<sup>1079</sup> Du fait de leur nombre important, les attaques incendiaires biaisaient fortement les proportions de tous les autres modes d'action utilisés par les militants kurdistes en Allemagne. Leur exclusion temporaire ne vise ici qu'à faciliter la comparaison entre pays, pour ensuite mieux mettre en évidence leur singularité.

appelant la réfutation de l'hypothèse (d'autant que ces trois pays sont aussi ceux pour lesquels le nombre de cas est le plus faible). Enfin, si certains modes d'action sont totalement absents dans quelques pays (les marches en Belgique ou en Grande-Bretagne, les actions sacrificielles dans tous les pays sauf l'Allemagne et la Grande-Bretagne par exemple), c'est qu'ils sont également utilisés de manière marginale dans les autres pays.

Si l'on exclut temporairement les attaques incendiaires, tout porte donc à croire qu'il faudrait parler, sur la moyenne durée, d'un seul répertoire du mouvement kurde en Europe (et non de différents répertoires nationaux : presque tous les modes d'actions sont utilisés dans tous les pays), mais aussi d'une seule version de ce répertoire, sa structure paraissant similaire quel que soit le pays considéré). Cette conclusion n'est évidemment qu'à moitié surprenante : nous avons vu plus haut que les modes d'action du mouvement kurde trouvaient leurs origines dans une multitude d'espaces de lutte qui pouvaient déborder les frontières nationales et, dans le chapitre III, que la structuration transnationale du PKK avait permis une forte homogénéisation de l'espace européen de la cause kurde. Elle vient pourtant questionner certaines lectures de la notion de répertoire d'action, couramment rencontrées dans la littérature sociologique.

Le cas kurde semble en effet montrer qu'un répertoire peut être relativement indépendant des contextes dans lesquels il s'inscrit : alors que la France et l'Allemagne sont les deux seuls pays à avoir interdit le PKK après 1993, alors que la politique des Pays-Bas est restée tout au long des années 1980 et 1990 très tolérante à l'égard du mouvement kurde, alors même que l'Allemagne compte dix fois plus de Kurdes sur son territoire que la Belgique et qu'elle entretient des relations bien plus complexes que son voisin avec la Turquie, le mouvement kurde a dans tous ces pays usés des mêmes techniques de lutte et - c'est le plus important - les a utilisées dans des proportions très similaires. Si C. Tilly avançait l'idée que « les répertoires appartiennent aux configurations d'acteurs en conflit, et non à des acteurs isolés », il semble bien qu'un mouvement puisse donc également, au moins dans certains cas, s'accaparer pleinement « son » répertoire et le déployer de manière relativement uniforme, sans réellement prendre en compte le fait que les configurations conflictuelles dans lesquelles il est engagé sont de fait *objectivement* différentes. Or, cette conclusion bat en brèche à la fois les lectures structuralistes et utilitaristes des répertoires d'action, pour mettre en avant une

lecture davantage « compréhensive »<sup>1080</sup> de la notion : alors que - selon un certain nombre de chercheurs - les conditions politiques différenciées dans lesquelles se trouve le PKK dans les pays européens auraient dû produire des répertoires distincts, alors qu'il eut été également sans doute politiquement beaucoup plus rentable au PKK d'adapter ses répertoires aux différents contextes européens, tout se passe comme si l'organisation d'Öcalan n'*envisageait* l'Europe que comme un espace très homogène et agissait en conséquence. Cela ne signifie pourtant aucunement que les militants et sympathisants du mouvement (et même Öcalan et les commandants) ne *perçoivent* pas les spécificités ou les opportunités propres à chaque pays : tous les militants et sympathisants rencontrés nous ont par exemple assuré que l'Allemagne était bien moins tolérante vis-à-vis du PKK que la France<sup>1081</sup>. Mais ces perceptions ne semblent pas centrales dans les déterminants de l'action : elles n'affectent pas les *perspectives* des membres et sympathisants du mouvement (c'est-à-dire les considérations et les principes qui vont sous-tendre et accompagner leur action), selon lesquelles l'Europe est composée indistinctement d'Etats « hypocrites », coupables de soutenir activement ou passivement la politique des autorités turques vis-à-vis des Kurdes et centrées sur leurs propres intérêts, mais est également un espace déterminant pour financer l'organisation, recruter de nouveaux membres, désenclaver la lutte et peser ainsi sur l'Etat turc<sup>1082</sup>.

On pourrait évidemment objecter que ce sont bien des différences de régime politique qui sont à l'origine de l'adaptation du répertoire du PKK à des contextes aussi différents que l'espace turc et l'espace européen, et que c'est l'impératif de rentabilité politique qui a conduit l'organisation à « modérer » sa stratégie en Europe, propositions auxquelles nous souscrivons volontiers : il n'est aucunement dans notre objectif de démontrer que le contexte n'a aucune incidence sur l'action et que les acteurs ne calculent ni ne cherchent à obtenir des résultats rentables. Mais, là encore, une telle adaptation nous semble n'avoir été possible

---

<sup>1080</sup> C'est-à-dire une approche sociologique qui fait du sens *subjectif* des conduites des acteurs le fondement de l'action sociale. Voir Weber, Max, *Economie et Société*, *op. cit.*, p. 28 et suivantes.

<sup>1081</sup> Pour une tentative - à notre sens insuffisante - de limiter les biais objectivistes de la notion de « structure des opportunités politiques » par la prise en compte des « perceptions » des groupes mobilisés, voir Koopmans, Ruud, « Bridging the Gap : The Missing Link Between Political Opportunity Structure and Movement Action », *art. cit.*

<sup>1082</sup> Pour les théoriciens de l'« analyse motivationnelle » de la « structure des opportunités politiques », tout se passe comme si le passage de la structure à l'action obéissait un modèle séquentiel systématique : des opportunités existent (ou non), elles sont perçues par les acteurs (ou non), ces acteurs décident alors de s'engager dans l'action (ou non), et passent finalement à l'action (ou non). **L'idée de perspectives permet selon nous de mieux prendre en compte ce que les acteurs pensent faire, avant et au cours de l'action : c'est un horizon d'action essentiellement subjectif (qui ne doit pas forcément être relié à des opportunités et contraintes objectives) au sein duquel les acteurs se projettent ou se voient (plus ou moins nettement, à plus ou moins long terme) en train de faire. L'absence de perspectives permet alors aussi de mieux comprendre en quoi les acteurs peuvent parfois se sentir, au-delà des contraintes objectives, dans une situation d'impasse.**

qu'en raison des *perspectives* des dirigeants du PKK, qui semblent distinguer d'abord - et *a priori* - trois espaces de lutte au sein desquels les règles sont considérées comme singulières : les régions à majorité kurde, les régions à majorité turque et l'Europe. Si les régions kurdes sont considérées comme l'espace de la lutte de guérilla, si les régions à majorité turque et les métropoles turques sont surtout envisagées comme un lieu de politisation et de recrutement des militants et pouvant servir de théâtre d'opérations armées spectaculaires *mais ponctuelles* (en raison de l'accord tacite entre belligérants mentionné plus haut), l'Europe est d'abord pour le PKK le principal lieu de ressources organisationnelles, qu'elles soient financières (collecte de fonds) ou militantes (jeunes recrues), en raison notamment de la présence d'une immigration kurde extrêmement nombreuse et souvent bien plus aisée qu'en Turquie<sup>1083</sup>. Bref, s'il y a bien, comme sans doute pour toutes les organisations transnationales, adaptation du répertoire au contexte, ce n'est pas tant en raison des opportunités « disponibles » au sein de ce contexte que des perspectives très subjectives qui sous-tendent et accompagnent ce répertoire et des opportunités *que les acteurs entendent se créer*.

## 2. *Evolution de la structure du répertoire et perspectives des acteurs*

Il reste que si la structure du répertoire du mouvement kurde ne semble pas fortement varier en fonction des différents contextes européens, rien n'indique qu'elle soit aussi stable dans la durée. On peut même faire l'hypothèse que certains modes d'action du répertoire seront favorisés à certains moments - les interactions conflictuelles avec le ou les adversaires nécessitant de toujours adapter l'action aux circonstances présentes de sa réalisation - et que d'autres modes d'action - d'un usage plus routinisé ou plus facile- se révéleront insensibles aux cours des événements. En fonction de *périodes* et *phases* mises en évidence dans le chapitre III (tableau III-15), le tableau IV-3 tente de résumer l'évolution de la structure du répertoire européen du mouvement kurde entre 1982 et 1999<sup>1084</sup>.

Comme on pouvait s'y attendre, la propension à recourir à certains modes d'action du répertoire semble bien fonction des différentes phases de la protestation. Si les marches, les grèves de la faim et les actions symboliques sont une composante plus importante du répertoire dans la première moitié des années 1980 qu'à d'autres moments, les occupations sont par exemple davantage utilisées dans la seconde moitié des années 1980. De même, si la

---

<sup>1083</sup> Nous verrons néanmoins plus tard que les perspectives du PKK en Europe évoluent à partir de la fin des années 1980.

<sup>1084</sup> Rappelons une nouvelle fois qu'une lecture horizontale du tableau (pour une phase donnée) est à proscrire : ces statistiques ne prennent sens que dans la comparaison entre les différentes phases.

proportion de défilés et d'actions violentes (dégradations, affrontements) ou « musclées » (blocages) est plus importante entre 1991 et 1996 que durant d'autres phases, les séquestrations, les menaces de suicide et les actions sacrificielles prennent plus de place au sein du répertoire à la fin des années 1990. Par contre, la propension à recourir aux rassemblements apparaît relativement stable au cours du temps, comme si ce mode d'action pouvait être adapté à tout type de situations.

**Tableau IV-3. Evolution de la structure du répertoire d'action du mouvement kurde en Europe (1982-1999)**

	1 <sup>ère</sup> période		2 <sup>ème</sup> période		Total Europe
	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	
Rassemblements	22%	21%	26%	27%	24%
Défilés	8,5%	8%	<b>19,5%</b>	11%	13%
Marches	<b>12%</b>	0%	1%	0%	1,5%
Occupations	29%	<b>44%</b>	14%	27%	26,5%
Séquestrations	0%	2%	2%	<b>10%</b>	4%
Blocages	0%	2%	<b>6%</b>	1%	3%
Dégradations	0%	3%	<b>9%</b>	2%	4%
Affrontements	2%	2%	<b>10%</b>	4%	6%
Grèves de la faim	<b>17%</b>	11%	8%	6,5%	9%
Menaces de suicide	0%	0,5%	1,5%	<b>2%</b>	1%
Actions sacrificielles	0%	0%	2%	<b>5%</b>	2%
Actions symboliques	<b>10%</b>	7%	3%	4%	5%
Total (N)	59	236	344	168	807

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse, à l'exception des attaques incendiaires.

Au-delà, une lecture globale du tableau pourrait venir confirmer les hypothèses avancées par S. Tarrow sur l'Italie des années de plomb : les actions violentes tendent à être d'un recours plus facile à un moment avancé d'un cycle de protestation, les acteurs cherchant d'abord à épuiser les formes « traditionnelles » de protestation avant de se tourner vers des actions plus perturbatrices<sup>1085</sup>. Les marches, les grèves de la faim et les actions symboliques sont en effet une composante très utilisée du répertoire au début des années 1980, au début du cycle de protestation kurdiste : le mouvement kurde, et en particulier le PKK, tente alors d'accéder à l'espace médiatique en se montrant tout à la fois très pacifique et déterminé. Nos données montrent par ailleurs que c'est dans la deuxième moitié des années 1980 que les occupations de locaux prennent la place la plus importante au sein du répertoire du

<sup>1085</sup> Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder...*, op. cit., p. 70.

mouvement kurde : après les actions très « pacifiques » des premières années, l'heure serait alors à des actions plus spectaculaires et parfois plus « musclées », destinées à obliger les médias, les partis ou les gouvernements à prendre position. Ce n'est qu'à partir de la première moitié des années 1990 que les affrontements, les dégradations et les blocages en viennent à prendre une telle place au sein du répertoire (25% du répertoire contre maximum 7% durant les autres phases), comme si une situation d'échec relatif avait conduit le PKK à des actions « plus perturbatrices ». On pourrait même enfin, en prolongeant l'hypothèse de S. Tarrow, avancer ici qu'aux « actions plus perturbatrices » peuvent succéder la menace de se sacrifier - souvent d'ailleurs avec les personnes que l'on séquestre - voire le passage à l'acte effectif.

Outre qu'elle ne nous semble pas adaptable à toutes les situations conflictuelles (les groupes arméniens - qui pouvaient bénéficier d'une population mobilisable en Europe - ont-ils d'abord cherché à épuiser toutes les formes d'action « traditionnelles » avant de se lancer dans l'action violente ?), l'hypothèse de Sidney Tarrow - qui recèle sans aucun doute une part de vérité et de bon sens dans le cas kurde - apparaît en fait trop mécaniste : le déroulement des événements n'est jamais écrit à l'avance, et si l'émergence de modes d'actions violents peut effectivement relever de processus objectivables, ces processus complexes ne peuvent être réduits à l'idée que la violence n'est utilisée qu'en dernier recours. En effet, contrairement à ce qu'observent Sidney Tarrow ou Donatella della Porta pour l'Italie et l'Allemagne des années 1970, et contrairement à l'hypothèse de Michel Wieviorka sur l'« anti-mouvement social »<sup>1086</sup>, l'importance que prennent les modes d'action violents au sein du répertoire du mouvement kurde au début des années 1990 n'est pas corrélée à une baisse de la mobilisation et s'avère même concomitante à un véritable élargissement de la protestation kurdiste en Europe (cf. le tableau III-15 sur l'évolution de la taille des actions protestataires). Et cette remarque est encore renforcée par le fait que c'est précisément durant cette phase que les défilés - qui sont un moyen de montrer la force du nombre - prennent une place encore plus importante au sein du répertoire. Une lecture en termes de « structure des opportunités politiques » pourrait là encore sembler pertinente : si l'on se souvient que c'est en novembre-décembre 1993 que le PKK est interdit en Allemagne et en France, alors il se pourrait qu'une certaine « fermeture » des opportunités ait conduit le parti d'Öcalan à recourir davantage à des modes d'action violents et à montrer qu'il bénéficie malgré tout du soutien de nombreux

---

<sup>1086</sup> Tarrow, Sidney, « Cycles of Collective Action... », *art. cit.*, p. 291 ; Della Porta, Donatella, *Social Movement, Political Violence and the State...*, *op. cit.*, p. 52-53 ; Wieviorka, Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, notamment p. 20 ; Wieviorka, Michel, *La violence*, Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 34.

Kurdes en Europe. Mais s'il apparaît que les affrontements sont un mode d'action proportionnellement bien plus usité après l'interdiction du PKK dans ces deux pays, le tableau IV-4 vient nuancer l'idée d'une rupture claire à partir de 1994 : les défilés ont déjà une place plus importante au sein du répertoire entre 1991 et 1993, les occupations et les grèves de la faim sont en proportion déjà moins usitées durant cette même période et certains modes d'action plus « musclés » (séquestrations, blocages, dégradations) sont également en augmentation, voire parfois plus importants au sein du répertoire qu'après 1993.

**Tableau IV-4. Structure du répertoire d'action du mouvement kurde en Allemagne et en France avant et après l'interdiction du PKK (1986-1996)**

	<b>1986-1990</b>	<b>1991-1993</b>	<b>1994-1996</b>
<b>Rassemblements</b>	22%	29%	22%
<b>Défilés</b>	8%	<b>17%</b>	25%
<b>Marches</b>	0%	0%	2%
<b>Occupations</b>	42%	<b>24%</b>	6,5%
<b>Séquestrations</b>	3%	<b>5%</b>	1%
<b>Blocages</b>	2%	<b>4%</b>	7%
<b>Dégradations</b>	4%	<b>9%</b>	6,5%
<b>Affrontements</b>	1%	1%	<b>17,5%</b>
<b>Grèves de la faim</b>	13%	<b>7%</b>	5%
<b>Menaces de suicide</b>	0%	2%	1%
<b>Actions sacrificielles</b>	0%	1%	3%
<b>Actions symboliques</b>	6%	3%	3%
Total (N)	156	105	154

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse, à l'exception des attaques incendiaires.

Le tableau IV-4 nous incite donc à nous pencher plus sérieusement sur les *perspectives* des acteurs. Comme on l'a vu auparavant, ce n'est en fait qu'à partir du début des années 1990 - après la Conférence internationale de Paris sur les Kurdes<sup>1087</sup> - que l'Europe commence à être envisagée par le PKK comme un espace majeur de ressources politiques<sup>1088</sup>. C'est ce qui pousse sans doute le parti d'Öcalan, qui dispose désormais d'un potentiel militant conséquent, à favoriser rassemblements et défilés (46% entre 1991 et 1993 contre 30% entre 1986 et 1990) aux dépens des occupations de locaux (24% contre 42% entre 1986 et 1990). C'est aussi en novembre 1992 que sont organisées les élections du Parlement national kurde en Europe et en janvier 1993 qu'a lieu la grande grève de la faim de Bruxelles (qui, avec ses

<sup>1087</sup> Organisée par l'Institut kurde de Paris et la Fondation Danièle Mitterrand les 14 et 15 octobre 1989.

<sup>1088</sup> Entretien avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, France, juin 2001.

700 participants et sa durée d'au moins un mois, a bien plus de poids symbolique que ne le laissent penser nos statistiques). Cette stratégie ne débouchant sur aucune avancée importante auprès des gouvernements européens (Kohl promet même aux autorités turques devenues plus pressantes de ne plus tolérer les activités du PKK en Allemagne), le parti se lance dans un véritable bras de fer avec les autorités allemandes et européennes (campagnes d'actions spectaculaires de juin et novembre 1993) qui aboutira à son interdiction en France et en Allemagne. Et ce n'est qu'à partir de 1994 que les affrontements avec la police prendront une place significative au sein du répertoire. En Allemagne, ces affrontements sont clairement liés à une volonté de passer outre l'interdiction du parti : ils interviennent très souvent - comme on le verra plus tard - au moment d'interventions policières qui font suite à l'exhibition de symboles du parti, désormais prohibés. Tout porte donc à croire que c'est bien l'évolution des perspectives des acteurs du mouvement - et non l'ouverture ou la fermeture d'opportunités politiques « objectives » et « perçues » qui est à l'origine de l'investissement plus important du PKK en Europe et de l'évolution de la structure de son répertoire d'action au début des années 1990.

Ce changement de perspectives est sans aucun doute lié à l'augmentation du nombre de sympathisants de la cause kurde dans les pays européens. Il ne peut également être compris qu'en rapport avec le contexte international qui suit l'effondrement de l'Union soviétique et la guerre du Golfe. Mais s'il l'on croit, comme nous l'avons montré dans le chapitre III, que c'est d'abord l'évolution du conflit au Moyen-Orient qui détermine les variations de la mobilisation au sein de l'espace européen, alors il se pourrait de la même manière que des transformations de la guerre soient à l'origine de l'évolution de la structure du répertoire d'action du PKK en Europe. Or, nous avons d'ores et déjà vu que le début des années 1990 était marqué par une forte aggravation du conflit en Turquie (tableau III-16) : importante augmentation du nombre d'assassinats politiques dont les auteurs sont restés « inconnus », forte augmentation du nombre de villages et hameaux évacués, forte augmentation du nombre annuel de tués... A cette aggravation répond une évolution du répertoire d'action du PKK et plus généralement du mouvement kurde de Turquie au Moyen-Orient : insurrections urbaines (*serîhildan*) à partir de 1991, formation du parti kurdiste légal HEP (*Halkın Emek Partisi*, Parti populaire du Travail) en 1990 puis du DEP (*Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie) en 1991, fondation du Centre culturel mésopotamien d'Istanbul (MKM, *Mezopotamya Kültür Merkezi*) en 1991 puis de l'Institut kurde d'Istanbul (*İstanbul Kürt Enstitüsü*, *Stenbol Enstitüya Kurdî*) en 1992, cessez-le-feu unilatéral du PKK en mars 1993... mais aussi

enlèvements de touristes occidentaux à partir de 1991 et attentats dans des zones touristiques à partir de juillet-août 1993, après la fin du cessez-le-feu. On le voit, la plupart de ces « innovations » visent de près ou de plus loin à internationaliser la question kurde de Turquie et à impliquer davantage les Etats occidentaux : l'Europe peut alors devenir, dans l'esprit des militants kurdistes, le lieu d'où proviendront les avancées politiques nécessaires, d'autant plus que le Parlement européen, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le gouvernement français et même les autorités allemandes suivent de très près la situation des Kurdes en Turquie (chapitre II). La désillusion qui fait suite à l'attitude de non-négociation des autorités turques et à l'interdiction du PKK en Allemagne peut donc expliquer - au moins en partie - l'utilisation de modes d'action plus violents à partir de 1994.

### *3. Structure du répertoire et interactions conflictuelles : le retour d'une spécificité allemande*

Ces éléments pourraient ainsi permettre d'expliquer l'importance nouvelle accordée à certains modes d'action à partir du début des années 1990. Il reste pourtant que l'hypothèse d'une influence majeure du contexte au Moyen-Orient sur l'évolution de la structure du répertoire du mouvement kurde en Europe se doit d'être empiriquement vérifiée. Nous avons certes vu que la structure de ce répertoire semblait relativement insensible aux contextes nationaux lorsqu'on raisonnait sur la moyenne durée (agrégation des différentes années) et qu'elle semblait bien varier en fonction de l'intensité du conflit à l'échelle européenne (agrégation des différents pays) ; rien ne nous dit cependant qu'elle évolue simultanément et uniformément dans *chaque* pays européen : il se pourrait donc que la structure du répertoire soit très sensible aux évolutions du conflit au Moyen-Orient dans certains pays, qu'elle dépende prioritairement des interactions avec les autorités dans d'autres pays, ou qu'elle soit extrêmement rigide dans d'autres encore. Si la vérification d'une telle hypothèse est difficile en raison du très faible nombre de modes d'action recensés dans certains pays et durant certaines phases de la protestation<sup>1089</sup>, il semble possible, en raisonnant sur la France et l'Allemagne au cours des trois phases pour lesquelles nous avons recensé le plus de cas,

---

<sup>1089</sup> Pour ne prendre que l'exemple de la Suisse (3<sup>ème</sup> pays pour le nombre de modes d'action dans nos données, après la France et l'Allemagne), 76 occurrences ont été recensées entre 1982 et 1999. Tenter d'analyser la variation dans le temps (4 phases) de la structure du répertoire (12 modes d'action) aurait ainsi conduit à un tableau de 48 cases, soit en moyenne 19 cas par phase et seulement 1,5 cas par case. Or, nous avons déjà vu dans le tableau IV-2 que le faible nombre de cas recensés en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande Bretagne (entre 27 et 34 occurrences sur l'ensemble de la période étudiée) pouvait déjà biaiser quelque peu les résultats obtenus.

d'apporter quelques éléments de réponse<sup>1090</sup>. Si ces deux pays peuvent *a priori* être considérés comme relativement proches dans leur rapport à la question kurde (interdiction du PKK en 1993, plus grandes populations d'origine kurde d'Europe), ils ne représentent en effet pas le même enjeu pour le mouvement, ont souvent eu des relations très différentes avec la Turquie et leur mode de gestion du PKK est toujours resté spécifique (contacts avec les cadres du parti maintenus en France, où l'interdiction n'a pas signifié la même chose qu'en Allemagne).

**Tableau IV-5. Comparaison de l'évolution de la structure du répertoire d'action du mouvement kurde en France et en Allemagne (1986-1999)**

<i>Pays</i>	<i>Modes d'action</i>	<i>1986-1990</i>	<i>1991-1996</i>	<i>1997-1999</i>	<i>Total</i>
<b>Allemagne</b>	Rassemblements	20%	18,5%	<b>33%</b>	22,5%
	Défilés	5,5%	<b>22%</b>	12%	16%
	Marches	0%	2%	0%	1%
	Occupations	<b>49%</b>	11%	22%	29%
	Séquestrations	2%	1%	<b>13%</b>	4%
	Blocages	2%	<b>8%</b>	1%	5%
	Dégradations	9%	<b>11%</b>	4%	9%
	Affrontements	0%	17%	3%	10%
	Grèves de la faim	<b>5,5%</b>	2%	3%	4%
	Menaces de suicide	0%	<b>3%</b>	0%	1,5%
	Actions sacrificielles	0%	3%	<b>6%</b>	3%
	Actions symboliques	7%	1%	3%	3%
Total (N)		55	151	69	275
<b>France</b>	Rassemblements	23%	33%	<b>33%</b>	29%
	Défilés	9%	<b>22%</b>	14%	16%
	Marches	0%	0%	0%	0%
	Occupations	<b>39%</b>	18%	24%	27%
	Séquestrations	3%	4%	<b>5%</b>	3,5%
	Blocages	2%	<b>3%</b>	0%	2%
	Dégradations	1%	<b>2%</b>	0%	1%
	Affrontements	2%	2%	9,5%	3%
	Grèves de la faim	<b>17%</b>	11%	0%	13%
	Menaces de suicide	0%	0%	<b>5%</b>	0%
	Actions sacrificielles	0%	0%	0%	0%
	Actions symboliques	5%	6%	9,5%	6%
Total (N)		101	108	21	230
<b>Total (N)</b>		<b>156</b>	<b>259</b>	<b>90</b>	<b>505</b>

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse, à l'exception des attaques incendiaires.

Or, à première vue, il ressort du tableau IV-5 que la structure du répertoire semble évoluer de manière remarquablement similaire en France et en Allemagne (cf. les chiffres en

<sup>1090</sup> Nous ne raisonnerons pas sur la phase 1982-1985, pour laquelle le nombre de modes d'action recensés était de 41 pour la France et l'Allemagne réunies. En ce qui concerne la France, la phase 1997-1999 devra par ailleurs être analysée avec précaution car elle ne compte que 21 occurrences.

gras dans le tableau). Dans les deux pays en effet, les occupations et les grèves de la faim ont une place plus importante au sein du répertoire entre 1986 et 1990, les défilés, les blocages et les dégradations sont des techniques proportionnellement plus usitées entre 1991 et 1996, tandis que les rassemblements, les séquestrations et les actions sacrificielles (si l'on additionne les menaces aux actions effectives) sont proportionnellement plus importantes entre 1997 et 1999. De légères différences existent certes (en italiques dans le tableau) : les rassemblements sont un moyen de manifester davantage privilégié en France entre 1991 et 1996 alors que ce mode d'action apparaît décliner au profit d'autres techniques en Allemagne durant la même période ; de même, les actions symboliques paraissent plus usitées en Allemagne avant 1991, alors qu'elles sont une composante plus importante du répertoire en France après 1996.

Une différence plus significative concerne cependant les affrontements : alors que c'est entre 1991 et 1996 qu'ils occupent en proportion une plus grande place en Allemagne, ce serait entre 1997 et 1999 qu'ils seraient plus usités en France. Le faible nombre de cas recensés en France durant cette phase explique sans doute en partie cette différence : de même que pour les actions symboliques, c'est le recensement de deux occurrences d'affrontements qui fait grimper un peu artificiellement la proportion de ce mode d'action à 9,5% entre 1997 et 1999. Il reste néanmoins que nous n'avons recensé que deux cas d'affrontement en 1986-1990 et en 1991-1996 en France : il semble donc que ce mode d'action soit d'un recours assez stable (mais proportionnellement plus important durant l'« affaire Öcalan ») dans ce pays alors qu'il est beaucoup plus usité en Allemagne entre 1991 et 1996. Faudrait-il alors penser que le recours à la violence obéit (aussi) à des logiques singulières en Allemagne ? Sans doute, et nous le verrons encore davantage lorsque nous analyserons la question des attaques incendiaires. Mais il ne faudrait pourtant pas croire que le cas allemand est totalement déconnecté de logiques européennes. Lorsque l'on agrège ainsi affrontements et dégradations et que l'on ne raisonne plus que sur ces deux modes d'action (et non plus sur l'ensemble du répertoire), il ressort que la violence apparaît majoritairement entre 1991 et 1996 (soit au moment où la guerre au Moyen-Orient est dans sa phase la plus dure) en Allemagne comme en France, mais aussi dans les quatre autres pays européens étudiés (pris globalement en raison du faible nombre d'occurrences recensées, cf. tableau IV-6). Tout porte donc à croire qu'il faudrait plus parler de *différence de degré* que de différence de nature lorsqu'on compare le recours à la violence en Allemagne et dans les autres pays européens.

**Tableau IV-6. Répartition des affrontements et dégradations par périodes dans certains pays européens**

	1 <sup>ère</sup> période		2 <sup>ème</sup> période		Total (N)
	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	
<b>Allemagne</b>	0%	9%	81%	9%	53
<b>France</b>	0%	33%	44%	22%	9
<b>Belgique, G-B, Pays-Bas, Suisse</b>	4,5%	18%	64%	14%	22
Total (N)	1	12	61	10	84

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

Comment alors expliquer cette différence ? Sans anticiper sur les développements suivants de notre raisonnement, il apparaît possible ici d'émettre quelques hypothèses. Dans le chapitre III, lorsque nous avons tenté d'analyser les structurations nationales et locales de la protestation kurdiste en Europe, nous avons en effet observé que l'Allemagne avait un statut particulier : les événements y étaient souvent de plus grande taille (tableau III-27), les autorités étatiques y étaient bien davantage interpellées en tant que cible « intermédiaire » mais également en tant que cible « finale » (tableaux III-28 et III-29), les revendications y concernaient bien plus fréquemment les Kurdes situés en Europe (et non les Kurdes du Moyen-Orient, cf. tableau III-30). Si l'espace allemand apparaissait bien comme une composante à part entière de l'espace européen de la cause kurde, tout semblait donc indiquer qu'il représentait également un enjeu de première importance pour le mouvement kurde et que la protestation en son sein obéissait à des logiques singulières, que l'on ne retrouvait pas réellement dans les autres pays. Les menaces puis l'interdiction effective du PKK au début des années 1990 en Allemagne ont donc constitué un véritable revers pour les cadres de l'organisation, qui ont décidé de passer outre. Aux dynamiques violentes trouvant leurs origines au Moyen-Orient se sont donc ajoutées des dynamiques violentes davantage locales, liées au bras de fer entre le parti d'Öcalan et l'Etat allemand. Si les nombreuses évolutions similaires de la structure du répertoire en France et en Allemagne semblent donc valider l'hypothèse d'une influence majeure de la guerre sur le choix des modes d'action à moyen terme, certaines différences rencontrées imposent de reconsidérer plus en détails les relations conflictuelles qui se nouent entre les militants kurdistes et leur environnement au sein d'un pays donné, d'autant plus que nous avons pour le moment exclu de notre analyse les attaques incendiaires, mode d'action qui est utilisé dans presque tous les pays européens mais qui ne prend une proportion aussi importante au sein du répertoire qu'en Allemagne.

#### 4. Un mode d'action aux logiques singulières : le recours aux attaques incendiaires

Nous avons pour le moment réfléchi sur le répertoire du mouvement kurde en Europe en excluant les attaques incendiaires de notre analyse. Or, si l'on se penche désormais sur la place qu'occupe ce mode d'action dans le répertoire de techniques protestataires usitées par les acteurs du mouvement kurde (tableau IV-6), la spécificité de l'Allemagne est encore renforcée : alors que les affrontements et dégradations restent proportionnellement assez stables dans chaque pays (hormis en France, comme nous l'avons déjà explicité auparavant), les attaques incendiaires ont en Allemagne une place autrement plus importante<sup>1091</sup>. Au-delà, si l'on ne raisonne plus que sur les attaques incendiaires (et non sur l'ensemble des modes d'action du répertoire), on observe que l'Allemagne concentre sur son sol 87% des actions ayant eu lieu en Europe, proportion bien supérieure à celle des affrontements et dégradations (60%) et à celle du total des modes d'action recensés dans nos données (46%). D'autres pays où vivent de nombreux Kurdes - la Grèce et la Norvège manquent cependant à l'appel<sup>1092</sup> - sont aussi le théâtre d'attaques au cocktail Molotov, démontrant que la violence est bien une composante du *répertoire européen* du mouvement kurde ; il n'en reste pas moins que les différences de proportion sont telles qu'elles ne peuvent qu'accréditer la thèse d'une spécificité allemande en ce qui concerne le recours aux attaques incendiaires (tableaux IV-7).

**Tableau IV-7. Comparaison de la proportion des modes d'action violents dans le répertoire du mouvement kurde dans différent pays européen**

	<i>All.</i>	<i>Belg.</i>	<i>France</i>	<i>G-B</i>	<i>P-Bas</i>	<i>Suisse</i>	<i>Total Europe</i>
<b>Affrontements et dégradations</b>	13%	16%	3%	16%	10%	9%	9%
<b>Attaques incendiaires</b>	<b>29%</b>	6%	4%	12,5%	7%	4%	15%
Nombre total de modes d'action recensés (N)	401	36	287	32	29	88	981

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

<sup>1091</sup> Rappelons que ces proportions n'ont pas la prétention de représenter la « réalité » au sein d'un pays donné et ne prennent sens que dans la comparaison entre pays.

<sup>1092</sup> L'absence de modes d'action violents en Grèce et en Norvège pourrait être liée au fait que nos compétences linguistiques ne nous ont pas permis de lire les articles en grec et en norvégien publiés dans le *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde de Paris.

**Tableau IV-8. Répartition géographique des attaques incendiaires en Europe**

	<i>Attaques incendiaires</i>	<i>Total des modes d'actions recensés</i>
<b>Allemagne</b>	<b>87%</b>	<b>46%</b>
<b>France</b>	4%	27%
<b>Suisse</b>	4%	9%
<b>Grande-Bretagne</b>	2%	3%
<b>Belgique</b>	1%	3%
<b>Pays-Bas</b>	1%	3%
<b>Suède</b>	1%	1,5%
<b>Autriche</b>	- de 1%	2%
Autres pays	0%	5,5%
Total Europe (N)	251	1258

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Sont comptabilisées ici nos données « générales », qui tendent davantage vers l'exhaustivité.

Cette spécificité nous semble appeler deux questions complémentaires. Comment expliquer d'abord que l'Allemagne soit le seul pays à être aussi touché par les attaques incendiaires alors même que tous les pays analysés sont le théâtre d'affrontements et de dégradations dans des proportions très similaires ? Inversement, comment expliquer que les attaques incendiaires puissent relever de logiques si singulières au contexte allemand alors que les autres modes d'action violents semblent relever de logiques mixtes, à la fois européennes (dans tous les pays y compris l'Allemagne) et nationales (uniquement en Allemagne) ? La remise en contexte de ces modes d'action s'avère ici nécessaire. Si les affrontements et les dégradations sont des modes d'action majoritairement usités alors que se déroulent une manifestation préalable (dans au moins 60% des cas)<sup>1093</sup>, il n'en va pas de même des attaques incendiaires, qui n'interviennent que dans 1% des cas au moment d'une autre action. Alors que les affrontements et une partie des dégradations pourraient donc être considérés comme les produits de dynamiques conflictuelles à l'origine non-violentes (conformément à la vision de Charles Tilly ou d'Olivier Fillieule), les attaques incendiaires pourraient donc relever de dynamiques très différentes, singulières à l'espace allemand ; alors que la violence pourrait relever dans le premier cas de « négociations rompues », elle pourrait s'apparenter dans le second à de la « non-négociation ». On le voit, on retrouve ici sous une forme un peu différente les questions posées par le cinquième point de notre introduction à ce chapitre : toutes les violences s'inscrivent-elles dans des logiques identiques ? S'il semble

<sup>1093</sup> Dans nos données, les affrontements n'apparaissent que dans 8 cas sur 46 (17%) alors qu'aucune action protestataire préalable n'est engagée et les dégradations n'apparaissent que dans 26 cas sur 42 (61%) alors qu'aucune action collective préalable n'a lieu, ce qui signifie que plus de 60% des violences contre les biens et les personnes apparaissent alors qu'une manifestation a déjà lieu. Mais ce taux nous semble fortement sous-évalué : les articles de presse ont en effet souvent tendance à faire références à des violences sans forcément mentionner le fait qu'elles émergent au cours d'une manifestation préalable.

trop tôt pour répondre clairement à cette question, force est de constater une fois encore que cette distinction se doit d'être nuancée : reconnaître une spécificité allemande ne signifie pas que l'on doive considérer la protestation kurdiste en Allemagne comme déconnectée de logiques européennes et avancer que des logiques singulières sont à l'origine des attaques incendiaires ne signifie pas qu'elles soient totalement indépendantes de celles qui conduisent à d'autres modes d'action violents. C'est en tous cas ce que montre le tableau IV-9, que l'on peut comparer au tableau IV-6 sur la répartition par période des affrontements et dégradations : les attaques incendiaires interviennent dans leur quasi-totalité entre 1991 et 1996 quel que soit le pays concerné et, plus généralement, les modes d'actions violents - quels qu'ils soient : dégradations, affrontements, attaques incendiaires - sont davantage utilisés durant cette phase qu'à d'autres moments.

**Tableau IV-9. Répartition des attaques incendiaires par périodes dans certains pays européens**

	1 <sup>ère</sup> période		2 <sup>ème</sup> période		Total (N)
	1982-1985	1986-1990	1991-1996	1997-1999	
Allemagne	0%	2%	90%	8,5%	118
France	0%	9%	91%	0%	11
Suisse	0%	6%	90%	4%	10
Grande-Bretagne	0%	0%	100%	0%	4
Belgique	0%	0%	100%	0%	2
Pays-Bas	0%	0%	100%	0%	2
<b>Total Europe</b>	0% (0)	2% (3)	90% (136)	8% (12)	151

L'unité de mesure n'est pas ici l'événement mais le *mode d'action* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour un seul événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

S'il existe donc bien *un* répertoire européen du PKK, si la structure de ce répertoire varie en premier lieu en fonction des perspectives globales des dirigeants du mouvement (elles-mêmes fortement dépendantes de l'évolution du conflit au Moyen-Orient), il ne fait plus de doute qu'il existe une version allemande de ce répertoire, au sein de laquelle les modes d'action occupent une place plus importante, au moins entre 1991 et 1996. La question du choix des modes d'action - et notamment des modes d'actions violents - au sein d'un répertoire ne peut être pensée en dehors des « configurations d'acteurs en conflit », pour reprendre l'expression que Charles Tilly utilise à propos des répertoires (et non de *l'agencement des modes d'action au sein d'un répertoire*).

## *Conclusion*

Cette section a donc déjà permis de répondre à un certain nombre de questions posées dans l'introduction de ce chapitre. La constitution du répertoire du PKK semble d'abord dominée par des logiques de mimétisme et de réappropriation, le choix des techniques protestataires ayant probablement pour fondement un sentiment de proximité sociale ou politique avec d'autres groupes et mouvements. Il reste que le PKK ne s'est pas réapproprié tous les modes d'action des groupes qu'il a copiés, et que certaines contraintes (culturelles, mais aussi liées aux soutiens) ont également pu peser sur ces choix. Nous avons également montré que le répertoire des mobilisations kurdistes était remarquablement similaire en Europe, tant du point de vue de son étendue (le stock de modes d'action à disposition) que de sa structure (la place qu'occupent les modes d'action au sein du répertoire). Cette singularité tient d'abord au fait que les relations avec l'Etat turc continuent de dominer le système d'interaction du PKK avec les autorités, mais il faut aussi y voir une conséquence du travail d'homogénéisation des espaces par le parti d'Öcalan. Nous avons vu cependant qu'il existait probablement une version allemande de ce répertoire (place plus importante des modes d'action violents notamment). Il apparaît dès lors nécessaire de se pencher plus précisément sur les *dynamiques* du répertoire du mouvement kurde, c'est-à-dire sur les différentes configurations locales des systèmes d'interaction du PKK qui imposent, à court ou à plus long terme, le recours à tel ou tel mode d'action du répertoire.

## **Section 2. « Le choix des armes », à moyen ou plus court terme**

### *Introduction : éléments de méthode*

Si nous avons montré que les répertoires semblaient pouvoir parfois appartenir à des acteurs singuliers - presque indépendamment des contextes nationaux dans lesquels ils sont insérés - le cas allemand incite aussi à croire que certaines configurations localisées des différents systèmes d'interaction peuvent influencer fortement sur le choix des modes d'action au sein d'un répertoire. Parmi les acteurs interagissant avec le PKK se trouvent évidemment d'autres personnes investies dans la lutte (gauche kurde), des concurrents ou adversaires (gauche et droite radicales turques), des observateurs et soutiens potentiels (médias, associations, partis politiques), dont les réactions anticipées vont influencer l'action. Mais parmi eux se trouvent aussi et surtout des cibles, objets des revendications portées par l'action. Or, contrairement à une vision relativement courante en sociologie des mouvements sociaux, nous avons vu dans le chapitre III que les mobilisations kurdistes pouvaient avoir - en Allemagne par exemple - une multiplicité de cibles : si l'action protestataire visait d'abord l'Etat turc, elle était également parfois dirigée contre l'Etat allemand (32%), d'autres Etats européens (9%), des pays tiers (2,5%) voire des institutions internationales (2%, mais 8,5% en Suisse et 14% en Belgique) (tableau III-29). De même, nous avons montré que le mouvement kurde s'adressait parfois à des « cibles intermédiaires » (Etats, institutions internationales, médias...), à qui il était demandé de faire pression sur une cible « finale » (l'Etat turc en général) (tableau III-28) : un Etat pouvait ainsi parfois être considéré comme une cible intermédiaire puis devenir une cible à part entière dès lors qu'il ne répondait pas aux demandes répétées des acteurs protestataires. Enfin, il faudrait ajouter que des soutiens potentiels (certains partis politiques ou associations par exemple) ou des adversaires (la droite radicale turque notamment) ont également pu, à certains moments, devenir eux-mêmes des cibles, démontrant le caractère extrêmement mouvant des configurations conflictuelles dans lesquelles les acteurs sont engagés. Serait-il alors possible que les formes prises par l'action soient, au moins en partie, déterminées par ces cibles ? Autrement dit, si l'on croit que la manière dont on s'adresse à quelqu'un dépend tout autant de sa propre culture, de l'objet de sa requête et du statut de son interlocuteur, se pourrait-il qu'à certaines cibles ou qu'à certaines revendications correspondent davantage tels ou tels modes d'action ? Si les données que nous

avons recueillies semblent pouvoir permettre de répondre à cette question, quelques précisions méthodologiques s'imposent.

Nous avons d'abord montré au début du chapitre III que nos données sur-représentaient certains modes d'action spectaculaires ou violents. Chercher à savoir dans quelle mesure certains types de revendications ou de cibles appellent certains modes d'action nous conduirait donc inévitablement à conclure qu'à la plupart des cibles correspondent, dans des proportions importantes, des modes d'action spectaculaires ou violents. La seule manière de contourner ce problème est alors d'inverser la question : lorsque tel ou tel mode d'action est utilisé, quelles sont les cibles les plus fréquemment visées, quelles sont les revendications les plus souvent formulées ?

Par ailleurs, une cible et une revendication sont d'abord liées dans nos données à un *événement protestataire*, et non à une séquence de cet événement : si les acteurs kurdistes, afin de demander la fin d'une intervention turque dans le nord de l'Irak (revendication), se rassemblent devant le consulat de Turquie (cible), les heurts qui éclatent ensuite avec la police ne changent ni la revendication, ni la cible de la protestation<sup>1094</sup>. Il nous faudra donc raisonner sur le *premier mode d'action de chaque événement*, et non sur l'ensemble des modes d'action utilisés lors d'un même événement protestataire. Or, si tenter de mettre de côté les interactions conflictuelles au sein d'un événement donné pour raisonner sur le mode d'action « choisi au départ » par les acteurs protestataires pourrait sembler toujours pertinent, une telle perspective engendre également un certain nombre de biais. Elle tend d'abord à faire croire que tous les modes d'action « secondaires » sont la conséquence d'interactions conflictuelles en situation, ce qui est loin d'être toujours le cas, comme on le verra plus en détails par la suite : de même que la séquestration des personnels des ambassades et des consulats occupés lors de l'« affaire Öcalan » pourrait fort bien avoir été décidée avant même le début de l'action, les quelques tentatives d'occupation de consulats et ambassades de Syrie le 15 mars 2004 - qui venaient en général clôturer des défilés - ont sans nul doute été décidées bien avant les manifestations<sup>1095</sup>. De manière similaire, un défilé peut souvent suivre ou précéder un rassemblement, cette

---

<sup>1094</sup> Nous n'avons codé qu'une seule cible et qu'une seule revendication par événement.

<sup>1095</sup> A Berlin, des associations kurdes avaient prévu de manifester le 15 mars contre la répression des émeutes de Hasanke et Qamichli en Syrie. Au moment où le cortège est arrivé assez proche de l'Ambassade syrienne, environ trente jeunes manifestants se sont soudain mis à courir et se sont violemment heurtés au cordon des forces de l'ordre disposés devant le bâtiment, afin d'en forcer l'entrée - sans succès (Notes de terrain, Berlin, 15 mars 2004). A Genève, une trentaine de manifestants ont par contre réussi à pénétrer au sein du consulat, ont distribué des tracts puis sont ressortis pacifiquement au bout d'une heure et demi (AFP, 15 mars 2004).

combinaison de séquences ne relevant aucunement - dans la majeure partie des cas - des interactions en situation. Un certain nombre de modes d'action codés comme « secondaires » mais qui auraient de fait pu être considérés comme des modes d'action « premiers » ou plus précisément « prémédités » seront ainsi arbitrairement exclus de notre analyse.

Il aurait alors été possible de ne réfléchir que sur les événements uni-séquentiels : mais une telle exclusion nous aurait privé de 20% des événements de notre corpus (et notamment de tous les événements combinant une séquence « rassemblement » et une séquence « défilé », très nombreux), aurait conduit à ne plus pouvoir analyser de manière statistique un certain nombre de modes d'action à faible nombre d'occurrences, et aurait probablement induit d'autres biais non maîtrisés au sein de notre corpus conservé. Nous avons donc choisi d'inclure tous les événements « complexes » à notre analyse<sup>1096</sup> d'autant plus qu'une comparaison avec notre corpus d'événements uni-séquentiels ne montrait pas de différences significatives... hormis pour les grèves de la faim et les occupations, exceptions qu'il convient donc d'analyser de plus près. Il s'avère en effet que notre méthode de codage a parfois engendré d'autres biais, heureusement aisément identifiables. Ainsi, durant l'« affaire Öcalan », lorsque des grèves de la faim de plusieurs jours étaient organisées sur une place publique, nous avons codé d'abord « occupation » puis « grève de la faim » - conformément à la description que donnaient les acteurs de leur action - alors même que les deux modes d'action sont synchrones et indissociables : il nous faudra donc garder en mémoire que la proportion de revendications concernant la « situation d'un haut dirigeant » sera sans doute quelque peu sous-évaluée dans le cas des grèves de la faim, et que la proportion d'occupations ayant pour revendication la situation d'un haut dirigeant contient un certain nombre d'occupations de places publiques (des occupations *de locaux* sont également organisées en mai 1985 pour protester contre l'arrestation d'Hüseyin Yildirim en Suède).

---

<sup>1096</sup> Même en incluant les événements « complexes », il nous sera impossible de réfléchir ici sur un certain nombre de modes d'action qui n'apparaissent majoritairement qu'en tant que séquence d'un événement : séquestration, affrontements, actions symboliques, menaces de suicides et actions sacrificielles, utilisés pour la plupart en combinaison avec d'autres modes d'action (en tant que premier mais le plus souvent deuxième et troisième modes d'action), ne sont pas assez nombreux au sein de nos données pour pouvoir être analysés de manière statistique.

## A. A chaque mode d'action son objectif ?

### 1. Des modes d'action polyvalents : occupations, défilés et rassemblements

Ces considérations étant posées, il apparaît que de nombreux modes d'action sont utilisés régulièrement pour porter des revendications précises ou atteindre certaines cibles (tableaux IV-10, IV-11 et IV-12). Trois modes d'action semblent certes très « polyvalents » : les occupations (qui visent également relativement souvent une cible intermédiaire), les défilés (dont la cible est néanmoins fréquemment un Etat du Moyen-Orient) et les rassemblements (technique qui est sans nul doute la plus adaptable aux différentes situations) apparaissent utilisables pour atteindre une multitude de cibles et pour porter de très nombreuses revendications. Mais cette polyvalence sur la moyenne durée cache en fait des variations fortes entre les différentes phases de la protestation (graphique IV-1).

**Tableau IV-10. Revendications portées par différents modes d'action**

	<i>Situation des Kurdes au Moyen-Orient</i>	<i>Position d'un acteur extérieur</i>	<i>Situation des Kurdes en Europe</i>	<i>Situation d'un haut dirigeant</i>	<i>Total (N)</i>
<b>Rassemblements</b>	42%	20%	16%	22%	168
<b>Défilés</b>	44%	4%	28%	23%	95
<b>Marches</b>	11%	<b>89%</b>	0%	0%	9
<b>Occupations</b>	35%	11%	33%	21%	190
<b>Blocages</b>	14%	9,5%	<b>76%</b>	0%	21
<b>Dégradations</b>	<b>71%</b>	0%	14%	14%	21
<b>Grèves de la faim</b>	<b>70%</b>	3%	22%	5%	64
<b>Attaques incendiaires</b>	<b>71%</b>	0%	22%	7%	83
Total	46,5%	11%	26%	17%	651

L'unité de mesure est ici l'événement et plus précisément le *premier mode d'action de chaque événement* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour chaque événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont été retenus ici que les modes d'action pour lesquels  $N \geq 9$ .

**Tableau IV-11. Cibles de différents modes d'action**

	<i>Moyen-Orient</i>	<i>Pays de résidence</i>	<i>Autre pays européen</i>	<i>Organisation internationale</i>	<i>Total (N)</i>
<b>Rassemblements</b>	57%	16%	19%	8%	157
<b>Défilés</b>	<b>67,5%</b>	30%	1%	1%	80
<b>Marches</b>	<b>89%</b>	0%	0%	11%	9
<b>Occupations</b>	39%	18%	38%	5,5%	181
<b>Blocages</b>	24%	38%	38%	0%	21
<b>Dégradations</b>	<b>87,5%</b>	12,5%	0%	0%	24
<b>Grèves de la faim</b>	55%	13%	10%	22%	60
<b>Attaques incendiaires</b>	<b>84%</b>	16%	0%	0%	117
Total	59%	18%	17%	5%	649

L'unité de mesure est ici l'événement et plus précisément le *premier mode d'action de chaque événement* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour chaque événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse, à l'exception des modes d'action dont la cible était « pays étranger » (2% des cibles, 13 cas sur 662). N'ont enfin été retenus ici que les modes d'action pour lesquels  $N \geq 9$ .

**Tableau IV-12. Proportion de modes d'action utilisés pour atteindre une cible intermédiaire**

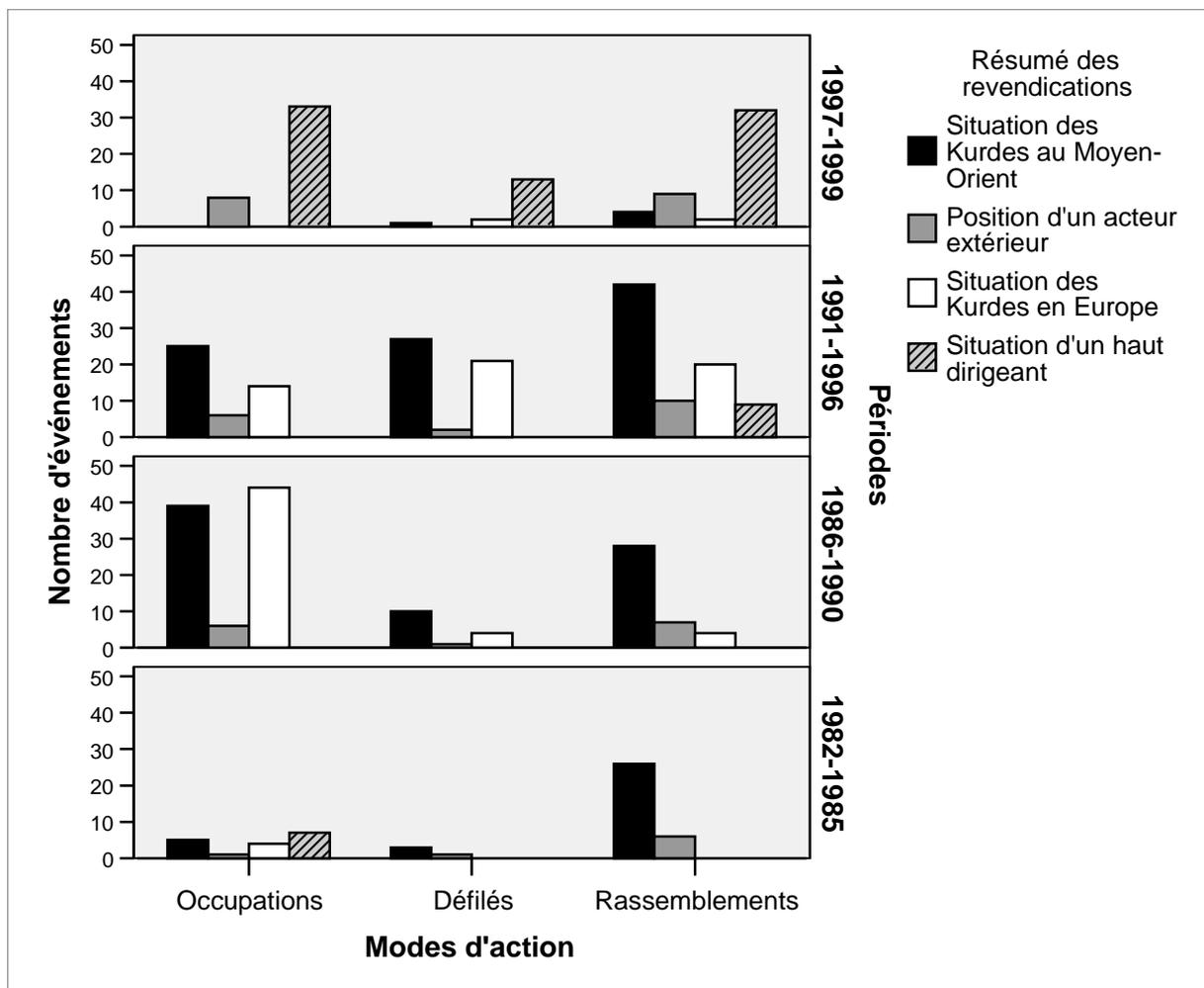
	%	<i>Total (N)</i>
<b>Rassemblements</b>	25%	201
<b>Défilés</b>	10%	118
<b>Marches</b>	<b>80%</b>	10
<b>Occupations</b>	<b>42%</b>	214
<b>Blocages</b>	18%	26
<b>Dégradations</b>	4%	42
<b>Attaques incendiaires</b>	1%	151
<b>Grèves de la faim</b>	<b>31%</b>	78
<b>Total</b>	28%	1063

L'unité de mesure est ici l'événement et plus précisément le *premier mode d'action de chaque événement* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour chaque événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse. N'ont enfin été retenus ici que les modes d'action pour lesquels  $N \geq 9$ . Ces proportions sont à considérer comme des *minima*, car les cibles intermédiaires sont beaucoup plus rarement mentionnées dans la presse.

Les occupations de locaux servent ainsi essentiellement à défendre la situation d'un haut dirigeant du mouvement en 1982-1985 (arrestation d'Hüseyin Yıldırım en Suède) et 1997-1999 (soupçons d'une aide grecque et kényane à l'arrestation d'Öcalan) alors qu'elles sont majoritairement usitées pour interpellier un certain nombre d'acteurs sur la situation des Kurdes, surtout en Europe entre 1986 et 1990 et surtout au Moyen-Orient entre 1991 et 1996. Durant les première et dernière phases de la protestation, les lieux les plus souvent occupés sont d'ailleurs des ambassades et consulats européens et étrangers (à plus de 60%). Ils se diversifient par contre entre 1986 et 1996 : si plus des deux tiers des bâtiments occupés représentent le pays de résidence ou un autre pays européen (médias, partis politiques, mais aussi représentations diplomatiques et autres grandes entreprises nationales ou privées associées à un pays donné) au moment où les occupations sont une composante majeure du répertoire (entre 1986 et 1990), ce sont parfois des institutions publiques turques (15%), des institutions internationales (13%), des médias du pays de résidence (13%) et... des associations kurdes pro-PKK, dont la fermeture venait d'être décidée par les autorités allemandes (15%) entre 1991 et 1996. Si toutes les occupations de locaux (les occupations de places publiques sont marginales sauf au moment de l'arrestation d'Öcalan) servent donc bien, par le seul fait « d'être là », à imposer la présence des acteurs kurdistes au sein d'un espace qui leur est en général interdit ou dénié, elles prennent différentes formes en fonction des résultats attendus : appel à prendre position sur la question kurde (médias, partis politiques, institutions internationales), critique spectaculaire mais généralement pacifique de la politique d'un pays européen vis-à-vis du PKK, résistance passive sur le modèle des ouvriers dont les usines sont condamnées à fermer ou encore opérations coup de poing

accompagnées parfois de saccages ou de séquestrations de personnes (comme lors des vagues d'occupation de juin 1993 ou de février 1999<sup>1097</sup>) qui ont pu en retour inciter des militants du TKSP à organiser eux aussi des occupations strictement pacifiques « afin de démontrer que tous les Kurdes [n'étaient] pas violents ». Dans tous les cas cependant, elles sont une réponse extrêmement rapide à un événement perçu comme dramatique, que celui-ci ait eu lieu en Turquie ou au Moyen-Orient et participent également de la création d'une communauté d'expérience parmi les sympathisants des différents partis y ayant recours.

**Graphique IV-1. Evolution de la répartition des revendications portées par les occupations, les défilés et les rassemblements (1982-1999)**



<sup>1097</sup> La sévérité des peines retenues contre les auteurs d'occupation avec séquestration impose de fait de ne recourir à ce type d'action qu'en dernier recours.

Les défilés, qui ne deviennent plus importants et plus nombreux qu'au début des années 1990, ont essentiellement pour cible l'Etat turc, même s'ils servent également à dénoncer l'arrestation d'Öcalan à partir de 1999. Ils correspondent généralement à une interpellation indirecte du politique (sans cible intermédiaire néanmoins), qui se caractérise d'abord par une victimisation exacerbée : mise en avant des portraits des martyrs, mise en avant des enfants et des femmes portant costumes traditionnels qui symbolisent une « conformation visible » extrêmement douce et sympathique, d'autant plus que les défilés sont souvent ponctués par de la musique kurde (sonorisation pour les grandes manifestations, instruments traditionnels acoustiques comme le saz, la bombarde et le tambour lors des plus petites manifestations). Ethnicisé, le défilé peut ainsi naviguer entre universalisme (mode d'action utilisé par tous les groupes dans les pays européens) et particularisme (identité kurde). En retrait, mais formant l'essentiel du cortège, la masse des hommes portant banderoles et scandant slogans en kurde ou turc (plus rarement dans la langue du pays de résidence) symbolise ensuite la force du nombre et de la violence potentielle. Cette deuxième partie du défilé, généralement très encadrée par un service d'ordre composé d'hommes nombreux et disciplinés<sup>1098</sup>, montre des postures corporelles plus agressives (poings levés, visages graves, marche très lente proche du défilé funèbre ou de la marche d'une armée) qui continuent à *évoquer* la bataille<sup>1099</sup>. Par cette représentation théâtralisée, le défilé « apparaît clairement comme une modalité atténuée de l'action politique violente - émeute, insurrection - qu'elle euphémise en la pacifiant, en lui donnant des formes réglées » : pour reprendre les propres termes de Goffman, les manifestants kurdistes seraient ainsi des spécialistes en « façade corporelle », comme le sont aussi les forces de l'ordre<sup>1100</sup>. Mise en scène et théâtralisation ne signifient néanmoins jamais absence de violences potentielles, comme on le verra plus bas.

---

<sup>1098</sup> Lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2001 à Paris, pas moins de 40 personnes constituaient le service d'ordre du défilé alors que les risques de débordements sont des plus rares dans ce type de manifestations routinisées. Le service d'ordre possède donc une seconde fonction plus symbolique à destination des spectateurs : le PKK est un parti extrêmement organisé, capable d'assumer des fonctions de « police » et d'encadrement.

<sup>1099</sup> Cette morphologie du défilé a cependant quelque peu évolué depuis 1999, comme l'explique un cadre du parti : « Dernièrement, les manif's ont un peu changé, les cortèges ont évolué. Avant c'était toujours les enfants d'abord, puis les femmes et enfin les hommes. Les rangs étaient bien définis : six à huit personnes par rang. Aujourd'hui, il y a toujours des femmes devant, mais le cortège est plus mixte. En fait, on avait essayé de régler le cortège avec une discipline plus militaire. Aujourd'hui, on les fait moins chier... Mais il y aura toujours des femmes devant ! » (entretien avec un militant du PKK, France, mai 2001). Nous avons cependant remarqué que la discipline restait toujours assez stricte, avec parfois des rappels à l'ordre lorsqu'un jeune participant allumait une cigarette ou se rapprochait trop de son amie.

<sup>1100</sup> Memmi, Dominique, « Le Corps protestataire aujourd'hui : une économie de la menace et de la présence », *Sociétés contemporaines*, n°31, 1998, p. 90 et 85.

Les rassemblements sont enfin le mode d'action qui paraît le plus autonome des revendications et des cibles de la protestation : s'ils ont toujours d'abord servi à interpeller *directement* l'Etat turc (près de 30% des rassemblements sont organisés devant des ambassades ou consulats turcs, près de 10% sont organisés lors de la visite d'un chef d'Etat d'un pays du Moyen-Orient en Europe), ils ont régulièrement permis d'en appeler à d'autres acteurs extérieurs au conflit et ont aussi progressivement été utilisés pour porter des revendications concernant les Kurdes et le PKK en Europe (1990-1996) et pour défendre et soutenir des leaders du mouvement (Kani Yılmaz, arrêté en Grande-Bretagne en 1995, puis Abdullah Öcalan en 1998-1999). Cette « interpellation directe du politique »<sup>1101</sup>, qui peut conduire les organisateurs à demander à remettre une pétition ou une lettre de protestation aux propriétaires des lieux, peut parfois prendre des allures de siège lors de situations tendues, comme avant une prise d'assaut (comme on le verra, les tentatives d'occupations n'interviennent cependant que rarement après un rassemblement). Le corps manifestant est alors moins une image publique qu'une véritable *présence* imposée, comme dans le cas des occupations, et ce d'autant plus que la colère domine. Les discours politiques servent alors tout autant à galvaniser l'assistance et à l'encadrer qu'à expliquer aux spectateurs de la manifestation quelle signification revêt l'action. Les orateurs sont soit des militants à fort capital culturel maîtrisant aux moins trois langues (turc, kurde et langue du pays de résidence), soit des politiques exprimant leur soutien à la cause kurde, soit encore des militants extérieurs d'organisations « amies » venus spécialement soutenir la manifestation<sup>1102</sup>.

## 2. Des modes d'action « ciblés » : marches, blocages et grèves de la faim

Si rassemblements, défilés et occupations sont donc très polyvalents, il n'en va pas de même d'autres modes d'action, qui sont utilisés presque exclusivement pour interpeller telle ou telle cible et pour porter telle ou telle revendication. Ainsi, les marches inter-villes visent dans la plupart des cas à impliquer un acteur extérieur au conflit (une cible intermédiaire, comme une institution internationale) pour finalement faire pression sur l'Etat turc. Elles sont

---

<sup>1101</sup> Sur les rassemblements comme interpellation directe du politique, voir Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 86-94.

<sup>1102</sup> En février 2001, lors d'un rassemblement du PKK au Champs-de-Mars pour commémorer le deuxième anniversaire de l'arrestation d'Öcalan, une responsable du Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) avait pris la parole pour dénoncer le manque d'initiative politique des pays européens vis-à-vis de la question kurde et des droits de l'Homme en Turquie et pour critiquer la criminalisation des immigrés en France.

organisées uniquement 1984 et 1994, c'est-à-dire à des périodes de crise (grèves de la faim dans les prisons turques en 1984, interdiction du parti en Allemagne et intensification de la guerre en Turquie en 1994), ce qui n'enlève rien à leur caractère très contrôlé et ritualisé. Elles permettent en effet tout autant de mettre en avant une identité pacifiste (en 1994, c'est après une série d'action contre la police que des marches et parcours cyclistes sont organisés) et d'invoquer son bon droit que de (re-)souder le groupe autour de valeurs fondamentales et de marquer le territoire européen de la cause kurde<sup>1103</sup>. De même, les blocages - qui prennent une plus grande place au sein du répertoire entre 1994 et 1996 - visent le plus souvent l'Etat du pays de résidence ou un autre Etat européen afin de revendiquer la liberté de circulation des sympathisants du PKK (revendications qui prennent la forme de blocages d'autoroute ou de poste frontière à plus de 70%) : ils sont donc une réponse directe à l'exercice d'une contrainte considérée comme illégitime.

Quant aux grèves de la faim, en constante diminution depuis le début des années 1980<sup>1104</sup>, elles servent surtout à publiciser la souffrance des Kurdes au Moyen-Orient et à dénoncer l'Etat turc et l'inaction des organisations internationales, en demandant parfois à ces dernières de s'impliquer davantage pour un règlement de la question kurde en Turquie. Comme les grèves de la faim de sans-papiers<sup>1105</sup>, et peut-être justement pour cette raison, elles sont très souvent organisées dans des églises (à 37%) mais peuvent également avoir lieu dans les locaux des associations kurdes (à 16%), notamment quand les grévistes sont délogés d'une place publique par la police. Elles surviennent dans la moitié des cas lorsque des grèves de la faim sont menées dans les prisons turques et provoquent - comme les occupations longues ou les marches inter-villes - une rupture de temporalité qui sert paradoxalement à mettre en évidence l'urgence de la situation : le décompte des jours de grève a pour pendant le décompte des jours où la situation s'enlise dans les prisons turques et dans les régions kurdes. Car les grèves sont souvent longues (plusieurs semaines), et pensées - dans les années 1990 et jusqu'en 1998-1999 - comme des grèves illimitées : seul le parti pourra décider de leur durée,

---

<sup>1103</sup> Pour des remarques similaires dans le cas des marches d'autres groupes sociaux voir Pigenet, Michel et Tartakowsky, Danièle, « Les territoires des mouvements sociaux. Les marches aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Le Mouvement Social*, n°202, janvier - mars 2003, p. 3-13.

<sup>1104</sup> Un cadre du PKK reconnaît d'ailleurs que ce mode d'action est moins privilégié aujourd'hui : « On essaie de le faire de moins en moins. Mais c'est quand même l'action qui a attiré le plus d'attention. On discute encore maintenant de la violence des grèves de la faim. En fait ça revient à dire : « ce monde là, s'il ne veut pas m'accepter, je ne peux y vivre ». C'est pas une action inexplicable ou illégitime, mais aujourd'hui, on a d'autres moyens d'action. Mais bien sûr ça peut revenir en fonction des périodes » (entretien avec un cadre du PKK, France, mai 2001).

<sup>1105</sup> Voir Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, *op. cit.*, p. 323 et suivantes.

en fonction des résultats obtenus, des répercussions médiatiques et politiques de l'action (en général, les objectifs sont redéfinis *a posteriori* : alerter l'opinion publique n'est plus en somme que l'objectif principal). Il y a alors concordance implicite entre la gravité de la situation en Turquie et la possibilité d'organiser ces grèves de la faim, comme l'explique d'une manière très pragmatique - comme si un mode d'action attendait qu'une « bonne » situation se présente - un ancien haut diplomate du PKK :

« Les grèves de la faim sont très difficiles à organiser : ça nécessite énormément de personnes motivées. Il faut donc des événements dramatiques au pays pour pouvoir mobiliser des gens sur plusieurs jours ou plusieurs semaines. »<sup>1106</sup>

Mais cette rupture de temporalité permet aussi la redéfinition des identités des grévistes, par le « retournement des stigmates transformés en principe d'action et de légitimité »<sup>1107</sup>. Si les risques encourus restent très faibles en Europe, l'expérience est en effet souvent vécue comme une véritable communion avec les grévistes de la faim en Turquie - engagés dans une lutte souvent bien plus coûteuse<sup>1108</sup> - qui permet aussi de réactiver la mémoire des premiers martyrs du PKK (1982) et de tester la « foi » et la volonté des grévistes.

### *3. Les modes d'action violents, entre perspectives externes et considérations internes*

Enfin, les dégradations et les attaques incendiaires sont majoritairement utilisées pour atteindre directement l'Etat turc, sans aucune médiation, lorsque la situation des Kurdes et du PKK au Moyen-Orient le nécessite<sup>1109</sup>. Si, dans nos données, les dégradations interviennent relativement souvent alors que se déroule une action protestataire préalable (à au moins 38%, ce taux pourrait d'ailleurs être bien plus élevé<sup>1110</sup>), il n'en va pas de même des attaques incendiaires (98% d'entre elles ont lieu alors qu'aucune action protestataire n'est organisée).

---

<sup>1106</sup> Entretien avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, France, juin 2001.

<sup>1107</sup> Goffman, Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1989, p. 122.

<sup>1108</sup> Un seul décès est à signaler en Europe : en juillet 1995 à Berlin, Gülnaz Baghistani (41 ans) décède des suites du jeûne, de la chaleur et du stress provoqué par l'intervention musclée des forces de l'ordre. En Turquie par contre, les décès se comptent par dizaines, notamment chez militants de la gauche radicale turque.

<sup>1109</sup> 76% des dégradations et 64% des attaques incendiaires ont pour cause directe « répression en Turquie » ou « répression du PKK en Irak ».

<sup>1110</sup> Les articles de presse que nous avons consultés ont en effet sans doute régulièrement omis de préciser qu'un rassemblement, un défilé ou une occupation avait précédé les dégradations.

Pourtant, lorsqu'ils sont utilisés seuls, ces deux modes d'action pourraient relever de logiques très similaires, comme le laisse entendre un jeune sympathisant du PKK en France :

« Il y a eu beaucoup d'erreurs des cadres, et beaucoup d'erreurs de gens comme moi. Le PKK ne pouvait pas tout contrôler. Et les bavures étaient utilisées par la France ou l'Allemagne et la Turquie pour montrer que le PKK était le responsable [de la guerre]. Là où il n'y a plus d'issue politique, il y a des attentats. Quand la clé ne marche pas, on donne un coup de pied dans la porte. Donc on taguait les affiches de pub pour le tourisme en Turquie... avec des slogans anti-turcs, ou pour le boycott de la Turquie... C'était très ciblé. [...] Et ce que j'ai fait, c'était indépendant [du PKK], je faisais des choix en fonction de certains trucs, quoi. Par exemple, quand Öcalan a été arrêté, j'ai senti que ça ne servait plus à rien la violence. En 1998, certains jeunes ont voulu faire des trucs, mais moi... [*Des trucs comme quoi ?*] Moi, par exemple j'ai déjà fait des dégâts matériels, comme casser des ordinateurs... ou on cassait des vitrines et on laissait une carte pour qu'on sache qui avait fait ça. J'ai même balancé des cocktails Molotov. Mais c'était pas du terrorisme, il y a une différence entre tuer et casser. Tuer ça n'a pas de sens, ça peut que foutre la haine. [...] [*Et donc tu as déjà lancé des cocktails Molotov ?*] Tu sais... Les jeunes, avant d'aller à la guérilla, ils font le plus d'actions possibles, ils savent qu'on les teste, c'est la suite du bourrage de crâne des camps. Ça a donné deux fronts, les petits jeunes en Europe et les combattants en Turquie... [silence] [*Le parti considérait donc l'Europe comme un deuxième front ?*] Bien sûr, la guerre a aussi été menée en Europe »<sup>1111</sup>.

**Tableau IV-13. Répartition des attaques incendiaires et des dégradations par lieux visés**

<b>Attaques incendiaires</b>	<b>%</b>
Institution publique turque	4%
Institution publique étrangère	1%
Institution publique nationale du pays d'accueil	1%
Bureau de police	4%
Institution privée turque	31%
Média turc	1%
Lieu turc	57,5%
Lieu de culte	1%
Total (N)	120
<b>Dégradations</b>	<b>%</b>
Institution publique turque	8%
Bureau de police	8%
Institution privée turque	48%
Media du pays de résidence	4%
Média turc	4%
Lieu turc	20%
Rue, place	8%
Total (N)	25

L'unité de mesure est ici l'événement et plus précisément le *premier mode d'action de chaque événement* (nous avons codé de un à trois modes d'action successifs pour chaque événement). Ne sont comptabilisées ici que nos données « explicitées », qui remplissaient la condition d'être suffisamment documentées dans les articles de presse.

<sup>1111</sup> Entretien avec un jeune sympathisant du PKK de 24 ans ayant participé à des camps de jeunesse du parti mais ayant décidé ensuite de ne pas poursuivre son engagement en tant que militant professionnel, France, mai 2001.

Souvent non commanditées par le parti mais très valorisées et s'inscrivant pleinement dans sa stratégie de la tension en Europe<sup>1112</sup>, destinées à faire plus de bruits et de dégâts que de victimes<sup>1113</sup>, les dégradations et les attaques incendiaires semblent donc posséder une dimension interne et une dimension externe. Cette remarque pourrait certes valoir pour tous les autres modes d'action du PKK en Europe (qui participent de la socialisation militante des sympathisants tout en étant orientés vers l'extérieur), mais elle prend ici un sens plus particulier : ces actions servent en effet à jauger la loyauté et la détermination des militants, à les investir davantage dans le parti, et à les couper de leur existence antérieure, comme on le verra davantage dans le chapitre V. On retrouve alors Franz Fanon et Hannah Arendt qui soulignent tous deux qu'un groupe menant des actions politiques illégales aura besoin que « chaque individu réalise un acte irréversible »<sup>1114</sup>, afin « de couper les ponts entre lui et la bonne société avant d'être admis dans la communauté de la violence »<sup>1115</sup>. Mais attaques incendiaires et dégradations visent également à entrer en contact direct et physique avec l'« ennemi », comme le montre l'analyse des lieux visés par ces actions (tableau IV-13). En effet, plus de 90% des attaques incendiaires et 80% des dégradations visent « la Turquie », qu'elle soit représentée par ses institutions publiques (ambassades, consulats), ses institutions « privées » (banques, offices du tourisme, compagnies aériennes) ou ses « lieux » (associations, agences de voyage, épiceries ou restaurants). Les cibles de la violence ne sont donc que très rarement les Etats ou institution des pays de résidence, qui ne sont devenus « ennemis » en Allemagne qu'au moment de l'assassinat d'Halim Dener par un policier à Hannover le 29 juin 1994 et après la charge policière contre des femmes participant à un défilé interdit à Mannheim le 26 septembre 1994 : selon nos données, toutes les attaques incendiaires et les dégradations de bureaux de police, de même que la seule attaque d'une institution publique allemande (un bureau de poste) ont lieu dans les jours qui suivent ces deux événements<sup>1116</sup>. Il pourrait par contre apparaître plus surprenant que les « lieux turcs » et les « institutions privées turques » soient bien davantage pris pour cibles par les jeunes

---

<sup>1112</sup> Un certain nombre d'attaques incendiaires pourraient néanmoins avoir été directement ordonnées par le PKK. Le parti d'Öcalan s'est certes défendu à plusieurs reprises d'être à l'origine de ces attaques (voir par exemple les déclarations du représentant de l'ERNK à Bruxelles Cevder Ahmed dans *Der Spiegel*, 31 juillet 1995), mais d'autres témoignages tendent à montrer qu'il a pu inciter fortement de jeunes militants à montrer qu'ils étaient à la hauteur de l'engagement qu'on exigeait d'eux (cf. *Der Spiegel*, n° 14, avril 1996).

<sup>1113</sup> Seules deux attaques incendiaires (sur les 248 que nous avons recensés) semblent avoir fait des victimes. La première a lieu le 4 novembre 1993 à Wiesbaden : un Turc, propriétaire d'une épicerie, est tué. La deuxième fait deux morts (d'origine africaine) à Ulm le 29 août 1995 après que le feu se soit répandu aux étages supérieurs d'une tour d'habitation (la cible était une agence de voyage turque située au rez de chaussée).

<sup>1114</sup> Fanon, Franz, *Les damnés de la terre*, Paris, Gallimard, 1991 (1<sup>ère</sup> édition 1961), p. 117.

<sup>1115</sup> Arendt, Hannah, *Du mensonge à la violence*, Paris, Pocket, 1994 (1<sup>ère</sup> édition 1972), p. 167.

<sup>1116</sup> C'est d'ailleurs après ces événements qu'un parcours cycliste devant relier Bonn à Genève et qu'une marche devant relier Mannheim à Strasbourg seront organisés.

sympathisants et militants du PKK que les ambassades et consulats. Il faut certes reconnaître que ces lieux et institutions privées sont bien plus nombreux que les ambassades et consulats, et que des dispositifs de surveillance mis en place après les premières actions ont sans doute rendu plus difficile l'attaque des représentations diplomatiques à partir de 1994<sup>1117</sup>. Mais comment expliquer que de jeunes militants s'en prennent autant à des magasins d'alimentation et des banques turcs ? Des éléments de réponse sont fournis par les acteurs eux-mêmes :

« Le but des actions de 1993 était de montrer qu'il y avait une réaction de la diaspora, une réaction populaire. [*Mais pourquoi attaquer des épiceries turques ?*] Oh, ce n'était vraiment pas la cible principale... En général, les épiceries turques attaquées étaient tenues par des Loups Gris, qui sont des fascistes proches du MHP... »<sup>1118</sup>

Si les « lieux turcs » sont effectivement minoritaires parmi les cibles visées par l'ensemble des actions protestataires en 1993 (13%), ils constituent cette même année 40% des cibles des attaques incendiaires (les institutions privées turques - banques notamment - représentant 53% des cibles), et jusqu'à 65 et 75% en 1994 et 1995, ce qui vient relativiser les informations de notre interviewé. Mais nous avons vu dans le chapitre I l'importance qu'avait le MHP en Allemagne, en termes de militants et sympathisants, mais aussi en termes de soutiens politiques allemands : il se pourrait donc en effet que de nombreuses attaques aient visé des locaux de personnes supposées soutenir ce parti, ou tout du moins considérées comme ayant ouvertement pris parti contre le PKK (selon l'équation « anti-PKK = fasciste »). Quant aux institutions privées turques, qui jalonnent le territoire des quartiers turcs-kurdes des grandes métropoles (au contraire des ambassades installées dans des quartiers éloignés plus chics), elles représentent l'Etat, et ont pu facilement être attaquées à ce titre :

« Il n'y a jamais vraiment eu d'ordres précis. Mais il y a eu beaucoup d'initiatives personnelles. On qualifie ça de débordements. Les Turcs brûlaient aussi leurs magasins et nous le mettaient sur le dos. Le PKK n'a pas donné l'ordre. Mais parfois, une banque représente l'État, et comme c'est la guerre... De toute façon, le MİT [les services secrets turcs] ne s'est pas privé non plus. Mais aujourd'hui, cette période nous coûte le plus cher... »<sup>1119</sup>

---

<sup>1117</sup> Les ambassades et consulats sont surtout pris pour cibles en 1987, 1991, 1992 et 1993.

<sup>1118</sup> Entretien avec Ali Akbaba, ancien président du Comité du Kurdistan en France et ancien représentant européen de la branche politique du PKK, France, juin 2001.

<sup>1119</sup> Entretien avec un cadre du PKK, France, mai 2001.

Enfin, il faudrait prendre en compte les effets d'entraînement collectif, les dimensions identitaire et ludique de ces opérations, ainsi que la contre-mobilisation, qui sont sans doute à l'origine de vagues d'attaques incendiaires sans précédent : selon nos « données générales » (non-utilisées dans nos tableaux précédents), 118 attaques ont ainsi lieu entre le 15 mars et le 17 avril 1995 en Allemagne, soit près de la moitié de tous les incendies criminels que nous avons recensés en Europe en 20 ans (248). Si ces attaques ont d'abord été attribuées au PKK par le ministère de la justice allemand (elles sont souvent signées par un drapeau du parti retrouvé aux alentours), des députés des *Grünen* ont émis l'hypothèse que les services secrets turcs ou l'extrême droite allemande pourraient avoir participé à ces violences. De même, le député d'origine turque Cem Özdemir a affirmé qu'il soupçonnait autant l'extrême droite que l'extrême gauche turques (des drapeaux de Dev-Sol ont également été retrouvés à proximité de nombreux bâtiments incendiés). Entre la mi-mars et la mi-avril ont en fait lieu une multitude d'événements qui ont affecté l'ensemble de l'espace migratoire : du 12 au 15 mars, des émeutes qui font suite au mitraillage d'un quartier alévi (à majorité kurde) d'Istanbul par des militants de la droite radicale sont durement réprimées et font 22 morts et plus de 200 blessés en quelques jours<sup>1120</sup> ; débute ensuite une intervention de grande ampleur des forces armées turques dans le nord de l'Irak (35 000 hommes mobilisés) le 20 mars, c'est-à-dire la veille des fêtes de *Newroz*, qui sont, depuis 1994, l'occasion pour les acteurs kurdistes d'Europe de dénoncer l'interdiction du PKK ; enfin, l'Allemagne annonce le même jour sa volonté d'expulser les Kurdes qui seraient mêlés à des actes de violence et sa décision d'interrompre son aide militaire à la Turquie.

Toutes ces attaques ne sont donc pas le fait des militants et sympathisants pro-PKK et leurs auteurs pourraient même se situer au-delà du cercle de la gauche radicale turque et kurde, avec une contre-mobilisation de la droite radicale et des acteurs pro-étatiques turcs, voire l'implication de l'extrême droite allemande : en tout état de cause, il faudrait ici analyser séparément chaque attaque, ce que nos données ne nous permettent pas (nous n'avons des informations détaillées que sur 26 des 118 attaques recensées). Il reste que cette vague singulière de violences, ajoutée à l'analyse des lieux visés par ce mode d'action dans le tableau IV-13, permet de mieux comprendre pourquoi l'Allemagne, à la différence des autres pays européens, est aussi touchée par ce mode d'action (tableaux IV-7 et IV-8). Ce pays est

---

<sup>1120</sup> Pour une description des événements, voir Pujol, Hélène, « Nourrir les mythes et les symboles : l'évènement-mémoire de Gazi », *Etudes Turques et Ottomanes*, Paris, EHESS, n°9-10, 2001, p. 79-100.

en effet - et de loin - celui qui accueille la plus grande population originaire de Turquie en Europe (tableau I-3), celui où la droite radicale turque y est la plus active et où le mouvement aléviste a pris son essor (cf. chapitre I)<sup>1121</sup>, celui où les acteurs étatiques turcs sont les plus influents (14 consulats au sein desquels les services secrets jouent un rôle important, cf. chapitre II), ce qui explique que les tensions entre différentes tendances politiques y soient beaucoup fréquentes et intenses qu'ailleurs (concurrence et rivalités entre organisations, maillage associatif du territoire, etc.). Mais l'Allemagne est aussi le seul pays d'Europe à entretenir de tels liens économiques et sécuritaires avec la Turquie et à avoir initié une telle politique de répression à l'égard du PKK : régler directement ses comptes avec ses adversaires était alors une manière de mettre l'Etat allemand sous pression, sans même prendre ses institutions pour cible (ce qui aurait été vécu par les autorités comme une véritable déclaration de guerre).

Plus important d'un point de vue théorique, cette vague d'attaques incendiaires vient questionner le parti pris (initial) de Charles Tilly de considérer la violence uniquement comme le « produit de processus à l'origine non violents ». Force est ici de constater que certaines de ces attaques incendiaires pourraient se rapprocher de sa catégorie des « attaques dispersées »<sup>1122</sup> : la vengeance, la volonté de « garder la face »<sup>1123</sup> et de résister jusqu'au bout alors que le PKK subit déconvenues sur déconvenues au Moyen-Orient<sup>1124</sup> permet sans doute d'expliquer l'émergence de violence qui s'inscrivent en partie dans la non-négociation. On pourrait rétorquer ici que ces violences dépassent finalement le strict cadre de l'« action protestataire » que nous nous étions fixé au départ. S'il est effectivement vrai, comme nous l'avons montré plus haut, que les attaques incendiaires semblent relever de logiques en partie différentes des autres modes d'action du répertoire, il ne faudrait pourtant pas croire que la non-négociation n'apparaît qu'à ce moment précis et ne concerne que les incendies criminels :

---

<sup>1121</sup> C'est aussi pour cette raison qu'est fondée en 1994 en Allemagne (puis à l'échelle européenne) une Fédération des Alévis du Kurdistan (FEK, *Federsyona Elewiyên Kurdistan*), proche du PKK.

<sup>1122</sup> Tilly, Charles, *The Politics of Collective Violence*, op. cit., p. 170-193. Tilly définit ainsi les « attaques dispersées » (*scattered attacks*) : « au cours d'interactions d'une faible étendue et généralement non violentes, un certain nombre de participants répondent aux obstacles, aux défis ou aux restrictions par des actions de dommages ; les exemples incluent le sabotage, les attaques clandestines contre des places ou des objets symboliques, l'agression d'agents gouvernementaux et les incendies criminels ». *Ibid.*, p. 15. Mais ces attaques évoquent également les « destructions coordonnées », à l'œuvre dans les interactions entre le PKK et l'Etat turc au Moyen-Orient.

<sup>1123</sup> « Un individu garde la face lorsque la ligne d'action qu'il suit manifeste une image de lui-même consistante, c'est-à-dire appuyée par les jugements et les indications venues des autres participants, et confirmées par ce que révèlent les éléments impersonnels de la situation » (Goffman, Erving, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974, p. 10).

<sup>1124</sup> La question de l'efficacité des opérations militaires est centrale au 5<sup>ème</sup> Congrès du parti (janvier 1995).

comme on le verra plus bas, certaines configurations ont conduit militants et sympathisants du PKK à adopter une posture radicale de non-négociation alors même que se déroulaient des actions protestataires préalables. Mais surtout, la vague d'attaques incendiaires de mars-avril 1995 ne peut être comprise sans faire référence à la politique des autorités allemandes de tolérance du MHP et des activités politiques de l'Etat turc en Allemagne et sans faire référence à l'interdiction du PKK, comme l'explique - en creux - un jeune sympathisant du parti vivant habituellement Outre-Rhin :

« En 1995, il y a eu plein de d'attentats contre des magasins turcs à ... [nom de la ville allemande incompréhensible]. En fait les propriétaires ont foutu le feu à leur boutique. Mais de toute façon, les attentats sont normaux quand il y a une interdiction : c'est une réaction normale. »<sup>1125</sup>

Les attaques incendiaires contre des lieux turcs, en remettant en cause la souveraineté allemande sur son propre sol, étaient donc également une manière de prendre indirectement pour cibles les autorités, de leur montrer de quelles forces bénéficiaient le PKK en Allemagne et combien elles s'étaient trompées en considérant le parti d'Öcalan comme une organisation terroriste<sup>1126</sup>.

Il apparaît donc que les modes d'action ne sont pas choisis au hasard au sein du répertoire et que leur utilisation varie en fonction des cibles de la protestation, c'est-à-dire des systèmes d'interaction dans lesquels le parti d'Öcalan est engagé. A la suite de Jean-Gabriel Contamin, nous aurions également souhaité analyser le choix des modes d'action au cours d'une vague ou d'une campagne de protestation, afin d'observer si des séquences singulières et systématiques peuvent être repérées<sup>1127</sup> : les actions spectaculaires ont-elles surtout lieu au début d'une campagne de protestation, les attaques incendiaires interviennent-elles surtout à la fin d'une campagne ? La fin précoce des cycles d'attention journalistique, la sous-estimation du nombre d'événements précédant une vague de protestation, la sur-estimation des événements violents dans nos données nous ont cependant dissuadés d'entreprendre une telle étude. En renonçant à la *Protest Event Analysis* au profit d'une étude qualitative, il nous

---

<sup>1125</sup> Entretien avec un jeune sympathisant du PKK résidant habituellement en Allemagne, France, mai 2001.

<sup>1126</sup> Au moment même de cette vague d'attaques incendiaires, des défilés rassemblant jusqu'à 20 000 personnes ont demandé la fin de l'intervention turque au nord de l'Irak et l'arrêt des expulsions vers la Turquie en Allemagne.

<sup>1127</sup> Contamin, Jean-Gabriel, « Le choix des armes... », *art. cit.*

semble par contre possible de mieux cerner comment s'agencent les modes d'action au sein d'un même événement protestataire. Nous verrons en particulier que là aussi des logiques de non-négociation peuvent également se mêler à des logiques de négociations rompues.

## ***B. Interactions manifestantes et processus violents***

### *1. Séquences manifestantes et configurations spatio-temporelles de la confrontation*

Comme nous l'avons annoncé dans l'introduction de cette section, nous avons jusqu'à présent réfléchi sur l'ensemble des modes d'action sur la moyenne durée et sur le choix du premier mode d'action d'un événement protestataire, en évitant de nous intéresser aux interactions *in situ* : l'objectif était précisément de mieux comprendre comment s'opéraient les choix de modes d'action à court ou moyen terme (choix tactiques) et à plus long terme (stratégiques). Il reste que ce choix peut également relever d'une temporalité *immédiate* et *réactive*, au cours d'un même événement manifestant : cette partie vise ainsi à mettre en évidence les configurations qui appellent à recourir à un mode d'action non déterminé à l'avance, et plus précisément à analyser les situations qui conduisent à l'utilisation de modes d'action violents (dégradations ou saccages, échauffourées et affrontements, et dans une moindre mesure attaques incendiaires) au cours d'une action protestataire préalablement pacifique.

Pour ce faire, il convient désormais de réfléchir uniquement sur les événements multi-séquentiels de notre corpus (129 événements dans nos données « explicitées »). Mais comme on l'a vu plus haut, le recours à un deuxième mode d'action au sein d'un même événement protestataire est loin d'être toujours lié aux interactions manifestantes *in situ*. Au-delà, dans la majorité de ces 129 événements, les séquences semblent bien déterminées à l'avance, selon des combinaisons assez stables. C'est d'abord le cas de la combinaison rassemblement, défilé et/ou action symbolique (sous diverses formes<sup>1128</sup>), qui regroupe 35% des événements multi-séquentiels que nous avons recensés. De même, les séquestrations interviennent uniquement au cours d'une occupation préalable et apparaissent avoir été pensées auparavant, même s'il a sans doute pu arriver marginalement qu'elles soient décidées « sur le coup », pour que

---

<sup>1128</sup> (défilé-rassemblement : 11) ; (défilé-action symbolique : 5) ; (rassemblement-action symbolique : 20) ; (défilé-défilé : 1) ; (défilé-rassemblement-action symbolique : 5) ; (défilé-défilé-rassemblement : 1) ; (rassemblement-rassemblement-rassemblement : 1) ; (rassemblement-défilé-rassemblement : 1). La combinaison de trois rassemblements successifs (Strasbourg, 23 octobre 1992) correspond à un rassemblement préalable devant le Consulat de Turquie, suivi de deux rassemblements distincts (par les même participants qui se sont scindés en deux groupes) devant le Tribunal de Grande Instance et devant la préfecture.

l'action soit effective après survenance d'un imprévu menaçant sa tenue : les événements combinant ces modes d'action (parfois suivis par d'autres : action sacrificielles, menaces de suicide, affrontement ou dégradations, rassemblement et attaque) représentent 22% de nos événements complexes<sup>1129</sup>. Enfin, comme on l'a vu auparavant, la combinaison occupation et grève de la faim (surtout utilisée lors de l'« affaire Öcalan ») regroupe des modes d'action indissociables (mais que notre méthodologie nous obligeait à distinguer) et ne relève pas non plus des interactions en situation : cette combinaison concerne 13 cas (dont un est suivi d'affrontements avec la police), soit 10% de nos événements complexes. Au total, 67% de nos événements multi-séquentiels sont en fait composés de modes d'action prévus à l'avance, seulement 10% de ces 67% combinant par ailleurs une séquence qui pourrait être imprévue (affrontements, dégradations, attaques, menaces de suicide, actions sacrificielles).

Par ailleurs, un certain nombre d'événements complexes dont les séquences ne semblent pas déterminées à l'avance ne débouchent pas sur l'utilisation de modes d'action violents. Le 3 juillet 1993 à Berne par exemple, un défilé est organisé en l'honneur d'un jeune sympathisant du PKK tué la veille devant l'Ambassade de Turquie. Arrivés à destination (la Bundesplatz, devant le Palais fédéral), plusieurs centaines de participants (sur les plusieurs milliers ayant participé au défilé) ont décidé d'occuper pacifiquement la place toute la nuit et la journée du lendemain, afin de faire pression sur les autorités pour qu'elles poursuivent le garde turc à l'origine des coups de feu. De même, le 19 avril 1989 à Paris, des sympathisants du PKK se sont enchaînés en travers d'une rue et ont ainsi bloqué la circulation pendant une heure et demie pour protester contre les conditions de détention de six militants et commandants du PKK en Allemagne. Quand la police est arrivée pour les « libérer », ils ont tenté de résister en poursuivant leur action par un *sit-in* et une dizaine de personnes a finalement été interpellée pour vérification d'identité sans qu'aucune violence n'éclate. Inversement, 8 de nos événements multi-séquentiels débutent par des affrontements, des attaques incendiaires ou des saccages alors qu'aucune action protestataire pacifique préalable n'a lieu : il s'agit dans quatre cas d'attaques de bureaux de police suivies de dégradations et d'affrontements dont nous avons déjà parlé plus haut<sup>1130</sup>, dans un cas d'une attaque d'un restaurant turc suivie d'un blocage de rue, dans deux autres cas d'attaques de lieux turcs suivies d'interpellations qui conduisent à des affrontements, et dans un dernier cas

---

<sup>1129</sup> (occupation-séquestration : 19) ; (rassemblement-occupation-séquestration : 1) ; (occupation-séquestration-rassemblement : 1) ; (occupation-séquestration-attaque : 1) ; (occupation-séquestration-action sacrificielle : 3) ; (occupation-séquestration-menaces de suicide : 2) ; (occupation-séquestration-dégradations : 1).

<sup>1130</sup> Ces attaques font suite au meurtre d'Halim Dener par un policier en Allemagne fin juin 1994.

d'affrontements suivis du blocage d'un poste frontière et d'occupations des voies suite au refus des autorités allemandes de laisser passer des bus se rendant à une manifestation en Allemagne (nous verrons plus bas que ce type de configuration n'est pas rare mais ne débute pas forcément pas des affrontements).

Au total, si l'on exclut la violence contre soi qui sera davantage l'objet du chapitre V<sup>1131</sup>, 43 événements parmi nos 129 événements complexes voient l'émergence de modes d'action violents alors qu'une manifestation pacifique préalable est organisée. Si ce très faible nombre d'événements rend vain toute analyse statistique de ce corpus, il reste possible de l'étudier succinctement afin de dégager des hypothèses qui nous pourraient nous aider ensuite à conduire une nécessaire analyse *qualitative*. Pourrait-on en effet dès à présent tenter de décrire des configurations qui pourraient favoriser l'apparition de violences ? Il ressort d'abord que plus de la moitié des événements au sein desquels des modes d'action violents en viennent à être utilisés sont dès leurs débuts considérés comme illégitimes ou illégaux par les autorités et les forces de l'ordre : 10 commencent par une occupation de locaux (par nature non déclarée), 3 par un blocage de route ou d'autoroute (également non déclaré), 9 par un rassemblement interdit et 1 par un défilé interdit. Mais 18 rassemblements et 2 défilés autorisés voient également émerger des violences et, surtout, 21 sur les 29 événements simples ou complexes *interdits* et 213 sur les 226 événements simples ou complexes *illégitimes* (occupations et blocages) de nos données ne débouchent pas sur des violences. L'interdiction ou l'illégitimité pourraient donc favoriser les violences mais ne peuvent en aucun cas être considérées comme des conditions nécessaires à leur émergence. Par ailleurs, si près de la moitié de ces événements ont lieu en Allemagne (puis viennent la France et la Suisse), le pays ne peut *a priori* être considéré comme une variable explicative de l'émergence de la violence : tous les pays sont en effet concernés et l'Allemagne, la France et la Suisse sont également sans doute les pays où les actions protestataires kurdistes sont les plus nombreuses dans les années 1980 et 1990. Il se pourrait dès lors par contre que la violence ne soit que la conséquence - en quelque sorte inévitable - du nombre de manifestations organisées, tout se passant comme si la logique de confrontation inhérente à l'action protestataire débouchait - marginalement - sur des dérapages non contrôlés par les

---

<sup>1131</sup> Non pas que la violence contre soi soit pas nature différente de la violence contre autrui, mais elle n'apparaît pas forcément au cours d'une action protestataire préalable. Comme nos données tirées du *Bulletin de liaison* de l'Institut kurde ne nous permettaient par ailleurs pas d'en mener l'analyse précise (seulement 16 cas recensés), il nous a semblé plus pertinent d'analyser ces modes d'action séparément, à l'aide d'un corpus d'événement visant l'exhaustivité.

acteurs : il faudrait alors analyser les facteurs morphologiques et les « effets émergents », dont la part est plus grande dans la manifestation que dans d'autres modes d'action collective<sup>1132</sup>. Il reste qu'une analyse diachronique de ces événements montre aussi que la violence n'apparaît pas indépendamment du contexte temporel : si 1 événement violent est recensé entre 1982 et 1985, si 8 autres ont lieu entre 1986 et 1990 et 4 autres entre 1997 et 1999, nous en avons recensés 30 entre 1991 et 1996 et plus précisément 21 entre 1994 et 1996, c'est-à-dire au moment où le conflit est dans sa phase la plus critique en Turquie et juste après l'interdiction du PKK en Allemagne et en France. Ces années sont certes celles qui sont les plus manifestantes en Europe ; la différence de proportion est néanmoins telle qu'elle ne laisse guère de doute sur l'importance des facteurs conjoncturels dans l'apparition des violences.

C'est par ceux-ci que nous commenceront notre analyse qualitative, puis nous nous pencherons sur les liens entre perspectives des acteurs et la perception de provocations à la fois par les manifestants et les forces de l'ordre avant de nous intéresser dans un dernier temps aux configurations spatiales et aux facteurs morphologiques pouvant conduire à l'émergence de violences<sup>1133</sup>.

## *2. Facteurs conjoncturels et refus de négocier : la dynamique des affrontements violents*

« La manière dont on gère les manifestations de Kurdes, c'est un bon exemple. Là on est en plein dans la politique internationale et c'est elle qui influe le plus, plus que la politique intérieure. On fluctue plus lorsqu'il y a des intérêts internationaux. Comment traiter les différents groupes par rapport à ce qu'ils représentent, par rapport à la politique étrangère de la France. Et c'est vrai que vis-à-vis des Kurdes, on a des façons de faire... de défaire plutôt... on a eu des suites à nos actions, très fluctuantes. On travaille selon la politique du moment, les intérêts en jeu, on va déférer ou ne pas déférer la réquisition de l'ambassadeur, il y a des positions parfois délicates. Et puis dans l'intervention... Là on a vraiment l'impression d'être le

---

<sup>1132</sup> Favre, Pierre (dir.), *La manifestation, op. cit.*, p. 60.

<sup>1133</sup> Cette partie ne doit pas comprise comme une analyse systématique du maintien de l'ordre lors des manifestations kurdistes. Elle a cependant bénéficié de la lecture de nombreux ouvrages et articles sur les rapports entre police et manifestants. En plus des références citées plus bas, on pourra consulter Monjardet, Dominique, « La manifestation du côté du maintien de l'ordre », in Favre, Pierre (dir.), *La manifestation, op. cit.*, p. 207-228 ; Monnet, Jean-Claude, « Maintien de l'ordre ou création du désordre ? », in Favre, Pierre (dir.), *La manifestation, op. cit.*, p. 229-244 ; Bruneteaux, Patrick, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, Paris, Presses de Science Po, 1996 ; Winter, Martin, « Police Philosophy and Protest Policing in the Federal Republic of Germany, 1960-1990 », *European University Institute working Papers*, Robert Schuman Centre for advanced Studies, n°9, 1997 ; Della Porta, Donatella et Reiter, Herbert (dir.), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstration in Western Democracies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998.

bras armé de la politique étrangère. On est les casques bleus à l'intérieur de notre propre pays. C'est très net. »<sup>1134</sup>

Comme le remarque ce commissaire d'arrondissement parisien, une manifestation s'inscrit effectivement d'abord dans une conjoncture politique donnée (internationale, nationale ou locale). Certaines revendications, certaines prises de position peuvent être acceptables ou tolérées à un moment donné et être totalement exclues ou censurées quelques temps plus tard en raison d'un bouleversement dans les systèmes d'alliances internationales, de la proximité d'une échéance électorale poussant les autorités à rester inflexibles sur certains sujets, ou de craintes (justifiées ou non) de débordements liées à l'amère expérience d'une précédente manifestation locale. La légitimité et, au-delà, le traitement des manifestants dépendent donc en premier lieu de leur perception par l'autorité politique et des forces de l'ordre, elle-même très dépendante d'une conjoncture donnée, qu'elle soit considérée à moyen terme (planification de ventes d'armes, changement de majorité gouvernementale dans un pays européen, arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement en Turquie, conséquences de la guerre du Golfe) ou à plus court terme (arrivée de réfugiés kurdes sur les côtes européennes, visite d'un officiel européen en Turquie ou d'un homme politique turc dans un pays européen, publication d'un sondage condamnant les Kurdes comme « terroristes » ou d'un rapport d'une ONG sur la situation des droits de l'Homme en Turquie...)<sup>1135</sup>.

Au début des années 1980, la France mène depuis l'invasion de Chypre en 1974 une politique de fermeté vis-à-vis de la Turquie et tolère les groupes armés arméniens sur son territoire. L'attentat d'Orly perpétré par l'ASALA en 1983 marque cependant le début d'un rapprochement franco-turc, que le changement de majorité au Parlement en 1986 accentue. En novembre 1988, la visite du premier ministre turc Turgut Özal doit sceller la réconciliation franco-turque, dans ses dimensions politiques qu'économiques. Et les opposants au régime turc, qui ont déjà eu une expérience significative des manifestations en France, sont priés de ne pas venir contrarier l'état d'esprit de cette visite<sup>1136</sup> :

---

<sup>1134</sup> Entretien d'Olivier Fillieule avec un commissaire d'arrondissement en France in *Stratégies de la rue*, *op. cit.*, p. 328.

<sup>1135</sup> A se sujet, voir *ibid.*, p. 228-243 et p. 305-359.

<sup>1136</sup> En décembre 1987, des militants ou sympathisants du PKK (des réfugiés statutaires en France au nombre de trois) avaient déjà été visés par le ministère de l'Intérieur de Charles Pasqua : expulsés au Gabon avec 16 membres des Moudjahidin du Peuple iraniens, ils auront l'autorisation de rentrer en France quelques semaines plus tard. Des perquisitions sont ensuite menées aux domiciles de sympathisants du mouvement après l'assassinat, le 4 janvier 1988, d'un diplomate allemand à Paris.

### Manifestation du 30 novembre 1988 à Paris

Le 30 novembre 1988, les opposants au régime turc prévoient une manifestation en signe de protestation contre la venue à Paris de Turgut Ozal. Malgré l'interdit préfectoral, un rassemblement est prévu place de la Concorde, devant l'hôtel Crillon. Les instructions de l'autorité civile sont claires : les forces de l'ordre ont pour consigne d'empêcher tout rassemblement sur la place et de procéder à des arrestations. Dès 10 heures, les manifestants commencent à sortir par petits paquets du métro. Bientôt, une trentaine de personnes se rassemblent près de l'obélisque. Le commandant de la CRS [Compagnie républicaine de sécurité] reçoit alors l'ordre de procéder à des interpellations, ce qu'il refuse de faire faute de moyens (absences de cars). Une demi-heure plus tard, les opposants sont environ 200 ; les forces de l'ordre font mouvement pour les disperser et les premiers affrontements commencent (les manifestants sont porteurs d'armes par destination). Il est procédé à une cinquantaine d'arrestations. A 10h25, les sommations sont effectuées pour disperser le reste des manifestants qui s'accroupissent pour éviter d'être délogés. L'intervention des forces de l'ordre bloque les manifestants contre les grilles de l'obélisque ce qui permet de procéder à un grand nombre d'interpellations. Pendant cette opération, des conteneurs lacrymogènes sont utilisés (jusque dans les cars) pour neutraliser les plus virulents. Puis une manœuvre de dégagement à l'initiative des forces CRS permet aux manifestants de se disperser vers le quai des Tuileries. A 10h45, tout est terminé. 14 blessés sont recensés parmi les forces de l'ordre, un manifestant, « indisposé par le gaz lacrymogène s'est affaissé et a été conduit par les civils de la préfecture de Police au pied des grilles de l'obélisque, grilles auxquelles ils l'ont menotté par un poignet, jusqu'à l'arrivée d'un fourgon de premiers soins », signale le rapport. Les interpellations sont très nombreuses puisque plusieurs cars de la préfecture de Police sont acheminés<sup>1137</sup>.

Olivier Fillieule, qui voit dans cette stratégie de répression « un refus de négocier de l'autorité politique », remarque « que cet exemple illustre parfaitement les différences de traitement dont les manifestants font l'objet en fonction des instructions données par l'autorité civile » : « l'intervention des forces de l'ordre a précédé toute violence manifestante, étant donné les consignes de dispersion immédiate ; contrairement à la plupart des opérations de maintien de l'ordre, le but des manœuvres était moins de disperser les manifestants que de procéder à des arrestations. D'où le blocage des opposants contre les grilles de l'obélisque, procédé sur lequel le rapport des CRS émet d'ailleurs quelques réserves étant donné les violences qui en ont résulté ; les sommations n'ont été effectuées qu'après une première vague de refoulement et une cinquantaine d'arrestation ; enfin des fonctionnaires en civil de la Préfecture de police sont sur place pour "filtrer la presse" afin d'éviter une trop grande publicité »<sup>1138</sup>.

---

<sup>1137</sup> Résumé des événements établi par Olivier Fillieule à l'aide du rapport de la CRS présente sur les lieux. Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 332-333.

<sup>1138</sup> *Ibid.*, p. 333-334. Cette stratégie semble avoir d'ailleurs relativement mal fonctionné : si la presse a effectivement minorité le nombre de participants (« une centaine alors que la police en a dénombré 200), plusieurs articles insistant sur le matraquage des manifestants ont été publiés, sans qu'il soit d'ailleurs fait référence à des violences des manifestants. Voir « Ozal Visit Protested », *International Herald Tribune*,

Mais cette journée est aussi celle qui voit, pour la seconde fois en France dans nos données et après la manifestation du matin, l'utilisation de modes d'action « musclés », puis violents. Moins de deux heures après la dispersion de la manifestation de la Concorde, 14 militants ou sympathisants de l'organisation maoïste turque *Partizan*, se présentant *a priori* comme kurdes, masqués et armés de cocktails Molotov, investissent les bureaux de *Turkish Airlines* dans le premier arrondissement de Paris et retiennent quatre employés pendant six heures afin de protester contre la visite d'Özal en France et soutenir les grèves de la faim qui se déroulent dans les prisons turques ; deux manifestants ayant tenté une sortie en jetant leur cocktail Molotov sur les policiers sont interpellés rudement et les autres se rendent pacifiquement après avoir été autorisés à tenir une mini-conférence de presse<sup>1139</sup>. Si le « refus de négocier » de l'autorité politique peut donc conduire les forces de l'ordre à provoquer des violences au sein d'une manifestation à l'origine pacifique, il peut aussi inciter des militants décidés à opter pour d'autres modes d'action plus spectaculaires, au risque d'être dépassés par leur propre action et de se sentir contraints à utiliser la violence.

Inversement, lorsque les signaux de l'autorité politique montrent une tolérance accrue à l'égard de leurs actions protestataires ou un regain d'intérêt pour la question kurde, ils peuvent inciter les protestataires à utiliser des modes d'action peu conventionnels (mais non violents). C'est par exemple le cas lors de l'occupation de l'antenne humanitaire du Ministère de la Santé à Paris le 27 août 1992 : considérant que Bernard Kouchner, qui s'est rendu plusieurs fois au Kurdistan d'Irak seul ou en compagnie de Danièle Mitterrand, est une personnalité politique ouverte aux revendications culturelles voire politiques des Kurdes d'Irak ou de Turquie, les jeunes militants du PKK n'hésitent pas à occuper le Ministère et à y retenir une douzaine d'employés pendant plus de quatre heures. Si l'intervention des forces de l'ordre est alors plutôt « diplomatique » et ne fait qu'un blessé parmi les policiers (qui se casse la jambe dans l'assaut du premier étage), les occupants seront néanmoins condamnés à des peines relativement sévères.

---

1/12/88 ; « France-Turquie : quand les opposants "raccompagnent" le Premier ministre », *Le Quotidien de Paris*, 1/12/88 et « Ronds de jambe à la turque », *La Marseillaise*, 1/12/88.

<sup>1139</sup> Voir « Otages de 14 Kurdes pendant 6 heures », *L'ardennais*, 1/12/88 et « France-Turquie : quand les opposants "raccompagnent" le Premier ministre », *Le Quotidien de Paris*, 1/12/88.

Les autorités - nationales ou locales<sup>1140</sup> - peuvent donc, par le refus de négocier, provoquer une réaction violente des manifestants. Mais la volonté de non-négociation peut être le fait du PKK, comme ce fût le cas à Dortmund le 16 mars 1996 :

#### **Manifestation du samedi 16 mars 1996 à Dortmund.**

Prévue de longue date, soutenue par plusieurs partis allemands (et notamment le PDS et les *Grünen*) et devant rassembler plus de 100 000 personnes, cette manifestation européenne est interdite le vendredi précédent par le Tribunal administratif en raison de « risques d'affrontements violents » et de l'« intention du PKK d'utiliser cette manifestation pour sa promotion ». Un dispositif policier extrêmement important est mis en place : plus de 10 000 policiers mobilisés, utilisation de dizaines d'hélicoptère de l'armée, barrages routiers et aux frontières et nombreux contrôles dans les gares. A Berlin, et aux frontières belges, néerlandaises et françaises, la police empêche par la force des milliers de Kurdes de converger vers Dortmund. Près de la frontière néerlandaise, un groupe de 700 manifestants réussit cependant à pénétrer à pied en Allemagne et aurait attaqué deux policiers avec des bâtons et volé leurs armes de service. A la frontière belge, près d'Aix la Chapelle, la police stoppe 14 bus amenant quelque 2000 sympathisants du PKK. Des policiers auraient été blessés par des jets de pierre. Entre Strasbourg et la ville de Kehl, une centaine de manifestants bloquent le pont de l'Europe et des bus venus de l'est de la France doivent rebrousser chemin. Selon un témoignage recueilli dans *Solidaire*, la police chargeaient aussi tous les Kurdes qui descendaient des trains dans les gares de Stuttgart, München et Mannheim. En réaction, des blocages d'autoroutes ont eu lieu à Dortmund et, à partir de midi, des petits groupes de jeunes sympathisants du PKK attaquent au cocktail Molotov sept institutions et boutiques (Dresdner Bank, Deutscher Bank, une filiale de la Sparkasse, un bureau de police, un bureau de poste et deux agences de voyage). Devant l'afflux de Kurdes qui continuent de converger vers Dortmund malgré l'interdiction et le bouclage policier d'un large périmètre, les autorités pourraient finalement avoir décidé d'autoriser la manifestation en fin de journée et plusieurs milliers de personnes commencent à défiler dans les rues. Mais des drapeaux du PKK (symboles interdits en Allemagne) sont brandis au cours du défilé. Des affrontements violents opposent alors manifestants kurdistes et force de l'ordre. Le bilan de la manifestation est extrêmement lourd : 1200 gardes-à-vue (2000 selon le quotidien turc *Turkish Daily News*), 300 Kurdes blessés, 22 policiers blessés, 340 arrestations (600 selon *TDN*). La réaction des autorités allemandes ne se fait pas attendre : Kinkel parle de « déclaration de guerre à l'État de droit allemand » et menace d'expulser les meneurs. La loi sur les étrangers est immédiatement durcie : ceux qui seront condamnés à de la prison ferme seront obligatoirement expulsés (le SPD fédéral soutenant le projet de loi selon l'*AFP*). De nombreuses villes allemandes (dont Bonn, Duisburg, Bochum, Bielefeld, Frankfurt, Mannheim, Stuttgart, Ulm, Ludwigshafen-Oggersheim, Mainz, Freiburg, Reutlingen) interdisent les fêtes de *Newroz* mercredi et jeudi. Les contrôles sont renforcés dans toute l'Allemagne pour un coût d'environ 15 millions de DM par jours. Enfin, Bonn demande le soutien des États de l'Union Européenne pour combattre le PKK<sup>1141</sup>.

---

<sup>1140</sup> En Allemagne, la police dépend des *Länder* et non de l'État fédéral (sauf en ce qui concerne la police fédérale criminelle, *Bundeskriminalamt* et la police fédérale des frontières, *Bundesgrenzschutz*), ce qui induit une subordination directe des forces de l'ordre au gouvernement régionaux et - sans doute - l'adoption de modes de gestion des conflits politiques et sociaux singuliers à chaque *Land*. D'autres recherches pourraient montrer si cet état de fait participe de la création des différences régionales qui caractérisent les mobilisations kurdistes en Allemagne et que nous avons tenté d'observer à la fin du chapitre III (*Länder* de Hessen et Bayern notamment).

<sup>1141</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°132-133, mars-avril 1996 (et notamment de « manifestation de Kurdes interdite : heurts et interpellations en Allemagne », *L'indépendant*, 17 mars 1996 ; « Violentes manifestations kurdes en Allemagne », *Libération*, 18 mars 1996 ; « Allemagne ; "déclaration de guerre" kurde », *Ouest-France*, 18 mars 1996 ; dépêches de l'*AFP*, 18 et 19 mars 1996 ; « PKK messages Turkey, toughens against Bonn », *Turkish Daily News*, 19 mars 1996 ; « German Police on red Alert for Kurd Rallies », *Turkish Daily News*, 22 mars 1996 ; « 30 000 policiers contre une manifestation kurde », *Solidaire*, 27 mars 1996 ; « PKK - Eiskalt

Le pire était-il déjà écrit ? L'origine immédiate de ce recours à des modes d'action violents se trouve sans doute d'abord dans l'interdiction tardive de la manifestation : alors que plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont attendus en provenance de toute l'Europe, l'interdiction provoque l'incompréhension de la plupart des sympathisants du PKK venus en bus, qui tentent par de nombreux moyens (pacifiques et parfois violents) de passer malgré tout la frontière allemande. Mais comment expliquer les violences s'étant déroulées à Dortmund, alors même que le PKK - en réponse à un appel du Parlement européen - a décrété le 15 décembre 1995 un cessez-le-feu unilatéral toujours en vigueur en mars 1996 ? Au début de l'année 1996, les unités armées du PKK sont en fait harcelées constamment par les forces armées turques et, le 11 mars, Öcalan annonce que si la Turquie persiste à ignorer son cessez-le-feu, son parti pourra s'engager dans une guerre tous azimuts qui pourra dépasser le cadre du Kurdistan (métropoles turques, villes touristiques). En l'absence d'ouvertures de négociation, l'organisation se préparait donc déjà à une radicalisation de ses actions et le PKK explique après le 16 mars que la manifestation avait pour but d'intimider la Turquie<sup>1142</sup>.

Mais la manifestation intervient aussi quelques temps après l'ouverture de négociations entre le PKK et l'Etat allemand : le député de la CDU Heinrich Lummer puis un haut responsable de la *Verfassungsschutz* rencontrent ainsi directement Abdullah Öcalan à Damas en 1995-1996. « Peu de choses ont filtré de ces rencontres, si ce n'est que Bonn aurait promis la re-légalisation de l'organisation kurdiste en contrepartie de l'arrêt de la violence. Le chef du PKK de son côté aurait accepté cette condition, voire proposé de seconder la police allemande dans sa lutte "contre les trafiquants de drogue turcs" »<sup>1143</sup>. Mais en l'absence de résultats concrets, le PKK « était probablement exaspéré par le maintien de l'interdiction qui le frappait ». Alors que la mobilisation des Kurdes à l'approche du *Newroz* « semblait être plus facile en Europe qu'en Turquie même »<sup>1144</sup>, les dirigeants allemands du PKK pourraient ainsi avoir souhaité privilégier une stratégie de non-négociation (peut-être d'ailleurs indépendamment d'Öcalan, si l'on en croit le *Tagesspiegel* du 9 juin 1996).

---

abgedrückt? », *Focus*, n°20, 1996) et de Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof, « Anklage gegen ein mutmaßliche Führungsfunktionärin der PKK », *Pressemitteilung des Generalbundesanwaltes*, n°34, 16 août 2006.

<sup>1142</sup> « PKK messages Turkey, toughens against Bonn », *Turkish Daily News*, 19 mars 1996.

<sup>1143</sup> Bozarslan, Hamit, « La presse et les immigrés en Allemagne : 1995-1996 », *art. cit.*, p. 108.

<sup>1144</sup> *Ibid.*

Car pour comprendre à la fois ce qui a pu pousser l'Allemagne à interdire si tardivement la manifestation et ce qui a incité le PKK à répondre à cette interdiction par la violence, et il semble également nécessaire de revenir sur un événement ayant eu lieu une semaine plus tôt tout juste. Le 9 mars avait en effet lieu à Bonn un défilé organisé pour la journée internationale des femmes. Deux femmes *allemandes*<sup>1145</sup> avaient déposé la demande auprès des autorités, sans bien sûr mentionner le PKK ou une association pro-PKK locale. A peu près vingt minutes après le début de la manifestation, un grand nombre de participantes kurdes sortent des drapeaux du PKK et commencent à scander des slogans favorables au parti. Interloqués, les policiers stoppent alors le défilé, demandent aux femmes kurdes de ranger ces symboles interdits du PKK et, après des négociations pacifiques qui tournent court, des affrontements éclatent : environ 200 participantes sur les 1200 présentes se mettent à jeter des pierres, à détruire des voitures garées sur le bord de la rue et à saccager des espaces verts. Bilan : 25 policiers blessés, 100 peines prononcées contre des manifestantes kurdes et 100 000 DM de dégâts<sup>1146</sup>. Pour les autorités allemandes comme pour le parti d'Öcalan, ces incidents ont sans aucun doute constitué un test ayant déterminé la stratégie à suivre la semaine suivante : si, pour les autorités, l'objectif était d'éviter à tout prix une nouvelle manifestation de ce type (d'autant plus que le nombre de participants attendus était ici près de cent fois supérieur), les dirigeants allemands du PKK pourraient avoir considéré après ces événements que les négociations engagées avec Heinrich Lummer n'étaient qu'un leurre destiné à les faire taire et avoir finalement décidé de ne céder sous aucun prétexte.

### *3. Perspectives des acteurs et perceptions différenciées de ces perspectives*

Une réflexion sur le passage à la violence au sein d'un événement protestataire à l'origine pacifique se doit donc de prendre en compte le contexte de cette action ; mais l'agencement des séquences d'un événement et l'émergence de la violence peuvent également dépendre des relations passées entre police et groupes manifestants<sup>1147</sup> et de dynamiques

---

<sup>1145</sup> C'est ainsi que les présente Udo Behrendes, membre du Haut conseil de police de Bonn (*Polizeiberrat*), in Behrendes, Udo, « Dialog statt Konfrontation - Die Ereignisse vom März 1996 », in Navend e. V., *Polizei und Kurden – ein schwieriges Verhältnis*, Bonn, Navend, 1998, p. 75.

<sup>1146</sup> *Ibid.*

<sup>1147</sup> Dans le cas de la France, Olivier Fillieule a bien montré que les forces de l'ordre classaient doublement les groupes manifestants en fonction de deux critères : le type de comportement (inorganisé ou tactique/stratégique) et la volonté de rechercher la confrontation ou non d'une part, le degré de légitimité des revendications et la volonté de coopérer avec la police (ou non) d'autre part. Dans ces schémas de l'entendement policier, les Kurdes auraient tendance à être plutôt « organisés », à clairement « rechercher la confrontation », et à porter des revendications « illégitimes » même s'ils sont mus par la « volonté de coopérer avec la police ». Or, cette perception a des implications sur le « style » de maintien de l'ordre adopté par la police au moment d'une manifestation. Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 319.

internes à l'événement. En effet, « les formes prises par les interactions au cours d'un événement constituent des signaux qui contribuent à informer la perception de la situation par les adversaires. Le jet d'une cannette de bière sur un barrage par un individu isolé, une courte charge d'intimidation destinée à éviter tout contact physique avec les manifestants, sont des signaux qui peuvent faire penser que la situation vient de changer, de basculer et de justifier une modification des comportements »<sup>1148</sup>. Mais ces signaux sont perçus à l'aune des relations qu'ont déjà pu avoir les manifestants et les policiers, et de l'image que ce font les protagonistes de l'autre groupe : expériences de manifestations similaires ayant déjà dégénéré, expériences de méthodes et modes d'actions employés, etc. Pour certains manifestants kurdistes, la perception de la police allemande ou française peut également être en partie influencée par les relations passées avec la police turque<sup>1149</sup>. Et les représentations qu'ont les policiers des Kurdes sont sans doute en partie construites lors de formations spécifiques qui leur sont dispensés<sup>1150</sup>. Les perspectives des acteurs, dont on a vu l'importance plus haut, peuvent ainsi être modifiées ou actualisées en fonction des perceptions des adversaires sur le terrain : à quel moment une action est-elle ainsi perçue comme une provocation qui imposera, de part et d'autre, un ajustement des comportements ? Le rassemblement du 18 août 1994 à Bonn peut constituer un excellent exemple de ce type de manifestation qui bascule.

#### **Manifestation du 18 août 1994 à Bonn**

Ce jeudi, environ 100 jeunes Kurdes se sont donnés rendez-vous sur la Münsterplatz de Bonn pour le début d'un tour cycliste qui devait rejoindre Genève le 27 août, date du début d'une conférence de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU sur le thème de l'autodétermination. 1000 jeunes Kurdes étaient mobilisés sur le passage du tour pour organiser débats, manifestations et rencontres. Les villes-étapes devaient être Koblenz, Frankfurt, Darmstadt, Baden-Baden et Freiburg. De source policière, il s'agissait d'une manifestation en faveur du PKK, c'est à dire d'un parti « terroriste » interdit : les jeunes Kurdes portaient en effet des tee-shirts pro-PKK et scandaient des slogans favorables au parti d'Öcalan. Au bout d'un moment, les forces de l'ordre ordonnent la dispersion et, devant le refus des manifestants, lancent grenades lacrymogènes et chargent les jeunes militants. Toujours selon la police, les Kurdes opposent une très forte résistance et ripostent avec des jets de bouteilles et d'œufs. C'est à ce moment qu'une trentaine d'autonomes rejoint les manifestants et qu'ils vont tous ensemble occuper la poste centrale située tout près. Bilan : 68 interpellations, 8 blessés parmi les forces de l'ordre et 1 blessé parmi les manifestants. La version kurde est sensiblement différente : « Nous avons l'autorisation de nous rassembler à

---

<sup>1148</sup> *Ibid.*, p. 364.

<sup>1149</sup> Ayaz, Bayram, « Einflußfaktoren auf das Verhältnis der kurdischen Emigranten und der deutschen Polizei », in Navend e. V., *Polizei und Kurden...*, *op. cit.*, p. 51-64. Sur le maintien de l'ordre en Turquie, voir Uysal, Ayşen, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Science Po, 2006, p. 257-278 et Uysal, Ayşen, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste...*, *op. cit.*, p. 31-49.

<sup>1150</sup> La *Landespolizeischule* de Berlin a par exemple publié un numéro spécial sur les Kurdes : voir *Landespolizeischule Berlin*, « Kurden », *Schriften zur Fortbildung*, Der Polizeipräsident in Berlin, n°40, 1999.

Bonn, où nous étions 150 jeunes cyclistes. Mais la police allemande a tenté par divers moyens - comme des contrôles d'identité ou en essayant de nous faire signer des déclarations qui nous auraient valu des problèmes avec la justice - d'empêcher la manifestation. Nous nous sommes assis par terre et les 300 policiers ont commencé à nous tabasser, durant 6 heures ». Selon ce jeune kurde interviewé dans *Le Courrier*, le bilan serait de 115 jeunes Kurdes blessés, dont 14 gravement, et les vélos confisqués ou détruits. La « vérité » se trouve sans doute entre ces deux versions : il semble que quelques minutes avant le départ en vélo pour Genève, les jeunes Kurdes aient enfilé des tee-shirts rouges portant l'inscription de l'ERNK, branche politique du PKK en Europe et interdite en Allemagne. On pouvait voir sur ces tee-shirts une photo d'Halim Dener, jeune Kurde du PKK abattu deux mois plus tôt par un policier alors qu'il collait des affiches de l'ERNK à Hannover. Les forces de l'ordre ont alors exigé que les Kurdes retirent ces symboles interdits. Mais les jeunes militants et sympathisants ont décidé de passer outre et, devant l'impossibilité de débiter leur parcours cycliste, de commencer un *sit-in*. Au bout de deux heures de situation bloquée, Udo Behrendes (membre du Haut conseil de la police de Bonn) et ses collègues, qui se trouvaient sur les lieux, ont alors tenté de trouver une solution pacifique à ce problème : en vain. Devant le refus des manifestants, la police a chargé et les affrontements ont commencé. Le bilan qu'Udo Behrendes donne est éloquent : une centaine d'interpellations et un jugement rendu contre un Kurde accusé de « blessures sur un représentant de l'ordre dans l'exercice de ses fonctions ». De source kurde, on insiste sur le fait qu'une jeune femme kurde a été grièvement blessée et est restée deux semaines à l'hôpital alors qu'elle ne portait aucun tee-shirt controversé et ne participait pas au tour cycliste. On souligne également que sur les 85 interpellations, 22 enfants entre 13 et 17 ans ont été retenus de longues heures de manière tout à fait illégale. Quelques jours plus tard, 120 Kurdes font tout de même la route en bus jusqu'à la frontière suisse. Puis le trajet entre Bâle et Genève est effectué en vélo par ceux qui l'ont récupéré ou qui s'en sont procuré un autre. Durant le trajet, une trentaine de jeunes Kurdes vivant en Suisse se joignent à eux et ils parviennent le 27 août sur la Place des Nations, devant le Palais de l'ONU à Genève.<sup>1151</sup>

Dans ce schéma de manifestation, et même si nous n'avons pas tous les éléments pour en être totalement certain, il apparaît relativement clairement que la volonté des manifestants n'était pas au départ de chercher le combat de rue avec la police : la présence de vélos, l'objectif à plus long terme d'un tour cycliste devant débiter le même jour nous incitent à penser que la manifestation a « dérapé », comme le prouve justement l'existence de plusieurs versions. Comme à Dortmund et Bonn en mars 1996, c'est l'apparition de symboles du PKK qui, dans la version des policiers, impose l'intervention des forces de l'ordre. Depuis décembre 1993 en effet, seules les manifestations de deuil peuvent voir tolérés les symboles du PKK<sup>1152</sup> : les sympathisants kurdiste le savent bien et ne décident de passer outre cette règle qu'en des circonstances bien précises. Pour les forces de l'ordre, exhiber des drapeaux à l'effigie d'Öcalan ou des drapeaux du PKK constitue alors un signal clair : il y a volonté de chercher la confrontation.

---

<sup>1151</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°113-114, août-septembre 1994 (et notamment de *AFP*, 18 août 1994 ; « Police, Kurdish Youth clash in Bonn », *Turkish Daily News*, 19 août 1994 ; « 150 jeunes Kurdes devant l'ONU », *Le Courrier*, 27-28 août 1994), de Behrendes, Udo, « Dialog statt Konfrontation - Die Ereignisse vom März 1996 », *art. cit.*, p. 74-75, de Yek-Kom, *Bis zum letzten Kurden...*, *op. cit.*, p. 61.

<sup>1152</sup> Le 1<sup>er</sup> août 1995, lors de la marche funèbre en l'honneur de Gülnaz Baghistani (décédée d'une grève de la faim à Berlin), la police n'intervient pas quand les manifestants se mettent à scander des slogans en faveur d'Öcalan et brandissent des drapeaux du PKK.

Le 18 août 1994 à Bonn, la manifestation n'était pas une marche funèbre. Mais la proximité temporelle avec la mort d'Halim Dener a sans aucun doute incité les jeunes manifestants à croire que les symboles du PKK - associés à l'effigie de leur camarade - seraient ici tolérés par les autorités. Comme le rappelle Sidney Tarrow, « le décès légitime l'organisation de manifestations collectives, et est une des rares occasions au cours desquelles les autorités ont hésité à charger dans la foule ou à interdire la réunion »<sup>1153</sup>. S'ils n'avaient sans doute pas l'intention d'en découdre avec la police, l'exhibition des tee-shirts quelques minutes avant le départ permettait donc de faire un « pied de nez » aux forces de l'ordre, sans pour autant imaginer que ce geste serait considéré comme une provocation en bonne et due forme. Mais cette action rendait aussi tout retour en arrière très difficile, tant pour les manifestants que pour les forces de l'ordre. Pour les manifestants d'abord, car retirer ces tee-shirts n'aurait pas fait honneur à la mémoire d'Halim Dener et aurait signifié céder aux policiers, responsables de la mort de leur camarade ou ami. Pour les policiers ensuite, car tolérer ces symboles en dehors de toute situation exceptionnelle aurait signifié donner raison aux manifestants alors même qu'ils se percevaient eux-mêmes (et sans doute à juste titre) comme la cible directe de cette « provocation ». D'autres recherches pourraient évidemment tenter de déterminer *qui* a demandé ici l'intervention, dans quelle mesure les forces de l'ordre ont agi indépendamment ou non des autorités politiques<sup>1154</sup>. Il apparaît néanmoins clairement que des « effets de cliquet » ont ici restreint l'espace des possibles : les deux heures de négociation totalement pacifique n'ont pas permis de débloquer la situation, provoquant finalement la charge des forces de l'ordre et la réaction violente des participants.

Mais les situations ne sont pas toujours aussi bloquées, et, le plus souvent, il existe des manières de tenter de détourner ou de contourner les contraintes inattendues qui émergent au cours des interactions. Ces réponses tactiques peuvent emprunter des voies non-violentes, mais peuvent également déboucher sur des modes d'action violents. C'est ce que montrent les manifestations organisées sur le chemin de Dortmund, où devait avoir lieu la manifestation européenne du 16 mars 1996.

---

<sup>1153</sup> Tarrow, Sidney, *Power in Movement...*, p. 38-39.

<sup>1154</sup> Sur l'autonomie relative des forces de maintien de l'ordre en France et en Allemagne, voir Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 245-367 et Winter, Martin, « Die Polizei - autonomer Akteur oder Herrschaftsinstrument ? », *Der Hallesche Graureiher*, n°3, 1997.

### Manifestation du 15 mars 1996 à la frontière allemande

Le 15 mars 1996, 14 bus (une vingtaine selon la chercheuse Isabelle Rigoni qui se trouvait dans un bus) où avaient pris place environ 2000 manifestants kurdistes arrivent à la frontière germano-belge. Les cars sont en provenance de France, Belgique et Pays-Bas. Ils sont immédiatement stoppés par des policiers allemands qui leur interdisent de continuer en affirmant que la manifestation de Dortmund est interdite. L'ensemble des sympathisants du PKK décide alors de converger à pied vers l'Allemagne, en marchant sur le bord de l'autoroute. Selon l'interview d'un membre du Centre d'information du Kurdistan à Paris recueilli sur les lieux par Isabelle Rigoni, les manifestants ont plutôt l'habitude de ce genre de situation : « nous organisons des manifestations européennes tous les trois mois environ en Allemagne et les cars ont toujours des problèmes pour passer la frontière. Le mieux est de passer en voiture particulière. En car, ils nous arrêtent souvent mais nous commençons à marcher sur l'autoroute et à chaque fois, comme aujourd'hui, et après, ils nous laissent passer ». Au bout de deux ou trois kilomètres cependant, une quinzaine d'hélicoptères survolent les manifestants et se posent pour débarquer des forces de maintien de l'ordre, en renfort de celles déjà présentes. Face à elles, les manifestants répondent par un *sit-in*, puis une nouvelle marche qui pousse la police à charger les manifestants : 9 Kurdes sont alors arrêtés. Des affrontements opposant les Kurdes restés sur place et les forces de l'ordre ont aussi lieu au même moment. Selon Isabelle Rigoni, « la journée et la nuit suivante ne sont qu'alternance de provocations, d'arrestations et de demandes de libération, le mot d'ordre étant que les cars ne rebrousseront pas chemin tant que tous les militants ne seront pas relâchés. » Des policiers sont blessés par des jets de pierre et 7 manifestants sont également touchés (dont deux gravement). Le mouvement de protestation ne cesse qu'au moment où tous les Kurdes sont relâchés.<sup>1155</sup>

On retrouve au sein de cette manifestation, idéal-typique du rapport protestataire à l'espace (dont on verra plus bas les logiques), organisée mais improvisée, tous les éléments de la dynamique provocations-violences. La violence s'inscrit ici dans une stratégie particulière puisque elle n'est liée qu'à deux buts ultimes qui se succèdent : la volonté de passer la frontière d'abord, puis, dès que les manifestants comprennent que, cette fois-ci, ils ne passeront pas, faire libérer leurs camarades interpellés. Aucune autre revendication politique ou identitaire n'est émise : toute l'action vise à obtenir la liberté de circuler<sup>1156</sup>. Les affrontements sont alors les interludes des blocages, passages, dépassements, puis retraites, et vice-versa. Mais cette logique de provocation ne laisse jamais la place à des négociations car les forces de l'ordre ont des consignes claires : ne laisser passer le convoi sous aucun prétexte. Mais plutôt que de créer un barrage « infranchissable » ou « trop » provocateur à la frontière, l'autorité politique ou le commandement policier a choisi de retarder l'intervention, de

---

<sup>1155</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°132-133, mars-avril 1996 (et notamment de « Violentes manifestations kurdes en Allemagne », *Libération*, 18 mars 1996 ; « 30 000 policiers contre une manifestation kurde », *Solidaire*, 27 mars 1996) et de Rigoni, Isabelle, *Mobilisation et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 231-232.

<sup>1156</sup> Cette logique ne concerne pas que les manifestants kurdistes : les années 2000 ont vu se multiplier les rassemblements alter-mondialistes et les polices ont mis en place de nouvelles mesures de contrôle aux frontières. Voir Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella, « Variations de contexte et contrôle des mouvements collectifs », in Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants...*, *op. cit.*, p. 36-40.

faciliter le passage à pied de la frontière, et d'attendre que les manifestants soient isolés en rase campagne sur l'autoroute pour montrer sa détermination<sup>1157</sup>.

Cette stratégie, forcément préparée à l'avance si l'on en croit les propos du membre du Centre d'Information du Kurdistan à Paris qui parle de situation « banale »<sup>1158</sup>, permettait d'éviter les regards indiscrets des journalistes (les articles de presse sont écrits après-coup, d'après le témoignage de militants présents sur les lieux ou d'après des dépêches d'agence) et de déplacer le périmètre de la protestation vers un lieu idéalement désertique et peu propice au « combat de rue ». Les militants kurdistes, face à cette mise en scène de la force, ne peuvent que répondre par un *sit-in in fine* favorable aux forces de l'ordre. Car cette stratégie « non-violente » et statique ne convient pas au but ultime recherché qui est, rappelons-le, la volonté de circuler. C'est au moment de la reprise de la marche que les forces de l'ordre chargent et que les affrontements éclatent, sans que les manifestants soient à l'origine de ces violences. L'intervention policière répond alors à deux objectifs : maintenir une certaine distance et ritualiser l'agression afin d'impressionner l'adversaire<sup>1159</sup> et ainsi le décourager. La distance permet d'adopter une position panoptique et de créer un *no man's land* dans lequel des zones de tolérances sont tacitement observées par forces de l'ordre et manifestants. Dans ce cas précis, aucun moyen technique de distanciation (canons à eau, gaz lacrymogènes) n'est employé : la distance ne s'établira que par l'intimidation (tenues anti-émeutes, hélicoptères, rase campagne).

On peut alors considérer, à l'instar d'Olivier Fillieule<sup>1160</sup>, que la stratégie générale des forces de police est ici fondée sur une provocation de « basse intensité », permettant l'agression sans que les manifestants aient réellement recherché la confrontation violente. La suite obéit à des enchaînements logiques : arrestations, blessés parmi les manifestants, montée de la tension, désinhibition des militants les plus déterminés, escalade de la violence... Mais à partir du moment où les manifestants se rendent compte que le convoi ne pourra *vraiment* pas

---

<sup>1157</sup> Contrairement au 24 juin 1994. Ce jour là, l'entrée en Allemagne est refusée aux manifestants car ils ne veulent pas montrer leurs papiers. Le barrage à la frontière provoque des heurts entre quelques manifestants et les forces de l'ordre, faisant une dizaine de blessés légers.

<sup>1158</sup> Effectivement, une telle scène a déjà eu lieu le 17 juin 1995 à la frontière allemande : 2000 Kurdes passent alors la frontière à pied puis remontent dans les bus après quelques minutes de négociations. On ne sait cependant pas si les ordres initiaux étaient de réellement bloquer les manifestants car la police a affirmé dans un communiqué que les Kurdes « croyaient » qu'on allait leur interdire l'accès en Allemagne.

<sup>1159</sup> Fillieule, Olivier et Jobard, Fabien, « The Policing of Protest in France : Towards a Model of Protest Policing », *European University Institute working Papers*, Robert Schuman Centre for advanced Studies, n°4, 1997, p. 20.

<sup>1160</sup> Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 342-347.

passer, l'objectif change : il s'agit d'exiger que les manifestants interpellés soient libérés, mais aussi de ne pas « perdre la face ». Il y a donc redéfinition des perspectives des acteurs au cours de l'action, qui a pour corolaire l'adoption d'une nouvelle ligne de conduite : le harcèlement des forces de l'ordre va durer le reste de la journée et toute la nuit qui suit, et permettra aux manifestants les plus déterminés de montrer qu'ils considèrent ce blocage comme injuste. Mais ce que cet exemple montre aussi, c'est que la dimension spatiale est cruciale dans toute manifestation et que certaines configurations peuvent favoriser le recours à des modes d'action violents.

#### *4. Configurations spatiales et facteurs morphologiques dans l'apparition des violences : différences France/Allemagne*

Si la volonté de non-négociation ou la perception de provocations peut donc favoriser des passages à la violence, des processus interactionnels non-contrôlés peuvent en effet émerger à partir d'une configuration spatiale spécifique. Un commissaire de police, interrogé par Olivier Fillieule, le soulignait :

« Dans le maintien de l'ordre, il y a un espace. Ils font leurs désordres dans un espace défini et les forces de police sont implantées autour, et tant qu'un seuil de désordre n'est pas atteint, on ne bouge pas. Par exemple, les grilles de la préfecture. On les laisse approcher les grilles, mais s'ils commencent à les secouer et qu'elles vont tomber, on grenade. C'est l'autorité qui définit jusqu'où on peut aller. Il y a une limite. »<sup>1161</sup>

Bien que nous ayons assisté à de nombreuses actions protestataires kurdistes, nous n'avons jamais vraiment eu l'occasion d'observer des provocations délibérées ou des effets émergents faisant basculer la protestation<sup>1162</sup>. Il nous a cependant été possible de voir l'importance que pouvait revêtir la symbolique de l'espace dans l'action protestataire<sup>1163</sup>. Dans le cas de rassemblements totalement pacifiques, gérées en commun par les organisateurs et les forces de l'ordre, des frontières, matérielles ou non, délimitent un périmètre protégé dans lequel les organisateurs gèrent eux-mêmes l'action manifestante. En Allemagne, l'accès à cette zone passe très souvent par une fouille au corps préalable menée par des policiers, cette fouille ayant pour objectif de s'assurer que les manifestant(e)s ne possèdent pas de

---

<sup>1161</sup> Entretien réalisé par Olivier Fillieule auprès d'un commissaire de police d'Angers. Voir Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, op. cit., p. 352.

<sup>1162</sup> Si ce n'est lors de la manifestation contre le régime syrien à Berlin le 15 mars 2004, dont nous avons parlé plus haut.

<sup>1163</sup> Les développements qui suivent se fondent sur l'observation d'une quarantaine de manifestations kurdistes à Rennes, Paris, Strasbourg, Köln, Dortmund et Berlin entre 1998 et 2005.

symboles interdits, d'armes ou d'explosifs. Une zone-tampon, sorte de *no man's land* neutre et « désarmé », s'intercale ensuite entre manifestants et forces de l'ordre et/ou entre manifestants et le bâtiment (consulat, ambassade...) objet de la protestation. Cette aire peut être accessible aux observateurs ou aux passants, ou au contraire être volontairement laissée vide dans le cas de menaces de tension plus fortes. Enfin, d'autres forces de l'ordre, toujours équipées d'uniformes anti-émeutes dans le cas de manifestations kurdistes à Paris ou Berlin, se tiennent à l'écart, assises dans des fourgons blindés et bloquant l'accès de certaines artères de la ville. Des policiers en civils, portant le brassard « police » ou non, peuvent être beaucoup plus proches de l'espace manifestant, voire rentrer temporairement dans cette aire protégée, à condition bien sûr qu'ils ne se livrent à aucun commentaire et à aucun geste susceptible de provoquer chez les Kurdes le sentiment d'être agressé - tout du moins en France, les policiers allemands agissant souvent avec moins de « délicatesse ».

Les défilés, encadrés par des véhicules de police, sont quant à eux souvent plus spectaculaires en Allemagne qu'en France. Le parcours du défilé aura évidemment été déterminé à l'avance et si, alors que les manifestants souhaitent se rendre devant l'Ambassade ou le consulat de Turquie et que ce droit leur a été auparavant reconnu, la manifestation est bloquée à un carrefour suite à un cafouillage policier ou à un changement de programme de dernière minute, les probabilités de dérapages incontrôlés augmentent. Mais la moindre pause prolongée peut déjà susciter l'incompréhension, voire faire augmenter les tensions. Des policiers en civils sont intégrés dans le défilé et des forces de police en tenue peuvent former un véritable couloir de sécurité au contact direct des manifestants : l'absence de zone tampon peut être alors propice aux dérapages et aux provocations. A l'occasion des fêtes de *Newroz* à Berlin en 2001, une manifestation était par exemple organisée à Kreuzberg, le quartier turc-kurde de Berlin. Cette fête qui annonce le printemps était cette année accompagnée d'un froid glacial : il avait neigé les jours précédents et il gelait le jour même. Un jeune garçon de 7 ou 8 ans s'était emmitouflé dans une écharpe qui ne laissait pas dépasser le bout de son nez. Arrivé à hauteur d'un policier, ce dernier se précipita devant lui en criant « Verboten, verboten ! », provoquant des réactions mi-ironiques, mi-énervées chez les autres manifestants se trouvant à proximité. De même, certains sympathisants ont attiré notre attention sur le fait que la police allemande était constamment « sur [leur] dos, à chercher quelqu'un, à poser des questions », parfois au cours même du défilé. La mise en place progressive d'un service d'ordre nombreux et organisé a cependant permis de matérialiser les limites spatiales de la manifestation. Lors du même défilé, les membres du service d'ordre faisaient par exemple redescendre des

trottoirs tous les manifestants qui s'arrêtaient pour regarder le défilé. Interrogé à ce sujet, un membre du service d'ordre nous affirma qu'il s'agissait « surtout d'éviter les provocations » et « de bien montrer que les manifestants ne [cherchaient] pas la bagarre ».

Le découpage symbolique de l'espace manifestant répond donc à une volonté de pacification des rapports manifestants-forces de l'ordre. Et c'est surtout quand ce découpage est « violé », nié, ou ignoré, que les violences éclatent.

#### **Manifestation du 21 août 1994 à Paris.**

Le 18 août 1994, des grèves de la faim sont organisées par le PKK dans plusieurs pays d'Europe. Ce mouvement, qui pourrait avoir été initié dans les prisons allemandes (entre 33 et 100 prisonniers grévistes dans les *Länder* de Bayern, Baden-Württemberg et Nordrhein-Westfalen) et aurait été soutenu par plus de 1000 sympathisants du PKK en Allemagne, est destiné à protester contre les ventes d'armes allemandes à la Turquie. En France, 50 militants kurdistes (dont 20 femmes) commencent une grève de la faim le même jour dans les locaux parisiens de l'association pro-PKK (Feyka). Le 21 août dans l'après-midi, trouvant que leur visibilité au sein des locaux du Feyka est quasi-nulle, les grévistes décident de s'installer sur le plateau de Beaubourg, avec matelas et banderoles. Vers 19 heures, une sorte de meeting commence : les Kurdes appellent à la cessation des massacres en Turquie et demandent à la France de faire pression pour une solution négociée. Ils demandent également la libération de sept sympathisants du PKK détenus dans les prisons françaises. Vers 23 heures, environ 150 autres Kurdes arrivent sur les lieux avec des matelas, en vue d'y passer la nuit. Selon la police, restée au départ à l'écart, une première sommation en vue de la dispersion est lancée à 3h30 du matin (les manifestants, quant à eux, affirment que la police les a chargés sans sommation) : les Kurdes répondent alors en bombardant les forces de l'ordre avec des pierres et des cocktails Molotov. Ils mettent aussi le feu à leurs matelas afin de s'en servir comme barricades. Le bilan des affrontements est lourd : une vitrine brisée, deux voitures retournées et incendiées, 198 Kurdes interpellés, 13 poursuivis dont 10 en situation irrégulière... Deux manifestants passent au tribunal en comparution immédiate : ils sont condamnés à 5 et 6 mois de prison pour avoir lancé un cocktail Molotov. Une jeune manifestante de 15 ans, quant à elle, risque de perdre un œil après avoir pris un mauvais coup de matraque.<sup>1164</sup>

Selon toute vraisemblance, les manifestants n'avaient pas obtenu ici l'autorisation de s'installer et de rester devant le Centre Pompidou. Pourtant, il semble qu'ils aient considéré qu'ils étaient vraiment dans leur bon droit : étant donné qu'ils n'avaient aucune visibilité dans les locaux de leur association, il était légitime qu'ils s'installent dans un endroit très fréquenté ; étant donné qu'il y avait là des grévistes de la faim souffrant pour la cause, l'espace était considéré comme sacré et inviolable. Les propos d'un cadre du PKK présent

---

<sup>1164</sup> Résumé réalisé à l'aide de nombreux articles du *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n°113-144, août-septembre 1994 et notamment de « Police, kurdish youth clash in Bonn », *Turkish Daily News*, 19 août 1994 ; dépêches de l'AFP, 21 et 22 août 1994 ; « bagarre nocturne entre police et Kurdes à Paris », *Libération*, 23 août 1994 ; « violents heurts entre Kurdes et police », *Le Parisien*, 23 août 1994 ; « Une jeune kurde grièvement blessée », *L'Humanité*, 23 août 1994 ; *Libération*, 24 août 1994.

cette nuit là mettent par ailleurs en évidence les liens entre l'impression d'être assiégé et l'utilisation de la violence :

« A Georges Pompidou, l'ordre des policiers était d'utiliser les armes. Il y avait 1000 personnes dans la journée et 200 sont restées le soir. Je crois qu'à trois heures du mat' on était 220. Au milieu de la nuit, 1000 policiers sont arrivés. **Il y avait un escadron de CRS dans chaque rue et trois cordons de CRS autour de nous. Puis ils ont attaqué.** Les Kurdes se sont défendus, en tentant même parfois de s'immoler. La police a éteint les feux et a chargé. Il y a eu 200 arrestations et 38 rapports de torture ont été rendus à l'époque... C'était du tabassage systématique. Les arrestations ont eu lieu à 4 heures et demi. Ils nous ont emmenés au commissariat du X<sup>ème</sup> : femmes, enfants, hommes, tous séparés. Dans le garage, c'était les « criminels », les plus dangereux. On est resté la tête sur les genoux avec les mains croisées sur la tête jusqu'à neuf heures. Les enfants ont été relâchés avant même les mères, t'imagines tes enfants tous seuls dans la rue avec leur mère en tôle ? Les « dangereux » ont été tabassés, une quinzaine a été retenue trois-quatre jours... [silence] **Quand la police a menacé de charger - on dormait sur la place, les lits en cercle - on s'est mis au milieu des matelas et on y a mis le feu pour retarder les policiers. Les pompiers sont arrivés pour éteindre le feu. Mais la police a chargé quand même. A ce moment là, j'te jure, même si on avait eu des kalachnikovs, on aurait même pu les utiliser. C'était un combat, presque une guerre...** 9 policiers ont été brûlés par des cocktails Molotov. Mais quand la baston commence, de toute façon il n'y a plus de règles. C'était pour nous faire peur. On a voulu leur montrer qu'on n'avait pas peur. A l'époque, la France avait vendu des hélicos à la Turquie et Pasqua était Ministre de l'Intérieur. En plus, les Kurdes étaient en grève de la faim. Pour moi, l'ordre venait du préfet de police de Paris. C'était un ordre de guerre. Il y avait plusieurs centaines de policiers, des CRS, c'est des militaires... Il y a eu plusieurs accrochages comme celui-là. Mais celui-là, c'était le summum. Après ils ont vu qu'on était vraiment décidé ».<sup>1165</sup>

Si les raisons de l'intervention policière à une heure si tardive demeurent obscures, l'arrivée de 150 manifestants entre 23 heures et minuit a sans nul doute participé de la redéfinition de la situation par les forces de l'ordre. Les policiers ont alors sans doute dû attendre des renforts avant de pouvoir ordonner la dispersion et d'avoir les moyens de faire respecter cette sommation, d'autant plus que des bidons d'essence ou des bouteilles avaient pu être aperçues. De même, il faudrait savoir si les sommations d'usage ont bien été faites ou si la police est effectivement intervenue sans prévenir. Mais là n'est pas le plus important pour nous : la dimension spatiale se révèle en effet primordiale dans l'enchaînement qui va conduire aux affrontements. Les manifestants kurdistes sont d'abord encerclés par la police et peut-être dans l'impossibilité de se disperser si l'on considère que la quasi-totalité des participants a ensuite été interpellés (192 interpellations recensées pour « environ 200 Kurdes présents »). Mais ils décident qu'ils feront face et transforment leurs matelas en barricades en feu : l'objectif est de ne pas céder un pouce de terrain aux forces de l'ordre, dans une logique de d'affirmation de soi. Car les déclarations « c'était pour nous faire peur. On a voulu leur

---

<sup>1165</sup> Entretien avec un cadre du PKK, Paris, mai 2001 (accentuation ajoutée).

montrer qu'on n'avait pas peur » et « après ils ont vu qu'on était vraiment décidé » démontrent une logique de l'estime de soi<sup>1166</sup> qui se construit et se réalise dans le fait de résister. Il faudrait sans doute mettre en relation cette volonté de non-négociation avec les événements de Bonn analysés plus haut (début du parcours cycliste) et qui se sont déroulés seulement trois jours plus tôt. Mais il est symptomatique que cette non-négociation passe ici par la défense d'un territoire, qui n'a en lui-même aucune valeur symbolique, mais qui est devenu un enjeu par la présence des grévistes de la faim.

### ***Conclusion***

Cette section visait à comprendre comment s'opérait le choix des modes d'action au sein d'un répertoire, à moyen terme ou à plus court terme. En particulier, nous avons cherché à montrer comment les modes d'action violents s'articulaient aux modes d'action plus pacifiques, même s'il nous a été impossible de dégager des séquences de modes d'action à l'échelle d'une vague ou d'une campagne de protestation. Il apparaît d'abord que le choix d'un mode d'action ne doit rien au hasard et qu'à certains modes d'action correspondent très souvent certaines cibles et certaines revendications. Dans l'esprit des militants et sympathisants, certaines techniques semblent donc être plus pertinentes que d'autres pour s'adresser à tel ou tel interlocuteur ou défendre telle prise de position, comme si certains modes d'action ne semblaient pouvoir être utilisés qu'au sein d'un seul système d'interaction : si les attaques incendiaires sont ainsi utilisée presque exclusivement contre des intérêts turcs, publics ou privés, les marches visent souvent à impliquer un acteur extérieur au conflit (institutions internationales notamment), tandis que les occupations - dont l'usage a davantage évolué - ont pu au début des années 1980 servir à mettre sous pression les autorités d'un pays européens ayant pris des sanctions contre des dirigeants du parti. D'autres modes d'action (les défilés, les rassemblements) apparaissent cependant encore plus « polyvalents » que les occupations, et ont pu « s'adapter » à toute sorte de cibles et de revendications. Au sein d'un même événement, certaines séquences protestataires sont privilégiées (occupations suivies de séquestrations par exemple) mais il arrive également que le choix des modes d'action dépende fortement de la configuration du système d'interaction entre le PKK et les autorités à un moment donné (intransigeance des autorités, volonté de non-négociation des manifestants) et des interactions entre protagonistes *sur le terrain*. Ainsi en est-il de l'utilisation de nombreux modes d'action violents, et notamment des affrontements, qui

---

<sup>1166</sup> Mead, George, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 1963, p. 152.

interviennent majoritairement au cours d'un événement d'abord pacifique. Il apparaît néanmoins excessif de réduire ces affrontements à des « négociations rompues », ceux-ci pouvant parfois s'apparenter à des formes de « rituels violents », destinés à affirmer publiquement l'identité du groupe.

## Conclusion du chapitre IV

Ce chapitre nous a permis de mieux comprendre comment se construisaient les formes de l'action protestataire kurde en Europe tout en revisitant la notion de répertoire d'action de Charles Tilly. Loin d'être le produit des structures politiques d'un pays donné, les répertoires doivent être rapportés à un certain nombre de systèmes d'*interactions effectives* : relations avec les autorités certes (et pas seulement les autorités du pays de résidence), mais aussi relations avec d'autres mouvements, relations avec les médias, et relations internes à l'organisation étudiée. Dans la première section de ce chapitre, nous avons vu que l'évolution à moyen terme de la structure du répertoire du PKK pouvait être reliée aux variations de l'intensité du conflit au Moyen-Orient et que les interactions avec les autorités du pays de résidence pouvaient accentuer cette évolution, notamment en Allemagne. S'il existe bien *un seul* répertoire du PKK à l'échelle européenne, il en existe donc sans doute plusieurs versions, à l'échelle d'un pays, mais également peut-être d'une région ou d'une ville. Quant à la deuxième section de ce chapitre, elle nous a permis de mieux rendre compte du choix des modes d'action en fonction des cibles et des revendications, des configurations des systèmes d'interaction à moment donné et des interactions entre protagonistes au cours d'un même événement. Les logiques repérées dans la première et la deuxième sections ne sont pas différentes : les interactions au cours d'un même événement participent de la construction des logiques que l'on pourra mettre en évidence à l'échelle nationale ou européenne, à court ou à moyen terme, et en sont également le produit.

Nous avons également vu que la violence faisait partie du répertoire du PKK, et qu'elle n'était donc pas réductible à des « accrocs sur le terrain », pour reprendre une des premières formulations de Charles Tilly. A certains moments, le recours à des modes d'action plus violents que d'autres peut faire sens pour les acteurs, qu'ils soient engagés dans des actions protestataires initialement pacifiques ou indépendamment de toute action protestataire préalable (même si l'on ne peut faire abstraction des nombreuses interactions précédentes). La violence peut donc tout à la fois s'inscrire (parfois même simultanément) dans la négociation

(afin de faire avancer une situation perçue comme bloquée) et dans la non-négociation (action directe ressemblant à des actions de guérilla, vengeance, affirmation de soi...). Mais si la violence peut également devenir une option pertinente pour certains militants et sympathisants, c'est aussi que le système d'interaction interne au PKK peut conduire aussi à la penser comme une ressource légitime. Nous l'avons vu dans ce chapitre à propos de certaines attaques incendiaires, qui semble s'articuler autour de considérations internes et de perspectives externes. Mais c'est sans doute encore plus vrai des immolations par le feu de militants et sympathisants du PKK et plus généralement de la violence contre soi, qui sera analysée dans le chapitre suivant.

**CHAPITRE V. LE MILITANT ET L'INSTITUTION : JUSQU'A  
MOURIR POUR LA CAUSE ?**



## Introduction

Dans le chapitre IV, nous nous sommes intéressés au répertoire d'action protestataire européen du PKK en laissant délibérément de côté les immolations par le feu. Ce choix n'avait pas pour origine le fait que ce mode d'action est par nature individuel : nous nous sommes déjà expliqués sur la distinction à nos yeux contestable entre action collective et action individuelle et nous avons abordé dans le chapitre précédent les attaques incendiaires, qui sont souvent le fait d'individus seuls. Il n'était pas non plus dans notre volonté de considérer que les phénomènes de violence contre soi relèvent de processus par nature différents de ceux qui conduisent à des violences contre autrui : les grèves de la faim, qui sont une forme de violence contre soi, n'ont d'ailleurs pas été exclues des développements du chapitre IV. Si nous avons laissé de côté les immolations par le feu, c'est qu'il nous semble qu'elles relèvent plus du système d'interaction interne au PKK que des autres systèmes d'interaction dans lesquels le parti d'Öcalan est engagé, même si des différences entre *sites d'interaction* peuvent être repérées.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans l'introduction, « se mobiliser » n'est pas synonyme de « protester » ou « contester », mais touche aussi à une multitude d'activités militantes moins visibles, réglementées par l'institution partisane. L'engagement militant est ainsi indissociable d'une prise de rôle, auquel on peut associer une multitude « de pratiques, de tâches particulières, de rites et de règles de conduite entre les personnes »<sup>1167</sup>. De même que les activités d'un enseignant qui s'engage dans l'institution scolaire ne se réduisent pas à l'enseignement, les activités d'un militant ne se résument pas à l'action protestataire. L'engagement militant est en effet souvent fait de réunions, de formations, d'assemblées générales, auxquelles on peut associer une multitude de manières de faire et de penser comme rédiger un « bon » rapport, négocier un programme afin de voir un délégué élu, témoigner de sa fidélité, critiquer un dirigeant dans le respect des règles du parti, etc. qui prennent d'ailleurs généralement bien plus de temps que l'activité protestataire elle-même. Ces activités peuvent être considérées comme des *pratiques militantes*, c'est-à-dire des pratiques apprises,

---

<sup>1167</sup> Lagroye, Jacques, Bastien, François et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique*, op. cit., p. 140.

légitimées et rationalisées dans le cadre du militantisme et qui font vivre l'institution partisane<sup>1168</sup>.

Quelles sont alors les conséquences de la transnationalisation du principal parti kurdiste, le PKK, sur les rôles militants et les pratiques de ses membres ? Est-ce que le modèle d'organisation du PKK au Moyen-Orient diffère de celui de sa composante européenne ? Est-il possible que l'investissement militant exigé dans la guérilla soit comparable à celui qui est exigé d'un militant européen, que le groupe de référence du parti soit autant sollicité en Europe que dans les régions kurdes ? Cette question renvoie aussi aux dispositifs mis en place afin de faire respecter certaines lignes de conduite et à leur *effectivité* dans différents espaces. Si l'investissement militant exigé est globalement similaire partout, dans quelle mesure le parti parvient-il à faire respecter les mêmes règles dans des environnements très différents ? Dans quelle mesure les moyens déployés pour s'assurer le soutien de la population sont-ils efficaces dans un environnement non marqué par la guerre ? Tout au long de cette thèse, nous avons déjà commencé à examiner le fonctionnement de l'institution PKK tant au Moyen-Orient qu'en Europe. Dans le chapitre I, nous avons par exemple analysé les conditions de formation du parti et les rapports qu'il entretenait avec les autres groupes kurdistes, nous avons observé que se mettait en place un modèle du militant révolutionnaire professionnel dès 1978 et que le modèle d'organisation du PKK en Europe, tout comme celui des autres groupes, reprenait un modèle déjà expérimenté en Turquie. Les relations que le PKK entretient avec son groupe de référence ont été entraperçues dans le chapitre II, quand nous avons montré que les rapports entre l'organisation et les autorités allemandes s'étaient fortement dégradés non pas tant en raison de violences externes qu'en raison de violences internes (assassinats de dissidents, extorsions de fonds, etc.). Dans le chapitre III, nous avons observé les dispositifs mis en place par le PKK afin d'homogénéiser la protestation kurdiste à l'échelle européenne et nous avons commencé à voir la distinction qui existait entre le « militant » d'une part (cadre à temps plein, dirigeant professionnel, membre clandestin du PKK) et l'« adhérent » aux associations pro-PKK ou le « sympathisant » d'autre part. L'analyse du recours aux attaques incendiaires dans le chapitre IV a mis en évidence la pression qui pouvait peser sur les sympathisants en cours de recrutement par l'organisation. Enfin, le rôle et la place d'Abdullah Öcalan, dont l'arrestation

---

<sup>1168</sup> Sur les institutions comme produits des pratiques, voir Lagroye, Jacques, *La vérité dans l'Eglise catholique...*, *op. cit.*, p. 50.

est à l'origine d'une campagne de protestation sans précédent en 1998-1999, ont été soulignés à de nombreuses reprises.

Ce chapitre vise donc à expliquer - bien mieux que nous ne l'avons fait jusqu'à présent - le fonctionnement de l'institution PKK et les pratiques militantes en son sein, en Europe mais aussi *dans tous ses sites d'interaction*. Plus spécifiquement, nous chercherons surtout à rendre compte des immolations par le feu dans lesquelles se sont engagés de nombreux militants et sympathisants du PKK dans les années 1990 et 2000, en partant de l'hypothèse que le régime de vérité institué dans l'organisation ainsi que les dispositifs chargés de l'appliquer sont au fondement de la plupart de ces actions. Il nous semble en effet que le système de domination en vigueur au sein du PKK a eu des effets importants sur l'investissement personnel des individus engagés, au point de les pousser parfois à se tuer volontairement pour la cause. Mais parce qu'elles visent aussi des publics extérieurs à l'organisation, ces pratiques sont également des modes d'action qui s'inscrivent dans le répertoire du PKK : on verra ainsi que si les immolations par le feu interviennent dans tous les sites d'interaction, elles restent exceptionnelles dans la guérilla, où des combattants ont par contre mené des attaques-suicides<sup>1169</sup>. Pour ce faire, et comme nous n'avons pas eu accès aux activités clandestines du PKK, notre argumentation s'appuiera sur des textes de l'organisation, sur des enseignements d'Öcalan, sur des témoignages écrits d'anciens militants, sur des entretiens avec des militants et sympathisants, ainsi que sur des testaments de « martyrs » du parti. Une base de données répertoriant sans doute presque toutes les actions auto-sacrificielles en faveur de la cause kurde nous servira par ailleurs à retracer la genèse de ces pratiques singulières.

Notre argumentation s'articulera dans ce chapitre autour de trois points. Dans une première section, nous chercherons d'abord à expliciter l'imaginaire politique du PKK et à mettre en évidence les dispositifs chargés de sa mise en application. Alors que le PKK est souvent décrit comme un parti mêlant nationalisme et marxisme-léninisme, nous verrons qu'un de ses principaux objectifs est la transformation de chaque kurde en un « Homme nouveau », libéré de l'aliénation turque et totalement dévoué à Öcalan. Cette disciplinarisation passe par l'éducation (rationalisation des pratiques), mais aussi par l'incorporation de manières de penser et de faire (répétition des pratiques) : critique et auto-

---

<sup>1169</sup> Les listes des immolations et des attaques-suicide sont reproduites en annexes 4 et 5. La méthodologie adoptée pour recenser les immolations par le feu est par ailleurs résumée dans l'encadré V-3.

critique, rituels d'allégeance, abstinence sexuelle, manière de parler en public, de se tenir, etc. Mais l'analyse de cet imaginaire et des dispositifs chargés de le matérialiser ne nous informent guère sur l'effectivité de l'intériorisation des rôles militants et de l'incorporation des pratiques. A travers les trajectoires biographiques de quatre militants et sympathisants, nous chercherons donc dans une seconde section à observer comment cet imaginaire a pu *s'institutionnaliser* en partie et conduire de nombreux individus, *qu'ils soient militants ou sympathisants*, à s'en remettre totalement à l'institution. Enfin, nous nous intéresserons plus précisément aux pratiques auto-sacrificielles dans une troisième et dernière section. La construction sociale du désir de mourir pour la cause passe ainsi par l'apprentissage d'un idéal d'investissement de soi incarné dans la figure des premiers « martyrs » du PKK. Mais nous verrons aussi que la fréquence de ces actions et les formes qu'elles prennent dépendent tout autant du poids de l'institution dans le site d'interaction considéré que des règles prévalant dans les relations avec les autres acteurs.

## Section 1. Pouvoir et vérité au sein du PKK

### *Introduction*

Cette section vise d'abord à observer les rôles attribués aux militants, les conduites valorisées au sein de l'institution PKK ainsi que les dispositifs de surveillance et de vérification mis en place afin de concrétiser ces préceptes. Après avoir analysé comment la théorie de la libération développée par Öcalan a progressivement visé la transformation et la soumission des individus engagés, nous chercherons à retracer la genèse du système d'encadrement du PKK, de l'*Akademîya Mahsum Korkmaz* (le centre de formation de l'organisation) aux réseaux associatifs pro-PKK en Europe, en passant par la guérilla, l'univers carcéral et les régions kurdes. Nous verrons ainsi que les règles et normes en vigueur au sein de l'Académie Mahsum Korkmaz ont servi de modèle d'encadrement des militants et dans une moindre mesure de la population, dans des contextes aussi variés que la guérilla, les prisons turques et les pays européens. Cela ne signifie pas pour autant que l'on soit en présence d'un système homogène, au sein duquel les dispositifs de contrôle et de surveillance des activités militantes « fonctionneraient » de manière identique. Les mécanismes sont en effet en partie fonction des contextes dans lesquels s'inscrit l'organisation et ils peuvent avoir des objectifs différents : si la guérilla est d'abord le lieu de la réalisation de l'Homme nouveau (jusqu'à la mort en combattant), la prison est marquée par un affrontement entre des normes concurrentes (celles de l'institution carcérale et de l'organisation) qui visent néanmoins toujours le contrôle des individus, et l'espace européen est un lieu de désenclavement et de libertés sociales et politiques qui peut appeler - dans l'esprit des dirigeants du PKK - des procédures de surveillance encore plus drastiques que dans les autres branches du mouvement. Cela ne préjuge pas non plus de l'efficacité de ces dispositifs sur les individus engagés, comme on le verra dans la seconde section : la théorie voudrait que chaque militant du PKK consente à changer sa « personnalité » pour s'approprier celle préconisée par Öcalan et s'en remette totalement à l'organisation, mais il existe toujours un décalage entre discours, croyances et pratiques, d'autant plus que la fidélité exigée des militants est d'abord *formelle*.

## ***A. Doctrines et projets politiques***

### *1. Nationalisme, marxisme et théorie de la libération : un discours ambivalent*

Participant du mouvement kurde au Moyen-Orient, le PKK s'inscrit d'abord très clairement dans un projet nationaliste. Au nationalisme turc qui considère l'Anatolie comme le berceau de la turcité, qui affirme que les Kurdes sont des Turcs des montagnes et que la langue kurde est en fait une sous-langue turque<sup>1170</sup>, les groupes kurdistes et le PKK vont opposer un nationalisme construit à proprement parler « en miroir », doté de ses symboles (drapeau - même si le PKK a son propre drapeau « national » -, carte géographique, etc.<sup>1171</sup>), de ses mythes (*Newroz*, qui célèbre la révolte du forgeron Kawa contre le tyran Dahhak ; les Mèdes, ascendants déclarés des Kurdes<sup>1172</sup>), de ses héros (les chefs des révoltes des années 1930, puis les commandants du PKK et Öcalan), de ses traîtres et de ses martyrs<sup>1173</sup>. Ce nationalisme va par ailleurs, comme dans tout nationalisme, s'accompagner d'une historiographie singulière, qui inscrit par exemple les révoltes kurdes et surtout leur répression dans la résistance et la répression millénaires du peuple kurde - alors qu'elles sont surtout une révolte contre l'Etat en tant qu'Etat - et affirme - dans le cas du PKK - que la colonisation turque, arabe et persane est un projet délibéré d'aliénation de la nation kurde. Les fragmentations sociale, linguistique et religieuse dans les régions de Turquie à majorité kurde imposent en effet l'unification des différentes populations autour d'un sentiment d'appartenance à la kurdicité, c'est-à-dire à une entité plus large que la tribu, la religion ou la langue. Mais si le nationalisme constitue une mise en perspective du passé et un but pour l'avenir, il ne s'intéresse que peu au présent et court toujours le risque d'être taxé de particularisme là où la mobilisation nécessite un certain universalisme, un modèle économique à appliquer, un projet de société<sup>1174</sup>. Comme pratiquement toutes les organisations politiques des années 1960 et 1970 au Moyen-Orient, le PKK a ainsi adopté le marxisme-léninisme comme « doctrine d'emprunt ». Mais si, pour certains partis, cette idéologie a surtout constitué un vernis qui s'est vite effrité (c'est le cas par exemple pour le

---

<sup>1170</sup> Sur le nationalisme turc, voir notamment Copeaux, Etienne, *Espaces et temps de la nation turque...*, *op. cit.*

<sup>1171</sup> O'Shea, « Between the Map and the Reality. Some Fundamental Myths of Kurdish Nationalism », *Peuples méditerranéens*, n°68-69, 1994, p. 165-184.

<sup>1172</sup> Certains ajoutent que les Kurdes ont été les premiers à maîtriser l'élevage des chevaux, qu'ils ont inventé le principe des mathématiques et le télescope. Cf. « Cenşid Bender'le Kürt tarihi üzerine... » [Avec Cemşid Bender à propos de l'histoire kurde], *Özgür Politika*, 26 septembre 1995, p. 9, cité in Hirschler, Konrad, « Diskursive Räume in der PKK. Eine Studie zur kurdischen Geschichtsschreibung », *Kurdische Studien*, Vol. 2, n°1, 2002, p. 73-74.

<sup>1173</sup> Voir notamment Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 103-116 et Strohmeier, Martin, *Crucial Images in the Presentation of a Kurdish National Identity. Heroes and Patriots, Traitors and Foes*, Leiden, Brill., 2003.

<sup>1174</sup> Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 115-116.

PDK d'Irak), elle a constitué pour le parti d'Öcalan un stock d'idées, de moyens et de projets qui ont fortement orienté sa lutte.

Premier écrit du PKK, *La voie de la révolution au Kurdistan - Manifeste (Kurdistan Devrimin Yolu - Manifesto)* publié en 1978 ressemble en effet au programme de n'importe quelle lutte de libération nationale utilisant les arguments du marxisme. « Conception matérialiste de l'histoire », « socialisme scientifique », « lutte des classes », ou « plus-value » sont par exemple des termes qui reviennent très souvent dans la première partie de l'ouvrage (sur l'histoire de la société de classe et du colonialisme)<sup>1175</sup>, tandis que les deuxième et troisième parties traitent plus précisément de la société kurde, de la mise en esclavage des Mèdes à la colonisation des Kurdes via « l'exploitation du Kurdistan » par la « bourgeoisie turque » et ses « collaborateurs féodaux »<sup>1176</sup>. En résumé : le Kurdistan est une colonie internationale, qu'il faut libérer par la lutte armée afin de créer une entité « indépendante, unifiée et démocratique » (et à plus long terme socialiste) ; la révolution doit être menée par une avant-garde composée des intellectuels et de la jeunesse, qui pourront user de moyens politiques, idéologiques et militaires contre les colonialistes, leurs collaborateurs féodaux et leurs alliés impérialistes. Si ce programme diffère de celui des autres partis kurdistes de Turquie en ce qu'il affirme de manière non équivoque que l'oppression des Kurdes est due à une *colonisation* dont il faut se libérer, il est remarquable qu'il leur est également très similaire du point de vue des moyens préconisés et des références idéologiques : tout comme le PKK, les mouvances/partis Özgürlük Yolu/TKSP, Sivancılar/PPKK ou Rizgarî/PRK défendaient l'idée d'une révolution par la lutte armée<sup>1177</sup> et fondaient leur argumentaire sur des bases socialistes.

Après le coup d'Etat de 1980, les ouvrages qui suivent ne dérogent pas à l'orthodoxie socialiste, alors même qu'ils mettent (déjà) en avant la possibilité d'une solution à la question kurde « au sein des frontières des Etats souverains »<sup>1178</sup> : les ouvrages d'Öcalan publiés entre 1981 et 1983 ne se réfèrent qu'à dix auteurs, Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Zedong,

---

<sup>1175</sup> Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 100.

<sup>1176</sup> PKK, *Der Weg der Revolution Kurdistans (Manifest)*, Weşanen Serxwebûn/Agri Verlag, Köln, 1986, 1<sup>ère</sup> édition en turc en 1978. L'édition allemande ne reproduit que les deuxième et troisième parties de l'édition turque, comme indiqué dans la préface.

<sup>1177</sup> Contrairement à ce qu'affirme par exemple Lothar A. Heinrich dans « Die Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) : Kult des Opfers und Kult der Tat als Programm », *Orient*, n°29, mars 1988, p. 425.

<sup>1178</sup> *Kürdistan Ulusal Kurtuluş Problemi ve Çözüm Yolu* [Le problème de la libération nationale du Kurdistan et la manière de le résoudre] ; *Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi - Program Taslağı* [Front national de Libération du Kurdistan - Programme provisoire], 1992, cités in Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 103-104.

Georgi Dimitrov, Giap, Le Duan, Che Guevara et Victor Serge<sup>1179</sup>. Mais si la théorie marxiste continue d'être fortement mobilisée au cours des années 1980, l'affaiblissement puis la chute de l'URSS provoquent une restructuration importante du discours : la critique plus acérée du « socialisme réel » en Union soviétique permet ainsi à Öcalan d'abandonner progressivement et partiellement, dès le milieu des années 1980, le vocabulaire marxiste « classique » puis d'affirmer au début des années 1990 que 1989 n'est pas la chute du communisme mais celle d'« un système inspiré par le communisme et ayant institutionnalisé de nombreux éléments de la société capitaliste, et même féodale, par des mises en application extrêmement dangereuses »<sup>1180</sup>.

Il semble en fait que se mette en place, à partir de la fin des années 1980, un double discours, le premier très pragmatique (cherchant une reconnaissance externe, tant en direction de la population qu'en direction des Etats occidentaux), le second davantage « idéologique » ou radical (plus souvent à vocation interne)<sup>1181</sup>. Dans un entretien avec le journaliste Mehmet Ali Birand publié dans le quotidien *Milliyet* en 1988, Öcalan apparaît déjà comme ouvert à la négociation. Les offres de dialogue vont ensuite se succéder : renoncement au séparatisme en 1990 puis en 1992<sup>1182</sup> et solution politique au problème kurde dans le cadre des frontières turques en 1993. De même, il n'est pas rare de voir Öcalan affirmer que le PKK n'est plus communiste : « c'est juste de la propagande [pour nous discréditer]. Il nous est impossible d'être communistes. Pourquoi l'Union soviétique s'est-elle effondrée et pas les Etats-Unis ? C'est parce que le communisme a fait tout du gouvernement, mais a abandonné l'humain. Les Etats-Unis représentent le développement »<sup>1183</sup>. Les écrits d'Öcalan, la presse proche du parti

---

<sup>1179</sup> *Ibid.*, p. 105. Les ouvrages dont il est question sont *Kürdistan'da Zorun Rolü* [Le rôle de la répression au Kurdistan] (1981), *Örgütlenme üzerine* [Sur l'organisation] (1983), *Kürdistan'da Kişilik Sorunu* [La question de la personnalité au Kurdistan] (1983).

<sup>1180</sup> Öcalan, Abdullah, *Sosializm ve Devrim Sorunları* [Les questions du socialisme et de la révolution], Weşanên Serxwebûn, Köln, 1992, p. 332, cité in *ibid.*, p. 108. Voir aussi Öcalan, Abdullah, « Die Probleme des real existierenden Sozialismus am 70. Jahrestag der Oktoberrevolution und die revolutionäre Realität in Kurdistan », *Kurdistan Report*, n°22, janvier-février 1988, p. 25-40.

<sup>1181</sup> Comme le note Paul White, il était déjà assez complexe d'amener la population de la province de Tunceli à croire qu'elle était kurde alors qu'elle se considérait souvent d'abord comme *kirmanj*, en référence au kirmanji, dialecte différent du kurmanji dominant (White, Paul, *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers ?...*, *op. cit.*, p. 48). De même, tous nos interviewés « éduqués » ont mentionné le fait qu'il était très difficile de justifier le combat du PKK par des principes marxistes-léninistes quand la population tendait tout simplement à considérer le parti kurdiste comme « le défenseur de leurs droits ». Pour une remarque similaire, voir Marcus, Aliza, « City in the War Zone », *Middle East Report*, n°189, juillet-août 1994, p. 16-19.

<sup>1182</sup> *Hürriyet*, 1<sup>er</sup> avril 1993 cité in White, Paul, *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers ?...*, *op. cit.*, p. 163.

<sup>1183</sup> Gunter, Michael M., « Abdullah Öcalan : "We are fighting Turks everywhere" », *Middle East Quarterly*, Vol. 5, n°2, juin 1998, p. 79-85.

restent cependant beaucoup plus ambigus<sup>1184</sup>, voire totalement opposés : Öcalan lui-même confirmait par exemple en avril 1992 à l'organe du PKK *Serxwebûn* qu'il était prêt « à soutenir le régime cubain ou à déclencher une nouvelle révolution d'Octobre à partir du Kurdistan »<sup>1185</sup>. Et on retrouve cette ambiguïté non seulement dans les rapports avec les autres partis kurdistes de Turquie ou d'Irak tout au long des années 1990, mais aussi dans les relations qu'entretient le PKK avec l'Etat allemand - Öcalan se voulant tantôt rassurant (« il n'a jamais été question de deuxième front du PKK en Europe »), tantôt menaçant (« chaque Kurde peut se transformer en bombe humaine »). Mais ces deux niveaux de discours apparaissent également parfois au cours d'un seul et même entretien : le PKK peut ainsi se montrer très modéré lorsqu'il appelle la Turquie à le considérer comme un interlocuteur légitime, puis développer quelques seconde après un discours bien plus radical et menaçant, visant d'une part à mettre en garde la Turquie dans l'hypothèse où elle rejeterait les offres du parti, et, d'autre part, à rassurer ses militants, susceptibles de voir dans ces offres de compromis de véritables « compromissions ».

Cette ambivalence des discours est bien évidemment appréhendée très diversement par les différents acteurs proches du PKK, certains ne (re-)connaissant que le discours à vocation interne, d'autres acceptant l'idée d'un discours stratégique (idéologique, à long terme) et d'un discours tactique (à court terme), d'autres encore jouant sur les deux registres en fonction des situations, comme le font eux-mêmes les dirigeants du parti<sup>1186</sup>. Mais la plupart ont une idée assez peu claire des opinions d'Öcalan, dont ils interprètent les écrits ou les déclarations en fonction des grilles de lecture proposées par les cadres, de leurs expériences personnelles et de la situation à laquelle ils sont confrontés. Martin van Bruinessen semble considérer que cette ambivalence du discours est inscrite dans la structuration même du PKK : les groupes de guérilleros, d'origine très modeste et formés à faire la guerre étant davantage radicaux que les forces politiques, plus instruites et favorables à une solution négociée ; Öcalan servant lui-même de pont instable entre ces deux groupes relativement autonomes, et délivrant des

---

<sup>1184</sup> Voir notamment « Autonomie oder Unabhängigkeit ? Die Antwort der PKK », *Kurdistan Report*, n°36, 1991, p. 14-15 ; « Wir sagen, kommt, lösen wir das Problem auf politischer Ebene, aber sie fliehen », *Kurdistan Report*, n°41, 1991, p. 8-11.

<sup>1185</sup> Cf. l'entretien d'Abdullah Öcalan avec Yalçın Doğan, *Serxwebûn*, avril 1992, p. 20, cité in Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 238.

<sup>1186</sup> Grojean, Olivier et Küçük, Bülent, « Le PKK après la capture d'Öcalan. Phénomène charismatique et mythes politiques au sein du mouvement kurde », *Etudes kurdes*, n°8, 2006, p. 63-84.

instructions très générales<sup>1187</sup>. Si ce tableau semble tout à fait juste quant à l'autonomie dont disposaient les acteurs, il tend selon nous à surestimer le cloisonnement des interprétations entre les deux groupes, nos entretiens ayant montré la possibilité pour les militants de « jongler » avec ce double discours au cours d'une même discussion.

Mais si cette ambivalence du discours idéologique est aussi bien acceptée par les militants et sympathisants (la restructuration du système discursif du PKK après l'arrestation d'Öcalan en fournit d'ailleurs un exemple frappant, on y reviendra), c'est aussi en raison de son importance très relative. Certes, les idéologies marxistes et nationalistes permettent peut-être plus facilement que d'autres la sacralisation du chef et du parti (grâce à la théorie de l'avant-garde), ou la légitimation d'un combat actuel (grâce à la mobilisation de référents historiques et de concepts déclarés scientifiques). Mais, comme on l'a vu, les partis kurdistes de Turquie de la fin des années 1970 développent tous un discours idéologique quasi-similaire. Un des moyens de se différencier alors des autres groupes - au-delà de la mise en évidence des différences théoriques souvent obscures entre courants politiques - est de se focaliser davantage sur le *noyau* de l'organisation, sans s'intéresser à la réception du discours *hors* de l'organisation.

## 2. Vers une théorie de l'« Homme nouveau »

La radicalité - entendue comme un ensemble de pratiques (dont les discours) qui instaurent une rupture entre une sodalité (un regroupement volontaire d'individus) et le reste de la société - apparaît en effet comme une stratégie essentiellement orientée d'abord vers le groupe lui-même<sup>1188</sup>. En Turquie, on observe une radicalisation de la plupart des organisations politiques illégales turques et kurdes au cours des années 1970. En plus des discours, les frontières de l'appartenance au groupe se marquent en imposant des pratiques spécifiques (vestimentaires, pileuses, langagières etc.), comme autant de signaux qui renforcent la cohésion et l'homogénéité du collectif. L'investissement accru des militants

---

<sup>1187</sup> Van Bruinessen, Martin, « Turkey, Europe and the Kurds after the capture of Abdullah Öcalan », in Van Bruinessen, Martin, *Kurdish Ethnonationalism versus Nation-Building States*, İstanbul, The ISIS Press, 2000, URL : [http://www.let.uu.nl/~martin.vanbruinessen/personal/publications/Kurds\\_after\\_capture\\_Ocalan.pdf](http://www.let.uu.nl/~martin.vanbruinessen/personal/publications/Kurds_after_capture_Ocalan.pdf)

<sup>1188</sup> Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, § 2 et 9. Cette définition est donc très différente de celle d'Annie Collovald et Brigitte Gaïti, même si elle recoupe leur volonté de concevoir la radicalisation comme un *processus*, individuel ou collectif. Cf. Collovald, Annie et Gaïti, Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, notamment p. 15.

fonctionne comme une compensation de la faiblesse des ressources individuelles<sup>1189</sup>. Mais contrairement aux autres partis kurdistes, le PKK est d'ores et déjà *clandestin* avant le coup d'Etat militaire de 1980, c'est-à-dire qu'il était déjà organisé comme une structure relativement cloisonnée et militaire, au sein de laquelle les militants sont des « révolutionnaires professionnels », investis totalement et peut-être d'ailleurs déjà davantage « coupés » de la société que ne l'affirme l'ancien commandant du PKK Mehmet Can Yüce<sup>1190</sup> :

« Tous les groupes kurdes analysaient la situation de la même manière, mais les différences concernaient le "comment on fait". Les *Kurdistan Devrimcileri* [Révolutionnaires du Kurdistan] ont mis en pratique leur idéologie, les autres non. Par exemple le PSK, ils étaient socialistes, mais aussi fonctionnaires ou avocats ; en prison, ils sont restés des fonctionnaires. Nous, nous avons construit une armée professionnelle. On était étudiants, nous avions un travail et nous avons tout arrêté pour aller vers le Kurdistan. Ca veut dire travailler 24 heures sur 24 pour la révolution, volontairement. Pour les autres groupes, ce n'était pas comme ça. Dans les autres groupes, les personnes les plus importantes avaient un travail et ne l'ont pas quitté. [...] Au départ, la fondation du parti n'a pas réellement changé notre mode d'organisation. J'ai d'ailleurs appris seulement plus tard que cette réunion avait eu lieu. Mais avec le temps, on s'est rendu compte des changements. C'était plus centralisé, plus organisé, plus discipliné. On avait un programme, un nouveau nom, une hiérarchie... Mais pour moi, ça n'a pas fait de différence. C'est d'ailleurs en 1978 [*vraisemblablement avant la réunion de fondation du parti*] que je suis devenu un révolutionnaire professionnel, alors qu'avant je conservais un métier. Les professionnels ne vivent pas en haut, mais en bas. Ce sont aussi des gens normaux : ils mangent, ils boivent, ils dorment, mais ils travaillent beaucoup. Un étudiant travaille sur son doctorat ; un révolutionnaire lit, est dans la société et cherche à élargir la diffusion de son idéologie et à recruter des gens. Mais sa vie sociale est normale. C'est ça la révolution comme profession »<sup>1191</sup>.

L'expérience de Recep Maraşlı - pourtant ancien sympathisant du THKO au début des années 1970 - au sein de Rizgarî montre par comparaison combien l'absence de ressources peut expliquer l'investissement plus intense des militants et la radicalisation :

J'écrivais dans un journal, je me déplaçais donc très souvent, au Kurdistan notamment. J'avais beaucoup de contacts avec la gauche turque et kurde, surtout après mon passage en prison en

---

<sup>1189</sup> On retrouve ce phénomène en Allemagne et en Italie dans les années 1970. Cf. Della Porta, Donatella, *Social Movement, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 85.

<sup>1190</sup> « Dans la clandestinité, on vit dans un monde complètement transformé. On voit le monde seulement à travers un modèle militaire, comme une zone libre, ou comme une aire dangereuse. On ne voit plus aussi souvent qu'avant des gens... Quand le monde devient si illusoire, alors on a besoin de se changer soi-même ». Horn, Michael, *Sozialpsychologie des Terrorismus*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 1982, p. 141, cité in Della Porta, Donatella, *Social Movement, Political Violence and the State...*, *op. cit.*, p. 141.

<sup>1191</sup> Entretien avec Mehmet Can Yüce, Allemagne, juillet 2004.

1972 [...] En 1978-1979, Rizgarî était vraiment un parti important, composé majoritairement d'intellectuels et d'étudiants, il était donc très intellectuel. Mais il a été décapité par le coup d'Etat. Le PKK avait la même idéologie que nous, mais lui l'a mise en pratique. [*Et pourquoi pas vous ?*] Nous avons des problèmes d'organisation, et puis... Si le PKK ne l'avait pas fait, nous aurions sans doute pu le faire quand même... mais quand même, on n'avait pas la même socialisation. [...] Si nous avons été un parti de masse, on aurait aussi pu combattre les armes à la main, mais on n'allait pas le faire pour un autre parti... [...] A l'époque, le PKK était considéré comme un tout petit parti radical et non réaliste, donc quand ça a commencé, on ne le prenait pas très au sérieux...<sup>1192</sup>

Mais si la clandestinité et les règles très strictes qui l'accompagnent ont sans doute permis l'exil d'une partie du PKK avant même le coup d'Etat (environ 200 militants, ils seront environ 300 en 1982<sup>1193</sup>), elle n'a pu empêcher l'arrestation de centaines de membres du partis après le 12 septembre. Délations (parfois même par la famille des militants), repentances et infiltrations marquent en effet les débuts du PKK, et sonnent comme un renouvellement des trahisons des révoltes des années 1930. A partir de 1985, la création des milices *Korucu* (gardiens de village) est également interprétée comme une nouvelle version des régiments Hamidiye (régiments tribaux formés par Abdülhamit à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et déployés dans les régions frontalières de l'Est de l'Empire), alors que les deux institutions recourent des réalités finalement très différentes<sup>1194</sup>. Enfin, un certain nombre de cadres envoyés en Europe après le 1<sup>er</sup> Congrès de 1981 menacent le leadership d'Öcalan et l'unité du parti. Le 2<sup>ème</sup> Congrès (1982) permet de les réduire au silence<sup>1195</sup> et ils sont finalement éliminés en 1984-1985 (notamment Enver Ata, Zülfü Gök et Çetin Güngör en Europe, Resul Altınok en Irak<sup>1196</sup>) ou progressivement écartés (Baki Karer s'exile en Europe en 1985 et commence à y dénoncer le PKK ; Kesire Yıldırım, la propre femme d'Öcalan, est exclue lors du 3<sup>ème</sup> Congrès). C'est précisément lors de ce 3<sup>ème</sup> Congrès du PKK, en octobre 1986, qu'est décidée l'instauration d'un service militaire obligatoire et d'un système de taxes ainsi que la mise en place d'un système pénal au sein de l'organisation. Mais seuls l'encadrement et la formation peuvent éviter les dissensions internes et les trahisons : la création de différentes

---

<sup>1192</sup> Entretien avec Recep Maraşlı, Allemagne, juin 2004.

<sup>1193</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 53.

<sup>1194</sup> Dorronsoro, Gilles, « Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n°5 « Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies », 2006, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>. Dorronsoro souligne néanmoins que « la formation des milices *korucu* » peut s'expliquer par « la construction d'une perception par les institutions, militaires ou autres, du "Kurdistan" comme une région homogène, tribale et, finalement, irréductiblement autre » (C'est nous qui soulignons). *Ibid.*, § 42.

<sup>1195</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>1196</sup> Le PKK niera toute implication dans ces meurtres mais il ne cachera pas qu'il considérait les victimes comme des traîtres. Cf. *Serxwebûn*, décembre 1985 cité in Van Bruinessen, Martin, « Between Guerilla War and Political Murder : The Workers' Party of Kurdistan », *Middle East Report*, juillet-août 1988, p. 46.

composantes de l'ERNK visant à encadrer et former la population, ainsi que la fondation de l'*Akademîya Mahsum Korkmaz*, chargée de l'éducation politique et militaire des combattants peuvent être lues comme des tentatives d'endiguer ces tendances centrifuges<sup>1197</sup>. Si la mise en place de ces dispositifs d'encadrement et de formation peut effectivement relever en partie de la « paranoïa des dirigeants »<sup>1198</sup> ou de la « culture séculaire de la trahison » chez les Kurdes<sup>1199</sup>, elle nous semble surtout destinée - de manière pragmatique - à accentuer la condition clandestine afin de faire face à une répression extrêmement dure. Le marxisme et le nationalisme du PKK vont dès lors être adaptés à ces enjeux.

Si le premier ouvrage faisant référence à la « personnalité » des Kurdes paraît en 1983<sup>1200</sup>, la question de l'individu devient centrale dans les écrits d'Öcalan dans les années suivantes, soit peu avant et au moment où commence la formation des guérilleros dans la Bekaa libanaise. Les notions d'« humanisation », de « socialisation », d'« émancipation individuelle » (*özgürleşme*), de « soi », de « personnalité libérée » remplacent alors progressivement les notions marxistes classiques de « lutte des classes » ou de « matérialisme historique »<sup>1201</sup>. La « production de soi », c'est-à-dire d'une personnalité libérée à la fois de l'aliénation turque et de l'aliénation liée aux structures sociales traditionnelles, vertueuse et par dessus tout digne de confiance du guide, devient progressivement la seule voie proposée aux militants dans les *Çözümlemeler* (Analyses), ces cours professés par Öcalan lui-même à l'Académie<sup>1202</sup> :

---

<sup>1197</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 60 et 109. L'idée d'un camp de formation est avancée par Öcalan dès 1981. L'Académie Mahsum Korkmaz - du nom d'un commandant et membre du Comité central du PKK tué le 28 mars 1986 - est installée à Helve, dans la Bekaa libanaise, à deux kilomètres de la frontière syrienne. Le PKK avait déjà utilisé ce camp entre 1981 et 1982.

<sup>1198</sup> Van Bruinessen, Martin, « Between Guerilla War and Political Murder... », *art. cit.*, p. 45.

<sup>1199</sup> Ibrahim, Ferhad, « Ethnischer Konflikt, soziale Marginalisierung und Gewalt : Zum Befreiungskonzept der "Partîya Karkerên Kurdistan" (PKK) », in Scheffer, Thomas (dir.), *Ethnizität und Gewalt*, Hamburg, Deutsches Orient Institut, 1991, p. 103 ; Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 138 et suivantes ; Özcan, Ali K., « The Nature and Resource Field of the Kurdish Resistance in Turkey : A Dormant Resource », *Middle Eastern Studies*, Vol. 41, n°3, 2005, p. 391-406.

<sup>1200</sup> *Kürdistan'da Kişilik Sorunu* [La question de la personnalité au Kurdistan].

<sup>1201</sup> Cf. Öcalan, Abdullah, *Seçme Yazılar* [Ecrits choisis], Vol. II, Weşanen Serxwebun, Köln, 1986, p. 17, cité in Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 109. La date de publication d'un ouvrage d'Öcalan ne signifie pas qu'il a été écrit cette même année ou l'année d'avant. La plupart de ses ouvrages sont des recueils de textes (les *Çözümlemeler*, voir note suivante), parfois écrits jusqu'à six ans avant leur publication (ils ont néanmoins souvent été publiés auparavant dans le mensuel *Serxwebûn*).

<sup>1202</sup> Les *Çözümlemeler* débutent en 1986, soit au moment de la fondation de l'Académie. Ce sont de longs discours publiés sous forme de cassettes vidéo puis d'ouvrages qui servent de base à la formation des militants. L'ensemble des *Çözümlemeler* pourrait compter plus de 100 000 pages (*Ibid.*, p. 174).

D'un niveau idéologique, politique et militaire, notre révolution atteint de plus en plus le niveau social. Cela transforme la vie bien davantage, ce qui conduit à de grandes impressions et de grandes réactions. Ceci est un soulèvement contre l'ordre social ancien. Contre le monde de la socialisation, des relations, des sentiments et des pulsions développé par l'ennemi. Nous cherchons à détruire ce monde<sup>1203</sup>.

Ce virage intellectuel n'est évidemment pas sans lien avec l'« Homme nouveau » que souhaitait créer le Parti communiste soviétique<sup>1204</sup>, mais il est aussi à mettre en relation avec l'historiographie kurde des années 1920-1940. Inversant l'historiographie turque érigée en idéologie d'Etat après 1923<sup>1205</sup>, empreint de darwinisme social et d'anthropologie raciale, se nourrissant de la répression des nombreuses révoltes kurdes des années 1920-1930, le nationalisme kurde se fonde en effet sur les idées de lutte pour la survie de la race ou de l'individu comme élément primordial de la nation biologique<sup>1206</sup>. Le corps kurde s'inscrit alors dans un système politique complexe. En tant qu'unité fondamentale de la nation, il est transcendé par sa beauté et son esprit. Mais en tant que participant de l'édifice global, il peut également être vérolé et contaminer ses membres, construisant en retour, comme dans l'historiographie turque, une thématique de l'unité et de l'ennemi intérieur. Des conflits d'interprétation et même différentes « tendances » existent certes au sein de la mouvance PKK. Konrad Hirschler distingue ainsi les « monopolistes » - qui affirment par exemple que les Kurdes descendent de races ou peuples préislamiques comme les Ariens ou les Mèdes et conçoivent l'ethnicité comme une donnée biologique - des « interactivistes » - qui soutiennent que le Kurdistan est le berceau de nombreux peuples qui se sont mutuellement influencés et tendent à adopter une conception davantage « constructiviste » de l'ethnicité. Il n'en reste pas moins que la position des « monopolistes » est structurellement dominante tandis que celle des interactivistes est fortement marginalisée au sein du parti<sup>1207</sup>.

---

<sup>1203</sup> Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil V) Erobert das Leben ! Aus dem Buch "Wie leben" von Abdullah Öcalan » [extraits de l'ouvrage *Nasıl Yaşamalı ? (Comment vivre ?)*, Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°86, juillet-août 1997, p. 35.

<sup>1204</sup> Voir Pennetier, Claude et Pudal, Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.

<sup>1205</sup> Sur la genèse de l'historiographie nationaliste turque, voir Copeaux, Etienne, *Espace et temps de la nation turque...*, *op. cit.*

<sup>1206</sup> Bozarslan, Hamit, « Quelques remarques sur le discours historiographique kurde en Turquie : 1919-1980 », *Asien Afrika Lateinamerika*, vol. 49, 2001, p. 47-71.

<sup>1207</sup> Cf. Karasu, Mustafa, « Newroz umutsuzluğun olduğu yerde umut çıkışıdır » [Newroz est la voie de l'espérance pour sortir du désespoir], *Serxwebûn*, n°207, 1999, p. 18-21 cité in Hirschler, Konrad, « Diskursive Räume in der PKK... », *art. cit.*, p. 75.

La conception de l'Homme nouveau (*Yeni İnsan*) qui en découle est dès lors loin d'être proche d'une philosophie platonicienne ou tourainienne du « sujet », comme l'avance par exemple Ali Kemal Özcan<sup>1208</sup> :

Le nouvel homme ne boit pas, ne joue pas, ne pense jamais à son plaisir personnel et à son confort, et il ne se féminise pas et ceux qui ont [auparavant] cédés à de tels types d'activité couperont toutes ces habitudes aussi net qu'un couteau, dès qu'il ou elle sera parmi les hommes nouveaux. La philosophie et la moralité du nouvel homme, la manière dont il s'assoit, se lève, son style, son ego, son attitude et ses réactions [*tepki*] lui appartiennent en propre. Les fondements de toutes ces choses sont l'amour solide comme un roc que l'on porte à la révolution, à la liberté, au pays et au socialisme. L'application du socialisme scientifique à la réalité de notre pays crée l'homme nouveau »<sup>1209</sup>.

Il faut donc éduquer « socialement » les Kurdes, les persuader « qu'ils sont des esclaves et qu'ils ont besoin d'être libérés »<sup>1210</sup>. Les militants, qui par manque de foi ou de discipline courent toujours le risque de trahir la cause, sont les premiers visés :

L'ennemi joue avec la jeunesse et ses pulsions. De plus, elle est sur le pied de guerre, est prête à tous les dangers et a vos difficultés. L'ennemi joue avec vous. Vous devez donc être très prudents. Si vous admettez de dire : « Je suis de bonne foi, je ne vais pas m'écarter des principes du parti et des principes de la vie libre », alors vous vous manifesterez par un bon comportement. Dans le cas contraire, vous êtes, avec votre comportement dont on ne sait qui il sert, un danger. Dès lors, une formation politique, militaire et idéologique n'est pas suffisante : une éducation sociale est nécessaire. Quand on parle d'éducation sociale, ne croyez pas qu'il faille que vous vous disiez « est-ce que je suis une bonne fille de maison ou un bon fils de famille ». Ceux-là sont peut-être même les personnes les moins bien éduquées. L'éducation sociale, c'est en fait comment on prend des mesures contre l'influence de l'ennemi, comment on prend des mesures aussi contre les débris sociaux dépassés [...] et, le plus important, comment on concrétise dans sa personnalité les buts de la révolution - politiques, sociaux, économiques, culturels - bref, les nécessités d'une société saine. C'est ça l'éducation sociale. Vous allez vous développer dans ce domaine jusqu'à être un militant avec un objectif social. Il ne suffit pas d'être militant, vous devez être militant social. Qu'est-ce qu'un militant social ?

---

<sup>1208</sup> Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 111. L'auteur utilise d'ailleurs une méthode proche de l'intervention sociologique tourainienne lorsqu'il propose des interprétations du « sens » du mouvement à Öcalan, le chef du PKK étant invité à se positionner par rapport à la théorie du chercheur. Sa méthodologie le conduit aussi à se positionner lui-même sur la valeur du discours du PKK et à se l'appropriier au moins en partie (avec notamment des références à Darwin et l'idée de cellules ou de molécules individuelles composant un organisme social, le PKK étant le ferment de cette configuration et de la transformation de la société). Voir Özcan, Ali K., *Humanisation Movement. An Attempts at Rehumanisation in the "Cradle of Civilisation"*, Berlin, Weşanên Înstîtûta Kurdî, 1999, notamment p. 58 et suivantes ainsi que la conclusion de l'ouvrage p. 143-156.

<sup>1209</sup> Üçlü, M. S., « Kürdistan'da Yeni İnsan » [L'Homme Nouveau au Kurdistan], *Serxwebûn*, mars 1996, p. 21 cité in White, Paul, *Primitive Rebel or Revolutionnary Modernizers ?...*, *op. cit.*, p. 141.

<sup>1210</sup> Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 106.

Ca veut dire avoir un caractère absolument révolutionnaire dans les relations de la vie quotidienne<sup>1211</sup>.

Mais plus qu'aux principes du parti, c'est à la personne d'Öcalan qu'il convient d'être fidèle, car elle est le garant de la cause et de la vie meilleure :

Personne ne peut soutenir que je ne représente pas une grande force. Même l'ennemi ne conteste pas ce fait : « comment cette personne peut conduire une telle guerre ? Derrière lui, il y a le monde entier ». Derrière qui se trouve le monde, derrière vous ou derrière moi ? Ma position est donc bien connue. [...] Bien que je ne souhaite pas avoir une telle position de direction, je l'assume car la responsabilité m'en incombe. Personne d'autre que moi ne peut mieux l'occuper. Mon art de vivre est plus celui d'un militant laborieux que celui d'un guide. Peut-être est-ce aussi un art de vivre qui lie la direction aux militants<sup>1212</sup>.

C'est donc en suivant l'exemple d'Öcalan - sans l'imiter - que l'on peut devenir un bon militant, un Homme digne de ce nom :

Beaucoup d'entre vous sont comme morts. La vie ne peut vous gagner. Votre passion, votre joie sont très faibles, votre conscience n'est pas suffisante, vos cœurs sont fermés, vous vous êtes éloignés de la sensibilité et de la responsabilité, vous vous tournez vers un intérêt qui n'est pas l'intérêt nécessaire. Nous sommes différents. Le problème est de vous amener au même niveau [que nous]. C'est possible, vous devez y croire. Notre exemple peut seulement vous encourager. Vous ne devez pas tenter d'imiter cette personnalité, mais vous devez prendre la voie de votre propre développement. Il ne vous est pas nécessaire d'imiter. Il existe des chemins impressionnants et éclairés, qui doivent aller dans votre propre intérêt<sup>1213</sup>.

Et au-delà de la discipline de vie mise en évidence ici (qui fait d'ailleurs davantage penser à la théorie du pouvoir de Foucault qu'à la philosophie du sujet de Touraine), c'est la guerre, « sainte » ou « sacrée », qui est l'instrument principal de la transformation de l'homme :

---

<sup>1211</sup> Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil IV) Über die Konfrontation mit Schwierigkeiten und Freiheiten » [extraits de l'ouvrage *Nasil Yaşamalı ?* (Comment vivre ?), Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°85, mai-juin 1997, p. 42.

<sup>1212</sup> Öcalan, Abdullah, « Wie leben ? (Teil V)... », *art. cit.*, p. 34 et 35.

<sup>1213</sup> *Ibid.*, p. 35.

En dépit du fait que nous l'appelions la guerre de libération nationale, c'est en fait une grande guerre d'humanité, une guerre de développement culturel et social ; c'est à la fois une guerre de développement personnel et économique, la guerre pour gagner l'émancipation politique et pour prospérer de tout point de vue. La guerre est un art de vivre pour nous. C'est-à-dire qu'elle a aussi un contenu économique ; et c'est une forme fondamentale de production, une forme de reproduction de tout. [...] Nous devons être capable d'accroître la libération et le développement de cette forme de production. De même que nous développons la guerre, nous devons développer aussi la vie politique. La formation des personnalités individuelles, le développement de la sphère sociale et culturelle ne pourra être possible que grâce à cette guerre. Voici la politique de notre parti sur la guerre<sup>1214</sup>.

Si, à ses débuts, le PKK tente de faire accepter la lutte armée par l'idée que les Kurdes sont menacés et qu'ils ont besoin d'être défendus<sup>1215</sup>, la guerre devient donc progressivement une manière de produire un nouvel homme, dans une conception finalement très fanoniste de la lutte armée. Cette mystique de la violence s'appuie en effet sur « le passage libérateur où le colonisé, en passant à la violence contre un ordre et un maître tout puissant, rompt de façon radicale l'infériorisation dans laquelle il était tenu. Grâce à elle, il retrouve sa dignité et son identité oblitérées par le colonialisme »<sup>1216</sup>. La violence est ainsi élevée au rang d'« accoucheuse » « de chaque société, mais aussi de chacune de ses cellules »<sup>1217</sup>. Elle crée, par un processus d'inversion du traumatisme et des stigmates, un homme nouveau et meilleur : « les marques de la violence, nulle douceur ne les effacera : c'est la violence qui peut seule les détruire. Et le colonisé se guérit de la névrose coloniale en chassant le colon par les armes. Quand sa rage éclate, il retrouve sa transparence perdue, il se connaît dans la mesure même où il se fait. [...] Fils de la violence, il puise en elle chaque instant son humanité : nous étions hommes à ses dépens, il se fait homme aux nôtres. Un autre homme de meilleure qualité »<sup>1218</sup>. Mais la transformation de l'homme ne se fait pas uniquement par la violence contre l'autre, elle nécessite également une violence interne afin d'éradiquer les causes de l'aliénation à l'Etat turc :

---

<sup>1214</sup> Öcalan, Abdullah, 3. *Kongre Konuşmaları* [Les discussions du 3<sup>ème</sup> Congrès], Köln, Weşanên Serxwebun, 1993, p. 202, cité in Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, op. cit., p. 114.

<sup>1215</sup> Ismet G. Imset relate ainsi les propos des propos d'Öcalan à la fin des années 1980 : « Il est clair que les pionniers ont maintenant la responsabilité d'agir sur la réalité profonde du peuple parmi lequel ils vivent et de trouver les méthodes et les manières de rendre manifeste l'autodéfense de la population... il y a le devoir d'élever les gens jusqu'au niveau où ils seront capables de se défendre eux-mêmes et de les convaincre, avant toute chose, qu'ils ont besoin d'être défendus ». Cf. Imset, Ismet G., « The PKK : Terrorists or Freedom Fighters ? », *The International Journal of Kurdish Studies*, Vol. 10, n°1-2, 1996, p. 45-100.

<sup>1216</sup> Chaliand, Gérard, « Franz Fanon à l'épreuve du temps », présentation à Fanon, Franz, *Les Damnés de la terre*, op. cit., p. 23.

<sup>1217</sup> *Kürdistan'da Darağaçları, Kışla Kültürü ve Devrimci Intikâm Görevimiz*, Cologne, Serxwebun, 1985, cité in Bozarslan, Hamit, *La question kurde*, op. cit., p. 219.

<sup>1218</sup> Sartre, Jean-Paul, Préface à Fanon, Franz, *Les Damnés de la terre*, op. cit., p. 51 et 54.

Nous avons mené une guerre contre le colonialisme turc. Dire qu'« un tel homme a émergé dans cette phase guerrière » n'est pas vraiment vrai. Cette guerre a été menée à l'intérieur, au sein du parti, au sein du peuple. Assurément, les Kurdes se sont un peu battus contre eux-mêmes. Une guerre interne, une guerre des esprits. Le PKK a permis ça. La lutte interne, qui se déroule dans les esprits et dans les sentiments. C'est sûr que l'esprit kurde en a été rénové. L'esprit s'élève. Les sentiments kurdes se modernisent, des sentiments civilisés sont atteints. Les anciennes relations, conceptions et particularités ont été détruites. Le mot d'ordre est celui-ci : quand tu es un homme, tu peux tout faire. Quand tu es un homme, tu peux réussir. Quand tu es un homme, tu peux être la source de la force et du pouvoir. Cette conception se diffuse dans la conscience kurde<sup>1219</sup>.

En 1999, l'arrestation d'Öcalan et l'abandon concomitante de la lutte armée vont nécessiter la refonte de ce discours légitimant la violence. L'intérêt porté à la question des femmes, qui débute également en 1986-1987, permettra alors de trouver dans les écrits du parti d'autres arguments en faveur de la paix.

### 3. L'émergence de la question féminine : déssexualisation et soumission

Souvent analysée dans la presse indépendamment de la théorie de l'« Homme nouveau »<sup>1220</sup>, la question féminine au sein du PKK semble pourtant s'inscrire dans une conception très similaire de la « production de soi » et pourrait même être lue comme une consolidation de cette théorie. Comme on l'a vu, les années 1960 sont marquées, après le coup d'Etat de 1961 en Turquie, par une politisation rapide de nombreux segments de la population, et notamment des lycéens et étudiants. Plusieurs groupes radicaux voient ainsi le jour. Après une décennie de fortes mutations sociales, l'engagement de nombreuses femmes dans les diverses organisations (de droite et de gauche radicales, islamistes, kurdistes) pose la question de l'articulation entre émancipation des femmes et projet politique. Le phénomène de *bacı* (sœur), qui « asexue toute femme en la plaçant hors de portée du désir masculin »<sup>1221</sup> est sans doute plus particulier aux groupes de gauche, qui refusent de créer des sections féminines (à l'exception du parti communiste turc) et confinent les femmes dans des activités subalternes : comme le montre Şirin Tekeli, la place de la femme dans ces mouvements ne fut finalement pas « réellement différente de celle qui leur était accordée dans la société en

---

<sup>1219</sup> « Bei den Kurden hat eine erstaunliche Revolution stattgefunden. Interview mit dem Mitglied des PKK-Präsidenten Ali Haydar Kaytan », *Kurdistan Report*, n°101, 2001 (1<sup>ère</sup> édition en turc in *Özgür Politika*, 29 avril 2001).

<sup>1220</sup> Depuis 2003, le nombre de reportages magazines et radio, de documentaires télévisés et de films sur les femmes dans la guérilla du PKK est en pleine expansion, et ce tout autant en français qu'en anglais ou en allemand.

<sup>1221</sup> Bozarslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*, p. 225.

général »<sup>1222</sup>. Le PKK des années 1970 n'échappe pas à cette règle : le programme du parti publié en 1978 n'accorde aucune place à la question féminine<sup>1223</sup> et, après le coup d'Etat de 1980, les femmes sont numériquement marginales dans les procès contre le parti. Comme dans de nombreux mouvements marxistes d'inspiration fanoniste, la question de l'égalité entre les deux sexes au sein de la lutte fut ainsi posée, puis abandonnée au profit d'une libération du « colonisé », qui devait regagner sa dignité humaine (*masculine*) par la violence.

Ce n'est qu'après le coup d'Etat que la question féminine est réellement abordée de front. Des textes tentent ainsi dès 1983 de lier libération de la femme et libération du Kurdistan - sans que l'articulation entre les deux soit tout à fait claire<sup>1224</sup> - mais des développements significatifs ont lieu en 1986-1987 - soit au moment de la fondation de l'Académie Mahsum Korkmaz - qui nous semblent devoir être lus comme un approfondissement de la théorie de l'« Homme nouveau ». Il semble en fait que, comme au sein des Moudjahidin du Peuple iranien<sup>1225</sup>, les relations conjugales entre Abdullah Öcalan et son épouse Kesire Yıldırım soient à l'origine de ces essais théoriques inédits<sup>1226</sup>. En 1986, lors du 3<sup>ème</sup> Congrès du PKK, Kesire Yıldırım, alors membre du Comité central sortant, est soudain déchu de tous ses droits et de toutes ses prérogatives après avoir été accusée « de vouloir forger un complot contre Öcalan ». Une liste de toute les « intrigantes » célèbres du monde aurait ensuite été établie, sans qu'aucune ne soit déclarée aussi comploteuse que Kesire<sup>1227</sup>. Les premiers textes d'Öcalan sur l'émancipation de « la » femme kurde datent précisément de cette époque et prennent la personnalité de « Fatma » comme un exemple du comportement habituel et traditionnel des femmes au Kurdistan.

---

<sup>1222</sup> Tekeli, Şirin, « Women in the Changing Political Associations of the 1980s » in Finkel, Andrew et Sirman, Nükhet (dir.), *Turkish State, Turkish Society*, Londres, Routledge, 1990, p 274.

<sup>1223</sup> PKK, *Der Weg der Revolution Kurdistans (Manifest)*, op. cit.

<sup>1224</sup> *Kurdistan Report*, n°1, 1983, p. 7. Il y a ici juxtaposition de l'oppression sociale vécue par les femmes et de l'oppression politique dont elles sont victimes quand elles sont engagées dans la lutte de libération.

<sup>1225</sup> Grojean, Olivier, « Genre et radicalités politiques en Turquie et en Iran. Réflexions sur la place des femmes au sein du PKK et des Moudjahidin du Peuple », *Papier présenté au colloque « Genre et militantisme »*, Université de Lausanne, Lausanne, 28-29 novembre 2004.

<sup>1226</sup> Cf. PJA, *Partei der Freien Frau. Programm*, Köln, Jina Serbilind Verlag, 2003, p. 125-126. Les relations entre Abdullah Öcalan et Fatma (nom de code de Kesire Yıldırım) sont explicitement présentées ici comme à l'origine de la théorie de la libération de « la femme ». Voir aussi Van Bruinessen, Martin, « Von Adela Khanun zu Leyla Zana : Weibliche Führungspersonen in der kurdische Geschichte », in Savelsberg, Eva, Hajo, Siamend, Borck, Carsten (dir.), *Kurdische Frauen und das Bild der kurdischen Frau*, Münster, Litt, 2000, p. 26.

<sup>1227</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, op. cit., p. 120-121. Elle sera ensuite accusée de travailler pour les services secrets turcs, comme son père au moment de la révolte de Dersim en 1938. Cf. Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben...*, Band 2, op. cit., p. 177-178 et 207.

La théorisation « aboutie », nécessaire et suffisante, de l'articulation entre libération des femmes et libération du Kurdistan est en effet écrite dès 1987 et est publiée sous forme de recueil de texte en 1992<sup>1228</sup>. Ces *Çözümlemeler* développent une historiographie qui, tout en tentant de déconstruire les rapports traditionnels de genre, inversent les mythes fondateurs de la turcité incarnés par l'œuvre de Ziya Gökalp<sup>1229</sup>. En bref, c'est le matriarcat, seul système en harmonie avec la nature, qui symbolisait la société kurde traditionnelle en Mésopotamie. Le patriarcat n'arrive qu'avec la colonisation turque, persane et arabe : les femmes perdant leur pouvoir, c'est tout le peuple kurde qui devient opprimé. La « réalité » déclarée de la société kurde contemporaine se caractérise donc par l'esclavage de « la » femme, aliénée et opprimée par les structures sociales féodales et patriarcales incarnées dans la famille. Cette vision quelque peu figée (voire orientaliste) d'une société kurde pourtant en mouvement constant, se fonde plus spécifiquement sur le constat que « la » femme porte « traditionnellement » et immanquablement l'honneur (*namûs* en turc et en kurde) de la famille et du groupe, et que son contrôle est considéré (par l'ensemble de la société kurde et depuis la fin de l'âge d'or) comme indispensable au bon fonctionnement de la société : « la » femme étant ainsi

---

<sup>1228</sup> Öcalan, Abdullah, *Kadın ve aile Sorunu* [La question de la femme et de la famille], İstanbul, Melsa Yayınları, 1992. Pour des précisions en allemands sur la théorie de la libération de « la » femme d'Öcalan, voir Öcalan, Abdullah, « Frauen im Kurdischen Befreiungskampf », *Kurdistan Report*, n°52, novembre 1992, p. 40-43 ; Öcalan, Abdullah, « Über die Frau und die Familie. Aus : Gesammelte Schriften von Abdullah Öcalan », *Kurdistan Report*, n°53, décembre 1992, p. 34-36 ; Öcalan, Abdullah, « Nur ein beständiger Kampf wird die Rechte der Frauen umsetzen. Aus : Frau und Familie von Abdullah Öcalan (Teil III) », *Kurdistan Report*, n°54, Janvier 1993, p. 49-50 ; Öcalan, Abdullah, « Sich Gedanken um die Politik zu machen ist nützlich für die Kinder und für sich selbst. Über die Rolle der Familie (Teil 1). Aus : Schriften und Reden von Abdullah Öcalan, General Sekretär der PKK, Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°56, mars 1993, p. 29-33 ; Öcalan, Abdullah, « Die revolutionäre Bewegung muss die Familie neu erziehen. Über die Rolle von Frau und Familie, aus den Analysen des Generalsekretärs der PKK, Abdullah Öcalan, vom Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°57, avril 1993, p. 31-34 ; Öcalan, Abdullah, « Es gibt nicht nur eine Frauenfrage, sondern auch eine Männerfrage. Über die Rolle der Familie (Teil 3), aus den Analysen des Generalsekretärs der PKK, Abdullah Öcalan, vom Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°58, mai 1993, p. 22-26. Voir Aussi PJA, *Partei der Freien Frau. Programm*, *op. cit.*

<sup>1229</sup> Selon Ziya Gökalp, la société turque préislamique se caractérisait par l'égalité importance accordée au monde de la religion (dominé par l'homme) et à celui de la magie (dominé par la femme). Les Turcs, monogames, étaient alors le seul peuple à accorder une égalité juridique aux deux sexes. C'est la falsification de l'islam et son institutionnalisation qui a provoqué la domination masculine. L'apparition de la « civilisation » au moment de la période des Tanzimat peut alors selon lui s'apparenter à une évolution de l'ancienne magie. Ce retour aux sources sert à montrer que la nation turque, à l'origine non-contaminée, a inventé la démocratie, la civilisation et le féminisme (Copeaux, Etienne, *Espaces et temps de la nation turque...*, *op. cit.*, p. 45-46 ; Göle, Nilüfer, *Musulmanes et modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 1993, p. 34-36 ; White, Jenny B., « State feminism, Modernization and the Turkish Republican Woman », *National Women's Studies Association (NWSA) Journal*, Vol. 15, n°3, 2003, p. 147-148) (145-159). Influencée par l'œuvre de Ziya Gökalp et suite à la guerre d'indépendance, le kémalisme a également « nationalisé » la femme anatolienne, qui est devenue un vecteur important de la turcité tout en restant la cheville ouvrière de la famille turque idéale. Il ne s'agit pas alors d'émanciper la femme ou de lui permettre de se réaliser en tant que sujet propre : dans une logique social-darwiniste dominante aussi bien dans le monde musulman qu'en Europe au début du siècle, l'honneur de la femme est un rempart contre la corruption de la société et la force de la femme prévient la faiblesse de la nation. Sur l'influence du modèle kémaliste d'émancipation des femmes, voir Grojean, Olivier, « La condition des femmes, un indicateur de "modernité" ? Retour sur les analyses développementalistes dans les recherches sur les femmes en Turquie et en immigration », *Migrations Société*, Vol. 17, n°98, 2005, p. 81-92.

dépositaire de l'honneur, et, en tant que gardienne, pouvant toujours potentiellement trahir, il faudrait s'en méfier et en contrôler le corps et la sexualité. S'il ne fait guère de doute que ce schéma social subsiste dans des segments importants de la population kurde et turque (une femme qui déshonore sa famille ou son mari doit ainsi parfois être tuée, ou mieux, doit se suicider pour restaurer l'honneur du groupe), sa caractérisation (dans la théorie d'Öcalan) comme rigide, fixe, stable et généralisé chez les Kurdes permet d'une part de lier cet état de fait à la colonisation turque et, d'autre part, d'affirmer que la libération du Kurdistan ne peut passer que par la libération préalable de la femme, qui devient la clé du mouvement national :

De la même manière qu'hier la Mésopotamie a été plongée dans un sommeil profond et que tout lui a été dérobé, que l'humanité a été vaincue, notre guide a redonné vie à la Mésopotamie, où il a aussi réveillé l'humanité. Il a commencé par le réveil du maillon le plus important de la chaîne, la femme, parce qu'elle est la première, qui procrée et qui crée. Ainsi, son réveil, et plus précisément la fissuration de l'épais béton qui la recouvre, sa résurrection vont ouvrir une nouvelle ère. Le réveil de la femme en Mésopotamie signifie le réveil du peuple et son organisation<sup>1230</sup>.

« Il n'est pas question chez nous d'un problème de droits des femmes, mais de la libération de la femme, et de la question de savoir comment la femme pourra se réintroduire dans les rangs de l'humanité » affirmait Öcalan<sup>1231</sup>. C'est donc à « la » femme elle-même, dont la faiblesse et la trahison potentielle sont les causes de l'aliénation du peuple tout entier, qu'il revient d'œuvrer le plus à cette libération, qui nécessite au préalable un profond changement de sa propre personnalité. Cependant, de même que pour l'« Homme nouveau », la destruction de son ancien « moi » asservi en une personnalité « libre » est excessivement difficile : une mentalité d'esclave et de soumission à la domination masculine peut toujours subsister derrière un engagement révolutionnaire<sup>1232</sup>. Dès lors, si « la » femme doit nécessairement s'engager dans la lutte armée, elle doit également être une mère patriote (c'est-à-dire transmettre la culture kurde à ses enfants avant de les envoyer dans la guérilla, ce qui est évidemment impossible lorsqu'on est militante du parti) ou s'engager dans des actions

---

<sup>1230</sup> YAJK, *YAJK II Ortadoğu Konferans Belgeleri* [Rapport de la deuxième conférence moyen-orientale du YAJK], Lieu de publication inconnu (Allemagne ?), Parti Merkez Okulu Yayınları [Direction centrale de la formation du parti], 1998, p. 12, cité in Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos, und Frauenmobilisierung. Eine Analyse zeitgenössischer kurdischer Frauenzeitschriften aus der Türkei », in Hajo, Siamend, Borck, Carsten, Savelsberg, Eva et Dogan, Şukriye (dir.), *Gender in Kurdistan und der Diaspora*. Münster, Unrast Verlag, 2004, p. 151.

<sup>1231</sup> « Frauen in Kurdistan », *Kurdistan Report*, n°24, 1988, p. 26.

<sup>1232</sup> YAJK, *YAJK II Ortadoğu Konferans Belgeleri*, op. cit., p. 48 cité in Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos, und Frauenmobilisierung... », art. cit., p. 158.

« extraordinaires », à l'image des « déesses kurdes » de l'âge d'or<sup>1233</sup>. Enfin, pour preuve que la question féminine s'inscrit inévitablement dans la théorie de l'Homme nouveau, la question de « la » femme est aussi la question de « l'homme » :

Nous avons établi que le comportement masculin est aussi problématique envers les membres et la direction du parti que dans la famille. Un militant socialiste doit se libérer de ce faux sens de la masculinité, de ce faux sens de la supériorité et de sa complaisance [vis-à-vis de son] propre [comportement]. Il n'y a pas uniquement une question des femmes, il y a aussi une question des hommes. Ça signifie que l'homme doit se libérer de ce faux sens de la supériorité. Il est nécessaire que l'homme renonce à son attitude de seigneur et développe des relations révolutionnaires sur la base d'une égalité<sup>1234</sup>.

De même que le peuple turc, qui se caractérise par sa masculinité, a colonisé et mis en esclavage le peuple kurde, les hommes kurdes ont colonisé et mis en esclavage les femmes kurdes<sup>1235</sup>. La personnalité masculine « traditionnelle » étant ainsi assimilée à la domination, la violence, la supériorité et l'arrogance, il est nécessaire que les militants masculins du PKK se libèrent de cette manière d'être et de se comporter pour épouser la personnalité de l'Homme nouveau, dont les caractères - tirés de ceux de « la » femme « libre » - sont la paix, la communion avec la nature, la culture, la « socialité » et le sens du devoir patriotique<sup>1236</sup>. La responsabilité personnelle et la perfection étant les seules manières d'atteindre Öcalan - même s'il n'y a aucun moyen d'être sûr que sa foi en lui est pure et « vraie »<sup>1237</sup> - militantes et militants sont donc invités à se débarrasser de leur sexe et des attributs néfastes qui lui sont associés pour mieux suivre Öcalan - qui souhaite devenir le chef d'un « parti de femmes [libres] » - et parvenir à l'humanité. On peut alors parler de déssexualisation des hommes et des femmes : être prêt à mourir pour le chef revenait pour les hommes à se défaire de leur virilité et « retrouver leur humanité perdue » signifiait pour les femmes renoncer à leur « être femme » propre, pour incorporer la « féminité » de l'humanité nouvelle.

---

<sup>1233</sup> Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos, und Frauenmobilisierung... », *art. cit.*, p. 156-161.

<sup>1234</sup> Öcalan, Abdullah, « Es gibt nicht nur eine Frauenfrage, sondern auch eine Männerfrage. Über die Rolle der Familie (Teil 3), aus den Analysen des Generalsekretärs der PKK, Abdullah Öcalan, vom Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°58, mai 1993, p. 22-26.

<sup>1235</sup> Koç, Serpil, « Die Frauenfrage ist auch eine Männerfrage », *Kurdistan Report*, n°61, août 1993, p. 38-42.

<sup>1236</sup> Koç, Serpil, « Die Frauenfrage ist auch eine Männerfrage (Teil 2) », *Kurdistan Report*, n°63, octobre 1993, p. 37-39.

<sup>1237</sup> Bozarslan, Hamit, « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », *art. cit.*, p. 114.

Ce discours a pris encore davantage d'importance depuis 1999 et l'arrestation d'Öcalan. Au marxisme-léninisme et au nationalisme succèdent alors la démocratie, la paix, l'écologie et la civilisation, c'est-à-dire les qualités intrinsèques de « la » femme « libre ».

#### 4. Une synthèse qui se veut universaliste : le combat pour la civilisation

Détenu sur l'île-prison d'İmralı, Öcalan continue en effet à « conseiller » son mouvement et à publier des ouvrages, qui sont les plaidoiries qu'il entend utiliser devant les tribunaux (en Turquie, mais aussi devant la Cour européenne des droits de l'Homme)<sup>1238</sup>. Même si personne ne sait qui parle réellement (l'éternel leader de la cause kurde en Turquie, qui avait amorcé cette nouvelle stratégie dès le début des années 1990, un prisonnier de guerre soumis à des pressions ou bien l'Etat turc lui-même ?<sup>1239</sup>), les *Notes de prisons* transmises par les avocats d'Öcalan ont remplacé les *Çözümlemeler* des années 1980-1990 et se sont vues réappropriées par le Conseil présidentiel du PKK, après quelques semaines de flottement<sup>1240</sup> :

Après 30 ans de lutte et de changements dans le monde, nous avons changé. Le résultat de la lutte de libération kurde est que nous avons dû laisser derrière nous le combat basé sur la classe et la nation. Nous avons repris la défense d'Öcalan devant la Cour des droits de l'Homme comme manifeste. Le manifeste vise la civilisation démocratique et la compréhension de l'histoire humaine. Nous avons une nouvelle organisation : la Société Ecologique et Démocratique. Comme nous n'affrontons pas directement l'Etat mais sommes opposés [pacifiquement] à lui, cela conduit à une approche plus démocratique. En faisant ça, l'objectif simple est de développer une mentalité démocratique dans la société. Au Moyen-Orient, les affrontements religieux et nationalistes sont réels. Dans cette perspective, le Kongra-Gel tente de résoudre ses problèmes dans le cadre de la Société Ecologique et Démocratique, d'une manière démocratique<sup>1241</sup>.

Si ce témoignage résume bien les aménagements « doctrinaires » qui ont suivi l'arrestation d'Öcalan, il ne s'attarde que peu sur les véritables objectifs politiques et le programme du PKK. *Grosso modo*, si le Kurdistan était initialement une colonie qui empêchait la nation kurde d'émerger en tant qu'acteur indépendant, il n'est plus aujourd'hui

---

<sup>1238</sup> Öcalan n'ayant le droit d'écrire que des plaidoiries, celles-ci sont particulièrement longues car destinées tout autant à ses avocats qu'à ses militants. Cf. l'entretien de l'avocat d'Öcalan İrfan Dünder in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 325.

<sup>1239</sup> La tentative la plus aboutie de faire la part des choses est celle de Sabri Cigerli et Didier Le Saout in *Ibid.*, p. 321-325.

<sup>1240</sup> Sur les relations entre Öcalan et la direction du PKK entre février et septembre 1999, voir Grojean, Olivier et Küçük, Bülent, *Le PKK après la capture d'Öcalan...*, *art. cit.*

<sup>1241</sup> Cf. l'entretien du vice-président du Kongra-Gel Remzi Kartal réalisé en Irak en 2004 in Romano, David, *The Kurdish Nationalist Movement. Opportunity, Mobilization and Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 145.

qu'une région de Turquie, où vit une partie du peuple kurde. Il n'est alors plus nécessaire de libérer le Kurdistan par la lutte armée, seuls des droits culturels sont revendiqués. En termes de revendication, le PKK est aujourd'hui moins revendicatif que le PSK qui se prononce toujours pour une fédération, certains anciens sympathisants du mouvement considérant même le DEHAP comme plus radical que le Kongra-Gel (qui a succédé en 2003 au Kadek, nouveau nom du PKK à partir de 2002)<sup>1242</sup>. La démocratie, la liberté et l'écologie sont les nouveaux mots d'ordre du parti et la première version du programme du Kongra-Gel est en ce sens particulièrement révélatrice<sup>1243</sup>. Les termes « *démocratique* », « *démocratie* » et « *démocratisation* » apparaissent ainsi respectivement 126, 44 et 22 fois dans les 14 pages du programme. La valeur liberté n'est pas en reste, les mots « *libre* » et « *liberté* » apparaissant 52 et 22 fois. C'est ensuite le champ lexical de l'écologie qui semble important avec les termes « *écologique* » (11 occurrences) et « *environnemental* » (7 occurrences). Le mot « *colonie* » n'apparaît plus, de même que les mots « *indépendance* » ou « *autonomie* ». Le mot « *fédération* » n'est également utilisé que pour une hypothétique fédération des Etats du Moyen-Orient, ainsi que pour une solution au problème kurde en Iran, ou en Irak (*structure fédérale kurde au Sud-Kurdistan*). Il est remplacé par le terme « *union libre démocratique* » (4 fois). Les mots « *socialiste* » et « *socialisme* » apparaissent respectivement 4 et 7 fois. L'ambiguïté du terme « solution politique », que l'on pouvait déjà trouver dans certains écrits du parti dès 1991 et qui signifiait alors « solution négociée », permet aujourd'hui de revendiquer une « solution démocratique », même s'il est difficile de cerner ce que l'organisation entend par là en dehors de la démocratisation du régime turc, sur laquelle elle ne peut guère peser. Ce changement de vocabulaire touche également Öcalan lui-même : s'il était qualifié auparavant de *ulusal lider* (leader national), il est aujourd'hui progressivement devenu (dans *Özgür Politika* par exemple) *Kürt halk lideri*, c'est à dire « leader du peuple kurde ». Ceci importe finalement peu : le *Serok* (président) est toujours là et autorise à postuler une continuité de la lutte alors même que les objectifs stratégiques sont devenus les tactiques d'autrefois<sup>1244</sup>.

<sup>1242</sup> Le Kadek est *Kongreya Azadi û Demokrasiya Kurdistan* (Congrès pour la démocratie et la liberté du Kurdistan) et le Kongra-Gel est le *Partiya Kongreya Gelê Kurdistanê* (Parti du congrès du peuple Kurde).

<sup>1243</sup> Kurdistan People's Congress (Kongra-Gel), *The Programme*, mis en ligne sur le site du Kongra-Gel début janvier 2004. L'adresse internet est aujourd'hui obsolète. La version allemande a été publiée dans *Kurdistan Report*, n°112, février 2004, sous le titre « Programm des Volkskongress Kurdistans (Kongra-Gel) ». Le nouveau programme ne diffère pas substantiellement du programme du Kadek adopté en 2002. Voir « Kadek-Programm. Kongreya Azadi u Demokrasiya Kurdistan (Freiheits- und Demokratie-Kongress Kurdistans) », *Kurdistan Report*, n°104, septembre 2002.

<sup>1244</sup> Ce paragraphe reprend des éléments déjà développés dans Grojean, Olivier et Küçük, Bülent, « Le PKK après la capture d'Öcalan... », *art. cit.*

L'idéologie du mouvement a donc dû être aménagée pour correspondre à ces nouveaux objectifs, définis de sa prison par Öcalan. Et comme le soulignait Remzi Kartal, l'idéologie nationaliste est effectivement aujourd'hui fortement dénoncée par le PKK, tandis que la doctrine socialiste, qui reste un des horizons politiques du mouvement, a été profondément modifiée, jusqu'à intégrer des valeurs et des notions parfois très contradictoires. A la fin des années 1990, avant même son arrestation, Öcalan défend l'idée que l'humanité entre, avec le 21<sup>ème</sup> siècle, dans une nouvelle phase. Dans son ouvrage *Sosyalizmde Israr İnsan Olmakta Isrardır* (Persévération dans le socialisme, c'est persévération dans l'Humanité)<sup>1245</sup>, il considère ainsi que les luttes de classe et de libération nationale doivent céder la place à la révolution sociale, culturelle, spirituelle, psychique et éthique, au sein de laquelle la libération de « la » femme est la priorité<sup>1246</sup>. Car c'est de sa lutte en faveur de « la » femme que le parti tire sa nouvelle inspiration : de même que la démocratie et la paix sont impossibles sans la libération de « la » femme (qui n'en est pour le moment pas une véritable) et surtout sans celle de l'homme, dont la personnalité égoïste, dominatrice et violente est à la base de la dictature, l'écologie doit se fonder sur l'amour que les femmes portent à la nature.

Cette rupture avait déjà été annoncée mais elle coïncide désormais avec l'avènement de la « démocratie victorieuse » à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle. Elle implique donc le rejet du séparatisme et du nationalisme, concepts utopiques et dépassés qui se sont révélés incapable de trouver une solution au problème kurde, mais également le rejet du fédéralisme ou de l'autonomisme<sup>1247</sup>. Les révoltes kurdes des années 1930 ainsi que le PDK irakien sont rangés dans la catégorie « nationalisme primitif et féodal », les partis kurdistes de Turquie des années 1970 étant qualifiés de « nationalistes bourgeois » ; quant au PKK, il est le seul à avoir mené une lutte socialiste capable de déboucher sur la « démocratisation de la Turquie »<sup>1248</sup>. Cet

---

<sup>1245</sup> Öcalan, Abdullah, *Sosyalizmde Israr İnsan Olmakta Isrardır* [Tenir au socialisme, c'est tenir à l'Humanité], Köln, Weşanên Serxwebun, 1998.

<sup>1246</sup> Öcalan, Abdullah, « Wir begeben uns in die Phase der Neuen Revolutionen. Zur Gültigkeit sozialistischer Politik », *Kurdistan Report*, n°97, novembre 1999-janvier 2000, p. 89-91. Voir aussi « Im 21. Jahrhundert wird es eine Neubestimmung der Geschlechterbeziehungen geben. Ein Interview mit Abdullah Öcalan » [entretien avec Mahir Sayan], *Kurdistan Report*, n°91, mai-juin 1998, p. 49-52 et « "Die Männlichkeit töten" ist ein Prinzip des Sozialismus Ein Interview von M. Sayan mit dem PKK-Vorsitzenden, Abdullah Öcalan », *Kurdistan Report*, n° 92, juillet-décembre 1998, p. 37-40.

<sup>1247</sup> Öcalan, Abdullah, *Declaration on the Democratic Solution of the Kurdish Question*, Londres, Mesopotamian Publishers, 1999, notamment p. 13-17. A partir de 1999, Öcalan se réfère souvent à l'ouvrage de Leslie Lipson, *The Democratic Civilization*, New York, Oxford University Press, 1964, traduit en turc en 1984.

<sup>1248</sup> Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben...*, op. cit., p. 79 et suivantes.

attachement à la « démocratie » pourrait faire sourire quand on sait le sens qu'Öcalan pouvait donner à ce terme quelques années plus tôt<sup>1249</sup> ; il reste qu'il est cette fois synonyme d'arrêt de la lutte armée, de reconnaissance officielle des frontières turques, et d'encouragement aux activités kurdes légales, à condition qu'elles soient uniquement en faveurs de droits culturels (qu'Öcalan se refuse d'ailleurs à énumérer)<sup>1250</sup>.

Quant au socialisme, il reste une valeur du mouvement, même c'est au prix de sa dilution dans l'« apoïsme » (la philosophie d'Öcalan). Comme au début des années 1990, le socialisme réel est fortement critiqué, car « dominé par la violence » et « incapable de développer une véritable démocratie ». La phase actuelle est par contre propice à un « socialisme scientifique, pacifique et démocratique »<sup>1251</sup>. Mais la définition même du socialisme a été profondément élargie, au point de n'avoir plus grand-chose à voir avec le marxisme :

De même que le capitalisme a incorporé le socialisme dans la démocratie, autorisant même la fondation de partis communistes et accordant plus d'attention aux droits de l'Homme inscrits dans les racines du socialisme que le socialisme ne le faisait lui-même, et supplantant par là même le socialisme, le nouveau socialisme va incorporer toutes les valeurs, non pas seulement du capitalisme, mais de toute l'histoire humaine<sup>1252</sup>.

De fait, « libéré des dogmes, des intérêts politiques et du spectre des armes », le socialisme du PKK est aujourd'hui surtout une croyance en l'Humanité, et un synonyme de la véritable « nature humaine », comme l'annonçait le titre de l'ouvrage d'Öcalan cité plus haut (Tenir au socialisme, c'est tenir à l'Humanité) :

Pour le parti et sa direction, le socialisme représente un critère de l'humanité ; il est l'Humanité. La direction du Parti [Öcalan] a déjà dit : « douter du socialisme, c'est douter de l'homme ». Douter du socialisme signifie douter de l'homme en tant que personne sociale,

---

<sup>1249</sup> Öcalan affirmait en effet en 1989 : « Je fais vivre terriblement la démocratie en moi... Le démocrate est celui qui fait voler en éclat le crâne de quiconque dès qu'il attaque la démocratie du peuple. La démocratie est le fait même d'utiliser la terreur révolutionnaire du peuple lorsqu'il est attaqué. Nous appelons révolution le moment où cette terreur est la plus forte. Peut-on dire qu'il n'y a pas démocratie puisqu'il y a violence ? Nous devons être critiqués, non pas parce que nous utilisons trop la terreur, mais parce que nous l'utilisons peu, parce que nous ne sommes pas assez démocrates ». Entretien avec Doğu Perinçek, *2000'e Doğru*, 22 novembre 1989 cité in Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, op. cit., p. 219.

<sup>1250</sup> Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben...*, op. cit., p. 134.

<sup>1251</sup> Öcalan, Abdullah, « Sozialismus ist so alt wie die Menschheitsgeschichte », *Kurdistan Report*, n°99, 2000.

<sup>1252</sup> Öcalan, Abdullah, *Declaration on the Democratic Solution of the Kurdish Question*, op. cit., p. 37.

douter de son développement et de son futur. Les racines historiques du socialisme sont liées à l'émergence de l'humanité. Le comportement social de l'homme le différencie des autres êtres. Il [le socialisme] est la source de la pensée et de la vie<sup>1253</sup>.

Le socialisme du PKK reste certes synonyme de solidarité, d'égalité, mais, transcendé par la « Direction » (Öcalan) qui l'a porté à un niveau jamais atteint<sup>1254</sup>, il est surtout, d'abord au sein du parti, une manière de vivre de manière cohérente, en liant les discours à la pratique, en étant en harmonie avec la nature et la démocratie, et surtout en restant fidèle à la « Direction » :

Si le socialisme est un art de vivre, il doit vivre en chaque militant socialiste. Lorsque chez ces militants socialistes, parler et vivre ne doivent pas être deux choses différentes, lorsqu'il n'est pas question de suivre la maxime « fais ce que je dis, ne fais pas ce que je fais », lorsque le verbe et la pratique doivent être réunis, alors c'est vraiment vivre comme un socialiste. [...] L'homme socialiste est un homme responsable. Qui est irresponsable, qui n'a aucun sentiment pour la responsabilité, ne peut être un socialiste. [...] L'homme socialiste ne vit pas pour monter en grade, pour acquérir des positions ou de l'autorité, mais pour servir le parti et le peuple. C'est une lutte des classes. Dans le parti, il y a plusieurs classes, et celles-ci se trouvent en concurrence, se combattent. La lutte des classes au sein du parti signifie être pour la classe ouvrière ou être contre elle. Au sein du parti, il ne peut y avoir de combats d'autres classes. C'est le combat entre les socialistes et les non-socialistes. Il y a des féodaux, des paysans, des gens de la ville, des petit-bourgeois, et puis d'autres ; ils luttent tous les uns contre les autres. Et un rude combat a été mené et est toujours mené au sein du parti contre toutes ces classes<sup>1255</sup>

En d'autres termes, le socialisme semble être devenu à la fois un référent sacré signifiant ce qui est bon et bien et un « art de vivre », magnifié par Öcalan, que l'on se doit de suivre au sein du parti. « Socialisme » est donc synonyme d'« apoïsme » : ceux qui sont partisans d'Apo sont de véritables hommes - des socialistes - tandis que les autres sont rejetés dans des catégories sociales dévalorisées, toujours susceptibles de trahir le parti, et ne peuvent donc être considérés comme des hommes dignes de ce nom. Une telle perspective s'inscrit aussi dans une vision évolutionniste et nécessaire de l'histoire (« ceux qui réussiront réussiront, les autres mourront ») dans laquelle le particularisme du PKK n'est que le stade ultime du socialisme universel et a vocation à devenir lui-même universel.

---

<sup>1253</sup> Präsidialrates der PKK, « Zweifel am Sozialismus bedeutet Zweifel am Menschen », *Kurdistan Report*, n°100, 2000.

<sup>1254</sup> « Der apoistische Sozialismus ist das fortschrittlichste Niveau der sozialistischen Bewegung (aus *Serxwebûn*) », *Kurdistan Report*, n°105, 2002.

<sup>1255</sup> Kalkan, Duran, « Der Sozialismus, der in der PKK lebt, ist das Leben der PKK », *Kurdistan Report*, n°98, 2000 (1<sup>ère</sup> édition en turc dans *Serxwebûn*, novembre 1999).

## ***B. La matérialisation du verbe dans différentes branches de l'organisation***

Comme d'autres institutions, le PKK se veut d'abord une institution enseignante, voire éducative, dans la mesure où ses cadres et sa « Direction » sont engagés dans un travail permanent de mise en cohérence du discours et des pratiques. S'il est incontestable - comme on le verra plus loin - que « l'institution change au gré des investissements [des militants], [que] ses pratiques se modifient bien plus [nous dirions plutôt quant à nous « aussi »] sous leur effet que celui des prescriptions des dirigeants »<sup>1256</sup>, s'il ne fait par ailleurs guère de doute qu'il subsiste toujours un écart important entre les discours et les pratiques au sein de l'organisation, il n'en demeure pas moins qu'on ne peut réduire ce travail à une « rationalisation » ou à une « légitimation » de pratiques initiées par et dans les investissements militants. Contrairement à l'Eglise catholique par exemple, où « les pratiques se solidifient [...] en fonction des déterminants sociaux des pratiques et des intérêts engagés dans leur réalisation » et où « les discours, qui tendent à justifier ces pratiques, s'attachent à en épouser au mieux les contours changeants »<sup>1257</sup>, les pratiques sont, au sein du PKK, fortement dépendantes des *Çözümlemeler* d'Öcalan, qui, si elles tendent à rationaliser en partie les pratiques liées à la situation clandestine et à la guerre, sont aussi initiatrices de nouvelles manières de faire et de penser, en ce qu'elles s'opposent fortement aux régimes d'action et aux imaginaires institués dans la société kurde. L'objectif est bien de créer une *contre-société* en miniature, qui se diffuserait ensuite au sein de la société kurde, voire influencerait le monde entier.

### *1. Un modèle d'institution totale : l'Academîya Mahsum Korkmaz*

Dans son entreprise, le parti bénéficie d'abord de l'Académie Mahsum Korkmaz, fondée en 1986 dans la Bekaa libanaise, déménagée en Syrie près de Damas en 1993 et installée depuis 1998 dans les régions kurdes d'Irak. Plus de 10 000 militants et commandants du parti sont sans doute passés par cette « école » entre 1986 et 1998, pour des sessions de formation d'environ trois mois ou pour des rééducations plus longues, jusqu'à quelques années. Ce chiffre important ne doit cependant pas laisser croire que tous les guérilleros étaient amenés à recevoir une formation dans cette Académie : à partir du début des années 1990, la plupart des jeunes recrues du mouvement sont formées au sein même de leur unité de combat, et plus spécifiquement durant l'hiver, lorsque les affrontements avec l'armée turque

---

<sup>1256</sup> Lagroye, Jacques, *La vérité dans l'Eglise catholique...*, *op. cit.*, p. 65.

<sup>1257</sup> *Ibid.*

sont moins nombreux. L'Académie a cependant constitué un laboratoire de formation et d'entraînement singulier, dont les techniques ont ensuite été exportées, notamment dans la guérilla, dans les prisons turques et en Europe, comme on le verra plus bas.

Le cycle de formation comprenait en 1991 un volet politique d'une durée de deux mois et un volet militaire d'une durée d'un mois<sup>1258</sup>, auxquels participait une « plateforme » de 100 à 250 militants. A leur arrivée, les nouveaux membres prononcent un serment de fidélité au parti, aux martyrs, au dirigeant et à la cause et prennent un nouveau prénom (souvent kurde), tout autant destiné à éviter la répression qu'à montrer symboliquement son désir et sa volonté de débiter une nouvelle vie<sup>1259</sup>. Le quotidien d'un « stagiaire » est souvent bien rempli (de 10 à 12 heures de cours), laissant peu de place au temps libre. Levés à six heures, ils se réunissent d'abord pour l'appel, le salut et la proclamation de la maxime « *ya serfketin, ya naman* » (la liberté ou la mort). Une heure de sport peut précéder le petit déjeuner préparé à sept heures et les cours commencent à huit heures, jusqu'au repas de midi. Ils se déroulent généralement en turc, même si des sessions peuvent être organisées parallèlement en kurde. Les enseignements reprennent à 14 heures et durent jusqu'au repas du soir à 20 heures. La soirée peut ensuite être consacrée à d'autres formations, ou être laissée libre (football - avec souvent la participation d'Öcalan - ou au volley-ball, danses kurdes lors de manifestations exceptionnelles). Cette journée type peut cependant être bouleversée : élections d'une nouvelle direction, intervention extraordinaire d'Öcalan, conférences - par exemple sur la résistance dans les prisons après le 12 septembre - ou bien encore exercice simulant une attaque des forces armées turques<sup>1260</sup>.

Si le contenu des cours concerne une multitude de sujets<sup>1261</sup>, les formateurs n'hésitent pas à rappeler que « 90% du combat est dirigé contre l'ancienne personnalité, l'ennemi

---

<sup>1258</sup> Cf. « Alltag in der Mahsum Korkmaz Akademie », in Arbeitskreis Internationalismus Bonn, Initiative Internationale Solidarität Bremen, Freunde und Freundinnen des kurdischen Volkes Gießen et Kurdistan Solidarität Nürnberg, *Serfirazkin. Wir werden siegen !...*, op. cit., p. 7.

<sup>1259</sup> Flach, Anja, *Jiyanekê din - ein anderes Leben...*, op. cit., p. 22.

<sup>1260</sup> « Alltag in der Mahsum Korkmaz Akademie », art. cit., p. 8-11. Sur la conférence sur la résistance dans les prisons (juillet-août 1991) et son rôle dans la politique d'élimination des militants de la première heure (et notamment Mehmet Şener), voir aussi Çürükkaya, Selim, *PKK...*, op. cit., p. 93.

<sup>1261</sup> En 1991, les cours concernaient l'histoire du Kurdistan, de la résistance et du parti, du marxisme-léninisme, connaissance de l'ennemi, des méthodes de la guerre spéciale et apprentissage des techniques d'agitation politique et de mobilisation (cf. « Alltag in der Mahsum Korkmaz Akademie », art. cit., p. 7). En 1995, des cours de philosophie (« mondiale » et du parti), des cours sur l'art, la culture, la religion, l'éducation, le rôle de la femme et de la famille, et des enseignements sur la manière de se comporter semblent avoir été ajoutés (Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, op. cit., p. 326).

intérieur, et seulement 10% contre l'ennemi extérieur »<sup>1262</sup>. Jusqu'en 1998, Abdullah Öcalan enseigne lui-même ses *Çözümlemeler* tous les deux ou trois jours, ses interventions durant en général de quatre à sept heures, sans note et sans pause. La plupart du temps, ses discours se fondent sur des exemples concrets de sa vie, et notamment de sa jeunesse, censés permettre aux militants de comprendre la manière de faire advenir en eux une nouvelle personnalité<sup>1263</sup>. Puis il critique ses militants dont la nouvelle personnalité n'est pas assez développée, en s'appuyant par exemple sur la question des rapports hommes-femmes :

[Après avoir raconté la manière dont il choisissait ses amis lorsqu'il était enfant, sans demander l'accord de sa famille] Pourquoi fais-je cela ? Je fais cela pour la liberté de l'individu. J'utilise le droit de choisir mes propres amis et je n'y renonce pas. Ceci est à considérer comme un grand développement, car le droit de l'individu ne représente pas véritablement un droit de la société. Les règles fermement enracinées de la société ne permettent pas cela. Nous savons l'influence que la famille a dans ces conditions. Les règles du clan, les décisions du clan sont légitimes. L'individu seul est très faible. [...] Nous voulons construire avec vous un système de relations sur des bases libres. Il existe bien sûr des obstacles, qui rendent incompatibles des relations libres. Ceux-ci sont en premier lieu construits par vous-même. Qui a érigé ce mur entre vous et le style de vie libre, qui nous empêche de vous atteindre ? Même tous nos efforts ne suffisent pas à dépasser ces obstacles. Vous devez vous interroger [sur] vous-même. Vous ne construisez pas une amitié solide. Et même quand vous parvenez à [établir] une relation amicale, elle se caractérise par la capitulation. Ni amitié, ni capitulation, aucune n'est présente. [...] Il y a quelques cas intéressants parmi vous, et même certains très proches de nous. Ils disent « Ma mère me manque » - « Où est ma sœur ? » Naturellement, ils posent des questions sur la femme. Ces propos sont dirigés contre moi. Qui sont ceux qui disent cela ? Les provocateurs et les ennemis conduisent une guerre impitoyable. [...] Dans quelle mesure l'ennemi a-t-il [contribué à] form[er] votre intérêt propre ? Pourquoi suis-je en conflit perpétuel avec vous ? Parce que vous avez été formés par ces écoles fascistes. Parce que vous avez accepté ces propriétés damnées de la vie. Vous ne vous êtes pas socialisés. Si le peuple turc était soumis à un processus le conduisant vers le singe [affenwerdung], vous seriez soumis à un même processus d'animalisation [...]. [...] Ne dites pas, « n'exigez pas tant de nous ». Si vous avez des buts, ça s'exprimera dans votre manière de vivre et ça mettra les réalités sur le tapis. Pourquoi vous adressez-vous à moi avec vos problèmes d'apparences [Scheinproblemen] ? Il n'est pas nécessaire que vous disiez : ma sœur me manque, je veux un mari, je veux une femme, le sein de ma mère et le système me manquent ». J'observe votre comportement et reconnais ce que vous voulez, mais je n'y vois pas de grands espoirs. Il est facile pour moi de vous laisser à votre sein. Me débarrasser de vous pourrait être une solution pour moi, mais quel sens cela aurait-il ? Est-ce que ça pourrait représenter le contenu et la forme d'une libération substantielle ? Allez, personne ne pourra être pour vous un recours, car ils sont détruits, ruinés et dans une situation aussi désolante que la vôtre. Vous êtes les plus sains. Vous verrez cette réalité. Ne vous moquez pas de la réalité, lorsque vous vous souvenez de cette ancienne nostalgie et omettez votre propre situation. Car l'étrangeté de la réalité [Realitätsfremdheit] place les hommes dans une condition pire que la mort. Votre estime de soi doit se développer sur les fondements de la reconnaissance de votre réalité. Et c'est là que commence le développement<sup>1264</sup>.

<sup>1262</sup> Flach, Anja, *Jiyaneke din - ein anderes Leben...*, op. cit., p. 22.

<sup>1263</sup> Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, op. cit., p. 327.

<sup>1264</sup> Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil II) Ein sozialer, militanter Mensch ist die Quelle, die Aufklärung und die Waffe des Lebens » [extraits de *Nasıl Yaşamalı ?* [Comment vivre ?], Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°83, janvier-février 1997, p. 35-38 (c'est nous qui soulignons).

Critique des structures sociales traditionnelles, de la famille, du comportement des militants... Toute recherche de l'autre sexe (mère, sœur, ou femme pour un homme) est considérée comme une attaque personnelle contre Öcalan. Puis peuvent venir des questions, destinées à faire se positionner les militants.

Pourquoi ne peux-tu pas te réaliser ? Je vous demande à tous : ne ressentez-vous pas la nécessité d'une humanisation ? N'avez-vous pas le besoin d'être une unité sociale ? N'avez-vous pas le besoin de vous rapprocher comme des camarades ? N'avez-vous pas le besoin d'être un groupe de résistance armée ? N'avez-vous pas besoin de morale, d'estime, de zèle ? Si vous dites « oui », pourquoi ne prenez-vous pas ça en main et pourquoi ne vous développez-vous pas ? Pourquoi vous reniez-vous et vous persécutez-vous ? Recherchez en vous ce caractère et la personnalité, grattez la un petit peu et vous trouverez dessous une personnalité ennemie, défaitiste, souillée, qui n'attend rien de la vie, soumise. Que peut-on commencer avec une telle personnalité ? Ou est la révolution, la personnalité militante, le mouvement de libération social-national ? Dans quelle mesure tout ça correspond-il à notre personnalité ? Voilà comment apparaît la situation de beaucoup de nos amis négligents<sup>1265</sup>.

Il est pourtant possible de se sortir de cette torpeur et de cet esclavage en développant une « personnalité PKK » (*PKKleşme*). Aucune piste concrète n'est certes avancée, mais suivre l'exemple d'Öcalan - sans l'imiter, comme on l'a vu plus haut - permettra la rédemption :

Vous croyez que c'est facile d'être un homme. Ce n'est pas vrai. C'est une lourde affaire. Malheureusement, ils ne sont pas peu dans nos rangs qui, quotidiennement, se défont de centaines de valeurs pour une cigarette. Si ce n'est pas insensé ça, qu'est-ce que c'est ? [...] Je suis un homme, il est possible que moi aussi, de la même manière que vous, je doive m'approfondir et que j'aie les mêmes problèmes. Mais je prends des mesures strictes contre ça. Des attributs que vous ne réussissez pas à désapprouver depuis des années, je les condamne en l'espace de quelques minutes. Vous ne pouvez remédier à ce défaut pendant des années. Mais des horreurs que vous reconnaissez comme composante de votre de vie, moi j'y remédie en un rien de temps. La manière dont je me tourne vers moi et m'éduque a lieu à un rythme incroyable. Si je n'élevais pas ce tempo si haut, comment trouverais-je la force de vous éduquer ? [...] Nous conduisons un grand combat contre l'ennemi. D'autant plus qu'au début, nous l'avons commencé sur la base d'une relation sociale avec l'ennemi. Je ne sais pas si j'ai commencé [le combat] parce que je suis très intelligent ou si le système était très supérieur et a planifié ça. Les deux sont possibles. C'est une manière de combattre. Lorsque je me figure plus profondément ce combat, je discerne ce qui suit : tout ce qui, dans le domaine social, a quelque chose à voir avec l'ennemi s'est concentré au sein du parti et représente une grande force de frappe contre nous. Toute mon imagination concernant le domaine social s'est concentrée en moi et est engagée dans une offensive impitoyable. Je dis ça d'abord pour que cette réalité ne soit pas appréhendé avec crainte. Ce n'est pas un hasard, mais résulte de notre manière de combattre. Il est en ce sens nécessaire d'analyser ma manière d'exister. Si vous ne comprenez

---

<sup>1265</sup> Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil III) Ein Mensch, der sich selbst organisiert, ist die grösste Kraft » [extraits de l'ouvrage *Nasıl Yaşamalı ? (Comment vivre ?)*, Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°84, mars-avril 1997, p. 38.

rien aux livres et aux appréciations générales, alors analysez ma situation comme un cas pratique, encore plus concret. Je vous ai transmis quelques données, analysez les avec respect. Je me présente en tous cas ouvertement à vous, sans rien vous cacher. C'est déjà en soi une grande possibilité<sup>1266</sup>.

L'auto-critique des « stagiaires » débute juste après le discours d'Öcalan, souvent en sa présence. Il leur est demandé (celui qui se refuse de se soumettre de lui-même à cet exercice est toujours susceptible de cacher quelque chose) ce qu'ils ont compris du discours d'Öcalan, ce qu'ils en retiennent à propos de leur propre comportement et comment ils comptent s'améliorer. Le plus souvent, il faut rechercher ce qui, dans son « ancienne vie », continue d'agir aujourd'hui et bloque l'avènement d'une nouvelle personnalité :

« Les nouveaux adhérents au parti doivent rendre des comptes sur leur entourage et leur famille. Dans les documents du parti que j'ai lus, et en réalité dans les discours et les entretiens d'Öcalan que j'ai lus, ces nouveaux adhérents se rabaissent au nom de l'autocritique. Ils s'accusent eux-mêmes et dénigrent leur famille dans des termes que je ne peux reprendre ici. Ceux qui ont rejoint l'organisation disent pour finir qu'ils ont gagné une nouvelle personnalité grâce au président. Ils appellent cela la résolution [l'analyse] de la personnalité (*kışılık çözümlmeleri*)<sup>1267</sup>.

Les camarades qui connaissent bien la personne ayant procédé à son autocritique doivent ensuite prendre la parole, confirmer ou infirmer ses propos, et définir sa personnalité selon des catégories telles que « féodal », « petit-bourgeois », « carriériste », « patriarcal », « 12 septembre » ou encore « taulard »<sup>1268</sup>. Réagir de manière « émotionnelle et irréfléchie » à la critique est en général très critiqué, et les fondements de ce comportement sont aussitôt discutés<sup>1269</sup>. Affirmer son opposition à la conception des relations hommes-femmes développée par le formateur peut également conduire à un véritable scandale et à l'arrêt prématuré du cours<sup>1270</sup>. Öcalan ou le formateur présent dressent enfin un bilan de

---

<sup>1266</sup> Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil IV)... », *art. cit.*, p. 41 et 43.

<sup>1267</sup> Buldan, Nejd, *Savaş'a Mektuplar* [Lettres à Savaş], İstanbul, Pencere Yayınları, 2002, p. 267, cité Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, Sabri, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 144.

<sup>1268</sup> La personnalité « 12 septembre » caractérise le comportement et la manière de vivre de certains militants ayant grandi après le coup d'Etat de 1980. Il leur est reproché de s'être occidentalisés, d'avoir un piètre sens des responsabilités et d'être très individualistes. Cf. « Gerichtsverhandlung in der Mahsum Korkmaz Akademie », in Arbeitskreis Internationalismus Bonn et alii, *Serfirazkin. Wir werden siegen !...*, *op. cit.*, p. 40-41 et Çürükaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 91. La personnalité « taulard » est caractéristiques des militants emprisonnés après le 12 septembre, ils font comme s'ils étaient familiers avec la Direction, sont irrespectueux vis-à-vis d'Öcalan, et tendent à se montrer rétif à la discipline. Cf. Çürükaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 79 et 85.

<sup>1269</sup> Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, *op. cit.*, p. 333.

<sup>1270</sup> Çürükaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 89.

l'avancement du militant, en pointant ce qu'il a réussi mais aussi les efforts qu'il lui reste à accomplir.

Mais cette phase spécifique d'autocritiques et de critiques s'est diffusée à d'autres domaines de la vie sociale de l'Académie : au moment des élections de la direction du camp (les commandants sont critiqués par Öcalan, puis doivent faire leur autocritique), lorsque des problèmes surviennent dans une unité (critique et autocritique en petit comité)... Il reste que si la critique des commandants et des militants est considérée comme nécessaire, celle d'Abdullah Öcalan est impossible<sup>1271</sup>. L'autocritique devient ainsi rapidement - dès 1986, après le 3<sup>ème</sup> Congrès du parti - l'outil principal d'une tentative de normalisation des discours :

La critique a une grande signification dans notre combat. La science commence de toute façon avec la critique. Là où il n'y a aucune critique domine le *statu quo*, l'assentiment aveugle et la soumission. Là où la critique est forte, il y a aussi la nécessité de mettre au jour de nombreuses vérités. La grande critique est celle qui prépare le chemin d'un grand renouveau, comme un mouvement de hache qui fend la nuit. Un climat sans critique est soit là-bas, où la vérité est balayée sous le tapis, soit [là où] il n'y a pas la nécessité de dévoiler la réalité. Chez nous, la critique et l'autocritique sont un art de la norme et du développement de la vie. On peut dire que nous avons développé cette arme d'une façon très efficace. C'est seulement comme ça que nous pouvons nous améliorer<sup>1272</sup>.

Mais si, comme l'affirmait Annie Kriegel, « l'autocritique pourrait n'être qu'une saine variante de l'esprit critique tourné vers soi-même [...], en pratique elle est une confession où ce qui est attendu par l'auditoire, ce n'est pas l'analyse d'une erreur mais la révélation d'une faute : par là, elle est généralement génératrice d'humiliation »<sup>1273</sup>. L'aveu est ainsi une marque de soumission et les discours d'allégeance qui les accompagnent sont dès lors extrêmement importants : il est nécessaire d'appeler Öcalan *Serok* ou *Başkan* (président), voire *Önderlik* (Direction), de faire constamment référence à ses propos, mais aussi d'exprimer publiquement son admiration et son amour pour lui. En conséquence, le contenu des discours en devient aussi moins important, comme si se soumettre au « style » lexical et grammatical d'Öcalan représentait une garantie de l'adhésion au parti et à son chef. La référence à Öcalan soutient et imprègne en effet l'ensemble des discours, sous la forme contraignante d'un système de frontières symboliques, ou plus précisément de référents

---

<sup>1271</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>1272</sup> Propos d'Abdullah Öcalan tenus à Carla Solina et reproduits in Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, op. cit., p. 328.

<sup>1273</sup> Kriegel, Annie, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972, p. 92.

sacrés : il est possible de tout dire tant que l'on ne nuit ni à *Apo*, ni à l'organisation (les *Apocular*). Tenir un discours alternatif à celui de la hiérarchie relève inversement d'une mauvaise compréhension, d'une interprétation erronée des propos d'Öcalan<sup>1274</sup>. Le langage est donc ici réduit à sa fonction phatique, ne servant plus qu'à entretenir un lien formel entre la « Direction » et les militants autour de référents sacralisés, sans permettre l'expression de véritables opinions<sup>1275</sup>. Mais la police du discours n'est qu'un aspect de cette architecture coercitive élaborée : les *Çözümlemeler* doivent en effet être mises en pratiques, ce qui doit conduire les militants à renoncer à certaines *attitudes* et *habitudes*, comme le souligne Öcalan lui-même :

Chacun, qui n'accepte pas la première et fondamentale règle sociale, qui n'a pas la capacité de savoir pourquoi il doit s'approprier telle socialisation, telle communauté religieuse, tel groupe de vie, ne pourra réaliser aucun pas vers le processus d'organisation idéologique, politique et militaire. Qu'eux, la plupart des Kurdes, n'aient pas réussi à réaliser cela, est un fait qui saute aux yeux. Donc l'enseignement social peut être considéré comme un enseignement vital. Cet enseignement ne nécessite pas uniquement une formation théorique, mais doit aussi s'accomplir dans la pratique. Je dis que cela peut conduire à un [nouvel] ordre social. [...]

Soyez prudents. Une grosse majorité s'est dressée comme des fous contre la vie. Celui qui se dresse contre la vie s'assoit, nous retourne l'estomac, veut nous étrangler. Il est hideux, mordant, haineux. En vérité, pourquoi et comment il se dresse contre ça. C'est un rapprochement très insensé. Il cherche seulement à détruire la vie, à la ruiner. Il est plein de rage. Pourquoi est-il comme ça ? Parce que l'ennemi l'a changé de toutes ces forces en animal. Nous le vaincrons désormais. Si nous ne le vainquons pas, nous pouvons oublier non pas uniquement le niveau politique, mais aussi l'engagement militaire, la guérilla et le développement social. Cela se fait sentir d'une manière dans la pratique de notre combat quotidien, dans lequel nous nous soutenons mutuellement. [...]

Il va être temps de dire à ces gens qu'ils doivent arrêter de se mentir et de me mentir. Un homme doit savoir avant toute chose comment il doit se combattre lui-même. Quand tu n'as pas la pratique pour combattre l'ennemi, alors ordonne toi avant. Ordonne d'abord ta vie sociale. [...]

Savez-vous vraiment ce que vous voulez ? Vous êtes pitoyables. Vous ne vous rapprochez pas d'une relation de camaraderie, d'une relation de vie normale. Vous portez une personnalité en vous marquée dès le début par l'empreinte de l'ennemi. Vous êtes victime de votre tradition. Je ne dis pas que c'est un égoïsme individuel, plutôt que vous portez toujours l'espérance en vous, qu'ils vous guident comme des capitalistes. [...] C'est typiquement une mentalité d'Agha kurde. Absolument confus. Nous allons éliminer tous ceux là. Je dis qu'il est temps qu'ils arrêtent. J'ai reconnu le rôle que vous jouez et ce que vous êtes. Il existe une phrase de l'ennemi : « soit nous les éliminerons, soit nous les éliminerons ». Et je dis : « soit ils s'humaniseront, soit ils

---

<sup>1274</sup> Grojean, Olivier et Küçük, Bülent, *Le PKK après la capture d'Öcalan...*, art. cit., p. 68.

<sup>1275</sup> Ce phénomène est également à mettre en relation avec les usages du discours politiques en Turquie. Cf. Copeaux, Etienne, « Le consensus obligatoire », in Rigoni, Isabelle (dir.), *Turquie : les mille visages*, op. cit., p. 89-104 et Massicard, Elise, « "L'Europe est séparatiste !" ou les avatars du discours de l'unité en Turquie », art. cit.

s'humaniseront ». Il n'y a pas d'autre alternative. La seule serait d'écarter sa vie par la pensée. Il y a à disposition des perspectives infinies, pourquoi voulez-vous toujours les négliger ?<sup>1276</sup>

Interdiction de croiser les jambes (seul Öcalan a le droit de le faire), de parler avec les mains (privilège d'Öcalan), de s'asseoir avant d'en avoir reçu l'ordre<sup>1277</sup>, mais aussi, comme le « préconise » Öcalan dans ses discours, de boire de l'alcool, de fumer du tabac, d'avoir des relations sexuelles voire uniquement platoniques<sup>1278</sup>... Si l'on ajoute que cette Académie est bien une institution militaire où chacun doit se tenir droit, être habillé de manière similaire et sans signe distinctif (qui témoignerait d'une personnalité individualiste marquée par la société de consommation), on voit que cette discipline langagière et physique s'inscrit dans une volonté réelle de transformer les *habitus* des individus engagés, selon la théorie de l'homme nouveau.

Des dispositifs permettent de tester régulièrement la progression des militants. A la fin de leur formation, les stagiaires écrivent un rapport autocritique, souvent présenté et discuté publiquement ; lorsque leur autocritique apparaît insuffisante, il peut être demandé aux stagiaires de rédiger un nouveau rapport, et une prolongation de la formation peut être décidée. Puis, tout au long de sa vie au sein du parti, au sein de l'Académie mais aussi en dehors, le militant devra tous les trois mois envoyer des rapports autocritiques au Comité central du parti, qui pourra décider de mesures à prendre (avancement, rappel à l'Académie pour une nouvelle formation voire un procès). Car il existe enfin un tribunal de l'Académie, chargé de juger les personnalités déviantes, qui sont au préalable isolées dans un bâtiment spécial afin de réfléchir à leurs actes<sup>1279</sup>. Si les jugements peuvent être rendus avec une certaine clémence lorsque l'assemblée considère que la personnalité du « prévenu » peut s'améliorer, ils peuvent également être très sévères voire déboucher sur une condamnation à mort lorsque la personne est déclarée coupable d'avoir entretenu une relation avec l'autre sexe ou d'avoir trahi les principes du parti. La condamnation peut alors être suivie d'une exécution

---

<sup>1276</sup> Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil III)..., *art. cit.*, p. 37 (C'est nous qui soulignons).

<sup>1277</sup> Qui appartiennent au « style de l'ennemi ». Cf. Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 80 et 83.

<sup>1278</sup> Les regards furtifs vers un ou une amie peuvent être considérés comme des marques du désir. Cf. *Ibid.*, p. 124.

<sup>1279</sup> Arbeitskreis Internationalismus Bonn et alii, *Serfrazkin. Wir werden siegen !...*, *op. cit.*, p. 40-41. Sont représentées durant la séance décrite dans cet article deux personnalités « 12 septembre » récidivistes, un homme ayant refusé de participer au volet militaire de la formation, ainsi qu'un ancien militant de la gauche radicale soupçonné d'être un « agent » envoyé par l'Etat turc.

ou être commuée en une peine moins sévère par Öcalan lui-même<sup>1280</sup>. Selon Selim Çürükkaya, plus de 50 personnes auraient ainsi été exécutées entre 1985 et 1992.

Depuis 2000, une « Académie des femmes libre », qui vise à approfondir la théorie d'Öcalan et se veut une réponse à ses « directives d'İmralı », a par ailleurs vu jour dans les montagnes irakiennes. Elle est organisée sur le modèle et selon des règles assez similaires à celles de l'Académie Mahsum Korkmaz et avait déjà formé quatre unités de stagiaires en 2002<sup>1281</sup>. Les femmes du parti viennent y suivre une formation de quelques mois, et restent parfois de sept à huit mois. Les disciplines sont nombreuses (sociologie, histoire, et surtout psychologie) et les thèmes des enseignements sont variés, mais concernent tous la question féminine : les talents inconnus des femmes, les femmes dans la culture, l'art, la littérature, le développement de leur corps et leur sentiment dans les domaines spirituel et esthétique...<sup>1282</sup> Le nouveau manifeste du PKK, écrit en prison par Öcalan, constitue néanmoins la base des enseignements. L'Académie fonctionne par groupe de travail (film, média, écriture et lecture, recherche...) qui correspondent à de petites unités militaires (*manga*). Comme à l'Académie Mahsum Korkmaz, l'objectif est d'acquérir des compétences politiques et militaires, mais également de transformer sa personnalité afin de faire advenir une société fondée sur la « déesse-mère ». Les hommes peuvent également être accueillis pour des sessions de « rééducation » d'une durée qui peut aller jusqu'à neuf mois. Ils sont sélectionnés en fonction de leur motivation et de leur cheminement personnel (« avoir honte d'être un homme », etc.) et les enseignements qu'ils reçoivent sont exclusivement orientés vers le « point de vue féminin ». L'objectif est qu'ils se libèrent de la masculinité dominatrice qui les opprime et qui les conduit à opprimer les femmes et les autres hommes.

Si rien n'indique que les formations et l'éducation dispensées au sein des Académies du PKK sont effectives et parviennent à remplir leurs objectifs, la place et l'importance des dispositifs disciplinaires décrits plus haut tendent à montrer qu'il est impossible pour un militant de rester en dehors du « système PKK ». Plus précisément, chaque militant est véritablement sommé de se positionner, intérieurement mais aussi publiquement, sur le rôle

---

<sup>1280</sup> Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 106, 115, 118-119, 146, 159-170. Selim Çürükkaya sera lui-même l'objet d'une mise en accusation après avoir organisé les élections du Parlement kurde en exil en Europe selon des principes n'ayant pas plu à la « Direction » (1992). Il prendra ensuite la fuite vers l'Europe et vit depuis lors caché en Europe.

<sup>1281</sup> *Özgür Politika*, 4 mars 2002.

<sup>1282</sup> Erle, Eva, « Die Freie Frauenakademie in den Bergen Kurdistans. Wie leben? », *Kurdistan Report*, n°114, juillet 2004.

qui lui incombe dans cette configuration institutionnelle spécifique. S'il est évidemment impossible de savoir si les « stagiaires » pensent réellement ce qu'ils disent, il leur est tout aussi impossible de tenir un discours alternatif à celui de la hiérarchie, comme le montre les propos d'une « stagiaire » sur le mariage :

Le mariage et la famille sont ce qui nous contraint le plus au sein de la lutte, ce qui nous empêche de participer au combat, d'avancer au-delà en son sein. L'ennemi utilise ça d'une manière très négative. Nous ne pensons pas au mariage. Nous sommes mariés à notre propre histoire, nous sommes mariés avec la réalité de notre propre pays pour la libération du Kurdistan, nous sommes mariés avec la réalité du Kurdistan. Nous sommes mariés avec le concept de libération de notre parti. Un autre mariage serait pour nous une mise en esclavage, ce serait le retour à l'ancien statut d'esclave, l'enchaînement à la famille, et ça signifierait retarder le combat. Je peux dire par exemple que la défaite de la lutte de Cheikh Riza et Barzani est due au fait qu'ils sont restés enchaînés à leur famille, ne voulaient pas être séparés une seule heure de leurs femmes et de leurs enfants, c'est pour ça que leur lutte n'a pas marché<sup>1283</sup>.

Des marges de manœuvres (distanciation critique et manifestation de loyauté simultanées), des arrangements cognitifs partiels et ponctuels (résignation mêlée d'insatisfaction), voire des rejets purs et simple (qui, s'ils ne concrétisent pas dans la désertion ou le suicide peuvent conduire à des sanctions lourdes) peuvent évidemment affecter les prises de rôle, la gestion de son propre rôle au sein de l'institution. Et la « Direction » en est consciente, qui rappelle régulièrement que « derrière chaque militant se cache une ancienne personnalité de traître » et insiste presque plus sur les pratiques quotidiennes (la discipline doit être incorporée) que sur les discours (qui peuvent rester finalement assez obscurs). Il reste que tout indique également qu'un certain nombre de militants tentent, avec une réelle abnégation et une remise de soi totale, de faire advenir en eux une nouvelle humanité, délivrée de leur ancienne personnalité d'esclave. Des voies intermédiaires existent sans doute également, comme des prises en compte d'« effets de cliquet », des stratégies de retardement des décisions, ou des dépressions avérées, qui obligent à un travail sur soi pour mieux vivre la situation présente. Il est en effet difficile de rentrer au village ou en Europe, et ce d'autant plus que l'engagement correspondait à une brouille avec la famille ou était aussi une manière de refuser un mariage arrangé. La prise en charge totale des activités quotidiennes permet également de ne pas avoir le temps d'élaborer d'autres scénarios de vie et de repousser à plus

---

<sup>1283</sup> Entretien avec la stagiaire Helin, publiée dans « "Wir kämpfen für eine unabhängige, freie Frauenpersönlichkeit !". Gespräch mit Frauen in der Akademie », *Serfrazkin. Wir werden siegen ! Berichte und Interviews zum kurdischen Befreiungskampf*, op. cit., p. 17.

tard toute décision pouvant affecter sa trajectoire. Enfin, et c'est sans doute le plus important, les « stagiaires » sont loin de tous ressentir la « globalité » du système PKK. Le plus souvent, de la même manière qu'un lycéen ou un étudiant, ils apprécient certains cours et certaines pratiques et trouvent que d'autres enseignements sont inintéressants, dérangeants, voire contraires à ce qu'ils continuent de croire... ce qui ne les empêche pas de se trouver « à leur place » au sein de l'institution.

Il est évidemment impossible d'évaluer la proportion de militants ayant globalement accepté leur rôle et celle de ceux qui ont plutôt tendance à s'en distancier. Ce qu'il convient de retenir néanmoins, c'est qu'un certain nombre de militants ont accepté cette prise de rôle, à tel point qu'ils en sont devenus plus des « actants » que des acteurs, des instruments au service d'une puissance supérieure plutôt que des collaborateurs au service d'une cause commune, nous y reviendrons. Par ailleurs, le fonctionnement de l'Académie Mahsum Korkmaz ne peut évidemment être révélateur du fonctionnement global du PKK. L'Académie est en effet une institution totale strictement fermée, militaire, où les militants sont pris en charge 24 heures sur 24, et où la proximité avec la « Direction » permet la dénonciation et la condamnation de tout écart de conduite. Or, comme on va le voir, les dispositifs de contrôle sont toujours fonction du contexte, le parti choisissant, en fonction des contraintes et des opportunités qu'il perçoit, de privilégier tel ou tel mode de contrôle des militants. Pour autant, une même volonté d'homogénéisation des habitus militants caractérise les autres branches du parti. L'architecture très centralisée de l'organisation, la place d'Abdullah Öcalan dans cette configuration institutionnelle (« Öcalan n'est nulle part, il est dans le cœur de chaque Kurde » disait le commandant Kanı Yılmaz juste après la capture du chef du PKK), de même que l'utilisation de certaines techniques de communication « moderne » - les *Çözümlemeler* sont enregistrées sur cassette vidéo, diffusées au sein du réseau partisan, puis retranscrites et publiées - ont en effet permis de tenter de reproduire le système éducatif de l'Akademîya Mahsum Korkmaz bien au-delà de la Bekaa libanaise. Guérilleros, détenus en Turquie et militants politiques en Europe sont donc soumis à des règles souvent très similaires, alors même qu'ils sont insérés dans des contextes politiques et sociaux objectivement très différents. En Europe, et dans une réelle moindre mesure dans les « zones libérées », cette discipline ne touche par ailleurs pas uniquement les militants : la population non membre du parti y est sommée de suivre les normes et règles du PKK, sous peine de sanctions.

## 2. Discipline et contrôle mutuel et investissement de soi dans la guérilla

C'est sans doute dans la guérilla que ce système s'est d'abord développé. Les premiers formés étaient en effet les combattants et les commandants du parti, qui devaient mettre en pratique dans les montagnes du Kurdistan ce qu'ils avaient appris à l'Académie afin de former les embryons d'une nouvelle société « libre et désaliénée du colonialisme turc ». Des horaires « réglementaires » sont d'abord institués : lever très tôt, parfois un peu de sport, quatre heures de cours théorique tous les matins, puis trois heures de formation militaire l'après-midi, débat sur les enseignements de la journée de 18 heures à 20 heures et enfin temps libre avant extinction des feux à 21 heures<sup>1284</sup>. Là encore, cet emploi du temps dépend évidemment de la répartition des tâches au sein du groupe (cuisine, logistique, garde, etc.), des activités militaires, de l'endroit où le groupe se situe (Turquie, Irak...) et des saisons (l'hiver est plus propice à la formation) ; tout indique néanmoins que les activités quotidiennes suivaient le plus souvent un enchaînement strictement ordonné. Une forte autodiscipline est par ailleurs demandée à chacun. Interdiction de se plaindre car « cela sape le moral des combattants », interdiction des relations sexuelles mais aussi - pour une femme - de se retrouver seule avec un ou plusieurs hommes, interdiction de boire de l'alcool puis de fumer suite à une décision de la « Direction », obligation de participer aux différentes activités et évidemment interdiction de désert<sup>1285</sup>.

L'autocritique, qui permet aussi de contrôler le rapport qu'entretiennent les combattants aux normes et règles de la guérilla, tient une place non négligeable dans le quotidien. Comme à l'Académie, elle est pratiquée à différents moments et dans différentes circonstances. Il y a d'abord le *Tekmîl*, réunion fréquente en petit comité, où est passé en revue le comportement de chacun durant les jours précédents. Si les ordres des commandants et responsables ne peuvent en général souffrir aucune discussion ou contestation, leur « style » (arrogance, machisme, etc.), leur comportement (notamment en matière militaire) et leurs décisions peuvent être critiqués lors de ces séances et des propositions alternatives peuvent être faites. Tous les quinze jours a par ailleurs lieu l'Assemblée, qui réunit en principe tous les combattants d'un camp donné. Des rapports écrits par chaque combattant<sup>1286</sup>

---

<sup>1284</sup> Selon le repentir Sami Demirkiran. Cf. Demirkiran, Samir, *Üperten İtirafı. PKK ile 3,5 Yıl* [Les aveux qui donnent des frissons. 3 ans et demi avec le PKK], İstanbul, Kamer Yayınları, 1998, p. 23-24 cité in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, op. cit., p. 147.

<sup>1285</sup> Flach, Anja, *Jiyaneke din - ein anderes Leben...*, op. cit., p. 41, 128, 193 et 57.

<sup>1286</sup> Et qui concernent 1) les développements politiques dans la région où se situe le groupe, 2) sa propre participation à la formation politique et militaire, 3) la vie dans la guérilla (relations avec les autres, disciplines, participation aux différentes tâches), 4) jugement du travail mené par la direction du camp et relations entre soi

sont transmis aux dirigeants, qui les synthétisent en un rapport d'étape global : c'est ce rapport qui sert de base à l'Assemblée. Celle-ci a la possibilité d'y ajouter des éléments, de le critiquer mais doit aussi répondre des accusations ou critiques qui y sont déjà mentionnées. Des militants peuvent par ailleurs être « cités » personnellement afin de répondre de leurs actions et de leur comportement. Une enquête peut enfin être ordonnée lorsqu'il s'avère difficile de trancher<sup>1287</sup>. Enfin, comme mentionné plus haut, les combattants doivent transmettre au Comité central du parti des rapports autocritiques tous les trois mois. Ces règles ne sont pas que des vœux pieux de la « Direction » : Anja Flach, internationaliste allemande ayant vécu dans la guérilla pendant deux ans, y fait référence à au moins 22 reprises dans son ouvrage<sup>1288</sup>. Aidés par l'amour qu'ils portent à la nature et à leurs montagnes, à l'écart des normes sociales traditionnelles et en lutte contre leur ennemi historique, les combattants de l'ARGK étaient donc les premiers à devoir retrouver leur humanité perdue en incorporant un habitus et un imaginaire libéré de l'aliénation.

Il reste que tous les militants ne s'en remettent pas totalement à l'institution, d'autant plus que seule une partie d'entre eux ont eu l'opportunité d'effectuer un stage à l'*Akademîya Mahsum Korkmaz*. L'exemple de la question féminine peut constituer ici un cas pratique intéressant. Des aménagements organisationnels ont effectivement lieu quelques années après les premiers discours d'Öcalan sur « la » femme « libre ». Après la formation en 1987 de l'Union des femmes patriotes du Kurdistan (*Yekîtiya Jinên Welatparêzen Kurdistan*, YJWK qui appartient à la branche politique du parti)<sup>1289</sup>, et sur les « conseils » d'Öcalan, le « premier » Congrès national des femmes décide en 1995 la création de l'YJAK (*Yekîtiya Jinên Azad a Kurdistan*, Union des femmes libres du Kurdistan), qui est une division militaire de l'ARGK<sup>1290</sup>. Elle est constituée d'unités militaires strictement féminines, déjà en

---

et cette direction, 5) critiques et autocritique, 6) propositions de changement. Cf. Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, *op. cit.*, p. 88.

<sup>1287</sup> Sur le *Tekmîl* et l'Assemblée, voir *Licht am Horizont. Annäherungen an die PKK*, lieu de publication inconnu (Allemagne), 2<sup>ème</sup> édition, année de publication inconnue (1<sup>ère</sup> édition 1995 ou 1996), p. 183-184. Selon le *Bundesverfassungsschutzbericht* de 1996, les auteurs de cet ouvrage seraient des proches de *Antiimperialistische Widerstand* (Résistance anti-impérialiste), elle-même fondée en 1992 et composée d'anciens membres et sympathisants de la RAF.

<sup>1288</sup> Flach, Anja, *Jiyanekê din - ein anderes Leben...*, *op. cit.*, p. 27, 42, 46, 81, 101, 110, 120, 136, 141, 163, 169, 177, 186, 190, 192, 199, 225, 232, 237, 247, 262 et 272. Carla Solina mentionne quant-à-elle des séances d'autocritique à au moins sept reprises (Cf. Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, *op. cit.*, p. 34, 47, 59, 79, 81, 86, 149-150).

<sup>1289</sup> L'YJWK se transforme en TAJK (*Tevgera Azadiya Jinên Kurdistan*, Mouvement des femmes libres du Kurdistan) en 1994, et en YAJK (*Yekitiya Azadiye Jinen Kurdistan*, Union pour la libération des femmes du Kurdistan) en 1995. Cette organisation est ensuite intégrée au parti des femmes (voir note suivante).

<sup>1290</sup> En fait, le premier Congrès se serait déroulé en 1992 mais aurait été dissous par Öcalan en raison de son avancement médiocre (cf. Wolf, Judith, « Aspekte des Geschlechterverhältnisse in der Guerilla der PKK/Kadek

expérimentation depuis 1993. Car l'engagement féminin s'est fortement accru après 1987. Alors qu'en 1987, 1% des « martyrs » du PKK étaient des femmes (20 sur 2000), la proportion de femmes participant à la lutte armée passe à 10% en 1993<sup>1291</sup> voire à 30% en 1994 (2000 combattantes)<sup>1292</sup>. Si les unités féminines sont ainsi séparées des unités masculines, les deux sexes participent en principe conjointement aux actions militaires et aux Assemblées d'un camp donné. Or, il arrive fréquemment que des problèmes opposent combattants et combattantes : les guérilleros ne feraient ainsi pas confiance aux femmes au moment des combats<sup>1293</sup>, ils les cantonneraient dans des activités de logistique<sup>1294</sup>, leur parleraient parfois de haut et d'un air dominateur. Inversement, les femmes ne se feraient pas toujours confiance entre elles, auraient plus de facilités à exécuter un ordre venant d'un commandant masculin et ont pu parfois chercher à rivaliser avec les hommes en tentant de se masculiniser<sup>1295</sup>. Ainsi, de nombreux témoignages tendent à montrer que les relations quotidiennes au sein de la guérilla ne se sont que peu transformées, et s'inscrivent dans le prolongement des rapports de genre « traditionnels » au Moyen-Orient. Au-delà, si l'on en croit Judith Wolf, il se pourrait même que les rôles féminins au sein de la guérilla soient plus « traditionnels » que dans de nombreux segments de la société : alors qu'on a vu que l'idée de *namûs* avait permis au PKK de fixer des identités masculines et féminines « réactionnaires » et de les déclarer homogènes au sein de la société, il semble en effet que le parti, qui peut être considéré comme une grande famille, ait repris le *namûs* à sa charge et soit devenu le garant de l'intégrité des combattantes<sup>1296</sup>.

---

unter besonderer Berücksichtigung des Ehrbegriffs », in Hajo, Siamend, Borck, Carsten, Savelsberg, Eva et Dogan, Şukriye (dir.), *Gender in Kurdistan und der Diaspora*, op. cit., p. 185. En 1999, l'YJAK se transforme et s'autonomise en PJKK (*Partiya Jinên Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleuses du Kurdistan) dont la branche politique est l'EJAK (*Eniya Jinen Azadiya Kurdistan*, Union des femmes libres du Kurdistan). Puis le parti abandonne en 2000 la référence au Kurdistan en transformant son nom en PJA (*Partiya Jina Azad*, Parti de la femme libre) et finit par la reprendre en 2004 avec le nom *Partiya Azadiya Jin a Kurdistan* (PAJK, Parti de la femme libre du Kurdistan), composée de l'organisation politique YJA (*Yekîtiya Jinen Azad*, Union de la femme libre), de l'organisation militaire YJA-Star, d'une branche jeunesse et de l'organisation « idéologique » KJB (*Koma Jinên Bilind*, Congrès confédéral des femmes) elle-même membre du KKK (*Koma Komalên Kurdistan*, Congrès confédéral du Kurdistan, dont le président est Öcalan et qui regroupe à partir de 2004 le PKK et toutes ses organisations affiliées).

<sup>1291</sup> Arbeitskreis Kurdistan Botan, *Jinê Rabe ! Frau steh auf ! Litteratur und Fotosammlung zum Widerstand kurdischer Frauen*, Berlin, GNN Verlag, 1993, p. 57.

<sup>1292</sup> Kurt, Dilek, « Die Rolle der Frau in unserem nationalen Befreiungskampf und die unabhängige Frauenbewegung », in TAJK, *Internationale Konferenz der Frauen aus Kurdistan, zum internationalen Frauentag*, Lieu de publication inconnu (Allemagne), TAJK, 1994, p. 36.

<sup>1293</sup> Wolf, Judith, « Aspekte des Geschlechterverhältnisse in der Guerilla der PKK/Kadek... », art. cit., p. 211-212.

<sup>1294</sup> Flach, Anja, *Jiyaneke din - ein anderes Leben...*, op. cit., p. 126.

<sup>1295</sup> *Licht am Horizont. Annäherungen an die PKK*, op. cit., p. 53-64.

<sup>1296</sup> Cf. Wolf, Judith, « Aspekte des Geschlechterverhältnisse in der Guerilla der PKK/Kadek... », art. cit. Les combattants masculins cherchent d'ailleurs très souvent à protéger les femmes combattantes. L'armée turque a

Est-ce à dire alors que l'historiographie du PKK ne joue absolument aucun rôle dans le quotidien de la lutte ? Pas si l'on croit encore qu'Öcalan a tenté de développer une théorie « féministe » des rapports de genre, ce dont le PKK se défend bien<sup>1297</sup>. Mais si l'on croit que la théorie de « la » femme s'inscrit dans le prolongement de la théorie de l'Homme nouveau, qu'elle vise à désexualiser hommes et femmes afin de s'assurer de leur fidélité et de leur amour exclusif, si l'on croit finalement que la désexualisation permet de purifier la communauté transcendée par les symboles de la fidélité au chef, de revenir à la communauté originelle, et oblige en retour chaque militante et chaque militant à se dissoudre dans l'amour absolu du chef, alors il se pourrait bien que l'idéal d'investissement de soi recommandé par la « Direction » se soit vu réapproprié par une part non négligeable de combattantes et de combattants. Il faut d'abord signaler que l'interdiction des relations sexuelles entre hommes et femmes apparaît souvent légitime et est scrupuleusement respectée<sup>1298</sup>, même si des histoires d'amour peuvent évidemment parfois s'écrire dans la clandestinité. Mais c'est surtout l'utilisation majoritairement féminine de la technique des attaques-suicide à partir de 1996 qui tend à laisser croire que certaines combattantes, rongées par une culpabilité liée à la défaite du second cessez-le-feu de 1995, se sont senties investies d'un (ou obligées de prendre le) rôle des déesses kurdes de l'âge d'or, de « devenir des déesses » (*tanrıçalaşma*)<sup>1299</sup>.

### 3. L'institution PKK au sein de l'univers carcéral

Mais les normes et règles du PKK ont aussi été exportées au sein des prisons turques où les détenus, réunis en chambrées de 30 à 100 personnes d'une même tendance politique, sont sous le contrôle de l'organisation qui leur est *a priori* la plus proche. Des dortoirs « politiques » sont en effet mis en place à la fin des années 1970, afin d'éviter les affrontements entre détenus de la gauche et de la droite radicales. Utilisée et renforcée par les organisations politiques au cours des années 1980, cette pratique a engendré une sorte de sous-traitance de l'ordre carcéral aux organisations, d'autant plus que le système carcéral turc se caractérise par un taux d'encadrement particulièrement bas et une corruption généralisée

---

par ailleurs cherché à présenter les jeunes femmes enrôlées dans l'armée du PKK comme des jouets sexuels des commandants.

<sup>1297</sup> Mais c'est ce que semble penser Judith Wolf (*Ibid.*)

<sup>1298</sup> Cette interdiction est légitimée par l'idée qu'hommes et femmes ne se sont pas encore assez libérés pour ne pas reproduire une relation de domination dans leur couple et par le fait qu'avoir une relation privilégiée avec quelqu'un pourrait faire courir des risques aux autres combattants au moment des affrontements avec l'armée turque. Cf. Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, *op. cit.*, p. 43, 54-55 et 144-145.

<sup>1299</sup> Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos, und Frauenmobilisierung... », *art. cit.*, p. 156.

des gardiens<sup>1300</sup>. Il est donc tout à fait possible de vivre en prison au rythme de l'Académie, mais aussi d'être soumis à une discipline très similaire, de fait renforcée par les conditions spécifiques de la détention (séparation stricte entre hommes et femmes par exemple<sup>1301</sup>) et de l'arbitraire carcéral (après la torture en garde-à-vue, se soumettre à l'organisation apparaît comme une garantie contre d'autres mauvais traitements). Les commandants légitimes ne manquent d'ailleurs pas : si, au début des années 1980, la plupart des militants fondateurs du PKK sont détenus à Diyarbakır (Rıza Altun, Mehmet Can Yüce, Mustafa Karasu...), ils sont ensuite transférés dans différentes prisons de l'Ouest et l'Est du pays et vont participer de l'encadrement des militants au sein de l'univers carcéral<sup>1302</sup>. « Une prison est pour nous une université »<sup>1303</sup> affirmait un dirigeant du parti en 1999 et, de fait, quatre à cinq heures de formation politique peuvent être organisées chaque jour<sup>1304</sup>. Des rapports réguliers (critique et autocritique) et exceptionnels (lorsqu'apparaît un problème entre détenus par exemple) sont par ailleurs demandés aux militants et les tâches quotidiennes de chacun sont prédéfinies (cuisine, courses, etc.). Les témoignages montrent cependant que l'emprise de l'organisation était plus ou moins forte selon les prisons, et que ces différences ne pas uniquement fonction du *type* de prison (à cellules individuelles ou à dortoirs) : alors que dans certaines prisons, « le dortoir du PKK, c'était plus "cool" que dans les autres groupes », « il n'y avait pas de listes pour les tâches » et « chacun faisait ce qu'il voulait faire », dans d'autres au contraire « tout le monde devait toujours faire quelque chose selon des règles établies avant »<sup>1305</sup>.

Si, pour les combattants de l'ARGK capturés, la prison permet donc un encadrement sur le mode de la continuité avec la guérilla, elle fonctionne également comme un centre de recrutement pour les militants d'autres groupes désorganisés par la répression (Rizgarî par exemple) ou pour un certain nombre de sympathisants (proches de l'organisation étudiante du

---

<sup>1300</sup> Massicard, Elise, « La réforme carcérale en Turquie. Du bon usage de la norme européenne », *Critique internationale*, n° 16, juillet 2002, p. 170-171.

<sup>1301</sup> Les femmes étant en général moins nombreuses, leurs chambrées peuvent néanmoins souvent être contrôlées par plusieurs organisations (PKK, TKP-ML et DHKP-C par exemple).

<sup>1302</sup> Leur légitimité peut tenir au fait qu'ils ont côtoyé des martyrs célèbres et à leurs écrits. L'arrestation burlesque de Mehmet Can Yüce, Mahsum Korkmaz et Kemal Pir le 2 août 1980 - que nous a racontée Mehmet Can Yüce lui-même - est par exemple devenue une histoire mythique au sein du mouvement. Mehmet Can Yüce continuait par ailleurs à écrire dans les journaux kurdistes alors qu'il était emprisonné, contribuant à son statut d'intellectuel reconnu, notamment parmi les étudiants kurdistes du début des années 1990. Libéré en 1999 et en désaccord avec les nouvelles orientations du parti, Can Yüce a quitté le PKK peu après l'arrestation d'Öcalan.

<sup>1303</sup> Entretien avec le dirigeant du PKK Mete Ayhan, cité in Hacıoğlu, Selcan, « PKK kämpft im Gefängnis weiter », *AP*, 5 juillet 1999.

<sup>1304</sup> Entretien avec un ancien militant du PKK emprisonné en Turquie, Allemagne, juillet 2004.

<sup>1305</sup> Entretiens avec quatre anciens militants du PKK emprisonnés en Turquie, Allemagne, février 2003, février 2004, avril 2004 et juillet 2004. Les différences entre prisons pourraient être fonction du nombre de détenus du PKK.

PKK par exemple), qui sont pris en charge et ne deviennent réellement membres du PKK qu'en prison<sup>1306</sup>. La participation aux nombreuses grèves de la faim qui ont lieu dans les années 1990 permet alors d'introduire les nouvelles recrues à la discipline et aux « temps forts » du parti : à leur sortie, dans l'attente de leur procès, parfois soupçonnés par leurs anciens camarades et surveillés par la police, beaucoup rejoindront la guérilla ou se réfugieront en Europe, où ils seront parfois aussitôt pris en charge par l'organisation.

#### 4. Le poids de l'institution en Europe

La volonté d'encadrement des militants ne se limite pas en effet au Moyen-Orient : le PKK a également tenté d'imposer son code de vie et sa théorie de l'Homme nouveau à ses cadres situés en Europe. Le rythme de vie d'un militant de l'ERNK en Allemagne ou en France est certes bien différent de celui d'un détenu ou d'un combattant : il vit dans des familles, côtoie de nombreux sympathisants, se déplace souvent à l'étranger... Il est cependant soumis aux mêmes règles qu'eux en ce qui concerne l'hygiène de vie (interdiction des relations sexuelles, de l'alcool) ou la présentation de soi (manière de s'habiller, de parler, etc.). Comme au Moyen-Orient, les jeunes recrues suivent d'ailleurs obligatoirement un cycle de formation politique (aucune formation militaire n'est *a priori* dispensée en Europe<sup>1307</sup>) de deux à trois mois en deux ou trois sessions<sup>1308</sup>, organisé dans différents pays européens (France, Allemagne, Pays-Bas, Suisse, Grande-Bretagne...) Une première formation de base d'une à deux semaines, aux horaires strictement respectés<sup>1309</sup>, permet d'abord de familiariser les jeunes avec les principes du parti : histoire du PKK, réflexion sur ce qu'est la « Direction » et sur ce qu'est être un « bon » militant (cf. Encadré V-1) :

Un jour, le coordinateur France a demandé à me voir et m'a dit : « Il est temps que tu intègres le parti », et il m'a demandé d'écrire un « rapport » de deux pages sur mon passé. Ce qu'il voulait savoir ? De quelle région de Turquie je venais ? Depuis quand je vivais en France ? Des détails sur ma famille, combien de membres, quelle tendance politique ? Y'avait-il quelqu'un dans ma famille qui travaillait pour les institutions de l'Etat ? J'ai donc rédigé ce rapport, qui a été transmis au comité central européen. Quelques semaines plus tard on m'a dit que ma candidature avait été acceptée : je pouvais partir dans un camp de formation de cadres. Ma première formation a eu lieu dans un centre pour jeunes que l'organisation avait loué pour quinze jours près de La Rochelle ; nous étions une vingtaine de garçons et de filles. Le formateur était un cadre du parti responsable d'une des régions de France... Il nous donnait des

<sup>1306</sup> Ecrire un rapport au PKK signifie *de facto* devenir membre de l'organisation.

<sup>1307</sup> Même si des exercices physiques et des cours de sport peuvent être organisés. Cf. Auchlin, Pascal et Maillard, Alain, « Un camp paramilitaire kurde dans le Jura », *L'Hebdo*, 1<sup>er</sup> février 1996.

<sup>1308</sup> Entretien avec un ancien militant du PKK cité in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, op. cit., p. 154.

<sup>1309</sup> Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, op. cit., p. 270.

## Encadré V-1. Programme d'une session de formation d'une semaine en Europe (1992)

Source : Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 171-172.

### Programme général :

#### A. Introduction

1. L'éducation politique du parti et sa mise en pratique
2. Les activités éducatives au sein de la société
3. L'éducation colonialiste au Kurdistan et la destruction qui en découle
4. Les activités de pacification du Coup d'état du 12 septembre

#### B. Sujets de la semaine

1. L'éducation au sein du parti
2. Qu'est-ce que la Direction du parti, qui est la Direction et quelle est la représentation la plus exacte d'elle ?
3. Les caractéristiques fondamentales de la Direction du parti
4. Comment la Direction peut-elle être correctement représentée dans la vie
5. Apo et l'Apoïsme : la Direction du parti dans l'histoire d'un peuple sans histoire
6. La vitalité du militant organisé et ses résultats apparents
7. Développements historiques de l'organisation partisane et les relations de camaraderie
8. La tradition persistante et la personnalité du militant dans le PKK.
  - a. Le passé militant du parti
  - b. Les traits du militant du parti dans l'action révolutionnaire
9. Sur la question du parti et de la guerre de guérilla
10. Devenir membre du parti [*partileşme*] et les questions autour de devenir membre
11. L'histoire et les bases sociales de la politique de liquidation au Kurdistan : la trahison
12. L'art de vivre au sein du parti et les relations justes
13. Critique et autocritique
14. Une révolution fondée sur souveraineté commune homme-femme
15. La révolution au Kurdistan est le mouvement de l'émancipation de la femme
16. La forme et le contenu au sein du parti
17. Les six stéréotypes de l'individu

### Détails de certains sujets :

#### 3. Les caractéristiques fondamentales de la Direction du parti

- a. Il est l'intense expression de la science
- b. Il est celui qui recherche la vérité sans merci
- c. Il est indépendantiste [*bağımsızlıkçı*, au sens de l'indépendance de la personnalité] sous toute condition
- d. Il prend en compte l'équilibre des pouvoirs mais ne le considère pas comme fondamental et fait confiance au pouvoir véritable [du peuple]
- e. Il est l'équilibre entre la fermeté des principes et la flexibilité de la politique et possède un grand talent de négociateur
- f. Il ne s'intègre pas dans les limites existantes [le cadre de la direction]
- g. Il ne reconnaît pas de limite au progrès ; il va toujours jusqu'au bout
- h. Il est *atılımcı* [innovant]
- i. Il est un analyste [capable d'analyser les choses] et décisif [dans l'obtention des résultats souhaités]
- j. Il vise toujours le succès et réussit
- k. Il est le plus haut représentant de la loyauté au travail
- l. Il a un talent pour persuader de manière décisive et pour éduquer
- m. C'est un explorateur et un chercheur, il a une connaissance profonde de l'histoire
- n. Il est la combinaison de la sagacité, de la détermination/stabilité et de la bravoure

#### 8 b. Les traits du militant du parti dans l'action révolutionnaire

Il ou elle :

- a. Porte un grand amour au pays et à ses habitants
- b. Est en faveur d'un régime démocratique
- c. Lutte pour le socialisme et est internationaliste
- d. Porte amour et respect à ses camarades et proches
- e. Est le représentant de la nouvelle éthique socialiste
- f. N'est pas couard ou égoïste mais courageux et prêt au sacrifice de soi
- g. Doit conserver un bon équilibre entre fermeté et flexibilité
- h. Est attentif, sensible et mesuré
- i. Est, dans l'éducation de quelqu'un, entreprenant et exploratoire
- j. Ne doit pas être dogmatique mais créatif
- k. Ne travaille pas à l'aveuglette mais de manière planifiée

cours d'histoire, sur l'histoire du Kurdistan et l'histoire du parti, et des notions d'idéologie ; ces cours duraient toute la journée, le dimanche compris. Pour moi, apprendre l'histoire du Kurdistan, c'était une véritable découverte : je ne savais rien ni de la géographie ni de l'histoire du Kurdistan... Notre formation avait un côté « clandestin », « dur », qui me plaisait. Cela a été renforcé par une visite des gendarmes qui voulaient avoir la liste des personnes présentes : le responsable leur a dit de revenir le lendemain, et nous avons décampé... Avant notre départ, le responsable du camp nous a fait un discours dans lequel il a repris les points essentiels de nos cours, et il nous a parlé des devoirs du militant : « servir la cause du parti, faire tout ce qu'on lui dit, ne pas discuter les ordres... »<sup>1310</sup>.

Plus que sur l'idéologie ou la théorie, c'est d'ailleurs sur la discipline et l'hygiène de vie que semblent se focaliser les formateurs :

Le parti organise des camps de jeunesse en France, en Allemagne, en Hollande, etc.... C'est pour nous habituer à lire, à ne pas fumer, à ne pas aller dans les bars. En fait, pour la discipline. On se lève à 6 heures 30. Tu sais, dans les camps de réfugiés, ils se lèvent à 1 heure de l'après-midi... Y'a un truc qui m'a choqué [impressionné] : les Kurdes du PKK qui viennent de la montagne [de la guérilla] ont un niveau de connaissance très très élevé. On a eu une formation politique sur l'idéologie socialiste. C'est très important pour éviter que ce soit seulement un parti identitaire et nationaliste. On a étudié Marx - Le *Manifeste* -, l'histoire du parti et les principes... [*C'était quoi ces principes, si tu peux en parler ?*] Bah, pas le droit de dire des gros mots, dire toujours ami ou camarade. En fait y'avait surtout trois choses : 1) soyez propres, lavez vous, soyez organisés. 2) gardez le moral, 3) cultivez vous...<sup>1311</sup>

Après cette formation, les jeunes commencent à travailler pour le parti, sans en être cependant réellement membre : ils touchent une allocation de 1400 francs par mois<sup>1312</sup>, dorment dans des familles ou dans les locaux de l'association et sont soumis aux mêmes exigences qu'un « cadre ». Quelques mois plus tard, si le « stage » est concluant, une formation politique approfondie d'environ trois mois est organisée, qui permettra alors aux jeunes de devenir membres à part entière :

La formation avait lieu dans une ferme qui accueillait des colonies de vacances ou des groupes de touristes. On était une cinquantaine de jeunes, garçons et filles, âgés de 15 à 20 ans ; il y avait de tout : quelques uns, une dizaine au maximum, venant de France ou de Suisse, étaient plus ou moins de niveau universitaire ; les autres arrivaient tout juste du Kurdistan et étaient souvent des demandeurs d'asile. Nos formateurs étaient des membres du comité central européen. On se levait le matin à 7 heures, et après 45 minutes de sport, on prenait le petit

---

<sup>1310</sup> Kutschera, Chris, « Le livre noir du PKK », document électronique non daté, URL : [http://www.chris-kutschera.com/PKK\\_livre.noir.htm](http://www.chris-kutschera.com/PKK_livre.noir.htm). La formation racontée par ce militant a sans doute eu lieu au début des années 1990.

<sup>1311</sup> Entretien avec un sympathisant du PKK, France, février 2001.

<sup>1312</sup> Kutschera, Chris, « Le livre noir du PKK », *art. cit.*

déjeuner. On avait ensuite une heure de discussion. Les cours commençaient à 9 heures, et duraient, après une interruption de deux heures à midi, jusqu'au soir, parfois jusqu'à 22 heures. C'était long, mais c'était une étape par laquelle on était obligé de passer si on voulait entrer dans le parti... Pendant des semaines nous étudions l'histoire du Kurdistan, et en particulier l'histoire des révoltes kurdes, les aspects négatifs des 28 révoltes précédentes, la 29<sup>ème</sup> étant celle du PKK. Nous apprenons que toutes les révoltes précédentes n'étaient pas des révoltes nationales, mais seulement des révoltes régionales, qu'elles étaient dirigées par des traîtres, comme Bedir Khan ou Seyid Reza, ou par des agents, comme le général Barzani qui voulait faire du Kurdistan le 52<sup>ème</sup> Etat des USA... Nous étudions aussi les « thèses » d'Apo, les cassettes de ses discours : il développe dans des discours de 5-6 heures ses conceptions de la technique du combat, de la guerre de guérilla, ou du rôle de la femme - des thèmes que nous étudions aussi dans ses livres, *La guerre populaire au Kurdistan* (1991) et *La question féminine et la famille* (1992). On ne nous dit pas explicitement que les relations amoureuses sont interdites, mais on nous dit qu'il ne faut pas que cela empêche le travail, que cela empêche le militant de se concentrer sur ses devoirs, sur la lutte. On nous met en garde contre la femme orientale, experte pour utiliser ses dons de séduction... De même, l'alcool était à éviter, car celui qui en consomme n'est plus maître de soi... Deux membres du comité central du PKK viennent aussi nous donner des cours: Kamı Yılmaz, sur la « réalité » d'Öcalan ; Kamı Yılmaz, c'est un dur, il nous fait peur. Et Mustafa Karasu vient nous parler du parti, de son vécu dans la prison de Diyarbakir, de la torture : au 52<sup>ème</sup> jour d'une grève de la faim, on l'avait cru mort, et on l'avait amené à la morgue : au dernier moment, on s'est aperçu que son cœur battait encore ! A la fin de la formation, nous ne passons pas d'examen mais l'avant-dernier jour nous avons une séance de critique et d'autocritique. Un par un, nous nous présentons devant l'assemblée de nos camarades et formateurs et nous faisons notre autocritique ; ensuite, les camarades prennent la parole à tour de rôle et nous critiquent ; on est bombardé de critiques, sous le prétexte que « ce sera une lumière pour toi ». Certaines de ces critiques sont justes, d'autres sont méchantes. Moi, j'ai dit que j'aurais pu participer davantage, que je m'étais cru dans une ambiance universitaire... A la fin, les formateurs font le bilan de la formation... Et le dernier jour, on prête serment. On jure solennellement, au nom du parti, au nom du président, au nom des martyrs du Kurdistan et des martyrs de la révolution, et au nom du peuple kurde, de remplir les fonctions avec honneur et de répondre aux besoins de notre peuple. Chacun à son tour nous prêtons serment, (c'est très rare que certains ne le fassent pas car ils ne sont pas prêts). Ils créent une atmosphère particulière, on a le sentiment de faire quelque chose de grandiose. Désormais, on est un cadre du parti. Sur les cinquante militants de cette formation, sept, tous des volontaires, ont été envoyés dans les métropoles de Turquie pour y faire des attentats, après avoir suivi une formation militaire en Grèce, à Lavrion, près d'Athènes. Une dizaine part au camp de Zalé, à la frontière Iran-Irak, pour entrer dans la guérilla. Les autres sont nommés à divers postes en Europe...<sup>1313</sup>

Ceux qui restent en Europe sont astreints aux mêmes règles qu'à l'Académie ou que dans la guérilla : rapports d'autocritique auprès d'une « commission d'interrogation » tous les deux mois, rapport à la « Direction » tous les six mois. En constants déplacements, vivant dans des familles (ce qui permet à la fois un contrôle mutuel de la famille et du militant), ils touchent entre 230 et 300 euros par mois (500 euros pour un haut dirigeant), et ne peuvent se

<sup>1313</sup> *Ibid.* Il était également possible de finalement refuser de partir, comme nous l'a confirmé un ancien « stagiaire » du PKK (entretien, Suisse, janvier 2002). Il fallait néanmoins « se faire oublier » : « A un moment, je pensais aller à la guérilla et pas mal de gens m'ont dit : "ne pars pas". J'étais jeune. T'es vraiment admiré par tous. Ils disaient "Ali le Jeune", c'était un symbole de jeunesse. [...] Mais depuis que je suis revenu du camp, je suis moins investi. Si tu veux plus y aller, tu te caches pendant un an et après on t'emmerdera plus. C'est ce que j'ai fait. A l'époque, on te forçait un peu » (entretien avec un sympathisant du PKK, France, mai 2001).

marier<sup>1314</sup>. Qui veut quitter le PKK le peut à condition de cesser toute activité politique, mais, en pratique, plus le rang que l'on occupe dans l'organisation est élevé, plus il est difficile de sortir du mouvement. Depuis l'arrestation d'Öcalan et la fondation du Kadek puis du Kongra-Gel, la discipline est certes plus souple, notamment en ce qui concerne l'autocritique :

Avant, deux à trois fois par an, nous faisons notre autocritique. C'est avec ces critiques et autocritiques qu'on a pu garder les cadres. Avant les critiques et les autocritiques se faisaient lors de réunions, maintenant on le fait sans faire de réunion [...] Ca dépend des régions. Ces dernières cinq années, on ne faisait son autocritique qu'une fois par an. Maintenant c'est fini, on ne fait plus d'autocritique<sup>1315</sup>.

Et un certain nombre de militants et commandants du PKK vivant en Europe se sont depuis 1999 distanciés du mouvement sans être inquiétés, à condition qu'ils cessent réellement toute activité politique (au cours des années 1980, le non respect de cette règle pouvait conduire à la mort et Selim Çürükaya, l'auteur des *Apo'nun Ayetleri* [Les Versets d'Apo] a également été plusieurs fois menacé et molesté dans les années 1990)<sup>1316</sup>. Il ne faudrait pas croire cependant que les processus qui ont suivi l'arrestation d'Öcalan conduisent aujourd'hui à une remise en cause globale de la discipline et de la centralisation du parti, comme tendent à l'affirmer Didier Le Saout et Sabri Cigerli<sup>1317</sup>, même s'il est évident que l'arrêt de la guérilla entre 1999 et 2004 a, parallèlement à un ralentissement incroyable de l'activité protestataire kurde en Europe, considérablement décrispé le climat politique autour

---

<sup>1314</sup> Entretien avec un ancien militant du PKK cité in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 155-156.

<sup>1315</sup> *Ibid.*, p. 368.

<sup>1316</sup> Voir aussi Kutschera, Chris, « Révélation sur le système Öcalan », *Confluences Méditerranée*, n°34, été 2000, p. 113-117.

<sup>1317</sup> S. Cigerli et D. Le Saout affirment en effet qu'on observe une montée du régionalisme et du communautarisme au sein de l'organisation (regroupement des militants autour d'origines régionales ou locales) et qu'émerge aujourd'hui une nouvelle génération de cadres « affairistes », influencée par les entrepreneurs kurdes vivant en Europe, qui détourneraient parfois l'argent des collectes à leur propre profit ; ces deux processus sapant selon eux le caractère centralisé de l'organisation depuis l'arrestation d'Öcalan. S'il est vrai que certains entrepreneurs kurdes ont acquis aujourd'hui une aura leur permettant de négocier avec le PKK (on y reviendra), si de telles dynamiques centrifuges peuvent exister à Paris (terrain privilégié des deux auteurs), rien n'indique cependant qu'elles soient généralisables à la France, à l'Allemagne et encore moins à l'Europe dans son ensemble. De même, les propos d'Ahmet Gülabi, représentant du KNK (*Kongreya Neteweyî ya Kurdistanê*, Congrès national du Kurdistan, dont les représentations ont *de facto* remplacé les Comités du Kurdistan) en France (« Maintenant, un cadre du Kongra-Gel peut démissionner, un militant peut se marier. Mais dans la pratique ces changements se déroulent lentement ») nous semblent surtout destinés à donner une image rassurante du PKK : si le discours externe du Kongra-Gel autorise en effet le mariage de ses membres, l'actuelle direction du PKK ne nous semble aucunement encourager un mouvement de « libération des mœurs » comme l'affirment les deux auteurs. Cf. Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 351-353.

du PKK en Europe<sup>1318</sup>. Deux exemples suffiront à le montrer. Les relations amoureuses étaient d'abord toujours strictement interdites pour les militants au début des années 2000, obligeant celles et ceux qui enfreignaient cette règle à recourir à de multiples stratagèmes et subterfuges afin de voir clandestinement leur bien-aimé(e)<sup>1319</sup>. De même, tous les militants désengagés que nous avons rencontrés ont choisi de déménager des quartiers turcs-kurdes des métropoles européennes où ils vivaient auparavant pour mettre une distance entre eux et l'association pro-PKK locale et gagner ainsi une certaine liberté de mouvement et d'action. Si l'érosion de la discipline il y a, c'est donc sans doute davantage que certain(e)s *sympathisant(e)s* participent d'un véritable questionnement sur le statut de *militant* aujourd'hui, pouvant potentiellement déboucher sur une évolution des pratiques au sein du mouvement, comme on le verra plus bas.

##### 5. Des militants à la population : le contrôle des régions kurdes et de l'Europe

Tous ces dispositifs et injonctions sont en premier lieu destinés aux *membres de l'organisation*, mais le PKK a aussi cherché à faire appliquer un certain nombre de règles à la *population*, tout du moins dans les endroits où il en avait la volonté et la capacité : c'est dans les régions kurdes de Syrie et d'Irak (y compris dans le camp de réfugiés kurdes de Turquie d'Etruş puis Mahmur), dans les « zones libérées » de Turquie mais également au sein des pays européens qu'il a le plus tenté d'« organiser la population »<sup>1320</sup>. Si la stratégie du parti est relativement similaire dans ces trois espaces, des spécificités existent en raison notamment des contraintes de la lutte armée (nécessité d'entretenir de bonnes relations avec la population au Moyen-Orient). Dans les régions kurdes d'Irak et de Syrie et dans les « zones libérées » en Turquie, où le parti pouvait bénéficier d'une certaine liberté d'action, la première forme de contrôle est la « visite aux familles », qui peut intervenir à diverses occasions (actions de

---

<sup>1318</sup> Les attentats du 11 septembre 2001 et l'inscription du Kadek puis du Kongra-Gel sur la liste européenne des organisations terroristes ont pu quelque peu renforcer la stigmatisation des Kurdes dans l'opinion publique, et le regain de tension en Turquie depuis 2004 a engendré de nouvelles violences (attaques incendiaires notamment) en Europe. Il reste que les autorités allemandes, françaises et européennes, derrière un discours sécuritaire visant à « rassurer » leurs populations, centrent désormais leurs actions sur la mouvance islamiste, et ne considéraient déjà plus le PKK comme une menace réelle avant le 11 septembre (Entretien avec un ancien responsable de la section anti-terroriste de la DST, Paris, juin 2001).

<sup>1319</sup> Entretiens avec une ancienne militante du PKK ayant eu (alors qu'elle s'était déjà désengagée) une relation suivie (mais clandestine) avec un militant du parti (Allemagne, 2001, 2003, 2004).

<sup>1320</sup> Nous n'aborderons pas ici les attaques contre les *korucu* (gardiens de village), qui, bien que pouvant être considérées comme une forme de *coercition* interne, ne relèvent pas du *contrôle* de la population *stricto sensu* et font aussi partie d'une stratégie guerrière visant à contrecarrer la stratégie contre-insurrectionnelle de l'Etat. Nous n'aborderons pas non plus l'initiative des « Mères du samedi » qui ont repris le mode d'action des Mères de la Place de mai en Argentine. Ces femmes kurdes, qui ne font pas à proprement parler partie de l'organisation, ont protesté régulièrement à Istanbul contre les disparitions de leurs fils, frères ou maris et semblent avoir mis en avant l'institution maternelle au sein d'un répertoire moral finalement très peu politique. Cf. Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos und Frauenmobilisierung... », *art. cit.*, p. 174-176.

propagande ou de renseignement, demande de vivres ou de matériel, etc.). La guérilla est soucieuse de ne pas heurter les villageois, distribue des cassettes de chansons kurdes et quelques journaux qui parlent de la première génération de militants martyrs. Les femmes guérilleros se voilent parfois dans les villages (elles ne le sont pas dans les montagnes), ce qui facilite les contacts, tant avec les hommes qu'avec les femmes. Des réunions spécifiquement dédiées aux femmes sont de temps en temps organisées lorsqu'il s'avère qu'elles sont tenues à l'écart des discussions politiques<sup>1321</sup>. Les combattants peuvent également revenir quelques jours plus tard pour recruter des jeunes hommes et femmes impressionnés par l'efficacité et la discipline apparentes de l'organisation. La population choisit également parfois de faire appel au parti pour arbitrer les conflits<sup>1322</sup>, et des tribunaux populaires peuvent être organisés : le prévenu déclaré coupable pourra être condamné à une peine de prison (les guérilleros emmènent alors le détenu qui suivra aussi une formation dans les montagnes)<sup>1323</sup> et dans certains cas être condamné à mort (trahison grave). Si certaines règles ont par ailleurs pu être « préconisées » à la population (ne pas regarder la télévision turque, ne pas battre sa femme, avoir un comportement « patriote »), si des civils ont également pu être malmenés voire éliminés en raison de leur comportement, il semble donc que le parti n'ait jamais réellement cherché à imposer un certain mode de vie par la force, ses initiatives se limitant généralement à des actions d'éducation.

En Europe, la présence d'associations pro-PKK dans toutes les capitales et de nombreuses grandes villes permet un contrôle de la population *a priori* plus important, d'autant plus que l'Occident est parfois vu comme un lieu de perversion des valeurs<sup>1324</sup>. Installées le plus souvent au centre des quartiers turcs-kurdes, les associations sont régulièrement fréquentées par de nombreux Kurdes, qui voient le plus souvent en elles des lieux de sociabilité (cours de kurde, de saz, de danses, activités sportives ou tout simplement télévision-café-restaurant-coiffeur). Ne viennent néanmoins à l'association que ceux qui sont favorables au PKK, les autres partis (et surtout le PSK) ayant eux-mêmes des associations construites selon un schéma assez similaire. Il en découle un lien fort entre activités *sociales* et activités *politiques* (manifestations, fêtes, réunions...): les pièces de théâtre sont jouées lors des fêtes politiques, les sportifs, danseurs et chanteurs participent au *Mazlum Doğan*

---

<sup>1321</sup> Flach, Anja, *Jiyaneke din - ein anderes Leben...*, *op. cit.*, p. 73-74.

<sup>1322</sup> *Ibid.*, p. 30-31.

<sup>1323</sup> Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, *op. cit.*, p. 139-141.

<sup>1324</sup> Voir ce qu'explique Necla Açık sur les craintes exprimées dans les revues pro-PKK à propos de la perte des valeurs familiales dans l'espace immigré (métropoles turques et Europe, cf. Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos und Frauenmobilisierung... », *art. cit.*, p. 161-163).

*Sport- und Jugend- Kulturfestival* (rencontres annuelles organisées par l'organisation de jeunesse pro-PKK YCK depuis 1997<sup>1325</sup>) ou aux fêtes de *Newroz*, les parties d'échec sont interrompues (ou non, c'est selon) par les informations télévisées de ROJ-TV (ex-MED-TV et Medya-TV), les assemblées générales de l'association ont une signification politique relativement importante, et, comme dans tout parti politique, des militants nouent des amitiés et des amitiés conduisent des non-militants au militantisme. On sort en famille ou entre amis pour se rendre à l'*Internationales Kurdistanfestival*, au *Zilan Frauenfestival* et pour aller à de grandes manifestations dans l'ouest de l'Allemagne ou à Strasbourg : les voyages en bus sont toujours l'occasion de chanter (des chants révolutionnaires... ou des chansons de la pop-star turque Tarkan et même des chansons de Liane Foly, selon la provenance ou la direction du bus<sup>1326</sup>), de danser<sup>1327</sup> et de vivre de petites aventures (au moment des passages à la frontière)<sup>1328</sup>. A Berlin, Mala Kurda (La maison des Kurdes) est située en plein cœur de Kreuzberg, quartier où vivent de très nombreux immigrés originaires de Turquie<sup>1329</sup>. Comme dans d'autres villes, une salle principale permet d'accueillir les réunions et de servir des thés à un certain nombre d'habitues venant plusieurs fois par semaine. C'est ici que l'on peut regarder la télévision, s'entretenir avec des amis, discuter de l'actualité ou de la prochaine manifestation. C'est aussi dans cette salle que sont affichés les portraits d'Öcalan, des premiers plusieurs martyrs du PKK (Mazlum Doğan, Kemal Pir, Mehmet Ayrı Durmuş...), de certaines martyres emblématiques (Berîtan, Zilan, etc.), des héros du Kurdistan (des années 1920 aux années 1960) mais aussi de nombreux martyrs de l'association (au moins 10 à Berlin). Dans quatre pièces situées à chaque coin de la salle principale ont lieu les activités

---

<sup>1325</sup> Les festivals organisés par les associations pro-PKK ressemblent à des « Fêtes de l'Humanité » en miniature, sans les manèges cependant.

<sup>1326</sup> Dans un bus de retour du *Zilan Frauen Festival* organisé à Dortmund le 10 juillet 2004 et en direction de Mantes la Jolie, les adolescentes semblaient bien davantage disposées à revisiter le répertoire de la pop turque et française que celui du PKK, qui avait été par contre privilégié jusqu'à une heure tardive de la nuit par les jeunes femmes kurdes se rendant de Berlin à Dortmund (notes de terrain, Allemagne-France, juillet 2004). Sur les chants du nationalisme kurde, voir Kizildemir, Zülfü, *Das ethnische Lied als Medium kultureller Selbstbehauptung*, Münster, Agenda Verlag, 1995 et Kanakis, Yiannis, « Chanter la nation. La parole chantée dans le nationalisme kurde », *Outre-Terre*, n°10, 2005, p. 361-373.

<sup>1327</sup> Nous avons ainsi assisté à un Dîlan (danses kurdes) de plusieurs dizaines de personnes dans une station service du nord de la France lors d'un trajet nocturne en bus pour se rendre à une manifestation européenne du PKK à Köln (Notes de terrain, France-Allemagne, octobre 2001).

<sup>1328</sup> Lors d'un trajet en bus en provenance de Berlin et en direction de Strasbourg à l'occasion d'une manifestation européenne du PKK en faveur d'Öcalan, les douaniers français souhaitaient contrôler toutes les personnes. Devant le refus des Kurdes, et après une demi-heure de négociations, les bus ont finalement été acceptés en France (notes de terrain, Allemagne-France, juin 2004). Mais il est aussi arrivé, sur des trajets France-Allemagne, que les Kurdes passent la frontière et continuent à pied sur l'autoroute jusqu'à ce que les bus soient acceptés en Allemagne... ou que des hélicoptères amènent des renforts destinés à refouler les Kurdes. Cf. Rigoni, Isabelle, *Mobilisation et enjeux des migrations de Turquie...*, *op. cit.*, p. 231-232.

<sup>1329</sup> En revanche, la représentation du KNK (Congrès national du Kurdistan) est située dans le quartier gouvernemental.

politiques qui réclament plus de calme ainsi que les activités socio-culturelles plus bruyantes<sup>1330</sup>. Un groupe de soutien à la cause kurde (et plus précisément au PKK), composé d'Allemands, jeunes et moins jeunes, se réunit également régulièrement dans une de ses pièces. La structure en étoile, qui pourrait ressembler à certains schémas carcéraux de Bentham, permet aussi de contrôler que tout se passe dans le respect des règles et de l'esprit de l'association.

Mais les activités sont également orientées vers l'extérieur : récoltes de fonds pour le parti, ventes de tickets pour les différentes manifestations<sup>1331</sup>, visites aux familles...

*(Peux-tu expliquer pourquoi le PKK et pas un autre parti ?) Le PKK, c'était le seul parti à pouvoir changer le cours de l'histoire : il crée l'histoire. Et ça, c'est différents des autres partis qui ont laissé passer leur chance. En plus, le PKK avait l'arme et quand on est jeune, c'est l'aventure, c'est des sensations que le système ne pouvait pas t'offrir. C'était une manière de dire non. Non, on ne mange plus notre propre merde, on préfère mourir dignement [plutôt] que... (Et concrètement, tu faisais quoi ?) On faisait des distributions de tracts et de magazines lors des visites aux familles. En fait, les cadres font des visites familiales. Ils discutent, informent car souvent les gens ne savent pas lire, ils insistent pour que les familles aillent aux manifestations, mais aussi : agitation, propagande, sensibilisation... En une soirée, tu pouvais faire cinq-six familles. En général, ils t'admiraient, ils te respectaient. Les cadres y allaient avec des jeunes, etc. Et puis il y avait aussi l'impôt annuel... Les jeunes étaient estimés par les familles kurdes. Les cadres sont nourris par la population, et tout... Le PKK, c'était un symbole de mort. Quand tu rentrais dedans, tu pouvais y aller jusqu'à la mort. Ça, ça impressionnait les gens<sup>1332</sup>.*

Une règle tacite voulait aussi que les familles kurdes, parfois sous la contrainte mais le plus souvent de bon gré, envoient un de leurs enfants dans les montagnes. Les visites permettaient alors d'abord de sensibiliser les familles à cette règle, puis, une fois le jeune parti dans les montagnes, de parler du pays, des grandes avancées du combat, ou des situations personnelles. Mais les visites pouvaient également être à l'initiative de certains parents qui

---

<sup>1330</sup> Un billard qui s'est trouvé un moment dans la salle principale à finalement été déplacé dans une de ces pièces car « de nombreuses personnes non-kurdes du quartier venaient y jouer l'après-midi ». Une autre explication - officieuse - pourrait également être que les membres de l'association y jouaient trop souvent.

<sup>1331</sup> La concurrence est rude en ce qui concerne la vente des billets. Nous avons ainsi été assaillis une fois par quatre jeunes femmes qui voulaient toutes nous vendre un ticket pour le Zilan Frauenfestival. Lorsque nous leur avons dit que nous en avions déjà acheté un à quelqu'un d'autre, elles ont eu l'air dépité et ont cherché à savoir qui nous l'avait vendu, sans succès étant donné que nous ne connaissions pas le prénom de notre première vendeuse.

<sup>1332</sup> Entretien avec un sympathisant du PKK, France, mai 2001. Selon un ex-militant du PKK (cité in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, op. cit., p. 160), « les petites sandwicheries dégagent un bénéfice compris généralement entre 2300 et 4500 euros par mois. Elles peuvent alors donner facilement 1500 euros pour l'"impôt révolutionnaire", alors que chez LO [Lutte ouvrière] un fonctionnaire qui gagne 2000 euros devra peut-être payer 700 euros par mois ».

pensent trouver dans la discipline du parti un moyen de recadrer leurs adolescents turbulents. Et il arrive - toujours aujourd'hui - que des expéditions punitives soient lancées contre des jeunes qui refusent de rejoindre les organisations de jeunesse du parti, flirtent trop ouvertement, vont en discothèque, ou boivent de l'alcool :

N., je l'avais appelé, il devait venir à la manif... Mais il n'est pas venu. Après, je l'ai rappelé, il m'a dit que son portable n'avait plus de batterie alors qu'en fait j'avais entendu qu'on avait raccroché. Après pas de nouvelles. Mais quand j'ai appris un soir qu'il était en boîte à S., on est allé là-bas. Et là, ça s'est mal passé pour lui. Il a même fallu qu'on le ramène chez ses parents, on avait un peu peur tellement il saignait. Mais bon c'était pas trop grave. Je suis repassé quelques jours après, son père n'a pas voulu que je rentre dans la maison. J'ai commencé à m'énerver en disant que je venais prendre des nouvelles et il m'a laissé rentrer. Là il m'a vu et il a pas fait le malin, il m'a même baisé les pieds...<sup>1333</sup>

Sans être forcément encouragées par le parti, ces pratiques violentes démontrent que certains militants peuvent parfois se transformer en caïds locaux, au sein d'une petite ville ou d'un quartier : tout en naviguant dans un univers de codes et de symboles marqué par l'exigence d'un engagement au nom d'une *urgence* humanitaire et politique, ils s'inscrivent dans un univers social au sein duquel l'ethos viril, l'appartenance à une organisation politique interdite et l'imaginaire des armes sont valorisés. L'engagement dans le parti, la prise de responsabilité peuvent alors être perçus comme une forme d'ascension sociale et le jeune militant devient à la fois craint et respecté dans de larges segments de l'espace immigré kurde.

Ne mettre l'accent que sur les dispositifs de contrôle reviendrait néanmoins à mal évaluer les liens qui unissent le parti à la population en Europe. En plus de la télévision pro-PKK dont nous avons un peu parlé et qui permet la diffusion de l'imaginaire politique institué au sein du parti, des manifestations internes permettent en effet de rassembler de nombreuses personnes, de diffuser les dernières nouvelles du mouvement et de maintenir le lien entre le parti et la population, autour de référents culturels et symboliques communs (la musique et les chants, le repas et les discussions sur la famille) et de rituels politiques très simples (slogans dénonçant l'ennemi et paroles d'allégeance au parti et à son chef). C'est le cas par exemple de la journée de soutien au PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, le parti de l'union démocratique

---

<sup>1333</sup> Entretien avec un sympathisant du PKK, France (province), novembre 2003. Sabri Cigerli et Didier Le Saout laissent entendre que ces « brigades des bonnes mœurs » ne sont plus actives depuis 1998 (*Ibid.*, p. 352), mais l'histoire que nous a racontée ce militant s'est bien déroulée en 2003.

qui s'occupe essentiellement du Kurdistan de Syrie et est affilié au PKK), organisée le 16 mai 2004 à Berlin.

#### **Journée de soutien au PYD (Neuköln, Berlin, 16 mai 2004)**

C'était une journée peu commune, j'ai d'ailleurs reçu une invitation officielle, sous enveloppe et à mon nom, qui m'autorisait à ne pas payer l'entrée (10 euros, c'est la seule fois que c'est arrivé). C'était donc une journée de soutien au PYD, organisée par le PYD et Mala Kurda. Les affrontements entre policiers et manifestants kurdistes en Syrie en mars étaient encore dans toutes les têtes (plus de 30 morts). Je m'y suis rendu avec une amie kurde musicienne et chanteuse, qui connaissait bien certains des chanteurs programmés. La journée, qui a eu lieu un dimanche, a commencé en fin de matinée et s'est terminée en fin d'après-midi. Plusieurs centaines (voire un millier) de personnes (enfants, parents, adolescents et jeunes adultes) étaient rassemblées dans cette salle immense située dans un ancien quartier industriel (qui doit aussi servir de salle de mariage) et décorée de drapeaux du PYD, de portraits d'Öcalan et de slogans contre le régime syrien. Des Kurdes de Syrie bien sûr, mais aussi sans doute beaucoup de Kurdes de Turquie, de milieux populaires. Les habitués de Mala Kurda sont là et nous saluent chaleureusement. Ils semblent étonnés que je sois présent aux côtés de la chanteuse qu'ils connaissent bien. La langue principale est le kurmanji. Un certain nombre de femmes portent le voile, mais ce n'est pas le cas des plus jeunes. Quelques femmes sont par ailleurs en parfait costume « traditionnel » et deux ou trois portent également un voile retenu par un ruban vert, jaune et rouge et où sont attachés des médaillons avec l'étoile rouge du PKK. Les hommes fument dans le hall et non dans la grande salle, mais les femmes se relaient pour aller fumer dans les toilettes. Il n'est évidemment pas proposé d'alcool, la boisson principale étant le thé noir. Et comme à chaque fois dans de telles rencontres, il y a à manger (chaud). Des ouvrages et des revues (en turc, kurde, arabe, allemand et anglais) sur le mouvement kurde sont en ventes, ainsi que des pin's et des drapeaux du PYD. Au tout début, une petite cérémonie est organisée. Des enfants viennent chanter l'hymne « du Kurdistan », puis la foule reprend en cœur. Une minute de silence à la mémoire des « martyrs » des événements de mars a lieu ensuite, durant laquelle toute la foule est debout et lève l'index et le majeur en forme de « v ». Des applaudissements couronnent cette introduction. Puis, pendant plusieurs heures, il y aura alternance de musique (traditionnelle ou pop) et de discours (très courts, sur les objectifs du PYD et sur les buts de cette journée). Les chanteurs programmés (par exemple Xero Abbas, Bangin), originaires de Syrie, sont bien connus des participants. Certaines chansons sont très politiques : l'une compare ainsi ce qu'a fait le régime syrien aux Kurdes avec les massacres de Sabra et Chatila, une autre est dédiée à Öcalan. Mais d'autres chansons sont plus nostalgiques, comme celle où le chanteur exprime sa tristesse de ne pas avoir revu son pays depuis plus de trente ans (à cause des arabes, dixit mon traducteur). Les discours, quant à eux, ne font pas trop vibrer la salle, tout du moins au début. Après un moment néanmoins, les « *Biji Serok Apo* » (vive le président Öcalan), lancés le poing levé, se font plus énergiques et sont repris par de plus en plus de monde. Une personne extérieure au mouvement (avec qui j'avais déjà beaucoup parlé) mais qui reste très investie dans la question kurde de Syrie à Berlin me glissera alors à l'oreille : « vous voyez, des fanatiques... ». Mon amie est très contente, elle connaît du monde et, surtout, de nombreuses personnes la (re-)connaissent. Je croise quant à moi deux Allemands appartenant à un comité de solidarité avec le peuple kurde et nous discutons un moment. Puis, nous allons rencontrer Xero Abbas dans les « loges », où règne un bazar indescriptible (bouteilles d'alcool vides notamment). En français, il me raconte rapidement sa vie (grande famille kurde syrienne, surtout émigrée près de Paris où ils sont tous médecins), critique un peu le chanteur qui est sur scène (« il devrait plus poser sa voix »), et m'explique les difficultés qu'il a eues lors d'une tournée en Turquie (police à Diyarbakır, Batman...) alors qu'il s'y rendait à l'invitation d'un certain nombre de maires du Hadep. Il nous fait la bise en partant. Dans la salle, des jeunes gens en costume « traditionnel » dansent maintenant sur de la musique

kurde. A la fin, alors qu'un certain nombre de gens commencent à s'en aller, nous décidons également de partir<sup>1334</sup>.

Comme on le voit, les discours laissent ici surtout la place à la musique, qui est peut-être d'ailleurs bien plus fédératrice que des discours en kurmanji, en turc ou en arabe, incompréhensibles à chaque fois par un certain nombre de participants. La journée, qui était *a priori* organisée essentiellement pour récolter des fonds, devait aussi mettre en avant des « têtes d'affiche » crédibles afin de faire se déplacer le plus de monde. Si quelques personnes qui ne soutiennent pas vraiment - voire peuvent critiquer en privé - le PKK sont bien présentes, il est évidemment difficile de dire si le reste de l'assemblée est tout à fait en phase avec les idées du parti, ou ne vient que par politesse, obligation ou strict intérêt musical. L'immense majorité des participants apparaît cependant plutôt contente d'être là, de retrouver des proches et de discuter en famille : l'ambiance est indiscutablement joyeuse, même si quelques familles montrent également des signes d'ennuis<sup>1335</sup>. Il n'est cependant pas question de sortir de son rôle, tant dans ses relations avec le parti (il faut montrer des signes d'allégeance) que dans ses relations avec la famille (les femmes fument en privé). Les tenues vestimentaires sont d'ailleurs toujours soignées et classiques, à l'inverse par exemple de celles des jeunes sympathisants kurdes d'Irak ayant participé aux premières manifestations du PÇDK (parti kurdiste irakien pro-PKK) à Berlin en 2003<sup>1336</sup>. Les coulisses montrent par contre un spectacle très différent. Comme nous l'ont affirmé à de nombreuses reprises de jeunes sympathisants du PKK, les artistes bénéficient d'un statut dérogatoire en ce qui concerne le mode de vie, au moins quand ils sont décidés à exprimer publiquement leur sympathie pour le parti<sup>1337</sup>.

---

<sup>1334</sup> Notes de terrain, Allemagne, mai 2004.

<sup>1335</sup> Ce n'est pas toujours le cas. Le 16 mars 2001, nous avons assisté au Koç-Dem (ancien nom de Mala Kurda) à une conférence sur Halabja qui venait clôturer une journée de formation à destination des sympathisants (et à laquelle on nous avait refusé l'entrée). La conférence était en kurde et la majorité des 100 personnes présentes (qui n'ont pas toutes assisté à la formation) semblait réellement s'ennuyer et trouver le temps long (bâillements, assoupissements et mots croisés du quotidien *Özgür Politika*).

<sup>1336</sup> Le PÇDK (*Parti Çareseri Demokrati Kurdistan*, Parti pour une solution démocratique au Kurdistan), qui s'occupe en priorité des questions concernant le Kurdistan d'Irak, a depuis beaucoup moins d'activités en Europe. En 2003, ses sympathisants les plus actifs (qui avaient déserté l'association en 2004) étaient habillés très différemment des Kurdes de Turquie ou de Syrie régulièrement présents au siège de l'association : crâne rasé et bouc taillé très finement, pardessus noirs, bonnet noir avec les initiales de New-York (NY) ; bonnet fin et blouson de base-ball ; ou encore cheveux longs et livres sous le bras.

<sup>1337</sup> Şivan Perwer, plutôt en froid avec le PKK, a par exemple été passé à tabac en Allemagne pour des « raisons de mode de vie ».

Des manifestations plus ciblées et réunissant moins de monde peuvent également être organisées, parfois même quelques jours après une manifestation beaucoup plus importante, démontrant combien le mouvement kurde peut rythmer le quotidien. Ce fût par exemple le cas du Dest-Dan Tag (La journée de Dest-Dan, nom d'une association alors proche du PJA, Parti de la femme libre et qui signifie « tendre la main en kurde), organisée une semaine jour pour jour après la journée du PYD et durant laquelle une pièce de théâtre sur la condition des femmes au Kurdistan fût jouée :

#### **Dest-Dan Tag (Wedding, Berlin, 23 mai 2004)**

Cette journée dominicale organisée par Dest-Dan était spécifiquement destinée aux femmes. L'entrée coûtait 5 euros. Elle a lieu dans une petite salle située dans une ancienne zone industrielle et décorée de symboles du PKK, d'un portrait de Louise Michel et de slogans (mais aucun portrait d'Öcalan). On peut ainsi lire sur les murs « Die Frauen gewinnen wenn sie sich organisieren » (les femmes gagnent quand elles s'organisent), « Woman. Many Ideas » ou encore « Frauen fordern Frieden, jetzt sofort » (les femmes veulent la paix, toute de suite). Au moins 200 femmes et enfants sont réunis ici, essentiellement kurdes de Turquie, et quelques habitués masculins de Mala Kurda sont également présents. On peut acheter de la nourriture chaude. Des ouvrages et revues en turc et en allemand, surtout sur les femmes, sont également en ventes sur une table. Je m'y rends avec un couple d'amis kurdes, sympathisants du PKK, qui pestent contre d'autres amis à eux qui ne sont pas venus. Cet ami rencontrera cependant deux personnes de sa famille (des cousines de son père) qu'il n'avait pas vues depuis très longtemps. La fête ne commence qu'à 16 heures, avec deux heures de retard. Des enfants chantent l'hymne kurde au début, et l'assemblée se lève en silence pour écoute. Aucun « Biji Serok Apo » ne vient clôturer la cérémonie d'ouverture. Avec le retard, les discours sont extrêmement brefs et laissent très vite la place à la musique. Trois groupes doivent en effet se succéder, plus une pièce de théâtre et un film. Mais, dès 18 heures, les départs se succèdent et il ne reste plus qu'un tiers des participants à 19 heures, alors que tous les groupes ne sont pas encore passés. Malgré le public réduit, la pièce de théâtre (qui s'intitule Kibele, du nom d'une déesse de la mythologie sumérienne) est finalement jouée et durera une heure, en kurmanji (mais les dialogues sont très réduits). La scène se passe dans un village kurde, quelques temps après une opération militaire de l'armée. Un vendeur ambulant arrive dans le village et trouve, près d'un arbre, une femme prête à se pendre. Il va tenter de lui vendre d'autres objets permettant de se suicider en affirmant que « de toute façon, la corde, ça ne marche pas » : d'abord une pierre, puis un couteau, de la mort aux rats et finalement un revolver. Mais à chaque fois qu'elle cherche à attraper ce qu'il lui tend, il retire rapidement l'objet en lui demandant pourquoi elle cherche à mettre fin à ses jours. Finalement, ils vont discuter et la femme va « avouer » qu'elle a été violée par des soldats. Après ces confidences, qu'elle n'avait jamais faites à personne avant, elle lui demande de jeter toutes ces armes : il va donc jeter la corde, le couteau, la mort aux rats, la pierre. Quand arrive le tour du revolver, il hésite, se tâte, tâte l'arme à feu, joue un peu avant avec, et soudain le coup part (accidentellement ?) tuant la femme. Le bruit très puissant fait sursauter tous les spectateurs, qui ne s'attendaient pas à ça au sein d'une pièce très lente, très douce et quelque peu conceptuelle. Abattu, il s'assoit sur un banc et se tire une balle dans la tête. Deuxième et dernier « boum » et applaudissements de l'assemblée. La moitié des participants choisit alors ce moment pour partir, alors que la séance cinéma commence et que j'en profite pour discuter avec quelques femmes. Le film est interrompu au bout de quelques minutes quand les organisatrices s'aperçoivent qu'il mènerait la journée trop tard. La dernière chanteuse se met donc en place, et presque tous ceux qui sont restés se mettent à danser. La journée se termine en début de soirée<sup>1338</sup>.

---

<sup>1338</sup> Notes de terrain, Allemagne, mai 2004.

L'ambiance de cette journée était évidemment plus intime, et les symboles politiques bien plus discrets. Toute l'organisation était assurée par l'association Dest-Dan, qui regroupait en 2004 une soixantaine de membres et bien davantage de sympathisantes<sup>1339</sup>. Comme on le voit, la dénonciation de la condition de « la » femme kurde est ici centrale, et reprend globalement la théorie élaborée par Öcalan : alors qu'elle est un vecteur de paix (elle finit par refuser les armes), « la » femme est à la fois victime de la violence coloniale et de la domination patriarcale, et seule la mort vient la « libérer » ; l'homme au contraire, amoureux des armes, doit se libérer de sa condition afin de ne plus faire souffrir les femmes (ce qu'il fait d'ailleurs peut-être contre sa volonté ?) sous peine d'être écrasé par la culpabilité et de finalement devoir se suicider. L'impact d'un tel discours est évidemment impossible à évaluer : qu'en retiennent les participantes, et, surtout, dans quelles mesures peuvent-elles s'approprier une telle histoire ou se projeter dans un tel univers ? Qu'en retiennent également les enfants, constamment associés aux femmes dans l'imaginaire et dans les pratiques partisans ? Quelques minutes de discussion (à l'écart, autour d'une cigarette) avec trois jeunes femmes ayant assisté au spectacle (et que nous n'avons jamais rencontré auparavant) ne peuvent évidemment être révélatrices de ce qu'en a pensé l'assemblée. Toujours est-il que leur première conclusion était que « les femmes doivent s'engager davantage pour mettre fin à la violence et libérer les Kurdes »<sup>1340</sup>. Et si ces impressions pourraient paraître assez éloignées du sujet très précis de la pièce (la double oppression des femmes), elles sont par contre parfaitement en phase avec la philosophie d'Öcalan sur l'engagement des femmes, comme si sa théorie s'était diffusée - au moins partiellement et dans un langage vulgarisé - parmi les femmes de l'espace immigré sympathisantes du parti.

Il faudrait cependant reconnaître la réelle diversité des réappropriations de la théorie de « la » femme d'Öcalan par les sympathisantes du parti et les anciennes militantes plus ou moins critique vis-à-vis du PKK en Europe : nous avons rencontré des femmes qui ne se déclaraient pas féministes, possédaient une photographie d'Öcalan dans leur portefeuille, et nous expliquaient consciencieusement, avec conviction et réelle maîtrise, en quoi la théorie d'Öcalan avait surpassé toutes les autres théories sur « la femme » ; d'autres au contraire se

---

<sup>1339</sup> L'association comprend des commissions spécialisées qui organisent des débats internes sur des thèmes précis : la place de la femme dans la société, dans le couple, la libération de la femme kurde et du peuple kurde, etc. Elle tente également d'être représentée dans toutes les manifestations interculturelles de Berlin, participe à l'organisation du Zilan Frauenfestival et se veut un lieu de diffusion des idées du PJA.

<sup>1340</sup> Entretiens avec trois sympathisantes de Dest-Dan, Allemagne, mai 2004.

déclaraient féministes, ne connaissaient que partiellement le discours d'Öcalan sur la question mais semblaient y trouver les éléments nécessaires à une vie dégagée des contraintes familiales et de la misogynie masculine. Et il faudrait également s'attacher davantage aux différences entre le discours et la pratique, et à ce qui peut engendrer de tels discours. Quelques jours après la représentation théâtrale, et alors que nous cherchions depuis une vingtaine de minutes à interroger le couple de comédiens sur le « sens » qu'ils avaient souhaité donner à la pièce, la jeune femme en colère s'éloigna brusquement afin de protester contre le comportement de son mari qui ne lui avait pas laissé prendre la parole et avait entrepris de nous raconter l'histoire du théâtre kurde... depuis l'antiquité grecque<sup>1341</sup>. De même, une ancienne militante du PKK, avec qui nous discutons d'une amie à elle, originaire d'Irak, qui venait de quitter le parti et cherchait aussitôt à se marier, nous confiait : « Quand j'ai su qu'elle voulait trouver un mari rapidement, je lui ai dit, "s'être battu pour la libération du Kurdistan, c'est aussi s'être battu pour la libération de la femme, tu ne dois pas rester si féodale, sinon à quoi ça sert ?". Pour cette ancienne militante, vouloir se marier rapidement signifiait alors renoncer à l'autonomie réelle (vis-à-vis de la famille notamment) acquise par l'engagement au sein du parti, comme si l'engagement n'avait été qu'une parenthèse de liberté vis-à-vis de la domination masculine. Mais si l'on ajoute qu'elle a quitté le parti il y a déjà plusieurs années et vit des histoires amoureuses compliquées qui ne la satisfont guère, son discours pourrait aussi laisser filtrer un certain dépit et témoigner d'une même envie de relation stable et durable. Enfin, d'autres sympathisantes et anciennes militantes apparaissent très décomplexées, même devant le chercheur masculin : plaisanteries à connotation sexuelle, discussions sur les rapports amoureux et sexuels, etc. peuvent rythmer les discussions entre amies, comme nous l'avons constaté à plusieurs reprises. Certains de ces jeunes femmes revendiquent d'ailleurs également la possibilité de briser le tabou de la sexualité dans les discussions au sein de l'association Dest-Dan. Mais si les rôles féminins peuvent s'inventer en dehors du mouvement, ils doivent en interne rester dans la stricte orthodoxie partisane et dans le cadre des rôles militants, comme le rappelle une collaboratrice du KNK, également membre de Dest-Dan :

---

<sup>1341</sup> La jeune femme est membre du *Frauenrechtsbüro gegen sexuelle Folter e.V.* et le jeune homme a longtemps travaillé au Centre culturel mésopotamien d'Istanbul (MKM, *Mezopotamya Kültür Merkezi*), après avoir été membre de l'İHD (*İnsan Hakları Derneği*, Association des droits de l'Homme) et du HEP (*Halkın Emek Partisi*, Parti du travail du peuple, kurdiste) à Diyarbakır.

Quand je lui demande si les hommes parlent également des questions relatives au genre et à la sexualité comme X. m'a affirmé qu'elles le faisaient à Dest-Dan, elle prend très vite ses distances avec X. en disant que c'est une fille un peu en retrait qui a sa propre conception de la cause kurde et de la place de la question féminine. Elle m'explique que pour elle la question féminine est surtout liée aux relations de travail : souvent les hommes n'écoutent pas les femmes ou réfléchissent comme si elles étaient « bêtes ». Ils sont d'ailleurs souvent impressionnés de la voir prendre la parole d'une manière assurée me dit-elle, plutôt fière. Je lui demande alors si elle a l'impression que les femmes sont souvent peu respectées mais elle répond que non, « c'est plus une question symbolique ». Elle m'explique qu'au début de la guérilla, la question a été posée de savoir comment les femmes pouvaient s'organiser. Apo a décidé de faire des unités de femmes pour qu'elles puissent avoir leur propre manière de fonctionner et être indépendantes des hommes. C'est pour ça qu'elles se sont organisées ainsi. Quand je lui parle de la nouvelle possibilité pour les hommes de rentrer dans PJA, elle modère mes propos : « oui, mais il y aura une sorte de test pour savoir si l'homme est apte à pouvoir avoir ce type de relations avec des femmes, dans une organisation de femme. Ensuite, il faudra qu'il prouve qu'il est attaché à ce type de question »<sup>1342</sup>

Soit le discours officiel du PKK. Si l'on ajoute par ailleurs que les hommes sont soumis aux mêmes règles de bienséance que les femmes (un jeune *sympathisant* kurde irakien ayant embrassé son amie allemande sur les lèvres lors d'une manifestation du PÇDK en 2003 s'est vu fortement raillé par ses camarades kurdes de Turquie, sans doute plus habitués que lui au comportement exigé en pareille circonstance), tout porte à croire que la question de « la femme » est bien un moyen de contrôler les comportements individuels des militants, mais aussi des sympathisants des deux sexes. Comme le note Goffman, « lorsque les individus sont manipulés en groupes, il sont généralement placés sous la responsabilité d'un personnel dont la tâche principale [...] [est] de surveiller, c'est-à-dire de veiller à ce que chacun accomplisse la tâche qui lui a été impartie dans des conditions telles que toute infraction commise par un individu paraisse perpétuellement offerte aux regards par le contraste qu'elle offre avec le comportement des autres »<sup>1343</sup>.

### ***Conclusion : Autorité charismatique et rôles militants***

Il apparaît désormais clairement que la « configuration institutionnelle »<sup>1344</sup> en vigueur au sein du PKK depuis 1986 - la manière dont sont agencés les dispositifs, les savoirs, les savoir-faire et les activités - est à l'origine d'attitudes, de comportements et de rôles fortement codifiés. Le 3<sup>ème</sup> Congrès de 1986 ne fait pas en effet qu'instituer une Académie chargée

---

<sup>1342</sup> Entretien avec une jeune collaboratrice du KNK, Allemagne, janvier 2003.

<sup>1343</sup> Goffman, Erving, *Asiles...*, *op. cit.*, p. 48-49.

<sup>1344</sup> La notion de *configuration* est tirée d'Elias (Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, *op. cit.*, p. 154 et suivantes) et permet de « suggérer une plasticité des relations entre les divers processus analysables et donc, de faciliter la compréhension des évolutions qui, sans modifier l'architecture globale, peuvent en infléchir la signification » (Lagroye, Jacques, *La vérité dans l'Eglise catholique...*, *op. cit.*, p. 132).

d'éduquer les militants à certaines règles et normes : il met d'une part en place un système de promotion interne fondé sur la fidélité au chef et aux valeurs qu'il défend - indépendamment des compétences politiques des militants - et, d'autre part, place Öcalan dans une position d'arbitre inattaquable, juste et infaillible, au dessus de tous. A l'origine pensé comme un parti de et pour la classe ouvrière, le PKK oriente en effet davantage son discours vers les paysans après le début de la lutte armée. Le slogan du 3<sup>ème</sup> Congrès est révélateur de cette évolution : les participants réunis dans la Bekaa proclament « les paysans au pouvoir ». Et si ce slogan est destiné à mobiliser autour du parti la paysannerie fortement majoritaire dans les régions kurdes de Turquie, il correspond également à une volonté de promouvoir les paysans au sein de l'organisation<sup>1345</sup>, et, ce faisant, à écarter les militants fondateurs éduqués et/ou expérimentés pouvant contester le leadership d'Öcalan. De nombreux militants d'origine paysanne, sans aucune compétence politique préalable<sup>1346</sup>, ne sachant ni lire ni écrire, vont ainsi rapidement gravir les échelons du parti (parfois du jour au lendemain)<sup>1347</sup>, jusqu'à devenir membres du Comité central, en raison de leurs faits d'arme mais surtout de leur fidélité. Inversement, des commandants confirmés pourront être dégradés au terme d'une séance d'autocritique de quelques minutes, puis jugés et condamnés à mort en cas de trahison déclarée. Une des conséquences de cette politique fût la dévalorisation radicale des compétences intellectuelles et politiques au sein du parti. Le chef du PKK lui-même a à maintes reprises critiqué les militants ayant rejoint le parti au début des années 1990 « à partir d'universités et d'écoles empoisonnées par la bourgeoisie »<sup>1348</sup>, les « vrais » intellectuels étant de fait uniquement « ceux qui font inconditionnellement l'éloge d'Abdullah Öcalan »<sup>1349</sup>. A partir du 3<sup>ème</sup> Congrès du parti, le « secrétariat général » du parti laisse par ailleurs la place à une « Direction », elle-même désormais officiellement séparée en deux : une « Direction stratégique » et une « Direction tactique ». Öcalan occupe *de facto* la « Direction stratégique » (mais il se fera rapidement appeler plus simplement « Direction », *Önderlik*) et est chargé de toutes les orientations politiques essentielles tandis que la « Direction tactique » est confiée aux membres du Comité central, qui assurent le suivi technique des décisions d'Öcalan. Ces dispositions ont rendu Öcalan totalement non responsable de la mise en œuvre de ses propres

---

<sup>1345</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>1346</sup> Des « événements générateurs » (assassinats d'un membre de la famille, emprisonnement d'un père, etc.) constituaient souvent leur seules expériences politiques et un grand nombre ne cherchaient qu'à se venger ou à regagner une dignité perdue.

<sup>1347</sup> Entretien avec un ancien guérillero du PKK, Allemagne, juin 2004.

<sup>1348</sup> Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 211.

<sup>1349</sup> Buldan, Nejdret, *Savas'a Mektuplar* [Lettres à Savas], *op. cit.*, p. 239, cité in Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK...*, *op. cit.*, p. 132.

politiques, les membres du Comité central devant toujours se justifier et apporter les raisons de leurs difficultés ou de leurs échecs<sup>1350</sup>.

La *vérité*, entendue comme les discours tenus pour vrais au sein du parti<sup>1351</sup>, ne pouvait et ne peut dès lors sortir que de la bouche d'Öcalan, d'autant plus que les militants ne comprennent bien souvent rien à sa théorie et développent en retour un fort sentiment d'incompétence à l'oralité<sup>1352</sup>. Qualifié de « Direction », de « Président » (*Serok* ou *Rehber*), de « guide », de « Soleil », Öcalan a fusionné avec les martyrs du parti, qui lui apportent sens du sacrifice et légitimité. Lui seul a le monopole de définition et d'interprétation de la vérité (*gerçeklik*), de la « réalité » vécue par les Kurdes, mais aussi de la « réalité » de chacun des militants. Lui seul « est » - plus qu'il ne détient - la clé de la libération et peut évaluer le niveau d'investissement nécessaire à chacun pour parvenir à devenir un Homme véritable. Le problème est que cet investissement idéal est de fait hors d'atteinte, sinon dans le sacrifice de soi, à l'image des martyrs « emblématiques ». Il n'est donc pas rare d'entendre les militants du PKK se dévaloriser, affirmer qu'ils ont manqué de foi (en la « Direction » et en eux). La solution préconisée par Öcalan est dès lors la soumission totale à *la vérité* qu'il a révélée, la mise en conformité de la vie des militants avec les principes de sa propre vie, la disciplinarisation de son corps et de son esprit. Mais même ceux qui suivent ses principes et son mode de vie peuvent ne pas être à la hauteur et être qualifiés de « prostituées » (*fahişe*), « véreux » (*alçak*) et « soumis comme des esclaves »<sup>1353</sup>.

Cette configuration institutionnelle spécifique et durable - qui s'est encore accentuée au profit du personnage d'Öcalan entre 1986 et 1999 - devait permettre la « création » de deux « rôles » principaux seulement au sein du parti : le guide et le disciple. Tenus à l'écart des véritables enjeux politiques, les militants ne devaient en effet acquérir aucun savoir-faire ou savoir pratique particulier sinon se réapproprier le discours d'Öcalan et se soumettre à la discipline du chef. Des différences de positions institutionnelles existaient certes au sein du PKK : militant, commandant de *takim*, de *manga*, de *bölük*, de *tabur* (unités de l'armée),

---

<sup>1350</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 109-111.

<sup>1351</sup> Foucault, Michel, *Dits et écrits*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>1352</sup> Les guérilleros ont souvent extrêmement de mal à suivre les cours théoriques, en raison de leur faible capital culturel, mais aussi en raison de problèmes de langue (certains ne parlent pas turc, la langue de travail principale du parti).

<sup>1353</sup> Öcalan, Abdullah, *Halk Savaşında Militan Kişilik* [La personnalité militante dans la guerre populaire], Köln, Weşanên Serxwebun, 1994, p. 505 ; *Serxwêbun*, juin 1998 ; Entretien avec Abdullah Öcalan in Ballı, Rıfat, *Kürt Dosyası* [le dossier kurde], İstanbul, Cem Yayınları, 1991, p. 282 cités in Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds...*, *op. cit.*, p. 208-209 et 187.

responsable de secteur, de région, ou encore membre de la direction de l'Académie, de la Centrale européenne ou du Comité central... Mais tous ces militants devaient se comporter de la même manière, incorporer un système d'attitude similaire et indépendant de leurs positions dans la hiérarchie<sup>1354</sup>. De même, si la différenciation entre hommes et femmes a, comme on le verra plus bas, conduit à attribuer des responsabilités spécifiques aux femmes (dont la trahison potentielle était encore plus forte que chez les hommes et qui devaient en conséquence se montrer encore plus combattives qu'eux), les rôles féminins et masculins ne s'envisageaient que comme des sous-rôles singuliers (auxquels il fallait néanmoins se tenir) au sein de la catégorie plus grande des disciples. L'insistance sur la destruction de son « ancienne personnalité » visait par ailleurs à supprimer les prédispositions de certains militants ou de certaines catégories de militants (hommes, femmes, originaires des métropoles, d'Europe, des universités, d'une famille se déclarant non kurde, etc.) à ne pas « tenir » le rôle qu'il leur était assigné<sup>1355</sup>. Il reste que, comme le note Goffman, les individus conservent une autonomie non négligeable à l'égard du rôle qu'ils doivent tenir, même dans les institutions totales<sup>1356</sup>. Certains commandants se sont donc servi de l'aura que leur conféraient Öcalan pour assoir élargir leur rôle et assoir leur propre pouvoir, pratiques qui ont ensuite été fortement condamnées au sein du mouvement<sup>1357</sup>. De même, certains militants d'origine paysanne se sont considérés comme des « intellectuels » après avoir lu un livre ou écrit un article<sup>1358</sup>, puis ont été rapidement rappelés à l'ordre par leurs camarades (critiques), et sommés de faire leur autocritique. Plus important sans doute, il faudrait ajouter l'aura dont pouvait bénéficier certains commandants dans les montagnes ou en prison : le cas de Mehmet Can Yüce, emprisonné de 1980 à 1999 et très admiré par une partie des étudiants engagés au sein du parti au début des années 1990, montre d'abord que l'apprentissage du rôle de disciple était facilité par le passage à l'Académie Mahsum Korkmaz et qu'il était ensuite plus difficile de contrôler et de sanctionner les comportements « transgressifs »<sup>1359</sup> hors de l'institution totale que constituait l'Académie. Enfin, comme on le verra plus bas, il y a autant de types de

---

<sup>1354</sup> Sur la différence entre « positions » et « rôles » institutionnels, voir Lagroye, Jacques, « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, Vol. 10, n°38, 1997, p. 7-17.

<sup>1355</sup> Lagroye, Jacques, Bastien, François, et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique*, *op. cit.*, p. 144.

<sup>1356</sup> Goffman, Erving, *Asiles...*, *op. cit.*

<sup>1357</sup> Le principal commandant visé par ces critiques était Şemdin Sakık (Zeki), accusé de s'être comporté comme un « agha » et qui a donné son nom à une catégorie de pratiques à éviter. D'autres commandants ont donné leur nom à d'autres catégories de déviance (par exemple Hogir). Cf. Flach, Anja, *Jiyanekê din - ein anderes Leben...*, *op. cit.*, p. 100, 117, 134, 153-154, 169 et 182.

<sup>1358</sup> Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen...*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>1359</sup> « Transgressif », mais pas « déviant » : jusqu'en 1998, Mehmet Can Yüce a fait totale allégeance à Öcalan.

rapports au rôle qu'on est sommé de « tenir » que de trajectoires militantes au sein du parti, même si certaines familles de trajectoires peuvent être distinguées.

La relative stabilité d'une telle configuration institutionnelle invite néanmoins à se pencher plus spécifiquement sur le leadership d'Öcalan, et la notion de « domination charismatique » reste selon nous très utile pour comprendre l'*institutionnalisation* et la *fonctionnalisation* du personnage d'Öcalan au sein du PKK. Rappelons que Max Weber distingue trois types de domination idéal-typiques (c'est à dire « pures », que l'on ne retrouve pas sous cette forme dans la réalité) : la domination rationnelle-légale, la domination traditionnelle et la domination charismatique, qui repose « sur la soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque ou à la valeur exemplaire d'une personne »<sup>1360</sup>. Selon Weber, cette dernière est par ailleurs à envisager comme un phénomène extraordinaire : « la domination charismatique, qui n'existe pour ainsi dire, que *statu nascendi*, est amenée, dans son essence à changer de caractère : elle se traditionalise ou se rationalise »<sup>1361</sup>. Dans le cas d'Öcalan, il est d'abord clair que la plupart des militants et de nombreux sympathisants voient en lui un être extraordinaire, doté d'une intelligence sans borne (« il a révolutionné la philosophie mondiale »), d'une clairvoyance politique exceptionnelle (« il est le seul à avoir anticipé le coup d'Etat de 1980 »), d'une capacité de travail énorme (« il ne dort que cinq heures par nuit et peut prendre la parole sans s'arrêter pendant huit heures »), d'une compréhension et d'un amour sans pareil de ses militants (« il n'oublie jamais le visage de celui à qui il a parlé »), d'une générosité et d'une humanité sans égal (« le plus grand pacifiste du monde »), etc.<sup>1362</sup> Pour les militants, la reconnaissance de telles qualités est évidemment à mettre en relations avec l'éducation politique qu'ils ont pu recevoir au sein même de l'organisation. Mais comment expliquer cet amour porté à Öcalan par les sympathisants, si ce n'est en admettant que le phénomène charismatique qui entoure la figure d'Öcalan s'est aussi diffusé au sein de larges segments de la société kurde en Turquie et en Europe, à partir notamment de la fin des années 1980.

Il semble en fait qu'un certain nombre de propriétés ambivalentes - recevables et légitimes dans différents registres - permettent d'expliquer le succès de la figure d'Öcalan, bien au-delà des cercles militants de l'Académie Mahsum Korkmaz et même du parti *stricto*

---

<sup>1360</sup> Weber, Max, *Economie et Société*, tome 1, Paris, Pocket, 1995, p. 289.

<sup>1361</sup> *Ibid.*, p. 326.

<sup>1362</sup> Entretiens avec des militants, anciens militants et sympathisants du PKK, Allemagne et France, 2001-2005.

*sensu*. Le chef est d'abord le réceptacle d'un investissement affectif qui reprend des catégories existantes comme celle de la parenté : Öcalan est « Apo » (diminutif d'Abdullah), un oncle, un père, précisément sur le modèle d'Atatürk (le père des Turcs). Alors que la figure d'Atatürk est sans conteste déjà très populaire dans les années 1960-1970, le coup d'État de 1980 - salué même par une partie importante de la population kurde - renforce encore les références à Mustafa Kemal, dont les idées sont considérées comme un rempart contre l'anarchie. Mais les réformes politiques des militaires visent à returquifier la nation, contaminée par des éléments kurdes « réactionnaires », et sont essentiellement coercitives. C'est sans doute ce qui conduit le PKK à se construire un chef sur le modèle inversé de la figure d'Atatürk, d'autant plus qu'Öcalan avait d'abord été séduit par le kémalisme, et à relire une historiographie nationaliste déjà construite en miroir par rapport à l'historiographie turque. Or, un certain nombre de référents imaginaires se retrouvent dans la perception des deux leaders. Prophètes et chef irremplaçables (ils se sont comparés et ont été comparés à Mahomet), ils sont tous deux appelés par leur simple présence à légitimer tout discours et toute action et leur culte prend la forme d'une religion laïque avec ses nombreux martyrs, qui ont abreuvé de leur sang le territoire de la patrie. Au-delà, la seule valeur proposée aux partisans de la cause est la conformité au message et à la vie des deux leaders, qui incarnent la nation : un « vrai » Turc ne peut ainsi qu'adhérer au discours de Mustafa Kemal, de même qu'un « vrai » Kurde ne peut se positionner contre Öcalan<sup>1363</sup>. Si la répression des Kurdes a sans doute joué un rôle important dans la diffusion de cette construction, c'est surtout l'actualisation de catégories sociales déjà existantes dans la tradition orale (figures de Cheikh Saïd, de Mustafa Barzani, inversion de celle d'Atatürk, mais aussi figure du bandit d'honneur opposé à l'Etat, qui a une place centrale dans l'imaginaire kurde) qui permet la diffusion de la figure d'Öcalan et l'élargissement du phénomène charismatique à une partie importante de la population kurde dès la fin des années 1980. Des différences significatives sont à noter entre les groupes urbains éduqués et les populations rurales, ou entre les générations. Le phénomène charismatique dépasse malgré tout très largement l'appartenance à un groupe social. Les objectifs et l'idéologie du parti ne comptent alors plus réellement : sommé de choisir son camp, on s'engage d'autant plus avec Öcalan qu'aucune option légale crédible n'est proposée par le régime turc jusqu'au milieu des années 1990.

---

<sup>1363</sup> Copeaux, Etienne, « La Transcendance d'Atatürk » et Bozarslan, Hamit, « La figure du martyr chez les Kurdes », in Mayeur-Jaouen, Catherine (dir.), *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 121-135 et p. 335-347.

En 1999, l'arrestation d'Öcalan a ainsi constitué une crise institutionnelle sans précédent. Les premières images d'Öcalan, manifestement drogué, affirmant son amour de la Turquie et du peuple turc ont littéralement abasourdi ses militants et sympathisants<sup>1364</sup> : elles contredisaient le mythe de l'invincibilité et de l'exceptionnalité du chef et auraient pu remettre en cause l'ensemble de l'architecture institutionnelle du PKK. Au-delà, l'arrestation du chef faisait courir le risque d'une désagrégation accélérée du parti car elle rendait caduque les rôles institués au sein du PKK. C'est sans doute ce qui a poussé l'armée turque à autoriser Öcalan à transmettre des « directives » à son mouvement par l'intermédiaire de ses avocats, et ce qui a poussé les commandants de la nouvelle direction, après une période de flottement de quelques semaines, à réélire Öcalan à la tête du parti. La nouvelle configuration institutionnelle, bien que complètement transformée en raison de la détention du leader, apparaît dès lors presque inchangée : si la « Direction stratégique » est emprisonnée, c'est elle qui continue de définir les orientations politiques majeures du mouvement ; si la « Direction tactique » est de fait aux commandes, elle ne fait que mettre en application les principes et les décisions transmises par Öcalan ; si, parallèlement à l'adhésion de José Bové (Confédération paysanne), de Bernard Granjon (Association mondiale des physiciens) et de Jean-Paul Nunaz (Cimade), le discours externe du Kongra-Gel tend à mettre en valeur l'émergence de nouveaux rôles militants, la fidélité à Öcalan passe toujours d'abord par une discipline du corps et de l'esprit qui seule peut permettre de faire avancer le « combat pour la civilisation » cher à la « Direction ». Le « régime des certitudes »<sup>1365</sup> ou, pour parler comme Paul Veyne, le « régime de preuve »<sup>1366</sup> en vigueur au sein du PKK semble donc avoir été préservé, au moins pour la grande majorité des militants et des sympathisants : puisqu'Öcalan croit toujours aujourd'hui en ces vérités, c'est qu'elles sont toujours vraies.

---

<sup>1364</sup> Les premières déclarations d'Öcalan après sa capture furent : « J'aime vraiment la Turquie et le peuple turc. Ma mère était turque. Sincèrement, je vais faire tout mon possible pour vous rendre service » (*New York Time*, 21 février 1999, cité in Gunter, Michael M., « The continuing kurdish Problem in Turkey after Öcalan's Capture », *Third World Quarterly*, Vol. 21, n°5, 2000, p. 852.

<sup>1365</sup> Lagroye, Jacques, *La vérité dans l'Eglise catholique...*, *op. cit.*, p. 142 et suivantes.

<sup>1366</sup> Veyne, Paul, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, *op. cit.*

## Section 2. Négociier avec l'institution, en Turquie et en Europe

### *Introduction*

Nous avons jusqu'à présent observé comment l'institution exigeait de ses membres certaines conduites et certaines pratiques et quels dispositifs elle avait mis en place pour surveiller, contrôler et parfois punir les individus déviants. Nous avons également déjà commencé à voir que ces dispositifs fonctionnaient *au moins partiellement* dans différents cercles militants, voire dans chez certains sympathisants, qui acceptent de voir partir leur fils ou leur fille dans les montagnes. Inversement, nous avons vu que certains commandants avaient su se ménager des marges de manœuvre et que des sanctions avaient parfois été prises à l'égard des militants récalcitrants, démontrant que tous les individus engagés ne s'étaient pas confinés dans le rôle qui leur était attribué. Il reste donc difficile de savoir dans quelle mesure militants et sympathisants acceptent, intériorisent et légitiment leur rôle institutionnel d'une part et comprennent, soutiennent et légitiment les pratiques et les dispositifs destinés à homogénéiser ces pratiques d'autre part. Il nous est donc pour le moment impossible de connaître le degré d'assujettissement des individus à l'institution et à son chef. Il se pourrait par exemple que les ressources antérieures à l'engagement (capitaux économique, culturel, financier), ou l'identité ethno-confessionnelle (être alévi par exemple) jouent un rôle dans les trajectoires militantes au sein de l'organisation. Ou que le passage par certaines composantes de l'institution (l'Académie Mahsum Korkmaz, la guérilla) ait des effets plus durables et plus intenses sur les individus engagés, quel que soit le niveau de ressource initial.

Une des manières de tester ces hypothèses est d'observer concrètement, à partir d'un certain nombre de trajectoires biographiques, comment militants et sympathisants s'en remettent (ou non) à l'institution, parviennent (ou non) à s'accommoder des dispositifs disciplinaires, réussissent (ou non) à gérer la rupture idéologique qu'a constituée l'arrestation d'Öcalan. Dans les travaux d'Anselm Strauss sur la maladie, la notion de *trajectoire* « fait référence non seulement au développement physiologique de la maladie de tel patient, mais également à toute l'organisation du travail déployée à suivre ce cours, ainsi qu'au retentissement que ce travail et son organisation ne manquent pas d'avoir sur ceux qui s'y trouvent impliqués »<sup>1367</sup>. A la différence de la notion de *carrière* qui peut davantage rendre

---

<sup>1367</sup> Strauss, Anselm, *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 143.

compte d'un travail individuel, la notion de trajectoire permet donc de mieux saisir le travail collectif à l'origine des adaptations constantes entre les attentes de l'individu et celles de l'institution<sup>1368</sup>. Mais une telle définition s'éloigne également de la notion de trajectoire telle qu'elle a été théorisée par Pierre Bourdieu puisqu'elle se fonde en partie sur les points de vue des interviewés et non pas uniquement sur « la série des positions successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations »<sup>1369</sup>.

Dans cette section, nous fonderons notre raisonnement sur uniquement 4 des 38 entretiens biographiques que nous avons réalisés auprès de militants et sympathisants de la cause kurde, mais que nous avons surtout sélectionné pour leur exemplarité. Ces trois hommes et cette femme sont nés entre 1969 et 1972 et appartiennent peu ou prou à la même cohorte d'engagés (1988-1993)<sup>1370</sup>. Ils ont en commun de s'être investis dans la cause kurde au Moyen-Orient et habitaient tous en Allemagne au moment des entretiens. Ils ont par contre fait l'expérience de différentes composantes de l'institution PKK, ce qui nous permettra de tenter d'évaluer le poids différencié de l'institution partisane dans les différents contextes de l'engagement (prison, guérilla, Europe, métropoles turques, et régions kurdes). Trois de ces quatre interviewés ont par ailleurs quitté le PKK, ce qui confère une certaine exceptionnalité à leurs trajectoires. Une telle exceptionnalité nous permettra d'analyser les dynamiques d'*exit*, mais surtout de montrer pour quelles raisons, parfois, les dispositifs d'homogénéisation ne fonctionnent pas. L'objectif ne sera pas donc pas ici d'esquisser une sociographie des militants et sympathisants du PKK (le fait que tous ces militants soient arrivés en Europe constituerait déjà un biais important), mais d'observer les *processus* et les *mécanismes* qui conduisent à la rencontre avec l'institution, à l'investissement de soi et parfois au désengagement, lorsque les attentes ne sont plus comblées<sup>1371</sup>. On pourra alors voir, *en creux*, quels effets a l'institution sur les individus, quelles négociations lient l'individu et

---

<sup>1368</sup> Darmon, Muriel, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 91. Sur la notion de carrière, on pourra consulter notamment Becker, Howard S., *Outsiders. Etude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.

<sup>1369</sup> Bourdieu, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p. 71. Voir aussi Passeron, Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, n°XXXI, 1990, p. 3-22.

<sup>1370</sup> Même s'il est vrai que la personne engagée dès 1988 pourrait, pour cette raison précise, s'être insérée dans une organisation assez différente de celle de 1993. Le choix de ne retenir qu'une seule cohorte d'engagés permet de ne pas confondre trajectoire du mouvement et trajectoires biographiques des individus qui s'y investissent.

<sup>1371</sup> Lagroye, Jacques et Siméant, Johanna, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Favre, Pierre (dir.), *Etre gouverné - Mélanges en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 53-71.

l'institution, et dans quelle mesure les dispositifs disciplinaires infléchissent les trajectoires individuelles des militants. Afin de mieux orienter le lecteur, nous avons choisi de présenter rapidement ces quatre biographies (anonymisées) avant de les examiner plus longuement.

#### Derya

Originaire de Kahramanmaraş (ou Maraş) près de Pazarcık, née en 1971 dans une famille relativement aisée mais déclassée socialement suite à la détribalisation. Alévie parlant le kurmanji local, elle a connu les répercussions des massacres de Maraş (son village est à 15 minutes en voiture). Ses parents n'étaient pas vraiment engagés politiquement (SHP, CHP) mais sa famille élargie est assez kurdiste. Elle s'intéresse à la cause kurde au lycée, puis s'engage progressivement alors qu'elle est à l'Université d'Ankara (1991-1992) où elle étudie la littérature turque. Elle devient militante en prison, gagne l'Europe avec l'aide de sa famille en 1994 alors qu'elle est en liberté et en attente de son procès. En Europe, elle n'est pas réellement membre de l'ERNK, mais membre (à temps plein) de l'association pro-PKK et participe à la mise en place des actions auprès des femmes. Elle se désengage progressivement (encore avec l'aide de sa famille) après l'arrestation d'Öcalan (2000). Torturée, elle a suivi une psychothérapie aujourd'hui terminée et a repris des études avec difficultés. Elle est aujourd'hui à la fois bannie et admirée au sein du PKK (amour libre, maquillage, jupe, mais aussi emprisonnée, torturée et militante chevronnée). Tout en étant désengagée, elle continue à suivre de loin les activités de l'association et connaît quasiment toutes les femmes qui y travaillent. Elle était avec un ancien militant de Rizgarî, lui-même ami de Recep Maraşlı.

#### Serhan

Né à Tatvan en 1969, il a surtout passé son enfance à Batman, avant d'arriver avec sa famille à Sehlat, près de Çanakkale, après le coup d'Etat de 1980 (pour éviter des problèmes politiques). Sa famille est sunnite non pratiquante, et parle toujours uniquement kurmanji à la maison. Son grand-père a participé à la révolte d'Ağrı, il a été capturé à Mardin et exécuté à Muş. Son histoire familiale est très kurdiste. A 9 ans, il rencontre déjà fréquemment des militants du PKK car ses frères sont engagés au sein du mouvement. Après le lycée, il rejoint le PKK en 1988 et milite au sein de l'ERNK (il a 17 ans). Arrêté en 1992, torturé et emprisonné, il participe à des grèves de la faim. Il est relâché en septembre 1993, mais ses frères restent en prison. Il tente de rejoindre la guérilla, mais les conditions climatiques l'en empêchent. Il rejoint alors l'Allemagne, alors qu'il aurait préféré la Suède ou la France. Arrivé à Hamburg, il va se réengager progressivement dans l'ERNK (avec des réserves, car il se considère comme un idéologue) et obtient la nationalité allemande. Mais une expédition punitive avortée contre un militant d'extrême droite le mène une nouvelle fois en prison, en Allemagne cette fois-ci. Il y reste quelques mois puis est acquitté. Il se réengage jusqu'en 1998, et se désengage au moment de l'arrestation d'Öcalan. Il a depuis acheté un restaurant, l'a revendu, n'a toujours pas d'appartement et vit toujours « comme un militant professionnel » dit-il...

#### Cemal

Né en 1970 dans un village d'Afrin (zone quasi-exclusivement kurde de Syrie), il appartient à une famille kurde de six enfants. La langue de la famille est le kurmanji. Il est allé à l'école au village, puis au lycée à Alep. Ses parents étaient commerçants - ils tenaient une papeterie - et vivaient également d'un potager. Ils étaient « patriotes », plutôt pour le PKK à partir de 1987. Mais auparavant, ils s'acclimataient du parti Baath. A partir de 1986-1987 en effet, des militants passaient régulièrement dans son village pour faire de la propagande et il est très impressionné par leur charisme. A 17 ans, alors qu'il est au lycée, il commence à faire de la propagande pour le PKK. Il va en faire pendant deux ans, puis va décider progressivement de s'engager dans le parti. En 1991, il rejoint l'Académie Mahsum Korkmaz, où il suit une

formation de sept mois. Il y rencontre Öcalan et garde de lui une image très forte. Puis il est envoyé dans la guérilla. Entre 1992 et 2001, il participe aux combats contre l'armée turque, contre le PDK et contre l'UPK. En 2001, alors qu'il est en Irak, il reçoit une formation politique et est envoyé en Europe. Il est aujourd'hui le représentant du PYD en Europe (Parti de l'unité démocratique, le parti syrien du PKK fondé en 2001).

Mehmet

Il est né en 1972, près de Kırşehir, au sud d'Ankara. Ses parents déménagent à Kırşehir à la veille ou au lendemain du coup d'Etat. Il est le plus jeune d'une famille kurde de 7 enfants où l'on parle toujours le kurde. Ses parents ne sont pas vraiment engagés politiquement. D'abord paysans, ils se reconvertissent dans le commerce de pièces détachées agricoles. Ses frères sont plutôt de gauche, certains de ses cousins sont emprisonnés pour des raisons politiques. Mais il n'a qu'une seule cousine engagée aux côtés du PKK. A 16-17 ans, au lycée, il commence à faire de la propagande kurdiste et fait quelques gardes-à-vue informelles. A 18 ans, il rencontre un cadre du PKK venu d'Ankara et devient plus actif après avoir passé son bac car il avait d'ores et déjà décidé qu'il ne voulait pas faire d'études mais partir dans les montagnes. Il est emprisonné en 1991 pour quelques jours et sa famille le soutient. Son père meurt peu de temps après. Il rejoint la guérilla en 1993, avec sa petite amie, qui sera capturée. Il y reste deux ans et demi, principalement dans la région d'Ağrı, dans une unité composée uniquement d'hommes. En 1995, il est blessé, en profite pour désertier, rejoint le nord de l'Irak et est confié au KDP par la Croix-Rouge. Il reste un an en Irak et vit dans une maison avec des gens qui ont fui le PKK. Il arrive clandestinement à İstanbul en 1997 et prend l'avion pour Paris, d'où il rejoint l'Allemagne. Il ne côtoiera plus du tout le PKK sauf des dissidents et est aujourd'hui chauffeur de taxi.

## ***A. Dispositions et réseaux de recrutement en zones kurdes et en zones mixtes***

### *1. Positionnement identitaire et politique à la fin des années 1970 et au début des années 1980*

Une première analyse de nos quatre biographies montre que le sentiment d'être kurde est primordial dans les déterminants de l'engagement au PKK. Le sentiment d'être kurde est « acquis » dès la plus prime enfance dans trois des quatre trajectoires présentées ici.

Ma famille n'était pas très religieuse, et pas très engagée dans la politique turque. C'était une vraie famille kurde. Mes parents ont toujours parlé kurde et encore aujourd'hui ils ne parlent pas turc [à la maison]... Et ils votent pour le Dehap. Tu sais, on connaissait l'histoire de toutes les révoltes kurdes, notre région était restée très kurde. Mon grand-père a été tué par l'armée turque... Mais il était toujours décrit comme très fort, très puissant, ce qui fait qu'on n'avait réellement très peur de l'armée turque. Mon grand-père était très connu, il faisait partie du dernier groupe de la révolte d'Ağrı, qui s'est fait liquidé à Mardin. Enfin, trois ont pu passer en Syrie. Mon grand-père, lui, a été tué à Muş. On savait le nombre de combattants, le nombre de blessés, le nombre de morts pour chaque bataille. (Serhan, originaire de Batman).

On trouve donc dans cet extrait d'entretien le sentiment subjectif d'être kurde - alimenté par des éléments « objectifs » : le fait de parler le kurde et d'avoir des grands-parents ayant participé à l'histoire kurde. La « peur » et le sentiment d'oppression sont également associés à la kurdicité, comme chez Cemal, né pourtant dans une famille moins marquée par le nationalisme kurde :

Ma famille est une grande famille kurde connue. On parlait kurde mais les Kurdes restaient opprimés... tout comme ailleurs au Moyen-Orient. Elle travaillait avec le Baath. Forcément elle était un peu poussée par le Baath : ça permettait aux enfants d'aller à l'Université, etc. Les partis kurdes n'étaient pas encore crédibles et ne jouaient pas leur rôle. (Cemal, originaire d'Afrin).

Ces deux militants sont originaires des régions à majorité kurde. L'identité kurde est ici d'ores et déjà politique, de manière naturalisée : ils étaient kurdes, ils étaient donc pour les Kurdes ; ils n'étaient pas engagés, mais déjà opprimés. Mais dès que l'on sort des régions kurdes, on a souvent moins le sentiment d'appartenir à l'histoire kurde. Mehmet, originaire de Kırşehir, a aussi le sentiment d'être kurde dès l'enfance, mais ses parents ne comprennent « rien à rien » à la politique et sont vaguement « pour les Kurdes » :

Mon grand-père et mon père étaient des Kurdes d'Anatolie. On parlait bien sûr kurde à la maison et je parle toujours en kurde avec ma mère. J'ai entendu des tas de scénarios concernant nos origines, sur comment les Kurdes sont arrivés en Anatolie. Qu'on viendrait de Malatya, ou du Kurdistan du Sud [Nord de l'Irak actuel]. Mais personne n'en sait rien. [...] Ma mère n'a jamais rien compris à la politique, mon père non plus d'ailleurs, ou... peut-être un peu plus. Mais bon, ils étaient pour les Kurdes, mais ils avaient peur. (Mehmet, originaire de Kırşehir).

Et toute autre est l'expérience de Derya, originaire de Maraş, qui ne se déclarait non pas kurde mais alévie, jusqu'à ce qu'elle se rapproche plus tard du PKK. Elle raconte ainsi que ses parents ont toujours voulu qu'elle cache sa kurdicité, qu'elle apprenne bien le turc et qu'elle ne dise jamais à personne qu'elle était kurde :

Mon père était de gauche. Et on se disait alévis. Je ne sais plus exactement quand je me suis sentie kurde. A 7 ou 8 ans, je lisais déjà le journal, *Cumhuriyet*. Mon père était SHP, CHP... Le frère de mon père - mon oncle - était instituteur, il a été emprisonné pendant le coup d'Etat. Il n'en a jamais parlé avec nous. Il a été très en colère quand je lui ai dit que j'étais engagée

avec les Kurdes. Il m'a dit qu'il ne voulait pas que je vive la même chose que lui. (Derya, originaire de Maraş).

Chez les alévis, la kurdicité semble donc moins « naturelle » (bien qu'elle soit également naturalisée), d'autant plus qu'elle souvent cachée, ou taboue. Ce sentiment ne peut évidemment pas être généralisé à toutes les générations d'alévis (même si tous nos interviewés alévis nous ont confirmé que leur famille se déclarait alévie plutôt que kurde), il faut au contraire rechercher ce qui, dans le contexte des années 1970-1980, a plutôt favorisé tel ou tel positionnement identitaire.

Nés à la fin des années 1960 et au début des années 1970, Derya, Cemal, Serhan et Mehmet avaient donc entre huit et onze ans au moment du coup d'Etat. Ils ont connu, plus ou moins bien en fonction de leur âge et de leur lieu de naissance, l'effervescence politique et les troubles des années 1970-1980 en Turquie. Pourtant, le contexte des années 1970 et du coup d'Etat de 1980 est le plus souvent tu par les militants originaires des régions à dominante kurde. Comme si cette période, pourtant celle de leur jeunesse, ne constituait qu'un moment de transition entre une histoire des révoltes mythifiées et la naissance du PKK au début des années 1980 : un moment finalement peu intéressant dans la question de la kurdicité. On remarque d'ailleurs cette absence de référence aux années 1970 et au coup d'Etat tout autant chez les militants encore aujourd'hui engagés que chez les désengagés. La même chose est vraie pour Cemal, en Syrie, qui, d'un point de vue subjectif, fait remonter ses questionnements et ses premières expériences politiques au milieu des années 1980, avec l'arrivée du PKK dans sa région. Mehmet, qui est originaire d'Anatolie centrale, aurait sans doute pu vivre avec plus d'émotions les années 1970, d'autant plus que sa famille, sunnite, est légèrement marquée à gauche, contrairement au clivage dominant à l'époque dans la région. Pourtant, il s'avère que le contexte politique de l'époque n'a que peu marqué son enfance.

Je suis le plus jeune parmi sept frères et sœurs. Mes frères étaient plutôt de gauche, mais pas vraiment engagés. On peut dire qu'ils sont plutôt contre la droite. Mais il y avait beaucoup de livres de gauche à la maison : des trucs sur les soviétiques, des romans révolutionnaires... [...] C'est vrai que c'était un peu l'anarchie dans les années 1970, surtout dans les lycées. Mais je ne connais pas trop les années 1970, j'ai lu un peu des choses là-dessus et on m'a raconté, mais... [...] Nous sommes différents [des autres Kurdes]. On vivait avec des Turcs, mais tout le monde savait qu'on savait qu'on était kurdes. Mais avant la fin des années 1980 ou le début des années 1990, ça n'a jamais posé problème... Oui, il n'y avait pas trop de problèmes entre Kurdes et Turcs. C'est ensuite que ça a été plus compliqué (Mehmet, originaire de Kırşehir).

Dans les années 1970, les « troubles » en Anatolie centrale sont en effet surtout marqués par un clivage alévis-sunnite<sup>1372</sup>, qui recoupe la division politique gauche-droite. Kırşehir, au contraire de Çorum ou de Fatsa (dans la sous-préfecture d'Ordu) semble compter moins d'alévis<sup>1373</sup>, ce qui peut sans doute expliquer qu'elle ait échappé aux troubles les plus importants. Si Mehmet ne l'exprime pas ainsi et n'en a peut-être pas réellement conscience, son témoignage, comparé à celui de Derya, montre bien que le sunnisme est alors le ciment qui lie Turcs et minorités kurdes autour d'une même communauté de destin, bien que la famille soit plutôt favorable à la gauche. C'est finalement dans les régions mixtes sunnite-alévis, dont fait partie Maraş, que les années 1970 semblent surtout prendre des significations particulières :

Quand j'avais cinq ou six ans... Les soldats sont venus dans notre village, et nous ont réveillés très tôt. Ils avaient des armes. Ils cherchaient des livres. A la maison, il y avait des armes, des pistolets qui venaient de Syrie ou d'Irak. Elles étaient destinées à nous protéger des extrémistes de droite, mais aussi des sunnites. Mon père a toujours caché ses armes et dit aux enfants de ne rien dire à personne. Les armes étaient cachées dans le plafond. Je les avais vues mais mon père ne voulait pas que je les voie de peur que j'en parle. Quand je sentais qu'il allait vérifier la cachette, je cherchais à le suivre et il me disait « Pourquoi me suis-tu, pourquoi viens-tu dans cette pièce ? ». Les soldats sont donc arrivés très tôt. Mon père avait une armoire qu'il fermait à clé. Les soldats ont demandé ce qu'il y avait dedans et ont demandé de l'ouvrir. Et ils sont tombés sur de l'argent, des lettres... [...] Après ça, j'ai toujours eu peur, oui, j'ai vécu avec cette peur pendant des années. Toute la famille aussi avait très peur : mes parents disaient qu'on n'avait pas d'avenir, pas de sécurité... Les soldats sont venus plusieurs fois, je ne sais plus si c'était avant ou après les massacres. Une fois, ma mère a même caché le pistolet sur ma sœur en pensant qu'ils ne chercheraient pas là. Je me souviens, en 1979, sur le chemin entre le village et Maraş – on y allait souvent pour faire des courses – il y avait des villages [kurdes] sunnites, ils nous jetaient des pierres, ils disaient qu'on était des Kurdes sales. On mettait aussi des sacs remplis de coton derrière la porte d'entrée pour se protéger du MHP. Maintenant [depuis qu'elle a fait une psychothérapie] je peux en parler mais avant c'était dur. De nombreux parents et amis de ma famille ont été tués. Certains ont été égorgés. Mon père était riche, c'est pour ça aussi qu'on nous attaquait. [...] Nous avions aussi une cave et s'il se passait quelque chose, nous devions tout de suite nous réfugier à l'intérieur. La tante de mon père a perdu trois filles et deux garçons. Elle est devenue folle. Elle vit maintenant à Antep ou a Adana... Un cousin à moi a aussi été tué, il était au collège à Maraş. Les femmes et les hommes jetaient des pierres, et pas seulement les enfants. Même encore bien après les massacres. Mais le MHP n'est en fait jamais venu au village. Après la montagne, de l'autre côté, il y avait un village sunnite, et on avait surtout peur de ce côté là. Mais on était organisé, on avait le courage de se protéger. (Derya, originaire de Maraş).

Il est ici significatif que la frontière de l'altérité, qui correspond politiquement à une division gauche-droite, se situe au niveau de la religion et non de l'ethnie, au point d'omettre

---

<sup>1372</sup> Bozarslan, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*

<sup>1373</sup> Andrews, Peter A., *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 1989.

que les villages des environs sont kurdes en plus d'être sunnites<sup>1374</sup>. Comme dans le cas des militants ayant grandi dans des régions à dominante kurde, la peur est également très présente, mais elle semble ici bien plus concrète. Ce clivage n'est cependant pas toujours dominant dans les régions ethniquement hétérogènes : dans la région de Kars-Erzurum, c'est bien le clivage Kurde-Turc, doublé d'un clivage migrants-autochtones qui domine<sup>1375</sup>. Il se pourrait ainsi qu'avoir vécu dans une région à dominante kurde et sunnite engendre souvent des dispositions plus nettes à l'engagement (famille traditionnellement kurdiste, ayant participé aux révoltes kurdes des années 1930) qui se traduisent d'ailleurs par des engagements plus précoces (Serhan commence à côtoyer des militants du PKK à 9 ans). Au contraire, la socialisation primaire dans les zones mixtes (alévis-sunnite) ou à dominante turque est plutôt un facteur inhibant, au moins dans un premier temps (également pour des raisons économiques : et effectivement les familles de Mehmet et de Derya sont plus favorisées que les autres).

## 2. *Le rôle de la scolarisation*

L'école et les expériences de discrimination qui l'accompagnent, obéissent aux mêmes distinctions, même si elles paraissent déboucher sur une relativisation de ce clivage. Les quatre militants nous ont tous spontanément parlé des mauvais souvenirs qu'ils retiennent de l'école (absence des Kurdes dans les manuels, punitions lorsque l'on parlait mal turc, isolation, etc.). On pourrait évidemment penser que le discours et les actions du PKK, très défavorables à l'école turque<sup>1376</sup>, ont plus ou moins déteint sur les discours de nos interviewés. Mais le fait qu'un certain nombre de désengagés ou de dissidents très critiques vis-à-vis du PKK continuent à parler de leur expérience scolaire en des termes très amers montre néanmoins la réalité - au moins subjective - de ces discriminations et leur rôle dans l'engagement futur.

En 12 ans d'école, je n'ai vu qu'une fois le mot kurde dans les livres. Ça m'a fait réfléchir... Il y avait pourtant de nombreux héros kurdes qui ont combattu les Français, mais l'école les ignorait. Le ministère de la défense était kurde, et si je me souviens bien, c'est à ce moment là qu'est arrivé le PKK. C'est toujours à ce stade de l'oppression que les grands leaders apparaissent. Comme en Allemagne, avec Hitler... (Cemal, originaire d'Afrin)

---

<sup>1374</sup> Sa sœur qui lui rendra visite et à qui elle proposera d'aller voir l'association pro-PKK à Berlin répondra « Ah, non, je ne vais pas aller chez ces sunnites ! ». De passage dans ce village en 2003 de la sous-préfecture de Pazarcik, nous avons pu également nous rendre compte combien, encore aujourd'hui, la plupart des habitants s'identifient prioritairement à l'alévitité, bien que les discours kurdistes abondent.

<sup>1375</sup> Bozarслан, Hamit, « Le phénomène milicien... », *art. cit.*

<sup>1376</sup> Le PKK a assassiné un certain nombre d'instituteurs turcs dans les régions kurdes.

Mais c'est dans les régions à majorité turque et surtout dans les régions mixtes que ces expériences semblent avoir été les plus traumatisantes. Mehmet raconte ainsi comment l'école devient le lieu de ses premières résistances contre des profs « sunnites radicaux » ou « nationalistes turcs ».

L'école, ça a été très dur au début, pendant environ six mois, à cause de la langue. Mais on parlait toujours kurde entre cousins. Après on s'est habitué, et il n'y avait pas de violence contre les Kurdes... Je me souviens, quand j'étais au collège, je me suis fâché avec un professeur. Le dernier jour de la classe, je ne voulais pas chanter et le professeur m'a dit : « Tu es kurde, évidemment ». Je n'ai pas apprécié et dehors j'ai piqué une colère ! Mais au lycée, c'était autre chose. De nombreux professeurs étaient nationalistes. Même le professeur de math ne parlait que de politique : il disait que le peuple kurde n'existait pas, etc. On a fait une pétition contre ça, mais ça n'a rien changé : on avait récolté 10 signatures sur 700 élèves ! Forcément, ceux qui avaient signé étaient kurdes ou turcs de gauches. Après on l'a menacé de manière anonyme : on lui avait envoyé une carte postale avec un loup, le symbole des nationalistes. Il s'est alors vite calmé. [...] Une fois, un professeur a demandé que tous les Kurdes se lèvent. Il ne croyait peut-être pas qu'on se lèverait, mais on s'est levé... J'ai eu pas mal de problèmes avec la direction, qui s'intéressait à ma vie privée : les lieux où j'allais, les cafés que je fréquentais... La direction de l'école était très nationaliste turque, et le professeur de littérature ne donnait à lire que des œuvres très nationalistes. [...] D'autres étaient des musulmans radicaux. Il y avait un professeur de religion, dont les examens étaient basés sur des « questions » et on devait écrire les « réponses ». Mais le mot que j'utilisais était toujours « yanit » et non « cevap » - « yanit » est davantage connoté turc de gauche, alors que « cevap » vient de l'arabe, c'est plus conservateur. Le professeur m'a dit de ne plus utiliser ce mot, alors je lui ai répondu « Ma mère parle-t-elle comme ça ? [Utilise-t-elle le mot « cevap » ?] Bien sûr que non, alors pourquoi utiliser ce mot ? ». Et c'est vrai ma mère dit toujours « yanit ». Le prof m'a mis zéro et a envoyé une lettre à mes parents. C'est mon frère qui est allé à la convocation et le professeur lui a raconté une autre histoire... Après il est tombé malade et il a été remplacé. (Mehmet, originaire de Kırşehir).

De même Derya, qui est allée à l'école primaire dans son village et au collège dans une petite ville proche (c'est-à-dire dans des écoles majoritairement kurdes aléviées), exprime son incompréhension devant le choix de son père de l'envoyer dans un lycée religieux (sunnite) à Maraş. Elle fait une dépression grave, puis après des histoires entre Kurdes et Turcs au lycée, commence à s'interroger sur sa kurdicité, comme pour une sorte de conversion (elle est au lycée à la fin des années 1980).

J'ai fait l'école primaire au village. Puis le collège à Pazarcık, où j'ai habité chez mon oncle, le frère de ma mère. Enfin, je suis allé au lycée à Maraş. Mon père m'a envoyé dans un lycée religieux, je n'ai toujours pas compris pourquoi. Avant j'étais avec des Kurdes, des alévis, j'avais de bonnes notes. Les professeurs aussi étaient bons, même s'ils venaient de coins très différents. Je pensais à ce moment là que tous les professeurs étaient de gauche. Ils se moquaient parfois de nous quand on n'arrivait pas à parler, mais ils ne s'énermaient jamais. Ca

a bien changé au lycée. C'était un collège de filles, avec des voiles. Les garçons prenaient un escalier, les filles un autre ; j'ai dit à mon père que c'était nul, que je me sentais isolée, seule, comme si je venais d'une autre planète. J'ai tout vécu là-bas. Il fallait aussi apprendre la religion [...] En fait, je crois que mon père voulait m'isoler de mes cousins et amis qui étaient dans un autre lycée et qui étaient très engagés à gauche. Comme j'étais une tête de mule, il m'a envoyé dans cette école fasciste. [...] Avec ma sœur, nous habitions un quartier fasciste, dans une famille fasciste et on devait porter le voile. [...] Là, j'avais des mauvaises notes. [...] Donc j'ai décidé de ne plus aller à l'école. Tout le monde pensait que j'étais malade, que j'étais devenue folle. J'étais toujours au lit. Ils m'ont envoyé voir un médecin, puis un autre, puis encore un autre... Un docteur m'a donné des tranquillisants. Mon père ne m'aidait pas, je ne voulais pas parler. [...] Mais moi je savais pourquoi j'étais comme ça. Ca a duré six mois. Puis je suis retournée à l'école mais plus dans cette famille : mon père avait compris. Il y avait des Kurdes et des Alévites dans cet établissement, des petits groupes. Un jour, un prof qui était dans la direction m'a dit : « retournes à la maison avec ta sœur ». « Mais on a cours », ai-je répondu. « T'occupes, écoutes moi ». Je suis donc retournée à la maison avec ma sœur. La direction s'est inquiétée et a contacté mon père. Mais le professeur a dit que c'était lui qui leur avait demandé. On n'a pas compris ce qui s'était passé, jusqu'au jour où, quelques années plus tard, je l'ai croisé et il m'a demandé en kurde « comment ça va ? ». C'est là que j'ai compris qu'il nous avait aidés et qu'il se préparait quelque chose de dangereux pour nous au lycée. Au lycée, je savais déjà que je n'étais pas turque... même si je ne savais pas encore trop ce que ça signifiait. J'avais déjà plein de questions en tête mais je ne pouvais pas en parler avec mon père. C'était un tabou. Tout le monde, mon père, ma mère, me disait qu'il fallait bien parler le turc pour que personne ne sache que j'étais kurde. [...] J'ai remarqué que les examens étaient pour nous parfois beaucoup plus durs que ceux pour les sunnites. J'ai compris plus tard que ce n'était pas réellement un lycée : pour obtenir un diplôme, on pouvait payer. Et à ce moment là, je n'étais pas bonne à l'école. (Derya, originaire de Maraş).

Cet extrait d'entretien montre que c'est encore en tant qu'alévie qu'est vécue la discrimination, d'autant plus que le père, sans doute pour que ses filles ne soient considérées comme déviantes dans la société, les envoie dans un lycée religieux, considéré par Derya comme « fasciste. » Pourtant, cette discrimination débouche sur un questionnement jusque-là peu évoqué : le sentiment, en raison de la langue notamment, de ne pas être turque.

On voit donc que le rapport à la kurdicité évolue distinctement dans les zones kurdes et dans les zones mixtes ou à majorité turque : alors que l'école vient confirmer la kurdicité d'un point de vue *collectif* dans le premier cas, elle provoque des interrogations et des réactions plus *individuelles* et plus *personnelles* dans le deuxième cas.

### *3. Entrer dans un réseau de recrutement : agents incitateurs et de surveillance*

Dans tous les cas, l'entrée au PKK nécessite de rencontrer des militants du PKK ou pro-PKK, qui vont fonctionner comme des agents incitateurs. Or, là aussi, des différences géographiques et sociales existent en Turquie : dans les années 1980, le PKK n'est en effet très structuré que dans les régions kurdes, il faut attendre le début des années 1990 pour qu'il tente de s'implanter dans les métropoles. Or, ces différences vont avoir des conséquences sur

les trajectoires biographiques : en termes de date de recrutement, mais aussi et surtout de modalité d'engagement.

Ainsi, à Batman, Serhan, qui a un frère milicien, rencontre des militants du PKK très souvent depuis 1978. Lorsqu'il arrive à Serhat, dans l'Ouest de la Turquie, la famille conserve des liens étroits avec le parti, ce qui lui permettra à la fois de savoir vraiment ce qu'il veut faire dans le mouvement (trouver la place qui lui convient) et de bénéficier d'un réseau au moment choisi :

Je me souviens la première fois que j'ai rencontré un militant, j'étais avec S., un copain, un voisin. Il était très calme, très sympa. C'était avant 1978, j'avais 9 ans. [...] Après, chaque semaine, un militant du PKK venait et parlait avec les enfants, à Batman. A l'époque, Batman était très conservateur, avec des Aghas, des tribus. Après le 12 septembre, tout le monde a eu peur à l'école, car tout le monde était déjà un peu militant. Et le PKK était déjà très fort à Batman, le maire a été tué... Le PKK avait lancé une guerre contre les Aghas, et il y avait eu des redistributions de terres. J'ai toujours eu des contacts avec des types du PKK. [...] Durant ma jeunesse, mon frère était déjà dans le PKK et aussi plein de parents. [...] Après le 12 septembre, mon frère a vécu chez un oncle, il a vécu 20 ans illégalement en Turquie, en plus il était marié et avait aussi un enfant non déclaré. [...] Mon frère, ce n'était pas un idéologue, il était proche du PKK et militant, il battait ceux qu'on lui demandait de battre. (Serhan, originaire de Batman).

A Afrin, en Syrie, il faut attendre 1987 pour que le PKK se rende dans les villages à la recherche de recrues potentielles. Les militants arrivent ainsi toutes les semaines avec des cassettes de musique kurde et organisent progressivement des séminaires de formation.

Le PKK venait et rencontrait les gens les plus éduqués du village. Les militants étaient gentils, et se faisaient aimer : ils faisaient la vaisselle après avoir mangé, etc. Après, ils ont organisé des séminaires, de 30 ou 40 personnes, avec des cassettes et tout ça. Mais c'était secret ! Et surtout, ils apportaient de la musique, ils nous donnaient des cassettes de musique kurde. Même ceux qui étaient au Baath ou dans d'autres partis sont venus. A ce moment là, le gouvernement syrien a eu très peur. Le PKK n'avait pas le droit de faire venir des Kurdes de Syrie, mais il l'a fait quand même. Plus de la moitié des Kurdes étaient pro-PKK. A partir de 1990, le PKK était très fort. 150 000 hommes sont allés à l'Académie. [...] En plus quand on donnait son fils à la guérilla, on était très respecté. Mais c'est quand je suis allé au lycée que j'ai commencé à m'engager plus... [Il n'y avait pas de problème pour militer ?] Non, ceux qui étaient très actifs ont parfois été emprisonnés, mais pas ceux qui se fondaient dans la masse. Parce qu'il y avait quelques relations entre le PKK et le régime syrien. Par exemple, le régime syrien autorisait les publications du parti. [...] On a connu rapidement les martyrs du PKK, ceux qui étaient morts en Turquie, car le PKK n'aurait jamais réussi sans eux. Les gens étaient alors prêts à s'engager financièrement et physiquement. (Cemal, originaire d'Afrin).

En Anatolie centrale, Mehmet est plus isolé. Son engagement est aussi plus progressif : il rencontre déjà des étudiants kurdistes alors qu'il est au lycée, puis est très impressionné par un militant du PKK spécialement venu d'Ankara. Il va alors progressivement participer à des manifestations kurdistes (*Newroz* notamment) avec le HEP (parti kurdiste légal) et rencontrer d'autres militants.

Alors que j'étais au lycée, je commençais à me poser beaucoup de questions. Nous sommes kurdes, mais nous ne savons rien de nous-mêmes. On a pourtant une autre langue, on est un autre peuple... Quand j'étais au collège, j'avais déjà commencé à lire des trucs sur le socialisme et au lycée, vers 14 ans, j'ai commencé à lire des revues du PKK, mais aussi des revues de gauche. En dehors de l'école, j'ai commencé à rencontrer des gens pro-PKK, on se rencontrait dans des cafés. C'était sympa, j'apprenais plein de choses. Après, vers 16-17 ans... Je commençais à en parler autour de moi, avec d'autres Kurdes que je ne connaissais que de vue auparavant. C'était souvent des étudiants, mais un seul était vraiment mobilisateur. Puis, j'ai eu un premier contact avec un militant du PKK, un type qui venait d'Ankara, qui voyageait un peu. Les réponses qu'il m'a données, j'ai trouvé ça très bien. J'ai commencé à prendre conscience de la misère des Kurdes au Kurdistan, que je n'avais jamais vu d'ailleurs. Donc, c'est un peu le côté humanitaire qui m'a touché. [...] Certaines personnes étaient déjà parties dans les montagnes. C'est aussi à ce moment là que j'ai rencontré B. [sa cousine, qui s'est aussi engagée], que je n'avais pas vu depuis très longtemps. Je me souviens qu'on a aussi discuté du PKK et des Kurdes [...] Et quand j'ai eu le bac [en 1990], je me suis davantage engagé. Comme je n'aimais pas trop l'école, j'avais déjà décidé de ne pas faire d'études, mais je voulais m'engager dans la guérilla. J'ai commencé à connaître tous les policiers en civil et je me suis fait arrêter plusieurs fois. [...] En 1990, on avait fêté le *Newroz* dans la rue et l'année d'après on avait organisé un concert près des bureaux du HEP. Par contre en 1993, on a été obligé de fêter ça dans une cafétéria, avec uniquement des étudiants. Ils voulaient tout fermer, le patron a eu peur, alors, il y avait un couple avec nous, on a décidé de fermer nous-mêmes pour raisons sentimentales ! (Mehmet, originaire de Kırşehir)

Enfin, le parcours de Derya reste très représentatif des modalités d'engagement des Alévites que nous avons rencontrés. D'abord liée d'amitié avec un libraire qui lui fait lire des ouvrages kurdistes, elle part à Ankara faire des études de littérature. Elle rencontre alors un certain nombre de militants, de tous bords, et va progressivement s'insérer dans les réseaux kurdistes sans être membre d'une organisation. C'est à ce moment qu'elle va commencer à estimer que son alévitisme n'est qu'une religion :

Après le lycée, j'ai fait une école privée, pour rentrer à l'Université. Et j'ai commencé à rencontrer un homme qui avait une librairie, un libraire. C'était un ami de la famille. Il a remarqué que je m'intéressais aux Kurdes, que je m'intéressais à des trucs de gauche. Il m'a dit : « Viens, je vais te donner deux livres, mais tu ne dois pas les montrer, même pas à ton père ». C'était un livre d'Ismail Beşikçi – Le Kurdistan, une colonie internationale - et un autre d'Öcalan – pareil, sur le Kurdistan colonisé. C'est dans ces livres que j'ai vu pour la première fois le mot « Kurdistan », et c'est là que j'ai commencé à percevoir que d'autres pensaient comme moi, ou plutôt avaient les mêmes questions. Que les Kurdes existaient... J'avais aussi

un copain, en fait un cousin, qui était à l'Université d'Elazığ, qui m'a pas mal influencée. Le PKK était très fort là-bas... Après, j'ai lu tous les ouvrages de Beşikçi, c'était peut-être bien une thérapie à l'époque, quand j'ai commencé à m'intéresser au PKK. [...] Au bout de deux ans, je suis rentrée à l'Université, à Ankara. [...] nous étions cinq filles dans la chambre, sur le campus. Elles étaient turques et plutôt d'extrême-droite, de villes différentes. [...] Quelques jours après mon arrivée, j'ai rencontré une autre fille qui m'a demandé d'où je venais. « Je suis Kurde » m'a-t-elle dit. « Moi pas, je suis alévie », ai-je répondu. « Mais les alévis sont Kurdes » a-t-elle répondu. Elle venait de Konya et habitait la chambre d'à côté. Elle s'est occupée de moi... Elle était engagée, politiquement. On est devenue amies. Elle avait une forte personnalité. Deux autres filles venaient de Malatya, elles avaient peur de dire qu'elles étaient alévies... Les sunnites étaient beaucoup plus conscientes que nous. [Et comment ça a commencé ton engagement ? C'était progressif ?] D'abord j'ai eu des contacts avec des « sociaux-démocrates », orientés à gauche. Et ce n'était pas des gens qui venaient de la campagne : une fille venait d'Istanbul, un garçon d'Ankara... C'était dès le premier ou le deuxième mois, c'était sans doute lié à des affinités dues à notre éducation. C'est sûr que je n'avais pas grand chose à faire avec des Turcs d'extrême droite ou des sunnites radicaux ! On jouait au billard, on se retrouvait à la bibliothèque... Un type de Diyarbakir m'a dit un jour, « Tu es kurde ». « Non, je suis Alévie ! ». Il habitait sur le même campus. Je n'avais pas trop envie de le revoir, c'était des pauvres, je me suis un peu foutu de lui ! Puis il est revenu et il m'a dit que l'alévisme était une religion... Au bout de six-sept mois, j'ai eu plus de contacts avec des Kurdes [pro-PKK] On se retrouvait dans un café, mais j'avais un peu peur d'y aller, pour moi, c'était des « terroristes » ! Ils n'allaient pas vraiment en cours. D. [une amie du même nom] m'a présentée aux autres, mais je ne voulais pas entrer dans une organisation. J'étais consciente de cette oppression des Kurdes, mais je voulais aller à l'Université. J'ai toujours dit que je pouvais aider financièrement. Pour eux, l'Université c'était un luxe dont on pouvait se passer. On m'a beaucoup critiquée : « pourquoi vas-tu en cours ? », etc. Et ils m'ont dit que j'avais une personnalité « étatique ». Pendant deux ans, j'ai continué à aller régulièrement à l'Université. Je ne savais pas trop à quel groupe j'appartenais, certains me disaient « tu as du sang turc dans les veines » et j'avais l'impression que les Kurdes ne m'aimaient pas trop. On m'a dit, « les gens te font pas confiance car tu as toujours des contacts avec les Turcs. Tu travailles peut-être d'ailleurs pour l'Etat ? ». Ma cousine est arrivée à Ankara pour étudier la Philo – moi j'étudiais la littérature. Elle était très active et engagée, elle voulait aller dans la guérilla. Elle avait des contacts dans toutes les Universités. C'était la plus engagée, elle connaissait aussi mon groupe. Je lui ai dit qu'il fallait qu'elle étudie, et elle m'a répondu comme les autres qu'elle ne me comprenait pas. Moi je n'étais pas dans une organisation, je voulais aider, aller aux manif. Mais lancer des cocktails Molotov non ! (Derya, originaire de Maraş).

Tout comme les autres personnes engagées dans les années 1990 avec qui nous nous sommes entretenus, aucun de nos quatre interviewés n'a de compétences politiques antérieures reconvertisibles au sein du PKK. Contrairement aux fondateurs de l'organisation qui avaient pour la plupart été d'abord engagés dans des partis de gauche ou des organisations culturelles kurdes, tous vont avoir leurs premières expériences politiques au sein ou aux côtés du PKK et n'ont connu que ce parti. Ceci implique que les ressources qui leur seront disponibles ensuite se limiteront bien souvent à celles fournies par l'organisation, aux réseaux familiaux et aux expériences sociopolitiques de la socialisation primaire (les compétences académiques ou universitaires n'étant pas légitimes au sein du mouvement, même si elles peuvent être importantes dans les décisions d'*exit*). De plus, en dehors de leurs

différences, il apparaît très clairement qu'ils sont « pris dans le mouvement », qu'ils sont happés par le conflit, comme si, bien souvent, aucune autre opportunité ne s'offrait à eux.

## ***B. Modalités de l'engagement et trajectoires au sein de la mouvance PKK***

Dans quelle mesure les dispositions mises en évidence plus haut participent de la décision d'engagement de nos quatre interviewés et influent sur leur trajectoire au sein du PKK ? Nous faisons ici l'hypothèse que les modalités de l'engagement et les ressources acquises avant la rencontre avec l'organisation peuvent permettre de comprendre comment l'on s'attache à l'institution, comment l'on ajuste parfois ses attentes à celles de l'institution, et comment l'on en arrive souvent à s'en remettre totalement à l'institution.

### *1. Disponibilités cognitives, situations déterminantes et effets de cliquet*

Chez la plupart des militants originaires des régions à majorité kurde, les dispositions sont « assumées », le réseau de recrutement fonctionne (des frères, des sœurs ou des cousins l'ont déjà utilisé), l'engagement, tout comme la kurdicité, sont naturalisés. Ce sont des situations délicates qui vont permettre le plus souvent de franchir le pas : Serhan s'engage par exemple dans l'ERNK en Turquie parce que son appel pour le service militaire approche. Pour Cemal, qui ne parle pas vraiment des différentes opportunités qui s'offrent à lui après le lycée, il est possible que le soutien progressif de sa famille au PKK lui ait fermé les portes de l'Université (il nous avait parlé de cette possibilité auparavant). Dès qu'il finit le lycée, où il commence à faire de la propagande informelle pour le parti, il n'aura aucun mal à rejoindre l'Académie Mahsum Korkmaz, dans la Bekaa libanaise.

Pour Mehmet, en Anatolie centrale, on retrouve une situation analogue : surveillance policière, ennuis avec la justice, amis qui partent dans les montagnes. Mais il semble bien qu'un événement générateur ait auparavant participé de la décision de Mehmet de s'engager dans la guérilla. En 1991, son père meurt d'un infarctus et cet événement prend une signification politique lorsqu'il apprend d'un médecin kurde que le médecin turc aurait négligé un certain nombre de signes annonciateurs. En ce sens la décision prend la forme non pas d'une continuité, mais d'une conversion.

Mon père est mort en 1991, à 57 ans... Il a eu un infarctus. Quelques temps avant, il m'avait dit qu'il avait mal au cœur, il se plaignait du cœur. A 23 heures, un soir, on est allé chez le

docteur. Le médecin a dit qu'il n'y avait pas de problème, que c'était juste de la fatigue et lui a donné des médicaments. Mon père est mort à trois heures du matin, c'est ma mère qui m'a prévenu. En fait, le docteur n'était pas très compétent. Un docteur kurde voisin nous a dit ensuite qu'il avait été mal suivi, que l'autre aurait dû voir les signes annonciateurs... [...] Tu sais, on doit faire quelque chose. Et je pouvais faire quelques chose [pour les Kurdes]. Bon, évidemment, tout le monde ne doit pas y aller [dans la guérilla], mais comme j'avais des problèmes... [...] En 1991, j'avais fait une garde-à-vue officielle pour appartenance au PKK, de trois jours, c'est le plus autorisé. Je ne savais pas comment mes parents allaient réagir, mais ils m'ont soutenu. [...] J'ai eu 4 ou 5 procès, mais je n'ai pas été condamné. [...] Parfois, des voitures de policiers s'arrêtaient devant la maison et restaient là, ou bien me suivaient... Et puis j'ai un copain qui est parti, il vit en France maintenant... Il a fait huit ans de prison en Turquie... Et puis j'ai eu beaucoup d'amis qui ont été tués avant de partir... [Et ça ne t'a pas dissuadé ?] Non, on n'avait pas peur, on ne pense pas à la mort, même si on sait que c'est possible. [...] Tu sais, à partir des années 1990, c'était aussi plus tendu à Kırşehir. Des soldats turcs avaient été envoyés en Kurdistan, et s'étaient fait tués. Il y avait des enterrements à Kırşehir, et les nationalistes turcs en profitaient pour faire des provocations. En plus j'aurais dû faire mon service militaire ! Avant 1990, les Kurdes pouvaient faire leur service militaire dans l'ouest de la Turquie, après ce n'était plus possible en raison de la forte mobilisation au Kurdistan. Tout était prévu, j'avais un rendez-vous dans une ville et on m'a conduit à Ağrı (Mehmet, originaire de Kırşehir)

La même chose pourrait être dite de Derya, qui, après sa dépression, avait commencé à s'interroger sur sa kurdicité. Mais son parcours est plus atypique que les autres, même si relativement courant parmi nos interviewés. C'est la participation au *Newroz* qui la fait arrêter, torturer, et lui fait ensuite écrire un rapport à l'organisation de jeunesse du PKK (l'YCK ; écrire un rapport signifie *de facto* - au moins pour la police - être membre de l'organisation). Suite à ce rapport, elle est à nouveau arrêtée et rencontre pour la première fois de vrais militants du PKK en prison :

Je suis allée à la manif de Newroz en 1993, ils nous ont emprisonnés. 15 jours de tortures... Ils ont cru que j'étais active [*membre*]... C'était mon premier *Newroz* ! Ma cousine m'a dénoncée sous la torture. « Pourquoi tu as fait ça ??? » lui ai-je demandé. « Je voulais que tu ailles dans les montagnes... » J'ai donc été libérée, mais on ne pouvait plus étudier. Il y avait des fouilles, la police était partout. En plus, ma cousine avait sans doute touché des armes, des cocktails Molotov... Elle est partie dans les montagnes avec 50 autres personnes. C'est un type qui nous a tous trahi, O.. Après deux mois, j'ai de nouveau été arrêtée. « Tu fais partie d'une organisation ! ». Et effectivement, durant ces deux mois, j'avais écrit un rapport pour le parti sur ma personnalité. La police a obtenu ce rapport. [Et c'était quelle organisation ?] C'était l'YCK, Yurtsever [patriote]..., un groupe de l'ERNK [en fait l'*Yekîtiya Ciwanên Kurdistan*, Union des jeunes du Kurdistan]. Je ne connaissais pas les autres car ils étaient dans d'autres universités... [silence] Après la torture, j'ai eu la haine contre l'Etat. En plus ma vie était un peu foutue. J'avais peur de la police. Ils faisaient déjà comme si j'étais dans une organisation, d'où... Pourquoi ne pas rentrer dans une organisation ? (Derya, originaire de Maraş).

Certaines situations déterminantes permettent donc de franchir le pas. Mais si l'engagement est presque pensé comme naturel par Serhan et Cemal, il n'en va pas de même

pour Mehmet et Derya pour qui des « événements générateurs » (la mort d'un père) voire des contraintes extrêmement dures (la torture puis la prison) conduisent à penser l'engagement non comme une continuité, mais comme une conversion. Dans tous les cas néanmoins, nos quatre interviewés sont disponibles à un tel engagement, tant d'un point de vue biographique (ils n'ont pas d'enfants, ont peu de perspectives) que cognitif (ils soutiennent déjà la cause, même si une socialisation singulière retient aussi Derya<sup>1377</sup>).

## *2. Contraintes et ajustements : comment on s'attache au PKK*

Les premières expériences au sein du mouvement sont parfois très dures et ne correspondent pas toujours réellement à ce que les individus avaient imaginé. La fraîcheur de l'engagement, la prise en charge totale de l'individu, la participation à des activités fortement valorisées au sein d'une partie de la population et la temporalité rapide des activités permet néanmoins bien souvent de mettre ces questions de côté, au moins temporairement. Ainsi, Cemal, originaire d'Afrin, met en avant tout ce que lui a apporté le PKK : conscience politique, force de détermination, connaissances sur l'histoire des Kurdes, philosophie politique... :

Le PKK m'a expliqué qui étaient les Kurdes, ce qu'était la question kurde, la dialectique, l'histoire des Kurdes. C'est lui qui a ouvert la porte [...] A l'Académie, c'était comme un soleil dans la nuit. Et ensuite, dans la guérilla, on rencontrait des gens d'Iran, d'Union soviétique. Dans mon groupe, on était 60-70, il y avait des *hêval* [amis, camarades en kurde] qui venaient de Syrie, de Turquie, de Chine et même du Japon ! La guérilla c'est un vrai plaisir, malgré toutes les difficultés bien sûr [...] Le PKK était très organisé, c'était ça sa force. (Cemal, originaire d'Afrin).

De la même manière, Serhan, originaire de Tatvan, insiste à la fois sur l'importance du travail qu'il fournissait à un moment où le PKK est en plein développement et sur l'excitation du travail clandestin et des voyages dans toutes les métropoles :

J'ai commencé à travailler pour le PKK en 1988. Je m'occupais de la propagande, l'organisation d'attaques, la logistique, l'argent, l'organisation... J'ai beaucoup voyagé en Turquie, je faisais partie des groupes des métropoles. On a fait pas mal de recrutements de jeunes, pour les envoyer dans la guérilla... Après 1992, c'est devenu plus difficile. Il y avait la

---

<sup>1377</sup> Sur les dispositions paradoxales à l'engagement, voir Fretel, Julien, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 77-89.

guerre contre Barzani et Talabani, et puis les opérations de l'armée turque. Il y avait peu de communications avec les autres groupes. Et la Turquie voulait « nettoyer » les 300 000 miliciens. Le PKK s'affaiblissait et il a fait beaucoup d'erreurs (Serhan, originaire de Tatvan).

Le fait de vivre quelques jours dans une famille, puis d'aller dans une autre, de recruter des jeunes pour les envoyer dans la guérilla, de participer à la logistique des attaques de l'ARGK (branche militaire du PKK), de rencontrer des gens différents et ayant toute sorte d'histoire lui procure d'intenses satisfactions. Les éléments négatifs qu'il souligne semblent même participer de sa propre intégration personnelle dans le mouvement : alors qu'il pointe les faiblesses de la communication entre les différents groupes de l'ERNK, qui ont participé de l'affaiblissement du PKK, il paraît tirer de cette autonomie tous les éléments qu'il recherchait auparavant : autonomie d'action, image valorisée du révolutionnaire clandestin, etc. La discipline du corps (ne pas boire d'alcool, ne pas avoir de relations sexuelles), éloignée de tout contrôle hiérarchique strict, est perçue comme l'essence du révolutionnaire, la condition de l'effectivité du travail révolutionnaire. La lecture d'une imposante littérature marxiste lui procure également un grand plaisir.

Pour Mehmet, qui s'est engagé dans la guérilla, les rétributions symboliques sont moins importantes. Isolée de la population à Ağrı, la guérilla paraît coupée du monde et ne pas répondre réellement aux attentes « humanitaires » qu'il avait avant de s'engager. Il n'entre dans aucune interaction de face à face avec des personnes non engagées, ce qui ne permet pas de le valoriser à l'extérieur. Ses sentiments concernant la difficulté de la vie dans les montagnes sont ambivalents. « On ne mangeait pas tous les jours, parfois pas du tout pendant une semaine. Et on ne se lavait qu'une fois tous les six mois ». Cette expérience humaine spécifique est considérée à la fois comme quelque chose de fondamental quand il critique « ceux qui ne sont même pas allés dans les montagnes » et à la fois comme quelque chose qu'il ne souhaite pas vraiment revivre. Il souligne néanmoins le côté romantique de l'engagement dans la guérilla : feux de camps, discussions et chants révolutionnaires kurdes, fêtes une fois par mois, etc. La séparation stricte entre hommes et femmes, de même que la séparation d'avec son amie, sont acceptées : « Tu sais, certains n'avaient jamais serré la main d'une femme auparavant. Et le PKK se battait aussi pour les femmes ».

Enfin, pour Derya, originaire de Maraş et qui entre dans le parti en prison, les ajustements sont plus radicaux et plus traumatiques. Après la torture de la première

incarcération, elle entre donc doucement dans une phase de reconstruction, même si évidemment les moyens à sa disposition sont très limités :

En prison, la première fois, je ne causais plus. J'étais très faible et, à cause des électrochocs, je tombais régulièrement dans les pommes. [...] La deuxième fois, c'était plus facile. Les gens avec qui j'étais étaient sympas. J'ai beaucoup lu sur le PKK, la théorie, la poésie, la littérature, la langue kurde. Avant, je n'avais pas cette théorie. En fait, c'était plus libéral en prison qu'à l'extérieur [on pouvait plus facilement être kurdiste et se renseigner sur les Kurdes en prison qu'à l'extérieur]. J'ai eu aussi des contacts avec des femmes de gauche. Je me souviens que je leur avais dit que je ne m'engagerais plus jamais. Elles ne m'ont rien dit, elles pensaient sans doute que c'était émotionnel [lié à la torture]. [...] J'avais aussi très peur de mon père. La première fois que je suis allée en prison, il n'a rien su. Mais la deuxième fois, je lui ai dit « aides moi, il faut que je sorte d'ici ». Mon père avait des amis militaires qui travaillaient au Ministère des Affaires étrangères, mais il voulait que je sois punie. Je lui ai dit « je ne veux plus rien avoir à faire avec ces séparatistes kurdes, j'ai besoin d'une invitation [à l'étranger] et de 2000 dollars. J'avais 5000 dollars sur mon compte. Quelqu'un s'est chargé de me faire sortir plus tôt [après six mois de prison] et on m'a conseillée de partir rapidement. J'avais tout reçu – passeport, argent – donc j'ai pris un avion pour Berlin. C'était en 1995. (Derya, originaire de Maras).

Libérée dans l'attente de son procès, Derya gagne donc l'Allemagne, où elle aurait pu se désengager. Mais certains comprennent qu'elle était engagée en Turquie et vont lui proposer de travailler pour l'association kurdiste :

Là, ça a été le deuxième choc : je ne connaissais rien de l'Allemagne, de l'Europe. Je croyais aussi que les immigrés étaient plutôt apolitiques. Les réfugiés, l'asile, je n'avais aucune idée de ça. J'ai atterri chez un ami du village, celui qui m'avait fourni une invitation. Mais ça n'a pas trop marché. Sa femme était très jalouse de moi... Je ne connaissais pas la langue et eux, comme sa femme était allemande, ils ne parlaient jamais turc ou kurde, mais allemand. Au bout d'un mois, on reçoit une visite de la famille. Ils me disent « on nous a dit que tu étais engagée en Turquie, pourquoi ne vas-tu pas voir Mala Kurda ? ». Ca faisait un mois que je n'avais pas parlé turc, je me suis dit qu'il fallait que j'y aille. J'y suis donc allée et là, dès qu'ils ont compris que j'avais été engagée en Turquie, ils ont tout de suite voulu m'engager. [...] Donc pendant deux mois, j'ai travaillé pour l'association, je m'occupais de la cause des femmes. Mon visa était de trois mois, j'ai voulu le prolonger mais ils ont vu que mon premier visa était faux : « vous avez un mois pour quitter l'Allemagne ». Mais je ne pouvais pas rentrer. Ma mère m'avait dit que ma cousine avait été tuée dans les montagnes et elle disait que c'était de ma faute si elle était partie dans les montagnes - j'étais plus âgée qu'elle de deux ans. Ma famille m'accusait aussi de ça. Ce qui fait que ma mère m'a dit : « ne rentre pas, c'est trop dangereux » [Sa sœur et son beau-frère, qui habitaient encore dans le village de la famille en 1995, m'ont confirmé que tout le monde la rendait coupable de la mort de sa cousine et que c'était pour cette raison qu'elle n'était pas rentrée]. On a réfléchi avec le type chez qui j'habitais. Il m'a aidée mais je ne pouvais pas rester chez lui. Comme c'était difficile de demander l'asile à Berlin, et comme j'avais une tante à Hannover, je suis allée là-bas pour faire ces démarches. Mais chez ma tante, c'était horrible. Ils sont beaucoup plus traditionnels qu'au village. Je faisais la vaisselle, le ménage... et je lisais plein de livres politiques. Certains membres de la famille pensaient que j'étais folle. Et mes sœurs [qui habitent également en Europe] ne me comprenaient pas non plus. On me disait : « mais pourquoi tu t'intéresses à ces livres, à la politique ? Et pourquoi tu ne te maries pas ? ». Je me disais que j'aurais été mieux dans un

centre de demandeur d'asile, mais c'était délicat. J'ai donc décidé de rentrer à Berlin, bien que mon oncle m'ait dit « si tu vas à Berlin, tu n'es plus ma nièce ». Arrivée à Berlin, j'ai travaillé pour Mala Kurda [l'association pro-PKK locale, qui portait alors un autre nom]. J'ai fait ça pendant trois ans... ou deux, je ne sais plus. (Derya, originaire de Maraş).

Ayant peu de perspectives lui convenant et sous la menace d'une expulsion, elle se réengage donc dans l'association. Elle affirme que c'est finalement en Allemagne, et en travaillant pour le PKK (sans en être membre mais en vivant comme un cadre : travail à temps plein, hébergement dans des familles, etc.), qu'elle a vraiment pris conscience qu'elle était kurde :

C'est en Allemagne que j'ai réellement pris conscience de ce qu'était être kurde. [...] Maintenant je sais que je pense et vis comme une Kurde, que j'ai du sang kurde et que mon cœur est kurde. C'est parfois difficile, mais c'est aussi un sentiment magnifique. [...] Je crois que je suis la seule de ma famille à me sentir kurde comme ça. (Derya, originaire de Maraş).

### 3. Conserver sa « personnalité », ou s'en remettre à l'organisation et à son chef

Progressivement, le travail que l'on fait sur soi, en plus des dispositifs disciplinaires en vigueur au sein du parti, permet la *remise de soi* à l'organisation et au chef, au moins dans les cas où les ajustements ont pu être accomplis. Cemal explique combien il a été impressionné par Öcalan lorsqu'il était à l'Académie :

Öcalan avait une très grande connaissance : il disait que même quand on fait la vaisselle, quand on joue au foot ou quand on mange, on doit penser au peuple. Quand il était petit, il était déjà adulte... Par exemple, il nous disait : « Il ne vous faut plus être un homme. Vous devez penser comme une femme, car les hommes ne se battent que pour le pouvoir. Les femmes, elles, aiment la nature, les arbres, les montagnes... C'est ainsi que l'on devient un vrai patriote ». (Cemal, originaire d'Afrin)

L'interdiction de toute relation sexuelle entre hommes et femmes est donc légitimée par les propos d'Öcalan et l'autocritique est perçue comme quelque chose de positif, comme nous l'on également dit d'autres militants : « il y avait une grande guerre au sein même du PKK pour transformer sa personnalité et acquérir une nouvelle personnalité kurde. C'était un système autocritique. On pouvait tout critiquer et tout le monde. La preuve, on pouvait critiquer les commandants et ce n'était d'ailleurs pas facile pour eux. ». Même Derya, qui ne

s'engage pour la cause du PKK qu'en Europe et de manière finalement assez contrainte affirme qu'elle était une « fanatique » (« pour un fanatique, il n'y a rien en dehors de la politique » me dira-t-elle ensuite) et qu'elle avait une « énorme estime pour Öcalan ». Pourtant, Derya cherche à garder son autonomie. En 1997, elle a l'impression « d'avoir fait le tour » et reproche souvent aux « sunnites » leur machisme.

En travaillant à Mala Kurda - comme un cadre, tu sais, en vivant dans des familles, quoi... - j'ai appris à connaître la réalité kurde en Europe. Et j'ai commencé à me connaître également. J'ai eu des problèmes avec des hommes kurdes [sous-entendu : sunnites] à Mala Kurda. Je ne sais pas si ces problèmes ont eu des conséquences positives ou négatives, mais ça m'a formée, j'ai eu envie de construire ma propre personnalité. J'ai travaillé pour *Özgür Politika*... Mais ils voulaient m'envoyer dans les montagnes. En 1997, j'avais l'impression d'avoir fait le tour de la question en Europe. Je me suis demandé si je voulais voir le Kurdistan. Mais, non. Après, impossible de rentrer en Europe et je ne faisais pas vraiment confiance aux gens du PKK. « Donc si tu n'y vas pas, tu travailles avec nous » ont-ils répondu. Donc j'ai recommencé à travailler pour eux, je faisais les trajets entre Hannover et Berlin, mais j'étais aussi à Köln, en Hollande, en France. En 1998, changement de stratégie : ils me disent « si tu ne veux pas aller dans les montagnes, tu ne peux plus travailler avec nous ». Plus personne ne me disait bonjour à Mala Kurda, ils m'ont pris pour une traître. Et ils ont essayé de me faire peur. Mais moi je voulais vivre seule, avoir mon propre appartement. C'est à ce moment là que, après trois ans, j'ai reçu l'asile. Comme je ne voulais pas rentrer à Hannover chez ma tante, une copine à bien voulu m'aider à Berlin. A Köln, ma famille a beaucoup aidé la Mala Kurda locale [l'association pro-PKK de la ville] ; ils donnaient peut-être 50 000 DM... Et comme c'est une famille assez importante et puissante, ils ont dit au PKK : « s'il arrive quelque chose à Derya, on vous en tiendra pour responsable ». Et ils m'ont laissée tranquille. Après un an [fin 1999], ils ont repris contact avec moi, ils sont venus me voir. Et j'ai commencé à re-fréquenter l'association. Certains ont compris mes raisons, d'autres non. Ils ont voulu empêcher des copines de me voir. Mais elles m'ont défendue. En tous cas, je n'ai plus fait de politique [comme avant] après 1998. (Derya, originaire de Maraş).

Alors qu'on lui propose de s'engager dans le parti, elle trouve un arrangement pour continuer à travailler pour le parti sans être *dans* le parti. Son emprisonnement (« elle a déjà beaucoup donné »), mais aussi et surtout les ressources financières et symboliques de sa familles lui permettent de négocier sa place avec les dirigeants du parti en Allemagne. Elle profite alors de cette « exclusion » pour apprendre l'allemand, pour reprendre des études et commence une psychothérapie, bref « avoir [sa] vie et faire [sa] vie ». Elle habite alors une WG (*Wohnungsgemeinschaft*, collocation) avec des étudiants étrangers. Fin 1999, certains militants reprennent contact avec elle et elle va progressivement se réengager dans l'association, tout en maintenant ses distances. Elle participe maintenant aux activités en dilettante, mais « avec sa propre personnalité » dit-elle. Mais si certains la défendent au sein de l'association, d'autres la considèrent toujours comme une « traître » :

Elles étaient une vingtaine quand elles ont fondé Dest-Dan [tendre la main, association berlinoise de femmes kurdes, très proche du parti des femmes du PKK] en 1999 ou 2000. Derya m'explique que c'était dur à cette époque, les relations avec les hommes étaient particulièrement difficiles. Elle me raconte par exemple qu'elle a eu une altercation assez violente avec un homme qui lui reprochait d'être venue « toute nue » à l'association, alors qu'elle était venue en jupe et maquillée. « Mais les relations étaient parfois aussi dures avec les femmes » : « une fois, j'ai commencé à parler de mes histoires... d'amour, de sexe. Une fille m'a dit : « ne parles pas de ça au parti ». Je lui ai répondu : « ça veut dire que ma vie je la laisse dehors et que je suis une autre quand je suis à Mala Kurda ? Et bien non, moi je suis Derya tout le temps. ». Cette discussion a eu lieu à Mala Kurda. Ce jour là, la plupart des filles lui ont fait la bise quand elle est arrivée, certaines ont demandé à voir ses bagues, d'autres lui ont fait des compliments sur sa coupe de cheveux. De nombreux hommes l'ont regardé, d'autres - qu'elle connaissait ou non, je ne sais pas - ont cherché à lui parler et le « serveur » - qui la connaît depuis longtemps - lui a fait une rictus avec un grand sourire. Mais j'ai déjà aussi entendu d'autres membres de l'association dire qu'elle allait trop loin, qu'elle recherchait le regard des hommes, qu'elle n'était plus engagée... [Notes de terrain, Berlin, 2004]

Pour Mehmet et Serhan en revanche, les dispositifs disciplinaires sont beaucoup plus mal vécus. Se considérant tous deux comme des « idéologues », ils font l'amère expérience « du caractère peu démocratique de l'organisation ». Dans les montagnes d'Ağrı, Mehmet ne se sent pas vraiment à sa place, et ce dès la première année de son engagement :

« Le problème, c'est que je n'aimais pas leur politique. Je leur faisais confiance, mais... J'étais parti pour aider les gens. Mais là, ce n'était pas le cas, tu ne peux pas discuter les ordres d'Öcalan. Tu n'es pas libre... Si tu avais un Etat kurde, il serait pareil au PKK... [...] Entre le PKK et l'Etat turc, il n'y a pas beaucoup de différences, tu n'as pas le droit de parler. Öcalan était en Syrie, et décidait de tout. [Mais il n'y avait pas parfois des tensions entre Öcalan et les commandants ?] Non, non, il y avait une séance de radio avec la Direction tous les matins, et ils obéissaient à Öcalan [...] Tu dois faire ton autocritique, chaque semaine il y a un meeting pour ça. Tous les 45 jours, il y avait des réunions régionales, on discutait sur la vie dans la guérilla. Certains se lèvent pour te critiquer et là tu te défends et tu fais aussi ton autocritique. Et ils croyaient que c'était bien l'autocritique. [...] En plus, il y avait des gens totalement illettrés dans les montagnes, et il n'y a jamais eu de cours pour eux, pour qu'ils puissent lire et écrire... [...] C'est pour tout ça que j'ai décidé de partir. En plus, je ne connaissais pas d'autres partis. Certains en connaissaient, mais pas moi... » (Mehmet, Originaire de Kırşehir).

La rupture va être radicale. Il est blessé en 1995 et soigné clandestinement dans un hôpital du Moyen-Orient. C'est sans doute cette rupture de temporalité qui lui permet de prendre la décision de désertre la guérilla. Il rejoint l'Irak, est à nouveau soigné par la Croix-Rouge et remis au PDK. Il reste un an en Irak, vivant avec d'autres déserteurs du PKK, mais les conditions de vie sont très pénibles : ils se sentent toujours menacés, doivent toujours être sur leur garde et se déplacer avec leurs armes. Le PDK ne lui plaît pas non plus. Il décide alors de rejoindre l'Europe et trouve asile en Allemagne en 1997.

Pour Serhan, c'est l'expérience du PKK en prison qui va engendrer un certain questionnement. Alors qu'il avait trouvé une place à sa convenance au sein de l'ERNK, il est arrêté et fait l'expérience de la discipline et du « double discours » en prison.

Donc après 1992, il y a de nombreuses opérations [de sécurité] en Turquie : ils voulaient nettoyer les 300 000 miliciens actifs. J'ai été arrêté, comme presque toutes les personnes de mon groupe. Evidemment j'ai été dénoncé par un ami. Garde-à-vue, puis prison. A Denizli puis à la prison de Buca, à Izmir. Ca a duré de fin 1992 à septembre 1993. On se levait à 8 heures, déjeuné à 11 heures. On faisait ce qu'on voulait, il n'y avait pas de liste [des tâches], comme dans les autres partis. Mais on avait quatre-cinq heures de formation politique. Il y avait des responsables et peu de conflits. Au PKK, c'était plus cool que dans les autres groupes. Mehmet Can Yüce était notre dirigeant. [...] Mais il y avait aussi de vilaines choses, j'ai vu aussi des choses pas belles. Oui, j'ai appris beaucoup de choses sur le parti en prison [...] Déjà, tu dois toujours écrire ce que tu fais et l'envoyer, c'est le « protocole ». Mais tu ne sais pas ce qu'ils ont fait, ni à quoi ça sert. En prison, j'ai vu un avocat, un avocat de la famille qui était aussi un homme politique bien. Il s'est moqué de moi : « tu es encore là toi ? – Bah, oui, qu'est ce que je peux faire d'autres ? – Je peux te faire sortir ». Mais le chef du PKK ne voulait pas de ce type de magouilles. [...] En prison, c'est la première fois que je rencontrais des gens du « vrai » PKK. Et je me suis rendu compte que ce n'était pas du tout démocratique. Moi je connaissais le double discours, le discours caché, et je me moquais de ce que pouvait dire Öcalan (Serhan, originaire de Batman).

Relâché dans l'attente de son procès, il a cependant peu d'opportunités (il est surveillé, des membres de sa famille ont été arrêtés). Sans doute contraint par les circonstances, ses doutes concernant le PKK s'évaporent quelque peu, et il se dit que ce qu'il a vu en prison est le propre de toute organisation en guerre. Il souhaite s'engager dans la guérilla, mais il ne peut rejoindre la Syrie « en raison des difficultés climatiques » (il arrive à Tatvan en plein hiver). Il se dit donc qu'il peut rejoindre l'Europe - « bien que le PKK interdise à ses membres de quitter la Turquie » ajoute-t-il - afin de rejoindre la guérilla de là-bas. Arrivé en Allemagne en 1994, il se rend très vite à l'association pro-PKK de Hamburg :

Il est très étonné par tout ce qu'il voit : des affiches d'Apo partout, des magazines *Serxwebûn* grand format (« tu sais, en Turquie ce sont des petits formats, plus faciles à cacher »), tous les numéros traînent sur les tables (« en Turquie, il arrive qu'on n'ait aucun numéro pendant trois mois »). Les gens ne discutent pas politique, ils boivent du thé et regardent la télévision. Il ne s'attendait vraiment pas à ça. Il me dira ensuite que c'est encore plus difficile pour ceux qui viennent de la guérilla, « pour eux c'est un vrai choc. Pour moi, en tant qu'idéologue, c'était déjà quelque chose, alors pour ceux qui étaient dans les montagnes... ». Il demande à voir le président de l'association, puis lui demande de voir le responsable du PKK pour la région de Hamburg. « Là ça va mieux. On parle le même langage, on s'est tout de suite reconnu » (il se présente comme un militant de l'ERNK alors qu'il avait dit aux autres qu'il était engagé dans la gauche radicale). Il lui explique qu'il n'a pas encore pris de décision sur ce qu'il veut faire (Je voudrais regarder un peu, voir comment c'est) et le responsable comprend. Il m'explique aussi que des ennuis de santé liés à la torture le rendent un peu inapte à la guérilla à ce

moment. Il va donc loger 10 jours dans une famille et se décide à rester en Allemagne pour le moment [il aurait plutôt voulu se rendre en France ou en Suède]. Il dépose une demande de statut de réfugié et habite quelques temps dans un centre d'hébergement de demandeurs d'asile. Au bout de quelques mois, il se réengage davantage. Pas dans l'ERNK mais dans l'association, à ce qu'il dit. Il monte notamment des projets théâtraux. Six mois après son arrivée, il obtient l'asile. Peu après, un sympathisant du PKK est tué et deux autres sont gravement blessés par un militant de la droite radicale. Avec trois autres personnes (dont un militant PKK), ils décident de monter une expédition punitive. Ils se rendent en voiture à l'endroit où habite ce militant, mais, à peine arrivés, ils se font arrêtés par la police. Les policiers ouvrent la voiture et trouvent (« naturellement » dit-il) des armes. Il est emprisonné quatre-vingt-cinq mois dans l'attente de son procès, qui dure deux mois. Il sera libéré (en 1996 ?) « grâce à un article de loi qui dit que ceux qui renoncent avant le passage à l'acte ne sont pas coupables ». Sorti de prison, il se réengage dans l'association, jusqu'à l'arrestation d'Öcalan en 1998. (Retranscription d'un extrait d'entretien avec Serhan, originaire de Batman).

Il semble donc que les modalités de l'engagement aient eu des effets sur les trajectoires au sein du mouvement. Pour certains, la prison et la torture sont utilisés afin de négocier un rôle « sur mesure » dans l'organisation : certaines zones floues sont exploitées, également à l'aide des ressources antérieures à l'engagement (capitaux économique et social pour Derya, connaissance très fine de l'organisation pour Serhan). En revanche, pour Cemal, qui a davantage été formé dans les instances du parti, peu de ressources permettent de négocier les insatisfactions, si tant est qu'elles surviennent. Cemal ne nous a en effet jamais fait part de doutes ou de problèmes, il se pourrait donc que la remise de soi à l'organisation provoque un sentiment d'intense satisfaction, comme celui d'être l'instrument d'une autorité intellectuellement et spirituellement supérieure. Mais lorsque des doutes surviennent, et comme nous l'ont montré d'autres entretiens, certains repoussoirs sociaux (les « traîtres », les « féodaux », les « aghas ») peuvent aussi permettre de relégitimer l'engagement : c'est en calquant ses attentes sur celles du parti que la disjonction entre ce l'individu souhaite et ce qu'il retire effectivement de son engagement disparaît.

#### *4. Comment gérer la crise : loyauté, désengagement et radicalisation*

En février 1999, l'arrestation d'Öcalan est un choc sans précédent pour nos quatre interviewés, indépendamment de leur situation au sein du mouvement. Même pour Mehmet, en retrait du parti et qui ne rencontre plus aucun (« véritable ») militant du PKK depuis deux ans, l'« Affaire Öcalan » est le moment d'émotions ambivalentes mais intenses. Les propos de Derya résument bien le sentiment qui a prévalu : « Öcalan n'a jamais été un dieu pour moi, mais j'ai énormément pleuré quand il a été arrêté. Il représentait l'Espoir... ». Les premières images d'Öcalan, manifestement drogué, affirmant son amour de la Turquie et du peuple turc ont littéralement abasourdi ses militants et sympathisants. Traîtrise ? Mauvais traitements ?

Tactique pour éviter la pendaison ? Puis de nouvelles images sont publiées par l'Etat turc : elles montrent Öcalan, les yeux bandés, entouré de deux drapeaux turcs. A l'incompréhension succède alors l'humiliation : même les plus farouches adversaires d'Öcalan ont vu dans cette mise en scène une tentative de briser la résistance et l'identité kurdes. Ces événements ont manifestement ému et traumatisé de larges segments de la population kurde. Au-delà, ils ont cassé le symbole de la cause kurde en Turquie, révélant à beaucoup l'humble humanité d'un chef craint et adoré. Si Mehmet, Serhan et Cemal ne s'étendent pas sur ce moment (pour des raisons différentes), Derya participe aux manifestations kurdistes qui ont lieu dans toute l'Europe.

Est-ce à dire que tous les anciens militants et sympathisants d'Öcalan se sont ralliés à la nouvelle position du parti ? S'il est vrai qu'une grande majorité a suivi la nouvelle stratégie qui laissait espérer un retour à la paix et de meilleures conditions de vie pour les Kurdes en Turquie, certains n'ont pu se résoudre à renoncer à suivre une stratégie qualifiée autrefois de trahison. Cemal, qui est envoyé en Europe par le PKK au début des années 2000 afin d'y diriger un nouveau parti kurdiste de Syrie (le PYD, *Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'Union démocratique) va trouver les moyens de légitimer la nouvelle stratégie du parti et de se l'approprier :

Le PKK ne voulait pas la guerre, ni avec la Turquie, ni avec l'UPK et le PDK. Le complot contre Abdullah Öcalan en 1998 le montre bien. En 1991, à l'Académie, Öcalan nous avait dit que la guerre ne servait à rien. Mais là on ne pouvait pas comprendre, moi c'est seulement après que j'ai compris. C'est pareil que le cessez-le-feu de 1993, ça a alimenté beaucoup de questions. Et ce n'est qu'après qu'on a compris. [...] Öcalan a toujours trouvé une solution. Quand il propose une nouvelle stratégie, je ne suis jamais surpris et je l'accepte. (Cemal, originaire d'Afrin).

Öcalan est donc assimilé à un être omniscient. De même qu'il savait déjà en 1980 qu'un coup d'Etat allait se produire en Turquie, Öcalan savait dès 1993 qu'il allait remplacer la lutte de libération par le « combat pour la civilisation ». Mais pour Mehmet, Serhan et Derya, l'« affaire Öcalan » provoque des remises en question autrement plus radicales que celles de Cemal. Derya, dont la prise de distance avec le PKK est antérieure à l'arrestation d'Öcalan, va finalement s'accommoder assez bien de cette nouvelle stratégie, même si l'« affaire Öcalan », qui correspond également à un moment où ses relations sont plus tendues avec l'association, provoque en elle des sentiments très ambivalents.

L'affaire Öcalan a été effrayante. J'ai pleuré, je ne pouvais plus suivre les cours à l'Université, je suis donc allé manifester avec les autres. A l'époque, j'aurais préféré qu'Öcalan soit jugé en Allemagne. L'Allemagne et la Grèce ont coopéré avec la Turquie, les USA aussi. Aucun pays ne nous a soutenu, nous n'avons pas d'amis... Ca fait mal. [...] Parmi ceux qui soutiennent le PKK, beaucoup de gens sont devenus très passifs car ils n'acceptent pas la nouvelle idéologie. Oui, beaucoup sont contre cette nouvelle stratégie. Le PKK avait une bonne politique, mais c'est vrai qu'il est devenu trop libéral [c'est-à-dire trop peu radical, trop tourné vers le compromis] : comment expliquer qu'il mette fin à la lutte armée alors que rien n'a changé en Turquie ? (Derya, originaire de Maraş ; entretien de 2001).

Néanmoins, passée par une phase de rejet du mouvement en 1998-1999 (comme d'autres amis à elle), Derya considère aujourd'hui que la critique radicale d'Öcalan est inutile est contre-productive : « c'est quand même grâce à lui que le PKK a pu réveiller le peuple kurde ». Son engagement « féministe », sa volonté de paraître « elle-même » tout en acceptant le leadership d'Öcalan font qu'elle s'insère finalement assez bien dans la nouvelle idéologie du mouvement qui prône émancipation et développement personnel, tout en soulignant le rôle incomparable d'Öcalan.

Maintenant je me sens « normale », mais ça ne fait pas longtemps, peut-être deux ou trois ans. Je ne suis plus si émotionnelle, je suis beaucoup plus réaliste. Et je ne suis pas contre le PKK ou Mala Kurda. Mais c'est vrai que le PKK a beaucoup joué dans la construction de ma personnalité actuelle. J'ai un peu l'impression d'être passé par trois phases de ma personnalité : ma jeunesse, mes années PKK et aujourd'hui. [...] Et maintenant, être kurde ce n'est plus forcément appartenir au PKK. [...] Aujourd'hui, les relations sont pacifiées avec les filles de Mala Kurda : elles savent que je n'ai pas travaillé avec la police, que je n'ai pas « trahi ». Avec les autres, T., B., R., C., et surtout G. [cercle d'amis aujourd'hui très critiques vis-à-vis de la nouvelle stratégie du parti et proches de certains dissidents], c'est plus compliqué. Ils considèrent tous que l'Affaire Öcalan a été le signe d'un échec, mais pas pour moi. Je me sens beaucoup plus proche des idées de D. [autre ami du même groupe], qui est plus « à la frontière ». (Derya, originaire de Maraş ; entretien de 2004).

Pour Serhan et Mehmet au contraire, l'affaire Öcalan va être moins perçue comme un complot que comme une trahison. Serhan, s'il est toujours « pour la cause kurde et le PKK », ne comprend pas que les commandants continuent à suivre les ordres d'Öcalan, qu'il considère maintenant comme un « agent de l'Etat turc ». Dans son esprit, le parti a perdu toutes ses références au mouvement révolutionnaire d'origine :

Tu sais, au sein du PKK, il y avait deux courants. Le courant Öcalan et le courant Pir, Ayri Durmuş et Karer [trois des fondateurs du PKK, assassinés à la fin des années 1970 ou décédés d'une grève de la faim au début des années 1980]. Pour le deuxième courant, l'idée était de commencer la révolution en Turquie à partir du Kurdistan. Öcalan, lui, n'a voulu que conserver son pouvoir. Avant, les slogans ce n'était pas « Biji Serok Apo » [Vive le Président Öcalan] mais « Biji les noms des commandants ». Et les commandants sont devenus trop puissants pour Öcalan... C'est vrai qu'il était plus facile d'expliquer aux gens qu'on voulait un Etat que de leur expliquer le socialisme, c'était plus simple... Mais Öcalan était d'abord kurde, puis marxiste. Alors que je me suis toujours considéré comme kurde *et* marxiste en même temps. (Serhan, originaire de Batman).

Il se désengage alors rapidement, sans qu'il fasse référence à des problèmes particuliers. Mais ses 10 ans au sein du parti l'ont transformé : même s'il ne fait plus de politique, il est aujourd'hui dans les affaires et vit toujours comme un « révolutionnaire professionnel » : il n'a pas d'appartement, vit dans sa voiture ou chez des gens, prépare des opérations financières risquées. Si son discours est bien d'abord un moyen de légitimer une position actuelle, il est significatif que la prise de distance s'opère à partir d'une position théorique : se considérer comme un « idéologue » est déjà une marque de défiance vis-à-vis d'Öcalan, qui incarne à lui seul toute l'idéologie du mouvement. S'il n'est plus du tout engagé, il a de l'estime pour un certain nombre de dissidents vivant en Europe.

On retrouve ce phénomène chez Mehmet, qui avait déjà quitté l'organisation avant la rupture de 1999. Aucun membre du PKK ne le connaît aujourd'hui, hormis des gens en retrait du mouvement. Il est chauffeur de taxi, et, bien qu'il soit très philosophe, on sent qu'il a du mal à accepter cette vie souvent décalée (il travaille souvent la nuit). Sa position à l'égard du PKK actuel est sans équivoque :

Les Kurdes n'ont pas d'alternatives au combat. Seul le combat a apporté quelque chose. Quand tu as de l'argent, des armes, tu peux tout faire. Il suffit de convaincre les gens. Mais aujourd'hui, c'est difficile depuis l'arrestation d'Öcalan : « nous ne voulons plus du Kurdistan », etc. [...] Öcalan est un otage de l'Etat, c'est l'Etat qui décide de la politique du PKK. Une semaine avant la libération de Leyla Zana [députée kurde emprisonnée en Turquie pendant 10 ans], Öcalan disait que les députés kurdes allaient sortir de prison. Mais d'où savait-il ça ? [...] [Et tu ne voudrais pas t'engager dans d'autres partis ?] Les autres partis ne font que parler. C'est important de parler, mais il ne faut pas que ça. Pendant des années ils n'ont fait que critiquer. Ces critiques étaient souvent fondées, mais qu'ont-ils fait eux ? (Mehmet, originaire de Kırşehir)

Les sentiments de Mehmet vis-à-vis de la nouvelle stratégie du parti et de celle des autres partis vont le conduire à se rapprocher progressivement (au début des années 2000)

d'un groupe de dissidents du PKK conduit par un ancien commandant du parti en prison (Mehmet Can Yüce, lui aussi exilé en Allemagne). « Ces gens sont plus intellectuels » dit-il. Mais il reste cependant assez désenchanté et considère qu'il ne peut « plus vraiment faire quelque chose pour la cause kurde maintenant » : « Mehmet Can Yüce, en tant qu'homme, il est bien. Et je suis tout à fait d'accord avec ce qu'il dit. Au moins, il essaie de faire quelque chose. Mais bon, la plupart du temps, quand on se voit, on ne parle pas de politique ». Il est cependant significatif que Mehmet et Serhan se fondent également sur l'histoire du mouvement pour légitimer leur position actuelle. Le rejet d'Öcalan - qui est d'ailleurs parfois plus ambigu que ne le laissent transparaître ces extraits d'entretiens - et le refus de la nouvelle stratégie du parti ne s'accompagnent pas d'un rejet de l'organisation : seule la réactivation de l'ancien PKK - épuré de ses éléments les plus contestables - permettrait à la lutte de continuer dans de bonnes conditions. Et cette argumentation ressemble finalement assez bien à celle qui est en vigueur depuis longtemps au sein du parti, démontrant l'influence de la socialisation partisane chez certains dissidents actuels du mouvement.

### ***Conclusion : l'institutionnalisation de la domination***

Cette analyse a donc permis de mettre en évidence la pluralité des trajectoires militantes au sein du PKK : alors que certains semblent s'en remettre totalement à l'institution et trouvent toujours les moyens de (re-)légitimer leur engagement, d'autres passent par des phases de doutes et de questionnements qui peuvent conduire à leur désengagement total ou partiel ou à leur radicalisation auprès de cercles dissidents.

La disjonction entre les attentes de l'individu et celle de l'institution peut avoir plusieurs causes, sur lesquelles il convient de revenir ici. Il semble d'abord parfois plus difficile aux Kurdes alévis de se sentir totalement en phase avec une organisation considérée (à juste titre comme on le verra) comme majoritairement sunnite : ils ont en effet souvent tendance à considérer leur kurdicité comme moins naturelle et donc à ne pas lier systématiquement leur destin à celui du PKK. De même, la socialisation primaire dans des régions rurales où les Kurdes sont minoritaires crée sans doute des dispositions moins nettes à l'engagement, du fait notamment de l'histoire de ces régions (moins marquées par la répression) mais aussi de l'implantation plus tardive du PKK. La méconnaissance de ce parti peut en effet conduire à de fortes désillusions lorsque les expériences ne correspondent pas vraiment à celles qui étaient attendues. Les modalités de l'engagement peuvent ainsi

également conduire à moins s'en remettre à l'institution : avoir été contraint de s'engager (par la prison ou la menace d'une expulsion par exemple), avoir été directement envoyé dans la guérilla sans avoir été formé et sans passer par une phase d'adaptation au parti peuvent avoir des conséquences sur la manière d'appréhender le rôle qu'on se voit attribué au sein de l'institution. Enfin, les contacts avec des militants du parti dotés de capitaux culturels plus importants, au moment de la socialisation primaire ou en prison, ont pu conduire certains à rejeter la nouvelle stratégie d'Öcalan après 1998-1999. Quand des doutes surviennent, il est cependant parfois possible de négocier sa place et son rôle au sein du parti. Certaines ressources antérieures à l'engagement peuvent ainsi être mobilisées. La connaissance approfondie de l'organisation, notamment par des frères engagés dans la première cohorte de militants et ayant côtoyé les fondateurs, peut permettre de « parler le même langage » que les cadres du parti et de trouver un accord avec eux. De même, avoir une famille aisée soutenant financièrement le PKK rend peut-être les différends avec l'organisation plus facile à régler. Les ressources acquises au cours de l'engagement peuvent aussi servir de monnaie d'échange, mais surtout si elles sont reliées à d'autres ressources externes : « laissez Derya tranquille, elle a déjà beaucoup donné ».

Il n'est aucunement ici dans notre intention de recenser tous les facteurs pouvant conduire les individus engagés à remettre en question les rôles qui leur sont attribués et encore moins de lister toutes les ressources permettant de négocier ces rôles au sein de l'institution. L'analyse des biographies de Derya, Mehmet et Serhan a par ailleurs montré que tous ces facteurs pouvaient se combiner (de manière parfois contradictoire ou paradoxale) et infléchir différemment les trajectoires des individus. Mais c'est dans la comparaison avec la trajectoire de Celal que l'importance de ces variables apparaît : né dans des régions majoritairement sunnite, sans grand capital économique et social, ayant connu le PKK très tôt *via* son aile militaire et étant passé par l'Académie Mahsum Korkmaz, Celal se révèle plus disposé à s'en remettre totalement à l'institution et à son chef et à adapter continuellement sa trajectoire à celle du parti, même après la rupture de 1999. Il se pourrait dès lors que les dispositifs disciplinaires mis en place par le PKK aient des effets différenciés sur les individus. Mais si l'on ajoute que le profil de Celal correspond aussi davantage au militant « type » du PKK dans les années 1990 en Turquie (kurde, sunnite, originaires des régions à majorité kurde de Turquie, avec faible capital culturel et faible voire très faible capital économique, d'origine le

plus souvent paysanne et villageoise, ou récemment urbanisé<sup>1378</sup>), **tout porte à croire que ces dispositifs ont très souvent bien fonctionné, auprès des militants, mais également d'un grand nombre de sympathisants**<sup>1379</sup>. Il faut en effet souligner que même pour les individus aujourd'hui plus critiques, la prise de distance reste ambivalente. Derya, qui avait d'ores et déjà commencé à négocier son rôle au sein de l'organisation, semble s'être accommodée de la nouvelle stratégie du parti, sans pour autant se réengager de la même manière. De leur côté, Mehmet et Serhan rejettent radicalement cette nouvelle stratégie, mais ce rejet se fonde paradoxalement sur les principes de l'« ancien » PKK, dont ils pouvaient critiquer certains aspects auparavant, ce qui tend à démontrer l'influence qu'exerce encore aujourd'hui l'institution partisane sur leur perception du monde et même leur vie quotidienne.

---

<sup>1378</sup> White, Paul, *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers ?...*, *op. cit.*

<sup>1379</sup> Lors de nos entretiens avec des sympathisant, ceux-ci nous ont très souvent fait part de leur sentiment de culpabilité de n'en faire pas assez pour la cause, de leur volonté de « sortir d'une psychologie de l'esclave », de leur impression d'être « comme la feuille d'un arbre » que symboliserait le PKK, de la terreur que leur inspire les ennemis internes, de leur dégoût à l'égard du « complot » contre Apo, etc.

### Section 3. Héros et traîtres : pour une sociologie de l'arme corporelle

#### *Introduction :*

Comme nous l'avions annoncé dans l'introduction de ce chapitre, les longs développements qui précèdent avaient notamment pour objectif de tenter de rendre compte des actions auto-sacrificielles en Europe. Nous avons jusqu'à présent tenté de montrer dans quelle mesure la socialisation au sein de l'institution PKK pouvait conduire certains militants à s'en remettre à l'institution, à adhérer à son régime de vérité, à diviniser son chef. Nous avons également vu que l'imaginaire institué au sein du PKK s'était diffusé au sein de larges segments de la population kurde, pourtant non soumis au même encadrement que les militants. Véritable amour porté à Öcalan, obéissance, abnégation, disposition au sacrifice sont donc des propriétés qui peuvent caractériser l'investissement d'un certain nombre de militants et sympathisants. Il reste que *disposition au sacrifice de soi* et *sacrifice volontaire* ne doivent être confondus : si le PKK a compté plusieurs dizaines de milliers de militants et sympathisants prêts à se faire tuer, si beaucoup sont d'ailleurs morts en soutenant le parti d'Öcalan, ils ne sont qu'un peu plus de 200 à s'être volontairement sacrifiés pour la cause en un peu plus de vingt ans. Inversement, l'immolation par le feu est une pratique protestataire qui n'est pas le seul fait des militants et sympathisants du PKK : depuis 1963, année du sacrifice du moine bouddhiste Thich Quang Duc contre la politique religieuse de Diem au Vietnam, plusieurs milliers de personnes se seraient engagées dans de telles actions, dans des contextes et au sein de groupes sociaux aussi différents que la Tchécoslovaquie des années 1960 (Jan Palach à Prague en 1969), les Tatars de Crimée, la Corée du Sud ou encore la Chine des années 2000 (des membres de la secte Falun Gong en 2001)<sup>1380</sup>.

Dans tous les cas, l'immolation par le feu peut être considérée comme un « coup stratégique »<sup>1381</sup>, fréquemment utilisé par des acteurs à faibles ressources ou engagés dans des interactions fortement asymétriques. Mais pour quels militants ou sympathisants et dans quels types de contextes en vient-elle à être considérée comme potentiellement plus « payante » que

---

<sup>1380</sup> Biggs, Michael, « Dying without Killing : Protest by Self-Immolation, 1963-2002 », *art. cit.* ; Uehling, Greta, « Squatting, Self-Immolation, and the Repatriation of Crimean Tatars », *Nationalities Papers*, vol. 28, n° 2, 2000, p. 317-341 ; Kim, Hyojoung, « Shame, Anger, and Love in Collective Action : Emotional Consequences of Suicide Protest in South Korea, 1991 », *Mobilization*, Vol. 7, n°2, 2002, p. 159-176.

<sup>1381</sup> Schelling, Thomas, *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, 1986.

d'autres pratiques autrement moins « risquées »<sup>1382</sup> ? A quels moments cette ressource devient-elle également pertinente ? Si nous avons d'ores et déjà vu que l'institution était à l'origine de la construction d'un idéal d'investissement de soi inaccessible, l'hypothèse qui sera défendue ici est que c'est la construction au sein du PKK d'une figure des « martyrs » qui a conduit un certain nombre de militants à désirer se sacrifier volontairement (*fedai etmek*) pour venger les morts, faire avancer la cause du parti et surtout être digne de la « Direction ». La construction sociale du désir de mourir pour la cause sera donc analysée dans un premier temps. Dans un second temps, l'étude de la répartition géographique des immolations par le feu permettra de mieux cerner combien l'emprise de l'institution (sur les militants et sur la population) est déterminante dans les décisions de passage à l'acte, presque indépendamment du contexte politique dans lequel les acteurs sont insérés. L'analyse diachronique du recours à ces actions permettra aussi d'observer dans quelle mesure les vagues d'immolations peuvent être corrélées à des crises ou des problèmes précis affectant l'institution. Les trajectoires biographiques de trois militants et sympathisants s'étant immolés par le feu en Europe pourront enfin permettre de mieux comprendre en quoi leur désir de mourir a pu trouver son origine dans l'imaginaire politique institué au sein du PKK.

### ***A. La construction sociale du désir de mourir pour la cause***

#### *1. Les actions fondatrices en Turquie : de l'univers carcéral à la place publique*

Postuler le caractère politique et protestataire des immolations par le feu des militants kurdes en Europe nécessite un rappel historique préalable. Les années 1970 sont marquées en Turquie par une politisation rapide de la société, et voient la création d'un nombre importants d'organisations kurdes ou turques, de gauche, de droite ou islamistes. Après le coup d'État militaire de 1971, le régime bascule progressivement dans la crise et se révèle incapable de contenir les affrontements violents entre mouvances kurde, marxiste et nationaliste turque (cette dernière étant souvent soutenue par les institutions de sécurité). Traumatisés par la défaite du mouvement de Barzani en Irak, déçus par une gauche qu'ils considèrent comme incapable de prendre en compte les revendications kurdes, un certain nombre d'étudiants de l'Université d'Ankara décident de fonder une nouvelle organisation qui deviendra le Parti des Travailleurs du Kurdistan en 1978. Dans l'optique d'un passage à la lutte révolutionnaire, ils se dotent dès le début d'une structure militaire et clandestine : celle-ci

---

<sup>1382</sup> Les immolations par le feu paraissent supprimer l'idée même de « risque ». Le fort taux de survie après ce type d'action incite cependant le chercheur à maintenir ce terme, même s'il reste *a priori* un impensé des acteurs.

leur permettra de combattre les autres organisations kurdistes (et notamment les Libérateurs nationaux du Kurdistan, KUK) et de lancer leurs premières attaques contre des propriétaires terriens de Siverek (sud-est) en 1979. Le 12 septembre 1980, les militaires reprennent le pouvoir, proclament l'état d'urgence et se proposent de remodeler la société sur une base kémaliste : c'est sur les Kurdes que la répression sera la plus dure. Entre 1980 et 1983, plusieurs centaines de milliers de personnes sont mises en garde-à-vue, des milliers de militants de gauche et de sympathisants de la cause kurde sont arrêtés, torturés et emprisonnés. Parmi les lieux de détention, la prison n°5 de Diyarbakır a sans conteste la plus mauvaise réputation parmi les Kurdes. C'est aussi en son sein que les premières pratiques suicide du PKK apparaissent<sup>1383</sup>.

Les prisonniers étant regroupés par affinité politique, la résistance parvient progressivement à s'organiser : une grève de la faim qui durera 18 jours est organisée fin 1980, suivie de nombreuses autres début 1981. Organisé par des membres du comité central du PKK (Mehmet Ayır Durmuş, Kemal Pir, Mehmet Şener, et Rıza Altun), un premier « jeûne de la mort » est suivi par 18 personnes à partir du 4 mars. Il n'est interrompu au bout de 45 jours que sur la promesse du Commandant Esat Oktay Yıldırım de répondre aux demandes des grévistes, après la mort d'Ali Erek. Leurs revendications concernent alors les conditions de détention, mais aussi le droit de ne pas être astreint à la prière ou de parler en kurde. Au bout de quelques jours, les brimades et mauvais traitements reprennent et les détenus faisant l'objet de mesures disciplinaires (et notamment les condamnés à mort, dont fait partie Mazlum Doğan, responsable de la propagande du PKK) sont placés en cellules de confinement. Le 26 mai, épuisés, ils finissent par accepter le règlement. Cela ne signifie toutefois pas la fin des tortures : de nombreux témoignages insistent sur le fait que certains détenus continuent de se taper la tête violemment contre les murs afin de tomber inconscients avant les « interrogatoires ». Le 21 mars 1982, Mazlum Doğan se pend dans sa cellule ; la légende - réelle ou supposée - veut qu'il soit resté résistant jusqu'au bout : il aurait ainsi brandi trois allumettes enflammées pour symboliser le nouvel an kurde (*Newroz*<sup>1384</sup>) au moment de mourir. C'est ce premier suicide protestataire qui a sans doute constitué le fondement de l'événement *Dörtlerin gecesı* (« la nuit des quatre »).

---

<sup>1383</sup> A notre connaissance, c'est aussi dans la prison de Diyarbakır qu'apparaissent les premières actions protestataires sacrificielles en Turquie (jeûne de la mort, immolation par le feu), même si l'immolation par le feu était déjà une pratique - non protestataire *a priori* - utilisée par certaines femmes soupçonnées d'adultère.

<sup>1384</sup> Lors des fêtes de *Newroz*, le 21 mars, la « tradition » veut que l'on allume des feux afin de célébrer le retour du printemps. Cette fête a pris ensuite un sens plus politique de résistance à l'assimilation turque.

Le 18 mai 1982 au petit matin, quatre militants du PKK étendent de vieux journaux, cartons et chiffons dans un coin de la 33<sup>ème</sup> chambrée où ils viennent d'être transférés et y versent de la peinture, achetée par l'administration sur le pécule des prisonniers pour qu'ils décorent les murs de leurs chambres de portraits d'Atatürk et de dessins relatifs à la mythologie turque. Ils s'assoient en tailleurs sur les journaux, s'aspergent d'huile et de peinture et mettent le feu. Réveillés par une espèce d'explosion, les autres détenus accourent. Les quatre militants tentent alors d'expliquer qu'il s'agit d'une action politique, qu'il ne faut pas l'entraver et qu'ils ne souhaitent pas être secourus ; ce faisant, ils appliquent des chiffons enflammés sur leur corps, crient des slogans et crient : « Désormais il faut mourir à Diyarbakır. Ce n'est pas le moment se trouver des raisons pour [continuer à] vivre »<sup>1385</sup>. Selon un autre prisonnier, le plus âgé aurait également dit « nous nous sacrifions [*kendimizi feda ediyoruz*] pour les gens de cette prison, nous nous brûlons pour que les autres prisonniers aient des conditions de vie humaine, pour cette raison. Que cela soit compris de cette façon ». Le témoin ajoute : « Une fois la couverture et l'huile consommés, il s'est effondré, a rampé sur les coudes jusqu'à un petit brasier un peu plus loin, a attrapé les braises et s'est enflammé la tête ».<sup>1386</sup> Ils meurent très rapidement. Ferhat Kurtay, Necmi Öner, Eşref Anyık et Mahmut Zengin ne sont pas des membres du Comité central du parti. Âgés de 22 à 33 ans, ils sont tous originaires des régions kurdes mais ont grandi dans des milieux sociaux assez hétérogènes : si les deux premiers viennent de famille aisées, ont étudié au lycée voire à l'université (Kurtay était ingénieur électricien) et étaient préalablement engagés dans d'autres partis (gauche turque ou kurde), les deux autres ont grandi dans des familles pauvres, n'ont pas fait d'études et n'ont pas d'autres expériences militantes que leurs combats contre les propriétaires terriens de Hilvan et Siverek au sein du PKK. Tous les témoignages tendent à montrer qu'ils avaient programmé leur action quelques jours auparavant<sup>1387</sup>, et en effet la date qu'ils choisissent est

---

<sup>1385</sup> Témoignage du détenu Mehmet Özgül (de l'organisation de gauche turque TKP-ML/TIKKO) devant le tribunal militaire de Diyarbakır, reproduit dans l'hebdomadaire *2000'e Doğru* [Vers l'an 2000], 12 août 1987. Ce témoignage concorde avec celui de l'ancien maire de Diyarbakır, Mehdi Zana (*La prison n°5...*, op... cit. et avec le témoignage de l'homme d'affaires Selim Dindar, incarcéré à la prison n°5 de 1981 à 1984 (« Üç yılını'cehennem'de geçirdi » [Trois années en enfer], *Radikal*, 23 juin 2003).

<sup>1386</sup> Témoignage d'un autre prisonnier, dans le même numéro de *2000'e Doğru* (12 août 1987).

<sup>1387</sup> Selon Mehmet Tanboğa, ancien détenu de la prison de Diyarbakır et coauteur avec Fevzi Yetkin d'un livre sur la *Dörtlerin gecesi* (İstanbul, Yurt Yayınları, 1989), les quatre militants auraient préparé leur action la veille au soir (« Bir Vasiyeti yerine getirdim » [Voici en guise de testament], *Özgür Politika*, 12 novembre 2003). Des débats sur la paternité de cet ouvrage ont agité le milieu des « anciens » du PKK début 2005 : voir notamment le site internet de Şükrü Gülmüş à l'URL : <http://www.nasname.de> (en turc).

particulièrement symbolique : leur immolation intervient cinq ans jour pour jour après l'assassinat de Haki Karer, considéré comme le plus intellectuel du groupe d'Öcalan<sup>1388</sup>.

Un nouveau « jeûne de la mort » est lancé le 14 juillet, auquel prennent part également d'autres organisations. Cette fois, deux fondateurs du PKK, Mehmet Ayri Durmuş et Kemal Pir, ainsi que Akif Yılmaz et Ali Çiçek décèdent au bout de plus de cinquante jours de grève. Ils constitueront, avec Mazlum Doğan et les « quatre », les premiers « martyrs » de la cause du PKK. De nouvelles grèves de la faim jusqu'à la mort auront encore lieu en septembre 1983 puis janvier 1984 (avec également un certain nombre de suicides par pendaison), elles ne verront cependant jamais de nouvelles immolations même si, lors de la « protestation des barricades » (janvier 1984), l'ancien maire de Diyarbakır est obligé d'intervenir afin de refuser l'idée d'un sacrifice volontaire par le feu dans chaque cellule<sup>1389</sup>. Les premières immolations par le feu interviennent donc en prison et sont fortement conditionnées par cet environnement<sup>1390</sup>. C'est une nouvelle vague de protestation dans les prisons turques en 1988 qui va permettre la diffusion de cette pratique à l'extérieur de l'univers carcéral<sup>1391</sup>.

De nouvelles grèves de la faim sont en effet lancées dans les prisons de Diyarbakır et Eskişehir, puis dans d'autres grandes villes, au début de l'année 1988. Les détenus réclament notamment de meilleures conditions de détention, le droit de ne pas porter l'uniforme ainsi que le droit de parler en kurde. Lors des grèves de la faim de 1982-1984, les familles - et surtout les mères - de détenus avaient commencé à s'organiser afin d'interpeller Ankara et de publiciser la situation de leurs enfants. Alors que les tensions redoublent dans les prisons, elles exigent dès février que les revendications des détenus soient acceptées et certaines menacent même de s'immoler par le feu si aucune issue n'est trouvée au conflit. A Diyarbakır, la protestation gagne la rue en avril : marche suivie de l'assaut du tribunal, grève

---

<sup>1388</sup> Ils auraient laissé une lettre-testament qui a été retranscrite récemment (2006) sur la page des « martyrs de mai » (*Mayıs şehitleri*) du site internet du PKK (URL : <http://www.pkk-info.com/tr/Sehitlerimiz/mayisozel/dortlulerinmektubu.html>, dernier accès le 5 septembre 2007). Ils font dans cette lettre explicitement référence à Haki Karer et disent vouloir suivre la voie de Mazlum Doğan. Nous n'avons pas retrouvé de traces plus anciennes de cette lettre. Les « martyrs de mai », c'est-à-dire décédés en mai selon la terminologie adoptée lors de la 1<sup>ère</sup> Conférence du PKK en 1981, comprennent à la fois des militants du PKK (Haki Karer, Mehmet Karasungur, les *Dörtler*...) et les leaders de la gauche turque du début des années 1970, intégrés à l'histoire du mouvement (Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan, Hüseyin İnan et İbrahim Kaypakkaya).

<sup>1389</sup> Zana, Mehdi, *La prison n°5...*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>1390</sup> Sur la violence contre soi dans les prisons françaises, voir Bourgoin, Nicolas et Girard, Caroline, « Les automutilations et les grèves de la faim en prison », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, n°3, Juillet-Septembre, 2000, p. 257-266.

<sup>1391</sup> Le 10 août 1982, un arménien du nom d'Artin Penik se serait immolé par le feu publiquement sur la place Taksim à İstanbul pour protester contre le terrorisme de l'ASALA. Même si cette immolation était avérée, il apparaît cependant difficile de relier ce geste à celui des *Dörtler*.

de la faim dans les locaux du SHP (parti social-démocrate du peuple), manifestations organisées devant la prison par l'association des étudiants de l'université Dicle... La grève de la faim de Diyarbakır s'arrête le 26 avril... pour reprendre le 12 mai. Le 16 mai, les mères des détenus Mehmet Şener et Mahmut Şahin - tous deux membres importants du PKK - s'immolent par le feu devant le siège de la super-préfecture ; elles ne sont sauvées que par l'intervention des passants. Saliha Şener et Rahime Şahin sont aussitôt arrêtées et placées en détention. Une vingtaine de personnes se rassemblent alors devant la prison et menacent de s'immoler par le feu si les deux femmes ne sont pas relâchées et placées sous contrôle médical. Elles sont finalement libérées, et les revendications des détenus acceptées<sup>1392</sup>. Un événement très similaire a lieu en novembre de la même année, à İstanbul - c'est-à-dire pour la première fois en dehors des régions kurdes, alors que des grèves de la faim ont été lancées en octobre et novembre dans plus de vingt prisons en Turquie. Le 10 novembre à 11 heures du matin, au 23<sup>ème</sup> jour de la grève de la faim de la prison d'Eskişehir, une conférence de presse est organisée à la Chambre des médecins dans le quartier de Çağaloğlu par les organisations de soutien aux détenus TAYAD et DEMKAD. Plusieurs orateurs prennent la parole, et la mère du militant du PKK emprisonné Erdoğan Sönmez finit par les interpeller : « vous agissez de manière trop sentimentale. Ils font la grève de la faim, il est nécessaire de les soutenir de manière plus active ». La tension monte au cours de la conférence de presse. Madame Sönmez se lève énervée, lance « Mon fils meurt dans une prison, et ceux-là, que font-ils ? » et sort précipitamment. Au pied du mur du lycée pour garçon, elle sort une bouteille de liquide inflammable, la verse sur elle et s'enflamme sous les regards abasourdis des membres de TAYAD et DEMKAD. Des manifestants tentent rapidement d'éteindre les flammes : elle sera finalement grièvement blessée<sup>1393</sup>.

Si ces trois actions ont bien lieu hors de la prison, elles n'en restent pas moins fortement liées à l'univers carcéral, tant en raison des acteurs mobilisés que des revendications qu'elles portent. Pourtant, entre 1989 et 1992, quatre autres actions, qui mettent en scène également des femmes, vont achever de faire sortir le sacrifice de soi hors des prisons. Le 18 janvier 1989 à Cizre, Binevş Agal (Berîvan), une jeune combattante de 23 ans qui a rejoint le PKK en Allemagne en 1984, aurait fait sauter sa dernière grenade contre elle afin de ne pas tomber entre les mains des soldats turcs. Son action intervient au moment d'une grande opération de l'armée turque dans la région, qui suit le meurtre de deux policiers

---

<sup>1392</sup> *Kurdistan Report*, n°23, juillet 1988.

<sup>1393</sup> *Milliyet*, 11 novembre 1988, *Associated Press*, 10 novembre 1988, *Çözüm*, n°19, 18 décembre 1988.

quelques jours auparavant<sup>1394</sup>. Puis, le 21 mars 1990 au matin, soit huit ans jour pour jour après la pendaison de Mazlum Doğan, une étudiante de 24 ans en quatrième année de médecine à l'Université Dicle, Zekiye Alkan, s'immole par le feu au bas des remparts de Diyarbakır (Urfa Kapı), au moment où se déroule le défilé des fêtes de *Newroz*, interdites par le pouvoir. Elle aurait souhaité monter sur les remparts mais les policiers l'en aurait empêché. Quelques jours auparavant, elle aurait confié au président de l'association d'étudiants kurdistes dont elle était membre : « je voudrais un feu plus intense pour *Newroz* » (*daha güçlü bir ateş istiyorum*). Il n'avait pas alors compris ce qu'elle entendait ainsi signifier. Brûlée à plus de 80%, elle est transférée vers un hôpital d'Ankara et meurt le 31 mars<sup>1395</sup>. Elle est enterrée ensuite dans la discrétion à Erzincan. Deux ans plus tard, c'est Raşan Demirel, une lycéenne kurde de 18 ans, qui s'immole par le feu le 22 mars 1992 sur une montagne isolée du district à majorité kurde de Kadifekale à İzmir (ouest de la Turquie), alors que de nombreux affrontements entre manifestants et forces de sécurité ont eu lieu la veille dans les régions kurdes. Elle meurt très rapidement. Enfin, le 25 octobre 1992 Xakurkê (régions kurdes d'Irak), Gülnaz Karataş (Berîtan), une combattante âgée de 21 ans, aurait sauté du haut d'une falaise pour ne pas être capturée vivante par les forces turques, après avoir épuisé toutes ses munitions<sup>1396</sup>.

Cette rapide généalogie des actions sacrificielles chez les Kurdes de Turquie entre 1982 et 1992 est évidemment sujette à caution : si la plupart des immolations par le feu sont mentionnées tout autant dans des sources kurdistes que dans des sources pro-turques, il n'en va pas de même des suicides des combattantes de l'ARGK, dont on ne sait dans quelle mesure ils relèvent du mythe ou de la réalité. Elle nous semble néanmoins permettre de saisir la diversité des contextes qui les voient naître et la pluralité des individus qui y ont recours. Mieux, elle permet donc de saisir trois principaux axes de diffusion de ces pratiques contestataires, qui constituent probablement autant de mécanismes d'autonomisation par rapports aux actions originelles de la prison de Diyarbakır.

---

<sup>1394</sup> *Milliyet* fait référence au nom de code « Suzan » et non « Berivan ». Cf. *Milliyet*, 20 janvier 1989.

<sup>1395</sup> Entretien avec l'ancien président de l'association kurdiste de l'Université Dicle à Diyarbakır, réalisé par Gilles Dorronsoro en Août 2005. Nous remercions Gilles Dorronsoro de nous avoir ouvert ses notes de terrain.

<sup>1396</sup> Toutes ces martyrs sont recensés dans *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü* [Album des Martyrs du Mouvement de la Femme Libre], Jina Serbilind, Lieu de publication inconnu (Allemagne), 2005, p. 34-35, 48-53, 140-143 et 275-277. A noter que si Zekiye Alkan, Raşan Demirel et Gülnaz Karataş apparaissent bien dans cet ouvrage parmi les *fedai şehitler* (martyrs auto-sacrificiels), ce n'est pas le cas de Binevş Agal.

Un premier axe a trait aux perspectives dans lesquelles s'inscrit l'action : forme de contestation « désespérée » visant à revendiquer des conditions de détention décentes, l'immolation a d'abord été reprise par des proches des détenus pour ensuite s'autonomiser de l'univers carcéral. Autonomisation ne signifie néanmoins pas stricte indépendance. Nous avons vu en effet que l'association des étudiants de l'Université Dicle dont faisait partie Zekiye Alkan était fortement impliquée dans la défense des prisonniers politiques dès 1988, et Zekiye aurait elle-même été arrêtée et torturée pour ses activités associatives<sup>1397</sup>. Mais c'est aussi entre 1989 et 1992 que pourraient apparaître dans la guérilla certaines pratiques sacrificielles inconnues jusqu'alors, contribuant à brouiller un peu plus la frontière entre suicide et protestation. Car le sens donné à ces actions, de même que les modalités d'engagement dans ce type de pratique ont sensiblement évolué entre 1982 et 1992 : si les revendications sont au départ exclusivement tournées vers la prison, elles concernent la répression contre les Kurdes en général dix ans plus tard ; si l'immolation est d'abord entreprise sur un mode collectif (les « quatre » de la prison n°5, puis les deux mères de Diyarbakır), les actions semblent progressivement s'individualiser à partir de 1988.

Un deuxième axe, directement lié au précédent, concerne le contexte de ces actions protestataires. « Inventées » en Turquie au sein d'une institution totale où le répertoire d'actions disponibles est sans doute encore plus restreint que dans d'autres prisons turques, les immolations par le feu sont ensuite reprises à l'extérieur de la prison dans une région sous administration spéciale (Diyarbakır) pour ensuite apparaître dans des contextes bien moins répressifs et ethniquement beaucoup plus hétérogènes (İstanbul, İzmir). De même, alors que les premières actions apparaissent indépendamment de toute autre contestation simultanée, Madame Sönmez se brûle au moment d'une conférence de presse, Zekiye Alkan se sacrifie au moment d'un défilé interdit et les combattantes Binevş Agal et Gülnaz Karataş se suicident en plein combat. Il semble alors possible d'affirmer que la réappropriation de ces pratiques au sein des réseaux kurdes dans l'ouest de la Turquie va de paire avec leur diffusion, partielle et progressive, hors du contexte qui les a engendrées<sup>1398</sup>.

---

<sup>1397</sup> Entretien avec l'ancien président de l'association kurdiste de l'Université Dicle à Diyarbakır - qui a selon ces dires été torturé en même temps qu'elle - réalisé par Gilles Dorronsoro en août 2005.

<sup>1398</sup> Ce qui ne signifie pas la fin de ce type de pratiques au sein de l'univers carcéral, loin de là. Il faut néanmoins attendre mars 1994 pour qu'une nouvelle immolation d'un détenu du PKK apparaisse dans les prisons turques et 1996 pour qu'émerge une nouvelle « vague » d'immolations.

Enfin, le troisième axe est intimement lié à l'identité sociale des acteurs. Alors que les premières immolations par le feu sont exclusivement le fait de jeunes hommes, elles sont reprises par des femmes relativement âgées (Madame Sönmez a 60 ans) puis ce sont de très jeunes femmes (nées à la fin des années 1960 et au début des années 1970) qui finissent par se les réapproprier. De même, Alors que Kurtay, Öner, Anyık et Zengin sont tous membres du PKK, ce sont ensuite des mères de militants, puis de simples sympathisantes qui s'immolent par le feu.

La mise en lumière de ces mécanismes ne doit pas cependant laisser croire qu'il s'agit de *tendances* qui vont déterminer les perspectives, les contextes et les acteurs des pratiques sacrificielles ultérieures : les immolations par le feu vont continuer à apparaître majoritairement en prison, à être initiées majoritairement par des hommes, à être le plus souvent utilisées par de jeunes militants. Il serait plus juste de concevoir les actions fondatrices comme un cadre, un concentré de significations ou une *boîte à outils* dans laquelle les militants et sympathisants vont pouvoir piocher au gré des circonstances. Entre 1993 et 2007 en effet, 174 autres immolations ou tentatives d'immolation par le feu en faveur de la cause kurde auront lieu, et leurs caractéristiques resteront très proches de celles des années 1982-1992, tant du point de vue des contextes d'action ou des acteurs, que des techniques employées (s'enrouler de journaux ou de chiffons en prison, s'asperger de liquide inflammable à l'extérieur)... Sans que le sens donné à ces actions ne soit évidemment réductible à l'une ou l'autre des actions fondatrices. De même, et peut-être à la suite des suicides de Berîvan et Berîtan, au moins 17 attaques-suicides seront organisées par des combattants du PKK entre 1996 et 2006, sans compter les (nombreux ?) suicides destinés à éviter la capture<sup>1399</sup>. Il apparaît donc nécessaire d'analyser comment ce cadre a pu devenir pertinent pour une partie des militants et sympathisants du PKK à partir du début des années 1990.

## 2. La fabrique des martyrs

La question du sacrifice de soi tend en inévitablement à se rapprocher de la figure du *martyr* (*şehit*). Trois catégories de martyrs peuvent traditionnellement être distinguées chez les Kurdes de Turquie : les victimes non-combattantes, les combattants tués pour la cause et

---

<sup>1399</sup> Anja Flach relate ainsi (au conditionnel) l'information parvenue dans son groupe selon laquelle, en mai 1997, 46 militants présent dans un hôpital de campagne à Hewler (Irak) se seraient fait sauter pour échapper aux forces du PDK (Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par Barzani). Cf. Flach, Anja, *Jiyanekê din – ein anderes Leben...*, *op. cit.*, p. 241.

les martyrs « emblématiques »<sup>1400</sup>. Dans l'imaginaire de la lutte, il existe une relation quasi-organique entre ces trois catégories (« en raison des nombreux innocents assassinés, les Kurdes ont pris les armes et se sont fait tués en suivant l'exemple des héros morts pour le Kurdistan »), ce qui nécessite de ne pas les séparer de manière trop rigide. La « fabrique des martyrs » mêle donc toujours images héroïques socialement construites, témoignage (*şahadet*) de la souffrance et du malheur de victimes innocentes, et idéal d'engagement devant plus ou moins nécessairement - en fonction de la position des individus au sein du mouvement kurde - se concrétiser dans la pratique, l'originalité de cette construction étant que chaque élément peut être simultanément la conséquence et la cause de l'autre. Les « testament de martyrs » condensent d'ailleurs ces trois perspectives, comme on le verra plus bas.

Débutée dans les années 1930, la « fabrique des martyrs » héroïques est un phénomène complexe qui obéit tout autant à des considérations stratégiques (volonté de mettre en valeur certains héros à des fins de mobilisation<sup>1401</sup>) qu'à des processus davantage socio-historiques, indépendants des acteurs nationalistes (tradition orale, mémoire locale des révoltes et de leur répression). Il serait pourtant bien difficile d'établir un rapport de causalité direct entre imaginaire des héros nationaux et sacrifice de soi, tout du moins durant les premières années du PKK. Les nationalistes kurdes qui s'engagent dans les années 1960-1970 redécouvrent certes ces premiers martyrs, éclipsés après la répression de la révolte de Dersim (1936-1938). Mais les fondateurs du PKK, fortement influencés par le marxisme-léninisme, semblent bien davantage mettre en avant les « structures objectives » de la domination turque, aux dépens des événements et des personnages héroïques<sup>1402</sup>. Ce n'est en fait qu'après les morts violentes de la prison de Diyarbakır qu'une martyrologie « partisane » se met en place, et celle-ci semble se nourrir plus de l'image des leaders de la gauche exécutés après le coup d'Etat de

---

<sup>1400</sup> Hamit Bozarslan, qui tente de cerner le phénomène à l'échelle de l'ensemble des Kurdes du Moyen-Orient, recense une quatrième catégorie de martyrs, celle des violences intra-kurdes. Bozarslan, Hamit, « La figure du martyr chez les Kurdes », *art. cit.*, p. 335-347.

<sup>1401</sup> Tejel, Jordi, « Le Khoyboun et la fabrication des premiers martyrs du nationalisme kurde », *Etudes kurdes*, n°6, 2004, p. 41-58. Voir aussi, sur les symboles du nationalisme kurde, Strohmeier, Martin, *Crucial Images in the Presentation of a Kurdish National Identity...*, *op. cit.*

<sup>1402</sup> Lors de leurs procès en 1981, les membres du comité central ne mentionnent jamais les révoltes des années 1920 et 1930, ni les noms des martyrs de ces deux décennies (voir les actes des procès reproduits dans les premiers numéros de *Kurdistan Report*). En 1978, le programme du PKK résume également ces révoltes en quelques lignes, et ne mentionne même pas le nom de leurs chefs (PKK, *Der Weg der Revolution Kurdistans (Manifest)*, *op. cit.*). Ce rejet de l'action individuelle est somme toute assez classique chez les groupes marxistes-léninistes.

1971 que des héros des années 1920 et 1930, souvent considérés comme féodaux et réactionnaires<sup>1403</sup>.

Mais les personnes et les immolations évoquées plus haut ne sont pas *toutes* connues des militants kurdistes du PKK en Europe<sup>1404</sup>. Si l'histoire des martyrs de la prison de Diyarbakır est largement présente dans la presse du parti depuis 1982, une hiérarchie semble rapidement s'être instituée au sein du mouvement : les sacrifices volontaires ne sont pas tous égaux, et leur valeur dépend tout à la fois de facteurs relativement stables et de rapports de force fluctuants, internes au parti. Avec les quelques autres fondateurs du parti déclarés assassinés par l'ennemi (Haki Karer) ou tués au combat (Mahsum Korkmaz, Mehmet Karasungur, combattants de la première heure), les martyrs de Diyarbakır constituent une sorte de panthéon « éclairant le chemin de la libération ». Une différence de nature existe cependant entre eux : alors que les simples militants sont restés des hommes « héroïques » pour lesquels on a certes de l'admiration, les fondateurs et les membres du Comité central ont progressivement fusionné avec la figure d'Öcalan au sein de l'*Önderlik* (la direction du parti)<sup>1405</sup>. Alors que les photographies des premiers apparaissent parfois timidement dans les revues de l'organisation, les portraits des seconds (Mehmet Ayri Durmuş, Kemal Pir, Mazlum Doğan et parfois Haki Karer et Mahsum Korkmaz) sont exposés aux côtés de l'effigie d'Öcalan sur les murs de chaque association proche du PKK en Europe. Ainsi, à *Mala Kurda*, l'association kurde proche du PKK à Berlin, les portraits des martyrs-fondateurs et d'Öcalan sont situés sur le mur en face de l'entrée. A leur gauche, on peut voir les portraits de Cheikh Said, Cheikh Reza, Mustafa Barzani mais aussi de Berîtan et Zilan (Zeynep Kınacı, auteure de la première attaque-suicide du PKK). Enfin, à droite, en face des martyrs légendaires, sont exposés tous les portraits d'une douzaine de membres de l'association décédés de mort

---

<sup>1403</sup> Le plus célèbre « martyr » de la gauche est Deniz Gezmiş. Les « martyrs » des années 1930 sont sans doute plus connus localement, et davantage mobilisés par les élites nationalistes du DDKO (Foyers culturels révolutionnaires de l'Est).

<sup>1404</sup> Inversement, de très nombreux autres martyrs tombés dans les montagnes sont bien connus des guérilleros. Les montagnes ou les unités militaires peuvent ainsi porter les noms de certains martyrs. Les noms de code font quant à eux plus souvent références à des martyrs emblématiques, d'où le nombre extrêmement important de Besê (une des premières combattantes tuées), de Ronahî, de Berîvan ou de Berîtan.

<sup>1405</sup> Cette fusion s'apparente d'ailleurs à une transsubstantiation (soit littéralement la transformation *réelle* d'une substance en une autre), à l'image de la transsubstantiation du pain et du vin dans l'Eglise catholique, qui devient *réellement*, par la consécration, le corps et le sang du Christ (tout en conservant leur apparence).

violente<sup>1406</sup> Et tout porte à croire qu'il en était déjà de même en 1993 ou 1994, même si évidemment le nombre des martyrs était alors beaucoup moins important<sup>1407</sup>.

Mais si avoir été membre du Comité central est une condition nécessaire pour devenir un héros reconnu<sup>1408</sup>, ce n'est en rien une condition suffisante : alors que Mehmet Şener a bien participé au jeûne de la mort de 1982, que sa mère a bien tenté de s'immoler par le feu en 1988, toute la famille sera ensuite considérée comme « traître » à la cause lorsque Şener s'opposera à Öcalan au début des années 1990<sup>1409</sup>. Au sein du PKK, comme ailleurs, les héros sont de fait bien plus souvent morts que vivants, héros et martyrs ne constituant plus qu'une seule et même catégorie. Ceci autorise la « Direction » du parti à quelques arrangements : comme le souligne Hamit Bozarslan, les cas de traîtres assassinés puis réhabilités *post mortem* sont nombreux<sup>1410</sup>, et, inversement, il arrive que les héros-martyrs d'hier deviennent les traîtres d'aujourd'hui. Le suicide volontaire peut aussi permettre de purifier le traître, comme dans le cas d'Eser Altınok, qui s'est immolé par le feu en mai 1998 après avoir collaboré avec les autorités allemandes et a ensuite été réhabilité. Mais si la mort est nécessaire à l'héroïsation, c'est aussi que la survie est toujours susceptible de receler une part de trahison. La plupart des membres du Comité central encore en vie à la fin des années 1980 (après leur passage par la prison de Diyarbakır) a ainsi été suspectée à un moment ou à un autre d'avoir trahi et un grand nombre d'entre eux a été éliminé après 1985. De telles pratiques autorisent finalement toutes les allégations : l'ancien commandant du PKK Selim Çürükkaya, opposant à Öcalan depuis 1993, n'hésite pas à avancer que Mehmet Karasungur et Mahsum Korkmaz (déclarés morts au combat) pourraient avoir été exécutés secrètement sur l'ordre d'Öcalan, puis « martyrisés ». D'autres pourraient aussi s'être suicidés après une séance de critiques<sup>1411</sup> ou avoir été contraints de se suicider pour échapper à une mort plus cruelle. D'où l'énorme difficulté de déceler les véritables tenants et aboutissants d'une action déclarée suicide, au moins pour les cas qui ne sont mentionnés que dans des sources pro-PKK...

---

<sup>1406</sup> Morts au combat, tués lors de la tentative d'occupation du Consulat israélien en février 1998, décédée durant la grève de la faim de 1995, immolé par le feu et... tué dans accident de voiture. Dans ce dernier cas, les trois personnes revenaient d'un festival kurde organisé dans l'ouest de l'Allemagne.

<sup>1407</sup> Voir par exemple les photographies de l'association kurde de Basel reproduites in Stein, Gottfried, *Endkampf um Kurdistan...*, *op. cit.*, p. 105.)

<sup>1408</sup> Ce n'est pas tout à fait vrai : les journaux quotidiens de simples combattants « exemplaires » tués dans les montagnes peuvent parfois être publiés sur support papier ou électronique et participer de leur héroïsation. Aucun ne peut atteindre cependant les membres du Comité central tués au début des années 1980.

<sup>1409</sup> Il sera exécuté par le PKK en Syrie. Sur Şener voir Çürükkaya, Selim, *PKK...*, *op. cit.*, p. 77 et suivantes.

<sup>1410</sup> Pour des exemples, voir par exemple *Serxwebûn*, septembre 1992 et août 1993, cités in Bozarslan, Hamit, *La question kurde...*, *op. cit.*, p. 220.

<sup>1411</sup> Carla Solina fait ainsi référence à un combattant ayant cherché à se suicider suite à une séance de critiques. Cf. Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, *op. cit.*, p. 109.

Qu'en est-il alors plus spécifiquement des martyrs sacrificiels (*fedai şehitler*) ? La valorisation du sacrifice volontaire de soi pour la cause n'apparaît de fait que de manière très progressive. Dans les années 1980, de nombreux militants sont ainsi persuadés que Mazlum Doğan - qui s'est pendu dans sa cellule - est en fait mort sous la torture, conformément à ce que semble affirmer la presse pro-PKK de l'époque<sup>1412</sup>. Pourtant, aujourd'hui, la plupart des militants et sympathisants rencontrés sont encore persuadés qu'il s'est bel et bien immolé par le feu en 1982. Inversement, les martyrs de la « *dörtlerin gecesi* » ne sont pas au départ considérés comme s'étant eux-mêmes immolés mais comme ayant été abattus ou étranglés, puis brûlés<sup>1413</sup>. Ils sont aujourd'hui très méconnus des militants de base, qui adoubent par contre leur héros Mazlum, sorte de Che Guevara kurde, qui a montré le feu de *Newroz*, « voie de la libération ». Et, de fait, l'historiographie du PKK veut que les *Dörtler* (qui ne sont que de « simples » militants) aient « mis en pratique » la théorie de Mazlum. Ce n'est donc qu'à partir des années 1986-1988 que se suicider pour la cause devient une action valorisée : les immolations des mères de détenus en 1988 seront alors considérées comme des actions héroïques et exemplaires<sup>1414</sup>... puis oubliées au profit des immolations de Raşan Demirel et (surtout) Zekiye Alkan, et des suicides de Binevş Agal et (surtout) Gülnaz Karataş. La tentative *avortée* de sacrifice de soi est finalement loin de protéger de la mise au ban ultérieure : comme on l'a vu, Saliha Şener sera effectivement déclarée traître après 1991. Mais pour les militants de base et les sympathisants, peu au fait de ces tensions car tenus à l'écart des enjeux politiques internes, l'immolation par le feu devient à cette même époque le symbole du dévouement suprême à la cause.

En 1990 et 1992, les immolations de Zekiye Alkan et Raşan Demirel émeuvent fortement les sympathisants et militants du PKK et, au delà, de nombreux Kurdes au Moyen-Orient et en exil<sup>1415</sup>. Ces deux jeunes femmes ne sont pas militantes du PKK et leur action ne résulte probablement pas uniquement de l'intériorisation d'un certain rôle militant. Si

---

<sup>1412</sup> L'organe de presse germanophone du PKK (*Kurdistan Report*) soutient en tous cas cette thèse jusqu'en 1988.

<sup>1413</sup> Cf. les différents numéros de *Kurdistan Report* avant décembre 1986, date à laquelle apparaît pour la première fois l'idée qu'ils se seraient suicidés volontairement. Voir aussi l'article de l'avocat et ancien représentant du PKK Hüseyin Yıldırım « Le Kurdistan après trois ans de dictature », *Le Monde diplomatique*, décembre 1983.

<sup>1414</sup> *Kurdistan Report*, n°23, juillet 1988 et n°25, décembre 1988.

<sup>1415</sup> En 1992, le gouverneur de Süleymaniye (dans les régions kurdes du nord de l'Irak contrôlées par l'Union patriotique du Kurdistan, UPK), fera même construire une statue à la mémoire de Zekiye Alkan.

Zekiye<sup>1416</sup> est bien kurde originaire d'Erzincan (ou, selon le PKK, Gümüşhane, un peu plus au nord, d'où est aussi originaire Kemal Pir<sup>1417</sup>), elle est aussi alévie parlant *zaza*, plutôt jolie, et qui s'est élaborée une « théorie de l'amour libre » qui ne la rend pas toujours très populaire et fréquentable à Diyarbakır (où domine sunnisme conservateur et dialecte *kurmanji*). Assez mal intégrée, elle serait repartie un an à İzmir l'année précédente (probablement dans sa famille, non engagée en politique, qui pourrait habiter là-bas), avant de revenir finir ses études de médecine à Diyarbakır. Elle était la seule fille des 14 membres fondateurs de l'association, qui ont tous été arrêtés et torturés plusieurs fois. Zekiye aurait par ailleurs été très marquée par Mazlum Doğan, figure centrale de la propagande du PKK à cette époque, qui le décrit comme s'étant immolé par le feu. Elle connaissait également - au moins de renommée - la mère de Mehmet Şener, Saliha Şener, qui s'était immolée par le feu dans la même ville deux ans auparavant. Au delà et même s'il est impossible de vérifier cette information, c'est peut-être la lecture de l'ouvrage *Dörtlerin Gecesi* qui aurait pu l'inciter à entreprendre une telle action<sup>1418</sup>. « J'ai montré à tous comment on allume vraiment le feu de Newroz » (« *Ben Herkese Newruz ateşe nasıl yakıldır gösterdim* ») confiera-t-elle à l'ancien Président de l'Association. A l'hôpital, juste avant de mourir, elle refuse de parler une autre langue que le *zaza*. Après sa mort les membres de l'association à laquelle elle appartenait discutent beaucoup de son geste, et tous semblent s'accorder pour refuser ce type d'action. Un seul de ces étudiants (Cengiz Polat, originaire d'une famille très militante de Siirt), partira d'ailleurs se battre et mourra dans les montagnes, tandis que les autres sont restés plutôt proches du HadeP. Si le groupe savait qu'elle avait des frères et sœurs, ils n'ont jamais rencontré sa famille, ni avant ni après sa mort. Les sources nous manquent pour en dire autant sur l'action de Raşan Demirel. Elle était originaire de la province de Mardin, et plus précisément - selon des sources policières - de Nusaybin. La veille, c'est aussi dans cette ville que les affrontements entre manifestants kurdistes et forces de sécurité ont été les plus violents (au moins 10 morts et 20 blessés). Selon des sources policières, elle aurait laissé une lettre à ses côtés : « je me brûle pour ma nation kurde » y aurait-elle écrit<sup>1419</sup>.

---

<sup>1416</sup> Entretien avec l'ancien président de l'association kurdiste de l'Université Dicle à Diyarbakır, réalisé par Gilles Dorronsoro en août 2005. Sauf mention contraire, les informations qui suivent concernant Zekiye Alkan sont issues de cet entretien.

<sup>1417</sup> *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit., p. 48 et 50.

<sup>1418</sup> Témoignage de Mehmet Tanboğa, un des auteurs de l'ouvrage, citant un article paru dans l'hebdomadaire turc *Tempo*. Selon lui, le livre aurait été écrit suite à une commande directe d'Öcalan, à des fins de mobilisation. Voir l'interview de Tanboğa déjà citée, parue dans *Özgür Politika*, 12 novembre 2003.

<sup>1419</sup> *Associated Press*, 22 mars 1992.

Or, ces deux jeunes femmes vont être non pas réellement « récupérées », mais « intégrées » à l'histoire du PKK. Dans l'hagiographie du Parti des femmes du PKK, elles ne sont pas déclarées « militantes » du mouvement (leur « fiche » ne contient ni nom de code, ni date d'engagement) et les éléments « objectifs » de leur biographie ne semblent pas vraiment retravaillés. Mais leurs sentiments et leurs réflexions sont décrits avec précision, sans que ces informations soient évidemment vérifiables, d'autant plus qu'aucun « testament » entier n'est présenté par le PKK<sup>1420</sup>. Leurs trajectoires sont également simplifiées, rationalisées, mise en cohérence avec les principes du parti (il n'est évidemment nulle part fait mention du goût de Zekiye Alkan pour les aventures amoureuses). Enfin, leur action est décrite sur le mode de la reconstitution documentaire, avec des détails et un véritable sens du tragique.

Zekiye aurait ainsi souhaité être une « femme libre », elle n'aurait pas vraiment voulu devenir docteur mais aurait davantage été intéressée par le militantisme et le professorat, bien plus nécessaires à la lutte<sup>1421</sup>. De même, elle se serait immolée en haut des remparts de Diyarbakır, alors même que nous avons vu qu'elle n'avait pas pu monter sur les murailles du fait d'un important dispositif policier. De nombreux détails permettent de se figurer facilement la scène : elle aurait ainsi d'abord versé de l'essence autour d'elle en s'enfermant dans un cercle, puis renversé le reste du jerrican sur son corps avant de s'enflammer. Alors qu'elle commençait à brûler, elle aurait également crié des slogans en faveur de la cause kurde : « *Newroz* a besoin d'un grand feu, de grande flammes ! Le feu de *Newroz* doit être indomptable ! Avec le feu de mon corps, la torche de *Newroz* doit brûler encore plus ! ». Et toujours selon des sources pro-PKK, elle aurait peu avant participé à une manifestation à l'Université Dicle de Diyarbakır où elle aurait « annoncé » son action<sup>1422</sup>.

Quant à Raşan, elle n'aurait semble-t-il visité le Kurdistan que deux fois dans sa vie et sa famille aurait migré vers İzmir pour des raisons économiques alors qu'elle est encore toute petite. Son action est surtout commentée dans les termes de la lettre qu'elle aurait laissée, destinée *a priori* essentiellement aux Kurdes des métropoles qui ont fui vers l'ouest de la Turquie. Elle leur aurait ainsi demandé de ne pas oublier la peine et les souffrances de ceux qui restaient sous l'oppression turque, les auraient incités à s'unir, à résister et à

---

<sup>1420</sup> Des passages de la lettre laissée par Raşan Demirel sont repris dans son hagiographie. Quant à Zekiye Alkan, elle n'a *a priori* pas laissé de lettre.

<sup>1421</sup> *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit., p. 50. Les hagiographies des martyrs sont toujours signées des « Camarades du mouvement » (*Mücadele arkadaşları*) et ont en général d'abord été publiées dans le mensuel *Serxwebûn*.

<sup>1422</sup> *Kurdistan Report*, n°31, juin 1990, p. 20.

rejoindre la lutte des martyrs qui ont montré le chemin de l'indépendance du Kurdistan<sup>1423</sup>. Elle aurait également terminé sa lettre par les mots : « *Biji Serok Apo, Biji Kurdistan, Biji Newroz* » (« Vive le président Apo, vive le Kurdistan, vive *Newroz* »)<sup>1424</sup>.

Un dernier exemple, qui est peut-être le plus important en ce qu'il concerne surtout la diffusion orale (et non écrite) de ces figures héroïques, concerne l'action de Binevş Agal (Berîvan), qui s'est tuée pour ne pas être capturée en 1989. Sa vie et sa mort sont en effet connues et reconnues comme exemplaires à l'Académie Mahsum Korkmaz et dans la guérilla. Dans une discussion avec des membres d'une « délégation » venue visiter l'Académie, Yekdar, une jeune stagiaire guérillero, sait par exemple que Berîvan a vécu en Allemagne et qu'elle a rejoint le parti de là-bas, ce qui l'amène finalement à nuancer quelque peu ses premières idées sur la société européenne dégénérée<sup>1425</sup>. De même, selon le témoignage d'une combattante du PKK recueilli par Carla Solina, les journaux turcs auraient publié des photographies de la jeune femme peu après sa mort, accompagnés de commentaires sous-entendant qu'elle était un objet sexuel des guérilleros. La nouvelle de sa mort aurait par ailleurs conduit à une insurrection populaire à Cizre<sup>1426</sup>. Mais ce que la combattante ne dit pas, c'est qu'une vaste opération de l'armée turque venait aussi d'avoir lieu dans la région et qu'une affaire sordide ayant eu des répercussions internationales s'était déroulée quelques jours auparavant (dans de village voisin de Yeşilyurt, des soldats turcs ont obligé des habitants à manger leurs excréments), événements qui sont peut-être plus à l'origine des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Cizre que l'action de Binevş Agal.

On le voit, il est ici hors de question d'essayer de savoir ce qui, dans ces trajectoires et dans ces actions, relève du mythe et de la réalité. Il apparaît tout aussi impossible, avec les informations dont nous disposons, de tenter de déceler les motivations de ces jeunes femmes ou les déterminants de leur action (même si, en ce qui concerne les suicides visant à éviter la capture, les motivations pourraient sans doute être plus facilement identifiables). Il nous semble plus important de remarquer que ces hagiographies visent essentiellement à faire percevoir ces sacrifices comme héroïques et à donner aux militants et sympathisants la possibilité d'identifier tout ou partie de leur propre trajectoire biographique à celles de ces

---

<sup>1423</sup> *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit., p. 52-53.

<sup>1424</sup> *Yeni Özgür Politika*, 20 mars 2006.

<sup>1425</sup> Entretien avec la stagiaire Yekdar, publiée dans « "Wir kämpfen für eine unabhängige, freie Frauenpersönlichkeit !". Gespräch mit Frauen in der Akademie », *Serfrazkin. Wir werden siegen ! Berichte und Interviews zum kurdischen Befreiungskampf*, op. cit., p. 16.

<sup>1426</sup> Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, op. cit., p. 39.

martyrs, qui ont atteint la perfection en donnant leur vie pour la cause du PKK. La commémoration des actions de Zekiye, Raşan et Gülnaz par Öcalan lui-même dans des lettres qui leur sont dédiées permet aussi, au cas où subsisterait un doute, de « valider » leur engagement et leur biographie<sup>1427</sup>.

### 3. Testaments, témoignages et (auto)biographies d'institution

Quel est alors le statut des testaments de martyrs publiés par le PKK, par la presse kurdiste turcophone et germanophone, ou par les presses turque et allemande ? Plus précisément, dans quelle mesure les testaments relèvent-ils de témoignages subjectifs réels, d'autobiographies d'institution, ou de biographies relues voire reconstruites par le parti ? Si l'on se rappelle la position qu'occupent les militants au sein de l'organisation, si l'on prend en sérieux le degré d'investissement de soi exigé au sein du PKK, peut-on considérer que ces testaments pourraient permettre de révéler les marques d'une intériorisation profonde des enseignements et des principes inculqués au sein du parti ? Ou au contraire doivent-ils être appréhendés uniquement comme des constructions de l'institution visant à faire croire, vis-à-vis de l'extérieur mais aussi en interne, que si des Hommes suivent ainsi les préceptes d'Öcalan, c'est que son discours ne peut être que « vrai ». Bref, sous quelles conditions peuvent-ils être intégrés à une analyse sociologique des trajectoires sacrificielles des militants et sympathisants du PKK ? On l'imagine, une réponse claire et valable pour tous les testaments est ici impossible et amène plutôt d'autres questions. Le PKK ou la presse kurdiste publient-ils tous les testaments ou est-ce qu'une sélection est opérée ? Les testaments sont-ils publiés immédiatement après la mort du « martyr » ou au contraire plusieurs années après ? Les informations fournies dans ces testaments peuvent-elles être - au moins en partie - recoupées par d'autres sources ? Existe-t-il plusieurs versions d'un même testament, dont le contenu évoluerait dans le temps au sein d'une même source ? Existe-t-il également différentes versions d'un même testament selon les sources considérées (organe du PKK et presse allemande par exemple) ? Enfin, peut-on observer des évolutions fluctuantes ou tendancielle, conjoncturelles ou structurelles, de la forme et du contenu des testaments à long terme ? Compte-tenu de la durée de la période à analyser (30 ans), du nombre très élevé d'actions pouvant potentiellement conduire à la rédaction d'un testament et des innombrables sources que nécessite une telle entreprise (sources kurdistes, turques et internationales), il est clair que nous ne pourrions ici qu'esquisser des réponses partielles. Et ce d'autant plus qu'il

---

<sup>1427</sup> *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit., p. 34-35, 48-49 et 51.

est extrêmement difficile de recenser avec certitude les actions relevant *réellement* de la mort volontaire d'un militant du PKK : celles-ci sont en effet un enjeu important du conflit entre le PKK et les autorités turques, et sont donc souvent l'objet d'informations contradictoires et d'interprétations différentes, nous y reviendrons plus bas.

Sur 84 cas de décès *déclarés liés à une action-suicide volontaire* (67 immolations par le feu et 17 attaques-suicides) recensés à partir de sources partisans et « indépendantes »<sup>1428</sup>, nous avons pu retrouver la trace - au moins fragmentaire - de 48 testaments (parfois collectifs), 36 étant liés à une immolation par le feu et 12 à une attaque suicide. Ils sont généralement publiés dans les jours qui suivent le décès, et nous n'avons retrouvé aucun testament de personnes encore en vie. Nous n'avons presque toujours retrouvé qu'une seule version d'un même testament, même si, dans certains cas exceptionnels, jusqu'à trois versions peuvent coexister, parfois même indépendamment l'une de l'autre. Les testaments vont d'une phrase griffonnée sur un morceau de papier (« je serai libre avec le feu ») accompagnée d'une photographie d'Öcalan et d'un tract du PKK<sup>1429</sup> à une lettre fleuve de plus de 10 pages, destinées à plusieurs groupes de personnes (la « Direction » du PKK, l'opinion publique « révolutionnaire », les femmes du Kurdistan et les combattants de la liberté), qui se veut à la fois autobiographie et manifeste politique et qui a reçu une réponse d'Öcalan de la même taille<sup>1430</sup>. Entre ces deux extrêmes, une multitude de types de testaments existent, même si des « familles » peuvent être repérées. Une lecture rapide de tous les fragments et testaments intégraux que nous avons pu retrouver montre d'abord clairement que le lieu de la rédaction influence *la forme* des écrits. S'ils sont très variés et hétérogènes en Europe et dans les régions kurdes et turques de Turquie, ils sont beaucoup plus codifiées et « standardisés » dans la guérilla et dans les prisons turques, où les militants sont davantage intégrés à l'institution partisane. Les testaments issus de la guérilla et, dans une moindre mesure, de l'univers carcéral sont par ailleurs diffusés dans leur grande majorité d'abord *via* des sources partisans (ils peuvent ensuite être repris par d'autres médias), alors que les testaments issus de l'Europe ou du « milieu ordinaire » en Turquie sont relativement souvent diffusés par les autorités du pays concerné, des sources pro-PKK pouvant ensuite les reproduire et les diffuser, sans qu'il y ait ici d'automatisme.

---

<sup>1428</sup> Nous reviendrons plus en détail sur notre méthodologie dans la partie suivante.

<sup>1429</sup> Immolation par le feu d'un jeune Kurde de 30 ans à Athènes le 14 avril 2000

<sup>1430</sup> Attaque-suicide de Zeynep Kınacı (Zilan) le 30 juin 1996 à Tunceli (Turquie).

Ces observations ne doivent aucunement conduire à croire que certains testaments sont plus « vrais » que d'autres : certains testaments issus de la guérilla ressemblent à des autobiographies d'institution et pourraient avoir été écrits assez librement par les militants (même si l'on ne sait pas grand-chose des conditions de leur rédaction) et, inversement, rien n'indique qu'un testament diffusé par la police allemande et publié d'abord dans un quotidien germanophone n'ait pas été préalablement préparé par l'institution elle-même. Pour autant, une lecture plus attentive de notre corpus semble indiquer que *les contenus* diffèrent également fortement en fonction des espaces dans lesquels sont insérés les militants. Les testaments écrits dans la guérilla ou en prison sont ainsi bien plus politiques et idéologiques que les testaments écrits par des militants *ou des sympathisants* situés en Europe ou en Turquie hors milieu carcéral. Ces derniers tentent en effet plus soit de retracer avec précision un cheminement psychologique et politique ayant conduit l'auteur à vouloir se sacrifier, soit à décrire très succinctement l'état dans lequel se trouve l'auteur juste avant son action. En revanche, certaines marques d'allégeances, certains termes spécifiques à l'organisation, certaines manières de décrire l'action à venir, ainsi qu'un sentiment diffus de culpabilité et un appel à la mobilisation peuvent se retrouver dans presque tous les testaments, indépendamment des espaces considérés. L'analyse de ces 48 testaments nécessiterait évidemment une étude spécifique, qui dépasserait les limites de cette thèse. Nous avons donc choisi d'en présenter deux, très différents et très spécifiques : le premier est le fait de Bedriye Taş (Ronahî) et Nilgün Yıldırım (Berîvan), qui ont été les premières Kurdes à mourir d'une immolation par le feu en Europe ; le deuxième est signé de Zeynep Kınacı (Zilan), qui est la première combattante (homme et femmes confondus) à avoir lancé une attaque-suicide à Tunceli le 30 juin 1996.

Après la lettre des *Dörtler*, la lettre de Raşan Demirel est le second testament d'une personne s'étant sacrifiée volontairement pour la cause du PKK. Il ne nous a pas été impossible de réellement les comparer, mais ces deux lettres ont *a priori* des points communs : elles semblent s'adresser en priorité à la population et aux camarades de lutte, elles insistent sur la nécessaire mobilisation pour faire avancer la cause, elles expriment des convictions politiques claires et finissent toutes deux par un certain nombre de slogans mobilisateurs. Mais alors que la première ne mentionnent ni le nom d'Öcalan ni celui du Kurdistan (« A bas la colonisation, à bas l'impérialisme, vive le PKK, vive notre lutte de libération nationale »), la deuxième se réfère directement à Öcalan (« Vive le Président Apo, vive le Kurdistan, vive *Newroz* »). En 1994, Ronahî et Berîvan, qui s'immolent par le feu en

## Encadré V-2. Un testament double ? Bedriye Taş (Ronahî) et Nilgün Yıldırım (Berîvan)

### « Première » lettre *Özgür Gündem*, 24 mars 1994

« L'État allemand a, ces derniers mois, affiché très clairement son hostilité. Nos associations ont été interdites, nos couleurs nationales, nos drapeaux nationaux ont été bannis et des dizaines de nos patriotes ont été mis en garde-à-vue. L'Allemagne suit en cela le racisme turc. Elle soutien en se frottant les mains les plans de massacres de la clique de Demirel, Çiller et Güreş selon lesquelles : « on en aura bientôt fini [avec vous] [*ya bitecek, ya bitecek*] », et il apporte toute sorte de soutien à la continuation de la sale guerre et à la destruction du peuple kurde. Les massacres au Kurdistan sont perpétrés à l'aide d'armes allemandes. Enfin, les actions contre les patriotes kurdes qui participaient aux marches de *Newroz* 1994 dans différentes villes d'Allemagne, qui ont dépassé de loin Hitler, sont la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. A Cizre, à Şırnak, à Diyarbakır, l'Etat allemand a une grande responsabilité dans la pratique de la barbarie. Avec ses actions, l'Etat allemand commet un crime contre l'Humanité et devra immanquablement en rendre compte.

Nous commémorons avec respect et gratitude les soldats de la lutte de libération : Mazlum Doğan, qui, dans les prisons de Diyarbakır, a montré la voie au peuple kurde avec les restes de trois allumettes, les Ferhat [Kurtay] qui ont répondu à cette initiative pleine de sens en enflammant leurs corps, les Zekiye Alkan, qui ont dit « il faut célébrer *Newroz* en allumant le feu de *Newroz* », et qui a enflammé son corps sur les remparts de Diyarbakır. Nous voyons que le drapeau qu'ils nous ont transmis sera planté très bientôt dans les bastions. Nous allons de notre propre gré sur la voie des Necmi [Öner] qui disent de ne pas éteindre le feu. Brûler nos corps est la plus grande réponse à l'impérialisme et au colonialisme.

Hier soir, les paroles du Ministre de l'Intérieur Manfred Kanther : « à partir de maintenant, nous nous montrerons encore plus ferme vis-à-vis du PKK. Les militants du PKK [*PKK'liler*] doivent savoir qu'ils ne pourront être libres de leur mouvement nulle part » nous ont conforté dans notre décision. Nous savons et croyons que les flammes de la liberté, qui se nourriront de notre corps, contribueront à allumer un feu encore plus grand. Nous offrons notre corps et notre âme au peuple kurde et à l'humanité entière.

Nous saluons ceux qui sont tombés pour la lutte de libération du territoire, nous saluons ceux qui marchent pour la libération d'un Kurdistan uni et indépendant, et nous saluons le Président Apo.

A bas le colonialisme et l'impérialisme !  
A bas le chauvinisme allemand !  
Vive le PKK, l'ARGK, l'ERNK.  
Vive notre leader national Président Apo »

Ronahî, Berîvan, 21 mars 1994

### « Deuxième » lettre *Berxwedan*, Numéro spécial *Newroz* 1994, avril 1994 Reproduite à l'identique in *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit. [2003], p. 54 et 55

A notre grand peuple héroïque !

En vous souhaitant de tout cœur un joyeux *Newroz*, puisque notre objectif est de mener une existence humaine, et qu'il faut que vous résistiez encore davantage comme l'a déclaré la Direction de notre Parti, nous commençons par nous-mêmes en ce 21 mars et, même si cela est peu, nous voulions vous le faire savoir.

Comme l'a déclaré la Direction de notre Parti, la révolution de notre peuple en Europe, qui rejaillit sur le Kurdistan, est aussi d'une importance fondamentale. Sur cette base, puisque de lourdes tâches incombent à nos femmes, elles doivent pouvoir faire en sorte de rester debout, d'être celles qui suivent la voie montrée par la Direction de notre Parti. Nous croyons profondément en vous, notre grand peuple et notre confiance est sans fin.

Vive notre président Apo !  
Vive le PKK, l'ARGK, l'ERNK !  
Vive l'internationalisme !

Ronahî, Berîvan, 21 mars 1994

Allemagne 12 ans jour pour jour après la pendaison de Mazlum Doğan, inscrivent clairement leur action dans la continuité de celles de Mazlum, des *Dörtler* et de Zekiye (cf. Encadré V-3), dont elles connaissent sans doute très bien l'histoire. Leur lettre apparaît cependant beaucoup plus courte, beaucoup moins idéologique et beaucoup plus « circonstanciée » que celle de Kurtay, Zengin, Anyık et Öner. Les slogans finaux mixent des salutations déjà lancés par les *Dörtler* (sur le colonialisme, l'impérialisme et la lutte de libération) et des morts d'ordre concernant Öcalan et le Kurdistan similaires à ceux de Raşan, mais une mention spéciale est faite à l'« Etat allemand », cible principale de cette action de protestation. Reproduite par *Özgür Gündem*, quotidien kurdiste publié en Europe, cette lettre - sans doute diffusée par la police allemande qui l'a retrouvée à l'endroit du drame - a aussi circulé parmi les journalistes allemands qui en ont parfois reproduit une grande partie<sup>1431</sup>.

Ce n'est pourtant pas cette lettre qui est lue par Öcalan le 11 avril 1994<sup>1432</sup>, qui est reproduite d'abord dans *Berxwedan* puis dans l'*Album des martyrs des femmes*<sup>1433</sup>. Cette dernière est encore plus courte, plus idéologique (elle intègre implicitement la question de l'Homme nouveau et des femmes), davantage tournée vers la mobilisation du peuple kurde en Europe, absolument acritique vis-à-vis des autorités allemandes et surtout elle inscrit beaucoup plus les deux jeunes femmes dans une démarche de soumission à la « Direction » du parti. Les autorités allemandes ont-elles choisi de ne diffuser qu'une partie d'une seule et même lettre ? Mais en ce cas, pourquoi le PKK n'a-t-il (semble-t-il) jamais reproduit la lettre dans son intégralité ? Ronahî et Berîvan ont-elles écrit deux lettres, l'une à destination de l'« opinion publique » et l'autre à destination des militants et du peuple kurde, ce qui expliquerait que le PKK se soit surtout intéressé à la deuxième ? Enfin, dernière hypothèse, le premier testament ne convenait-il pas à la « Direction » qui aurait ressenti la nécessité de publier un autre testament, plus conforme à la théorie défendue par Öcalan au sein du parti ? Nous n'avons pas la réponse à ces questions, qui nécessiteraient des investigations plus poussées. Il est néanmoins clair que le testament diffusé dans les organes du parti est plus codifié que l'autre, et semble annoncer une certaine standardisation, visualisable dans le testament de Zilan.

---

<sup>1431</sup> Cf. Stein, Gotfried, *Enkampfung Kurdistan ?...*, op. cit., p. 161-162.

<sup>1432</sup> Cf. *Serxwebûn*, mai 1994.

<sup>1433</sup> *Berxwedan*, Numéro spécial Newroz 1994, avril 1994 et *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit., p. 54 et 55.

En 1996, une lettre de Zilan est d'abord reproduite dans le mensuel *Serxwebûn*, dès le mois de juillet<sup>1434</sup>. Selon diverses sources partisans, cette lettre aurait d'abord été écrite de la main de Zeynep Kınacı<sup>1435</sup>. Puis la combattante l'a lue à haute voix devant une caméra, et la cassette a été ensuite envoyée à la télévision pro-PKK *Med-TV* à Bruxelles qui en a diffusé quelques extraits dès le 30 juin au soir. Le testament est divisé comme on l'a vu en trois parties, la première s'adressant à Abdullah Öcalan (la « Direction du parti »), la deuxième « au peuple kurde patriote et à l'opinion publique révolutionnaire », la troisième « aux femmes du Kurdistan et aux combattants de la liberté ». Si une version allemande du testament existe et reste très fidèle au texte original paru dans *Serxwebûn*<sup>1436</sup>, une deuxième version turque raccourcie existe également, qui ne reprend que la première partie du testament et sert d'introduction à des *Çözümlemeler* d'Öcalan<sup>1437</sup> ; ce n'est pas celle-ci néanmoins qui est reproduite dans l'*Album des martyrs 1996-1997*, ni dans l'*Album des martyrs des femmes*<sup>1438</sup>.

La première partie du testament est sans doute la plus biographique. Après une présentation de son milieu social d'origine, elle explique d'abord le parcours qui l'a menée à entrer dans l'armée du PKK, puis raconte les progrès qu'elle a faits du point de vue de sa personnalité au sein du mouvement. De même que pour le réveil du peuple kurde « sans patriotisme et soumis à l'ennemi » et gangréné par l'individualisme, le pouvoir du clan et de la famille, c'est grâce au PKK et à Öcalan qu'elle a pu réaliser cette transformation. Puis elle explique le rôle spécifique qu'Öcalan a joué dans cette lutte révolutionnaire, et met en évidence son talent à tirer de la tombe le peuple sans doute le plus arriéré du monde : c'est par exemple grâce à sa théorie scientifique sur les femmes que le peuple kurde a pu devenir le peuple le plus précurseur dans ce domaine. Mais ce sont surtout « l'art de vivre de la

<sup>1434</sup> *Serxwebûn*, n°175, juillet 1996, p. 16-17.

<sup>1435</sup> Nous n'en avons retrouvé aucune reproduction. Par contre, des reproductions présentées comme authentiques d'une page de son journal quotidien (celle datée du 22 juin 1996) et d'un rapport écrit de sa main à la direction du PKK ont été mis en ligne sur un site du PKK destiné à la jeunesse (URL : <http://www.rojaciwan.com/haziranayisehitleri/>, dernier accès le 10 septembre 2007). Son vrai nom pourrait ainsi être Katlı et non Kınacı, et son année de naissance 1971 et non 1972, ces modifications étant peut-être destinées à protéger sa famille.

<sup>1436</sup> Le testament traduit en allemand a été publié à une date indéterminée sur le site d'Isku (Informationsstelle Kurdistan e. V.). URL : <http://www.nadir.org/nadir/initiativ/isku/hintergrund/frauen/pja/0006.htm> (dernier accès le 10 septembre 2007).

<sup>1437</sup> « Kürt Kadın Diriliş Sembolu Olmak İstiyorum » [Je veux être le symbole de la résistance de la femme kurde], in *Özgürlük Manifestosu Zilan* [Le manifeste de la liberté. Zilan], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Weşanên Jina Serbilind, 1999, p. 9-14.

<sup>1438</sup> *1995-1997 Şehitler Albümü* [Album des martyrs 1996-1997], Lieu de publication inconnu (Allemagne), *Serxwebûn*, Özel Sayı 25, Date de publication inconnue (1997 ou 1998), p. 25-30 ; *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, op. cit., p. 23-28.

Direction du Parti, son esprit de sacrifice, son courage, sa profondeur, sa sensibilité, son intelligence, sa perspicacité, sa puissance d'analyse, sa fidélité [au peuple], son esprit scientifique, son expérience et sa fertilité intellectuelle » qui ont permis les développements les plus importants depuis des siècles. La Direction est « source d'amour » et « en sa personne s'est forgé le profil-type de l'homme nouveau ». « Dans cette phase préliminaire à la victoire », l'autocritique est nécessaire à la révolution ; mais des attaques-suicides (*fedai eylemi*) permettraient de franchir une étape décisive. En s'adressant à Öcalan, elle se dit alors prête à réaliser une telle action, car « le don de notre âme n'est pas une réponse suffisante à votre travail et à vos efforts continuels et inépuisables ». Cette action, inscrite dans le sillage de celles de « Mazlum [Doğan], Kemal [Pir], Hayrı [Durmuş], Ferhat [Kurtay], Besê [Anuş<sup>1439</sup>], Berîtan [Gülnaz Karataş], Berîvan [Nilgün Yıldırım] et Ronahî [Bedriye Taş], permettra sa libération et la réalisation d'elle-même « au-delà de la guerre ». « Je souhaite réaliser cette action par amour de l'humanité et de la vie » déclare-t-elle enfin avant de lancer les désormais « traditionnels » slogans louant Öcalan, glorifiant la lutte et dénonçant l'ennemi.

Dans une deuxième partie, Zeynep Kınacı tente de retracer l'histoire « maudite » du peuple kurde, depuis l'époque des sociétés « primitives-communautaires » à la lutte de libération du PKK, qui a su tenir tête à la violence et à la barbarie de l'ennemi. Puis elle explique le sens de son action et la portée qu'elle doit avoir :

C'est sur cette base que, en raison de mon attachement au PKK, au Président Apo, aux grands martyrs de notre résistance, à nos résistants dans les prisons, à mes camarades qui mènent un combat de la liberté dans les montagnes, à mon pays et à mon peuple, je vais conduire une nécessaire action « suicide ». Avec cette action, et grâce à la puissance morale et à la force que j'ai reçues de mon peuple, je vais m'élancer vers l'ennemi et essayer d'exprimer la prétention de mon peuple à la liberté. J'en appelle au monde entier ! Ecoutez maintenant ! Ouvrez vos yeux ! On nous a confisqué des mains notre pays, nous sommes les enfants d'un peuple qui a été dispersé comme immigrés aux quatre coins du monde. Nous voulons maintenant retrouver la possibilité de vivre librement et dignement dans notre pays. Sang, larmes et oppression ne doivent plus désormais être le destin de notre peuple. Nous sommes ceux qui aiment le plus la paix, la fraternité, l'amour, les hommes, la nature et la vie. C'est ça l'amour, nous avons été contraints à la guerre. Nous ne souhaitons ni mourir ni tuer. Mais il n'y a pas d'autres voies pour atteindre notre liberté.

---

<sup>1439</sup> Besê Anuş est considérée comme la première militante du PKK à avoir été tuée, en 1981.

Elle finit en appelant le peuple kurde à encore plus de sacrifices afin de préserver les jalons posés par le PKK.

Enfin, dans une troisième partie, Zilan s'adresse d'abord aux femmes kurdes. Comme dans la seconde partie, elle retrace l'histoire du peuple kurde depuis le néolithique, mais en s'intéressant désormais uniquement à la condition féminine, qui ne peut progresser qu'avec le socialisme scientifique. Le PKK a joué un rôle d'avant-garde dans cette question. Mais la mentalité vraiment arriérée des femmes kurdes n'a pas permis à la Direction d'aller au bout de ses idées. Certaines femmes ont cependant donné leur vie pour la liberté : Berîvan [Nilgün Yıldırım ou Binevş Agal], Rahime [Şahin], Besê [Anuş], Ronahî [Bedriye Taş], Zekiye [Alkan], Mizgîn [sans doute Gurbet Aydın<sup>1440</sup>] et Raşan [Demirel]. Pour que les femmes jouent pleinement « leur rôle dans la lutte de libération nationale », elle affirme alors avoir pris la décision de devenir une « guérillero-suicide » :

Sur cette base, j'ai pris la décision individuelle de devenir une guérillero-suicide, non pas seulement pour moi personnellement, mais d'abord pour être digne des efforts du Président Apo et de notre parti PKK ; cette décision que j'ai prise afin d'être la réponse à la volonté de liberté de toute l'humanité opprimée en général, et plus particulièrement à celle du peuple du Kurdistan et de la femme kurde et afin d'être leur représentante, me donne un grand moral et un grand courage. Il est impossible de déterminer les causes des beaux sentiments qui m'animent. Suivre les pas de nos femmes martyrs de la liberté et de nos grands résistants, s'approprier d'une manière juste leur héritage est un sentiment très honorable. Je m'estime heureuse d'avoir à porter cette glorieuse mission.

Son testament se termine enfin par des slogans en faveur d'Öcalan, des femmes kurdes et contre « l'Etat fasciste turc ». Mais ce n'est pourtant pas la fin du récit : la réponse d'Öcalan, d'une dizaine de pages elle aussi, vise à expliciter le parcours et les motivations de la combattante et a en quelque sorte totalement intégré le testament<sup>1441</sup>. Dans sa première intervention publique après l'attaque de Tunceli, Öcalan affirme que c'est une « action individuelle », « une réaction prématurée mais honnête contre les opérations incessantes de l'armée »<sup>1442</sup>, et il souligne également dans sa *Réponse* que « ce fût la première et la dernière

---

<sup>1440</sup> Gurbet Aydın était une combattante de la première heure. Engagée à 18 ans en 1980, elle est tuée en 1992.

<sup>1441</sup> *Serxwebûn*, n°175, juillet 1996, p. 12. Mais il existe également plusieurs versions de la réponse d'Öcalan : celle-ci qui est reproduite dans l'*Album des martyrs des femmes* (p. 29-31) est ainsi beaucoup plus courte et celle qui a été publiée dans l'ouvrage *Özgürlük Manifestosu Zilan* (p. 16-39) a été quelque peu retravaillée.

<sup>1442</sup> *Med-TV*, 1<sup>er</sup> juillet 1996.

action » de ce genre : « il n'y a aucune nécessité que chacun agisse ainsi ». Pourtant, il ajoute également qu'elle est parvenue de cette manière à l'Homme nouveau qu'il attend :

Cette camarade ne me connaît pas et elle est pourtant une de mes camarades les plus proches. De même, il apparaît qu'elle a analysé la Direction de manière exemplaire. Nous n'avons jamais parlé ensemble, même de loin. Toutefois malgré cela, il est nécessaire de la considérer comme une véritable militante du PKK, qui a compris, commenté, s'est approprié et a intégré tout cela dans sa personnalité. [...] Nous avons dit que nous pourrions transformer le peuple kurde et chacun de nos militants en bombe. Il devient ici en réalité clair, à quel point la camarade Zilan a réfléchi et s'est concentrée sur la réalisation de cette instruction.

Son action est par ailleurs la plus belle action réalisée dans l'histoire de la lutte de libération des Kurdes :

Cette action n'est pas uniquement devenue l'action de l'année 1996. Elle est l'action qui a obtenu le plus grand résultat tant dans l'histoire du parti que dans l'histoire de la lutte de libération nationale. Elle est, dans l'histoire de notre lutte de libération nationale et de celle du parti, l'action la plus sacrée et la plus grande. S'il n'en était pas ainsi, l'état-major de l'ennemi n'aurait pas commencé ses activités de démoralisation motivées par la peur. Avec le slogan « ce n'est qu'une femme malade, elle avait des problèmes psychiques, ce n'était plus une femme, ce n'était pas sa propre volonté, etc. », ils conduisent dans toute la Turquie une guerre d'usure soutenue par l'Europe. Que l'état-major ait commencé une telle guerre montre la grandeur et l'importance de [cette] action. L'état-major reconnaît encore mon empreinte et dans quel état j'ai transformé cette femme.

Et les militants se doivent de suivre son exemple (même s'il reconnaît qu'il faut se transformer davantage en « bombe organisationnelle » qu'en « bombe humaine ») :

J'essaie de toutes mes forces de me montrer digne, en entreprenant le nécessaire. Pouvez-vous néanmoins faire des choses en votre nom ? Comme je l'ai dit, elle a combattu deux ans tout au plus et s'est développée comme l'une des combattantes les plus militantes de notre parti. Notre Camarade l'a prouvé par la pratique, de cette manière. Mais comment allez-vous faire pour le prouver dans votre réalité ?

On le voit, Zilan est ici considérée comme une militante parfaite et son testament sert à montrer qu'elle a assimilé irréprochablement les théories d'Öcalan. Elle ne peut cependant égaler le *Serok*, qui, même s'il affirme en introduction qu'« au manifeste de la Camarade

Zilan, peu reste à ajouter », prend soin d'écrire une réponse un tout petit peu plus longue que la lettre elle-même<sup>1443</sup>. Mais le testament de Zilan permet aussi à Öcalan de questionner la réalité de l'engagement des autres militants, qui n'ont toujours pas compris ce qu'il attendait d'eux, qui, du fait de leur manque de foi, d'audace et de réflexion, empêchent le mouvement de libération de parvenir à ses objectifs.

Le testament de Zilan a dans une large mesure servi de modèle aux testaments des auteurs d'attaques-suicide qui vont suivre : celui de Leyla Kaplan (25 octobre 1996) reprend la structure de la première partie de celui de Zilan, celui de Güler Otaç (29 octobre 1996) reprend la structure des première et deuxième parties. Le testament de Nezahat Baracı (4 mars 1999) innove quelque peu en consacrant une partie au peuple de Cizre et une partie à l'Etat turc, et celui de Meral Mamyak (27 mars 1999) synthétise quelque peu les différents testaments d'auteurs d'attaques-suicide. Et l'on peut retrouver des constructions assez similaires dans un certain nombre de testaments écrits en prison (Sema Yüce, Fikri Baygeldi, Aynur Artan, Selamet Menteş, etc.) ou, plus tard, en Europe (Hükmiye Seyhan, le 2 août 1999 à Moscou). La grande innovation par rapport aux testaments publiés avant 1996 est la volonté de tous ces martyrs de s'adresser en priorité à Öcalan, qu'ils n'ont généralement jamais rencontré. Tous les testaments ne sont cependant pas publiés dans les *Albums des martyrs* ou dans *Serxwebûn* (ceux de Fatma Özen, Hüsniye Oruç et Hamdiye Kapan, toutes trois auteures d'attaques-suicide les 17 novembre 1998, 1<sup>er</sup> décembre 1998 et 24 décembre 1998, sont par exemple introuvables), et tous n'ont évidemment pas la chance de recevoir une *Réponse* d'Öcalan. De même, la plupart des testaments de sympathisants ne reproduisent pas une telle structure, même si, comme on l'a dit, le ton employé et un certain nombre de formules peuvent y être retrouvés.

Un début de réponse aux questions qui ont guidé notre réflexion semble désormais possible. Le statut des testaments publiés d'abord par les autorités du pays où s'est déroulée l'action, mais aussi celui des testaments de *sympathisants* - qui ne sont d'ailleurs que rarement reproduits dans les organes de presse du parti<sup>1444</sup> - apparaît d'abord très différent de ceux des *militants* et de ceux publiés uniquement dans les organes du parti. Beaucoup moins standardisés et codifiés, ils ne semblent avoir été contrôlés ni *a priori* ni *a posteriori* par

---

<sup>1443</sup> La lettre de Zilan fait 19 337 caractères (espaces non compris) contre 22 602 pour la réponse d'Öcalan.

<sup>1444</sup> Le cas de l'ancien militant déclaré traître puis réhabilité Resul Altunok fait figure ici d'exception, nous y reviendrons.

l'organisation, qui les ignore le plus souvent. Utilisés avec précaution, croisés à d'autres sources, ils pourraient ainsi permettre de dégager certains processus ayant pu conduire l'auteur à se sacrifier volontairement, à condition d'éviter de tomber dans le piège de l'illusion biographique.

Les testaments assimilables à des autobiographies d'institution, écrits par des *militants* en prison ou dans la guérilla, de même que les testaments publiés dans les seuls organes du PKK sont par contre des objets très difficilement identifiables : pouvant être le reflet réel des réflexions de l'auteur d'une action-suicide ayant fortement assimilé le rôle qui lui a été attribué au sein de l'organisation (à charge pour l'institution de ne pas publier le testament quand il ne correspond pas vraiment à ses objectifs), ils sont aussi des instruments visant la mobilisation du peuple kurde et peuvent de ce fait exprimer davantage le « point de vue » de l'institution que celui de son auteur (l'institution pouvant avoir « réécrit » le testament, en avoir publié un autre comme dans le cas incertain de Ronahî et Berîvan, le militant pouvant aussi s'autocontrôler pour faire correspondre le testament à ce qu'attend l'institution). Au sein d'une analyse sociologique, ils ne peuvent donc être utilisés que pour exemplifier l'idéal d'engagement exigé et attendu des militants. Les informations « objectives » présentées dans ces testaments (et notamment les dates de naissance, de mort, d'engagement, mais aussi le lieu de naissance, d'engagement, de mort, le sexe, la position occupée au sein de l'organisation), qui mettent en jeu la crédibilité interne du parti, nous semblent par contre pouvoir être considérées comme des données plus fiables, potentiellement exploitables dans une analyse quantitative.

L'histoire de la fabrique des martyrs au sein du PKK, et notamment de celle des martyrs héroïques, participent donc progressivement de la construction d'une historiographie spécifique qui fait de l'*engagement* et de l'*investissement de soi* la seule fin convenable : *témoins* et *modèles*, les martyrs permettent de donner sens à la souffrance en l'historicisant et de construire un groupe idéal sur les base d'une inversion de cette souffrance. Dans l'iconographie du parti, le corps de chaque martyr n'est jamais blessé, mutilé ou calciné : seul le visage vierge du « futur » martyr apparaît<sup>1445</sup>. Les martyrs-combattants peuvent également être représentés, en treillis ou en civil, armés d'une Kalachnikov ou non, aux côtés d'Abdullah Öcalan. L'image du corps discipliné et souriant, sur lequel les stigmates de la violence subie

---

<sup>1445</sup> Excepté au tout début des années 1980, avec notamment des photographies de Mazlum Doğan torturé. Voir *Kurdistan Report*, n°1 novembre 1982 et n°3, mai 1983.

n'apparaissent pas encore mais sont déjà inscrits et n'ont plus qu'à se révéler dans la mort, sont des marques du dévouement à la cause et au chef. C'est donc en suivant ces *guides*, en vouant tout son être au parti et à la figure qui l'incarne que l'on peut devenir un *homo novus*, digne du sacrifice des fondateurs, des ancêtres et des héros qui combattirent pour le Kurdistan, comme l'explique clairement Abdullah Öcalan :

[...] Pour vous lier à la révolution, j'ai déployé tous mes efforts. Malgré toutes les critiques, vous partez au combat et prenez la mort sur vous. Vous vous sentez quotidiennement en charge de grands principes. Auparavant, on vous aurait appelé les « combattants du cœur ». Avant, les hommes qui avaient beaucoup souffert devenaient des saints. Notre vie est assurément une autre forme de « vie sainte ». Certains ne comprennent pas du tout ça. Ils ne voient que le côté militaire. Oui, nous nous sommes procuré des armes, nous vous les avons transmises et je n'en ai plus guère besoin. Je travaille bien davantage avec d'autres armes. J'ai une autre approche. Si vous aviez fait comme ça, nous aurions liquidé l'ennemi depuis longtemps. Mais parce que vous ne contrôlez pas ces armes, l'ennemi vous agresse tant. Si vous utilisez ces armes, que je veux vous apporter plus proche, au bon moment et au bon endroit, il est possible de vous gagner. Avec votre disposition au sacrifice et votre courage, vous auriez assurément plus de succès que moi. Pourquoi ne vous appropriez vous pas cette façon [d'agir] ? Pourquoi montrez vous encore de si grandes faiblesses dans les questions, ce qui est nécessaire, qui et où doit être attaqué, de quelle manière et où doit être organisée une attaque ? [...] Pourquoi êtes-vous toujours si apathiques, pourquoi êtes vous toujours des exemples de stupidité ? Vous êtes une jeunesse loyale et très déterminée. Je vous le répète une nouvelle fois : votre problème est que vous ne vous formez pas assez<sup>1446</sup>.

## ***B. Des raisons d'une pratique radicale : les immolations par le feu en Europe***

### *Introduction : éléments de méthode*

Comme on l'a vu, les testaments de certains militants et sympathisants s'étant volontairement sacrifiés peuvent constituer une source extrêmement riche pour nous aider à comprendre la dynamique des trajectoires sacrificielles, et nous en utiliserons certains à la fin de ce chapitre. Ils ne peuvent pourtant constituer qu'une source parmi d'autres pour au moins trois raisons.

La première raison a trait au statut des différents testaments. Comme nous l'avons montré plus haut, seuls les testaments ayant été diffusés par les autorités du pays concerné ou ayant été publiés d'abord dans des sources non partisans nous semblent pouvoir être considérés comme assez « identifiés » pour pouvoir être analysés en détail. Or, cette sélection pose un certain nombre de problème. Elle réduit d'abord à l'extrême le nombre de testaments utilisables : si l'on écarte les testaments publiés uniquement dans les organes de presse du

---

<sup>1446</sup> Öcalan, Abdullah, « Wie leben (Teil V)... », *art. cit.*, p. 37 (souligné par nous).

PKK ainsi que les testaments dont nous n'avons retrouvé que des fragments, le corpus est alors réduit à moins d'une dizaine de cas, alors que nous avons vu qu'au moins 83 personnes avaient péri des suite d'une action sacrificielle. Mais une telle sélection reviendrait aussi à orienter voire biaiser la recherche : en excluant tous les testaments « d'institution », on ne s'autoriserait plus à réfléchir que sur quelques *sympathisants*, alors même que les pratiques sacrificielles semblent majoritairement usitées par des *militants*. Le risque serait alors de généraliser abusivement nos conclusions à l'ensemble des trajectoires sacrificielles, ou, au contraire, à construire une opposition discutable entre deux « catégories » de martyrs, distingués uniquement selon la forme de leur testament.

Une autre difficulté du recours au testament tient par ailleurs à leur pouvoir de « vérité ». Conçus comme des *témoignages*, ils sont censés donner une cohérence et une rationalité là où l'action pouvait justement apparaître incohérente et irrationnelle. Ils constituent souvent des récits autobiographiques ordonnés destinés à expliquer les *raisons* qui ont conduit leurs auteurs à se donner la mort. Or, ceux qui ne sont pas à l'origine destinés à une personne précise de l'entourage (notamment la mère, comme c'est le cas parfois) constituent également des représentations *publiques* de représentations subjectives et *privées* de la propre vie des militants, qui impliquent des contraintes et des censures spécifiques dont il faut nécessairement tenir compte<sup>1447</sup>. Si le recours à d'autres sources (entretiens par exemple) peut permettre de vérifier certaines informations et de resituer la trajectoire décrite dans les différents espaces qu'elle a traversé, de prendre la mesure des contraintes pesant sur le discours, le caractère « sensible » du sujet rend l'utilisation de ces sources presque aussi délicates que celle du testament. S'il nous semble donc souhaitable et nécessaire de réfléchir, avec toutes les précautions possibles, sur les trajectoires sacrificielles à partir de testaments, ceux-ci ne pourront constituer qu'une source parmi d'autres.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, ne s'intéresser qu'aux testaments conduirait à s'intéresser à un type bien particulier de personnes et d'actions. Cela signifierait d'abord ne s'intéresser qu'aux personnes alphabétisées, qui constituent sans doute une minorité des militants du parti, au moins dans sa branche armée. Mais surtout, une telle recherche équivaldrait à n'analyser que les actions-suicide ayant conduit les militants à la mort. Or, tout porte à croire que le nombre d'immolations par le feu ou d'attaques-suicides

---

<sup>1447</sup> Bourdieu, Pierre, « L'illusion biographique », *art. cit.*, p. 71.

dépasse largement le nombre morts liés à ces actions : un certain nombre de combattants du PKK ont été arrêtés ou tués peu avant de se faire exploser et, surtout, de nombreux militants et sympathisants ont également survécu à leur immolation par le feu, le plus souvent en raison de l'intervention de tiers. Dans le cas des immolations, ne raisonner que sur celles dont l'issue a été fatale au militant reviendrait ainsi à ne raisonner que sur une catégorie bien spécifique de pratiques. Il apparaît alors nécessaire de ne pas considérer la mort comme une variable dépendante dans la délimitation de notre objet, ce qui nous avait conduits ailleurs à abandonner la notion de « violences auto-sacrificielles » au profit de celle de « violences contre soi »<sup>1448</sup>.

Mais survient alors une autre difficulté, qui a trait au recensement de ces différentes actions, dont le caractère « sacrificiel », politique ou protestataire est bien souvent un enjeu au sein du conflit opposant le PKK aux autorités turques. Il n'est pas ainsi pas rare d'entendre les autorités turques parler d'« attaque-suicide » là où il ne s'agissait en fait que d'une « attaque » de la guérilla, de « suicides » de prisonniers là où il fallait sans doute voir des actions protestataires sacrificielles (notamment entre 1980 et 1984), d'« immolations par le feu » de détenus fanatisés alors que les prisonniers ont été volontairement brûlés par les forces de sécurité (lors de l'opération « Retour à la vie » en 2000 par exemple) ou d'« attentat-suicide organisé par le PKK » alors même que de sérieux doutes subsistent sur l'identité du commanditaire de l'action. De même, les autorités allemandes ont mis du temps à reconnaître le caractère politique de l'immolation de Ronahî et Berîvan en 1994, soutenant pendant quelques jours qu'il s'agissait d'un simple suicide, lié à des « problèmes psychologiques ». Et de son côté le PKK n'a pas toujours revendiqué les actions suicides de ses militants, préférant parfois parler d'initiative individuelle non décidée par l'organisation (cas de l'attaque suicide de Devrim Solduk à Van en mars 2006 par exemple). L'exemple du recensement des attaques-suicides organisées par le PKK peut être très révélateur de ces difficultés.

Le recensement de toutes les attaques-suicides et tentatives d'attaque-suicide *attribués* au ou *revendiqués* par le PKK a permis de constituer un corpus de 33 actions<sup>1449</sup>. Ces 33 actions ne comprennent pas les déclarations fantaisistes (comme par exemple une information du Ministre turc de l'intérieur indiquant une attaque-suicide du PKK en mai 1992, des

---

<sup>1448</sup> Grojean, Olivier, « Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des Travailleurs du Kurdistan », *Cultures et Conflits*, n°63, 2006, p. 101-112.

<sup>1449</sup> Nous avons essentiellement utilisé des sources de presse turques et kurdes, ainsi que des publications du PKK et des informations officielles turques.

informations de la presse turque faisant état d'une attaque-suicide d'un militant du PKK contre la direction de son parti le 27 juillet 2007), ni les attributions de responsabilité « par destination » *a priori* (arrestations de militants déclarés préparer des attentats-suicides, comme le 13 décembre 1999 à İstanbul, le 19 janvier 1999 à Van ou le 14 août 1998 à Adana) ou *a posteriori* (comme par exemple la tentative d'attaque-suicide présumée d'une Kurde de Syrie condamnée le 24 avril 2001 à 12 ans et demi de prison) . Parmi ces 33 actions figurent par contre 17 attaques-suicides ayant conduit à la mort du militant et ayant été revendiquées par le PKK. Mais deux de ces attaques (en Irak contre des forces du PDK) n'apparaissent que dans des sources pro-PKK et n'ont donc pu être réellement vérifiées. Elles pourraient par exemple davantage relever du suicide pour éviter la capture que de l'attaque suicide à proprement parler. 10 attaques, qui apparaissent dans des sources plurielles, ont par ailleurs avorté et se sont terminées par l'arrestation ou le décès du militant. Certaines ont été revendiquées par le PKK, il est fait allusion à d'autres dans des sources kurdistes (sans que la dénomination « action suicide » soit employée), et d'autres enfin n'apparaissent dans aucune des sources pro-PKK que nous avons consultées. Enfin, 3 attaques-suicides ayant conduit à la mort du militant et 3 tentatives d'attaques-suicide (une ayant conduit à l'arrestation du militant et deux autres à son décès) posent davantage problème. Parmi ces attaques-suicides « effectives » *pourraient* ainsi figurer deux accidents (une bombe explosant par erreur à un checkpoint le 3 avril 1999, un attentat blessant son auteur à Hatay le 16 mai 1999) et un attentat ne relevant vraisemblablement pas du PKK même s'il a été attribué par les autorités turques au parti d'Öcalan (attentat d'Ankara le 22 mai 2007). Parmi les tentatives avortées pourraient également figurer l'attentat programmé d'un militant kurdiste arrêté le 20 avril 1999 à İstanbul), un accident (une bombe explosant près d'une garnison et tuant son transporteur à Şırnak le 2 juin 1999) et le meurtre par les services de sécurité turque d'un militant du PKK (qui aurait porté sur lui des explosifs selon les autorités qui ont parlé de tentative d'attentat-suicide à Siirt le 16 mai 2005). Enfin, difficulté supplémentaire, sur les 17 actions-suicides ayant conduit à la mort du militant et revendiquées par le PKK, seulement 12 ont donné lieu à la rédaction d'un testament *publié* (d'autres testaments ont pu être gardés secrets ou n'avoir été publiés qu'une seule fois, dans une seule source de l'organisation, sans qu'il y soit jamais fait référence ensuite). Inversement, aucune autre action non revendiquée par le parti n'a vu de testament publié.

### Encadré V-3. Recenser les immolations par le feu : problèmes de méthode

Afin d'analyser les immolations par le feu en faveur de la cause kurde, le recensement exhaustif ou quasi-exhaustif de ces actions s'est avéré nécessaire. Deux critères de sélection ont été retenus : les revendications en faveur de la cause kurde ou du leader du PKK, Abdullah Öcalan, d'une part et/ou l'appartenance au PKK d'autre part. Étaient ainsi exclues les immolations par le feu de sans-papiers kurdes en Europe, ou celles de détenus kurdes ou turcs non membres du (ou non affiliés au) PKK en Turquie. Ce recensement a été effectué à partir de sources plurielles qui ont ensuite été croisées dans la plupart des cas. Au total, 185 immolations ou tentatives d'immolation ont été recensées entre 1982 et 2007, soit sur une période de 25 ans. Nous avons considéré qu'il y avait « tentative » quand une action débutée (boire de l'essence ou s'asperger de liquide inflammable) n'aboutissait pas à une immolation par le feu effective. Néanmoins, les *menaces* d'immolations, très nombreuses, ont été exclues de notre corpus.

**Sources de presse « indépendantes ».** Lors d'une recherche antérieure, nous avons déjà dépouillé de manière exhaustive 7 quotidiens (4 français et 3 allemands) et 7 hebdomadaires (5 français et 2 allemands) pour la période octobre 1998-juin 1999, qui a vu le plus grand nombre d'immolations par le feu de militants kurdistes. Puis nous avons étendu cette recherche dans le temps en dépouillant de manière exhaustive le *Bulletin de liaison de l'Institut kurde de Paris* (revue de presse d'environ 25 000 pages sur les années 1983-2007). Enfin, en janvier 2003, nous avons consulté la base de données *Lexis-Nexis* à partir de mots-clés en anglais, français et allemands.

**Sources kurdistes.** Après avoir dépouillé entièrement l'organe germanophone du PKK *Kurdistan Report* (1982-2007), nous avons ainsi consulté les journaux turcophones proches du parti (*Özgür Politika*, *Jina Serbilind*, *Serxwebûn*) en suivant deux méthodes : nous avons d'abord examiné les périodes « clé » préalablement repérées (1994, 1996, 1998-1999...) dans les versions papiers, puis avons effectué une recherche par mots-clés sur les sites internet de ces journaux (archives limitées à 1997-2005), lorsqu'ils existaient (*Özgür Politika*, *Serxwebûn*). Ces sources kurdes ont été complétées et/ou vérifiées par une recension effectuée par l'ancien commandant du PKK aujourd'hui en retrait Selahattin Çelik, pour la période octobre 1998-juin 1999 (*Ağrı dağımı taşımak. Çağdaş Kürt halk direnişi ; siyasi, aşkeri, ekonomik ve toplumsal sonuçları* [Porter le Mont Ararat. L'opposition nationale kurde contemporaine ; dimensions politique, militaire, économique et sociétale], Frankfurt, Zambon, 2000, p. 506-509). La consultation des *Album des martyrs* du PKK a également permis de retrouver certaines personnes décédées des suites de leur immolation.

**Sources humanitaires.** Afin de retrouver les immolations par le feu ayant eu lieu en milieu carcéral - souvent moins publicisées - nous avons par ailleurs consulté les rapports en turc et parfois en anglais des associations turques de soutien aux prisonniers ou en faveur des droits de l'Homme (TİHV, TAYAD, İHD) disponibles sur internet.

**Croisement des sources.** Enfin, à des fins de vérification, une dernière recherche a consisté à taper les noms de toutes les personnes recensées (avec puis sans les erreurs d'orthographe) sur un moteur de recherche internet ([www.google.com](http://www.google.com)). Cette analyse, qui nous a conduit sur les sites préalablement cités, sur les sites de journaux turcs (*Radikal*, *Milliyet*, *Hürriyet*, *Turkish Daily News* notamment) et allemands (*Die Tageszeitung* notamment), sur les sites d'associations et de publications allemandes kurdistes (*Isku* et *Azadi* sur [www.nadir.org](http://www.nadir.org), [www.kurdistan-rundbrief.de](http://www.kurdistan-rundbrief.de), etc.) et sur des sites internet pro-PKK ([www.dozame.org](http://www.dozame.org), [www.kurdishinfo.com](http://www.kurdishinfo.com), etc.), nous a permis de croiser les différentes sources et de vérifier - en partie - les informations disponibles pour chaque cas (essentiellement pour la période 1998-2005).

**Degré de recoupement des sources.** Sur les 185 immolations ou tentatives d'immolations recensées, seulement 28 n'apparaissent que dans des journaux ou sur des sites du PKK ou pro-PKK (*Özgür Politika*, *Serxwebûn*, *Kurdistan Report*), et 79 n'apparaissent que dans des médias kurdistes (les sources et sites pro-PKK déjà cités ; les différentes organisations turques de soutien aux prisonniers ou en faveur des droits de l'Homme ; les sites internet *Isku*, *Azadi*, et *Infoturk* ; les publications *Özgür Gündem* et *Kurdistan Rundbrief*, l'ouvrage de Çelik). Inversement, 25 n'apparaissent que dans des médias non-kurdes et non-turcs, et il s'agissait pour l'essentiel de tentatives d'immolation en Europe. On peut donc en déduire que 81 immolations par le feu apparaissent à la fois dans les médias kurdiste et dans les médias turcs ou européens. Enfin, une vingtaine n'apparaît que dans une seule source, qu'elle soit kurdiste (ouvrage de Çelik, *Kurdistan Report*, *Özgür Politika*) ou non (*AFP*, *Berliner Zeitung*, *Cyprus Mail*, *BBC*, *Sun Herard* de Sydney, *L'Orient le Jour*, etc.). De nombreuses sources se citant mutuellement, cette analyse ne saurait cependant montrer que nous disposons toujours, pour les autres cas, d'informations strictement recoupées et vérifiées.

Si, sur la période 1996-1999, les autorités turques ont ainsi *officiellement* dénombré 12 attaques-suicide non avortées<sup>1450</sup> le PKK en a revendiqué 16 (dont trois en Irak), mais qui ne correspondent pas toujours aux mêmes actions. Des contraintes d'enjeux similaires ont pesé sur le recensement des immolations par le feu, mais elles ont finalement concerné très peu de cas, d'ailleurs très discutés dans les milieux kurdistes<sup>1451</sup>. La recherche a par contre été plus difficile (cf. Encadré V-2), en raison d'abord de la moindre publicité accordée à ces actions dans les médias (notamment quand elles ne débouchent pas sur la mort de leur auteur), mais surtout en raison de leur nombre, de leur moins bonne recension dans les organes de presse du PKK, et de leurs nombreuses localisations géographiques (Pays du Moyen-Orient, pays européens, Russie, Australie, Nouvelle-Zélande). Au total, nous en avons recensé 185, et seules 41% (67) d'entre elles ont conduit de manière sûre à la mort du militant ou du sympathisant impliqué (l'information manquait dans 21 cas)<sup>1452</sup>. Sur ces 185 immolations par le feu, 44% étaient mentionnées à la fois dans des sources kurdistes et dans des sources turques (pro-turques) et européennes, 42% n'apparaissaient que dans des médias kurdistes (au sens large, organisations de soutien aux droits de l'Homme comprises) et 14% n'apparaissaient que dans des journaux turcs (pro-turcs) ou européens.

### *1. Le poids de l'institution : espace et temps des pratiques sacrificielles*

La transnationalisation du parti et la multiplication des contraintes qui l'accompagnent ont engendré des pratiques et des dispositifs de contrôle et de surveillance spécifiques au sein de chaque contexte : de même que la discipline de parti est plus forte en prison que dans les métropoles turques, le contrôle de la population apparaît plus strict en Europe que dans les régions kurdes. Plus précisément, nous avons vu que l'emprise de l'institution partisane était beaucoup plus forte dans la guérilla et dans les prisons turques qu'ailleurs (écriture de rapports, autocritiques, contrôle mutuel dans un contexte de promiscuité et de danger permanent). L'Europe venait ensuite, avec son réseau d'associations affiliées au parti,

---

<sup>1450</sup> Voir par exemple le site de la police turque à l'URL : <http://www.polis.gov.tr/temuh/mucadele4.htm>. (dernier accès le 10 septembre 2007).

<sup>1451</sup> Par exemple, la mort de Nazime Adtürk en août 2000 en Irak a été déclarée immolation par le feu protestataire par le PKK alors que des opposants kurdes au mouvement ont parlé d'un suicide afin d'éviter la torture.

<sup>1452</sup> Les statistiques qui suivent se fondent sur une base de données qui compte 185 actions. Mais après une ultime vérification, il s'est avéré qu'une immolation par le feu avait été comptée deux fois et qu'une autre était trop peu vérifiable pour être insérée. La dernière version de notre liste, telle qu'elle est reproduite en annexe 4, compte donc 183 actions et non 185. Cet écart a cependant des incidences marginales sur nos calculs et notre raisonnement.

implantées dans tous les quartiers kurdes des grandes métropoles, ses réunions et ses mobilisations collectives régulières, qui permettaient de toucher, au-delà des militants *stricto sensu*, tout une partie de la population kurde immigrée. Tout portait à croire qu'il était finalement beaucoup plus aisé de conserver son autonomie dans les métropoles turques d'une part, où le parti a parfois eu du mal à s'implanter et où l'anonymat et l'insuffisance des moyens de communication ne permettait pas une homogénéisation des pratiques et des *ethos* militants, et dans les régions kurdes non contrôlées par la guérilla d'autre part, où les normes des réseaux sociaux traditionnels pouvaient entrer en compétition avec celles édictées par le parti. Qu'en est-il alors de la distribution géographique des immolations par le feu en faveur de la cause kurde ?

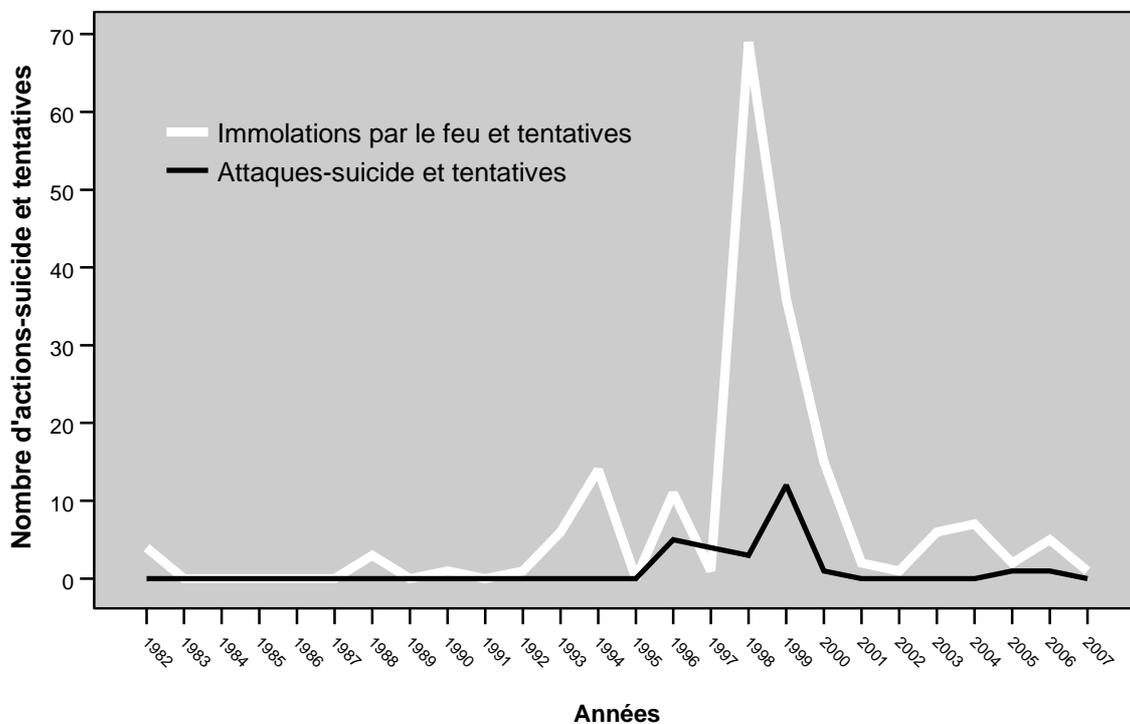
**Tableau V-1. Répartition géographique des immolations par le feu**

	%
<b>Prisons turques</b>	55%
<b>Europe-Exil</b>	28%
<b>Moyen-Orient</b>	16%
<b>Guérilla</b>	1%
Total (N)	185

Comme le montre le tableau V-1, 55% des immolations ont lieu dans les prisons turques, 28% en exil (Europe, mais aussi Australie et Nouvelle Zélande), 16% dans les métropoles turques ou dans les régions kurdes d'Irak, d'Iran, de Syrie et de Turquie hors milieu carcéral, et seulement 1% dans la guérilla. Une telle distribution s'explique évidemment par le contexte sociopolitique de l'engagement. Les modes d'action protestataire sont en effet très réduits en prison et l'univers carcéral turc, comme ailleurs mais peut-être aussi plus qu'ailleurs, se caractérise par de dures conditions de détention qui sont aussi à l'origine de nombreux suicides « non-protestataires ». En Europe, les militants et sympathisants ressentent souvent un fort sentiment de culpabilité voire de trahison qu'ils cherchent souvent à vaincre dans la mobilisation et le travail d'appel à l'opinion publique ; il leur est cependant toujours difficile de peser directement sur l'évolution du conflit et l'impression d'être devenu un spectateur impuissant du drame kurde en Turquie peut facilement gagner les esprits. Il est par contre plus aisé de rejoindre les partis kurdistes, la milice ou la guérilla dans les métropoles turques et dans les régions turques et kurdes. Enfin, l'immolation par le feu a sans doute moins de sens dans l'armée du PKK où les guérilleros

ont davantage le sentiment de remplir leur devoir en risquant leur vie au combat, voire - comme on l'a vu - en se faisant exploser si les pertes ennemies espérées sont à la hauteur de l'enjeu<sup>1453</sup>. Mais, si on laisse provisoirement de côté la guérilla où les enjeux et les techniques de combat sont spécifiques, il est aussi remarquable que les endroits qui voient le plus d'immolations par le feu soient aussi ceux où l'emprise de l'institution partisane est la plus forte. On pourrait donc supposer que si les différents systèmes d'interaction dans lequel le PKK est engagé contraignent fortement les répertoires d'action, le poids de l'institution dans les différents sites d'interaction reste bien la variable essentielle dans l'explication des modalités d'investissement des militants.

**Graphique V-1. Evolution temporelle des pratiques sacrificielles au sein du PKK**



<sup>1453</sup> Deux cas seulement d'immolations ont été recensés dans la guérilla. Le premier cas - controversé - correspond au suicide protestataire ou imposé d'une dissidente en août 2000 ; le deuxième cas a été recensé en février 2006, soit quelques semaines avant la reprise des affrontements systématiques entre l'armée du PKK et les forces turques. *Toutes* les attaques-suicide ont par contre été conduites par des *combattants*, déjà formés et entraînés aux techniques de guérilla et dès lors disposés à *tuer* pour la cause : contrairement au cas palestinien par exemple, aucun militant politique n'a donc conduit d'attaque-suicide et les cibles de ces attaques sont toujours restées militaires et/ou gouvernementales, même si elles feront un certain nombre de victimes civiles. Il semble donc exister un lien entre *ethos* professionnel et forme que prend la violence contre soi dans le cas kurde.

Si les dispositifs chargés de contrôler les militants et la population varient donc en fonction des différents espaces, l'idéal d'investissement quotidien est également soumis à des contraintes fluctuantes, liées parfois aux dissensions internes au parti, mais surtout aux évolutions générales du conflit. La rhétorique interne du PKK, fondée à la fois sur l'espoir de succès proches (« la victoire est pour demain ») et sur la critique des causes ayant conduit à des défaites (« des éléments féodaux subsistent au sein du parti »), fait en effet peser sur les membres du mouvement l'échec de la stratégie mise en œuvre, qui ne peut être imputable à Öcalan : par manque de foi ou d'engagement, ce sont bien les militants qui sont à l'origine des revers politiques et militaires. Il convient donc dès lors d'observer à quels moments ces pratiques peuvent apparaître plus pertinentes aux militants et sympathisants et si ces moments sont spécifiquement fonction des évolutions affectant l'institution. Or, effectivement, les pratiques auto-sacrificielles apparaissent le plus souvent lorsque le parti subit des déconvenues, qui rappellent aux militants l'effectivité de la domination turque et de la répression mais qui leur signifie également qu'ils n'ont pas été la hauteur (graphique V-1). C'est d'abord le cas après la fin du cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK mais ignoré par la Turquie le 8 juin 1993 : pour la première fois en Europe, quatre femmes sont empêchées de s'immoler par le feu en Allemagne, un mois tout juste après la reprise des hostilités. Puis, quelques mois après l'interdiction du PKK en Allemagne, douze personnes tentent de s'immoler en mars 1994 dans différentes villes allemandes : Bedriye Taş et Nilgün Yıldırım trouveront la mort et deviendront des « martyrs emblématiques », dont les noms seront mentionnés dans presque tous les testaments de martyrs sacrificiels qui suivront.

On retrouve ce même phénomène à partir de 1996. La question de l'efficacité des opérations militaires est centrale lors du V<sup>ème</sup> Congrès du parti (janvier 1995) et Öcalan finit par déclarer un nouveau cessez-le-feu unilatéral en décembre de la même année. Les autorités turques persistant à refuser toute négociation politique, l'idée d'organiser des opérations similaires à celles du Hamas est lancée à la IV<sup>ème</sup> Conférence du PKK en mars 1996<sup>1454</sup>, et va se concrétiser après la reprise des hostilités (10 juin 1996) : trois guérilleros se font exploser<sup>1455</sup> et neuf personnes s'immolent par le feu dans les prisons turques entre juin et

---

<sup>1454</sup> Cf. le communiqué du Kurdistan Informationszentrum à Köln, cité in « le PKK décide la reprise de ses actions militaires contre la Turquie », *AFP*, 10 juin 1996.

<sup>1455</sup> Trois tentatives d'attaques-suicides pourraient également avoir été empêchées par les services de sécurité turque. Selon des sources gouvernementales turques, le cessez le feu devait d'ailleurs être rompu par une attaque-suicide le 10 juin 1996, mais la militante a été arrêtée avant de pouvoir passer à l'action. C'est ce qui pourrait expliquer le communiqué contradictoire et ambigu du Kurdistan Informationszentrum de Köln le 11 juin 1996 : le centre affirme ainsi que la reprise des actions militaires contre la Turquie ne s'applique qu'au « long

octobre 1996<sup>1456</sup>. La première personne à conduire une « attaque-suicide », Zeynep Kınacı, deviendra la combattante la plus célébrée de tous les martyrs sacrificiels. Enfin, les pressions turques sur la Syrie et le départ d'Öcalan en octobre 1998, puis l'arrestation et la condamnation à mort du chef du PKK en février et juin 1999 provoquent la plus grande vague de violences sacrificielles de l'histoire du mouvement : l'« affaire Öcalan », verra 92 tentatives d'immolations par le feu (entre le 9 octobre 1998 et le 2 août 1999) et au moins 16 tentatives d'attaque-suicide, dont au moins 11 effectives (entre le 17 novembre 1998 et le 25 juillet 1999). La disjonction soudaine entre l'idéal de la lutte et la réalité du conflit semble donc permettre d'expliquer - au moins en partie - comment un certain nombre de militants mobilisent, dans des situations souvent angoissantes (manifestations, campagne d'attaques de l'armée turque mais aussi et surtout lorsque le chef, incarnation de la cause, est capturé), des figures héroïques qui vont les inciter à passer à l'action.

Dans le cas des attaques-suicide lancées par des guérilleros, il ne faudrait certes pas surestimer l'importance des décisions individuelles, l'organisation pouvant fortement orienter les stratégies guerrières. Ainsi, en 1999 et pour venger la capture d'Öcalan, le PKK a mis en place des formations *fedayin* (qui ne sont pas à proprement parler des formations à l'attaque-suicide) dans les montagnes irakiennes :

Après l'arrestation d'Öcalan, j'ai fait trois mois de formation *fedayin*. Le parti voulait venger la capture d'Apo. C'était une formation très dure, j'ai d'ailleurs toujours mal au dos. Il y avait de la théorie - par exemple « comment peut-on renforcer sa conscience de la réalité pour atteindre un but » - mais pas trop. C'était très physique. L'objectif en fait, c'était de laisser tomber le système de la guérilla pour passer au système *fedayin*. Dans ce système, l'objectif était de mener à bien des attaques, des opérations et, en cas de besoin, de se suicider s'il y avait un problème. Des opérations sans retour quoi... Enfin, le but c'était ça, mais je ne sais pas pour la pratique car la formation a été arrêtée après le cessez le feu de 1999 [l'appel d'Öcalan, depuis sa prison, à arrêter toutes les opérations militaires]. Et en fait, je n'ai jamais trop saisis comment ça devait se passer. Mais évidemment Zilan [auteure de la première attaque-suicide du PKK] et les autres martyrs qui ont mené ce type d'action étaient des exemples [*Et donc, comment ça fonctionnait ?*] Et bien en fait, personne ne savait qui appartenait aux groupes *fedayin*, seuls les commandants le savaient et étaient en contact avec nous. Mais on se voyait pendant la formation, où l'on retirait nos uniformes militaires pour des habits de *fedayin*. Il y avait donc un entraînement physique très dur et une volonté de conserver le secret. Personne ne pouvait poser de question et si quelqu'un parlait, on ne savait pas quelle était sa mission<sup>1457</sup>.

---

terme » et que le cessez-le-feu est en fait toujours en vigueur. Cf. « Le cessez-le-feu du PKK toujours en vigueur, selon le Centre d'information du Kurdistan », *AFP*, 11 juin 1996.

<sup>1456</sup> Le 24 septembre, le meurtre de 12 prisonniers du PKK à Diyarbakır a également contribué à déclencher cette vague d'immolations.

<sup>1457</sup> Entretien avec une ancienne guérillero du PKK (kurde d'Irak), Allemagne, juillet 2004.

Ce témoignage montre à quel point les combattants peuvent être tenus à l'écart des enjeux politiques et stratégiques auxquels l'organisation fait face. Et ce type de formation a sans doute repris ensuite car de telles actions semblent avoir été organisées à partir de 2006, année de la reprise systématique des affrontements avec l'armée<sup>1458</sup>. Il reste que ces actions sont très différentes des attaques-suicide qui exigent nécessairement le sacrifice de soi : ce sont en fait des attaques à objectifs et risques élevés, organisées par des équipes d'action *fedayin* (*fedai eylem timi*), qui portent chacune le nom d'un martyr héroïque du PKK, et qui semblent n'être qu'une variante - censée être plus efficace - de la guerre de guérilla.

## 2. Recourir à l'immolation par le feu : des singularités européennes ?

Si les pratiques sacrificielles de militants du PKK naissent dans la prison de Diyarbakır puis se diffusent progressivement dans le reste de la Turquie, elles gagnent en effet aussi l'Europe en 1993<sup>1459</sup>, au moment où le conflit se durcit en Turquie et où les relations entre le PKK et les Etats européens se détériorent. A la différence d'autres modes d'action du PKK couramment utilisés dans certains milieux militant en Europe (marches, occupations de locaux, *sit-in*, attaques incendiaires), l'immolation par le feu est une pratique exceptionnelle dans tous les pays européens<sup>1460</sup>. Si l'on croit qu'elle est d'abord à mettre en relations avec l'imaginaire qui s'est développé dans les milieux kurdistes aussi bien en Turquie qu'en Europe, elle pourrait donc être utilisée selon des modalités assez similaires dans ces deux espaces<sup>1461</sup>. Il apparaît cependant que le recours à l'immolation obéit à des logiques assez distinctes en Europe et au Moyen-Orient<sup>1462</sup> : même si les actions portent le plus souvent des revendications politiques identiques, même si elles interviennent majoritairement au même moment, les caractéristiques sociales des individus qui se lancent dans de telles pratiques

---

<sup>1458</sup> Voir par exemple les attaques du 5 juillet 2006 à Bingöl ou du 4 juin 2007 à Kocatepe (près de Tunceli).

<sup>1459</sup> Le 26 mai 1982, soit 8 jours après l'immolation des *Dörtler* dans la prison de Diyarbakır, Semra Ertan, une jeune femme turque de 25 ans s'immole par le feu sur une place de Hamburg pour protester contre le racisme des Allemands envers les étrangers. Elle décède quelques jours plus tard. Il apparaît cependant impossible qu'elle ait été informée de l'action des *Dörtler*.

<sup>1460</sup> On pense cependant au cas de Jan Palach en Tchécoslovaquie, qui a d'ailleurs été suivi de sept immolations dans les deux semaines qui suivirent sa mort. Il reste que même en Tchécoslovaquie, ce mode d'action est resté exceptionnel. Cf. Biggs, Michael, « Dying Without Killing : Self-Immolations, 1963-2002 », *art. cit.*, p. 185.

<sup>1461</sup> En raison des conditions de vie et de protestation très spécifiques dans les prisons, il nous semble impossible de comparer le recours à l'immolation par le feu en milieu carcéral et en milieu « ordinaire », sinon à la marge. Toutes les analyses qui suivent portent donc sur les immolations par le feu hors milieu carcéral (une exception est à noter : une à deux immolations par le feu ayant eu lieu en prison en Allemagne ont été ajoutées à ce corpus).

<sup>1462</sup> Au Moyen-Orient, la plupart des immolations en faveur de la cause kurde ont lieu en Turquie. Nous en avons néanmoins recensé 4 en Syrie, 3 en Irak et 1 en Iran (en prison), nous parlerons donc plus souvent du « Moyen-Orient » et non de la « Turquie ». Par contre, sont également regroupées dans la catégorie « Europe » deux immolations ayant eu lieu en Australie et en Nouvelle Zélande.

pourraient être assez différentes et les contextes politiques pourraient favoriser un type d'immolation très particulier dans chaque espace.

Si l'analyse comparée des caractéristiques sociales des acteurs qui ont recours à l'immolation par le feu reste difficile en raison du manque d'informations concernant un certain nombre de variables-clés (situation familiale et professionnelle notamment, mais aussi et surtout appartenance au PKK ou « simple » sympathie à son égard), nos données nous permettent de comparer le sexe, l'âge et l'origine géographique des individus qui s'engagent dans ces pratiques sacrificielles. Il apparaît d'abord que le recours à l'immolation par le feu est majoritairement masculin, les femmes constituant néanmoins une grosse minorité des acteurs dans les deux espaces (tableau V-2)<sup>1463</sup>. Comment expliquer ces résultats quand on sait qu'entre 1988 et 1993, le taux de féminisation des immolations par le feu et des actions-suicide (afin d'éviter la capture) était de 100% au Moyen-Orient comme en Europe ? Il se pourrait d'abord que la théorie d'Öcalan sur « la » femme kurde, élaborée à partir de 1987, ait eu une influence importante sur les femmes au moment même où elle commence à se diffuser dans les cercles militants. Mieux intégrée ensuite à la théorie de l'Homme nouveau qui exige parfois que l'homme devienne une femme, parfois qu'hommes et femmes perdent tous deux leurs attributs sexuels, elle n'aurait plus joué ensuite qu'un rôle marginal dans la sexualisation de ce mode d'action (ce qui ne signifie pas cependant la fin des justifications genrées de l'investissement dans ces pratiques). Les similitudes observées entre Moyen-Orient (où les immolations sont à 43% féminines) et Europe (41%) pourraient dès lors n'être que la conséquence d'un taux de féminisation des militants et sympathisants à peu près similaire dans les deux espaces, même si les sources manquent pour conclure de manière claire sur ce point<sup>1464</sup>.

---

<sup>1463</sup> En prison, l'immolation est une pratique encore plus masculine : ceux qui y ont recours sont à 77% des hommes et seulement à 23% des femmes.

<sup>1464</sup> Il semble en aller différemment dans la guérilla. Selon le PKK, l'ARGK aurait compté environ 30% d'unités féminines au milieu des années 1990. Or, les deux tiers des attaques-suicide (65% soit 11 attaques sur 17) ont été commises par des femmes. Si l'on excepte le cas de Hozan, dont l'action-suicide à Erbil le 17 mai 1997 pourrait davantage relever du suicide pour éviter la torture ou l'emprisonnement par les forces du PDK que de l'attaque suicide à proprement parler, alors il faut attendre le 10 mars 1999 pour qu'un homme se lance dans ce type d'attaque (les 8 attaques organisées entre le 30 juin 1996 et le 4 mars 1999 sont uniquement le fait de femmes). Mais alors que les immolations par le feu relèvent de décisions *strictement* individuelles, les attaques-suicides sont de fait organisées par le parti, sur la base d'un volontariat qu'il peut tout à fait décider d'orienter.

**Tableau V-2. Répartition des immolations par le feu par sexe au Moyen-Orient et en Europe**

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total (N)</i>
<b>Moyen-Orient</b>	57%	43%	30
<b>Europe</b>	59%	41%	44
Total (N)	43	31	74

Manquantes : 10.

Des différences d'âges apparaissent néanmoins entre Moyen-Orient et Europe (tableau V-3). Alors que dans l'espace européen les immolations par le feu sont dans leur grande majorité le fait de jeunes adultes de 21 ans à 30 ans (59%), elles sont majoritairement usitées par des jeunes de moins de 21 ans au Moyen-Orient (42%), cette différence pouvant sans doute s'expliquer la politisation plus précoce des adolescents au Moyen-Orient et notamment en Turquie, comme on l'a vu dans le premier chapitre<sup>1465</sup>.

**Tableau V-3. Répartition des immolations par le feu par tranches d'âge au Moyen-Orient et en Europe**

	<i>20 et -</i>	<i>21-30</i>	<i>31-40</i>	<i>41-50</i>	<i>+ de 50</i>	<i>Total</i>
<b>Moyen-Orient</b>	42%	27%	11,5%	4%	15%	26
<b>Europe</b>	18%	57%	18%	7%	0%	28
Total (N)	16	23	8	3	4	54

Manquantes : 30.

**Tableau V-4. Répartition des immolations par le feu par origine géographique au Moyen-Orient et en Europe**

	<i>A majorité kurde</i>	<i>A minorité kurde</i>	<i>Zones mixtes</i>	<i>Total (N)</i>
<b>Moyen-Orient</b>	90%	5%	5%	21
<b>Europe</b>	57%	7%	36%	14
Total (N)	43	31		35

Manquantes : 49. Le nombre de cas utilisables est ici très faible mais le corpus peut être considéré comme issu d'un tirage aléatoire : aucune logique ne semble à l'origine de la présence ou de l'absence du lieu de naissance dans nos différentes sources.

Enfin, et peut-être surtout, il semble que les immolations par le feu soient en Europe bien davantage qu'au Moyen-Orient le fait de militants et sympathisants originaires des

<sup>1465</sup> On trouve d'ailleurs dans la guérilla de nombreux jeunes de moins de 16 ans. Dans la *takim* (unité militaire) de Carla Solina, qui compte plus 60 femmes, seule la commandante a plus de 20 ans. Cf. Solina, Carla, *Der Weg in die Berge...*, op. cit., p. 148-149.

« zones mixtes » (tableau V-4). Nous avons vu plus haut que les militants originaires des régions majoritairement kurdes et sunnites de Turquie constituaient la très grande majorité des membres et sympathisants du PKK : le parti d'Öcalan n'a en effet jamais vraiment réussi à gagner un tel soutien de la population dans les régions mixtes, où les clivages ethniques et confessionnels (Kurdes/Turcs et alévis/sunnites) sont restés plus favorables à la droite et à la gauche radicales turques (cette dernière étant composée de nombreux Kurdes alévis), ni d'ailleurs dans les régions à minorité kurde. Nous avons également vu que les militants originaires des régions à majorité kurde avaient sans doute beaucoup plus de facilités que les autres à s'en remettre totalement à l'institution, les militants originaires des régions mixtes ou à majorité turque naviguant bien souvent entre des identités concurrentes (et parfois complémentaires), et étant moins enclins à associer *systématiquement* et *totale*ment la kurdicité au parti d'Öcalan. Rien d'étonnant alors au fait que 90% des immolations par le feu soient au Moyen-Orient le fait de militants et sympathisants originaires des régions à majorité kurde. Or, même s'il est très difficile d'estimer la proportion d'Alévis parmi les sympathisants du PKK en Europe, la plupart des observateurs s'accordent pour dire que le parti d'Öcalan est parvenu à s'y rallier de nombreux jeunes alévis, originaires le plus souvent des régions mixtes. Nous avons nous-mêmes rencontré de nombreux Kurdes (alévis) originaires de Tunceli ou de Maraş dans les associations pro-PKK en Allemagne et la vague d'attaques incendiaires qui a suivi en 1995 les émeutes de Gazi à İstanbul - que le parti d'Öcalan a imputé à « de jeunes sympathisants kurdes non contrôlés par l'organisation » pourrait également démontrer l'importance numérique des alévis parmi les sympathisants européens du mouvement. Tout porte ainsi à croire que le grand nombre d'immolations par le feu de militants et sympathisants originaires des régions mixtes en Europe est directement fonction de l'importance numérique des alévis parmi les sympathisants européens du PKK.

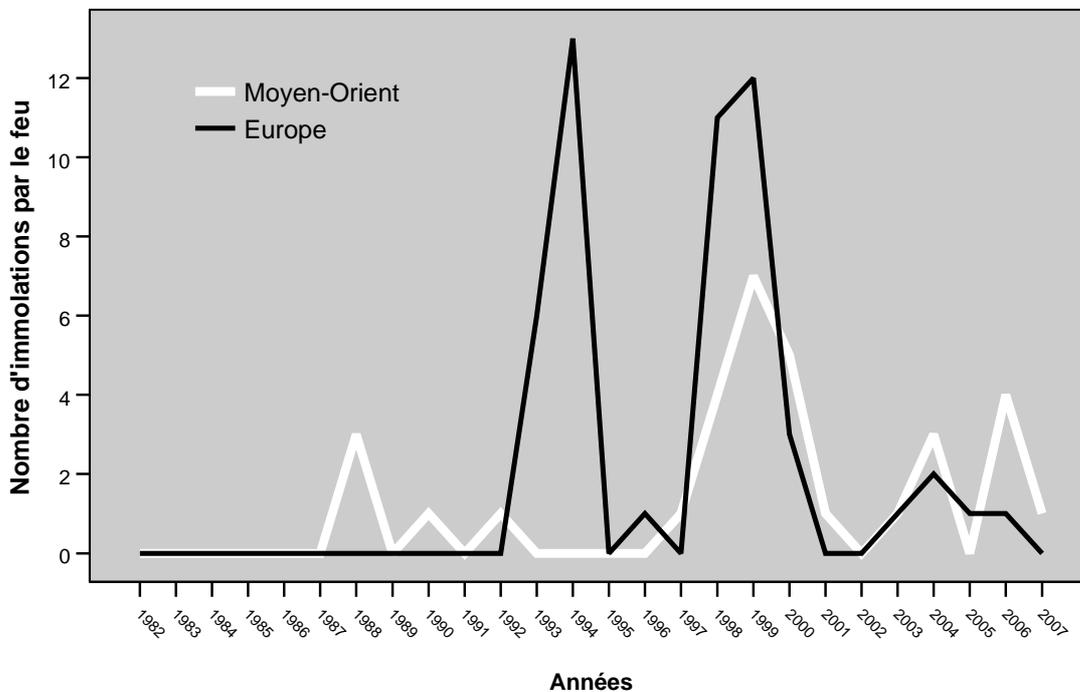
Une autre spécificité des immolations par le feu en faveur de la cause kurde en Europe réside dans leur agenda, qui, s'il est en partie commun à celui des immolations en Turquie, ne s'y réduit pas (graphique V-2). Certes, comme au Moyen-Orient, les années 1998 et 1999 - qui correspondent à l'arrestation d'Öcalan - sont celles qui voient le plus d'actions de ce type : 36% des immolations au Moyen-Orient et même 45% des immolations en Europe ont lieu durant ces deux ans<sup>1466</sup>. Mais, en Europe, 37% des immolations ont également lieu en 1993-1994, au moment où la mobilisation s'emballe et où les relations se tendent avec les

---

<sup>1466</sup> En milieu carcéral au Moyen-Orient, 70% des immolations ont également lieu en 1998 et 1999.

pays européens... et plus précisément avec l'Allemagne. Car si la plupart des pays européens ont vu se dérouler ce genre d'action sur leur sol (hormis la France, où des immolations de sans-papiers kurdes ont cependant déjà eu lieu)<sup>1467</sup>, plus de la moitié de toutes les immolations par le feu ayant eu lieu en Europe ont en fait eu lieu sur le territoire allemand (55%). En fait, si l'on exclut une immolation par le feu au Danemark en 1996 - et elle a eu lieu devant les gardes-frontière allemands qui refusaient de laisser passer un bus de sympathisants du PKK devant se rendre à une manifestation à Hamburg - aucune action sacrificielle n'a eu lieu en Europe hors d'Allemagne avant l'arrestation d'Öcalan.

**Graphique V-2. Evolution du recours à l'immolation par le feu au Moyen-Orient et en Europe**



Comment expliquer alors cette surreprésentation des immolations par le feu en faveur de la cause kurde en Allemagne ? Les facteurs démographiques doivent évidemment être pris en compte. L'Allemagne accueillant près de la moitié de la population kurde immigrée en Europe et l'institution PKK y étant plus structurée et plus puissante qu'ailleurs, il y a de fait

<sup>1467</sup> Ces pays sont : Allemagne, Grèce, Grande-Bretagne, Russie, Chypre, Danemark, Suède, Suisse, Italie, Belgique, Australie, Nouvelle-Zélande.

plus de chances pour que des immolations en faveur de la cause kurde aient lieu dans ce pays. De même, on se souvient que le PKK entretient avec l'Etat allemand des relations très mauvaises, à partir de 1986-1987, mais surtout à partir de 1993. Sous la menace d'une interdiction après la vague d'occupations de juin 1993, le parti d'Öcalan, qui considère l'Allemagne comme l'alliée objective de la Turquie en raison notamment des accords d'armements entre les deux pays, cherche à tout prix à obliger le gouvernement Kohl à faire un choix. Mais une fois l'interdiction prononcée, le PKK va également tout faire pour inciter l'Allemagne à faire marche arrière. C'est dans ce contexte, et après la mort du premier sympathisant du PKK en Europe en juin 1993, qu'apparaissent les premières immolations par le feu.

Le 8 juillet 1993, trois sympathisantes du PKK boivent de l'essence et menacent de s'immoler alors qu'elles occupent avec d'autres femmes kurdes les bureaux de la représentation du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) à Bonn. L'intervention des autres manifestantes permet d'éviter l'immolation par le feu d'une quatrième qui avait déjà renversé de l'essence sur son corps. Puis, à l'approche des fêtes de *Newroz* en 1994, quelques mois après l'interdiction du PKK en Allemagne, de nombreuses manifestations sont organisées par le parti dans les diverses villes allemandes. Le 19 mars, alors qu'est organisée une manifestation devant la *Technische Universität* de Berlin, deux ou trois personnes (les témoignages divergent à ce sujet) s'immolent par le feu alors que les tensions avec les forces de police augmentent ; elles s'en sortent avec des blessures. Le 21 mars 1994 au petit matin, deux militantes du PKK, Bedriye Taş (Ronahî, 21 ans) et Nilgün Yıldırım (Berîvan, 27 ans) s'immolent par le feu à Mannheim, dans un parc sur les rives du Rhin, sans avoir jamais fait part de leur intention à qui que ce soit. Dans les jours qui suivent, des militants et sympathisants du PKK sont bloqués par la police allemande alors qu'ils se rendent en bus à des manifestations. Ils répondent par des sit-in et des blocages d'autoroute, et sept nouvelles personnes s'immolent par le feu. Enfin, le 27 septembre, une femme est une nouvelle fois empêchée de s'immoler par le feu au moment d'une manifestation/occupation devant la mairie de Mannheim.

Le résumé des événements est éloquent et permet de déboucher sur notre troisième point, dans la stricte continuité du second : en 1993-1994, les immolations par le feu en Allemagne ont dans leur grande majorité lieu alors que se déroule une action protestataire *collective* préalable. Sur les 17 immolations par le feu survenues en Allemagne durant ces deux ans, seules deux se sont effectivement déroulées dans un parc, à l'écart de tout policier, manifestant et journaliste. Mais la plupart du temps, l'action intervient lors d'une manifestation ou d'une occupation de locaux, au moment de fortes tensions avec les autorités, voire à l'instant précis de l'intervention des forces de l'ordre, comme lors de la manifestation de la TU (*Technische Universität*) de Berlin le 19 mars 1994 :

Le 19 mars, pour les fêtes de *Newroz*, une manifestation culturelle est organisée par l'association Kurdistan (*Kurdistan AG*) et Asta (*Allgemeinen Studentenausschuss*, Comité général des étudiants) au sein de la *Technische Universität* de Berlin. A l'approche du nouvel an kurde, les autorités sont sur le qui-vive après l'interdiction du PKK le 25 novembre 1993. Craignant des débordements, le président de l'Université a interdit la manifestation deux jours auparavant. Selon la police, 800 personnes sont cependant venues participer à la manifestation, les organisateurs avancent quant-à-eux le chiffre de 2000 personnes. Contraints de rester à l'extérieur en raison d'un cordon policier à l'entrée, les Kurdes organisent la fête devant l'Université. Deux ensembles musicaux sont présents : un groupe folklorique ainsi qu'un cœur de jeunes enfants. Vers 16 heures, un groupe d'une vingtaine de jeunes Kurdes se heurte néanmoins aux forces de police et parvient à entrer dans le bâtiment principal de l'Université et à y hisser une banderole d'une association proche du PKK. Armés de matraques, les forces de l'ordre réagissent aussitôt en chargeant le groupe. Selon la police, ceux-ci répondent par des jets de pierres et de cocktails Molotov. Les affrontements sont violents : en vingt minutes, 38 policiers sont blessés (cinq sont emmenés à l'hôpital) et sept kurdes sont interpellés. Au cours des heurts, une ou plusieurs immolations par le feu auraient eu lieu. Selon un membre de l'association démocratique des étudiants (*Demokratischen Studentenverband*), un vieil homme se serait aspergé de liquide inflammable, se serait allumé et aurait alors couru en direction des policiers. Les forces de l'ordre auraient rapidement éteint les flammes. Selon une deuxième version, c'est un jeune homme qui se serait immolé, le vieil homme ayant été brûlé au dos en tentant de lui porter secours. Enfin, selon une troisième version qui s'est répandue juste après les événements, deux à trois personnes se seraient en fait immolées par le feu. Selon la police, deux personnes ont effectivement été brûlées « dans des circonstances non définies », les policiers et les manifestants ayant rapidement éteint les vêtements enflammés. Une des victimes se trouvait encore à l'hôpital de *Wedding* deux jours après, et les médecins ne se prononçaient pas sur son état. La manifestation a ensuite continué vers *Brandscheidplatz*, sans aucun autre accrochage<sup>1468</sup>.

De manière significative, les informations récoltées sont parcellaires et les témoignages contradictoires. Les autorités, qui craignent des vagues d'immolations par le feu, sont le plus souvent très réticentes à confirmer ce type d'action<sup>1469</sup> et les Kurdes eux-mêmes ne sont pas toujours très empressés de mettre en avant des événements qui tendent à leur faire mauvaise-pressé. Il reste que l'immolation intervient à un moment de fortes tensions, comme si l'action pouvait faire basculer le cours des événements<sup>1470</sup>. Lors de cette manifestation, comme lors des occupations d'autoroutes allemandes en 1994, la dimension spatiale de l'immolation par le feu s'avère particulièrement claire. L'enjeu est double : conserver le terrain gagné et faire pression sur les co-manifestants afin qu'ils ne fassent pas défection. L'irrationalité apparente de ces pratiques peut en effet permettre d'acquérir un avantage

---

<sup>1468</sup> Résumé des événements réalisé à partir de : *AFP*, 19 mars 1994 ; *Die Berliner Zeitung*, 21 mars 1994 ; *Die Tageszeitung*, 21 mars 1994 ; *Berxwedan*, numéro spécial *Newroz* 1994, avril 1994.

<sup>1469</sup> Ce sont d'ailleurs des sources policières qui font état de cocktail-molotov.

<sup>1470</sup> Ces caractéristiques sont d'ailleurs loin d'être spécifiques aux actions du PKK : les immolations par le feu de sans-papiers kurde apparaissent le plus souvent dans des circonstances similaires, alors qu'ils sont en grèves de la faim.

stratégique visant à conserver la maîtrise de la dynamique conflictuelle<sup>1471</sup>, d'autant plus que la formation des policiers les incite à psychologiser les comportements des manifestants kurdistes<sup>1472</sup>. On peut alors mieux comprendre le nombre élevé de *menaces* d'immolations dans ce type de situation, mais aussi le faible nombre de décès, l'intervention des manifestants, des pompiers et des forces de l'ordre ayant toujours permis de sauver les victimes.

Ces modalités concrètes de l'immolation par le feu sont-elles spécifiques aux années 1993-1994 en l'Allemagne ? Sans doute, car si d'autres immolations ont eu lieu en Allemagne lors de manifestations collectives, notamment en 1998-1999, l'enjeu spatial y apparaît beaucoup moins important que le désir de communion avec Öcalan. Mais sur l'ensemble de la période, 65% des immolations ont eu lieu en Allemagne alors que se déroulait une action protestataire simultanée. Au-delà, cette tendance semble commune à tous les pays européens : au moment de l'« affaire Öcalan », *toutes* les actions sacrificielles ont lieu au cours d'une manifestation collective<sup>1473</sup>. Mais si la généralisation semble possible à l'Europe, elle ne l'est pas au Moyen-Orient, où, inversement, la plupart des immolations sont des actions isolées (tableau V-5).

**Tableau V-5. Répartition des immolations par le feu hors milieu carcéral suivant l'existence ou non d'une action collective simultanée**

	<i>Action protestataire collective simultanée</i>	<i>Action isolée</i>	<i>Total (N)</i>
<b>Moyen-Orient</b>	26%	<b>74%</b>	23
<b>Europe</b>	<b>76%</b>	24%	45
Total (N)	40	28	68

Manquantes : 16.

<sup>1471</sup> Schelling, Thomas, *Stratégie du conflit*, *op. cit.*, p. 33.

<sup>1472</sup> Voir Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, p. 311-327 et Mollenhauer, Karl, « Psychologische Aspekte der Verhaltensdynamik bei Kurden-Einsätzen », *Schriften zur Fortbildung*, Der Polizeipräsident in Berlin, n°40, 1999, p. 9-12. On peut trouver dans cet article une comparaison entre la « courbe d'affectivité des Européens » et celle des « Orientaux », des références sur le « rapport des Orientaux au facteur temps », des éléments sur le « culte du feu » chez les Kurdes...

<sup>1473</sup> Seule la Grèce pourrait voir une autre tendance. Sur les cinq immolations par le feu recensées dans ce pays, deux sont des actions isolées et une a lieu au moment d'une manifestation. Mais la variable « circonstances » a aussi été laissée vide en raison du manque d'informations dans les deux autres cas.

**Tableau V-6. Répartition des immolations par le feu en fonction de leur issue (fatale ou non) en Europe et au Moyen-Orient**

	<i>Décédé</i>	<i>Blessé</i>	<i>Total (N)</i>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>74%</b>	26%	27
<b>Europe</b>	37%	<b>63%</b>	51
Total (N)	39	39	78

Manquantes : 6.

Il en découle de fortes différences en ce qui concerne l'issue (fatale ou non) des immolations par le feu dans ces deux espaces. Alors que près des deux tiers des acteurs survivent en Europe (63%), près des trois quarts (74%) décèdent de leur immolation au Moyen-Orient (tableau V-6). Et si les militants et sympathisants kurdes ne sont évidemment pas au fait de ces statistiques, il ne fait aucun doute que les individus qui s'isolent volontairement afin de se brûler savent qu'ils auront ainsi plus de chances de mourir. L'inverse n'est cependant pas vrai : il semble difficile de croire que la personne qui s'immole en public ou lors d'une action collective espère réellement survivre à ses brûlures<sup>1474</sup>. Mais ses objectifs et motivations, le sens donné à son action et surtout la temporalité de sa prise de décision ne peuvent être que très différents d'une personne ayant préparé et réfléchi son action plusieurs jours auparavant. Seule une analyse qualitative peut alors permettre de mieux cerner ce qui fait l'unité, mais aussi la diversité des violences auto-sacrificielles au sein de la mouvance PKK.

### *3. Unité et diversité des trajectoires sacrificielles en Europe*

Nous avons cherché jusqu'à présent, à partir de données quantitatives, à savoir dans quelle mesure les actions sacrificielles en faveur de la cause kurde pouvaient relever de dynamiques globales (liées aux évolutions du conflit et aux menaces pesant sur l'institution PKK) mais aussi de dynamiques plus localisées, propre à l'Europe ou au Moyen-Orient. Mais si l'analyse statistique permet de dégager des tendances, elle aplanit également des différences qui pourraient caractériser chaque cas pris individuellement. C'est l'analyse qualitative qui permet alors de vérifier ou de nuancer les tendances dégagées, et de restituer la complexité des trajectoires qui peuvent conduire à se sacrifier volontairement. Le grand nombre d'actions et le difficile accès aux sources ne nous permettant pas de rendre compte de l'ensemble des trajectoires sacrificielles, nous avons choisi de nous focaliser sur les immolations ayant eu

<sup>1474</sup> La plupart des détenus s'étant immolés en faveur de la cause kurde dans les prisons turques, sauvés par leurs camarades de dortoir/cellules, ont également survécu à leur immolation (68%).

lieu au sein de l'espace européen, et plus particulièrement sur trois cas qui nous semblaient refléter la diversité des processus ayant pu conduire, en Europe, des militants et sympathisants du PKK à désirer mourir pour la cause. Le fait de se limiter à trois cas recélant inévitablement une part d'arbitraire, nous chercherons autant que possible à démontrer leur « exemplarité » en indiquant en quoi d'autres trajectoires peuvent s'en rapprocher. Pour ce faire, nous aurons recours à des sources plurielles : articles de journaux, sources partisans et associatives, testaments ou lettre d'adieux, mais aussi entretien avec une militante s'étant volontairement brûlée et qui a survécu. Nous présenterons donc d'abord la trajectoire d'une jeune militante du PKK s'étant immolée par le feu en février 1999 au Danemark et que nous prénommerons Berjin, puis celle d'Eser Altınok, ancien militant du PKK repentant qui s'est suicidé par le feu en janvier 1998 en Allemagne et enfin celle de Necla Kanteper, une très jeune sympathisante du parti qui s'est immolée en février 1999 à Londres. Il nous sera alors possible de montrer dans quelle mesure la fabrique des martyrs au sein du PKK est mobilisée dans ces actions.

Née en 1975, Berjin est originaire de la ville de Midyat, près de Mardin. Elle est issue d'une famille pauvre et a sept frères et sœurs. Ses grands-parents auraient fui Doğubeyazit au moment de la répression de la révolte d'Ararat en 1930 et, comme dans le cas des militants originaires des régions à majorité kurde décrits plus haut, et contrairement aux militants originaires des régions mixtes ou à majorité turque, son expérience de l'école la conduit à construire son identité kurde sur un mode collectif.

Mes grands-parents disaient qu'ils étaient kurdes. Ils n'étaient pas réellement engagés, mais ils étaient déjà opprimés : on racontait qu'ils avaient fui Doğubeyazit au moment de la révolte d'Ağrı, pour venir s'installer à Midyat. On peut dire qu'on était une famille traditionnellement révolutionnaire [kurdiste]. ». [...] Je suis allé à l'école jusqu'au collège, à Mardin. A l'école on était toujours frappé ou isolé si on parlait kurde. On était un peu opprimé par les Arabes et les Turcs. On ne connaissait pas bien le turc... Mais on continuait à parler kurde, par motivation. Alors que ceux qui parlaient arabe, on ne leur disait rien...<sup>1475</sup>

Ses parents étaient miliciens, c'est-à-dire qu'ils étaient chargés d'aider et d'approvisionner la guérilla du PKK. Dès l'âge de 10-12 ans, elle fait le tour des zones de conflits afin de repérer les blessés et d'enterrer les morts.

---

<sup>1475</sup> Entretien avec Berjin, Allemagne, juin 2004.

Comme mes parents étaient sympathisants du PKK - ils sont devenus miliciens très tôt - je rencontrais très souvent des militants. On les aidait dès qu'on pouvait. En fait, on a toujours été engagés. [...] La guérilla vivait dans la population, il n'y avait pas de rupture entre la guérilla et la société. Et c'était parfois difficile, on devait toujours compter avec des opérations contre nous. Toute notre vie quotidienne était tournée vers la guérilla, on les aidait et ils nous défendaient, c'était pour notre sécurité. [...] C'était ça le rôle des miliciens, on servait de pont entre le peuple et la guérilla, et on apportait à la guérilla ce dont elle avait besoin. Par exemple, quand il y avait une opération contre la guérilla en ville, on informait les autres qu'ils devaient faire attention. On gardait aussi un lien avec les prisonniers. En 1991-1992, il y a eu de nombreuses opérations contre la guérilla. Il y a eu beaucoup de morts, nous on enterrait les morts, les martyrs. Moi, j'ai beaucoup fait ça. Mais l'Etat nous observait et nous contrôlait, il contrôlait toute notre vie privée. [...] Avant 1989, il y avait une centaine de guérilleros uniquement ; ensuite ils étaient bien plus nombreux. Au Kurdistan, dès l'âge de 10 ans on commençait à faire le travail de la milice. Certains enfants de 11 ans sont morts pour ça. Quand j'avais 13 ans, il y a eu une opération contre un camp de la guérilla, ça mitraillait de partout dans les villages aux alentours. Je me souviens, j'avais une chemise blanche, je devais aller d'une maison à l'autre pour savoir si les gens vivaient encore... Je me réjouissais de faire ça, je participais ! Je n'avais pas peur. Quand j'étais enfant, la guérilla était pour nous une espérance de vie, on avait de très bons contacts avec elle et on était tout à fait en accord avec ses idées.

Dès l'âge de 15 ans, elle souhaite rejoindre dans la guérilla, mais elle est contrainte de partir pour l'Europe, où elle arrive en 1992. Elle s'engage aussitôt dans l'ERNK (la branche politique du PKK) et, y rencontre Ronahî et Berîvan, qui s'immolent par le feu en 1994 à Mannheim.

J'avais des oncles, des cousins dans la guérilla. Mais je suis la seule femme de ma famille à m'être vraiment engagée. A 15-16 ans, j'aurais voulu rejoindre la guérilla. Mais j'étais trop jeune et j'avais beaucoup de problèmes avec la police. Mon père avait été emprisonné pendant un mois. Moi et mon frère, qui travaillait pour l'ERNK, on devait quitter la région. Surtout que le DEP n'était pas présent à Midyat. C'était la guérilla ou partir. On est donc parti en Europe, on est arrivé tous les deux à Berlin. Et je suis allée à Mala Kurda [en fait l'association kurde pro-PKK de l'époque, qui portait un autre nom], c'est là que je me suis vraiment engagée. J'ai commencé à travailler sur la question des femmes : manifs, conférences et tout... [Ah, mais tu as déjà dû rencontrer Ronahî et Berîvan alors ?] Oui, oui, en fait nous étions dans le même groupe. Je les ai connues quand je suis arrivée. J'ai organisé avec elle la conférence des femmes de 1994, mais je n'ai pas pu y participer. Je les connaissais très bien, et j'ai fait ça [s'immoler par le feu] pour les mêmes raisons [qu'elles].

De même que Ronahî et Berîvan ont ressenti une proximité de destin avec Zekiye Alkan, à peu près du même âge qu'elles et également alévie originaire des régions mixtes, le fait que Berjin ait été amie avec ces deux premières martyres sacrificielles du PKK en Europe n'est sans doute pas étranger à son action<sup>1476</sup>. Cette proximité lui procure en tous cas d'abord

---

<sup>1476</sup> Ronahî était originaire de Maraş et Berîvan de Tunceli. Elles font référence à elle dans le testament que nous avons traduit plus haut. La proximité ou le sentiment de proximité avec des martyrs sacrificiels pourrait être une constante dans les trajectoires qui conduisent à s'immoler par le feu. Barzan Öztürk, décédé le 4 janvier 1999 en

les rétributions nécessaires à sa déception de ne pas s'engager dans la guérilla. Et elle effectue un travail sur ses représentations afin de légitimer et de valoriser son engagement en Europe.

En Turquie, c'était mon pays, c'était normal d'être décrit comme « terroristes » : nous étions contre l'Etat, qui était notre ennemi, tous les jours il y avait des morts. On s'est organisé, c'était normal de lutter contre ce régime fasciste... Donc être « terroriste », c'était normal. Surtout que l'Etat était contre la population, contre le mouvement de masse [et pas uniquement contre le PKK]. Mais en Allemagne, les policiers sont aussi contre nous. Et ça me blesse réellement. Je ne sais pas pourquoi les médias allemands et le gouvernement sont contre nous. Alors que l'Allemagne se dit démocratique, des Kurdes y sont battus comme en Turquie. Elle a vendu des armes à la Turquie, elle a aussi nié le peuple kurde. Je crois que c'est un régime hitlérien modernisé... Et ça me rend très triste. [...] Le parti ne m'a pas envoyé dans les montagnes, mais pour moi, c'était la même chose de faire ce travail ici.

Elle est finalement envoyée au Danemark où elle préside le parti des femmes. Le 16 février 1999, lors d'une manifestation contre l'Ambassade de Grèce à Copenhague, elle s'asperge d'essence et s'immole par le feu. Opérée plus de cinquante fois, elle porte toujours physiquement les marques de son geste et a encore aujourd'hui des responsabilités au sein de l'organisation. Elle résume ainsi son action :

En 1999, j'ai été blessée [*yaralandım*]. C'était une protestation contre le Monde, qui n'a pas reconnu la réalité du mouvement des femmes et qui a trahi Öcalan, contre les Kurdes qui ne soutenaient pas notre combat [*bizim gerçeğimiziz* ; littéralement : notre vérité, notre réalité]. [...] Öcalan a joué un rôle très important dans mon engagement politique... Car je me suis connue grâce à lui. Le connaître a conduit à me connaître. Pour moi, Öcalan signifie l'émancipation de la femme kurde. Le 8 mars, on a fêté la journée de la femme pour Öcalan mais il n'a pas pu participer, ça me rend triste. [...] Mon but est d'être une femme émancipée, c'était important pour moi de travailler pour les femmes en Europe. Les femmes ont donné de l'argent, envoyé leurs enfants dans les montagnes... Je veux travailler comme une femme émancipée. Les femmes kurdes ont une mission, c'est de participer à ce combat. Et il faut que l'on soit toujours plus forte [...] Il ne s'agissait donc pas de moi mais du peuple kurde...

Imaginant son action sur le mode d'un engagement dans la guérilla qu'elle a toujours souhaité (c'était également le cas de Ronahî), Berjin se considère non comme actrice mais comme une victime, l'utilisation de la forme passive étant ici significatif : elle *a été blessée* par l'ennemi. Mais si l'on ajoute qu'« il ne s'agissait pas [d'elle] mais du peuple kurde », on voit à quel point elle semble faire disparaître sa propre personne dans l'entité supérieure

---

Allemagne des suites de son immolation était par exemple de la famille de Sema Yüce, qui s'est immolée en prison au début de l'année 1998.

qu'est le peuple kurde, victime de la barbarie des Etats turc et allemand. Il n'est pas alors question de devenir une héroïne ou de s'affirmer en tant qu'individualité, même si l'objectif est bien de suivre la voie héroïque des martyrs : le corps de Berjin ne semble plus qu'être le siège d'un conflit entre l'ennemi et la nouvelle humanité prônée par Öcalan. Mais son action pourrait également porter la marque d'une culpabilité diffuse, comme si elle n'avait pas réussi à vraiment remplir son rôle : alors qu'elle s'est connue grâce à Öcalan, elle (et le PKK) n'ont pu empêcher son arrestation ; alors qu'Öcalan signifie l'émancipation de la femme kurde, il leur faut toujours être plus fortes pour être la hauteur de cette exigence de libération. Si son action s'inscrit donc dans la contestation radicale d'une situation perçue comme intolérable et vise, en jouant « le tout pour le tout », à renverser cet ordre injuste, elle est loin de se réduire à cette dimension strictement stratégique : l'immolation de Berjin est aussi une communion avec Öcalan qui comporte une dimension libératrice certaine<sup>1477</sup> et qu'elle dit avoir réfléchi au moins un an avant sa concrétisation. Berjin semble en effet s'être parfaitement réappropriée la théorie d'Öcalan sur la transformation de sa personnalité et sur les martyrs, et voue encore aujourd'hui une confiance totale à la « Direction » du parti : « Le PKK est entré dans une nouvelle phase depuis 1999, c'est une nouvelle phase de régénérescence avant une nouvelle résistance encore plus forte. C'est comme les cessez-le-feu de 1993 et 1995 : il faut passer par cette phase pour devenir plus fort ».

Néanmoins, la jeune militante paye aujourd'hui relativement cher son action, bien au-delà des considérations physiques. Parfois considérée comme une « fanatique sans éducation » par les jeunes Kurdes engagés après la transformation du PKK, elle est fortement décrédibilisée au sein du mouvement, alors qu'elle semblait bénéficier de davantage de considération avant son immolation. Elle raconte ainsi qu'elle se sent isolée au sein de l'association pro-PKK où elle travaille, que les gens murmurent « Au nom d'Allah, le tout Miséricordieux, le très Miséricordieux » (*Bismillah rahmani rahim*, qui, dans ce contexte, peut également signifier « Qu'Allah nous protège d'elle ») dès qu'ils la voient, ou que personne ne lui fait plus la bise car tous ont peur de toucher son visage (qu'elle a très abîmé). Nos observations sont d'ailleurs venues confirmer ses dires. Quelques jours après notre

---

<sup>1477</sup> Que l'on peut retrouver dans de nombreuses immolations de *militants* du PKK (et notamment celle d'Hükmiye Seyhan à Moscou en Août 1999 et celle de Fatoş Sağlamgöz en Suède en novembre 2003, qui sont toutes deux décédées), mais aussi de *sympathisants* s'étant immolés dans des endroits déserts (après avoir appris que son frère était tombé dans les montagnes, Taylan Özgür Kahraman s'immole par le feu le 21 décembre 1998 dans une forêt de Düsseldorf, une photo de son frère et une autre d'Abdullah Öcalan a ses côtés ; Ohran Aykan s'immole quant à lui le 27 mars 1999 dans un chemin forestier près de Kassel pour protester contre les tortures infligées à Öcalan).

entretien avec Berjin, une autre membre de l'association, qui a passé sept ans et demi dans la guérilla et qui l'attend depuis plus d'une heure pour des activités militantes, peste ainsi contre son retard : « Comment veux-tu faire la révolution, continuer la lutte si les gens sont en retard ? Ca veut dire qu'ils n'ont pas le sens des responsabilités ! Dans les montagnes, tu apprends à être ponctuel. Tu te lèves à 4 heures, puis c'est la toilette, repas, et on démarre la formation ! Là-bas, tu apprends à être vraiment actif, avec la *discipline* [elle appuie elle-même ce mot] ». Comme pour Saliha Şener, mais aussi comme pour la plupart des militants et sympathisants s'étant immolés par le feu dans les années 1990 et 2000, l'immolation est donc loin de protéger de la mise au ban ultérieure.

La trajectoire d'Eser Altınok est très différente. Né à Berlin, il ne connaît pas la Turquie et ne commence à s'intéresser à la cause kurde que bien plus tard, après un accident de voiture. Son engagement, après une période d'isolement consécutif à sa convalescence pourrait d'ailleurs presque s'apparenter à une conversion<sup>1478</sup>.

Eser Altınok est né en 1974 à Berlin, mais ses parents, ouvriers, sont originaires de Genç, près de Bingöl, dans les régions kurdes de Turquie. Son enfance se passe sans histoire jusqu'au divorce de ses parents. A partir de ce moment, il a de moins en moins envie d'apprendre à l'école et passe de plus en plus temps avec les camarades de son « gang » de Kreuzberg, les « Thirtysix-boys ». A 17 ans, Eser est un jeune délinquant qui a déjà été arrêté plusieurs fois, est passé plusieurs fois par des groupes thérapeutiques, et conduit à tout allure des voitures volées sans avoir le permis. Au nouvel an 1991, il a un accident qui aurait pu le tuer. Il est gravement blessé et va vivre sa convalescence chez sa sœur mariée qui habite Berlin. Il y trouve des livres sur les Kurdes, notamment du sociologue İsmail Beşikçi, et son intérêt pour le Kurdistan grandit. Il va finalement commencer à fréquenter l'association kurde près de chez lui. Après des collages d'affiches et autres activités militantes, il intègre davantage l'association et part faire une première formation théorique de 10 jours à Hessen.<sup>1479</sup>

Rapidement, il souhaite rejoindre la guérilla. En mai 1992, il suit une deuxième formation aux Pays-Bas, mais va travailler pour le PKK pendant trois ans, en Europe.

---

<sup>1478</sup> Ronahî (Bedriye Taş) s'engage également au sein du PKK après une chimiothérapie consécutive à un cancer.

<sup>1479</sup> Résumé de la trajectoire biographique réalisé à partir de : « Diesmal fliegen Bomben. Der Weg eines Jungen Kurden in die Gewalt », *Der Spiegel*, n°14, avril 1996 (cet article consacré à Eser Altınok, fondée sur une interview, a été écrit au moment où le jeune militant était « témoin principal » dans des procès contre des cadres du PKK : le discours d'Eser y est donc fortement empreint de repentir, de dénéigation et de désillusions ; nous avons cherché à « neutraliser » ces sentiments dans le résumé que nous avons établi) ; *Kurdistan Rundbrief*, n°1, Jg 11, 13 janvier 1998 ; *Kurdistan Rundbrief*, n°2, Jg 11, 27 janvier 1998 ; *Kurdistan Rundbrief*, n°3, Jg 11, 10 février 1998 ; *Focus*, 2 février 1998 ; « UnterstützerInnen und Mitglieder der kurdischen Befreiungsbewegung, die in der Bundesrepublik Deutschland gefallen sind », Site internet de l'Informationsstelle Kurdistan e.V. (Isku), URL : <http://www.nadir.org/nadir/initiativ/isku/hintergrund/verbot/2003/ausstellung/gefallene/index.htm>.

Eser travaille d'abord à Hannover, puis, après un séjour de deux mois en prison pour enfant pour avoir conduit sans permis, Berlin. Altercations violentes avec de jeunes « Loups gris », occupation manquée du Consulat général de Turquie en juin, attaque incendiaire ratée d'une agence de voyage turque en novembre... Les activités se succèdent, mais sans réel succès. Il est très critiqué au sein du parti suite à ces échecs. Envoyé à Osnabrück au début de l'année 1994, il va suivre ensuite une formation intensive de six semaines en Belgique. A l'été 1994, il est nommé chef régional de Kärnten et Steiermark (Carinthie et Styrie) en Autriche. Mais dès le 1<sup>er</sup> septembre, il est arrêté et placé en détention. Il reste un an en prison, sans que personne ne vienne lui rendre visite. A sa sortie, le parti le renvoie à Hannover à un rang subalterne, où il travaille encore un an.

Son parcours au sein du PKK apparaît donc en demi-teinte : s'il est nommé chef de région deux ans après son entrée dans le parti, il est aussi « dégradé » un an plus tard. En 1996, il affirme au *Spiegel* que c'est surtout pour cette raison qu'il a décidé de prendre ses distances avec le parti. Mais des menaces d'expulsions vers la Turquie (qu'il ne connaît pas du tout) sont probablement aussi à l'origine de sa « repentance » et de sa coopération avec les autorités allemandes contre le PKK.

Le 10 octobre 1995, Eser est arrêté par la police et placé en détention, *a priori* pour des faits antérieurs à son entrée dans le parti. On menace alors de l'expulser s'il refuse de devenir « témoin principal » dans des procès de militants du PKK, ce qu'il finit par accepter. Mais il vit cela très mal et il reçoit un traitement psychiatrique, sous contrôle policier. Il fait d'ailleurs une tentative de suicide. Début 1997, il souhaite arrêter de coopérer avec la police, qui le menace alors de lui retirer sa protection policière. Le 5 janvier 1998, dans une rue de Görlitz près de Duisburg, il renverse plusieurs litres d'essence sur lui et s'enflamme. Transporté à l'hôpital militaire de Koblenz, il y meurt à la fin du mois. Il est enterré à Berlin le 4 février.

De même que celle de Berjin, l'immolation par le feu d'Eser Altınok semble motivée par un fort sentiment de culpabilité et une volonté de purification. Mais dans son cas, ce sentiment est exacerbé par la « trahison » et l'objectif est aussi de remettre en conformité son existence et sa vie avec les exigences de l'organisation. Dans une lettre adressée à sa mère, très différentes de toutes les autobiographies testamentaires d'institutions écrites en prison ou dans la guérilla, il explique le processus qui le conduit à se suicider<sup>1480</sup>. Au sein du PKK se déroule ainsi une lutte des classes entre ceux qui veulent supprimer la souffrance dans ce

---

<sup>1480</sup> 1998-1999 *Şehitler Albümü* [Album des martyrs, 1998-1999], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Serxwebûn (Özel Sayı 27), Date de publication inconnue (1999 ?), p. 651-653 ; *Kurdistan Report*, n°90, mars-avril 1998. Des passages de cette lettre ont également été publiés dans la presse allemande.

monde (Öcalan) et ceux qui veulent qu'elle perdure, ceux qui veulent changer l'essence révolutionnaire du parti. Comme l'a déjà souvent affirmé Öcalan, ce combat est encore plus intense que la lutte contre l'ennemi et Eser dit ressentir fortement cette intensité en lui. Il considère en effet qu'il a utilisé le parti à des fins personnelles et que sa trahison est à la conséquence de son refus de s'engager dans la voie de la nouvelle personnalité : elle lui a fait perdre toute humanité. Seule la mort pourra alors lui faire regagner sa dignité :

Je ne me cache pas ici derrière des actions héroïques bon marché. Je suis un homme qui cherche à regagner sa dignité. [...] Je veux être la voix de mon peuple. Je suis un Kurde. Oui, je suis un Kurde. Moi aussi je suis un fils du feu et du soleil. Mais je ne vais pas brûler de la même manière que Mazlum Doğan, Ronahî ou Berîvan. Leurs flammes, leur fumée et leurs cendres ont montré la voie au peuple kurde. Moi par contre, je me brûle pour ma dignité, pour la dignité de l'Homme. Mon feu n'est pas pour le peuple, mais pour moi [...] En même temps que me brûler, je vais aussi brûler l'ennemi. Je ne vais pas brûler un homme mais toute une classe [sociale d'ennemis]. En même temps que brûler l'impérialisme qui est en moi, je voudrais aussi changer mon cœur en cendres. Quand je boirai de l'essence, je brûlerai mon cœur de l'intérieur. Je vais conquérir la forteresse de l'intérieur.

La dimension proprement protestataire de l'action est dans le cas d'Eser Altınok bien moins marquée et son immolation pourrait à première vue davantage ressembler à un suicide « classique ». Ce serait néanmoins manquer la véritable dimension politique de son acte, qui s'inscrit très clairement dans l'imaginaire spécifique qui s'est institutionnalisé au sein du PKK. Et si sa trajectoire est très singulière parmi celles qui ont conduit des militants ou sympathisants à se brûler volontairement en Europe, elle n'est pas unique : le 30 mai 1998, le jeune militant Hasan Akdağ (21 ans) s'immole lui aussi par le feu dans la prison de Lingen en Allemagne après avoir collaboré avec les autorités allemandes et par crainte d'une expulsion. Lui aussi avait eu des problèmes familiaux et avait un passé de délinquant, notamment dans la revente de drogue, avant son entrée dans le PKK en 1997.

Berjin et Eser Altınok étaient tous deux militants ou anciens militants du PKK. Mais en 1994, puis en 1998-1999, de nombreux *sympathisants*, non membres du parti, s'immolent également par le feu, souvent alors qu'a lieu une action collective préalable. C'est le cas de Necla Kanteper, une jeune Kurde de 15 ans, qui se brûle volontairement à Londres le 15 février 1999, devant l'Ambassade de Grèce qui est à ce moment là occupé par environ 80 Kurdes. Issue d'une famille « recomposée », elle a très tôt conscience de sa kurdicité, notamment en raison des intimidations dont est victime la famille à Chypre.

Necla est une jeune fille kurde qui habite le nord de Londres (*Wood Green*), avec ses parents. Elle est née en 1985 à Chypre Nord, elle a 14 ou 15 ans en février 1999. Son père Süleyman Coskun, né en 1954 dans une famille paysanne, est originaire de Muş, dans les régions à majorité kurde de Turquie. Fuyant les violences et la répression des années 1970 (il a été battu plusieurs fois), il s'installe en 1976 à Dikarpaz (Chypre-nord), comme de nombreux Turcs de l'Est de la Turquie qui arrivent comme colons, suite à l'intervention turque de 1974. Après avoir eu quatre enfants avec sa première femme, il épouse ensuite Kadriye Kanteper, elle aussi d'origine kurde, sans doute au début des années 1980. La nouvelle famille, qui doit avoir une ferme dans le village, est cependant régulièrement l'objet de tracasseries policières. Des raids de policiers turcs ont même souvent lieu dans le village, parfois suivies de ratonnades. Necla en conserve un souvenir douloureux, notamment quand son père a été arrêté. On leur demande de partir ou alors, s'ils restent, c'est à leurs risques et périls. Le 23 janvier 1993, Kadriye Kanteper part pour la Grande-Bretagne avec Necla, alors âgée de 8 ans et ses six frères et sœurs. Laissant sa première femme et leurs quatre enfants à Chypre, Süleyman les rejoint trois semaines plus tard et demande l'asile politique, sans succès. Finalement, La famille obtient un asile temporaire. Süleyman ne peut pas travailler suite aux coups qu'il a reçus. Il ne parle pas anglais, mais prend des cours à l'association locale proche du PKK. Les familles de ses parents sont en effet très « patriotes », Necla aurait perdu 25 cousins, tués dans les montagnes. En novembre 1998 (au moment de l'arrivée d'Öcalan en Italie), le père de Necla participe à une grève de la faim de 7 jours dans le local du *Kurdistan Workers' Association Community Center*. La mère de Necla ne sait quant à elle ni lire ni écrire<sup>1481</sup>.

Necla est ainsi politisée très rapidement et son père dit qu'il l'a toujours encouragée à s'intéresser à la cause kurde. Quand elle quitte Chypre, à l'âge de 8 ans, elle a déjà vécu un certain nombre d'événements traumatisants du fait de sa kurdicité et connaît déjà le PKK.

A son arrivée à Londres, elle fréquente la *Herlham Junior School*, puis elle entre à la *White Hart Lane Senior School* à Tottenham au nord de Londres, qui accueille de nombreux jeunes

---

<sup>1481</sup> Résumé de la trajectoire biographique établi à partir de : Agence France Presse, 17 février 1999 ; Allison, Rebecca, « Fire girl, 15, is heroine », *Press Association*, 17 février 1999 ; Binvon, Michael, Lee, Adrian et Jones, Tim, « Girl sets fire to herself as Kurds protest », *The Times*, 17 février 1999 ; Gillan, Audrey, « We came here not to get out alive. We're ready for anything », *The Guardian*, 17 février 1999 ; Mckillop, James, « Girl ablaze as Europe erupts in Kurd protest », *The Herald*, 17 février 1999 ; Rosser, Nigel, « Agony of a siege girl in flame protests », *The Evening Standard*, 17 février 1999 ; *The Independent*, 17 février 1999 ; *The New York Times*, 17 février 1999 ; Adamson, Colin et Gary, David, « How Holland Park coped with that frightful din », *The Evening Standard*, 18 février 1999 ; Buncombe, Andrew, Sengupta, Kim et Davidson, John, « Kurd Protests : "Daddy, we're burning daily" », *The Independent*, 18 février 1999 ; Collcut, Deborah et Ginn, Kate, « Teletubbies and terrorists in a teenage fanatic's bedroom », *Daily Mail*, 18 février 1999 ; Farrel, Stephen, « Displaced Kurds dream of home », *The Times*, 18 février 1999 ; Farrel, Stephen, « Terrorists and Teletubbies », *The Times*, 18 février 1999 ; Lee, Adrian, « Deaths sour mood at embassy siege », *The Times*, 18 février 1999 ; *The Birmingham Post*, 18 février 1999 ; Gentleman, Amelia, Morris, Chris, Dyer, Clare, « Peaceful end to London embassy siege but violence flares in Turkey », *The Guardian*, 19 février 1999 ; Fielding, Nick, « The British girl the Kurds are training to be a suicide bomber », *Mail on Sunday*, 21 février 1999 ; *The Observer*, 21 février 1999 ; « Fire girl pledges her life for leader », *Scottish Daily Record & Sunday Mail Ltd.*, 30 juin 1999 ; Ramesh, Randeep, « To die for », *The Guardian*, 8 juin 1999 ; Fleming, Nic, « Women : I would do it again », *The Guardian*, 18 février 2002.

immigrés originaires de Turquie. Des conflits éclatent parfois entre Turcs et Kurdes, mais aussi entre Kurdes de différentes tendances. Ses professeurs disent qu'elle était la plus engagée de l'école et quelque peu intolérante à l'égard de ses camarades moins engagés qu'elle. Ils la décrivent aussi comme très vivante et populaire. Son professeur principal parle d'elle comme d'une élève modèle, qui travaille dur pour réussir aux examens : elle rêve alors de devenir juriste. Selon sa meilleure amie, elle était vraiment engagée et d'autres affirment qu'elle souhaitait rejoindre des camps du PKK en Allemagne pour ensuite aller combattre dans les montagnes, même si ses amies lui déconseillaient de le faire. Elle ne va pas en discothèque, et n'a pas de petit ami, comme si, selon ces proches, elle vouait tout son temps libre au parti. Elle a raconté à ses amies que sa sœur était partie en Allemagne « s'entraîner à combattre les Turcs », ce que dément sa famille, qui parle de vantardise.

La famille voue une véritable admiration au PKK et à la lutte qu'il mène dans les montagnes du Kurdistan. Sans être militants, ils se considèrent donc comme des « patriotes » (*yurtsever*) et suivent avec attention les évolutions du conflit en Turquie. Leur appartement est d'ailleurs fortement empreint des symboles de la lutte, comme celui de Fatma Saka, une jeune sympathisante qui s'immole le même jour à Hechingen en Allemagne<sup>1482</sup>.

Le trois pièces est peu décoré, mais on peut apercevoir quatre photos d'Öcalan encadrées dans le salon, ainsi que les photographies des 11 enfants. La télévision est constamment allumée et branchée sur *Med-TV*, et on entend de la musique kurde. Au dessus de la télévision, un grand poster d'Öcalan souriant, habillé en militaire. Des drapeaux kurdes, ainsi que des fleurs en plastique. Quelques portraits de guérilleros, dont l'un pose avec son arme. Dans la petite chambre de Necla, des lapins et des ours en peluche, des teletubbies, une casquette de Baseball Calvin Klein accrochée au dessus d'un poster d'Öcalan. On y voit aussi un poster de Ağıt [Mahsum Korkmaz], un martyr du PKK, qui a les armes à la main. Sur le mur qui fait face aux deux lits (car Necla partage sa chambre avec sa jeune sœur de 12 ans, Gülşen), est accroché le drapeau rouge, jaune et vert du Kurdistan.

Le 15 février 1999, dans la nuit, la famille apprend qu'Öcalan a été arrêté. Le père, son fils de 20 ans, Erzin, et Necla se rendent alors à l'Ambassade de Grèce, la Grèce étant soupçonnée d'avoir aidé à la capture d'Öcalan. Même si Süleyman dira à plusieurs médias qu'il ne savait pas que sa fille était à la manifestation, il semble selon Necla elle-même qu'il lui ait donné sa permission.

---

<sup>1482</sup> Dans le 4 pièces familial, presque sans meubles, trônent deux portraits d'Öcalan et le téléviseur diffuse constamment les programmes de *Med-TV*. L'histoire familiale de Fatma Saka (17 ans) est également marquée par la violence et le soutien à la cause kurde : son père a été torturé pour ses activités politiques en Turquie et elle a un oncle dans la guérilla. Elle ne survit pas à son immolation. Cf. Dahlkamp, Jürgen, « In Hechingen zündete sich eine 17jährige Kurdin an - der Vater ist stolz auf ihr Opfer », *Der Spiegel*, 22 février 1999.

L'ambassade de Grèce est occupé dès le mardi 16 à deux heures du matin. 85 personnes dont cinq femmes retiennent une personne en « otage » à l'intérieur et se disent prêt à mourir si leur leader n'était pas relâché. La veille déjà un Kurde s'est immolé à Athènes en signe de protestation à l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Un porte-parole des Kurdes a dit qu'ils allaient rester là aussi longtemps qu'il le fallait : « Nous n'avons pas besoin de nourriture ici, nous sommes venus ici et personne ne repartira vivant. Nous sommes prêts à tout pour que nos conditions soient acceptées. Nous voulons que l'ONU nous donne des garanties que notre leader restera en vie et ne sera pas tué. Nous voulons voir notre comité dehors par la fenêtre. La police ne doit pas nous forcer à quitter l'immeuble. Si quelque chose comme ça arrivait, nous nous suiciderions ». De nombreux Kurdes sont aussi rassemblés devant l'Ambassade, et les relations avec les forces de l'ordre sont assez tendues.

A quatre heures du matin, les manifestants apprennent qu'Öcalan a été emmené en Turquie. Necla se dit alors qu'il faut qu'elle fasse quelque chose pour que les gens voient la peine que les Kurdes ont et pense aussitôt à s'enflammer. Elle part peu après acheter un petit bidon d'essence, mais ce n'est qu'au quatrième garage qu'on acceptera de lui en vendre (ou, selon certaines versions, de lui échanger contre sa montre).

Elle revient à l'endroit de la manifestation et téléphone une dernière fois à sa mère (qui lui demande si son père a bien pris ses cachets). Soudain, elle aperçoit son frère se faire molester par des policiers, tente de s'avancer mais est retenue. C'est alors qu'elle s'asperge d'essence (sur le corps, pas sur la tête) et s'enflamme. Puis, les vêtements en feu, elle se met à courir en levant les bras, faisant le signe de la victoire avec ses doigts et en criant « *Biji Serok Apo, Biji Kurdistan !* ». Des policiers l'arrêtent, essaient avec d'autres manifestants d'éteindre ses vêtements avec leurs vestes et un policier arrive finalement avec un extincteur et parvient à éteindre les flammes. A ce moment là dit-elle, « je n'aurais jamais cru rester en vie ». La foule aurait applaudit quand on l'a transporté dans l'ambulance.

Gravement brûlée, elle passe un mois à l'hôpital, et, après deux opérations, a toujours des rendez-vous médicaux tous les deux jours. Le 30 juin, à la fin du procès d'Öcalan et alors qu'elle doit subir une nouvelle opération, elle affirme à des journalistes qu'elle s'immolera à nouveau si Öcalan est exécuté, même si cela lui serait *de facto* difficile tellement elle a des difficultés à se mouvoir. Elle ajoute que la plus célèbre des martyrs kurdes est une femme appelée Zilan, qui s'est fait exploser en Turquie « pour faire connaître la souffrance de son peuple ». Quant à ses parents, ils sont fiers d'elle, même s'ils auraient évidemment souhaité qu'elle n'ait pas fait ça. Et trois ans après, sa détermination n'a pas changé :

J'ai ressenti ça tellement fort que j'ai voulu mourir. J'ai pensé : « que puis-je faire pour aider à changer les choses ? ». Je n'ai pas réussi ce que j'espérais. Je pensais que mon action aurait incité le gouvernement et Tony Blair à réfléchir à ce que vivait mon peuple. Mais non, et rien n'a changé. Mais je suis heureuse. Je l'ai fait. Ca en valait la peine car les Kurdes meurent et brûlent quotidiennement. Avant, quand je disais aux gens que j'étais kurde, ils ne comprenaient pas. Mais la télévision, les magazines et les journaux ont fait des interviews et ont parlé de la situation, et maintenant les gens savent qui sont les Kurdes et pour quoi ils combattent [...] La Grande-Bretagne doit arrêter de vendre des armes à la Turquie. Mon peuple, mes amis, ma famille sont tués avec ces armes. Le peuple kurde n'a pas de pays, ils ne peuvent pas parler leur propre langue, ils n'ont pas [le droit d'avoir] leur identité. Ils ont seulement leur leader, Abdullah Öcalan. Et s'il meurt, nous serons hors de contrôle. Je ne veux pas aller à la guerre, mais si les choses m'y obligent, je n'aurai pas le choix. Je combattrai pour mon peuple. Si quelque chose arrive à Öcalan, si quelque chose arrive à mon leader, je le referai. Je me brûlerai à nouveau.

Si le discours des acteurs se doit nécessairement d'être pris au sérieux, il comporte également toujours des reconstructions et des justifications, d'autant plus qu'il est tenu devant des journalistes. Comme dans le cas de Berjin, il est psychologiquement nécessaire à Necla de se montrer en phase avec elle-même, de ne pas désavouer son action, et de passer sous silence les difficultés et les questions qui ont (peut-être ?) pu traverser son esprit après son action. De même, le discours idéologique peut permettre de se convaincre soi-même du bien fondé de son action, tout en apparaissant comme un exemple de détermination au sein de son propre groupe et à l'extérieur. Non pas que ce discours ne soit pas pensé comme « vrai », ou « cache » d'autres motivations ; mais il permet aussi de passer plus rapidement à un niveau politique en s'attardant moins sur les questions personnelles, toujours plus délicates à aborder. Il n'empêche : la description du déroulement de l'action, les explications de Necla sur les réflexions qui l'animent juste avant de passer à l'acte et ses explications 3 mois puis 2 ans après son immolation nous semblent permettre d'analyser plus précisément ce qui fait l'originalité de son action au sein de notre corpus. Si Necla est une sympathisante du PKK, elle n'en est pas membre et n'a donc pas été formée à *tenir* un rôle de militant. Les sources sur lesquelles nous nous fondons ne peuvent évidemment nous permettre de juger de sa connaissance de l'institution et de l'idéal d'engagement qui y est requis ; tout semble pourtant indiquer qu'elle a inscrit son action dans la continuité de celles des martyrs héroïques du PKK, dont le culte s'est diffusé bien au-delà des cercles partisans *stricto sensu*. Contrairement aux militants, Necla ne parle jamais explicitement d'un sentiment de culpabilité, mais elle fait référence à une sensation d'échec qui est aussi le sien. Et contrairement à Berjin qui dit avoir souvent pensé à s'immoler par le feu bien avant son action, la décision de Necla semble avoir été prise très rapidement, sur le « vif », au moment où elle apprend la livraison d'Öcalan à la Turquie. La temporalité est ici essentielle, comme si ses repères s'effondraient soudainement.

Enfin, il semble que l'analogie entre la famille et le PKK soit explicite : dès qu'elle apprend qu'Öcalan a été arrêté, elle décide de se brûler ; dès qu'elle voit son frère se faire mollester, elle s'enflamme.

Dans les trois cas étudiés, les individus perçoivent une situation comme intolérable et insupportable et ont le sentiment qu'ils peuvent renverser le cours des événements, à l'image des héros-martyrs. Les violences contre soi semblent en effet émerger le plus souvent quand les revendications touchent aux fondements de l'identité des acteurs engagés. La réclamation ou la contestation d'un statut, la volonté d'être traité avec dignité, le refus d'une politique inhumaine ne sont alors plus exigés de manière exclusivement symbolique, mais bien incarnés dans le supplice que l'on s'inflige. Comme le souligne en effet Johanna Siméant à propos des grèves de la faim de sans-papiers, « si l'on songe à l'énormité de l'affirmation de soi [...] que représente la menace de se laisser mourir de faim publiquement, il semble qu'il faille une bien puissante justification, un bien fort sentiment de son bon droit pour ne pas apparaître, à soi-même et aux autres, comme assez imbu de soi pour risquer sa vie en croyant qu'elle ait un poids »<sup>1483</sup>. Mais la situation est également perçue comme un échec, voire comme un effondrement de tous les repères : puisque l'univers s'effondre, la vie ne vaut de toute façon plus d'être vécue. Cet intense sentiment de désespoir, peut-être lié au fait qu'ils ont tous trois connu la violence ou l'incarcération, peut alors prendre la forme d'une communion avec Öcalan et les martyrs. Mais il convient aussi de distinguer les militants des sympathisants, qui ne vivent pas leur action de la même manière. Les premiers ont sans doute déjà réfléchi sur ce type d'action, l'ont au moins partiellement théorisé, alors que les seconds ont un rapport moins intellectualisé à l'institution et à son chef. Chez les militants, il semble enfin que le sentiment de culpabilité soit plus prononcé : parce qu'ils n'ont pas réussi à tenir leur rôle, ils n'ont pas été à la hauteur des attentes d'Öcalan. L'immolation prend alors la signification d'une véritable purification par le feu.

## Conclusion du Chapitre V

Ce chapitre répondait à deux objectifs quelque peu entremêlés : analyser comment une institution se transnationalise et comment elle gère cette transnationalisation d'une part et

---

<sup>1483</sup> Siméant, Johanna, « La violence d'un répertoire : les sans-papiers en grève de la faim », *Cultures et Conflits*, n°9-10, 1993.

rendre compte des actions auto-sacrificielles en Europe, c'est-à-dire dans un environnement où les ressources disponibles sont *a priori* plus importantes.

Nous avons d'abord montré que l'imaginaire politique institué au sein du PKK ne se limitait pas à une idéologie, qu'elle soit nationaliste ou marxiste-léniniste. Tirant sans doute sa source de la répression et de la situation de clandestinité des années 1970, la théorie de l'Homme nouveau, à laquelle nous avons également associé la question de « la » femme, vise en effet plus à transformer les individus engagés qu'à orienter l'action politique. Il s'agit en fait de faire émerger de nouvelles subjectivités, assujetties et disciplinées. Si le PKK est réellement une institution de rééducation par l'enseignement, un certain nombre de dispositifs permettent également de discipliner les corps et les esprits : auto-critiques, manières de parler, de se tenir, règles de vie, sanctions pour les déviants, etc. C'est sans doute à l'Académie Mahsum Korkmaz, archétype de l'institution totale car visant à prendre en charge tous les domaines de la vie sociale et intime, que la pression de l'institution est la plus forte. Puis viennent la guérilla et l'univers carcéral, l'Europe, et enfin les métropoles turques (davantage marquée par l'anonymat) et les régions kurdes (où le parti a tenté de ne pas concurrencer trop ouvertement les normes sociales traditionnelles). Car le régime de vérité, les règles et les normes institués au sein du PKK ne se sont pas limités au cercle des militants professionnels : l'encadrement de la population, notamment en Europe, a permis de diffuser au moins partiellement cet imaginaire. Si l'autorité charismatique d'Abdullah Öcalan doit donc d'abord être comprise comme un phénomène organisationnel, elle est ensuite devenue plus diffuse, imprégnant de larges segments de la population kurde, au Moyen-Orient et dans l'espace migratoire.

On ne peut cependant pas postuler *a priori* que les dispositifs disciplinaires « fonctionnent » pour tous les individus engagés et que tous les militants et sympathisants s'en remettent à l'institution. Nous avons donc cherché dans une seconde section à mieux évaluer dans quelle mesure les militants adhéraient aux discours et aux pratiques de l'institution. En analysant volontairement trois trajectoires « malheureuses » et une trajectoire plus « réussie », nous avons mis en évidence certaines dispositions et certaines modalités d'engagement pouvant conduire à des disjonctions entre les attentes des individus engagés et celles de l'institution. De même nous avons montré que certaines ressources pouvaient permettre de négocier son rôle au sein de l'institution. Or, des études antérieures sur le mouvement kurde ont eu tendance à montrer que ces dispositions et ces ressources étaient

plutôt rares dans les rangs du PKK. La trajectoire « réussie » pourrait donc aussi être relativement banale, et les trajectoires « malheureuses » être plus rares.

Il apparaissait dès lors possible de tenter de comprendre les immolations par le feu de militants et sympathisants du PKK en Europe à l'aune de cet imaginaire politique : cette analyse a fait l'objet de la troisième section. Après avoir observé comment certaines actions fondatrices avaient engendré une véritable fabrique des martyrs héroïques, nous avons vu en quoi les testaments de ces martyrs avaient participé de la construction sociale du désir de mourir pour la cause. A partir d'une analyse quantitative, nous avons pu ensuite vérifier l'hypothèse selon laquelle les immolations par le feu étaient directement fonction du poids de l'institution dans différents sites d'interaction : alors que les immolations sont plus nombreuses en prison, elles sont beaucoup plus rares dans les régions kurdes et dans les métropoles turques, l'Europe occupant dans ce schéma une position intermédiaire. Elles sont par contre presque totalement absentes dans la guérilla, où ont néanmoins été menées des attaques-suicides. Nous avons enfin pu montrer quelques singularités européennes du recours à ce mode d'action (en terme d'agenda, mais aussi de site d'interactions et de caractéristiques sociales des individus) et observer plus précisément, à travers les trajectoires sacrificielles de trois individus s'étant immolés dans les années 1990, comment était mobilisé l'imaginaire politique et les rôles militants institués au sein du parti d'Öcalan.

## **CONCLUSION GENERALE**



Comparé aux nombreuses mobilisations transnationales, le cas kurde présente indubitablement des spécificités marquées. Et comparé aux innombrables organisations s'étant peu ou prou transnationalisées, le PKK représente certainement un cas extrême, sinon un cas d'école. Si nous nous sommes efforcés dans les développements qui précèdent de rendre compte de ces singularités, nous espérons aussi avoir réussi à démontrer en quoi l'analyse des mobilisations kurdistes pouvait permettre d'interroger d'autres causes et d'autres mouvements sociaux. En choisissant de focaliser notre attention sur les interactions sans renoncer à la comparaison, en croisant les méthodes et les échelles d'analyses, notre souci était précisément de réinscrire les mobilisations du PKK dans leurs environnements pluriels et de tenter de mieux penser l'action transnationale *en contextes*. Au terme de cette étude, et après avoir résumé ses développements, nous nous arrêterons sur quelques propositions susceptibles de pouvoir faire sens sur d'autres terrains, avant de revenir sur une dimension quelque peu occultée dans notre travail.

Le cas kurde a d'abord mis en évidence l'importance de la variable organisationnelle des mobilisations transnationales. L'implantation du mouvement kurde en Europe n'est en effet pas réductible à la métaphore de l'« effet boomerang » et ne peut être analysée sans faire référence à la transnationalisation préalable de ses concurrents et adversaires. Or, c'est cette délocalisation générale des organisations politiques de Turquie qui est à l'origine de la politisation rapide et sans précédent d'une grande partie des immigrés de Turquie en Europe et de leur inscription dans un horizon d'action transnational. Le lancement de la guérilla du PKK en 1984 et la répression qui a suivi ont également fortement contribué, par leurs événements dramatiques, à entretenir un fort sentiment de solidarité entre Kurdes d'Europe et Kurdes du Moyen-Orient. Si l'internationalisation progressive du conflit a permis à différents acteurs de s'impliquer davantage dans la question kurde, c'est l'Allemagne, qui compte le plus d'immigré de Turquie en Europe et qui entretient des relations suivies avec les autorités turques, qui a permis au mouvement kurde et au PKK de mobiliser le plus de soutiens. Devenue un enjeu de politique interne, la question kurde y a été investie par de multiples acteurs parlementaires, partisans, associatifs et médiatiques au point de devenir un véritable facteur de *policy-making* dans les relations germano-turques dans les années 1990. L'Allemagne ne pouvait dès lors rester un pays comme les autres pour le parti d'Öcalan, qui en a fait son centre européen de la mobilisation.

Mais analyser les mobilisations kurdistes dans le seul cadre étatique allemand aurait sans doute manqué l'essentiel des logiques transnationales à l'œuvre dans l'action protestataire du PKK. D'abord car l'émergence d'un cycle de mobilisation kurdiste, qui s'inscrit en partie dans le prolongement des luttes de libération nationale palestiniennes et arméniennes, est repérable à l'échelle européenne. Des relations se sont donc nouées entre les acteurs des différents pays et la mobilisation dans l'un ne peut être comprise sans analyser ce qui se passe dans un autre. C'est par exemple à partir de la Conférence internationale de Paris sur les Kurdes en 1989 que le parti d'Öcalan commence à envisager de faire davantage pression sur les autorités allemandes, afin qu'elles prennent une position claire sur la question kurde. Inversement, les relations très conflictuelles entre le PKK et l'Etat allemand à partir de 1993 ont débouché sur de nouvelles mobilisations en France, en Suisse et en Grande-Bretagne. Une deuxième raison tient au fait que les mobilisations kurdistes en Europe sont d'abord marquées par les relations que le PKK entretient avec l'Etat turc au Moyen-Orient. L'agenda protestataire du mouvement kurde est en effet essentiellement déterminé par les aléas du conflit en Turquie et semble peu dépendant des changements de majorité, des cycles électoraux ou des rythmes manifestants des pays dans lesquels il est actif. C'est par exemple au moment où le conflit est dans sa phase la plus critique en Turquie (1992-1996) que les mobilisations sont les plus nombreuses et les plus spectaculaires en Europe.

Les formes de l'action protestataire, que le PKK a importées de Turquie ou a empruntées à d'autres mouvements, semblent en effet tout autant fonction de l'évolution de la guerre en Turquie. Le choix des modes d'action varie par exemple surtout en fonction des cibles des acteurs protestataires : si les marches transnationales ont presque toujours servi à faire appel à une institution internationale, les blocages ont très souvent visé les autorités d'un pays de résidence ou d'un pays voisin, et les attaques incendiaires ont dans leur immense majorité pris pour cible des intérêts turcs en Europe. Mais ce choix peut être également contraint par les dynamiques à l'œuvre au cours d'un même événement protestataire : les affrontements relèvent ainsi d'une temporalité à beaucoup plus court terme, même s'ils sont parfois liés à une volonté de non-négociation. Alors que l'on aurait pu croire que le répertoire d'action du PKK s'adapterait aux structures politiques des différents pays européens, il s'avère remarquablement similaire en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne. Différentes versions de ce répertoire existent certes : alors que certains modes d'action violents sont généralement peu utilisés en Europe, ils s'avèrent un peu plus fréquents en

Allemagne en raison de l'interdiction du PKK et de la volonté des dirigeants du parti ne pas céder aux injonctions allemandes.

C'est peut-être pour cette même raison que les immolations par le feu de militants et sympathisants du parti sont plus fréquentes en Allemagne que dans les autres pays européens, même si elles tendent à « s'internationaliser » depuis 1998. Ou simplement parce que la population kurde y est plus nombreuse et que le PKK y est plus puissant qu'ailleurs... Car l'analyse des actions auto-sacrificielles en Europe ne peut faire l'économie d'une étude de l'institution PKK, des rôles attribués aux militants, de leurs pratiques et de leur degré d'investissement, et de l'influence que le parti exerce sur son groupe de référence dans différents sites d'interaction. Le système de domination au sein du PKK a en effet conduit un grand nombre de militants à s'en remettre totalement à l'organisation et la construction de martyrs exemplaires a pu inciter certains se brûler volontairement pour la cause, pour le parti et pour son chef. Si l'Europe n'a jamais vu d'attaques-suicides sur son sol, elle occupe par contre une place intermédiaire entre les prisons turques et les régions kurdes et turque en ce qui concerne le nombre d'immolations par le feu. Nous avons montré que cette singularité pouvait sans doute s'expliquer par le fait que l'institution s'avère être plus à même d'encadrer ses militants et sympathisants en Europe que dans les autres sites d'interaction.

Ce résumé très succinct peut nous permettre de dégager quelques propositions, qui sont autant de réponses possibles aux questions que l'on avait soulevées dans l'introduction de cette thèse.

Le cas kurde montre tout d'abord qu'il faudrait sans doute cesser définitivement d'assimiler le contexte des mobilisations - et plus généralement le contexte de toute action - à un *espace*. En privilégiant une perspective interactionniste, nous avons montré en quoi les mobilisations kurdistes relevaient de systèmes d'interaction qui n'étaient précisément pas limités à des sites d'interaction. Or, toute approche en termes d'espace (politique, sociaux, artistique, etc.) conduit tôt ou tard à mobiliser la géographie et ses frontières, à écarter des acteurs qui pourraient s'avérer pertinents pour la compréhension d'un phénomène et à en inclure d'autres qui ne le sont pas vraiment. Elle exclut aussi *a priori* l'éventualité d'une subordination - au moins partielle - d'un site d'interaction à un autre, ou la possibilité que certaines contraintes en un site d'interaction donné soient aussi ressenties au-delà de ce site. Comme on l'a vu, notre perspective ne signifie en rien un renoncement à étudier les variations

nationales ou locales de l'action. Elle invite seulement à mieux prendre en compte les relations *effectives* qui ne nouent entre les acteurs.

Une deuxième proposition touche plus spécifiquement à l'analyse des formes que prend la transnationalisation des mobilisations. Notre approche par les organisations nous a permis de mieux rendre compte des types de liens qui pouvaient se créer entre acteurs distants, des relations asymétriques qui pouvaient être au fondement de leur coopération, de la division du travail militant qui s'opérait parfois entre différents sites d'interaction. Or, si les formes de la protestation sont liées aux interactions avec les adversaires, concurrents ou opposants, elles dépendent en premier lieu des *perspectives* des militants, c'est-à-dire des enjeux qu'ils associent aux nombreux sites d'interaction dans lesquels ils sont engagés et des objectifs qui découlent de ces enjeux. Si l'on croit ainsi que les répertoires d'action sont également des pratiques militantes, c'est-à-dire des pratiques qui relèvent aussi du système d'interaction interne à une organisation ou à un mouvement, alors l'étude des formes des mobilisations transnationales devrait à notre sens nécessairement passer par une analyse approfondie de la structuration différenciée des composantes d'un même mouvement social établi sur une pluralité de territoires.

Notre troisième proposition concerne l'analogie économique et le postulat de l'individu calculateur qui sous-tendent encore nombre de travaux de sociologie des mobilisations. De nombreux développements de cette thèse ont montré en quoi ces propositions apparaissaient réductrices et souvent simplistes. Mais l'exemple des violences contre soi, parce qu'il permet de complexifier les notions de « coûts » et de « risques », est sans doute le plus révélateur des impasses de ce type de raisonnement. Si le soldat qui se mutile pour échapper à une mort quasi-certaine semble certes agir selon un dilemme coûts/avantages classique, nous avons vu que les acteurs pouvaient être engagés dans des logiques plus complexes, qui associent rapport à soi et à son groupe, système de valeurs et de rétributions, types de relations avec l'adversaire, possibilités ou non de se projeter dans un avenir proche... Il ne s'agit plus alors de réduire au maximum le coût de l'action, mais d'en faire un élément de légitimation de son propre combat ; l'objectif n'est plus de minimiser le risque, mais de le contrôler (cas de la majorité des auto-mutilations), de le reporter sur l'adversaire (cas des grèves de la faim et de certaines immolations par le feu), voire de le supprimer (cas des attaques-suicides). Il peut même être inversé, quand par exemple la survie fait davantage peur que la mort. Les motivations de l'acteur se doivent dès lors d'être

analysées au sein d'un système de représentations qui défie toutes les théories utilitaristes de l'action.

Enfin, nous souhaiterions ici mettre l'accent sur un point qui a été évoqué à plusieurs reprises dans les développements de cette thèse sans avoir cependant été abordé de front. Notre approche « européenne » du terrain kurdiste nous a souvent conduits à envisager les relations comme étant dirigées « de la Turquie vers l'Europe ». Or, tout porte à croire que des relations inverses existent et ont des effets en retour sur les mobilisations kurdistes en Turquie, comme l'ont par exemple montré les travaux d'Elise Massicard sur les mobilisations alévistes ou ceux de Clémence Scalbert-Yücel sur le champ littéraire kurde. Sans viser ici l'exhaustivité, on peut citer le rôle qu'a joué la Conférence internationale de Paris sur les Kurdes sur la réorganisation du système partisan en Turquie, le formidable réservoir militant et financier qu'a constitué l'espace migratoire pour la guérilla du PKK au Moyen-Orient, les effets de la réception de la télévision satellitaire pro-PKK dans les régions kurdes de Turquie, ou, de manière peut-être plus indirecte, les perspectives d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Il est donc probable que l'Europe constitue également un site moteur des mobilisations kurdistes à l'échelle du système d'interdépendance élargi du mouvement kurde. Cette dimension mériterait de venir compléter notre travail et pourra faire l'objet de recherches futures.



## **Annexes**

*Annexe 1. Liste non exhaustive de journaux et agences de presse apparaissant dans le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris (1983-2005)*

<p><b>Presse francophone</b>  24 Heures  AFP  Afrique-Asie  Alsace (L')  Alternances  Arriti  Aurore (L')  Autre journal (L')  Auvergnat de Paris (L')  Avènement (L')  Berry Républicain (Le)  Bien public (Le)  Cahiers du Féminisme (Les)  Canard enchaîné (Le)  Centre Presse  Charente Libre (La)  Charlie Hebdo  Coopération  Corse-matin  Courrier (Le)  Courrier de Saône et Loire  Courrier des Yvelines (Le)  Courrier international  Croissance des jeunes nations  Croix (La)  Dauphiné Libéré (Le)  Dépêche de Dijon (La)  Dernières Nouvelles d'Alsace (Les)  Écho Républicain (L')  Est Éclair  Éveil de la Haute Loire (L')  Express (L')  Famille Chrétienté  Femina  Figaro (Le)  France catholique  Galipote (La)  Gazette de Lausanne (La)  Haute-Marne Libérée (La)  Hebdo (L')  Hommes et libertés  Humanité (L')  Indépendant (L')  Jeune Afrique  Journal de Genève (Le)  Journal de Toulouse (Le)  Journal du Dimanche (Le)  Journal Île de la Réunion (Le)  Le Havre libre  Le Havre Presse  Libération  Liberté</p>
--

<p>Liberté de l'Est  Liberté du Morbihan  Loire Matin  Lyon Libération  Lyon matin  Marseillaise (La)  Midi Libre (Le)  Monde (Le)  Monde diplomatique (Le)  Montagne (La)  Nice-Matin  Nord-Eclair  Nord Littoral  Nouveau Quotidien (Le)  Nouvel Observateur (Le)  Nouvelle République du Centre (La)  Ouest-France  Paris-Normandie  Parisien (Le)  Parlement européen  Périgord Magazine  Peuple Breton (Le)  Point (Le)  Politis  Presse de la Manche (La)  Presse Océan  Progrès de Fécamp (Le)  Provençal (Le)  Quotidien de la Réunion (Le)  Quotidien de Paris (Le)  Quotidien du Médecin (Le)  République du Centre (La)  Revue des Caisses d'Épargne (La)  Rouge  Soir (Le)  Sud-Ouest  Télégramme de Brest (Le)  Témoignage Chrétien  Temps Nouveaux (Les)  Tribune Le Progrès  Union (L')  Var Matin  Vendée Matin  Vie Ouvrière (La)  Voix du Nord (La)  Wallonie (La)  Yonne Républicain (L')</p>
--

<p><b>Presse anglophone</b>  AP  Christian Science Monitor  European (The)  Financial Times (The)</p>
---

*Gazette Telegraph*  
*Globe and Mail*  
*Guardian (The)*  
*Kurdishmedia*  
*Independent (The)*  
*International Herald Tribune*  
*Kiosk*  
*Lingua Franca*  
*Mimes*  
*Newsweek*  
*New York Times (The)*  
*Reuters*  
*Toronto Star*  
*Turkish Daily News*  
*US News & World Report*  
*Washington Post (The)*

**Presse germanophone**

*Andere Zeitung (Die)*  
*Basler Zeitung (Die)*  
*Frankfurter Allgemeine Zeitung*  
*Pogrom*  
*Spiegel (Der)*  
*Tageszeitung (Die)*  
*Wahrheit (Die)*  
*Welt (Die)*  
*Wiener Zeitung (Die)*

**Presse néerlandaise**

*Het Belang van Limburg*

**Presse scandinave**

*Aamulehti Ulkomaat (Finlande)*  
*Aftenposten (Suède)*  
*Aftonbladet (Finlande)*  
*Dagens Nyheter (Suède)*  
*Expressen (Suède)*  
*Hufvudstadsbladet (Finlande)*

**Presse italienne**

*Avanti !*  
*Corriere della Sera (Il)*  
*Giornale (Il)*  
*Liberazione*  
*Manifesto (Il)*  
*Opinione (L')*  
*Reppublica (La)*  
*Riforma*  
*Sicilia (La)*  
*Stampa (La)*  
*Unita (L')*

**Presse hispanophone**

*Mundo (El)*  
*Pais (El)*

**Presse grecque**

*Anti*  
*To Vilma (La Tribune)*  
*Elefterotipia (Presse libre)*  
*Thessalonique*  
*I Kathimerini (Le Quotidien)*  
*Makedonia*  
*Ta Néa (Les Nouvelles)*  
*Proti (Première)*  
*Rizospatis (Radical)*

**Presse turcophone**

*2000'e Doğru*  
*Cumhuriyet*  
*Devam*  
*Günaydın*  
*Gündem*  
*Hürriyet*  
*Milyet*  
*Nokta*  
*Özgür Politika*  
*Radikal*  
*Tempo*  
*Tercüman*  
*Türkiye*  
*Yeni Gündem*

**Presse arabophone**

*Al-Anba*  
*Al Ayat*  
*Al Majalla*  
*Al Moharer*  
*Al-Qabas*  
*Al-Zewaya*  
*An Nahar*  
*Asharq Al-Awsat*  
*As-Safeer*  
*Assafir*  
*Sawt Al Kuwait*

**Presse arménienne**

*France-Arménie*  
*Gank*  
*Lettre de l'UGAB (La)*  
*Sakatvêlos Respùblika*

**Presse russophone**

*Izvetia*  
*Moskovskie Novosti*  
*Pravda*  
*Svobodnaya Grúziya*  
*Veçernî Tbilîsî*

**Presse asiatique**

*Asahi Journal (Japon)*

**ONG**

*Helsinki Watch*

## *Annexe 2. Codes et règles de codage utilisés pour analyser les événements protestataires kurdistes*

### **A. Méthode générale**

Les variables retenues pour le codage de chaque événement sont organisées sous la forme fictive suivante :

En raison d'une intervention turque au nord de l'Irak (*Cause*), 150 Kurdes du PKK (*Nombre de participants* et *Qualité des participants*) ont bravé l'interdiction de la préfecture (*Interdiction*) et se sont rassemblés (*Mode d'action 1*) hier (*Date*) devant l'ambassade de Turquie (*Lieu*) à Paris (Ile de France, France) (*Ville, Région, Pays*). Ils ont ensuite forcé les grilles du bâtiment, et, après s'être introduits dans le hall, ont occupé l'ambassade (*Mode d'action 2*) et séquestré 5 personnes (*Mode d'action 3*) durant 3 heures, exigeant des autorités « fascistes » (*Cadre 1*) turques (*Adresse*) de « cesser de tuer des villageois » (*cadre 2*) et de se retirer du Kurdistan (*Revendication*) « occupé » (*Cadre 3*). A la demande des autorités de l'ambassade (*Réponse*), la police est intervenue pour déloger les occupants (*Intervention policière*) qui n'ont pas opposé de résistance. Aucune victime n'est à déclarer (*Nombre de Manifestants blessés, Manifestants tués, Policiers blessés*), même si quelques vitres ont été cassées (*Dégâts*). Une trentaine de Kurdes ont ensuite été interpellés (*Nombre de manifestants arrêtés*) pour vérification d'identité.

### **Variable 1. Numéro de l'événement (Nr)**

Le corpus contient 1052 événements

1-1052

### **Variable 2. Détails (Det)**

Cette variable est destinée à distinguer les événements *effectivement décrits* dans la presse des événements *uniquement mentionnés* (Exemples : lorsqu'un article mentionne le nombre d'attentats en Allemagne depuis un certain nombre de jours ; lorsque les organisateurs parisiens d'une manifestation affirment qu'une certaine action aura dès lors lieu toutes les semaines et que des articles viennent confirmer que cette périodicité a *a priori* effectivement

été respectée ; lorsque des sources non kurdes annoncent que la même action s'est produite également dans tant de villes en Europe la même journée...). De manière générale, les événements « explicités » sont plus précis et plus exhaustifs (nombre de variables complétées plus important) que les événements « mentionnés ». Notre corpus comprend 855 événements « explicités » (81,3%) et 197 événements « mentionnés » (18,7%).

1. Explicitée
2. Mentionnée

### **Variable 3. Date de l'événement (Dat)**

La date d'un événement protestataire est la date du début d'une action qui peut se dérouler sur plusieurs jours, voire sur plusieurs semaines (cas des grèves de la faim ou de certaines occupations de locaux par exemple). Elle est la variable « clé » du codage des événements et n'a jamais été codée « manquante ». Ainsi, lorsque la date n'est pas mentionnée, l'événement n'est pas codé sauf quand il est possible de la déterminer à partir d'autres éléments (« hier », « vendredi », « débutée il y a 10 jours ») ou que l'on peut raisonnablement penser que l'événement a eu lieu la veille de la parution du journal. Dans le cas très précis des événements « mentionnés », lorsqu'un article indiquait qu'il y avait eu « 70 attentats du PKK en Allemagne depuis 8 jours », la date retenue correspond à la veille de la parution du journal et ces événements seront traités de manière spécifique dans l'analyse.

Format « Jour, moi, année », décomposable en jours, jours de la semaine, mois, trimestres et années.

### **Variable 4. Pays de l'événement (Pays)**

Le pays de l'événement correspond au pays dans lequel se déroule l'action. Dans le cas particulier des événements transfrontaliers (marches, parcours cyclistes), seul le pays du début de l'action a été codé. Lorsque deux événements avaient lieu de part et d'autre du Pont de l'Europe à Strasbourg, deux événements ont été codés : un en France, l'autre en Allemagne. Par contre, lorsque des militants bloquaient une autoroute entre deux postes frontières (accès refusé en Allemagne par exemple), seul le pays de départ a été codé (France). Aucun codage spécifique n'a été retenu pour rendre compte de l'ex-République

démocratique allemande (codée « Allemagne »), ni de l'ex-URSS (codée « Russie »). La variable a été laissée vide pour 10 manifestations (1% du corpus).

- |              |                    |                         |
|--------------|--------------------|-------------------------|
| 1. Allemagne | 7. France          | 13. Russie (et ex-URSS) |
| 2. Autriche  | 8. Grande-Bretagne |                         |
| 3. Belgique  | 9. Grèce           | 14. Suède               |
| 4. Bulgarie  | 10. Italie         | 15. Suisse              |
| 5. Danemark  | 11. Norvège        |                         |
| 6. Espagne   | 12. Pays-Bas       |                         |

### **Variable 5. Région de l'événement (Région)**

Les régions n'ont été codées que pour la France et l'Allemagne (qui représentent 780 événements, soit 74,1% du corpus). Pour les autres pays, les événements ont le plus souvent eu lieu dans la capitale (voir variable 6), la variable « Région » a donc été laissée vide. Dans le cas d'événements transrégionaux (marches...), seule la région du début de l'action a été codée. Un rassemblement organisé à l'arrivée quelques jours plus tard dans la ville de destination a cependant donné un lieu au codage d'un nouvel événement dans une autre région (nouveaux participants, nouveau mode d'action et rupture de l'unité de temps et de lieu). Lorsque la région est indéterminable (ville manquante ou plusieurs villes du même nom existant dans des *Länder* différents), elle a été codée « Manquante » (161 événements, 20,8% du corpus valide).

- |                           |                         |
|---------------------------|-------------------------|
| 1. Baden-Württemberg      | 10. Nordrhein-Westfalen |
| 2. Bayern                 | 11. Rheinland-Pfalz     |
| 3. Berlin                 | 12. Saarland            |
| 4. Brandenburg            | 13. Sachsen             |
| 5. Bremen                 | 14. Sachsen-Anhalt      |
| 6. Hamburg                | 15. Schleswig-Holstein  |
| 7. Hessen                 | 16. Thüringen           |
| 8. Mecklenburg-Vorpommern | 17. Alsace              |
| 9. Niedersachsen          | 18. Aquitaine           |

- |                          |                                |
|--------------------------|--------------------------------|
| 19. Auvergne             | 30. Midi-Pyrénées              |
| 20. Bourgogne            | 31. Nord-Pas de Calais         |
| 21. Bretagne             | 32. Normandie (basse)          |
| 22. Centre               | 33. Normandie (haute)          |
| 23. Champagne-Ardenne    | 34. Poitou-Charentes           |
| 24. Corse                | 35. Pays de la Loire           |
| 25. Île de France        | 36. Picardie                   |
| 26. Franche-Comté        | 37. Provence alpes côte d'Azur |
| 27. Languedoc-Roussillon | 38. Rhône-Alpes                |
| 28. Lorraine             | 99. Manquante                  |
| 29. Limousin             |                                |

#### **Variable 6. Ville de l'événement (Ville)**

La variable « Ville » indique le type de ville où se déroule l'action. Pour l'Allemagne, Bonn *et* Berlin (Ouest, puis la ville réunifiée) ont été codées « Capitale » pour au moins deux raisons. Le transfert des institutions gouvernementales et des Ambassades de Bonn et Berlin a d'une part été progressif : on ne peut donc établir *a priori* une date précise à laquelle Berlin redevient *effectivement* « Capitale » pour les Kurdes en Europe. La distinction entre Berlin et Bonn peut également être établie grâce à la variable 5 « Région ». Par ailleurs, les marches, parcours cyclistes, blocages d'autoroute et blocages de poste frontière ont été codés comme ayant eu lieu « en dehors des villes », même si l'on peut supposer qu'un rassemblement (non directement protestataire) dans une ville avait bien eu lieu auparavant. La seule exception à cette règle concerne le pont de l'Europe à Strasbourg. Lorsque la ville n'était pas mentionnée, la variable a été laissée manquante (15,9% du nombre total de manifestations). Au sein de notre corpus, les manifestations ont majoritairement lieu dans d'autres villes que les capitales (à 54% contre 43,1% dans les capitales). 2,9% des événements ont eu lieu en dehors des villes (blocages d'autoroute ou de postes frontières, marches...).

1. Capitale du pays
2. Autre ville
3. En dehors des villes

## **Variable 7. Lieu de l'événement (Lieu)**

La variable « lieu de l'événement » indique de manière plus précise où se déroule l'action (devant, dans ou contre). La plupart du temps, une occupation a lieu *dans* d'un local déterminé ; dans un petit nombre de cas cependant, une occupation ou une grève de la faim ont lieu *devant* un local, le codage ne permettant pas de faire la distinction entre les deux.

### *Règles de priorité :*

Des règles de priorité ont été créées lorsque l'action se déroulait en plusieurs lieux. Ainsi, lorsque les manifestants défilaient dans le centre ville pour ensuite se rassembler devant une représentation diplomatique, la représentation diplomatique a été codée. Quand plusieurs actions avaient lieu dans la même soirée (saccages, affrontements, attaque incendiaire par exemple), le lieu de l'attaque incendiaire a été codé de manière prioritaire. Lorsque deux lieux « importants » étaient présents (5 cas, dont 3 en février 2001 et en février 2002 lorsque les Kurdes font la « tournée » des consulats dont les pays ont été impliqués dans l'arrestation d'Öcalan), l'« institution publique turque » - qui constituait soit le lieu de départ, soit le lieu d'arrivée de la manifestation - a été codée de manière prioritaire.

### *Précisions sur les catégories utilisées :*

Par ailleurs, une habitation privée kurde a été considérée ici comme un « lieu turc ». Une mosquée turque est d'abord un « lieu turc » et non un « lieu de culte », tout comme une agence de voyage ou un bureau d'import-export est d'abord un « lieu turc » et non une « institution privée turque ». Par contre, les banques turques, les offices du tourisme turcs et les locaux d'une compagnie aérienne turque sont bien des « institutions privées turques ». Une institution publique ou privée russe ou suisse a été codée comme une institution publique ou privée d'un autre État européen, alors qu'un consulat israélien a été codé comme une « institution étrangère » et non une « institution d'un autre pays du Moyen-Orient » (pays où vivent la majorité des Kurdes). Les institutions publiques ou privées étrangères, les médias étrangers correspondent ainsi à des pays non-européens et non turc, irakien, iranien et syrien. La catégorie « Autres » (18 manifestations, 2,4% du corpus valide) comprend les parcs, les stades, les fêtes foraines, les lieux touristiques ou symboliques (Tour Eiffel, Château où a été signé le Traité de Lausanne, etc.) et les centres d'hébergement de réfugié.

*Gestion des informations manquantes, codage par défaut et variable laissée vide :*

Lorsque le pays du Consulat n'était pas mentionné (2 cas), il a été codé en fonction du contexte. Lorsque le lieu indiqué était le bureau d'un média non spécifié, il a été codé « Média du pays de résidence » (3 cas). Enfin, quand un article indiquait qu'un « défilé » avait eu lieu sans autre précision, le lieu codé par défaut a été « Rue, place ». Il y a par ailleurs 299 événements dont le lieu est manquant (28,4%). Sur ces 299, 126 concernent des attaques incendiaires contre des locaux « turcs », et dont le lieu n'a pas été codé ici faute de précisions suffisantes.

- |  |  |
|--|--|
| 1. Institution publique turque   | 15. Bureau d'un média turc   |
| 2. Institution publique d'un autre État du Moyen-Orient                        | 16. Bureau d'un média étranger   |
| 3. Institution publique étrangère  | 17. Bureau d'un média d'un autre pays européen                           |
| 4. Institution publique d'un autre État européen                               | 18. Bureau d'un média du pays de résidence                               |
| 5. Institution publique nationale  | 19. Local d'une association kurde  |
| 6. Institution publique locale   | 20. Local d'un lieu turc (épicerie, café, association, agence de voyage) |
| 7. Institution judiciaire  | 21. Local d'une association ou d'un parti du pays de résidence           |
| 8. Bureau de police  | 22. Local d'une association humanitaire transnationale                   |
| 9. Institution internationale  | 23. Lieu de culte (juif ou chrétien)                                     |
| 10. Institution européenne   | 24. Rue, place   |
| 11. Institution privée turque (banque, compagnie aérienne, office du tourisme) | 25. Route, autoroute   |
| 12. Institution privée d'un autre pays du Moyen-Orient                         | 26. Autres   |
| 13. Institution privée étrangère   |  |
| 14. Institution privée d'un autre pays européen                                |  |

### **Variable 8. RESUME PAYS Lieu de l'événement (RESUMpaysLieu)**

1. Lieu représentant la Turquie ou un autre pays du Moyen-Orient (institution publique turque, institution privée turque, média turc, lieu turc, institution publique d'un autre État du Moyen-Orient, institution d'un autre État du Moyen-Orient + *les 126 événements codés manquant pour la variable 7 mais dont on savait qu'il s'agissait de locaux turcs.*)
2. Lieu représentant le pays de résidence (Institution publique nationale, institution publique locale, Média du pays de résidence, institution judiciaire, bureau de police, autre association ou parti national)
3. Lieu représentant un autre pays européen (Institution publique d'un autre État européen, institution privée d'un autre État européen, média d'un autre pays européen)
4. Lieu représentant un pays étranger (Institution publique étrangère, institution privée étrangère, média étranger)
5. Lieu représentant une institution internationale ou transnationale (institution européenne, institution internationale, association humanitaire)
6. Autres lieux (local d'une association kurde, lieu de culte, rues et places, routes et autoroutes, autres).

### **Variable 9. RESUME TYPE Lieu de l'événement (RESUMtypeLieu)**

1. Lieu représentant un gouvernement national ou local (institution publique turque, institution publique d'un autre État du Moyen-Orient, institution publique étrangère, institution publique d'un autre État européen, institution publique nationale, institution publique locale, institution judiciaire, bureau de police)
2. Lieu représentant une organisation internationale (institution européenne, institution internationale)
3. Lieu représentant des intérêts économiques (institution privée turque, institution privée d'un autre État du Moyen-Orient, institution privée d'un autre État européen, institution privée étrangère).
4. Lieu représentant une association ou un parti (association humanitaire, association et parti national)
5. Lieu représentant un média (média du pays de résidence, média d'un autre pays européen, média d'un pays étranger, média turc)

6. Autres types de lieux (lieu turc, local association kurde, lieu de culte, rues et places, routes et autoroutes, autres)

### **Variable 10. Qualité des participants (Qualité)**

La variable qualité des participants est primordiale dans le processus de sélection des événements protestataires et vise à cerner « qui » proteste. Lorsqu'un article annonçait que « des Kurdes » avaient manifesté sans autre précision, la catégorie « Kurdes et Turcs » a été retenue, sauf lorsque d'autres éléments permettaient de préciser davantage la qualité des participants (date de la manifestation, revendications, informations sur l'association organisatrice, photographies...). Les organisations kurdistes irakiennes, iraniennes, ou syriennes, les organisations de gauche turque soutenant la cause kurde ont été codées « Kurdes et Turcs ». Par ailleurs, les attaques incendiaires de mars, avril et juillet 1995 ont parfois été attribuées au PKK, parfois à des organisations de gauche turque dans nos sources. Le représentant de la branche politique du PKK à Bruxelles, Cevdet Ahmed, ayant assuré fin juillet 1995 qu'elles étaient le fait de jeunes non contrôlés par l'organisation<sup>1484</sup>, elles ont toutes été codées « PKK », sauf lorsque l'article mentionnait des éléments permettant de penser qu'elles avaient été initiées par la gauche radicale turque (Dev-Sol). Elles ont alors été codées « Kurdes et Turcs ». Deux attaques incendiaires non revendiquées ont enfin été codées « manquantes » (les journalistes soupçonnaient autant le PKK que l'extrême droite allemande).

1. Militants et sympathisants du PKK (ou présumés tels) uniquement
  2. Militants et sympathisants du PKK (ou présumés tels, pas forcément majoritaires) + autres organisations kurdes ou turques
  3. Militants et sympathisants du PKK (ou présumés tels, pas forcément majoritaires) + autres organisations kurdes ou turques + autres organisations du pays où se déroule l'action
  4. Kurdes et Turcs (organisations kurdistes non-mentionnées, ou autres organisations que PKK)
  5. Kurdes et autres (organisations kurdistes non-mentionnées ou autres organisations que PKK + autres organisations du pays où se déroule l'action)
99. Manquante

---

<sup>1484</sup> *Der Spiegel*, 31 juillet 1995.

### **Variable 11. Nombre de participants (Nbre)**

Lorsque plusieurs chiffres étaient annoncés (un chiffre élevé donné par les manifestants, un chiffre plus bas fourni par les forces de l'ordre), la moyenne des deux chiffres a été codée. Le nombre de manifestants correspond au premier mode d'action utilisé par les manifestants. En ce sens, lorsque 150 personnes se rassemblent, qu'une dizaine parmi elles affronte les forces de l'ordre et qu'une seule personne s'immole alors par le feu, le nombre de participant à la manifestation codée correspond aux 150 personnes qui se sont d'abord rassemblées. Par ailleurs, les attaques incendiaires (le plus souvent anonymes) n'ont que très rarement un nombre de participants mentionné. Lorsque l'article indiquait que des dizaines (centaines, milliers, dizaines de milliers) de personnes avaient participé à la manifestation, le nombre de participants codés a été 50 (500, 5000, 50 000). Enfin, dans un cas, une personne assistant à la manifestation a fait état d'un nombre plus qu'improbable de participants (200 000), il a été décidé arbitrairement de diviser le chiffre par 10 (20 000) en considérant qu'un « 0 » correspondant à une faute de frappe avait été rajouté par erreur (mais le nombre aurait tout autant pu être proche de 100 000). 491 événements du corpus (soit 46,7%) ont un nombre de participant connu. Il est en moyenne de 1700 manifestants par manifestation.

1-70000

### **Variable 12. Cause directe de l'événement protestataire (Cause)**

La cause de l'action correspond à la cause la plus « directe », à l'événement déclencheur de l'événement protestataire. Parfois fortement liée à la revendication (lorsque la cause est « répression en Turquie », la revendication est bien souvent « contre la répression en Turquie »), elle s'en distingue néanmoins dans un certain nombre de cas, notamment quand aucune revendication n'est formulée, ou quand après un massacre en Turquie ou lors d'une visite d'un dirigeant turc en Europe (cause) la revendication concerne la position d'un acteur extérieur... En ce sens, si la Turquie lance une opération contre le PKK en Irak et que des manifestations ont lieu contre la visite du premier Ministre turc, venu notamment expliquer sa position aux gouvernants français, la cause « directe » est non « répression turque en Irak » mais « visite d'un chef d'Etat du Moyen-Orient en Europe ». De la même manière, lorsqu'une

manifestation était organisée suite à l'interdiction d'une autre manifestation prévue pour les fêtes de *Newroz*, alors la cause est non « journée d'action » mais « répression État de résidence ». Cette cause est parfois indiquée dans l'article qui rend compte de la manifestation, elle est souvent mentionnée à propos d'une action très similaire le même jour dans une autre ville et est parfois reconstruite par le codeur (cas d'une cause directe manifestement inexacte, cas de causes non mentionnées mais assez facilement identifiables, ou cas de plusieurs causes directes mentionnées). Dans tous les cas, lorsque la cause n'était pas réellement identifiable, elle a été laissée vide (237 manifestations, soit 22,5% du corpus). La cause directe des blocages de postes-frontières a toujours été codée « Répression d'un autre État européen », les informations à disposition indiquant le plus souvent que l'interdiction de passage était le fait du pays de destination. Quand la cause était « visite d'un chef d'État européen au Moyen Orient », elle a été codée « Réunion, position d'un acteur extérieur à la question kurde ». Une règle de priorité a par ailleurs été instaurée lors de la présence de dirigeants turcs au Conseil de l'Europe ou à une réunion de l'OSCE (5 cas) : la manifestation liée à cette présence a été codée « visite d'un chef d'État et non « réunion, prise de position d'un acteur extérieur ». Lorsqu'une manifestation avait lieu en raison du décès de manifestants kurdes tués par des gardes d'un consulat turc ou étranger, ou en raison du décès d'un militant s'étant immolé par le feu en Europe, la cause codée a été « répression du pays de résidence ». Enfin, la catégorie « autres » (8 événements, soit 1% du corpus valide) correspond notamment au décès d'un cinéaste kurde, à l'organisation d'une conférence de l'Institut kurde de Paris, à l'arrivée de réfugiés, à l'organisation d'un festival, à l'organisation d'une manifestation turque contre la reconnaissance du génocide arménien...

1. Répression en Turquie
2. Situation dans les prisons turques
3. Répression du PKK en Irak (par la Turquie ou l'Iran)
4. Répression d'un autre État du Moyen-Orient sur son territoire
5. Répression de l'État du pays de résidence
6. Visite d'un chef d'État du Moyen-Orient en Europe
7. Répression d'un autre État européen
8. Situation d'un haut dirigeant ou d'un chef kurde
9. Réunion, prise de position d'un acteur extérieur à la question kurde
10. Journée d'action (Commémoration, fête, journée d'action interne ou externe au mouvement)

## 11. Autres

### **Variable 13. Résumé de la cause directe de l'événement (RESUMCause)**

1. Situation des Kurdes et de leurs organisations au Moyen-Orient
2. Situation des Kurdes et de leurs organisations en Europe
3. Diplomatie (visites et positions des acteurs extérieurs)
4. Situation d'un haut dirigeant
5. Journée d'action
6. Autres

### **Variable 14. Intermédiaire (Adresse) et Variable 15. Cible (Cible)**

La variable « Intermédiaire » sert à cerner à qui les manifestants « s'adressent » pour faire aboutir leurs revendications. Elle se différencie donc de la variable « Cible » de l'action, qui est l'objectif que les manifestants « visent » via cet intermédiaire. Les deux variables sont donc organisées sous la forme suivante : « les manifestants demandent au gouvernement français (adresse) de revoir leur politique à l'égard de la Turquie (cible) ». Il s'est cependant rapidement avéré que ce schéma idéal ne se retrouvait le plus souvent que sous une configuration partielle dans nos données, en raison d'informations manquantes dans les articles de presse d'une part, ou en raison des modes d'actions utilisés d'autre part. Certaines règles de codage ont donc été adoptées. Lorsque les manifestants interpellaient directement leur cible (« des Kurdes ont lancé un cocktail Molotov contre le consulat de Grèce », « des manifestants kurdes ont occupé l'Ambassade de Turquie », « des Kurdes ont manifesté devant le journal *Libération* afin de protester contre le silence des médias sur les événements au Kurdistan », la variable « intermédiaire » a été codée « aucune adresse », et la variable « cible » a été codée « autorités d'un autre pays européen », « autorités turques » ou « média du pays de résidence » . Néanmoins, quand il était impossible de déterminer dans quelle mesure il y avait présence ou non d'intermédiaire, ou, plus précisément, quand le statut de l'intermédiaire était ambivalent (« des Kurdes ont lancé un cocktail Molotov contre une *agence de voyage* turque » : l'agence de voyage n'est ni un intermédiaire, ni une cible directe étant donné qu'elle n'a pas pour vocation de représenter la Turquie à l'étranger), et afin de ne pas sur-interpréter nos données, la variable « adresse » a été laissée vide et la variable « cible » a été codée « gouvernement turc » (qui est bien l'objectif visé en dernier lieu). De

même lorsque le nombre d'acteurs interpellés rendait difficile l'identification de l'adresse et de la cible (« 30 manifestants kurdes ont occupé hier le siège de l'agence de presse allemande *DPA* à Paris. Ils ont exigé du directeur qu'il demande au gouvernement allemand de lever l'interdiction du PKK et d'arrêter de vendre des armes à la Turquie, arguant du fait que ces armes étaient utilisées contre les Kurdes »), il a été décidé de coder l'adresse et la cible la plus « proche » géographiquement des manifestants (ici, la variable « intermédiaire » a été codée « média d'un autre pays européen », et la variable cible a été codée « autorités d'un autre pays européen »). Au total, et du fait de la définition même de notre objet de recherche, la cible de la protestation était presque toujours *in fine* le gouvernement turc ou un autre gouvernement du Moyen-Orient : il a donc été décidé de bien mettre en évidence les « intermédiaires » européens et les « cibles intermédiaires » (qui ont été codées comme des « cibles ») ou de laisser place au doute lorsque la cible était incertaine (lorsque par exemple des manifestants occupaient un local de l'Organisation des Nations Unies sans que l'on sache vers quels acteurs ils se tournaient réellement. Ici, la variable « intermédiaire » a été codée « institution internationale », et la cible a été laissée vide). Enfin, pour les marches funèbres (enterrement du chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, enterrement du cinéaste Yilmaz Güney) et pour certains événements liés aux fêtes de *Newroz* pour lesquelles aucune revendication n'était mentionnée, nous avons codé « aucune adresse » et « aucune cible ». Un média américain a par ailleurs été codé « média d'un autre pays européen » (une occurrence), un appel à la « communauté internationale » a été codé « institution internationale », la cible d'une action visant « à soutenir les grève de la faim en Turquie » a été codée « Autorités turques », l'intermédiaire d'un appel à « briser le silence qui entoure les événements en Turquie » a été codé « média du pays de résidence ». Pour les deux variables « intermédiaire » et « cible », la catégorie « Autres » correspond le plus souvent à des acteurs kurdistes (partis kurdistes, conférence internationale sur la question kurde, d'autres manifestants kurdistes, un chanteur kurde, le chef du PKK) ; dans quatre cas néanmoins, il s'agit d'écoles allemandes, de la population locale, et du parti nationaliste turc (MHP) installé en Europe. Au total, la variable « intermédiaire » a été laissée vide dans 606 cas (57,6%), et a été codée « aucune adresse » dans 238 cas (22,6%) : des « intermédiaires » précis apparaissent donc dans 208 cas (19,8%). La variable « cible » a quant-à-elle moins souvent été laissée vide (116 cas soit 11% du corpus), et n'a été codée « aucune cible » que 11 fois (1%) : des cibles précises apparaissent donc dans 925 cas (88%).

- |  |   |
|--|---|
| 1. Autorités turques                             | 9. Autres institutions internationales                  |
| 2. Autorités d'un autre pays du Moyen-Orient     | 10. Association humanitaire                             |
| 3. Autorités étrangères                          | 11. Parti politique ou association du pays de résidence |
| 4. Autorités nationales du pays de résidence     | 12. Média du pays de résidence                          |
| 5. Autorités locale du pays de résidence         | 13. Média d'un autre pays européen                      |
| 6. Institution judiciaire du pays de résidence   | 14. Média d'un pays du Moyen Orient                     |
| 7. Autorités nationales d'un autre pays européen | 15. Autres  |
| 8. Institutions européennes (dont CEDH)          | 99. Aucun intermédiaire ou aucune cible                 |

**Variable 16. Résumé de l'intermédiaire par type (RésumTypAdr) et Variable 17. Résumé de la cible par type (RésumTypCible)**

- |                                 |   |
|---------------------------------|---|
| 1. Autorités étatiques          | 5. Autres                               |
| 2. Institutions internationales | 99. Aucun intermédiaire ou aucune cible |
| 3. Association ou parti         |   |
| 4. Média                        |   |

**Variable 18. Résumé de l'intermédiaire par pays (RésumPaysAdr) et Variable 19. Résumé de la cible par pays (RésumPaysCible)**

- |  |  |
|--|--|
| 1. Intermédiaire ou cible représentant un pays du Moyen Orient | 5. Intermédiaire ou cible représentant une organisation internationale ou transnationale |
| 2. Intermédiaire ou cible représentant un pays étranger        | 6. Autres  |
| 3. Intermédiaire ou cible représentant le pays de résidence    | 99. Aucun intermédiaire ou aucune cible  |
| 4. Intermédiaire ou cible représentant un autre pays européen  |  |

## Variable 20. Revendications (revendic)

La variable « Revendications » vise à cerner les objectifs qu'assignent les participants d'un événement à leur action. Au sein du corpus, elles apparaissent plurielles, nombreuses et très hétérogènes (indépendance du Kurdistan, libération des Kurdes emprisonnés dans un pays européen ou en Turquie, non-criminalisation du PKK, non-expulsion de Kurdes vers la Turquie, changement de politique vis-à-vis de la question kurde, demande d'intervention humanitaire, arrêt des ventes d'armes à la Turquie, non-brouillage d'un média kurde par la Turquie, retrait des troupes turques des régions kurdes d'Irak, non-intégration de la Turquie dans l'Union européenne, contre le « régime fasciste turc », etc.). Pourtant, il a été décidé de ne garder que six catégories. En effet, la nature du corpus (qui ne comprend que des manifestations « en faveur de la cause kurde »), les caractéristiques de la source utilisée (au sein de laquelle on trouve parfois une multitude de revendications hétéroclites pour une même manifestation et parfois la seule mention « pour le peuple kurde ») exigeaient la création de catégories assez larges et assez souples pour être exploitées quantitativement. Si l'analyse perd donc ici en précision, elle y gagne neutralité en ne cherchant pas à « forcer » des catégories trop restrictives, d'autant plus que la variable « cadrage » peut permettre de saisir plus en détail de quelle manière s'opère la justification de l'action. Des règles de priorité ont par ailleurs été adoptées lorsque plusieurs revendications étaient mentionnées (quelques cas concernant notamment les événements comptant un grand nombre de participants). Ainsi, lorsqu'au cours d'un même événement les revendications concernaient tout autant la légalisation du PKK en Allemagne et le retrait des troupes turques des régions kurdes d'Irak, la « Situation des Kurdes et de leurs organisations dans leur pays de résidence » a été retenue. Ce choix s'explique d'abord par la présence *au moins implicite* de la question kurde en Turquie dans toutes les revendications. Au-delà, il a été convenu que les revendications concernant la politique intérieure du pays de résidence étaient objectivement plus « réalistes » que les revendications concernant les Kurdes de Turquie (« Adresse » plus proche, possibilité plus importante de peser sur les décisions). La même règle a été adoptée lorsque les revendications concernaient à la fois les Kurdes du pays de résidence et les Kurdes situés dans un autre pays européen. Lorsque des manifestants interpellaient une personnalité kurde sur son engagement en faveur de la cause kurde en Turquie, la revendication a été codée « Situation des Kurdes de Turquie » et non « Position des acteurs étatiques vis-à-vis de la question kurde. Par ailleurs, lorsque les Kurdes occupaient des consulats israéliens ou grecs

lors de l'« Affaire Öcalan », la revendication a été codée « situation d'un haut dirigeant du PKK ou de son chef » et non « Position des acteurs étatiques et internationaux vis-à-vis de la question kurde et de la Turquie ». En effet, si les manifestants demandaient souvent explicitement des explications aux gouvernements concernés (critique d'une position passée ou d'une action ayant déjà eu lieu), les revendications concernaient bien davantage la situation actuelle d'Öcalan. Enfin, lorsqu'aucune revendication n'était explicitement mentionnée, la « cause directe » ou le « lieu de la manifestation » permettaient parfois de reconstituer la revendication. Dans tous les cas, lorsque la revendication n'était pas identifiable de manière certaine, la variable a été codée manquante (219 événements, 20,8% du corpus). Dans la grande majorité des cas, ces variables manquantes correspondent à des attaques incendiaires (161 cas sur 219 événements protestataires) qui sont le plus souvent non « revendiquées ».

1. Situation des Kurdes de Turquie et de leurs organisations au Moyen-Orient
2. Situation des Kurdes d'Iran, d'Irak et de Syrie et de leurs organisations
3. Position des acteurs étatiques et internationaux vis-à-vis de la question kurde et de la Turquie
4. Situation des Kurdes et de leurs organisations dans leur pays de résidence
5. Situation des Kurdes et de leurs organisations dans un autre pays européen
6. Situation d'un haut dirigeant du PKK ou de son chef
99. Manquante

#### **Variable 21. Résumé des revendications (RESUMrevendic)**

1. Situation des Kurdes au Moyen-Orient
2. Position des acteurs extérieurs vis-à-vis de la question kurde
3. Situation des Kurdes en Europe
4. Situation d'un haut dirigeant kurde
99. Manquante

#### **Variable 22. Premier cadrage ou justification de l'action (cadre1)**

Le « cadrage » d'une action correspond aux arguments invoqués pour justifier cette même action. Si elle se confond parfois avec la revendication (il est possible de justifier une

démarche protestataire en affirmant « que les droits de l'Homme ne sont pas respectés en Turquie » tout en revendiquant « l'intervention de l'ONU pour faire respecter les droits de l'Homme », ce n'est pas toujours le cas (il est possible de justifier une démarche protestataire « pour des raisons humanitaires, pour la paix et les droits de l'Homme » tout en revendiquant « la fin de l'interdiction du PKK en Allemagne »). La variable « cadrage » permet de percevoir quels types d'arguments sont le plus souvent exprimés par les acteurs protestataires. 23,4% des manifestations recensées (246 manifestations) ont un premier cadrage justificatif, 8% (84 manifestations) ont un deuxième cadrage et seulement 1,1% (12 manifestations) un troisième.

0. Aucun ou manquant
1. Indépendance, autonomie, auto-détermination des régions kurdes
2. Liberté pour le Kurdistan
3. Urgence humanitaire, droits de l'Homme, paix
4. Dictature, régime turc
5. Collaboration des démocraties européennes avec le régime turc
6. Solidarité avec les Kurdes du Moyen-Orient
7. Contre l'étiquette de « terroristes »

#### **Variable 23. Deuxième cadrage ou justification de l'action (Cadre2)**

0. Aucun ou manquant
1. Indépendance, autonomie, auto-détermination des régions kurdes
2. Liberté pour le Kurdistan
3. Urgence humanitaire, droits de l'Homme, paix
4. Dictature, régime turc
5. Collaboration des démocraties européennes avec le régime turc
6. Solidarité avec les Kurdes du Moyen-Orient
7. Contre l'étiquette de « terroristes »

#### **Variable 24. Troisième cadrage ou justification de l'action (Cadre3)**

0. Aucun ou manquant
1. Indépendance, autonomie, auto-détermination des régions kurdes

2. Liberté pour le Kurdistan
3. Urgence humanitaire, droits de l'Homme, paix
4. Dictature, régime turc
5. Collaboration des démocraties européennes avec le régime turc
6. Solidarité avec les Kurdes du Moyen-Orient
7. Contre l'étiquette de « terroristes »

### **Variable 25. Devenir de l'action : les réponses (Devenir)**

Le « devenir » de l'action correspond aux réponses les plus « directes » à l'événement en faveur de la cause kurde. Il se manifeste par la réception ou non d'une délégation par les autorités, par la position prise le jour même par les personnes interpellées en réponse à l'action entreprise, par la couverture médiatique de l'occupation dont un journal avait été la cible la veille, par la volonté ou non de faire appel aux forces de l'ordre pour évacuer un local occupé, etc. Seules 6,7% des actions ont obtenu une réponse directe identifiable, qui s'est avérée positive dans 65,7% des cas... ce qui semble surtout démontrer que les journalistes mentionnent le devenir de l'action le plus souvent lorsque la réponse est positive.

1. Réponse plutôt positive ou conciliante des autorités, des médiateurs ou de l'adresse.
2. Réponse plutôt négative ou répressive des autorités, des médiateurs ou de l'adresse.

### **Variable 26. Premier mode d'action utilisé (Mod1)**

Le mode d'action utilisé correspond à la forme de l'événement protestataire. Étant donné que plusieurs modes d'action peuvent être utilisés lors d'un même événement, cette variable se décompose en trois (premier mode d'action, deuxième mode d'action, troisième mode d'action). Les occupations concernent les lieux publics ou privés, dans des locaux ou en plein air. Les attaques incendiaires ne concernent que les attaques contre des locaux : lancer un cocktail Molotov sur des policiers est codé sous la rubrique « Échauffourées, affrontements », cette rubrique contenant par ailleurs uniquement les interactions avec les forces de l'ordre (les affrontements entre Kurdes et Turcs ne sont pas codés). Les attaques incendiaires ont été codées alors que leur caractère protestataire n'est pas toujours certain : des attaques incendiaires contre des lieux décrits comme « turcs » par les journalistes (mosquées, habitations particulières, associations, épiceries...) ou des lieux décrits comme « kurdes »

(habitations particulières) ont également été recensées. Elles feront l'objet d'un traitement particulier dans l'analyse. Les « Menaces de suicide » sont des actions qui ont parfois débuté (boire de l'essence ou s'asperger le corps de liquide inflammable par exemple), mais qui ne sont pas allées jusqu'à l'action effective. Les « Actions sacrificielles » comprennent les immolations par le feu effectives ainsi que d'autres actions plus spécifiques (se jeter d'une fenêtre ou d'un pont). Les « Actions symboliques » comprennent différents modes d'action dont la charge symbolique prime : brûler un drapeau turc, remettre une pétition à un ambassadeur, déposer une gerbe, crucifier symboliquement un manifestant représentant le peuple kurde, brûler un cercueil vide ou interrompre le concert d'un chanteur kurde connu sont ainsi des actions symboliques. Les « Marches » ne comprennent que les défilés en dehors des villes, indépendamment du moyen de transport (marche à pied ou parcours cycliste, les déplacements motorisés n'étant pas répertoriés). 10,6% des premiers modes d'action ont été laissés vides (l'article mentionnait juste qu'une « action » ou au mieux qu'une « manifestation » avait eu lieu), aucun des deuxièmes et troisièmes modes d'action ne sont manquants (quand ils n'apparaissaient pas, ils ont été codés « aucun »). Enfin, seuls 15,6% des événements de notre corpus ont un deuxième mode d'action, et uniquement 4% un troisième.

- |                                    |                       |               |
|------------------------------------|-----------------------|---------------|
| 1. Occupation                      | 7. Dégradations,      | 11. Action    |
| 2. Séquestration                   | saccages              | sacrificielle |
| 3. Défilé de rue                   | 8. Attaque            | 12. Action    |
| 4. Rassemblement                   | incendiaire           | symbolique    |
| 5. Blocage                         | 9. Grève de la faim   | 13. Marches   |
| 6. Échauffourées,<br>affrontements | 10. Menace de suicide |               |

#### **Variable 27. Résumé du premier mode d'action utilisé par type (RESUMMod1TYPE)**

Lorsque que les articles mentionnaient qu'une « manifestation » avait eu lieu, la variable 26 (Mod1) a été laissée vide. Par contre, les valeurs manquantes de la variable 26 ont été ici regroupées dans la catégorie « démonstration ».

1. Démonstration (défilé, rassemblement)

2. Confrontation non violente (occupation, séquestration, blocage)
3. Actions violentes (attaques incendiaires, dégradations et saccages, échauffourées et affrontements)
4. Violences contre soi et menaces de violence contre soi (grève de la faim, menace de suicide, actions sacrificielles).
5. Autres actions symboliques (actions symboliques, marches)

**Variable 28. Résumé du premier mode d'action utilisé par distinction individuel/collectif (RESUMindcollMod1)**

1. Mode d'action nécessitant un fort investissement individuel
2. Mode d'action nécessitant un fort investissement individuel au sein d'un collectif
3. Mode d'action nécessitant un fort investissement collectif

**Variable 29. Deuxième mode d'action utilisé (Mod2)**

- |                                    |                              |                          |
|------------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| 0. Aucun                           | 7. Dégradations,<br>saccages | 12. Action<br>symbolique |
| 1. Occupation                      | 8. Attaque<br>incendiaire    | 13. Marches              |
| 2. Séquestration                   | 9. Grève de la faim          | 99. Manquant             |
| 3. Défilé de rue                   | 10. Menace de suicide        |                          |
| 4. Rassemblement                   | 11. Action<br>sacrificielle  |                          |
| 5. Blocage                         |                              |                          |
| 6. Échauffourées,<br>affrontements |                              |                          |

**Variable 30. Résumé du deuxième mode d'action utilisé par type (RESUMMode2TYPE)**

1. Démonstration (défilé, rassemblement)
2. Confrontation non violente (occupation, séquestration, blocage)
3. Actions violentes (attaques incendiaires, dégradations et saccages, échauffourées et affrontements)
4. Violences contre soi et menaces de violence contre soi (grève de la faim, menace de suicide, actions sacrificielles).
5. Autres actions symboliques (actions symboliques, marches)

**Variable 31. Résumé du deuxième mode d'action utilisé par distinction individuel/collectif (RESUMindcollMod2)**

1. Mode d'action nécessitant un fort investissement individuel
2. Mode d'action nécessitant un fort investissement individuel au sein d'un collectif
3. Mode d'action nécessitant un fort investissement collectif

**Variable 32. Troisième mode d'action utilisé (Mod3)**

- |                                    |                              |                          |
|------------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| 0. Aucun                           | 7. Dégradations,<br>saccages | 12. Action<br>symbolique |
| 1. Occupation                      | 8. Attaque<br>incendiaire    | 13. Marches              |
| 2. Séquestration                   | 9. Grève de la faim          | 99. Manquant             |
| 3. Défilé de rue                   | 10. Menace de suicide        |                          |
| 4. Rassemblement                   | 11. Action<br>sacrificielle  |                          |
| 5. Blocage                         |                              |                          |
| 6. Échauffourées,<br>affrontements |                              |                          |

**Variable 33. Résumé du troisième mode d'action utilisé par type (RESUMMode3TYPE)**

1. Démonstration (défilé, rassemblement)
2. Confrontation non violente (occupation, séquestration, blocage)
3. Actions violentes (attaques incendiaires, dégradations et saccages, échauffourées et affrontements)
4. Violences contre soi et menaces de violence contre soi (grève de la faim, menace de suicide, actions sacrificielles).
5. Autres actions symboliques (actions symboliques, marches)

**Variable 34. Résumé du troisième mode d'action utilisé par distinction individuel/collectif (RESUMindcollMod3)**

1. Mode d'action nécessitant un fort investissement individuel
2. Mode d'action nécessitant un fort investissement individuel au sein d'un collectif
3. Mode d'action nécessitant un fort investissement collectif

### **Variable 35 : interdiction de l'événement**

Les événements dont l'interdiction est expressément mentionnée par les journalistes ne comptent que pour 2,8% du corpus (29 événements). Les actions « interdites » mais non soumises à autorisation (occupation de locaux privés, attaque incendiaire, etc.) ont été codées comme « non-interdites ».

1. Oui
2. Non

### **Variable 36. Intervention des forces de l'ordre**

Les événements au cours desquels une intervention policière est expressément soulignée par les journalistes ne comptent que pour 13,5% du corpus (142 manifestations).

1. Oui
2. Non

### **Variable 37. Nombre de manifestants arrêtés**

Le nombre de manifestants arrêtés correspond aux arrestations effectuées par la police lors d'une manifestation, en dehors de toute considération juridique (interpellation, mise en examen, contrôle d'identité, etc.) Les événements au cours desquels des arrestations sont expressément mentionnées par les journalistes ne comptent que pour 8,6% du corpus (90 événements). Quand était signalé qu'« une poignée de militants a été arrêtée » ou que « plusieurs manifestants ont été interpellés », « 5 » arrestations ont été codées. De la même manière, lorsque que l'article mentionnait qu'« une partie des occupants ont été arrêtés » ou que « la police a procédé à des vérifications d'identité », la moitié des participants a été codée comme « manifestants arrêtés ».

### **Variable 38. Nombre de manifestants blessés (0 : aucun ou non mentionné)**

Les événements au cours desquels des manifestants blessés sont mentionnés par les journalistes ne comptent que pour 3,5% du corpus (37 manifestations). Ces chiffres ne comprennent pas les victimes non manifestantes (victime turque par exemple). Quand était

mentionné qu'une « poignée » de manifestants avaient été blessés, qu'il y avait eu « des » blessés ou « quelques » blessés ou qu'« il n'y avait pas eu de blessés graves », « 5 » manifestants blessés ont été codés. Enfin, le nombre de manifestants blessés comprend un cas où un Kurde a été blessé accidentellement par un autre Kurde, ainsi que les victimes de grèves de la faim et d'immolations par le feu (dans ce dernier cas, lorsqu'une immolation par le feu ou tentative d'immolation par le feu était signalée, « 1 » blessé a été codé par défaut si l'article ne mentionnait pas expressément l'état de la « victime »).

#### **Variable 39. Nombre de manifestants tués (0 : aucun ou non mentionné)**

Les événements au cours desquels des manifestants tués sont expressément mentionnés par les journalistes ne comptent que pour 0,6% du corpus (6 événements). Ces chiffres ne comprennent pas les victimes non-manifestantes (victimes d'attaques incendiaires par exemple).

#### **Variable 40. Nombre de policiers blessés (0 : aucun ou non mentionné)**

Les événements au cours desquels des policiers blessés sont expressément mentionnés par les journalistes ne comptent que pour 1,5% du corpus (16 manifestations). Ces chiffres ne comprennent pas les agents de sécurité non policiers (gardes d'une institution de l'ONU, ou d'une ambassade par exemple).

## **B. Méthode utilisée pour analyser les modes d'action**

Pour analyser plus spécifiquement les modes d'action, la même méthode de codage a été utilisée, le corpus des modes d'action ayant été établi à partir du corpus des événements. Néanmoins, de cette modification du corpus découle un certain nombre de règles différentes.

- 1) L'unité fondamentale n'est plus l'« événement » mais le « mode d'action ».
- 2) Les variables « Mode d'action 2 » et « Mode d'action 3 » ont été transformées en « Mode d'action ». Ainsi, en lieu et place des 1052 événements du corpus de manifestations, ont été codés 1258 modes d'action.
- 3) Certaines variables non pertinentes ont été supprimées : la variable « revendication », la variable « adresse », la variable « nombre de manifestants », la variable « lieu », la variable « cadre », les variables « nombre de manifestants arrêtés », « nombre de manifestants blessés », « nombre de manifestants tués » et « nombre de policiers blessés ». Ainsi, en plus des variables de date, ont été conservées les variables « pays », « région », « ville », « qualité des participants », « cause directe », « mode d'action », « interdiction de la manifestation », « intervention policière ».

*Annexe 3. Liste des entretiens biographiques réalisés (militants et sympathisants)*

	Sexe	Année de naissance	Année arrivée Europe	Année d'engagement	Lieu naissance	Confession	Encore engagé	Guérilla
<i>Personnes engagées en Europe</i>								
1	F	1961	1986	1994	Istanbul	(turque) sunnite	O	N
2	H	1970	1988	1995	Bingöl	sunnite	O	N
3	F	1971	1975	1994	Malatya	?	O	N
4	H	1975		1993	Allemagne	(allemand)	O	?
5	H	1977	1984	1991	Ağrı	sunnite	O	N
6	H	1977	1987	1993	Muş	alévi	O	N
7	H	1977	1993	1993	Mardin	sunnite	O	N
8	H	1977	1987	1993	Maraş	alévi	O	N
9	H	1978		1993	Allemagne	alévi	O	N
10	H	1979	1995	2000	Istanbul	sunnite	O	N
11	H	1979	1995	2000	Istanbul	sunnite	O	N
12	H	1979	1985	1996	Gaziantep	alévi	O	N
13	H	1980	2000	2000	A. Saoudite	sunnite	O	N
14	H	1980		1996	Allemagne	alévi	O	N
15	F	1984	1994	1998	Muş	?	O	N

*Personnes engagées au Moyen-Orient puis réengagées en Europe*

16	H	1957	1977	1975	Muş	?	O	N
17	H	1966	1994	1991	Muş	sunnite	O/N	N
18	F	1967	1994	1991	Kırşehir	sunnite	N	N
19	H	1969	1993	1988	Tatvan	sunnite	N	N
20	F	1971	1994	1992	Maraş	alévie	O/N	N
21	H	1972	1994	1991	Tunceli	alévi	N	N
22	F	1973	1995	1992	Tunceli	alévi	O	N
23	H	1974	1996	1985	Syrie	sunnite	O/N	N
24	H	1975	1997	1995	Diyarbakır	sunnite	O	N
25	H	1975	2001	1992	Mardin	sunnite	O	N
26	F	1975	1992	1990	Mardin	sunnite	O	N
27	H	1975	1995	1993	Muş	?	O	N
28	F	1976	2000	1992	Diyarbakır	sunnite	O	N
29	H	1976	1999	1993	Istanbul	sunnite	O	N

*Personnes envoyées par leur parti en Europe*

30	H	1960	1988	1977	Erzincan	sunnite	N	N
31	H	1970	2001	1987	Syrie	sunnite	O	O
32	H	1971	2001	1995	Iran	sunnite	O	O
33	F	1976	2000	1997	Irak	sunnite	N	O
34	F	1977	2000	1997	Iran	sunnite	O/N	O

*Personnes engagées au Moyen-Orient et qui ne se sont pas réengagées en Europe*

35	H	1956	2001	1972	Muş	sunnite	N	N
36	H	1957	2001	1976	Muş	alévi	N	N
37	H	1968	1995	1991	Muş	sunnite	N	O
38	H	1972	1997	1990	Kırşehir	sunnite	N	O

Annexe 4. Liste des immolations par le feu de militants et sympathisants du PKK

Date	Nom	Pays	Lieu	Sexe	Age	Etat	
1	18/05/1982	Mahmut Zengin	Turquie	Prison	H		Décédé
2	18/05/1982	Eşref Anyık	Turquie	Prison	H	22	Décédé
3	18/05/1982	Necmi Öner	Turquie	Prison	H		Décédé
4	18/05/1982	Ferhat Kurtay	Turquie	Prison	H	33	Décédé
5	16/05/1988	Saliha Şener	Turquie	Ext.	F		Blessée
6	16/05/1988	Rahime Şahin	Turquie	Ext.	F		Blessée
7	10/11/1988	... Sönmez	Turquie	Ext.	F	60	Décédée
8	21/03/1990	Zekiye Alkan	Turquie	Ext.	F	24	Décédée
9	22/03/1992	Rahşan Demirel	Turquie	Ext.	F	18	Décédée
10	08/07/1993		Allemagne	Ext.	F		Empêchée
11	08/07/1993		Allemagne	Ext.	F		Empêchée
12	08/07/1993		Allemagne	Ext.	F		Empêchée
13	08/07/1993		Allemagne	Ext.	F		Empêchée
14	19/03/1994	Vahap G.	Allemagne	Ext.	H		Blessé
15	19/03/1994	Mehmet D.	Allemagne	Ex.	H		Blessé
16	19/03/1994		Allemagne	Ext.	F		Blessée
17	21/03/1994	Muhittin Altın	Turquie	Ext.	F		Blessée
18	21/03/1994	Bedriye Taş	Allemagne	Ext.	F	21	Décédée
19	21/03/1994	Nilgün Yıldırım	Allemagne	Ext.	F	27	Décédée
20	22/03/1994		Allemagne	Ext.			Blessé
21	22/03/1994		Allemagne	Ext.			Blessé
22	22/03/1994		Allemagne	Ext.			Blessé
23	22/03/1994		Allemagne	Ext.			Empêché
24	22/03/1994		Allemagne	Ext.	H	35	Blessé
25	22/03/1994		Allemagne	Ext.	H		Blessé
26	22/03/1994		Allemagne	Ext.	H		Blessé
27	27/09/1994		Allemagne	Ext.	F		Empêchée
28	29/05/1996	Mehmet Dursun	Turquie	Prison	H		Blessé
29	29/05/1996	Fesih Erkaplan	Turquie	Prison	H		Blessé
30	15/06/1996		Danemark	Ext.			Blessé
31	27/07/1996	Abdul Vahap Karatay	Turquie	Prison	H		Blessé
32	27/07/1996	Ahmet Öge	Turquie	Prison	H		Blessé
33	13/09/1996	Mutlak Kozan	Turquie	Prison	H		
34	28/09/1996		Turquie	Prison			
35	28/09/1996	Vedat Aydemir	Turquie	Prison			Décédé
36	28/09/1996	Hamdullah Şengüler	Turquie	Prison	H		Décédé
37	28/09/1996	Gülbahar Köker	Turquie	Prison	F		Blessée
38	02/10/1996		Turquie	Prison	H	16	
39	25/12/1997	Mirza Mehmet Çimen	Turquie	Ext.	H	45	Décédé
40	05/01/1998	N. B.	Allemagne	Ext.	H	24	Décédé
41	05/01/1998	Eser Altınok	Allemagne	Ext.	H	23	Décédé
42	16/03/1998	Cengiz Celik	Turquie	Prison	H		Blessé
43	17/03/1998	Sema Yüce	Turquie	Prison	F	27	Décédée
44	21/03/1998		Turquie	Prison	F		Blessée
45	25/03/1998	Fikri Baygeldi	Turquie	Prison	H	26	Décédé
46	05/04/1998	Welat Azad Emirhanoglu	Turquie	Prison	H	21	
47	27/04/1998	Sabiha Sunar	Turquie	Prison	F	23	Blessée
48	27/04/1998	Adem İnce	Turquie	Prison	F	23	Décédée
49	01/06/1998	Hasan Akdağ	Allemagne	Ext.	H	21	Décédé
50	14/07/1998	Cebeli Haco	Allemagne		H		Décédé
51	09/10/1998	Mehmet Halit Oral	Turquie	Prison	H	28	Décédé
52	18/10/1998	Mehmet Gül	Turquie	Prison	H		Décédé
53	18/10/1998	Murat Kaya	Turquie	Prison	H	25	Blessé

54	20/10/1998	İsmet İnanç	Turquie	Prison	H		Blessé
55	20/10/1998	Meral Kaşoturacak	Turquie	Prison	F	30	Décédée
56	20/10/1998	Ali Aydın	Turquie	Prison	H	24	Décédé
57	21/10/1998	Bülent Bayram	Turquie	Prison	H	25	Décédé
58	22/10/1998	Seyri İpek	Turquie	Prison	H	24	Blessé
59	22/10/1998	Fettah Karataş	Turquie	Prison	H		Blessé
60	22/10/1998	Selamet Menteş	Turquie	Prison	F	23	Décédée
61	22/10/1998	Aynur Artan	Turquie	Prison	F	24	Décédée
62	22/10/1998	Hasan İsa Hasan	Syrie		H	28	Décédé
63	23/10/1998	Cennet Güneş	Turquie	Prison	F	17	Blessée
64	24/10/1998	Mehmet Bağrıyanık	Turquie	Prison	H	25	Blessé
65	24/10/1998	Müslüm Muhammed	Turquie	Prison	H	25	Blessé
66	24/10/1998	Samet Oktay	Turquie	Prison	H	25	Blessé
67	26/10/1998	Kenan Karahasanoğlu	Turquie	Prison	H		Blessé
68	26/10/1998	Mirza Sevimli	Turquie	Prison	H		Décédé
69	27/10/1998	Hüsnü Çobanoğlu	Turquie	Prison	H		Blessé
70	27/10/1998	Aysel Ceylan	Turquie	Prison	F		Blessée
71	01/11/1998	Barzan Öztürk	Allemagne	Prison	H	24	Décédé
72	13/11/1998	Mehmet Aydın	Turquie	Prison	H	25	Décédé
73	14/11/1998	İsmet Akay	Turquie	Prison	H		Blessé
74	14/11/1998	Hanifi Kuzu	Turquie	Prison	H		Blessé
75	14/11/1998	Erdal Ceken	Turquie	Prison	H		Blessé
76	14/11/1998	İdris Başaran	Turquie	Prison	H		Blessé
77	15/11/1998	Muhyettin Sevici	Turquie	Prison	H		Blessé
78	15/11/1998	Azime İnan	Turquie	Prison	F		Blessée
79	15/11/1998	Reyhan Lezgin	Turquie	Prison	F		Blessée
80	15/11/1998	Mehmet Karahan	Turquie	Prison	H		Blessé
81	15/11/1998	Abbas Sertkaya	Turquie	Prison	H	24	Blessé
82	15/11/1998	Ömer Şen	Turquie	Prison	H		Blessé
83	16/11/1998	Remzi Akkuş	Russie	Ext.	H	24	Décédé
84	16/11/1998	Ahmet Yıldırım	Russie	Ext.	H	39	Décédé
85	16/11/1998	İsmail Berkay	Turquie	Prison	H		Blessé
86	16/11/1998	Zeyni Arat	Turquie	Prison	H		Blessé
87	17/11/1998	Kadri İlhan	Turquie	Prison	H		Décédé
88	17/11/1998	Adnan Karataş	Turquie	Prison	H		Blessé
89	17/11/1998	Osman Tinit	Turquie	Prison	H		Blessé
90	17/11/1998	Fetiye Abdullah	Turquie	Prison			Blessé
91	17/11/1998	Mustafa Şahin	Allemagne	Prison	H		Blessé
92	18/11/1998	Zülküf Yılmaz	Italie	Ext.	H	30	Blessé
93	18/11/1998	Fazıl Sülük	Turquie	Prison	H		Blessé
94	18/11/1998	Halil Akıncı	Turquie	Prison	H		Blessé
95	18/11/1998	Cengiz Kaya	Turquie	Prison	H		Blessé
96	18/11/1998	Emrullah Damlayıcı	Syrie		H	26	Décédé
97	20/11/1998	Şahap Doğan	Turquie	Prison	H		Blessé
98	25/11/1998	Süleyman Gültekin	Turquie	Prison	H	24	Blessé
99	26/11/1998	Nuri Acar	Turquie	Prison	H		Blessé
100	28/11/1998	Cemil Özalp	Turquie	Ext.	H	19	Décédé
101	05/12/1998	Hasan Taşkın	Allemagne	Ext.	H		Blessé
102	06/12/1998	Gülistan Taş	Turquie	Prison	F	19	Décédée
103	07/12/1998	Ebu Amad	Chypre	Ext.	H	40	Blessé
104	10/12/1998	Jehad Shecko	Chypre	Ext.	H	28/30	Blessé
105	12/12/1998	Takibe Gültekin	Turquie	Prison	F	27	
106	13/12/1998	Hatice Falay	Turquie	Ext.	F	63	Décédée
107	21/12/1998	Taylan Özgür Kahraman	Allemagne	Ext.	H	21	Décédé
108	24/12/1998	Muhittin Işık	Turquie	Ext.	H	18	Blessé
109	05/01/1999	Ramazan Atabay	Turquie	Prison	H		Blessé
110	15/12/1999	Serhat A.	Grèce	Ext.	H	34	Blessé
111	16/02/1999		Allemagne	Ext.	F	20	Blessée
112	16/02/1999	Fatma Saka	Allemagne	Ext.	F	17	Blessée
113	16/02/1999	Necla Kanteper	G.-Bretagne	Ext.	F	15	Blessée

114	16/02/1999		G.-Bretagne	Ext.			Blessé
115	16/02/1999		G.-Bretagne	Ext.			Empêché
116	16/02/1999	(nom de code)	Danemark	Ext.	F	25	Blessée
117	16/02/1999		Suisse	Ext.	H		Blessé
118	16/02/1999	Mazlum Öncel	Turquie	Prison	H		Blessé
119	16/02/1999	Arzu Demiralp	Turquie	Prison	F	25	Blessée
120	16/02/1999	Bayram Kaymaz	Turquie	Prison	H	28	Blessé
121	16/02/1999	Nurhak Polat	Turquie	Prison	H	25	Décédé
122	16/02/1999	Serpil Polat	Turquie	Prison	F		
123	16/02/1999	Hüseyin Çiğ	Turquie	Prison	H	26	Blessé
124	16/02/1999	Kahraman Denli	Turquie	Ext.	H	19	Décédé
125	16/02/1999	Bilal Ekinci	Turquie	Ext.	H		
126	16/02/1999	Ahmet...	Turquie	Ext.	H		Blessé
127	16/02/1999	Ahmet Tepe	Turquie	Prison	H		Blessé
128	16/02/1999	Yahya Figan	Turquie	Prison	H		Blessé
129	16/02/1999	Kenan Cemakan	Turquie	Prison	H		
130	16/02/1999	Bülent Akcan	Turquie	Prison	H		Blessé
131	17/02/1999	Çiğden Duman	Turquie	Prison	F		Blessée
132	18/02/1999	Veysel Çınar	Turquie	Prison	H		Décédé
133	18/02/1999	Merivan Rauf Sivankare	Irak	Ext.	F		Décédée
134	19/02/1999	Bengin Kurt	Turquie	Prison	F		Blessée
135	19/02/1999	Murat Coskun	Turquie	Prison	H		Blessé
136	23/02/1999	Piro Ecer	Turquie	Ext.	H	45	décédé
137	26/02/1999	Pakize Karadeniz	Turquie	Prison	F		Blessée
138	27/03/1999	Orhan Aykan	Allemagne	Ext.	H	17	Décédé
139	13/05/1999	Gülten Aslanoğlu	Grèce	Ext.	F	20	Décédée
140	29/06/1999	Cihad...	Syrie	Ext.	H		
141	29/06/1999	Nükhet Noyan	Turquie	Ext.	F	17	Blessée
142	02/08/1999	Hükmiye Seyhan	Russie		F	24	Décédée
143	09/10/1999		Australie	Ext.	H	21	Décédé
144	30/11/1999	Yavuz Güzel	Turquie	Prison	H	24	Décédé
145	08/03/2000	Hamza Polat	Allemagne	Ext.	H	28	Décédé
146	14/04/2000	İsar Bozkurt	Grèce	Ext.	H	30	Décédé
147	24/05/2000	Resat Durgaz	Turquie	Prison	H		
148	24/05/2000	Abdurrahman Belik	Turquie	Prison	H		
149	31/05/2000	Firuz Fethizade	Turquie	Prison	F		Décédée
150	31/05/2000	Şaban Saruhan	Turquie	Prison	F		
151	02/06/2000	Nesrin Teke	Turquie		F	19	Décédée
152	22/06/2000	Mahmut Yener	Turquie	Ext.	H	20	Décédé
153	13/07/2000	Ali İlhan	Turquie	Prison	H		
154	15/07/2000	Sait Aksen	Turquie	Prison	H	30	
155	23/07/2000	Önder Kangül	Turquie	Ext.	H	23	Décédé
156	28/07/2000	Esen Aslan	Turquie	Ext.	F	19	Décédée
157	Août 2000	Nazime Aztürk	Irak	Prison	F		
158	01/09/2000	Mirzat Sati	Irak				Décédée
159	21/03/2001		Turquie	Ext.			
160	18/07/2001	Sadık Turhan	Turquie	Prison	H		
161	27/11/2002	Nurcan Yücel	Turquie	Prison	F	27	
162	15/01/2003	Vahdettin Yalçiner	Turquie	Prison	H		Blessé
163	15/02/2003	Mehmet Aslan	Turquie	Prison	H		Décédé
164	11/07/2003	Ali Bilen	Turquie	Prison	H		
165	24/08/2003	Yusuf Balıç	Turquie	Ext.	H	18	Décédé
166	04/09/2003	Sedat Adalması	Turquie	Prison	H		Blessé
167	12/11/2003	Fatoş Sağlamgöz	Suède	Ext.	F	33	Décédée
168	20/01/2004	Mehmet Piriç	Turquie	Prison	H		
169	10/02/2004	Zübeyir İbin	N. Zélande	Ext.	H	43	
170	20/03/2004		Belgique	Ext.			Empêché
171	28/03/2004	Erdogan Kahraman	Syrie		H	35	
172	02/04/2004	Şenay İmir	Turquie		F	19	
173	25/11/2004	Murat Öner	Iran	Ext.	H	26	Blessé

174	28/12/2004	Sabır Sertoğlu	Turquie	Ext.	H		Décédé
175	24/10/2005	Serdar Arı	Turquie	Prison	H	30	Décédé
176	09/11/2005	Nasır Tur	Chypre	Ext.	H	42	Blessé
177	14/01/2006	Gani Çelik	Turquie	Prison	H	26	Blessé
178	01/02/2006	Viyan Soran	Irak	Ext.	F	25	Décédée
179	09/02/2006	Veysi Kaya	Turquie	Ext.	H	23	Décédé
180	24/03/2006	Elefteriya Fortulaki	Grèce	Ext.	F	23	Décédée
181	30/03/2006	Aynur Yaşlı	Turquie	Ext.	F	30	
182	15/08/2006	Mahmut Dalmış	Turquie	Ext.	H	16	Décédé
183	09/02/2007	Murat Kargı	Turquie	Ext.	H	35	Décédé

*Annexe 5. Liste des attaques-suicides et tentatives d'attaque-suicide organisées par le PKK*

TENT : Tentative d'attaque suicide

TENT-PB : Tentative d'attaque suicide dont on peut douter

AS : Attaque suicide effective

AS-PB : Attaque suicide dont on peut douter

ACC : Accident

N°	Type	Date	Nom	Sexe	Date naiss.	Date Engag.	Ville	Etat
1	TENT	10/06/1996	Derya Aday	F	1981		Tunceli	
2	AS	30/06/1996	Zeynep Kınacı (Zilan)	F	1972	1994	Tunceli	Déc.
3	AS	25/10/1996	Leyla Kaplan (Rewşen)	F	1979	1995	Adana	Déc.
4	AS	29/10/1996	Güler Otaş (Bermal)	F	1967	1993	Sivas	Déc.
5	TENT	29/10/1996	Abdurrahman Marangöz (Ape Mustafa Cevdet)	H	1956	1992	Diyarbakır	Arrêt.
6	TENT	21/11/1996	Hazine Ay (Delal)	F			Mardin	
7	AS	17/05/1997	Hozan	H			Erbil (Irak)	Déc.
8	AS	20/05/1997	Nuriye (ou Cihan) (Dicle)	F	1977	1992	Erbil (Irak)	Déc.
9	TENT	27/07/1997	Dibistan Perişan (Beşe)	F	1973	1991	Bodrum	Déc.
10	AS	17/11/1998	Fatma Özen (Rojbin)	F	1973	1993	Yüksekova	Déc.
11	AS	01/12/1998	Hüsniye Oruç (Binevş)	F	1974	1994	Lice	Déc.
12	AS	24/12/1998	Hamdiye Kapan (Berwar)	F	1974	1993	Van	Déc.
13	AS	04/03/1999	Nezahat Baracı (Şehristan Botan)	F	1976	1991	Batman	Déc.
14	AS	10/03/1999	Şahin Hüseyin (Akif)	H	1980	1998	Dohuk (Irak)	Déc.
15	TENT	19/03/1999	Bahar Erçik (Jinda)	F	1978		Şırnak	Arrêt.
16	AS	20/03/1999	Tacettin Şahin (Fehrat Berwar)	H	1972	1993	Van	Déc.
17	AS	27/03/1999	Meral Mamyak (Zin Gülistan)	F	1977	1998	İstanbul	Déc.
18	ACC	03/04/1999	Cenan Akgün	H	1972		Tunceli	Déc.
19	AS	05/04/1999	Baki Tatlı (Baran Şahin)	H	1979	1997	Bingöl	Déc.
20	AS	08/04/1999	Serdar Fatime (Felat Mehmet Kadir)	H	1977	1995	Yüksekova	Déc.
21	TENT	09/04/1999	Nebi Kuhran (Aziz)	H	1981		Gaziantep	Arrêt.
22	TENT-PB	20/04/1999	Abdülkerim Arslan	H			İstanbul	Arrêt.
23	AS-PB	16/05/1999	Feridun Aldun	H			Hatay	Déc.

24 TENT	19/05/1999	Umut Gülay (Rojhat)	H	1975		Muş	Arrêt.
25 TENT-PB	02/06/1999		H			Şırnak	Déc.
26 AS	02/07/1999	Şükriye Kaymaz (Rozerin)	F	1996		Elazığ	Déc.
27 AS	05/07/1999	Şükran Bozkurt (Dilan Edessa)	F	1977	1993	Adana	Déc.
28 TENT	06/07/1999	Zekeriya Muhammad (Berbang)	H	1974	1993	Batman	Déc.
29 TENT	25/07/2000	Ali Rıza Şedal (Piling Oramar)	H		1993	Dohuk (Irak)	Déc.
30 TENT	04/05/2005		F	1978		Diyarbakır	Arrêt.
31 TENT-PB	16/05/2005		H			Siirt	Déc.
32 AS	09/03/2006	Devrim Solduk (Dengtav)	H	1977	2000	Van	Déc.
33 AS-PB	22/05/2007	Güven Akkuş	H	1979	1998	Ankara	Déc.

*Annexe 6. Exemple d'une dépêche AFP mentionnant des actions protestataires kurdistes en Europe*

**Manifestations kurdes en Europe pour soutenir le leader du PKK**

Rome, 15 nov (AFP) – Plusieurs milliers de Kurdes ont manifesté dimanche dans plusieurs villes d'Europe pour soutenir Abdullah Ocalan, le leader du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) détenu à Rome depuis jeudi.

Dans la capitale italienne, 800 Kurdes, selon la police, plus de 2000, selon les participants, se sont rassemblés devant l'hôpital militaire du Celio pour apporter leur soutien à M. Ocalan.

Interpellé jeudi à l'aéroport Fiumicino de Rome, le leader kurde, pris d'un malaise, avait été mis aux arrêts à l'hôpital du Celio, mais l'un de ses avocats a indiqué qu'il ne s'y trouvait plus dimanche, sans préciser son nouveau lieu détention.

Chants, danses, slogans et discours punctuaient le rassemblement, qui avait début samedi à l'appel du PKK. Des drapeaux du Parti des Travailleurs du Kurdistan ou à l'effigie de M. Ocalan étaient brandis par les manifestants, qui réclamaient que leur leader soit libéré et que l'Italie lui accorde l'asile politique.

Une grande partie des manifestants de Rome, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants, étaient venus d'autres pays européens.

Un responsable de la gendarmerie suisse à Chiasso, à la frontière avec l'Italie, a indiqué que près de 2.500 Kurdes avaient passé la frontière depuis samedi pour aller manifester à Rome.

"Ils venaient d'Allemagne, de Suisse, des Pays-Bas et de Belgique, en voiture particulière ou en bus, et leur passage s'est déroulé dans le calme aux quatre postes-frontière ouvert cette nuit" a déclaré ce responsable.

En revanche, les douanes italiennes ont bloqué plusieurs heures pour contrôler une centaines de voitures et une trentaine de cars dans la nuit de samedi à dimanche, selon la police cantonale du Tessin, où se trouve Chiasso.

Selon des sources policières italiennes, plusieurs dizaines de Kurdes ont été refoulés. Les prises de position de leaders politiques ou de parti italiens en faveur de l'octroi de l'asile à M. Ocalan se multiplient depuis son arrestation jeudi.

En Allemagne, quelque 2.000 Kurdes ont manifesté pacifiquement dimanche à Bonn a indiqué la police. Les manifestants se sont rassemblés près de la place du Chancelier, à la limite du quartier gouvernemental. Un petit groupe avait déjà manifesté samedi.

Plusieurs milliers de Kurdes s'étaient aussi rassemblés samedi, sans incident, à Wiesbaden et Sarrebruk, dans l'ouest de l'Allemagne, selon la police.

En Grèce, une centaine de Kurdes ont entamé une grève de la faim sur une place du centre d'Athènes en soutien à M. Ocalan. Ils poursuivront leur mouvement jusqu'à ce que l'Italie lui accorde l'asile politique, a déclaré une représentante du Front de libération nationale du Kurdistan, la branche politique du PKK.

Une cinquantaine de Kurdes ont également entamé dimanche une grève de la faim dans le centre de Vienne, a-t-on appris de source policière.

En France, quelque 200 Kurdes se sont rassemblés dimanche matin dans le centre de Strasbourg (est). Des manifestations avaient déjà eu lieu dans cette ville samedi et la nuit précédente.

Bur-phl/phv

## Bibliographie

Cette bibliographie reprend tous les ouvrages et articles importants cités dans cette thèse, mais écarte de nombreux documents et articles de journaux. Elle comprend également un certain nombre de références non citées dans le texte, mais pertinentes au regard de notre sujet. Construite comme une base de données à laquelle on doit pouvoir se référer facilement, elle suit un ordre alphabétique classique (pour les ouvrages sans auteur connu, l'entrée se fait à la première lettre de leur titre), *sans classement dans des catégories spécifiques*. Néanmoins, afin d'en faire un outil plus facilement maniable par le lecteur à la recherche de références dans un domaine précis, nous avons introduit devant chaque ouvrage ou article des sigles liés à différentes catégories<sup>1485</sup> :

- [S] Sciences sociales (général)
- [MS] Sociologie des mouvements sociaux et de l'engagement
- [P] Sociologie des partis politiques
- [J] Sociologie du journalisme
- [I] Sociologie de l'immigration
- [RI] Sociologie des relations internationales et de la politique étrangère
- [G] Sociologie du genre
- [V] Sociologie de la violence et des conflits
  
- [Mé] Méthodologie
  
- [KT] Sociologie *et* analyse générale des Kurdes, de la Turquie et du Moyen-Orient
  
- [D] Document d'un parti ou d'un (ancien) acteur (proche) du mouvement kurde

Quand le sigle [KT] est utilisé avec un ou plusieurs autres sigles, il apparaît toujours en dernière position, afin de faciliter une lecture plus rapide. Par ailleurs, l'association des sigles [D] et [KT] renvoie à de la « littérature grise », à visée (en partie) analytique *et* (en partie) partisane. Enfin, pour faciliter le repérage des auteurs étrangers par le lecteur francophone non familiarisé avec les alphabets latins étrangers, nous avons choisi de ne pas prendre en compte les inflexions des premières lettres des noms des auteurs. Ainsi, les lettres « O », « Ö » et « Ø » seront considérées ici comme des « O » : l'ordre alphabétique retenu sera donc Obershall, Öcalan, Olson, Østergaard-Nielsen et enfin Özcan (la même chose sera vraie pour les lettres « C » et « Ç », « I » et « İ », « S » et « Ş », ainsi que « U » et « Ü »).

---

<sup>1485</sup> C'est surtout l'usage que nous avons fait de ces références qui est au fondement de leur classement.

- [D] 1998-1999 *Şehitler Albümü* [Album des martyrs, 1998-1999], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Serxwebûn (Özel Sayı 27), Date de publication inconnue (1999 ?).
- [D] 1995-1997 *Şehitler Albümü* [Album des martyrs 1996-1997], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Serxwebûn, Özel Sayı 25, Date de publication inconnue (1997 ou 1998).
- [J] Accardo, Alain, « Pour une socio-analyse des pratiques journalistiques », in Accardo, Alain (dir.), *Journalistes au quotidien. Outils pour une socio-analyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, le Mascaret, 1995, p. 9-60.
- [G] [KT] Açık, Necla, « Nationaler Kampf, Frauenmythos, und Frauenmobilisierung. Eine Analyse zeitgenössischer kurdischer Frauenzeitschriften aus der Türkei », in Hajo, Siamend, Borck, Carsten, Savelsberg, Eva et Dogan, Şukriye (dir.), *Gender in Kurdistan und der Diaspora*. Münster, Unrast Verlag, 2004, p. 149-182.
- [I] [MS] Adamson, Fiona B., « Contested Constituencies : Political Entrepreneurs and the Mobilization of Immigrant Populations in France (1954-1962) and in Germany (1984-2000) », *Paper Prepared for Presentation at the 14th Biennial Conference of Europeanists*, Chicago, Palmer House Hilton, 11-13 March 2004.
- [KT] Akagül, Deniz et Vaner, Semih, « Les incertitudes européennes », in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, 2005, p. 531-552.
- [I] [KT] Akgündüz, Ahmet, « Labor Migration from Turkey to Western Europe. An Analytical Review from its Commencement (early 60's) to the Recruitment Halt (1973/1974) », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 11, n°1, 1995, p. 153-177.
- [I] [KT] Akin, Salih, « Une recherche européenne sur la communauté kurde de France », *Etudes kurdes*, n°2, 2000, p. 57-65.
- [I] [J] [KT] Aksoy, Asu et Robins, Kevin, « Thinking Across Spaces : Transnational Television from Turkey », *Cultural Studies*, Vol. 3, n°3, 2000, p. 343-365.
- [KT] Alkan, Türker, *Syasal Bilinç ve Toplumsal Gelişmeler - Syasal Bilicin Gelişmesinde Ailenin, Okulun ve Toplumsal Sınıfların Etkisi* [Conscience politique et développements sociaux – L'influence de la famille, de l'école et des classes sociales dans le développement de la conscience politique], Ankara, Gündoğan, 1989.
- [Mé] Amiraux, Valérie et Cefai, Daniel (dir.), « Les risques du métier », *Cultures et Conflits*, n°47, 2002.
- [I] [MS] [KT] Amiraux, Valérie, *Acteurs de l'islam entre Allemagne et Turquie. Parcours militants et expériences religieuses*, Paris, L'Harmattan, 2001.

- [I] [MS] [KT] Amiraux, Valérie, « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et conflits*, n°33-34, 1999, p. 25-50.
- [I] [KT] Ammann, Birgit, *Kurden in Europa. Ethizität und Diaspora*, Münster, Litt Verlag, 2000.
- [KT] Amnesty International, *Turquie. Quelle sécurité ?*, Paris, Les Editions francophones d'Amnesty International, 1996.
- [S] Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002 (1<sup>ère</sup> édition 1996).
- [I] Anderson, Benedict, « Long-Distance Nationalism », in Anderson, Benedict, *The Spectre of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia, and the World*, Londres, Verso, 1998, p. 58-74.
- [KT] Andrews, Peter A., *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 1989.
- [I] [V] Angoustures, Aline et Pascal, Valérie, « Diaspora et financement des conflits », in Jean, François et Rufin, Jean-Christophe (dir.), *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996, p. 495-542.
- [D] Anter, Musa, *Hatıralarım* [Mes mémoires], İstanbul, Doz, 1990.
- [S] Appadurai, Arjun, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001 (1<sup>ère</sup> édition en anglais 1996).
- [D] Arbeiter Verein aus Kurdistan e.V. et Diyarbakir-Komitee, HH, *Drei Jahre Widerstand in Diyarbakir-Kurdistan*, Köln, Serxwebun Verlag, 1984.
- [D] Arbeitskreis Internationalismus Bonn, Initiative Internationale Solidarität Bremen, Freunde und Freundinnen des kurdischen Volkes Gießen et Kurdistan Solidarität Nürnberg, *Serfrazkin. Wir werden siegen! Berichte und Interviews zum kurdischen Befreiungskampf*, Osnabrück, Montageverlag, 1991.
- [D] Arbeitskreis Kurdistan Botan, *Jinê Rabe! Frau steh auf! Litteratur und Fotosammlung zum Widerstand kurdischer Frauen*, Berlin, GNN Verlag, 1993.
- [V] Arendt, Hannah, *Du mensonge à la violence*, Paris, Pocket, 1994 (1<sup>ère</sup> édition 1972).
- [I] [MS] [KT] Argun, Betigül E., *Turkey in Germany, The Transnational Sphere of Deutschkei*, London, Routledge, 2003.
- [P] [KT] Artunkal, Tugrul, « Eléments d'histoire politique du pluralisme turc », *Les Temps modernes*, n°456-457, 1984, p. 131-155.

- [D] [KT] Aslan, Fikret et Bozay, Kemal, *Graue Wölfe heulen wieder. Türkische Faschisten und ihre Vernetzung in der BRD*, Münster, Unrast Verlag, 2000 (1<sup>ère</sup> édition 1997).
- [I] [KT] Atilgan, Canan, *Türkische Diaspora in Deutschland. Chance oder Risiko für die deutsch-türkischen Beziehungen*, Hamburg, Schriften des Deutsches Orient-Instituts, 2002.
- [V] Axel, Brian K., *The Nation's tortured Body : Violence, Representation and the Formation of a Sikh « diaspora »*, Durham, N.C., Duke University Press, 2001.
- [I] [KT] Ayaz, Bayram, « Einflußfaktoren auf das Verhältnis der kurdischen Emigranten und der deutschen Polizei », in Navend e. V., *Polizei und Kurden – ein schwieriges Verhältnis*, Bonn, Navend, 1998, p. 51-64.
- [MS] [KT] Aydın, Delal, *Mobilizing the Kurds in Turkey : Newroz as a Myth*, Mémoire de Master sous la direction de Mesut Yeğen, Ankara, Middle East Technical University, 2005.
- [RI] Badie, Bertrand, *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruses et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.
- [J] Baisnée Olivier, *La production de l'actualité communautaire. Eléments d'une sociologie comparée du corps de presse accrédité auprès de l'Union européenne*, thèse de science politique de l'IEP de Rennes, 2003.
- [J] Baisnée, Olivier et Marchetti, Dominique, « Euronews, un laboratoire de la production de l'information européenne », *Cultures et conflits*, n°38-39, 2000, p. 121-152.
- [KT] Ballı, Rifat, *Kürt Dosyası* [Le dossier kurde], İstanbul, Cem Yayınları, 1991.
- [MS] Balme, Richard, Chabanet, Didier et Wright, Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- [RI] Battistella, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Science Po, 2003.
- [KT] Barkey, Henri J. et Fuller, Graham E., « Turkey's Kurdish Question : Critical Turning Points and Missed Opportunities », *Middle East Journal*, Vol. 51, n°1, 1997, p. 59-79.
- [S] Bastide, Roger, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, 3<sup>ème</sup> série, vol. 21, 1970, p. 65-108.
- [S] Bayart, Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

- [S] Becker, Howard S., *Outsiders. Etude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (1<sup>ère</sup> édition en anglais 1963).
- [S] Becker, Howard S., « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, Vol. 66, 1960, p. 32-40.
- [MS] Benford, Robert D. et Snow, David A., « Framing Processes and Social Movements : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n°26, 2000, p. 611-639.
- [MS] Bennani-Chraïbi, Mounia et Fillieule, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po, 2003.
- [RI] [J] Bennet, Lance, « The Media and the Foreign Policy Process », in Deese, David (dir.), *The New Politics of American Foreign Policy*, New York, St Martin's Press, 1994, p. 168-188.
- [I] [KT] Behrendes, Udo, « Dialog statt Konfrontation - Die Ereignisse vom März 1996 », in Navend e. V., *Polizei und Kurden - ein schwieriges Verhältnis*, Bonn, Navend, 1998, p. 71-78.
- [I] [KT] Berendes, Meinolf, *Kurden in Bottrop. Eine Sozialgeographische Untersuchung der Situation kurdischer Familien*, Bottrop, Gesellschaft für deutsch-kurdische Freundschaft e.V. Hevalti, 1997.
- [S] Berger, Peter et Luckmann, Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Masson/Armand Colin, 1986 (1<sup>ère</sup> édition en anglais 1966).
- [I] [KT] Berliner Gesellschaft zur Förderung der Kurdologie e.V., *Das kurdische Berlin*, Berlin, Ausländerbeauftragte des Senats, 2003.
- [V] Biggs, Michael, « Dying Without Killing : Self-Immolations, 1963-2002 », in Gambetta, Diego (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 173-208.
- [V] Bigo, Didier, « Les attentats de 1986 en France : un cas de violence transnationale et ses implications », *Cultures et Conflits*, n°4, 1992, p. 123-173.
- [V] Bigo, Didier et Hermant, Daniel, « La relation terroriste : cadre sociologique pour une analyse comparatiste », *Etudes polémologiques*, n°47, 1988, p. 13-79.
- [RI] [KT] Billion, Didier, *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- [KT] Birand, Mehmet Ali, *12 Eylül - 04.00* [12 septembre - 4 heure du matin], İstanbul, Karacan Yayınları, 1984.

- [I] [KT] Blaschke, Jochen, « Kurdische Communities in Deutschland und Westeuropa. Ein Überblick über ihre soziale und kulturelle Situation », in Berliner Institut für vergleichende Sozialforschung (dir.), *Kurden im Exil. Ein Handbuch kurdischer Kultur, Politik und Wissenschaft*, Berlin, Parabolis, 1991, p. 2.1.
- [I] [KT] Blaschke, Jochen, « Die Diaspora der Kurden in der Bundesrepublik Deutschland », *Österreichische Zeitschrift für Soziologie*, Vol. 16, n°3, 1991, p. 85-93.
- [V] Blom, Amélie, Bucaille, Laetitia et Martinez, Luis (dir.), *The Enigma of Islamist Violence*, Londres, Hurst, 2007.
- [V] Blom, Amélie, « Les kamikazes du Cachemire, "martyrs" d'une cause perdue », *Critique internationale*, n°20, 2003, p. 135-149.
- [S] Blondiaux, Loïc, « L'opinion publique », in Gingras, Anne-Marie (dir.), *La communication politique. Etat des savoirs, enjeux et perspectives*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 137-158.
- [MS] Blumer, Herbert, « Collective Behavior », in McClung Lee, Alfred (dir.), *Principes of Sociology*, Barnes et Noble, 1951, p. 166-222 (1<sup>ère</sup> édition 1939).
- [S] Boltanski, Luc, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.
- [S] Boltanski, Luc, Darré, Luc et Schiltz, Marie-Ange, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, 1984, p. 3-40.
- [Mé] Boumaza, Magali et Campana, Aurélie (dir.), « Enquêter en milieu difficile », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007.
- [S] Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000 (1<sup>ère</sup> édition 1972).
- [G] Bourdieu, Pierre, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
- [J] Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Raison d'Agir, 1996.
- [J] Bourdieu, Pierre, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, 1994, p. 3-9.
- [S] Bourdieu, Pierre, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992.
- [S] Bourdieu, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1992, p. 133-136 (1<sup>ère</sup> édition 1984).
- [S] Bourdieu, Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en science sociale*, n°89, 1991, p. 3-46.

- [S] Bourdieu, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p. 69-72.
- [S] Bourdieu, Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, 1981, p. 3-24.
- [S] Bourdieu, Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n°318, 1973, p. 1292-1309.
- [V] Bourgoin, Nicolas et Girard, Caroline, « Les automutilations et les grèves de la faim en prison », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, n°3, Juillet-Septembre, 2000, p. 257-266.
- [KT] Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004.
- [V] [P] [KT] Bozarslan, Hamit, « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », *Critique internationale*, n°21, 2003, p. 93-115.
- [V] [KT] Bozarslan, Hamit, « La figure du martyr chez les Kurdes », in Mayeur-Jaouen, Catherine (dir.), *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 335-347.
- [KT] Bozarslan, Hamit, « La crise comme instrument politique en Turquie », *Esprit*, n°271, janvier 2001, p. 140-151.
- [KT] Bozarslan, Hamit, « Quelques remarques sur le discours historiographique kurde en Turquie : 1919-1980 », *Asien Afrika Lateinamerika*, vol. 49, 2001, p. 47-71.
- [V] [MS] [KT] Bozarslan Hamit, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années 1970 », *Turcica*, n°31, 1999, p. 185-244.
- [V] [P] [KT] Bozarslan, Hamit, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, The Emirates Occasional Papers, n°33, 1999.
- [I] [KT] Bozarslan, Hamit, « Le groupe kurde », *Hommes et migrations*, n°1212, 1998, p. 24-34.
- [V] [MS] [KT] Bozarslan, Hamit, *La Question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Science Po, 1997.
- [V] [KT] Bozarslan, Hamit, « Le chaos après le déluge. Note sur la crise turque des années 1970 », *Cultures et Conflits*, n°24-25, 1997, p. 79-98.
- [V] [KT] Bozarslan, Hamit, « Kurdistan : économie de guerre, économie dans la guerre », in Jean, François et Rufin, Jean-Christophe (dir.), *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996, p. 105-146

- [I] [KT] Bozarslan, Hamit, « L'immigration kurde. Un espace conflictuel », *Migrants-formations*, n°101, juin 1995, p. 115-129.
- [KT] Bozarslan, Hamit, « Political Aspects of the Kurdish Problem in Contemporary Turkey », in Kreyenbroek, Philip G. et Sperl, Stefan (dir.), *The Kurds. A contemporary Overview*, London, Routledge, 1992, p. 95-114.
- [P] Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998.
- [Mé] Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherches ou recherche des lieux ? », *Politix*, n°7-8, 1989, p. 6-16.
- [V] [MS] Bruneteaux, Patrick, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, Paris, Presses de Science Po, 1996.
- [V] Bucaille, Laetitia, « L'impossible stratégie palestinienne du martyr. Victimisation et attentat-suicide », *Critique internationale*, n°20, 2003, p. 117-134.
- [V] [MS] Bucaille, Laetitia, *Génération Intifada*, Paris, Hachette Littératures, 2002.
- [D] Buldan, Nejdet, *Savaş'a Mektuplar* [Lettres à Savas], İstanbul, Pencere Yayınları, 2002.
- [D] [KT] Bürgel, Rudolf (dir.), *Die Deutsche Türkeiipolitik und ihre Auswirkungen auf Kurdistan*, Stuttgart, GNN Verlag, 1997.
- [D] Burkay, Kemal, *Anlar-Belgeler* [Mémoires-Documents], Vol. 1, İstanbul, Deng, 2002 (2<sup>ème</sup> édition).
- [MS] Cadiou, Stéphane et Dezechelle, Stéphanie, « La problématique de l'émergence pour l'étude des mobilisations collectives : pistes et repères » in Cadiou Stéphane, Dezechelle, Stéphanie et Roger, Antoine (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 11-48.
- [KT] Can, Kemal, « Youth, Turkism, and the Extreme Right: The "Idealist Hearths" », in Yerasimos, Stefanos, Seufert, Günter et Vorhoff, Karin (dir.), *Civil Society in the Grip of Nationalism. Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, İstanbul, Orient-Institut et Institut français d'études anatoliennes, 2000, p. 335-373.
- [MS] Caron, Jean-Claude, *Les feux de la discorde. Conflits et incendies dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette Littératures, 2006.
- [MS] Cefai, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.
- [Mé] Cefai, Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

- [MS] Cefai, Daniel, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in Cefai, Daniel et Trom, Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p. 51-97
- [P] Cefai, Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001.
- [D] Çelik, Selahattin, *Den Berg Ararat versetzen. Die politischen, militärischen, ökonomischen und gesellschaftlichen Dimensionen des aktuellen kurdischen Astand*, Frankfurt am Main, Zambon Verlag, 2002 (1<sup>ère</sup> édition en turc sous le titre *Ağrı dağını taşımak (Çağdaş kürt halk direnişi, siyasi, askeri, ekonomik ve toplumsal sonuçları)*).
- [D] Çelik, Selahattin, *Ağrı dağını taşımak. Çağdaş kürt halk direnişi ;siyasi, aşkeri, ekonomik ve toplumsal sonuçları [Porter le mont Ararat. L'opposition nationale kurde contemporaine ; dimensions politique, militaire, économique et sociétale]*, Frankfurt, Zambon, 2000.
- [D] Çelik, Selahattin, *Die Todesmaschinerie. Türkischer Konterguerilla, Köln, Mesopotamien Verlag, 1998 (1<sup>ère</sup> édition en turc, Ölüm Makinası Türk Kontrgerillası, Köln, Ülküm Press, 1995).*
- [D] Çelik, Selahattin, *Die Geschichte des 15. August. Zehn Jahre bewaffneter Befreiungskampf in Nordkurdistan*, Kurdistan Solidarität Nürnberg, Erlangen, 1995.
- [KT] Cemal, Hasan, *Kürtler [Les Kurdes]*, İstanbul, Doğan Kitapçılık, 2003.
- [I] Centlivres, Pierre et Centlivres-Dumont, Micheline, « Exil et diaspora afghane en Suisse et en Europe », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien (CEMOTI)*, n°30, juin-décembre 2000, p. 151-171.
- [V] Centlivres, Pierre et Losonczi, Anne-Marie, « Introduction », in Centivres, Pierre (dir.), *Saints, sainteté et martyre : la fabrication de l'exemplarité*, Editions de l'Institut d'ethnologie - Neuchâtel et Editions de la Maison des sciences de l'Homme - Paris, 2001, p. 7-14.
- [V] Centre de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, *Notes et études*, n°20, octobre 1991.
- [MS] Chabot, Sean, « Transnational diffusion and the African American Reinvention of the Ghandian Repertoire », in Smith, Jackie et Johnston, Hank (dir.), *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements*, New York, Rowman & Littlefield, 2002, p. 97- 114.
- [MS] Chabot, Sean et Duyvendak, Jan W., « Globalization and Transnational Diffusion between Social Movements : Reconceptualizing the Dissemination of the Gandhian Repertoire and the "Coming Out" Routine », *Theory and Society*, Vol. 31, n°6, 2002, p.697-740.

- [V] Chaliand, Gérard, « Franz Fanon à l'épreuve du temps », présentation à Fanon, Franz, *Les Damnés de la terre*, Paris, Gallimard, 1991 (1<sup>ère</sup> édition 1961), p. 7-36.
- [KT] Chaliand, Gérard (dir.), *A people Without a Country. The Kurds and Kurdistan*, New York, Olive Branch Press, 1993.
- [J] Champagne, Patrick, « Le médiateur entre deux Monde. Transformation du champ médiatique et gestion du capital journalistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°131-132, 2000, p. 8-29.
- [J] Champagne, Patrick, « Les médias et les risques. Point de vue de Patrick Champagne », *Actes de la 13<sup>ème</sup> séance du séminaire du programme « Risques collectifs et situation de crise »*, Paris, CNRS Editions, 1999, p. 13-61.
- [J] Champagne, Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *Actes de la recherches en sciences sociales*, n°90, 1991, p. 64-75.
- [S] Champagne, Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Editions de Minuit, 1990.
- [MS] Champagne, Patrick, « La manifestation, la production de l'évènement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984, p. 18-41.
- [RI] Charillon, Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- [S] Childs, John B., *Transcommunality. From the politics of Conversion to the Ethics of Respect*, Philadelphia, Temple University Press, 2003.
- [KT] *CIA, MIT ve Kontr-gerilla* [La CIA, le MIT et la contre-guérilla], İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1979.
- [KT] Cigerli, Sabri et Le Saout, Didier, *Öcalan et le PKK. Les mutations de la question kurde*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005.
- [I] Clifford, James, « Diaspora », *Current Anthropology*, Vol. 9, n°3, 1994, p. 302-338.
- [I] Cohen, Robin, *Global Diasporas : An Introduction*, Londres, UCL Press, 1997.
- [MS] Cohen, Robin et Rai, Shirin (dir.), *Global Social Movements*, Londres, The Athlone Press, 2000.
- [RI] Cohen, Samy, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », in Smouts, Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations*

*internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Science Po, 1998, p. 75-101.

- [RI] [J] Cohen, Samy (dir.), *L'opinion, l'humanitaire et la guerre : une perspective comparative*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1996.
- [MS] Collovald, Annie et Gaïti, Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.
- [MS] Collovald, Annie, et Gaïti, Brigitte, « Des causes qui parlent », *Politix*, n°16, 1991, p. 7-22.
- [MS] Contamin, Jean-Gabriel, « Le choix des armes : les dilemmes pratiques d'un mouvement de doctorants et le modèle des avantages comparatifs », *Genèses*, n°59, 2005, p. 4-24.
- [Mé] Contamin, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France*, Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Michel Offerlé, Université de Paris 1, 2001.
- [KT] Copeaux, Etienne, « Manuels scolaires : détournements et contournements », *Outre-Terre*, n°10, 2005, p. 157-171.
- [KT] Copeaux, Etienne, « La Transcendance d'Atatürk » in Mayeur-Jaouen, Catherine (dir.), *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 121-135.
- [KT] Copeaux, Etienne, « Le consensus obligatoire », in Rigoni, Isabelle (dir.), *Turquie : les mille visages*, Syllepse, 2000, p. 89-104.
- [KT] Copeaux, Etienne, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, 1997.
- [V] Crettiez, Xavier, *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- [S] Crozier, Michel, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1971 (1<sup>ère</sup> édition 1963).
- [S] Crozier, Michel et Friedberg, Erhard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris Seuil, coll. « Points », 1981 (1<sup>ère</sup> édition 1977).
- [MS] Curtis, Russel L. et Zurcher, Louis A., « Stable resources of Protest Movements : the Multi-Organizational Field », *Social Forces*, Vol. 52, n°1, 1973, p. 53-61.
- [D] Çürükkaya, Selim, *PKK. Die Diktatur des Abdullah Öcalan*, Frankfurt am Main, Fischer Verlag, 1997 (1<sup>ère</sup> édition en turc sous le titre *Apo'nun Ayetleri* [Les versets d'Apo], Lieu de publication inconnu (Suisse), 14 Temmuz Yayınları, date de publication inconnue).

- [Mé] Danzger, Herbert M., « Validating Conflict Data », *American Sociological Review*, n°40, 1975, p. 570-584.
- [S] Darmon, Muriel, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003.
- [V] Das, Veena, Kleinman, Arthur, Ramphela, Mamphela et Reynolds, Pamela (dir.), *Violence and Subjectivity*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 2000.
- [MS] David-Jougneau, Maryvonne, « La dissidence institutionnelle : une approche sociologique », *Revue française de sociologie*, Vol. 29, n°3, 1988, p. 471-501.
- [MS] [V] Della Porta, Donatella, *Social Movement, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- [MS] Della Porta, Donatella, Kriesi, Hanspeter, Rucht, Dieter (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, New York, St Martin's Press, Basingstoke, Macmillan, 1999.
- [MS] Della Porta, Donatella et Reiter, Herbert, *Policing Protest. The Control of Mass Demonstration in Western Democracies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998.
- [MS] Della Porta, Donatella et Tarrow, Sidney (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005.
- [MS] Della Porta, Donatella et Tarrow, Sidney, « Transnational Processes and Social Activism : An Introduction », in Della Porta, Donatella et Tarrow, Sidney (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005, p. 1-17.
- [I] [KT] De Tapia, Stéphane, « Le Champ migratoire turc et l'Europe », in Jund, Alain, Dumont Paul et De Tapia, Stéphane (dir.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 15-38.
- [RI] Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- [RI] Devin, Guillaume, « Les solidarités transnationales, phénomène social à l'échelle mondiale », in Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 11-26.
- [RI] Devin, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2002.

- [RI] Dieckhoff, Alain et Jaffrelot, Christophe, « De l'Etat-nation au post-nationalisme ? » in Smouts, Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Presses de Sciences Po, 1998, p. 59-74.
- [S] Digard, Jean-Pierre (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Editions du CNRS, 1988.
- [Mé] Dionigi, Albera (dir.), « Terrains minés », *Ethnologie française*, n°31, 2001.
- [S] Dobry, Michel, « Charisme et rationalité : le phénomène nazi dans l'histoire », in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 301-323.
- [MS] Dobry, Michel, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in Favre, Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 357-386.
- [S] Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.
- [V] Dodd, Clement H., « The Containment of Terrorism : Violence in Turkish Politics 1965-1980 », in O'Sullivan, Noel (dir.), *Terrorism, Ideology and Revolution*, Sussex, Wheatsheaf Books, 1986, p. 132-149.
- [KT] Dorronsoro, Gilles, « Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n°5 « Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies », 2006, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>.
- [MS] [KT] Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005.
- [MS] [KT] Dorronsoro, Gilles, « Mobilisations et régime sécuritaire », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 13-30.
- [KT] Dorronsoro, Gilles, « La Turquie : une démocratie sous contrôle ? », in Roy, Olivier (dir.), *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2004, p. 29-39.
- [MS] [KT] Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2004, URL : <http://www.ejts.org/document198.html>.
- [Mé] [J] Downs, Antony, « Up and Down with Ecology – The Issue Attention Cycle », *The Public Interest*, n°28, 1972, p. 38-50.

- [S] Dubar, Claude, « Trajectoires sociales et formes identitaires : clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés contemporaines*, n°29, janvier 1998, p. 73-85.
- [I] Dufoix, Stéphane, *Les diasporas*, Paris, PUF, 2003.
- [I] Dufoix, Stéphane, *Politiques d'exil*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.
- [V] Duhamel, Olivier et Mathieu, Monique, « Les Grève de la faim dans *Le Monde* », in Collectif, *La grève de la faim ou le dérèglement du sacré*, Paris, Economica, 1984, p. 27-40.
- [I] Dumasy, Anne, « Quelle intégration pour les populations immigrées en Allemagne ? », *Hommes et migrations*, n°1223, janvier-février 2000, p. 48-62.
- [MS] [KT] Dumont, Paul, « Turquie », in Badie, Bertrand, Coulon, Christian, Bubertafond, Bernard, Dumont, Paul et Santucci, Robert, *Contestations en pays islamiques*, Paris, Publications du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne, 1984, p. 89-116.
- [KT] Dündar, Fuat, « Compter, classer, contrôler. Les minorités dans les recensements turcs », *Turcica*, Vol. XXXVII, 2005, p. 187-220.
- [S] Dupuy, François et Thoenig, Jean-Claude, *L'administration en miettes*, Paris, Fayard, 1985.
- [I] Duynené de Wit, Thom et Koopmans, Ruud, « The Integration of Ethnic Minorities into Political Culture : The Netherlands, Germany and Great Britain Compared », *Acta Politica*, n°40, 2005, p. 50-73.
- [Mé] Earl, Jennifer, Martin, Andrew, McCarthy, John D., Soule, Sarah A, « The Use of Newspaper Data in the Study of Collective Action », *Annual Review of Sociology*, Vol. 30, 2004, p. 65-80.
- [I] [KT] Eccarius-Kelly, Vera, « Radical Consequences of Benign Neglect : The Rise of the PKK in Germany », *The FletcherForum of World Affairs*, Vol. 24, n°1, 2000, p. 161-174.
- [KT] Edmonds, Cecil. J., « Kurdish Nationalism », *Journal of Contemporary History*, Vol. 6, n°1, 1971, p. 87-87 et 99-107.
- [KT] *Effusion de sang en Anatolie, de la terreur à la sauvagerie*, Belge/Centre de recherches orientales, İstanbul, 1992.
- [Mé] Eilders, Christiane, « Die Darstellung von Protestereignissen in FR, SZ und TAZ », dans Rucht, Dieter (dir.), *Protest in der Bundesrepublik Deutschland*, Frankfurt am Main et New York, Campus Verlag, 2000.

- [MS] Eisinger, Peter K. ,« The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, Vol. 67, n°1, 1973, p. 11-28.
- [KT] ekan (einige kommunistInnen aus nürnberg), *Dokumentation zu Problemen der Kurdistan Solidaritätsarbeit*, Nürnberg, ekan c/o Buchladen-Antiquariat, 1997.
- [KT] Ekinci, Tarık Z., *Sol Siyaset Sorunları, Türkiye İşçi Partisi ve Kürt Aydınlanması* [Les questions politiques de la gauche. Le Parti Ouvrier de Turquie et les intellectuels kurdes], İstanbul, Cem Yayınevi, 2004.
- [S] Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Editions de l'Aube, Coll. Pocket, 1991 (1<sup>ère</sup> édition en allemand 1970).
- [KT] Elmas, Hasan B., *Turquie-Europe : une relation ambiguë*, Paris, Syllepse, 1998.
- [I] [KT] Elmas, Hasan B., « Exode rural et migration des Turcs et des Kurdes vers l'Europe », *Hommes et migrations*, n°1212, mars-avril 1998, p. 5-13.
- [MS] Ennis, James G., « Fields of Action : Structures in Movements' Tactical Repertoires », *Sociological Forum*, Vol. 2, n°3, 1987, p. 520-533.
- [P] Ethuin, Nathalie, *A l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003)*, Lille, Thèse de science politique de l'Université Lille 2, 2003.
- [P] Ethuin, Nathalie, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, Vol. 16, n°63, 2003.
- [KT] Ergil, Doğu, *Türkiye'de Terör ve Şiddet* [Terreur et violence en Turquie], Ankara, Thuran Kitabevi, 1980.
- [MS] Etzioni, Amitai, *Demonstration Democracy*, New York, Gordon and Breach, 1970.
- [I] [KT] Faist, Thomas, « Grenzen überschreiten. Das Konzept Transstaatliche Räume und seine Anwendungen », in Faist, Thomas (dir.), *Transstaatliche Räume. Politik, Wirtschaft und Kultur in und zwischen Deutschland und der Türkei*, Bielefeld, Transcript, 2000, p. 9-56.
- [MS] Favre, Pierre, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics », in François, Bastien et Neveu, Erik, (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 35-52.
- [MS] Favre, Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

- [MS] Favre, Pierre, « Manifester en France aujourd’hui », dans Favre, Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 32-49.
- [V] [MS] Favre, Pierre, « Nature et statut de la violence dans les manifestations contemporaines », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n°1-2, 1990, p. 149-169.
- [V] Feldman, Allen, « Violence and Vision. The Prosthetics and Aesthetics of Terror », in Das, Veena, Kleinman, Arthur, Ramphela, Mamphela, et Reynolds, Pamela (dir.), *Violence and Subjectivity*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 2000, p. 46-78.
- [V] Feldman, Allen, *Formations of Violence. The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.
- [J] [V] Féron, Elise, « La représentation médiatique du phénomène terroriste : quelques enseignements du cas nord-irlandais », *Topique*, n°83, 2003, p. 135-147.
- [Mé] Fillieule, Olivier, « On n’y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l’analyse des mobilisations protestataires », in Favre, Pierre, Fillieule, Olivier et Jobart, Fabien (dir.), *L’atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 215-240.
- [MS] Fillieule, Olivier, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in Dorronsoro, Gilles, *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 201-218.
- [MS] Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- [MS] [V] Fillieule, Olivier, *Stratégie de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- [Mé] Fillieule, Olivier, « Police Records and the National Press in France. Issues in the Methodology of Data Collections from Newspapers », *Working Paper Robert Schuman Centre*, European University Institute, n°96/25, 1996.
- [MS] Fillieule, Olivier, « L’analyse des mouvements sociaux : pour une problématique unifiée », in Fillieule, Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l’action collective dans la France contemporaine*, Paris, L’Harmattan, 1993, p. 29-64.
- [MS] Fillieule, Olivier et Bennani-Chraïbi, Mounia, « Exit, voice, loyalty et bien d’autres choses encore... », in Bennani-Chraïbi, Mounia et Fillieule, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 75-90.

- [MS] Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.
- [MS] Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella, « Variations de contexte et contrôle des mouvements collectifs », in Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Science Po, 2006, p. 17-40.
- [Mé] Fillieule, Olivier et Ferrier, Fabrice, *TEA Internal Report on Selection Bias in the French Database on "Environmental Events"*, papier non publié, mars 1999.
- [Mé] Fillieule, Olivier et Jimenez, Manuel, « The Methodology of Protest Event Analysis and the Media Politics of Reporting Environmental Protest Events », in Rootes, Christopher *Environmental Protest in Western Europe*, Londres, Oxford University Press, 2003, p. 258-280.
- [MS] Fillieule, Olivier et Jobard, Fabien, « The Policing of Protest in France : Towards a Model of Protest Policing », *European University Institute working Papers*, Robert Schuman Centre for advanced Studies, n°4, 1997.
- [MS] Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian et Péchu, Cécile (dir.), *Dictionnaire de la sociologie des mobilisations*, Paris, Presses de Science Po, à paraître en 2008.
- [MS] Fillieule, Olivier, et Péchu, Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- [D] Flach, Anja, *Jiyanekê din - ein anderes Leben. Zwei Jahre bei der kurdischen Frauenarmee*, Köln, Mezopotamien Verlag, 2003.
- [Mé] Fliche, Benoit, *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS Editions, 2007.
- [MS] [KT] Fliche, Benoit, « De l'action réticulaire à la recherche du semblable ou comment faire lien avec l'administration », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 147-165.
- [KT] Fliche, Benoit, « Quand cela tient à un cheveu. Pilosité et identité chez les Turcs de Strasbourg », *Terrain*, n°35, 2000, p. 155-165.
- [S] Foucault, Michel, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard/Seuil, 2004.
- [S] Foucault, Michel, *Dits et écrits*, Vol. 2, Paris, Gallimard, 1994.
- [S] Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.
- [S] Foucault, Michel, *Naissance de la clinique*, Paris, PUF, 1963.

- [MS] Foweraker, Joe et Landman, Todd, *Citizenship Rights and Social Movements. A Comparative and Statistical Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- [I] [KT] Franz, Erhard, « Exilopposition als politischer Akteur (I) : Oppositionsgruppen aus der Türkei », *DOI Focus*, Hamburg, Deutsches Orient Institut, 2002.
- [KT] Franz, Erhard, *Kurden und Kurdentum. Zeitgeschichte eines Volkes und seiner Nationalbewegungen*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut, 1986.
- [Mé] Franzosi, Roberto, « The Press as a Source of Socio-Historical Data : Issues in the Methodology of Data Collection from Newspapers », *Historical Methods*, Vol. 20, n°1, 1987, p. 5-16.
- [P] [MS] Fretel, Julien, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 77-89.
- [S] Friedberg, Erhard, *Le pouvoir et la règle, Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Le Seuil, 1993
- [V] Gambetta, Diego (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- [MS] Gamson, William A., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- [MS] Gamson, William A., *The Strategy of Social Protest*, Homewood, The Dorsey Press, 1975.
- [MS] Gamson, William A., Fireman, Bruce, et Rytina Steven, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, Dorsey Press, 1982.
- [J] Gans, Herbert, *Deciding What's News*, New York, Vintage, 1980.
- [S] Garraud, Philippe, « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, n°40, 1990, p. 17-41.
- [MS] Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, p. 157-188.
- [P] Gaxie, Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1994.
- [P] [MS] Gaxie, Daniel, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27, n°1, 1977, p. 123-154.
- [Mé] Geertz, Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », in Cefai, Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte,

2003, p. 208-233 (1<sup>ère</sup> traduction française in *Enquête*, n°6, 1998, p. 73-105 ; 1<sup>ère</sup> publication en anglais in Geertz, Clifford, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, p. 3-30).

- [KT] General Secretariat of the National Security Council, *12 September : Before and After*, Ankara, Öngün Kardeşler Yayınevi, 1982.
- [V] Géré, François, *Les volontaires de la mort. L'arme du suicide*, Paris, Bayard, 2003.
- [S] Giddens, Antony, *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF 1987 (1<sup>ère</sup> édition 1984).
- [I] [KT] Gitmez, Ali et Wilpert, Czarina, « A Micro-Society in Berlin or an Ethnic Community ? Social Organizations and Ethnicity Amongst Turkish Migrants in Berlin », in Rex, John, Joly, Danièle et Wilpert, Czarina (dir.), *Immigrant Associations in Europe*, Aldershot, Gower Press, 1987, p. 86-125.
- [MS] Giugni, Marco, « Explaining Cross-national Similarities among Social Movements », in Smith, Jackie et Johnston, Hank (dir.), *Globalization and Resistance*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 2002 p. 13-29.
- [MS] Giugni, Marco, « Federalismo e movimenti sociali », *Rivista italiana di scienza politica*, Vol. 26, n°1, 1996, p. 147-170.
- [I] [MS] Giugni, Marco et Passy, Florence, « Migrant Mobilization Between Political Institutions and Citizenship Regimes: A Comparison of France and Switzerland », *European Journal of Political Research*, Vol. 43, n°1, 2004, p. 51-82.
- [V] Gleizal, Jean-Jacques, « L'élaboration des politiques de sécurité en France. 1982-2002 », in Froment, Jean-Charles, Gleizal, Jean-Jacques et Kaluszinski, Martine (dir.), *Les Etats à l'épreuve de la sécurité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2003, p. 31-46.
- [S] Goffman, Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991.
- [S] Goffman, Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.
- [S] Goffman, Erving, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.
- [S] Goffman, Erving, *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.
- [J] Goldman, Robert et Rajagopal, Arvind, *Mapping Hegemony. Television News Coverage of Industrial Conflict*, New Jersey, Ablex Publishing Corporation, 1991.

- [G] [MS] [KT] Göle, Nilüfer, *Musulmanes et modernes, Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 1993.
- [MS] [KT] Göle, Nilüfer, « Towards an Automisation of Politics and Civil Society in Turkey », in Heper, Metin et Evin, Ahmet, (dir.), *Politics in the Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press, 1994, p. 213-222.
- [MS] Goodwin, James et Jasper, James M. (dir.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning and Emotions*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2003.
- [MS] Goodwin, Jeff et Jasper, James M., « Caught in a Winding, Snarling Wine : The Structural Bias of Political Process Theory », in Goodwin, James et Jasper, James M. (dir.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning and Emotions*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2003, p. 3-30.
- [MS] Goodwin, Jeff, Jasper, James M. et Polletta, Francesca (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2001
- [V] Granger, Tiphaine, « Une stratégie de l'IRA : la lutte en prison. 1971-1981 », *Vingtième siècle*, n°70, 2001, p. 19-30.
- [V] [MS] Grojean, Olivier, « Violences contre soi », in Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian et Péchu, Cécile (dir.), *Dictionnaire de la sociologie des mobilisations*, Paris, Presses de Sciences Po, à paraître en 2008.
- [V] [KT] Grojean, Olivier, « Violence Against the Self : The Case of a Kurdish non-Islamist Group », in Blom, Amélie, Bucaille, Laetitia et Martinez, Luis (dir.), *The Enigma of Islamist Violence*, Londres, Hurst, 2007, p. 105-120.
- [V] [KT] Grojean, Olivier, Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des Travailleurs du Kurdistan, *Cultures et Conflits*, n°63, 2006, p. 101-112.
- [MS] [KT] Grojean, Olivier, « Les répertoires du conflit kurde », in Dorransoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 167-182.
- [G] [KT] Grojean, Olivier, « La condition des femmes, un indicateur de "modernité" ? Retour sur les analyses développementalistes dans les recherches sur les femmes en Turquie et en immigration », *Migrations Société*, Vol. 17, n°98, 2005, p. 81-92.
- [I] [MS] [KT] Grojean, Olivier, « Immigration et solidarités transnationales : l'engagement politique en exil », in Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 43-57.
- [G] [MS] [KT] Grojean, Olivier, « Genre et radicalités politiques en Turquie et en Iran. Réflexions sur la place des femmes au sein du PKK et des Moudjahidin du

Peuple », *Papier présenté au colloque « Genre et militantisme »*, Université de Lausanne, Lausanne, 28-29 novembre 2004.

- [MS] [KT] Grojean, Olivier, *Mobilisation diasporique et violence politique : l'exemple kurde en Europe*, Paris, Mémoire de DEA de l'EHESS, 2001.
- [J] [KT] Grojean, Olivier, *L'Affaire Öcalan dans la presse. Analyse comparée France/Allemagne*, Rennes, Mémoire de fin d'études de l'Institut d'études politiques de Rennes, 2000.
- [MS] [KT] Grojean, Olivier et Küçük, Bülent, « Le PKK après la capture d'Öcalan. Phénomène charismatique et mythes politiques au sein du mouvement kurde », *Etudes kurdes*, n°8, 2006, p. 63-84.
- [I] [MS] [KT] Grojean, Olivier et Massicard, Elise, « Mobilisations transnationales et environnement politique. La dynamiques des organisations kurdes et alévistes, entre Turquie et Europe », in Blanc-Chaléard, Marie-Claude, Dufoix, Stéphane et Weil, Patrick (dir.), *L'étranger en question*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 401-430.
- [V] [MS] Gruppe Demontage, *Postfordische Guerilla. Vom Mythos nationaler Befreiung*, Münster, Unrast Verlag, 1998.
- [I] Guiraudon, Virginie, *Les politiques d'immigration en Europe. Allemagne, France, Pays-Bas*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- [MS] Guiraudon, Virginie, Baisnée, Olivier et Grojean, Olivier, « La place de l'Europe dans les débats nationaux : enjeux théoriques et premiers résultats empiriques à partir du cas français », *Papier présenté à la table ronde « L'institutionnalisation de l'Europe »*, 7<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSP, Lille, 19 septembre 2002.
- [MS] [KT] Gündoğan, Azat Z., *The Kurdish Political Mobilization in the 60's: The Case of the « Eastern Meetings »*, Mémoire de Master sous la direction de Mesut Yeğen, Ankara, Middle East Technical University, 2005.
- [KT] Gunter, Michael M., « The continuing kurdish Problem in Turkey after Öcalan's Capture », *Third World Quarterly*, Vol. 21, n°5, 2000, p. 849-869.
- [KT] Gunter, Michael M., « Abdullah Öcalan: "We are fighting Turks everywhere" », *Middle East Quarterly*, Vol. 5, n°2, juin 1998, p. 79-85.
- [KT] Gunter, Michael M., « Transnational Sources of Support for the Kurdish Insurgency in Turkey », *Conflict Quarterly*, Vol. 11, n°2, 1991, p. 7-29.
- [KT] Gunter, Michael M., « Political Instability in Turkey During the 1970s », *Conflict Quaterly*, n°9, 1989, p. 63-77.
- [D] Gürgöz, Ali E., *La nuit de Diyarbakır. Etre kurde en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1997.

- [MS] Gurr, Ted, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- [MS] Gusfield, Joseph R., *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press, 1986 (1<sup>ère</sup> édition 1963).
- [MS] [KT] Güzel, Şehmuz, « Faire la grève en Turquie », in Gökalp, Altan (dir.), *La Turquie en transition*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 220.
- [V] Hackeur, Friedrich, *Terreur et terrorisme*, Paris, Flammarion, 1976.
- [V] Hage, Ghassan, « "Comes a time we are all Enthusiasm" : Understanding Palestinian Suicide Bombers in Times of Exiphobia », *Public Culture*, Vol. 15, n°1, 2003, p. 65-89.
- [I] [MS] Hajjat, Abdellali, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien à la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n°98, 2006, p. 74-91.
- [I] Halfmann, Jost, « Immigration and Citizenship in Germany : Contemporary Dilemmas », *Political Studies*, Vol. 45, n°2, 1997, p. 260-274.
- [I] Hall, Stuart, « Cultural Identity and Diaspora », in Rutherford, Jonathan (dir.), *Identity, Community, Culture, Difference*, Londres, Laurence & Wishart, 1990, p. 222-237.
- [I] [MS] Hanagan, Michael, « Irish Transnational Social Movements, Migrants, and the State System », in Smith, Jackie et Johnston, Hank (dir.), *Globalization and Resistance*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 2002, p. 53-73.
- [V] Harding, Thimoty et La Harpe, Romano, « L'autopsie : violence ou réparation ? », in Porret, Michel (dir.), *Le corps violenté, du geste à la parole*, Genève, Droz, 1998, p. 287-292.
- [P] Hastings, Michel, « Partis politiques et administration du sens », in Andolfatto, Dominique, Greffet Fabienne, et Olivier, Laurent (dir.), *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 21-36.
- [V] [KT] Haut, François et Raufer, Xavier, « Violence "politique" et narcotrafic : les "Yardies" jamaïquains et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) », *Notes et études*, n°33, octobre 1996.
- [KT] Heinrich, Lothar A., « Die Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) : Kult des Opfers und Kult der Tat als Programm », *Orient*, n°29, mars 1988, p. 423-439.
- [KT] Heper, Metin et Evin, Ahmet, (dir.), *Politics in the Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press, 1994.
- [MS] [KT] Hersant, Jeanne, *Mobilisations politiques, co-gouvernementalité et construction ethnique. Sociologie du nationalisme turc à travers le cas des*

*Turcs de Thrace occidentale (Grèce, Allemagne, Turquie)*, Paris, Thèse de sociologie de l'EHESS, 2007.

- [KT] Hirschler, Konrad, « Diskursive Räume in der PKK. Eine Studie zur kurdischen Geschichtsschreibung », *Kurdische Studien*, Vol. 2, n°1, 2002, p. 63-79.
- [KT] Hirschler, Konrad, « Defining the Nation : Kurdish Historiography in Turkey in the 1990s », *Middle Eastern Studies*, Vol. 37, n°3, 2001, p. 145-166.
- [Mé] Hocke, Peter, « Determining the Selection Bias in Local and National Newspaper. Reports on Protest Events », in Rucht, Dieter, Koopmans, Ruud et Neidhart, Friedhelm (dir.), *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Sygma, 1998, p. 131-163.
- [KT] Hocker, Reinhard et Liebe-Harkort, Klaus, *Zur Kurdenfrage in der Türkei (1980-1995)*, Frankfurt am Main, Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft, 1996.
- [RI] Holsti, Ole R., « Public Opinion and Foreign Policy. Challenges to the Almond-Lippmann Consensus Mershon Series : Research Programs and Debates », *International Studies Quarterly*, Vol. 36, n°4, 1992, p. 439-466.
- [V] Horn, Michael, *Sozialpsychologie des Terrorismus*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 1982.
- [J] Hubé, Nicolas, « L'Union européenne à la "une" : un cadrage difficile d'une actualité peu visible. Regard comparé sur la presse française et allemande », in Garcia, Guillaume et Le Torrec, Virginie (dir.), *L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 67-88.
- [Mé] Hug, Simon et Wisler, Dominique, « Correcting Selection Bias in Social Movement Research », *Mobilization*, Vol. 3, n°2, 1998, p. 141-161.
- [V] Husny, Mariwan, Koye, Narmen, Cernovski, Zack Z. Et Haggarty, John, « Kurdish Refugees' Views of Politically Motivated Self-Immolation », *Transcultural Psychiatry*, Vol. 39, n°3, 2003, p. 367-375.
- [V] [KT] Ibrahim, Ferhad, « Ethnischer Konflikt, soziale Marginalisierung und Gewalt : Zum Befreiungskonzept der "Partîya Karkerên Kurdistan" (PKK) », in Scheffer, Thomas (dir.), *Ethnizität und Gewalt*, Hamburg, Deutsches Orient Institut, 1991, p. 79-108.
- [D] *Im Dschungel der Städte, in den Bergen Kurdistans. Leben und Kampf von Andrea Wolf*, Lieu de publication inconnue (Allemagne), Editeur inconnu, 1999 (2<sup>ème</sup> édition).
- [KT] Imset, Ismet G., « The PKK : Terrorists or Freedom Fighters ? », *The International Journal of Kurdish Studies*, Vol. 10, n°1-2, 1996, p. 45-100.

- [KT] Imset, Ismet G., *The PKK. A Report on Separatist Violence in Turkey, (1973-1992)*, Ankara, Turkish Daily News Publications, 1992.
- [KT] Info-Türk, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, Bruxelles, Info-Türk, 1986.
- [D] [KT] Internationaler Verein für Menschenrechte der Kurden (dir.) *Bandenrepublik Türkei ? Der Susurlukbericht des Ministerialinspektors Kutlu Savaş*, Bonn et Berlin, Internationaler Verein für Menschenrechte der Kurden - Papier Tiger, 1998.
- [MS] Ion, Jacques, « L'évolution des formes de l'engagement public », in Perrineau, Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 23-39.
- [I] [KT] Jamil, Pervine, « L'immigration kurde en Belgique », in Manço, Altay et Manço, Ural (dir.), *Turcs de Belgique. Identités et trajectoires d'une minorité*, Bruxelles, Info-Türk, 1992, p. 44-49.
- [MS] Jasper, James, « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements », *Sociological Forum*, 1998, Vol. 13, n°3, 1998, p. 397-424.
- [MS] Jenkins, J. Craig et Klandermans, Bert (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspective on States and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
- [S] Jobert, Bruno et Muller, Pierre, *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF 1987.
- [KT] Jongerden, M. Joost, « Evacuation forcée, déportation et réhabilitation : les Kurdes et l'Etat en Turquie », *Etudes kurdes*, n°4 juin 2002, p. 35-53.
- [KT] Kanakis, Yiannis, « Chanter la nation. La parole chantée dans le nationalisme kurde », *Outre-Terre*, n°10, 2005, p. 361-373.
- [S] Kastoryano, Riva, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°4, 2006, p. 533-554.
- [I] [KT] Kastoryano, Riva, « L'identité turque immigrée », *Migrants Formation*, n°76, mars 1989, p. 157-166.
- [P] Katz, Richard et Mair, Peter (dir.), *Party Organization : A data handbook on Party Organizations in Western Democracies, 1960-90*, Londres, Sage, 1992.
- [P] Katz, Richard et Mair, Peter, « Three faces of Party Organization : Adaptation and Change », *EPRU Working papers*, n°4/90, Manchester, Victoria University of Manchester, 1990.

- [MS] Keck, Margaret et Sikkink, Kathryn, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.
- [KT] Kendal, « Kurdistan in Turkey », in Chaliand, Gérard (dir.), *A people Without a Country. The Kurds and Kurdistan*, New York, Olive Branch Press, 1993, p. 47-106 (1<sup>ère</sup> édition en langue française 1978).
- [RI] Keohane, Robert O., et Nye, Joseph S., (dir.), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- [V] Khosrokhavar, Fhrad, *L'Islamisme et la mort. Le martyr révolutionnaire en Iran*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- [V] Khosrokhavar, Fhrad, *Les Nouveaux martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002.
- [J] [MS] Kielbowicz, Richard B., et Scherer, Clifford, « The Role of the Press in the Dynamics of Social Movements », in Kriesberg, Louis (dir.), *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol. 9, Greenwich, JAI, 1986, p. 71-96.
- [V] Kim, Hyojoung, « Shame, Anger, and Love in Collective Action : Emotional Consequences of Suicide Protest in South Korea, 1991 », *Mobilization*, Vol. 7, n°2, 2002, p. 159-176.
- [RI] Kissinger, Henry A., « Domestic Structure and Foreign Policy », *Daedalus*, n°95, 1966, p. 503-529.
- [MS] Kitschelt, Herbert P., « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, n°16, 1986, p. 57-85.
- [KT] Kizildemir, Zülfü, *Das ethnische Lied als Medium kultureller Selbstbehauptung*, Münster, Agenda Verlag, 1995.
- [I] [KT] Kizilhan, Ilhan, « Fluchtursachen aus den kurdischen Gebieten », in Navend e. V. (dir.), *Rechtliche Situation und Integrationsperspektiven von kurdischen MigrantInnen*, Bonn, Navend, 2002, p. 9-52.
- [I] [KT] Kizilhan, Ilhan, *Der Sturz nach oben. Kurden in Deutschland. Eine psychologische Studie*, Frankfurt am Main, Verlag Medico International, 1995.
- [MS] Klandermans, Bert et Roggeband, Conny, *The Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, 2007.
- [D] KON-KURD, *You are responsible for this Genocide! Bu Soykırım Sorumluluğundan Kaçamazsınız !*, Bruxelles, Décembre 1998.

- [KT] *Kontr-gerilla Belgeleri* [Les dossiers de la contre-guérilla], İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1978.
- [Mé] Koopmans, Ruud, « Appendix : The Newspaper Data », in Kriesi, Hanspeter, Koopmans, Ruud, Duyvendak, Jean W., et Giugni, Marco, *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 253-274.
- [MS] Koopmans, Ruud, « The Dynamics of Protest Waves : West Germany, 1965 to 1989 », *American Sociological Review*, Vol. 58, n°5, 1993, p. 637-658.
- [MS] Koopmans, Ruud, « Bridging the Gap : The Missing Link Between Political Opportunity Structure and Movement Action », *Communication présentée au Congrès Mondial de l'ISA*, Madrid, 1990.
- [Mé] Koopmans, Ruud, et Rucht, Dieter, « Protest Event Analysis », in Kandermans, Bert et Staggenborg, Suzanne, *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press, 2002, p. 231-259.
- [I] [MS] Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « How national citizenship shapes transnationalism: A comparative analysis of migrant claims-making in Germany, Great Britain and the Netherlands », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 17, n°2, 2001, p. 63-100.
- [I] [MS] Koopmans, Ruud et Statham, Paul (dir.), *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics : Comparative European Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- [I] [MS] Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Migration and Ethnic Relations as a Field of Political Contention : An opportunity Structure Approach », in Koopmans, Ruud et Statham, Paul (dir.), *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics : Comparative European Perspectives*, Oxford: Oxford University Press, 2000, p. 13-56.
- [Mé] Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Political Claim Analysis : Integrating Protest Event and Political Discourses Approaches », *Mobilization*, Vol. 4, n°2, 1999, p. 203-221.
- [I] [MS] Koopmans, Ruud et Statham, Paul, « Challenging the Liberal Nation-State ? Postnationalism, Multiculturalism, and the Collective Claims Making of Migrants and Ethnic Minorities in Britain and Germany », *American Journal of Sociology*, Vol. 105, n°3, 1999, p. 652-696.
- [I] [MS] Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, *Contested Citizenship. Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.
- [I] [MS] Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, « Configurations of Citizenship in Five European Countries », in Koopmans,

Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, *Contested Citizenship. Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 31-73.

- [I] [MS] Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, «Migrants between Transnationalism and National Citizenship», in Koopmans, Ruud, Statham, Paul, Giugni, Marco et Passy, Florence, *Contested Citizenship. Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 107-145.
- [D] Koordinationsbüro Newroz, Kurdistan Informations-Zentrum, Medico International, *Spurensuche. Ergebnisse der Fact-Finding-Mission nach Kurdistan. Newroz 1995*, Frankfurt am Main, Verlag Medico International, 1995.
- [MS] Kornhauser, William, *The Politics of Mass Society*, Glencoe, Free Press, 1959.
- [KT] Kreyenbroek, Philip G. et Sperl, Stefan (dir.), *The Kurds. A contemporary Overview*, London, Routledge, 1992.
- [P] Kriegel, Annie, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972.
- [MS] Kriesi, Hanspeter, «The Political Opportunity Structure of New Social Movements: its Impact on Their Mobilization», in Jenkins, J. Craig et Klandermans, Bert (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspective on States and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 167-198.
- [MS] Kriesi, Hanspeter, «Svillupo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico», *Rivista italiana di scienza politica*, Vol. 23, n°1, 1993, p. 67-117.
- [MS] Kriesi, Hanspeter, *Politische Aktivierung in der Schweiz 1945-1978*, Diessenhofen, Rüegger Verlag, 1981.
- [MS] Kriesi, Hanspeter, Koopmans, Ruud, Duyvendak, Jean W. et Guigni, Marco (dir.), *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
- [MS] [I] [KT] Küçük, Bülent, *Soziale Bewegungen und massenmediale Öffentlichkeit. Eine Fallstudie über die kurdische Protest in der BRD und in den EU-Ländern*, Berlin, Diplomarbeit der Humboldt Universität, 2002.
- [I] [KT] Kurdische Gemeinde in Berlin e.V., *Kurden in Berlin*, Berlin, GNN Verlag, 1998.

- [D] Kurdistan Komitee in der BRD e.V., *Völkermordanzeige gegen Bundesdeutsche staatliche Stelle wegen Unterstützung des Völkermordes am kurdischen Volk*, Köln, Kurdistan Komitee in der BRD e.V., 1993.
- [D] Kurdistan Komitee in der BRD e.V., *Schauprozess gegen die Arbeiterpartei Kurdistans in der BRD*, Köln, Kurdistan-Komitee in der BRD e.V., non daté (1989 ?)
- [D] Kurdistan Komitees in Europa, *Widerstand in den Kerkern von Diyarbakır*, Lieu de publication inconnu (Allemagne), non daté (1988 ?).
- [D] Kutlay, Naci, *49'lar Dosyasi* [Le dossier des 49], İstanbul, Fırat Yayınları, 1994.
- [D] Kutlay, Naci, *Anularım* [Mes mémoires], İstanbul, Avesta, 1998.
- [KT] Kutschera, Chris, « Le livre noir du PKK », document électronique non daté, URL : [http://www.chris-kutschera.com/PKK\\_livre.noir.htm](http://www.chris-kutschera.com/PKK_livre.noir.htm). (dernier accès en 2007).
- [KT] Kutschera, Chris, « Révélation sur le système Öcalan », *Confluences Méditerranée*, n°34, été 2000, p. 113-117.
- [KT] Kutschera, Chris, *Le défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance*, Paris, Bayard, 1997.
- [KT] Kutschera, Chris, *Le mouvement national kurde*, Paris, Flammarion, 1979.
- [RI] La Balme, Natalie, *Partir en guerre. Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Autrement, 2002.
- [MS] Lagneau, Eric et Lefébure, Pierre, « La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°22, 1999.
- [S] Lagroye, Jacques, *La vérité dans l'Eglise catholique. Contestation et restauration d'un régime d'autorité*, Paris, Belin, 2006.
- [S] Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.
- [S] Lagroye, Jacques, « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, Vol. 10, n°38, 1997, p. 7-17.
- [S] Lagroye, Jacques, « De l'"objet local" à l'horizon local des pratiques », in Mabileau, Albert (dir.), *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 166-182.
- [S] Lagroye, Jacques, François, Bastien et Sawicki, Frédéric, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2002 (4<sup>ème</sup> édition).

- [S] Lagroye, Jacques et Siméant, Johanna, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Favre, Pierre (dir.), *Etre gouverné - Mélanges en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 53-71.
- [S] Lahire, Bernard, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998.
- [KT] Landau, Jacob M., « The Nationalist Action Party in Turkey », *Journal of Contemporary History*, Vol. 17, n°4, 1982, p. 587-606.
- [KT] Landau, Jacob M., *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, Brill, 1974.
- [I] [MS] [KT] Landespolizeischule Berlin, « Kurden », *Schriften zur Fortbildung*, Der Polizeipräsident in Berlin, n°40, 1999.
- [I] [MS] Lapeyronnie, Didier, « Assimilation, mobilisation et actions chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, Vol. XXVIII, n°2, 1987, p. 287-318.
- [V] Larzillière, Pénélope, « Le "martyre" des jeunes Palestiniens pendant l'Intifada Al-Aqsa : analyse et comparaison », *Politique Etrangère*, n° 66, 2001, p. 937-951.
- [V] Larzillière, Pénélope, « Le "martyr" palestinien, nouvelle figure d'un nationalisme en échec », in Dieckhoff, Alain et Leveau, Rémy (dir.), *Israéliens, Palestiniens : la guerre en partage*, Paris, Balland, 2003, p. 80-109.
- [Mé] Lascoumes, Pierre, *L'éco-pouvoir. Environnement et politique*, Paris, La Découverte, 1994.
- [V] Lavaud, Jean-Pierre, *La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs. Bolivie 1977-1978*, Paris, CNRS-Editions, 1999.
- [V] Le Carpentier, Damien, « Cesser de s'alimenter pour contraindre une autorité : la grève de la faim comme pratique protestataire », *Cahier d'économie et sociologie rurales*, n°80, 2006, p. 75-92.
- [I] [KT] Leggewie, Claus, « Turcs, Kurdes et Allemands. Histoire d'une migration : de la stratification sociale à la différenciation culturelle, 1961-1990 », *Le Mouvement social*, n°188, juillet-septembre 1999, p. 103-118.
- [I] [KT] Leggewie, Claus, « How Turks became Kurds, not Germans », *Dissent*, Vol. 43, n°3, 1996, p. 79-83.
- [I] [KT] Leggewie, Claus et Şenocak, Zafer (dir.), *Deutsche Türken*, Deutsches Orient-Institut, Hamburg, 1993.
- [D] [KT] Leukefeld, Karin, *So lange noch ein Weg ist... Die Kurden, zwischen Verfolgung und Widerstand*, Göttingen, Verlag der Werkstatt, 1996.

- [S] Lévi-Strauss, Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.
- [D] *Licht am Horizont. Annäherungen an die PKK*, lieu de publication inconnu (Allemagne), 2<sup>ème</sup> édition, année de publication inconnue (1<sup>ère</sup> édition 1995 ou 1996).
- [V] [MS] Linhardt, Dominique, « Réclusion révolutionnaire. La confrontation en prison entre des organisations clandestines révolutionnaires et un Etat - le cas de l'Allemagne dans les années 1970 », *Cultures et Conflits*, n°55, 2004, p. 113-148.
- [KT] Lipovsky, Igor P., *The Socialist Movement in Turkey 1960-1980*, Leiden, Brill, 1992.
- [MS] Lipsky, Michael, « Protest as a Political Ressource », *American Political Science Review*, Vol. 62, n°4, 1962.
- [S] Leslie Lipson, *The Democratic Civilization*, New York, Oxford University Press, 1964.
- [MS] Lofland, John et Stark, Rodney, « Becoming a World Saver : A Theory of Conversion to a Deviant Perspective », *American Sociological Review*, Vol. 30, n°6 ; 1965, p. 862-875.
- [KT] Luizard, Pierre-Jean, *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.
- [Mé] Maney, Gregory M. et Oliver, Pamela E., « Finding Event Records : Timing, Searching, Sources », *Sociological Methods and Research*, Vol. 30, n°2, 2001, p. 131-169.
- [J] Marchetti, Dominique (dir.), *En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PUR, 2004.
- [KT] Marcus, Aliza, *Blood and Belief. The PKK and the Kurdish Fight for Independance*, New York et Londres, New York University Press, 2007.
- [KT] Marcus, Aliza, « City in the War Zone », *Middle East Report*, n°189, juillet-août 1994, p. 16-19.
- [Mé] Marcus, George E., « Ethnography in/of the World System : the Emergence of Multi-sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, 1995, p. 95-117.
- [V] [KT] Mardin, Şerif, « Youth and Violence in Turkey », *Archives européennes de sociologie*, n°XIX, 1978, p.229-254.
- [S] Mary, André, *Le bricolage africain des héros chrétiens*, Paris, Cerf, 2000.

- [MS] [I] [KT] Massicard, Elise, *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005.
- [MS] [KT] Massicard, Elise, « Les mobilisations "identitaires" en Turquie après 1980 : une libéralisation ambiguë », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 89-107.
- [MS] [I] [KT] Massicard, Elise, *Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique. Le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*, Paris, Thèse de doctorat de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, 2002.
- [Mé] Massicard, Elise, « Etre pris dans le mouvement. Savoir et engagement sur le terrain », *Cultures et conflits*, n°47, 2002, p. 117-143.
- [KT] Massicard, Elise, « Les Alévis et le discours politique de l'unité en Turquie depuis les années 1980 », in Lukas-Kieser, Hans (dir.), *Aspects of the Political Language in Turkey*, İstanbul, The ISIS Press, 2002, p. 117-137.
- [KT] Massicard, Elise, « La réforme carcérale en Turquie. Du bon usage de la norme européenne », *Critique internationale*, n° 16, juillet 2002, p. 169-181.
- [KT] Massicard, Elise, « "L'Europe est séparatiste !" ou les avatars du discours de l'unité en Turquie », Site internet du CERI-Sciences Po, novembre 2001, URL : [www.ceri-sciencespo.com/archive/octnovdec01/artem.pdf](http://www.ceri-sciencespo.com/archive/octnovdec01/artem.pdf).
- [MS] Mathieu, Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, n°27, 2005, p. 147-161.
- [MS] Mathieu, Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Communication au 8<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de science politique*, Lyon, 14-15 septembre 2005.
- [MS] Mathieu, Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.
- [MS] Mathieu, Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire. Les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue française de sociologie*, Vol. 45, n°3, 2004, p. 561-580.
- [MS] Mathieu, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°1, février 2002, p. 75-100.
- [MS] Mathieu, Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.
- [MS] Matonti, Frédérique et Poupeau, Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 4-11.

- [MS] McAdam, Doug, « "Initiator" and "Spin-off" Movements : Diffusion Processes in Protest Cycles », in Traugott, Mark (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 217-239.
- [MS] McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.
- [MS] McAdam, Doug, McCarthy, John, et Zald, Mayer N. (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- [MS] McAdam, Doug et Rucht, Dieter, « The Cross-National Diffusion of Movements Ideas », *The Annals of the American Academy for Political and Social Science*, n°528, juillet 1993.
- [MS] McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, et Tilly, Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- [MS] McAdam, Doug, Tarrow, Sidney et Tilly, Charles, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, Vol. 11, n°41, 1998, p. 7-32 [traduction de « To Map Contentious Politics », *Mobilization*, Vol. 1, n°1, 1996, p. 17-34].
- [MS] McCarthy, John D. et Zald, Mayer N. (dir.), *Social Movement in an Organizational Society. Collected Essays*, New Brunswick, Transaction Books, 1987.
- [MS] McCarthy, John D. et Zald, Mayer N., « Resources Mobilization and Social Movements : A partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, n°6, 1977, p. 1212-1241.
- [MS] McCarthy, John D., McPhail, Clark, Crist, John, « The Diffusion and Adoption of Public Order Management Systems », in Della Porta, Donatella, Kriesi, Hanspeter, Rucht, Dieter (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, New York, St Martin's Press, Basingstoke, Macmillan, 1999, p. 71-94.
- [Mé] McCarthy, John D., McPhail, Clark, Smith, Jackie, « Images of Protest : Dimensions of Selection Bias in Media Coverage of Washington Demonstrations, 1982 and 1991 », *American Sociological Review*, Vol. 61, n°3, 1996, p. 478-499.
- [KT] McDowall, David, *A Modern History of the Kurds*, London, I. B. Tauris, 2004 (1<sup>ère</sup> édition 1996).
- [S] Mead, George, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 1963
- [MS] Melucci, Alberto, « Sociétés en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et société*, Vol. 10, n°2, 1978, p. 36-53.

- [MS] Memmi, Dominique, « Le corps protestataire aujourd'hui : une économie de la menace et de la présence », *Sociétés contemporaines*, n°31, 1998, p. 87-106.
- [I] [KT] Meyer-Ingwersen, Johannes, « Die kurdische Minderheit », in Schmalz-Jacobsen, Cornelia et Hamsen, Georg, *Ethnische Minderheiten in der Bundesrepublik Deutschland*, München, Beck, 1995, p. 310-328.
- [P] Michels, Robert, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 (1<sup>ère</sup> édition 1911).
- [I] [J] Milikowski, Marisca, « Exploring a Model of De-Ethnicization. The Case of Turkish Television in the Netherlands », *European Journal of Communication*, Vol. 15, n°4, 2000, p. 443-468.
- [V] [KT] Minassian, Gäidz, *Guerre et terrorisme arméniens*, Paris, PUF, 2002.
- [P] Mischì, Julian, « La centralité partisane dans les communautés d'implantation communiste », *Communication au Colloque de l'Association française de science politique « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »*, Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002.
- [I] [KT] Mohseni, Chirine, « La deuxième génération kurde au carrefour de repères fluctuants », *Migrations Etudes*, n°119, janvier 2004.
- [MS] Monjardet, Dominique, « La manifestation du côté du maintien de l'ordre », in Favre, Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 207-228.
- [MS] Monnet, Jean-Claude, « Maintien de l'ordre ou création du désordre ? », in Favre, Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 229-244.
- [KT] More, Christiane, *Les Kurdes aujourd'hui. Mouvement national et partis politiques*, L'Harmattan, 1984.
- [KT] Moreau, Patrick, « Agitationskampagnen des linksextremen Spektrums - das Fallbeispiel PKK und Kurdenfrage », in Backes, Uwe et Jesse, Eckhard (dir.), *Jahrbuch Extremismus und Demokratie*, 7. Jahrgang, Baden-Baden, Nomos Verlag, 1995.
- [Mé] Mueller, Carol, « International Press Coverage of East German Protest Events, 1989 », *Annual Review of Sociology*, Vol. 62, n°5, 1997, p. 820-832.
- [S] Muller, Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, 2003.
- [KT] Mumcu, Uğur, *Kurt Dosiyası [Le dossier kurde]*, İstanbul, ag Yayınları, 1998 (1<sup>ère</sup> édition 1993).

- [KT] Mumcu, Uğur, *Papa-Mafya-Agca* [Pape-mafia-Agca], Ankara, UM:GA, 1996.
- [KT] Navaro-Yashin, Yael, « Uses and Abuses of "State and Society" in Contemporary Turkey », *New Perspectives on Turkey*, n°18, 1998, p. 1-22.
- [MS] Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2002.
- [MS] [J] Neveu, Erik, « The Local Press and Farmers' Protests in Brittany: Proximity and Distance in the Local Newspaper Coverage of a Social Movement », *Journalism Studies*, Vol. 3, n°1, 2002, p. 53-67.
- [J] Neveu, Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2001.
- [MS] [J] Neveu, Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, n°98, 1999, p. 17-85.
- [I] Noiriél, Gérard, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1988.
- [Mé] Nordstrom, Carolyn et Robben, Antonius C. G. M. (dir.) *Fieldwork Under Fire. Contemporary Studies of Violence and Culture*, Los Angeles, University of California Press, 1996.
- [MS] Oberschall, Antony, *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, N. J., Englewood Cliffs, 1973.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Gilgameschs Erben. Von Sumer zur demokratischen Zivilisation*, Band 2, Bremen, Atlantik Verlag, 2003 (1ère édition en turc sous le titre *Sümer Rahip Devletinden Halk Cumhuriyetine Doğru* [De l'Etat sümer ecclésiastique à l'Etat populaire républicain], İstanbul, Mem Yayınları, tome 2, 2<sup>ème</sup> édition, 2001).
- [D] Öcalan, Abdullah, « Sozialismus ist so alt wie die Menschheitsgeschichte », *Kurdistan Report*, n°99, 2000.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Wir begeben uns in die Phase der Neuen Revolutionen. Zur Gültigkeit sozialistischer Politik », *Kurdistan Report*, n°97, novembre 1999-janvier 2000, p. 89-91.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Declaration on the Democratic Solution of the Kurdish Question*, Londres, Mesopotamian Publishers, 1999.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Sosyalizmde Israr İnsan Olmakta Isrardır* [Tenir au socialisme, c'est tenir à l'Humanité], Köln, Weşanên Serxwebun, 1998.
- [D] Öcalan, Abdullah, « "Die Männlichkeit töten" ist ein Prinzip des Sozialismus Ein Interview von M. Sayan mit dem PKK-Vorsitzenden, Abdullah Öcalan », *Kurdistan Report*, n° 92, juillet-décembre 1998, p. 37-40.

- [D] Öcalan, Abdullah, « Im 21. Jahrhundert wird es eine Neubestimmung der Geschlechterbeziehungen geben. Ein Interview mit Abdullah Öcalan » [entretien avec Mahir Sayan], *Kurdistan Report*, n°91, mai-juin 1998, p. 49-52.
- [D] Öcalan, Abdullah « Wie Leben (Teil V) Erobert das Leben ! Aus dem Buch "Wie leben" von Abdullah Öcalan » [extraits de l'ouvrage *Nasıl Yaşamalı ?* (Comment vivre ?), Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°86, juillet-août 1997, p. 34-38.
- [D] Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil IV) Über die Konfrontation mit Schwierigkeiten und Freiheiten » [extraits de l'ouvrage *Nasıl Yaşamalı ?* (Comment vivre ?), Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°85, mai-juin 1997, p. 41-45.
- [D] Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil III) Ein Mensch, der sich selbst organisiert, ist die grösste Kraft » [extraits de l'ouvrage *Nasıl Yaşamalı ?* (Comment vivre ?), Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°84, mars-avril 1997, p. 37-38.
- [D] Öcalan, Abdullah « Wie leben ? (Teil II) Ein sozialer, militanter Mensch ist die Quelle, die Aufklärung und die Waffe des Lebens » [extraits de *Nasıl Yaşamalı ?* [Comment vivre ?], Vol. I et II, Köln, Weşanen Serxwebun, 1995 et 1996], *Kurdistan Report*, n°83, janvier-février 1997, p. 35-38.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Halk Savaşında Militan Kişilik* [La personnalité militante dans la guerre populaire], Köln, Weşanên Serxwebun, 1994.
- [D] Öcalan, Abdullah, *3. Kongre Konuşmaları* [Les discussions du 3<sup>ème</sup> Congrès], Köln, Weşanên Serxwebun, 1993.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Es gibt nicht nur eine Frauenfrage, sondern auch eine Männerfrage. Über die Rolle der Familie (Teil 3), aus den Analysen des Generalsekretärs der PKK, Abdullah Öcalan, vom Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°58, mai 1993, p. 22-26.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Die revolutionäre Bewegung muss die Familie neu erziehen. Über die Rolle von Frau und Familie, aus den Analysen des Generalsekretärs der PKK, Abdullah Öcalan, vom Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°57, avril 1993, p. 31-34.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Sich Gedanken um die Politik zu machen ist nützlich für die Kinder und für sich selbst. Über die Rolle der Familie (Teil 1). Aus : Schriften und Reden von Abdullah Öcalan, General Sekretär der PKK, Dezember 1987 », *Kurdistan Report*, n°56, mars 1993, p. 29-33.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Nur ein beständiger Kampf wird die Rechte der Frauen umsetzen. Aus : Frau und Familie von Abdullah Öcalan (Teil III) », *Kurdistan Report*, n°54, janvier 1993, p. 49-50.

- [D] Öcalan, Abdullah, *Kadın ve aile Sorunu* [La question de la femme et de la famille], İstanbul, Melsa Yayınları, 1992.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Kürdistan Ulusal Kurtuluş Problemi ve Çözüm Yolu* [Le problème de la libération nationale du Kurdistan et la manière de le résoudre], lieu de publication inconnu, éditeur inconnu, 1992.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi - Program Taslağı* [Front national de Libération du Kurdistan - Programme provisoire], lieu de publication inconnu, éditeur inconnu, 1992.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Sosializm ve Devrim Sorunları* [Les questions du socialisme et de la révolution], Köln, Weşanên Serxwebûn, 1992.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Über die Frau und die Familie. Aus : Gesammelte Schriften von Abdullah Öcalan », *Kurdistan Report*, n°53, décembre 1992, p. 34-36.
- [D] Öcalan, Abdullah, « Frauen im Kurdischen Befreiungskampf », *Kurdistan Report*, n°52, novembre 1992, p. 40-43
- [D] Öcalan, Abdullah, « Die Probleme des real existierenden Sozialismus am 70. Jahrestag der Oktoberrevolution und die revolutionäre Realität in Kurdistan », *Kurdistan Report*, n°22, janvier-février 1988, p. 25-40.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Seçme Yazılar* [Ecrits choisis], Vol. II, Köln, Weşanên Serxwebun, 1986.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Örgütlenme üzerine* [Sur l'organisation], lieu de publication inconnu, éditeur inconnu, 1983.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Kürdistan'da Kişilik Sorunu* [La question de la personnalité au Kurdistan], lieu de publication inconnu, éditeur inconnu, 1983.
- [D] Öcalan, Abdullah, *Kürdistan'da Zorun Rolü* [Le rôle de la répression au Kurdistan], lieu de publication inconnu, éditeur inconnu, 1981.
- [P] Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2006 (édition refondue). Autre édition citée : Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1997 (1<sup>ère</sup> édition 1987).
- [I] [MS] [KT] Ögelman, Nedim, « Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks », *International Migration Review*, Vol. 37, n°1, 2003, p. 163-193.
- [I] [MS] Ögelman, Nedim, Money, Jeannette et Martin Philip, « Immigrant Cohesion and Political Access in Influencing Foreign Policy », *SAIS Review*, Vol. XXII, n°2, 2002, p. 145-165.

- [MS] Oliver, Pamela E. et Myer, Daniel J., « Diffusion Models of Cycles of Protest as a Theory of Social Movements », *Paper presented at the Tri-Annual Meetings of the International Sociological Association*, RC 48-Social Movements, Collective Action, and Social Change, 1998.
- [MS] Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.
- [Mé] Olzak, Susan, « Analysis of Events in the Study of Collective Action », *Annual Review of Sociology*, Vol. 15, 1989, p. 119-141.
- [MS] Opp, Karl-Dieter et Roehl, Wolfgang., « Repression, Micromobilization, and Political Protest », *Social Forces*, Vol. 69, n°2, 1990, p. 521-547.
- [Mé] Ortiz, David. G, Myers, Daniel J., Walls, N. Eugene, et Diaz, Maria-Elena D., « Where Do We Stand with Newspaper Data ? », *Mobilization*, Vol. 10, n°3, 2005, p. 397-419.
- [KT] O'Shea, « Between the Map and the Reality. Some Fundamental Myths of Kurdish Nationalism », *Peuples méditerranéens*, n°68-69, 1994, p. 165-184.
- [I] [MS] [KT] Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, Routledge, Londres, 2003.
- [I] [MS] [KT] Østergaard-Nielsen, Eva, « The Politics of Migrants' Transnational Political Practices », *Working Paper of the Transnational Communities Programm*, n°22, 2001.
- [I] [MS] [KT] Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational political practices and the receiving state : Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, Vol. 1, n°3, 2001, p. 269-270.
- [MS] [KT] Özcan, Ali K., *Turkey's Kurds. A Theoretical Analysis of the PKK and Abdullah Öcalan*, New York, Routledge, 2006.
- [MS] [KT] Özcan, Ali K., « The Nature and Resource Field of the Kurdish Resistance in Turkey : A Dormant Resource », *Middle Eastern Studies*, Vol. 41, n°3, 2005, p. 391-406.
- [KT] Özcan, Ali K., *Humanisation Movement. An Attempts at Rehumanisation in the "Cradle of Civilisation"*, Berlin, Weşanên Înstîtûta Kurdî, 1999.
- [I] [KT] Özcan, Ertekin, *Türkische Immigrantorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Hitit Verlag, 1989.
- [D] Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü [Album des Martyrs du Mouvement de la Femme Libre], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Jina Serbilind, 2005.

- [D] *Özgürlük Manifestosu Zilan* [Le manifeste de la liberté. Zilan], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Weşanên Jina Serbilind, 1999.
- [S] Padioleau, Jean-Gustave, *L'Etat au concret*, Paris, PUF, 1982.
- [I] [KT] Paine, Suzanne, *Exporting Workers : The Turkish Case*, Cambridge University Press, 1974.
- [P] Panebianco, Angelo, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- [I] [KT] Papadoupolo, Aspasia, « Kurdish Asylum Seekers in Greece : The Role of Networks in the Migration Process », Helsinki, *Papier présenté à la UNU/WIDER Conference on Poverty, International Migration and Asylum*, 27-28 September 2002.
- [V] Pape, Robert A, « The Strategic Logic of Suicide Terrorism », *American Political Science Review*, Vol. 97, n°3, 2003, p. 343-361.
- [S] Passeron, Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, n°XXXI, 1990, p. 3-22.
- [MS] Passy, Florence, *L'action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Droz, 1998.
- [MS] Péchu, Cécile, « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », *Travaux de science politique*, n° 24, Lausanne, Université de Lausanne, 2006.
- [MS] Péchu, Cécile, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 73-103.
- [MS] Pénissat, Etienne, « Les occupations de locaux dans les années 1970 : processus sociohistoriques de "réinvention" d'un mode d'action », *Genèses*, n°59, 2005, p. 71-93.
- [P] Pannetier, Claude et Pudal, Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.
- [KT] Perinçek, Doğu, « Türkiye işçi partisi üyelerinin sınıf yapısı » [La structure de classe des membres du Parti ouvrier de Turquie], *Aydınlık Sosyalist Dergi*, n°3, janvier 1969, p. 205-226.
- [KT] Pérouse, Jean-François, « Terre brûlée au Kurdistan », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.
- [V] Pettigrew, Joyce (dir.), *Martyrdom and political resistance. Essays from Asia and Europe*, Amsterdam, VU University Press, 1997.

- [MS] Pigenet, Michel et Tartakowsky, Danièle, « Les territoires des mouvements sociaux. Les marches aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Le Mouvement Social*, n°202, janvier - mars 2003, p. 3-13.
- [MS] Pigenet, Michel et Tartakowsky, Danièle, « Les marches en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective », *Le Mouvement Social*, n°202, janvier - mars 2003, p. 69-94.
- [MS] Piven, Frances F. et Cloward, Richard, *Poor's People Movements : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage, 1977.
- [D] PJA, *Partei der Freien Frau. Programm*, Köln, Jina Serbilind Verlag, 2003.
- [D] PKK, *Der Weg der Revolution Kurdistans (Manifest)*, Weşanen Serxwebûn/Agri Verlag, Köln, 1986 (1<sup>ère</sup> édition en turc 1978).
- [KT] Ploquin, Jean-Christophe, « Ankara au seuil de l'Europe. Entretien avec Daniel Cohn-Bendit », *Confluences Méditerranée*, n°34, été 2000, p. 119-126.
- [I] Poller-Hans-Ingo, « Die Entwicklung der Asylbewerberzahlen seit 1979 », *Zeitschrift für Ausländerrecht*, n°1, 1981, p. 33-36.
- [I] Portes, Alejandro, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°129, septembre 1999, p. 15-25.
- [KT] Poujol, Hélène, « Nourrir les mythes et les symboles : l'évènement-mémoire de Gazi », *Etudes Turques et Ottomanes*, Paris, EHESS, n°9-10, 2001, p. 79-100.
- [RI] Powlick, Philip J., « The Sources of Public Opinion for American Foreign Policy Officials », *International Studies Quarterly*, Vol. 39, n°4, 1995, p. 427-451.
- [RI] Powlick, Philip J. et Katz, Andrew Z., « Defining the American Public Opinion/Foreign Policy Nexus », *Mershon International Studies Review*, Vol. 42, n°1, 1998, p. 29-61.
- [P] Pudal, Bernard, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.
- [KT] Refflingaus, Alexander, *Deutsche Türkeipolitik in der Regierungszeit Helmut Kohls, 1982 bis 1998 : Regierung, Bundestag, Presse*, Berlin, Verlag Dr. Köster, 2002.
- [KT] *Resmi Belgelerle Kontr-gerilla ve MHP* [La contre-guérilla et le MHP dans les documents officiels], İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1978.

- [V] Reuter, Christoph, (2002) *Mein Leben ist eine Waffe. Selbstmordattentäter - Psychogramm eines Phänomens*, München, Bertelsmann Verlag, 2002.
- [Mé] Revel, Jacques, « Micro-analyse et construction du social », in Revel, Jacques, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 15-36.
- [V] Ricolfi, Luca, « Palestinians, 1981-2003 », in Gambetta, Diego (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 77-129.
- [J] [KT] Rigoni, Isabelle, « The Kurdish Media : Another Version of the Conflict in Turkey », *Conference on Media Representation of Islamic Societies and War*, Brighton, University of Sussex, 1<sup>er</sup>-2 juillet 2002.
- [I] [MS] [KT] Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- [KT] Rigoni, Isabelle (dir.), *Turquie : les mille visages*, Syllepse, 2000.
- [J] [KT] Rigoni, Isabelle, « Med-TV dans le conflit kurde », *Confluences Méditerranée*, n°34, 2000, p. 45-52.
- [V] [KT] Rigoni, Isabelle, « Nationalisme et violence politique dans l'Etat unitaire. Les Kurdes du PKK et les Tamouls des LTTE », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°28, 1999, p. 255-286.
- [I] [MS] [KT] Rigoni, Isabelle, « Les mobilisations des Kurdes en Europe », *Revue Européenne des migrations internationales*, Vol. 14, n°3, 1998, p. 203-223.
- [KT] Robins, Kevin, « Interrupting Identities : Turkey/Europe », in Hall, Stuart et Du Gay Paul (dir.), *Questions of Cultural Identities*, Londres, Sage, 1996, p. 61-86.
- [KT] Robins, Philip, « More Apparent than Real ? The Impact of Kurdish Issue on European-Turkish Relations, in Olson, Robert (dir.), *The Kurdish Nationalist Movement in the 90's*, Lexington, 1996, p. 114-132.
- [MS] [KT] Romano, David, *The Kurdish Nationalist Movement. Opportunity, Mobilization and Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- [MS] Rootes, Christopher (dir.), *Environmental Protest in Western Europe*, Londres, Oxford University Press, 2003.
- [RI] Rosenau, James, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990.
- [V] Roux, Jacques, « Mettre son corps en cause : la grève de la faim, une forme d'engagement public », in Ion, Jacques (dir.), *Engagement public et exposition de la personne*, Paris, Éditions de l'Aube, 1997, p. 111-134.

- [MS] Rucht, Dieter, « The Strategies and Action Repertoires of New Movements », in Dalton, Russel J. et Kuechler, Manfred (dir.), *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 156-175.
- [Mé] Rucht, Dieter, Koopmans, Ruud et Neidhart, Friedhelm (dir.), *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Sygma, 1998.
- [Mé] Rucht, Dieter, et Ohlemacher, Thomas, « Protest Event Data : Collection, Uses and Perspectives » dans Diani, Mario et Eyerman, Ron (dir.), *Studying Collective Action*, Londres, Sage, 1992, p. 76-105.
- [RI] Sabbagh, Daniel et Vaïsse, Justin, « Ethnicité et politique étrangère aux Etats-Unis », *Critique internationale*, n°11, 2001, p. 69-76.
- [V] Sartre, Jean-Paul, « Préface », in Fanon, Franz, *Les Damnés de la terre*, Paris, Gallimard, 1991 (1<sup>ère</sup> édition 1961), p. 37-61.
- [MS] Sawicki, Frédéric, « Les temps de d'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146.
- [P] Sawicki, Frédéric, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in Cefaï, Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191- 211.
- [Mé] Sawicki, Frédéric, « Les politistes et le microscope », in CURAPP (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, p. 143-164.
- [P] Sawicki, Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- [P] Sawicki, Frédéric, « Question de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13-28.
- [I] Sayad, Abdelmalek, *La double absence. Des illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
- [I] [KT] Sayari, Sabri, « Migration Policies of Sending Countries : Perspectives on the Turkish Experience », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 485, mai 1986, p. 87-97.
- [KT] Sayari, Sabri, *Generational Changes in Terrorist Movements : the Turkish Case*, The Rand Paper Series, Rand Corporation, 1985.
- [I] [KT] Scalbert-Yücel, Clémence, « La diaspora kurde en Suède. Conservation, production et diffusion d'un savoir linguistique », *European Journal of Turkish Studies*, n°5, 2007, URL : <http://www.ejts.org/document771.html>

- [KT] Scalbert-Yücel, Clémence et Leray, Marie (dir.), « Power, Ideology, Knowledge - Deconstructing Kurdish Studies », *European Journal of Turkish Studies*, n°5, 2006, URL : <http://www.ejts.org/sommaire749.html>.
- [MS] Scalmer, Sean, « The Labor of Diffusion : The Peace Pledge Union and The Adaptation of The Gandhian Repertoire », *Mobilization*, Vol. 7, n°3, 2002, p. 269-286.
- [V] Scharbach, Hugues, *Auto-mutilations et auto-offenses*, Paris, PUF, 1986.
- [S] Schelling, Thomas, *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, 1986.
- [D] *Schluß mit der Verfolgung von Feyka-Kurdistan ! Unterstützt den kurdischen Befreiungskampf !*, Köln, GNN Verlag, 1987.
- [D] *Schluß mit der Zusammenarbeit westdeutscher und türkischer Polizei- und Geheimdienste ! Stoppt die Aktivitäten der MIT in der BRD ! Schluß mit der Verfolgung türkischer und kurdischer Organisationen !*, Köln, GNN Verlag, 1988.
- [I] [KT] Schmidt, Susanne, *Kurdisch-sein und nicht-sein. Einblicke in Selbstbilder Jugendlichen Kurdischer Herkunft*, Bonn, Navend, 1998.
- [V] Schulte, Régina, « Les incendiaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, 1984, p. 55-66.
- [D] [KT] Schultz, Eberhard, *Zehn Jahre grenzüberschreitende Kurdenverfolgung. Beiträge für eine Menschenrechts-Chronik*, Köln, GNN Verlag, 1998.
- [I] [KT] Şen, Faruk et Goldberg, Andreas, *Türken in Deutschland : Leben zwischen zwei Kulturen*, München, C. H. Beck, 1994.
- [S] Sewel, William H., « A Theory of Structure : Duality, Agency, and Transformation », *American Journal of Sociology*, Vol. 98, n°1, 1994, p. 1-29.
- [J] [KT] Sezgin, Dilara et Wall, Melissa A., « Constructing the Kurds in the Turkish Press : A Case Study of *Hürriyet* Newspaper », *Media, Culture and Society*, Vol. 27, n°5, 2005, p. 787-798.
- [KT] Sezgin, Ferruh, *Sistemin İntikamı. Bir 12 Eylül İncelemesi* [La vengeance du système. Une analyse du 12 septembre], Ankara, Yeni Düşünce Yayınları, 1992.
- [I] [KT] Sheikmous, Omar, « Kurdische Kultur und Politik im westeuropäischen Exil », in Berliner Institut für Vergleichende Sozialforschung (dir.), *Kurden im Exil. Ein Handbuch kurdischer Kultur, Politik und Wissenschaft*, Berlin, 1991, p. 2.12.1-2.12.11.
- [MS] Siméant, Johanna, « Pratiques contestataires », *Genèses*, n°59, 2005, p. 2-3.

- [MS] Siméant, Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », *Communication au 8<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de science politique*, Lyon, 14-15 septembre 2005.
- [MS] Siméant, Johanna, « Solidarisme et solidarité dans les mobilisations transnationales », in Devin, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 75-87.
- [MS] Siméant, Johanna, « Entrer, rester en humanitaire: des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 47-72.
- [I] [MS] Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- [V] [MS] Siméant, Johanna, « L'efficacité des corps souffrants : le recours aux grèves de la faim en France », *Sociétés contemporaines*, n°31, 1998, p. 59-85.
- [I] [MS] Siméant, Johanna, « Immigration et action collective. L'exemple des mobilisations d'étrangers en situation irrégulière », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994, p. 39-62.
- [V] [MS] Siméant, Johanna., « La violence d'un répertoire. Les sans-papiers en grève de la faim », *Cultures et Conflits*, n° 9-10, 1993, p. 315-338..
- [MS] Sinigaglia, Jérémy, « Un répertoire d'action composite : la mobilisation des intermittents du spectacle, entre tradition syndicale, nébuleuse contestataire et spécificité artistique », in Cadiou Stéphane, Dezechelle, Stéphanie et Roger, Antoine (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 225-247.
- [MS] [KT] Skubsch, Sabine, « Das Kurdenbild der Solidaritätsbewegung », *Kurdische Studien*, Vol. 2, n°2, 2002, p. 93-108.
- [I] [KT] Skubsch, Sabine, *Kurdische Migrantinnen und Migranten im Einwanderungsland Deutschland. Wie werden sie von der Pädagogik und Bildungspolitik wahrgenommen ?*, Dissertation zum Erwerb eines Dr. Phil in FB2, Essen, Essen Universität - Gesamthochschule, 2000.
- [V] Sluka, Jeffrey A., « From Graves to Nations : Political martyrdom and Irish Nationalism », *Comparative Asian Studies*, n°18 (Pettigrew, Joyce (dir.), *Martyrdom and political resistance. Essays from Asia and Europe*), Amsterdam, VU University Press, 1997, p. 35-60.
- [MS] Smelser, Neil J., *Theory of Collective Behavior*, Londres, Routledge, 1962.
- [RI] Smouts, Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Presses de Sciences Po, 1998.

- [MS] Snow, David A. et Machalek, Richard, « The Sociology of Conversion », *Annual Review of Sociology*, Vol. 10, 1984, p. 167-190
- [MS] Snow, David A., Rochford, E. Burke, Worden, Steven K. et Benford, Robert D., « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, Vol. 51, n°4, 1986, p. 464-481.
- [Mé] Snyder, David et Kelly, William R., « Conflict Intensity, Media Sensitivity and the Validity of Newspaper Data », *American Sociological Review*, n°42, 1977, p. 105-123.
- [I] [KT] Sohler, Karin, « Turkish and Kurdish Migrants' Associations in the Austrian and Viennese Context : Development, Structure and Relevance for Civic and Political Participation », *Paper for the Conference on the Integration of Immigrants from Turkey in Austria, Germany and the Netherlands*, İstanbul, Boğaziçi University, 27 et 28 février 2004.
- [D] Solina, Carla, *Der Weg in die Berge. Eine Frau bei der kurdischen Befreiungsbewegung*, Hamburg, Nautilus, 1997.
- [J] [KT] Somer, Murat, « Resurgence and Remaking of Identity. Civils Beliefs, Domestic and External Dynamics, and the Turkish Mainstream Discourse on Kurds », *Comparative political Studies*, Vol. 38, n°6, 2005, p. 591-622.
- [MS] Sommier, Isabelle, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures et conflits*, n°9-10, 1993, p. 341-366.
- [V] Spencer, Jonathan, « On not becoming a "Terrorist" : Problems of Memory, Agency, and Community in the Sri Lankan Conflict », in Das, Veena, Kleinman, Arthur, Ramphele, Mamphela et Reynolds, Pamela (dir.), *Violence and Subjectivity*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 2000, p. 120-140.
- [I] [KT] Stein, Gottfried, *Endkampf um Kurdistan ? Die PKK, die Türkei und Deutschland*, Aktuell, München, 1994.
- [I] [KT] Steinbach, Udo, « Alte Freundschaft am Scheideweg ? Über die Zukunft der deutsch-türkischen Beziehungen », in Leggewie, Claus et Şenocak, Zafer (dir.), *Deutsche Türken*, Deutsches Orient-Institut, Hamburg, 1993, p. 123-130.
- [KT] Strohmeier, Martin, *Crucial Images in the Presentation of a Kurdish National Identity. Heroes and Patriots, Traitors and Foes*, Leiden, Brill., 2003.
- [S] Strauss, Anselm, *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, 1992 (1<sup>ère</sup> édition en anglais 1985).

- [V] Sweeney, George, « Self-Immolation in Ireland : Hungerstrikes and Political Confrontation », *Anthropology Today*, Vol. 9, n° 5, 1993, p. 10-14.
- [D] TAJK, *Internationale Konferenz der Frauen aus Kurdistan, zum internationalen Frauentag*, Lieu de publication inconnu (Allemagne), TAJK, 1994.
- [D] Tanboğa, Mehmet et Yetkin, Fevzi, *Dörtlerin gecesi* [La nuit des quatre], İstanbul, Yurt Yayınları, 1989.
- [I] Tarrus, Alain, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 2002.
- [I] Tarrus, Alain, *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, Paris, Edition de l'Aube, 2000.
- [MS] Tarrow, Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, n°38-39, 2000, p. 187-223.
- [MS] Tarrow, Sidney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- [MS] Tarrow, Sidney, « Cycles of Collective Action : Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, Vol. 17, n°2, 1993, p. 281-307.
- [MS] Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989.
- [MS] Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1997.
- [MS] Tartakowsky, Danièle, *Les manifestations de rue en France. 1918-1968*, thèse de doctorat d'Etat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1994.
- [MS] Taylor, Verta, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 229-250.
- [V] [KT] Tejel, Jordi, « Le Khoyboun et la fabrication des premiers martyrs du nationalisme kurde », *Etudes kurdes*, n°6, 2004, p. 41-58.
- [G] [KT] Tekeli, Şirin, « Women in the Changing Political Associations of the 1980s » in Finkel, Andrew et Sirman, Nükhet (dir.), *Turkish State, Turkish Society*, Londres, Routledge, 1990, p. 259-288.
- [V] Tietze, Nikola, « Selbstmordattentate : ein Literaturbericht », *Mittelweg*, Vol. 36, n°3, 2003.

- [MS] Tilly, Charles, *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.
- [V] Tilly, Charles, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- [Mé] Tilly, Charles, « Event Catalog as Theories », *Sociological Theory*, Vol. 20, n°2, 2002, p. 248-254.
- [MS] Tilly, Charles, « Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934 », in Traugott, Michael (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, 1995, p. 15-41.
- [MS] Tilly, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
- [MS] Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984, p. 89-108.
- [MS] Tilly, Charles, « Repertoires of Contention in America and Britain, 1750-1830 », in Zald, Mayer N. et McCarthy, John D. (dir.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, 1979, p. 126-155.
- [MS] Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1978.
- [MS] Tilly, Charles, « Getting it Together in Burgundy, 1675-1975 », *Theory and Society*, Vol. 4, n°4, 1977, p. 479-504.
- [I] [KT] Timar, Fettah, « Die Wahrnehmung der kurdischen MigrantInnen in Deutschland - durch die Brille der türkischen Politik ? », in NAVEND (dir.), *Kurdische Migranten in Deutschland: Problemfelder, Hintergründe, Perspektiven und die Rolle der Nichtregierungsorganisationen*, Bonn, NAVEND, 1998, p. 33-46.
- [MS] Touraine, Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.
- [MS] Traugott, Mark (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995.
- [I] Tribalat, Michèle, *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, La Découverte, 1995.
- [I] Tribalat, Michèle, « Les immigrés et leurs enfants », *Population & sociétés*, n°300, avril 1995.
- [MS] Trom, Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in Cefaï, Daniel et Trom, Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p. 99-134.

- [I] [KT] Tschavisch, Mahmood H., *Die Kurdische Exilliteratur in Deutschland von den 70er Jahren bis heute*, Marburg, Tectum Verlag, 1996.
- Tsoukala, Anastassia, « La légitimation des mesures d'exception dans la lutte anti-terroriste en Europe », *Cultures et Conflits*, n°61, 2006, p. 25-50.
- [KT] Tufan, Hüliya et Vaner, Semih, « L'armée, la société et le nouvel ordre (a)politique (1980-1983) », *Les temps modernes*, n°456-457, juillet-août 1984, p. 175-194.
- [MS] Turner, Ralph H. et Killian, Lewis M., *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1972 (1<sup>ère</sup> édition 1957).
- [V] [[MS] Uehling, Greta, « Squatting, Self-Immolation, and the Repatriation of Crimean Tatars », *Nationalities Papers*, vol. 28, n° 2, 2000, p. 317-341.
- [KT] Ünsaldi, Levent, *Le militaire et la politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- [MS] [KT] Uysal, Ayshen, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in Fillieule, Olivier et Della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Science Po, 2006, p. 257-278.
- [MS] [KT] Uysal, Ayşen, *Le répertoire d'action de la politique dans la rue : les actions protestataires et leur gestion étatique en Turquie dans les années 1990*, Paris, Thèse de doctorat de l'Université Paris I, 2005.
- [MS] [KT] Uysal, Ayşen, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 31-49.
- [KT] Van Bruinessen, Martin, « Aslını inkar eden haramzadedir ! Le débat sur l'identité ethnique des Alévis kurdes », *Etudes kurdes*, n°3, 2001, p. 7-40.
- [I] [KT] Van Bruinessen, Martin, *Transnational Aspects of the Kurdish Question*, Working paper of the Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, Florence, 2000.
- [G] [KT] Van Bruinessen, Martin, « Von Adela Khanun zu Leyla Zana : Weibliche Führungspersonen in der kurdische Geschichte », in Savelsberg, Eva, Hajo, Siamend, Borck, Carsten (dir.), *Kurdische Frauen und das Bild der kurdischen Frau*, Münster, Litt, 2000, p. 9-32.
- [KT] Van Bruinessen, Martin, « Turkey, Europe and the Kurds after the capture of Abdullah Öcalan », in Van Bruinessen, Martin, *Kurdish Ethnonationalism versus Nation-Building States*, İstanbul, The ISIS Press, 2000, URL : [http://www.let.uu.nl/~martin.vanbruinessen/personal/publications/Kurds\\_after\\_capture\\_Ocalan.pdf](http://www.let.uu.nl/~martin.vanbruinessen/personal/publications/Kurds_after_capture_Ocalan.pdf)

- [KT] Van Bruinessen, Martin, « Developments since Newroz 1993 », in *Violation of Human Rights in Turkish Kurdistan*, Amsterdam, Stichting Nederland-Koerdistan, 1996, p. 22-33.
- [KT] Van Bruinessen, Martin, « Nationalisme kurde et ethnicités intra-kurdes », *Peuples méditerranéens*, n°68-69, juillet-décembre 1994, p. 11-37.
- [KT] Van Bruinessen, Martin, *Agha, Shaikh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres, Zed Books, 1992 (1<sup>ère</sup> édition 1978).
- [V] [KT] Van Bruinessen, Martin, « Between Guerilla War and Political Murder : The Workers' Party of Kurdistan », *Middle East Report*, juillet-août 1988, p. 22-33.
- [KT] Van Bruinessen, Martin, « The Kurds in Turkey », *MERIP Reports*, n°121, 1984, p. 6-12.
- [I] [KT] Van der Wal, Geke et Tax, Mathijs. (dir.), *De vele gezichten van Turks Nederland*, Amsterdam, Hilversum, 1999.
- [KT] Vaner, Semih, « La démocratie et l'autoritarisme vont de paire », in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, 2005, p. 151-191.
- [V] [KT] Vaner, Semih, « Violence politique et terrorismes en Turquie », *Esprit*, n°94-95, 1984, p. 79-104.
- [I] [KT] Vanly, Ismet Cherif, « Die kurdische Diaspora in Europa » in ders. (dir.), *Kurdistan und die Kurden*, Bd. 3, Göttingen und Wien, 1988, p. 57-72.
- [P] Verdès-Leroux, Jeannine, *Au service du parti : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983.
- [I] [KT] Vermeulen, Floris F., *The Immigrant Organising Process. The Emergence and Persistence of Turkish Immigrant Organisations in Amsterdam and Berlin and Surinamese Organisations in Amsterdam, 1960-2000*, Amsterdam, Academisch Proefschrift ter verkrijging van de graad van doctor aan de Universiteit van Amsterdam, 2005.
- [S] Veyne, Paul, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Paris, Seuil, 1983.
- [I] [KT] Wahlbeck, Östen, *Kurdish Diasporas : a Comparative Study of Kurdish Refugee Communities*, London, MacMillan, 1999.
- [I] [KT] Wahlbeck, Östen, « Transnationalism and Diasporas : The Kurdish Example », *Paper presented at the XIV World Congress of Sociology*, International Sociological Association, Montréal, 26 july-1st August 1998.

- [I] [KT] Wahlbeck, Östen, « Diasporic Relations and Social Exclusion : The Case of Kurdish Refugees in Finland », *Siirtolaisuus = Migration*, Vol. 23, n°4, 1996, p. 7-15.
- [KT] Watts, Nicole, « Institutionalizing Virtual Kurdistan West. Transnational Newtworks and Ethnic Contention in International Affairs », in Migdal, Joel S. (dir.), *Boundaries and Belonging : States and Societies in the Struggle to Shape Identities and Local Practices*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 121-147.
- [S] Weber, Max, *Economie et Société*, tome 1, Paris, Pocket, 1995.
- [I] Weil, Patrick, « Access to citizenship : A Comparison of Twenty Five Nationality Laws », in Aleinikoff, Alexander T. et Klusmeyer, Douglas (dir.), *Citizenship Today : Global Perspectives and Practices*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2001, p. 17-35.
- [I] Weil, Patrick, *La France et ses immigrés. L'aventure d'une politique de l'immigration. 1938-1991*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- [J] White, David M., « The "gate-keeper", le sélectionneur : étude sur la sélection des nouvelles », in Balle, Francis et Padioleau, Jean-Gustave (dir.), *Sociologie de l'information. Textes fondamentaux*, Paris, Larousse Université, 1973 (1950), p. 203-214.
- [G] [KT] White, Jenny B., « State feminism, Modernization and the Turkish Republican Woman », *National Women's Studies Association (NWSA) Journal*, Vol. 15, n°3, 2003, p. 145-159.
- [KT] White, Paul, *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers ? The Kurdish National Movement in Turkey*, London, Zed Books, 2000.
- [V] Wiewiorka, Michel, *La violence*, Paris, Hachette Littératures, 2005.
- [V] Wiewiorka, Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayart, 1988.
- [V] [J] Wiewiorka, Michel et Wolton, Dominique, *Terrorisme à la une. Média, terrorisme et démocratie*, Paris, Gallimard, 1987.
- [MS] Winter, Martin, « Police Philosophy and Protest Policing in the Federal Republic of Germany, 1960-1990 », *European University Institute working Papers*, Robert Schuman Centre for advanced Studies, n°9, 1997.
- [MS] Winter, Martin, « Die Polizei - autonomer Akteur oder Herrschaftsinstrument ? », *Der Hallesche Graureiher*, n°3, 1997.
- [Mé] Wisler, Dominique, « Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse », *Revue française de sociologie*, Vol. XL, n°1, 1999, p. 121-138.

- [M] Wisler, Dominique et Giugni, Marco, « The Impact of Media Attention on Protest Policing », *Mobilization*, Vol. 4, n°2, 1999, p. 171-188.
- [G] [KT] Wolf, Judith, « Aspekte des Geschlechterverhältnisse in der Guerilla der PKK/Kadec unter besonderer Berücksichtigung des Ehrbegriffs », in Hajo, Siamend, Borck, Carsten, Savelsberg, Eva et Dogan, Şukriye (dir.), *Gender in Kurdistan und der Diaspora*, Münster, Unrast Verlag, 2004, p. 183-216.
- [KT] Wolter, Udo, « Das gute Volk im wilden Kurdistan. Kulturalistische Projektionen der Linken und die (un)heimliche Verwandlung von Dialektik in Dualismus - Ein Fallbeispiel », *Vortrag an der Rote Ruhr Universität*, 1997, URL : <http://www.rote-ruhr-uni.com/cms/Das-gute-Volk-im-wilden-Kurdistan.html> (dernier accès mars 2008).
- [D] YAJK, *YAJK II Ortadoğu Konferans Belgeleri* [Rapport de la deuxième conférence moyen-orientale du YAJK], Lieu de publication inconnu (Allemagne ?), Parti Merkez Okulu Yayınları [Direction centrale de la formation du parti], 1998.
- [J] [KT] Yavuz, Hakan M., « Media Identities for Alevis and Kurds in Turkey », in Eickelman, Dale et Anderson, Jon W. (dir.), *New Media in the Muslim World : The Emerging Public Sphere*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, p. 180-199.
- [KT] Yeğen, Mesut, « The Kurdish Question in Turkish State Discourse », *Journal of Contemporary History*, Vol. 34, n°4, 1999, p. 555-568.
- [D] Yek-kom (dir.), *Bis zum letzten Kurden... Kurden Verfolgung in Deutschland*, Bochum, Yek-kom, 1996.
- [D] Yıldırım, Hüseyin « Le Kurdistan après trois ans de dictature », *Le Monde diplomatique*, décembre 1983.
- [J] [KT] Yumul, Arus et Özkırımlı, Umut, « Reproducing the Nation : "Banal nationalism" in the Turkish Press », *Media, Culture and Society*, Vol. 22, n°6, 2000, p. 787-804.
- [MS] Zald, Mayer N. et McCarthy, John D. (dir.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, 1979.
- [D] Zana, Mehdi, *La prison n°5. Onze ans dans les geôles turques*, Paris, Arléa, 1995.
- [D] Zaza, Noureddine, *Ma vie de Kurde*, Labor et Fides, Genève, 1993 (1<sup>ère</sup> édition 1982)
- [I] [J] [KT] Zentrum für Türkeistudien, *Kurzfassung der Studie zum Medienkonsum der türkischen Bevölkerung in Deutschland und Deutschlandbild im türkischen Fernsehen*, Essen, Zentrum für Türkeistudien, Juin 1997.

## Liste des sigles rencontrés

### Sigles liés aux Kurdes et à la Turquie

ABÖK : *Avrupa Barış ve Özgürlük Komitesi*, Comité pour la paix et la liberté d'Europe

ADÜTDF : *Avrupa Demokratik Ülkücü Türk Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations démocratiques idéalistes turques en Europe

ADMK : *Avrupa Devrimci Mücadele Komitesi*, Comités de la lutte révolutionnaire en Europe

ADYÖD : *Ankara Demokratik Yüksek Öğrenim Derneği*, Association démocratique de l'enseignement supérieur d'Ankara, puis devient AYÖD

AKSA : *Association of Kurdish Students Abroad*, Association des étudiants kurdes à l'étranger

AMGT : *Avrupa Milli Görüş Teskilatları*, Association de la vision nationale en Europe

ANAP : *Anavatan Partisi*, Parti de la mère patrie

AP : *Adalet Partisi*, Parti de la justice, héritier du parti démocrate

ARGK : *Arteşa Rizgariya Gele Kurdistan*, Armée populaire de libération du Kurdistan (PKK)

ASK-DER : *Anti Sömürgeci Demokratik Kültür Dernekleri*, Associations culturelles démocratiques anti-colonialistes

ATİF : *Almanya Türkiyeli İşçiler Federasyonu*, Fédération des travailleurs de Turquie en RFA

ATÖF : *Almanya Türk Öğrenci Federasyonu*, Fédération des étudiants turcs en Allemagne

ATSB : *Avrupa Türkiye Sosyalistler Birliği*, Union des socialistes de Turquie en Europe

ATTF : *Avrupa Türk Toplumcular Federasyonu*, Fédération des socialistes turcs en Europe

BBP : *Büyük Birlik Partisi*, Parti de la grande union

CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple et ancien parti d'Atatürk

CKMP : *Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi*, Parti national paysan républicain qui devient MHP

DDKAD : *Devrimci Demokratik Kadınlar Derneği*, Association des femmes démocratiques révolutionnaires

DDKD : *Devrimci Demokratik Kültür Dernekleri*, Associations culturelles démocratiques révolutionnaires

DDKO : *Devrimci Doğu Kultur Derneği*, Foyers culturels révolutionnaires de l'Est

DEHAP : *Demokratik Halk Partisi*, Parti démocratique du peuple

DEMKAD : *Demokrasi İçin Kadın Derneği*, Association des femmes en lutte pour la démocratie

DEP : *Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie

Dev-Genç : *Türkiye Devrimci Gençlik Federasyonu*, Fédération de la jeunesse révolutionnaire de Turquie (Jeunesse révolutionnaire)

DHKD : *Devrimci Halk Kültür Dernekleri*, Associations révolutionnaires culturelles du peuple

DİB : *Diyanet İşleri Başkanlığı*, Direction des affaires religieuses turque

DİDF : *Almanya Türkiyeli Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations des travailleurs démocratiques de Turquie en Allemagne

DİSK : *Devrimci İşçiler Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats révolutionnaires des travailleurs

DİTİB : *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*, Union turco-islamique des affaires religieuses

DP : *Demokrat Partisi*, Parti démocrate, dirigé par Menderes.

DYP : *Doğru Yol Partisi*, Parti de la juste voie

ERNK : *Eniya Rizgarîya Netewayî Kurdistan*, Front national de libération du Kurdistan (PKK)

ETKO : *Esir Türkleri Kurtarma Ordusu*, Armée de libération des Turcs asservis

Feyka-Kurdistan : *Federasyona Yekîtiya Karkerên Welatparêzen Çandîya Kurdistan Li Almanya Rojava*, Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes et des associations culturelles du Kurdistan en Allemagne fédérale (PKK)

FİDEF : *Federal Almanya İşçi Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations de travailleurs turcs en Allemagne fédérale

FKBDC : *Faşizme Karşı Birleşik Direniş Cephesi*, Front uni de résistance antifasciste

HADEP : *Halkın Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie du peuple

HDF : *Sosyaldemokrat Halk Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations populaires social-démocrates

HEP : *Halkın Emek Partisi*, Parti populaire du travail

HRK : *Hezan Rizgariya Kurdistan*, Union de libération du Kurdistan, devient ARGK (PKK)

İHD : *İnsan Hakları Derneği*, Association turque des droits de l'Homme

IKP : Institut Kurde de Paris

IMK : *Internationales Zentrum für Menschenrechte der Kurden*, Centre international pour les droits de l'Homme des Kurdes

ISKU : *Informationsstelle Kurdistan*, Centre d'information du Kurdistan

IOT : *Inspraakorgan Turken*, Conseil consultatif turc

J-Gruppen (PKK) : YJWK (*Yekîtiya Jinên Welatparêzen Kurdistan*, Union des femmes patriotes du Kurdistan) se transforme en TAJK (*Tevgera Azadiya Jinên Kurdistan*, Mouvement des femmes libres du Kurdistan) puis en YAJK (*Yekitiya Azadiye Jinen Kurdistan*, Union pour la libération des femmes du Kurdistan) ; YJAK (*Yekîtiya Jinên Azad a Kurdistan*, Union des femmes libres du Kurdistan) se transforme et s'autonomise en PJKK (*Partiya Jinên Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleuses du Kurdistan) dont la branche politique est l'EJAK (*Eniya Jinen Azadiya Kurdistan*, Union des femmes libres du Kurdistan), puis en PJA (*Partiya Jina Azad*, Parti de la femme libre), puis en PAJK (*Partiya Azadiya Jin a Kurdistan*, Parti de la femme libre du Kurdistan), composée de l'organisation politique YJA (*Yekîtiya Jinen Azad*, Union de la femme libre), de l'organisation militaire YJA-Star, d'une branche jeunesse et de l'organisation « idéologique » KJB (*Koma Jine Bilind*, Congrès confédéral des femmes)

JITEM : *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*, Service de renseignement et de lutte contre le terrorisme de la gendarmerie

KADEK : *Kongreya Azadi û Demokrasiya Kurdistan*, Congrès pour la démocratie et la liberté du Kurdistan (PKK)

KÎP : *Kurdistan İşçi Partisi*, Parti des travailleurs du Kurdistan

KKDK : *Komelên Karkerên Demokratên Kurdistan*, Association des travailleurs démocrates du Kurdistan

KKK : *Koma Komalên Kurdistan*, Congrès confédéral du Kurdistan (PKK)

KKKS : *Komela Karkerên Kurdistan li Swed*, Association des travailleurs du Kurdistan en Suède

KKO : *Kurdistan Köylü Örgütü*, Organisation des paysans du Kurdistan

KKWK : *Komala Karkerên Welat Parêzen Kurdistan*, Association des travailleurs patriotes du Kurdistan (PKK)

KMLO : *Kurdistan Marksist Leninistleri Örgütü*, Organisation des marxistes léninistes du Kurdistan

KNK : *Kongreya Neteweyî ya Kurdistanê*, Congrès national du Kurdistan (PKK)

Koç-Kak : *Komela Çanda Karkerên Kurdistan*, Association culturelle des travailleurs kurdes

Komkar (*Federasyona Komelên Karkerên Kurdistan li Elmanya Federal*, Fédération des associations des travailleurs du Kurdistan en Allemagne Fédérale, qui deviendra en 1996 la *Yekitîya Komelên Kurdistan*, Fédération des associations du Kurdistan (PSK)

KONGRA GEL : *Partiya Kongreya Gelê Kurdistanê*, Parti du congrès du peuple Kurde (PKK)

KPSK : *Komela Partizane Sore Kurdistan*, Union des partisans rouges du Kurdistan

KSH : *Kurdistan Sosyalist Hareketi*, Mouvement socialiste du Kurdistan

KSSE : *Kurdish Student's Society in Europe*, Société des étudiants kurdes en Europe

KUK : *Kurdistan Ulusal Kurtuluşçuları*, Libérateurs nationaux du Kurdistan

MGK : *Milli Güvenlik Kurulu*, Conseil national de sécurité

MHP : *Milliyetçi Harekât Partisi*, Parti du mouvement nationaliste

MİT : *Milli İstihbarat Teşkilatı*, Service national de renseignement turc

MKM : *Mezopotamya Kültür Merkezi*, Centre culturel mésopotamien

MLSPB : *Marksist Leninist Silahlı Propaganda Birliği*, Union de la propagande armée marxiste-léniniste

MNP : *Millî Nizam Partisi*, Parti de l'ordre national

MSP : *Milli Selamêt Partisi*, Parti du salut national dirigé par Erbakan, ex-MNP interdit en 1971

NUKSE : *National Union of Kurdish Students in Europe*, Union nationale des étudiants kurdes en Europe

PASOK : Parti socialiste kurde – Irak

PÇDK : *Parti Çareseri Demokrati Kurdistan*, Parti pour une solution démocratique au Kurdistan (PKK)

PDK : Parti démocratique du Kurdistan

PDKI : Parti démocratique du Kurdistan – Iran

PDK-RN : *Kurdistan Demokrat Partisi-Ulusal Örgütü*, Parti démocrate du Kurdistan - Organisation nationale

PDKT : *Partîya Demoqrata Kurdistana Tirkîye*, Parti démocratique du Kurdistan de Turquie

PDK-T : *Partîya Demoqrata Kurdistana Tirkîye*, Parti démocratique du Kurdistan - Turquie (suit le PDKT)

PEF : *Patriotische Einheits-Front für eine Demokratische Türkei in Europa*,

PKK : *Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan

PPKK : *Partiya Pêşenga Karkerên Kurdistan*, Parti Avant-garde des travailleurs du Kurdistan

PRK : *Partiya Rizgarîya Kurdistan*, Parti de la libération du Kurdistan

PSK : *Partîya Sosyalîsta Kurdistan*, Parti socialiste du Kurdistan (ex-TKSP)

PŞK : Parti de la révolution du Kurdistan

PSSK : *Partizane Sore Şoreşe Kurdistan*, Partisans rouges de la révolution du Kurdistan

PYD : *Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique (PKK)

RTÜK : *Radio Television Üst Kurulu*, Conseil supérieur de la radio et de la télévision

SHP : *Sosyaldemokrat Halk Partisi*, Parti social-démocrate du peuple

ŞK : *Şoreşgeren Kurdistan*, Révolutionnaires du Kurdistan

SOKSE : *Sozialistische Organisation Kurdischer Studenten in Europa*, Organisation socialiste des étudiants kurdes en Europe

TAYAD : *Tutuklu Hükümlü Aileleri Yardımlaşma Derneği*, Association de solidarité avec les familles des détenus

TBÖK : *Türkiye Barış ve Özgürlük Komitesi*, Comité pour la paix et la liberté en Turquie

TBP : *Türkiye Birlik Partisi*, Parti de l'union de Turquie

TDF : *Avrupa Türkiyeli Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations des travailleurs démocratiques de Turquie en Europe

TDKP-HK (*Türkiye Devrimci Komünist Partisi-Halkın Kurtuluşu*), Parti communiste révolutionnaire de Turquie-Libération du peuple

TEP : *Türkiye Emekçi Partisi*, Parti des Travailleurs de Turquie

TEVGER : *Tevgera Rizgarîya Kurdistan*, Organisation de libération du Kurdistan

THKO : *Türk Halk Kurtuluş Ordusu*, Armée de libération du peuple turc

TKEP : *Türkiye Komünist Emek Partisi*, Parti communiste du travail de Turquie

TİHV : *Türkiye İnsan Hakları Vakfı*, Fondation des droits de l'Homme de Turquie

TİKB : *Türkiye İhtilacı Komünistler Birliği*, Union des communistes révolutionnaires de Turquie

TIKKO : *Türkiye İşçi Köylü Kurtuluş Ordusu*, Armée de libération des paysans ouvriers de Turquie

THKP-C : *Türk Halk Kurtuluş Partisi – Cephesi*, Front-Parti de libération du peuple turc

TİB : *Toplumla İlişkiler Başkanlığı*, Direction pour les relations publiques

TİHV : *Türkiye İnsan Hakları Vakfı*, Association des droits de l'homme de Turquie

TİİKP : *Türkiye İhtilalcı İşçi-Köylü Partisi*, Parti des paysans-ouvriers révolutionnaires de Turquie - puis TİKP, *Türkiye İşçi Köylü Partisi* - légal - en 1978

TİP : *Türkiye İşçi Partisi*, Parti ouvrier de Turquie

TKP : *Türkiye Kommünist Partisi*, Parti communiste de Turquie

TKP-ML : *Türkiye Komünist Partisi - Marksist Leninist*, Parti communiste de Turquie - Marxiste léniniste

TKSP : *Türkiye Kürdistan Sosyalist Partisi*, Parti socialiste du Kurdistan de Turquie, qui devient PSK

TPD : *Türkiye Proleter Devrimcileri*, Révolutionnaires prolétaires de Turquie

TSİP : *Türkiye Sosyalist İşçi Partisi*, Parti des ouvriers socialistes de Turquie

Türk-İş : Confédération des syndicats ouvriers de Turquie

UDG : *Ulusal Demokratik Güçbirliği*, Union des forces nationales démocratiques

UEKF : Union des étudiants kurdes de France devenue l'UETKF (Union des étudiants et des travailleurs kurdes en France) puis la *Komela Karkerên Kurdistan li Fransa* (KKKLF ou ATKF, Association des Travailleurs du Kurdistan en France)

UPK ou YNK : *Yekîtiya Nîştîmaniya Kurdistan*, Union Patriotique du Kurdistan

*Y-Gruppen* (PKK) : *Hunerkom (Yekîtiya Hunermendên Welatparêzen Kurdistan*, Union des artistes patriotes du Kurdistan) ; *YCK (Yekîtiya Ciwanên Kurdistan*, Union des jeunes du Kurdistan) ; *YJWK (Yekîtiya Jinên Welatparêzen Kurdistan*, Union des femmes patriotes du Kurdistan) ; *YKWK (Yekîtiya Karkerên Welatparêzen Kurdistan*, Union des travailleurs patriotes du Kurdistan) ; *YRWK (Yekîtiya Rewsenbîrên Welatparêzen Kurdistan*, Union des intellectuels patriotes du Kurdistan) ; *YXK (Yekîtiya Xwendekarên Kurdistan*, Union des étudiants du Kurdistan) ; *YMK (Yekîtiya Mamosteyên Kurdistan*, Union des enseignants du Kurdistan) ; *YEKMAL (Yekîtiya Malbatên Kurdistan*, Union des parents du Kurdistan) ; *YRK (Yekîtiya Rojnamevanên Kurdistan*, Union des journalistes du Kurdistan) ; *YHK (Yekîtiya Hukuknasên Kurdistan*, Union des juristes du Kurdistan) ; *YNK (Yekîtiya Nivîskarên Kurdistan*, Union des écrivains du Kurdistan) ; *KIH ou HIK (Hereketa Islamiya Kurdistanê*, Mouvement islamique du Kurdistan) ; *FEK (Federasyona Elevîyên Kurdistan*, Fédération des Alévîs du Kurdistan) ; *YEK (Yekîtiya Ezîdiyên Kurdistan*, Union des Yezîdis du Kurdistan)

YKKK : *Yekîti Komela Karkerên Kurdistan*, l'Union des associations des travailleurs du Kurdistan, qui devient la *Kurdische Gemeinde in Deutschland (Civata Kurd li Almanya)*

YSK : *Yekîtiya Sosyalîsta Kurdistan*, Union des socialistes du Kurdistan

## **Autres sigles**

AFP : Agence France Presse

ASALA : Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie

BBC : *British Broadcasting Corporation*

BRD : *Bundesrepublik Deutschland*, République fédérale d'Allemagne

BWK : *Bund Westdeutscher Kommunisten*, Union des communistes ouest-allemands

CDU : *Christlich Demokratische Union*, Union chrétienne démocrate

CEDH : Cour Européenne des Droits de l'Homme

CEE : Communauté Economique Européenne

CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail

CGT : Confédération Générale du Travail

CIA : *Central Intelligence Agency*, Agence centrale de renseignement

CJGA : Commando des Justiciers du Génocide Arménien

COSE : Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger (FPLP)

CRS : Compagnie Républicaine de Sécurité

CSU : *Christlich Soziale Union*, Union chrétienne démocrate

DGB : *Deutscher Gewerkschaftsbund*, Fédération syndicale allemande

DM : *Deutsche Mark*, Mark allemand

DPA : *Deutsche Press Agentur*, Agence de presse allemande

DST : Direction de la Surveillance du Territoire

ETA : *Euskadi Ta Askatasuna*, Pays basque et liberté

FARL : Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise

FDP : *Freie Demokratische Partei*, Parti libéral-démocrate

FIDH : Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme

FMI : Fond Monétaire International

FPLP : Front Populaire de Libération de la Palestine

FRA : Fédération Révolutionnaire Arménienne

HCR : Haut-Commissariat des nations unies pour les Réfugiés

INALCO : Institut National des Langues et Civilisations Orientales

IRA : *Irish Republican Army*, Armée républicaine irlandaise

JAMMAT : *Joint American Military Mission for Aid to Turkey*, Mission militaire américaine conjointe d'aide à la Turquie

LTTE : *Liberation Tigers of Tamul Eelam*, Tigres de libération de l'Eelam Tamoul

MTA : Mouvement des Travailleurs Arabes

NPD : *Nationaldemokratische Partei Deutschlands*, Parti national-démocrate d'Allemagne

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OECE : Organisation Européenne de Coopération Economique

OFPRA : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

OLP : Organisation de Libération de la Palestine

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PCF : Parti Communiste Français

PDS : *Partei des demokratischen Sozialismus*, Parti du socialisme démocratique

PS : Parti Socialiste

RFA : République Fédérale d'Allemagne (BRD, *Bundesrepublik Deutschland*)

RZ : *Revolutionäre Zellen*, Cellules révolutionnaires

SOPEMI : Système d'Observation Permanente des Migrations de l'OCDE

SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate d'Allemagne

UE : Union Européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

USA : *United States of America*, Etats-Unis d'Amérique

# Table des graphiques, tableaux et encadrés

## Graphiques

Graphique II-1. Nombre d'articles concernant l'« affaire Öcalan » parus dans les presses française et allemande (en pourcentages) .....	233
Graphique II-2. Nombre d'événements protestataires kurdistes recensés dans les quotidiens français .....	250
Graphique II-3. Nombre d'événements protestataires kurdistes recensés dans les quotidiens allemands.....	250
Graphique II-4. Nombre d'événements protestataires kurdistes en Europe durant l'« affaire Öcalan » (test)....	255
Graphique III-1. Nombre d'événements protestataires kurdistes en Europe durant l'« affaire Öcalan ».....	297
Graphique III-2. Nombre d'événements protestataires kurdistes en Allemagne recensés dans les différentes bases de données (1979-2001).....	299
Graphique III-3. Evaluation « corrigée » de la répartition annuelle des événements protestataires kurdistes en Allemagne (1979-2001) .....	327
Graphique III-4. Répartition mensuelle des actions protestataires kurdistes en France et en Allemagne, comparée à la répartition mensuelle des manifestations en France .....	340
Graphique IV-1. Evolution de la répartition des revendications portées par les occupations, les défilés et les rassemblements (1982-1999) .....	452
Graphique V-1. Evolution temporelle des pratiques sacrificielles au sein du PKK .....	615
Graphique V-2. Evolution du recours à l'immolation par le feu au Moyen-Orient et en Europe .....	622

## Tableaux

Tableau I-1. Nombre de demandeurs d'asile de nationalité turque dans les pays européens ayant reçu le plus de demandes (1985-2005).....	121
Tableau I-2. Nombre total de décisions positives concernant les demandeurs d'asile de nationalité turque dans les pays européens ayant reçu le plus de demandes (1999-2005).....	122
Tableau I-3. Nombre de ressortissants turcs en Europe en milliers (1975-2005) .....	123
Tableau I-4. Nombre de migrants de Turquie ayant acquis la nationalité de leur pays d'accueil (1988-2002) ..	123
Tableau I-5. Estimation du nombre de Kurdes vivant en Europe de l'Ouest (fin des années 1990 - début des années 2000) .....	126
Tableau I-6. Estimation du nombre de Kurdes vivant dans les différents Länder allemands (fin des années 1990 - début des années 2000) .....	127
Tableau II-1. Journaux choisis pour l'analyse du traitement médiatique de l'« affaire Öcalan » .....	231
Tableau II-2. Nombre d'articles concernant l'« Affaire Öcalan » parus dans les presses française et allemande .....	232
Tableau II-3. Grilles de lecture dominantes des articles des presses française et allemande au moment de l'« affaire Öcalan » .....	236
Tableau II-4. Axes permettant d'expliquer les grilles de lectures dominantes des presses française et allemande au moment de l'« affaire Öcalan » .....	238
Tableau II-5. Nombre d'articles et d'événements protestataires kurdistes en Europe répertoriés dans les différents journaux .....	242
Tableau II-6. Taux de redondance inter-médiatique des événements protestataires kurdistes en Europe : l'exemple de la presse française.....	243
Tableau II-7. Formes d'actions recensées par les quatre quotidiens ayant mentionné le plus d'événements protestataires .....	246
Tableau II-8. Taux de redondance des événements protestataires kurdistes en Europe entre la presse française et la presse allemande .....	249
Tableau II-9. Répartition des actions protestataires kurdistes par pays durant l'« affaire Öcalan » .....	255
Tableau II-10. Répartition des actions protestataires kurdistes par registre d'action durant l'« Affaire Öcalan » .....	258
Tableau III-1. Répartition des actions protestataires kurdistes par pays lors de l'« affaire Öcalan ».....	287
Tableau III-2. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse (1990-1999).....	288
Tableau III-3. Répartition des actions protestataires kurdistes par nombre de participants lors de l'« affaire Öcalan » .....	290

Tableau III-4. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne par nombre de participants (1979-2003) .....	290
Tableau III-5. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne par jour de la semaine (1982-2003) d'après le Bulletin de Liaison de l'Institut kurde .....	291
Tableau III-6. Répartition des événements protestataires kurdistes par registre d'action durant l'« affaire Öcalan » .....	293
Tableau III-7. Répartition des événements protestataire kurdes en Allemagne par registre d'action (1979-2003) .....	294
Tableau III-8. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse par registre d'action (1990-1999).....	294
Tableau III-9. Répartition des actions protestataires kurdistes en Allemagne par lieu (capitale/autres villes) ...	296
Tableau III-10. Répartitions des actions protestataires kurdistes en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suisse en 1991 .....	302
Tableau III-11. Nombre de manifestations kurdistes dans les différents Länder allemands en 1993 et 1994.....	303
Tableau III-12. Répartition des actions protestataires kurdistes par pays et par périodes d'après les données du Bulletin de liaison et d'information .....	306
Tableau III-13. Evolution de la répartition géographique des actions protestataires kurdistes en France et en Allemagne .....	324
Tableau III-14. Evolution de la taille des actions protestataires kurdistes en Allemagne (1982-1999) .....	328
Tableau III-15. Evolution de la taille des actions protestataires kurdistes dans les différents pays européens hors Allemagne (1982-1999) .....	330
Tableau III-16. Estimation de l'évolution de l'intensité de la guerre en Turquie (1984-1999).....	331
Tableau III-17. Evolution des types d'événements au Moyen-Orient étant la cause directe d'actions protestataires kurdistes en Europe (1982-1996) .....	333
Tableau III-18. Evolution de la cause directe des actions protestataires kurdistes en Europe (1982-1999).....	335
Tableau III-19. Evolution de la répartition saisonnière des actions protestataires kurdistes en Europe (1982-1999) .....	341
Tableau III-20. Evolution de la répartition saisonnière des types de revendications kurdes en Europe (1982-1996) .....	342
Tableau III-21. Répartition journalière des actions protestataires kurdistes en Europe .....	343
Tableau III-22. Répartition journalière des actions protestataires kurdistes en Europe selon leur nombre de participants .....	344
Tableau III-23. Répartition mensuelle des actions protestataires kurdistes en Europe .....	348
Tableau III-24. Nombre de Kurdes adhérant aux associations proches du PKK dans certains Länder allemands, selon les rapports des services de la Verfassungsschutz (2000).....	355
Tableau III-25. Evolution du nombre d'adhérents aux associations proches du PKK en Allemagne (1990-2005) .....	356
Tableau III-26. Rapport entre l'importance de la population d'origine kurde et le nombre d'actions protestataires kurdistes en Allemagne .....	357
Tableau III-27. Tailles des actions protestataires kurdistes dans différents pays européens .....	362
Tableau III-28. Répartition des « cibles intermédiaires » des actions protestataires kurdistes par type et par « nationalité » en Allemagne, France et Suisse .....	363
Tableau III-29. Répartition des cibles des actions protestataires kurdistes par type et par « nationalité » dans différents pays européens .....	364
Tableau III-30. Types de revendications des actions protestataires kurdistes dans différents pays européens ...	366
Tableau III-31. Types de cadrages des actions protestataires kurdistes dans différents pays européens .....	368
Tableau III-32. Registres d'action des mobilisations kurdistes dans différents pays européens.....	370
Tableau III-33. Eléments d'évaluation de la conflictualité liée aux manifestations kurdistes dans différents pays européens .....	371
Tableau III-34. Répartition des cibles des actions protestataires kurdistes par « nationalité » dans différents Länder allemands .....	372
Tableau III-35. Types de revendications des actions protestataires kurdistes dans différents Länder allemands	374
Tableau III-36. Registres d'action des mobilisations kurdistes dans différents Länder allemands.....	374
Tableau IV-1. Année d'apparition en Europe des différents modes d'action protestataire du mouvement kurde de Turquie (première mention connue).....	414
Tableau IV-2. Structure du répertoire d'action du mouvement kurde dans différents pays européens.....	431
Tableau IV-3. Evolution de la structure du répertoire d'action du mouvement kurde en Europe (1982-1999) ..	435
Tableau IV-4. Structure du répertoire d'action du mouvement kurde en Allemagne et en France avant et après l'interdiction du PKK (1986-1996).....	437

Tableau IV-5. Comparaison de l'évolution de la structure du répertoire d'action du mouvement kurde en France et en Allemagne (1986-1999).....	440
Tableau IV-6. Répartition des affrontements et dégradations par périodes dans certains pays européens .....	442
Tableau IV-7. Comparaison de la proportion des modes d'action violents dans le répertoire du mouvement kurde dans différent pays européen.....	443
Tableau IV-8. Répartition géographique des attaques incendiaires en Europe .....	444
Tableau IV-9. Répartition des attaques incendiaires par périodes dans certains pays européens .....	445
Tableau IV-10. Revendications portées par différents modes d'action.....	450
Tableau IV-11. Cibles de différents modes d'action.....	450
Tableau IV-12. Proportion de modes d'action utilisés pour atteindre une cible intermédiaire .....	451
Tableau IV-13. Répartition des attaques incendiaires et des dégradations par lieux visés.....	457
Tableau V-1. Répartition géographique des immolations par le feu .....	614
Tableau V-2. Répartition des immolations par le feu par sexe au Moyen-Orient et en Europe .....	620
Tableau V-3. Répartition des immolations par le feu par tranches d'âge au Moyen-Orient et en Europe .....	620
Tableau V-4. Répartition des immolations par le feu par origine géographique au Moyen-Orient et en Europe .....	620
Tableau V-5. Répartition des immolations par le feu hors milieu carcéral suivant l'existence ou non d'une action collective simultanée .....	625
Tableau V-6. Répartition des immolations par le feu en fonction de leur issue (fatale ou non) en Europe et au Moyen-Orient.....	626

## Encadrés

Encadré III-1. Schéma organisationnel de la mouvance PKK .....	322
Encadré III-2. Les « jours sensibles » concernant les Kurdes et le PKK .....	346
Encadré V-1. Programme d'une session de formation d'une semaine en Europe (1992) .....	531
Encadré V-2. Un testament double ? Bedriye Taş (Ronahî) et Nilgün Yıldırım (Berîvan).....	600
Encadré V-3. Recenser les immolations par le feu : problèmes de méthode .....	612

## Table des matières

Remerciements.....	7
Note sur la prononciation du turc.....	9
Sommaire .....	11
<b>Introduction.....</b>	<b>15</b>
A. Un objet à la croisée de différents domaines de recherche.....	17
1. Immigration, nationalisme à distance et politique contestataire .....	18
2. De la transfrontaliérit�� à la transnationalisation des mobilisations.....	22
B. Action contestataire et transnationalisation : questions et partis pris théoriques.....	25
1. Environnement externe et opportunités .....	27
2. Structuration interne des groupes et analyse des organisations .....	31
3. Cultures et pratiques militantes.....	35
C. Implications méthodologiques : croiser les éclairages .....	40
1. Variations temporelles et spatiales : le recours à la Protest Event Analysis .....	42
2. Institution et vécu des acteurs : entretiens, observations et autres sources militantes .....	45
D. Hypothèses et grille de lecture : l’action transnationale en contextes .....	50
1. Appréhender la complexité des niveaux d’interaction.....	51
2. Organisation des développements.....	57
<b>Chapitre I. Mobiliser par delà les frontières .....</b>	<b>61</b>
Introduction : de la transnationalisation des mouvements à celle des mobilisations.....	63
Section 1. Nationalisation et transnationalisation du mouvement kurde de Turquie.....	67
Introduction .....	67
A. Le mouvement kurde dans les années 1950-1960 : l’arrimage national .....	69
1. Les intellectuels kurdes et la politisation de la kurdicité .....	70
2. Les Kurdes et la gauche turque : le mouvement ouvrier.....	73
3. Les Kurdes et le mouvement estudiantin : dynamiques d’autonomisation et de radicalisation .....	77
B. Les logiques de la radicalisation : violences et répression .....	81
1. De nouveaux phénomènes : politisation de la jeunesse et territorialisation de la violence .....	83
2. La radicalisation du mouvement kurde.....	86
3. De la « terreur » au coup d’Etat militaire.....	92
C. L’implantation des différents mouvements de Turquie en Europe.....	98
1. Création et politisation des associations d’étudiants et de travailleurs turcs et kurdes..	100
2. Stratégies d’inclusion et de contournement : la transnationalisation des mouvements turcs après 1971 .....	104
3. La transnationalisation des organisations kurdistes en Europe : implantation, concurrence et monopolisation.....	111
Conclusion.....	115
Section 2. La « diaspora kurde » : de la dispersion à la mobilisation.....	117
Introduction : mobiliser et être mobilisé .....	117
A. L’immigration : une population potentiellement mobilisable .....	119
1. Les trois vagues de migration de Turquie ou la question des générations .....	119
2. Les Kurdes en Europe : une estimation démographique.....	125
3. Les conditions sociales des Kurdes en France et en Europe : contraintes et mobilités..	128
B. La construction des identités : dynamiques des pays d’origine et d’accueil .....	135
1. Comment être kurde en Allemagne : politisation et réfugiés.....	137
2. Comment être kurde dans les différents pays d’Europe : le rôle des organisations.....	141

C. Vers un horizon d'action transnational : les mobilisations de l'exil.....	146
1. Analyser les déterminants de la mobilisation en direction du pays d'origine : l'échec des perspectives structuralistes.....	148
2. Penser relationnellement les mobilisations transnationales .....	152
3. La pluralité des trajectoires d'engagement dans un horizon d'action transnational .....	155
Conclusion.....	161
Conclusion du chapitre I.....	162
<b>Chapitre II. Vers l'internationalisation du conflit ? .....</b>	<b>165</b>
Introduction .....	167
Section 1. Entre interne et externe : opportunités et contraintes du mouvement kurde.....	171
Introduction .....	171
A. La question kurde dans les relations turco-européennes .....	172
1. Les relations entre la Turquie et l'Europe avant 1980 : un partenariat stratégique et économique .....	172
2. Les arènes parlementaires et gouvernementales européennes : vers une plus grande attention portée à la politique intérieure turque dans les années 1980.....	175
3. La guerre du PKK et les droits de l'Homme dans les années 1990 : vers une internationalisation de la question kurde ?.....	181
B. Quand l'interne et l'externe s'entremêlent : l'exemple singulier de l'Allemagne.....	187
1. Un enjeu politique interne : soutiens partisans et associatifs au mouvement kurde .....	188
2. Du droit des « minorités » à la lutte contre le terrorisme : les Kurdes au centre des relations bilatérales .....	197
3. Un espace hors gouvernementalité turque ? Le régime turc et l'immigration de Turquie en Allemagne .....	205
Conclusion.....	214
Section 2. La médiatisation des mobilisations : l'exemple de l'« affaire Öcalan ».....	217
Introduction .....	217
A. Etudier la couverture médiatique des mobilisations kurdistes en Europe .....	217
1. Déterminer la place des médias dans les « politiques d'exil » : les effets de cadrage ...	217
2. La sélectivité médiatique : peut-on déterminer les chances qu'a une action protestataire d'être rapportée dans la presse ? .....	223
3. L'analyse qualitative et quantitative de la couverture médiatique des mobilisations kurdistes : protocole méthodologique .....	227
B. Attention journalistique et cadrages médiatiques lors de l'« affaire Öcalan » .....	231
1. L'attention journalistique vis-à-vis de la question kurde.....	231
2. Les grilles de lecture du conflit kurde, entre victimes et bourreaux .....	234
C. Des événements qui parlent... à certains : la protestation kurdiste dans la presse .....	241
1. Le nombre et la forme des mobilisations : les médias comme miroir déformant ? .....	241
2. Mobilisations kurdistes et cycles d'attention journalistique .....	247
3. Passer de la couverture médiatique à la « réalité » des mobilisations.....	254
Conclusion : l'« affaire Öcalan » au sein de la question kurde .....	259
Conclusion du chapitre II.....	264
<b>Chapitre III. La dynamique de l'action protestataire : homogénéiser les espaces .....</b>	<b>265</b>
Introduction .....	267
Section 1. La <i>Protest Event Analysis</i> : éléments de méthode .....	270
Introduction : l'analyse quantitative des événements protestataires .....	270
A. Analyser la protestation kurdiste à partir d'une revue de presse spécialisée.....	276
1. Appliquer la PEA à la protestation kurdiste en Europe .....	276
2. Présentation de la source retenue .....	281
3. Définition des « événements protestataires » et méthodologie du codage.....	283
B. Evaluer les biais d'une sélection de sources sélectives .....	286

1. Considérations générales .....	286
2. La taille des actions protestataires .....	289
3. Les actions protestataires violentes et spectaculaires.....	292
4. La représentativité géographique .....	295
C. Degré de systémativité dans le temps des biais liés à la revue de presse.....	296
1. Les cycles d'attention journalistique à court terme.....	296
2. Les cycles d'attention journalistique à long terme.....	298
3. Sources journalistiques et analyse de l'évolution du niveau de la mobilisation .....	306
Conclusion.....	309
Section 2. Référentiels et temporalités de la protestation en Europe.....	312
Introduction .....	312
A. L'émergence d'un cycle de protestation kurdiste en Europe ?.....	312
1. Des cycles de mobilisations, un cycle de protestation .....	312
2. L'émergence des mobilisations kurdistes : innovations, concurrence et monopolisation .....	316
3. Encadrer et diffuser une cause commune, à l'échelle européenne.....	320
B. Entre référentiels turc et référentiels européens : les Kurdes en mouvement.....	326
1. L'évolution de la protestation à moyen terme : les différentes phases de la protestation .....	326
2. Une évolution fonction de l'intensité du conflit au Moyen-Orient.....	330
3. Les mesures répressives en Europe comme catalyseur de la mobilisation .....	334
C. Une temporalité autonome, réactive et proactive : le rythme de la protestation.....	337
1. Une influence des rythmes manifestants des pays d'accueil ? Une hypothèse peu probable .....	339
2. Un agenda réactif qui s'inscrit dans l'urgence.....	340
3. L'agenda interne au mouvement kurde.....	345
Conclusion.....	349
Section 3. Variations d'échelles : structurations nationale et locale de la protestation .....	351
Introduction .....	351
A. La mouvance PKK à l'épreuve de la fragmentation européenne .....	352
1. Des mobilisations fonction du réservoir démographique et militant ?.....	352
2. Un combat pour la légitimité politique : l'importance de l'espace allemand.....	361
3. Des difficultés de mettre en évidence des dynamiques régionales de la protestation....	372
B. Quand la mobilisation s'emballa : des campagnes à plusieurs échelles .....	375
1. Des mobilisations ponctuelles liée à un agenda géographiquement situé : 1987.....	376
2. Entre stratégie globale et dynamiques locales : les « appels à l'opinion » de 1993.....	380
3. Des campagnes interconnectées après 1993 .....	385
Conclusion.....	390
Conclusion du Chapitre III .....	391

#### **Chapitre IV. Contexte, culture politique et formes des mobilisations ..... 393**

Introduction : qu'est-ce qu'un « répertoire d'action » ? .....	395
Section 1. La composante culturelle des répertoires.....	410
Introduction .....	410
A. Comment se constitue le répertoire d'un mouvement ? .....	410
1. Le répertoire contestataire de la Turquie des années 1960-1970 : un état des lieux.....	410
2. Au croisement de différents espaces : la genèse du répertoire du PKK en Europe .....	413
3. Importation, bricolage, réappropriation et non-réappropriation .....	422
B. Répertoire(s) et structure du répertoire : l'invention d'une tradition protestataire .....	429
1. Des répertoires relativement indépendants des contextes ? Pour une perspective compréhensive .....	429
2. Evolution de la structure du répertoire et perspectives des acteurs.....	434
3. Structure du répertoire et interactions conflictuelles : le retour d'une spécificité allemande .....	439

4. Un mode d'action aux logiques singulières : le recours aux attaques incendiaires .....	443
Conclusion.....	446
Section 2. « Le choix des armes », à moyen ou plus court terme.....	447
Introduction : éléments de méthode .....	447
A. A chaque mode d'action son objectif ? .....	450
1. Des modes d'action polyvalents : occupations, défilés et rassemblements .....	450
2. Des modes d'action « ciblés » : marches, blocages et grèves de la faim .....	454
3. Les modes d'action violents, entre perspectives externes et considérations internes ....	456
B. Interactions manifestantes et processus violents .....	463
1. Séquences manifestantes et configurations spatio-temporelles de la confrontation .....	463
2. Facteurs conjoncturels et refus de négocier : la dynamique des affrontements violents	466
3. Perspectives des acteurs et perceptions différenciées de ces perspectives.....	472
4. Configurations spatiales et facteurs morphologiques dans l'apparition des violences : différences France/Allemagne .....	478
Conclusion.....	482
Conclusion du chapitre IV .....	483

## **Chapitre V. Le militant et l'institution : jusqu'à mourir pour la cause ? ..... 485**

Introduction .....	487
Section 1. Pouvoir et vérité au sein du PKK.....	491
Introduction .....	491
A. Doctrines et projets politiques.....	492
1. Nationalisme, marxisme et théorie de la libération : un discours ambivalent.....	492
2. Vers une théorie de l'« Homme nouveau ».....	496
3. L'émergence de la question féminine : déssexualisation et soumission.....	504
4. Une synthèse qui se veut universaliste : le combat pour la civilisation .....	509
B. La matérialisation du verbe dans différentes branches de l'organisation .....	514
1. Un modèle d'institution totale : l'Akademîya Mahsum Korkmaz.....	514
2. Discipline et contrôle mutuel et investissement de soi dans la guérilla.....	525
3. L'institution PKK au sein de l'univers carcéral.....	528
4. Le poids de l'institution en Europe .....	530
5. Des militants à la population : le contrôle des régions kurdes et de l'Europe .....	535
Conclusion : Autorité charismatique et rôles militants .....	545
Section 2. Négocier avec l'institution, en Turquie et en Europe .....	552
Introduction .....	552
A. Dispositions et réseaux de recrutement en zones kurdes et en zones mixtes .....	555
1. Positionnement identitaire et politique à la fin des années 1970 et au début des années 1980 .....	555
2. Le rôle de la scolarisation .....	559
3. Entrer dans un réseau de recrutement : agents incitateurs et de surveillance .....	561
B. Modalités de l'engagement et trajectoires au sein de la mouvance PKK.....	565
1. Disponibilités cognitives, situations déterminantes et effets de cliquet.....	565
2. Contraintes et ajustements : comment on s'attache au PKK.....	567
3. Conserver sa « personnalité », ou s'en remettre à l'organisation et à son chef .....	570
4. Comment gérer la crise : loyauté, désengagement et radicalisation .....	574
Conclusion : l'institutionnalisation de la domination.....	578
Section 3. Héros et traîtres : pour une sociologie de l'arme corporelle.....	581
Introduction : .....	581
A. La construction sociale du désir de mourir pour la cause.....	582
1. Les actions fondatrices en Turquie : de l'univers carcéral à la place publique.....	582
2. La fabrique des martyrs .....	589
3. Testaments, témoignages et (auto)biographies d'institution.....	597
B. Des raisons d'une pratique radicale : les immolations par le feu en Europe .....	608
Introduction : éléments de méthode .....	608

1. Le poids de l'institution : espace et temps des pratiques sacrificielles .....	613
2. Recourir à l'immolation par le feu : des singularités européennes ? .....	618
3. Unité et diversité des trajectoires sacrificielles en Europe.....	626
Conclusion du Chapitre V .....	638
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>641</b>
Annexes .....	649
Annexe 1. Liste non exhaustive de journaux et agences de presse apparaissant dans le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris (1983-2005).....	650
Annexe 2. Codes et règles de codage utilisés pour analyser les événements protestataires kurdistes .....	652
Annexe 3. Liste des entretiens biographiques réalisés (militants et sympathisants).....	675
Annexe 4. Liste des immolations par le feu de militants et sympathisants du PKK.....	676
Annexe 5. Liste des attaques-suicides et tentatives d'attaque-suicide organisées par le PKK .....	680
Annexe 6. Exemple d'une dépêche AFP mentionnant des actions protestataires kurdistes en Europe.....	682
Bibliographie .....	683
Liste des sigles rencontrés .....	733
Table des graphiques, tableaux et encadrés.....	741
Table des matières .....	744

